{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Nord. Conseil général. Rapports et délibérations - Nord, Conseil général. 1882/08.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

DÉPARTEMENT DU NORD.

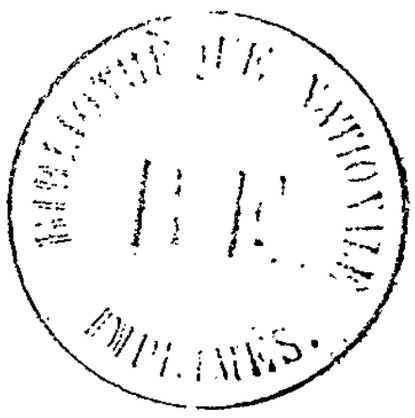
RAPPORT DU PRÉFET

Session d'Août 1882.

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL.
1882.

DÉPARTEMENT DU NORD.

RAPPORT DU PRÉFET



Session d'Août 1882.

LILLE,
IMPRIMERIE L. DANEL
1882

DEPARTEMENT DU NORD.

M. JULES CAMBON, ✲, PRÉFET.

MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL.

	MM.
Avesnes-Nord.	Ernest LEGRAND, avocat à Avesnes.
Avesnes-Sud	Jules HIROUX, industriel à Sains.
Bavai	DARCHE-LEVENT, industriel à Bavai.
Berlaimont	Evrard ÉLIEZ, notaire et maire, à Berlaimont,
Landrecies	MARIE-SOUFFLET, A ✪, propriétaire à Landrecies.
Le Quesnoy-Est. . . .	BOULANGÉ, A ✪, agriculteur, maire de Salesches.
Le Quesnoy-Ouest . .	Baron DE L'ÉPINE, propriétaire à Wargnies-le-Petit.
Maubeuge.	SCULFORT, industriel à Maubeuge.
Solre-le-Chateau. . .	DUPONCHEL, maître de verreries, à Sars-Poteries.
Trélon	BOUSSUS, ✲, industriel à Wignehies.
Cambrai-Est	CIRIER, député, avocat à Cambrai.
Cambrai-Ouest	BERNARD, député, fabricant de sucre, à Aubencheul-au-Bac.
Carnières.	TELLIEZ, ✲, propriétaire à Carnières.
Clary. , ...	DUTEMPLE, notaire honoraire, propriétaire à Walincourt.
Le Cateau	Charles SEYDOUX, O ✲ I ✪, manufacturier au Cateau.
Marcoing	CRÉPIN, ✲, agriculteur, maire de Noyelles-sur-l'Escaut.
Solesmes	MACAREZ, ✲, industriel à Saint-Python.
Arleux	Charles MENTION, propriétaire à Douai.
Douai-Nord.	Alain CHARTIER, ✲, A ✪, industriel à Douai.
Douai-Ouest	GIROUD, ✲, A ✪, député, à Douai
Douai-Sud	FIÉVET, Ed., agriculteur, fabricant de sucre, maire de Masny.
Marchiennes	Baron DE BOUTEVILLE, propriétaire à Hornaing.
Orchies	DES ROTOURS, député, propriétaire, maire d'Avelin.
Bergues	CLAEYS, maire de Bergues.
Bourbourg	N.....
Dunkerque-Est. . . .	Gustave LEMAIRE, avocat, à Dunkerque.

	MM.
Dunkerque-Ouest....	TRYSTRAM, député, président de la Chambre de Commerce, à Dunkerque.
Gravelines.....	GOUSSARD, C. ✲, ancien président de section au Conseil d'État (Wallen),
Hondschoote.....	BOUDEWEL, notaire à Hondschoote.
Wormhoudt.....	BERGEROT, député, maire d'Esquelbecq.
Bailleul-Nord-Est....	BIESWAL, propriétaire à Bailleul.
Bailleul-Sud-Ouest..	PLICHON, O ✲, C ✠, député, à Bailleul.
Cassel.....	DESMYTTÈRE, ✲, propriétaire, maire de Cassel.
Hazebrouck-Nord.....	JOETS DE MÉTERSHOF, propriétaire à Hazebrouck.
Hazebrouck-Sud.....	MASSIET DU BIEST, sénateur, propriétaire, à Hazebrouck.
Merville.....	DUQUENNE, négociant à La Gorgue.
Steenvoorde.....	OUTTERS, député, notaire, adjoint au maire de Steenvoorde.
Armentières.....	MAHIEU fils, manufacturier à Armentières.
Cysoing.....	Georges BRAME, ✲, député, propriétaire à Hem.
Haubourdin.....	Auguste POTIÉ, agriculteur, à Haubourdin.
La Bassée.....	CHOMBART, Édouard, maire d'Herlies.
Lannoy..... ...	BOUCHERY, agriculteur, maire de Sailly.
Lille-Centre.....	Pierre LEGRAND, député, ministre du commerce.
Lille-Nord-Est.....	Jules DUTILLEUL, ✲, A ⟨illegible⟩, O ✠, sénateur, propriétaire à Lille.
Lille-Ouest.....	Albert LEGRAND, industriel, maire de Saint-André.
Lille-Sud-Est.....	Éd. MARIAGE, négociant à Lille.
Lille-Sud-Ouest.....	TESTELIN, sénateur, docteur en médecine a Lille
Pont-a-Marco.....	DESMOUTIERS, ✲, agriculteur à Mons-en-Pevèle.
Quesnoy-sur-Deule...	MEURILLON, notaire, adjoint au Maire à Comines.
Roubaix-Est.....	Pierre CATTEAU, ✲, manufacturier à Roubaix.
Roubaix-Ouest.....	Emile MOREAU, ingénieur à Roubaix.
Seclin.....	DESMAZIÈRES, industriel, maire de Seclin.
Tourcoing-Nord.....	Charles JONGLEZ, industriel, président de la Chambre de Commerce à Tourcoing.
Tourcoing-Sud.....	DESURMONT-DESURMONT, ✲, ancien président de la Chambre de Commerce de Tourcoing.
Bouchain.....	CAULLET, fabricant de sucre, maire d'Haspres.
Condé.....	DERVAUX, Ernest, ✲, industriel, à Condé.
St-Amand (rive droite).	Jules SIROT, maître de forges, à Saint-Amand.
St-Amand (rive gauche).	Louis LEGRAND (de Lecelles), avocat près la Cour d'Appel de Douai
Valenciennes-Est	BULTOT, ✲, A ⟨illegible⟩, notaire, maire de Valenciennes.
Valenciennes-Nord . .	Jules ROUSSEAU, propriétaire à Valenciennes.
Valenciennes-sud... .	Louis LEGRAND (de Valenciennes), député, docteur en droit, docteur ès-lettres à Valenciennes.

CONSEIL GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Session d'Août 1882.

RAPPORT DU PRÉFET

EXPOSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT.

Messieurs,

Appelé pour la première fois à l'honneur d'exposer devant vous la situation financière du département, j'ai cru devoir m'inspirer de vos délibérations antérieures et des travaux de mon prédécesseur, pour vous exposer aussi brièvement que possible la situation financière du département et les ressources qu'elle nous présentera pour subvenir aux travaux en cours d'exécution, en projet, ou à entreprendre.

Continuant l'œuvre entreprise en 1868 pour la construction du réseau vicinal subventionné, vous avez voté en 1879 un nouvel emprunt de 6,287,600 fr. qui a été autorisé par une loi du 30 juillet 1880, et qui permettra la mise en état du nouveau réseau de 1,400 kil. de chemins d'intérêt commun et stratégiques. Vous avez en outre assuré les 4/5 de l'emprunt de 5,976,700 fr. qui doit permettre la construction par les communes des chemins vicinaux du réseau subventionné complémentaire dont la longueur atteint 400 kilomètres.

De plus une loi du 17 juillet 1882 a accordé au département un emprunt de 1,200,000 fr. pour assurer la première partie du programme de restauration des chemins de grande

communication et d'intérêt commun ; la partie complémentaire de ce programme, qui est d'égale importance, devra faire l'objet d'une loi d'autorisation ultérieure.

Enfin vous avez porté du 1/3 à la moitié la subvention accordée aux communes pour l'entretien de leurs chemins d'intérêt commun et imposé de ce chef une nouvelle charge de plus de 100,000 fr. au budget départemental, en même temps que vous prescriviez d'ajouter aux subventions allouées par l'État la somme nécessaire pour assurer à l'entretien des chemins vicinaux une subvention kilométrique moyenne de 70 fr.

L'instruction publique a été également l'objet de votre sollicitude.

Depuis la promulgation de la loi du 1er juin 1878, des emprunts d'une importance de 9,329,073 fr. ont été concédés aux communes, et le département et l'État ont alloué, en outre, des subventions d'une importance de 3,975,987 fr. ; vous avez enfin décidé l'imposition annuelle de 2 centimes spéciaux qui doivent permettre le paiement des dépenses facultatives de l'instruction publique et de l'instruction primaire.

Il ne reste plus maintenant qu'à réaliser l'exécution des nouvelles voies ferrées tant d'intérêt général que d'intérêt local.

En résumé, Messieurs, vous avez assuré depuis 1879, par vos votes, l'exécution d'un programme de travaux publics départementaux et communaux de près de 15 millions qui occasionnera au budget départemental un supplément maximum de charges de près de 600,000 francs.

Ces heureux résultats pourront être réalisés, comme je l'établierai ci-après sans qu'il soit nécessaire d'imposer de nouvelles charges aux contribuables. J'ajouterai même que la loi du 16 juin 1881, a sensiblement amélioré la situation financière des communes du département. Les contribuables bénéficient en effet, de la somme de 655,000 fr. qu'ils ont versée en 1881 pour la rétribution scolaire ; et en outre, il résulte du rapport présenté par la Commission départementale, dans la dernière session d'Avril, que par suite de l'application de cette même loi, la moyenne des impositions par commune n'était plus au 1er janvier 1882 que de 88 centimes 10, alors que celle constatée l'année dernière, se traduisait par 95 centimes 36. C'est donc un dégrèvement moyen de 7 centimes 26 pour l'ensemble des communes du département,

S'il est utile de persévérer dans les voies précédemment tracées, il est prudent de ne point entrer dans des voies nouvelles sans avoir jeté un coup d'œil sur nos charges et nos besoins présents. Nous pourrons ensuite par une sage combinaison des ressources créées par les impositions extraordinaires et par l'emprunt proposer les voies et moyens nécessaires pour assurer l'exécution des travaux d'utilité publique projetés dans le département.

J'exposerai d'abord au Conseil général les accroissements annuels des charges que le budget devra supporter pendant les années 1884 et suivantes, pour permettre l'achèvement des divers travaux votés par le Conseil général.

I. — Chemins vicinaux.

Situation des emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.

Le tableau ci-après donne la situation des emprunts contractés par le département à la caisse des chemins vicinaux, le montant des réalisations que l'on pourra effectuer au 31 décembre 1882 et par suite le total restant à emprunter à cette date.

INDICATION DES EMPRUNTS.	MONTANT autorisé.	RÉALISATIONS au 31 décembre 1882	RÉALISATIONS restant à effectuer à dater du 1er janvier 1883.
Loi du 30 juillet 1880. — Chemins d'intérêt commun du nouveau réseau	4.553.400 »	928 900 »	3.624.500 »
Loi du 30 juillet 1880. — Chemins stratégiques	1.734.200 »	643.900 »	1.090.300 »
Total	6.287.600 »	1.572.800 »	4.714.800 »
Loi du 17 juillet 1882. — Chemins de grande communication et d'intérêt commun de l'ancien réseau	1.200.000 »	»	1.200.000 »
Total des emprunts du département	7.487.600 »	1.572.800 »	5.914.800 »
Lois des 11 juillet 1868 et 10 avril 1879. — Chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné (réseau de 2700 kil.) Emprunts contractés par les communes et dont le département paie les 4/5 de l'amortissement	29.794.000 »	25.310.000 »	4.484.000 »
Totaux pour emprunts du département et des communes	37.281.600 »	26.882.800 »	18.398.000 »

D'aprés le tableau qui précède, les emprunts restant à contracter pour la construction des chemins stratégiques s'élèvent à 1,090,300 fr. L'amortissement de cet emprunt qui doit être réalisé en 1883 exigera pour le département, à partir de 1884, une augmentation de charges qui s'élèvera à 13,972 fr. 80 c. : le complément de l'annuité, soit 29,643 fr. 20, devant étre pris en charge par l'État.

Quant à l'emprunt restant à réaliser pour les autres chemins et dont l'importance s'élève à 9,308,600 fr., son amortissement, à raison de 4/5 de l'annuité trentenaire de 4 p. %, à payer par le département, exigera une somme annuelle de 297,872 fr.

En résumé, le budget départemental, du fait des emprunts restant à réaliser à la caisse des chemins vicinaux, devra supporter, à partir de 1884, une augmentation de charges qui atteindra un maximum de 314,845 fr. en 1891.

Charges additionnelles résultant du classement des 1,400 kilom. de chemin d'intérêt commun

La longueur des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau est de 1,329 kilomètres et celle des chemins stratégiques de 141 kilomètres, soit en tout ..... 1,470 k.
la longueur, dont le département subventionne l'entretien en 1882, est de . 425

Différence..... ..... 1,045 k

Cette dernière longueur ne sera pas modifiée en 1883, mais elle s'augmentera d'environ 145 kilomètres en 1884. Quand ce nouveau réseau de 1,045 kilomètres sera terminé, le département aura à en subventionner l'entretien, mais par contre, la subvention attribuée à ces lignes, comme chemins vicinaux ordinaires, viendra en déduction de la dépense qui incombe finalement au département.

Cette dépense peut être estimée à 240,350 fr. (1).

Charge de l'emprunt à réaliser pour l'achèvement des chemins de grande communication et d'intérêt commun (ancien réseau).

Dans sa séance du 21 avril 1882; le Conseil général a décidé qu'il y avait lieu de réaliser ultérieurement la somme de 1,200,000 fr., formant le complément de l'emprunt de 2,400,000 fr., autorisé jusqu'à concurrence de 1,200,000 fr. par la loi du 17 juillet 1882, pour l'achèvement des chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Cette réalisation exigera le versement d'une annuité trentenaire de 48,000 fr., dont 38,400 fr. devront être supportés par le département.

Mais il n'y a pas lieu de se préoccuper de cette agravation de dépenses, attendu que les imputations faites annuellement sur les fonds du budget départemental, à titre de grosses réparations de ces lignes, n'y figureront plus, et dès lors, laisseront libre une somme sensiblement égale à celle des amortissements à payer par le département.

Résumé des augmentations de charges de voirie.

En résumé, l'augmentation des charges nouvelles que le budget départemental devra supporter à partir de 1884 et leur élévation maximum, en ce qui touche les dépenses de voirie, sera la suivante :

Amortissement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux	311,845 fr.
Subvention départementale afférente à l'entretien des chemins d'intérêt commun (nouveau réseau).....	240,350
Total.....	552,195 fr.

Mais cette augmentation pourra vraisemblablement être réduite à 500,000 fr. par suite de la diminution annuelle de dépenses qui résultera de la suppression des travaux de grosses réparations, portés au budget et de l'économie que l'on pourra réaliser sur l'entretien d'un certain nombre de lignes mis en parfait état.

---

(1) $1{,}045 \times \left(\frac{600}{2} - 70\right) = 240{,}350.$

Répartition annuelle de cette augmentation de charges.

Il reste à établir la répartition de cette augmentation annuelle de charges, jusqu'au jour où elles auront atteint leur maximum.

Ainsi que je l'ai exposé ci-dessus, les emprunts restant à réaliser au 31 décembre 1882, s'élèvent à..... 10.398.800 »

Le complément d'emprunt pour les chemins stratégiques devant être réalisé en 1883, ci..... .... 1,090.300
et en outre un crédit de..... 1,500.000
étant mis à la disposition du département pour les autres lignes vicinales ;

En somme..... « ..... 2.590.300 »

Les réalisations à opérer pendant les années 1884 et suivantes, seront réduites à ..... 7.808.500 »

Le montant des avances que la caisse des chemins vicinaux pourra consentir annuellement en faveur du département et des communes, sur la dotation de la loi du 10 avril 1879, est actuellement fixé à 40 millions, de 1883 à 1886, et à 14 millions de 1887 à 1890.

Si donc on suppose que l'allocation de chacune des années 1884, 1885 et 1886 soit égale à celle de 1883, c'est-à-dire à 1,500,000 fr. le montant des crédits restant à allouer à partir de 1887, se trouvera réduit à la somme de (7,808,500 — 4,500,000) = 3,308,500 fr. et par suite le montant moyen des crédits pendant les années 1887 à 1890 sera de $\frac{3.308.500}{4}$ = 827,125 fr.

Ces explications permettent d'estimer quelle sera annuellement l'augmentation des charges départementales en ce qui touche les annuités d'amortissement à payer à la caisse des chemins vicinaux.

Si on suppose enfin que cet échelonnement de crédits se réalise, c'est également en 1891 que la totalité des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau sera à l'état d'entretien, et alors les charges supplémentaires du département s'élèveront, de ce chef, comme il a été établi ci-dessus à 240,350 fr.

On peut admettre que la subvention d'entretien de ces chemins augmenterait chaque année de 1885 à 1891 d'environ 29,571 (1).

Résumé des charges additionnelles de voirie.

En résumé, les charges additionnelles de voirie de 1884 à 1891, doivent être établies comme suit :

---

(1) $\frac{900 \times 230}{7}$ = 29,571.

ANNÉES.	AUGMENTATION A LA CHARGE DU DÉPARTEMENT.		
	Pour annuités trentenaires d'amortissement d'emprunt.	Pour subvention d'entretien des chemins d'intérêt commun.	TOTAL.
1884.....	61.972 80	33.350 »	95.322 80
1885.....	109.972 80	62.921 »	172.893 80
1886.....	157.772 80	92.492 »	250.264 80
1887.....	205.972 80	122.063 »	328 035 80
1888.....	232.440 80	151.634 »	384.074 80
1889.....	258.908 80	181.206 »	440.114 80
1890.....	285.376 80	210.778 »	496.154 80
1891.....	311.844 80	240 350 »	552.194 80

II. — Chemins de fer d'intérêt général.

Pour les Chemins de fer qui ont été classés par la loi du 17 juillet 1879, dans le réseau complémentaire d'intérêt général et qui n'ont pas encore été déclarés d'utilité publique la longueur à construire est de 73 kil. 5.

Dans sa session d'août 1880, le Conseil général a offert une subvention de 10,000 f. par kilomètre, soit 744,000. M. le Ministre des Travaux publics demande une subvention kilométrique de 30,000 fr. soit environ 2,205,000. En admettant qu'une transaction puisse intervenir sur la base d'une subvention de 1 million, le département pourrait emprunter cette somme à la caisse des Dépôts et Consignations au taux de 4 p % et s'en libérer en 15 ans par le paiement d'autant d'annuités de 89.941 fr., soit 90,000 fr. en nombre rond.

Le budget départemental ne pourrait supporter cette dépense extraordinaire qui pourrait être garantie par une imposition extraordinaire de 0c,65 de centime payable pendant 15 ans et qui serait absolument insensible pour les contribuables (1).

---

(1) Quelles seraient les conséquences de l'imposition proposée pour les contribuables soumis à l'impôt foncier ?

Le nombre de ces contribuables dans le département est de 317. 672.

Si l'on applique aux sommes qu'ils paient actuellement l'imposition de 0 centes 65, on trouve que l'effet de cette imposition se résumera comme suit :

						fr.
119,464	contribuables	imposés en principal	au-desous de 5	c. paieront en plus de leur cote actuelle		0,03
53,100	id.	id.	de 5 à 10	id.	de 0,03 à	0,06
49,162	id.	id.	de 10 à 20	id.	de 0,06 à	0,12
38,429	id.	id.	de 28 à 30	id.	de 0,12 à	0,18
25,753	id.	id.	de 30 à 50	id.	de 0,18 à	0,30
22,209	id.	id.	de 50 à 100	id.	de 0,30 à	0,60
14,515	id.	id.	de 100 à 300	id.	de 0,60 à	1,80
1,846	id	id.	de 300 a 500	id.	de 1.80 à	3,00
926	id.	id.	de 500 à 1000	id.	ee 3,00 à	6,00
enfin 268	id.	id.	au-dessus de 1000	paieront seuls plus de 6,00.		

Le département du Nord est en effet dans une situation assez privilégiée, si on la compare à celle des autres départements français qui supportent en moyenne 16 centimes additionnels extraordinaires.

Le département du Pas-de-Calais qui est limitrophe est imposé en 1882 de 21 centimes, 6 extraordinaires.

III. — CHEMIN DE PER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS.

Les chemins de fer d'intérêt local et tramways dont la concession a été accordée ou est demandée présentent un grand développement ; mais les seules lignes pour lesquelles le concours financier du département ait été sollicité jusqu'ici, sont celles ci-après :

Chemins de fer concédés avec subventions.

Société des chemins de fer du Cambrésis.— Une subvention de 7000 fr. par kilomètre, payable en dix annuités, sans intérêt a été accordée à cette société, dont la longueur totale des lignes, sur le territoire du département, est de 99 kilomètres savoir :

Tramway concédé par l'État de Cambrai à Catillon.....	35 kil.
Chemin de fer d'intérêt local concédé par le département de Denain au Catelet	46 »
Ligne de Masnières vers le Catelet.....	18 »
Total.....	99 kil.

Une subvention de 7000 fr. par kilomètre sera également demandée pour le prolongement de la ligne du Catelet, Masnières jusqu'à Cambrai, sur une longueur d'environ 8 kilomètres.

La ligne de Cambrai à Catillon est exploitée entre Cambrai et le Cateau, celle de Denain au Catelet vient d'être déclarée d'tilité publique ; on peut supposer que la subvention ne fonctionnera qu'à dater de 1885, pour la ligne de Denain au Catelet et à dater de 1886 pour celle de Masnières au Catelet.

Chemins de fer dont la concession est demandée avec garantie d'intérêt.

Les chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée moyennant une garantie d'intérêt, sous la réserve que cette garantie ne pourra pas imposer au département un maximum de 600 fr. par kilomètre et par an, ont une longueur totale d'environ 150 kilomètres sur le territoire du département du Nord, savoir :

Dunkerque à Lille par Steenvoorde.....	83 k.
Bergues à Hondschoote.....	11 k.
Caudry à Wignehies-Fourmies, par Solesmes et Etrœungt.....	52 k.
Total.....	146 k

Si ces lignes sont concédées, il y a lieu d'espérer que le département obtiendrait pour le maximum de la garantie d'intérêt, un taux kilométrique inférieur à 600 fr., il est en outre à supposer que ces lignes ne pourront être livrées entièrement à l'exploitation avant 1887.

Si l'on admet que la ligne de Masnières à Cambrai reçoive en dix annuités une subvention de 7,000 fr. par kilomètre, la dépense annuelle pour une longneur de huit kilomètres, sera de..... 5,600 fr.

D'un autre côté, la garantie d'intérêt pour 150 kilomètres de chemins de fer d'intérêt local en la supposant de 500 fr. l'un, entraînera une dépense annuelle maximum de..... 75,000

Soit ensemble..... 80,600 fr.

Ce chiffre est susceptible d'être modifié puisqu'il s'agit de lignes non encore concédées, mais il est prudent de compter sur une dépense égale au maximum de la garantie d'intérêt. Cependant il est à espérer que ce maximum ne sera pas atteint. Je dois même assurer que si les lignes du Cambrésis avaient été construites au moyen d'une garantie d'intérêt, le département, en présence du chiffre élevé des produits de ce réseau, serait indemne de toute subvention.

IV. — Récapitulation générale des charges.

Les tableaux détaillés et les explications qui précèdent, permettent d'établir la récapitulation des charges nouvelles qui s'imposeront au budget départemental par l'exécution des travaux votés par le Conseil général et par ceux qui sont actuellement réclamés.

Je vais donc réunir les divers éléments de dépenses établis dans les tableaux qui précèdent, je vais en rapprocher ensuite les ressources probables dont le département pourra disposer de 1884 à 1891, et je pourrai ainsi mettre en relief la situation véritable du budget départemental pendant les années 1884 et suivantes :

Années	Augmentation de charges du budget départemental pour					Total général
	Amortissement trentenaire des emprunts à la caisse des chemins vicinaux.	Entretien des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau.	Subventions accordées aux lignes de Denain, Masnières et Catelet.	Total pour travaux précédemment votés.	Subventions prévues pour chemins de fer d'intérêt local qui n'ont pas encore été concédés.	
1	2	3	4	5	6	8
1884	61.972 »	33.350 »	»	95.322 »	»	95.322 »
1885	109.972 »	62.921 »	32.200 »	205.093 »	»	205.093 »
1886	257.972 »	92.492 »	44.800 »	295.264 »	»	295.264 »
1887	205.972 »	122.063 »	44.800 »	372.835 »	»	372.835 »
1888	232.440 »	151.634 »	44.800 »	428.874 »	80.600 »	509.474 »
1889	258.908 »	181.206 »	44.800 »	484.914 »	80.600 »	565.514 »
1890	285.376 »	210.778 »	44.800 »	540.954 »	80.600 »	621.554 »
1891	311.845 »	240.350 »	44.800 »	596.995 »	80.600 »	677.595 »

Plus-value annuelle des ressources.

La seule augmentation de ressources sur laquelle on puisse compter, réside dans la progression annuelle des centimes départementaux que l'on peut estimer à 70,000 francs. Ce chiffre avait atteint plus de 110,000 francs en 1879, mais il a été sensiblement diminué par l'effet de la loi du 30 juillet 1880 sur les patentes ; on peut espérer qu'il reprendra prochainement son ascension primitive.

Dans cette hypothèse, l'accroissement annuel des ressources à partir de 1884 sur les chiffres accusés au budget de 1883 serait établi comme suit :

Année	1884.....	70,000 fr.
—	1885.....	140,000
—	1886.....	210,000
—	1887.....	280,000
—	1888.....	350,000
—	1889.....	420,000
—	1890.....	490,000
—	1091.....	560,000

Budget de 1883.

Le budget de 1883 laisse un excédent de recettes libres de.....	121.415	88
Les recettes ordinaires de 1883 s'élèvent à.....	4.838.865	42
Les recettes extraordinaires à ..... (Déduction faite des emprunts.)	1.915.772	46
Ensemble.....	6.754.637	88
Les dépenses correspondantes sont prévues pour.....	6.633.252	00
Différence égale à l'excédent de..... constaté ci-dessus.	121.415	88

Si donc l'on ajoute au chiffre des dépenses de 1883 les charges à supporter par le département pendant les années suivantes, d'après les votes du Conseil général, et que d'un autre côté, on ajoute à celui des recettes de ce même exercice les plus-values prévues annuellement, la comparaison entre ces deux chiffres montrera la situation budgétaire annuelle du département pendant la période considérée.

C'est cette situation que résume le tableau ci-après :

	ANNÉES									
	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892
Dépenses de.	6.633.252	6.728.574	6.828.345	6.928.516	7.006.087	7.062.126	7.118.166	7.174.206	7.230.247	7.230.247
Recettes de..	6 754.637	6 824.637	6.868.637	6.964.637	7.034.637	7.104.637	7.174.637	7.244.637	7.314.637	7.384.637
Plus-values..	121.415	106.063	29.292	36.121	28.550	42.511	56.471	70.431	84.380	153.390

L'examen de ce tableau montre que les charges votées par le Conseil général peuvent être soldées avec les seules ressources du budget départemental sans qu'il soit nécessaire d'imposer de nouveaux centimes additionnels.

En ce qui touche la garantie d'intérêt à prévoir à partir de 1888 pour les chemins de fer d'intérêt local et dont l'importance maximum s'élèverait à 80,600 fr. le tableau ci-dessus indique que ce n'est qu'à partir de 1890 que cette subvention pourrait être prélevée sur les ressources libres du budget départemental.

Mais je dois faire remarquer au Conseil général que j'ai prévu en dépenses pendant les années 1883 à 1890, 55,000 fr. pour le cadastre, alors que ce crédit doit être réduit à 30,000 fr, dès l'année 1885 et lorsque les opérations de Lille et Roubaix qui ont motivé ce crédit exceptionnel seront terminées. C'est donc une première plus value de 25,000 fr. qui peut être ajoutée à celles constatées à la balance des années 1885 et suivantes.

En second lieu, les travaux de restauration exécutés sur le réseau vicinal amèneront une économie annuelle de dépenses qu'on peut estimer à 50,000 fr. et qui n'est également pas comprise dans les chiffres précédents. Enfin, le budget extraordinaire de 1883 comprend un crédit de 30,000 pour les tables décennales de l'état-civil, crédit qui ne doit pas être reproduit aux budgets suivants. C'est donc, en somme, un total de plus-values de près de 100,000 fr. qui viendra s'ajouter à celles constatées en 1888 et pendant les années suivantes et qui permettra non seulement de subventionner les chemins de fer d'intérêt local projetés, mais encore de laisser au budget une élasticité suffisante pour les besoins imprévus.

A partir de 1891, la situation devient excellente, le budget devant présenter à cette époque jusqu'en 1905 des excédents de recettes de près de 300.000 fr. annuellement.

Conclusion. A cette dernière date, ils se solderont par suite de l'extinction des annuités d'une partie de l'emprunt de 1868 par des excédents supérieurs à 1 million.

Le Conseil général peut donc en toute sécurité, poursuivre l'œuvre qu'il a si bien inaugurée par le perfectionnement de la voirie et le développement de nos voies vicinales. Celle des chemins de fer d'intérêt local n'est pas moins importante, elle apportera dans des régions fertiles et déshéritées de voies rapides un nouvel élément de prospérité et de progrès, qui augmentera encore la richesse de notre beau département et dont les populations seront profondément reconnaissantes envers le Conseil général.

Le Préfet du Nord,
JULES CAMBON.

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTES ET BUDGETS.

CHAPITRE Ier

COMPTE DE 1880.

Le compte départemental de 1880, que vous avez adopté dans la séance du 2 septembre dernier, a été approuvé par décret du 1882.

Les excédents de recettes de cet exercice ont été arrêtés comme suit :

Budget ordinaire.....	332,314 99
Budget extraordinaire.....	340,723 01
Ensemble	673,038 00

et reportés jusqu'à concurrence de 335,095,70 au budget de report de 1881; la différence entre ces deux chiffres a formé les ressources du budget rectificatif de 1881 dont l'emploi a été effectué par le Conseil général dans sa session d'août 1881.

COMPTE DE 1881.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Budget ordinaire. — Recettes. — Comparaison des recettes réelles avec les prévisions. — Causes des plus-values et des non-values. — Dépenses.

Le compte départemental de l'exercice 1881, que j'ai l'honneur de vous soumettre, en exécution de l'article 66 de la loi du 10 août 1871, présente les résultats généraux suivants :

Les recettes recouvrées se sont élevées à	4,498,914	01
et les dépenses acquittées à.....	4,145,092	56
Partant, les recettes présentent un excédent, au 30 avril 1882 de.....	303,821	45
Les recettes ordonnancées par M. le Ministre de l'instruction publique se sont élevées à..... 776,811 34		
et les dépenses acquittées à..... 565,163 99		
Excédent annulé.....	211,647	35
Total des annulations de l'exercice.....	515,468	80

Ces fonds ont été rattachés à l'exercice 1882 par le budget de report et le budget rectificatif ; j'établirai ci-après dans quelles proportions chacun de ces budgets en a profité.

Budget ordinaire.

1° Recettes.

Les recettes allouées suivant autorisations régulières s'élevaient ensemble à la somme de 4,665,933 54

Ainsi décomposée :

		Centimes.	Produits éventuels.
1° Ressources propres à l'exercice 1881.	Applicables aux dépenses ordinaires proprement dites.....	1,915,355 97	351,180 29
	Applicables aux dépenses de la vicinalité....	942,822 79	1,124,259 50
		2,858,178 76	1,475,439 79
Total des ressources de l'exercice 1881...			4,333,618 55
2° Ressources communes aux deux natures de dépenses.	Fonds reportés de 1880....		144,297 77
	Fonds libres de 1880.....		188,017 22
Total général			4,665,933 54

L'examen du compte montre que les recouvrements correspondants ont été les suivants :

		Recettes recouvrées.	
		Centimes.	Produits éventuels.
1° Ressources propres à l'exercice 1881.	Applicables aux dépenses ordinaires proprement dites.....	1.939,339 84	36 ,263 63
	Applicables aux dépenses de la vicinalité...	948,359 41	865,636 14
		2,887,699 25	1,228,899 77

Total des ressources recouvrées en 1881..... ... 4,116,599 02

2° Ressources communes aux deux natures de dépenses.	Fonds reportés de 1880....	144,297 77
	Fonds libres de 1880.....	188,017 22
Total général des recouvrements		4,448,914 01

Les prévisions des recettes s'élevaient à.....	4,665,933 54
D'où résulte un déficit de.....	217,019 93

Mais ce déficit n'est qu'apparent ; en effet, chaque année les crédits inscrits au budget, par le Conseil général, pour l'entretien des lignes vicinales, comprennent les contingents prestatifs et les subventions industrielles à acquitter en nature, dont le produit n'entre pas en ligne de compte, et qui, dès lors, tombent en non-valeurs, en fin d'exercice.

Le montant des contingents communaux et industriels applicables à la vicinalité était prévu pour une somme de.....			1,124,259 50
Les prestations et subventions acquittées en nature se sont élevées à la somme de	Ch. de gr. commun. 45,634 67 Ch. d'int. commun 128,956 13	174,590 80	238,250 38
Les non-valeurs accordées sur l'exercice s'élèvent, y compris les sommes sans emploi, à..		63,659 58	
Il restait donc à recouvrer en argent.....			886,009 12
Or, le compte montre que les recouvrements effectués sur produits éventuels vicinaux ont été de.....			865,636 14
Le déficit se réduit donc à			20,372 98

Le recouvrement en est poursuivi sur les communes et les industriels. Comme il s'agit de ressources spéciales ayant une destination incommutable, le montant en sera rattaché au budget départemental, par décision ministérielle, après constatation des recouvrements opérés au compte de chaque ligne vicinale, conformément aux prescriptions du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique.

Toutes les dépenses vicinales ont été exactement renfermées dans la limite des crédits ouverts par le Conseil général et des recouvrements effectués pour le compte de chacune des lignes.

D'un autre côté, les produits éventuels ordinaires prévus au budget pour une somme de 351,180.29, ont donné lieu à des émissions de titres qui se sont élevés, y compris les restes à recouvrer de l'année 1880, à la somme de 400,406.13. Les recouvrements effectués se sont élevés à 363.263,63, dépassant de 12,083,34 les prévisions budgétaires. Les restes à recouvrer forment une somme totale de 37,142,50 qui est en voie de recouvrement. Sur ce dernier chiffre, 19,553,08 sont applicables à des travaux de curage effectués sur la rivière de Marque, et dont les titres n'ont pu être émis qu'à la clôture de l'exercice.

En résumé la comparaison des recettes réalisées avec les recettes prévues fait ressortir les plus-values ci-après :

Centimes ordinaires.....	23,983	87
Centimes vicinaux.....	5,536	62
Produits éventuels ordinaires.....	12,083	34
Total	41.503	83

Cette somme figure en recettes au budget rectificatif.

2° Dépenses.

Toutes les dépenses ont été renfermées rigoureusement dans la limite des crédits ouverts.

Une seule exception existe pour le service du sous-chapitre 6 : Aliénés. — Le crédit a été dépassé de 2,917,37 qui ont été reversés au compte des produits éventuels départementaux. Comme la dépense est constatée au compte de 1881, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir un crédit d'ordre de 2,917,27, à titre de régularisation.

3° Situation définitive du budget ordinaire.

Le compte indique à la page 71, que les excédents de recettes au budget ordinaire s'élèvent à 303,821 fr. 45. Sur le montant de ce dernier chiffre, 150,738 fr. 37 ont été réservés et inscrits au budget de report pour les dépenses à continuer ; le surplus, s'élevant à 153,085 fr. 08, a été définitivement annulé et constitue les fonds libres qui doivent être cumulés avec les ressources correspondantes du budget de l'exercice courant.

Les reliquats de crédits obtenus sur les allocations budgétaires se décomposent comme il suit entre les divers sous-chapitres du budget.

SOUS-CHAPITRE Ier.

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

Art. 2. — Entretien des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures. — Sur les 2,050 fr. alloués, il n'a été employé que 2,048 fr. 86, la différence est restée libre.	1	14
Art. 4. — Le crédit de 12,700 a laissé disponible une somme de.....	20	70
Art. 5. — Mobilier des Sous-Préfectures. — Le crédit de 7,339 fr. 50 alloué, a été employé jusqu'à concurrence de 7,329 fr. 77, la différence soit..... reste définitivement libre.	9	73
Art. 6. — Entretien des bâtiments de l'école normale d'instituteurs. — Crédit de 3,500 fr. ; reste libre.....	0	04
Art. 7. — Entretien des casernes appartenant au département. — Le crédit de 4,070 fr., prévu pour 1881, a été utilisé jusqu'à concurrence de 4,058 fr. 41, la différence restée libre est de.....	11	59
Art. 8.— Loyer des casernes, au nombre de 36.— Les dépenses prévues s'élevaient à 82,000 fr. ; elles ont été réglées à 72,633 fr. 45, présentant ainsi une diminution de.....	9,366	55
Art. 9. — Éclairage des casernes. —Remplacement des drapeaux,etc. — Crédit de 900 fr. — Reste sans emploi	0	32
Art. 10. — Indemnité de literies aux militaires admis dans la gendarmerie. — Le crédit de 3,000 fr. alloué à cet effet n'a été employé que jusqu'à concurrence de 2,518 fr. 09. Reste libre	481	91
Art. 11. — Entretien des bâtiments occupés par les tribunaux. — Le crédit de 2,800 fr. alloué en 1881 a laissé libre une somme de.....	2	10
Art. 13. — Entretien du mobilier des cours d'assises et des tribunaux. — Le crédit ouvert était de 1,800 fr. Les dépenses nécessaires à cet effet ne s'étant élevées qu'à 1,596 fr. 56, il est resté disponible.....	203	44
Art. 14. — Achat de meubles pour les tribunaux. — Le reliquat resté libre est de.....	13	52
Art. 16. — Menues dépenses des Justices-de-Paix. Reste sans emploi.	105	00
Total des fonds libres du sous-chap. 1er.....	10,216	04

SOUS-CHAPITRE II.

PROPRIÉTÉS DÉPARTEMENTALES IMMOBILIÈRES.

Travaux, acquisitions, etc.

Les articles ci-après ont laissé des reliquats disponibles qui ne demandent aucune justification particulière, ils constituent des excédents de ressources sur des travaux dont l'exécution a permis de réaliser quelques économies, savoir :

ART. 1er.	— Réparations aux bâtiments des Sous-Préfectures.....	2	79
Art. 2.	— Réparations aux bâtiments des casernes de gendarmerie....	256	94
Article 3.	— Réparations aux bâtiments des Tribunaux.....	52	64
» 4.	— Réparations aux maisons d'arrêt	270	11
» 5.	— Entretien des archives départementales	0	01
» 6.	— Entretien des prisons.....	1	93
» 7.	— Etablissement thermal de St-Amand	46	95
» 8.	— Traitement des architectes départementaux.....	93	59
» 9.	— Assurance des bâtiments départementaux	89	68
« 10.	— Chauffage des bâtiments.....	178	40
» 11.	— Service des eaux pour les bâtiments départementaux...	3	00
» 12.	— Frais d'illumination des édifices les jours de fêtes publiques	1,273	22
» 14.	— Traitement des gardiens des Palais-de-Justice	6	67
» 18,	— Prisons. Appareils de lavage pour les détenus.....	0	01
	Total des fonds libres du sous-chapitre II.....	2,275	94

SOUS-CHAPITRE III.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

Le § 2 de ce sous-chapitre a laissé disponibles les sommes suivantes :

Art. 1er. — Réserve pour travaux imprévus. Ce crédit s'élevait à la somme de 10,000 fr. Il n'a été distribué par les soins de la commission départementale que jusqu'à concurrence de 5,950 fr. Il est donc resté sans emploi une somme de .... 4,050 »

Art. 2. — Le crédit de 75,000 fr. inscrit au budget pour traitement du personnel des Ponts et Chaussées, n'a été employé que jusqu'à concurrence de 72,702,92, par suite de vacances survenues en cours d'exercice et auxquelles il n'a pas été immédiatement pourvu. Reste libre 2,297 08

Enfin le crédit de 1,500 fr., ouvert à l'article 3, pour dépenses diverses a laissé libre une somme de 0 30

Total des fonds libres du sous-chapitre III..... 6,347 41

SOUS-CHAPITRE IV.

CHEMINS VICINAUX, CHEMIN DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Les reliquats accusés au compte comme restant sans emploi s'élèvent ensemble à la somme de 285,986 91

Ainsi décomposée :

1° CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION.

Reste à recouvrer au 31 décembre 1881, sur contingents communaux et subventions industrielles	1,422	85	
Prestations communales acquittées en nature, accusées au compte.....	29,621	08	
Subventions industrielles id.	14,956	75	
Non-valeurs.....	442	00	
Total pour les chemins de grande communication.....			46,442 68

2° CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN.

Reste à recouvrer au 31 décembre 1881.....	18,808	55	
Prestations communales acquittées en nature, et reprises au compte.....	95,297	63	
Subventions industrielles acquittées en nature.....	10,732	09	
Contingents communaux à mettre en recouvrement.....	49,207	68	
Contingents communaux de prévision non réalisables et à admettre en non-valeurs.....	36,800	00	
Non-valeurs admises dans l'exercice	1,196	15	
Total			212,042 10
Total général des sommes à annuler en recette			258,484 78

Les sommes restées sans emploi et dont il pourra être affectées au budget rectificatif se rapportent aux articles ci-après :

Chemins d'intérêt commun et stratégiques. — Subventions départementales inscrites par prévision pour l'entretien de ces chemins et restées sans emploi ..... 26,590 »

Art. 271. — Réserve pour travaux imprévus :

Le crédit de 4,408 fr., inscrit au buget ordinaire, n'a été employé que jusqu'à concurrence de 4,017 50. — Reste libre.. 390 50

Art. 272. — Traitement des Agents-Voyers. — Somme non employée 141 58

A reporter..	27,122 08	258,484 78

	REPORT 27,122 08	258,484 78
Art. 273. — Dépenses diverses. — Reliquat de crédit.....	380 05	
Total des fonds libres du Sous-Chapitre IV.		27,502 13
Total général des crédits définitivement sans emploi du Sous-Chapitre IV		285,986 91

La somme de 27,502 13 sera comprise dans les fonds libres, dont le Conseil général règle l'emploi par le budget rectificatif.

SOUS-CHAPITRE VII.

ASSISTANCE PUBLIQUE.

Art 1er. — Secours de route aux voyageurs. Reliquat disponible sur le crédit de 1,600 fr.....	11 21
Art. 4. — Protection des enfants du premier âge. — Crédit ouvert 30,000 fr. — La loi du 23 décembre 1874 a reçu son exécution complète en 1881, la dépense s'est élevée à 28,618 85 — Reste libre.....	1,381 15
Art. 5. — Subvention aux sociétés de secours mutuels. — Crédit de 3,000 fr. — Reliquat disponible.....	1,264 10
Art. 7. — Dépôt de mendicité établi à Lille pour les filles repenties. — Crédit de 10,125 00. — Reliquat.....	3,690 45
Art. 8. — Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. Entretien des mendiants du Nord. — Crédit de 6000 fr. — Reliquat.....	2,383 65
Art. 9. — Secours aux malades indigents.....	20 00
Art. 10. — Allocation pour secours aux incendiés nécessiteux. — Crédit de 2,000 fr. — Reliquat disponible.....	1,650 »
Art. 12. — Entretien des sourds-muets à Lille et à Ronchin. — Crédit non employé.....	1,220 90
Total du sous-chapitre VII.....	11,621 46

SOUS-CHAPITRE VIII.

CULTES.

Art. 1er — Indemnité à Mgr l'archevêque et autres membres du clergé. — Reste libre par suite de décès.....	2,477 23

SOUS-CHAPITRE X.

ENCOURAGEMENTS AUX LETTRES, AUX SCIENCES ET AUX ARTS.

Art. 2. — Encouragements aux sciences, etc. — Somme sans emploi.	250 02
Art. 4. — Entretien d'élèves aux écoles d'Arts et Métiers de Châlons.— Reste libre.....	394 50
Art. 6. — Élèves sages-femmes envoyées à Paris.—Reste disponible.	2,845 75
Total du sous-chapitre X.....	3,490 27

SOUS-CHAPITRE XI.

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE ET A L'INDUSTRIE.

Les sommes restées sans emploi et qu'il y a lieu de cumuler avec les fonds libres en raison du caractère annuel de ces dépenses se rapportent aux articles suivants :

Art. 1er — Encouragements à l'agriculture	380 »
Art. 2.—Frais de tournée du professeur départemental d'Agriculture.— Crédit non employé.....	1,500 »
Art. 3. — Encouragements pour l'amélioration de la race chevaline...	1,497 05
Art. 5. — Entretien d'élèves aux écoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon ou de Toulouse	465 »
Art. 6. — Mesures contre les épizooties. — Crédit de 5,000 fr.—Reste libre.....	80 50
Art. 7. — Destruction des animaux nuisibles. — Reste disponible.....	40 »
Total du sous-chapitre XI.....	3,962 55

SOUS-CHAPITRE XII.

SUBVENTIONS AUX COMMUNES.

Art. 1er. — Etablissement de pompes à incendie. — Crédit de 3,000 fr. — Reste libre.....	2,100 »
Art. 2. — Subventions pour le service des secours et pensions aux sapeurs-pompiers. — Crédit de 1,000 fr. — Reste libre.....	850 »
A reporter.....	2,950 »

REPORT.....	2,950	»
Art. 3. — Subventions pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers — Reste libre.....	311	»
Total du sous-chapitre XII.....	3,261	»

SOUS-CHAPITRE XIII.

DÉPENSES DIVERSES.

Art. 3. — Mesures contre les épidémies. — Reliquat disponible.....	224	»
Art. 4. — Indemnité de logement aux officiers de gendarmerie	41	67
Art. 5. — Avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. — Les avances portées au budget pour 30,000 fr. n'ont été employées que jusqu'à concurrence de 28,413 fr. 12 c., sur lesquels il restait à recouvrer 19,553 fr. 08 c. au 31 décembre 1881.— Reste libre..	1,586	88
Art. 12. — Gratifications pour belles actions. — id.....	15	»
Art. 13. — Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers. Reste libre.....	207	»
Art. 14. — Service des emprunts départementaux. — Reste libre.....	28,066	40
Art. 15. — Subvention de la Chambre de Commerce de Dunkerque aux officiers de port. — Crédit restreint.....	1,000	»
Art. 23. — Allocation aux sociétés de gymnastique. — Reliquat	100	»
Total du sous-chapitre XIII.....	31,240	95

Situation générale du budget ordinaire.

Le total des dépenses accusées au compte s'élève à la somme de.....			4,152,481	37
Il y a lieu d'en déduire :				
1° Pour dépenses mandatées et non payées.....	2,520	67		
2° Pour dépenses non mandatées.....	4,868	14		
	7,388	81	7,388	81
Reste en dépenses acquittées.....			4,145,092	56
Le total des recettes recouvrées étant de.....			4,436,830	67
Partant, les recettes présentent un excédent, au 30 avril 1882, de.....			303,821	45

Ainsi que je l'ai indiqué en tête du rapport.

Budget extraordinaire.

1° RECETTES.

Les recettes allouées au budget pour les dépenses extraordinaires, eu égard aux décisions modificatives, s'élèvent à la somme de..... 13,694,839 05

Ainsi décomposée:

Produit prévu des 12 centimes extraordinaires.....	1,616,267 64
Fonds d'emprunts. (Loi du 30 juillet 1880).....	2.775,500 »
Produits éventuels extraordinaires.....	8,962,348 40
Fonds reportés etfonds libres de 1880.....	340,723 01
Total.....	13,694,839 05

Les recettes correspondantes recouvrées sur le même exercice se sont élevées à la somme de..... .... 11,695,893 57

Ainsi décomposée:

Produit des 12 centimes extraordinaires.....	1,625,758 99
Fonds d'emprunts. (Loi du 30 juillet 1880).....	800,300 »
Produits éventuels extraordinaires.....	8,921,111 57
Fonds reportés et fonds libres de 1880.....	340,723 01
Total égal.....	11,695,893 57

La comparaison des prévisions budgétaires avec les recouvrements effectués donne une moins-value de 1,998,945 fr. 48 c.

Cette moins-value s'applique jusqu'à concurrence de 1,975,200 fr. aux crédits d'emprunts que le Conseil général avait inscrits au budget extraordinaire, en exécution de la loi du 30 juillet 1880, pour la construction et la transformation des chemins d'intérêt commun.

La caisse des chemins vicinaux n'a pu mettre les crédits votés à la disposition du département, en raison du prorata qui lui était attribué dans la répartition générale des fonds mis à la disposition de M. le Ministre par le vote de la loi de finances de l'exercice 1881.

Dès lors ces crédits sont tombés en non-valeurs à la clôture de l'exercice, à défaut de réalisation des ressources correspondantes.

Les produits éventuels extraordinaires prévus au budget pour une somme de 8,962,348 fr. 40 c. ne se sont réalisés que jusqu'à concurrence de 8,921,111 fr. 57 c. de là un déficit de 33,236 fr. 83 c., qui n'a rien d'anormal en raison de l'importance des prévisions budgétaires.

Enfin les 12 centimes extraordinaires ont donné une plus-value de 9,491 fr. 35 c.

2° Dépenses.

Toutes les dépenses ont été strictement renfermées dans la limite des crédits ouverts par le Conseil général.

Les reliquats de crédits obtenus sur les allocations budgétaires se décomposent comme suit entre les divers sous-chapitres du budget.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit de centimes extraordinaires.

§ 1er. — Emploi des 12 centimes extraordinaires.

Art. 1er. — Subvention pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. — Reliquat disponible	32,462 »
Art. 2.— Subvention aux communes pour le remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux. — Reliquat	91,147 60
Art. 3. — Réserve pour travaux imprévus. — Reliquat.....	12,009 70
Art. 7. — Réparations aux bâtiments des Sous-Préfectures. — Reliquat.	2 95
Art. 8 — Réparations aux bâtiments des Tribunaux. — Reliquat.....	4 34
Art. 9. — Réparations aux casernes de Gendarmerie. — Reliquat.....	21 15
Art. 10 — Réparations aux maisons d'arrêt. — Reliquat.....	8,15
Total du sous-chapitre 17.....	135.655 89

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Emprunt de 6,287,600 fr. pour les travaux des chemins d'intérêt commun et de diverses lignes vicinales. (Loi du 30 juillet 1880).

Ainsi que je l'ai indiqué ci-dessus, les crédits ouverts au budget de l'exercice 1881, pour les travaux de construction et de transformation des chemins d'intérêt commun s'élevaient à.....	2,663 541 61
Les dépenses réglées dans la limite des réalisations, se sont élevées à	728 659 46
D'où un reliquat sans emploi et tombé en annulation de.....	1,934 882 15

Ce reliquat doit être affecté aux travaux en cours d'exécution suivant le détail par ligne vicinale donné au compte de 1881, et jusqu'à concurrence de 1,892,555 fr. 85 c. — En raison de la spécialité de ces ressources et du vote émis par le Conseil général, M. le Ministre a fait autoriser, par décret du 30 juin 1882, le rattachement de cette somme au budget de l'exercice courant.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.

Art. 4. — Réserve pour dépenses imprévues. — Reste disponible.....	4,222 80
Art. 5. — Service de l'emprunt de 6,287,600 fr. par les travaux des chemins d'intérêt commun. — Emploi du versement à faire par le Ministre de la Guerre. — Les annuités de l'emprunt ayant pu être réglées sur les fonds du sous-chapitre 17, le crédit de prévision inscrit au compte des produits éventuels, reste disponible, ci.....	20,592 00
Art. 10. — Route départementale n° 14. Les travaux de reconstruction du pont de Breucq, ont laissé libre une somme de..... provenant d'économies réalisées en cours d'exécution.	5,869 24
Art. 14. — Subvention pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. — Reliquat sans emploi.....	40,336 64
Total du sous-chapitre 19.....	71,020 68

Situation générale du budget extraordinaire.

Le total des dépenses du budget extraordinaire est de.....			11,182,126 70
sur lesquels il convient de retrancher :			
Pour dépenses mandatées, mais non acquittées.....	3,520 65	}	113,530 65
Pour dépenses non mandatées au 1er avril 1882.....	110,010 00		
Reste en dépenses acquittées.....			11,068,596 05
Les recettes recouvrées étant de			11,695,893 57
Partant, l'excédent libre, au 30 avril 1882, est de.....			627,297 52

Sur le montant de ce dernier chiffre, 329,234 fr. 76 ont été réservés et inscrits au budget de report pour dépenses à continuer; le surplus s'élevant à 298,062 fr. 76, constitue les fonds libres dont l'emploi devra être déterminé par le Conseil général au moyen du budget rectificatif de l'exercice courant.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

RECETTES ET DÉPENSES.

	Ordinaires.	Extraordinaires
Total des recettes recouvrées	4,448,914 01	11,695,893 57
Total des dépenses acquittées	4,145,092 56	11,068,596 05
Différence partielle.....	303,821 45	627,297 52

Partant les recettes présentent un excédent au 30 avril 1882 de 931,118 97

COMPTE DES RECETTES ET DES DÉPENSES DÉPARTEMENTALES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1° RECETTES.

Les recettes du budget de l'instruction publique avaient été évaluées à	772,428 54
Elles se sont élevées à.	776,811 34
D'où résulte une plus-value de.....	4,382 80

Cette plus-value, qui provient pour 3,163 fr. 80 c. du produit des 4 centimes spéciaux, a été rattachée d'office en recette au budget de 1881, par décision de M. le Ministre de l'Instruction publique, attendu qu'elle constitue une ressource qui ne peut être affectée qu'aux services obligatoires de l'instruction primaire.

2° DÉPENSES.

Créditées pour un chiffre égal aux recettes, c'est-à-dire pour.	776,811 34
Les dépenses ne se sont élevées qu'à	565,163 99
Laissant ainsi disponible une somme de.....	211,647 35

qui a été annulée à la clôture de l'exercice 1881.

Les dépenses ont été réparties comme il suit entre les divers sous-chapitres et articles de ce budget.

SOUS-CHAPITRE Ier	Crédits alloués.	Dépenses faites.	Reste sans emploi.
Dépenses auxquelles il est pourvu avec des centimes ordinaires autres que les centimes spéciaux.			
Art. 1er — Frais de bureau de l'inspecteur d'académie	1,200 »	1,200 »	»
Art. 2. — Entretien des bourses dans les lycées de Lille et de Douai	38,450 »	37,188 84	1,261 16
Art. 3. — Indemnité au secrétaire de l'académie de Douai	500 »	473 62	26 38
Total du sous-chapitre Ier.....	40,150 »	38,862 46	1,287 54

	Crédits alloués	Dépenses faites.	Reste sans emploi.
SOUS-CHAPITRE II.			
Dépenses ordinaires et obligatoires auxquelles il est pourvu avec le produit des centimes spéciaux et les produits éventuels.			
École normale d'instituteurs.— Dépenses de 1881	69,554 90	69,554 89	» 01
École normale d'institutrices.	16,625 »	16,625 »	» »
Commissions d'examen, délégations cantonales, etc.....	6,000 »	5,999 85	» 15
Dépenses des écoles publiques.....	226,500 98	212,607 10	13,893 88
Total des dépenses ordinaires et obligatoires	318,680 88	304,786 84	13,894 04
SOUS-CHAPITRE III.			
Dépenses facultatives auxquelles il est pourvu avec l'excédent des centimes spéciaux et des produits éventuels.			
Subvention aux communes pour acquisitions, constructions et réparations de maisons			

	Crédits alloués.	Dépenses faites.	Reste sans emploi.
d'école et renouvellement du mobilier.....	321,022 66	130,085 »	190,937 66
Dépenses extraordinaires de l'école normale	1,000 »	1,000 »	» »
Supplément de traitement à l'inspecteur d'académie, au directeur de l'école normale et aux inspecteurs primaires, frais de bureaux..	20,475 »	20,249 99	225 01
Supplément de traitement à un Maître-adjoint de l'école normale.....	800 »	800 »	» »
Subvention aux communes pour fournitures de livres aux bibliothèques et aux élèves indigents.....	5,000 »	5,000 »	» »
Traitement de l'inspectrice des salles d'asile et frais de tournées.....	2,000 »	2,000 »	» »
Subvention à Mme la déléguée spéciale des salles d'asiles.....	2,100 »	2,100 »	» »
Encouragements et récompenses aux Instituteurs et institutrices.....	3,500 »	3,500 »	» »
Secours aux anciens Intituteurs et Institutrices.....	9,000 »	9,000 »	» »
Secours aux Instituteurs et Institutrices nécessiteux.....	6,000 »	5,850 »	150 »
Subvention aux Directrices des salles d'asile, classe d'adultes et écoles du dimanche.	9,000 »	9,000 »	» »
Traitement des employés de l'instruction primaire et frais généraux d'impression.....	19,400 »	19,399 13	» 87
Dépenses diverses.....	14,300 »	13,530 57	769 43
Totaux.....	413,597 66	221,514 69	192,082 97

Décompte général des centimes départementaux en principal et en centimes additionnels

Après cet exposé complet du compte de 1881, je crois utile de donner le résultat du décompte général des centimes additionnels recouvrés pour les dépenses départementales ressortissant au budget de cet exercice.

Principal des 4 Contributions directes : net passible des centimes additionnels.

Foncier et rôles généraux.....	5,223,173	45
Personnel et mobilier.....	1,924,863	72
A reporter.....	7,148,037	17

Report.....	7,148,037	17
Portes et fenêtres. — Rôles généraux.....	2,057,875	»
Patentes.....	4,274,677	09
Total des 4 contributions.....	13,480,589	26
Contribution foncière afférente au revenu fictif des bois et forêts de l'État.....	67,402	48
Total général.....	13,547,991	74

Les centimes additionnels départementaux prélevés sur le principal ci-dessus ont donné un produit total de 2,887,699 25 se décomposant ainsi qu'il suit :

Loi du 10 août 1871 et loi du 16 juillet 1880 (maximun 25 centimes) prélevés sur le produit total des 2 premières contributions (foncier et personnel mobilier) et sur le revenu des bois de l'État.....	1,803,859	92
Loi du 10 août 1871 et loi du 16 juillet 1880 (26e centime) sur les 4 contributions.....	135,479	92
Loi du 21 mai 1836, du 10 août 1871 et du 16 juillet 1880 (maximum 7 centimes) applicables aux chemins vicinaux.....	948,359	41
Montant des 33 centimes affectés au budget ordinaire.....	2,887,699	25

CENTIMES EXTRAORDINAIRES.

Loi de finances du 16 juillet 1880, et délibération du Conseil général en date du 27 août 1880 (maximum 12 centimes).....	1,625,758	99
Total des centimes (45) additionnels et de leurs produits.....	4,513,458	24
Le produit prévu au budget de 1881 était de.....	4,474,446	40
Reste à la disposition du département.....	39,011	84

Cette plus-value se décompose comme il suit entre les divers centimes ci-dessus énumérés.

Centimes ordinaires proprement dits.....	23,983	87
7 centimes spéciaux de la vicinalité.....	5,536	62
12 centimes additionnels extraordinaires.....	9,491	35
Total pareil.....	39,011	84

Le produit des 4 centimes spéciaux de l'instruction primaire prévu pour une somme de	538,755	88
a donné..	541,919	68
Soit une plus-value de.....	3,163	80

En résumé j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien :

1° Ouvrir un crédit de 2,917,37 pour régularisation de dépenses d'égale importance faites en sus des crédits alloués pour le service des aliénés et dont le montant a été reversé au compte des produits éventuels départementaux ;

2° Statuer sur le compte de 1881 par une délibération spéciale. Je rappelle en outre que, conformément à l'article 66 de la loi du 10 août 1871, il appartient à M. le Président du Conseil général de transmettre directement à M. le Ministre de l'Intérieur les observations présentées par l'assemblée départementale sur les comptes soumis à son examen.

COMPTE GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU SERVICE DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE EN 1881.

RESSOURCES.

1° Legs et donations	22,666	»
2° Revenus ordinaires des communes	1,374,605	»
3° Produit des 4 centimes additionnels spéciaux des communes	548,703	»
4° Produit des 4 centimes additionnels extraordinaires votés par les communes pour l'entretien d'écoles entièrement gratuites	257,046	»
5° Rétribution scolaire.....	280,150	»
6° Produit des autres impositions extraordinaires votées par les communes, emprunts communaux et ressources extraordinaires diverses.....	2,317 120	»
7° Subventions du département.....	408,166	»
8° Subventions de l'État..... ...	1.394,709	»
Total.....	6,603,165	»

DÉPENSES.

École du jour dont l'entretien est obligatoire.	Traitements obligatoires des instituteurs et des institutrices titulaires.....	1.854.101	»
	Traitements des adjoints et des adjointes.....	1.163.552	»
	Traitements des maîtresses d'ouvrages à l'aiguille..	10.944	»
	Loyer des écoles et indemnités de logement.....	59.175	»
	Frais d'impression relatives au recouvrement de la rétribution scolaire.....	5.424	»
Cours d'adultes.	Indemnités personnelles aux Directeurs et aux Directrices.....	5.000	»
Dépenses extraordinaires communes à toutes les écoles.	Achat de mobiliers de classe. — Acquisitions, constructions et appropriations d'écoles et dépenses diverses.....	3.386.906	»
Dépenses de l'école normale d'instituteurs		88.738	»
Dépenses du cours normal d'institutrices		16.825	»
Encouragements divers inscrits au budget départemental et non compris dans les dépenses qui viennent d'être énumérées.....		12.500	»
Total.....		6.603.165	»

CHAPITRE II.

Budget de report de 1881 à 1882.

L'article 63 de la loi du 10 août 1871 dispose que les fonds départementaux qui n'ont pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice seront reportés, après clôture, sur

Explication du mécanisme du report. — l'exercice en cours d'exécution *avec l'affectation qu'ils avaient au budget voté par le Conseil général,* et que les fonds restés libres seront cumulés avec les ressources du budget en cours, suivant la nature de leur origine, pour recevoir l'affectation nouvelle qui pourra leur être donnée par le Conseil général.

Tableau des fonds sans emploi classés suivant leur provenance et suivant les 3 catégories du budget de report.

Les fonds non employés à la clôture d'un exercice forment donc deux catégories distinctes :

La 1re comprend les sommes qu'il convient de réserver pour les dépenses mandatées et non payées, pour celles faites et non mandatées, et pour les dépenses à continuer ; elles constituent les éléments du budget de report.

La seconde comprend les ressources absolument disponibles, et que la loi désigne comme devant être cumulées avec celles du budget en cours d'exécution pour être affectées à de nouvelles dépenses ; c'est dans le budget rectificatif que l'emploi de ces ressources a lieu.

Le budget de report dont j'ai à m'occuper en ce moment est le Complément du Compte du dernier exercice clos *pour les faits restant à accomplir ;* il sert à les rattacher à l'exercice suivant. Il n'ouvre pas de crédits nouveaux, mais fait revivre seulement les crédits ou portions de crédits appartenant à l'exercice qui vient de finir, et qu'il y a lieu d'utiliser.

Le passif du report se divise en trois paragraphes.

Le premier est destiné à l'inscription des dépenses de l'exercice précédent, mandatées et non payées. Conformément aux instructions ministérielles, j'ai déduit des restes impayés les créances qui ne paraissent pas devoir être réclamées par les ayants-droit.

Dans le second paragraphe sont inscrites les dépenses faites, et qui n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice. Mais d'après l'instruction ministérielle sur les produits éventuels départementaux, les dépenses doivent toujours correspondre à une recette réelle, par suite il est indispensable avant tout de s assurer sur ce point. La situation de cette partie du service permet non seulement de satisfaire à cette prescription mais laisse encore un reliquat disponible de 11,083,34, qui alimentera le budget rectificatif de l'exercice courant.

Enfin, le 3e paragraphe se compose des reliquats de crédits nécessaires pour les dépenses à continuer, soit que ces reliquats se rapportent a des entreprises non terminées et n'ayant pas un caractère annuel, soit qu'ils viennent des ressources spéciales affectées à un objet déterminé, les produits éventuels vicinaux, par exemple, et qui ne peuvent, par suite, être détournées ni changées de destination.

Le budget de report rappelle à la récapitulation, par nature de ressources, les fonds départementaux existant dans la caisse du Trésor à la clôture de l'exercice précédent, il constate également, pour ces mêmes ressources, quelle est la part absorbée par les crédits reportés et indique finalement les fonds restés sans emploi, et dont le Conseil général peut disposer au budget rectificatif.

Les explications qui précèdent vous permettront, Messieurs, de vous rendre un compte exact du budget de report de 1882 et des opérations à l'aide desquelles j'ai fixé le chiffre des fonds libres de 1881 dont vous pouvez disposer au budget rectificatif de l'exercice courant.

Le tableau ci-après résume ces opérations et en fait ressortir les résultats.

DÉSIGNATION DES RESSOURCES	RESSOURCES disponibles d'après le compte de 1881.	RESSOURCES de 1881 non ordonnancées avant la clôture de l'exercice.	TOTAL des fonds disponibles provenant de l'exercice 1881.	PORTIONS DE CES RESSOURCES réservées pour les dépenses du budget de report de 1882. § 1er.	§ 2.	§ 3.	TOTAL.	FONDS LIBRES à employer au budget rectificatif.
	fr. c	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BUDGET ORDINAIRE.								
Centimes et Produits éventuels	292.738 11	11.083 34	303.821 45	2.978 42	110 00	149.649 95	150.738 37	153.083 08
TOTAUX du budget ordinaire....	292.738 11	11 083 34	303.821 45	2.978 42	110 00	149.649 95	150.738 37	153.083 08
BUDGET EXTRAORDINAIRE.								
Impositions extraordinaires.....	296.466 11	» »	296.466 11	3.520 65	» »	58.555 82	62.076 47	234.389 64
Emprunts.(Décret du 12 oct.1870)	5.166 73	» »	5.166 73	» »	» »	5.166 73	5.166 73	» »
Emprunts.(Loi du 6 août 1881)..	42.250 00	» »	42.250 00	» »	» »	42.250 00	42.250 00	» »
Produits éventuels extraordinaires.....	283.414 68	» »	283.414 68	» »	» »	219.741 56	219.741 56	63.673 12
TOTAUX du budget extraordinaire	627.297 52	» »	627.297 52	3.520 65	» »	325.714 11	329.234 76	298.062 76
BUDGET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.								
Centimes ordinaires spéciaux...	3.163 80	» »	3.163 80	» »	» »	» »	» »	3.163 80
Centimes ordinaires et produits éventuels.....	208.483 55	» »	208.483 55	» »	» »	» »	» »	208.483 55
TOTAUX du budget de l'instruction publique.....	211.647 35	» »	211.647 35	» »	» »	» »	» »	211.647 35
Rappel des totaux du budget ordinaire.....	292.738 11	11.083 34	303.821 45	2.978 42	110 00	149.649 95	150.738 37	153.083 08
Rappel des totaux du budget extraordinaire.....	627.297 52	» »	627.297 52	3.520 65	» »	325.714 11	329.234 76	298.062 76
TOTAUX GÉNÉRAUX des fonds rattachés à l'exercice 1882....	1131 677 98	11.083 34	1142 766 32	4.499 07	110 00	475.364 06	479.973 13	662.793 19

CHAPITRE III.

Budget rectificatif des recettes et dépenses départementales de l'exercice 1882.

Le règlement du report ayant fixé le chiffre des fonds libres dont le Conseil général devra être appelé à déterminer l'emploi, c'est au moyen du budget rectificatif que l'assemblée départementale exerce le droit que lui confère l'article 63 de la loi du 10 août 1871. Les dépenses nouvelles ou les augmentations des crédits déjà exitants, votées dans la imite de ses pouvoirs, forment la partie essentielle du budget rectificatif. Mais indépendamment de cet élément principal qui caractérise, à proprement parler, le budget rectificatif, ce document est susceptible de se prêter à toutes les modifications budgétaires qui résulteraient des délibérations du Conseil général.

Le budget rectificatif se prête également aux modifications ou virements de crédits que le service rendrait nécessaires au budget de l'exercice en cours.

Les ressources dont le Conseil général est appelé à déterminer l'emploi dans le budget rectificatif de 1882, en ce qui concerne les services ordinaires et extraordinaires s'élèvent à la somme de..... 647,807 15

ainsi décomposée :

1° Budget ordinaire.

Les fonds libres de 1881, en ce qui touche les centimes et produits éventuels s'élèvent à la somme de..... 153,083 08
comprenant celle de 5,536 62 qui doit être affectée spécialement à la vicinalité et qui représente la plus-value des 7 centimes vicinaux en 1881.

Si à ce chiffre on ajoute :

1° L'excédent constaté à la balance du budget primitif de 1882. ci.. 3,670 63

on obtient le total de 156,753 71
représentant le montant des fonds libres dont il pourra être disposé par le Conseil général au udget rectificatif ordinaire de l'exercice courant.

2° *Budget extraordinaire.*

En ce qui touche le budget extraordinaire, les fonds libres de l'exercice 1881 s'élèvent à la somme de.....		298,062 76
Ainsi décomposée :		
Produit des impositions extraordinaires.....	234,389 64	
Produits éventuels extraordinaires.....	63,673 12	
Total égal.....	298 062 76	

Si à ce chiffre on ajoute les excédents de recette constatés à la balance du budget primitif,

SAVOIR :

Centimes extraordinaires.....	152,260 68	
Produits éventuels extraordinaires.	10,000 00	
En somme.	162,260 68	
ou obtient un total de recettes de.....	460,323 44	
Report des ressources libres du bndget ordinaire établi ci-dessus.....	156,753 71	
Total général des fonds libres à la disposition du Conseil général et dont il pourra être disposé au budget rectificatif de l'exercice 1882.....	617,077 15	

Recettes nouvelles.

1° Contingent à fournir par les communes pour leur part contributive en 1882, dans les travaux de restauration des chemins d'intérêt commun (ancien réseau)		22,828 »
2° Subvention réclamée de l'État pour ces mêmes travaux en exécution de la loi du 12 mars 1882.....		7,902 »
Total.....		30,730 »
Report des fonds libres.....		617,077 15
Total des ressources du budget rectificatif de 1882		647,807 15

DÉPENSES.

Budget ordinaire.

SOUS-CHAPITRE 1er.

Dépenses obligatoires.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.
Art. 5. — Acquisition et réparation du mobilier des hôtels de Sous-Préfectures	7,932 75	6,270 73 (1)	14,203 48
Art. 18. Achat de meubles pour les tribunaux et réparations.	1,560 00	6,961 90 (2)	8,521 90
Articles non modifiés.....	251,463 04	»	251,463 04
Total du sous-chap. 1er.,.....	260,955 79	13,232 63	274,188 42

(1)
Douai .....2441.48, délibér. du 18 avril.
Hazebrouck.. 316.00, délibér. du 19 avril.
Cambrai.....1171.25.
Dunkerque. 880.00.
Valencienne. 1462.00.
Total .. 6270.73.

(2)
Hazebrouck .. 621 »
Lille .....1595 »
Douai.....2143 90
Dunkerque. . 2602 00
Total . 6961 90

Art. 5. — **Sous-Préfectures. — Acquisitions de mobiliers.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les projets présentés par MM. les Architectes départementaux pour fourniture d'objets mobiliers destinés aux Sous-Préfectures, savoir :

Cambrai. — Remplacement et complément de mobilier.....	1,171 25
Douai. — Un projet, montant à 8,075 fr., pour acquisition et renouvellement de mobilier a été présenté. — J'estime que cette dépense peut être ajournée.	
Dunkerque. — Acquisition de mobilier.....	880 »
Valenciennes.—Acquisition de mobilier, tapis, foyers, lavabo, garniture de lit, boudeuse, stores et chaises de bureau	1,462 »
Total.....	3,513 25

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer, au budget rectificatif de 1882, un crédit de 3,513 fr. 25 pour les fournitures mobilières dont il s'agit.

Art. 18. — **Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions.** (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtues du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les propositions de MM. les Architectes départementaux, pour achat ou renouvellement du mobilier des tribunaux du département.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Lille. — Palais de justice. — Remplacement du calorifère du tribunal civil.....	1,150 »
Lille. — Palais de justice. — Renouvellement du mobilier dans le cabinet du 3e juge d'instruction	445 »
Douai. — Tribunal civil. — Acquisition et renouvellement de mobilier..	1,100 »
— Salles d'assises. — Acquisition et renouvellement du mobilier.	1,043 90
Dunkerque. — Palais de justice. — Réparations à faire pour mettre le mobilier en bon état. — J'ai retranché du devis, s'élevant à 2,510 fr., une somme de 28 fr. se rapportant à des dépenses d'entretien à la charge du greffier, ce qui réduit le projet à	2,482 »
Dunkerque. — Établissement du nouvel inventaire du mobilier des tribunaux.....	120 »
Total.....	6,340 90

Ces propositions paraissant bien justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer, au budget rectificatif de 1882, un crédit de 6,340 fr. 90, montant des projets dont il s'agit.

Art. 18. — **Tribunal d'Hazebrouck. — Parquet. — Ameublement.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un mémoire montant à la somme de 620 fr. dû au sieur Minet-Lafontaine, pour l'ameublement du parquet de M. le Procureur de la République d'Hazebrouck.

Un crédit de 621 fr. avait été voté à cet effet, mais n'a pas été porté au budget de report.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'allouer, au budget rectificatif de 1882, un crédit de 621 fr., pour le règlement de la dépense dont il s'agit.

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières.

	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATI
Art. 4. — Assurance des bâtiments départementaux contre l'incendie (circulaire du 5 mai 1852).....	2.766 03	53 63	2.819 66	
Art. 5. — Contributions dues pour les propriétés du département	1.850 »	89 56	1.939 56	
Art. 14. — Casernes de gendarmerie. Grosses réparations.....	» »	15.555 09 (1)	15.555 09	(1) Avesnes ... 1. Cambrai... 1. Douai ..... 8. Orchies .... 3. Berlaimont.
Art. 15. — Hôtel de la Préfecture. Construction d'une veranda.....	» »	6.000 »	6.000 »	Total.. 15.
Art. 16. — Construction d'une annexe à la caserne de gendarmerie de Lille pour logement d'une 8e brigade.	» »	28.665 00	28.665 »	
Articles non modifiés.....	46.195 »	» »	46.195 »	
Total du sous-chapitre 2....	50.811 03	50.363 28	101.174 31	

Art. 4.— **Bâtiments départementaux. — Assurance contre l'incendie.** — (1er B.)

Il a été inscrit au budget de 1882, pour paiement des primes d'assurance contre l'incendie des bâtiments départementaux, un crédit de..... 2.766 fr. 03

Par suite de contrats passés pour l'assurance de divers immeubles destinés à la reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai, qui n'étaient pas garantis contre les risques de l'incendie, la dépense s'élèvera à..... 2.819 fr. 66

D'où résulte un déficit de ..... 53 fr. 63

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget rectificatif de 1882, un crédit supplémentaire d'égale importance.

Art. 5. — **Propriétés départementales. — Contributions de 1882.** (1er B.)

Les contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture, prévues au budget de 1882, pour une somme de..... 1,850 »

se sont élevées, suivant pièces justificatives ci-jointes. à..... 1,939 56

Soit un déficit de..... 89 56

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget rectificatif de 1882, un crédit d'égale importance pour couvrir ce déficit.

Art. 14. — **Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtues du visa approbatif de deux conseillers généraux, les propositions de MM. les architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à faire aux casernes de gendarmerie appartenant au département.

Ces propositions se résument ainsi qu'il suit :

Avesnes. — Grosses réparations..... 1.800 »

— Installation de l'éclairage par le gaz, 560 fr.

Cette installation, réclamée en 1880, a été ajournée. J'estime qu'elle peut de nouveau être ajournée.

Cambrai. — Grosses réparations..... 1.620 59

A reporter..... 3.420 59

	Report.....	
Le projet présenté s'élève à 1,701 fr. 62, mais une somme de 81 fr. 03, pour honoraires de l'architecte, a été retranchée comme n'étant pas due.		3.420 59
Douai. — Grosses réparations.....		8.700 »
Orchies. — — —		3.100 »
Berlaimont. — Fourniture d'une pompe. — Dépense supplémentaire....		334 50
Cassel. — La caserne de gendarmerie de Cassel, située au pied de la montagne, est très humide et en mauvais état. Cette caserne, construite sur un terrain trop restreint, ne pourrait pas, malgré la mise à exécution de réparations ou transformations importantes, répondre aux besoins d'un casernement sain, commode et convenable. Il semble donc que le parti à prendre serait d'en établir une nouvelle. Je pourrai, si le Conseil général le désire, faire procéder à l'étude nécessaire d'ici à la session prochaine d'avril.		
	Total.....	15.555 09

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget rectificatif de 1882 un crédit de 15.555 fr. 09, montant des articles de dépenses ci-dessus indiqués.

Art. 15 — **Hotel de la Préfecture. — Etablissement d'une Vérendah**. (1er B).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtu du visa approbatif de deux conseillers généraux, un projet montant à 6,000 fr. pour l'établissement d'une vérandah dans le jardin de la Préfecture.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'autoriser à approuver le projet dont il s'agit et m'ouvrir à cet effet un crédit de 6,000 fr. au budget rectificatif de 1882.

Art. 16. — **Nouvelle caserne de gendarmerie à Lille. — Construction d'un bâtiment pour loger une 8e brigade** (1er B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtu du visa approbatif de deux conseillers généraux, le projet montant à 28,665 fr., dressé par M. Marteau, architecte départemental, pour la construction d'un bâtiment dans la nouvelle caserne de gendarmerie à Lille, pour loger une 8e brigade, dont la création a été autorisée par M. le Ministre de la Guerre.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien approuver le projet dont il s'agit et m'ouvrir à cet effet un crédit de 28,665 fr. sur le budget rectificatif de 1882.

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local.

§ 1er. — Chemins vicinaux.

Nos des articles.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations.	Changements par suite de diminutions.	FIXATIONS nouvelles.	MOTIFS des changements et observations. AUGMENTATIONS — Subvention départementale.	Subvention de l'État.	Contingent des communes.
	SOUS-CHAPITRE IV.							
	Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local.							
	§ 1er. — CHEMINS VICINAUX.							
	Chemins d'intérêt commun :							
85	Chemin nº 8. — Recharg. de la chaussée empierrée.	3.570 »	2.700 »	» »	6.270 »	1.755 »	243 »	702 »
88	Id. 11. Remaniement du pavage.....	3.600 »	8.000 »	» »	11.600 »	5.200 »	720 »	2.080 »
89	Id. 12. id. id.	5.200 »	8.000 »	» »	13.200 »	5.200 »	720 »	2.080 »
92	Id. 15. id. id.	7.000 »	3.000 »	» »	10.000 »	1.950 »	270 »	780 »
125	Id. 49. Rechargement de la chaussée.....	7.200 »	5.100 »	» »	12.300 »	3.315 »	459 »	1.326 »
133	Id. 57. Construction d'un pavage	10.500 »	5.250 »	» »	15.750 »	» »	1.350 »	3.900 »
140	Id. 65. Remaniement du pavage..	5.213 67	3.500 »	» »	8.713 67	» »	900 »	2.600 »
155	Id. 80. Rechargement de la chaussée.....	11.055 77	2.800 »	» »	13.855 77	» »	720 »	2.080 »
176	Id. 102. Remaniement du pavage.....	5.400 »	7.000 »	» »	12.400 »	» »	1.800 »	5.200 »
192	Id. 118. id. id.....	10.000 »	2.800 »	» »	12.800 »	» »	720 »	2.080 »
	Traitement des Agents-voyers, etc.....	234.800 »	5.000 »	» »	239.800 »	5.000 »	» »	» »
	Articles non modifiés.....	1.927.704 45	» »	» »	1.927.704 45			
	Total du § 1er.....	2.231.243 89	53.150 »	» »	2.284.393 89			
	§ 2 non modifié.....	6.649 96	» »	» »	6.649 96			
	Total du sous-chapitre 4.....	2.237.893 85	53.150 »	» »	2.291.043 85	22.420 »	7.902 »	22.828 »
						53.150 »		

SOUS-CHAPITRE IX.

Archives départementales.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.
Art. 4. — Achat de cartons et reliures.....	1,700 »	1.547 59	3,247 59
Articles non modifiés.....	14,650 »	» »	14,650 »
Total du sous-chapitre IX.....	16,350 »	1.547 59	17,897 59

ART. 4. — **Archives départementales. — Ventes de vieux papiers avec affectation de la moitié du produit pour achat de portefeuilles et reliures.** (3e B.)

Le Conseil général, dans sa séance du 26 avril 1881, a décidé que le produit de la vente de papiers devenus inutiles aux archives départementales et susceptibles d'être aliénés en vertu de l'instruction ministérielle du 24 juin 1844, serait attribué pour moitié au service des archives pour achat de portefeuilles et reliure de volumes.

Cette vente ayant produit une somme totale de 3,095 fr. 18 c., j'ai l'honneur de prier le Conseil général d'inscrire au budget rectificatif de 1882, la somme de 1,547 fr. 59 c. à attribuer aux archives ainsi qu'il a été décidé.

SOUS-CHAPITRE X.

ENCOURAGEMENTS AUX SCIENCES, AUX LETTRES ET AUX ARTS.

	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.	
Art. 8. — Souscription du département pour l'érection d'un monument à la mémoire de Dupleix.....	» »	3,000 »	3,000 »	Délibération du Conseil général du 18 avril 1882.....
Art. 9. — Subvention pour l'exposition internationale d'art industriel à Lille.....	» »	1,000 »	1,000 »	Délibération du Conseil général du 19 avril 1882.....
Art. 10. — Exposition maritime industrielle et artistique à Dunkerque. — Subvention...	» »	1,000 »	1,000 »	Délibération du Conseil général du 19 avril 1882.....
Articles non modifiés.....	66,500 »	» »	66,500 »	
Total du sous-chapitre X....	66,500 »	5,000 »	71,500 »	

SOUS-CHAPITRE XI.

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE ET A L'INDUSTRIE.

	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.	
Art. 3. — Encouragements pour l'amélioration de la race chevaline. — Concours d'étalons. — Primes d'entretien.....	30,700 »	500 »	31,200 »	Délibération du Conseil général du 18 avril 1882.
Art. 6. — Mesures contre les épizooties.....	5,000 »	20,000 »	25,000 »	
Articles non modifiés.....	39,900 »	»	39,900 »	
Total du sous-chapitre XI.....	75,600 »	20,500 »	96,100 »	

SOUS-CHAPITRE XII.

SUBVENTIONS AUX COMMUNES.

Art. 5. — Subventions pour acquisitions, travaux et réparations d'églises, etc..	30,323 50	(1) 1,500 »	31,823 50	(1) Reste du beffroi à mines (délibération du conseil général du 21 1882).
Articles non modifiés.....	21,500 »	» »	21,500 »	
Total du sous-chapitre XII.....	51,823 50	1,500 »	53,323 50	

SOUS-CHAPITRE XIII

DÉPENSES DIVERSES.

Art. 7. — Indemnités accordées à titre de complément de pension à MM. Foucault, ancien chef de division à la Prefecture, Mallebrancq, ancien chef de bureau à la Préfecture	7,400 »	450 »	7,850 »	Délibéra Conseil gé 18 avril 1
Art 2. — Conseil de salubrité. — Subvention pour impression de la 3e édition d'un vade mecum.....	11,300 »	2,600 »	13,900 »	Une sub de 1,000 f été accor délibérati conseil g date du 18
Art. 25.— Établissement thermal de St-Amand. — Périmètre de protection.— Frais d'études	» »	224 40	224 40	Délibérati avril 1881
Articles non-modifiés.....	161,054 95	» »	161,054 95	
Total du sous-chapitre XIII.....	209,754 95	3,274 40	213,029 35	

Art. 2. — **Conseil central d'hygiène et de salubrité. — Publication d'un vade-mecum.** (2e B.)

Dans sa session d'avril dernier, le Conseil général a voté une somme de 1,000 francs à inscrire au budget rectificatif de 1882, pour faire face aux frais d'impression de la 3me édition du *vade-mecum* publié par les soins du Conseil central d'hygiène publique et de salubrité du département, à l'effet de faciliter l'instruction des demandes relatives aux établisse-ments dangereux, insalubres et incommodes.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une lettre par laquelle M. le président du Conseil central fait connaître que l'impression de 1,000 exemplaires de l'ouvrage donnera lieu à une dépense totale de 2,600 fr., qui ne peut être couverte qu'au moyen d'une subvention de pareille somme.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien décider que le crédit à inscrire au budget rectificatif de 1882, pour la dépense dont il s'agit, sera porté de 1,000 à 2,600 fr.

SOUS-CHAPITRE XIV.

DETTES DÉPARTEMENTALES AFFÉRENTES A DES DÉPENSES NON OBLIGATOIRES.

	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles	
Art. 9. — Dépenses des enfants assistés en 1881....	»	1.236 28	1.236 28	
Art. 10.— Dépenses des aliénés en 1881.....	»	14.810 44	14.810 44	
Art. 11.— Protection des enfants du 1er âge en 1880 et 1881.....	»	361 31	361 31	
Art. 12.— Impressions. — Dettes de 1881	»	3.883 50	3.883 50	
Art. 13.— Epizooties. — Dettes de 1881..... ...	»	1.129 00	1.129 00	
Art. 14.— Canal du Grand-Bruille. — Redevance réclamée par la ville de Valenciennes..	»	379 00	379 00	Délibération du Conseil général du 18 avril 1882.
Art. 15.— Caserne de gendarmerie de Valenciennes. — Frais d'éclairage en 1881	»	122 85	122 85	
Art. 16.— Caserne de gendarmerie de Bailleul. — Travaux faits en 1881.....	»	2.500 0	2.500 00	
Art. 17.— Caserne de Clary. — Entretien en 1881.	»	60 00	60 00	
Art. 18.— Voyageurs indigents. — Dépenses arriérées de 1881.....	»	1.571 66	1.571 66	
Articles non modifiés.....	282 40	»	282 40	
Total du sous-chapitre 14.....	282 40	24.482 38	24.764 78	

Art. 10. — Aliénés. — Dépenses arriérées. (2e B).

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord, pendant l'année 1881, ont été réglées comme suit :

1° Pension dans les asiles publics d'Armentières et de Bailleul	503.514.85
2° Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite	21.295.44
Total.....	524.810.44
Les depenses mandatées et payées dans la limite des crédits s'élèvent à (voir le compte sous-ch. 6).	510.000 »
Reste à payer.....	14.810.44

Cette dépense se décompose comme suit :

Frais de pension à l'asile d'aliénés de Bailleul.....	12.272.14
id. id de Clermont (Oise)	1.507.30
id. à l'hospice de Roubaix	1.031 »
Total	14.810.44

Sur le montant de la dépense constatée ci-dessus.....		524.810.44
les communes ont participé pour une somme de	186.429.19	220.538.75
les aliénés ou leurs familles id.....	27.296.50	
et l'État pour une sommme de.....	6.813.06	

On voit donc que la dépense n'est restée à la charge du département que pour une somme de..... 304.271.69

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de 14.810.44 au budget rectificatif pour le paiement de l'excédent des dépenses ci-dessus justifié.

Art. 11 — Enfants du premier âge. — Dépenses arriérées. (2e B.).

Quelques départements et plusieurs médecins inspecteurs m'ont adressé, après la clôture des exercices auxquels ils se rapportaient, des états de frais relatifs au service de la protection des enfants du premier âge.

Ces états s'élèvent, suivant justifications jointes, à la somme de 361 fr. 61 c.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au sous-chapitre 14 du budget rectificatif de 1882 un crédit d'égale importance.

Art. 12. — **Frais d'impression. —Dépenses arriérées.** (1er B.)

Le Conseil général a ouvert au budget de l'exercice 1881, pour frais d'impression, les crédits ci-après :

Sous-chapitre 1er, article 17.....	4.000 fr. 00	24.800 fr. 00
Id. 13, article 6.....	20.000 fr. 00	

Suivant pièces justificatives jointes au compte,

Les dépenses se sont élevées, savoir :

Pour le sous-chapitre 1er, article 17	4.000 fr. 00	28.683 fr. 50
Id. 13, article 6	24.683 fr. 50	
Déficit		3.883 fr. 50

De plus, le sieur David, imprimeur à Hazebrouck, a fait, en 1876, à l'occasion de la session du Conseil d'arrondissement, des impressions dont le prix s'élevait à 100 fr. et n'a pas été payé, ci..... 100 fr. 00

Déficit total..... 3.983 fr. 50

Pour combler ce déficit, qui provient presque uniquement de la progression croissante des impressions relatives aux rapports du Préfet et aux délibérations du Conseil général, j'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1882 un crédit d'égale somme en addition aux crédits correspondants du budget de l'exercice courant, savoir :

Sous-chapitre 1er, article.....	»	»
Id. 14, article	3.983 fr. 50	

Art. 13. — **Épizooties. — Dépenses arriérées.** (2e B.)

J'ai reçu tardivement de MM. Salengros et Delplanque, médecins vétérinaires, trois mémoires, montant à 461 fr., applicables au service des épizooties en 1879 et 1880.

D'un autre côté, l'insuffisance du crédit alloué au budget de 1881, n'a pas permis de solder trois mémoires s'élevant à 668 fr., produits par MM. Noquet, Salengros et Sénellart.

J'ai l'honneur de mettre ces différents mémoires sous les yeux du Conseil général. Comme il s'agit de dépenses justifiées, afférentes à un service départemental, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1882, un crédit de 1,129 francs pour en acquitter le montant.

Art. 15. — **Valenciennes. — Caserne de gendarmerie. — Éclairage.** (1er B)

Les frais d'éclairage de la caserne de gendarmerie de Valenciennes se sont élevés pour l'exercice 1881, à la somme totale de..... 294 »

Sur cette somme de 294 fr., il n'a pu être mandaté que..... ..... 171 15

le crédit ouvert au sous-chapitre 1er art. 9 du budget départemental de 1881 se trouvant épuisé.

Il reste à faire face à une dépense de..... 122 85

La dépense étant bien justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir au budget rectificatif de 1882, un crédit de 122 fr. 85, pour le règlement de la dépense dont il s'agit.

Art. 16. — **Caserne de Gendarmerie de Bailleul. — Travaux.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un mémoire montant à 2,500 fr. dû au sieur Detrez, pour travaux de grosses réparations à la caserne de gendarmerie de Bailleul.

Le crédit de 2,500 fr. a été régulièrement voté et a été inscrit au budget de 1880. La dépense n'a pas été mandatée sur le budget de cet exercice, et n'a pas figuré au budget de report, de sorte que le mémoire n'a pu être réglé.

Je prie, en conséquence, l'Assemblée de vouloir bien m'allouer au budget rectificatif de 1882, un crédit de 2,500 fr., pour le règlement de la dépense dont il s'agit.

Art. 17. — **Caserne de gendarmerie de Clary. — Entretien en 1881.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un mémoire montant à la somme de 60 fr. pour travaux d'entretien en 1881, de la caserne de gendarmerie de Clary.

Aucun crédit n'ayant été prévu au budget de 1881 pour l'entretien de la caserne de gendarmerie de Clary, ce mémoire n'a pu être réglé sur cet exercice.

Je prie l'assemblée de vouloir bien m'allouer au budget rectificatif de 1882, un crédit de 60 fr. pour le règlement de la dépense dont il s'agit.

Art. 18.— **Voyageurs indigents. — Frais de Transport et Secours de route. — Dépenses arriérées** (2e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général vingt-neuf états s'élevant ensemble à 1,571 fr. 66 c. pour la part contributive du Département dans les frais de secours de route et de transférement d'indigents voyageurs en 1881, savoir :

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER		DÉPARTEMENTS		RECEVEURS MUNICIPAUX	
Nord	734 »	Var	1 50	Orchies	2 34
Paris-Lyon-Méditerrnée	296 30	Drôme	» 60	Douai	5 22
Est	92 50	Seine	28 85	Avesnes	3 72
Ouest	66 80	Ardennes	3 70	Hazebrouck	» 39
Midi	7 60	Seine-Inférieure	» 47	Valenciennes	4 80
Orléans	229 35	Meurthe et Moselle	4 66	Roubaix	10 »
		Oise	1 27	Cambrai	4 87
		Orne	1 44	Lille	69 28
TOTAUX	1.426 55		44 49		100 62

Pour le paiement de ces sommes, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1882, un crédit de 1,571 fr. 66 c.

RÉCAPITULATION.

Nos des sous-chapitres du budget.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations	Changements par suite de diminutions.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS.
1	Dépenses obligatoires	260.955 79	13.232 63	» »	274.188 42	
2	Propriétés départementales immobilières	50.811 03	50.363 28	» »	101.174 31	
4	Chemins vicinaux, chemins de fer d'intérêt local	2.237.893 85	53.150 »	» »	2.291.043 85	
9	Archives	16.350 »	1.547 59	» »	17.897 59	
10	Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts	66.500 »	5.000 »	» »	71.500 »	
11	Agriculture et industrie	75.600 »	20.500 »	» »	96.100 »	
12	Subventions aux communes	51.823 50	1.500 »	» »	53.323 50	
13	Dépenses diverses	209.754 95	3.274 40	» »	213.029 35	
14	Dettes départementales	282 40	26.054 04	» »	26.336 44	
15	Instruction publique	543.798 68	211.647 35	» »	755.446 03	
	Sous-chapitres non modifiés	1.453.162 54	» »	» »	1.453.162 54	
	TOTAL des dépenses du budget ordinaire	4.966.932 74	386.269 29	» »	5.353.202 03	
	BUDGET ORDINAIRE. RECETTES.					RECETTES NOUVE
Chap. 1er	§ 1er. — Recettes afférentes au Ministère de l'Intérieur. Centimes et produits éventuels	4.581.087 77	30.730 00 (1)	» »	4.611.817 77	§ 5. Contingents co naux pour leur part tributive dans les t de restauration des ch d'intérêt commun (a réseau)
	§ 2. — Recettes afférentes au ministère de l'instruction publique. Centimes de l'instruction primaire	542.598 68	211.647 55 (2)	» »	754.246 23	Subvention réclamé de l'Etat pour ces travaux. (Loi du 12 Mars 1880)
	TOTAL des recettes ordinaires	5.123.686 45	242.377 55	» »	5.366.064 »	(1) Total
	Les dépenses étant de				5.353.202 03	(2). Portion de fonds de l'instruction primair
	Excédent des recettes				(3) 12.861 97	(3) Complément des libres de 1881.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires.

§ 1er.. — Centimes votés en vertu de la loi du 10 août 1871.

Nos des Articles.		FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations.	Changements par suite de diminutions.	FIXATIONS nouvelles	OBSERVATIONS.
31	École d'arts et métiers. — Subvention accordée par le département	»	200.000	»	200.000 »	
	ROUTES DÉPARTEMENTALES.					
	Travaux neufs et de grosses réparations.					
32	Route N° 2. Rem. sur 850 m. entre Quesnoy et la Lys.	»	13.398 15	»	13.398 15	
33	— 6. Recharg. entre Glageon et Trélon.....	»	8.000 »	»	8.000 »	
34	— 7. Curage de l'Hogneau et restauration des digues	»	4.895 35	»	4.895 35	
35	— 9. Elargis. du pont des Morts, à Merville...	»	893 69	»	893 69	
36	— 13. Recharg. entre les bornes kilométriques 3k3 et 5k8 9 et 11k.....	»	6.000 »	»	6.000 »	
37	— 19. Reman. de la chaussée entre le pont de Forest et le passage à niveau du chemin de fer..... ...	»	7.000 »	»	7.000 »	
38	— 21. Reconst. du pont de l'Erkelsbrugghe ...	»	500 »	»	500 »	
39	— 22. Remaniement entre Marcq en-Barœul et Mouveaux	»	13.512 81	»	13.512 81	
40	— 23. Construction de pavage entre les points kilométriques 8,450 et 8,635, et entre 9k2 et 9k734..... 9,000 Construction de pavage dans la traverse de Frasnoy et recharg. de la chaussée empierrée ..... 8,000 Constr. de pavage aux abords de Bavai 6.000	»	23.000 »	»	23.000 »	
41	— 24. Elargissement entre Belle-Vue et Denain	»	7.000 »	»	7.000 »	
42	Achat d'un cylindre compresseur.....	»	3 400 »	»	3.400 »	
	CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION.					
43	Chemin N° 17. Élargissement de la chaussée entre Wormhout et la gare d'Esquelbecq.....	»	9.600 »	»	9.600 »	
44	— 20. Elargissement sur le passage inférieur de la ligne d'Aulnoye à Anor	»	241 02	»	241 02	
	A reporter.....	»	297.444 02	»	297.444 02	

Nos des Articles.		FIXATIONS actuelles.	Changements par suite d'augmentations.	Changements par suite de diminutions.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS
	Report.....	»	297.444 02	»	297.444 02	
45	— 25. Elargissement de la chaussée et construction d'un second trottoir dans la traverse de Vred..... 4,000 » Elargissement de la chaussée et construction d'un trottoir entre le pont et la station d'Arleux..... 6,781 64	»	10.781 64	»	10.781 64	
46	— 31. Construction entre Gognies-Chaussée et la station de Quievy.....	»	5.229 89	»	5.229 89	
47	— 35. Construction d'une annexe joignant le chemin à la station de Flines.....	»	5.000 »	»	5.000 »	
48	— 52. Rechargement sur 200 mètres de longueur	»	2.781 78	»	2.781 78	
49	— 59. Amélioration des traverses de Walincourt et de Villers-Outréau.....	»	2.886 04	»	2.886 04	
50	— 63. Recharg. entre Marcoing et Ribécourt.....	»	3.200 »	»	3.200 »	
51	— 65. Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Fourmies	»	376 25	»	376 25	
52	— 71. Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Jeumont.....	»	12.000 »	»	12.000 »	
53	— 72. Rechargement de la chaussée empierrée entre l'origine et la borne kilométrique N° 6	»	3.200 »	»	3.200 »	
	CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN					
54	Chemin N° 57. de St-André à la Lys.	»	9.750 »	»	9.750	
55	— 65. de Douai à Oisy.....	»	6.500 »	»	6.500 »	
56	— 80. de Beugnies à Sains.....	»	5.200 »	»	5.200 »	
57	— 102. de Condé à Bruille-St-Amand.....	»	13.000 »	»	13.000 »	
58	— 118. d'Iwuy à Cattenières	»	5.200 »	»	5.200 »	
	Articles non modifiés.....	1.164.716 83	»	»	1.164.716 83	
	TOTAL du § 1er	1.164.716 83	»	»	1.547.263 45	
	§§ 2 et 3 non modifiés.....	644.194 34	»	»	644.194 34	
	TOTAL du Sous-Chapitre XVII.....	1.808.911 17	382.546 62	»	2.191.457.79	

Art. 31. — **Ecole d'Arts et Métiers. — Création à Lille. — Part contributive du Département** (3e B.)

Par délibération en date du 28 août 1879, le Conseil général a décidé que le département contribuerait pour une somme de 200,000 fr. dans les dépenses d'établissement d'une école d'Arts et Métiers à Lille.

Toutes les mesures nécessaires sont prises pour que cette école soit construite dans le plus bref délai, et les parts contributives de la ville et du département doivent être employées jusqu'à due concurrence au paiement des terrains à acquérir.

J'ai l'honneur de prier, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de 200.000 fr. au budget rectificatif de 1882 pour l'exécution de l'engagement pris en 1879.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.

	FIXATIONS actuelles.	CHANGEMENTS par suite d'augmentations.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS.
Art. 7. Hôtel de la Préfecture. — Reconstruction des trottoirs et réparations aux calorifères	»	15.150 »	15.150 »	Délibération du Conseil du 19 avril 1882 ..... 3.400 T. Délibération de la commission départementale du 14 juin 1882..... 11.750 C. Délibération du Conseil général du 19 avril 1882.....
Art. 8. Archives départementales. — Carrelages, peintures et tapisseries.....	»	450 »	450 »	
Art. 9. Maison d'arrêt de Lille. — Remplacement d'une poutre à l'infirmerie des hommes.....	»	300 »	300 »	Délibération du Conseil général du 18 avril 1882 .. ..
Art. 10. Caserne de gendarmerie d'Iwuy. — travaux d'appropriation.....	»	5.000 »	5.000 »	Délibération du Conseil général du 19 avril 1882. .....
Art. 11. Caserne de gendarmerie de Bouchain. — Travaux exécutés d'urgence.....	»	1.100 »	1.100 »	Délibération du Conseil général du 19 avril 1882.....
Art. 12. Travaux de réparations aux maisons d'arrêt.....	»	15.655 17 (1)	15.655.17	(1) Lille ..... 5.470 Avesnes ..... 1.350 Cambrai..... 578.30 Douai .... 2.200 Dunkerque..... 1.106.87 Valenciennes..... 1.950 Hazebrouck..... ..... 3.000 Total 15.655 17
Art. 13. Réparations aux bâtiments des Sous-Préfectures	»	9.864.27 (2)	7.864 27	(2) Avesnes ..... 1.950 Douai..... 3.358.52 Valenciennes..... 4.000 Cambrai..... 555.75 Total..... 9.864.27
Art. 14. Réparations aux bâtiments des tribunaux	»	16.195.60 (3)	16.195.60	(3) Lille..... 1.500 Avesnes ..... 1.900 Douai..... 7.000 Dunkerque..... 1.295 60 Valenciennes..... 4.500 Total..... 16.195.60
Art. 15. Indemnité pour résiliation de bail aux propriétaires des casernes de gendarmerie de la rue du Faisan et de la rue du Gard	»	4.125.00	4.125 00	
Articles non modifiés	250.901 56	»	250.901.56	
TOTAL du sous-chapitre XIX.....	250.901 56	67.840 04	318.741 60	

Art. 11. — **Caserne de Gendarmerie de Bouchain. — Travaux exécutés d'urgence et reconstruction.** (1er B).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un projet montant à 1,100 francs pour travaux de consolidation provisoire exécutés d'urgence à la caserne de gendarmerie de Bouchain, pour éviter des accidents, ainsi qu'un rappprt de l'architecte départemental sur la nécessité de reconstruire cette caserne.

La caserne de Bouchain a perdu complètemeut son aplomb et présente des dangers pour ceux qui l'habitent. Les travaux exécutés d'urgence l'hiver dernier ne peuvent que retarder sa chute. Il est donc nécessaire de sep réoccuper des mesures à prendre, soit pour la démolition et la reconstruction complète du âtiment, soit pour l'acquisition d'un immeuble qu'on approprierait à l'usage de caserne, soit pour l'établissement d'une nouvelle caserne sur un autre emplacement. Ces trois combinaisons font l'objet du rapport ci-joint de M. l'Architecte départemental, et les dépenses qu'elles entraîneront y sont calculées.

L'instruction de cette affaire devant être soumise à une instruction plus complète, je prie le Conseil général de vouloir bien donner à la commission départementale les pouvoirs nécessaires pour prendre la décision la plus favorable aux intérêts du département.

Quant à la dépense de 1,100 francs pour travaux exécutés d'urgence, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget rectificatif de 1882 le crédit nécessaire pour en assurer le règlement.

Art. 12. — **Maisons d'arrêt. — Grosses réparations.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux conseillers généraux, les projets présentés par MM. les architectes départementaux pour travaux de grosses réparations à faire aux bâtiments des maisons d'arrêt du département, savoir :

Lille. — Plancher dans l'annexe de l'infirmerie des hommes.....	400	»
— Appropriations diverses.....	4,300	»
— Peinture dans le logement du gardien-chef.....	170	»
— Destruction des punaises dans les dortoirs.....	600	»
Avesnes. — Grosses réparations.....	1,350	»
Cambrai. — — —	578	30

Le projet présenté s'élève à 607 fr. 21 c., mais une somme de 28 fr. 91 c., pour honoraires de l'architecte, a été retranchée comme n'étant pas due.

Douai. — Grosses réparations	2,200	»
Dunkerque. — Grosses réparations.....	1,106	87

Un devis montant à 2,090 fr. 35 c., présenté le 19 mai dernier, a été, sur l'avis de M. le Directeur des prisons, réduit à 1,106 fr. 87 c.

Valenciennes. — Réfection des gouttières, d'une partie de couverture, d'une hotte de cuisine, d'une plinthe en asphalte, bouchage des crevasses, fourniture d'un appareil hydrothérapique.....	1,950	»

Hazebrouck. — Grosses réparations ..... 3,000 »
Le devis produit s'élève à 3,857 fr. 21 c., mais j'estime qu'il peut être réduit à 3,000 fr.

Total 15,655 17

Je prie le Conseil général de vouloir bien approuver ces articles de dépenses et m'allouer au budget rectificatif de 1882, un crédit de 15,655 fr. 17 c. pour en assurer l'exécution.

Art. 13. — **Sous-Préfectures. — Grosses réparations.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les projets présentés par MM. les Architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à exécuter aux bâtiments des hôtels des Sous-Préfectures.

Ces travaux se résument ainsi qu'il suit :

Avesnes. — Arrangement des bureaux des employés et construction d'un bureau particulier pour le Secrétaire de la Sous-Préfecture..... 850 »

Avesnes. — Appropriations aux remises et écurie ..... 1.100 »

Douai. — Grosses réparations..... 3.358 50
J'ai retranché du devis, montant à 4,350 fr., une somme de 991 fr. 48 c., pour renouvellement de toiture et chaîneaux, côté du bâtiment faisant face au jardin, cette somme ayant fait l'objet d'un crédit inscrit au budget.

Valenciennes. — Réparations et appropriations..... 4.000 »
Le crédit demandé s'élève à 7,000 fr. J'estime que cette dépense est trop élevée et qu'elle peut être réduite, quant à présent, à la somme de 4,000 fr. Le projet serait, dans ce cas, remanié et ne comprendrait que les dépenses absolument urgentes et indipensables.

Cambrai. — Travaux d'approbation..... 555 75

Total..... 9.864 27

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer, au budget rectificatif de 1882, un crédit de 9,864 fr. 27 c., montant des articles de dépenses ci-dessus désignés.

Art. — **Tribunaux. — Travaux de grosses réparations.** (1^er^ B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, revêtus du visa approbatif de deux Conseillers généraux, les projets présentés par MM. les architectes départementaux, pour travaux de grosses réparations à faire aux bâtiments des tribunaux, savoir :

Lille. — Palais-de-Justice. — Renouvellement de la clôture des urinoirs dans la cour intérieure de gauche et suppression de la grille du côté du quai..... 1.500 »

Avesnes. — Grosses réparations..... 1.900 »

Id. Installation de l'éclairage par le gaz 1.350 fr.,.....
Cette installation demandée en 1880 a été ajournée. Je laisse au Conseil général le soin de décider s'il y a lieu de voter cette somme.

Douai. — Tribunal civil. — Grosses réparations..... 4.078 36

Id. Salle d'assises. — Grosses réparations..... 4.700 »

8.778 36

Cette dépense me parait très élevée, j'estime que l'on pourrait la réduire à 7.000 fr. en ajournant les travaux les moins urgents. Les projets seraient remaniés dans ce sens, ci .... 7.000 »

Dunkerque. — Palais-de-Justice. — Réparations à faire aux toitures... 700 »

Id. Palais-de-justice. — Peinture à l'huile à exécuter à l'intérieur 595 60

Valenciennes. — Tribunal civil. — Escalier de descente de cave pour concierge, réparation du calorifère, calfeutrage d'une porte, établissement d'une sonnerie électrique ; restauration salle des témoins à l'instruction ; lieux d'aisances, réparation à la toiture ..... 3.500 »

Valenciennes. — Tribunal de commerce. — Curage de rivière, réfection de la voûte des lieux, pavage d'un corridor, restauration de la salle d'audience et de la salle des faillites, réparation à la toiture..... 1.000 »

Total..... 16.195 60

Ces propositions me paraissant convenablement établies, je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir au budget rectificatif de 1882, un crédit de 16.195.60 montant des dépenses dont il s'agit.

	FIXATION actuelle.	CHANGEMENTS PAR SUITE d'augmentation.	CHANGEMENTS PAR SUITE de réduction.	FIXATIONS nouvelles.	OBSERVATIONS
RÉCAPITULATION.					
Sous-Chapitre 17. Dépenses imputables sur centimes extraordinaires	1.808.911 17	382.546 62	» »	2.191.457 79	
— 18. Emprunts.....	2.889.072.58	» »	» »	2.889.072 58	
— 19. Dépenses imputables sur produits éventuels extraordinaires.....	250.901 56	67. 840 04	» »	318.741 60	
Total des dépenses extraordinaires.....	4.948.885 31	(a) 430.386 66	» »	5.399.271 97	
RECETTES.					
Produits d'emprunts.....	2.889.072 58	» »	» »	2.889.072 58	
— éventuels	324.574 68	» »	» »	324.574 68	
Centimes extraordinaires.....	2.195.561 49	» »	» »	2.195.561 49	
Total des recettes extraordinaires.....	5.409.208 75	» »	» »	5.409.208 75	
Les dépenses s'élevant à.....	5.399.271 97				
Il y a par suite un excédent de recettes de...	(1) 9.936 78				

(a) Augmentation de dépense couverte par :

1° Portion de l'excédant de recettes du budget primitif de 1882.	152,323 90
2° Fonds libres de 1881.	298,062 76
Somme égale.....	450,386 66

(1) Centimes extraordinaires 3,547 90
Produits éventuels .. 6,388 88
Total.. . 9,936 78

CHAPITRE IV.

Budget primitif de 1883.

BUDGET ORDINAIRE.

RECETTES.

§ 1er Recettes afférentes au Ministère de l'intérieur

	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883. partielles	SOMMES prévues pour 1883. totales.
Art. 1er.—Centimes ordinaires (25 centimes additionnels aux 2 premières contributions, et 1 centime additionnel aux 4 contributions directes) (1). (Loi du 10 août 1871, art. 61).....	1,937,422 67	1,957,655 89	2,915,542 12
Art. 2. — 7 centimes applicables au service vicinal, idem, (art. 58 et 60).....	949,547 69	957,886 23	
Total.....	2,886,970 36	»	
Art. 3. — Produits éventuels du budget ordinaire :			
§ 1er. Revenus de propriétés départementales.....			
Loyer de bâtiments et de terrains		1,400 »	
Intérêts de capitaux et arrérages de rentes appartenant au département	15,925 »	625 »	5,125 »
Vente d'arbres abattus ou élagués		1,700 »	
Vente de la carte du département au 1/40000e		1,400 »	
A reporter.....	2,902,895 36		2,920,667 12

(1) Principal prévu pour 1883 :

Foncière	5,246,462	»
Bois de l'Etat	67,402	»
Personnelle-Mobilière	1,969,396	»
Portes et fenêtres	2,100,829	»
Patentes	4,300,000	»
Total.....	13,684,089	»

	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883. partielles	SOMMES prévues pour 1883. totales.
Report.....	2,902,895 36	»	» 2,920,667 12
§ 2. Produits des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes de la Préfecture déposés aux archives.....	25 »	»	» 25 »
§ 3. — Produit des droits de péage et autres droits concédés au département :			
Amendes et confiscations affectées au service des enfants assistés. (arrêté du 25 floréal an VIII, loi du 28 ventôse an IX, ordonnance du 30 décembre 1823 et loi du 5 mai 1869).	12,000 »	»	» 11,200 »
§ 4. Subventions pour les dépenses du budget ordinaire :			
Enfants assistés. — Subventions de l'État. (Loi du 5 mai 1869).		12,050 »	
Enfants assistés. — Contingent des communes.....		33,950 »	
Aliénés. — Contingent des communes.....		195,000 »	
Aliénés. — Contingent des familles.....		27,000 »	
Enfants du 1er âge. (Loi du 23 décembre 1874) — Subventions de l'État.		26,750 »	
Enfants du 1er âge. (Loi du 23 décembre 1874) — Remboursement par les départements..	312,474 »	»	» 346,010 »
Subventions pour le logement des officiers de gendarmerie.....		1,560 »	
Subvention de l'État pour l'amélioration des prisons. (Loi du 5 juin 1875).....		»	»
Ecole normale d'institutrices de Douai (loi du 9 août 1879), subvention demandée à l'État pour acquisition de mobilier.....		41,500 »	
Subvention de la Chambre de commerce de Dunkerque.....		8,200 »	
A reporter.....	3,227,394 36		3,277,902 12

		SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883. partielles.	SOMMES prévues pour 1883. totales.
	Report	3,227,394,36		3,227,902 12
	§ 5. Ressources éventuelles du service vicinal :			
Chemins de grande communication.	Subvention de l'État.	» »		
	Contingents et offres des communes	251,748 78		
	Souscriptions particulières	1,200 »		
	Subventions industrielles	55,592 »		
	TOTAL	308,540,78		
Chemins d'intérêt commun.	Subventions de l'État	57,277 »		
	Contingents et offres des communes	476,447 »		
	Souscriptions particulières	» »		
	Subventions industrielles	19,054 »		
	TOTAL	552,778 »	956,562 »	923,618 78
	Chemins vicinaux ordinaires. — Subvention de l'État.	» »		
	Contingent des communes pour les dépenses qui intéressent les 3 catégories de chemins vicinaux (Personnel des agents-voyers)	62,300 »		
	§ 6. Ressources éventuelles du service des chemins de fer d'intérêt local :			
	Versements effectués par les compagnies pour les frais de surveillance	6,649 96		6,640 96
	A reporter	4,190,606 32		4,208,161 86

	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883. partielles.	SOMMES prévues pour 1883. totales
Report.....	4,190,606 32		4,208,161 86
§ 7. Remboursement d'avances :			
Remboursement des avances faites pour des aliénés, des enfants assistés et des voyageurs indigents appartenant à d'autres départements.....		10,800 »	83,340 »
Remboursements d'avances pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers.....	56,660 »	50,000 »	
Institut de Ronchin. — 7e et 4e annuité..... 6,540 »		16,540 »	
Asile de Bailleul. — 3e annuité de rembours. 10,000 »			
Remboursement pour trop payé sur les ressources ordinaires autres que celles de la vicinalité		6,000 »	
Total des recettes ordinaires à ordonnancer par le Ministre de l'Intérieur.	4,247,266 32		4,291,501 86

§ 2. — Recettes afférentes au ministère de l'Instruction publique.

Art. 1er. — Centimes applicables à l'instruction primaire à ordonnancer par le Ministre de l'instruction publique.....	542,598 68	547,363 56
Report des recettes à ordonnancer par M. le Ministre de l'Intérieur.....	4,247,266 32	4,291,501 86
Total général des recettes du budget ordinaire.....	4,789,865 »	4,838,865 42

La comparaison entre les recettes prévues pour les exercices 1882 et 1883 accuse les résultats suivants :

En premier lieu, le produit des centimes ordinaires et vicinaux est prévu avec une augmentation de 28,571 fr. 76.

Les intérêts de capitaux en 1883 sont réduits de 5,625 à 625 fr. par suite du remboursement par l'État de 100,000 fr. de bons du Trésor sur un total de 112,500 fr. qu'il avait remis au département pour lui tenir compte de ses avances faites pour les victimes de la guerre de 1870.

Cette somme de 100,000 fr. figurera dans les fonds libres de l'exercice 1882, et sera inscrite en recette au budget rectificatif de 1883.

La subvention de 41,500 fr. demandée à l'État pour la construction du mobilier de l'école normale de filles à Douai est portée en recette au budget de 1883.

La subvention accordée par l'État pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires était de 133,313 en 1881. M. le Ministre l'a réduite à 61,695 pour l'exercice 1882, et elle disparaît complétement du budget de 1883 par suite de la répartition totale des subventions accordées pour la construction des chemins vicinaux en vertu de la loi du 11 juillet 1868.

Le Conseil général avait appliqué depuis 1879 le montant de ces subventions à l'entretien des chemins vicinaux ordinaires et décidé que le complément nécessaire à l'allocation d'une subvention aux communes serait prélevé sur les fonds du département.

La subvention de l'État disparaissant du budget, il en résulte pour le département, non seulement un déficit de ressources de 133,313 fr. sur les prévisions de 1881, mais cette situation peut encore être aggravée par les classements en vicinalité qui sont présentés à la Commission départementale et qui viennent encore augmenter le crédit prévu primitivement pour ces subventions.

Ainsi, en 1882, le Conseil général a prévu au budget pour subvention aux communes, pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires un crédit de..... 217,000 fr.

dont..... 61,695

ont été prélevés sur les subventions de l'État.

Il reste ainsi à la charge du département..... 155,305 fr.

Malgré la suppression de la subvention de l'État, j'ai cru devoir porter au budget de 1883, un crédit de 217,000 fr. égal à celui voté par le Conseil général en 1882. Il en résulte pour le budget départemental un accroissement de charges de 61,695 fr. mais cette proposition répond aux dispositions bienveillantes de l'Assemblée pour les intérêts financiers des communes.

Les autres articles de recette ne présentent rien de particulier. Ils sont constitués pour la plupart par les subventions des communes et des industriels dans les travaux de chemins vicinaux de tous ordres et ont un caractère obligatoire.

Il en est de même des articles relatifs aux remboursements d'avances faites à divers établissements publics suivant échéances déterminées par le Conseil général et à ceux de travaux publics exécutés à la charge des particuliers.

Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. — Remboursement d'avances. — (1er B.)

Le Conseil général a fait trois avances à l'institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin.

La première, de 15.000 fr., remboursable sans intérêts, à partir de 1875 (délibération du 28 octobre 1874).

La deuxième, de 60.000 fr., produisant intérêt à 4 % et remboursable en 20 ans, à partir de 1880 (délibération du 26 avril 1876).

Et la troisième de 6.600 fr., remboursable en 5 ans, à partir du 1er janvier 1887, sans intérêts (délibération du 26 août 1881).

En ce qui touche la première avance, six annuités ont été payées, il y a lieu de porter en recette au budget de 1882, le montant de la 7e annuité de 1.500 fr.

En ce qui concerne la deuxième avance, il résulte du tableau d'amortissement inséré dans mon rapport produit à la session d'août 1880, que le produit de la 4e annuité doit être de 5.040 fr.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire en recettes au compte des produits éventuels ordinaires du département, pour l'année 1883, les sommes suivantes :

1°	7e annuité de	remboursement de l'emprunt de	15.000 fr.	1.500 fr.
2°	4e annuité de	id. id.	60.000 fr.	5.040 fr.
		Total		6.540 fr.

Asile de Bailleul. Avance pour l'agrandissement de cet établissement. Remboursement (1er B.)

Dans sa délibération du 18 avril 1878, le Conseil général a autorisé l'avance, à l'asile de Bailleul, d'une somme de 50,000 francs, payable en 8 années, et destinée à l'exécution des travaux d'agrandissement de cet établissement.

D'un autre côté, par délibération du 7 septembre 1867, le Conseil général a consenti en faveur de cet établissement, une avance de 100,000 francs, sans intérêts ni indication d'époque de remboursement.

La première avance n'a été versée que jusqu'à concurrence de 12.500 fr.
C'est donc une somme de 112,500 fr. qui était due au département.

D'après un projet sanctionné par décret en date du 19 juillet 1880, la créance du département doit être remboursée en 15 annuités, comme suit :

1re annuité.....	1881 —	12,500
2e, 3e, 4e et 5e annuités..	1882 —1885.....	40,000
6e annuité.....	1886 —	5,000
7e annuité.....	1887 —	15,000
8e à 15e annuité.....	1888 —1895.....	40,0000
	Total.....	112.500

La 2e annuité a été remboursée en 1882 et inscrite en recette au budget de cette même année.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire en recette, au budget ordinaire de 1883, la somme de 10,000 francs, égale à la 3e annuité du remboursement à effectuer par l'asile.

SOUS-CHAPITRE 1er.

DÉPENSES OBLIGATOIRES.

(Loi du 10 août 1871, art. 60 et 61).

Hôtels de Préfecture et de Sous-Préfectures.

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.	DIFFÉRENCES en moins.	DIFFÉRENCES en plus.
Article 1er. — Entretien des bâtiments de l'hôtel et des bureaux de la Préfecture.....	34,150 »	34,150 »	»	»
Art. 2. — Entretien des hôtels et des bureaux de Sous-Préfectures,				
Savoir :				
Arrondissement d'Avesnes ..... 450 »				
Id. de Cambrai ..... 450 »				
Id. de Douai..... 450 »	2,050 »	2,050 »	»	»
Id. d'Hazebrouck ..... 250 »				
Id. de Valenciennes..... 450 »				
Art. 3. — Loyer de l'hôtel et des bureaux de la Sous-Préfecture				
de Dunkerque..... 7,000 »	10,000 »	10,000 »	»	»
d'Hazebrouck..... 3,000 »				
Mobilier des hôtels de Préfecture et de Sous-Préfectures				
HÔTEL DE PRÉFECTURE.				
La valeur du mobilier de la Préfecture reconnue par récolement d'inventaire était, au 1er janvier 1882, de... 451,575 »	451,575 »			
Alloué pour augmentation au budget de 1882..... » »				
A déduire la valeur du mobilier réformé en 1881.....	» »			
Valeur au 1er janvier 1882.....	451,575 »			
Art. 4. Acquisitions	» »			
Réparations extraordinaires..	» »	9,000 »	9,000 »	»	»
Entretien	9,000 »			
A reporter.....		55,200 »	55,200 »	»	»

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.	DIFFÉRENCE en moins.	DIFFÉRENCE en plus.
Report	55,200 »	55,200 »	» »	» »

HÔTELS DE SOUS-PRÉFECTURES.

	ARRONDISSEMENTS.	VALEUR du mobilier au 31 décembre 1882.	CRÉDITS VOTÉS POUR — Acquisitions.	Réparations extraordinaires.	Entretien.	TOTAL des CRÉDITS demandés pour 1883.					
Art. 5	Avesnes.....	15.583 60	» »	» »	500 »	590 »					
	Cambrai	20.918 37	» »	» »	590 »	590 »					
	Douai.....	13.720 19	» »	» »	590 »	590 »					
	Dunkerque ..	26.717 50	» »	» »	590 »	590 »					
	Hazebrouck .	23.146 73	» »	» »	500 »	500 »					
	Valenciennes.	21.662 65	» »	» »	590 »	590 »					
							7,932 75	3,360 »	4,572 75	» »	

Art. 6. — Construction du mobilier de l'école normale d'institutrices, à Douai. (Subvention demandée à l'État). 50,000 » 41,500 » 8,500 » » »

Art. 7. — Entretien du Bâtiment de l'ecole normale d'instituteurs, de Douai ..... 4,750 » 3,700 » 1,050 » » »

Casernement ordinaire des brigades de gendarmerie.

Art. 8. — Entretien des casernes appartenant au département et situées dans les villes ou communes ci-après :

Avesnes	300 »				
Le Quesnoy.....	150 »				
Cambrai	200 »				
Douai	400 »				
Orchies.....	180 »				
Gravelines.....	250 »				
Bailleul.....	270 »				
Hazebrouck.....	200 »				
Cassel.....	170 »				
Lille	1,000 »	4,780 »	4,930 »	» »	150 »
Pont-à-Marcq.....	150 »				
Roubaix	400 »				
Tourcoing	250 »				
Bouchain.....	150 »				
Landrecies	150 »				
Jeumont.....	150 »				
Maubeuge	200 »				
Berlaimont	150 »				
Clary.....	60 »				
Flers-Dorignies.....	150 »				

A reporter	118,662 75	104,690 »	14,122 75	150 »

	Sommes allouées au budget de 1882.	Sommes prévues pour 1883.	DIFFÉRENCES. en moins.	DIFFÉRENCES. en plus.
Report.....	118,662 75	104,690 00	14,122 75	150 »
Art. 9. — Loyer des casernes au nombre de 37	77,700 »	75,230 »	2,470 »	»
Art. 10. — Éclairage des casernes. — Remplacement des drapeaux placés sur ces bâtiments, assurance des risques locatifs, ramonage des cheminées.....	1,100 »	1,200 »	»	100 »
Art. 11. — Indemnité de literie aux militaires admis dans la gendarmerie. — (Décret du 18 février 1863; circulaire du 5 avril 1875).....	3,000 »	3,000 »	»	»
Cour d'assises, tribunaux, justices de paix.				
Art. 12. — Entretien des bâtiments occupés par les tribunaux, savoir :				
Tribunal de Lille ..... 1,500 »				
— d'Avesnes ..... 250 »				
— de Dunkerque ..... 350 »	2,800 »	2,800 »	»	»
— de Douai ..... 350 »				
— de Valenciennes ..... 350 »				
Art. 13. — Loyer des bâtiments occupés par le tribunal d'Hazebrouck ..... » »	2,465 »	2,465 »	»	»
Art. 14. — Entretien du mobilier de la cour d'assises et des tribunaux (non compris le greffe et ses accessoires).	1,800 »	1,800 »	»	»
Art. . — Achat de meubles pour le Tribunal				
— d'Avesnes ..... » »				
— de Douai..... » »				
— de Lille ..... » »	»	»	»	»
— de Valenciennes ..... » »				
(Porté au budget rectificatif de 1882).				
Art. 15. — Menues dépenses de la cour d'assises et des tribunaux.....	27,600 »	27,600 »	»	»
Art. 16. — Menues dépenses des justices de paix.....	8,830 »	8,830 »	»	»
Art. 17. — Service des épizoties.—(Loi du 21 juillet 1881).	»	25,000 »	»	25,000
Frais d'impression.				
Art. 18. — Frais d'impression et de publication des listes pour les élections consulaires.... » »	4,000 »	4,000 »	»	»
Frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury . . . . 4,000 »				
Total du Sous-Chapitre Ier....	251,957 75	260,615 »	16,592 75	25,250

Art. 1er. — **Préfecture (Hôtel). — Entretien des bâtiments.** (1er B.)

Dans sa session d'avril 1881, le Conseil général a décidé qu'à l'avenir les contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture feront l'objet d'un article spécial au budget départemental, et que le crédit de 36,000 fr., inscrit à ce même budget, pour l'entretien des bâtiments de la Préfecture, sera diminué de l'importance du chiffre de ces contributions.

Le montant des contributions pour 1883, est évalué à la somme de 1,850 fr., qui fait l'objet d'un article spécial au projet de budget pour l'exercice prochain. Le crédit annuel de 36,000 francs pour l'entretien des bâtiments de la Préfecture se trouve donc réduit à 34,150 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de 34,150 francs au budget de 1883.

Art. 2. — **Sous-Préfectures. — Entretien des Bâtiments.** (1er B.)

Des travaux sont à faire chaque année aux bâtiments des hôtels de Sous-Préfectures qui appartiennent au département.

Une somme de 2.050 fr. a été affectée à ces travaux par le budget de 1882 et a été répartie de la manière suivante

Avesnes	450 fr.
Cambrai	450
Douai.....	450
Hazebrouck.....	250
Valenciennes	450
Total.....	2.050 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1883.

Art. 3 — **Sous-Préfectures. — Loyers.** (1er B)

Suivant bail passé le 26 juin 1875 entre le département et la ville d'Hazebrouck, pour la location des bâtiments occupés par la Sous-Préfecture de cette ville, le prix du loyer a été fixé à la somme annuelle de ..... 3.000 fr.

Un autre bail, également en vigueur, concernant la location de la Sous-Préfecture de Dunkerque, en fixe le loyer à..... 7.000 fr.

Afin de me mettre à même d'acquitter ces dépenses, je propose au Conseil général l'inscription au sous chapitre 1er du budget départemental de 1883 d'un crédit de 10.000 fr.

Art. 4 et 5. — **Préfecture et Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien ordinaire** (1er B.)

Un crédit de 12.360 fr. est alloué au budget départemental, depuis plusieurs années, pour frais d'entretien du mobilier de la Préfecture et des Sous-Préfectures. Ce crédit se répartit de la manière suivante :

Hôtel de la Préfecture	9.000 fr.
Avesnes	500
Cambrai	590
Douai	590
Dunkerque	590
Hazebrouck	500
Valenciennes	590
Somme pareille	12.360 fr.

Je propose au Conseil général le maintien de cette allocation au budget de 1883.

Art. 7. — **École normale de Douai. — Dépenses ordinaires** (3e B.)

Aux termes de la loi du 9 août 1879, les dépenses d'entretien des bâtiments et du mobilier, ainsi que les frais d'assurance contre l'incendie de l'École Normale de Douai, ne sont plus imputées sur les ressources du sous-chapitre II du budget départemental de l'instruction publique, et doivent être inscrites au sous-chapitre Ier du budget.

J'ai, en conséquence, l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au sous-chapitre Ier du budget de 1883, les articles de dépense ci-après qui paraissent indispensables pour assurer le service de l'École Normale de Douai pendant l'année prochaine :

Entretien des bâtiments	1,800 fr.
Entretien et réparation du mobilier	1,500
Frais d'assurance et contributions	400
Ensemble	3,700 fr.

Art. 8. — **Casernes de Gendarmerie. — Entretien.** (1er B.)

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883 un crédit de ,930 fr. pour pourvoir à l'entretien des bâtiments des casernes de gendarmerie appartenant au département, pendant ladite année.

Cette somme serait répartie ainsi qu'il suit :

Avesnes	300	»
Le Quesnoy	150	»
Cambrai	200	»
Douai	400	»
Orchies	180	»
Gravelines	250	»
Bailleul	270	»
Hezebrouck	200	»
Cassel	170	»
Lille	1,000	»
Roubaix	400	»
Tourcoing	250	»
Pont-à-Marcq	150	»
Bouchain	150	»
Landrecies	150	»
Jeumont	150	»
Maubeuge	200	»
Berlaimont	150	»
Clary	60	»
Flers-Dorignies	150	»
Total égal	4,930	»

192 Art. 9, 10 et 11. — **Gendarmerie. — Casernement.** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un tableau faisant connaître, par arrondissement, la situation des casernes de gendarmerie en location dans le département.

Arrondissements	DÉSIGNATION des CASERNES.	DATES DES BAUX.	DURÉE DES BAUX. Nombre d'années	Époque d'entrée en jouissance.	Époque de fin de bail.	MONTANT DES LOYERS en 1882.	MONTANT DES LOYERS proposés pour 1883.
						f. c.	F. C
AVESNES	Bavai	20 avril 1876	9	1 janvier 1877	31 décemb. 1886	1,900 »	1,900 »
	Fourmies	13 septemb. 1875	9	15 mars 1876	14 mars 1885	1,550 »	1,550 »
	Hautmont	24 août 1874	9	1 novemb. 1874	31 octobre 1883	1,700 »	1,700 »
	Solre-le-Château	13 juillet 1875	9	1 janvier 1876	31 décemb. 1884	1,100 »	1,100 »
	Trélon	11 octobre 1880	9	1 octobre 1881	30 septemb. 1890	1,600 »	1,600 »
CAMBRAI	Busigny	1er juillet 1882	9	1 janvier 1883	31 décemb. 1892	1,200 »	1,200 »
	Carnières	13 mars 1876	12	1 juillet 1876	1 juillet 1888	1,550 »	1,550 »
	Iwuy	5 mai 1882	3,6,9	13 mai 1882	13 mai 1891	1,112 65	1,750 »
	Le Câteau	14 juillet 1877	9	22 septemb. 1877	22 septemb. 1886	2,400 »	2,400 »
	Masnières	20 mai 1875	9	1 novemb. 1875	1 novembre 1884	1,600 »	1,600 »
	Solesmes	22 mars 1878	12	1 juillet 1878	1 juillet 1890	2,000 »	2,000 »
DOUAI	Aniches	19 mai 1875	9	20 juin 1875	20 juin 1884	700 »	700 »
	Aubigny-au-Bac	6 avril 1878	9	1 septem. 1878	1 septemb. 1887	1,400 »	1,400 »
	Marchiennes	16 juin 1877	9	1 octobre 1877	1 octobre 1886	1,240 »	1,240 »
	Somain	16 août 1875	12	1 juin 1876	31 mai 1888	1,500 »	1,500 »
DUNKERQUE	Bergues	15 avril 1880	12	15 octobre 1880	15 octobre 1892	2,200 »	2,200 »
	Bourbourg	11 juin 1873	9	1 octobre 1873	30 septemb. 1882	1,200 »	1,700 (1)
	Dunkerque	29 décembre 1881	3,6,9	1 janvier 1882	1er janvier 1891	6,000 »	6,000 »
	Hondschoote	1 mai 1878	9	1 septemb. 1878	31 août 1887	1,400 »	1,400 »
	Watten	17 juillet 1878	13	1 juillet 1878	30 juin 1891	1,600 »	1,600 »
	Wormhoudt	15 avril 1880	12	1 octobre 1880	30 septemb. 1892	1,500 »	1,500 »
HAZEBROUCK	Merville	12 septemb. 1877	9	1 juillet 1877	30 juin 1886	1,700 »	1,700 »
	Steenvoorde	23 Octobre 1879	9	15 mars 1880	14 mars 1889	1,600 »	1,600 »
	Cassel (jardin)	7 mai 1874	9	1 octobre 1874	30 septemb. 1883	93 75	93 75
LILLE	Armentières	3 octobre 1879	9	1 mars 1880	1 mars 1889	3.000 »	3,000 »
	Brigade à cheval. Armentières (jardin)	27 février 1868	1	continué par tacite reconduction.		100 »	100 »
	Cysoing	10 février 1877	3,6,9	1 avril 1877	31 mars 1886	1,400 »	1,400 »
	Halluin	18 juin 1881	12	1 juin 1881	1er juin 1893	1,900 »	1,900 »
	Houplines	5 février 1877	9	1 janvier 1878	31 décembre 1886	2,500 »	2,500 »
	La Bassée	15 avril 1880	18	6 novemb. 1880	1 novemb. 1898	2,400 »	2,400 »
	Lannoy	16 juin 1874	3,6,9	1 septemb. 1874	31 août 1883	1,500 »	1,500 »
	Lannoy (ch. de sûreté)		8	1 avril 1875	31 août 1883	30 »	30 »
	Quesnoy-s-Deûle	19 juin 1874	3,6,9	16 septemb. 1874	15 septemb. 1883	1,600 »	1,600 »
	Seclin	15 avril 1880	9	1 juin 1880	1 juin 1889	2,000 »	2,000 »
	Lille (Esquerm.)	15 avril 1880	3,6,9	1 avril 1880	1 avril 1889	1,700 »	1,700 »
	Lille (r. du Faisan)	26 décemb. 1871	3,6,9	1 janvier 1881	1er janvier 1890	5,070 »	5,070 »
	Lille (r. du Gard)	1 septemb. 1880	3,6,9	15 septemb. 1880	15 septemb. 1889	1,500 »	1,500 »
	Haubourdin	22 août 1871	12	1 octobre 1871	30 septemb. 1883	1,400 »	1,400 »
	Wattrelos	15 décembre 1881	18	1er janvier 1882	1er janvier 1900	1.700 »	1.700 »
VALENCIENNES	Blanc-Misseron	16 décemb. 1874	18	1 août 1875	31 juillet 1893	1,900 »	1,900 »
	Condé	23 mars 1878	18	1 avril 1878	31 mars 1896	1,800 »	1,800 »
	Saint-Amand	23 août 1873	18	1 juin 1874	31 décemb. 1892	1,600 »	1,600 »
	Valenciennes	24 février 1881	3,6,9	1 mars 1881	1mars 1890	3,500 »	3,500 »
					TOTAL	76,446 40	77,583 75

(1) Un rapport spécial est présenté.

Les baux des casernes de gendarmerie créées à Wattrelos et à Iwuy ont été passés sur les bases approuvées par le Conseil général dans ses sessions d'Août 1881 et Avril 1882.

Le bail de la caserne de Dunkerque a été renouvelé sur les bases approuvées, dans sa séance du 25 octobre 1881. par la Commission départementale déléguée à cet effet par délibération du Conseil général en date du 26 août 1881.

Le bail de la caserne de Busigny a été renouvelé sur les bases approuvées par la Commission départementale dans sa séance du 14 juin 1882, conformément à l'article 54, § 4, de la loi du 10 août 1871.

Ces baux ont été approuvés par M. le Ministre de la Guerre.

Les propositions budgétaires pour la location des casernes de gendarmerie en 1883, s'élèvent à la somme de..... 77.583 75

à laquelle il y a lieu d'ajouter :

1° Somme à valoir en prévision de créations de nouvelles brigades et pour faire face aux augmentations du loyer et dépenses imprévues résultant de renouvellement de baux ou de l'appropriation des chambres de sûreté ou autres dépenses diverses.....	4.216	25
2° Remplacement des drapeaux placés sur les bâtiments, frais de ramonage des cheminées, éclairage.....	700	»
3° Assurance des risques locatifs des casernes en location.....	500	»
4° Indemnité de literie aux gendarmes extraits de la ligne ou admis dans les six mois de leur congé.....	3.000	»
	86.000	»

Je crois devoir mettre en outre sous les yeux du Conseil général :

1° Les pièces relatives à la caserne de gendarmerie de Valenciennes dont le bail a été renouvelé conformément à la délibération de la Commission départementale dûment délèguée à cet effet, pour une période de 3, 6 ou 9 années à partir du 1er janvier 1881, avec faculté réciproque de résiliation, en prévenant 6 mois à l'avance : le délai de 3 ans devant être employé aux études d'établissement d'une nouvelle caserne. Aux termes du bail, le département paie au propriétaire une somme de 3,500 fr. par an. mais le département doit supporter toutes les charges d'entretien et de réparations des bâtiments.

Un projet est présenté pour travaux d'améliorations et de réparations indispensables pour remettre le bâtiment en bon état, La dépense est évaluée à 5,739 fr. 89 c.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a, dans sa dernière session, émis le vœu que des études soient faites pour l'installation d'une caserne sur un terrain à rechercher, et il propose d'ajourner la demande du crédit de 5,739 fr. 89 c. jusqu'à ce qu'une décision ait été prise par le Conseil général sur ce projet de construction, la dépense proposée par l'architecte devenant inutile si la caserne actuelle devait être abandonnée dans un délai rapproché.

Le Conseil général appréciera s'il ne conviendrait pas de donner à la Commission départementale une nouvelle délégation pour l'étude de cette question.

2° Les pièces relatives à un projet montant à 650 fr. pour travaux restant à faire à la caserne de gendarmerie de Dunkerque en vue de terminer les réparations autorisées par délibération en date du 31 novembre 1881, de la Commission départementale dûment déléguée à cet effet.

Les travaux exécutés au compte du département se sont élevés à 5,000 fr., chiffre fixé par la Commission départementale. Le propriétaire, M. Malo, a dépensé une somme de 3,735 fr. 33 c., bien qu'il n'était tenu, d'après son engagement, qu'à dépenser 1,000 francs. Aujourd'hui on demande une nouvelle somme de 650 francs. J'estime qu'il n'y a pas lieu d'accorder cette somme, quant à présent.

3° Deux lettres par lesquelles les propriétaires des casernes de la rue du Faisan et de la rue du Gard, à Lille, réclament une indemnité pour résilier le bail passé avec le département.

La nouvelle caserne de gendarmerie de Lille pourra être occupée le 1er octobre prochain, à l'exception de la huitième brigade, pour laquelle un crédit est demandé. La caserne de la rue d'Esquermes, dont le bail expire le 1er avril 1884 recevra, au besoin, la huitième brigade, et il n'y a pas lieu, par suite, de résilier le bail avant l'expiration. La caserne de la rue de Thionville appartient au département. Des propositions seront faites à ce sujet au Conseil général, dans sa session d'avril 1884, à moins que l'assemblée ne veuille donner à la Commission départementale une délégation spéciale pour agir au mieux des intérêts du département. Le bail de la caserne de la rue du Faisan, au loyer annuel de 5,070 fr., expire le 1er janvier 1884. Le propriétaire réclame une indemnité de 3,000 fr. pour les 15 mois qui resteraient à courir à partir du 1er octobre prochain. Le bail de la caserne de la rue du Gard, au loyer annuel de 1,500 francs, expire le 15 septembre 1884. Le propriétaire de cette caserne réclame une indemnité de 1,125 francs pour résilier le bail à partir du 1er octobre 1883.

Les demandes des propriétaires des casernes de la rue du Faisan et de la rue du Gard me paraissant bien justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien les accepter. En cas d'adhésion, la somme totale de 4,125 fr. demandée, devrait être inscrite au budget rectificatif de 1882, mais le crédit proposé de 86,000 fr. pourrait être réduit à 79,430 fr., c'est-à-dire déduction faite d'une somme de 5,070 fr. pour le loyer de la caserne de la rue du Faisan et d'une somme de 1,500 fr. pour la caserne de la rue du Gard.

Dans le cas où cette dernière combinaison serait acceptée, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire :

1° Au budget rectificatif de 1882 une somme de 4,125 fr. pour indemnités aux propriétaires des casernes de la rue du Faisan et de la rue du Gard ;

2° Au budget ordinaire de 1883, un crédit de 79,430 fr., dont :

Pour loyer de casernes.....	75.230
Pour drapeaux, assurance des risques locatifs, ramonage des cheminées, éclairage, etc.....	1.200
Pour indemnité de literie aux militaires, admis dans la gendarmerie (décret du 18 février 1863 ; circulaire du 4 avril 1875).....	3.000
Total égal.....	79.430

L'indemnité à payer par les officiers qui demeurent dans les casernes est inscrite en recette au budget de 1883 pour une somme de 1,560 francs.

Art. 12. — **Tribunaux. — Entretien des bâtiments** (1er B.)

Un crédit de 2,800 fr. a été alloué au budget de 1882, pour pourvoir à l'entretien des bâtiments des tribunaux pendant ladite année.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme au budget de 1883.

Cette dépense serait répartie ainsi qu'il suit :

Tribunaux	de Lille	1,500 fr.
—	d'Avesnes	250
—	de Dunkerque	350
—	de Douai	350
—	de Valenciennes	350
	Total égal	2,800

Art. 13. — **Tribunal d'Hazebrouck. — Loyer.** (1er B.)

Le bail passé le 5 mai 1868 entre le département et la ville d'Hazebrouck pour la location, moyennant un loyer annuel de 2,400 fr., d'une partie de l'Hôtel-de-ville où se trouve installé le tribunal civil, a été renouvelé aux mêmes conditions, pour une nouvelle période de neuf ans, à partir du 1er janvier 1876.

Par délibération du 27 avril 1881, le Conseil général a décidé que ce loyer serait, à partir du 1er janvier 1881, augmenté de 65 francs, représentant l'intérêt à 5 % de la somme dépensée pour réparations.

J ai l'honneur de proposer l'inscription, au budget de 1883, d'un crédit de 2.465 francs pour le paiement du loyer afférent à cette même année.

Art. 14. — **Tribunaux. — Mobilier. — Entretien.** (1er B.)

Le Conseil général m'a alloué un crédit de 1,800 fr. pour l'entretien, en 1882, du mobilier des tribunaux du département.

Un crédit d'égale somme m'étant nécessaire pour assurer le paiement des dépenses d'entretien de ce mobilier pendant l'année 1883, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, à cet effet, une somme de 1,800 fr. au budget de cet exercice.

Art. 15 et 16. — **Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises des Tribunaux, Justices-de-Paix et des Tribunaux de police**. (2e B.)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'allocation, au budget départemental de 1883, des crédits suivants, pour menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises et des Tribunaux de 1re instance et de commerce, savoir :

Cour d'assises	2.200	»
Tribunal de 1re instance de Lille	11.000	»
id. de Douai	1.600	»
id. de Valenciennes	1.500	»
id. de Cambrai	1.700	»
id. de Dunkerque	1.600	»
id. d'Avesnes	2.000	»
id. d'Hazebrouck	1·600	»
Tribunal de Commerce de Lille	2.000	»
id. de Cambrai	700	»
id. de Dunkerque	1.000	»
id. de Valenciennes	700	»
Soit donc à inscrire au sous-chapitre 1er, une dépense de	27.600	»

égale à celle qui a été inscrite au budget de 1882.

Je prie le Conseil général de vouloir voter l'inscription de la somme de 27.600 fr. au sous-chapitre 1or du budget de 1883.

Le crédit de 8.830 fr. inscrit au budget de 1883 pour menues dépenses des Justices-de-Paix et des Tribunaux de police est le même que celui de l'exercice 1882. Il se répartit comme suit :

1° 150 fr. à chacun des Juges-de-Paix résidant à Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Hazebrouck, Roubaix, Tourcoing, Le Câteau, Clary, Solesmes et Bouchain	4.050	»
2° 105 fr. aux trente-quatre autres Juges-de-Paix	3.570	»
3e Tribunal de simple police de Lille	200	»
4° id. de Douai, Roubaix et Tourcoing, à raison 160 fr. chacun	480	»
5° id. de Cambrai, Dunkerque et Valenciennes à raison de 80 fr. chacun	240	»
6° id. de Bailleul et du Quesnoy, 70 fr. chacun	140	»
7° id. d'Avesnes, d'Hazebrouck et de Saint-Amand, à raison de 50 fr. chacun	150	»
Somme égale	8.830	»

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de l'exercice 1883.

Art. 17. — **Épizooties.** (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport présenté par M. Pollet, médecin vétérinaire départemental, sur les maladies contagieuses et épizootiques qui ont été constatées dans le département du Nord, pendant l'année 1881.

Les principales maladies observées sont la péripneumonie contagieuse, la fièvre aphtheuse, la morve, la rage, le charbon et la fièvre typhoïde du cheval.

La nouvelle loi du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux, va désormais être appliquée dans toutes ses dispositions. Le règlement d'administration publique prévu pour son exécution, est intervenu à la date du 22 juin 1882, et il a été promulgué au *Journal Officiel* du 25.

L'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses est interdit aujourd'hui à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de vétérinaire. De plus, les communes où il existe des foires et marchés aux chevaux ou aux bestiaux, sont tenues de préposer à leurs frais, sauf à se faire rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, d'un vétérinaire pour l'inspection sanitaire des animaux conduits à ces foires et marchés.

Le Conseil général connaît les mesures radicales prescrites pour arriver à éteindre la péripneumonie contagieuse : Tout animal malade doit être abattu et l'inoculation de toutes les bêtes contaminées est rendue obligatoire. Ces mesures sont prises sans préjudice très appréciable pour les propriétaires ou cultivateurs. Il en résulte des dépenses relativement élevées pour l'État et même pour le département qui doit supporter les frais du service vétérinaire, mais ces dépenses paraîtront des mieux justifiées, si l'on considère qu'il s'agit d'arriver à faire disparaître une maladie contagieuse qui, chaque année, dans le Nord, occasionne des pertes considérables à l'agriculture.

Pour les premières années d'application de la loi de 1881, les dépenses du service des épizooties seront nécessairement très importantes à cause de la péripneumonie contagieuse. Dans ma pensée, en 1882 comme en 1883, elles ne s'élèveront pas à moins de 25,000 fr.. et il n'est inscrit qu'un crédit de 5,000 fr. au budget de l'exercice courant. En conséquence, je propose au Conseil général de vouloir bien voter :

1° Un crédit complémentaire de 20,000 fr au budget rectificatif de 1882 ;

2° Un crédit de 25,000 fr. ou budget de 1883.

Tous les mémoires des vétérinaire sont arrêtés d'après le tarif voté par le Conseil général dans sa dernière session d'avril.

Art. 18. — **Frais d'impressions.** (1er B.)

Les prévisions pour 1881 ont été établies ainsi qu'il suit :		
Au sous-chapitre 1er, art. 17.....	4.000 »	24.800 »
— 13, » 6.....	20.800 »	
Les dépenses se sont élevées, savoir :		
Sous-chapitre 1er, art. 17.....	4.000 »	28.683.50
— 13, » 6.....	24.683.50	
Déficit.....		3.883 50

Par un rapport spécial, je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget rectificatif, le crédit nécessaire pour combler ce déficit, auquel vient s'ajouter une somme de 100 francs, montant d'impressions, faites en 1876, pour le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck.

Quant aux prévisions pour 1883, elles me paraissent pouvoir être établies comme elles l'ont été pour 1882.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien ouvrir au budget de 1883 les crédits ci-après :

Sous-chapitre 1er, art, 18	4.000 »
Sous-chapitre 13, art. 6	20.800 »

SOUS-CHAPITRE II.

PROPRIÉTÉS DÉPARTEMENTALES IMMOBILIÈRES.

Travaux, acquisitions, échanges, etc.

			SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.	DIFFÉRENCE en moins.	DIFFÉRENCE en plus.
Art. 1er. — Entretien du bâtiment des Archives			650 »	650 »	» »	» »
Art. 2. — Construction de casiers et rayonnages pour les archives courantes des bureaux de la Préfecture.....			»	2,304 »	» »	2,304 »
Art. 3. — Entretien des prisons :						
Maison d'arrêt de Lille	1,500	»				
— de justice de Douai.....	1,000	»				
— d'arrêt d'Avesnes.....	500	»				
— — de Cambrai.....	600	»	3,500 »	5,000 »	» »	1,500 »
— — de Dunkerque	500	»				
— — d'Hazebrouck.....	400	»				
— — de Valenciennes	500	»				
A reporter.....			4,150 »	7,954»	» »	3,804 »

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.	DIFFÉRENCE. en moins.	DIFFÉRENCE. en plus.
Report.	4,150 »	7,954 »	» »	3,804 »
Art. 4. — Traitement des architectes du département....	5,000 »	5.000 »	» »	» »
Art. 5. — Assurance des bâtiments départementaux contre les risques de l'incendie. (Circulaire du 2 mai 1852).	2,766 03	2,806 66	» »	40 63
Art. 6. — Contributions dues par les propriétés du département	1,850 »	1,939 56	» »	89 56
Art. 7. — Chauffage et éclairage des bâtiments, et corps de garde de la Préfecture.....	2,295 »	2,495 »	» »	200 »
Art. 8. — Abonnement aux distributions d'eau des édifices départementaux	2,100 »	2,300 »	» »	200 »
Art. 9. — Frais d'illumination des édifices, les jours de fêtes publiques	5,000 »	5,000 »	» »	» »
Art. 10. — Gages des concierges de la Préfecture et garçons de bureaux.....	5,600 »	5,600 »	» »	» »
Art. 11. — Traitement des gardiens des Palais-de-Justice.	2,300 »	2,800 »	» »	500 »
Art. 12. — Caserne de gendarmerie de Clary. — Acquisition. — 4e annuité.....	1,800 »	1,800 »	» »	» »
Total du sous-chapitre II....	32,861 03	37,695 22	» »	4,834 19

Art. 1. — **Archives départementales. — Entretien.** (1er B.)

Un crédit de 650 fr. est affecté chaque année à l'entretien du bâtiment et du mobilier des archives départementales.

Je prie le Conseil général de vouloir bien m'allouer au budget de 1883, un crédit d'égale somme pour le paiement des dépenses d'entretien pendant le prochain exercice.

Art. 2. — **Hotel de la Préfecture. — Travaux.** (1er B.)

Dans sa séance en date du 26 août 1881, le Conseil général a approuvé en principe un projet montant à 3,504 fr. pour travaux de construction de casiers et rayons complémentaires pour les archives courantes des bureaux de la Préfecture.

Un crédit à valoir de 1,200 fr. ayant été alloué au budget rectificatif de 1881, je prie l'Assemblée de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, un crédit de 2,304 fr. formant le complément de la dépense dont il s'agit.

Art. 3. — **Maisons d'arrêt. — Entretien.** (1er B.)

L'année dernière, il a été pourvu à l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt du département, au moyen d'un crédit total de 3.500 fr.

Ce crédit est insuffisant pour entretenir convenablement les bâtiments, ce qui nécessite des travaux de grosses réparations.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883 un crédit de 5000 fr. pour l'entretien des bâtiments des maisons d'arrêt. Ce crédit serait ainsi réparti :

Maison d'arrêt de Lille	1.500 fr.
Maison de Justice de Douai	1.000 »
Maison d'arrêt d'Avesnes	500 »
— — de Cambrai	600 »
— — de Dunkerque	500 »
— — d'Hazebrouck	400 »
— — de Valenciennes	500 »
	5.000 fr.

Art. 4. — **Traitement des architectes départementaux.** (1er B.)

En conséquence de l'adhésion donnée par le Conseil général aux propositions qui lui avaient été soumises en 1867, le service des édifices départementaux est fait par des architectes d'arrondissement.

Je prie l'assemblée de vouloir bien allouer, au budget de 1883, un crédit de 5,000 fr. pour le traitement des architectes départementaux, lequel se répartit comme suit :

Lille.....	1,000 fr.
Dunkerque.....	600
Douai.....	800
Valenciennes.....	700
Cambrai.....	700
Avesnes.....	600
Hazebrouck.....	600
Total égal.....	5,000

Art. 5. — **Propriétés départementales. — Frais d'assurances.** (1er B.)

Les primes d'assurance contre l'incendie des propriétés départementales sont fixées comme suit par les traités existants :

INDICATION DES PROPRIÉTÉS ASSURÉES.	DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT des PRIMES.
Divers bâtiments.....	Nationale, Générale, Phénix, Union, Soleil et Union générale du Nord.....	819 35
Sous-Préfecture et palais de justice de Valenciennes.....	Phenix.....	79 14
Bâtiments et livres de la sous-préfecture de Cambrai.....	Nationale.....	24 10
Archives départementales.....	Nord	88 25
Mobilier de la sous-préfecture de Dunkerque.....	Aigle	19 45
— — d'Hazebrouck	Phénix	18 95
— — de Cambrai	Phénix.....	16 55
— — d'Avesnes.....	Soleil.....	6 94
— — de Douai.....	Générale.....	12 70
Mobilier de la sous-préfecture et des Tribunaux de Valenciennes	La France.....	33 90
Bâtiments et mobilier du palais de justice de Dunkerque....	Le Nord.....	127 50
Mobi ier du tribunal civil d'Hazebrouck.....	Le Phénix	7 70
Mobilier de la cour d'assises et du Tribunal civil de Douai...	Générale	17 15
Bâtiments et Mobiliers de l'hôtel de la Préfecture	Paternelle, Union, Nord, Générale, Abeille, Union générale, Nationale, Phénix, Soleil, Midi, Union, Confiance et Urbaine.....	1.313 65
Caserne de Gendarmerie de Clary.....	L'Abeille,	11 75
id. de Flers-Dorignies.....	Assurances générales,	7 75
id. de Roubaix et Tourcoing.....	Assurances générales	100 30
id. de Maubeuge.....	Phénix, Soleil, Union, Nord et Nationale, Aigle et Foncière, Soleil.	43 70
id. de Berlaimont.....		16 10
Immeubles expropriés pour la reconstruction de la maison d'arrêt de Cambrai.....	L'Union	34 35
	Le Phénix.....	7 40
		2.806 66

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au Budget de 1883, du crédit nécessaire au paiement des primes d'assurances ci-dessus détaillées, montant à 2,806 fr. 66 c.

Art. 6. — **Contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture.** (1er B.)

Dans sa séance du 27 avril 1881, le Conseil général a décidé qu'à partir de 1882, les contributions afférentes au bâtiment de la Préfecture feront l'objet d'un article spécial au budget départemental.

Il a été prévu de ce chef, pour 1882, une dépense de 1,850 fr.

Elle s'est, en réalité, élevée, suivant pièces justificatives jointes au rapport tendant au vote d'un crédit supplémentaire, à 1,939 fr. 56 c., se répartissant de la manière suivante :

Contribution des portes et fenêtres	473 39
Contribution mobilière	1,436 12
Taxe sur les billards	30 05
Total égal	1,939 56

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, un crédit égal à cette dépense.

Art. 7. — **Casernes de gendarmerie. — Frais d'éclairage.** (1er B.)

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir un crédit de 2,495 francs, au budget de 1883, pour frais d'éclairage au gaz des casernes de gendarmerie de Lille, de Douai, de Cambrai et d'Hazebrouck, pendant ladite année.

Cette somme se décompose de la manière suivante :

Caserne de Lille	2.000 fr.
— de Douai	240 »
— de Cambrai	165 »
— d'Hazebrouck	90 »
Total égal	2.495 fr.

Cette somme présente une augmentation de 800 fr. sur le crédit inscrit au budget de 1882. Le crédit pour les casernes de Lille (rue du Faisan et rue de Thionville) qui est actuellement de 1,200 fr., est porté à 2,000 francs, pour faire face aux besoins des divers services de la nouvelle caserne qui pourra être occupée le 1er octobre prochain.

Art. 7. — **Préfecture (Hôtel). — Chauffage et éclairage du corps-de-garde**. (1er B.)

Un crédit annuel de 600 fr. est alloué pour le chauffage et l'éclairage du corps-de-garde de la Préfecture.

Je propose au Conseil général de voter la même somme au dudget départemental de 1883.

Art. 8. — **Édifices départementaux. Abonnement aux distributions d'eau.** — (1er B)

Les taxes d'abonnement des édifices départementaux de Valenciennes à la distribution d'eau de cette ville s'élèveront en 1883, à 620

SAVOIR :

Sous-Préfecture et Tribunal civil	200	
Tribunal de commerce.....	20	
Maison d'arrêt	250	
Caserne de gendarmerie	150	
L'abonnement des établissements départementaux de Cambrai sera en 1883, comme les années précédentes, de		560

SAVOIR :

Sous-Préfecture	100	
Caserne de gendarmerie	210	
Maison d'arrêt	250	
L'abonnement pour l'arrondissement d'Avesnes donnera lieu à une dépense de		200

SAVOIR :

Caserne de gendarmerie d'Avesnes	150	
Sous-Préfecture	50	
Les abonnements pour l'arrondissement de Lille donneront lieu à une dépense de		775

SAVOIR :

Maison d'arrêt	560	
Archives départementales.....	25	
Caserne de gendarmerie de Lille.....	100	
Caserne de gendarmerie de Roubaix.....	50	
id. id. de Tourcoing.....	40	
Réserve pour imprévus.....		145
Cette réserve est nécessaire pour parer à l'éventualité d'un snpplément de consommation en cours d'exercice.		
Total.....		2.300

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire cette somme de 2.300 fr. au budget de 1883.

Art. 9. — **Frais d'illumination des édifices, les jours de fêtes publiques**. (1er B)

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a voté au budget de 1882 un crédit de 5.000 francs pour frais d'illumination des édifices les jours de fêtes publiques.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'allouer un crédit de pareille somme sur le budget de 1883.

Art. 10. — **Gages des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture**. (1er B.)

Un crédit de 5.600 fr. a été voté au budget départemental de 1882, pour le paiement des gages des concierges et de trois garçons de bureau de la préfecture.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire le même crédit au budget de 1883.

Art. 11. **Traitement des concierges des Palais de justice de Lille, de Dunkerque et de Valenciennes** (1er B.)

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription au budget départemental de 1883, d'un crédit de 2,800 fr. pour le traitement des concierges des palais de justice de Lille, de Dunkerque, de Valenciennes, de Douai et d'Avesnes.

Ce crédit est supérieur de 500 fr. à celui qui a été voté les années précédentes et se répartit comme suit :

Concierge du Palais de Justice d'Avesnes.....	400	»
— de Lille.....	800	»
— de Dunkerque.....	600	»
— de Douai.....	500	»
— de Valenciennes	500	»
Total.....	2,800	»

Par une lettre que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil, M. le Président du Tribunal civil de Douai demande qu'il soit alloué au concierge du Palais de Justice de cette ville un traitement de 500 fr.

Jusqu'à ce jour, cette somme avait été prélevée sur les menues dépenses du Tribunal, qui sont absolument insuffisantes, comme le démontre M. le Président dans sa lettre précitée.

Dans cette situation, j'ai l'honneur de prier l'assemblée départementale de vouloir bien accueillir favorablement cette demande, et d'inscrire à cet effet un crédit de 2,900 fr. au budget de 1883, pour les dépenses afférentes aux concierges des tribunaux civils du département.

Art 12. — **Caserne de gendarmerie de Clary. — 4e annuité.** (1er B)

Le 18 septembre 1879, M. Decupère, ancien notaire à Clary, a vendu, au profit du département, moyennant une redevance annuelle de 1.800 fr. payable pendant trente ans, une maison sise à Clary, pour être affectée au logement de la brigade de gendarmerie de cette localité.

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a inscrit au budget départemental de 1882, un crédit de 1.800 fr. pour le paiement de la troisième annuité.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, un crédit de 1.800 fr. pour le paiement de la quatrième annuité.

SOUS-CHAPITRE III.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

§ 1er.

Entretien.

La longueur totale des routes départementales, dont le classement a été prononcé par décrets ou ordonnances ou par délibérations du Conseil général, est de 514,634 mètres.

La longueur des routes arrivées à l'état d'entretien au 31 décembre 1881, était de 514,634 mètr.

Il est demandé pour l'entretien de ces routes en 1883, une somme de. . . . . 409,200 »

répartie conformément au cadre ci-après :

Numéros des articles.	Numéros d'ordre des routes.	DESIGNATION DE CHAQUE ROUTE conforme à l'ordonnance, au décret ou à la délibération qui en a prononcé le classement.	LONGUEUR totale en mètres.	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.
1	1	De Lille à Valenciennes . . .	25,980	11,700 »	11,700 »
2	2	De Lille à Ypres	15,322	17,000 »	17,000 »
3	3	De Douai à Tournai.	16,038	8,000 »	7,500 »
4	4	De Cambrai à Tournai. . . .	18,624	12,500 »	12,500 »
5	5	D'Avesnes à Philippeville. . .	16,060	15,400 »	15,500 »
6	6	De Landrecies à Chimay. . .	41,507	31,000 »	31,500 »
7	7	De Condé à Mons.	9,025	8,000 »	8,000 »
8	8	De Condé à Saint-Amand . .	12,210	8,800 »	8,800 »
9	9	De Lille à Saint-Omer. . . .	46,507	38,000 »	38,000 »
10	10	De Valenciennes à Bohain. .	42,135	37,000 »	37,000 »
11	11	De Cambrai à Guise.	18,663	14,000 »	14,000 »
12	12	D'Avesnes au Quesnoy. . . .	27,651	16,500 »	16,000 »
13	13	De Maubeuge à Maroilles . .	20,176	12,500 »	12,900 »
14	14	De Lille à Courtrai	22,302	26,000 »	26,000 »
15	15	De Dunkerque à Furnes. . .	13,640	9,000 »	9,000 »
16	16	D'Estaires à La Bassée. . .	5,290	5,500 »	5,500 »
17	17	D'Haverskerque à Aire. . . .	7,086	7,500 »	7,500 »
18	18	De Béthune à Armentières. .	4,880	4,000 »	4,000 »
19	19	De Roubaix à Saint-Amand.	43,567	30,500 »	30,500 »
20	20	De Cassel à la frontière . . .	11,323	8,000 »	8,000 »
21	21	De Bergues à St-Momelin. .	21,944	15,500 »	15,500 »
22	22	De Lille à Tourcoing	9,112	8,500 »	8,500 »
23	23	De Cambrai à Malplaquet . .	54,162	51,500 »	52,000 »
24	24	D'Hélesmes à Denain	7,118	6,700 »	6,700
25	25	Ceinture de Maubeuge. . . .	1,805	2,100 »	2,100 »
26	26	Ceinture de Cambrai.	2,507	3.500 »	3,500 »
		Total.	514,634		
		Total du § 1er. . . .		408,700 »	409,200 »

§ 2.

Construction, grosses réparations, travaux neufs, améliorations des routes départementales.

indemnites pour dépossession d'immeubles, indemnités aux ingénieurs et conducteurs, personnel des conducteurs et agents secondaires.

	SOMMES ALLOUÉES au budget de 1882.		SOMMES PRÉVUES pour 1883.	
Report.....	408,700	»	409,200	»
Art. 1er. Réserve pour travaux imprévus.....	10,000	»	10,000	»
Art. 2. Traitement, salaires et frais de déplacement des agents attachés au service des routes départementales	75,000	»	70,430	»
Art. 3. Dépenses diverses :				
1° Loyers de bâtiments ou terrains, secours aux ouvriers blessés.....	»	»		
2° Frais de levé de plans, d'expertise et de recherche de matériaux	»	»		
3° Frais d'impression	1,500	»	1,500	»
Art. 4. Indemnités fixes à accorder aux ingénieurs des ponts-et-chaussées.....	8,000	»	8,000	»
Art. 5. Indemnités extraordinaires aux conducteurs et employés secondaires.....	3,000	»	3,500	»
Total du sous-chapitre III.....	506,200	»	503,700	»

Routes départementales. (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le compte-rendu, par M. l'Ingénieur en chef du département, de la situation du service des routes départementales ainsi que ses propositions de travaux et de dépenses pour l'exercice 1883.

J'y joins les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement qui ont exposé, avec des développements étendus pour chaque route en particulier, tout ce qui se rattache à leur service, et justifié l'emploi des crédits dépensés en 1881 et à dépenser en 1882.

Les vingt-six routes départementales présentaient, à la fin de 1881, un développement de 514 kil. 634m, ainsi répartis :

Chaussées pavées.....	356 k. 428m ou 69 %.
Chaussées empierrées.....	158 k. 206m ou 31 %.

Parmi ces 26 routes :

7 sont d'anciennes routes nationales de 3e classe, qui ont reçu leur caractère actuel, sans aucun sacrifice des localités intéressées ;

6 ont été construites sans aucune participation pécuniaire spéciale des intéressés ;

13 (nos 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 23, 24 et 26) présentant un développement de 304 k,, c'est-à-dire près des 2/3 de l'étendue totale du réseau départemental, n'ont été admises dans le réseau qu'après que les arrondissements, les communes et les particuliers intéressés ont eu acheté l'usage gratuit de ces voies en payant pour leur construction et leur mise en état, les subventions spéciales qui se sont élevées à la somme de 2,270,000 francs.

Les chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes. Ces voies de communication sont d'un entretien coûteux, et exigent des soins constants et intelligents. La circulation y est généralement considérable, notamment sur les routes N° 10, de Valenciennes à Bohain ; N° 14, de Lille à Courtrai ; N° 24, d'Hélesmes à Denain où la fréquentation varie de 1381 à 1737 colliers par jour.

Le crédit d'entretien des routes départementales, y compris la réserve de 10,000 fr., a été fixé, pour 1882, à.....	418,700 fr.
Le crédit total demandé pour l'entretien pendant l'année 1883, y compris la réserve de 10,000 fr., est de.....	419,200 fr.
Soit une augmentation de.....	500 fr.

sur le crédit accordé en 1882.

Le prix moyen de l'entretien ressort à 795 francs par kilomètre pour les 26 routes du réseau départemental.

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire, étendre l'usage des porphyres et des grès durs pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées, et consacrer la plus forte partie des crédits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux.

Dans le but de donner au Conseil des moyens d'appréciation et de contrôle, M. l'Ingénieur en chef a produit deux tableaux, l'un pour les empierrements, l'autre pour les pavages, qui donnent pour chaque chemin tous les renseignements désirables.

Ces tableaux, qui permettent de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les routes dont la circulation est très importante, et qui ont à souffrir d'un excès d'humidité, et si on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale, ont été soumis à l'examen des Commissions de surveillance, et j'ai annexé au dossier les délibérations qui me sont parvenues.

Il résulte de ces tableaux que le crédit normal serait de 415,350 fr., dont :

Pour les pavages.....	276,710 fr,	415,350 fr.
Pour les empierrements.....	138,640 »	

Le crédit demandé de 409,200 fr., déduction faite de la réserve de 10,000 francs pour l'exercice 1883, est un peu inférieur à celui de l'entretien normal. Ce crédit paraît indispensable pour compenser l'usure annuelle et faire face à l'augmentation du prix des matériaux et de la main-d'œuvre.

Les crédits demandés pour les travaux neufs et de grosses réparations en 1883, s'élèvent, en totalité, à 87,600 fr. et se rapportent à des ouvrages en cours d'exécution ou à des travaux indispensables et urgents.

Les crédits proposés pour l'exercice 1883, en ce qui concerne l'entretien et les grosses réparations, s'élèvent, en totalité, à 506,800 fr., dont :

Pour entretien.....	419,200 fr.
Pour grosses réparations.....	87,600 »
Total égal.....	506,800 fr.

La moyenne des dépenses faites, pendant les dix dernières années, pour l'entretien et les grosses réparations des routes départementales étant de..... 615,630 fr.

il en résulte que les prévisions de dépenses, pour 1883, présentent une réduction de..... 108,830 fr.

Le crédit demandé pour les fraix généraux, en 1883, correspond aux dépenses suivantes :

1° Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.....	63.830 fr,
2° Frais de découchers et déplacements.....	5.100 »
3° Somme à valoir en prévision d'avancements et de secours.....	1.500 »
4° Frais d'impressions.....	2.570 »
5° Indemnités des ingénieurs, comme en 1882.....	8.000 »
6° Gratification de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires.....	3.500 «
Ensemble.....	84.500 fr.

Toutes ces dépenses me paraissent convenablement justifiées par les explications fournies par M. l'Ingénieur en chef Doniol.

Le total du crédit pour frais généraux, en 1883, est inférieur de 3,000 fr. à celui alloué en 1882. Cette économie de 3,000 fr. provient de ce que des agents ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite et ont été remplacés par des agents plus jeunes et moins rétribués.

Le service des routes départementales fonctionne dans de bonnes conditions, et MM. les ingénieurs apportent dans la mission qui leur est confiée beaucoup de zèle, d'intelligence et de dévouement.

En résumé, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien allouer, pour le service des routes départememental es, pendant l'exercice 1883. les crédits ci-après, savoir :

BUDGET ORDINAIRE DE 1883, SOUS-CHAPITRE III.

Entretien.....	409.200 fr.
Réserve pour travaux imprévus.....	10.000 »
Frais généraux,.....	84.500 »

BUDGET RECTIFICATIF DE 1882.

Travaux neufs et de grosses réparations.....	87.600 »
Ensemble.....	591.300 fr.

VŒUX. — SUITE DONNÉE.

1° Vœu qu'un pavage soit substitué à l'empierrement sur la route départementale N 23 : 1° aux abords de la gare de Quesnoy ; 2° aux abords de la gare de Bavay.

Un projet a été dressé pour la construction d'un pavage aux abords de la gare de Bavai ; un crédit de 6,000 fr. est demandé aux propositions budgétaires, pour commencer l'exécution de ce projet qui est ci-joint.

Quant à la section située aux abords de la gare de Quesnoy, elle fait l'objet d'un projet de rechargement qui a été approuvé par le Conseil général et a été adjugé le 29 septembre 1880 ; un crédit de 8,000 fr. est demandé aux propositions budgétaires pour la continuation de ce projet. Dans le cas où l'Assemblée Départementale jugerait utile de le modifier, en substituant un pavage au rechargement, il en résulterait une augmentation de dépenses de 21,300 francs.

2° *Classement comme annexe de la route Départementale N° 23 de la partie de chemin d'intérêt commun N° 87 bis comprise entre cette route et la gare de Gommegnies.*

Le Conseil général trouvera au dossier un rapport spécial sur cette question. L'adoption de la demande entraînerait une dépense d'environ 16,000 fr. pour travaux de parachèvement et mettrait à la charge exclusive du budget départemental les frais d'entretien estimés à mille francs par an.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	Observations

SOUS-CHAPITRE IV .— *Chemins vicinaux, chemins de fer d'intérêt local.*

§ Ier — CHEMINS VICINAUX.

Il est demandé, pour ce service, en 1883, une somme de 2,091,093 fr. 78. SAVOIR :

Sur le produit des centimes spéciaux	957,886 23
Sur les ressources éventuelles de la vicinalité	923,618 78
Sur les autres ressources du budget ordinaire	209,588 77
TOTAL	2,091,093 78

Chemins de grande communication.

	Mètres.
La longueur des chemins de grande communication est de	910,797
Au 31 décembre 1881, la longueur parvenue à l'état d'entretien était de	908,311 »
La longueur des chemins de grande communication à l'état d'entretion au 1er janvier 1883 sera de	910,797 »

Il est demandé, pour les travaux de ces lignes, une somme de 774,233 fr. 78 répartie conformément au cadre ci-après.

NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT. Travaux neufs.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs.	TOTAL. Entretien.	TOTAL. Travaux neufs.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	1	7,200 »	» »	»	»	3,600 »	» »	10,800 »	» »	10,800 »
2	2	4,800 »	» »	»	»	2,700 »	» »	7,500 »	» »	7,500 »
3	3	10,800 »	» »	»	»	5,700 »	» »	16,500 »	» »	16,500 »
4	4	4,073 »	» »	»	»	2,077 »	» »	6,150 »	» »	6,150 »
5	5	5,667 »	» »	»	»	2,833 »	» »	8,500 »	» »	8,500 »
6	6	5,185 »	» »	»	»	2,815 »	» »	8,000 »	» »	8,000 »
7	7	4,903 »	» »	»	»	3,097 »	» »	8,000 »	» »	8,000 »
8	8	12,780 »	» »	»	»	8,220 »	» »	21,000 »	» »	21,000 »
9	9	10,117 »	» »	»	»	5,383 »	» »	15,500 »	» »	15,500 »
10	10	3,010 »	» »	»	»	2,990 »	» »	6,000 »	» »	6,000 »
11	11	14,667 »	» »	»	»	7,333 »	» »	22,000 »	» »	22,000 »
12	12	2,868 »	» »	»	»	2,132 »	» »	5,000 »	» »	5,000 »
13	13	8,714 »	» »	»	»	5,786 »	» »	14,500 »	» »	14,500 »
14	14	3,545 »	» »	»	»	4,455 »	» »	8,000 »	» »	8,000 »
15	15	9,790 »	» »	»	»	5,210 »	» »	15,000 »	» »	15,000 »
16	16	4,540 »	» »	»	»	3,660 »	» »	8,200 »	» »	8,200 »
17	17	13,648 »	» »	»	»	6,852 »	2,400 »	20,500 »	2,400 »	22,900 »
18	18	2,667 »	» »	»	»	1,333 »	» »	4,000 »	» »	4,000 »
19	19	3,197 »	» »	»	»	1,803 »	» »	5,000 »	» »	5,000 »
20	20	22,737 »	» »	»	»	15,263 »	2,307 76	38,000 »	2,307 76	40,307 76
21	21	5,897 »	» »	»	»	3,303 »	» »	9,200 »	» »	9,200 »
22	22	1,117 »	» »	»	»	1,083 »	» »	2,200 »	» »	2,200 »
23	23	13,667 »	» »	»	»	6,833 »	» »	20,500 »	» »	20,500 »
24	24	10,492 »	» »	»	»	6,008 »	» »	16,500 »	» »	16,500 »
25	25	9,007 »	» »	»	»	6,993 »	2,695 40	16,000 »	2,695 40	18,695 40
26	26	1,333 »	» »	»	»	667 »	» »	2,000 »	» »	2,000 »
27	27	5,545 »	» »	»	»	3,055 »	» »	8,600 »	» »	8,600 »
28	28	3,636 »	» »	»	»	2,044 »	» »	5,680 »	» »	5,680 »
29	29	793 »	» »	»	»	558 »	» »	1,350 »	» »	1,350 »
30	30	4,033 »	» »	»	»	2,467 »	» »	6,500 »	» »	6,500 »
31	31	200 »	» »	»	»	100 »	1,307 45	300 »	1,307 45	1,607,45
32	32	5,229	» »	»	»	2,771	» »	8,000	» »	8,000 »
A rep	..	» »	» »	»	»	» »	» »	» »	» »	»

A reporter. .... » » »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.											SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883.		Observa
													En moins.	En plus.	
Chemins de grande communication. (Suite).															
NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT.		SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT.		CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc.		TOTAL.		TOTAL des colonnes 9 et 10.					
		Entretien.	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.						
		3	4	5	6	7	8	9	10	11					
Rep.	.....	» »	»	»	»	» »	»	» »	»	» »					
33	33	5,333 »	»	»	»	2,667 »	»	8,000 »	»	8,000 »					
34	34	2,403 »	»	»	»	3,097 »	»	5,500 »	»	5,500 »					
35	35	9,473 »	»	»	»	7,027 »	5,000 »	16,500 »	5,000 »	21,500 »					
36	36	6,773 »	»	»	»	5,227 »	»	12,000 »	»	12,000 »					
37	37	333 »	»	»	»	167 »	»	500 »	»	500 »					
38	38	10,000 »	»	»	»	5,000 »	»	15,000 »	»	15,000 »					
39	39	6,090 »	»	»	»	3,910 »	»	10,000 »	»	10,000 »					
40	40	5,000 »	»	»	»	2,500 »	»	7,500 »	»	7,500 »					
41	41	5,883 »	»	»	»	3,617 »	»	9,500 »	»	9,500 »					
42	42	10,238 »	»	»	»	7,262 »	»	17,500 »	»	17,500 »					
43	43	7,254 »	»	»	»	4,746 »	»	12,000 »	»	12,000 »					
44	44	2,872 »	»	»	»	1,528 »	»	4,400 »	»	4,400 »					
45	45	9,173 »	»	»	»	6,827 »	»	16,000 »	»	16,000 »					
46	46	6,466 »	»	»	»	3,234 »	»	9,700 »	»	9,700 »					
47	47	5,663 »	»	»	»	4,137 »	»	9,800 »	»	9,800 »					
48	48	3,667 »	»	»	»	1,833 »	»	5,500 »	»	5,500 »					
49	49	4,760 »	»	»	»	4,040 »	»	8,800 »	»	8,800 »					
50	50	11,697 »	»	»	»	8,303 »	»	20,000 »	»	20,000 »					
51	51	3,180 »	»	»	»	1,820 »	»	5,000 »	»	5,000 »					
52	52	6,710 »	»	»	»	4,490 »	695,45	11,200 »	695,45	11,89545	801,180 »	774,23378	26,946, 22	»	»
53	53	1,603 »	»	»	»	1,197 »	»	2,800 »	»	2,800 »					
54	54	2,449 »	»	»	»	1,551 »	»	4.000 »	»	4,000 »					
55	55	8,333 »	»	»	»	4,167 »	»	12,500 »	»	12,500 »					
56	56	800 »	»	»	»	400 »	»	1,200 »	»	1,200 »					
57	57	5,333 »	»	»	»	2,667 »	»	8.000 »	»	8,000 »					
58	58	8,700 »	»	»	»	5,300 »	»	14,000 »	»	14,000 »					
59	59	9,764 »	»	»	»	6,136 »	721,52	15,900 »	721,52	16,621,52					
60	60	5,667 »	»	»	»	3 333 »	»	9.000 »	»	9,000 »					
61	61	4,400 »	»	»	»	2,200 »	»	6,600 »	»	6,600 »					
62	62	8,663 »	»	»	»	5,337 »	»	14,000 »	»	14,000 »					
63	63	8,267 »	»	»	»	4,733 »	800 »	13,000 »	00 »	13,800 »					
64	64	5,213 »	»	»	»	2,787 »	»	8,000 »	»	8,000 »					
65	65	8,738 »	»	»	»	6,362 »	376,20 »	15,100 »	376,20	15,476,20					
66	66	2,133 »	»	»	»	1,067 »	»	3,200 »	»	3,200 »					
67	67	1,800 »	»	»	»	900 »	»	2,700 »	»	2,700 »					
68	68	4,262 »	»	»	»	2,738 »	»	7.000 »	»	7,000 »					
69	69	7,425 »	»	»	»	6,275 »	»	13,700 »	»	13,700 »					
70	70	5,469 »	»	»	»	4,531 »	»	10.000 »	»	10,000 »					
71	71	5,991 »	»	»	»	3,559 »	3,000 »	9,550 »	3,000	12,550 »					
72	72	8,395 »	»	»	»	5,105 »	800 »	13,500 »	800	14,300 »					
73	73	1,714 »	»	»	»	886 »	»	2,600 »	»	2,600 »					
74	74	1,466 »	»	»	»	734 »	»	2,200 »	»	2,200 »					
75	76	4,863 »	»	»	»	2,637 »	»	7,500 »	»	7.500 »					
76	77	1,867 »	»	»	»	1,033 »	»	2,900 »	»	2,900 »					
77	78	3,020 »	»	»	»	1,980 »	»	5,000 »	»	5,000 »					
78	79	533	»	»	»	267 »	»	800	»	800 »					
Total.		465,693 »	»	»	»	288,437 »	20,103,78	754,130 »	20,103,78	774233, 78	801,180 »	774,233 78	26,946, 22	»	»
											A reporter . . .		801,180 «	774,233 78	26,946, 22	»	»

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	Observations
Report	801,180 »	774,233 78	26.946 22	» »	

Chemins d'intérêt commun..

La longueur des chemins d'intérêt commun classés par le Conseil général est de .. Mètres. 849,385 »

Au 31 décembre 1881, la longueur parvenue à l'état d'entretien était de..... 849,385 »

Il a été ou il sera construit en 1882..... » »

La longueur des chemins d'intérêt commun au 1er janvier 1883 sera de ..... 849,385 »

Il est demandé pour les travaux de ces lignes une somme de 696,640 fr » répartie conformément au cadre ci-après :

NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT Entretien.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT Travaux neufs.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs.	TOTAL. Entretien.	TOTAL. Travaux neufs.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
		1° ANCIEN RÉSEAU.								
79	1	1,100 »	» »	» »	» »	1,100 »	» »	2,200 »	» »	2,200 »
80	2	3,400 »	» »	» »	» »	3,400 »	» »	6,800 »	» »	6,800 »
81	3	3,500 »	» »	» »	» »	3,500 »	» »	7,000 »	» »	7,000 »
82	4	7,500 »	» »	» »	» »	7,500 »	» »	15,000 »	» »	15,000 »
83	5	1,792 »	» »	» »	» »	2,208 »	» »	4,000 »	» »	4,000 »
84	6	1,450 »	» »	» »	» »	1,450 »	» »	2,900 »	» »	2,900 »
85	7	1,828 »	» »	» »	» »	2,172 »	» »	4,000 »	» »	4,000 »
86	8	1,279 »	» »	» »	» »	2,321 »	» »	3,600 »	» »	3,600 »
87	9	315 »	» »	» »	» »	315 »	» »	630 »	» »	630 »
88	10	1,474 »	» »	» »	» »	1,606 »	» »	3,080 »	» »	3,080 »
89	11	1,430 »	» »	» »	» »	2,170 »	» »	3,600 »	» »	3,600 »
90	12	2,600 »	» »	» »	» »	2,600 »	» »	5,200 »	» »	5,200 »
91	13	1,800 »	» »	450	» »	1,800 »	500	3,600 »	950	4,550 »
92	14	2,600 »	» »	» »	» »	2,600 »	» »	5,200 »	» »	5,200 »
93	15	3,500 »	» »	180	» »	3,500 »	200	7,000 »	380	7,380 »
94	16	3,675 »	» »	» »	» »	3,675 »	» »	7,350 »	» »	7,350 »
95	17	3,000 »	» »	» »	» »	3,000 »	» »	6,000 »	» »	6,000 »
96	18	1,759 »	» »	» »	» »	1,841 »	» »	3,600 »	» »	3,600 »
97	19	3,950 »	» »	» »	» »	3,950 »	» »	7,900 »	» »	7,900 »
98	20	1,230 »	» »	» »	» »	1,370 »	» »	2,600 »	» »	2,600 »
99	22	1,800 »	» »	1170	» »	1,800 »	1300	3,600 »	2470	6,070 »
00	23	2,940 »	» »	» »	» »	2,940 »	» »	5,880 »	» »	5,880 »
01	24	3,500 »	» »	472	» »	3,500 »	478	7,000 »	950	7,950 »
02	25	3,000 »	» »	» »	» »	3,000 »	» »	6,000 »	» »	6,000 »
03	26	795 »	» »	» »	» »	1,205 »	» »	2,000 »	» »	2,000 »
04	27	5,655 »	» »	» »	» »	5,655 »	» »	11,310 »	» »	11,310 »
05	28	4,100 »	» »	» »	» »	4,100 »	» »	8,200 »	» »	8,200 »
06	29	2,674 »	» »	» »	» »	3,326 »	» »	6,000 »	» »	6,000 »
07	30	4.000 »	» »	» »	» »	4,000 »	» »	8,000 »	» »	8,000 »
08	31	1,300 »	» »	» »	» »	1,300 »	» »	2,600 »	» »	2,600 »
09	32	975 »	» »	» »	» »	1,225 »	» »	2,200 »	» »	2,200 »
10	33	1,230 »	» »	» »	» »	1,770 »	» »	3,000 »	» »	3,000 »
11	34	2,426 »	» »	» »	» »	2,774 »	» »	5,200 »	» »	5,200 »
12	35	1,800 »	» »	» »	» »	1,800 »	» »	3,600 »	» »	3,600 »
13	36	2,460 »	» »	» »	» »	2,460 »	» »	4,920 »	» »	4,920 »
14	37	3,331 »	» »	» »	» »	3,669 »	» »	7,000 »	» »	7,000 »
15	38	10,087 »	» »	» »	» »	10,413 »	» »	20,500 »	» »	20,500 »
16	39	725 »	» »	» »	» »	725 »	» »	1,450 »	» »	1,450 »
17	40	1,250 »	» »	» »	» »	1,750 »	» »	3,000 »	» »	3,000 »
rep..		» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
								A reporter. . . .		

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.											SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1882 et celles proposées pour 1883.		Observations
													En moins.	En plus.	
Report.....											801,180 »	774,233 78	26,946 22	»	
Chemins d'intérêt commun (Suite).															
NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT.		SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT.		CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc.		TOTAL.		TOTAL des colonnes 9 et 10.					
		Entretien.	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.	Entretien.	Travaux neufs.	Entretien	Travaux neufs.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11					
Rep.	....	.....	.....	.....	»	.....	» »	.....	» »	.....					
118	41	1,200 »	»	»	»	1,200 »	»	2,400 »	»	2,400 »					
119	42	1,345 »	»	»	»	1,655 »	»	3,000 »	»	3,000 »					
120	43	275 »	»	»	»	275 »	»	550 »	»	550 »					
121	44	3,700 »	»	»	»	3,700 »	»	7,400 »	»	7,400 »					
122	45	2,060 »	»	»	»	2,060 »	»	4,120 »	»	4,120 »					
123	46	2,100 »	»	»	»	2,100 »	»	4,200 »	»	4,200 »					
124	47	400 »	»	»	»	400 »	»	800 »	»	800 »					
125	48	4,350 »	»	»	»	4,350 »	»	8,700 »	»	8,700 »					
126	49	3.317 »	»	»	»	3,883 »	»	7,200 »	»	7,200 »					
127	50	1,050 »	»	»	»	1,050 »	»	2,100 »	»	2,100 »					
128	51	3,820 »	»	»	»	3,820 »	»	7,640 »	»	7,640 »					
129	52	3,700 »	»	»	»	3,700 »	»	7,400 »	»	7,400 »					
130	53	2,310 »	»	»	»	2,310 »	»	4,620 »	»	4,620 »					
131	54	2,166 »	»	»	»	2,234 »	»	4,400 »	»	4,400 »					
132	55	2,745 »	»	»	»	2,745 »	»	5,490 »	»	5,490 »					
133	56	7,500 »	»	»	»	7,500 »	»	15,000 »	»	15,000 »					
134	57	5,196 »	»	»	»	5,304 »	»	10,500 »	»	10,500 »					
135	58	1,750 »	»	»	»	1,750 »	»	3,500 »	»	3,500 »					
136	59	998 »	»	»	»	1,502 »	»	2,500 »	»	2,500 »					
137	60	4.262 »	»	»	»	4,738 »	»	9,000 »	»	9,000 »					
138	61	710 »	»	»	»	1,290 »	»	2,000 »	»	2,000 »					
139	62	3,500 »	»	»	»	3,500 »	»	7,000 »	»	7,000 »					
140	64	4,200 »	»	»	»	4,200 »	»	8,400 »	»	8,400 »					
141	65	2,524 »	»	»	»	2,676 »	»	5,200 »	»	5,200 »					
142	66	285 »	»	»	»	315 »	»	600 »	»	600 »					
143	67	5,200 »	»	»	»	5,200 »	»	10,400 »	»	10,400 »					
144	68	1,634 »	»	»	720	2,166 »	800	3,800 »	1520	5,320 »					
145	69	2,645 »	»	»	»	2,645 »	»	5,290 »	»	5,290 »					
146	70	340 »	»	»	»	340 »	»	680 »	»	680 »					
147	71	1,800 »	»	»	»	1,800 »	»	3,600 »	»	3,600 »					
148	72	2,500 »	»	»	1080	2,500 »	1200	5,000 »	2280	7,280 »					
149	73	1,420 »	»	»	720	1,420 »	800	2,840 »	1520	4,360 »					
150	74	1,960 »	»	»	»	2,040 »	»	4,000 »	»	4,000 »					
151	75	1,910 »	»	»	»	1,910 »	»	3,820 »	»	3,820 »					
152	76	5,550 »	»	»	»	5,550 »	»	11,100 »	»	11.100 »					
153	77	2,545 »	»	»	»	2,545 »	»	5,090 »	»	5,090 »					
154	78	4.100 »	»	»	540	4,100 »	600	8,200 »	1140	9,340 »					
155	79	3,500 »	»	»	»	3,500 »	»	7,000 »	»	7,000 »					
156	80	3,900 »	»	»	450	3,900 »	500	7,800 »	950	8,750 »					
157	81	1,495 »	»	»	»	2,105 »	»	3,600 »	»	3,600 »					
158	82	1,200 »	»	»	»	1,200 »	»	2,400 »	»	2,400 »					
159	83	951 »	»	»	»	1,449 »	»	2,400 »	»	2,400 »					
160	84	2,700 »	»	»	»	3,300 »	»	6,000 »	»	6,000 »					
161	85	4,300 »	»	»	»	4,300 »	»	8,600 »	»	8,600 »					
162	86	7,150 »	»	»	»	7,850 »	»	15,000 »	»	15,000 »					
Total..		» »	»	»	»	» »	»	» »	» »	» »					
A reporter.....											801,180 »	774,233 78	26,946 22	»	

NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	Observations
		Report	801,180 »	774,233 78	26,946 22	» »	

Chemins d'intérêt commun (Suite).

NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DE L'ÉTAT. Travaux neufs.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs	TOTAL. Entretien.	TOTAL. Travaux neufs.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rep.		» »	»	»	» »	» »	»	» »	»	»
163	87	4,584	»	»	»	4,816	»	9,400	»	9,400
164	88	1,080	»	»	»	1,080	»	2,160	»	2,160
165	89	1,250	»	»	»	1,250	»	2,500	»	2,500
166	90	3,500	»	»	»	3,500	»	7,000	»	7,000
167	91	3,400	»	»	»	3,400	»	6,800	»	6,800
168	92	7,000	»	»	»	7,000	»	14,000	»	14,000
169	93	1,750	»	»	»	1,750	»	3,500	»	3,500
170	94	4,450	»	»	»	4,450	»	8,900	»	8,900
171	95	4,289	»	»	720	5,311	800	9,600	1520	11,120
172	97	1,225	»	»	»	1,475	»	2,700	»	2,700
173	98	1,100	»	»	»	1,100	»	2,200	»	2,200
174	99	1,439	»	»	»	1,561	»	3,000	»	3,000
175	100	6,532	»	»	»	7,668	»	14,200	»	14,200
176	101	700	»	»	»	700	»	1,400	»	1,400
177	102	2,527	»	»	450	2,873	500	5,400	950	6,350
178	103	750	»	»	»	750	»	1,500	»	1,500
179	104	3,300	»	»	»	3,300	»	6,600	»	6,600
180	105	1,911	»	»	»	2,289	»	4,200	»	4,200
181	106	600	»	»	»	600	»	1,200	»	1,200
182	107	7.550	»	»	»	7,550	»	15,100	»	15,100
183	108	1,000	»	»	»	1,000	»	2,000	»	2,000
184	109	3,175	»	»	270	3,825	300	7,000	570	7,570
185	110	1,100	»	»	»	1,100	»	2,200	»	2,200
186	111	4,001	»	»	»	4,219	»	8,220	»	8,220
187	112	2,800	»	»	»	2,800	»	5,600	»	5,600
188	113	2,900	»	»	»	2,900	»	5,800	»	5,800
189	114	440	»	»	»	440	»	880	»	880
190	115	5.000	»	»	»	5,000	»	10,000	»	10,000
191	116	2,494	»	»	»	3,506	»	6,000	»	6,000
192	117	750	»	»	»	750	»	1,500	»	1,500
193	118	5,000	»	»	»	5,000	»	10,000	»	10,000
194	119	1,880	»	»	»	2,120	»	4,000	»	4,000
195	120	400	»	»	»	400	»	800	»	800
196	121	600	»	»	»	600	»	1,200	»	1,200
197	122	2,350	»	»	»	2,350	»	4,700	»	4,700
198	123	1,750	»	»	»	1,750	»	3,500	»	3,500
199	124	1,275	»	»	»	1,275	»	2,550	»	2,550
200	125	1,250	»	»	»	1,250	»	2,500	»	2,500
201	126	925	»	»	»	1,075	»	2,000	»	2,000
202	128	5,785	»	»	»	5,785	»	11,570	»	11,570
203	129	2,500	»	»	»	2,500	»	5,000	»	5,000
Total...		334,805	»	»	7,222	349,635	7,978	684,440	15,200	696,640	682,924	696,640	26.946 22	13,719
											A reporter	1,484,101 »	1,470,873 78	26.946 22	13,719 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	Observations
Report.....	1.484.101 »	1.470.873 78	26.946 22	13.719 »	

Chemins d'intérêt commun (suite).

2° NOUVEAU RÉSEAU NON RÉUNI A L'ANCIEN.

La longueur a entretenir en 1883, est de 288,733 kilomètres.

NUMÉROS des articles.	NUMÉROS des chemins.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien.	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs.	SUR LA SUBVENTION de l'État. Entretien.	SUR LA SUBVENTION de l'État. Travaux neufs.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien.	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs.	TOTAL. Entretien.	TOTAL. Travaux neufs.	TOTAL des colonnes 9 et 10.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Rep.	»	« »	» »	»	....	» »	» »	» »	« «	» »
204	29 *bis*	1.000 »	»	»	»	1.000 »	»	2.000 »	»	2.000 »
205	32 *bis*	150 »	»	»	»	150 »	»	300 »	»	300 »
206	35 *bis*	940 »	»	»	»	940 »	»	1.880 »	»	1.880 »
207	43 *bis*	500 »	»	»	»	500 »	»	1.000 »	»	1.000 »
208	52 *bis*	4.400 »	»	»	»	4.400 »	»	8.800 »	»	8.800 »
209	55 *bis*	4.500 »	»	»	»	4.500 »	»	9.000 »	»	9.000 »
210	59 *bis*	1.100 »	»	»	»	1.100 »	»	2.200 »	»	2.200 »
211	60 *bis*	3.125 »	»	»	»	3.125 »	»	6.250 »	»	6.250 »
212	61 *bis*	656 »	»	»	»	1.144 »	»	1.800 »	»	1.800 »
213	66 *bis*	500 »	»	»	»	500 »	»	1.000 »	»	1.000 »
214	73 *bis*	1.750 »	»	»	»	1.750 »	»	3.500 »	»	3.500 »
215	74 *bis*	1.350 »	»	»	»	1.350 »	»	2.700 »	»	2.700 »
216	75 *bis*	3.000 »	»	»	»	3.000 »	»	6.000 »	»	6.000 »
217	99 *bis*	200 »	»	»	»	200 »	»	400 »	»	400 »
218	105 *bis*	1.050 »	»	»	»	1.050 »	»	2.100 »	»	2.100 »
219	109 *bis*	200 »	»	»	»	200 »	»	400 »	»	400 »
220	111 *bis*	4.100 »	»	»	»	4.100 »	»	8.200 »	»	8.200 »
221	115 *bis*	1.000 »	»	»	»	1.000 »	»	2.000 »	»	2.000 »
222	122 *bis*	200 »	»	»	»	200 »	»	400 »	»	400 »
223	134	2.105 »	»	»	»	2.105 »	»	4.210 »	»	4.210 »
224	135	2.450 »	»	»	»	2.450 »	»	4.900 »	»	4.900 »
225	136	1.210 »	»	»	»	1.210 »	»	2.420 »	»	2.420 »
226	151	2.550 »	»	»	»	2.550 »	»	5.100 »	»	5.100 »
227	152	2.150 »	»	»	»	2.150 »	»	4.300 »	»	4.300 »
228	153	2.400 »	»	»	»	2.400 »	»	4.800 »	»	4.800 »
229	158	2.600 »	»	»	»	2.600 »	»	5.200 »	»	5.200 »
230	161	3.250 »	»	»	»	3.250 »	»	6.500 »	»	6.500 »
231	169	250 »	»	»	»	250 »	»	500 »	»	500 »
232	176	550 »	»	»	»	550 »	»	1.100 »	»	1.100 »
233	177	1.250 »	»	»	»	1.250 »	»	2.500 »	»	2.500 »
234	179	1.400 »	»	»	»	1.400 »	»	2.800 »	»	2.800 »
235	185	1.400 »	»	»	»	1.400 »	»	2.800 »	»	2.800 »
236	195	1.150 »	»	»	»	1.150 »	»	2.300 »	»	2.300 »
237	197	750 »	»	»	»	750 »	»	1.500 »	»	1.500 »
238	199	4.500 »	»	»	»	4.500 »	»	9.000 »	»	9.000 »
239	200	550 »	»	»	»	550 »	»	1.100 »	»	1.100 »
240	201	2.400 »	»	»	»	2.400 »	»	4.800 »	»	4.800 »
241	202	2.400 »	»	»	»	2.400 »	»	4.800 »	»	4.800 »
242	203	4.000 »	»	»	»	4.000 »	»	8.000 »	»	8.000 »
243	204	3.750 »	»	»	»	3.750 »	»	7.500 »	»	7.500 »
TOTAL..	.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»
								A reporter.....	1.484.101 »	1.470.873 78	26.946 22	13.719 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.											SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883.		Observations
													En moins.	En plus.	
											Report.....	1.484.101 »	1,470,873 78	26,946 22	13,719 »	
Chemins d'intérêt commun (suite).															
RÉPARTITION PROPOSÉE PAR LE PRÉFET.															
NUMÉROS des articles. 1	NUMÉROS des chemins. 2	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien. 3	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs. 4	SUR LA SUBVENTION de l'État. Entretien. 5	SUR LA SUBVENTION de l'État. Travaux neufs. 6	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien. 7	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs. 8	TOTAL. Entretien. 9	TOTAL. Travaux neufs. 10	TOTAL des colonnes 9 et 10. 11					
Rep.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....					
244	205	1,700 »	»	»	»	1,900 »	»	3,600 »	»	3,600 »					
245	209	1,375 »	»	»	»	1,375 »	»	2,750 »	»	2,750 »					
246	210	1,500 »	»	»	»	1,500 »	»	3,000 »	»	3,000 »					
247	212	425 »	»	»	»	425 »	»	850 »	»	850 »					
248	213	3,735 »	»	»	»	3,735 »	»	7,470 »	»	7,470 »					
249	214	5,080 »	»	»	»	5,080 »	»	10,160 »	»	10,160 »					
250	215	2,450 »	»	»	»	2,450 »	»	4,900 »	»	4,900 »					
251	216	2,550 »	»	»	»	2,550 »	»	5,100 »	»	5,100 »					
252	222	4,130 »	»	»	»	4,130 »	»	8,260 »	»	8,260 »					
253	223	2,000 »	»	»	»	2,000 »	»	4,000 »	»	4,000 »					
254	225	1.900 »	»	»	»	1,900 »	»	3,800 »	»	3,800 »					
255	228	1,937 »	»	»	»	2,503 »	»	4,440 »	»	4,440 »					
TOTAL...		101568 »	»	»	»	102822 »	»	204390 »	»	204390 »	221840 »	204,390 »	20.450 »	» »	
3° *Chemins d'intérêt commun dits stratégiques* : Longueur 53,084 mètres.															
1° Catégorie : Chemins entretenus par l'État, le département et les communes,															
256	141	3,870 »	»	774	»	3,096 »	»	7,740 »	»	7,740 »					
257	143	4,500 »	»	900	»	3,600 »	»	9,000 »	»	9,000 »					
258	145	4,550 »	»	910	»	3,640 »	»	9,160 »	»	9,160 »					
259	146	3,175 »	»	635	»	2,540 »	»	6,350 »	»	6,350 »					
260	147	2,500 »	»	500	»	2,000 »	»	5,000 »	»	5,000 »					
261	191	630 »	»	720	»	450 »	»	1,800 »	»	1,800 »					
TOTAL...		19,225 »	»	4439	»	15,326 »	»	38,990 »	»	38,990 »					
2° Catégorie. — Entretien à la charge de l'Etat et du Département : *Longueur 39,862 mètres.*															
262	21 *bis*	5,700 »	»	3,800	»	»	»	9,500 »	»	9,500 »					
263	63 *bis*	9,360 »	»	6,240	»	»	»	15,600 »	»	15,600 »					
264	142	3,264 »	»	2,176	»	»	»	5,440 »	»	5,440 »					
265	143	2,280 »	»	1 520	»	»	»	3,800 »	»	3,800 »					
266	144	5,280 »	»	3'520	»	»	»	8,800 »	»	8,800 »					
TOTAL...		25,884 »	»	17 256	»	»	»	43.140 »	»	43,140 »	69034 »	(1) 82.130 »	»	13.096 »	
Travaux de restauration des Chemins du réseau de 4,400 kilomètres.															
267	10 *bis*	»	»	»	1 111	»	1,239 »	»	2,350 »	2,350 »					
268	31 *bis*	»	»	»	611	»	689 »	»	1,300 »	1,300 »					
269	87 *bis*	»	»	»	222	»	248 »	»	470 »	470 »					
270	115 *bis*	»	»	»	389	»	431 »	»	820 »	820 »					
271	126 *bis*	»	»	»	333	»	367 »	»	700 »	700 »					
272	140	»	»	»	133	»	147 »	»	280 »	280 »					
273	162	»	»	»	611	»	689 »	»	1,300 »	1,300 »					
274	166	»	»	»	556	»	614 »	»	1,170 »	1,170 »					
275	171	»	»	»	278	»	312 »	»	590 »	590 »					
276	173	»	»	»	722	»	808 »	»	1,530 »	1,530 »					
Total ..		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
											A reporter....	1.777.972 »	1.757.393 78	47.396 22	26.818 »	

(1) Subv départem'. 45109
Subv- de l'Ét. 21695
Cont^s et sous-cript^s 15326
Total 82130

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	Observation
Report.....	1.177.972	175739378	47.396 22	26.848 »	

Chemins d'intérêt commun.

NOUVEAU RÉSEAU DE 1,400 KILOMÈTRES (*suite*).

NUMÉROS des articles. 1	NUMEROS des chemins. 2	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Entretien. 3	SUR LA SUBVENTION DU DÉPARTEMENT. Travaux neufs. 4	SUR LA SUBVENTION de l'État. Entretien. 5	SUR LA SUBVENTION de l'État. Travaux neufs. 6	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Entretien. 7	CONTINGENTS COMMUNAUX, souscriptions, etc. Travaux neufs. 8	TOTAL. Entretien. 9	TOTAL. Travaux neufs. 10	TOTAL des colonnes 9 et 10. 11
Rep.	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
277	174	»	»	»	556	»	614	»	1.170	1.170
278	186	»	»	»	1.000	»	1.100	»	2.100	2.100
279	187	»	»	»	1.233	»	1.367	»	2.600	2.600
280	188	»	»	»	1.000	»	1.100	»	2.100	2.100
281	196	»	»	»	778	»	862	»	1.640	1.640
282	197	»	»	»	667	»	733	»	1.400	1.400
283	214	»	»	»	422	»	478	»	900	900
284	216	»	»	»	333	»	367	»	700	700
285	225	»	»	»	433	»	467	»	900	900
286	226	»	»	»	944	»	1.056	»	2.000	2.000
287	227	»	»	»	278	»	302	»	580	580
288	188	»	»	»	3.750	»	1.450	»	5.200	5.200
289	225	»	»	»	7.500	»	2.500	»	10.000	10.000
290	229	»	»	»	4.500	»	1.800	»	6.300	6.300
Total..		»	»	»	28.360	»	19.740	»	48.100	48.100

	»	48.100	»	»	48.100 »
A reporter.....	1.777.972 »	1.805.493 78	47.396.22	74.918 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en plus.	OBSERVATIONS.
Report.....	1,777,972 »	1,805,493 78	47,396,22	74,918 »	(1) Chem. de grande communicat. . 15,000 Intérêt comm. 15,000 Total. ... 30,000
Art. 291. — Chemins ordinaires :					
Réseau subventionné ..... » » » Réseau non subventionné..... 10,000 »	71,695 »	40,000 »	61.695 »	»	
Art. 292. — Réserve pour travaux imprévus.....	30,000	30,000 (1)	»	»	
Art. 293. — Traitement des Agents-Voyers :					
SAVOIR :	SUBVENTION du département.	SUBVENTION de l'État.	CONTINGENTS communaux.	TOTAL.	
Agent-Voyer en chef. — Ingénieur en chef du département....	4.000	»	»	4.000	
Sous-Agent. Voyer en chef.....	7.500	»	»	7.500	
2 Agents-Voyers princip. 1re cl..	11.400	»	»	11.400	
2 Agents-Voyers princip. 2e cl..	10.400	»	»	10.400	
3 Agents-Voyers princip. 3e cl..	14.100	»	»	14.100	
1 Agent-Voyer 3e classe.....	3.500	»	»	3.500	
9 Agents-Voyers canton. de 1re cl	27.000	»	»	27.000	
12 Agents Voyers canton. de 2e cl.	32.400	»	»	32.400	
13 Agents-Voyers canton. de 3e cl.	31.200	»	»	31.200	
10 Agents-Voyers canton. de 4e cl.	21.000	»	»	21.000	
7 Agents-Voyers canton de 5e ..	12.600	»	»	12.600	
4 Commis de 1re classe.....	5.200	»	»	5.200	
4 Commis de 2e classe.....	4.600	»	»	4.600	
6 Commis de 3e classe.....	6.000	»	»	6.000	
Gratifications aux Agents-Voyers.	10.000	»	»	10.000	
Frais d'imp. et dépenses diverses.	7.400	»	»	7.400	
Traitement de 3 employés de Préfecture attachés au service vicinal.....	5.200	»	»	5.200	
Total.....	213.500	»	»	213.500	
Indemnité aux Ingénieurs chargés du service des chemins de grande communication, frais de déplacement et gratifications des conducteurs...	28.100	»	»	28.100	
Total général.....	241.600	»	»	241.600	
A déduire le concours des communes.....	62.300	»	»	62.300	
Totaux à payer par le départ..	179.300	»	»	179.300	
	234,800 »	241,600 »	»	6,800 »	
Art. 294. — Dépenses d'intérêt collectif imputables sur les contingents communaux pour le service des trois catégories.....	4,000 »	4,000 »	»	» »	
Total du paragraphe 1er.....	2,118,467 »	2,091.093 78	27,373 22	» »	
§ 2. — *Chemins de fer d'intérêt local.* (Loi du 12 juillet 1865).					
Art. 1er. Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer d'intérêt local	6,649 96	6,640 96	9 »	» »	
Total du paragraphe 2.....	6,649 96	6,640,96	»	» »	
Total du Sous-Chapitre IV.....	2,125.116 96	2,097,734 74	27,382 22	» »	

Art. — **Chemins vicinaux de grande communication**. (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec diverses pièces à l'appui et les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement, le compte-rendu par M l'Ingénieur en chef du département de la situation du service des chemins de grande communication.

Je n'entrerai pas dans le détail des diverses parties du service, MM. les Ingénieurs ont fourni des renseignements complets et intéressants sur la situation de chacun des chemins de grande communication, et je ne puis que m'y référer entièrement.

Les 76 chemins de grande communication présentent un développement total de 908,311m, dont la moitié environ, revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

Le nombre des chemins de grande communication est porté à 78 par suite du classement du chemin n° 31 de Gognies-Chaussée à Aulnois, mitoyen avec la Belgique, et du chemin n° 66, de Fourmies à la gare.

La longueur de ces voies de communication à entretenir en 1883 sera de 910,797 mètres, savoir :

Longueur actuelle	908.311m
Chemin n° 3, en construction (les travaux seront terminées en 1882)	1 476
Chemin n° 66 de Fourmies à la gare (classement du 21 avril 1882)..	400
Annexe du chemin n° 35, chemin de la station à Aniches.....	270
Annexe du chemin n° 47 de la place de la station d'Aniches.....	340
Ensemble.....	910.797m

La situation de ces chemins au 31 décembre 1881 était la suivante :

Longueur à l'état d'entretien.....	849.337
Id. à l'état de viabilité	58.566
Id. en construction ....., ...	1.884.50
Id. en lacune	» »
Total.....	909.787.50

Le crédit d'entretien des chemins de grande communication pour l'exercice de 1882 est de..... 749.630 fr.

non compris une réserve de 15,000 fr. pour dépenses urgentes et imprévues. Cette somme de 749.630 fr., appliquée à une longueur de 907.903m, correspond à un prix moyen de 886 fr. par kilomètre.

Le crédit total, non compris la réserve de 15,000 fr., demandé pour l'entretien des chemins de grande communication, pendant l'exercice 1883, est de ..... 754.130 fr.

Ce crédit est supérieur de 4,510 fr. à celui accordé pour 1882. Cette augmentation est justifiée par le classement du chemin n° 66 de Fourmies à la gare et de l'annexe au chemin n° 35.

Ce crédit fait ressortir le prix du mètre courant d'entretien comme il suit :

Maximun : 1 fr. 43 pour le chemin n° 48, de Lomme à Loos, situé dans la banlieue de Lille, et qui comprend plusieurs ouvrages d'art et notamment un pont tournant sur la Deûle, dont l'entretien est à la charge du chemin.

Minimun : 0 fr. 43 c. pour le chemin n° 3, d'Hondschoote à Watten, latéral à un canal et d'un approvisionnement peu coûteux.

Moyenne : 0 fr. 83 pour les 78 chemins de grande communication du département.

Dans le but de donner au Conseil général des moyens d'appréciation et de contrôle, M. l'Ingénieur en chef a produit deux tableaux, l'un pour les empierrements, l'autre pour les pavages, qui donnent pour chaque chemin tous les renseignements désirables.

Ces tableaux, qui permettent de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les chemins dont la circulation est très importante et qui ont a souffrir d'un excès d'humidité, et si on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement, n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale, ont été soumis à l'examen des commissions de surveillance et j'ai annexé au dossier les délibérations qui me sont parvenues.

Le crédit total demandé pour assurer l'entretien en 1883, des chemins de grande communication et qui est inscrit au projet de budget pour l'exercice prochain est de..... 769.130 fr.

Savoir :

Contingent du département	465.693
Id. des communes...	231.645
Snbventions industrielles.....	55.592
Subvention de l'État (Chemins nos 2 et 5).....	1.200
Dépenses imprévues (à titre de réserve).....	15.000
	769.130 fr.

Le crédit proposé pour les travaux neufs et de grosses réparations en 1883 s'élève à la somme de 75.400 fr. 40 à imputer savoir :

Sur le fonds du département	55.296 62
Sur le fonds des communes.	20.103 78
Total égal.....	75.400 40

Ce chiffre présente sur celui alloué en 1882 pour les travaux de grosses réparations une diminution de 11.342 fr. 01.

Le Conseil général a voté dans sa dernière session un emprunt de 1.200.000 fr. pour

les travaux des chemins vicinaux de grande communication et de l'ancien réseau d'intérêt commun. La loi autorisant cet emprunt a été promulguée.

Dans un rapport spécial, M. l'Ingénieur en chef propose d'imputer sur les ressources devant provenir de la réalisation de cet emprunt à la caisse des chemins vicinaux un crédit de 25,000 fr. pour les travaux de réfection du pont d'Haspres sur la Selle (chemin de grande communication n° 45 et ceux du pavage du chemin n° 14 de Armentières à Houplines), afin de mettre la main à l'œuvre l'année prochaine. Ce crédit serait inscrit au budget extraordinaire.

Tous les articles de dépenses se rapportent à des travaux urgents et d'une nécessité absolue.

Le crédit demandé pour les frais généraux en 1883 correspond aux dépenses suivantes :

Indemnités des Ingénieurs, comme en 1882	16.000	»
Frais de déplacement des agents, id.	6.600	»
Indemnités aux Agents id.	5.500	»
Impressions id.	4.000	»
Total	32.100	»

En résumé, l'ensemble des crédits pour l'exercice 1883 est de 876.630 fr. 40 savoir :

Entretien	769.130	»
Travaux de grosses réparations	75.400	40
Frais généraux	32.100	»
Total égal	876.630	40

La moyenne des crédits alloués pendant les 10 dernières années pour l'entretien, les grosses réparations et les travaux neufs des chemins de grande communication est de 1.037.543 62

Les prévisions de dépenses pour 1883,			
Entretien	769.130	»	844.530 30
Grosses réparations	75.400	40	
Il en résulte une réduction de			193.013 f. 22

Ou une différence en moins de 19 % sur la moyenne des dix dernières années.

Je soumets au Conseil général, avec les diverses pièces relatives au service, les états dressés conformément à l'article 65 de l'instruction générale du 6 décembre 1870 sur le service vicinal, concernant les contingents à assigner aux communes dans l'entretien et les grosses réparations des chemins de grande communication en 1883.

Aux termes de l'article 46 n° 7 de la loi du 10 août 1871, il appartient au Conseil général de fixer ces contingents. D'après le travail que je lui soumets, les cotisations communales sont réglées au tiers des dépenses pour l'entretien, déduction faite sur chaque ligne du produit des subventions industrielles et au cinquième pour les grosses réparations sur-

vant les bases admises les années précédentes par le Conseil général. Il n'y a d'exception que pour les chemins nos 20 et 35 pour lesquels M. l'Ingénieur en chef fournit les explications nécessaires.

VŒUX.

Toutes les décisions prises par le Conseil général pour le service des chemins de grande communication ont été exécutées. M. l'Ingénieur en chef du département produit à la fin de son rapport un tableau indiquant la suite donnée aux vœux émis dans les deux dernières sessions du Coseil général et je n'ai rien à ajouter aux renseignements fournis.

Le service des chemins de grande communication se fait dans de bonnes conditions : toutes les opérations se font avec une parfaite régularité et je n'ai qu'1 rendre hommage à l'intelligence et au dévouement de MM. les Ingénieurs et notammeut de M. Doniol, ingénieur en chef du département.

RESUMÉ DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien allouer les crédits suivants pour le service des chemins de grande communication, dont le détail figure aux projets du budget qui précèdent le présent rapport.

BUDGET RECTIFICATIF DE 1882. — SOUS-CHAPITRE IV.

Travaux de grosses réparations (contingent du département).....	55.296 fr. 62

BUDGET ORDINAIRE DE 1883.

Entretien	754.130	»
Grosses réparations (contingents des communes).....	20.103	78
Réserve pour dépenses imprévues.....	15.000	»
Frais généraux	32.100	»
Total.....	821.333	78

Le crédit de 754,130 fr. demandé pour l'entretien se décompose ainsi qu'il suit :

1/3 à la charge des communes.....	231.645	»
2/3 à la charge du département.....	465.693	»
Subvention de l'État (chemins nos 2 et 5)	1.200	»
Subventions industrielles	55.592	»
Total égal.....	754.130 fr.	»

Les crédits proposés pour travaux de grosses réparations 55,296 fr. 62 du budget rectificatif de 1882 et 20,103 fr. 78 du budget ordinaire de 1883 soit ensemble 75,400 fr. 40, se décomposent comme suit :

A la charge du département.....	55.296 62
A la charge des communes.....	20.103 78
Total égal.....	75.400f.40

BUDGET EXTRAORCINAIRE. — SOUS-CHAPITRE XVIII.

(Loi du 17 juillet 1882).

Chemin de grande communication nº 45. Réfection du pont d'Haspres sur la Selle .... 25.000 fr.

Chemins d'intérêt commun. (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Agent-Voyer en chet du département sur la situation des chemins d'intérêt commun dans ce département.

Les chemins d'intérêt commun avaient au 31 décembre 1881, une longueur totale de 1,222,391 m., répartie ainsi qu'il suit :

	ANCIEN RÉSEAU.	NOUVEAU RÉSEAU.	CHEMINS stratégiques.	TOTAL.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Longueur à l'état d'entretien ou de viabilité....	776.764	356.155	75.819	1.208.738
Id. en construction	» »	5.339	» »	5.339
Id. en lacune	146	2.038	6.130	8.314
TOTAL.....	776.910	363.532	81.949	1.222.391

Je n'entrerai pas dans le détail des diverses parties du service. Le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef donne à cet égard des renseignements intéressants, et je ne puis que m'y référer entièrement.

Le point important qui domine, c'est la réalisation des crédits à la caisse des chemins vicinaux. Dans sa dernière session, le Conseil général en examinant la situation financière des travaux d'achèvement des chemins vicinaux du département, a constaté que

l'exécution de ces travaux nécessiterait des réalisations d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux, s'élevant à..... 7.072.900 fr.
que le crédit ouvert au département en 1882 n'étant que de..... 3.147.100

il en résultait un manquant de ..... 3.925.800 fr.

qui rendait impossible l'achèvement en 1882, des travaux du réseau subventionné et des trois premières annuités du nouveau réseau des chemins d'intérêt commun dont l'exécution avait été décidée dans les sessions précédentes.

Sur la demande du Conseil général, j'ai rappelé à M. le Ministre de l'Intérieur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a accordé au département du Nord l'attribution d'une longueur supplémentaire de 250 k., sur la réserve disponible du réseau subventionné, et j'ai vivement sollicité l'ouverture de crédits suffisants qui permettent le prompt achèvement du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, tout en poursuivant l'exécution des travaux des chemins d'intérêt commun.

Il résulte du rapport de M. l'Agent-Voyer en chef que les besoins d'emprunts pour exécuter les travaux des trois premières annuités du nouveau réseau d'intérêt commun (1880 à 1882), ainsi que les chemins stratégiques et le réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, s'éléveront à ..... 6.258.500 fr.

Sur cette somme il y a lieu de déduire 1.038.200
applicables aux chemins stratégiques, pour lesquels M. le Ministre de l'Intérieur a annoncé à la date du 12 juillet 1882, qu'il tenait en réserve une somme suffisante qui ne serait pas prélevée sur le crédit ouvert au

département. Il reste donc à couvrir ..... 5.220.300 fr.

Dans le but d'entreprendre le plus promptement possible les travaux les plus urgents dont l'exécution a été décidée par le Conseil général, M. l'Agent-Voyer en chef propose d'ajourner les grosses réparations de la troisième annuité du nouveau réseau d'intérêt commun, ainsi que les travaux non entrepris du nouveau réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, dont la répartition n'a été faite qu'en 1882. Les réalisations d'emprunts nécessaires pour les autres travaux à exécuter seraient les suivantes :

1° Achèvement des denx premières annuités du nouveau réseau des chemins d'intérêt commun et construction des lacunes de la troisième annuité..... 316.300 fr.

2° Réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires..... 2.610.000

Ensemble ..... 2.926.300 fr.

Le crédit accordé au département du Nord pour 1883 à la caisse des chemins vicinaux par décision ministérielle du 12 juillet 1882, est de	1.500.000 fr.
Sur lesquels a été réservée pour la grande vicinalité une somme de..	25.000
Il reste donc pour les chemins d'intérêt commun et ordinaires.....	1.475.000
M. l'Agent-Voyer en chef propose d'affecter à l'achèvement de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun, sur l'emprunt de 1.200.000 fr. autorisé par la loi du 12 juillet 1882.....	65.000
La somme à répartir entre les travaux ci-dessus indiqués est donc de.	1.410.000

Cette dernière somme représentant à peu de chose près la moitié des crédits ordinaires pour l'exécution des travaux ci-dessus estimés à 2.926.300 fr., M. l'Agent-Voyer en chef propose d'entreprendre simultanément tous ces travaux, qui seraient exécutés en deux ans, sauf à ne porter au budget de 1883 que des crédits proportionnés aux ressources disponibles. Cette combinaison me paraît heureuse, en ce sens qu'elle permettra de liquider l'arriéré, de dispenser de faire un choix parmi les travaux que le Conseil général a placé sur la même ligne et d'engager en 1883 la totalité de ces travaux. Il y aurait lieu dès lors de répartir ces ressources entre les deux catégories de chemins, proportionnellement aux dépenses à faire sur chacune d'elles; cette répartition donne les résultats suivants :

Pour le chemin d'intérêt commun (nouveau réseau).....	150.000 fr.
Pour les chemins vicinaux ordinaires (réseau subventionné).....	1.260.000
Total égal au crédit disponible.....	1.410.00 fr.

Les propositions budgétaires qui sont mentionnées dans le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef et qui figurent au projet de budget, se rapportent aux dépenses ci-après indiquées :

Budget rectificatif de 1882.

Une loi du 17 juillet 1882 a autorisé le département du Nord à emprunter une somme de 1.200.000 fr. à la caisse des chemins vicinaux pour la restauration des chemins de l'ancien réseau. Cette loi ne peut être appliquée en 1882, attendu que le crédit mis à la disposition du département, ainsi que je l'ai exposé au Conseil général à la session d'avril dernier, est à peine suffisant pour faire face aux dépenses engagées avant 1882. Un certain nombre de chemins réclamant impérieusement des travaux de grosses réparations, M. l'Agent-Voyer en chef propose d'imputer à cet effet sur le budget rectificatif de 1882 une somme de .... 87.800 fr.

qui serait couverte en partie par une subvention de l'État, par application de la loi du 12 mars 1880, évaluée à.....	7.902 fr.	
et par des contingents communaux jusqu'à concurrence de.....	22.828	30.730
Resterait à la charge du département.....		57.070 fr.

La répartition de ces dépenses est faite suivant les bases adoptées par le Conseil général dans sa session d'août 1881 pour des travaux similaires, savoir :

État.....	9 %.
Département	65 %.
Communes.....	26 %.
	100

Les dépenses à faire par chemin font l'objet des projets ci-joints, et sont indiquées au tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT DES TRAVAUX	PART A LA CHARGE de l'État. 99 %.	PART A LA CHARGE du département. 65 %.	PART A LA CHARGE des communes. 26 %.
N° 8, de Maubeuge à Villers-Sire-Nicole.....	2.700 f.	243 f.	1.755 f.	702 f.
N° 11, de Douai à Roost-Warendin.....	8.000	720	5.200	2.080
N° 12, d'Haubourdin à Wattignies.....	8.000	720	5.200	2.080
N° 15, de Bruille à Maulde.....	3.000	270	1.950	780
N° 49, de Maubeuge à Taisnières-sur-Hon.....	5.100	459	3.315	1.326
N° 57, de Lille à Frelinghien	15.000	1.350	9.750	3.900
N° 65, de Douai à Oisy	10.000	900	6.500	2.600
N° 80, de Beugnies à Sains.....	8.000	720	5.200	2.080
N° 102, de Condé à Bruille-St-Amand.....	20.000	1.800	13.000	5.200
N° 118, d'Iwuy à Cattenières	8.000	720	5.200	2.080
TOTAUX.....	87.800 f.	7.902 f.	57.070 f.	22.828 f.

M. l'Agent-Voyer en chef propose en outre de porter au budget rectificatif un supplément de crédit de 5.000 fr. pour gratifications aux Agents-Voyers en 1882. Le crédit porté à cet effet au budget primitif de 1882, qui n'est que de 5.000 francs, est insuffisant pour me permettre de récompenser les services rendus par les Agents-Voyers, la demande d'une augmentation de crédit de 5.000 fr. me paraît bien justifiée. Ce crédit supplémentaire est porté au projet de budget rectificatif de 1882.

Les crédits à porter au budget rectificatif de 1882 sont donc :

Travaux de restauration de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun	87.800 fr.
Gratifications aux Agents-Voyers (crédit supplémentaire)	5.000
Ensemble.....	92.800 fr.

Budget de 1883.

1° Entretien de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun, ainsi que des lignes nouvelles réunies aux anciennes.....		681.440 fr.
dont :		
Au compte du département	331.805 fr.	
Id. des communes.....	331.804	
Subventions industrielles.....	17.831	
Total.....	681.440 fr.	
2° Entretien du nouveau réseau de 1.400 kilomètres.....		204.390
dont :		
A la charge du département.....	101.568 fr.	
Id. des communes.....	101.569	
Subventions industrielles.....	1.253	
Total.....	204.390	
3° Chemins stratégiques de la 1re catégorie, ci.....		38.990
se décomposant comme suit :		
A la charge de l'État.....	4.439 fr.	
Id. du département.....	19.225	
Id. des communes.....	15.326	
Total.....	38.990 fr.	
4° Chemins stratégiques de la 2e catégorie.....		43.140
dont :		
A la charge de l'État.....	17.256 fr.	
Id. du département.....	25.884	
Total.....	43.140	
5° Crédit de réserve pour travaux urgents et imprévus		15.000
6° Travaux d'achèvement des chemins d'intérêt commun :		
Ancien réseau. — Subvention de l'État (loi du 12 mars 1880).	7 222 fr.	15.200
Ancien réseau. — Contingents communaux.....	7.978	
Nouveau réseau. — Subvention de l'État (loi du 12 mars 1880).	28.360	48.100
Nouveau réseau. — Contingents communaux.....	19.740	
7° Personnel des Agents-Voyers et frais généraux.....		213.500
Ensemble.....		1 259 760 fr.

M. l'Agent-Voyer en chef fait remarquer que le traitement du Sous-Agent-Voyer en chef, qui est de 6.000 fr., n'excède que de 300 francs la rétribution accordée à l'Agent-Voyer principal de 1re classe, et que ce traitement est insuffisant pour un Agent qui doit s'occuper de toutes les affaires vicinales du département et est surchargé de travail. Les Agents-Voyers d'arrondissement recevant 1.200 fr. de frais de bureau et de tournée, je propose au Conseil général, d'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, d'allouer à ce titre, au Sous-Agent-Voyer en chef, une somme de 1.500 francs.

M. l'Agent-Voyer en chef propose, en outre, de convertir en un emploi d'Agent-Voyer principal de 3e classe, celui d'Agent-Voyer principal adjoint indiqué dans les propositions budgétaires de 1882, ce qui entraînerait un supplément de dépense de 300 fr. Il demande en outre que le fonds de gratifications des Agents-Voyers soit porté à 10.000 fr., afin de pouvoir récompenser les services rendus, ce que ne permettrait pas l'exiguité du crédit actuel.

Ces propositions me paraissant très justifiées, je prie le Conseil général de les accueillir favorablement. Le crédit de 213.500 fr. qui est porté au projet de budget de 1883, se décompose ainsi qu'il suit :

OBJET DE LA DÉPENSE.	ALLOCATION SUR FONDS		TOTAL.
	Départementaux	Communaux.	
Traitement des Agents-Voyers.....	128.600 f.	62.300 f.	190.900 f.
Gratifications.....	10.000	»	10.000
Traitement de trois commis attachés aux bureaux de la Préfecture.....	5.200	»	5.200
Frais d'impression et dépenses diverses.....	7.400	»	7.400
TOTAUX.....	151.200 f.	62.300 f.	213.500 f.

Le budget des chemins d'intérêt commun (modèle n° 12), est établi sur les bases indiquées ci-dessus. Les contingents communaux, ainsi que les subventions à espérer de l'État pour les travaux d'achèvement de l'ancien et du nouveau réseau d'intérêt commun, ont été portés au budget ordinaire; les crédits à prévoir au budget extraordinaire de 1883 pour ces travaux, se bornent aux emprunts à réaliser à la caisse des chemins vicinaux, savoir :

Pour l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun.....	65.000 fr.
Pour le nouveau réseau.....	150.000
Pour les chemins stratégiques.....	1.080 200
Ensemble.....	1.253.200 fr.

Il y a lieu, en outre, de prévoir au budget extraordinaire de 1883, les crédits nécessaires pour amortissement des emprunts réalisés, jusques et compris 1882, à la caisse

des chemins vicinaux, pour les travaux d'achèvement du nouveau réseau d'intérêt commun et les chemins stratégiques.

Pour le nouveau réseau, les emprunts réalisés au 31 décembre 1882, s'élèveront à

928.900 fr., et donneront lieu en 1883 à une annuité de.....	37.156 fr. 00
dont à la charge des communes 1/5, ci.....	7.431 20
Reste à la charge du département les 4/5, ci	29.724 fr. 80

Pour les chemins stratégiques, les emprunts réalisés au 31 décembre

1882 s'élèveront à 143.900 fr., et donneront lieu en 1883 à une annuité de.	25.756 fr. 00
dont à la charge de l'État.....	7.128 80
et à la charge du département	18.627 fr. 20

En résumé, les propositions budgétaires pour le service des chemins d'intérêt communs sont résumées ci-après :

Budget rectificatif de 1882.

	SUBVENTIONS		CONTINGENTS communaux.
	De l'État.	Du département.	
Travaux de restauration de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun	7.902 f.	57.070 f.	22.828 f.
Gratifications aux Agents-Voyers	»	5.000	»
	7.902 f.	62.070 f.	22.828 f.
	92.800 f.		

Budget ordinaire.

Entretien.	Ancien réseau.....		681.440 fr.	
	Nouveau réseau		204.390	
	Chemins stratégiques.	1re catégorie.....	38.990	
		2e catégorie.....	43.140	
	Réserve pour travaux imprévus.....		15.000	
Travaux d'achèvement.	Ancien réseau.	Subvention de l'État	7.222	
		Contingents communaux.	7.978	
	Nouveau réseau.	Subvention de l'État	28.360	
		Contingents communaux.	19.740	
Personnel des Agents-Voyers et frais généraux			213.500	
Total pour le budget ordinaire.....			1.259.760 fr.	1.259.760 fr.

Budget extraordinaire.

Travaux d'achèvement.	Ancien réseau.....	65.000 fr.	
	Nouveau réseau	150.000	
	Chemins stratégiques.....	1.038.200	
Amortissement d'emprunts vicinaux.	Nouveau réseau.....	37.156	
	Chemins stratégiques.....	25.756	
	Total pour le budget extraordinaire.....	1.316.112 fr.	1.316.112
	Total des crédits à porter au budget de 1883.....		2.575.872 fr.

M. l'Agent-Voyer en chef rend compte dans son rapport de la suite donnée aux vœux du Conseil général dans ses sessions précédentes, et je n'ai rien à ajouter aux renseignements produits.

Le service vicinal se fait dans de bonnes conditions et je n'ai qu'à rendre hommage à l'intelligence et au dévouement de M. Doniol, Agent-Voyer en chef, et de M. Ternant, Sous-Agent-Voyer en chef.

Art. **Chemins vicinaux ordinaires** (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, tant du réseau subventionné que du réseau non subventionné.

Ainsi que je l'ai fait remarquer à l'occasion du service des chemins d'intérêt commun, les travaux d'achèvement des chemins vicinaux ordinaires ont subi en 1881 un ralentissement par suite de l'insuffisance du crédit mis à la disposition du département à la Caisse des chemins vicinaux. J'ai exposé cette situation au Conseil général dans sa dernière session, en lui faisant connaître que pour effectuer les travaux d'achèvement dont il avait décidé l'exécution, il y aurait en 1882 une insuffisance de ressources de 3,925,800 francs. J'ai appelé la bienveillante sollicitude de M. le Ministre de l'Intérieur sur la nécessité d'augmenter le crédit accordé au département.

Il résulte du rapport de M. l'Agent-Voyer en chef que les réalisations d'emprunts nécessaires pour l'achèvement du réseau subventionné, y compris les 100 nouveaux kilomètres accordés au département par la décision ministérielle du 15 avril 1882, s'élèveront au 1er janvier 1883 à ..... 4,484,000 fr.,
mais qu'on pourrait ajourner les travaux non entrepris de la longueur répartie en 1882, ci..... 1,874,000 fr.,

de sorte qu'il resterait à réaliser..... 2,610,000 fr.,
pour exécuter les travaux les plus urgents du réseau subventionné.

Le crédit pouvant être affecté à ces travaux en 1883 d'après l'étude qui a été faite au

sujet des chemins d'intérêt commun, étant de 1,260,000 francs, M. l'Agent-Voyer en chef propose de les entreprendre simultanément, sauf à ne porter aux budgets communaux de 1883 que des crédits proportionnés aux ressources disponibles. Cette combinaison aura l'avantage de liquider l'arriéré, de dispenser de faire un choix parmi des travaux que le Conseil général a placés sur la même ligne, et d'entamer en 1883 tous ces travaux.

La situation des chemins vicinaux ordinaires au 31 décembre 1881 est indiquée au tableau ci-après :

	RÉSEAU subventionnée.	RÉSEAU annexe.	RÉSEAU non subventionné.	TOTAUX.
	k. m.	k. m.	k. m.	k. m.
Longueur à l'état d'entretien ou de viabilité.....	2.031.705	1.966.820	280.215	4.278.740
Longueur en construction	74.664	»	1.007	75.671
— en lacune	237.125	»	1.345.034	1.582.159
Longueurs totales.....	2.343.494	1.966.820	1.626.256	5.936.570

Actuellement la longueur du réseau subventionné est de 2,700 kilomètres ; la répartition de la réserve disponible et des 100 nouveaux kilomètres accordés au département, a été faite par le Conseil général dans sa sesslon d'Avril dernier et par la Commission spéciale qu'il a désignée à cet effet. Cette longueur de 2,700 kilomètres se décompose ainsi qu'il suit :

Longueur répartie.....	2,447 k. 928 m.
Longueur inutilisable par suite de son classement dans les voies d un ordre supérieur	252 k. 072 m.
Ensemble.....	2,700 k. 000 m.

Dans sa session d'Août 1878, le Conseil général a décidé qu'une subvention serait accordée annuellement aux communes pour les aider à entretenir leurs chemins vicinaux ordinaires sous la réserve que les communes voteraient outre les 3 journées de prestation et les 5 centimes spéciaux ordinaires, ou bien une 4e journée de prestation autorisée par la loi du 24 juillet 1868, ou bien les 3 centimes spéciaux extraordinaires autorisés par la loi du 24 juillet 1867. La faculté accordée aux communes par la loi du 11 juillet 1868 de voter une 4e journée de prestation, s'appliquait exclusive-

ment à la période d'exécution de cette loi, laquelle fixée d'abord à 10 ans, à partir de 1869, a été portée à 15 ans par la loi du 25 juillet 1873, puis ramenée définitivement à 14 ans par la loi du 15 août 1876.

Il résulte d'une dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 2 mai 1882, que cette faculté expirera au 31 décembre 1882.

Dès lors les communes devront, pour avoir droit aux subventions départementales de 1883, voter, outre les ressources ordinaires obligatoires, les 3 centimes extraordinaires autorisés par la loi de 1867.

M. l'Agent-Voyer en chef a préparé la répartition pour 1883, des subventions dont il s'agit. Les délibérations des Conseils municipaux relatives au vote des ressources vicinales de 1883 ne m'étant pas toutes parvenues, il y aurait lieu de fixer les subventions à allouer aux communes pour l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires en 1883, conformément aux indications des tableaux n° 3 ci-annexés mais sous la réserve que les communes dont les votes ne sont pas suffisants devraient se mettre en mesure de profiter des subventions et qu'elles ne leur seraient pas délivrées au cas où elles n'auraient pas régularisé leur situation en temps utile.

En résumé les propositions budgétaires pour assurer le service des chemins vicinaux ordinaires en 1883, sont les suivantes :

Budget rectificatif de 1882.

Il n'y a aucun crédit à porter au budget rectificatif de 1882 en ce qui concerne le service des chemins vicinaux ordinaires.

Budget de 1883.

Les crédits à inscrire au budget primitif de 1883 pour le service des chemins vicinaux ordinaires sont justifiés dans le rapport de M. l'Agent-Voyer en chef et se répartissent de la manière suivante :

Budget ordinaire. — Secours aux communes nécessiteuses..... fr.			10.000.
Budget extraordinaire	1° Subvention spéciale pour travaux d'entretien.....	217.000	1.055.400.
	2° Subvention départementale pour l'amortissement des emprunts à la Caisse vicinale.....	838.400	
Total.....			1.065.400

Ces propositions me paraissant convenablement justifiées, je prie le Conseil général de vouloir bien voter les crédits demandés.

M. l'Agent-Voyer rend compte dans son rapport de la suite donnée aux vœux du Conseil général dans ses sessions précédentes et je n'ai rien à ajouter aux renseignements produits.

Chemins vicinaux. — Exécution de la loi du 12 mars 1880. — Travaux à exécuter en 1883. (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général trois états relatifs aux travaux à exécuter en 1883, par application de la loi du 12 mars 1880, savoir :

1° L'état des travaux à exécuter sur les chemins vicinaux ordinaires (Tableau n° 2) ;

2° L'état des travaux à exécuter sur les chemins d'intérêt commun (Tableau n° 3) ;

3° L'état relatif aux ouvrages d'art dont l'exécution motive l'allocation de subventions exceptionnelles, et au rachat des ponts à péage (Tableau n° 4).

Les propositions de travaux contenues dans ces trois tableaux se résument comme suit :

	DÉPENSE prévue.	SUBVENTION demandée à l'Éiat.
État n° 2. — Chemins vicinaux ordinaires	1.208.300 fr.	61.104 fr.
État n° 3. — Chemin d'intérêt commun.....	308.100 »	27.734 »
État n° 4. — Ouvrages d'art.	361.000 »	91.500 »
	1.877.400 fr.	180.338 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien arrêter les états dont il s'agit, conformément à l'article 5 de la loi du 12 mars 1880.

ART. — **Chemins de fer d'intérêt local. — Frais de controle.** (5e B.)

Aux termes de leurs cahiers des charges, les Compagnies de chemins de fer d'intérêt local doivent payer pour les frais de contrôle de l'exploitation de leurs lignes, une somme de 100 fr. par kilomètre de chemin de fer exploité.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport par lequel M. l'Ingénieur en chef du département propose d'arrêter le règlement des frais de contrôle qu'auront à payer les diverses Compagnies concessionnaires de chémin de fer d'ietérêt local pendant l'année 1883.

Les lignes en exploitation sont :

1° Épéhy à Cambrai, longueur.....	20,976m70	soit.....	2,097 68
2° Embranchement de Masnières.....	2,254 60	soit.....	235 46
3° Bapaume à Marcoing.....	5,477 05	soit.....	547 70
4° Don à Hénin-Liétard	6,341 20	soit.....	634 12
5° Valenciennes à Douzies-Maubeuge.....	31,260 »	soit.....	3,126 »
		Total	6,640 96

J'inscris cette somme en recette au budget ordinaire de 1883, et je prie le Conseil général de vouloir bien en allouer le montant au sous-chapitre IV § 2 du même budget.

DÉSIGNATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE V. ENFANTS ASSISTÉS. (Loi du 5 mai 1869) *Art.* 1er. — *Dépenses du service intérieur.* 1° Nourrices sédentaires et layettes pour un nombre moyen de 170 à 220 enfants ..... 3.000 » 2° Frais de séjour dans les hospices pour un nombre moyen de 125 enfants au-dessous de 12 ans ..... 43.350 » Id. 40 enfants de 12 à 21 ans..... 13.900 » Montant des dépenses intérieures.... 60.250 »					
Dépenses du service extérieur pour un nombre moyen de 1,312 enfants. 671 enfants secourus, 11 enfants trouvés, 496 enfants abandonnés, 134 orphelins pauvres, à raison d'un prix moyen de 129 fr. 37, calculé : 1° Secours temporaires ..... 56.000 » 2° Vêtures..... 30.000 » 3° Mois de nourrice, pensions, allocations réglementaires, frais de placement, de maladie, etc. 83.750 » Montant des dépenses extérieures..... 169.750 »	230,000 »	230,000 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre V.....	230,000 »	230,000 »	» »	» »	

Enfants assistés. (2e B.)

(Loi du 5 Mai 1869.)

Les dépenses faites en 1881, d'après le compte au 1er Mai 1882 et celles proposées pour l'exercice 1883, se décomposent comme suit :

Art. 1er. — Dépenses du service intérieur.

	DÉPENSES FAITES en 1881.	SOMMES PRÉVUES pour 1883.
1° Frais de séjour dans les hospices pour un nombre moyen de 125 enfants au-dessous de 12 ans.....	47,324 13	43,350 »
Id. 40 enfants de 12 à 21 ans		13,900 »
2° Nourrices sédentaires et layettes pour un nombre moyen de 170 à 220 enfants.....	2,112 94	3,000 »
Montant des dépenses intérieures.....	49,437 07	60,250 »

Dépenses du service extérieur pour un nombre moyen de 1312 enfants.

671 enfants secourus, 11 enfants trouvés, 496 enfants abandonnés, 134 orphelins pauvres, à raison d'un prix moyen de 129, 37, calculé :

1° Secours temporaires	54,811 »	56,000 »
2° Vêtures.....	26,895 35	30,000 »
3° Mois de nourrice, pensions, allocations règlementaires, frais de placement, de maladie, etc.....	79,057 26	76,500 »
4° Traitement des employés spéciaux attachés à ce service et création d'un emploi de commis attaché à l'Inspection	3,758 32	5,400 »
5° Indemnité au chef de la 3e division.....	600 »	600 »
6° Indemnités aux préposés des hospices dépositaires de Lille, Cambrai et Dunkerque.....	600 »	600 »
7° Enfants du 1er âge.....	673 75	650 »
Montant des dépenses extérieures.....	166,395 68	169,750 »
Report du service intérieur	49,437 07	60,250 »
Total du sous-chapitre V.....	215,832 75	230,000 »

Le crédit proposé pour 1883 est le même que celui qui a été alloué en 1882.

Il permettra de faire face à tous les besoins de ce service.

Dans mon rapport sur la protection du 1er âge, j'ai justifié la nécessité de la création d'un commis aux écritures qui serait adjoint à l'inspection des enfants assistés. Cette création permettra d'assurer une surveillance plus efficace du service et pourra être réalisée sans augmentation de la dotation attribuée par le Conseil général au budget de l'exercice 1882.

Situation générale du service.

Le rapport produit par M.l'Inspecteur départemental des enfants assistés et les tableaux à l'appui donnent tous les renseignements habituels et désirables sur tous les détails de cet important service.

Je ne puis donc que m'y référer et je me bornerai, sur ce point, à résumer dans le tableau ci-après, la comparaison des résultats constatés au 31 décembre 1880, avec ceux accusés au 31 décembre 1881.

Relevé numérique des enfants assistés.

Les enfants recueillis ou secourus temporairement par l'assistance départementale étaient, le 31 Décembre 1881, au nombre de 1959, savoir :

Enfants de 1 jour à 12 ans.....	584
Enfants de 12 à 21 ans, dits pupilles de l'assistance.	738
Enfants secourus temporairement.....	637
Total égal.....	1,959

Comparaison entre 1880 et 1881

La comparaison de cette situation avec celle qui a été constatée au 31 décembre 1880 présente les résultats suivants :

	NOMBRE au 31 décembre 1880.	NOMBRE au 31 décembre 1881.	AUGMENTATION pour 1881.	DIMINUTION pour 1881.
1° *Enfants de 1 jour à 12 ans.*				
Enfants trouvés	11	9	»	2
Enfants abandonnés	496	459	»	37
Orphelins pauvres	134	116	»	18
	641	584	»	57
2° *Pupilles de l'assistance, de 12 à 21 ans.*				
ci	810	738	»	72
3° *Enfants secourus temporairement.*				
ci	671	637	»	34
RÉSUMÉ.				
1re Catégorie.—Enfants de 1 jour à 12 ans.	641	584	»	57
2e id. id. de 12 à 21 ans.	810	738	»	72
3e id. id. secourus temporairement	671	637	»	34

Soit une diminution totale de..... 163 enfants.

Les dépenses de l'année 1881 se sont élevées à la somme de 215,832, fr. 75 c., ainsi décomposée :

Dépenses intérieures.....	49,437 07
Dépenses extérieures.....	166,395 68
Total égal.....	215,832 75

Les ressources spéciales affectées par les lois aux dépenses de ce service et encaissées à titre de produits éventuels se sont élevées à.....	64,579 55
Reste à la charge du département.....	151,253 20

En résumé, la comparaison entre les dépenses de 1881 et les crédits proposés pour 1883. donne les résultats suivants :

	DÉPENSES de 1881.	CRÉDITS PROPOSÉS. pour 1883.
Dépenses intérieures.....	49,437 07	60,250 »
Dépenses extérieures.....	166,395 68	169,750 »
Totaux.....	215,832 75	230,000 »

Il sera pourvu à ces dépenses au moyen de l'inscription en recettes :

1° Du 1/5 des dépenses intérieures à la charge de l'État	12,050 »
2° Du 1/5 des dépenses extérieures à la charge des communes, lequel serait réparti entre toutes les communes, au prorata de leurs ressources ordinaires, conformément aux décisions du Conseil général.....	33,950 »
3° Du tiers du produit des amendes de police correctionnelle, ci, par prévision.....	12,000 »
4° D'un prélèvement sur les ressources ordinaires du département, etc.....	172,000 »
Total égal.....	230,000 »

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire, au sous-chapitre 5 du budget de 1883, le crédit de 230,000 fr. nécessaire pour assurer la marche de ce service.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882, et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE VI. ALIÉNÉS.					
Art. 1er — Dépenses pour un nombre moyen de 1,360 aliénés des deux sexes, et à raison de 390 fr. 05 pour la pension annuelle de chaque aliéné..... 530.464 75					
Frais de transport et de nourriture en route des aliénés indigents qui appartiennent au département..... 21.535 25	523,000 »	552,000 »	» »	29,000 »	
Total des dépenses..... 552.000 »					
Total du sous-chapitre VI.....	523,000 »	552,000 »	» »	29,000 »	

Art. 1er. **Aliénés.** — (2e B.).

Les dépenses d'entretien et de traitement des aliénés indigents à la charge du département du Nord, pendant l'année 1881, ont été réglées comme suit :

Asile de Bailleul, 298,616 journées à 1 fr.....	298,616 fr. »
Asile d'Armentières, 185,479 journées à 1 fr. 10.....	204,026 fr. 90
Total.....	502,642 fr. 90
Frais de séjour temporaire dans les hospices, de transport et de conduite.....	22,167 fr. 54
Total des dépenses de l'exercice 1881.....	524,810 fr. 44
Les dépenses prises en charge par les communes, les familles et l'État se sont élevées à.....	220,538 fr. 75
Reste à la charge du département.....	304,271 fr. 69

Demande d'augmentation du prix de journée formée par le directeur de l'asile d'Armentières.

Avant de présenter au Conseil général mes propositions de crédit pour l'exercice 1883, je crois devoir l'entretenir de la question importante, d'augmentation du prix de journée dans cet établissement, formulée par M. le Directeur de l'Asile d'Armentières.

Ce chef de service estime en effet, que le prix actuel de journée de 1 fr. 10 est absolument insuffisant pour assurer le fonctionnement de l'asile et l'amortissement des emprunts contractés en vue de son établissement.

Il évalue, en outre, à 300,000 fr. les travaux restant à effectuer pour son achèvement et conclut à la nécessité de porter de 1 fr. 10 à 1 fr. 25 le prix de la journée des aliénés indigents à la charge du département.

Il en résulterait ainsi pour ce dernier une augmentation annuelle de dépenses qui ne s'élève pas à moins de..... 27,800 fr.

Pour justifier ce chiffre, il est necessaire de rappeler succinctement quelle est la situation actuelle de l'asile, les améliorations et additions qu'il comporte et enfin les ressources dont il dispose pour faire face aux besoins à satisfaire.

Situation actuelle de l'asile et Exposé des Constructions à y annexer. —

Bâti sur le terrain de la ferme de l'ancien asile, le nouvel établissement occupe une surface de près de 8 hectares, sur lesquels sont élevés les pavillons isolés qui le forment

Les constructions aujourd'hui terminées comprennent :

1° Onze pavillons d'habitation pour les aliénés, qui sont occupés au nombre de 10 ; le onzième n'est pas encore meublé.

2° Deux pavillons affectés au logement du Directeur-médecin, du médecin-adjoint et du receveur-économe.

3° Quatre pavillons des services généraux, bâtiment d'administration, cuisine, bains, buanderie avec moulin à farine et boulangerie.

4° Le logement du concierge et une salle d'attente qui lui fait face et pendant.

M. le Directeur fait connaître que pour achever l'établissement dans les conditions prévues, il resterait à construire :

1° Trois pavillons d'aliénés ;

2° La chapelle, des ateliers, une écurie et une remise, des magasins pour les céréales et les légumes secs provenant des récoltes de la ferme ;

3° Un mur d'enceinte pour isoler l'établissement des cités ouvrières et des constructions nombreuses qui s'édifient chaque jour sur le territoire de la ville d'Armentières.

Évaluation des dépenses à faire pour terminer l'asile. —

Les travaux dont le détail précède et qui doivent, d'après M. le Directeur, former le complément de l'asile, exigeront une dépense évaluée à 300.000 francs.

Coût du nouvel asile. —

L'asile qui vient d'être édifié suz le terrain de la ferme de l'ancien asile a coûté une somme de 1.879,537 fr. 12, ainsi décomposée :

Achat de terrain de culture (58 hectares environ)	688.762 77
Construction avec les installations qu'elle comportait	1.190,774 35
Total pareil	1.879.537 12

Ces dépenses ont été couvertes par les ressources ci-après :

Vente du vieil asile à la ville d'Armentières	600,000
Prêt gratuit du département sans fixation de date de remboursement (délibération du 26 octobre 1874).....	300,000
Emprunt au crédit foncier de ..... autorisé à 4 1/2 0/0, par décret du 19 août 1881, et remboursable en 35 annuités de 39,906 fr. 42,	700,000
Fonds libres de l'asile.....	279,537 12
Total égal à la dépense de.	1,879,537 12

Ainsi donc les ressources sont assurées pour solder la première partie du programme qui est de beaucoup la plus importante.

Sacrifices faits par le département.

Si l'asile avait dû emprunter au Crédit foncier à 4,50 0/0, les 300,000 fr. avancés sans intérêt par le département, le chiffre des annuités à payer de ce chef, pendant 35 ans, se fut élevé à 17,181 fr., soit ensemble à 601,335 fr., ce qui correspond à une augmentation du prix de journée d'environ 10 centimes, dont bénéficie l'asile.

Examen de la situation financière de l'asile.

L'examen du compte de 1881 donne les résultats suivants :

Recettes ordinaires.....	358,686 87
Dépenses ordinaires.....	326,250 17
Excédent des recettes sur les dépenses.....	32,436 70
Or, l'amortissement de l'emprunt de 700,000 fr:, contracté au Crédit foncier nécessitera pendant 35 ans une annuité de..... qui doit être prélevée sur les recettes ordinaires de l'asile.	39,906 42
Par suite, en admettant que la situation de ces recettes reste stationnaire, l'asile aurait un déficit annuel de.....	7,469 72

qui exigerait pour être couvert une augmentation de 0 fr. 035 par journée.

On peut se demander si ce déficit doit se produire inévitablement à l'avenir.

M. le directeur estime que toutes les terres de l'Asile ayant été mises en exploitation en 1881, on peut prendre les produits de cette dernière année comme base approximative des bonis annuels. L'exploitation agricole de l'Asile comprend 72 hectares et a produit 67,906 fr. 81. M. le directeur pense que les derniers terrains dont l'Asile a pris possession en octobre 1880, pourront donner plus tard un produit supérieur à celui de 1881, mais il ne croit pas que l'augmentation de ce produit puisse compenser le déficit de 7,469 fr. 72 qui vient d'être établi ci-dessus. — Cependant, à l'Asile de Bailleul, l'exploitation, qui comprend 49 hectares, a produit 81,980 30.

Avantages qu'aurait présentés la réunion des 2 asiles à Bailleul.

En 1845, l'Asile d'Armentières était déjà l'objet des constantes préoccupation du Conseil général du Nord. Jusqu'à la date de sa reconstruction, qui a eu lieu en 1874, l'Assemblée départementale fut saisie de vœux tendant à réunir les deux Asiles à Bailleul. Cette solution était recommandée par le Ministre de l'intérieur, et en 1865, il présentait les deux Asiles comme pouvant se prêter un mutuel concours. On estime, en effet, que dans ces conditions le prix de la journée pourrait être inférieur au prix actuel et constituer une réelle économie pour le département et les communes ; on peut calculer que l'allègement des charges s'élèverait à 95,000 fr. sur les prévisions du budget de 1883. Ces questions firent l'objet des délibérations du Conseil général en 1846. 1849, 1851; 1852, 1858, 1859, 1860, 1861, 1865, 1866; et enfin en 1874. (1)

Aujourd'hui l'asile ayant été reconstruit sur le territoire d'Armentières, il y a lieu pour le Conseil général, d'examiner dans quelle mesure il peut accorder l'augmentation du prix de journée demandée par M. le Directeur.

Si l'on se place au point de vue de l'équilibre financier de l'établissement, il n'y aurait lieu d'accorder qu'une augmentation de 5 centimes par journée; ce qui produirait près de 11,000 fr., chiffre sensiblement supérieur au déficit de 7,469 fr. signalé ci-dessus.

Si au contraire, le Conseil général estime qu'il y a lieu de compléter immédiatement l'asile, je réclamerai au Directeur les devis et les plans de la dépense qu'il estime à 300,000 fr. et qu'il juge nécessaire à l'achèvement de cet établissement. Dans ce cas, il y aurait lieu d'augmenter encore de 0,10 c. le prix de journée, afin de permettre l'amortissement de l'emprunt précité. Ce prix serait alors de 1 fr. 25 au lieu de 1 fr. 10 payé actuellement par le département, et il n'est pas douteux qu'il ne soit maintenu pendant au moins 30 années.

Le Conseil général pourrait donc nommer une commission qui lui proposerait telle solution qu'elle jugerait convenable dans l'intérêt des finances du département.

Pour ces motifs, je prie le Conseil général de vouloir bien se prononcer sur cette question.

---

(1) En 1865, M. le Ministre de l'intérieur prescrivait comme suit la translation de cet asile à Bailleul.

« D'un côté comme de l'autre la dépense de construction est la même, Bailleul possède le terrain apte à « recevoir la construction d'un second asile et l'on arriverait ainsi par la connexité des intérêts, à traiter à des « conditions favorables.

Deux établissements juxtaposés peuvent se rendre des services mutuels qui se traduisent tout d'abord par une réduction des frais généraux. Le transfèrement de l'asile des hommes dans le voisinage de celui de Bailleul permettrait d'utiliser les terrains agricoles de celui-ci, terrains à peu près inutiles dans un établissement de femmes et que la maison de Bailleul se voit contrainte aujourd'hui d'exploiter à grands frais. (La depense de frais de culture en 1881 s'est en effet élevée à 65,899 fr. 95). L'asile des hommes se chargerait alors de la culture, fournirait de légumes l'asile des femmes ; à leur tour, ces dernières blanchiraient et racommoderaient le linge des deux maisons. Il y aurait ainsi une sorte de connexcité entre les services généraux des deux établissements, et plus tard, il serait peut-être possible de les réunir sous une même direction administrative et médicale, combinaison plus économique.

Le service départemental des aliénés se trouverait ainsi assuré dans les conditions les plus satisfaisantes et le département, comme les malades, y auraient un égal avantage.

En résumé et pour ne pas préjuger la solution qui pourra être donnée par le Conseil général à la demande d'augmentation du prix de journée formée par M. le Directeur de l'Asile d'Armentières, j'ai inscrit cette augmentation dans mes propositions budgétaires ci-après, laissant à l'Assemblée le soin de les modifier si elle le juge convenable après l'exposé que je viens d'avoir l'honneur de lui présenter.

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES POUR 1883.

Les aliénés des deux sexes étaient au nombre de 1360 au 1er juillet 1882 dans les asiles de Bailleul et d'Armentières.

Savoir :

Bailleul.....	860
Armentières	500
Total.....	1360

soit une augmentation de 34 sur le chiffre des propositions budgétaires de 1882.

Les journées de présence dans ces asiles pendant l'année 1881 se sont élevés à 484,095

Ainsi réparties :

Bailleul.....	298,616	journées	à 1 fr.
Armentières.....	185,479	id.	à 1 fr. 10.

Si l'on prend ce nombre de journées pour base des propositions de 1883 et que l'on applique respectivement les prix de 1 fr. 00 et 1 fr. 25 réclamés par ces établissements, la dépense à prévoir pour l'année 1883 s'établira comme suit :

	SOMMES.		
		Résultant du compte de 1881.	A prévoir pour 1883.
Bailleul..... 298,616 jours à 1 fr..... 298,616 »			
Armentières 185,479 jours à 1 fr. 25... 231,848 75		503,514 85	530,464 75
Frais de transport, de conduite, de nourriture en route, de séjour temporaire aux asiles d'aliénés d'autres départements et dans les hospices		21,295 59	21,535 25
Total du Sous-Chapitre 6..... ...		524,810 44	552,000 »

Le crédit inscrit au budget de 1882 est de 523,000. La dépense prévue pour 1883 est donc supérieure de 29,000 fr. à celle de l'exercice courant.

Les communes et les familles sont intervenues en 1881 pour les sommes suivantes dan la dépense d'entretien des aliénés des deux sexes, savoir :

Communes	186.429,19
Familles	27.296,50
L'Etat	6.813,06
Total	220.538,75

Conformément à la délibération prise par le Conseil général, dans sa séance du 24 août 1880, les sommes à prévoir en recettes au budget 1883 devront être établies comme suit :

Savoir :

Contingent des familles	27,000	222.000	»
Contingent des commues	195.000		
Par conséquent la charge du département se trouve fixée à		330.000	»
Total égal au crédit demandé pour 1883		552.000	»

J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général l'inscription de cette somme au sous-chapitre VI du budget de 1883.

L'Assemblée départementale est appelée en outre à fixer la proportion du concours des communes dans la répartition de cette dépense.

J'ai l'honneur de lui proposer de la maintenir comme suit :

	ALIÉNÉS	
	DANGEREUX	NON DANGEREUX
1° Communes de 100.000 fr. de revenus et au-dessus	48 p. %	58 %
2° id. 50.000 fr. à 100.000 de revenus, ...	40	48
3° id. 20.000 fr. à 50.000	34	40
4° id. 5.000 fr. à 20.000	28	34
5° id. 1.000 fr. à 5.000	24	31
6° id. au-dessous de 1.000	21	24

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE VII. *Assistance publique.*					
Art. 1er Secours de route et frais de transport pour les voyageurs indigents (Circulaires du 8 décembre 1865 et du 1er mai 1867).....	1,600 »	1,600 »	» »	» »	
Art. 2. Indemnité pour la propagation ou la conservation de la vaccine (Circulaires du 26 mai 1803 et du 31 octobre 1814).....	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
Art. 3. Secours aux Sociétés maternelles	5,000 »	5,000 »	» »	» »	
Art. 4. Protection des enfants du 1er âge. (Loi du 23 décembre 1874).....	34,000 »	53,500 »	» »	19 500 »	
Art. 5. Subvention aux Sociétés de secours mutuels. (Décret du 26 mars 1852)	3,000 »	3,000 »	» »	» »	
Art. 6. Bureau d'assistance judiciaire (Loi du 22 janv. 1851	430 »	590 »	» »	160 »	
Art. 7. Dépôt de mendicité, maison de refuge, de secours ou hospice départemental, établi à Lille pour les filles repenties. — Subvention du département pour contribuer aux dépenses ordinaires.....	10,125 »	10,125 »	» »	» »	
Art. 8. Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon. — Entretien de mendiants du Nord	6,000 »	6,000 »	» »	» »	
Art. 9. Secours aux malades indigents.....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 10. Allocation pour le traitement des bègues indigents	2,000 »	2,000 »	» »	» »	
Art. 11. Entretien de sourds-muets dans les institutions spéciales, à Paris ou à Lille et à Ronchin (Circulaire du 2 juin 1834)	59,000 »	59,000 »	» »	» »	
Art. 12. Subvention à la Société de patronage des jeunes libérés.....	1,500 »	1,500 »	» »	» »	
Art. 13. Subvention en faveur de la Société de protection pour les engagés volontaires et autres militaires élevés dans des maisons d'éducation correctionnelle.	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 14. Secours en faveur des familles des marins pêcheurs morts ou présumés péris à la pêche de la morue	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 15. Secours en faveur de la caisse des marins qui vont à la pêche du poisson frais.....	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 16. Allocation destinée à venir en aide aux incendiés nécessiteux.....	2,000 »	2,000 »	» »	» »	
Art. 17. Secours dans le cas d'extrême misère, de disette locale ou d'accident	4,000 »	4,000 »	» »	» »	
Art. 18. Société de Sauveteurs du Nord	300 »	300 »	» »	» »	
Art. 19. Subvention à la Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer.....	»	150 »	» »	150 »	
Art. 20. Subvention à la Société de patronage de l'enfance abandonnée.....	100 »	100 »	» »	» »	
Art. 21. Société de sauvetage des naufragés.....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre VII.....	138,555 »	158,365 »	» »	19 810 »	

Art. 1er. — **Voyageurs indigents. Secours de route et moyens de transport.** (2e B.).

Les dépenses pour frais de transport et de secours de route aux voyageurs indigents se sont élevées, en 1881, à 1,588 fr. 79, savoir :

Secours de route.....	319 fr. 02
Transport par les voies rapides.....	1,224 »
Remboursement d'avances faites pour le compte du département du Nord.....	45 77
Somme égale.....	1,588 fr. 79

De cette somme, il y a lieu de déduire les remboursements à effectuer par les départements pour avances faites par le Nord, et dont le montant entre dans les recettes éventuelles diverses du budget départemental, soit..... 1,056 89

Les dépenses mandatées se sont trouvées réduites à..... 531 90

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter, pour 1883, un crédit de 1,600 fr. égal à celui des années précédentes.

Art. 2. — **Vaccine.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport présenté annuellement par M. le docteur Rey, secrétaire du comité central de vaccine, l'état numérique des vaccinations et revaccinations opérées dans le département du Nord, pendant l'année 1881. Cet état se résume comme suit :

ARRONDISSEMENTS.	POPULATION	Naissances.	Vaccinations	Revaccinations.	VARIOLE		Morts.	Défigurés.
					Après vaccination.	Sans vaccination.		
Avesnes.....	182.577	5.129	3.744	541	9	61	13	12
Cambrai	196.118	5.423	4.350	912	289	139	38	94
Douai.....	123.619	3.758	2.663	113	18	4	2	7
Dunkerque	121.844	4.740	2.360	219	8	13	2	7
Hazebrouck.....	111.775	3.573	2.253	142	18	13	6	6
Lille.....	591.134	20.449	18.134	6757	157	98	42	66
Valenciennes. . ..	192.518	6.191	3.924	188	15	3	»	»
Totaux.....	1.519.585	49.263	37.425	8.872	514	331	103	192

La variole a sévi, en 1881, dans un certain nombre de communes ; aussi les revacci-

nations ont été plus nombreuses que les années précédentes. Elles sont, du reste, généralement opérées avec soin par les médecins dans leur clientèle.

L'administration s'assure, par tous les moyens possibles, que les enfants qui fréquentent les salles d'asile et les écoles ont été vaccinés avec succès. Je puis, à cet égard, donner l'assurance au Conseil général que ces investigations réitérées et faites par des sources différentes, produisent tout l'effet désirable. On peut affirmer, d'ailleurs, qu'aujourd'hui, bien peu d'enfants échappent à la vaccine dont l'efficacité ne fait plus de doute depuis longtemps.

En ce qui concerne la régénération du vaccin, j'ai saisi de la question le Comité central de vaccine. Une circulaire a été adressée à tous les médecins vétérinaires du département, à l'effet de les associer à l'œuvre. Je ne doute pas que l'on ne parvienne ainsi à obtenir d'excellents résultats.

Je joins au présent rapport :

1° La circulaire annuelle du 5 octobre 1881 ;
2° La circulaire adressée aux médecins vétérinaires ;
3° La liste des récompenses accordées pour 1880.

Art. 3. — **Sociétés de Charité Maternelle** (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les comptes des Sociétés de Charité Maternelle de Lille, Douai, Valenciennes et du Câteau pour 1881.

La Société de Lille a distribué à 1,391 femmes, une somme de	49,329 fr. 60 c.
Sa Société de Douai a réparti, sur 158 femmes, une somme de	4,125 fr. 50 c.
La Société de Valenciennes a accordé à 218 mères des secours s'élèvant à.....	5,047 fr. 40 c.
Et la Société du Câteau est venue en aide à 89 mères de famille pour une somme de.....	2,165 fr. 35 c.

Les services rendus à la classe ouvrière par ces Sociétés de Bienfaisance méritent les plus vives sympathies ; les dames patronnesses apportent dans l'accomplissement de leur mission de charité un zèle et un dévouement qui justifient à tous égards les subsides mis à leur disposition.

Je propose l'inscription, au budget de 1883, d'un crédit de 5,000 fr., à répartir comme celui de 1882, de la manière suivante :

Société de Lille.....	2.500
» de Douai.....	1.000
» de Valenciennes.....	1,000
» du Câteau.....	500

Il a été alloué sur les fonds de l'État, en 1882, à la Société de Lille, 2,200 fr.; à celle de Douai, 1,000 fr.; à celle de Valenciennes, 1,000 fr., et à celle du Cateau, 150 fr.

Art. 4. — **Protection des enfants du premier âge. — Propositions budgétaires de 1882 et rapport sur la situation de ce service.** (2e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. l'Inspecteur départemental des enfants assistés, en exécution de la loi du 23 décembre 1874 sur la protection du premier âge.

Le service ayant pu fonctionner complètement pendant l'anée 1880, il devient possible de faire la comparaison entre les résultats accusés l'année dernière et ceux qui ressortent des constatations de l'année 1881.

Pour mettre plus d'ordre et de clarté dans les renseignements qui suivent, je diviserai ce rapport en 3 parties :

Dans la première, j'analyserai les travaux du Comité départemental, les actes et les rapports des Commissions locales et des Maires, les travaux des Médecins-Inspecteurs, et les rapports des Juges-de-paix.

Dans la seconde, j'exposerai les faits constatés par le service de l'Inspection, à la suite des instructions que je lui ai adressées et les modifications qu'il me paraît indispensable d'introduire dans le service.

Enfin, dans la troisième, j'appellerai votre attention sur les nouvelles instructions de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 21 juillet 1882 sur les améliorations proposées dans le fonctionnement de cet important service et sur les ressources nouvelles à créer pour en assurer la marche regulière.

Le Conseil général du Nord a toujours donné son concours dévoué à l'œuvre qui a pour but et, quand elle est sérieusement organisée, pour conséquence de restreindre notablement la mortalité de la première enfance. Il n'est pas, au point de vue des sentiments de l'humanité, d'œuvre plus digne de sollicitude, il n'en est pas de plus vitale pour un pays comme le nôtre, où le mouvement ascensionnel de la population est malheureusement des plus faibles.

Je ne doute pas que l'Assemblée départementale ne continue dans la voie qu'elle s'est tracée et dont elle pourra constater les heureux résultats par les renseignements statistiques ci-après :

PREMIÈRE PARTIE:

EXÉCUTION DE LA LOI PENDANT L'ANNÉE 1881.

I. — *Situation du service au 31 décembre 1881.*

Au 31 décembre 1880, les enfants soumis à la loi s'élevaient au nombre de:.....	1,840
Celui des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde pendant le cours de 1881 a été de.....	2,630
Ensemble.....	4,470
A reporter	4,470

Report 4,470

Mais sur ce nombre..... ..... 1,333 enfants
ont été retirés de leurs placements par les familles.

Sont décédés.....	455	—	
Ont été par l'effet de l'âge affranchis de la surveillance.....	578	—	2,366

De sorte qu'au 31 décembre dernier, il ne restait plus que..... 2,104 enfants, se divisant comme suit :

1,342 en nourrice ;
30 en sevrage ;
732 en garde.

La moyenne générale des décès a été de 10,17 %, accusant ainsi une diminution de 1,87 % sur le chiffre similaire de l'année 1880.

C'est un résultat déjà précieux et qui doit être mis à l'actif de la nouvelle loi. Ce résultat eut été plus sensible encore, si l'on n'avait eu à constater de nombreux décès d'enfants envoyés de Paris, dans des conditions déplorables, et qui succombaient peu de temps après leur arrivée dans le Nord.

Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que, grâce aux nombreuses instructions aux Maires et aux tournées spéciales que j'ai fait effectuer par le service de l'Inspection des enfants assistés, les bienfaits de la loi et son utilité commencent à être compris non seulement par les Maires, mais encore par les parents et les nourrices qui se prêtent de meilleure grâce à l'observation des conseils qui leur sont donnés par les Médecins-Inspecteurs, tant au point de vue de l'hygiène que de l'alimentation à donner aux jeunes enfants. Ce résultat est démontré par les propositions de récompenses assez nombreuses que j'ai adressées à M. le Ministre en faveur des nourrices les plus méritantes, propositions qui ont été sanctionnées par décision du 19 juin 1882.

II. — *Comité départemental.*

Le Comité a tenu, au cours de l'année 1881, sept séances. Afin de faciliter sa tâche et appeler son attention sur les réformes utiles, j'ai prescrit à l'Inspecteur et aux deux Sous-Inspecteurs de faire des tournées spéciales dans tous les arrondissements, et de me rendre compte dans un procès-verbal de tournée et sur un formulaire que j'ai établi les observations que leur avait suggérées l'inspection qu'ils avaient faite dans chacune des communes.

Au reçu de cette pièce, je faisais immédiatement aux maires et aux Médecins-Inspecteurs les observations nécessaires pour assurer la stricte observation de la loi.

L'effet de ces communications a été des plus remarquable, et, grâce aux instructions partielles que j'ai ainsi données, j'ai la conviction qu'à l'avenir les prescriptions de la loi seront comprises et ponctuellement observées, et que les lacunes signalées par les Juges-de-Paix dans la tenue des registres de la Protection seront remplies.

A chaque réunion du Comité départemental, j'ai présenté un rapport spécial dans lequel j'ai exposé les résultats des tournées faites par le service de l'Inspection des Enfants assistés, ainsi que les décisions prises dans l'intérêt du service.

L'assemblée a pu ainsi se rendre un compte exact de la manière dont fonctionnait le service et donner des avis utiles.

Trois cent quatre-vingt-six communes sur six cent soixante-trois ont été inspectées. Neuf cent trente enfants étaient placés en nourrice, en sevrage ou en garde dans ces communes.

De ces rapports un fait principal se dégage : la difficulté qu'éprouve l'Administration à obtenir le concours des Commissions locales. Pour arriver à obtenir le concours de ces utiles auxiliaires, le Comité départemental s'est fait représenter successivement dans chacune de ses réunions, la liste des communes de chaque arrondissement avec la notice des commissions qui y fonctionnaient et du nombre des enfants qui s'y trouvaient placés.

A la suite de cet examen, il a provoqué l'organisation de commissions locales dans vingt-quatre communes, et il m'a prié d'adresser des observations à dix-neuf commissions qui ne remplissaient pas exactement leur mission. Ces mesures n'ont pas amené tous les résultats attendus, mais le Comité n'en continue pas moins la tâche qu'il s'est imposée et qu'il poursuit avec la plus louable énergie.

Convaincu toutefois que la surveillance est insuffisante, et désireux de suppléer dans la mesure du possible à l'inaction des commissions locales, le Comité avait pensé qu'il y avait lieu de créer un emploi de visiteur pour l'arrondissement de Lille et plus particulièrement pour le chef-lieu:

Son intention était de demander, en cas de résultats favorables, l'extension de la mesure aux autres arrondissements.

Mais M. le Ministre de l'Intérieur n'a pu promettre le concours de l'État dans les dépenses qu'entraînerait cette création, même restreinte à l'arrondissement de Lille. Le Comité crut donc devoir renoncer à son projet et appeler l'attention de l'Administration supérieure sur la nécessité qui s'impose de créer un 3e emploi de Sous-Inspecteur des Enfants assistés. Cette demande n'a pas encore reçu de solution.

C'est encore dans le but d'assurer la surveillance des nourrices et par ce fait même de protéger plus efficacement les nourrissons, en l'absence du fonctionnement régulier des commissions locales, que le Comité demanda la multiplication des circonscriptions médicales. Mais l'adoption d'une pareille mesure aurait pour effet de désorganiser l'inspection médicale qui a rendu déjà, dans les conditions actuelles, des services fort appréciables.

Ce résumé démontre la sollicitude que le Comité a apportée à l'étude des moyens à employer pour entourer les nourrices d'une surveillance constante. Il a tenu d'autre part à ce que les bons soins fussent encouragés et il a demandé des récompenses pécuniaires en faveur de celles qui se sont le plus distinguées.

Par décision en date du 19 juin, M. le Ministre de l'Intérieur a accordé un subside de 1,880 fr. pour récompenser les nourrices les plus méritantes.

En outre, des distinctions honorifiques consistant en médailles et mentions honorables ont été accordées par M. le Ministre, aux personnes ci-après désignées qui se sont parti-

culièrement distinguées par le zèle et le dévouement que'lles ont apportés dans l'accomplissement de l'œuvre humanitaire entreprise par l'Administration.

Ce sont :

Madame Cornaille, née Julie Serré, membre de la Commission locale de surveillance et de protection, à Cambrai ;

Monsieur Amédée Leriche, Maire de la commune de Rumilly ;

Et Monsieur Féron (Jules-Joseph), instituteur communal, à Hellemmes-Lille.

Le Comité a spécialement aussi porté son attention sur les moyens à adopter pour ne pas priver de nourrices les jeunes enfants du département. Il n'est sans doute jamais entré dans ses intentions de porter atteinte à la liberté individuelle, mais il a pensé que l'administration ne devait pas faciliter aux nourrices le moyen de déserter le département pour se mettre à la disposition des directrices de bureaux qui les placent le plus souvent dans de grandes villes, notamment à Paris, où elles reçoivent, il est vrai, des salaires rémunérateurs mais d'où elles reviennent, l'expérience l'a démontré, le plus souvent dépravées.

En conséquence le Comité a exprimé l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser les directrices de bureaux à recruter des nourrices et il a même demandé que les autorisations accordées antérieurement fussent retirées.

M. le Préfet de police à qui j'ai fait part de l'avis exprimé par le Comité a subordonné aux conditions proposées par mon administration l'exercice dans le Nord, de la profession de directeur de bureau de nourrices.

Appelé à délibérer sur la circulaire du 8 août 1881 relative aux améliorations à introduire dans le service de la protection le Comité a émis l'avis qu'il y avait lieu :

1° De rémunérer les médecins par visite au taux minimum de 1 fr. 25 et d'augmenter ce chiffre lorsque les déplacements seraient considérables, il reste entendu toutefois que les seules visites qui donnent droit à rétribution sont les visites mensuelles et celles qui sont faites sur réquisitions du maire ;

2° De substituer aux mémoires des médecins pour la constatation de leurs droits aux honoraires, les bulletins à souche dont parle la circulaire ;

3° De maintenir aux Commissions locales leur caractère exclusivement communal. Il a pris acte toutefois de la faculté qui est laissée de donner à certaines commissions une compétence plus étendue et le cas échéant, il fera des propositions dans les limites du nouveau droit qui lui est concédé.

Enfin le Comité s'est occupé de rechercher les causes d'une épidémie cholériforme qui a sévi à Esnes et à laquelle ont succombé un grand nombre d'enfants. Sur sa demande le médecin-inspecteur a été invité à produire un rapport sur ce sujet.

M. le docteur Noiret a rempli sa mission avec le zèle le plus louable. Selon lui l'épidémie devait être attribuée aux dépôts de pulpes de betteraves qui se trouvaient en grand nombre dans la localité et à l'état dans lequel arrivent la plupart des enfants venus de Paris.

Le Conseil d'hygiène que j'ai également consulté n'a pas adopté les conclusions du

rapport en ce qui concerne le danger attribué aux dépôts de pulpes. Le Comité n'avait donc aucune proposition à faire sur ce point, mais les mesures restrictives qu'il a proposé d'appliquer au placement dans le Nord des enfants nés dans d'autres départements sont de nature à supprimer la seconde cause signalée par M. le docteur Noiret.

L'exposé qui précède montre avec quelle sollicitude le Comité départemental remplit la mission qui lui est dévolue par la loi et combien son concours m'a été précieux dans l'étude des questions délicates que soulève continuellement l'application de la loi.

III. — *Rapports des Commissions locales et des Maires.*

Ainsi que j'ai eu l'honneur de l'exposer ci-dessus le Comité départemental s'est occupé avec suite de la question si importante des Commissions locales qui ont été portées du chiffre de 104, accusé au 31 décembre 1880, à celui de 173 existant au 31 décembre suivant.

Il faut reconnaître que la plupart de ces commissions n'ont pas fonctionné en raison du nombre trop peu considérable d'enfants soumis à leur surveillance dans la commune.

Mais quelques-unes méritent d'être particulièrement citées pour le zèle et le dévouement qu'elles apportent dans l'exercice de leur mission : Ce sont les commissions de Dunkerque, Hellemmes-Lille, Cambrai, Denain, Ronchin et Saint-André qui ont adressé régulièrement à l'administration le compte-rendu de leurs travaux.

J'espère que les rappels réitérés que je ne cesse d'adresser aux maires finiront par porter leurs fruits et que par le concours dévoué de ces mogistrats toutes les communes de quelque importance pourront être dotées en 1883 d'une Commission locale. Tous les rapports produits par les maires constatent généralement que les nourrices entourent les enfants de soins attentifs et vigilants.

IV. — *Rapports des Juges-de-Paix.*

Les rapports de MM. les Juges signalent la plupart une amélioration réelle dans la tenue des registres dans les mairies. Cependant ces magistrats signalent un certain nombre de communes où des irrégularités consistant généralement dans la confusion des deux registres de déclarations ont été constatées.

Le service de l'inspection des enfants assistés m'avait signalé les mêmes erreurs dans ses procès-verbaux de tournées. J'ai tout lieu de croire qu'après les instructions verbales données aux maires et aux secrétaires de mairie et à la suite de celles que j'ai adressées personnellement que ces erreurs ne se reproduiront plus.

Dans un certain nombre de cantons, les Juges-de-Paix ont cru devoir faire transporter les registres chez eux, rendant ainsi impossible l'inscription des déclarations lorsque les parents ou les nourrices se présentaient aux mairies. J'ai cru devoir prier ces magistrats de renvoyer immédiatement ces registres qu'ils avaient gardés quelque temps, et de vouloir bien, à l'avenir, les viser dans leurs tournées ordinaires.

Les nouvelles instructions ministérielles allouant à MM. les Juges-de-Paix une indem-

nité de déplacement pour assurer l'exécution sur place du service de vérification des registres permettront de faire disparaître ces inconvénients.

V. — *Service médical.*

Déjà l'année dernière, j'avais l'honneur de signaler au Conseil général les bienfaits apportés par l'Inspection médicale et le puissant concours qu'elle donne à l'exécution de la loi de protection. Grace à son intervention, son contrôle spécial, ses conseils autorisés, les règles scientifiques qui doivent être appliquées à l'alimentation des enfants sont actuellement connues des nourrices, les préjugés, les habitudes vicieuses, l'alimentation prématurée et les soins de propreté, si importants pour l'hygiène de l'enfance, sont l'objet de recommandations constantes de la part des médecins.

Les 147 rapports produits par ces praticiens, et dont M. l'Inspecteur des Enfants assistés a donné une analyse détaillée dans son rapport ci-joint, renferment les renseignements les plus instructifs et justifient complètement la nécessité de cette loi éminemment humanitaire.

Un fait seul, cité dans le rapport de M. le Dr Ortille, chargé d'une importante circonscription de la ville de Lille, suffirait à le démontrer.

« C'est pour les enfants de 1 à 3 mois, lorsqu'ils sont menacés d'affections intestinales, » que nous sommes malheureusement impuissants. Quels que soient les soins de propreté » du biberon et malgré le mélange de trois quarts de lait pour un quart d'eau sucrée, le » lait de vache ne peut remplacer le lait de femme. Les règles de l'hygiène sont ici con- » tenues dans les plus étroites limites ; une seule nourriture convient alors à l'enfant et » ne peut être remplacée par aucune autre. Plus on se rapproche de la naissance, plus » cette règle s'impose impérieusement.

» Je citerai ici un seul exemple de ce genre comme propre à montrer à la fois et » l'influence mauvaise de l'élevage au biberon, et l'efficacité du lait de femme en tant » que moyen curatif des affections provoquées et entretenues par le biberon.

» Le jeune Havez, demeurant dans ma circonscription, élevé au biberon, était atteint » d'une diarrhée des plus rebelles, avec vomissements opiniâtres ; l'enfant entrait dans » l'athrepsie, quand je réussis à déterminer la femme Veggia à le prendre pendant quel- » ques jours pour le nourrir au sein.

» L'effet fut prompt ; cet enfant presque, *in extremis*, revint rapidement à la vie, et » dix-huit jours après il était dans un excellent état. Malheureusement, la mère intervint » d'une façon qui faillit être funeste pour l'enfant. Cette femme, servante à Tourcoing, » et qui regardait son enfant comme une lourde charge, se montra moins enchantée de » cette quasi-résurrection que le médecin et sa nourrice elle-même, et s'obstina à enlever » le petit être à la femme qui, on peut le dire, lui avait sauvé la vie.

Malgré les améliorations importantes apportées, d'autres améliorations non moins urgentes restent à réaliser. Une grande partie des décès est, en effet, due à des causes auxquelles il est possible de remédier par une hygiène appropriée, car il est établi que le plus grand nombre des enfants succombent à des affections gastro-intestinales engendrées

par une mauvaise alimentation. Il serait le plus souvent facile de remédier à cet état de choses à peu de frais. Il suffirait pour cela de demander aux communes un léger subside et de le répartir, d'après les ordres du médecin, entre les gardeuses chargées des soins à donner aux enfants de familles indigentes. Le bénéfice qu'on retirerait de cette mesure serait certainement hors de proportion avec la faible dépense qu'elle occasionnerait, et arrêterait ainsi les causes de dépopulation qui frappent principalement les enfants placés dans les centres industriels.

M: le Dr Dubar, d'Armentières, signale une cause de décès qu'il est presque impossible de combattre et qui provient de l'adultération du lait causée par l'alimentation des vaches avec des pulpes de betteraves. Il regrette aussi que le Médecin-Inspecteur ne puisse pénétrer dans les crèches parce que là se développent facilement les ophthalmies et autres maladies contagieuses de l'enfance, coqueluche, etc., etc., qui ne se présentent pas ordinairement dans les maisons isolées qui échappent aux inconvénients et aux dangers de l'encombrement ; l'isolement prévenant la contagion.

M. Toffart, Médecin-Inspecteur de la 5e circonscription (Deûlémont) signale ce fait que les enfants placés chez leurs grands-parents sont les plus mal soignés, et fait connaître que sur 19 décès survenus dans la circonscription, onze enfants ont succombé chez leurs grands-parents, chiffre effrayant, dit-il, quand on songe que pas plus d'un dixième des enfants sont en garde et soignés par leurs aïeules. Il ajoute que les enfants placés chez ces dernières n'étant pas soumis à la visite du Médecin-Inspecteur et étant la plupart illégitimes, sont considérés comme une lourde charge dont on est bien aise de se débarrasser. C'est une considération qui est digne de fixer l'attention de l'Administration.

M. Fichaux (Tourcoing) renouvelle le vœu émis l'année dernière, et par lequel il demandait que les premiers principes de l'hygiène fussent répandus par les Maires dans toutes les familles.

Ces règles d'hygiène et d'alimentation sont souvent négligées dans toutes les classes de la société. La publication de ces principes serait d'un excellent effet et pourrait être assuré par une minime dépense.

Par dépêche du 16 juin 1881, M. le Ministre de l'Intérieur a déclaré qu'il consentirait à admettre la participation de l'État aux frais d'impression et de distribution de ces notices qui devraient être la reproduction des conseils de l'Académie de médecine insérés dans le carnet des nourrices.

Je vais faire procéder à cette impression si le Conseil général m'y autorise.

M. le Dr Ellart (Wambrechies) conclut de nouveau, à la suite d'un rapport très intéressant, qu'il y aurait lieu de répandre la brochure du Dr Brochard sur l'art d'élever les enfants.

Le Comité supérieur ayant décidé qu'aucune brochure de ce genre contenant des annonces ou des réclames ne serait distribuée sous le patronage de l'Administration, j'estime qu'il n'y a pas lieu de déférer à ce vœu.

M. le Dr Cottigny (Haubourdin) propose, de nouveau, de créer des sociétés de secours mutuels pour les mères indigentes qui nourrissent leurs nouveau-nés. M. le Ministre de l'Intérieur a reconnu que cette pensée méritait la plus vive sympathie, et que l'Adminis-

tration serait heureuse d'en favoriser l'application ; mais que ces sociétés doivent être surtout l'œuvre de l'initiative privée et se rattacher aux sociétés protectrices de l'enfance et aux sociétés de charité maternelle.

M.le docteur Patoir (de Lille)rappelle le vœu qu'il avait émis l'année dernière relativement à la publicité à donner aux principes de l'hygiène et aux soins à consacrer à la première enfance. J'ai répondu sur ce point en analysant plus haut le rapport de le docteur Fichaux. M. Patoir dans un rapport digne d'examen conclut ainsi : « Nous vivons dans une époque » de transformation, aussi tout est possible et pour atteindre le but que nous poursuivons » il suffira de soumettre nos projets à nos législateurs et de leur dire que la loi de pro- » tection est incomplète. Aussi généralisons-là et protégeons tous les enfants. Créons des » ressources aux familles nécessiteuses et venons en aide aux filles-mères, protégeons » l'enfant abandonné, sans en rechercher l'origine, que l'État en fasse un citoyen digne » de son pays. »

L'extension réclamée par le docteur Patoir aurait certainement les conséquences les plus heureuses pour le pays, mais elle entraînerait à des dépenses considérables dont le législateur peut seul apprécier l'utilité.

M. le docteur Rey (Lille) s'étend longuement sur la question des logements et il estime qu'on ne devrait délivrer de carnets de nourrices ou gardeuses qu'aux femmes dont les logements réunissent les conditions d'hygiène désirables.

Il désirerait également qu'on refusât l'autorisation d'avoir un nourrisson à toute femme qui aurait plus de trois enfants en bas-âge, attendu qu'au delà de ce nombre, une femme ne peut donner que très difficilement à l'enfant les soins incessants qu'il réclame en cas de maladie. L'instruction générale du 15 juin 1877 a prévu ce cas, puisqu'elle dispose qu'au delà de deux enfants une autorisation spéciale devient nécessaire, elle doit être délivrée, après examen préalable par la commission locale et à défaut de commission par le maire.

Il serait aussi d'avis qu'on fixât une limite d'âge au delà de laquelle il ne serait plus permis de tenir d'enfants en garde.

Enfin il demande que les principes d'hygiène qui se trouvent dans le livret soient rédigés avec plus de simplicité et de manière à être plus facilement compris par la plupart des personnes illettrées qui sont chargées d'appliquer ces prescriptions.

M. le docteur Freydier (Cassel) comme M. le médecin-inspecteur Toffart exprime le regret que M. le Ministre ait cru devoir soustraire à l'inspection médicale la surveillance des enfants naturels placés chez leurs grands parents. Plus que bien d'autres, dit-il ceux-là auraient besoin de protection car bien souvent ils sont considérés comme une charge qu'on est heureux de voir disparaître.

En résumé presque tous les médecins-inspecteurs sont unanimes à reconnaître que la loi reçoit une application qui permet déjà d'en apprécier les heureux résultats au point de vue des soins donnés à l'enfance et de la diminution de la mortalité. Mais ils estiment que beaucoup d'enfants échappent encore au contrôle de l'inspection, par suite du défaut de déclaration des parents et des nourrices et par l'effet de l'inertie des mairies.

J'ai la conviction que ces allégations étaient en partie justifiées au commencement de l'année 1881 mais qu'elles doivent être sensiblement atténuées par l'effet des tournées

spéciales que j'ai prescrites et par les enquêtes que j'ai fait effectuer par la gendarmerie et qui ont amené de nombreuses déclarations.

Cependant j'estime que l'on pourrait diminuer encore, sinon faire disparaître ces fâcheuses lacunes par des encouragements aux secrétaires de mairie. Ces modestes agents sont en effet surchargés de travaux et l'on stimulerait leur zèle et leur dévouement en leur attribuant une rémunération pour chaque enfant inscrit sur les contrôles de la protection.

La circulaire ministérielle du 21 juillet 1882 fixe cette rémunération sur des bases dont il sera parlé ci-après.

DEUXIÈME PARTIE.

I. — *Faits constatés par le service de l'Inspection des enfants assistés.*

L'inspecteur et les deux sous-inspecteurs des enfants assistés ont visité 386 communes pendant l'année 1881. Ils ont vérifié les registres tenus par les mairies, en ont expliqué le mécanisme aux maires et à leurs secrétaires ; ils ont en outre visité les nourrices et se sont assuré en même temps par les visas des carnets de l'exécution des recommandations présentées par l'inspection médicale.

Les irrégularités étaient très nombreuses, et je me suis empressé, dès la réception des procès-verbaux de tournée, de donner aux maires les instructions nécessaires pour stimuler leur zèle, leur rappeler les prescriptions ministérielles sur la matière et leur permettre ainsi d'éviter le retour des irrégularités signalées.

En outre des affiches ont été adressées à différentes reprises à ces magistrats et je me suis assuré que mes instructions étaient observées par les inspections inopinées qui ont été faites et qui m'ont permis de constater que le service était en réel progrès et entrait de plus en plus dans les mœurs de la population.

Malheureusement les inspecteurs du service des enfants assistés ont leur temps en grande partie absorbé par la tenue des écritures du service des enfants assistés et par la tenue du registre de contrôle du 1er âge.

Ils n'ont pu ainsi, malgré leur zèle et leur dévouement que visiter 386 communes sur les 663 qui forment les départements. Il devient donc indispensable, en raison de l'importance toute particulière de ce service, de faire effectuer les travaux de bureau, tenue des registres, statistique etc., par un commis spécial qui serait adjoint à l'inspection des enfants assistés et permettrait ainsi aux inspecteurs de consacrer tout leur temps aux tournées.

Je propose cette mesure au Conseil général dans mon rapport sur le service des Enfants assistés.

II. — *Améliorations prescrites dans le service par la circulaire ministérielle du 21 Juillet 1882.*

Dans tous les départements où l'information a été suffisamment longue et approfondie, M. le Ministre a reconnu que les règles de la loi trouvent leur application. Sur bien des points, on constate une augmentation extrêment rapide du nombre des enfants protégés :

cette augmentation dénote le progrès du service et non l'accroissement du chiffre de nourrissons. Leur effectif reste, en réalité, à peu près stationnaire ; mais on le connaît de mieux en mieux.

Les secrétaires de Mairie sont chargés d'un travail d'écritures considérable, du chef de la loi de protection. Il faut reconnaître que la tenue des registres, la délivrance des carnets, l'envoi des avis réglementaires, sont la condition indispensable de l'application de la loi.

La surveillance n'est méthodique, générale, efficace, qu'autant que les enfants sont enregistrés, suivis exactement dans tous leurs déplacements, signalés immédiatement aux commissions locales et aux Médecins-Inspecteurs. Ce dernier point a toujours fait l'objet des réclamations les plus vives de ces praticiens.

En résumé, la loi du 23 décembre 1874 et les instructions ministérielles qui l'ont suivie, ont créé une véritable comptabilité des existences à protéger. Si on veut qu'elle soit régulièrement tenue, il est nécessaire d'attribuer une rémunération à ceux qui en sont chargés, aux secrétaires de Mairie.

Dans les communes rurales, ce sont presque toujours les instituteurs, et le Conseil général sait combien est lourd leur fardeau.

Le fonctionnement du service de la Protection vient encore augmenter leur travail ; il n'est que justice de leur en tenir compte dans l'intérêt même de ce service.

Après avoir entendu l'avis du Comité supérieur, M. le Ministre de l'Intérieur a décidé qu'il y avait lieu de déterminer, quant à présent, le taux de la rémunération de la manière suivante :

Un émolument de 50 centimes serait attribué aux secrétaires de Mairie pour chaque déclaration, dûment enregistrée, d'envoi d'un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde (art. 7 de la loi) à la condition que copie de la déclaration eût été transmise dans les trois jours au Maire de la commune, lieu de destination de l'enfant (art. 23 du règlement d'Administration publique) et que, postérieurement, les notifications prescrites par l'art. 9 de la loi eussent été faites.

Un émolument d'un franc serait attribué aux secrétaires de Mairie pour chaque enfant placé dans leur commune, à la condition qu'il fût justifié de l'accomplissement du travail d'écritures concernant cet enfant.

Un émolument de 25 centimes serait attribué aux secrétaires de Mairie par chaque enfant sorti de leur service (changement de résidence de la nourrice, sevreuse ou gardeuse, retrait ou décès de l'enfant), à la condition qu'il fut justifié de l'envoi des notifications à la commune d'origine, par application de l'art. 9 de la loi.

En définitive, une rémunération de 1 fr. 75 c. serait acquise aux secrétaires de mairie pour chaque enfant au profit duquel les formalités protectrices auraient été intégralement remplies.

Quand l'enfant aurait été placé dans une commune autre que celle où la déclaration précitée aurait été faite, et c'est le cas habituel, 50 centimes seraient attribués au secrétaire de Mairie de la commune d'origine, et 1 fr. 25 c., au secrétaire de Mairie de la commune de placement, la tâche de ce dernier étant de beaucoup la plus lourde.

Les registres de la Protection du premier âge dans les Mairies doivent être cotés, parafés et vérifiés tous les ans par le Juge-de-Paix. Ce magistrat fait un rapport annuel au Procureur de la République qui me le transmet en exécution de l'article 9 de la loi.

M. le Garde des Sceaux a reconnu qu'il est conforme à l'esprit et au texte de la loi que la vérification dont il s'agit ait lieu sur place. C'est le seul moyen d'éviter les chances de perte de registres ; et, raison décisive, il faut qu'ils soient constamment tenus à jour, qu'ils reçoivent immédiatement les déclarations et mentions réglementaires ; ils ne doivent, par conséquent, être jamais déplacés. MM. les Maires seront invités formellement à ne s'en dessaisir dorénavant sous aucun prétexte.

D'autre part, la vérification dans les Mairies entraînera pour les Juges-de-Paix, dont le traitement est très modique. des frais trop onéreux pour qu'il ne soit pas équitable de les indemniser.

Ils remplissent, il est vrai, soit comme juges, soit en qualité d'officiers auxiliaires de la police judiciaire, des fonctions qui peuvent nécessiter leur déplacement : mais ces transports n'ont rien de régulier, et il n'a pas paru possible d'imposer à ces magistrats l'obligation précitée sans compensation. M. le Garde des Sceaux estime, et M. le Ministre de l'Intérieur partage son appréciation, que les indemnités pourraient être calculées sur les bases du tarif des transports en matière criminelle, c'est-à-dire 12 francs au-delà de 20 kilomètres, 9 francs au-delà de 5 kilomètres : pour les parcours qui ne dépassent pas 5 kilomètres, iln'est alloué aucune indemnité.

La vérification, ponctuellement opérée par les Juges-de-Paix, fournira de précieux éléments de contrôle ; elle mettra le Conseil général à même de suivre, dans chaque commune, le fonctionnement de la loi Roussel, de constater les progrès comme les défaillances, d'apprécier sur quel point son action devra s'exercer d'une manière spéciale. L'intervention même la plus diligente de mes collaborateurs, notamment celle de l'Inspecteur des Enfants assistés, ne saurait remplacer celle des Juges-de-Paix ; tous les ans, en effet, ces derniers se rendront dans toutes les Mairies, et il est impossible que l'Inspection comprenne toutes les communes dans ses tournées annuelles.

Sur les bases qui précèdent, l'indemnité à allouer aux Juges-de-Paix s'élèverait à 10,500 fr.

En résumé, et d'après les considérations qui précèdent, les propositions budgétaires, pour assurer la marche de ce service en 1883, peuvent être établies comme suit :

	PROPOSITIONS DE	
	1882.	**1883.**
Honoraires des Médecins-Inspecteurs basés sur un effectif de 6,000 enfants visités par an, à raison de 5 fr. en moyenne par enfant.....	25.000 »	30 000 »
Frais d'impression.....	3.000 »	3.000 »
Frais de tournées du service de l'Inspection des enfants assistés (circulaire ministérielle du 14 juin 1880).....	1.200 »	1.200 »
Indemnité au Secrétaire-Rédacteur du Comité départemental (circulaire du 14 juin 1880).....	400 »	400 »
Remboursement aux départements	200 »	200 »
Récompenses aux nourrices (chiffre réglé par M. le Ministre pour 1881).....	1.200 »	2.500 »
Indemnités aux agents du service pour travaux extraordinaires, statistiques, etc. (chiffre réglé par M. le Ministre)	2.200 »	2.200 »
Vérification des registres par les Juges-de-Paix. — Indemnités de déplacement à ces magistrats (circulaire ministérielle du 21 juillet 1882)	»	3.330 »
Rémunération des secrétaires de Mairies (circulaire ministérielle du 21 juillet 1882) 6.000 enfants à 1 fr. 75 l'un...	»	10.500 »
TOTAL.....	34.000 »	53.500 »

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire en dépense un crédit de pareille somme au sous-chapitre 7 du budget départemental de 1883, et en recette une somme 26,750 fr. pour la part contributive de l'Etat.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un tableau indiquant la situation des sociétés de secours mutuels du département au 31 décembre 1881.

Cette situation se résume comme suit par arrondissement :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de sociétés.	NOMBRE DE Membres honoraires	NOMBRE DE Membres participants. Hommes.	NOMBRE DE Membres participants. Femmes.	Secours accordés aux malades.	Honoraires des médecins	Frais pharmaceutiques.
Avesnes	5	232	832	188	6.208 45	2.286 »	2.286 09
Cambrai	6	419	807	28	6.472 05	2.834 »	4.371 25
Douai	16	800	1658	894	20.764 40	3.602 »	5.806 40
Dunkerque	4	353	827	7	5.050 »	2.970 75	4.317 42
Hazebrouck	23	1053	3579	31	18.166 40	4.640 40	6.367 26
Lille	157	4737	22846	2128	185.854 69	38.203 37	43.962 02
Valenciennes	20	920	5558	287	39.866 30	3.824 60	6.766 55
Situation au 31 décembre 1881	231	7514	36107	3563	282.442 29	58.311 12	73.876 99
Situation au 31 décembre 1880	225	7249	35270	3649	258.154 98	53.411 85	71.777 88
Augmentation pour l'année 1881	6	265	837	»	24.257 31	4.899 27	2.099 11
Diminution	»	»	»	86	» »	» »	» »

Les recettes se sont élevées à ..... 638,508 fr. 10 c.
Et les dépenses de toute nature à ..... 623,776 fr. 81 c.

d'ou un excédent de recettes de..... 14,731 fr. 29 c.

L'avoir des sociétés qui était de 2,585,687 fr. au 31 décembre 1880, s'est élévé à 2,625,979 fr. 20 cent. se décomposant comme suit :

En capitaux placés ..... 636,318 fr. 68 c.
A la caisse des retraites..... 1,989,660 fr. 52 c.

Total égal..... 2,625,979 fr. 20 c.

Les bienfaits de la mutualité sont de plus en plus appréciés. La classe ouvrière y trouve des ressources très honorables en cas de maladie et une modeste retraite à l'âge où le travail devient plus pénible.

Le Conseil général vote annuellement un crédit de 3,000 fr. pour encouragements aux sociétés de secours mutuels. Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1883.

Il a été fait emploi du crédit de 1881, jusqu'à concurrence de 1,735 fr. 90 cent., suivant décisions de la Commission départementale.

ART. 6. — **Bureaux d'Asssistance Judiciaire.** (1er B.)

Le Conseil général a inscrit au budget de 1882 un crédit de 430 francs réparti ainsi qu'il suit entre les bureaux d'Assistance judiciaire :

Bureau de	Lille.....	100
—	Cambrai.....	80
—	Douai.....	50
—	Dunkerque.....	50
—	Hazebrouck.....	50
—	Valenciennes.....	50
—	Avesnes.....	50
	Total égal.....	430

M. le président du bureau d'assistance judiciaire de Lille ayant demandé un supplément de crédit de 400 fr. fondé sur l'augmentation des affaires, qui entraînent une augmentation correspondante de débours, le Conseil général a décidé qu'il y avait lieu de compléter l'instruction de cette dernière demande à l'effet de connaître les déboursés faits non seulement par le bureau de Lille, mais encore par les autres bureaux des autres arrondissements avec documents justificatifs à l'appui.

D'après les renseignements produits, et sur la demande des présidents des bureaux, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien répartir comme suit, le crédit de 590 fr. qui me paraîtrait nécessaire en 1883 :

Bureau de	Lille.....	150	»
—	Cambrai.....	125	»
—	Valenciennes.....	100	»
—	Avesnes.....	65	»
—	Dunkerque,.....	50	»
—	Hazebrouck.....	50	»
—	Douai.....	50	»
	Total.....	590	»

ART. 7. — **Maison de refuge du Bon-Pasteur.** (3e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général l'état nominatif des boursières du département dans la maison du Bon-Pasteur de Lille.

Le crédit alloué par le Conseil général permet d'attribuer 45 bourses à 225 fr. l'une ; 25 seulement sont occupées, Les demandes sont cependant très fréquentes, mais les bourses ne sont généralement accordées qu'à des jeunes filles vicieuses ou perverties.

Madame la Supérieure du Bon-Pasteur donne des renseignements sur la conduite et le travail de chacune des boursières. Ces renseignements laissent à désirer pour la plupart, et le fait n'a rien d'étonnant, si l'on considère les circonstances dans lesquelles les bourses sont concédées.

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a nommé une Commission composée de MM. Desmazières, Jules Dutilleul, Albert Legrand, Em. Moreau et Desmoutiers, qui a pour mission d'exercer une surveillance spéciale sur les boursières du département.

De mon côté, j'ai de nouveau demandé à M. l'Inspecteur primaire un rapport sur le caractère, l'emploi du temps et le degré d'instruction de chacune des 25 boursières. Ce rapport est ci-joint.

Dans sa récente session, le Conseil d'arrondissement de Lille a émis l'avis que l'on ne devait désormais admettre au Bon-Pasteur que les enfants ayant mérité la correction paternelle, et que ceux-ci ne devaient la subir que dans les conditions voulues par la loi. L'assemblée a demandé en conséquence :

1° La suppression des bourses du département :

2° L'affectation exclusive du Bon-Pasteur aux enfants régulièrement retenus par mesure de correction paternelle ;

3° La création d'un établissement exclusivement réservé aux enfants pauvres et abandonnés.

Je joins au présent rapport la délibération prise par le Conseil d'arrondissement.

Si les propositions de cette assemblée sont admises, le Conseil général aura à faire connaître à partir de quelle époque aura lieu le retrait des bourses départementales. Ces bourses sont accordées pour quatre ans, mais les familles restent absolument libres de retirer les titulaires quand bon leur semble, sans même avoir besoin d'en indiquer le motif.

J'inscris le crédit de 10,125 fr. au projet de budget de 1883.

ART. 8. — **Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.** (3e B.)

Un crédit de 6.000 fr. est inscrit annuellement au budget départemental pour l'entretien au Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon, des mendiants du département.

Pour les 45 indigents (hommes et femmes) admis en 1881, le nombre des journées de détention s'est élevé à 3.099, lesquelles au prix de 1 fr. 15 l'une, ont occasionné une dépense de..... 3.563 fr. 85

Le crédit étant de ..... 6.000 fr.

Il est resté disponible..... 2.436 fr. 15

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien maintenir le crédit de 6.000 fr. au budget de 1883.

Art. 9. — **Malades indigents. — Secours** (2ᵉB.)

Un crédit de 1,000 francs est affecté annuellement à venir en aide aux personnes malades privées de toute ressource, et dont les établissements charitables ne peuvent arriver à soulager la misère.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire une même somme au budget de 1883.

Le crédit de 1882 a été dépensé en totalité.

Art. 10. — **Bégaiement. — Traitement par la méthode Chervin.** (3ᵉ B.)

Un crédit de 2.000 fr. est inscrit depuis plusieurs années au budget départemental, pour cours de bégaiement par la méthode Chervin.

Je propose la même allocation au budget de 1883.

En 1876, les cours ont eu lieu à Lille et à Dunkerque ; en 1877, à Lille et à Valenciennes ; en 1878, à Lille et à Douai ; en 1879, à Lille et à Cambrai ; en 1880, à Lille et à Dunkerque ; en 1881, à Lille et à Hazebrouck ; en 1882, à Lille et à Avesnes.

Pour 1883, je pense qu'il y a lieu de maintenir le cours de Lille et de désigner, pour l'autre cours, la ville de Valenciennes.

Art. 11. — **Sourds-muets et jeunes aveugles** (3ᵉ B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports annuels du Directeur et de la Directrice des établissements de sourds-muets et de jeunes aveugles de Lille et de Ronchin.

191 élèves sont actuellement boursiers ou demi-boursiers du département dans les deux établissements, savoir :

INSTITUTION DE GARÇONS.

Sourds-muets :	4	boursiers
—	83	demi-boursiers.
Aveugles :	»	boursiers.
—	24	demi-boursiers.

INSTITUTION DE FILLES.

Sourdes-muettes :	10	boursières.
—	49	demi-boursières
Aveugles	2	boursières.
—	19	demi-boursières.
Total égal :	191	élèves.

Les vacances de bourses au 1er octobre 1882 se résument comme suit :

SOURDS-MUETS.

GARÇONS.

Bourse	1
Demi-bourses	7

FILLES.

Bourses	5
Demi-bourses	6

AVEUGLES.

GARÇONS.

Bourses	»
Demi-bourses	3

FILLES.

Bourses	1
Demi-bourses	2

Une année de prolongation est demandée : 1° pour les sourdes-muettes *Hégo* (Julie) de Villers-Outréau, boursière, et *Lacquement* (Adeline) de Saint-Amand, demi-boursière ; 2° pour la jeune aveugle *Fruit* (Léontine) de Sainghin-en-Mélantois, demi-boursière.

J'estime qu'il y a lieu d'accorder cette prolongation.

Une seconde demi-bourse est demandée par M. le Directeur de Ronchin en faveur des sourds-muets *Vion* (Jules) de Faumont, et *Lepetz* (Henri) d'Houplin. Le père du jeune *Vion*, petit cultivateur, chargé de famille, ne peut continuer à payer la demi-pension de son fils. La commune d'Houplin se refuse à continuer le paiement de la demi-pension du jeune *Lepetz*. Le Conseil général appréciera s'il doit entrer dans cette voie qui pourrait amener et justifier des autres refus du même genre.

Si le Conseil général ne donne pas suite à la proposition faite en faveur des jeunes *Vion* et *Lepetz*, il y aura de disponible au 1er octobre, déduction faite des trois prolongations demandées :

SOURDS-MUETS

GARÇONS.

Neuf demi-bourses.

FILLES.

Seize demi-bourses.

AVEUGLES.

GARÇONS.

Trois demi-bourses.

FILLES.

Quatre demi-bourses.

Je mets sous les yeux du Conseil général toutes les demandes qui me sont parvenues.

Je propose, comme les années précédentes, l'inscription au budget départemental de 1883, d'un crédit de 59,000 francs, nécessaire au service des bourses et demi-bourses de sourds-muets et d'aveugles.

Art. 12 —. **Comité de patronage des jeunes libérés. — Subside.** (2e B.)

Aux termes de l'article 19 de la loi du 5 août 1850, les enfants envoyés dans les colonies pénitentiaires sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'assistance publique pendant trois années au moins,

Dans le Nord, cette mission d'humanité et de bienfaisance est depuis longtemps remplie par le Comité que subventionne le Conseil général.

Un employé spécial est chargé de surveiller ces enfants et de leur procurer du travail.

En outre la sollicitude du Comité de patronage s'étend également aux jeunes détenus de la colonie de St-Bernard à qui une somme de 600 fr. est distribuée annuellement en gratifications.

La subvention départementale est donc employée de la façon la plus heureuse.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, comme les années précadentes, inscrire au budget de 1883 un subside de 1.500 francs.

Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. — Demande de subvention. (2e B.).

M. le sous-Prfet de Valenciennes et la Commission de surveillance de la maison d'arrêt ont pris l'initiative de la formation d'une Société de patronage des libérés adultes qui paraît appelée à produire d'excellents résultats. Déjà des sommes s'élevant à plus de 2,000 francs ont été recueillies, et dans sa dernière session, le Conseil d'arrondissement a émis

j'avis que des subventions soient accordées à cette société sur les fonds de l'État et du département.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général l'exposé soumis au Conseil d'arrondissement par M. le Sous-Préfet, ainsi que la délibération qui a été prise par l'assemblée.

Le patronage des libérés adultes mérite, à tous égards, d'être encouragé. Je ne puis, en conséquence, que recommander la Société de Valenciennes au bienveillant intérêt du Conseil général, pour l'allocation d'une subvention de 200 fr.

Art. 13. — **Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle. — Demande de subvention.** (3e B.)

Depuis 1879, le Conseil général accorde annuellement une subvention de 500 fr. à la Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelle.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée, avec un rapport à l'appui, une demande de M. le Président du Conseil d'Administration tendant à obtenir le maintien de ce subside et même son augmentation, s'il est possible.

La Société patronne aujourd'hui 580 soldats, dont 43 sortis de la colonie agricole de Saint-Bernard ; l'expédition de Tunisie a nécessairement accru ses dépenses, et, dans ces derniers temps, ceux de ses patronés qui servent dans l'infanterie de marine ont appellé plus particulièrement sa sollicitude.

Elle soutient moralement et efficacement ses patronés, non seulement pendant leur présence sous les drapeaux, mais à leur libération, elle s'emploie à leur procurer une occupation honorable et rémunératrice ou leur remet des secours suffisants pour vivre jusqu'à ce qu'ils aient trouvé du travail. Son rôle éminemment utile et moralisateur est, d'ailleurs, suffisamment attesté par le décret en date du 8 août 1881, qui l'a reconnue comme établissement d'utilité publique.

En résumé, la Société de protection des engagés volontaires justifie à tous égards les encouragements qui lui sont accordés, et je prie le Conseil général de vouloir bien examiner sa demande d'augmentation de subvention avec le plus bienveillant intérêt.

Art. 14. — **Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue.** (3e B).

Le Conseil général veut bien accorder chaque année un subside de 500 fr. à la caisse de secours instituée à Dunkerque, en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue.

Je propose l'inscription d'une même somme au budget de 1883.

Art 15. — **Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais.** — (3e B).

Un subside annuel de 500 fr. est accordé à la caisse de secours instituée à Dunkerque, en faveur des familles des marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de bien vouloir voter une même somme au budget de 1883.

Art. 16. — **Incendies. — Secours**. (3e B.)

Le Conseil général vote chaque année un crédit de 2,000 francs pour venir en aide aux incendiés nécessiteux.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire un même crédit au budget de 1883.

Celui de 1881 n'a été employé que jusqu'à concurrence de 350 francs.

Art. 17. — **Secours en cas d'extrême misère** (2e B.)

Le Conseil général vote, chaque année, une somme de 4,000 fr., pour secours en cas d'extrême misère.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien inscrire une même allocation au budget de 1883.

Le crédit de 1881 a été dépensé en totalité.

Art. 18. — **Société des Sauveteurs du Nord. — Subvention** (3e B)

La Société des Sauveteurs du Nord est inscrite au budget départemental pour une subvention de 300 fr., applicable à l'achat de médailles à décerner aux sauveteurs les plus méritants.

Je propose la même allocation pour 1883.

Je mets sous les yeux du Conseil général une demande de la société faisant connaître l'emploi de la subvention de 1882, ainsi que le procès-verbal de la séance dans laquelle les médailles ont été décernées.

Art. 19. — **Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. — Subvention** (3e B.).

Le Conseil général a voté en faveur de la société de Secours aux Blessés des armées de terre et de mer pour 1881, une subvention de 350 fr. et pour 1882, de 150 fr

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée la nouvelle demande présentée par M. le docteur Houzé de l'Aulnoit, délégué régional de la Société pour le 1er corps d'armée, président du comité départemental du Nord.

Le comité possède déjà un matériel évalué à plus de 40,000 fr., et il est loin d'être complet. Ses efforts, qui méritent à tous égards d'être encouragés, sont appréciés comme suit dans le compte-rendu des opérations de la société pendant l'année 1881 : « Le comité de Lille, s'acheminant vers la possession du matériel que la société doit, pendant la paix, réunir au minimum par région militaire, s'est engagé dans un nouvel ordre d'acquisitions, et a fait emplette de soixante lits complets. » Le même compte-rendu donne à la page 44 le détail des objets envoyés en 1881 par le comité du Nord en Algérie et en Tunisie, pour nos soldats.

Je prie le Conseil général de vouloir bien donner à ce comité un nouveau témoignage de patriotique encouragement en lui votant pour 1883 un subside de 150 fr.

Art. 20. — **Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable**. (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général une lettre par laquelle M. Bonjean, Président de la Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable, remercie l'Assemblée départementale du témoignage de sympathie qu'elle a donnée à l'œuvre enlui accordant une subvention de 100 francs, et exprime l'espoir de voir cette subvention renouvelée en 1883.

Persuadé que le Conseil général voudra témoigner de nouveau de sa sympathie à l'œuvre si méritoire de l'enfance abandonnée. j'ai l'honneur de le prier de vouloir bien inscrire en sa faveur au budget de 1883 un crédit de cent francs.

Art. 21. — **Société centrale de sauvetage des naufragés** (3e B.)

Une somme de 1,000 fr. est votée annuellement au profit de la Société centrale de sauvetage des naufragés, pour l'entretien de canots de sauvetage à Dunkerque et à Gravelines.

Je propose la même allocation au budget de 1883.

Je joins au présent rapport la demande que j'ai reçue de la Société.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE VIII.					
Cultes.					
CULTE CATHOLIQUE.					
Art. 1er. Indemnité à Mgr. l'Archevêque, Mgr. l'Évêque et autres membres du clergé (à désigner)	» »	» »	» »	» »	
CULTES NON CATHOLIQUES.					
Art. 2. Secours pour concourir aux frais des cultes..... { protestant . » / israélite ... » }	» »	» »	» »	» »	
Total du Sous-Chapitre VIII.....	» »	» »	» »	» »	
SOUS-CHAPITRE IX.					
Archives départementales					
Art. 1er Appointements du conservateur des archives et des employés auxiliaires	12,550 »	12,750 »	» »	200 »	
Art. 2. Dépouillement extraordinaire des archives; achat de cartons et établissement de tablettes.....	1,700 »	1,700 »	» »	» »	
Art. 3. Publication de l'inventaire. (Circulaire du 12 août 1861).....	1,600 »	1,600 »	» »	» »	
Art. 4. Inspection des archives communales.....	500 »	500 »	» »	» »	
Art. 5. Mise en état des archives des Sous-Préfectures de Dunkerque et d'Hazebrouck	» »	700 »	» »	700 »	
Total du Sous-Chapitre IX.....	16,350 »	17,250 »	» »	900 »	

Art. 1 a 5. — **Archives départementales, communales et hospitalières.** (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les rapports de M. l'abbé Dehaisnes sur les archives départementales, ainsi que sur les archives communales et hospitalières.

L'impression du 4e volume de l'inventaire des archives départementales a été terminée en 1881. Depuis lors, M. l'Archiviste s'occupe de l'analyse des documents du Trésor des chartes des comtes de Flandre, d'Artois et de Hainaut, des ducs de Bourgogne et des rois d'Espagne. Ces documents forment la partie la plus importante de notre riche dépôt départemental. Aussi le volume que M. l'Archiviste espère pouvoir livrer à l'impression en 1883, présentera un très grand intérêt au point de vue historique.

Du 1er juillet 1881 à la même date de 1882, des recherches d'intérêt historique ont été faites ou provoquées aux archives par 132 personnes. Dans la section administrative, sur 202 recherches, 10 seulements ont restées infructueuses.

M. l'Archiviste donne la nomenclature des nouveaux ouvrages placés à la bibliothèque ainsi que l'analyse succinte des réintégrations et des dons de documents qu'il a pu obtenir pour le dépôt des archives départementales.

Son rapport spécial relatif à l'inspection des archives communales et hospitalières contient des renseignements sur un grand nombre de dépôts ; les observations qui y sont mentionnées sont adressées exactement à MM. les Maires en vue d'obtenir les améliorations désirables.

En résumé, M. l'Archiviste ne néglige absolument rien pour faire la lumière de plus en plus grande dans notre riche dépôt départemental et pour en accroître encore l'importance. Je suis heureux d'ajouter que son inspection des archives des Sous-Préfectures, des communes et des établissements hospitaliers produit les meilleurs résultats.

M. l'Archiviste donne d'excellents témoignages sur le personnel sous ses ordres. Il propose deporter de 1,900 à 2,100 fr., le traitement de M. De Cleene, premier employé, qui est pour lui un précieux auxiliaire par la connaissance parfaite qu'il possède du flamand ancien et du flamand moderne. Je prie le Conseil général de vouloir bien voter cette augmentation.

En outre, M. l'Archiviste demande un crédit de 700 francs pour la mise en état des archives des Sous-Préfectures de Dunkerque et d'Hazebrouck, qui sont placées dans de mauvaises conditions de conservation. Je propose également le vote de cette somme.

La somme à inscrire au budget de 1883 sera ainsi augmentée de 900 fr. dont 700 fr. une fois payés. Le total s'élèvant à 17,250 fr., se répartit ainsi qu'il suit :

Les crédits proposés pour 1882 sont les mêmes que ceux alloués pour 1881. En voici le détail :

Traitement de l'archiviste	5,000 fr.
Traitement du chef de bureau et de deux employés	5,300
Salaire du garçon de bureau et de la concierge	1,300
Indemnité allouée aux employés	1,150
Frais de bureau, chauffage, éclairage et confection de portefeuilles	1,200
Bibliothèque, achat de livres, reliures	500
Publication de l'inventaire sommaire	1,100
Publication des inventaires des archives communales. — Subvention aux communes	500
Inspection des archives communales	500
Mise en état des archives des Sous-Préfectures de Dunkerque (400 fr.) et Hazebrouck (300 fr.)	700
Total égal	17,250 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter l'inscription de ces sommes au budget de 1883.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE X.					
Encouragements aux lettres, aux sciences et aux arts.					
Art. 1er Achat et reliure d'ouvrages d'administration pour la préfecture et les sous-préfectures.....	2,000 »	2,000 »	» »	»	
Art. 2. Encouragements aux sciences, aux lettres et aux arts :					
Subventions à la Société des Sciences de Lille..... 1,500 »					
Id. à la Société des sciences de Douai..... 500 »					
Id à la Société d'émulation de Cambrai ..... 500 »					
Id. à la Société d'émulation de Roubaix..... 300 »					
Id. à la Société des lettres et arts de Valenciennes.. 500 »					
Id. à la Société des lettres et arts de Dunkerque.... 500 »					
Id. à la Faculté de droit de Douai..... 700 »	52,300 »	52,500 »	» »	2,000 »	
Id. à l'École industrielle et commerciale de Lille.. 29,200 »					
Id. à la Société centrale de médecine de Lille ..... 800 »					
Id. à la société de géologie de Lille ..... 500 »					
Id. id. géographie. 500 »					
Pensions d'élèves à l'école de médecine de Lille..... 4,000 »					
Élèves artistes..... 13,000 »					
Art. 3. Subvention à la commission historique établie à Lille	1,000 »	1.500 »	» »	500 »	
Art. 4. Entretien d'élèves aux écoles des arts et métiers de Châlons ou à l'école centrale des arts et manufactures.....	1,800 »	1,800 »	» »	» »	
Art. 5. Service des observations météorologiques.....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 6. Élèves sages-femmes envoyées à Paris et à la Faculté de Lille, pour y suivre les cours d'accouchement. (Circulaire du 28 juillet 1802	4,400 »	5,200 »	» »	800 »	
Art. 7. École des maîtres-mineurs de Douai.....	4,000 »	4,000 »	» »	» »	
Total du Sous-Chapitre X.....	66,500 »	68,000 »	» »	1,500 »	

ART. 1er. — **Bibliothèques administratives**. (3e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport de M. l'Archiviste du département, chargé de l'administration de la bibliothèque du Conseil général et de celles de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

M. l'Archiviste estime que pour faire face aux dépenses d'abonnements, aux frais de reliure, et aux achats des ouvrages indispensables pour la bonne et prompte instruction des affaires, une somme de 2,000 fr. est nécessaire, savoir :

Bibliothèque du Conseil Général.....	250 fr.
Bibliothèque de la Préfecture.....	1030
Bibliothèque des Sous-Préfectures.....	720
Total égal.....	2000 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de cette somme au budget de 1883.

ART. 2. — **Sociétés savantes. — Allocation de subsides**. (3e B).

Les Sociétés savantes du département reçoivent annuellement les subventions ci-après :

1°	Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Lille, 1.500 fr., dont 1.000 fr. applicables à ses concours annuels et 500 fr. pour son musée industriel	1.500 »
2°	Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai	500 »
3°	Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes	500 »
4°	Société d'émulation de Cambrai	500 »
5°	Société Dunkerquoise pour l'encouragement des Lettres et des Arts ..	500 »
6°	Société Géologique du Nord	500 »
7°	Société d'émulation de Roubaix	300 »
8°	Société centrale de médecine	800 »
9°	Société de Géographie du Nord de la France	500 »
	Total.....	5.600 »

Les publications de ces sociétés sont régulièrement déposées à la bibliothèque centrale de la Préfecture, et justifient complètement les encouragements dont elles sont l'objet.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien inscrire les sommes ci-dessus au budget de 1883.

Je mets sous les yeux de l'Assemblée, les demandes qui me sont parvenues à cet effet.

Art. 2. — **Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France.** (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le Directeur, sur l'Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France.

Ce rapport est ainsi conçu :

I. — Effectif des élèves et marche des études.

127 élèves ont été présents, de sorte que la suppression de l'École de Commerce n'a déterminé qu'une réduction de 4 élèves, dans l'effectif de la précédente année scolaire.—Nous avons perdu dans le courant de cette année, un peu plus d'élèves qu'à l'ordinaire : 2 ont du être renvoyés, 4 ont devancé l'appel par crainte de la suppression du volontariat d'un an, 2 ont été malades, 4 ont craint d'échouer aux examens de fin d'année.

L'Ecole agronomique a compté 9 élèves, soit 2 de plus que l'an dernier : espérons que les nouvelles bourses créées par l'État permettront d'arriver à une nouvelle augmentation de l'effectif.

Le succès de l'École industrielle se maintient et la division du Génie civil a eu 83 élèves comme l'année dernière.

Après le placement de tous nos diplômés de 1881, nous nous sommes encore trouvé en présence d'un excédent d'offres d'emplois. L'Institut continue donc à fournir la preuve que sa création a répondu à un besoin réel des grandes industries de la région et nous sommes convaincu que, si on pouvait réduire les charges des familles, le nombre des élèves s'accroîtrait encore (1) et deviendrait suffisant pour faire face à tous les emplois offerts. Ces charges pourraient être diminuées de 250 fr. au moins, si, comme les parents nous supplient depuis longtemps de le proposer, on remplaçait le pensionnat annexe par un internat dans l'Institut même. Il y aurait immédiatement un accroissement d'effectif de 10 élèves au moins, ce qui couvrirait l'intérêt des 80,000 fr. à dépenser pour construire la partie à étage de la 4e aile de notre édifice. — Avant de produire une proposition ferme en ce sens, il nous a paru opportun de solliciter l'attention et les réflexions du Conseil général sur une mesure qui développerait beaucoup la prospérité de l'établissement, en même temps qu'elle viendrait considérablement en aide aux familles dont la résidence est trop éloignée pour que les jeunes gens puissent être externes.

II. — Personnel administratif enseignant.

Les modifications que le Conseil général a bien voulu adopter, sur nos propositions, ont donné les excellents résultats que nous en attendions.

III. — Matériel d'enseignement.

Nous sommes convaincu que si nos élèves sont tant recherchés par les industriels, c'est

---

(1) Rappelons qu'il y a eu en 1881, 9 élèves de plus qu'en 1880, et que l'effectif de 1882 n'a presque pas fléchi malgré la suppression de l'École du Commerce.

non seulement à cause de la solidité de leurs connaissances théoriques, mais encore parce qu'on a constaté leur initiation sérieuse à la pratique. Nous sommes donc heureux de constater que, grâces à l'accumulation des dépenses faites depuis la création pour le matériel d'enseignement, celui-ci commence à devenir très satisfaisant.

Voici les propositions que nous avons adressées à M. le Ministre du Commerce pour l'emploi de la subvention de 6,000 fr. demandée sur l'exercice 1882.

Solde de la machine à mortaiser le fer, qui a coûté 2,800 fr. parce que la machine prévue de 2,000 fr. a été reconnu trop faible pour la catégorie de travaux abordés aujourd'hui.....	800 »
Tour parallèle à cylindrer et à fileter, à banc coupé de 5^{m} de longueur, la partie coupée du banc pouvant se rapporter pour former banc ordinaire ; plateau d'un mètre de diamètre ; hauteur de pointe, 0^{m}35 ; chariot à retour rapide ; série de 24 engrenages ; poupées à pompes support à chariot pivotant ; cônes de transmissions ; clefs ; ensemble.....	3,400 »
Réservoir d'alimentation de la machine, avec tuyauterie et robinetterie ; injecteur Giffard; manomètre avec ajutage; clapet de retenue	1,000 »
Indicateur de Watt et ses accessoires	200 »
Planimètre d'Amsler	100 »
Premier trimestre de l'année scolaire 1882-83 , pour l'entretien des 5 premières bourses de frais d'études, de 400 fr. chacune.....	500 »
Total pareil.....	6,000 »

Nous avons produit les arguments ci-après à l'appui de cette création de bourses de l'État, qui seraient au nombre de 15 , à raison de 5 affectées à chacune des 3 promotions qui suivent les cours de l'École Industrielle.

« L'Institut du Nord, qui a débuté il y a 8 ans avec 15 élèves , en compte aujourd'hui » 130 , tandis que l'École Centrale de Paris n'en avait que 36 après 6 années d'exis- » tence. Ce succès rapide est encore accentué par la circonstance que le nombre des » emplois offerts par les industriels de la région dépasse notablement celui des élèves qui » sortent avec des titres de capacité.

» C'est d'ailleurs sa division d'enseignement supérieur , dite du Génie civil , qui » répond le mieux aux aspirations de la jeunesse vouée à l'industrie, puisqu'elle s'est » accrue de 15 élèves pendant chacune des 3 dernières années et arrive à former les $\frac{3}{4}$ » de l'effectif total.

» Les fondateurs ont donc atteint leur but de créer l'*Ecole Centrale du Nord,* appro- » priée aux besoins industriels de la région et réduisant , de moitié environ, la charge » énorme de 3,100 fr. que l'École centrale de Paris entraîne pour les familles de ses » élèves.

« Mais l'Institut coûte encore 1,600 fr. et c'est trop pour les candidats sans fortune des » départements éloignés, puisqu'il y a, chaque années, 15 à 20 de ces candidats qui, après » s'être fait inscrire, ne se présentent pas aux examens d'admission, quand ils ont appris

» qu'ils ne peuvent concourir pour l'obtention des bourses entretenues par les départe-
» ments et les villes de notre région.

» Jusqu'ici l'État s'est borné à créer, à l'École centrale de Paris, des bourses de 800 fr. » qui laissent encore à la charge des familles une dépense de 2,300 fr.! Cela n'entame » pas suffisamment le monopole au profit des classes aisées, tandis que la mesure que je » sollicite viendrait abaisser d'une manière sérieuse la barrière qui ferme l'accès de » l'enseignement technique supérieur aux jennes gens sans fortune. »

IV. — Bourses départementales.

Ainsi que nous l'avons dit dans notre rapport de l'an dernier, les vacances sont tellement insuffisantes pour donner satisfaction aux demandes fondées, qu'il a fallu recourir au fractionnement des demi-bourses en quarts de bourse, ce qui constitue un bien faible allégement pour les familles qui ont à dépenser 1,600 fr. Nous voulions donc solliciter une augmentation de deux demi-bourses de 400 fr., pour pouvoir compléter les demi-bourses ce ceux qui, n'ayant d'abord obtenu qu'un quart de bourse, se distinguent par leur assiduité au travail et leur bonne conduite.

Mais nous venons de supputer qu'il y aura, en 1883, un assez grand nombre de vacances, de sorte que nous pouvons, encore une fois, ajourner cette demande et le crédit de 1883 pourra rester égal à celui de 1882, soit 8,200 fr.

Quand nous envisageons la moyenne des positions de fortune des parents de nos élèves, nous nous estimons bien heureux d'avoir pu amener l'Institut au point où il en est : il est vrai que les sacrifices faits par les familles sont compensés par l'avantage de faire arriver, en peu d'années, à des situations très satisfaisantes en général, très belles quelquefois.

V. — Projet de budget pour 1883.

1° *Dépenses.*

Personnel administratif enseignant (comme en 1882)	58,000	»
Indemnités pour interrogations en dehors des cours et pour travaux extraordinaires (comme en 1882).....	2,000	»
Contributions, assurances, achat et entretien des mobiliers scolaire et autres (comme en 1882)	2,700	»
Entretien des bâtiments et dépendances (comme en 1882).....	2,700	»
Achat de matières premières, achat et entretien du matériel et du mobilier des ateliers, dépenses du laboratoire et du champ d'expérimentation (comme en 1882).....	12,000	»
Médailles diverses (comme en 1882).....	400	»
Force motrice, chauffage et éclairage (comme en 1882).....	4,100	»
Frais généraux, uniforme des appariteurs, impressions, service médical (comme en 1882)	3,500	»
Total des dépenses prévues.	85,400	»

2° Ressources.

Excédent des ressources disponibles en 1881	439	57
Frais d'études acquittés par 130 élèves (comme en 1882)	52,000	»
Produit du champ d'expérimentation (comme en 1882)	2,000	»
Intérêts des fonds placés à la Trésorerie générale et produit de la collation des titres de capacité	960	43
Subvention de l'État pour l'École agronomique (comme en 1882)	2,000	»
Subvention du département (comme en 1882)	21,000	»
Subvention de la ville de Lille (comme en 1882)	7,000	»
Total des ressources prévues	85,400	»

NOTA : Si, par impossible, les recettes en frais d'études restaient au-dessous des prévisions, on restreindrait les dépenses en acquisitions de nouveau matériel d'enseignement.

Lille, le 27 juin 1882.

Signé : MASQUELEZ.

Les propositions de M. Masquelez sont identiquement les mêmes que celles votées l'année dernière ; elles ont été approuvées par le Conseil d'administration de l'Institut, et me paraissent complètement justifiées.

Tous les élèves sortant de l'Institut continuent à être placés sans perte de temps ; les offres d'emplois qui parviennent à M. le Directeur dépassent, d'ailleurs, notablement celui des postulants

M. Masquelez poursuit ses instances auprès de M. le Ministre du Commerce à l'effet d'obtenir la création de 15 bourses de l'Etat, qui seraient réparties également entre les trois promotions qui suivent les cours de l'École Industrielle. Ces 15 bourses combleraient heureusement l'insuffisance des bourses départementales, et je prie le Conseil général de vouloir bien émettre un vœu pressant pour leur création.

Les crédits demandés pour 1883 se résument comme suit :

Part contributive du département dans les dépenses annuelles	21,000	»
Entretien de six bourses et de six demi-bourses	6,600	»
Entretien de quatre demi-bourses spéciales à l'École d'agronomie	1,600	»
Total	29,200	»

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter ces crédits qui sont les mêmes que ceux alloués pour 1882.

Art. 2. — **Faculté de droit de Douai.** (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. le Doyen sur les travaux de la Faculté de droit de Douai pendant l'année scolaire 1880-1881.

Le nombre des inscriptions s'est élevé à 679, soit 84 de plus que l'année précédente. — Les examens ont porté sur 313 candidats.

Depuis la création de la Faculté en 1865, le Conseil général vote, en exécution de l'art. 7 de l'ordonnance du 17 mars 1840, un crédit annuel de 500 fr. pour achat de médailles et de livres de droit à décerner aux élèves à la suite des concours de fin d'année.

La réorganisation des études de droit a rendu nécessaire la création dans les facultés de nouveaux concours annuels en harmonie avec les réformes apportées par le décret du 28 décembre 1880.

Pour faire face aux dépenses de ces concours: M. le Doyen de la Faculté demande que la subvention du département soit portée à 700 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter l'inscription de cette somme au budget de 1883.

Art. — **Faculté des lettres de Douai. — Bourse d'agrégation.** (3e B.)

J'ai soumis au Conseil général, dans sa session d'avril, en l'appuyant, une demande de M. le Doyen tendant à obtenir la création d'une bourse départementale d'agrégation de 1,500 fr. auprès de la Faculté des lettres de Douai.

Le Conseil général a ajourné à sa session budgétaire d'août le vote à émettre sur cette demande. M. le Doyen de la Faculté l'a renouvelée par une lettre du 16 juillet, que je mets sous les yeux de l'Assemblée et dans laquelle il donne le règlement qui devrait être observé pour l'attribution de la bourse à créer.

Je crois devoir recommander à nouveau cette demande à toute la bienveillance du Conseil général.

Art. 2. — **Faculté de médecine et de pharmacie de Lille.** (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport annuel de M. le Doyen, sur la faculté de médecine et de pharmacie de Lille.

Le nombre des élèves fréquentant les cours a été cette année de 359, savoir : aspirants au doctorat, 162; à l'officiat, 85; diplôme supérieur de pharmacien, 1; pharmaciens de 1re classe, 29; de 2e classe, 82; aspirantes sages-femmes, 12.

La Faculté a fait subir 427 examens *probatoires ou de grade*, soit 50 de plus que l'année précédente.

Ces chiffres attestent hautement la prospérité croissante de la faculté.

Le département entretien 3 bourses médicales et une bourse de pharmacie de 1,000 fr.

Les 3 premières sont occupées par MM. Beyaert, Cuisinier et Coquard. M. le Doyen, dans son rapport, fait connaître que ces jeunes gens ont suivi les cours de l'année

scolaire avec une régularité exemplaire et que leurs progrès sont constatés pour les deux premiers par leur titre *d'interne provisoire,* et pour le troisième par le titre d'*externe des hôpitaux* et surtout par le prix de fin de 2e année de médecine.

En ce qui concerne M. Vermerch, titulaire de la bourse de pharmacie, M. le Doyen fait connaître que cét élève, par son travail assidu, a obtenu, au concours, l'emploi d'interne auxiliaire en pharmacie dans les hôpitaux de Lille.

Je propose l'inscription au budget de 1883 des crédits suivants, accordés les années précédentes :

Ensemble des services	10.000 fr.
Subvention pour le traitement du professeur du cours d'accouchement.....	1.500
Entretien de trois bourses médicales.....	3.000
Entretien d'une bourse de pharmacien	1.000
Total.....	15 500 fr.

Art. 2. — **Elèves artistes. — Bourses.** (3e B.)

Le Conseil général à décidé l'entretien, aux frais du Département, de douze bourses d'élèves artistes : 9 à l'école des Beaux-Arts et 3 au Conservatoire national de musique. Ces douze bourses ont été distribuées en 1882, savoir :

École des Beaux-Arts.

Krabansky, de Roubaix, né le 3 janvier 1852, (peintre), a quitté l'école.

Boutry, de Lille, né le 13 janvier 1857, (sculpteur), est arrivé aux termes des 5 années de concession de bourse.

Caniez, de Valenciennes, né le 29 mars 1859, (sculpteur), 5e et dernière année.

Dufour, de Lille, né le 30 juin 1858, (architecte), 5e et dernière année.

Gauquié, de Valenciennes, né le 16 janvier 1858, (sculpteur), 3e année.

Bellynck, de Valenciennes, né le 16 juillet 1859, (peintre), 2e année.

Delemerre, de Lille, né le 12 juin 1860, (architecte), 2e année.

Charlot, de Bruay, né le 11 novembre 1860, (architecte), fait une année de service militaire. Commencera sa 1re année en 1883.

Kétels, de Roubaix, né le 11 janvier 1853, (peintre), 1re année.

Conservatoire National de Musique.

Marliac, de Lille, né le 31 janvier 1867, (violoniste), 3e année.

Deteneuille, de Lille, né le 9 octobre 1859, (chanteur), 2e année.

Mlle Vial, de Lille, née le 28 mai 1862, (chanteuse), 2e année.

Je communique au Conseil général les notes de ces jeunes artistes pour l'année 1881-82.

Les bourses de MM. Krabansky et Boutry deviennent vacantes. Un concours aura

lieu le 17 août; il s'appliquera aux peintres et sculpteurs; les résultats en seront mis sous les yeux du Conseil général.

Le jeune Marliac, dont la bourse a été continuée en 1881, à titre exceptionnel, a été admis cette année à concourir pour le violon. Il n'a pas obtenu de nomination; cependant, aux termes des règlements, il peut encore rester deux années au Conservatoire.

Par délibération du 29 août 1879, le Conseil général a décidé que les élèves artistes qui, pendant leurs deux premières années d'étude comme boursiers du département, ne justifieraient pas d'un succès à l'école des Beaux-Arts ou au Conservatoire national de musique, seraient privés de la continuation de leur bourse. Le Conseil général appréciera si cette disposition doit être appliquée au jeune Marliac à partir de la prochaine rentrée.

Les douze bourses départementales donnent lieu à une dépense annuelle de 12,000 fr. Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un crédit de pareille somme au budget de 1883.

ART. 3.— **Commission historique du département du Nord.—Subvention.** (3e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général un rapport sur les travaux de la Commission historique du Nord du 1er juillet 1881 au 30 juin 1882.

Ce rapport et les intéressantes publications qui l'accompagnent, témoignent du zèle très éclairé et très dévoué avec lequel la Commission s'acquitte de la mission qui lui est confiée, « de veiller à la conservation des monuments et édifices historiques du département » du Nord. »

Pour faire face à ses dépenses de publications et autres, la Commission n'a que le subside de 1,000 fr. qui lui est voté annuellement par le Conseil général; elle demande, par l'organe de son Président, que ce subside soit porté à 1,500 fr. à partir de 1883.

Je prie le Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement cette demande.

ART. 4. — **Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons** (3e B.)

Le département du Nord entretient à l'École nationale d'arts et métiers de Châlons, trois bourses qui peuvent se subdiviser. Deux demi-bourses seulement ont été occupées pendant l'année scolaire de 1881-1882 par les élèves Delcourte, Oscar, du Cateau, et Poulet, Henri, de Jeumont, qui tous les deux terminent leurs études. Les trois bourses deviennent ainsi disponibles.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général :

1° Un tableau présentant le résultat des examens du premier degré qui ont eu lieu le 18 juillet, à la Préfecture pour l'admission à l'École de Châlons ;

2° Des notes sur la conduite et les progrès des élèves du département qui suivent en ce moment les cours de l'École.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, le crédit de 1,800 fr. nécessaire à l'entretien de trois bourses.

ART. 5. — **Commission météorologique du Nord. — Subvention** (3e B.)

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général fut appelé à voter sur une demande d'augmentation de subvention formée par la commission météorologique du Nord. Le subside alloué qui était de 500 fr. fut porté à 1.000 fr. à partir de 1882.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général un rapport sur les travaux de la commission pendant l'année 1881-1882. Ce rapport fait connaître l'emploi de la la somme de 1,000 fr. accordée pour l'année courante, et il donne le détail d'affectation des 5,000 fr. qui sont demandés pour 1883.

La commission météorologique du Nord mérite à tous égards les encouragements du Conseil général. Je prie l'assemblée de vouloir bien examiner sa demande d'augmentation de subvention avec le plus bienveillant intérêt.

ART. 6. — **Elèves sages-femmes. — Bourses.** — (3e B.)

Dans sa dernière session d'avril, le Conseil général a décidé : 1° la suppression des bourses d'élèves sages-femmes entretenues par le département à la Maternité de Paris, à mesure que les titulaires arriveront au terme de leur éducation professionnelle ; 2° l'entretien de huit bourses d'externes près la Faculté de médecine et de pharmacie de Lille, lesquelles seront concédées à la suite d'un concours, en tenant compte des situations de fortune et de famille des postulantes, ainsi que des dépenses auxquelles elles seront tenues pour suivre les cours.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le règlement provisoire proposé par M. le Doyen de la Faculté, à l'effet de déterminer les conditions du concours et le programme des études. Ce réglement est ainsi conçu :

« 1° Un concours s'ouvrira, chaque année, dans la première quinzaine de décembre, au siège de la Faculté, à l'effet de pourvoir aux bourses départementales d'élèves sages-femmes qui se trouveront vacantes ;

2° Le concours portera sur la lecture, l'orthographe, les opérations fondamentales de l'arithmétique et le système métrique.

Il sera tenu compte aux concurrentes des connaissances qu'elles se trouveraient posséder sur les accouchements ;

3° Le procès-verbal du concours accompagné des pièces justificatives de la situation de fortune et de famille des postulantes, sera adressé à M. le Préfet ;

4° Les élèves nommées titulaires d'une bourse, accompliront près la Faculté deux années d'études.

Le cours théorique qu'elles seront tenues de suivre commencera, chaque année, dans les premiers jours de janvier et se terminera le 15 juillet.— L'enseignement pratique commencera le 16 juillet pour prendre fin le 30 novembre.

Le cours théorique comprendra deux leçons par semaine durant la période ci-dessus.

déterminée ; l'enseignement pratique sera donné tous les jours pendant la période qui lui est réservée, dans les salles de la clinique obstétricale de l'hôpital;

5° Les deux années d'études seront séparées par un mois de vacances, du 1er au 31 décembre ;

6° L'assiduité des élèves sages-femmes titulaires d'une bourse sera constatée par l'apposition de leur signature sur un registre spécial au commencement de chaque leçon ;

7° Toute élève qui, dans le délai d'un mois à dater de l'expiration de la première année d'études, n'aura pas satisfait à l'examen de fin d'année sera passible du retrait de sa bourse ; avis des ajournements prononcés sera transmis à M. le Préfet afin qu'il puisse être statué à cet égard ;

8° A l'expiration de la 2e année d'études, les élèves titulaires d'une bourse départementale seront admises, sans délai, à subir les examens de fin d'études ;

9° Des notes sur l'assiduité et le travail des aspirantes seront transmises chaque année à M. le Préfet pour être communiquée au Conseil général dans sa session d'août. »

Les propositions de M. le Doyen ne me paraissent donner lieu à aucune observation et je prie le Conseil général de vouloir bien les approuver.

Les concours devant avoir lieu annuellement dans la première quinzaine de décembre, je propose de déléguer la concession des bourses à la Commission départementale. Afin d'établir un roulement régulier, il me paraît désirable que le prochain concours ne porte que sur la moitié des bourses créées, en laissant toutefois à la Commission départementale la faculté de répartir la somme votée entre plus de quatre postulantes si, par exemple, les premières classées ayant leur famille à Lille ou aux environs, n'étaient pas tenues à de grandes dépenses pour suivre les cours de la Faculté. En résumé, je propose au Conseil général de décider que la somme à répartir annuellement en bourses ou subventions sera de quatre mille francs, et de voter pareille somme pour 1883.

D'un autre côté, le département doit encore entretenir deux boursières à la Maternité de Paris jusqu'au 30 juin prochain. La somme nécessaire au paiement du semestre est d'environ 1,200 fr.

Je prie en conséquence le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883 un crédit de 5,200 fr. pour l'entretien d'élèves sages-femmes.

84 Art. 7. — **École des Maîtres Mineurs de Douai**. (2e B.)

Un crédit de 4,000 francs est affecté à l'entretien de bourses et demi-bourses départementales à l'Ecole des maîtres mineurs de Douai ; la bourse entière est de 500 francs.

Je propose l'inscription d'un même crédit au budget de 1883.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée le rapport de M. l'Ingénieur en chef des mines, Directeur de l'Ecole, sur la situation de l'Ecole pendant l'année scolaire 1881-1882. — Un tableau y annexé donne les noms et le rang de classement des 32 élèves présents à l'école. La pension des dix élèves appartenant au département du Nord est payée soit par le département, soit par les Compagnies houillères.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.		BUDGET de 1883 — PROPOSITIONS du Préfet		DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en moin.		en plus.		OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XI.									
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie.									
Art. 1er. — Encouragements à l'agriculture :									
Chambres d'agriculture. (Décret du 25 mars 1852)	1,700	»							
Sociétés d'agriculture	11,600	»							
Société d'Horticulture de Valenciennes	1,000	»							
Comices agricoles	5,000	»							
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues	2,000	»							
Exposition d'agriculture	4,300	»	34,100	»	34,600	»	»	»	500 »
Cercle horticole du Nord	500	»							
Station agronomique de Lille	2,000	»							
Société des agriculteurs du Nord	2,500	»							
Concours régional et international de la Société règionale d'Horticulture du Nord	1,000	»							
Art. 2. — Frais de tournée du professeur départemental d'agriculture. (Loi du 16 juin 1879)			1,500	»	»	»	1,500	»	» »
Art. 3. — Encouragements pour l'amélioration de la race chevaline :									
Courses de chevaux	»	»							
Elève des chevaux	24,900	»							
Subvention à la Société hippique	5,000	»	30,700	»	30,700	»	»	»	» »
Indemnité au vétérinaire	600	»							
Frais de publicité	200	»							
Art. 4. — Encouragement aux artistes vétérinaires (Association du Nord et du Pas-de-Calais)			300	»	300	»	»	»	» »
Art. 5. — Entretien d'élèves aux écoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon ou de Toulouse			3,000	»	3,000	»	»	»	» »
Art. ». — Mesures contre les épizooties			5,000	»	»	»	5,000	»	» » Porté au sous-chapitre 1er.
Art. 6. — Primes pour la destruction des animaux nuisibles			1,000	»	1,000	»	»	»	» »
Total du sous-chapitre XI			75,600	»	69,600	»	6,500	»	500 »

Art. 1er. — **Chambres consultatives d'Agriculture**. (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les résumés des travaux des Chambres consultatives d'agriculture pendant l'année 1881.

Ces institutions apportent un précieux concours à l'administration pour toutes les questions de statistique et de renseignements agricoles. Leur budget est depuis longtemps fixé à 1.700 fr., savoir :

Lille	500 fr.
Avesnes	200
Cambrai	200
Douai	200
Dunkerque	200
Hazebrouck	200
Valenciennes	200
Total égal	1.700 fr.

Je propose l'inscription de la même somme au budget départemental de 1883.

Le crédit de 1881 a été dépensé jusqu'à concurrence de 1.500 fr.

Art 1er. — **Associations agricoles**. (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les comptes-rendus des travaux des sociétés et des comices agricoles du département pour l'année 1881.

Dans sa session d'août 1881, le Conseil a fixé comme suit les subventions accordées annuellement à ces associations sur les fonds du département :

Société des agriculteurs du Nord	2.500 fr.
Comice agricole de Lille	2.500
— de Cambrai	2.500
Société d'agriculture de Douai	2.500
— de Valenciennes	2.500
— d'Avesnes	2.200
— de Dunkerque ou de Bourbourg	2.200
— d'Hazebrouck ou de Bailleul	2.200
Total	19.100 fr.

Je propose les mêmes allocations pour 1883.

Les subventions accordées alternativement à deux sociétés reviendront aux sociétés de Bourbourg et d'Hazebrouck.

Aux termes de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, les subventions aux comices et associations agricoles ne peuvent être allouées, par le ministre compétent, que sur la

proposition du Conseil général. Le tableau ci-après fait connaître les subventions accordées pour 1882 et celles demandées sur les fonds de 1883.

	SUBVENTIONS	
	accordées en 1882.	sollicitées pour 1883.
Comice agricole de Lille.....	1500 f.	2000 f.
Société des agriculteurs du Nord.....	2600	2600
Comice agricole de Cambrai.....	800	1600
Société d'agriculture de Douai.....	1000	1000
de Valenciennes.....	1200	1200
d'Avesnes.....	700	900
de Dunkerque.....	600	800
de Bourbourg.....	800	800
d'Hazebrouck.....	600	800
de Bailleul.....	600	500
Total.....	10400 f.	12200 f.

Je prie le Conseil général de vouloir bien appuyer les demandes des sociétés pour la somme totale de 12.200 fr., qui comprend une allocation extraordinaire de 800 fr. accordée à la société chargée d'organiser les concours départementaux, etqui, pour 1883, revient au Comice agricole de Cambrai.

Art. 1er. — **Exposition départementale d'Agriculture et concours d'animaux reproducteurs** (2e B.)

Dans sa session de 1873, le Conseil général a décidé :

1° Qu'une exposition départementale d'agriculture et un concours d'animaux reproducteurs auraient lieu tous les ans, dans le Nord, à partir de 1875 et dans l'ordre suivant : Cambrai, Bergues, Douai, Avesnes, Hazebrouck, Valenciennes et Lille ;

2° Qu'une somme de 4,300 fr. serait annuellement accordée à titre de subvention à la Société d'agriculture organisatrice de l'exposition et du concours.

L'exposition et le concours doivent avoir lieu cette année à Lille.

Je propose l'inscription au budget de 1883, d'un crédit de 4,300 fr. pour les mêmes solennités agricoles à Cambrai.

Art. 1er. — **Concours d'animaux reproducteurs à Bergues.** (2e B.)

Une allocation de 2.000 fr. est inscrite chaque année au budget départemental pour le concours d'animaux reproducteurs de la race flamande qui se tient à Bergues le dimanche des Rameaux.

Je mets sous les yeux du Conseil général le compte-rendu du concours qui a eu lieu le 2 avril dernier.

Ce concours a réuni 44 taureaux flamands, 3 de races croisées, 48 vaches et génisses flamandes, 12 de races croisées, 51 béliers et 5 verrats.

Le concours d'animaux de boucherie. qui a eu lieu en même temps que le précédent, a été également remarquable : on y comptait 24 bœufs et 29 vaches et génisses de race flamande, 12 bœufs, 9 femelles de races croisées, 20 veaux, 23 moutons et 12 porcs.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien pour 1883 :

1° Voter le crédit annuel de 2.000 fr. pour primes aux animaux reproducteurs de la race flamande ;

2° Émettre l'avis qu'une subvention de 1.500 fr. applicable au concours d'animaux gras, soit, comme les années précédentes, accordée sur les fonds de l'État.

Art. 1er. — **Agriculture. — Culture de la betterave. — Demande de subside formée par la Société des agriculteurs du Nord.** (2e B).

La société des agriculteurs du Nord poursuit avec fruit l'étude de toutes les questions qui se rattachent à l'agriculture.

Sa sollicitude s'est d'abord portée sur la culture de la betterave qui seule donne au cultivateur un gain rémunérateur. Par ses soins, des expériences ont lieu dans tous les cantons du département. Elle fournit à cet effet des graines, des engrais, des densimètres, un manuel sur les principales règles à suivre pour la production d'une bonne betterave et le mode d'emploi du densimètre. Enfin, des médailles et des primes sont accordées par canton, à titre de récompense, aux cultivateurs et aux instituteurs.

Ces expériences occasionnent à la société des dépenses considérables. Elle y affecte toutes les ressources dont elle peut disposer, des souscriptions particulières, réclame l'aide de la Compagnie du chemin de fer du Nord, du comité des houillères, du comité des fabricants de sucre, du comité des distillateurs, et sollicite des subventions sur les fonds de l'État et du département. Des subsides de 7,000 et 10,000 fr. ont été accordés par M. le Ministre de l'agriculure, le dernier sous la date du 25 avril 1882.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général la demande qui m'a été adressée par M. le Président de la Société, à l'effet d'obtenir la continuation du subside de 3,000 fr. alloué sur les fonds du département.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien inscrire cette subvention au budget de 1883.

Art. 1er. **Station agronomique de Lille** (2e B.)

La station agronomique de Lille est inscrite au budget du département pour une subvention annuelle de 2,000 fr.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le compte-rendu de ses travaux pendant l'année 1881, présenté par M. le Président du Comice agricole de Lille.

Ces travaux se résument comme suit :

180 analyses d'engrais à prix réduit pour les cultivateurs ;

467 analyses diverses pour des particuliers.

En outre, M. le Directeur de la Station a publié des travaux sur les tourteaux, sur la culture de la betterave et du lin. Il a de plus fait de nombreuses conférences au sein du comice agricole, de la société des agriculteurs du Nord, de la société iudustrielle et a professé le cours d'agriculture à l'Institnt industriel et agronomique du Nord de la France.

Je propose l'inscription au budget de 1883 de la subvention de 2.000 fr., en priant le Conseil général d'émettre l'avis qu'une subvention d'égale somme soit allouée sur les fonds de l'État.

Art. 1er. — **Société régionale d'horticulture du Nord de la France. — Subvention.** (2e B.)

Une subvention de 1,000 fr. a été accordée pour 1882 à la Société régionale d'horticulture du Nord de la France qui a son siège à Lille, au palais Rameau.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec un projet de budget à l'appui, la demande de continuation de ce subside pour 1883.

Les dépenses auxquelles la société devra faire face en 1883 s'élèveront à la somme de 12,000 fr. et sont détaillées à son projet de budget ainsi que les ressources sur lesquelles elle croit pouvoir compter.

Je prie le Conseil général de vouloir bien accueillir favorablement la demande qui lui est présentée et d'émettre l'avis qu'un subside de pareille somme de 1,000 fr. soit accordé sur les fonds de l'État.

Art. 1er. — **Cercle horticole de Lille** (2e B.)

Une subvention de 500 fr. est allouée chaque année, au cercle horticole de Lille, sur les fonds du département.

Pareille subvention est accordée par M. le Ministre de l'agriculture.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le compte-rendu des Travaux du Cercle en 1881 ainsi que son projet de budget pour 1883.

Les expositions organisées par cette Société offrent le plus grand intérêt, et justifient les encouragements qui lui sont accordés.

Je prie, en conséquence le Conseil général de vouloir bien maintenir cette Société pour une allocation de500 fr. au budget départemental de 1883, et d'émettre l'avis, en exécution de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, qu'une même subvention lui soit accordée sur les fonds de l'État.

Art. 1er — **Société d'horticulture de Valenciennes. — Subvention.** (2e B.)

Une subvention de 500 fr. a été accordée pour 1882 à la Société d'horticulture de Valenciennes.

Cette société a organisé cette année un grand marché aux fleurs et chaque mois des concours partiels ont lieu pour encourager la culture maraîchère.

Afin de couvrir les frais d'installation d'un Jardin-école que la société vient de créer à Valenciennes et permettre de récompenser les lauréats des concours qui auront lieu en 1883, elle demande que la subvention du département soit élevée de 500 a 1,000 fr.

Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes appuie cette demande.

Cette société méritant à tous égards d'être encouragée dans ses efforts, je prie le Conseil général de vouloir bien accueillir sa demande, et d'émettre l'avis qu'une même subvention de 1,000 fr. lui soit allouée sur les fonds de l'État.

Art. 3. — **Race chevaline.** (2e B.)

Le Conseil général a fixé comme suit les allocations applicables à la race chevaline :

Primes aux étalons	11.000 fr.
Primes aux juments poulinières	6.900
Primes aux poulains mâles de 15 à 18 mois	3.200
Médailles, flots de rubans, jetons de présence aux exposants, dépenses d'installation des concours	3.800
Indemnité au vétérinaire départemental	600
Frais de publicité	200
Total	25.700 fr.

Lors du dernier concours d'étalons, le jury a proposé de porter les primes d'entretien de 15 à 25. Pour cette mesure, qui me paraît justifiée, je propose d'augmenter le crédit de 1,000 fr. En conséquence la somme à inscrire au budget de 1883 devrait être de 26,700 fr.

Pour 1882, les primes aux juments poulinières ont été augmentées d'une subvention spéciale de 2.500 fr. accordée sur les fonds de l'État.

Je mets sous les yeux du Consail général :

1° La liste des étalons approuvés et autorisés qui font la saillie dans le département ;

2° Le procès-verbal du concours d'étalons qui a eu lieu le 12 octobre 1881 ;

3° Les procès-verbaux des concours qui ont eu lieu en 1882, à Bourbourg et à Avesnes, pour les juments suitées et de poulains entiers, ainsi qu'à Lille et à St-Amand pour les juments poulinières ;

4° Le procès-verbal de la session tenue par le conseil supérieur des haras les 7 et 9 juin 1882.

Je communique également au Conseil général le rapport que j'ai reçu de M. le Directeur du haras de Compiègne, concernant les stations d'étalons de l'État établies à Bergues, Bourbourg, Douai, St-Amand, Avesnes, Maubeuge et Landrecies. Les 22 étalons placés dans ces stations ont sailli 1366 juments.

ART. 3. — **Société hippique française. — Concours de Lille. — Subvention annuelle.** (2e B.)

Dans sa session d'août 1875, le Conseil général a voté une subvention annuelle de 5.000 fr. pendant dix ans, à partir de 1876, pour les concours que la Société hippique française organise à Lille.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien inscrire la septième annuité de 5:000 fr. au budget de 1883.

Je joins au présent rapport : 1° le programme des concours de cette année, qui ont eu lieu du 23 au 29 mai ; 2° la liste des exposants, avec le nombre de chevaux présentés ; 3° la liste officielle des prix décernés.

Les primes distribuées s'élèvant à 35.495 fr., se répartissent comme suit :

Prix de classes	9.450 fr.
Prix de chevaux trotteurs	4.125
Prix aux chevaux de trait trottant	1.650
Prix de chevaux sautant les obstacles	8.510
Prix internationaux pour équipages et chevaux de maîtres	710
Primes aux directeurs d'École de dressage	2.860
Prix de dressage	250
Primes aux cochers en service	160
Médailles, flots de rubans	2.450
Primes aux juments poulinières	5.330
Total	35.495 fr.

Ces concours ont été très remarquables à tous égards.

ART. 4. — **Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.** (3e B.)

Une subvention de 300 fr. est accordée annuellement sur les fonds du département à l'association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais.

Je propose la même allocation au budget de 1883.

Art. 5. — **École vétérinaire d'Alfort.** (3e B.)

Le département entretient dix demi-bourses à l'école vétérinaire d'Alfort.

Neuf demi-bourses ont été occupées pendant l'année scolaire 1881-1882 par les jeunes Cattoir, de Boeseghem (deux); Delhaye, de Berlaimont (deux); Ducarin, de Comines; Dumoulin, de Ledringhem (deux); Welkamps, de Fressain; et Bernard, d'Armentières.

Les jeunes Cattoir et Delhaye viennent d'obtenir leur diplôme; il y aura conséquemment à la prochaine rentrée cinq demi-bourses disponibles.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter, au budget de 1883, la somme de 3,000 fr., nécessaire à l'entretien des dix demi-bourses.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée :

1° Les engagements souscrits par les élèves boursiers, de venir à leur sortie de l'école exercer, pendant cinq ans, dans le canton qui pourra leur être désigné par le Préfet;

2° Les notes obtenues à l'école par les élèves du département pendant l'année scolaire 1881-1882;

3° Et la liste des vétérinaires diplômés exerçant dans le département du Nord.

Art. 6. — **Animaux nuisibles. — Hannetonnage.** (2e B.)

Le Conseil général inscrit annuellement, au budget départemental, une somme de 1,000 fr. pour encourager la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture, et notamment des hannetons.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien voter un crédit de pareille somme pour 1883.

Le crédit de 1881 a été employé jusqu'à concurrence de 960 fr.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS au Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XII.					
Subventions aux communes					
Art. 1er. — Établissement de pompes à incendie. (Circulaire du 20 août 1836)	3,000 »	3,000 »	»	»	
Art. 2. — Subventions pour le service des secours et pensions aux sapeurs-pompiers. (Loi du 5 avril 1851)	1,000 »	1,000 »	»	»	
Art. 3. — Subvention pour le traitement des malades et incurables indigents des communes privées d'établissements hospitaliers. (Loi du 7 août 1851)...	6,000 »	6,000 »	»	»	
Art 4. — Faculté de médecine et de pharmacie	11,500 »	11,500 »	»	»	
Art. 5. — Subventions pour acquisitions, travaux et réparations d'églises, de mairies ou autres édifices communaux, autres que les écoles primaires	20,000 »	20,000 »	»	»	
Total du Sous-Chapitre XII.....	41,500 »	41,500 »	»	»	

Art. 1er. — **Pompes à incendie. — Subsides.** (3e B.)

Le tableau ci-après fait connaître, par arrondissement, le nombre des communes du département qui sont pourvues de pompes à incendie :

ARRONDISSEMENTS.	Nombre de communes.	Nombre de communes pourvues de pompes.	Nombre de pompes possédées par les communes.
Lille	129	99	194
Avesnes	153	63	85
Cambrai	118	55	71
Douai	66	41	61
Dunkerque	62	46	42
Hazebrouck	53	19	42
Valenciennes	82	67	97
	663	360	592
Précédente situation	663	359	590
Augmentation pour l'année	»	1	2

Un crédit de 3,000 fr. est alloué annuellement au budget du département pour venir en aide aux communes dans leurs dépenses d'achat de pompes à incendie.

Je propose l'inscription de la même somme au budget de 1883.

Je mets sous les yeux du Conseil général le compte d'emploi du crédit de 1881 qui a été dépensé jusqu'à concurrence de 900 fr.

Art. 2. — **Sapeurs Pompiers.** — (3e B.)

Un crédit de 1,000 fr. est inscrit au budget départemental pour venir en aide aux communes dans le paiement des secours et pensions auxquels les sapeurs-pompiers, leurs veuves ou leurs enfants, peuvent prétendre en vertu de la loi du 5 avril 1851, en cas de blessures ou de maladies reçues ou contractées dans le service.

Ce crédit n'est engagé que jusqu'à concurrence de 150 francs, en faveur de la veuve Cavro, domiciliée à Douai, dont le mari, sapeur-pompier à Douchy, a été tué dans un incendie, mais il y a lieu de conserver les moyens de pourvoir à des secours extraordinaires si une circonstance malheureuse venait à se produire dans le département.

Je propose, en conséquence, l'inscription de la même somme de 1,000 fr. au budget de 1883.

Art. 3. — **Malades indigents. — Subventions.** (2e B.)

Le Conseil général alloue, chaque année, un crédit pour faciliter le placement dans les hospices et hôpitaux des malades et incurables indigents.

Les allocations sont accordées aux communes pauvres qui sont dans l'impossibilité de pourvoir elles-mêmes à l'entretien de leurs malades, et aux hospices pour les malades dont le domicile réel de secours est resté inconnu.

Le crédit de 6.000 fr., alloué pour l'année 1881, a été employé jusqu'à concurrence de 5.689 fr., répartis entre 22 communes ou hospices et appliqué à 25 malades ou incurables d'après les décisions de la Commission départementale.

Ce crédit a presque reçu son emploi intégral sur l'exercice 1882.

La nécessité de ces allocations étant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien accorder, pour la même destination en 1883, un crédit de 6.000 fr. dont je propose l'inscription au sous-chapitre 12 du budget.

Art. 4. — **Faculté de Médecine et de Pharmacie.**

(Voir sous-chapitre X, article 2.)

Art. 5. — **Eglises. — Secours départementaux. — Crédit pour 1883.** (3e.B.)

Le Conseil général a décidé, par ses délibérations des 18 et 20 août 1875, qu'un crédit fixe de 20,000 francs serait inscrit chaque année au budget départemental, à titre de secours aux communes pour construction, agrandissement ou restauration de leurs églises.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de maintenir ce crédit à 20,000 fr. pour l'année 1883 et de le répartir conformément au tableau ci-après qui répond à ses votes antérieurs.

DÉSIGNATION DES COMMUNES.	Allocations accordées.	Montant des crédits ouverts.	Reste à allouer.	Propositions pour 1883.
1°. Allocations de 1879.				
Commune de St-André-lez-Lille (3e tiers).....	3.000 »	2.000 »	1.000 »	1.000 »
2°. Allocations de 1880.				
Commune de Roucourt (3e tiers)	3.000 »	2.000 »	1.000 »	1.000 »
id. de Gruson (3e à-compte).....	2.538 »	1.606 50	931 50	931 50
id. de St-Jans-Cappel (2e tiers).	3.000 »	1.000 »	2.000 »	1.000 »
id. de Hem-Lenglet (2e moitié).	1.334 »	667 »	667 »	667 »
id. de Terdeghem (2e tiers).	3.000 »	1.000 »	2.000 »	1.000 »
id. de Beaudignies (2e tiers).	3.000 »	1.000 »	2.000 »	1.000 »
id. de Bergues (2e tiers).....	3.000 »	1.000 »	2.000 »	1.000 »
id. de Maretz (2e moitié).	1.500 »	750 »	750 »	750 »
3°. Allocations de 1881.				
Commune de Crèvecœur (indemnité de).....	500 »	»	»	500 »
id. Cattenières (1er tiers).....	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id. Elincourt (1er à-compte).....	1.890 »	»	1.890 »	936 »
id. Englos (indemnité de)	250 »	»	250 »	250 »
id. Lederzeele (1er tiers).....	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id. Louvignies-Quesnoy (1re moitié)...	2.000 »	»	2.000 »	1.000 »
id. St-Hilaire (Indemnité de).....	465 50	»	465 50	465 50
id. Templemars (1er tiers).....	3.000 »	»	3.000 »	1.000 »
id. Willems (indemnité de).....	500 »	»	500 »	500 »
id. Templeuve (indemnité de)	2.500 »	»	2.500 »	»
4°. Allocations de 1882.				
Commune de Alnes (indemnité de)	1.000 »	»	1.000 »	800 »
id. Baisieux id.	900 »	»	900 »	900 »
id. Dompierre id.	700 »	»	700 »	700 »
id. Ecaillon id.	1.000 »	»	1.000 »	800 »
id. Ennetières-en-Weppes (indemnité de).	800 »	»	800 »	800 »
id. Hérin (indemnité de).....	500 »	»	500 »	500 »
id. Lompret id.	500 »	»	500 »	500 »
		TOTAL		20.000

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS au Préfet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XIII.					
Dépenses diverses.					
Art. 1er Indemnité de logement aux aumôniers des prisons	1,200 »	1,200 »	» »	» »	
Art. 2. Dépenses du Conseil de salubrité.....	11,300 »	11,300 »	» »	» »	
Art. 3. Mesures contre les épidémies. (Circulaire du 13 avril 1835.).....	1,000 »	1,000 »	» »	» »	
Art. 4. Indemnité de logement aux officiers de gendarmerie	3,500 »	2,000 »	1,500 »	» »	(1) Colonel à Lille. 1.500 Capit. à Douai 1.000 id. à Camb. 1.000 — Total.... 3.500
Art. 5. Avance pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. (Circulaire du 6 août 1857) ..	30,000 »	50,000 »	» »	20,000 »	
Art 6. Impressions :					
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations du Conseil général, des rapports de la Commission départementale et du Préfet..... 14,000 »					
Frais d'impression des budgets et des comptes départementaux.. 1,100 »					
Frais d'impression du procès-verbal des délibérations des Conseils d'arrondissement et des rapports des Sous-Préfets..... 700 »	20,800	20,800 »	» »	» »	
Frais d'impression des cartes d'électeurs..... 5,000 »					
Impressions diverses. (Travaux d'intérêt départemental).....					
Art. 7. Secours à d'anciens employés ou à leurs familles, savoir :					
A la veuve Carrez, dont le mari éta t employé à la Préfecture..... 300 »					
A la veuve Lerouge, id. 300 »					
A la veuve Lefebvre, id. 300 »					
A la veuve Boussemart, dont le mari était employé aux archives 300 »					
A la veuve Dugabelle id. 200 »					
A la veuve Renart, dont le mari était agent-voyer..... 300 »					
A la veuve Corman, dont le mari était employé à la Préfecture.. 300 »					
A la veuve Barbé dont le mari était garçon de bureau..... 300 »					
Au sieur Defrenne, ancien employé 300 »					
Au sieur Soudant, ancien agent-voyer principal..... 800 »					
A Mlle Masurel, fille d'un ancien chef de bureau aux archives... 500 »					
A Mlle Delarre sœur d'un ancien agent-voyer..... 300 »					
A Mme veuve Losfeld, mère d'un ancien chef de bureau aux archives 300 »					
A reporter.... 4,500 »	67,800 »	86,300 »	1,500 »	20,000	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. en plus.	OBSERVATIONS.
Report....	4,500 »	67,800 »	86,300 »	1,500 »	20,000 »	
A Mme Dagalier, veuve d'un ancien agent-voyer principal....	300 »					
A Mlle Devaux, fille d'un ancien chefde division de la Préfecture.	600 »					
A M. Laurent, ancien chef de bureau de la Préfecture.....	400 »					
A M. Cocquillier, ancien chef de bureau adjoint de la Préfecture	300 »	7,400 »	7,100 »	»	550 »	
A Mme veuve Delgrange dont le mari était employé à la Sous-Préfecture de Valenciennes....	250 »					
A M. Foucault, ancien chef de division à la Préfecture.....	300 »					
A M. Mallebranque, ancien chef de bureau à la Préfecture.....	150 »					
Aux orphelins Bar, dont le père était agent-voyer cantonal.....	300 »					
Art. 8. Subvention à la caisse des retraites.....	20,519 »	16,239 »	4,280 »	»		
Art 9. Indemnité aux employés de la Préfecture pour travaux extraordinaires	7,200 »	9,000 »	»	1,800 »		
Art. 10. Allocation aux employés de la Préfecture et des Sous-Préfectures	34,000 »	34,000 »	»	»		
Art. 11. Menues dépenses et frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture.....	2,400 »	2,400 »	»	»		
Art. 12. Gratifications pour belles actions	1,400 »	1,400 »	»	»		
Art. 13. Allocation aux sociétés de tir.....	1,000 »	1,000 »	»	»		
Art. 14. Société de tir de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale.....	500 »	500 »	»	»		
Art. 15. Allocation aux Sociétés de Gymnastique.....	1,000 »	1,000 »	»	»		
Art. 16. Dépenses de la Commission départementale.....	2,000 »	2,000 »	»	»		
Art. 17. Subside au Sporting-Dunkerquois.....	300 »	300 »	»	»		
Art. 18. Traitement des gardiens des Pyramides de Denain et de Cysoing.....	250 »	250 »	»	»		
Art. 19. Allocations aux vérificateurs des poids et mesures	3,250 »	3,250 »	»	»		
Art. 20. Frais de surveillance du travail des enfants.....	5,200 »	5,200 »	»	»		
Art. 21. Frais de conservation et de garde des pierres lithographiques de la carte départementale au 1/40,000, par M. Raillard.....	335 95	335 95	»	»		
Art. 22. Frais de division de cotes de contributions directes entre propriétaires et fermiers.....	7,000 »	7,000 »	»	»		
Art. 23. Subvention de la Chambre de commerce de Dunkerque aux officiers et maîtres de port, gardiens de fanaux, etc.....	8,200 »	8,200 »	»	»		
Art. 24. Réserve pour dépenses diverses et imprévues (Loi du 10 août 1871, art. 63, § 3).....	10,000 »	10,000 »	»	»		
Art. 25. Canal du Graud-Bruille. Redevance réclamée par la ville de Valenciennes.....	»	94 75	»	94 75		
Total du sous-chapitre XIII...	179,754 95	195,569 70	7,080 »	21,894 75		

Art 1er. — **Prisons départementales. — Indemnité de logement aux aumôniers.** — (1er B)

Un crédit de 1,200 francs est inscrit chaque année au budget départemental, pour le paiement de l'indemnité de logement, accordée à chacun des Aumôniers des maisons d'arrêt de Lille et de Douai.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien voter un crédit de pareille somme pour 1883.

Art. 2. — **Conseils d'hygiène et de salubrité. — Frais de Bureau** (2e B.)

Le crédit alloué pour frais de bureau aux Conseils d'hygiène et de salubrité du département se répartit comme suit :

Conseil central de	Lille.....	3.200 fr.
Conseil d'hygiène	d'Avesnes	200
—	de Cambrai...	200
—	de Douai.	250
—	de Dunkerque.	200
—	d'Hazebrouck.....	200
—	de Valenciennes.....	250
	Total.....	4.500

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire un même crédit au budget de 1883.

Art. 2. — **Salubrité publique. — Année 1881-1882.** — (2e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur départemental de la salubrité sur la situation de son service pendant l'année 1881-1882.

Les cours d'eau, qui ont reçu une faible quantité des pluies abandantes et fréquentes du mois d'août, par suite de l'absoption par la terre et de l'évaporation, si puissante encore, ont vu réduire leur débit. L'altération des résidus industriels mélangés à une eau dont la température avait atteint son maximum, s'est surtout fait remarquer dans la Deûle, le canal de Roubaix et les Helpes, dans l'arrondissement d'Avesnes. Par suite des travaux auxquels s'est livrée la Commission spéciale chargée de rechercher les moyens

d'améliorer l'état de l'eau de la Deûle, une surveillance plus active encore a été exercée sur les établissements créés sur ses rives et sur ceux dont les eaux industrielles peuvent y aboutir d'une manière plus ou moins directe.

La Commission intercommunale instituée par arrêté préfectoral du 7 juin 1881, à l'effet de rechercher les moyens à employer pour améliorer l'état de l'Espierre, au point de vue de la salubrité a terminé ses travaux. Le Conseil général trouvera à l'appui du dossier un exemplaire du rapport de la Sous-Commission; un exemplaire des procès-verbaux de la Commission et un exemplaire de ma lettre en date du 26 juin 1882, adressée à MM. les Maires de Roubaix et de Tourcoing qui les invitent à rappeler aux industriels de ces deux villes combien il serait avantageux que l'assainissement des eaux envoyées dans l'Espierre fût promptement exécuté, afin d'éviter les poursuites judiciaires qui seraient exercées contre eux, s'ils ne se conformaient pas aux conditïons fixées par les autorisations qui leur ont été accordées et qui prescrivent l'épuration de leurs eaux. Des industriels se préoccupent de la question d'épuration des eaux. MM. les membres français de la Commission internationale qui a été instituée en 1881 par le Gouvernement français et le le Gouvernement belge afin de proposer les mesures à prendre pour l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique, visiteront, dans la première quinzaine du mois de septembre prochain, tous les établissements qui déversent des eaux impures dans l'Espierre et ses affluents.

Les renseignements complets fournis par M. Meurein sur les établissements industriels dont les résidus liquides ont altéré temporairement les eaux de surface ainsi que sur ceux pouvant vicier l'air par les gaz et les vapeurs qui s'en dégagent, me permettent de me borner à donner une analyse succinte de son travail, en passant successivement en revue les points qui appellent plus particulièrement l'attention du conseil.

Distilleries.—La petite distillerie de Rexpoëde (arrondissement de Dunkerque) est celle qui a causé de plus de dommages aux riverains. Des mesures sévères seront prises pour éviter le retour des inconvénients qui se sont produits. J'ai appelé à cet égard la plus sérieuse attention de M. l'Inspecteur de la salubrité.

En ce qui concerne les distilleries d'Houplin et de Noyelles, qui, en irriguant depuis de longues années, avec leurs vinasses, les terres perméables que cultivent leurs propriétaires, gâtent de proche en proche les différentes couches des terrains dans lesquels la ville de Lille a capté les sources d'eau potable consacrée à l'alimentation de sa population, M. Meurein fournit des renseignements sur les causes de cette altération. La ville de Lille s'occupe très activement de la question et va s'imposer de grandes dépenses pour mettre la population à l'abri du danger qui pourrait la menacer. Sur la proposition de M. Meurein, inspecteur de la salubrité, vice-président du Conseil central de salubrité, j'ai, par arrêté du 8 août courant, inviter, les industriels à se conformer rigoureusement aux prescriptions des arrêtés d'autorisation et à cesser à partir de la campagne 1883-1884 toutes irrigations, à purifier leurs vinasses par la chaux et le perchlorure de fer et à envoyer ces vinasses parfaitement claires et alcalines dans la Deûle par un tuyau en fonte ou en poterie à joints parfaitement étanches, débouchant dans une tête d'aqueduc dont le radier sera à 0,15 centimètres en contrehaut du plan d'eau de navigation. J'ai également

mis en demeure M. Delaune, distillateur à Seclin, de supprimer ses puits absorbants et d'envoyer dans la Naviette ses eaux complètement purifiées. Je tiendrai sérieusement la main pour que ces prescriptions soient rigoureusement observées.

Les distilleries de Cappelle et de Bourbourg ont laissé à désirer, mais les mesures que doivent prendre les industriels permettent d'espérer que le mal disparaîtra.

Sucreries.— Plusieurs sucreries ont apporté des améliorations dans leurs travaux mais celles de Douvrin (Pas-de-Calais), du Faux-Vivier à Marchiennes-Campagne, de Marchiennes près du Décours, de Marquillies, de Sec-Marais et de Beuvry ont encore contribué à l'altération des eaux. La situation de celles de Lallaing et de Somain est bonne.

Peignages de laines. — Les travaux de la Commission intercommunale permettent d'espérer une améliotation considérable de l'Espierre dans un avenir prochain. Les peignages de l'arrondissement d'Avesnes sont en voie de compléter leurs appareils de purification.

Fabriques de produits chimiques. —A La Madeleine-lez-Lille, on construit des appareils pour l'extraction du soufre des charrées de soude et l'on pourrait espérer revoir les eaux de la Basse-Deûle et du canal de Roubaix recouvrer leur pureté d'autrefois si l'on n'était condamné fatalement à subir pendant de longues années les conséquences des faits accomplis antérieurement. A Croix, des écoulements clandestins de liquides acides provenant de la fabrication du carmin d'indigo contribuent souvent à infecter le bief en amont de Wasquehal.

Amidonneries et glucoseries. — La situation est relativement bonne, sauf à Marquette, où on travaille encore du maïs.

Teintureries.—Malgré l'active surveillance des agents de l'Administration, la Deûle, le canal de Roubaix, versant de la Deûle dans le cul-de-sac d'Amont, l'Escaut et la Rhônelle, reçoivent très souvent les résidus insolubles qui devraient être conservés dans des bassins construits dans ces établissements.

Blanchisseries. — La situation est relativement bonne.

Papeteries. —La papeterie d'Anor a suscité quelques plaintes relativement au déversement de ses eaux dans l'étang de Milourd.

Les papeteries de Marcq et de Marquette sont souvent débordées par l'abondance des résidus insolubles qui encombrent leurs bassins de dépôt et qui contribuent pour une grande part à l'envasement du canal de Roubaix et de la Basse-Deûle.

Lavage de déchet de filatures de lin. — L'opération, qui consiste très souvent à sécher sur des fils de fer des déchets mal lavés, souvent avec intention pour leur conserver plus de poids, répand une odeur écœurante pour les voisins qui y sont exposés.

Abattoirs. — Ces établissements tendent à se créer dans les localités populeuses et ils constituent, par suite de la suppression des tueries particulières, une amélioration très sensible au point de vue de la salubrité. Seulement, les prescriptions imposées ne sont pas toujours observées.

Les boyauderies sont généralement mal tenues et laissent dégager des odeurs infectes dont il serait facile de s'affranchir par les aspersions et les lavages au chlorure de chaux.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS POUVANT VICIER L'AIR PAR LES GAZ ET LES VAPEURS QUI S'EN DÉGAGENT.

Fabriques de produits chimiques. — Malgré les progrès réalisés dans cette industrie, elle est toujours pour les voisins, même à de grandes distances, une cause d'incommodité, quelquefois de danger, toujours de dommages.

Fabriques de bleu d'outremer. — La plus importante, celle de Lille, a changé complètement ses procédés de fabrication par suite desquels la neutralisation des gaz sera plus facile et plus complète.

Ateliers d'équarrissage. — Le projet de la ville de Lille de transférer l'équarissage de St-André sur les hauteurs de Wambrechies a suscité de nombreuses protestations. La Commission municipale dût alors rechercher les moyens de s'affranchir des odeurs de la fabrication des engrais, tout en conservant aux matières animales préparées par dessiccation en vases clos les propriétés fertilisiantes auxquelles il aurait été préjudiciable, pour la culture, de renoncer. Ces expériences doivent être faites prochainement et fixeront définitivement la marche à suivre.

En général, les ateliers d'équarrissage sont mal tenus et, malgré leur isolement, donnent encore souvent lieu à des plaintes.

Citernes à engrais. — Les citernes à engrais constituent un danger pour les populations qui fréquentent, le soir surtout, les chemins le long desquels elles sont établies.

Fabriques de noir animal et dèpôts d'os. — Des plaintes assez nombreuses ont été déposées contre ces fabriques qui paraissent se relâcher des mesures de précautions qu'elles avaient prises pendant quelque temps et qui en avaient atténué les inconvénients.

Fabriques de potasse de mélasse. — Ces fabriques sont très incommodes et provoquent souvent des plaintes.

Distilleries de pétrole. — Les distilleries de pétrole de Courchelettes, de Sequedin et de Wattrelos ont fonctionné dans de bonnes conditions.

Usine à gaz. — L'usine à gaz de Wazemmes-Lille, gâte encore assez fréquemment l'eau des puits du voisinage ; quand ce mal se produit, il est incurable.

Fabriques de céruse. — Les améliorations apportées dans les procédés ont produit le meilleur résultat, surtout en ce qui concerne le travail au mouillé.

Le rapport de M. l'Inspecteur de la salubrité montre que si des améliorations incontestables ont été apportées à certaines industries, il reste néanmoins beaucoup à faire pour atténuer les inconvénients inhérents à la plupart des établissements insalubres, dange-

reux ou incommodes, mais les efforts intelligents que M. Meurein ne cesse d'apporter à l'accomplissement de sa délicate mission donnent l'asssurance que l'on arrivera à un résultat encore plus satisfaisant. Je ferai de mon côté tout ce qui dépendera de moi pour atteindre ce résultat tout en m'abstenant d'imposer des mesures qui pourraient constituer, pour les industriels, des charges trop onéreuses et de restreindre les avantages immenses produits par l'industrie dans le département du Nord, mais je me montrerai sévère pour ceux qui, pouvant atténuer les inconvients de leur industrie par l'observation de règlements faciles et pratiques, refuseront de s'y conformer et compromettront, par leur négligence, la salubrité publique.

En terminant son rapport, M. l'Inspecteur de la salubrité recommande, comme les années précédentes, à la bienveillance du Conseil général les deux gardes-canaux, chargés de l'aider dans ses opérations.

Cette demande me paraissant justifiée, je prie le Conseil général de vouloir bien m'ouvrir, pour le service de la salubrité, en 1883, un crédit de 6,800 fr., à répartir de la manière suivante :

Traitement de l'Inspecteur.....	6,000	»
Gratifications aux gardes-canaux.....	800	»
Total.....	6,800	»

Vœux (*suite donnée*).

Déplacement de l'atelier d'équarrissage de St-Andre. — Le Conseil général trouvera à l'appui du dossier deux lettres de M. le Maire de Lille et une lettre en date du 26 mai 1882, par laquelle M. Gavelle, conseiller municipal, fait connaître que la Commission des travaux dont il est le président, espère être prochainement en mesure de prendre une décision sur la question du déplacement du clos d'équarrissage de St-André.

Insalubrité des cours d'eau. — Demande d'un projet de loi destiné à empêcher l'infection des cours d'eau de toute nature. — A la suite d'un vœu émis en août 1880 par le Conseil général, mon prédécesseur a constitué une commission à l'effet de rechercher les causes d'insalubrité des eaux de la Deûle et de donner son avis sur les mesures à prendre pour combattre et faire disparaître ces causes d'insalubrité. Cette commission, après avoir reconnu que le mal est dû au déversement dans le canal des eaux industrielles provenant des nombreuses usines établies sur ces rives, a, dans un rapport du 22 juillet 1881, déclaré qu'elle ne pouvait indiquer de remède radical ; mais elle a énuméré un certain nombre de mesures susceptibles d'atténuer les inconvénients signalés.

Saisi de ce rapport, le Conseil général a émis le vœu que le Gouvernement fasse étudier et présenter le plus tôt possible un projet de loi destiné à empêcher l'infection des cours d'eau de toute nature.

Cette question a été étudiée par MM. les Ingénieurs, conformément aux instructions M. le Ministre des Travaux publics, et tous sont d'accord pour proposer la substitution de la juridiction des tribunaux correctionnels à celle des Conseils de préfecture et des

juges-de-paix. La crainte d'une condamnation à la prison déterminerait certainement les industriels à épurer leurs eaux dans les conditions imposées par les arrêtés d'autorisation et à mieux observer, en règle générale, les prescriptions de l'administration. Il n'y a pas, d'ailleurs, à craindre que l'on ne cause ainsi des entraves sérieuses à l'industrie ; car l'administration, surtout dans le Nord, s'attache à ne pas gêner le développement industriel et n'édicte que des prescriptions pratiquement réalisables. On n'atteindrait donc ainsi que les industriels qui, sans souci des intérêts de la salubrité et de la santé publiques, mettent du mauvais vouloir à rendre leurs établissements aussi peu dangereux que possible. Je me propose d'appeler de nouveau tout particulièrement l'attention de M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Travaux publics sur cette importante question.

Art. 3. — **Epidémies** (2e B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, le rapport présenté au Conseil central d'hygiène et de salubrité, par M. le docteur Pilat, sur les maladies épidémiques qu'ont sévi dans le département pendant l'année 1881.

La fièvre typhoïde, la variole et la rougeole ont été constatées à l'état épidémique dans un certain nombre de communes.

La variole, dit M. le docteur Pilat, semble être restée en permanence depuis quelques années dans le département, surtout dans l'arrondissement de Lille. En 1881, elle s'y est montrée avec une intensité qu'on n'avait point observée depuis 1871.

Aussitôt l'apparition d'une maladie épidémique, M. le Médecin des épidémies est chargé de se rendre immédiatement dans la localité, à l'effet de prescrire toutes les mesures hygiéniques que comporte la situation. S'il s'agit de la variole, les vaccinations et revaccinations sont pratiquées sur une large échelle. Les causes d'insalubrité pouvant exister dans les habitations et sur le voie publique, appellent toujours particulièrement l'attention.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, le crédit de 1,000 fr. voté annuellement pour assurer le service des épidémies.

Art. 4. — **Indemnités de logement aux officiers de gendarmerie** (1er B.)

Dans sa dernière session, le Conseil général a voté, à titre d'indemnité de logement, une somme de 3,500 fr. répartie de la manière suivante :

Au colonel de gendarmerie de Lille. 1,500
Au capitaine de gendarmerie de Douai. 1,000.
Et au capitaine de gendarmerie de Cambrai. 1,000.

Le colonel de gendarmerie devant occuper en 1883, un bâtiment dans la nouvelle caserne

en construction à Lille, il n'y a plus lieu de lui allouer une indemnité de logement pour l'exercice prochain.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883, sous-chapitre XIII, art. 4, un crédit de 2,000 fr. pour le même objet, dont 1,000 fr. pour le capitaine de gendarmerie de Douai, et 1,000 fr. pour le capitaine de gendarmerie de Cambrai.

Art. 5. — **Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers** (1er B.)

Conformément au instructions ministérielles, un crédit de 60,000 fr. a été inscrit au budget de 1882 pour le paiement, à titre d'avance, des taxes de curage d'office des cours d'eau non navigables et des taxations dues aux Ingénieurs et Agents des Ponts et Chaussées et des Mines, à raison de l'instruction des affaires relatives aux exploitations d'usines ou autres analogues, sauf recouvrement au profit du département à la charge des intéressés.

Je prie le Conseil général de vouloir bien allouer au budget de 1883, sous-chapitre XIII, un crédit de 50,000 fr. qui se balancera par un article de recette de même somme inscrit parmi les produit éventuels départementaux de la même section.

Art. 6. — **Frais d'impressions.**

(Voir sous-chapitre Ier.)

Art. 7. — **Compléments de pensions et indemnités à d'anciens employés ou à leurs veuves** (2e B.).

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a voté, pour compléments de pensions et indemnités à d'anciens employés ou à leurs veuves, un crédit de.....		7.400 fr. »
Par suite du décès de trois titulaires et du convol en secondes noces d'un quatrième, ce crédit pourrait être réduit de		1.050 »
Ce qui le ramènerait à.....		6.350 fr. »
Mais dans la session d'avril, l'assemblée départementale a alloué à M. Foucault, chef de division, un complément de pension de...	300 fr. »	
et à M. Mallebranque, chef de bureau, un complément de	150 »	
De plus il a été décidé que la subvention de 300 fr. dont jouissait la veuve Bar serait reportée sur les enfants, ci.....	300 »	
	750 fr. »	750 »
Si le Conseil général veut bien continuer ces secours pour 1883, le crédit serait de		7.100 »

D'autre part M. Masse (Narcisse) ancien agent-voyer, titulaire d'une pension de 752 fr. payée par la caisse départementale des retraites, expose que les sacrifices qu'il a dû faire pour sa famille ne lui ont laissé que cette modeste pension pour toute ressource. Il sollicite du Conseil général un secours qui lui permette de faire face aux nécessités de la vie.

La dame Brambille, dont le mari était employé à la Préfecture, et qui jouit d'une pension annuelle de retraite de 231 fr. sollicite également un secours.

Enfin, la dame Delion, veuve d'un agent-voyer cantonal dont la retraite a été liquidée à 127 fr. dans la session d'avril dernier, sollicite la même faveur afin d'être à même d'élever son enfant en bas âge.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien donner à ces deux demandes la suite qu'elles lui auront paru comporter.

ART. 8. — **Caisse départementale des retraites** (1er B.)

Les pensions liquidées par le Conseil général sur la caisse départementale des retraites et instituées par décrets s'élèvent pour 1882, à ..... 48,050 »

Les ressources de la Caisse sont les suivantes :

Solde créditeur résultant du dernier compte de la caisse des dépôts et consignations.....	»	
Rente sur l'État.....	16,532 »	
Retenues à 4 % sur les traitements	14,489 »	
Retenues de premiers douzièmes, environ.....	800 »	
Montant des ressources.....	31,821 »	31,821 »
Il en résulte une insuffisance de		16,239 »

Ce déficit est moins élevé que celui de l'année précédente de 4,280 ; la différence provient du décès de plusieurs pensionnaires et de l'augmentation présumée du montant des retenues.

Dans l'espoir que le Conseil général voudra bien continuer à venir provisoirement en aide à une si utile institution, j'ai l'honneur de le prier de vouloir bien accorder une subvention de 16,239 fr. pour 1883, à la Caisse départementale des retraites, en vue de combler le déficit dont l'origine est explicitement exposée dans mon rapport sur le projet de modification des statuts de la caisse.

ART. 10. **Préfecture et Sous-Préfectures. — Frais d'administration.** (1er B.)

Le Conseil général a bien voulu inscrire au budget de 1882, une somme de 34,000 fr., destinée à suppléer à l'insuffisance du traitement des employés de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

Le personnel de la Préfecture et des Sous-Préfectures continuant à se montrer digne de toute la bienveillante sollicitude du Conseil général, je prie l'Assemblée de vouloir bien inscrire, au budget de 1883, une même allocation de 34,000 fr. à répartir comme suit : Préfecture, 24,400 fr. — Chaque Sous-Préfecture, 1,600 fr.

Art. 11. — **Greffe du Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses** (2e B.)

Le crédit destiné à faire face aux dépenses et frais de bureau du Greffe du Conseil de Préfecture a été fixé à 2,400 fr.

Je prie le Conseil général de vouloir bien voter une même somme au budget de 1883.

Art. 12. — **Belles actions.** (3e B.)

Le Conseil général vote chaque année une somme de 1.400 fr. destinée à récompenser les belles actions.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien inscrire une même somme au budget de 1883.

Le crédit de 1881 a été dépensé jusqu'à concurrence de 1.385 francs.

Art. 13-14. — **Sociétés de tir avec armes de guerre**.. (3e B.)

Le crédit de 1,000 fr., inscrit au budget de 1882, pour subventions aux Sociétés de tir avec armes de guerre, a été réparti comme suit par le Conseil général :

Société de tir la Lilloise.....	300 fr.
Société de tir de l'arrondissement de Douai.....	200 »
Société des Carabiniers Roubaisiens.....	150 »
Société des Carabiniers de Condé,.....	150 »
Société de tir de Bourbourg.....	100 »
Total.....	900 fr.
Reste disponible.....	100 »

Une seconde somme de 500 fr. a été votée à l'effet d'encourager les Sociétés de tir de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale, régulièrement établies dans le Département. Dans sa dernière session d'avril, le Conseil général a décidé qu'une médaille d'or de cent francs serait mise à la disposition de chacune des cinq Sociétés ci-après, pour être décernée à la suite de leur concours de 1882, avec la mention : « Tir à l'arme de guerre. Prix du Conseil général » :

École d'instruction de tir des officiers de l'armée territoriale et de la réserve de l'arrondissement de Lille, à Lille ;

Société territoriale et de la réserve de l'armée., à Valenciennes ;

École de tir du 4e régiment d'infanterie, à Maubeuge ;

Société de tir du 4e régiment territorial d'infanterie, au Cateau ;
École de tir du 8e régiment territorial d'infanterie, à Dunkerque.
Je prie le Conseil général de vouloir bien maintenir le crédit total de 1,500 francs au budget de 1883. et d'en faire la répartition, s'il y a lieu.

La société de Bourbourg sollicite une subvention de 150 fr.

Art. 15. **Sociétés de gymnastique. — Subvention.** (3e B.)

Le Conseil général a inscrit, au budget de 1882, un crédit de 1,000 francs, destiné à permettre l'attribution aux Sociétés de gymnastique de prix à décerner à la suite de concours, sous la dénomination de *Prix du Conseil général*.

Je propose la même allocation au budget de 1883.

Les subventions suivantes ont été attribuées aux Sociétés ci-après désignées, sur le crédit de 1881 :

Association régionale des Gymnastes du Nord.	500
Sosiété de gymnastique et d'armes de Douai	200
Société de gymnastique et d'armes de Marcq-en-Barœul.	100
Société de gymnastique et d'armes de Fourmies	100
Total.....	900

Une somme de 100 francs est restée sans emploi.

Sur le crédit de 1882, une subvention de 100 fr. a été accordée à la Société de Wazemmes, dans la dernière session d'avril. Je prie le Conseil général de vouloir bien décider si les 500 francs versés en 1881 dans la Caisse de l'Association régionale des gymnastes du Nord, doivent lui être continués annuellement pour servir au paiement des moniteurs des diverses sociétés qui font partie de l'Association.

Art. 16. — **Commission départementale. — Frais de bureau.** (2e B)

Le Conseil général a fixé à 2.000 francs le crédit applicable aux frais de bureau de la Commission départementale.

J'inscris la même somme au budget de 1883.

Art. 17. — **Sporting Dunkerquois (ancien yacht club du Nord). — Subvention** (3e B.)

Un subside de 300 fr. est accordé depuis plusieurs années à la société dite Sporting Dunkerquois, qui a été fondée à Dunkerque pour favoriser les études nautiques et encourager les progrès des constructions navales.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire le même crédit au budget de 1883.

Art. 18. — **Traitement des gardiens des pyramides de Denain et de Cysoing.** — (2e B.)

Le Conseil général inscrit chaque année au budget départemental un crédit de 250 fr. pour traitement des anciens militaires préposés à la garde des pyramides de Denain et de Cysoing.

J'ai l'honneur de prier l'assemblée de vouloir bien voter le même crédit pour 1883.

Art. 19. — **Poids et mesures.** (2e B.)

Dans sa séance du 30 août 1881, le Conseil général a reconnu qu'une partie des vœux formulés pour l'amélioration du service des poids et mesures avait reçu leur entier accomplissement, et quant aux autres, qu'il y avait lieu de ne pas insister en raison des explications concluantes fournies par M. le Ministre.

Je me bornerai donc cette année à rendre compte de la marche générale de ce service, à mettre sous les yeux du Conseil général, le rapport produit par MM. les vérificateurs et a constater les résultats acquis dans le dernier exercice.

Afin de faciliter l'examen de ces documents, j'ai divisé cette étude en plusieurs paragraphes développés, conformément à mes instructions, dans les rapports précités, que je vais résumer ci-après :

§ 1er. — *Situation générale du service dans le département pour l'année* 1881.

CIRCONSCRIPTIONS	POPULATION	Nombre d'assujettis portés au rôle.	PRODUIT NET de la vérification de 1881.		TOTAL des produits.	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS.			
			périodique.	première.		constatées.	Suivies de condamnations. En police correctionnelle.	Suivies de condamnations. En simple police.	Suivies d'acquittement.
Avesnes.....	182.577	11.047	35.867 88	235.26	36.103 14	»	»	»	»
Cambrai	196.118	7.593	28.244 45	28.04	28.272 49	8	»	8	»
Douai.....	123.619	5.556	20.217 80	50.72	20.268 52	»	»	»	»
Dunkerque	121.844	5.690	22.909 74	17.34	22.927 08	20	6	14	»
Hazebrouck ...	117.775	4.508	17.222 52	6.169.34	23.391 86	3	»	3	»
Lille.....	359.654	15.835	65.811 67	8.931.76	74.743 43	9	1	8	»
Roubaix.....	231.490	9.864	38.590 93	100.17	38.691 10	9	»	9	»
Valenciennes...	192.518	9.741	34.978 42	594.21	35.572 63	1	»	1	»
TOTAL.....	1.519.585	69.833	263.843 41	16.126.84	279.970 25	50	7	43	»
Résultats de 1880.....		68.807	254.052 24	13.549.28	267.601 52	56	7	49	»
Différence en plus dans les produits de 1881.		1 026	9.791 17	2.577.56	12.368 73	— 6	»	— 6	»

§ 2. — *Le tableau qui précède montre que la situation est satisfaisante.*

Le nombre des assujettis a augmenté de 1,026 et le produit des vérifications en faveur du Trésor de 12,368,73. D'un autre côté, les contraventions constatées ont été au nombre de 50 sur un total de 69,833 assujettis ; elles ont été toutes suivies de condamnations en simple police ou en police correctionnelle. La proportion des délits est sensiblement inférieure à 1 pour 1,000 du nombre des assujettis et en diminution de 10 0/0 sur les chiffres constatés en 1880; elle témoigne de la vigilance du service et du respect des populations pour les prescriptions de la loi.

§ 3. — *De la vérification première. — Observations sur les résultats généraux de l'année.*

La vérification première a surtout une importance considérable dans les circonscriptions des vérificateurs de Lille et d'Hazebrouck. Le premier de ces vérificateurs a vérifié et poinçonné chez 18 fabricants 38,227 instruments de pesage et mesurage neufs, savoir : 1,673 poids, 17 balances, 2,761 bascules de moyenne portée, 33 ponts-bascules et romaines de grande portée, 6,870 mesures en bois et en tôle, 5,486 mesures en fer blanc, 21,366 mesures en étain, et 21 mesures en cuivre dont 13 dépotoirs de grande contenance.

Le vérificateur d'Hazebrouck a vérifié et poinçonné 1,550 bascules de différentes portées, et 38,158 poids en fer de 1/2 hectogramme à 20 kilogrammes, présentés par M. Pruvost-Delos, de Merville.

Le total des objets vérifiés dans cette circonscription s'est élevé à 39,925, soit 7,885 de plus que l'année dernière.

La vérification première est très peu importante dans les autres circonscriptions.

Tous ces objets, à l'exception d'un petit nombre qui ont exigé des retouches, ont pu être admis au poinçonnage à la première vérification. Ce fait remarquable montre le soin que mettent les constructeurs à suivre les prescriptions ministérielles sur les conditions à remplir pour assurer l'exacte et solide construction des instruments.

§ 4. — *De la vérification périodique. — Observations sur les résultats généraux de l'exercice.*

La vérification périodique a été appliquée, en 1881, à 69,833 assujettis et a produit au Trésor une somme de 263,843,41 en augmentation de 9,791,17 sur celle de l'exercice 1880.

Les opérations qu'elle comporte comprennent deux parties distinctes : la 1re est relative à la centralisation au bureau de vérification de tous les poids et mesures, où l'exactitude en est contrôlée ; la seconde se rapporte à la vérification à domicile de tous les instruments de pesage (balances, bascules, etc.) Les vérificateurs profitent de ces visites pour relever les omissions, les créations nouvelles, et donner aux assujettis toutes les explications utiles pour assurer le respect de la loi et instruire les réclamations individuelles.

L'absence presque absolue de réclamations de la part des assujettis, le peu d'importance des non-valeurs accusées sur l'exercice 1881, et dont le montant pour l'ensemble du département, ne s'est élevé qu'à la somme de 842,29 applicable en grande partie à la classe des petits marchands de nationalité étragère, démontrent le soin apporté par le service dans la fixation des taxes.

En outre, des visites inopinées sont fréquemment faites dans les centres importants, où les marchés sont mensuellement inspectés.

Ces inspections ont donné lieu à 50 procès-verbaux, qui ont été suivis de 7 condamnations en police correctionnelle et 43 en simple police.

L'article 50 de l'ordonnance du 17 avril 1839 prescrit que les opérations de vérification doivent être terminées au 1er Août.

Cette prescription édictée à une époque où la révision était bisannuelle dans les localités comptant moins de 50 assujettis, est peut-être encore applicable dans un certain nombre de départements. Elle ne saurait être rigoureusement observée dans le Nord et notamment dans l'arrondissement de Lille qui présente une importance exceptionnelle, en raison de ce fait que le décret du 26 février 1873 a rendu la vérification annuelle obligatoire dans toutes les communes.

En résumé, tous les rapports des vérificateurs constatent que les assujettis se conforment presque tous aux prescriptions légales, et qu'il est fait un usage fidèle de poids, mesures et instruments de pesage dûment vérifiés et poinçonnés.

Les fraudes, que l'on constate encore, se pratiquent généralement par des procédés qui échappent facilement à la repression et non au moyen d'instruments inexacts.

Étalons métriques.

Conformément aux instructions ministérielles et aux désirs maintes fois réitérés par le Conseil général, j'ai invité toutes les communes du département à voter les crédits nécessaire pour opérer l'acquisition de l'assortissement minimum obligatoire. J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil les résultats constatés à la date du 31 décembre dernier par MM. les vérificateurs :

ARRONDISSEMENT de	NOMBRE de COMMUNES.	COMMUNES complètement pourvues.	COMMUNES pourvues en partie.	COMMUNES non pourvues.	PROPORTION par 100 k. par ARRONDISSEMENT des communes non pourvues.
Avesnes	153	56	15	82	53 p. %
Cambrai	118	6	86	32	26 »
Douai	66	31	»	35	53 »
Dunkerque	62	20	»	42	67 »
Hazebroucq	53	12	1	40	75 »
Lille	129	52	22	55	42 »
Valenciennes	82	52	5	25	30 »
TOTAUX	663	229	129	311	47 p. %

Conclusions.

Les développements qui précèdent répondent aux vœux exprimés par le Conseil général dans sa dernière session, et démontrent que le personnel du service des poids et mesures apporte dans l'exercice de ses délicates fonctions le tact et le zèle qu'on peut en attendre légitimement.

Aussi, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien continuer, comme par le passé, à témoigner de sa satisfaction envers ces agents, en inscrivant, au budget de l'exercice 1883, une allocation de 3,250 fr., égale à celle de 1882, à titre de complément de traitement du personnel attaché à ce service.

ART. 20. — **Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie.** (2e B).

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le rapport de M. l'Inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, sur la situation du service du 1er juin 1881 au 31 mai 1882.

Le tableau suivant présente le résumé des résultats constatés dans les 1327 établissements qui ont été visités :

		ARRONDISSEMENTS.							
		Lille.	Haze-brouck.	Dunkerque	Douai.	Valen-ciennes.	Cambrai.	Avesnes.	ENSEMBLE
Nombre d'établissements visités		818	45	45	57	119	81	162	1327
Nombre total d'ouvriers occupés dans les établissements		64516	1810	2429	6823	16187	5963	19127	116855
Nombre d'enfants et de filles mineures.	de 10 à 12 ans.	40	»	»	»	3	47	27	117
	de 12 à 15 ans.	7222	115	521	759	1709	651	1849	12826
	de 16 à 21 ans.	9728	151	546	306	556	724	1322	13333
		16990	266	1067	1065	2268	1422	3198	26276
CHIFFRE DES CONTRAVENTIONS CONSTATÉES.									
Enfants ne suivant pas l'école.		136	»	»	177	102	»	41	456
Enfants au-dessous de 15 ans, n'ayant pas le certificat d'instruction, travaillant plus de 6 heures par jour		4155	76	357	527	926	484	1232	7757
Enfants au-dessous de 12 ans travaillant plus de 6 heures par jour		»	»	»	»	»	»	»	»
Filles mineures travaillant la nuit		1	»	»	25	75	»	»	101
Enfants au-dessous de 16 ans travaillant la nuit, les dimanches et jours fériés		50	»	»	267	468	15	534	1334
Registres d'inscription, listes d'école, livrets, lois, règlements et tableaux d'alternance des équipes		3	»	»	»	1	»	1	5
NOMBRE TOTAL des contraventions		4345	76	357	996	1572	499	1808	9653

Le nombre des contraventions qui avait été, pour 1881, de 10.976, n'est plus, pour cette année, que de 9.653, différence en moins 1,323.

L'instruction est généralement donnée aux enfants occupés dans les fabriques. A de très rares exceptions, la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie continue à être observée par les industriels.

Le traitement et les frais de tournée alloués aux deux inspecteurs départementaux ont été fixés par le Conseil général, en 1875, à 5,200 fr., soit à raison de 2,600 fr. chacun.

M. l'Inspecteur divisionnaire, en signalant le zèle et le dévouement de ses deux collaborateurs, sollicite pour eux une augmentation de traitement qui puisse les dédommager des dépenses que leur occasionnent leurs tournées. Cette demande est appuyée par le Conseil d'arrondissement de Lille.

Je propose au Conseil général de fixer le traitement des deux inspecteurs à 3.000 fr., ce qui donnera à chacun une augmentation de 400 fr.

Art. 21. — **Carte départementale au 1/40.000. — Frais de conservation des pierres.** (1er B.)

Un crédit de 335 fr. 95 a été alloué au budget de 1882, pour frais de conservation des pierres de la carte départementale au 1/40.000.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire à cet effet, au budget de 1883, un crédit de 335 fr. 95.

Art. 22 — **Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers.** (1er B)

Le nombre d'articles des rôles auxiliaires de division des cotes entre propriétaires et fermiers s'est élevé à 168.946, pour 1882.

La dépense à la charge du département est donc, pour cette année, de 6.757 fr. 84, à raison de 4 centimes par article. Cette dépense a été prélevée sur le crédit de 7.000 fr. ouvert par le Conseil général sur l'excercice 1882.

Le nombre des articles augmentant ordinairement tous les ans, il est nécessaire, pour assurer le service et pour éviter tout retard dans la liquidation des dépenses, d'inscrire au budget de 1883, une somme de 7.000 fr. pour cet objet.

Je prie, en conséquence, le Conseil général de vouloir bien mettre cette somme à ma disposition.

Je crois devoir ajouter que la direction des contributions directes continue le travail de révision des bulletins et des déclarations de division de cotes et que M. le Directeur espère arriver à des résultats entièrement satisfaisants, grâce surtout au concours précieux des agents du recouvrement.

Art. 23. — **Subvention de la Chambre de Commerce de Dunkerque.** (2 B.)

La Chambre de commerce de Dunkerque alloue, chaque année, des subventions pour indemnités aux officiers et maîtres de port, pour le service du canot des officiers de port et pour indemnités aux gardiens des fanaux de la jetée de l'Est et du Leughenaer.

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a inscrit, pour mémoire, au budget départemental un crédit en recette et en dépense de 8,200 fr., montant approximatif de la subvention de la Chambre de commerce pour l'objet dont il s'agit.

Je prie le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883, sous-chapitre 13, un crédit de 8,200 fr. qui se balancera avec un article de recette de même somme inscrit au § 4 des produits éventuels départementaux.

Art. 24. — **Dépenses imprévues.** (1er B.)

Un crédit de 10.000 fr. a été inscrit au sous-chapitre XIII du budget de l'exercice courant, sous la dénomination de réserve pour dépenses imprévues.

Ce crédit étant tout à fait suffisant pour parer aux besoins imprévus, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien inscrire pour cet objet au budget de 1883, un crédit de pareile somme.

Art. 25. — **Canal du Grand-Bruille. — Redevance réclamée par la ville de Valenciennes.** (1er B.)

Dans sa séance du 18 avril dernier, le Conseil général a accepté la transaction proposée par la ville de Valenciennes, de réduire de moitié, soit à 284 fr. 25, la somme de 568 fr. 50, montant des annuités échues pour l'occupation de la surface du canal du Grand-Bruille qui longeait la Sous-Préfecture de Valenciennes et de maintenir la redevance annuelle à 94 fr. 76.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien m'allouer :

1° Au budget rectificatif de 1882, une somme de 379 fr., savoir :

1/2 des annuités échues.....	284 25
Redevance de 1882.....	94 75
Ensemble.....	379 »

2° Au budget départemental de 1883, une somme de 94 fr. 75, montant de la redevance applicable à l'exercice prochain.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires.

Néant.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Prefet.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFÉRENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XV.					
Instruction publique.					
§ 1. Ministère de l'Intérieur.					
Art. 1er Frais de bureau de l'Inspecteur de l'académie....	1,200 »	»	1,200 »	»	Porté au sous-chapitre 17.
Art. 2. Entretien de bourses dans les lycées et dans les collèges.....	»	»	»	»	
Art. 3. Indemnité au secrétaire de l'académie de Douai...	»	»	»	»	
Total à imputer sur les ordonnances du Ministre de l'Intérieur.....	1,200 »	»	1,200 »	»	
§ 2. Ministère de l'Instruction publique.					
Dépenses de l'Instruction primaire imputables sur le produit des 4 centimes spéciaux. (Lois du 15 mars 1850, du 10 avril 1867 et du 19 juillet 1875 et 16 juin 1881.....	542,598 68	547,363 56	»	4,764 88	
Dépenses sur d'autres ressources éventuelles de l'Instruction publique.....	»	»	»	»	
Total à couvrir par les ordonnances du Ministre de l'Instruction publique.....	542,598 68	547,363 56	»	4,764 88	
Report des dépenses du paragraphe 1er.....	1,200 »	»	1,200 »	»	
Total du sous-chapitre XV.....	543,798 68	547,363 56	1,200 »	4,764 88	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — Propositions du Préfet.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En moins.	DIFFERENCE entre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883. En plus.	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE XVI. *Cadastre.*					
§ 1er. — Ministère de l'Intérieur.					
rt. 1er. Dépenses à imputer sur les ressources ordinaires du budget	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
§ 2. — Ministère des Finances.					
Dépenses à imputer sur le produit de l'imposition autorisée par la loi du 2 août 1829.....	» »	» »	» »	» »	
Crédit à ordonnancer par le Ministre des Finances.	» »	» »	» »	» »	
Report du § 1er.....	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
Total du sous-chapitre XVI.....	55,000 »	55,000 »	» »	.....	

Art. 1er — **Cadastre** (1er B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général la situation des travaux du cadastre dans le département que m'a adressée M. le Directeur des Contributions directes.

Ces opérations sont actuellement en cours d'exécution dans les cantons de Trélon et de Cysoing et dans les villes de Lille et de Roubaix. Voici quel est leur degré d'avancement.

Canton de Trélon. — L'arpentage est terminé ou sur le point de l'être pour les communes de ce canton.

M. le Directeur pense être en mesure de faire faire l'expertise très prochainement dans la commune de Fourmies, la plus importante du canton, et dans celles de Trélon et de Rainsart, dont les contrôleurs absorbés par des travaux extraordinaires, n'ont pu s'occuper au printemps. Cette opération pourra être effectuée également, au commencement de l'année prochaine pour plusieurs communes du canton.

Canton de Cysoing.— La triangulation de ce canton a été commencée le 20 juin dernier et sera poussée très activement de manière que l'arpentage puisse y être entrepris en 1883.

Ville de Lille. — Le plan parcellaire est actuellement dressé pour toute la ville qui comprend environ 30,000 parcelles.

L'expertise est terminée quant aux travaux préparatoires réservés aux contrôleurs et les résultats en sont arrêtés déjà par les classificateurs pour toutes les propriétés non bâties et dans 5 sections sur 11 pour les propriétés bâties.

M. le Directeur pense que cette grande œuvre pourra être menée à fin, grâce au concours qu'y prêtent avec tant de dévouement les classificateurs, assez à temps pour que le nouveau rôle cadastral puisse être émis en 1883.

Ville de Roubaix. — La triangulation du territoire de Roubaix a été entièrement effectuée depuis la fin de l'année dernière et le levé du plan est commencé dans 5 sections sur onze.

M. le Directeur pense que cette partie du travail pourra être terminée en 1883, en même temps que celle du canton de Trélon. Les géomètres seront dirigés ensuite dans le canton de Cysoing où ils trouveront à s'occuper d'une manière assez complète pour qu'il ne soit pas nécessaire de soumettre quant à présent au Conseil général la question de savoir où les opérations devront être ultérieurement portées.

D'après le budget approuvé pour l'année 1882, les dépenses engagées doivent s'élever à 224,115,32
et elles sont couvertes jusqu'à concurrence de 162,634,85
par les subventions déjà votées.

Il reste donc à pourvoir, pour l'achèvement du travail, à une depense de 61,480,47

Comme cette somme ne sera pas, selon toute vraisemblance, entièrement acquise en 1882 pour 1883, M. le Directeur estime qu'en votant, comme l'année dernière, un crédit de 55,000, le Conseil général aura assuré les ressources suffisantes au service du cadastre pour l'année prochaine.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien inscrire au budget de 1883 un crédit de 55,000 fr. à titre de subvention aux communes pour le renouvellement de leur cadastre.

Commune d'Estrun. — Demande en renouvellement du cadastre. (1er B)

Par une lettre ci-jointe du 8 juillet 1882, le maire et les Conseillers municipaux d'Estrun demandent que le Conseil général veuille bien autoriser le renouvellement de son cadastre avec prélèvement des frais sur la subvention qu'il affecte annuellement à ces sortes d'opérations.

La reconfection du plan et la révision des évaluations cadastrales d'Estrun seraient sans contredit fort utiles ; mais cette commune appartient au canton de Cambrai-Est où le premier cadastre a été terminé en 1830. Or, lerenouvellement des opérations cadastrales s'effectue dans le département, suivant les prescriptions du règlement du 10 octobre 1821, par canton et dans l'ordre où le premier cadastre a été opéré, et il reste encore à exécuter dans plusieurs cantons dont les premiers rôles cadastraux ont été émis de 1821 à 1829. Le canton de Cambrai-Est ne se présente donc pas encore en ordre utile, et la commune d'Estrun ne pourrait, dès lors, obtenir la satisfaction qu'elle réclame qu'en faisant l'avance des frais de l'opération, ce à quoi elle ne paraît nullemunt disposée.

J'estime donc avec M. le Directeur des contributions directes que la demande du Conseil municipal d'Estrun, dans les conditions où elle se présente, ne peut être, malgré les considérations sérieuses par lesquelles elle se recommande, l'objet d'une décision favorable.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	BUDGET de 1883. — PROPOSITIONS du Préfet.	DIFFÉRENCE outre les allocations budgétaires de 1882 et celles proposées pour 1883 — en moins.	DIFFÉRENCE — en plus.	OBSERVATIONS.
BUDGET ORDINAIRE.					
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.					
SOUS-CHAPITRES — I. Dépenses obligatoires	251,957 75	260,615 »	» »	8,657 25	
II. Propriétés départementales immobilières	32,861 03	37,695 22	»	4,834 19	
III. Routes départementales	506,200 »	503,700 »	2,500 »	» »	
IV. Chemins vicinaux.— Chemins de fer d'intérêt local	2,125,116 96	2,097,734 74	27,382 22	» »	
V. Enfants assistés	230,000 »	230,000 »	» »	» »	
VI. Aliénés	523,000 »	552,000 »	» »	29,000 »	
VII. Assistance publique	138,555 »	158,365 »	» »	19,810 »	
VIII. Cultes	» »	» »	» »	» »	
IX. Archives	16,350 »	17,250 »	» »	900 »	
X. Encouragements aux Lettres, aux Sciences et aux Arts	66,500 »	68,000 »	» »	1,500 »	
XI. Agriculture et Industrie	75,600 »	69,600 »	6,000 »	» »	
XII. Subventions aux communes	41,500 »	41,500 »	» »	» »	
XIII. Dépenses diverses	179,754 95	195,569 70	» »	15,814 75	
XIV. Dettes départementales	» »	» »	» »	» »	
XV. Instruction publique	543,798 68	547,363 56	»	3,564 88	
XVI. Cadastre	55,000 »	55,000 »	» »	» »	
Total des dépenses ordinaires	4,786,134 37	4,834,393 22	35.882 22	84,081 07	
BALANCE.					
Total des dépenses ordinaires	4,786,194 37	4,834 393 22	»	48,198 85	
Total des recettes ordinaires	4,789,865 00	4,838,865 42	»	49,000 42	
Reliquat	3,670 63	4,472 20	»	801 57	

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

1° Recettes.

	RECETTES INSCRITES au budget de 1882.			RECETTES INSCRITES pour 1883.	
Art. 1er. Centimes extraordinaires perçus en vertu de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes).....	1,627,796	04		1,642,090	68
2 centimes extraordinaires perçus en vertu de lois spéciales. (Inst. primaire.)	271,299	34		273,781	78
Art. 2. Emprunts (Loi du 10 août 1871) ;	1,899,095	38	Total..	1,915,772	46
Emprunts à réaliser en vertu de lois spéciales (Loi du 30 juillet 1880).....	949,100	»	1,188,200		
Id. (Loi du 17 juillet 1882).....	»	»	90,000 »		
École normale d'institutrices de Douai (délibération du Conseil du 21 avril 1882).	»	»	100,000 »	1,378,200	»
Art. 3. Produits éventuels extraordinaires (Loi du 10 août 1871, art. 59).					
1° Produit des biens aliénés.					
Cession de terrains ou bâtiments.....	10,000		3,000 »		
Remboursement par les communes de la portion d'emprunt mise à leur charge pour les travaux de restauration des chemins d'intérêt commun.	31,160....		.....7,431 20	17,560,00	»
Part contributive du budget de la guerre dans le même emprunt	.....		7,128 80		
Total des recettes extraordinaires.....	2,889,355	38		3,311,532	46

Aucune ressource spéciale n'a été créée par le Conseil général pour le remboursement des annuités de l'emprunt de 15 millions contracté en 1870 pour la défense nationale ; il en est de même en ce qui touche les subventions allouées aux communes pour l'achèvement du réseau subventionné. J'estime cependant qu'il convient de réserver, sur les fonds du budget extraordinaire, les ressources nécessaires pour faire face à ces charges qui s'élèveront en 1883 à 1,255,647 fr. J'ai également imputé sur le produit des 12 centimes extraordinaires le montant de la subvention tolale de 217,000 fr. proposée en faveur des communes pour assurer l'entretien de leurs chemins vicinaux ordinaires.

Le produit de 12 centimes extraordinaires a donné sur les prévisions de 1882 une plus-value de 14,294 fr. 64.

Une loi du 17 juillet 1882, a autorisé le département, conformément au vote du Conseil général, à s'imposer extraordinairement, en 1883, deux centimes additionnels dont le produit sera consacré, tant au service de l'enseignement primaire qu'aux dépenses de l'instruction publique.

J'inscris, en conséquence. en recette la somme de 273,681;78 représentant le produit de cette imposition.

En ce qui touche les emprunts, j'inscris également en recettes, les sommes à réaliser en vertu des lois des 30 juillet 1880 et 17 juillet 1882, qui ont autorisé la restauration du nouveau réseau de 1,400 kilomètres de chemin d'intérêt commun et celle de l'ancien réseau des chemins de grande communication et d'intérêt commun. En outre, j'ai prévu en recette un emprunt de 100,000 fr. pour la construction du mobilier de l'école normale d'institutrices à Douai. (Voir mon rapport spécial).

Enfin j'ai porté en recette et en dépense la part contributive des communes et de l'Etat dans la restauration des chemins d'intérêt commun et des chemins stratégiques qui ont fait l'objet de l'emprunt de 6,287,600 fr. autorisé par la loi du 30 juillet 1880.

2° Dépenses.

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit de centimes extraordinaires.

§ 1er.

Emploi de 12 centimes votés par le Conseil général en vertu de la loi du 10 août 1871 (maximum, 12 centimes.)

CHEMINS VICINAUX. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

	Sommes allouées au budget de 1882.	Sommes prévues pour 1883.	OBSERVATIONS
Art. 1er Subvention pour les travaux des chemins ordinaires .... Réseau subventionné ..... Réseau non-subventionné	155,385. »	217,000 »	
Art. 2. Subvention aux communes pour le remboursement d'emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.	873,540 »	886,752 »	1° Chemins vicinaux ordinaires. *Loi du 11 Juillet 1868.* Réseau de 2,300 kil.. 791.092 40 *Loi du 10 Avril 1879.* Réseau de 400 kil... 47.307 20 — Ensemble ..... 838.400 »
DÉPENSES DIVERSES.			
Art. 3. Portion à la charge du département dans les frais de confection des tables décennales de l'État civil (décret du 20 juillet 1807).	»	30,000 »	2° Chemins d'intérêt commun. Réseau de 1,400 kil. .....37.456 Chemins stratégiques.....25.756 — 62.912 »
Art. 4. Subvention à la société des chemins de fer du Cambrésis. Ligne de Denain au Catelet.....	»	24,500 »	
Articles non reproduits du budget de 1882.....	73,795 36	»	Total général..... 901.312 »
			A déduire :
Total du § 1er:.....	1,102,640 36	1,158,252 »	1° Le contingent des des communes 1/5 de37,456 ci 7.431 20 2° Le contingent à la charge du budget de la guerre.... 7.128 80 — 14.560 »
			Reste..... 886.752 »

Art. 3.— **Tables décennales des registres de l'état-civil. — 1873 à 1882.**

Les tables décennales des registres de l'état-civil pour la période de 1873 à 1882, doivent, conformément au décret du 20 juillet 1807, être établies par les greffiers des Tribunaux dans les six premiers mois de l'année prochaine.

D'après les renseignements approximatifs qui m'ont été fournis par les Tribunaux, la dépense afférente à la copie des tables destinée aux archives de la Préfecture serait évaluée à 39,245 fr. 37, savoir :

Pour l'arrondissement d'Avesnes.....	4,500 fr.
Pour l'arrondissement de Cambrai.....	4,725
Pour l'arrondissement de Cambrai.....	2,500
Pour l'arrondissement de Dunkerque.....	3,617 fr. 82.
Pour l'arrondissement d'Hazebrouck.....	5,500
Pour l'arroddissement de Lille.....	14,102 fr. 55.
Pour l'arrondissement de Valenciennes.....	4,300
Total.....	39,245 fr. 37.

J'ai l'honneur de proposer, en conséquence, au Conseil général, de voter au budget départemental de 1883, un crédit provisoire de 30,000 fr. destiné au paiement de la dépense dont il s'agit.

Instruction publique.

§ 2.

EMPLOI DE L'IMPOSITION EXTRAORDINAIRE DE 2 CENTIMES, AUTORISÉE PAR LA LOI SPÉCIALE DU 17 JUILLET 1882.

Dépenses facultatives auxquelles il serait pourvu avec le produit des deux centimes extraordinaires.

Produit des deux centimes : **273,681** fr. **78** c.

	Sommes allouées au budget de 1882	Sommes prévues pour 1883.
Art. 1er Annuité de l'amortissement des emprunts contractés à la caisse des Lycées, Collèges et Écoles pour la construction de l'École normale de filles de Douai et de l'École normale de Lille	»	28,000 »
Art. 2. Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école, de salles d'asile et de mobiliers scolaires.....	80,000 »	68,141 78
Art. 3. Bourses dans les Lycées et Collèges du département....	40,000 »	40,000 »
Art. 4. Bourse à l'école de Cluny.....	800 »	800 »
Art. 5. Traitements et indemnités des employés de la division de l'Instruction publique	21,200 »	22,700 »
Art. 6. Supplément de traitement au Directeur de l'Enseignement primaire et aux Inspecteurs primaires.	15,900 »	18,900 »
Frais de bureaux à 10 Inspecteurs primaires (300 fr. chacun).....	3,000 »	» »
Art. 7. Frais de tournées (1,200 fr.) et de bureau (1,200 fr.) à M. le Directeur de l'enseignement primaire	1,200 »	2,400 »
Art. 8. Supplément de traitement au Directeur et aux autres fonctionnaires de l'École normale de Douai.....	5,800 »	5,800 »
Art. 9. École Normale de Douai. Abonnement aux journaux scolaires et dépenses imprévues.....	500 »	500 »
Art. 10. Indemnité au Secrétaire de l'Académie	500 »	500 »
Art. 11. Traitement de l'Inspectrice départementale des Salles d'asile (1,500 fr.) et frais de tournées (1,000 fr.).....	2,500 »	2,500 »
Art. 12. Bulletin de l'Instruction primaire	2,000 »	2,400 »
Art. 13. Bourses au Cours normal d'institutrices (Douai), (30 à 450 fr.).....	13,500 »	10,125 »
Art. 14. Bourses d'élèves institutrices à l'École primaire supérieure de Lille (15 à 500 fr.).....	5,000 »	5,625 »
Art. 15. Subvention à la Directrice du Cours normal d'asile.....	800 »	800 »
Art. 16. 8 Bourses d'élèves maîtresses de salles d'asile au Cours normal (16 à 250 fr.).....	2,000 »	4,000 »
A Reporter.....	194,700 »	213,191 78

	Sommes allouées au budget de 1882	Sommes prévues pour 1883.
Report.....	194,700 »	213,191 78
Art. 17. Certificats d'études, frais d'examen	3,000 »	6,500 »
Art. 18. Subvention pour achats de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes.....	3,000 »	3,000 »
Art. 19. Suppléants instituteurs et institutrices. — Traitements et frais de déplacements.....	4,700 »	6,400 »
Art. 20. Fournitures et impressions diverses pour le service de l'Instruction	2,000 »	2,000 »
Art. 21. Secours à d'anciens instituteurs ou parents d'anciens instituteurs dans le besoin.....	10,000 »	10,000 »
Art. 22. Indemnités aux instituteurs et institutrices admis à la retraite.....		7,000 »
Art. 23. Indemnité aux élèves sortant de l'Ecole normale d'instituteurs		6,000 »
Art. 24. Indemnité aux élèves sortant du Cours normal de Douai ou de Lille		5,000 »
Art. 25. Fourniture d'une collection de livres aux mêmes élèves maîtresses	51,399 34	1,190 »
Art. 26. Indemnités de déplacement et secours aux instituteurs, institutrices et directrices d'asile en activité qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.....		6,000 »
Art. 27. Encouragements aux instituteurs, institutrices et directrices d'asile qui se sont le plus distingués.....		4,500 »
Art. 28. Subventions aux communes qui ne possèdent pas encore de bibliothèques scolaires, pour leur permettre d'en fonder	2,000 »	2,000 »
Art. 29. Abonnements à diverses publications.:.....	»	400 »
Art. 30. Dépenses imprévues.....	500 »	500 »
Article non reproduit.....	3,000 »	»
TOTAL du § 2.....	271,299 34	273,681 78

§ 3.

Service des emprunts départementaux.

Art. 1er. Décret du 12 octobre 1870 et délibération du 5 février 1881).	Lots ..... 39,750 »		
	Remboursement (3e annuité) 327,200 »	368,895 »	368,895 »
	Timbre, enregistrement, etc. 1,945 »		
Article non reproduit.....		4,000 »	»
TOTAL DU § 3.....		372,895 »	368,895 »

RÉCAPITULATION.

§ 1er. Loi du 10 août 1871.....	1,102,640 36	1,158,252 »
§ 2. Loi du 17 Juillet 1882 (Instruction publique).....	271,299 34	273,681 78
§ 3. Service des emprunts.	372,895 »	368,895 »
TOTAL du sous-chapitre XVII.....	1,746.834 70	1,800,828 78

SOUS-CHAPITRE XVIII.

Depenses imputables sur fonds d'emprunt.

§ 1er. — Loi du 30 juillet 1880.

Emprunt départemental de 6,287,600 fr. contracté pour la construction et la transformation de chemins d'intérêt commun.

SITUATION DE CET EMPRUNT.

Le montant de l'emprunt autorisé est de	6,287,600 »	
1° Il a été ordonnancé sur les exercices antérieurs à 1882 .. 1222,800		
2° Il a été porté en crédit au budget départ. de 1883 450,000	1,572,800 »	
Le départ. peut donc disposer de	4,714,800 »	

			SOMMES allouées au budget de 1882.		SOMMES prévues pour 1883.		
Art 1er	Chem. d'int. com.	N° 10 bis const. ou transfon.	»	»	10.000	»	*Situation de l'amortissement.*
2	—	N° 31 bis —	»	»	5.500	»	Il aura éte remboursé au 31 décembre 1882..... 61.812 »
3	—	N° 87 bis —	»	»	2.000	»	Il sera remboursé en 1883..... 62.912 »
4	—	N° 115 bis —	»	»	3.500	»	Total.... 124.724 »
5	—	N° 140 —	»	»	1.200	»	
6	—	N° 162 —	»	»	5.500	»	
7	—	N° 166 —	»	»	5.000	»	
8	—	N° 171 —	»	»	2.500	»	
9	—	N° 173 —	»	»	6.500	»	
10	—	N° 174 —	»	»	5.000	»	
11	—	N° 186 —	»	»	9.000	»	
12	—	N° 187 —	»	»	11.100	»	
13	—	N° 188 —	»	»	9.000	»	
14	—	N° 196 —	»	»	10.000	»	
15	—	N° 197 —	»	»	6.000	»	
16	—	N° 214 —	»	»	3.800	»	
17	—	N° 216 —	»	»	3.000	»	
18	—	N° 225 —	»	»	3.900	»	
19	—	N° 226 —	»	»	8.500	»	
20	—	N° 227 —	»	»	2.500	»	
21	—	N° 188 constr. d'un pont.	»	»	9.800	»	
22	—	N° 225 Id.	»	»	15.000	»	
23	—	N° 229 Id.	»	»	11.700	»	
		A reporter	»	»	150.000	»	

	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883.	
Report.....	» »	150.000 »	
CHEMINS STRATÉGIQUES.			
Art. 24.—Chem. d'int. com. N°63 bis et stratégique N° 2, const.	» »	70.200 »	
25 — N° 142 — N° 7	» »	45.600 »	
26 — N° 143 — N° 3	» »	140.400 »	
27 — N° 190 — N° 12	» »	332.500 »	
28 — N° 193 — N° 18	» »	177.000 »	
29 — N° 230 — N° 13	» »	56.000 »	
30 — N° 231 — N° 14	» »	191.500 »	
31 — N° 232 — N° 15	» »	25.000 »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	649,100 »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
— —	» »	» »	
Total du § 1er.....	649.100 »	1.188 200 »	

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES proposées pour 1883.
§ 2.		
(Loi du 17 juillet 1882).		
Emprunt départemental de 1,200,000 fr., contracté pour la restauration des chemins de grande communication et de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun.		
SITUATION DE CET EMPRUNT.		
Le montant de l'emprunt demandé est de.....	1,200,000 »	
1° Il a été ordonnancé sur les exercices antérieurs à 1882 ..... »	90,000 »	
2° Il a été porté en crédit au budget départemental de 1883 ..... »		
Le Département peut donc encore disposer de.....	1,110,000 »	
On propose d'affecter aux besoins de l'exercice une somme de	90,000 »	
Emploi détaillé de la portion d'emprunt pour 1883.		
Art. 1 Chemin de gr. comm N° 45. Reconstr. du Pont d'Haspres, sur la Selle.	»	15,000 »
2. — 44. Remaniement du pavage sur Armentières et Houplines.....	»	10,000 »
		25,000 »
CHEMINS D'INTÉRÊT COMMUN.		
Art. 3. Chemin d'intérêt commun. N° 13. Travaux d'achèvement.....	»	4,050 »
4. — 15. Id.	»	3,240 »
5. — 22. Id.	»	10,530 »
6. — 24. Id.	»	4,250 »
7. — 68. Id.	»	5,670 »
8. — 72. Id.	»	9,720 »
9. — 73. Id.	»	6,480 »
10. — 78. Id.	»	4,860 »
11. — 80. Id.	»	4,050 »
12. — 95. Id.	»	6,480 »
13. — 102. Id.	»	3,240 »
14. — 109. Id.	»	2,430 »
Total du § 2	»	90,000 »

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.			SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES proposées pour 1883.
§ 3. — Délibérations du 21 avril 1882.				
Emprunt départemental de 100,000 francs pour la construction du mobilier de l'école normale d institutrices à Douai.				
Le montant de l'emprunt à autoriser est de		100,000 »		
1° Il a été ordonnancé sur les exercices antérieurs à 1882.....	» »			
2° Il a été porté en crédit au budget départemental de 1883.....	» »	» »		
Le département peut encore disposer de		100,000 »		
Emploi détaillé de la portion d'emprunt de 1883.				
Art. 1er. — Construction et acquisition d'un mobilier pour l'école normale primaire d'institurices à Douai.....			»	100,000 »
Total du § 3.....			»	100,000 »
RÉCAPITULATION.				
§ 1er. — Loi du 30 juillet 1880	1.188.200	»	»	1,188,200
§ 2. — Loi du 17 juillet 1882	90.000	»	649,100 »	90,000
§ 3. — Délibération du 21 avril 1882.	100.000	»	»	100,000
Articles non reproduits.....			300,000 »	»
Total du sous-chapitre XVIII.....			949,100 »	1,378,200

Art. — **Emprunt départemental de 15 millions.** — (1er B.)

Dans sa séance du 5 février 1881, le Conseil général a approuvé le projet qui lui avait été présenté pour la prorogation du traité passé en 1870 avec le Crédit du Nord.

Ce traité a été approuvé par décision ministérielle du 1er avril suivant.

D'après l'article 2 de ce traité, le département doit, pour se libérer, verser 50 annuités de 327.200 fr., dont la première est échue le 1er mai 1881 et la dernière écherra le 1er mai 1930.

En outre, d'après l'article 1er, le département conserve le service en capital et accessoires, des titres à lots se trouvant entre les mains du public, et dont le montant est déterminé après chacun des tirages qui se font, comme par le passé, par les soins du département. Le montant des lots à distribuer jusqu'en 1905 est annuellement de 75.000 fr. Le département participant aux bénéfices du tirage dans la proportion des obligations restant à la souche, soit de 47 %, la dépense à prévoir annuellement pour les lots peut être fixée en moyenne à 39.750 fr.

Dans cette situation, la somme à inscrire en dépense au budget extraordinaire de 1883, serait la suivante :

1° 3e annuité de l'emprunt	327.200 fr.
2° Montant des lots à payer au public	39.750
3° Taxe 3 % sur les lots et primes (loi du 21 juin 1875) ...	1.195
4° Frais d'impression relatifs aux tirages des obligations.	750
Total.....	368.895 fr.

J'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien voter au sous-chapitre 17, § 3 du budget de 1883, le crédit de 368.895 fr. pour assurer le service dont il s'agit.

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires.

	Sommes allouées au budget de 1882.	Sommes prévues pour 1883.
Art. 1er. Service de l'emprunt de 6,287,600 fr. autorisé par la loi du 30 juillet 1880 pour les travaux des chemins d'intérêt commun ..... (1/5 de l'amortissement à payer par les communes).	9,100 »	7,431 20
Art. 2. Service du même emprunt. — Emploi des versements à effectuer par le Ministère de la Guerre. (Chemins stratégiques).....	22,060 »	7,128 80
Total du sous-chapitre XIX.....	31,160 »	14,560 »

RECAPITULATION.

Sous-Chapitres	17. Centimes extraordinaires	1,746,834 70	1,800,828 78
	18. Emprunts départementaux	949,100 »	1,378,200 »
	19. Produits éventuels extraordinaires.....	31,160 »	14,560 »
	Total des dépenses extra ordinaires.....	2,727,094 70	3,193,588 78

BALANCE.

Total des dépenses extraordinaires	3,193,588 78
— recettes —	3,311,532 46
Excédent	117,943 68

RECAPITULATION DES DEUX BUDGETS.

DÉPENSES.

	SOMMES allouées au budget de 1882.	SOMMES prévues pour 1883.
Dépenses ordinaires	4,786,194 37	4,834,393 22
— extraordinaires	2,727,094 70	3,193,588 78
Total général des dépenses	7,513,289 07	8,027,982 »

RECETTES.

Recettes ordinaires	4,789,865 »	4,838,865 42
— extraordinaires	2,889,355 38	3,311,532 46
Total général des recettes	7,679,220 38	8,150,397 88

BALANCE GÉNÉRALE.

Total des dépenses	7,513,289 07	8,027,982 »
Total des recettes	7,679,220 38	8,150,397 88
Excédent des recettes	165,931 31	122,415 88

SITUATION GÉNÉRALE.

Les ressources libres constatées s'élevent à la somme de		122,415 88

AINSI DÉCOMPOSÉE :

1° Budget ordinaire. — Centimes ordinaires		4,472 20
2° Budget extraordinaire.		
Centimes extraordinaires	114,943 68	116,943 68
Produits éventuels extraordinaires	3,000 »	
Total		122,415 88

INSTRUCTION PUBLIQUE

BUDGET RECTIFICATIF DE 1882.

Ressources.

Il résulte du compte de gestion de 1881, que les ressources disponibles applicables aux dépenses de l'Instruction publique s'élevaient, à la clôture de l'exercice, à 211.647 55

Cette somme se compose :

1° Des restes non employés du produit des centimes spéciaux.....	16.327	09
2° De la plus-value du produit des 4 centimes.....	3.163	80
3° De divers produits éventuels.....	1.219	»
4° Des ressources votées précédemment, par le Conseil général à titre de secours aux communes pour constructions scolaires, mais non encore mandatés, ci	190.937	66

Cette dernière ressource ayant une affectation déterminée, je propose au Conseil général de l'inscrire en report au budget rectificatif du département, pour être employée à mesure de l'exécution des travaux.

Les trois autres sommes formant un total de 20,709 fr. 89, pourraient être appliquées aux dépenses ci-après, non prévues au budget de l'exercice courant, et qui me paraissent présenter un caractère de réelle utilité.

Dépenses.

Sous-Chapitre III.

ART. 17. — *Bourses à l'Ecole primaire supérieure de Lille (4e trimestre 1882)*..... 625 fr.

Pour faciliter le recrutement des institutrices, en attendant l'ouverture de l'École normale actuellement en construction à Douai, le Conseil général a créé cinq bourses d'élèves-maîtresses à l'École primaire supérieure de Lille en 1880 et cinq en 1881. La durée normale des études étant de trois ans, il voudra probablement, par un dernier sacrifice, compléter ses votes antérieurs en créant cinq nouvelles bourses pour l'année scolaire 1882-1883, afin de permettre le fonctionnement complet de l'école normale dès l'an pro-

chain. Cette mesure nécessiterait l'inscription au budget départemental d'une somme de 2,500 fr. pour l'année entière. Comme en 1880 et 1881, ces 2,500 fr. se répartiraient sur le budget rectificatif de 1882, pour 625 fr,, applicables au quatrième trimestre de l'année courante, et sur le budget ordinaire de 1883. pour 1,875 fr. applicables aux trois premiers trimestres de ladite année.

ART. 17. — *Mobilier à l'usage personnel des cinq nouvelles élèves-institutrices placées à l'Ecole supérieure de Lille*..... 835 fr.

Si le Conseil général adoptait la proposition qui fait l'objet de l'article précédent, il jugerait sans doute à propos de mettre à la disposition des cinq nouvelles boursières, un petit mobilier semblable à celui qui existe à l'usage des dix autres, et consistant principalement en un lit avec ses accessoires, un lavabo, une chaise, etc. La dépense serait de 835 fr., à raison de 167 fr. pour le mobilier d'une élève.

Ce matériel ne servira aux élèves-institutrices de Lille que jusqu'aux vacances de septembre 1883, puisqu'à cette époque, elles passeront à titre d'élèves-maîtresses, entretenues en réalité par l'État, dans la nouvelle École normale de Douai, qui sera complètement meublée. Mais le département pourra utiliser ce mobilier au profit des boursières du cours normal d'asiliennes de Lille, qui en sont dépourvues.

ART. 16 et 17. — *Fourniture d'une collection de livres aux élèves-maîtresses sortant du cours normal de Douai (12 à 70 fr.)*..... 840 fr.

En vertu d'une décision ministérielle en date du 3 avril dernier, désormais tout élève-maître ou élève-maîtresse recevra, à sa sortie de l'école normale, une collection de livres, d'une valeur de 70 francs, destinée à former le noyau de sa bibliothèque personnelle. Il paraîtra sans doute naturel au Conseil général de faire bénéficier du même avantage les élèves-maîtresses du cours normal, et d'inscrire au budget départemental le crédit nécessaire à cet effet. Ce cours devant cesser d'exister à la fin de la prochaine année scolaire, le département n'aurait à supporter la dépense en question qu'en 1882 et en 1883.

ART. 22 et 23. — *Traitement des instituteurs suppléants et des institutrices suppléantes*..... 1,700 fr.

L'an dernier, pour répondre aux vues de la circulaire ministérielle du 12 mai 1881, le Conseil général a inscrit aux articles 22 et 23 du Sous-Chapitre 3 du budget, les crédits de 3,000 fr. et de 1,700 fr., — ensemble 4,700 fr. — formant la moitié de la somme nécessaire pour rémunérer trois instituteurs suppléants et deux institutrices suppléantes. l'autre moitié ayant été demandée à l'État. Depuis cette époque a paru la circulaire du 9 novembre 1881 qui a modifié ces dispositions, en ce sens qu'elle a décidé que le montant des traitements des suppléants et des suppléantes serait prélevé sur le produit des quatre centimes, c'est-à-dire en réalité supporté par l'État. Mais en même temps cette circulaire a fixé à 1,200 fr. le traitement des suppléants, à 1,000 fr. celui des suppléantes, à trois au plus par département le nombre des suppléants, et à deux celui des suppléantes.

Ces chiffres maxima, suffisants peut-être pour la plupart des départements, sont tout à fait insuffisants pour celui du Nord. M. le Ministre a reconnu notamment que le concours d'un 4e suppléant y était nécessaire ; mais il n'a pas pu mettre son traitement à la charge de l'État. Pour assurer le service, mon prédécesseur a donc dû nommer ce nouveau maître, qui est en fonction depuis le 1er janvier. Je propose au Conseil général de porter le montant de son traitement au budget rectificatif.

Je lui propose aussi de maintenir à 1,500 francs, taux fixé par lui l'an dernier, le traitement des instituteurs, et de porter également de 1,200 fr. à 1,500 fr. celui des institutrices, en raison de la difficulté de trouver des maîtresses capables, qui consentent à accepter les fonctions, assez désagréables pour des jeunes personnes, d'institutrices ambulantes.

Sur les 1,500 francs attribués aux instituteurs, 1,200 francs seraient supportés par l'État, et 300 francs par le département ; de même sur les 1,500 francs attribués aux institutrices, 1,000 francs incomberaient à l'État et 500 francs au département.

Quant aux indemnités de déplacement, fixées l'an dernier à 500 francs pour chacun, elles sont à la charge du département, selon la circulaire ministérielle du 12 mai 1881. Le crédit à inscrire au budget rectificatif devrait alors s'établir comme il suit :

Supplément de traitement à trois instituteurs suppléants (300 fr. chacun)...	900 fr.
Traitement complet d'un 4e suppléant	1 500
Supplément de traitement à deux institutrices suppléantes (500 fr. chacune).	1.000
Indemnité de déplacement de ces six instituteurs et institutrices (500 francs chacun).....	3.000
Total.....	6.400
A déduire le montant des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire de 1882.....	4.700
Reste à porter au budget rectificatif du même exercice.....	1.700 fr.

ART. 29. — *Subventions aux communes pour acquisition de cartes murales,* 1,500 fr.

Chaque année le Conseil général affecte un crédit à l'acquisition de cartes murales du département du Nord, les concessions que le Ministère accorde si largement aux écoles ne comprenant pas de cartes du département ; je propose pour cet objet suivant l'usage le vote d'un crédit de 1,500 fr.

ART. 1er. — *Subventions aux communes pour acquisitions, constructions et appropriations de maisons d'école et de mobiliers scolaires.* 15.209 fr. 89

Les crédits ci-dessus s'élèvent ensemble à 5,500 francs. Prélevés sur la somme de 20,709 fr. 89 sans emploi, ils laissent disponible un reliquat de 15,209 fr. 89.

Cette somme pourrait être ajoutée aux 190,937 fr. 66 formant, à la clôture du dernier exercice, la dotation de la Caisse départementale des secours pour constructions scolaires et en élever ainsi l'actif à..... 206.147 fr. 55

La situation de cette caisse s'établirait alors comme il suit :

1° Actif.

Reliquat, à la fin de l'exercice 1881, des crédits votés précédemment par le Conseil général.....	190.937	66
Montant des crédits du budget de 1881 restés sans emploi à la même époque, et que je propose au Conseil général d'ajouter à cette somme au budget rectificatif de 1882.....	15.209	89
Crédit inscrit au budget ordinaire de 1882.....	80.000	»
Total.....	286.147 fr.	55

2° Passif.

Total des secours promis jusqu'au 1er janvier dernier et non encore mandatés	264.480 fr.	»
Secours accordés depuis le 1er janvier par le Conseil général ou par la Commission de permanence	73.165	»
Total.....	337.645	»

Balance :

Passif.....	337.645	»
Actif.....	286.147	55
Déficit au 1er Août.....	51.497	45

Ce déficit s'augmentera encore du montant des subventions que le Conseil général accordera pendant sa session d'Août. Mais il n'y a pas lieu de s'en préoccuper outre mesure, parce que, d'une part, une grande partie des secours promis ne devront être payés que dans un ou deux ans, après l'exécution des travaux, et que, d'autre part, il est probable que plusieurs ne seront pas délivrés, les projets à la réalisation desquels ils devaient contribuer, étant ou pouvant être abandonnés par les communes.

En résumé, le budget rectificatif me semble pouvoir être établi de la manière suivante.

Budget rectificatif.

Ressources.

Reliquat de l'exercice 1881	211.647 fr. 55

Savoir :

1° Montant des crédits annulés faute d'emploi	16.327 fr. 09
2° Plus-value des quatre centimes spéciaux	3.163 fr. 80
3° Produits éventuels divers	1.219 fr.
Ensemble	20.709 fr. 89
4° Restes non employés des ressources applicables aux dépenses de constructions scolaires	190.937 fr. 66
Total égal	211.647 fr. 55

Dépenses.

Sous-Chapitre III.

Art. 1er. — Subventions aux communes pour acquisitions, constructions et appropriations de maisons d'école et de mobiliers scolaires : 15,209 fr. 89 à ajouter au report de l'exercice précédent 190,937 fr. 66, soit	206.147 fr. 55.
Art. 17. — Bourses à l'École primaire supérieure de Lille (4e trimestre 1882) création de cinq bourses	625
Art. 17. — Mobilier personnel à l'usage de cinq nouvelles élèves-institutrices de l'École primaire supérieure de filles à Lille	835
Art. 16 et 17. — Fourniture de livres aux élèves-maîtresses sortant du cours normal	840
Art. 22 et 23. — Traitement supplémentaire de quatre instituteurs suppléants et de deux institutrices suppléantes	1.700
Art. 29. — Subventions aux communes pour acquisition de cartes géographiques du Nord	1.500
Total	211.647 fr. 55.

BUDGET des RECETTES et des DÉPENSES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A LA CHARGE DU DÉPARTEMENT

Titre 1er. — RESSOURCES.

DÉSIGNATION DES RESSOURCES.	PROPOSITIONS du Préfet.		VOTE du Conseil général		ALLOCATIONS du Ministre.		OBSERVATIONS.
	Nombre de centimes.	MONTANT.	Nombre de centimes.	MONTANT.	Nombre de centimes.	MONTANT.	
1° *Ressources applicables aux dépenses du service académique et d'instruction primaire supérieure et secondaire.*							
Prélèvement sur le produit des centimes ordinaires autres que les quatre centimes spéciaux pour les dépenses générales d'instruction primaire.....	»	» »	»	» »	»	» »	
2° *Ressources applicables aux dépenses d'instruction primaire.*							
ART. 1. Allocations sur les revenus ordinaires du département.....	»	» »	»	» »	»	» »	
2. Produit des quatre centimes votées en exécution des lois du 15 mars 1850 et du 10 avril 1867 et du 19 juillet 1875.....	4	547,363 56	4	547,363 56	4	547,363 56	
3. Prélèvement, à titre de subvention, sur les autres centimes ordinaires.....	»	» »	»	» »	»	» »	
4. Plus-value sur les trois centimes spéciaux.	»	» »	»	» »	»	» »	
5. Produits éventuels d'instruction primaire réalisés.....	»	» »	»	» »	»	» »	
Produits de 2 centimes extraordinaires.....	2	273,681 78	2	273,681 78	2	273,681 78	
TOTAL.....	6	821,045 34	6	821,045 34	6	821,045 34	
RÉCAPITULATION DES RESSOURCES.							
1°.....	»	» »	»	» »	»	» »	
2°.....	»	821,045 34	»	821,045 34	»	821,045 34	
TOTAL.....	6	821,045 34	»	821,045 34	»	821,045 34	

Titre II. — DÉPENSES D'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DÉSIGNATIONS DES DÉPENSES.	SOMMES PROPOSÉES par le Préfet.	SOMMES VOTÉES par le Conseil général.	SOMMES ALLOUÉES par le Ministre	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE I. *Dépenses auxquelles il est pourvu avec le produit de centimes ordinaires autres que les quatre centimes spéciaux.*				
Néant.	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
	» »	» »	» »	
TOTAL.....	» »	» »	» »	

DÉPENSES D'INSTRUCTION PRIMAIRE.

SOUS-CHAPITRE II. *Dépenses obligatoires auxquelles il est pourvu avec les quatre centimes spéciaux.*				
ART. 1er Dépenses ordinaires de l'école normale d'instituteurs.	131,185 »			NOTA.— Le produit des quatre centimes spéciaux ne peut être affecté aux *dépenses facultatives* inscrites au sous-chapitre III qu'autant qu'il a été *intégralement* pourvu aux *dépenses obligatoires* prévues au sous-chapitre II.
ART. 2. Dépenses des délégations et du Conseil départ.....	1,500 »			
ART. 3. Dépenses des commissions d'instruction primaire, impressions et fournitures diverses relatives à l'instruction primaire	5,000 »			
ART. 4. Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales, (traitements, frais de location et d'imprimés.).....	409,678 56			
TOTAL.....	547,363 56			

Dépenses d'Instruction primaire (suite).

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES PROPOSÉES par le Préfet.	SOMMES VOTÉES par le Conseil général.	SOMMES ALLOUÉES par le Ministre	OBSERVATIONS.
SOUS-CHAPITRE III. *Dépenses facultatives auxquelles il est pourvu avec le produit des deux centimes extraordinaires.*				
ART. 1er Annuité de l'amortissement des emprunts contractés à la caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction de l'école normale de filles de Douai et de l'école normale de Lille	28,000 »			Douai ..... 20.000 Lille 8.000
ART. 2. Subventions aux communes pour acquisition, constructions ou réparations de maisons d'école et de mobiliers scolaires	68,141 78			
ART. 3. Bourses accordées, à titre de dégrèvement, aux élèves entretenus par le département dans les lycées et collèges	40,000 »			
ART. 4. Bourses à l'école de Cluny	800 »			
ART. 5. Traitements et indemnités des employés de la direction de l'instruction publique	22,700 »			
ART. 6. Supplément de traitement au directeur de l'enseignement et aux inspecteurs primaires	18,900 »			Directeur ..... 3.000 3 inspecteurs de Lille, chacun ..... 1.800 7 autres inspecteurs, chacun 1.500
ART. 7. Frais de tournées (1,200 fr.) et de bureau (1,200 fr.) au directeur de l'enseignement primaire	2,400 »			
ART. 8. Supplément de traitement au directeur et aux autres fonctionnaires de l'école normale de Douai	5,800 »			Directeur ..... 1.800 Aumônier ..... 500 Économe ..... 800 Directeur de l'école annexe ..... 900 Six autres maîtres adjoints 300
ART. 9. École normale de Douai : abonnement aux journaux scolaires et publications diverses; dépenses imprévues	500 »			
ART. 10. Indemnité au secrétaire de l'académie	500 »			
ART. 11. Traitement de l'inspectrice départementale des salles d'asile	2,500 »			
ART. 12. Bulletin de l'instruction primaire	2,400 »			
ART. 13. Bourses au cours normal des institutrices de Douai : 30 à 450	10,125 »			Pour les trois premiers trimestres de l'année.
ART. 14. Bourses d'élèves-institutrices à l'école primaire supérieure de Lille : 15 à 500	5,625 »			Id.
A REPORTER	208,391 78			

Dépenses d'Instruction primaire (suite).

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	SOMMES PROPOSÉES par le Préfet.	SOMMES VOTÉES par le Conseil général.	SOMMES ALLOUÉES par le Ministre	OBSERVATIONS.
REPORT.....	208,391 78	» »	» »	
ART. 15. Subvention à la directrice du cours normal d'asile.	800 »			
ART. 16. Bourses d'élèves-maîtresses de salle d'asile au cours normal : 16 à 250 fr.	4,000 »			
ATT. 17. Certificat d'études. — Frais d'examen	6,500 »			Imprimés..... 1.000 Prix..... 2.000 Institut. examin..... 3.500
ART. 18. Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres....	3,000 »			
ART. 19. Suppléants instituteurs et institutrices : traitement et frais de déplacement.....	6,400 »			Traitement à un suppléant..... 1.500 Supplément à chacun des 3 autres..... 300 Supplement à chacune des 2 institutrices.. 500 Indemnité de déplacement à chacun d'eux 500
ART. 20 Fournitures et impressions diverses pour le service de l'instruction.....	2,000 »			
ART. 21. Secours à d'anciens instituteurs ou parents d'anciens instituteurs dans le besoin.....	10,000 »			
ART. 22. Indemnité aux instituteurs et institutrices admis à la retraite	7,000 »			200 fr. à chacun.
ART. 23. Indemnité aux élèves sortant de l'école normale d'instituteurs.....	6,000 »			100 fr. a chacun.
ART. 24. Indemnité aux élèves sortant des cours normaux de Douai ou de Lille	5,000 »			Brevet élémentaire..... 200 Brevet supérieur..... 300
ART. 25. Fourniture d'une collection de livres aux mêmes élèves-maîtresses.....	1,190 »			17 à 70 francs.
ART. 26. Indemnité de placement et secours aux intituteurs, institutrices, et directrices d'asile en activité qui, par suite de circonstances exceptionnelles se trouvent dans le besoin	6,000 »			
ART. 27. Encouragement aux instituteurs, institutrices et directrices de salles d'asile qui se sont le plus distingués	4,500 »			
ART. 28. Subvention aux communes qui ne possèdent pas encore de bibliothèque scolaire. pour leur permettre d'en fonder.....	2,000 »			Bulletin de la Société de topographie de la France, pour l'ecole normale, et les bibliothèques pédagogiques; journaux et publications scolaires, journal officiel pour la direction départementale.
ART. 29. Abonnements à diverses publications.....	400 »			
ART. 30. Dépenses imprévues	500 »			
TOTAL.....	273,681 78	» »	» »	

BUDGET DE 1883.

Dépenses obligatoires couvertes par le produit de quatre centimes spéciaux.

Aux termes de l'art. 4 de la loi du 16 juin 1881, les quatre centimes spéciaux établis par les art. 40 de la loi de 1850, 14 de la loi du 15 mars 1850, 14 de la loi du 10 avril 1867 et 7 de la loi du 19 juillet 1875, au principal des quatre contributions directes, pour le service de l'instruction primaire sont obligatoires pour les départements. J'ai inscrit cette ressource au budget ordinaire de l'Instruction publique ; selon mes prévisions, elle peut être évaluée, pour 1883, à 547,363 fr. 56, le centime départemental paraissant devoir produire 136,840 fr. 89.

Cette somme sera inscrite en dépenses audit budget et formera le contingent du département dans les dépenses obligatoires de l'instruction primaire.

Dépenses facultatives auxquelles peut être affecté le produit des deux centïmes extraordinaires votés par le Conseil général.

Produit de ces deux centimes : 273.651 fr. 78.

ARTICLE 1er. — *Amortissement d'emprunts à la caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction de l'école normale de filles de Douai, (20,000 fr.) et d'une seconde école normale de garçons à Lille, (8,000 fr.). annuités trentenaires. — 28,000 fr.*

Pour couvrir les dépenses de construction et d'ameublement de l'école normale d'institutrices de Douai, le Conseil général a contracté à la caisse des écoles un premier emprunt de 400,000 fr., puis un second de 70,000 fr. ; il jugera sans doute nécessaire d'en voter un troisième de 30,000 fr. pour compléter les ressources applicables à l'acquisition du matériel de l'établissement en question, le Conseil municipal de Douai ayant refusé de prendre cette somme à la charge de la ville. Le montant de ces trois emprunts s'élèverait ainsi à 500,000 fr. et l'annuité trentenaire destinée à leur amortissement, calculée à raison de 4 %, serait de 20,000 fr. — A cette somme il y a lieu d'ajouter l'annuité nécessaire à l'amortissement d'un nouvel emprunt relatif à la construction d'une seconde école normale de garçons, au sujet de laquelle je suis en négociation avec la ville de Lille pour la concession d'un terrain. Je crois pouvoir être en mesure de présenter au Conseil général, pendant la session qui va s'ouvrir, les plans du futur établissement ; En attendant, j'ai évalué à 200,000 fr., sous toutes réserves, la part contributive du département dans cette dépense, le reste étant demandé à l'État, et dans cette éventualité j'ai inscrit au budget de l'instruction publique un crédit de 8,000 fr. pour le paiement de l'annuité afférente au nouvel emprunt.

ART. 2. — *Subventions aux communes pour acquisitions, constructions ou réparations de maisons d'école, de salles d'asile et de mobiliers scolaires.* — 68,141 fr. 78.

Cette somme, augmentée des reports des exercices précédents, permettra au Conseil

général de venir en aide aux communes comme par le passé, et à l'administration de donner satisfaction aux demandes d'ordonnancement qui se produiront en 1883.

ART. 3. — *Bourses accordées à titre de dégrèvement aux élèves entretenus par le département dans les lycées et collèges.* — 40,000 fr. comme l'an dernier.

ART. 4. — *Bourses à l'école de Cluny.* — 800 fr comme l'an dernier.

ART. 5. — *Traitements et indemnités des employés de la division de l'instruction publique,* 22,700 fr. — Pour l'année courante, le crédit applicable à cette dépense est de 21,200 fr. Le surcroît de travail imposé aux bureaux par le mandatement mensuel des traitements de toutes les directrices et sous-directrices des écoles maternelles du département élevées maintenant au rang d'écoles publiques, — par l'attribution à cette division du service administratif de l'enseignement des Beaux-Arts, — par l'augmentation continuelle des emplois scolaires, — a mis mon prédécesseur dans l'obligation d'y attacher un nouvel employé au traitement de 1,500 fr. Il y aurait lieu d'ajouter cette somme au crédit ci-dessus, qui s'élèverait ainsi à la somme de 22,700 fr.

Art. 6. — *Supplément de traitement au Directeur de l'enseignement primaire* (3,000 fr.) *et aux Inspecteurs primaires* (3 à 1,800 et 7 à 1,500 fr.) Total 18,900 fr.

Sur la demande des Inspecteurs primaires, je propose au Conseil général d'ajouter à leur traitement départemental, l'indemnité de 300 fr. qu'ils reçoivent à titre de frais de bureau. Cette mesure aura pour effet d'augmenter leur pension de retraite et de simplifier les écritures de comptabilité.

Le crédit inscrit à l'article 6 du budget de l'an dernier, serait ainsi supprimé.

L'allocation de M. le Directeur de l'école normale, qui figurait à l'article 5, est reportée à l'art. 8 avec celles des fonctionnaires de cet établissement.

ART. — *Frais de tournées* (1,200 fr.) *et de bureau* (1,200 fr.) *à M. le Directeur de l'enseignement primaire.* 2,400 fr. — Par suite du vote de l'imposition de deux centimes extraordinaires applicable aux dépenses de l'instruction publique, il m'a paru naturel de décharger le budget ordinaire du crédit de 1,200 fr. qui y figurerait seul au sous-chapitre 1er, et de la réunir aux autres dépenses de l'instruction qui maintenant sont toutes inscrites au sous-chapitre III, sauf celles auxquelles s'applique le produit des quatre centimes. Les crédits proposés sont les mêmes que précédemment.

ART. 8. — *Supplément de traitement au Directeur et aux autres fonctionnaires de l'école normale de Douai* :

Directeur.....	1,800 fr.
Aumônier.....	500
Économe.....	800
Directeur de l'école annexe.....	900
Six autres maîtres-adjoints 300 fr. chacun... ...	1,800
Total.....	5,800 fr.

J'ai réuni sous cet article, sans autre modification : 1° Le crédit de 1,800 fr. attribué à M. le Directeur de l'école normale et compris dans celui qui figurait à l'art. 5 du buget de l'an dernier ; 2° ceux qui étaient inscrits sous les art. 8. 9, 10 et 11.

ART. 9. — *Ecole normale de Douai. — Abonnement aux journaux scolaires et publications diverses. Dépenses imprévues* : 500 fr. — Comme en 1882.

ART. 10.— *Indemnité au Secrétaire de l'Académie* : 500 fr. — Comme les années précédentes.

ART. 11. — *Traitement de l'inspectrice départementale des salles d'asile* : 2,500 fr. — Reproduction du budget de l'an dernier.

ART. 12. — *Bulletin de l'instruction primaire, 2,400 fr.* — Le budget précédent ne portait pour cette dépense qu'un crédit de 2,000 fr. rendu insuffisant par la publication des documents de plus en plus nombreux émanant du Ministère de l'Instruction publique, et qui doivent nécessairement être portés à la connaissance des intéressés, — des instructions administratives et pédagogiques de l'inspection, et des résultats des examens primaires subis maintenant par tant d'enfants et jeunes gens.

ART. 13. — *Bourses au cours normal d'institutrices de Douai, 30 à 450 chacune*, (1ee, 2e et 3e trim. 1883) 10,125. fr. — Aux budgets précédents figurait pour cette dépense un crédit de 13,500 fr. Le budget de 1883 ne doit porter que les trois quarts de cette somme, la nouvelle école normale devant fonctionner à partir du 1er octobre.

ART. 14. — *Bourses d'élèves institutrices à l'école primaire supérieure de Lille : 15 à 500 fr.;* (1er, 2e et 3e trim). 5,635 fr. — Le budget de l'an dernier portait le montant de dix bourses, c'est à-dire 5,000 fr. : dans les mêmes conditions, celui de 1883 ne devrait porter que les trois quarts de 5,000 fr., soit 3,750 fr., les élèves-institutrices devant passer, au 1er octobre 1883, de l'école supérieure de Lille à l'école normale de Douai. Mais à l'occasion du budget rectificatif de 1882, j'ai proposé au Conseil général de créer pour un an cinq nouvelles bourses à Lille. Dans la pensée qu'il accueillerait ma proposition, j'ai augmenté le crédit ci-dessus du prix de cinq bourses pour les trois premiers trimestres de l'année, c'est-à-dire de 1,875 fr. ce qui le porte à 5,625 fr.

ART. 15. — *Subvention à la Directrice du cours normal d'asile de Lille* : 800 fr, — Même situation que l'an dernier.

ART. 16. — *Bourses d'élèves-maîtresses de salles d'asile au cours normal de Lille ; 16 à 250 fr. chacune pour la durée des cours qui est de cinq mois* : 4,000 fr. — Le recrutement du personnel des salles d'asile est toujours excessivement difficile. Faute d'aspirantes pourvues du certificat spécial d'aptitude, l'administration est obligée trop souvent de confier la direction de ces établissements à des institutrices, brévetées sans doute, mais pour les écoles ordinaires et non pour les écoles maternelles. Pour améliorer cette

situation, il serait désirable que des bourses pussent être données, après examen, à toutes les jeunes personnes qui en feraient la demande et réuniraient les conditions voulues d'instruction et de moralité. A cet effet, je propose au Conseil général de doubler le crédit voté par lui les années précédentes et de le porter à 4,000 fr.

ART. 17. — *Certificat d'études. — Frais d'examens, papier, diplômes, etc. : 1,000 fr. — Prix aux 50 garçons et aux 50 filles de moins de 14 ans, dont les compositions ont été jugées les meilleures. 2,000 fr. — Indemnités aux instituteurs examinateurs, 3,500 fr. — Total : 6,500 fr.*

Les deux premiers crédits figuraient l'an dernier à l'art. 20. Il me semble naturel d'y ajouter le montant des indemnités de déplacement accordées aux instituteurs et institutrices chargés des fonctions d'examinateurs pour le certificat d'études, et qui appartiennent toujours à un canton voisin. Ces indemnités, du reste, étaient déjà inscrites à l'art. 26 du dernier budget. Calculées à raison de 5 fr. par jour, elles s'élèveront vraisemblablement à la somme de 3,500 fr.

ART. 18. — *Subvention pour achat de livres d'école destinés aux élèves indigents des communes pauvres, 3,000 fr.* — Reproduction du budget précédent.

ART. 19. — *Suppléants instituteurs et institutrices. — Traitements et indemnités de déplacement : 6,400 fr.* — Dans les conditions exposées à l'occasion du budget rectificatif, savoir : traitement d'un instituteur, 1,500 fr. ; supplément à trois instituteurs rétribués par l'État, 300 fr. à chacun ; supplément à deux institutrices payées aussi par l'État, 500 fr. à chacune : indemnité de déplacement, 500 fr. à chacun de ces six instituteurs et institutrices.

ART. 20. — *Fournitures et impressions diverses de l'instruction primaire : 2,000 fr.*
Pas de modifications.

ART. 21. — *Secours à d'anciens instituteurs et à des parents d'anciens instituteurs dans le besoin : 10,000 fr.*

Ce crédit figurait aux budgets des années précédentes.

ART. 22. — *Indemnité aux instituteurs et institutrices admis à faire valoir leurs droits à la retraite ; 200 fr. à chacun : 7,000 fr.*

Cette indemnité, inscrite chaque année au budget départemental, leur permet d'attendre la liquidation de leur pension, qui n'a lieu généralement que huit à dix mois après la cessation de leurs fonctions.

ART. 23. — *Indemnité aux élèves sortant de l'école normale d'instituteurs : 60 à 100 fr. : 6,000 fr.*

Le département ne pouvant plus disposer du produit des quatre centimes spéciaux sur lequel était prélevé le montant de l'indemnité de 100 fr. attaché au brevet élémentaire et de celle de 200 fr. attachée au brevet supérieur, dues aux élèves sortant de l'école normale, n'aurait pas à la rigueur à se préoccuper de cette dépense qui ne lui incombe plus. Tou-

tefois, comme précédemment le Conseil général accordait 200 fr. à tous ces jeunes gens, il ne voudra pas que ceux qui sortent aujourd'hui pourvus seulement du brevet élémentaire ne reçoivent que 100 fr., lorsque autrefois ceux qui sortaient dans les mêmes conditions en recevaient 200. Je lui propose donc d'attribuer indistinctement à tous les élèves sortants une somme de 100 fr. qui, s'ajoutant à l'indemnité réglementaire qu'ils toucheront d'autre part, la portera à 300 fr. pour ceux qui ont obtenu le brevet supérieur et à 200 pour ceux qui n'ont obtenu que le brevet élémentaire.

ART. 24. — *Indemnité aux élèves-institutrices sortant du cours normal de Douai ou de l'école primaire supérieure de Lille : 5,000 fr.*

A partir du 1er octobre 1883, l'école normale de filles fonctionnera comme établissement régulier, de sorte que les élèves qui en sortiront en 1884, traitées comme les élèves-maîtres, recevront sur les fonds de l'État l'indemnité de 100 fr. ou de 200 fr. qui fait l'objet de l'article précédent. En attendant, le Conseil général voudra sans doute faire bénéficier du même avantage que les élèves-maîtres, les jeunes personnes qui termineront leurs études en 1883, c'est-à-dire attribuer sur les fonds du département 300 fr. à celles qui sortiront pourvues du brevet supérieur et 200 fr. à celles qui n'auront obtenu que le brevet élémentaire.

ART. 25. — *Fourniture d'une collection de livres aux mêmes élèves-maîtresses : 17 à 70 fr.* — 1190 fr.

Voir justification dans mes propositions relatives au budget rectificatif de 1882.

ART. 26. — *Indemnité de déplacement et secours aux instituteurs, institutrices et directrices de salles d'asile en activité qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans le besoin.* — 6,000 fr.

Ce crédit figurait dans les budgets des années antérieures; l'an dernier il était compris dans le crédit inscrit à l'art. 26.

ART. 27. — *Encouragements aux instituteurs, institutrices et directrices de salles d'asile qui se sont le plus distingués : 4,500 fr.*

Même observation qu'à l'article précédent.

ART. 28. — *Subvention aux communes qui ne possèdent pas encore de bibliothèques scolaires, pour leur permettre d'en fonder : 2,000 fr.*

Même situation que l'an dernier.

ART. 29. — *Abonnements divers : au Bulletin de la Société de topographie de France, pour l'école normale et toutes les bibliothèques pédagogiques du département; — aux journaux d'enseignement et publications scolaires et au Journal officiel, pour la Direction départementale : 400 fr.*

La première partie de cette proposition est l'application d'une décision prise par le Conseil général dans sa dernière session d'avril, la seconde se justifie d'elle-même.

ART. 30. — *Dépenses imprévues* : 500 *fr.*

Crédit inscrit au budget de 1882.

Art. 1er. — **Ecole normale primaire d'institutrices à Douai. — Construction et acquisition.** — (3e B).

Dans sa séance du 21 avril dernier, le Conseil général du Nord, sur le rapport du 3e bureau, a décidé qu'il y avait lieu de doter l'école normale d'institutrices de Douai du mobilier nécessaire à sa bonne organisation et à son fonctionnement utile et à cet effet il a proposé les résolutions suivantes :

1°. Solliciter un secours de 41,500 fr. sur les fonds de l'État ;

2° Voter une partie de la dépense, soit 70,000 fr. sous forme d'un emprunt à la caisse des lycées et collèges, comptant que la ville de Douai, qui est intervenue pour une certaine somme dans la dépense des constructions, participera dans la même proportion aux dépenses du mobilier ;

3° Imputer l'annuité à payer sur le produit des deux centimes que le Conseil général vote pour la dépense facultative de l'instruction publique.

En exécution de la délibération précitée, j'ai invité le Conseil municipal de Douai à voter le complément de ressources indiqué par le Conseil général.

Mais cette assemblée, par une délibération du 25 mai dernier a exprimé l'avis que le sacrifice de 150,000 fr. qu'elle avait fait en fournissant le terrain nécessaire à l'établissement de l'école, lui paraissait suffisant, et a refusé, à l'unanimité, de voter le crédit complémentaire réclamé par le Conseil général. J'ai l'honneur de soumettre les pièces de l'affaire à l'Assemblée en la priant de vouloir bien y donner la suite qu'elle comporte.

Toutefois, comme il est impossible de contraindre la ville de Douai à payer cette somme et que l'urgence de la mise en adjudication des travaux de construction du mobilier s'impose, si l'on veut ouvrir l'école au 1er octobre 1883, j'ai cru devoir, par prévision, porter au budget de 1883 de 70,000 à 100,000 fr. le montant de l'emprunt à réaliser pour assurer l'exécution des travaux.

Si le Conseil général approuvait cette proposition, je le prierais de vouloir bien :

1° Voter comme complément de sa délibération du 21 avril dernier, un emprunt supplémentaire de 30,000 fr. à la caisse des lycées et collèges ;

2° Décider que l'annuité de 1,200 fr. correspondante sera ajoutée à celle à payer pour l'emprunt de 70,000 fr. voté par la délibération du 21 avril précité et que le total de ces deux annuités, soit 4,000 fr. sera imputé sur le produit des deux centimes spéciaux que le Conseil général vote annuellement pour les dépenses de l'instruction publique.

3° Autoriser l'inscription en recette et en dépense au budget de 1883, de la subvention de 45,500 fr. demandée à l'État, et de la somme de 100,000 fr. formant le produit de l'emprunt nécessaire à l'exécution du travail dont il s'agit.

Bourses dans les Lycées et Collèges (3e B.).

Un crédit de 40,000 francs, destiné à faire face aux dépenses de bourses dans les Lycées et Collèges, figure au budget de 1882. Sur ce crédit, le Conseil général a attribué

une somme de 10,000 fr. à chacun des Lycées de Lille, de Douai et de Valenciennes, et pareille somme de 10,000 fr. aux Collèges communaux qui reçoivent des boursiers départementaux.

Cette somme de 40,000 fr. se trouve répartie de la manière suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1/4 de Bourse.	1/2 Bourse.	2/3 de Bourse.	Bourse de demi-pensionnat	4/4 de Bourse.	SOMMES	TOTAL
Lycée de Lille	»	11	»	14	»	11.987(1)	
— Douai.....	»	11	»	»	3	7.926	
— Valenciennes	2	13	3	»	3	9.520	
	2	35	3	14	6		29.433
Collège d'Armentières.....	»	1	»	»	»	300	
— d'Avesnes.....	»	2	»	»	»	600	
— de Cambrai.....	»	4	»	»	5	4.200	
— de Dunkerque.....	»	3	»	»	1	1.500	
— d'Estaires.....	»	»	»	»	1	600	
— de Tourcoing	»	1	»	»	4	2.700	
Institution libre St-Jean, Douai	»	1	»	»	»	300	
	»	12	»	»	11		10.200

(1) Crédit dépassé par suite de la conversion des demi-bourses en bourses de demi-pensionnat.

Dans la pensée que le Conseil général continuerait à venir en aide aux familles pour l'instruction secondaire, j'ai inscrit au budget de 1883 le même crédit qu'en 1882, soit 40,000 francs.

Deux demi-bourses seront vacantes dans les Lycées, à partir du 1er octobre prochain savoir : Lycée de Lille. — L'élève Rigot, demi-boursier, a terminé ses études, lycée de Douai. — L'élève Prady, demi-boursier, a également terminé ses études.

Trois demi-bourses expirent le 30 septembre prochain, les titulaires ayant atteint leur 19e année (article 12 du décret du 19 janvier 1881).

Les titulaires de ces bourses, MM. Hermand et Servin, du lycée de Lille et Derôme, du lycée de Valencinnes, n'ont pas terminé leurs études.

Deux demi-bourses de collèges sont également vacantes : Une à Avesnes et une à Tourcoing. Les titulaires, les jeunes Delaby et Wattiez, ont quitté ces établissements.

La demi-bourse du jeune Lory, du collège de Dunkerque, deviendra vacante au mois d'octobre, si cet élève, qui doit se présenter prochainement au diplôme de fin d'études, est reçu à cet examen.

Demande de transfert de bourse du lycée de Valenciennes au lycée de Lille,

M. Marsy, instituteur à Fourmies, dont le fils est boursier à 2/3 au lycée de Valenciennes, demande que son fils soit transféré au lycée de Lille où il pourra faire des études de mathématiques spéciales.

Demande de transfert de bourse du Collège de Cambrai dans un lycée.

L'élève Pique, boursier à 4/4 au Collège de Cambrai, qui vient d'être reçu bachelier ès-sciences, demande à être transféré dans un lycée pour pouvoir faire des mathématiques spéciales. Pique est un très bon élève ; il se destine à l'enseignement public.

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil général des notes sur la conduite, le travail, les progrès des boursiers départementaux.

Pour l'attribution des bourses vacantes, je mets sous les yeux de l'assemblée toutes les demandes qui me sont parvenues.

DEUXIÈME PARTIE.

Affaires soumises aux délibérations du Conseil général et ne comprenant pas vote de crédit.

Contributions directes de 1883. — Répartement. (1er B.)

La loi du 9 août 1882 a fixé comme suit le contingent du département du Nord dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres :

Contribution	foncière.....	5.246.462 fr.
»	personnelle-mobilière...	1.969.396
»	des portes et fenêtres...	2.100.629

Pour la contribution foncière, les contingents proposés sont ceux qui sont inscrits dans la colonne 10 de l'état récapitulatif par arrondissement, et dans la colonne 3 de l'état général de sous-répartement. Ce sont les mêmes que ceux qui figurent dans les rôles généraux de 1882, modifiés seulement par les changements provenant du mouvement des propriétés non bâties devenues imposables ou ayant cessé de l'être. Le résultat final de ces modifications se traduit par une diminution de 412 fr., provenant de ce que les cessions de terrain à la voie publique ou au domaine public, non imposable ont éte plus nombreuses et plus importantes que les acquisitions par les particuliers de terrains rendus à la culture.

Le principal fictif des bois de l'État est de 67,402 fr. et présente, sur celui de l'année dernière, une diminution de 9 fr. résultant d'une nouvelle application du centime le franc, au revenu cadastral de ces propriétés, et de ventes consenties par l'État au profit de la Compagnie du chemin de fer du Nord-Est et d'un particulier dans les communes de Liessies et de Locquignol.

Les contingents proposés pour les contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres sont ceux qui sont inscrits, pour la première dans la colonne 5 de l'état récapitulatif par arrondissement, et dans la colonne 11 de l'état général de sous-répartement ; et pour la seconde dans les colonnes 5 et 19 de ces mêmes états. Ce sont les contingents qui figurent dans les rôles généraux de 1882.

J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien approuver les projets de répartement ci-joints. Les contingents assignés aux arrondissements et aux communes devront d'ailleurs être modifiés, avant de figurer dans les rôles de 1883, par l'addition et la suppression de la contribution en principal afférente aux constructions nouvelles et aux démolitions récensées par les contrôleurs pendant la tournée actuellement en cours d'exécution.

En résumé, les tableaux de répartement entre les arrondissements, que j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, présentent les résultats suivants :

ARRONDISSEMENTS.	PRINCIPAL DES CONTRIBUTIONS.		
	Foncière.	Personnelle-mobilière.	Des portes et fenêtres
Avesnes	709.896	221.916	178.786
Cambrai	602.350	181.663	162.092
Douai	504.186	153.808	140.642
Dunkerque	499.333	157.007	153.168
Hazebrouck	430.854	99.907	107.224
Lille	1.807.547	928.000	1.164.349
Valenciennes	692.296	227.095	194.568
	5.246.462	1.969.396	2.100.829
BOIS DE L'ÉTAT.			
Principal fictif	67.402	»	»

A ce principal, il doit être ajouté savoir :

Contribution foncière, 2 centimes pour secours et non-valeurs ;

Contribution personnelle-mobilière, 17 centimes sans affectation spéciale, et 2 c. pour secours et non-valeurs ;

Contributions des portes et fenêtres, 15 centimes 8/10 sans affectation spéciale, et 3 c. pour non-valeurs.

Enfin, en conformité de l'art. 11 de la loi du 4 septembre 1871, il sera ajouté au produit des centimes additionnels départementaux, ordinaires et extraordinaires, pour leur participation à la formation du fonds de non valeurs, 1 centime par franc de ce produit en ce qui concerne les contributions foncière et personnelle-mobilière, 3 centimes par franc en ce qui concerne la contribution des portes et fenêtres et 5 centimes pour celle des patentes.

La loi précitée du 9 août 1882 détermine en outre comme il suit la nature et le taux des impositions que les Conseils généraux ont le droit d'établir :

		F. c
Pour dépenses ordinaires du département, art. 12 de la loi du 9 août 1882.	sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, maximum...	0 25
	sur les quatre contributions, maximum...	» 01
Pour dépenses du service vicinal, sur les quatre contributions, maximum		» 07
Pour dépenses de l'instruction primaire, sur les mêmes contributions, maximum (art. 4 de la loi du 16 juin 1881)		» 04
Pour dépenses du cadastre, sur la contribution foncière seulement, dans les départements où les opérations ne sont pas terminées, maximum		» 05

Le Conseil général peut, en outre, établir d'office une imposition spéciale portant sur les quatre contributions directes dans les limites d'un maximum de 2 centimes, en cas d'omission au budget départemental d'un crédit suffisant pour faire face aux dépenses spécifiées à l'art. 61 de la loi du 10 août 1871, sur l'organisation des Conseils généraux.

Enfin le maximum des centimes extraordinaires que le Conseil général peut voter, en vertu de l'art. 40 de la loi du 10 août 1871, est fixé pour l'année 1883 à 12.

Je joins ici le rapport de M. le Directeur des Contributions directes et l'état qui devra être signé par le Conseil général.

En outre, conformément à la loi du 17 juillet 1882, j'ai inscrit au budget de 1883, 2 centimes spéciaux pour le service de l'instruction primaire.

Le Conseil voudra bien se borner à inscrire, en principal et en francs, les contingents qu'il aura assignés à chaque arrondissement. M. le Directeur des Contributions directes y portera ensuite le chiffre des centimes départementaux dont le Conseil général aura voté la mise en recouvrement.

Thun-Lévêque. — Demande en réduction du contingent personnel et mobilier. (1er B)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général une délibération du Conseil municipal de Thun-Lévêque tendant à obtenir la diminution du contingent de la contribution personnelle et mobilière assigné à la commune.

Le vœu exprimé par le Conseil municipal est basé sur ce que la taxe mobilière à Thun-Levêque est grevée de 165 centimes 16 centièmes, tandis qu'elle n'a à supporter qu'une charge moitié moindre dans les communes voisines.

Les centimes dont parle le Conseil municipal sont les centimes communaux extraordinaires qui s'élèvent en effet à Thun à 161,16 (et non à 165,16) et ne ressortent pour l'ensemble des autres communes du canton de Cambrai-Est qu'à 85,41. La différence peut

tenir à ce que la commune de Thun-Levêque a moins de ressources ou plus de besoins que les autres communes, ou encore à ce qu'elle exagère ses dépenses pour donner satisfaction à certains intérêts dans un plus court délai. Il s'agit, dans tous les cas, de charges purement locales, dont une partie n'est que temporaire d'ailleurs, et on ne saurait voir dès lors dans leur élévation présente, librement consentie par la commune, un motif de réduire la part qui lui a été attribuée dans le contingent assigné par la loi au département.

Cette part ne paraît d'ailleurs avoir rien d'excessif. Elle est en effet de 499 fr. et représente 60 cent. par habitant et 4 fr. 94 par imposé à la cote personnelle et mobilière. Or, pour les autres communes rurales du canton, les moyennes sont de 0 fr. 81 par habitant et de 4 fr. 88 par imposé. La différence est donc à l'avantage de Thun quant à la quotité de l'impôt en principal par habitant, et s'il y a égalité eu égard au nombre des imposés, il est à remarquer que cela tient vraisemblablement à ce qu'on étend plus largement à Thun que dans les autres communes le cercle des exonérations, puisqu'on n'y compte qu'un imposé par huit habitants, tandis qu'il y en a un sur six dans le surplus du canton.

Le Conseil d'arrondissement de Cambrai auquel l'affaire a été soumise « laisse aux » administrations compétentes le soin de statuer. »

M. le Directeur des Contributions directes pense que rien ne peut motiver un dégrèvement en faveur de Thun-Lévêque.

Je ne puis qu'adopter cet avis et proposer au Conseil général de rejeter cette demande.

Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1879 et 1880 (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec le rapport de M. le Directeur des contributions directes, le compte définitif de l'emploi du fonds de non-valeurs et de réimposition de l'exercice 1880. Ce compte se résume comme suit :

Les remises et modérations accordées sur les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, se sont élevées à.....	86,488,22
Les crédits mis à ma disposition ont été de.....	86,497,63
Différence.....	9,41
Les dégrèvements prononcés sur les patentes ont donné lieu à une dépense de.....	231,128,40
Les crédits ouverts sur le fonds de non-valeurs et sur le principal des rôles, pour couvrir cette dépense, se sont élevés à la somme de.....	292,000,00
Excédent de crédit.....	60,871,60

Le produit des 8 centimes prélevés sur le principal du rôle des patentes, au profit des communes, conformément à l'article 32 de la loi du 25 avril 1844, s'est élevé, en 1881, à la somme de 341,974,16.

Cette somme a été versée dans les caisses communales, au fur et à mesure des recouvrements.

Le montant des décharges et réductions prononcées sur l'exercice 1880, et qui ont été réimposées dans les rôles de l'exercice courant, s'élèvent, savoir :

Pour la contribution foncière à.....	865,98
id. personnelle-mobilière à.....	42,030,72
id. des portes et fenêtres à.....	1,259,80
Total.....	44,156,50

Aux termes de l'article 24 de la loi du 24 mai 1838, le Conseil général est appelé à prendre, sur le compte qui lui est soumis, une délibération qui en approuve, s'il y a lieu, les détails et les résultats. Je prie l'assemblée de vouloir bien se prononcer à cet égard,

Indépendamment de ces allocations qui sont accordées sur les fonds de non-valeurs, des secours d'une importance de 57,381,42 ont été alloués, sur le budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, aux personnes nécessiteuses, pour le cas de pertes éprouvées par suite d'évènements malheureux.

Contributions directes. — Recouvrement. (1er B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les relevés sommaires de la situation de recouvrement des contributions directes, du 1er janvier au 1er juillet 1882.

L'évaluation des recouvrements en douzièmes, qui était de 6,05 % au 1er juillet 1881, est., pour cette année, de 6,11.

Les frais de poursuites, à la même époque, étaient de 0,76 %; ils sont, en 1882, de 0,71 pour cent francs.

Contributions personnelle et mobilière. — Vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes. (1er B).

Par une délibération ci-jointe en date du 17 juillet dernier, le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a émis le vœu que la contribution personnelle et mobilière soit mise à l'avenir au nom des propriétaires, attendu que la part de cette contribution afférente aux maisons occupées par les contribuables que les répartiteurs exonèrent de toute cotisation, retombe à la charge des habitants imposés, et qu'il serait plus juste de la faire supporter par les propriétaires, surtout pour les maisons d'ouvriers qui produisent un revenu plus élevé que les autres.

Je dois faire remarquer d'abord que si, d'après la loi, le contingent de la contribution personnelle et mobilière doit être réparti eu égard au nombre des imposables à la taxe personnelle et au montant des valeurs locatives des habitations, l'administration a soin, pour calculer les augmentations que doivent y apporter les constructions nouvelles, d'éliminer les locaux occupés par les indigents et par ceux qui sont considérés comme

tels ; de sorte que ces locaux, qui ne donnent lieu à aucune cotisation, n'ajoutent rien à la part des contribuables imposés, et qu'il ne peut se produire de surcharge importante pour ceux-ci par le fait des tempéraments apportés par les répartiteurs dans l'application de la loi, qu'autant qu'on étendrait outre mesure le cercle des exonérations totales ou partielles.

Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes se déclare partisan de la faculté qui est laissée aux conseils municipanx et aux répartiteurs de ménager les petits contribuables; mais il trouve, qu'en fait, les conséquences en sont excessives pour les communes où se concentrent de grandes agglomérations ouvrières que l'on soustrait à l'impôt et il cite à l'appui de son opinion, les communes de Maubeuge, de Fourmies et d'Hautmont qui doivent leur principal développement à l'industrie et pour lesquelles la proportion de l'impôt par rapport aux loyers matriciels est passée depuis 1846 pour Maubeuge de 20 à 93 % et, depuis 1861 pour Fourmies de 9.38 à 48.118 % et, pour Hautmont de 5.75 à 277.50 %.

Si l'usage que font les Conseils locaux du droit que leur donne l'article 18 de la loi du 21 avril 1832, dans l'intérêt des petits contribuables, avait pour effet de surcharger les autres dans une pareille proportion, il constituerait un abus qui, ayant son origine dans la législation, appellerait une réforme immédiate. Mais les chiffres cités par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, n'ont pas tout-à-fait la signification qu'il paraît leur attribuer et ils présentent d'ailleurs, pour les deux communes qui accusent les écarts les plus sensibles, Fourmies et Hautmont, des erreurs graves, d'impression sans doute, qui en modifient complètement le rapport. La proportion de l'impôt, en 1861, n'était pas pour Fourmies de 9.38 %, mais de 93.86 %, ni pour Hautmont de 5.75 % mais de 57.54 %. Le centime le franc pour cette dernière commune, n'est donc pas 50 fois plus élevé en 1882 qu'en 1861, mais 5 fois seulement : de même que pour Fourmies, loin d'avoir augmenté, il a diminué de plus de moitié.

Les différences que font ressortir ces chiffres proviennent pour Fourmies, de ce que les répartiteurs ont augmenté le loyer matériel dans une assez forte proportion pour pouvoir mieux graduer les cotisations individuelles, tandis que pour Maubeuge et Hautmont, c'est plutôt un mouvement contraire qui s'est produit, puisque les loyers imposables ne se sont élevés depuis 1861, pour la première commune, que de 35,912 fr. à 46,633 fr., soit de 30 pour %, alors que la population, passée de 7,613 habitants à 16,400, a augmenté de 115pour % ; et, pour la seconde commune de 7,450 à 9.583, ou de 28 pour %, tandis quela population a plus que quadruplé (2,223 à 9,200).

On peut ne donc rien induire de bien sérieux.quant à la quotité de l'impôt mobilier, des variations que présentent les centimes le franc de cette contribution.

Il est certain cependant que le centime le franc s'accroît dans les sommunes où l'augmentation de la population amème un mouvement quelque peu accentué de constructions. Mais cela tient à ce que les loyers matriciels, s'établissant par comparaison, restent dans la même proportion, tandis que le contingent suit le progrès des valeurs locatives, de telle sorte que dans une commune normalement imposée, où le taux des locations aurait doublé, par exemple, l'impôt sans avoir changé de quotité par rapport aux loyers réels, donnent par rapport aux loyers fictifs une proportion ou, en d'autres termes, un centime le franc deux fois plus élevé.

C'est apparemment ce qui s'est produit, si non pour Fourmies, où ainsi qu'il a été expliqué plus haut, il y a diminution, du moins pour Maubeuge et Hautmont. Mais pour ces communes il y a une autre cause d'augmentation; c'est, indépendamment de la réduction des loyers matriciels dont j'ai déjà parlé, l'accroissement des centimes départementaux et communaux qui, dans le département du Nord, ont suivi depuis un certain nombre d'années une progression très rapide.

Ces centimes ont doublé, notamment pour Maubeuge et Hautmont.

On pourrait ajouter à ces causes principales d'augmentation du centime le franc, les imperfections de la répartition individuelle dans les communes d'une certaine importance à populations mobiles, où, comme à Maubeuge, Fourmies et Trélon, il n'est pas procédé à un recensement à domicile pour l'assiette de la contribution personnelle et mobilière et où il se produit par conséquent plus d'omissions et d'inégalités que dans les autres communes.

Les tempéraments que les répartiteurs peuvent apporter dans l'application de la loi pour les contribuables qui, sans être indigents, se trouvent dans une situation peu aisée, n'entrent donc que pour une faible part dans les aggravations auxquelles le Conseil d'arrondissement d'Avesnes a en vue de porter remède en demandant que la contribution personnelle et immobilière soit mise au nom des propriétaires.

Cette mesure ne présente pas par conséquent tout l'intérêt qu'il a cru y apercevoir; elle aurait de plus, pour effet, en immobilisant en quelque sorte la contribution personnelle mobilière comme la contribution foncière, de ne plus permettre de suivre les changements qui se produisent incessamment dans l'affectation des propriétés bâties, ou, si on continuait d'en faire une taxe isolée, de faire supporter, contrairement aux vues du Conseil d'arrondissement lui-même, leur part de cette contribution aux catégories de contribuables auxquelles profite actuellement la faculté d'exonération totale ou partielle inscrite dans la loi, car il se produirait inévitablement, à l'égard de l'impôt mobilier, ce qui se produit à l'égard de la contribution des portes et fenêtres, qui est comme lui une charge d'habitation : les propriétaires en exigeraient le remboursement de leurs locataires ou ils majoreraient d'autant leurs loyers.

Dans ces conditions j'estime, avec M. le Directeur des contributions directes, qu'il n'y a pas lieu de donner suite au vœu exprimé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes.

Taxe personnelle. — Fixation pour l'année 1883. (1er B.)

Aux termes des articles 28 de la loi du 23 juillet 1820, et 10 de la loi du 21 avril 1832, le Conseil général est appelé à fixer, chaque année, sur la proposition du Préfet, le taux de la taxe personnelle qui se compose de trois journées de travail.

Le Conseil général a toujours adopté pour prix de la journée de travail, dans la grande majorité des communes du département, le minimum de 0 fr. 50 fixé par la loi, et la taxe personnelle y est de 1 fr. 50.

Pour les autres, dont la population excède 5.000 âmes ou qui sont considérées comme

se trouvant dans une position supérieure à celles des premières, le prix de la journée de travail a été fixé de manière à tenir compte des avantages plus ou moins grands dont elles jouissent.

Il a été gradué dans ces communes de la manière suivante :

		Prix de la journée de travail	Montant de la taxe personnelle
Lille.	intra-muros	1 30	3 90
	extra-muros	0 70	2 10

	Prix de la journée de travail	Montant de la taxe personnelle
Dunkerque	1 »	3 »
Douai	1 »	3 »
Cambrai	1 »	3 »
Valenciennes	1 »	3 »
Roubaix	1 »	3 »
Tourcoing	1 »	3 »
Avesnes	0 70	2 10
Hazebrouck	0 70	2 10
Bergues	0 70	2 10
Gravelines	0 70	2 10
Bailleul	0 70	2 10
Estaires	0 70	2 10
Merville	0 70	2 10
Armentières	0 70	2 10
Comines	0 70	2 10
Le Câteau	0 70	2 10
Maubeuge	0 70	2 10
Fourmies	0 70	2 10
St-Amand	0 70	2 10
Condé	0 70	2 10
Toutes les autres commues du département	0 50	1 50

J'ai l'honneur de proposer, pour 1883, le maintien de ces chiffres, qui n'ont soulevé aucune réclamation.

Tarif de rachat des journées de prestation pour 1883. (4e B.)

Aux termes de l'article 4 de la loi du 31 mai 1836, le Conseil général doit attribuer annuellement, à chaque espèce de journées, la valeur destinée au recouvrement des prestations acquittables en argent, par suite de non option ou de non exécution.

Le tarif ci-après existe depuis 1872. J'ai l'honneur de proposer le vote du même tarif pour 1883.

INDICATION DES ESPÈCES DE JOURNÉES.	PRIX DE CHAQUE JOURNÉE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE :													
	Avesnes.		Cambrai.		Douai.		Dunkerque.		Hazebrouck.		Lille.		Valenciennes.	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Homme	1	75	1	50	1	50	1	75	1	50	1	75	1	75
Cheval.....	3	50	3	50	3	50	4	»	4	»	4	50	3	50
Bœuf (la paire).....	3	»	2	50	2	50	3	50	3	50	3	50	3	»
Vache de trait (la paire).....	2	50	2	»	2	»	2	50	2	50	3	»	2	50
Mulet.....	1	50	1	50	1	50	1	75	1	75	1	70	1	50
Ane.....	1	50	1	50	1	50	1	50	1	50	1	70	1	50
Voiture à 4 roues	2	50	2	50	2	50	2	50	2	50	3	50	2	50
Voiture à 2 ou à 3 roues	1	75	2	»	2	»	1	75	1	75	2	»	1	75
Tombereau.....	1	75	1	75	2	»	1	75	1	75	2	»	1	75

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes. (1er B).

Aux termes de l'article 42 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général arrête, chaque année, à la session d'août, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, le maximum du nombre des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

Le Conseil général a adopté, depuis plusieurs années, pour les centimes extraordinaires, le maximum de 20, fixé par la loi de finances. J'ai l'honneur de lui proposer, d'accord avec M. le Directeur des contributions directes, le maintien de ce maximum pour 1883.

La situation des communes, au point de vue des impositions extraordinaires, se résume pour l'année 1881, conformément aux indications fournies par M. le Directeur des contributions, de la manière suivante :

Sur les 663 communes dont se compose le département, 212 n'ont pas voté d'impositions extraordinaires proprement dites. Celles qui y ont eu recours sont donc au nombre de 451, et la quotité des centimes supportés par elles varie :

de 01	centime	à 5	centimes,	pour	45	communes.
de 5	—	10	—	—	67	—
de 10	—	15	—	—	65	—
de 15	—	20	—	—	75	—
de 20	—	et au-dessus		—	199	—

599 Communes ont été imposées pour dépenses annuelles obligatoires, par suite d'insuffisance de revenus de 0,01 à 207 c. 4 ; et 575 communes pour dépenses annuelles facultatives, de 0 c. 665 à 75 c. 38.

Enfin, 459 communes ont voté 3 centimes extraordinaires, pour les chemins vicinaux, en conformité de l'art. 3, § 3 de la loi du 24 juillet 1867.

Les impositions qui excèdent le maximum de 20, fixé par le Conseil général, n'ont été établies, bien entendu, que conformément à la loi, en vertu d'autorisations spéciales du Gouvernement.

Conformément aux nouvelles instructions ministérielles, j'ai soumis à la Commission départementale, qui l'a présenté au Conseil général dans sa dernière session d'avril, le relevé général des emprunts et dettes des communes du département du Nord, ainsi que celui des impositions de toute nature grevant ces communes au 1er janvier 1882. L'Assemblée a pu apprécier l'importance des charges communales tant pour le service ordinaire que pour celui des dépenses extraordinaires (remboursement d'emprunts), paiement des travaux, dettes, etc.,) ce qui justifie la proposition que je lui soumets de maintenir à 20 c. le maximnm des impositions à autoriser actuellement en exécution de la loi précitée.

Je terminerai le présent rapport en indiquant au Conseil général la moyenne par arrondissement des impositions communales, afin de lui permettre d'apprécier d'un coup d'œil, l'importance des charges respectives de chacun des arrondissements :

Avesnes	82. 13
Cambrai	127. 08
Douai	54. 17
Dunkerque	75. 77
Hazebrouck	98. 44
Lille	96. 63
Valenciennes.	59. 67

La moyenne générale est de 88 c. 10, inférieure, ainsi de 7 c. 26 au chiffre de l'année dernière; ce résultat est dû à la loi sur la gratuite de l'enseignement primaire.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1881. (1er B.)

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le compte d'emploi, en 1881, du fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures.

Je prie l'Assemblée de vouloir bien me donner acte de cette communication.

Impôt sur les sucres. — Application d'un droit unique. (2e B.)

Par délibération du 21 avril dernier, le Conseil général a émis un vœu tendant à l'application d'un droit unique sur les sucres, comme seul moyen d'empêcher la fraude

qui se pratique à la frontière, lors de l'introduction de sucres étrangers, fraude qui constitue une partie des primes dont profitent les adversaires des producteurs français.

J'ai transmis ce vœu à MM. les ministres des finances et de l'agriculture en le recommandant à leur bienveillante attention.

Dans sa récente session, le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a émis le vœu que ce droit unique fut fixé à 25 fr. par quintal de sucre de toute espèce. Je mets la délibération sous les yeux du Conseil général, ainsi qu'une lettre de M. le ministre des fianances en date du 31 août 1881.

Impot sur le pétrole. — Vœu tendant à l'abolition. (1er B.).

Dans les sessions d'août 1881 et d'Avril 1882, le Conseil général a émis un vœu tendant à l'abolition de l'impôt sur le pétrole.

Par une dépêche ci-jointe, en date du 1er août, M. le Ministre des Finances, à qui j'ai transmis ce vœu, déclare s'associer aux considérations qui l'ont dicté. Mais il ajoute que la situation budgétaire ne permettant même pas de réduire actuellement les droits sur le pétrole, il ne peut qu'en faire prendre note pour le moment.

Impôts. — Vœux divers. (1er B.)

Dans des sessions précédentes le Conseil général a émis des vœux tendant :

1° A la réduction à 0,25, du prix du timbre des récépissés des chemins de fer et à l'abolition du droit sur les transports à grande vitesse, tant des marchandises que des voyageurs ;

2° A la suppression des octrois ;

3° Au dégrèvement des sucres employés au sucrage des vins, bières, cidres, poirés et hydromels ;

4° Au dégrèvement des propriétés foncières non bâties ;

5° A l'abolition du timbre des quittances ;

6° A la création, en dehors des pouvoirs publics, d'une commission de contrôle des dépenses de l'Etat ;

7° A ce que les inconvénients des droits sur le café fussent signalés à l'attention du Gouvernement ;

8° A ce que la bienveillante sollicitude du Gouvernement fût appelée sur les souffrances de l'agriculture ;

9° A ce qu'une caisse nationale de retraites fût créée pour les invalides du travail ;

10° A ce qu'il fût présenté et voté une loi vraiment protectrice des incapables dans les opérations de ventes et partages judiciaires d'immeubles, par la réduction des formalités et des frais auxquels donne lieu la procédure actuelle.

Ces vœux ont été transmis aux Ministères compétents, qui n'ont pu encore, en raison

de l'importance de ces vœux et des conséquences financières qui résulteraient pour le Trésor, me faire connaître leur avis sur la suite qu'ils comportent.

Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1881. — (1er B.)

Conformément aux dispositions du Règlement sur la caisse départementale des retraites, j'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la situation du compte à la caisse des dépôts et consignations à la date du 31 décembre 1881.

Il résulte de ce document que la caisse départementale possédait, à cette époque, 16.532 francs de rentes.

Les pensions servies pendant l'année 1881 ont donné lieu à une dépense de 51.774.78 et les recettes réalisées se sont élevées à 67.394.51.

L'excédent des recettes sur les dépenses provient en partie du reversement par transfert dans la caisse du Nord, des retenues subies dans d'autres départements par M. le docteur Dubiau, antérieurement à sa nomination comme directeur-médecin de l'asile d'aliénés d'Armentières. Les agents des asiles étant sujets à des déplacements et les sommes versées par eux dans la caisse des retraites à titre de retenues devant les suivre en cas de départ, j'ai cru devoir tenir en réserve le reversement effectué au nom de M. Dubiau et en placer le montant en rentes sur l'État.

Le surplus de l'excédent signalé sera affecté au paiement des pensions de MM. Leroy et Mallebranque et de la dame Veuve Délion, qui ont été liquidées dans la session d'avril 1882, à la somme totale de 6.490 francs.

Caisse départementale des retraites. — La dame Delaire. — liquidation de la pension. — (1er B.)

Par décret en date du 11 Janvier 1875, M. Delaire (Émile-Achille), ancien directeur de l'asile d'aliénés d'Armentières, a été mis en possession d'une pension annuelle et viagère de 3.659 francs, payable par la caisse départementale des retraites du Nord. Ce pensionnaire étant décédé le 18 février 1882, sa veuve demande la liquidation de la pension à laquelle elle a droit.

La dame Delaire n'a pas d'enfant âgé de moins de quinze ans. Aux termes de l'art. 12 du Règlement, sa pension doit être du quart de celle dont jouissait son mari.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien liquider à 892 francs (3569/4), la pension de la dame Veuve Delaire, avec jouissance à partir du 19 février 1882.

CHAPITRE II.

Bourbourg. — Caserne de Gendarmerie. — Brigade à pied. Nouveau Bail. (1er B.)

Le bail de la caserne de gendarmerie de Bourbourg expire le 1er octobre 1882.

Deux combinaisons sont en présence : 1° On propose le renouvellement du bail de la caserne actuelle appartenant aux héritiers Kerckhove, moyennant un loyer annuel de 1,600 francs, sous la condition que le propriétaire ferait des travaux d'appropriation, compris élévation d'un étage de son immeuble, estimés à 10,238 fr. 80.

Il résulte des renseignements joints au dossier, que malgré les travaux que le propriétaire s'engage à exécuter, l'état général de la caserne est peu satisfaisant et que les logements seront toujours humides.

2° Un propriétaire, le sieur Courquin-Spinnewyn, s'engage à faire approprier son immeuble situé rue du Rempart-Ouest à Bourbourg, mais il demande un bail de vingt-huit années, au loyer annuel de 1,700 francs, au lieu de 1,600 francs, demandé par le propriétaire de la caserne actuelle.

D'accord avec M. le Commandant de Gendarmerie, j'estime que l'immeuble du sieur Courquin-Spinnewyn, peut être convenablement approprié au logement d'une brigade de Gendarmerie à pied et que les aménagements prévus au croquis ci-joint présentent des conditions acceptables. Toutefois la prétention du propriétaire qui réclame un bail de vingt-huit années, ne me paraît pas admissible.

Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien, en exécution de l'art. 46 § 3 de la loi eu 10 août 1871, autoriser la passation du bail de la caserne de Gendarmerie de Bourbourg avec le sieur Courquin-Spinnewyn, d'après les bases ci-dessus indiquées et pour une période de dix-huit années à partir du jour de l'entrée en jouissance, moyennant un loyer annuel de 1,700 francs,

Pour le cas où cette réduction de la durée du bail ne serait pas acceptée par le propriétaire, je prie le Conseil général de vouloir bien donner à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour statuer sur l'affaire.

Rosendael. — Caserne de gendarmerie. — Installation d'une brigade à pied. (1er B.).

Par décision du 25 avril 1882, M. le Ministre de la Guerre a décidé qu'une brigade de gendarmerie à pied de 5 hommes dont 1 brigadier serait créée à Rosendael.

En prévision de la création de cette brigade, il a été fait des recherches dans cette localité pour trouver un emplacement convenable à cette destination.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les renseignements à l'appui, deux propositions présentées par des propriétaires différents.

Un sieur Delalonde met à la disposition du département un groupe d'habitations situées rue du Four-à-Chaux, nos 2, 4 et 6, moyennant un loyer annuel de 1,500 fr pour un bail à longues années. Le chiffre primitivement demandé par le sieur Delalonde était de 2,000 fr. par an.

Un sieur Vanhoutte s'engage à faire ériger à ses risques et périls et par les soins de l'Administration, une construction sur un terrain de 22 ares 40 centiares situé également rue du Four-à-Chaux. Ce terrain serait entièrement clos par une palissade de 2 m. de hauteur et par une grille sur la rue du Four-à-Chaux. Le propriétaire demande un bail de trente années et, comme prix du loyer l'intérêt à 5 1/2 % de la somme qu'il avancera pour l'exécution de la construction.

Le sieur Vanhoutte offre, en outre, gratuitement, en attendant la construction de la caserne, une petite maison située sur le côté sud du canal de Dunkerque à Furnes à Téteghem, à peu de distance de Rosendael Cet immeuble, qui se compose de deux pièces au rez-de-chaussée, d'un grand grenier, d'une petite cour et d'un petit jardin, paraît pouvoir servir provisoirement au logement de deux gendarmes célibataires.

L'immeuble du sieur Delalonde, composé d'une série de petites maisons contiguës, est humide et malsain. D'un autre côté, la proposition du sieur Vanhoutte ne me paraît pas acceptable dans les conditions où elle est présentée. Il me paraît préférable que le département soit fixé sur le prix du loyer, sans entrer dans le calcul des intérêts de la somme dépensée pour la construction.

Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien donner à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour statuer sur cette affaire.

Gendarmerie. — Création de nouvelles brigades. (1er B.)

Dans ses précédentes sessions, le Conseil général a émis le vœu que des brigades de gendarmerie fussent créées à Rosendaël, à Bousies et à Wignehies.

La brigade de Rosendaël est concédée et celle de Bousies le sera prochainement. Lors de la récente tournée dans le Nord de M. le général Inspecteur, j'ai insisté tout particulièrement sur l'utilité de la création d'une brigade à Wignehies. J'ai également appuyé la demande du Conseil municipal de Fourmies tendant à obtenir une seconde brigade à pied. Enfin, j'ai rappelé les demandes déjà présentées pour Estaires, Bailleul (2e), Valenciennes (3e), et Hazebrouck (2e).

Il n'est créé annuellement que 50 brigades pour toute la France. Toutes les demandes sont classées à la suite de l'inspection générale en raison de leur degré d'urgence. J'ai cru devoir placer en première ligne celles à établir à Bousies et à Wignehies.

Chemins de grande communication et d'intérêt commun.— Situation de l'exercice 1881 (4e B.)

Conformément aux prescriptions de l'art. 66 de la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de soumettre an Conseil général les états modèle Nos 33, 34, 35 et 36, établis par ligne vicinale, et présentant la situation des ressources et dépenses affectées aux chemins de grande communication et d'intérêt commun pour l'exercice 1881.

Chemin de grande communication N° 6. — Traverse de Fives. — Plan d'alignement. (4e B.).

En exécution de l'article 44 de loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire miuistérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général l'avant-projet présenté par MM. les Ingénieurs pour le règlement des alignements du chemin de grande communication N° 6, de Lille à Lannoy, daus la traverse de Fives.

J'y joins les pièces constatant que les formalités d'enquête et de publication ont été régulièrement remplies.

Un seul propriétaire, le sieur Casse, a critiqué le projet et insiste vivement pour que les alignements 17-19, 19-21 fussent confondus en un seul, sauf à modifier le point 21.

Le Conseil municipal de Lille et la Commission d'enquête ont été d'avis qu'il y avait lieu d'approuver l'avant-projet, présenté par MM. les Ingénieurs, avec la modification toutefois qu'entre les repères 17 et 21, il y aura uniformité de largeur de 15 mètres, autrement dit que la largeur minima de la traverse entre ces repères ne pourra être inférieure à 15 mètres et que le point 19 sera pris à 15 mètres du pied de la perpendiculaire et façade de la maison Lesaffre menée au premier angle (côté de Lille.)

MM. les Ingénieurs estiment que cette modification vaut mieux que les alignements 17-19, 19-21 proposés par eux dans le but de donner satisfaction à M. Casse.

Dans ces conditions, j'estime qu'il y a lieu pour le Conseil général d'approuver le plan ci-joint de la traverse du chemin de grande communication N° 6 à Fives, modifié à l'encre bleue, de manière à ce que la largeur ne soit pas inférieure à 15 mètres entre les repères 17 et 21, conformément à l'avis émis par le Conseil municipal de la ville de Lille et par la Commission d'enquête.

Chemin de grande communication, N° 6. — Traverse d'Hem. — Plan d'alignement. (4e B.)

En exécution de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général l'avant-projet, présenté par MM. les Ingénieurs pour le règlement des alignements du chemin de grande communication, N° 6, de Lille à Lannoy, dans la traverse d'Hem.

J'y joins les pièces constatant que les formalités d'enquête et de publication ont été régulièrement remplies.

L'enquête n'a donné lieu à aucune observation ni réclamation. Les avis du Conseil municipal d'Hem et de la Commission d'enquête sont entièrement favorables.

Dans cette situation et les dispositions du plan produit me paraissant convenablement établies, je prie le Conseil général de vouloir bien approuver les alignements du chemin de grande communication N° 6, dans la traverse d'Hem, conformément aux lignes rouges du plan ci-joint.

Chemin de grande communication N° 9. — Traverse de Mouveaux. — Plan d'alignement. (4e B.)

En exécution de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général l'avant-projet présenté par MM. les Ingénieurs pour le règlement des alignements du chemin de grande communication N° 9, de Bondues à la frontière, dans la traverse de Mouveaux.

J'y joins les pièces constatant que les formalités d'enquête et de publication ont été régulièrement remplies.

L'enquête n'a donné lieu à aucune observation ni réclamation.

Les avis du Conseil municipal de Mouveaux et de la Commission d'enquête sont entièrement favorables.

Dans cette situation et les dispositions du plan produit me paraissant convenablement établies, je prie le Conseil général de vouloir bien approuver les alignements du chemin de grande communication N° 9, dans la traverse de Mouveaux, conformément aux lignes rouges du plan ci-joint.

Chemin de grande communication n° 35. — Classement du chemin d'accès à la station de Flines-les-Raches. — (4e B.)

Dans sa séance en date du 20 avril dernier, le Conseil général a voté en principe comme annexe du chemin de grande communication n° 35, le classement du chemin d'accès à la station de Flines sur une longueur de 270 mètres. L'assemblée a fixé en même temps à la moitié, c'est-à-dire à 7,000 fr., la part contributive de la commune dans la dépense d'établissement des pavages et trottoirs de ce chemin d'accès, décidé que le contingent du département ne pourrait, en aucun cas, excéder pareille somme de 7,000 fr. et déclaré qu'elle statuerait définitivement à la présente session d'août, après le vote par le Conseil municipal de Flines, du contingent qui lui est réclamé.

Par délibération en date du 23 juillet 1882, le Conseil municipal de Flines a voté le crédit qui lui a été imposé par le Conseil général, pour la construction du chemin d'accès à la station de cette commune. Ce vote est conforme aux propositions budgétaires présentées par M. l'Ingénieur en chef.

Dans cette situation et d'accord avec MM. les Ingénieurs, je prie le Conseil général de vouloir bien accepter l'offre de fonds de concours faite par le Conseil municipal de Flines, suivant les conditions fixées par l'Assemblée dans sa délibération du 20 avril dernier, et classer définitivement comme annexe du chemin de grande communication n° 35, avec une largeur de douze mètres, le chemin d'accès P M N, réunissant cette voie à la cour des voyageurs de la station de Flines sur une longueur de 270 mètres.

Chemin de grande communication N° 65.— Traverse de Fourmies. — Plan d'alignement. (4e B·).

En exécution de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et conformément à la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général l'avant-projet présenté par MM. les Ingénieurs pour le règlement des alignements du chemin de grande communication N° 65, d'Anor à Etrœungt, dans la traverse de Fourmies, depuis la fin du plan homologué par arrêté préfectoral du 24 mai 1864 jusqu'à la limite du territoire de cette commune vers Wignehies

J'y joins les pièces constatant que les formalités d'enquête et de publication ont été régulièrement remplies.

L'enquête n'a donné lieu à aucune observation ni réclamation.

Les avis du Conseil municipal de Fourmies et de la Commission d'enquête sont entièrement favorables.

Dans cette situation et les dispositions du plan produit me paraissant convenablement établies, je prie le Conseil général de vouloir bien approuver les alignements du chemin de grande communication N° 65 dans la traverse de Fourmies, dans la partie comprise entre la fin du plan homologué en 1864 jusqu'à la limite du territoire vers Wignehies, conformément aux lignes rouges du plan ci-joint.

Chemin d'intérêt commun n° 15, de Bruille à Maulde. — Règlement des alignements dans la traverse de Mortagne. — (4e B).

Sur ma proposition, le Conseil général, dans sa séance du 18 avril dernier, a approuvé le projet dressé par MM. les agents-voyers pour le règlement des alignements du chemin d'intérêt commun n° 15, dans la traverse de Mortagne, conformément aux lignes rouges du plan. Mais le projet adopté par le Conseil municipal et par la Commission d'enquête, comportait une modification, indiquée à l'encre bleue, entre les points 10 et 18 du projet et qui avait été omise dans mon rapport. Cette modification me paraissant de nature à être adoptée, je prie le Conseil général de fixer définitivement les alignements du dit chemin n° 15, dans la traverse de Mortagne, entre les points 10 et 18 du plan ci-joint, suivant les lignes bleues du dit plan. Les lignes rouges seraient maintenues sur les autres points.

Chemin d'intérêt commun N° 38, de Berlaimont à Préseau. — Révision des contingents d'entretien.

Dans sa séance du 26 août 1880, le Conseil général a émis le vœu qu'il fût procédé à l'étude d'une nouvelle répartition des contingents d'entretien du chemin d'intérêt commun N° 38, de Berlaimont à Préseau.

En exécution de cette décision, j'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les pièces de l'instruction, le projet présenté par le service vicinal pour la révision des contingents dont il s'agit.

Il résulte de l'examen de ces divers documents que les propositions du service vicinal, modifiées sur la demande de la Commission syndicale du chemin, dans sa séance du 23 avril 1881, ont été soumises à l'examen des Conseils municipaux des Communes intéressées. Les Conseils municipaux d'Aulnoye, Berlaimont, Gommegnies, Maresches, Villereau et Quesnoy ont donné des avis favorables ; les Assemblées municipales de Potelle, Frasnoy, Orsinval et Villers-Pol ont émis des avis contraires. L'administration forestière substituée à la Commune de Locquignol dans les charges d'entretien du chemin N° 38, en vertu d'une convention en date du 30 septembre 1865, demande que son contingent de 19 % soit réduit à 9.25. Les divers motifs de refus sus-énoncés sont indiqués et examinés dans le rapport ci joint de MM. les Agents-Voyers, en date du 22 août 1881.

La Commission syndicale du chemin N° 38, appelée de nouveau à examiner la question, a proposé l'approbation du projet de répartition dont il s'agit et le Conseil d'arrondissement, dans sa séance du 17 juillet 1882, a admis les conclusions de la Commission syndicale.

Dans cette situation et d'accord avec M. l'Agent-Voyer en chef, j'estime qu'il y a lieu de fixer ainsi qu'il suit les bases de répartition entre les Communes intéressées des contingents d'entretien du chemin d'intérêt commun N° 38 :

Aulnoye	0,01
Berlaimont	0,13
Locquignol (représentée par l'administration forestière)	0,19
Gommegnies	0,04
Potelle	0,025
Villereau	0,21
Frasnoy	0,015
Le Quesnoy	0,05
Orsinval	0,09
Villers-Pol	0,19
Maresches	0,05
Total	1,000

Chemins d'intérêt commun N^os 76, 76 bis et 208.—Plans d'alignements (4^e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les pièces à l'appui, un projet de règlement des alignements des chemins d'intérêt commun N^os 76, 76 bis et 208, dans la traverse de Cambrai, (feuilles N^os 9, 27, 28 et 30 du plan ci-joint).

Ce projet a été soumis aux formalités d'enquête dans les formes présentes par l'Ordonnance réglementaire du 23 août 1835. Il n'a donné lieu a aucune réclamation, ni observation et les avis de M. le Commissaire enquêteur, de MM. les Agents-Voyers et de M. le Sous-Préfet de Cambrai sont favorables.

Les alignements proposés paraissent bien établis ; le Conseil municipal de Cambrai, par ses délibérations en date des 4 mars et 15 juillet 1882, a demandé l'approbation du projet dont il s'agit.

Dans ces conditions et d'accord avec MM. les Agents-Voyers, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien, par application de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et de la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, fixer les alignements des chemins d'intérêt commun N^os 76, 76 bis et 208 dans la traverse de Cambrai conformément aux lignes rouges du plan ci-joint :

Caudry. — Chemin d'intérêt commun N^o 115 bis. — Plan des alignements. (4^e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, avec les pièces à l'appui, un projet de règlement des alignements du chemin d'intérêt commun N^o 115 bis, dans la traverse de Caudry. (Rues Jean Millot et de la Nation indiquées dans les feuilles 7, 8 et 9 de l'atlas ci-joint).

Ce projet a été soumis dans la Commune de Caudry aux formalités d'enquête dans les formes prescrites par l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835. Il n'a donné lieu a aucune réclamation ni observation. Les avis de M. le Sous-Préfet de Cambrai et de MM. les Agents du service vicinal sont entièrement favorables au projet dont il s'agit.

Le Conseil municipal de Caudry, approuve le plan d'alignement tel qu'il a été dressé par M. Mallet, géomètre au Cateau.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général de vouloir bien par application de l'article 44 de la loi du 10 août 1871 et de la circulaire ministérielle du 13 septembre suivant, fixer les alignements du chemin N^o 115 bis dans la traverse de Caudry conformément aux lignes rouges du plan ci-annexé.

Ci-joint les pièces de l'affaire.

Chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand. — Classement comme annexe du chemin d'intérêt commun N^o 227 de Sepmeries à Bry. (4^e B.).

Dans ses sessions d'août 1881 et d'avril 1882, le Conseil général a pris en considération un vœu tendant à ce que le chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand, soit classé comme annexe du chemin d'intérêt commun N^o 227.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général les pièces de l'instruction à laquelle il a été procédé sur le projet présenté à cet effet par le service vicinal.

Tous les Conseils municipaux des communes intéressées ont été consultés, les assemblées municipales de Sepmeries, Maresches, Wargnies-le-Grand et Bry ont émis des avis favorables au projet de classement. Les Conseils municipaux de Jenlain et de Villers-Pol ont présenté des observations qui ne paraissent pas de nature à être accueillies.

Le Conseil d'arrondissement a, dans sa séance du 17 juillet 1882, donné un avis favorable au classement dont il s'agit.

D'après les renseignements produits par MM. les Agents-Voyers et d'accord avec la jurisprudence admise par le Conseil général pour le classement des chemins d'accès aux gares, je prie l'Assemblée de vouloir bien prononcer le classement, comme annexe du chemin d'intérêt commun N° 227, de Sepmeries à Bry, du chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand, sur une longueur de 104 mètres.

Chemins ruraux reconnus. — Projet de règlement général (4 B.)

L'article 8 de la loi du 20 août 1881, sur les chemins ruraux dispose que « pour assurer » l'exécution de cette loi ; le préfet de chaque département fera un règlement général » sur les chemins ruraux reconnus.

» Ce règlement sera communiqué au Conseil général et transmis, avec ses observations, » au Ministre de l'Intérieur, pour être approuvé s'il y a lieu. »

Conformément à cette prescription, j'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil général le projet de règlement général sur les chemins ruraux reconnus dans ce département.

Les dispositions de ce règlement ont beaucoup d'analogie avec celle du règlement général sur les chemins vicinaux, en date du 16 mai 1872, et il a été tenu compte des différences existant entre la législation vicinale et celle des chemins ruraux.

Améliorations de voirie urbaine dans les villes industrielles et commerciales. — (4e B.)

Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général du Nord, a signalé à l'attention du Gouvernement un vœu déposé au sujet des améliorations de voirie urbaine dans les villes industrielles et commerciales.

Je ne puis mieux faire que de mettre sous les yeux de l'Assemblée, la réponse que m'a adressée à cet égard M. le Ministre de l'intérieur à la date du 4 août courant.

« M. le Préfet, au cours de la session du Conseil général du Nord, du mois d'août 1881, » un membre de l'Assemblée départementale a émis le vœu tendant à ce que la législation » actuelle fut modifiée et complétée en vue de permettre aux cités manufacturières, sujettes » à un accroissement rapide de population et d'importance, de réaliser avec moins de lenteur

» et dans des conditions tout à la fois moins dispendieuses et plus satisfaisantes au » double point de vue de l'hygiène et des intérêts industriels et commerciaux. les » améliorations de voirie urbaine qu'exige une transformation aussi prompte de l'état de » ces villes.

« L'auteur du vœu a été frappé de ce que dans certaines localités, telles que Roubaix, » Tourcoing, Fourmies, Anzin, Armentières, etc., qui, tant en raison de leur situation » que du perfectionnement des moyens de commmunication et de transport, sont devenues » en peu d'années des centres populeux d'industrie et de commerce, le développement du » réseau des voies urbaines et les mesures d'assainissement n'auraient pas marché » pair avec la progression du nombre des habitants et des besoins publics.

« Il l'attribue à l'impossibilité où se seraient trouvées les Admininistrations municipales, » par suite de l'insuffisance des pouvoirs dont elles sont investies et des ressources mises » à leur disposition, soit de prévenir un lotissement défectueux des terrains sur lesquels » ces villes étaient appelées à s'étendre; lotissements faits le plus souvent par des » propriétaires à idées étroites, sans préoccupation de l'intérêt général, ni clairvoyant » de l'avenir de la cité, soit d'ouvrir ensuite sur ces terrains mis en valeur de larges » voies et des quartiers spacieux, opération pour laquelle il aurait fallu recourir à des » expropriations et à des emprunts très onéreux.

» Suivant lui, le remède à ces inconvénients serait d'admettre les villes, en mesure de » justifier d'une augmentation annuelle égale au centième de leur population, pendant les » dix dernières années, à présenter, après enquête, à l'approbation du Président de la » République, un plan d'ensemble. comprenant le tracé et le nivellement, tant sur la » partie urbaine que sur la partie rurale de leur territoire, des voies pnbliques, places et » squares que peut composer leur extension. L'emplacement des monuments publics » indispensables, tels que fontaines, écoles, etc. y serait également réservé.

» L'enquête aurait lieu dans les formes déterminées par l'ordonance du 18 février 1834 » avec cette restriction que la Commission d'enquête se réunirait à la Mairie.

» Le soin de réaliser les opérations prévues par le plan serait laissé aux propriétaires » intéressés. On leur reconnaîtrait la faculté de se réunir à cet effet en syndicats. Il leur » appartiendrait de choisir le moment opportun et d'arrêter les conditions d'exécution des » travaux, sans que l'Administration municipale ait le droit d'intervenir. A celle-ci serait » uniquement conservé le pouvoir de délivrer l'alignement et le nivellement individuel. » Ce n'est que lorsqu'une rue deviendrait indispensable à la circulation, et que les » propriétaires ne seraient pas à même de l'ouvrir par voie amiable, que l'Administration » municipale agirait elle-même pour appliquer les dispositions de la loi du 3 mai 1841.

» De plus, dans toutes les villes remplissant la condition ci-dessus indiquée, les disposi- » tions du décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris, pourraient être mises en » vigueur dans la plus large mesure pour toutes les opérations de voirie urbaine.

» Le Conseil général ayant cru devoir signaler ce vœu à l'attention du Gouvernement, » vous m'avez transmis le procès-verbal de la délibération prise à ce sujet par l'Assemblée » départementale le 1er septembre 1881, en me demandant de vous faire connaître la suite » dont elle m'aurait paru susceptible.

» Les communes, M. le Préfet, tiennent déjà des dispositions des lois des 16 septembre

» 1807 et 18 juillet 1837, la faculté de faire dresser des plans généraux d'alignement et
» de nivellement, et l'Administration supérieure a toujours recommandé l'établissement
» de semblables plans comme une mesure très utile dans toules les villes ainsi que dans
» les autres localités d'une certaine importance. Il ne dépend donc que d'elles d'arrêter
» à l'avance le tracé et le niveau des différentes voies publiques ou places dont l'ouverture
» peut devenir prochainement nécessaire sur leur territoire.

» L'auteur du vœu n'a pas indiqué à quel point de vue il jugerait utile de déroger, à
» l'égard des plans qu'il voudrait voir établir aux dispositions du décret de decentrali-
» sation du 25 mars 1852, qui, sauf en ce qui touche la ville de Paris, a transféré du
» chef de l'État aux Préfets, le pouvoir d'homologuer les plans d'alignement et de nivel-
» lement des rues et des places. On ne verrait pas le motif de ce changement rétrograde.

» Une enquête dans les formes de l'ordonnance du 18 février 1834 n'aurait pas de raison
» d'être pour une mesure intéressant exclusivement une ville. Mais, lorsqu'il s'agit d'une
» opération de voirie urbaine importante, tout en procédant conformément aux dispo-
» sitions de l'ordonnance du 23 août 1835, applicables en pareil cas, on pourrait très bien
» nommer une Commission appelée à donner un avis à la suite de celui du Commissaire-
» enquêteur.

» D'autre part, aucune disposition de loi ni de règlement ne s'oppose à ce que
» l'initiative privée vienne en aide aux Administrations municipales, pour la réalisation
» de travaux d'intérêt général qu'elles ne seraient pas en état d'entreprendre avec les
» seules ressources budgétaires. Ce concours des particuliers se produit le plus ordinai-
» remen par voie de souscriptions. Des propriétaires peuvent aussi se constituer en
» association financière et construire, à leurs frais et risques, sur des terrains dont ils
» font l'acquisition, de spacieux ilôts d'immeubles desservis par de larges voies. Quand
» ces opérations présentent le caractère d'utilité publique, l'Administration municipale est
» dans l'usage de les encourager par des subventions ; et, si les acquisitions de terrain ne
» peuvent être entièrement effectuées à l'amiable, ou bien elle se substitue aux propriétaires
» pour achever l'entreprise ou bien elle leur fait conférer le privilège des concessionnaires
» de travaux publics, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841. Dans tousles cas,
» bien entendu, ces arrangements n'interviennent entre l'Administration municipale et les
» propriétaires qu'à la condition par ceux-ci de faire abandon à la ville de la propriété du sol
» des voiesnouvelles. C'est ainsi qu'il a été procédé fréquemment à Paris et dansd'autres
» villes. Des quartiers se sont formés de la sorte, pour ainsi dire, par la seule initiative privée.
» Quant aux dispositions du décret du 26 mars 1852, elles peuvent, aux termes de son
» article 9, être rendues applicables à toutes les villes, c'est-à-dire à toutes les communes
» ayant une population d'au moins 2,000 habitants, qui en font la demande. Le
» Gouvernement n'a jamais refusé d'accueillir les demandes de ce genre, lorsque les
» communes justifiaient de circonstances de nature à rendre la mesure nécessaire au
» point de vue des intérêts de la salubrité publique. La ville de Roubaix notamment se
» trouve au nombre de celles déjà admises à jouir du bénéfice des dispositions du décret-
» de la loi.

» Il est à remarquer d'ailleurs, M. le Préfet, que l'activité donnée, depuis une certaine
» période, dans toute la France, aux travaux de voirie urbaine, l'importance des

» ressources qui y ont été consacrées et les améliorations incontestables opérées sous le » rapport de l'assainissement et de la facilité des communications, permettent difficilement » de considérer, avec l'auteur du vœu sur lequel est appelée mon attention, la législation » actuelle comme insuffisante.

» J'ajouterai que la pratique large et éclairée du suffrage universel, telle qu'elle existe » aujourd'hui, assure des garanties complètes contre l'inertie des municipalités ; sans » doute, l'industrie privée est un auxiliaire précieux et même parfois indispensable pour » l'exécution des opérations de voirie, mais, dans l'intérêt de l'ordre public et du bon » emploi des ressources communales, son concours ne saurait être utilisé autrement qu'il » l'a été jusqu'ici. Lui reconnaître le droit d'intervenir directement et d'une façon » indépendante dans l'exécution des améliorations urbaines serait porter, au détriment de » l'intérêt général, une grave atteinte au principe de l'unité administrative et s'exposer en » outre à voir l'esprit de spéculation devancer les besoins réels.

» Dès lors, M. le Préfet, tout en reconnaissant que le vœu qui m'a été signalé provient » d'une pensée louable, j'estime qu'il n'y a pas lieu de modifier ou compléter dans le sens » de ce vœu, le régime de la voirie urbaine. »

CHAPITRE III.

Maisons d'école. — Demandes de secours. (3e B.)

En exécution de l'article 68 de la loi du 10 août 1871, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil général 43 demandes de secours sur les fonds de l'État et du Département, pour constructions, acquisitions et appropriations de maisons d'école présentées par les communes de Romeries, Lezennes, Cantaing, Eccles, Villers-Outréau, Linselles, St-Python, Wattrelos, Herrin (L), Zuytpeene, La Flamengrie, Villers-Pol, Erre, St-Rémi-Mal-Bâti, Lambersart (2), Beuvrages, Floyon, Etrœungt, Feignies, Elesmes, Bouvines, Maing, Marcoing, Mons-en-Barœul, Attiches (2), Maroilles, La Groise, Faches, Sainghin-en-Mélantois, St-Pierrebrouck, Monceau-St-Waast, Houplin, Hautmont (2), Bouchain, Armentières, La Madeleine, Louvroil, Roubaix, Anzin, Wavrechain sous Denain.

Toutes ces demandes sont revêtues des avis favorables du Conseil départemental de l'Instruction publique et de la Commission des bâtiments scolaires.

Le tableau ci-après que j'en ai fait dresser, contient tous les renseignements propres à mettre le Conseil général à même d'établir le classement prescrit par la loi.

Le total des devis de ces projets monte à 1,929,041 fr.

Sur cette somme il est demandé 937,434 fr. à l'Etat et 20,881 fr. au Département.

Dans mon rapport sur le budget de l'Instruction publique, j'ai fait connaître la situation relativement aux crédits spéciaux. Il me paraît inutile d'en faire ici un nouvel exposé.

Je prie le Conseil général d'examiner, avec le bienveillant intérêt qu'il porte constamment aux affaires de l'Instruction primaire, les demandes que j'ai l'honneur de lui soumettre, de fixer la quotité des secours qu'il voudra bien accorder sur les fonds du Département, puis de dresser, conformément à la loi, l'état collectif par ordre d'urgence des propositions qu'il croira devoir présenter à M. le Ministre de l'Instruction publique.

Ordre de priorité.	COMMUNES.	OBJET DE LA DÉPENSE	DÉPENSE TOTALE.	RESSOURCES			NOMBRE de CENTIMES			PRODUIT DU CENTIME.	Observations.
				Contingent de la commune.	Secours sollicités sur les fonds du département.	Secours proposés sur les fonds de l'État.	Ordinaires.	Extraordinaires.	TOTAL.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Romeries.....	Construction d'une école enfantine et mobilier scolaire.....	6695	3350	345	3000	124	60	184	58.5	(1) Amendes de police correctionnelle.
2	Lezennes.....	Construction d'un groupe scolaire	64169	10169	2000	52000	113	57 1/2	170 1/2	46	
3	Cantaing.....	Con d'une classe à l'école de filles	5385	2693	692	2000	130	9 1/2	139 1/2	59	
4	Eccles.....	Const. d'une classe à l'école mixte	7285	2285	500	4500	132	1	133	9.5	
5	Villers-Outréau.	Etab. d'un log. pour l'institutrice	9630	3630	500	5500	127	3	130	89	
6	Linselles.....	Const. de 2 nouvelles classes à l'école de garçons.....	9765	4765	500	4500	117	7 1/2	124 1/2	257	
7	St-Python.....	Construction d'une école de filles et d'une école maternelle.....	61939	21939	2000	38000	119	3 1/2	122 1/2	100	
8	Wattrelos.....	Const. de 2 écoles de hamean ...	45000	26000	1000	18000	92	19 1/2	111 1/2	533	
9	Herrin L.....	Clôt. du jardin de l'école de filles.	850	250	50	550	95	10 1/2	105 1/2	30	
10	Zuytpeene.....	Con d'une école de g. Sec. suppl..	1000	»	»	1000	83	16	99	80 1/2	
11	La Flamengrie.	Const. d'un puits à l'école de g..	500	250	(1) 50	200	97	1	98	17	
12	Vilers-Pol.....	Construction d'un groupe scolaire	118756	59378	1378	58000	63	29	92	119	
13	Erre.....	App. des écoles et mob. scolaires	19100	9550	550	9000	65	26	91	64	
14	St-Rémy-M.-Bâti	Const. de 2 cl. à l'éc. de g. d'une cl. à l'école de filles et logements.	30700	10000	700	20000	69	20	89	35	
15	Lambersart....	Const. d'une ecole de g. au centre	55000	20000	»	35000	75	13 1/2	88 1/2	241	
16	Lambersart....	Con d'une 2e cl. à l'éc. de g. du ham.	8400	4200	200	4000	75	13 1/2	88 1/2	241	
17	Beuvrages.....	Const. d'écoles. Secours supplre..	14000	»	»	14000	88	«	88	74	
18	Floyon.....	Const. d'une école mixte de ham.	22877	11000	877	11000	85	1 1/2	86 1/2	108	
19	Etrœungt.....	Construction d'un groupe scolaire	120000	60000	»	60000	85	1 1/2	85 1/2	239	
20	Feignies.....	Constr. d'une école de garçons..	52000	27000	1000	24000	57	25	82	192.5	
21	Elesmes.....	Constr. d'une école de filles	17654	8000	654	9000	71	8 3/4	79 3/4	46	
22	Bouvines.....	Constr. d'une école de garçons..	25939	11939	1000	13000	73	5	78	40	
23	Maing.....	Constr. d'une école maternelle et approp. de l'école de garçons..	73936	34000	1936	38000	58	19	77	156	
24	Marcoing.....	Agr. du préau de l'école matern.	1260	630	130	500	71	6	77	128	
25	Mons-en-Barœul	Mobilier des écoles	10833	5333	500	5000	54	20	74	132	
26	Attiches.....	Mobilier de l'édole de garçons...	1942	1042	(1) 100	800	57	12 1/2	69 1/2	70	
27	Attiches.....	Mobilier de l'école de filles	1732	800	(1) 32	900	57	12 1/2	69 1/2	70	
28	Maroilles.....	Agrandissement des écoles	73644	35644	»	38000	55	13	68	284	
29	La Groise.....	Appropriation de l'école de filles et mobilier de l'école enfantine.	1000	500	(1) 100	400	59	6	65	83	
30	Faches.....	Con d'un groupe scolaire au centre et d'une salle d'asile au ham..	149138	65400	1738	82000	58	6	64	144	
31	Saingh.-en-Mél.	Mobil er des écoles	4095	2095	200	1800	50	13	63	118	
32	St-Pierrebrouck	Mobilier de l'école de garçons...	1000	450	(1) 100	450	56	7	63	63.5	
33	Monc.-St-Waast	Constr. d'une école de filles.....	23541	7847	694	15000	60	»	60	46	
34	Houplin.....	Constr. de 2 écoles de garçons..	48787	20000	787	28000	55	4 1/2	59 1/2	108	
35	Hautmont.....	Agrand. de l'école de g. (rive dr.).	39084	20000	»	19084	20	22	42	769	
36	Hautmont.....	Constr. d'une salle d'asile	74000	37000	»	37000	20	22	42	769	
37	Bouchain.....	Mobilier de l'école prim. supér..	636	318	(1) 68	250	32	8 1/2	40 1/2	220	
38	Armentières...	App. de l'école de g. rue Solférino	7000	3500	»	3500	18	20	38	1887	
39	La Madeleine..	Agrandissement de l'école de garçons et mobilier scolaire	19852	11852	»	8000	34	»	34	573	
40	Louvroil.....	Con de 2 éc. et d'une salle d'asile.	84950	42450	»	42500	30	»	30	358	
41	Roubaix.....	Approp. d'écoles et mob. scolaires	354972	254972	»	100000	10	20	30	11242	
42	Anzin.....	Acq., constr. et agrand. d'écoles.	240495	120495	»	120000	16	10	26	814	
43	Wavrechain-S-Denain.....	Construction d'une école mixte..	20500	10000	500	10000	10	3	13	44	
		TOTAUX.....	1929041	970726	20881	937434					

(1) Ces demandes seront renvoyées à la Commission départementale pour l'allocation des secours sur le fonds des amendes de police correctionnelle.

Commune de Flêtre.— Restauration de quatre verrières, objets d'art, à l'église. — Demande de subvention (3e B.).

L'église de la commune de Flêtre possédait autrefois huit grandes verrières remarquables. Quatre sont à peu près détruites ; les quatre autres ont moins souffert et peuvent être restaurées. La commission des monuments historiques a fait établir le devis des dépenses à faire pour cette restauration ; elles sont évaluées à la somme de 3,940 fr.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général les documents que j'ai reçus à ce sujet de la commission historique.

Le conseil municipal de Flêtre a pris, à la date du 28 mai 1882, une délibération par laquelle il a voté une somme de 500 fr. et sollicité des subsides de l'État et du département pour faire face à ces dépenses de restauration.

La commune de Flêtre supporte 106 c. 7 additionnels dont 25 c. 8 extraordinaires ; cette situation ainsi que l'importance et l'urgence des dépenses à faire me paraissent justifier le concours sollicité du département et de l'État.

En conséquence, je prie le Conseil général de vouloir bien allouer une subvention pour la restauration des vitraux de l'église de Flêtre, en émettant l'avis que le complément des ressources nécessaires pour entreprendre les travaux soit accordé sur les fonds de l'État.

Hem. — Recouverture de l'église. — Demande de secours. — (3e B.).

La commune d'Hem projette l'exécution des travaux de recouverture de son église.

Le montant du devis s'élève à la somme de 4,095 fr.

Le Conseil municipal affecte à cette dépense une somme de 3,000 fr. à imputer sur les fonds communaux et sollicite, en outre, un secours de 1,095 fr. pour compléter la somme nécessaire.

Le budget de la fabrique accuse un déficit de 110 fr.

Les travaux projetés sont urgents et ne sauraient être menés à bonne fin avec les resssources locales.

La situation paraissant digne d'intérêt, j'ai l'honneur de proposer au Conseil général :

1° D'allouer sur les fonds du département un secours de 300 fr. ;

2° D'émettre le vœu qu'un secours de 795 fr. sera alloué sur les fonds de l'État, en classant la demande suivant son ordre d'urgence au tableau des propositions que le Conseil général est appelé à dresser en conformité de l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

Mouchin. — Reconstruction de la toiture de l'église. — Secours. — (3e B.).

La commune de Mouchin sollicite l'autorisation de faire exécuter les travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour la réparation de la toiture de son église.

Le Conseil municipal propose de faire face à la dépense qui monte à 4,244 fr. au moyen d'un crédit de 4,000 fr. voté, à cet effet, sur les fonds communaux, et d'une somme de 244 fr. qu'il sollicite sur les fonds du département.

Un rapport de l'architecte en date du 18 mai 1882, constate que la réparation partielle de la toiture primitivement projetée est devenue impossible aujourd'hui, en raison de l'état de délabrement survenu depuis, et que sa reconstruction entière est reconnue indispensable pour conserver le reste de l'édifice.

La commune a fait tous les sacrifices compatibles avec sa situation financière. Elle n'a obtenu, sur les travaux primitifs qui s'élevaient à 11,800 fr., qu'un secours de 300 fr. sur les fonds départementaux.

La situation paraissant digne d'intérêt, j'ai l'honneur de prier le Conseil général d'accueillir favorablement la demande de la commune de Mouchin, en allouant un secours supplémentaire de 244 fr. sur les fonds du département.

Petite forêt. — Construction d'une chapelle vicariale. — Demande de secours (3e B.).

La commune de Petite Forêt, réunie pour le culte à celle d'Aubry, sollicite la création d'une chapelle vicariale.

Elle présente à cet effet un projet de construction dont la dépense est évaluée à la somme de 48,000 fr., y compris l'acquisition du terrain.

Pour couvrir cette dépense, le Conseil municipal a voté un emprunt de 15,000 fr., remboursable en 30 ans au moyen d'une imposition extraordinaire de 18c 1/2..	
A cette ressource viendra s'ajouter un don de M. Collet, curé de la paroisse d'Aubry	5,000 »
Le surplus, soit 28,000 fr. est demandé au département et à l'État à titre de secours.....	28,000 »
Ensemble.....	48,000 fr.

La création projetée paraît nécessaire. La population de Petite forêt dépasse aujourd'hui celle d'Aubry, et l'église commune est déjà bien insuffisante pour la partie principale de la paroisse. Les établissements industriels qui se fondent à proximité de Petite forêt font prévoir encore une nouvelle augmentation de population dans un avenir prochain. D'un autre côté, la distance qui sépare les deux localités et la difficulté des communications pour une partie des habitants, militent encore en faveur du projet qui est favorablement appuyé par la fabrique et le Conseil municipal d'Aubry, par M. le Sous-Préfet de Valenciennes et Mgr l'Archevêque de Cambrai.

La commune n'a pas de ressources et ne peut pourvoir à ses dépenses ordinaires qu'en recourant chaque année à des impositions pour insuffisance de revenus assez élevées. Pour 1882, elle supporte 109c49 dont 22c59 pour remboursement de trois emprunts, dont l'un ne prendra fin qu'en 1910. Le produit du centime n'est d'ailleurs que de fr. 49,85.

La demande me paraissant digne d'intérêt, j'ai l'honneur de la soumettre au Conseil général en le priant de vouloir bien l'examiner avec bienveillance et allouer une subvention de 3000 francs sur les fonds du département, payable en 3 annuités.

En outre, je prie l'Assemblée de vouloir bien appuyer la demande d'une subside de fr. 25,000 sur les fonds de l'État.

Radinghem. — Achèvement du clocher de l'église. — Demande de secours. (3e B.)

La commune de Radinghem présente un projet pour l'exécution des travaux d'achèvement du clocher de son église qui a été détruite par l'ouragan du 12 mars 1876.

La dépense restant à faire pour cet achèvement s'élève à la somme de 17.073 fr. qui serait couverte au moyen des ressources ci-après :

1° Fonds libres de la fabrique.....	3.250 fr.
2° Souscriptions recueillies par ladite fabrique.....	2.750
3° Subvention de la commune.....	1.000
Le Conseil municipal sollicite en outre pour venir en aide à la dépense une subvention de 10.000 fr. dont 8.000 fr. sur les fonds de l'État, ci.....	8.000
Et 2.000 fr. sur les fonds du département ci.....	2.000
Total.....	17.000

Dans sa session d'avril 1881, le Conseil général auquel le projet dont il s'agit avait été soumis a cru devoir rejeter la demande de secours de 2.000 fr. sollicitée par cette commune sur les fonds du département, par le motif qu'un secours de 3.000 fr. avait été alloué en 1877 sur le budget départemental pour la reconstruction de son église, mais il a émis toutefois le vœu qu'un secours de 8.000 fr. fût accordé sur les fonds de l'État.

Les travaux projetés sont reconnus nécessaires et la fabrique et la commune n'ont pas les ressources suffisantes pour faire face à la totalité de la dépense.

La Commission départementale des bâtiments civils appelée à donner son avis a reconnu que l'ensemble du projet paraît bien étudié et peut être approuvé.

La demande de la commune de Radinghem paraissant digne d'intérêt, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien l'examiner à nouveau avec bienveillance et de lui allouer un secours complémentaire sur les fonds du département. Ce secours serait inscrit au budget de 1883 si la situation du crédit de 20.000 fr. ouvert annuellement pour les dépenses de cette nature le permettait. Dans le cas contraire le crédit serait porté au budget de l'exercice prochain.

Quant au secours de 8.000 fr. sollicité sur les fonds de l'État, je prie le Conseil général de vouloir bien donner son avis conformément à l'article 68 de la loi du 10 août 1871.

Salesches. — Réparations au clocher de l'église. — Demande de secours. (3e B.)

La Commune de Salesches présente un projet de réparations à exécuter au clocher de son église.

Le devis de ces travaux s'élève à la somme de 3600 francs.

Le Conseil municipal propose de faire face à la dépense au moyen d'un prélèvement de 2400 fr. sur les fonds communaux disponibles et d'un secours de 1200 fr. qu'il sollicite sur les fonds de l'État et du département.

Les réparations projetées sont très urgentes et il y aurait péril à en ajourner l'exécution.

Le budget communal accuse un faible excédent de recette de 12 fr. 40 qui ne permet pas à la Commune de mener les travaux à bonne fin.

Dans cette situation, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien :

1° Allouer sur les fonds du département, un secours de 400 fr. à inscrire au budget départemental.

2° Emettre le vœu qu'un secours de 800 fr. soit alloué sur les fonds de l'État.

Wandignies-Hamage. — Réparation à la toiture de l'église. — Demande de secours. (3e B.)

La Commune de Wandignies-Hamage, projette des travaux de réparations à la toiture de son église.

Le montant du devis s'élève à la somme de 1400 fr.

Le Conseil municipal propose de faire face à la dépense au moyen du produit de l'aliénation d'une rente sur l'état montant à ..... 400 fr.
et d'un secours de 1000 fr. sollicité sur les fonds de l'état et du département, ci ..... 1000 »

Somme égale ..... 1400 »

La situation financière de la fabrique ne lui permet pas de contribuer au paiement des travaux.

Les réparations projetées sont indispensables et ne sauraient être ajournées, en raison de l'état de détérioration de la toiture de l'église.

La demande paraissant suffisamment justifiée, j'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien :

1° Allouer sur les fonds du département un secours de 300 fr. à inscrire au budget départemental.

2° Emettre le vœu qu'un secours de 700 fr. soit alloué sur les fonds de l'État.

Tour de Saint-Amand (monument historique). — Consolidation. (3e B.)

Par délibération du 12 juillet dernier, le Conseil municipal de Saint-Amand, à la suite d'un rapport de la Commission historique, sollicite des subsides pour la restauration de la tour de cette ville, qui, sans contredit, est l'un des monuments historiques les plus remarquables de la région du Nord.

Dans sa dernière session, le Conseil d'arrondissement de Valenciennes a appuyé cette demande de subsides, en la recommandant à toute la bienveillante attention du Conseil général.

J'ai l'honneur de mettre les pièces de l'affaire sous les yeux du Conseil général.

Un projet de restauration, dressé en 1862, prévoyait une dépense de 60,000 fr. L'État devait intervenir pour un tiers et la ville pour les deux autres tiers. Ce projet ne fut pas mis à exécution à cause de l'insuffisance des ressources municipales. La situation n'a pu que s'aggraver.

En l'état, j'estime qu'il y a lieu, pour la ville ou le ministère des Beaux-Arts, de faire dresser le devis des travaux reconnus indispensables pour la restauration et la consolidation du monument, afin qu'une suite utile puisse être donnée à l'affaire.

Opportunité d'ouvrir un crédit pour continuer un forage dans la Flandre. (1er B).

Par une délibération en date du 21 avril dernier, le Conseil général a demandé l'étude de la question de savoir s'il serait opportun d'ouvrir un crédit au budget départemental, pour la continuation d'un sondage entrepris à Bourbourg, abandonné à la profondeur de 251 m., et qui, au dire de M. Gosselet, Professeur à la Faculté des sciences de Lille, aurait chance de rencontrer une nappe aquifère vers le niveau de 313 m.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée un rapport de MM. les Ingénieurs des mines sur cette question.

Il résulte des renseignements fournis, qu'il y a incertitude quant à la qualité des eaux que l'on pourra trouver dans le terrain crétacé des environs de Dunkerque et de Bourbourg, et que dans tous les cas, ces eaux seront peu abondantes. Cependant M. l'Ingénieur en chef estime que l'importance du but à atteindre justifierait un effort et une dépense nouvelle.

La somme qui paraît nécessaire pour continuer les travaux entrepris à Bourbourg ou à Dunkerque est évaluée à 20,000 francs.

Établissements et institutions de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'État pour 1883. (2e B.)

Aux termes de l'art. 68 de la loi du 10 août 1871, le Conseil général est appelé à dresser un tableau collectif de propositions, en les classant, par ordre d'urgence, pour la répartition des secours annuellement accordés, sur les fonds de l'État, aux établissements et institutions de bienfaisance.

Je prie le Conseil général de vouloir bien s'occuper de ce travail pour la répartition du crédit de 10.000 fr. qui est alloué par M. le Ministre de l'Intérieur, aux établissements et institutions dont il s'agit, appartenant au département du Nord, pour l'année 1883.

Je mets, à cet effet, sous les yeux de l'assemblée départementale, les demandes de secours qui me sont parvenues, elles sont accompagnées des pièces à l'appui et d'états de renseignements sur les établissements intéressés. Ces derniers états ont été dressés, ainsi que le Conseil général le remarquera, conformément aux recommandations contenues dans sa délibération du 25 août 1875. L'un d'eux présente, dans l'ordre croissant de leurs ressources, les établissements de bienfaisance qui ont moins de 10 francs de revenus par moyenne d'indigents secourus et à secourir.

Je crois devoir rappeler au Conseil général qu'aux termes des instructions ministérielles, les secours dont il s'agit ont un double objet : venir en aide aux établissements et aux œuvres absolument dénués de ressources ; encourager les institutions publiques et privées qui, par les services rendus et à raison de leurs sacrifices et de leurs efforts, sont réellement dignes de la bienveillance du Gouvernement. Il importe aussi, pour rendre le secours de l'État réellement efficace, de ne pas comprendre un trop grand nombre d'établissements dans la répartition ; enfin les sociétés de charité maternelle, celles de secours mutuels et les salles d'asiles ne doivent point y participer, des subventions spéciales étant affectées à ces institutions diverses.

Les instructions ministérielles rappellent d'ailleurs, en s'appuyant sur un avis du Conseil d'État du 27 février 1875, que le Conseil général, seul compétent en la matière, ne saurait déléguer à la Commission départementale la mission qu'il tient de la loi du 10 août 1871, article 68, et que c'est au Conseil de dresser le tableau, par ordre d'urgence, des établissements les plus dignes de participer aux secours du Trésor.

Je joins au présent rapport, à titre de renseignements, l'état de répartition du fonds de 10.000 francs alloué pour l'année 1883, répartition arrêtée d'après les bases fixées par le Conseil général dans sa délibération du 25 août 1875.

CHAPITRE IV.

Chemins de fer. — Contrôle des travaux. — Service de M. Cirodde. Ingénieur en chef. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef du contrôle des travaux exécutés par les Compagnies de chemin de fer dans le département du Nord.

J'appelle l'attention de l'assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis, et je me bornerai à donner une courte analyse de ce rapport et à en signaler les point principaux.

RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Cambrai à la frontière belge vers Dour. — La 1re section de Cambrai au Quesnoy, qui a une longueur de 32,335m72 est en exploitation depuis le 10 août 1876 et les récolements sont terminés.

La reconnaissance des travaux de la 2e section, *du Quesnoy à la frontière*, a eu lieu le 23 septembre 1881 et l'exploitation autorisée par décision ministérielle de 15 octobre 1881 a été ouverte à partir du 1er novembre suivant.

Les récolements des travaux accessoires ordonnés par arrêté préfectoral du 6 avril 1881 sont presque terminés.

Ligne de Douai à Orchies et à la frontière belge vers Tournai — La mise en exploitation de la 1re section de Douai à Orchies, d une longueur de 15,942m95 a eu lieu le 11 décembre 1880 en vertu d'une décision ministérielle du 28 octobre 1880. Les récolements sont terminés et les procès-verbaux ont été homologués par arrêté préfectoral du 15 décembre 1881. Tous les projets de tracé et de terrassements de la 2e section d'Orchies à la frontière sont approuvés. Un décret du 19 juin 1880 a homologué la convention internationale signée le 18 octobre 1879 pour la détermination du point de passage à la frontière belge de la ligne de Douai à Orchies et à Tournai. Les travaux de cette section sont en cours d'exécution et ils paraissent pouvoir être terminés pour la fin de l'année courante.

RÉSEAU DU NORD-EST

Ligne de Gravelines à Watten. — La ligne principale dont la longueur est de 19,432m a été ouverte à l'exploitation le 9 mars 1873. Il reste à construire la voie de raccordement avec les quais du port de Gravelines. Le projet présenté à ce sujet par la Compagnie du chemin de fer du Nord a été approuvé par décision ministérielle du 31 mars 1882 et les travaux sont actuellement en cours d'exécution.

Ligne de Somain à Roubaix et à Tourcoing. — La 1re section de Somain à Orchies est en exploitation depuis le 18 décembre 1874. La 2e section d'*Orchies à Tourcoing* a été livrée à l'exploitation en mai 1878. Le service du contrôle des travaux a été supprimé par décision ministérielle du 5 janvier 1882 à partir du 16 du même mois.

Ligne de Maubeuge à Fourmies. — Les projets de tracé et de terrassements ont été approuvés pour la ligne principale de Maubeuge à Fourmies.

Le projet de réfection de la ligne de Maubeuge à Ferrière-la-Grande a été approuvé par décision du 1er mars 1882.

Le projet de tracé et de terrassements de la section comprise entre Ferrière-la-Grande et Solre-le-Château a été approuvé par décision du 31 mai 1882.

L'enquête des stations entre Maubeuge et Solre-le-Château a été ouverte par arrêté préfectoral du 6 mai 1882. Les pièces sont actuellement soumises à l'examen de M. l'Ingénieur en chef du contrôle.

La section de *Solre-le-Château à Trélon* a été approuvée par décision du 15 janvier 1876. Les ouvrages d'art ont été approuvés par décision du 6 décembre 1880.

Le projet de viaduc sur l'Helpe a été approuvé par décision du 14 janvier 1882.

Les projets de détails des stations de Solre-le-Château, Liessies et Trélon ont été approuvés par décision ministérielle des 15 janvier et 12 mai 1882.

L'arrêté de cessibilité des terrains situés au territoire de Solre-le-Château a été délivré à la date du 3 mai 1882.

Le tracé entre Trélon et Fourmies a été approuvé définitivement par décision du 21 mars 1882.

Les plans parcellaires de cette section ont été approuvés par décision du 13 février 1882 et les terrains situés dans la traversée des communes de Glageon et Fourmies ont été déclarés cessibles pour cause d'utilité publique par arrêté du 24 mars 1882.

Les projets des ouvrages d'art à construire entre Solre et Fourmies au territoire des communes de Glageon et de Fourmies ont été approuvés par décision du 19 mai 1882.

Situation des travaux. — Entre Solre et Trélon tous les terrains sont achetés à l'amiable, ou tout au moins les propriétaires ont autorisé l'occupation provisoire. Entre Trélon et Fourmies, il y a promesses de vente. En ce qui concerne les terrassements, 25 tranchées sont ouvertes, 11 sont terminées ; 4 nouveaux chantiers ont été ouverts pendant le mois de mai. Une locomotive a été amenée pour l'exécution des terrassements. Une seconde locomotive sera installée prochainement. Les ouvrages d'art sont en cours et un certain nombre est terminé.

Embranchement de Cousolre. — Par décision du 2 juillet 1882, M. le Ministre de la Guerre a approuvé les conclusions de la délibération prise, dans sa séance du 30 juin, par la Commission mixte des travaux publics au sujet du projet présenté par la Compagnie du Nord-Est pour le tracé de l'embranchement de Ferrière-la-Grande à Cousolre (ligne de Maubeuge à Fourmies).

Ces conclusions sont : « Qu'il n'y a pas lieu d'approuver le projet présenté par la Com-
« pagnie du Nord-Est pour le tracé de l'embranchement à construire pour desservir Con-

» solre, lequel ne satsfait ni aux conditions indiquées par la Commission dans son avis
» du 4 avril 1881, ni même aux termes de la loi du 23 juillet 1881 ;
« Que la Compagnie doit être invitée à présenter un projet satisfaisant aux conditions
» précitées, et qu'il n'y a pas lieu d'autoriser un commencement d'exécution des travaux
« sur une portion quelconque de l'embranchement avant l'approbation de ce projet. »

Ligne de St-Omer à Berguette. — Cette ligne est en exploitation depuis le 1er septembre 1878. Les récolements des ouvrages ont été homologués par arrêté préfectoral du 22 décembre 1881.

Ligne de Calais à Dunherque. — L'exploitation de la ligne a été autorisée par une décision du 19 août 1876. Les terrains sont acquis partout sauf sur quelques points où la largeur n'est pas tout-à-fait suffisante pour l'établissement de la seconde voie. Les terrassements sont terminés. Il reste à faire quelques ouvrages d'art. Sur la demande de la Compagnie il a été procédé au récolement des clôtures en treillage. Le procès-verbal de cette opération a été homologué par décision ministérielle du 11 avril 1882.

Par décision ministérielle du 6 juillet 1882, la Compagnie du Nord-Est a été mise en demeure de construire, avant le 1er septembre 1882, une buse transversale, sous les voies du chemin de fer de Calais à Dunkerque, au point 5k675.

Cette buse sera en ciment, en maçonnerie ou en fonte, et la génératrice supérieure de l'extrados de la voûte ne pourra être en saillie sur la plate-forme des terrassements. Elle aura au moins 0m40 de diamètre intérieur.

La Compagnie du Nord-Est a été également invitée à procéder, dans le même délai, à la réfection des contre-fossés ouverts par elle, conformément à la décision ministérielle du 27 mai 1880, entre les points 5k564 et 6k764, sauf dans les parties desdits contre-fossés obstruées par les travaux de ballastage exécutés par la Compagnie du Nord, qui sera tenue de rétablir les dites portions des contre-fossés avant le 1er septembre 1882.

Les deux Compagnies s'entendront entre elles pour la détermination des travaux qui devront incomber à chacune d'elle dans ce curage.

La même décision porte que faute par les deux Compagnies d'avoir exécuté les dits travaux dans le délai spécifié ci-dessus, il y sera procédé, à leurs frais, par les soins de l'administration.

RÉSEAU DE PICARDIE ET FLANDRES.

Ligne de Cambrai à Douai. — Cette ligne a été ouverte à l'exploitation par décision ministérielle du 29 juillet 1881. Le contrôle des travaux a été supprimé à partir du 16 avril 1882 par décision ministérielle du 5 du même mois.

Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain et Abscon. — La reconnaissance des travaux de la 1re section d'Aubigny à Somain a été faite le 1er juin 1882 et une décision ministérielle du 9 juin a autorisé la mise en exploitation à partir du 15 du même mois.

Un arrêté préfectoral du 24 mai 1882 a ordonné de procéder au récolement des ouvrages accessoires.

En ce qui concerne la section d'Aniche à Abscon, la Compagnie a justifié qu'elle s'est entendue avec les autres Compagnies intéressées pour accorder au public des tarifs de voyageurs et de marchandises calculés d'après le tracé direct entre Aniches et Abscon. Ces justifications ont paru répondre à la demande de l'Administration supérieure et M. le Ministre des Travaux publics par dépêche du 28 juillet 1882 a prescrit de soumettre à l'enquête d'utilité publique la demande présentée par la Compagnie de Picardie et Flandres à l'effet d'obtenir d'être autorisée à ne pas construire l'embranchement d'Aniches à Abscon.

J'ai réclamé les pièces nécessaires pour ouvrir cette enquête qui sera ordonnée prochainement.

RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE LILLE A VALENCIENNES

Ligne directe de Lille à Valenciennes. — Les projets relatifs à l'amélioration des passages à niveau en remblai et de leurs abords ont été approuvés par décision ministérielle du 1er mai 1882.

Les travaux de parachèvement de la 1re section de Lille à la limite des arrondissements de Douai et de Valenciennes à l'intérieur des clôtures sont terminés par les soins de la Compagnie du Nord. Les travaux extérieurs vont être commencés, conformément aux prescriptions de la décision du 28 mai 1880.

La Compagnie du Nord continue les travaux qui restent à exécuter sur la 2e section située dans l'arrondissement de Valenciennes.

Ligne de St-Amand à la frontière belge vers Tournai. — La ligue est en exploitation depuis le 1er octobre 1880. Le service du contrôle des travaux a été supprimé par décision ministérielle du 21 octobre 1881 à partir du 16 du même mois.

VŒUX :

1° *Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain et à Abscon.—Embranchement d'Abscon.* — Il a été répondu ci-dessus à ce vœu.

2° *Ligne d'Orchies à la frontière vers Tournai. Mise en exploitation.* — L'achèvement des bâtiments, terrassements et ouvrages d'art est fixé a la fin d'octobre prochain. A cette date, il restera encore à ballaster et à poser les voies. La Compagnie m'a déclaré par lettre du 22 jnillet 1882 que la ligne d'Orchies à la frontière belge sera livrée à l'exploitation avant la fin de l'année.

3° *Raccordement de la gare de Gravelines à Watten avec les quais du port de Gravelines.* — Ce raccordement a nécessité l'acquisition d'une certaine quantité de terrains. La Compagnie du Nord a traité de gré à gré pour éviter des délais et se trouve aujourd'hui maîtresse des terrains dont elle a besoin. Pour le pont à construire sur un bras de l'Aa, elle a passé un marché avec MM. de Schryver, d'Hautmont, pour la fourniture des cuvelages des culées et du tablier métallique. En attendant l'exécution de ces travaux, la

Compagnie a préparé la plate-forme de sa voie, de la gare au pont et pose ses traverses. Les travaux sont activement menés et seront terminés aussitôt que possible.

4° *Ligne de Cambrai à Dour, section de Bavai à la frontière belge.* La Compagnie du Nord est depuis plusieurs mois en mesure de livrer à l'exploitation la partie de la ligne de Cambrai à Dour comprise entre Bavai et la frontière belge ; mais, pour organiser le service. elle doit attendre que la Belgique soit prête à livrer la partie comprise sur son territoire entre la frontière et la statiou douanière de Roisin-Autrappe. Le service des marchandises entre la station de Bavai et le quai de chargement de Bettrechies se fait depuis le mois de novembre dernier, et la douane française est établie à Bavai depuis quelque temps. La partie belge comprise entre Roisin et Dour est livrée à l'exploitation depuis le 12 juin dernier, de sorte que la seule lacune est la partie entre la frontière et la gare de Roisin, retardée, dit-on, par la douane belge qui n'aurait pas trouvé suffisante son installation dans cette gare. J'ai écrit à ce sujet à M. le Ministre des Travaux publics.

Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État. — Études et travaux. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef des études et travaux des chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat.

Les lignes classées par la loi du 17 juillet 1879 dans le réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général, sont :

1° Lens à Armentières ;
2° Valenciennes au Cateau ;
3° Thiant à Lourches ;
4° Armentières à Tourcoing et Roubaix ;
5° Don à Templeuve ;
6° Denain à St-Amand ;
7° Avesnes à Solre-le-Château ;
8° Roubaix à la frontière belge vers Audenaerde ;
9° Lille-La Madeleine à Lannoy.

Les quatre premières lignes ont été rangées dans la catégorie des chemins de fer de première urgence, les cinq autres dans celles des chemins de fer de deuxième urgence.

J'appelle l'attention du Conseil sur les renseignements fournis par M. l'Ingénieur en chef Doniol, et je me bornerai à donner une analyse de son rapport et à en signaler les points principaux.

Ligne de Lens à Armentières.

Le chemin de fer de Lens à Armentières a été déclaré d'utilité publique par une loi du 7 avril 1879, qui a autorisé en même temps M. le Ministre des travaux publics à en entreprendre les travaux.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministé-

rielle du 29 juillet 1879. D'après cette décision, l'infrastructure de la ligne doit être établie partout à deux voies.

Dans le département du Nord, on compte, en dehors des stations et gares en exploitation de Bauvin-Provin, de Don, de Wavrin et d'Armentières, les deux stations d'Erquinghem-le-Sec et d'Ennetières-en-Weppes, dont les projets d'emplacement ont été approuvés par l'administration supérieure le 7 décembre 1879.

Les acquisitions de terrains sont toutes réglées, tant à l'amiable que par voie des jurys spéciaux d'expropriation, et presque en totalité payées. La surface acquise pour toute la ligne est de 94 hectares 26 ares 12 centiares pour un prix total de 1.573.083 francs, ce qui donne une moyenne de 16.688 francs l'hectare d'une moyenne de 46.677 fr. par kilomètre.

Les stations du Nord ont été adjugées le 11 janvier 1882, moyennant un rabais de 14 % sur les prix de la série. Des ordres sont donnés pour que les travaux de maçonnerie soient terminés d'ici à trois mois au plus tard.

Le ballastage et la pose des voies entre Lens et Bauvin-Provin, d'une part, et entre Bauvin-Provin d'autre part, ont fait l'objet de marchés passés avec la Compagnie du Nord, et approuvés par décision ministérielle du 8 avril 1882. Ces travaux devront être commencés avant le 1er août, mais le résultat à obtenir est subordonné à la fourniture du matériel nécessaire à l'armature des voies, dont nous pressons la livraison.

Les crédits ouverts en 1882 s'élèvent à 1.900.000 fr. dont 1.100.000 fr. a été affecté au département du Pas-de-Calais et 800,000 fr. au département du Nord.

On espère pouvoir livrer à l'exploitation, vers la fin de 1882, la partie de la ligne de Lens à Armentières, comprise entre Lens et Bauvin-Provin, et vers le milieu de 1883, la partie de cette ligne comprise entre Bauvin-Provin et Armentières, si toutefois la fourniture du matériel peut être assurée en temps utile.

Ligne de Valenciennes au Cateau.

Le chemin de fer de Valenciennes au Cateau a été déclaré d'utilité publique par la loi du 7 avril 1879, qui a autorisé en même temps M. le Ministre des travaux publics à entreprendre les travaux.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle du 21 juillet 1879. D'après cette décision, l'infrastructure de la ligne doit être partout établie à deux voies.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision ministérielle du 13 décembre 1879. Ces stations sont au nombre de six, indépendamment des gares de Valenciennes, de Solesmes et du Cateau : Ce sont les stations de Trith-St-Léger, de Prouvy, Thiant, d'Haspres, de Saulzoir, d'Haussy et de Neuvilly.

Les acquisitions de terrains sont toutes réglées, tant à l'amiable que par la voie des jurys spéciaux d'expropriation, et en grande partie payées.

Le projet des stations de Saulzoir, Haussy et Neuvilly, adjugé le 12 avril dernier, monte, rabais déduit, à 224.741 fr. 80. Ces trois stations sont en cours d'exécution, et tout fait espérer qu'elles seront terminées cette année.

Le projet des stations de Trith-St-Léger, Prouvy-Thiant et d'Haspres, adjugé le 3 juin 1882 monte, rabais déduit, à 320 000 francs.

La station d'Haspres, commencée, pourra être terminée cette année, les deux autres seront faites comme gros-œuvre.

Le projet du ballastage et pose de voies, de la partie de Solesmes au Cateau montant à 190.000 fr. a été adjugé, sans rabais, le 12 juillet 1882.

Ces travaux ne pourront être entrepris que lorsque la Compagnie de Fives-Lille aura posé les tabliers métalliques de Solesmes au Cateau et lorsque le matériel nécessaire à l'armature sera approvisionné ce qui retardera la pose de voie, qui ne peut être faite qu'en bonne saison.

Il ne reste à produire que les projets de ballastage et pose de voies, de fourniture des bois spéciaux et de clôtures pour la section de Valenciennes à Solesmes. Ces projets seront soumis à l'approbation ministérielle en temps utile.

Le crédit ouvert pour l'exercice 1882 est de 1.000.000 de francs, sur laquelle somme la dépense au 30 juin 1881 a été de 810.000 fr. Une augmentation de crédit est demandée.

On espère pouvoir livrer à l'exploitation, vers le milieu de l'année 1883, la partie de la ligne de Valenciennes au Cateau comprise entre Solesmes et Le Cateau, et vers la fin de la même année, la partie comprise entre Valenciennes et Solesmes.

Ligne de Thiant à Lourches.

Le chemin de fer de Thiant à Lourches, classé de 1re urgence, a été déclaré d'utilité publique par une loi du 3 août 1881.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle des 19 octobre 1881 et 24 juin 1882.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision ministérielle du 23 février 1882. Ces stations sont au nombre de deux, indépendamment des gares extrêmes Prouvy-Thiant et Lourches. Ce sont les stations d'Haulchin-Thiant et de Denain.

Les enquêtes parcellaires ont eu lieu et les plans et états des terrains à acquérir ont été approuvés par décision ministérielle du 8 juillet 1882.

Les dépenses de construction de la ligne de Thiant à Lourches sont évaluées :

Pour l'infrastructure à	2.500.000 fr.
Pour la superstructure à.....	1.500.000 fr,
Soit en totalité à	4.000.000 fr.

Le crédit accordé pour 1882 est de 150.000 francs et le chiffre des dépenses au 30 juin, était de 11.300 francs.

Ligne d'Armentières à Tourcoing et à Roubaix.

Le chemin de fer d'Armentières à Tourcoing et Roubaix a été classé de première urgence.

L'enquête d'utilité publique est terminée et l'avant-projet, complètement instruit, est entre les mains de l'administration.

Les études sur le terrain sont terminées, il ne reste plus à faire dans les bureaux que quelques études de détail pour la rédaction des projets.

Les dépenses de construction de la ligne sont évaluées :

Pour l'infrastructure, à.....	4.000.000 fr.
Pour la superstructure, à.....	2.000.000 fr.
Soit en totalité	6.000.000 fr.

Le crédit accordé pour les études, en 1882, est de 10.000 francs sur lequel il a été dépensé, au 30 juin, une somme de 7.000 francs.

Ligne de Don à Templeuve.

L'avant-projet de cette ligne, classé de 2e urgence, a été étudié en 1879 et à été transmis à l'administration supérieure.

La dépense est évaluée à 3,300,000 fr., dont :

Pour l'infrastructure à 2 voies, à.....	2.000.000 fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	1.300.000 fr.
Soit en totalité	3.300.000 fr.

Aucun crédit n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne de Denain à Saint-Amand.

Ligne classée de deuxième urgence.

L'avant-projet a été expédié le 15 octobre 1879 à l'administration supérieure.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à deux voies, à	1.600.000 fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	1.400.000 fr.
Soit en totalité à	3.000.000 fr.

Aucun crédit n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne d'Avesnes à Solre-le-Château.

(Ligne classée de 2e urgence.)

Des études ont été faites en 1881, pour la modification du tracé, rendue nécessaire par la nouvelle direction de la ligne de Maubeuge à Fourmies. Deux tracés ont été soumis à l'administration supérieure. M. le Ministre, par sa décision du 22 avril 1882, a autorisé

l'ouverture des conférences mixtes sur celui de ces tracés passant par Felleries, et se raccordant à la station de Sars-Poteries, avec la ligne de Maubeuge à Fourmies. es Lconférences sont ouvertes.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à une voie, à	1.560.000 fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	1.000.000 fr.
Soit en totalité, à.....	2.560.000 fr.

Aucun crédit n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne de Roubaix à la frontière belge vers Audenaerde.

Ligne classée de deuxième urgence.

L'avant-projet a été adressé à l'administration ainsi que le procès-verbal de la conférence internationale qui a été tenue le 20 mai 1881 entre les représentants des deux pays limitrophes, à l'effet de déterminer le point et les conditions du passage à la frontière.

Les conférences mixtes avec le service du Génie militaire ont également eu lieu, elles ont reçu l'adhésion de MM. les Ministres de la Guerre et des Travaux publics.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure » deux voies à	400.000 fr.
Pour la superstructure à une voie, à	264.000 fr.
Soit en totalité, à.....	664.000 fr.

Le crédit accordé, pour 1882, est de 3.000 fr. et le chiffre des dépenses, au 30 juin, était de 900 francs.

Ligne de Lille-La Madeleine à Lannoy.

Ligne classée de deuxième urgence.

Par sa lettre en date du 13 avril 1882, M. le Ministre des Travaux publics a demandé qu'il fût procédé à la préparation de l'avant-projet régulier de la ligne de Lille-La Madeleine à Lannoy.

Les études sur le terrain sont à peu près terminées et on commence à préparer le dossier complet de l'avant-projet.

Le crédit ouvert, pour 1882, est de 6.000 francs sur lequel une somme de 2.500 francs était dépensée au 30 juin dernier.

SUBVENTIONS.

La question relative à une subvention de 30.000 fr. par kilomètre, demandée au département pour les lignes qui n'ont pas encore été déclarées d'utilité publique, a été soumise à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics.

Les lignes qui n'ont pas encore été déclarées d'utilité publique sont indiquées ci-après avec la longueur à construire.

DÉSIGNATION DES LIGNES.	LONGUEUR A CONSTRUIRE.
Armentières à Tourcoing et Roubaix	19 k. 026
Don à Templeuve	20 474
Denain à St.-Amand	13 916
Avesnes à Solre-le-Château	11 530
Roubaix à la frontière belge vers Audenarde	2 244
Lille-La Madeleine à Lannoy	7 208
TOTAL	74 k. 398

Chemins de fer. — Service du contrôle de l'exploitation. — (5e B.).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Meissonnier, Inspecteur général des mines, chargé de la direction du contrôle de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt général du Nord.

Ce rapport est divisé en quatre grandes sections : 1° Voies et travaux ; 2° Exploitation technique du matériel ; 3° Exploitation commerciale ; 4° Vœux du Conseil général (suites données). Il comprend, en outre, un tableau comparatif des produits des stations, des chemins de fer d'intérêt général dans le département du Nord, pendant les années 1880 et 1881.

Je n'ai rien à ajouter aux renseignements que contiennent les documents produits en ce qui concerne les trois premiers chapitres et j'appelle l'attention du Conseil général sur les diverses parties de cet important service.

VŒUX DU CONSEIL GÉNÉRAL (SUITES DONNÉES).

J'ai rendu compte, en avril dernier, de la suite donnée aux vœux émis par le Conseil général dans ses sessions précédentes ; ceux que l'assemblée a réitérés ou formulés dans sa dernière session ont été mis en instruction. Les vœux qui ont donné lieu à des réponses, sont :

1°. — *Établissement d'une halte à Recquignies. — Ligne de St-Quentin à Erquelinnes.*

M. le Ministre des Travaux publics a écrit à la Compagnie du Nord pour insister dans le sens du vœu dont il s'agit. Une décision interviendra prochainement.

2° — Établissement d'une halte entre le Cateau et Busigny, au lieu dit : « Embranchement. »

Le dossier de l'instruction à laquelle les demandes présentées à cet effet ont donné lieu, a été soumis au Comité consultatif du chemin de fer.

Le Comité,

« Considérant que la station demandée serait à deux kilomètres seulement d'une » bifurcation qui oblige tous les trains à un ralentissement ;

» Considérant que la ligne de Paris à Erquelinnes, qui est la voie directe vers Bruxelles, » Charleroi, Liége, etc., dessert des relations internationales d'une grande importance, » qu'elle est très chargée, et qu'il n'y circule actuellement pas moins de 106 trains par » jour, tant réguliers que facultatifs ; que, par conséquent, il y a un intérêt majeur à ne » pas y multiplier les arrêts sans une nécessité bien constatée,

A été d'avis :

» Qu'il n'y avait pas lieu de donner une suite favorable aux vœux dont il s'agit. »

Cet avis a été adopté par décision de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 13 juillet 1882.

3° — Établissement de haltes à Ste-Marguerite et à Erquinghem-sur-la-Lys.

Cette affaire a été soumise à M. le Ministre des Travaux publics et une décision sera rendue prochainement.

4° — Arrêt du train n° 4 à la halte de Wattignies et distribution à la même halte de billets d'aller et retour.

La Compagnie du Nord a donné satisfaction à la première demande, en indiquant dans l'itinéraire du service d'été en vigueur depuis le 15 juin 1882, un arrêt de train omnibus n° 4 à Wattignies. Sur le second point, la Compagnie a répondu par lettre du 2 juin qu'elle allait proposer à l'homologation ministérielle, la création de billets d'aller et retour entre la halte de Wattignies et la gare de Lille. — Acte a été pris de cette promesse.

5° — Établissement d'une halte à Fives-Lille.

A la date du 13 avril 1882, M. le Ministre des Travaux publics a adressé à MM. les Administrateurs de la Compagnie du Nord la lettre suivante :

« Messieurs, à l'occasion d'un vœu du Conseil municipal de Lille et du Conseil général » du Nord, vous avez fait connaître que vous étiez disposés à établir une halte pour les » voyageurs, à Fives-Lille, si les intéressés consentaient à participer à la dépense.

» Le Conseil municipal de Lille, consulté à ce sujet, a maintenu sa demande d'établis- » sement de halte *aux frais exclusifs de votre Compagnie*, les dépenses d'installation » devant être, dit-il, largement compensées par le trafic de la halte.

» Le Comité consultatif des chemins de fer, auquel j'ai soumis l'affaire, a constaté que » la halte sollicitée répondait à des besoins réels. Les faubourgs de Fives et de Lille, qui » renferment 30,000 habitants environ, et dont le centre se trouve situé à plus de 2 kilo- » mètres de la gare de Lille, ont, en effet, des relations fort importantes avec Lille d'une « part, avec Armentières, Roubaix et Tourcoing d'autre part, et il est bien difficile » d'admettre que la création d'une halte sur la ligne qui traverse Fives et relie tous ces » centres industriels, ne doive pas être rémunératrice.

» Aussi, le Comité a-t-il émis l'avis qu'il y avait lieu de vous inviter à produire le projet » que vous avez étudié, en insistant pour que votre Compagnie prenne à sa charge les » frais d'installation de la halte de Fives, à moins que l'installation de cette halte ne » doive entraîner des dépenses tout-à-fait exceptionnelles.

» Je m'empresse de vous transmettre cet avis, en vous priant de m'adresser, le plus » promptement possible, le projet des travaux à exécuter pour l'établissement d'une » halte à Fives. »

J'ai écrit de nouveau à M. le Ministre. La réponse que je recevrais sera mise sous les yeux du Conseil général.

6° — *Transport des exposants et des objets envoyés aux concours agricoles.*

Le vœu du Conseil général a été recommandé toutparticulièrement à M. le Ministre des Travaux publics.

7° — *Création d'une station à Sous-le-Bois, près Maubeuge.*

Cette affairie est à l'instruction.

8° — *Rétablissement d'un service de grande vitesse à la gare des Postes.*

A la date du 22 juillet 1882, j'ai reçu de M. le Ministre la réponse suivante :

» M. le Préfet, vous avez appelé mon attention sur un vœu du Conseil général de votre » département, ayant pour objet d'obtenir le rétablissement d'un service de grande vitesse » à la gare des Postes, près Lille.

» Ainsi que je vous l'ai fait connaître le 14 avril dernier, j'ai invité la Compagnie du » Nord à comprendre cette question parmi celles qu'elle étudie en vue de l'extension du » service des gares de Lille.

» Je viens de charger M. l'Inspecteur général du controle de me faire connaître ou en » sont les études entreprises par la Compagnie, et je ne négligerai rien pour qu'une » solution intervienne le plus promptement possible. »

9° — *Organisation au départ de Douai d'un train correspondant à Lille avec celui de 6 h. 48 pour Calais et Dunkerque et autant que possible avec celui de Bruxelles de 6 h. 20.*

Cette affaire est à l'instruction.

10° — *Communication plus rapide avec Valenciennes du train express arrivant à Paris à 11 h. 15 du matin.*

Affaire en instruction.

11° — *Création d'un service dit des bains de mer sur Gravelines.*

Consultée à ce sujet, la Compagnie a répondu, par lettre du 17 juin 1882, qu'elle allait proposer à l'Administration supérieure, pour être mise en vigueur à partir du 1er juillet, la création de billets d'aller et retour à prix réduits au départ des principales stations du réseau et à destination de Gravelines.

Cette mesure a, en effet, été soumise à l'administration à la date du 26 juin 1882, pour être appliquée du 1er juillet au 30 septembre 1882. La Compagnie a remanié pour cela son tarif spécial G. V. N° 18, et elle y a introduit de nouvelles relations, parmi lesquelles figurent celles qui intéressent le port de Gravelines.

En outre, pour donner satisfaction à un vœu émis par le Conseil municipal de Gravelines le 26 mai dernier, la Compagnie a étudié les moyens de relier, à certains jours, aux trains de plaisir périodiques expédiés sur Calais, la direction de Watten à Gravelines. Elle a organisé, dans ce but, un train d'essai le dimanche 6 août. Si ce train est fréquenté, elle ne manquera pas d'en organiser d'autres.

12° — *Correspondance à Bourbourg des trains 1481 et 3802 en prolongement des trains 1481 et 1482 entre Bourbourg et Gravelines.*

MM. les Ingénieurs du Contrôle ont émis sur ce vœu un avis défavorable.
L'affaire est actuellement soumise à la décision de M. le Ministre des Travaux publics.

13° — *Modifications projetées à la gare de Lille.*

Le vœu du Conseil général a été transmis à M. le Ministre des Travaux publics. Je n'ai reçu, sur cette question, aucune nouvelle communication.

14° Vœux :

» 1° Que le train qui part de Lille le mercredi à 5 h. 40 du soir soit quotidien et prenne » les voyageurs et les dépêches de Paris pour Armentières, afin que les lettres venant » de cette direction puissent être distribuées le même jour dans la soirée ;

» 2° Qu'un train soit établi au départ de Lille pour Armentières, vers 9 heures » du soir ;

» 3° Que les aménagements de la gare des voyageurs à Armentières soit mieux » installés et que la Compagnie du Nord fasse couvrir les voies de service au moyen d'un » vitrage général ou tout au moins d'un abri fermé entre ces voies. »

Les résultats de l'instruction à laquelle a donné lieu le vœu tendant à obtenir la

création d'un nouveau train qui partirait de Lille pour Armentières, vers 9 heures du soir, ont été soumis à l'examen du Comité consultatif des chemins de fer.

Le Comité,

« Considérant que la section de Lille à Armentières est actuellement desservie par » 10 trains journaliers dans chaque sens, que cette organisation répond très largement » aux besoins des populations intéressées,

» A émis l'avis que le vœu du Conseil général et de la Chambre consultative des arts et » manufactures n'était pas susceptible d'être accueilli. »

M. le Ministre des Travaux publics a adopté cet avis par décision du 22 avril 1882.

Les deux autres vœux sont en instruction.

15° — *Éclairage, chauffage et entretien des voitures de voyageurs qui circulent sur le réseau du Nord.*

Par dépêche du 2 juin 1882, M. le Ministre des Travaux publics m'a fait, à cet égard, la communication suivante :

« M. le Préfet, vous m'avez fait l'honneur de me transmettre une délibération du » Conseil général du Nord concernant l'éclairage, le chauffage et l'entretien des voitures » de voyageurs qui circulent sur le réseau du Nord.

» Cette affaire, M. le Préfet, a été examinée par les fonctionnaires du Contrôle, » les résultats de l'instruction ont été ensuite soumis au Comité consultatif des chemins » de fer.

» Le Comité, après avoir constaté que de notables perfectionnements avaient déjà été » apportés aux différents systèmes d'éclairage et de chauffage des voitures mises en » circulation sur le réseau du Nord, a émis l'avis que l'administration supérieure, sans » prescrire de mesures de détail ni spécifier les appareils à adopter, devait inviter la » Compagnie à poursuivre sans relâche l'étude des questions d'amélioration de cette » partie du service.

» Quant à l'entretien du matériel, le Comité a déclaré qu'il devait faire l'objet de soins » constants et que les prescriptions les plus formelles devaient être adressées à la Com- » pagnie à cet égard.

» J'ai adopté l'avis du Comité et j'ai adressé une communication dans ce sens à la » Compagnie.

» J'ai invité, en outre, M. l'Inspecteur général du Contrôle à donner, aux fonction- » naires placés sous ses ordres, des instructions pour qu'ils exercent une surveillance » incessante et très sévère sur le nettoyage quotidien des véhicules, et qu'ils signalent » les faits de négligence qu'ils pourraient constater. »

16° — *Projet de déplacement du bâtiment des voyageurs à la gare de Roubaix.*

Le projet de la Compagnie ne paraît pas encore avoir été produit.

17° — *Station à établir au kilomètre 5 de la ligne de Valenciennes à Aulnoye.*

Cette affaire a été l'objet d'une instruction approfondie à la suite de laquelle M. le Ministre a invité la Compagnie du Nord à présenter un projet pour l'établissement d'une

halte entre Aulnoye et Valenciennes. M. le Ministre a adressé, à ce sujet, le 8 mai dernier, la lettre ci-après à M. l'Inspecteur général du Contrôle :

« M. l'Inspecteur général, j'ai soumis au Comité consultatif des chemins de fer, le » dossier de l'instruction à laquelle ont donné lieu les demandes présentées par diverses » communes et par le Conseil général du Nord, à l'effet d'obtenir l'établissement d'une » station entre Valenciennes et Artres (ligne d'Aulnoye à Valenciennes.).

» Dès l'année 1872, la Compagnie du Nord avait pris l'engagement d'établir une » station au lieu dit « le Poirier » à la seule condition que les communes intéressées » feraient la dépense d'un chemin d'accès avec pont sur l'Escaut. Mais en dehors de » cette condition, diverses circonstances ont jusqu'ici fait ajourner l'exécution de cet » engagement. En effet, la commune de Maing demande que la station fut établie, non » pas au Poirier, mais au kilomètre 6, et de son côté, le Conseil général du Nord qui » avait tout d'abord indiqué le même point pour l'établissement d'une halte a désigné, en » dernier lieu, le kilomètre 5.

» Après avoir formulé diverses objections d'ordre technique contre ces emplacements, » la Compagnie du Nord a fait connaître qu'elle ne serait pas éloignée de donner satis- » faction aux intéressés s'ils consentaient à ce que la halte fut placée vers le kilomètre » 4500 ou mieux encore au kilomètre 4. La Compagnie ajoutait seulement que, dans tous » les cas, les intéressés, communes ou établissements industriels, devraient mettre à sa » disposition les terrains nécessaires à la halte.

» Dans cette situation, le Comité consultatif des chemins de fer,

» Considérant que les établissements industriels du Poirier ont pris une extension » considérable ;

» Considérant, en outre, que les conditions fixées lors de l'enquête des stations de la » ligne de Valenciennes à Aulnoye pour l'établissement éventuel d'une station qui » desservirait Trith-St-Léger et l'agglomération du Poirier vont être prochainement » réalisés ; qu'en effet, des fonds ont été spécialement affectés aux travaux du pont à » construire sur l'Escaut pour relier Trith-St-Léger à la gare projetée,

A été d'avis :

» Qu'il y avait lieu de donner une suite favorable au vœu du Conseil général du Nord, » tout en réservant la question de l'emplacement de la halte à installer et sans qu'il en » résulte une modification de l'engagement pris par la Compagnie du Nord d'établir, non » pas seulement une halte, mais encore une station.

» Cet avis m'a paru devoir être adopté.

» Je vous prie, en conséquence, d'inviter la Compagnie du Nord à présenter pour » l'établissement d'une halte, un projet que vous voudrez bien me transmettre le plus » promptement possible avec les observations de MM. les fonctionnaires du contrôle et » votre avis.

» Il va sans dire que, le jour où l'utilité en serait constatée, cette halte devra être » remplacée par la station que la Compagnie a pris l'engagement d'établir, et je n'ai pas » besoin de faire remarquer que la Compagnie, n'ayant pas demandé à l'époque où cet » engagement a été contracté la session gratuite des terrains nécessaires, il ne saurait

» être question de subordonner une semblable condition à l'établissement beaucoup moins » dispendieux d'une halte. »

18° — *Etablissement d'un passage à niveau rue du Jolimetz, à Valenciennes.*

M. le Ministre a répondu à ce vœu par dépêche du 19 mai 1882. Cette dépêche est ainsi conçue :

« Monsieur le Préfet, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer, le 12 avril » dernier, le Conseil général des ponts et chaussées (3e section) a, sur mon invitation, » pris connaissance des dossiers de l'instruction à laquelle ont été soumises les demandes » du Conseil général du Nord et de la ville de Valenciennes tendant à l'établissement d'un » passage à niveau à l'extrémité de la rue du Jolimetz, pour le passage à travers la ligne » de Valenciennes à Aulnoye, d'un embranchement entre les faubourgs de Paris et de » Cambrai, du chemin d'intérêt commun, classé récemment, de Valenciennes à la gare » d'Iwuy.

» Le Conseil, considérant que l'insistance avec laquelle le Conseil municipal de » Valenciennes, le Conseil général du département et M. le Préfet du Nord, ont réclamé » la création d'un P N à la rencontre de la rue du Jolimetz, ainsi que les sacrifices que » la ville prend l'engagement de s'imposer pour l'établissement dudit passage, témoignent » suffisamment de l'intérêt qu'elle attache à l'ouverture, sur ce point, d'une nouvelle » voie de communication à travers la ligne de Valenciennes à Aulnoye.

» Et, tout en regrettant que des considérations locales dont il paraît difficile, dans » l'espèce de ne pas tenir compte, ne permettent pas d'adopter une solution plus avanta- » geuse au point de vue de l'exploitation de la voie ferrée.

» Estime qu'il y a lieu de décider qu'un passage à niveau sera établi sur la ligne de » Valenciennes à Aulnoye, en prolongement de la rue du Jolimetz, étant entendu que, » conformément aux engagements pris par la ville de Valenciennes, elle supportera tous » les frais d'établissement, d'entretien et de gardiennage dudit passage, ces frais devant » être remboursés à la Compagnie du Nord, qui demeurera, d'ailleurs, chargée de » l'exécution des travaux.

» En ce qui concerne, d'ailleurs, la question de responsabilité des accidents qui pour- » raient se produire à la traversée du nouveau passage, le Conseil estime, avec M. l'In- » specteur général du Contrôle, qu'il n'est pas possible de mettre à la charge de la ville » cette responsabilité, qui ne peut, comme pour les autres passages de son réseau, » qu'incomber à la Compagnie à laquelle appartient exclusivement le choix des agents » de l'exploitation et le soin d'assurer l'exécution des mesures de sûreté propres à » garantir la sécurité des passages. »

Le projet d'établissement du passage à niveau de la rue du Jolimetz n'a pas encore été » présenté par la Compagnie.

19° — *Vœu que le train 33, de Paris à Cambrai, soit prolongé jusqu'à Douai et corresponde, dans cette dernière ville, avec le train 35, afin d'améliorer les relations postales des localités desservies par la ligne de Paris à Erquelinnes avec Lille et le reste du département du Nord.*

Cette question a fait, de la part des fonctionnaires du Contrôle, l'objet d'une instruction au cours de laquelle la Compagnie du Nord a été entendue ; l'affaire a été ensuite soumise au Comité consultatif des chemins de fer.

Le Comité a « fait remarquer que la continuation du train 33 sur Douai devant néces-
» siter la mise en marche d'un train de retour, il s'agirait, en réalité, de créer de nouveaux
» trains sur un parcours de 82 kilomètres par jour et de 29,930 kilomètres par an; qu'il en ré-
» sulterait une dépense de 75,000 fr., hors de toute proportion avec les recettes que les
» nouveaux trains procureraient, car le trajet de Cambrai à Douai devait être effectué à
» grande vitesse entre 1 h. et 1 h. 45 du matin, heure fort incommode pour les
» voyageurs. »

Le Comité « considérant, dès lors, que si le prolongement du train 33 jusqu'à Douai pré-
» sente un certain intérêt au point de vue du service postal, il ne serait d'aucune utilité pour
» le transport des voyageurs, a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'insister auprès de la
» Compagnie dans le sens du vœu du Conseil général du Nord. »

Cet avis a été adopté par décision ministérielle du 2 août 1882.

20° — *Prolongement jusqu'à Valenciennes du train partant à 5 h. 50 du soir de Bruxelles pour Mons et Quiévrain.*

Cette amélioration a été comprise dans le service d'été qui a été inauguré le 15 juin. Depuis cette époque un train part de Quiévrain à 8 h. 11 du soir, après avoir relevé la correspondance du train venant de Bruxelles, et coïncide à Valenciennes avec les trains Nos 4 à destination de Paris, et 860 se dirigeant sur Lille par Orchies.

21° — *Vœux.*

1° *Que le train 2186, partant de Maubeuge à 7 h. 30 du soir pour Bavai et Valenciennes, soit retardé de manière à relever la correspondance du train 19 en provenance de Paris, lequel arrive à Maubeuge à 7 h. 50 ;*

2° *Qu'il soit établi un service plus rapide entre Lille et Hirson ;*

3° *Que le train 853, quittant Lille à 5 h. 47 du matin, corresponde à Valenciennes avec le train 2321, qui en part à 6 h. 45 pour Aulnoye.*

La réponse de M. le Ministre en date du 6 juin est ainsi conçue :

» Cette délibération, M. le Préfet, a donné lieu, de la part des fonctionnaires du
» contrôle du réseau du Nord, à une instruction dont les résultats ont été soumis au
» Comité consultatif des chemins de fer.

» En ce qui concerne le premier point, le Comité a fait remarquer que si l'on retardait,

» au départ de Maubeuge, le train 2186 pour le relier au train 19 venant de Paris, il ne » coïnciderait plus à Bavai, avec le train 1686 à destination de Quesnoy et de Cambrai, » et à Valenciennes, avec les trains 860, 2833 et 4, se dirigeant, le premier sur Lille, le » second sur Quiévrain et le troisième vers Douai. En sacrifiant d'aussi nombreuses » correspondances, qui sont très importantes pour les relations locales, on susciterait les » plus vives réclametions.

» Le Comité a, dès lors, émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de prescrire à la Compagnie » le déplacement du train nº 2186.

» En ce qui touche l'établissement d'un service plus rapide entre Lille et Hirson et la » mise en correspondance, à Valenciennes, du train 853 en provenance de Lille avec le » train 2321 à destination d'Aulnoye, le Comité a déclaré qu'il convenait de réaliser ces » améliorations.

» J'ai adopté l'avis émis par le Comité sur chacune des questions soulevées par le » Conseil général, et j'ai notifié ma décision à la Compagnie.

» J'ajouterai, d'ailleurs, qu'en exécution d'une décision antérieure, dont je vous ai » entretenu par dépêche du 3 avril dernier, les Compagnies du Nord et de l'Est organi- » seront, à partir du 15 juin courant, un service direct et rapide entre Lille et Nancy » par Hirson et Charleville. Les communications entre Lille et Hirson seront alors plus » faciles et plus rapides, comme le demande le Conseil général.

» Quant à la correspondance à donner aux voyageurs venus de Lille par le train 853 » et se dirigeant vers Aulnoye, la Compagnie m'annonce qu'elle l'établira dans le » prochain service d'été au moyen d'un nouveau train (nº 741) qui partira de Valen- » ciennes après l'arrivée du train 853 et coïncidera, en outre, à Aulnoye avec les trains » 22 et 741, allant, le premier vers Paris, le second vers Maubeuge, et, au Qnesnoy, » avec les trains 1683 et 2250 à destination de Bavai et de Cambrai.

» Satisfaction sera ainsi donnée, dans une large mesure, au vœu du Conseil général du » Nord. »

22º — *Etablissement d'une sonnerie électrique au passage à niveau de la route départementale Nº 2.*

La sonnerie trembleuse fonctionne depuis le 16 mai 1882.

23º — *Création d'un train partant d'Aulnoye pour Hirson vers 4 heures du matin, afin d'avoir de bonnes correspondances à Anor et à Hirson, avec les trains qui se dirigent vers la Belgique, l'Est de la France et Paris.*

Le service d'été, qui a pris cours le 15 juin 1882, comprend :

Un train de marchandises-voyageurs nº 2347, partant d'Aulnoye à 3 h. du matin et arrivant à Anor à 4 h. 57 du matin et à Hirson à 5 h. 25 du matin.

Ce train, qui dessert toutes les stations comprises entre Aulnoye et Hirson, donne la correspondance :

1º A Anor, avec le train Nº 1 de la ligne d'Anor à Chimay, partant à 5 h. 35 du matin ;

2° A Hirson , avec les trains :

N° 206 partant à 5 h. 40 du matin pour Vervins, Laon et Paris ;

N° 40 , partant à 6 h. 20 du matin pour Charleville et les stations de la ligne de l'Est.

L'organisation du train N° 2347 donne , en conséquence , satisfaction au vœu émis par le Conseil général du Nord , en ce qui concerne les correspondances à établir à Anor et à Hirson.

24° — Arrêt à Montigny du train de 11 h. 45 du matin.

Affaire en instruction.

25° — Halte à Aubencheul-au-Bac.

Affaire en instruction.

26° — Halte à Sin-le-Noble.

Affaire en instruction.

27° — Suppression de l'impôt sur les transports à grande vitesse et diminution des droits de timbre sur les récépissés et généralement sur toutes les charges qui, directement ou indirectement, pèsent sur les transactions.

Cette affaire a été soumise à M. le Ministre des finances.

28° — Agrandissement de la gare d'Armentières.

Cette affaire a été soumise à M. le Ministre des Travaux publics.

29° — Uniformité des tarifs , réduction des délais de transport , etc.

La réponse de M. le Ministre en date du 1er juillet 1882 est ainsi conçue :

» M. le Préfet , vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour me rappeler diverses » délibérations du Conseil général de votre département concernant la révision des tarifs » de chemins de fer , au double point de vue des taxes et des délais , notamment pour le » transport des animaux vivants , etc.

» Mon administration , vous ne l'ignorez pas , poursuit activement les études et les » négociations nécessaires pour arriver à une réforme de la tarification de nos voies » ferrées.

» Les questions signalées à mon attention par le Conseil général du Nord rentrent » nécessairement dans le cadre de ces études, et vous pouvez donner à cette assemblée » l'assurance que je ne négligerai rien pour satisfaire aux vœux dont elle s'est fait » l'interprète.

30° — Déviation de la route nationale n° 42 à Armentières.

Je n'ai pas encore reçu la réponse de M. le Ministre des Travaux publics sur cette question.

31° — *Suppression de deux passages à niveau aux abords de Lille.*

A la date du 22 juin 1882 , M. le Ministre des Travaux publics a invité la Compagnie du Nord à hâter l'achèvement des nouvelles études qu'elle a entreprises à se sujet.

32° — *Mesures à prendre pour éviter les désordres qui se produisent à la gare de Tourcoing , les jours d'affluence , au moment de la visite en douane des voyageurs venant de la Belgique.*

La Compagnie fait des études à ce sujet. J'ai adressé diverses communications sur cette question à M. le Ministre des Travaux publics.

33° — *Création d'un nouveau train entre Lille et Comines.*

J'ai insisté auprès de M. le Ministre pour que l'affaire fut instruite à nouveau.

34° — *Etablissement d'une gare à St-André.*

A la date du 4 juillet 1882 , M. le Ministre m'a fait la réponse suivante :

» M. le Préfet , vous m'avez fait l'honneur de me transmettre une délibération par » laquelle le Conseil général du Nord insiste pour qu'une gare soit établie sur le territoire » de la commune de St-André.

» Ainsi que le rappelle lui-même le Conseil général , la question a été examinée tout » récemment à la suite des précédents vœux qu'il avait émis, et je vous ait fait connaître, » le 11 février dernier , les motifs qui, d'après l'avis du Comité consultatif des chemins » de fer, ne permettaient pas d'établir une gare à St-André.

» Le Conseil général n'invoquant aujourd'hui aucune considération nouvelle à l'appui » de sa demande , il serait bien difficile de demander au Comité de revenir , à si peu » d'intervalle, sur ses appréciations, et je ne puis , en conséquence , que me référer à ma » dépêche précitée du 11 février.

» Je vous prie de vouloir bien répondre dans ce sens au Conseil général du Nord. »

35° — *Voyage à prix réduit en faveur des instituteurs et institutrices.*

J'ai recommandé ce vœu tout particulièrement à la bienveillante sollicitude de M. le Ministre.

36° — *Emprunt du territoire étranger.*

J'ai de nouveau recommandé très instamment cette question à M. le Ministre des Finances.

37° — *Billets d'aller et de retour entre toutes les stations même sans réduction de prix.*

Cette affaire a été également recommandée à M. le Ministre des Travaux publics.

38° — *Billets d'aller et de retour au départ de Gravelines pour Lille et pour toutes les stations à destination desquelles il en est délivré à la gare de Dunkerque.*

J'ai insisté, auprès de M. le Ministre, pour que satisfaction soit donnée à ce vœu.

39° — *Transformation en station de la halte de St-Pierrebrouck (ligne de Gravelines à Watten).*

Ce vœu a été rejeté par décision ministérielle du 2 septembre 1881, pour le motif que la transformation de la demande entraînerait, pour la Compagnie du Nord, une dépense de 20,000 fr. environ, et que les communes intéressées ont refusé de participer à la dépense. J'ai, néanmoins, demandé à M. le Ministre que de nouvelles instances soient faites pour que satisfaction soit donnée au vœu dont il s'agit.

40° — *Etablissement d'une halte au lieu dit la barrière du Calvaire, sur la ligne de Cambrai à Dour.*

Cette demande a été plusieurs fois examinée et a donné lieu notamment à la décision ministérielle du 7 juin 1881, qui a été mise sous les yeux du Conseil général dans sa session d'août 1881 et qui, d'après l'avis du Comité consultatif des chemins de fer, ne permettent pas de réaliser le vœu dont il s'agit. Cette décision a été maintenue par dépêche de M. le Ministre des Travaux publics en date du 7 août 1882.

Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon. (5e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, le rapport de M. l'Ingénieur en chef Menche de Loisne, sur les chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon, qui traversent le département du Nord, le premier sur une longueur de 2k997m90, le second sur une longueur de 4k340.

Ligne de Busigny à Hirson. — Les travaux de l'infrastructure seront sensiblement avancés à la fin de l'année. Ils se poursuivent au milieu de sérieuses difficultés. L'exécution de cette ligne qui comporte de profondes tranchées dans la Glaise et la Marne bleue et des remblais d'une amplitude de 20 mètres est très laborieuse. L'extrême développement donné aux draînages préventifs et aux travaux de perreyage a eu pour objet de circonscrire les accidents ; mais on n'aura de sécurité complète qu'après l'expérience de l'hiver prochain.

Le viaduc de l'Oise, de 220 mètres de longueur et de 23 mètres de hauteur est achevé.

Par arrêté du 13 juin 1882, les propriétés à acquérir sur le territoire de Busigny ont été déclarées cessibles pour cause d'utilité publique. Les formalités relatives à l'exploitation sont poursuivies.

Ligne du Cateau à Laon. — Le tracé est défini par la loi du 4 avril 1881 comme suit : par ou près St-Souplet (Nord), Wassigny, Mennevret, Tupigny, Guise, Flavigny, Sains et Pouilly-sur-Serre.

L'article 3 de la loi est ainsi conçu :

« Il est pris acte :

» 1° De l'offre faite par le Conseil général du Nord, dans sa délibération du 6 avril 1880, » de payer à l'État nne subvention égale à la valeur de la moitié des terrains nécessaires » à l'établissement de la partie de la ligne du Cateau à Laon, située sur le territoire de » ce département.

» 2° De l'offre faite dans les mêmes conditions par le Conseil général de l'Aisne, dans » sa délibération du 23 août 1879, pour la partie de la ligne à établir sur le territoire » dudit département. »

J'appelle l'attention du Conseil général sur le rapport de M l'Ingénieur en chef Menche de Loisne relatif aux subventions du département et des communes du Cateau et de St-Souplet concernant la construction du chemin de fer du Cateau à Laon M. Menche de Loisne déclare que eu égard à la marche probable des travaux, les 66.000 fr. représentant la moitié des indemnités pour acquisition de terrains dans le département du Nord devraient être versés par moitié en 1884 et 1885.

D'après les termes de la délibération du Conseil général en date du 6 avril 1880, la somme de 66,000 fr., dont il s'agit de répartir ainsi qu'il suit :

A la charge du département (somme maxima).....		33,000 fr.
—	de la commune du Cateau.....	15,000 fr.
—	de la commune de Saint-Souplet.....	18,000 fr.
	Total égal.....	66,000 fr.

Dans cette situation, je prie le Conseil général de vouloir bien :

1° Voter le principe de la subvention de 66,000 fr., qui sera payée moitié en 1883 et moitié en 1884.

2° Autoriser l'inscription en recette au budget de 1883 de la somme de 33,000 fr., incombant aux communes du Cateau et de Saint-Souplet suivant la répartition qui précède.

Chemins de fer d'intérêt local. — Controle. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef du contrôle des chemins de fer d'intérêt local dans ce département.

Le réseau des chemins de fer d'intérêt local comprend quatre lignes développant ensemble une longueur de 66,499m61.

I. Ligne d'Epéhy à Cambrai avec embranchement sur Masnières.

La ligne principale a été concédée le 11 novembre 1871 à la Compagnie de Picardie et Flandres, déclarée d'utilité publique le 2 mai 1873, et ouverte à l'exploitation le 16 novembre 1876.

L'embranchement de Masnières a été concédé à la même Compagnie le 28 août 1873, déclaré d'utilité publique le 10 septembre 1876, et livré à l'exploitation le 1er mai 1880.

La longueur totale de la ligne dans le département du Nord est de 23,331m36.

La voie est à l'état normal d'entretien ; les chemins d'accès aux stations et les traversées des passages à niveau sont généralement bien entretenus.

II. Ligne de Bapaume à Marcoing.

La ligne de Bapaume à Marcoing a été concédée le 26 août 1873, à la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local d'Achiet à Bapaume, déclarée d'utilité publique le 20 janvier 1874 et ouverte à l'exploitation le 10 mars 1878. La longueur dans le département du Nord est de 5,477m05. La voie est bien entretenue. Il n'existe aucune station sur cette voie ferrée dans le département du Nord. Une seule halte pour le service des voyageurs a été établie aux abords de Fléquières et de Ribécourt.

III. Ligne de Don à Hénin-Liétard.

La ligne de Don à Hénin-Liétard a été concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par convention du 25 septembre 1873 et déclarée d'utilité publique par décret du 13 janvier 1874. Cette ligne est exploitée par la Compagnie du Nord en vertu du traité passé avec les concessionnaires le 31 décembre 1875. La mise en exploitation de la ligne a été ouverte au public le 3 novembre 1879. La longueur dans le département du Nord est de 6.341m20. La ligne et ses ouvrages peuvent être considérés comme étant en bon état d'entretien. On exécute actuellement entre Don et Bauvin les travaux nécessaires pour recevoir la ligne en construction de Lens à Armentières et notamment l'adoucissement des déclivités aux abords du viaduc d'Annœullin sur le canal de la Deûle. Le doublement de ce viaduc est en cours d'exécution.

IV. Ligne de Valenciennes à Douzies-Maubeuge.

La ligne de Valenciennes à Douzies-Maubeuge a été concédée le 14 novembre 1871 à M. de Carpentier, banquier à Valenciennes, et déclarée d'utilité publique le 11 septembre 1873. Cette ligne n'a été terminée que vers la fin de l'année 1879. Elle est exploitée par la Compagnie du Nord, la longueur est de 31.260m.

La voie est bien entretenue.

Le projet présenté par la Compagnie du Nord pour l'agrandissement de la gare de Saultain a été approuvé le 4 janvier 1882. A la date du 2 mars, la Compagnie du Nord m'a fait connaître que des mesures étaient prises pour la prompte exécution des travaux.

V. Exploitation commerciale.

J'appelle l'attention du Conseil général sur les renseignements fournis par M. Olry, Ingénieur des mines chargé du contrôle, au point de vue du matériel de l'exploitation

technique et de l'exploitation commerciale. Les accidents ont été peu nombreux en 1881 et sans gravité. Les recettes totales des stations pendant l'année 1880 se sont élevées à 548.166 88
celles de l'année 1881 à..... 780:682 33
Soit une différence en plus de..... 232.515 45

VI. Lignes concédées mais non encore déclarées d'utilité publique.

Dans sa séance du 24 août 1880, le Conseil général a concédé un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Denain à la limite du département du Nord vers le Catelet, à une société dite : Société des chemins de fer du Cambrésis à voie d'un mètre. Cette ligne aura un développement de 45.341m06 sur le territoire du département du Nord, qui lui a accordé une subvention de 7.000 fr. par kilomètre. La loi déclarant l'utilité publique de ce chemin de fer, a été votée par la Chambre des Députés le 3 août 1882 avec déclaration d'urgence. Tout fait espérer que la loi sera promulguée prochainement.

VII. Lignes dont la concession est demandée.

La Compagnie des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes et Anzin et extensions demande la concession des lignes ci-après :

Valenciennes à Denain, par Maing et Thiant.....	14k500
Thiant au Quesnoy, par la vallée de l'Ecaillon.....	19k500
Valenciennes à Maubeuge, par Tasnières sur Hon.....	37k800
St-Amand à Lens, par Orchies, Carvin et Courrières.....	39k800
Valenciennes au Quesnoy, par Préseau et la Rhonelle.....	17k400
Longueur totale.....	129k000

MM. Chevalier Lambert et Rey demandent la concession des ligne suivantes :

Dunkerque à Lille, par Steenvoorde, Hazebrouck et Estaires.....	82k600
Lille à Solesmes, par Douai, Aniches et Thiant.....	69k900
Caudry à Wignehies-Fourmies, par Solesmes, Landrecies et Etrœungt.	55k500
Hondschoote à Bergues.....	11k000
Longueur totale.....	219k000

Le Comité d'études des chemins de fer à voie étroite de la Somme et du bassin houiller du Pas-de-Calais demande la concession de la ligne d'Hénin-Liétard à Vis-en-Artois.

La Société du Cambrésis demande la concession de la ligne de Cambrai à Masnières et au Catelet.

M. Lion demande la concession de la ligne à voie large de Dunkerque à Lille par Steenvoorde, Hazebrouck et Estaires.

MM. Godfernaux et Van den Bogaerde ont été autorisés à étudier une ligne d'Etrœungt à Landrecies.

Je me réfère entièrement aux renseignements fournis à cet égard par M. l'Ingénieur en chef ainsi qu'aux réponses mentionnées dans son rapport en ce qui concerne la suite donnée aux vœux du Conseil général dans ses sessions précédentes. Je dois toutefois ajouter que par arrêté du 6 aout courant, j'ai prescrit la mise à l'enquête du projet d'embranchement d'Hondschoote à Bergues.

Chemins de fer du Cambrésis. — Proposition de nomination d'un membre de la Commission a instituer conformément au décret du 20 mars 1882. (5e B.).

Aux termes du décret du 20 mars 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 16 et 39 de la loi du 11 juin 1880, tout concessionnaire d'un chemin de fer d'intérêt local ou de tramway subventionné doit remettre au Préfet ses comptes d'entretien et d'exploitation, pour être soumis à l'examen d'une Commission composée ainsi qu'il suit :

Le Préfet ou le Secrétaire général délégué, président ;
Un membre du Conseil général du département ;
Un ingénieur désigné par le ministre des travaux publics ;
Un fonctionnaire désigné par le ministre des finances.

Il convient d'instituer la Commission devant procéder pour les lignes concédées par le département du Nord à la Société des chemins de fer du Cambrésis.

J'ai, en conséquence, l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien désigner un de ses membres pour faire partie de la Commission.

Tramways. (4e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef du département, sur les entreprises de tramways en exploitation, en construction ou en projet existant dans le département du Nord.

La longueur totale des tramways ou chemins de fer sur voies publiques est de 389 k. répartie comme suit :

Lignes en exploitation au 1er Juillet 1882.....	82 k. 747
Lignes en construction au 1er juillet 1882.....	60 k. 372
Lignes concédées, mais dont la construction n'est pas commencée.....	74 k. 430
Réseau dont la concession est demandée (longueur approximative).....	171 k. 451
Longueur totale.....	389 k. 000

Les renseignements fournis sur la situation des tramways de Lille, de Roubaix et Tourcoing, de Dunkerque, de Valenciennes, de Fourmies à Wignehies et de Cambrai à

Catillon sont précis et intéressants et je ne puis que les signaler à l'attention du Conseil général. Je dois toutefois ajouter que, par décret du 2 août 1882, l'établissement d'un tramway entre Fourmies et Wignehies a été déclaré d'utilité publique et que, par arrêté du 8 août 1882, j'ai approuvé le projet présenté par la Compagnie du tramway de Cambrai à Catillon, pour la construction des stations de Carnières, Beauvois, Caudry et Inchy, de la gare du Cateau et des haltes d'Awoingt, Estourmel et Beaumont.

Le réseau dont la concession est demandée comprend :

1° *Réseau complémentaire de Lille.*

La ville de Lille a demandé la concession de deux nouvelles lignes : l'une par les rues St-André et de la Monnaie, remplaçant la ligne n° 13 de la rue Négrier à la porte St-André ; l'autre de la porte de Gand à la Grande Place par la rue de Gand, destinée à former la première section de la ligne suburbaine n° 1 de Lille à Tourcoing par Marcq-en-Barœul et Mouveaux.

La ville de Lille n'a pas encore présenté le projet qui lui a été demandé. Cette affaire doit être de nouveau soumise au Conseil municipal de Lille.

2° *Tramway de Lille à Menin par la route nationate n° 17.*

La concession est demandée par M. le comte Delamarre. Une décision ministérielle du 30 juin 1882 a fixé les termes définitifs du cahier des charges et de l'acte de concession à soumettre au Conseil d'État, préalablement à la déclaration d'utilité publique. Il est probable que la concession de la ligne de Lille à Menin, pourra être accordée en 1882.

3° *Ligne de Lille à Armentières et Houplines.*

La concession est demandée par M. le comte Delamarre. L'enquête d'utilité publique vient d'avoir lieu. M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion à l'exécution du projet.

4° *Lignes de la route nationale n° 17 (du Blanc-Four) à Tourcoing d'une part et à Linselles, Bousbecques et Comines d'autre part.*

La concession est sollicitée par M. le comte Delamarre qui a été invité à produire les pièces exigées par le décret du 18 mai 1881.

Le demandeur en concession a déclaré qu'il se chargeait de construire et d'exploiter ces lignes sans subvention ni garantie d'intérêt, si les terrains nécessaires pour l'élargissement des chemins à emprunter lui sont cédés gratuitemeut. Les Conseils municipaux des communes intéressées sont invités à délibérer sur les mesures à prendre pour l'élargissement des chemins vicinaux.

5° *Lignes de Tourcoing à Mouscron, de Roubaix à Tournai, d'Hazebrouck à Merville.*

La concession de ces lignes est demandée par la Compagnie rétrocessionnaire des tramways de Roubaix et Tourcoing. Le service local du Génie militaire a donné un avis.

favorable ; aucune suite n'a pu être donnée à ces demandes, attendu que la Compagnie n'a pas présenté d'avant-projet ; elle est actuellement en faillite.

6° *Ligne de Lille à Lens.*

La concession est demandée par MM. Dubar, Cazeneuve et Stiévenart.

Les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais ont émis en principe un avis favorable au projet et nommé une Commission interdépartementale chargée d'examiner en commun ses dispositions. Le projet sera soumis prochainement à l'administration supérieure. Dans sa séance du 30 juin 1882, le Conseil municipal de Lille a émis un avis favorable.

Par dépêche du 30 juin 1882, M. le Ministre de la Guerre, conformément à la nouvelle délibération prise par la Commission supérieure, a fait connaître que le service militaire se désintéressait de la construction de la ligne de Lille à Lens et qu'il convenait de laisser toute liberté aux services civils, en ce qui concerne la détermination de la largeur à donner à la voie.

7° *Ligne de Cambrai à Arras.*

La concession est demandés par la Compagnie du Cambrésis avec subvention du département. Le projet n'a pas encore été présenté par les demandeurs en concession. La plus grande partie du tracé de cette ligne se trouve sur le territoire du département du Pas-de-Calais.

M. le Ministre dè la Guerre a donné son adhésion au projet le 20 juillet 1881.

8° *Lignes de Raismes à la place de St-Amand, de Bruay à Condé (porte de Valenciennes), de Valenciennes à Blanc-Misseron et à Quiévrain, et de Blanc-Misseron à Condé par Crespin et Thivencelles.* — (Longueur ensemble 35.380 mètres.

Les demandeurs en concession ont produit les projets des lignes de Raismes à St-Amand et de Bruai à Condé. Ces projets sont soumis aux enquêtes autorisées en principe par la décision ministérielle du 27 février 1882 par arrêté préfectoral du 13 juillet 1882.

L'exploitation a été autorisée à titre provisoire et révocable.

La Compagnie a exécuté la pose de la voie sur la ligne de Valenciennes à Quiévrain. L'avant-projet de la ligne de Blanc-Misseron à Condé, route départementale n° 7, n'est pas encore terminé.

9° *Ligne de Condé à Bon-Secours.*

L'instruction de la demande est commencée et sera continuée conformément à la loi du 11 juin 1880.

10° *Ligne de Condé à Hergnies par Vieux-Condé.*

On prépare les projets de cette ligne,

11° *Ligne de Fourmies à Momignies.*

Ce tramway dont la concession est demandée par la Société Delattre et C^ie^, irait de Momignies à Fourmies, par Ohain, Trélon, Glageon et Couplevoie. Il serait à voie d'un mètre. La longueur dans le département du Nord serait de 14 kilomètres. L'autorité

militaire y a donné son adhésion. Le projet présenté par les demandeurs en concession leur a été retourné pour être complété.

12° *Tramway de Trélon.*

Les industriels se sont réunis en société sous la raison sociale Delattre et C^ie^, pour obtenir la concession d'un tramway devant relier la future gare de Trélon-Glageon avec l'agglomération de Trélon et les diverses usines qui s'y trouvent.

Le Génie militaire a donné son adhésion à ce projet. Il a été soumis à l'enquête.

Le dossier est en ce moment entre les mains de MM. Delattre et C^ie^ pour examen du cahier des charges et des projets de convention.

13° *Tramway de Givry à Maubeuge.*

La concession est demandée par M. Edmond Steurs qui n'a encore fourni aucun projet.

14° *Tramway de Lille à Douai.*

Cette ligne suivrait la route nationale n° 17 et passerait par Pont-à-Marcq. La concession a été demandée par M. le comte Delamarre, qui a présenté un projet et a été invité à le compléter. Le 21 avril 1882, le Conseil général a subordonné son avis favorable à la condition que le demandeur en concession déclarerait, au préalable, renoncer à réclamer soit une indemnité, soit une garantie d'intérêt. M. Delamarre a accepté cette condition et vient de présenter un nouveau projet qui pourra être soumis à l'enquête dès que M. le Ministre des Travaux publics aura autorisé l'accomplissement de cette formalité. Par décision du 16 janvier1882, M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet.

15° *Tramway à vapeur de Douai à Aniches.*

Deux demandes ayant pour objet la concession d'un tramway à vapeur entre Douai et Aniches ont été adressées à l'administration supérieure.

La première est présentée par MM. Dumont et Dorigny, demeurant à Paris, la seconde par MM. Ridoux à Douai, et Dumuis à Lille.

Conformément au vœu émis par le Conseil général dans sa session d'avril 1882, j'ai demandé à M. le Ministre des Travaux publics, l'autorisation de soumettre ces deux projets à l'enquête d'utilité publique, après toutefois que les demandeurs en concession auront fourni le nombre d'expéditions nécessaires pour l'accomplissement des formalités prescrites par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881.

M. l'Ingénieur en chef, à la suite de son rapport rend compte de la suite donnée aux vœux du Conseil général dans ses sessions précédentes. Je n'ai rien à ajouter aux renseignements fournis à cet égard.

Routes nationales (4^e^ B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef du département, sur la situation des routes nationales qui traversent le département du Nord.

Ces routes, au nombre de quinze, présentent un développement total de 592.230 mètres ainsi réparti :

Chaussées pavées 535,119 mètres ou 90 %.
Chaussées empierrées 57,111 mètres ou 10 %.
Les empierrements qui forment, comme on le voit, l'exception, se trouvent :
Sur la route N° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne ;
Sur la route N° 39, entre le Cateau et la Groise ;
Sur la route N° 44, vers la limite de l'Aisne ;
Sur la route N° 45, entre Le Quesnoy et Landrecies ;
Et sur la route N° 49, entre Maubeuge et la frontière belge.

La situation générale des routes nationales, dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière ; elle reste médiocre et périclitante et aucune des routes nationales ne se trouve dans toute son étendue, à l'état normal d'entretien.

Le crédit d'entretien a été porté, en 1875, de 515,000 fr. à 525.000 fr., en 1877 et 1878, à 531,000 fr., en 1879 et 1880, à 544,500 fr. en 1881 à 547,565 fr. et en 1882 à 557,500 fr. Mais le département du Nord, où les routes nationales subissent une circulation qui n'est dépassée que dans la Seine, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, n'a pas encore obtenu une part proportionnelle à ses besoins dans la distribution des augmentations de crédit accordées aux routes nationales de France, et M. l'Ingénieur en chef Doniol considère qu'il faudra porter la dotation de l'entretien à 600,000 fr., chiffre que M. Kolb, ancien inspecteur général, indiquait déjà en 1866, si l'on veut arrêter le mouvement de diminution de la valeur capitale des chaussées. De plus, il sera nécessaire que des allocations de deuxième catégorie soient mises à la disposition du service des ponts et chaussées, afin d'exécuter les projets approuvés ou d'achever ceux en cours d'exécution qui se rapportent à des travaux de réparation d'une extrême urgence.

L'ensemble des crédits ouverts sur le budget de 1882, pour travaux neufs et de grosses réparations, est de 118.764 fr. 26 c. dont :

1re section. — Travaux ordinaires	118,764	26
2e section. — Travaux extraordinaires.....	»	»
Total égal.....	118,764	26

M. l'Ingénieur en chef Doniol et MM. les Ingénieurs ordinaires ont fourni des renseignements intéressants sur la situation de chacune des routes nationales, sur les autres parties du service ainsi que sur les vœux émis dans les deux dernières sessions du Conseil général. Je n'ai rien à y ajouter et je ne puis que les signaler à l'attention du Conseil.

Ports maritimes (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport de M. l'Ingénieur en chef des ports, phares et balises du département, sur la situation de son service pendant l'année 1881-1882.

Ce document contient des renseignements complets et fort intéressants sur toutes les parties du service, et je le signale tout particulièrement à l'attention du Conseil général.

Phares et Balises. — Le crédit d'entretien ouvert en 1882 pour les phares et balises est de cent vingt mille cinq cent quinze francs, supérieur de 1000 francs au crédit de même nature ouvert en 1881.

Ces ressources sont suffisantes pour maintenir en bon état le matériel et assurer le service. Elles permettent d'entretenir, en outre des trois feux allumés, un navire de rechange et un navire à vapeur le "Baliseur N° 2" qui est constamment occupé au ravitaillement des feux flottants et au rechange des bouées.

Les crédits spéciaux destinés à couvrir les dépenses correspondant aux accidents, aux grosses réparations et aux améliorations s'élèvent pour l'année courante à 98,374 fr. 43, dont 3,374 fr. 43 pour paiement des bouées dernièrement livrées et 95,000 fr. pour acquisition d'une goëlette destinée à servir de feu flottant et à remplacer le "Ruytingen", qui a besoin d'une refonte.

Port de Dunkerque.

Comme l'année dernière, M. l'Ingénieur en chef rappelle que les ouvrages du port de Dunkerque sont généralement dans un médiocre état d'entretien. Le crédit d'entretien alloué en 1882 est de 163,000 fr., y compris la contribution de 6,000 fr. versée par la ville de Dunkerque pour sa part dans l'entretien des chaussées des quais. Ce chiffre est supérieur de 10,692 fr. 56 au crédit alloué en 1881, mais il est inférieur de 123,000 fr. aux demandes qui ont été faites.

Par une circulaire du 13 avril 1882, M. le Ministre des Travaux publics a demandé un état général des dépenses nécessaires à prévoir pour assurer le bon fonctionnement et la conservation des ouvrages du port. Les prévisions de M. l'Ingénieur en chef Eyriaud des Vergnes se résument ainsi qu'il suit, en ce qui concerne le port de Dunkerque :

DÉSIGNATION des CATÉGORIES D'OUVRAGES.	VALEUR.	ENTRETIEN.	DÉPENSES DIVERSES et de FONCTIONNEMENT	TOTAUX.
1° Ouvrages maritimes.....	27,550,000 »	243,195 »	30,360 »	273,555 »
2° Canaux maritimes.....	2,360,000 »	39,638 »	1,662 »	41,300 »
3° Chaussées de grande voirie...	1,546,000 »	14,000 »	9,000 »	23,000 »
4° Ouvrages de chasse.	11,480,000 »	50,000 »	16,575 »	66,675 »
5° Ouvrages de dessèchement...	5,200,000 »	36,000 »	763 »	36,763 »
Part dans les frais généraux.....				10,900 »
Total pour Dunkerque.....				452,193 »

Ce total de 452,193 fr , comprend des dragages annuels ponr une somme de 147,238 fr., mais ne comprend pas les dragages d'entretien sur la passe d'entrée, qui n'est pas encore arrivée à son état définitif et ne pourrait encore donner lieu à des prévisions présentant quelque certitude.

Les crédits de grosses réparations alloués en 1882 jusqu'à ce jour s'élèvent à 84,381 fr. 89 : un crédit de 1,648 fr. 92 pour solder les réparations des avaries de l'hiver 1879-1880 sera ouvert prochainement.

D'autres projets sont à l'étude et il est permis d espérer que les crédits de 1882 pour grosses réparations seront supérieurs à ceux de 1881.

Je ne manquerai pas, lors des propositions budgétaires de 1883, d'appeler de nouveau la bienveillante attention de M. le Ministre des Travaux publics sur la nécessité d'augmenter les crédits d'entretien du port de Dunkerque.

Travaux de restauration. — Loi du 14 décembre 1875. — M. l'Ingénieur en chef passe en revue les travaux importants de restauration qui ont été décidés le 14 décembre 1875, par une loi commune aux ports de Dunkerque et de Gravelines. Je n'ai rien à ajouter aux renseignements produits,

L'importance totale de l'estimation s'élevait à la somme de 5,900,000 fr., auxquels il faut ajouter 18,750 fr. apportés par la ville de Dunkerque à titre de fonds de concours. Elle est donc en tout de 5,918,750 francs.

Les travaux, commencés au moyen d'avances souscrites par le département du Nord, pour une somme de 1,800,000 fr., et par la Chambre de commerce de Dunkerque, pour une somme de 4.100,000 fr., s'exécutent aujourd'hui sur les fonds du budget — ressources extraordinaires. Les avances anciennes, effectuées jusqu'au total de 4,800,000 francs, ont été remboursées.

Il résulte, en résumé, du travail de M. Eyriaud des Vergnes que, sur l'ensemble des prévisions de la loi du 14 décembre 1875, les estimations primitives doivent être augmentées de 1,203,069 fr. 79, c'est-à-dire de 20 %. Les travaux de restauration du port de Dunkerque ne seront complètement achevés qu'en 1884.

Travaux d'amélioration. — Les travaux d'amélioration, autorisés par la loi du 14 décembre 1875, qui a autorisé la ville de Dunkerque à faire l'avance à l'État d'une nouvelle somme de 12,600,000 fr., sont la continuation du programme arrêté par le décret du 14 juillet 1861.

La ville de Dunkerque a parachevé en 1880 le versement de ses avances qui lui ont été remboursées par l'État en janvier 1881.

Les dépenses liquidées sur les exercices 1876, 1877, 1878 et 1879, pour travaux d'amélioration exécutés par le service maritime, ont atteint le chiffre de 12,305,226 fr. 09. Celles des exercices 1876 à 1879 pour travaux exécutés par le service du génie se sont élevées à 919,512 fr. 29, soit un chiffre total de 13,224,738 fr. 38.

Les dépenses au 31 décembre 1881 dépassaient donc déjà les estimations d'une somme de 624,738 fr. 38. Ces estimations ont été évaluées à 3,100,000 fr., c'est-à-dire de 25 % environ.

M. l'Ingénieur en chef indique les motifs des augmentations qui ont d'ailleurs été

presque toutes approuvées par l'administration supérieure. Il donne successivement la situation des diverses catégories de travaux énumérés au programme de la loi de 1875, tant au point de vue des études définitives, qu'en celui de l'exécution, et qui se rapportent aux articles suivants : exécution d'un bassin à flot, — dégagement des abords de l'écluse du bassin de l'ouest et élargissement du chenal, — approfondissement du chenal, — écluse de communication entre l'avant-port et le bassin des chasses, organisé en forme de radoub, — achèvement des fortifications, — somme à valoir générale.

Les travaux d'amélioration, prévus par la loi de 1875, seront complètement exécutés à la fin de 1883 ou au commencement de 1884.

Travaux d'extension. — Les travaux d'extension du port de Dunkerque ont été déclarés d'utilité publique par la loi du 31 juillet 1879, qui leur a affecté une somme de 50,000,000 fr., ainsi répartie :

1° Amélioration de l'entrée du port	4,000,000 fr.
2° Bassins de Freycinet et canal de l'Ile Jeanty	22,300,000 »
3° Achèvement de l'arrière-port	2,200,000 »
4° Achèvement du bassin du Commerce	1,500,000 »
5° Bassin de l'Est	7,700,000 »
6° Élargissement du port d'échouage et de l'avant-port	2,100,000 »
7° Formes de radoub	5,000,000 »
8° Somme à valoir	5,200,000 »
Total pareil	50,000,000 fr.

Un grand nombre des projets définitifs auxquels doit donner lieu le programme ci-dessus sont encore à l'étude. Seuls, les travaux d'extension, qui transforment le bassin de l'ouest en bassin Freycinet, sont en cours d'exécution.

Les travaux sont poussés aussi activement que possible. Le service du port espère pouvoir ouvrir cette année ou au commencement de l'année prochaine de nouveaux chantiers, en outre de ceux du bassin de Freycinet, pour la mise en train des travaux dont les projets sont actuellement terminés.

Port de Gravelines.

L'aspect général du port est assez satisfaisant au point de vue de la conservation, cependant l'examen des ouvrages anciens montre que l'entretien ordinaire n'est pas suffisant et que le maintien des allocations actuelles pour cet entretien conduirait rapidement à la nécessité de restaurations onéreuses.

Le crédit d'entretien de 1882 est de 29,000 fr. Il avait été demandé 34,000 fr. Le crédit accordé en 1881 a été de 28,000 fr.

En réponse à la circulaire ministérielle du 13 avril 1882, relative aux dépenses qu'il serait nécessaire de prévoir annuellement pour assurer l'entretien non-seulement des ouvrages du port de Gravelines, mais des profondeurs dans le bassin Vauban et dans le

chenal, M. l'Ingénieur en chef Eyriaud des Vergnes a formulé des propositions qui se résument ainsi qu'il suit :

DESIGNATION des CATÉGORIES D'OUVRAGES.	VALEUR.	ENTRETIEN.	DÉPENSES DIVERSES et de FONCTIONNEMENT	TOTAUX.
1° Ouvrages maritimes.....	4,235,000 »	104,500 »	1,300 »	105,800 »
2° Canaux maritimes.....	490,000 »	1,200 »	»	1,200 »
3° Chaussées de grande voirie...	90,000 »	800 »	6,000 »	6,800 »
4° Ouvrages de chasse et de dessèchement.....	1,300,000 »	11,200 »	700 »	11,900 »
Part dans les frais généraux.....				3,100 »
TOTAL pour Gravelines.....				128,800 »

Ce total de 128,000 francs comprend des dragages annuels pour une somme de 63,000 francs.

Les travaux de restauration du port de Gravelines ont été compris dans la même loi que ceux du port de Dunkerque. Le programme comprend cinq chapitres, savoir :

Réparations des digues du chenal. — Reconstruction du quai en bois du Petit-Fort-Philippe. — Réparations aux portes-tournantes, à l'avant-radier et aux talus du goulet de l'écluse de chasse. — Quai du port d'échouage. — Divers. — Les travaux de restauration sont terminés sauf en ce qui concerne les réparations aux portes-tournantes qui s'exécutent cette année.

Renseignements statistiques. — Je signale à l'attention du Conseil général les renseignements statistiques fournis per M. l'Ingénieur en chef sur les résultats de l'exploitation des ports de Dunkerque et de Gravelines, ainsi que sur les projets à l'étude.

Les renseignements intéressants produits en ce qui concerne les canaux maritimes, l'écoulement des eaux des Waeteringues à la mer, et les écoulements par Gravelines se recommandent également à l'attention du Conseil général.

M. l'Ingénieur en chef rend compte de la suite donnée aux vœux émis par le Conseil général dans ses sessions précédentes, je me réfère entièrement à cette partie de son rapport.

Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. Gruson, Ingénieur en chef du service spécial des voies navigables des départements du Nord et du Pas-de-Calais, sur la situation et les besoins de son service dans ce département.

J'appelle l'attention de l'assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis et je me bornerai à donner une analyse succincte et à mentionner les points principaux de ce rapport.

Mouvement de la navigation. — La situation est généralement bonne. Les lignes principales du réseau, la Scarpe-Moyenne, le canal de la Sensée, le canal de la Haute-Deûle, continuent leur mouvement de progression.

L'augmentation en 1881 n'a pas été considérable, à cause des arrêts causés par les crues pendant les premiers mois de l'année, mais elle a été extraordinaire pendant le premier trimestre de 1882.

Le trafic de la Scarpe-Moyenne et du canal de la Sensée a plus que décuplé depuis l'ouverture des chemins de fer. Ainsi que le fait remarquer avec juste raison M. l'Ingénieur en chef Gruson, il est grand temps qu'on entreprenne l'ouverture d'une seconde ligne dans cette direction, car on dépasse déjà pour la Scarpe-Moyenne, la limite extrême de sa capacité de fréquentation,

Prix du frêt. — Le frêt de Lens à Paris (La Villette) est aujourd'hui de 6 fr. 50 par tonne pour une distance de 344 k., soit 0 fr. 018 par tonne et par kilomètre. Il descendra certainement à moins de 0 fr. 01 lorsque le canal du Nord sera construit, pourvu qu'on lui donne des dimensions qui rendent la traction et le croisement facile, et qui permettent le trématage des bateaux rapides.

Halage. — Le halage par chevaux sur la Scarpe-Moyenne et sur le canal de la Sensée a été réadjugé avec des rabais considérables correspondant à une réduction de 25 p. % sur les prix payés avant le 1er janvier 1882.

Sur les canaux d'Aire et de la Deûle, la concurrence a fait tomber les prix de traction à 0 fr. 003 et à 0 fr. 006 par tonne kilométrique. prix excessivement avantageux pour la batellerie.

Chômage. — Il est permis d'espérer que, dans un avenir peu éloigné, la question du chômage, capitale au point de vue de l'amélioration des transports par eau, sera résolue d'une manière conforme aux vœux du commerce et de l'industrie dont le Conseil général du Nord s'est fait le défenseur.

Travaux des lois des 14 juillet 1875 et 22 mars 1880. — La loi du 14 juillet 1875 a affecté une somme de 5,900,000 fr. à l'amélioration des voies navigables du bassin de l'Aa, de manière à porter leur mouillage à 2 mètres et à permettre la circulation des bateaux de 1m80 d'enfoncement. Les ressources étant devenues insuffisantes par suite des travaux complémentaires, une loi du 22 mars 1880 a autorisé un supplément de dépense de 2,748,000 fr.

Cette grande entreprise touche à sa fin. Dans quelques mois, les bateaux allant de Paris et de Lille à Dunkerque et à Calais, pourront prendre le maximun de tonnage.

Il ne restera plus dans cette direction qu'un seul passage difficile, c'est celui de l'écluse des Fontinettes, sur le canal de Neuffossé.

Les travaux destinés à le faire disparaître sont en cours d'exécution. Une décision ministérielle du 26 avril 1881 a autorisé l'adjonction aux sas actuels d'un ascenseur hydraulique, suivant le projet présenté par M. Clarck, ingénieur anglais.

La dépense s'élèvera à 1,400,000 fr.

La maison Cail et Cie est chargée de la construction de la partie métallique.

Le projet définitif des terrassements et maçonneries va être présenté.

Les bateaux montants mettent aujourd'hui 1 h. 35 en moyenne pour traverser l'écluse.

L'ascenseur leur permettra de franchir la chute en 15 minutes, y compris le temps des manœuvres d'entrée et de sortie.

Programme de la loi du 5 août 1879. — La loi du 5 août 1879 a approuvé le programme présenté par le Gouvernement pour l'extension du réseau des voies navigables de la France et l'amélioration des lignes déjà existantes. Cette grande entreprise est évalué à 850 millions. Le jour où elle sera achevée et où les bateaux de 1^{m}80 d'immersion pourront aller, sans rompre charge, de Dunkerque à Marseille, Bordeaux, Nantes et le Havre, il s'opérera, dans les transports économiques à grande distance, une révolution presqu'aussi féconde que celle qui a été produite par la construction des chemins de fer.

Extension. — Le programme comprend, pour le service de la navigation du Nord et du Pas-de-Calais, la construction :

1° *D'un embranchement du canal de Roubaix sur Tourcoing.* — La dépense de l'avant-projet est évaluée à 900,000 fr.

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche de M. le Ministre des Travaux Publics, qui accepte l'offre du Conseil municipal de Tourcoing de verser au Trésor une subvention de 300,000 fr., j'ai, par arrêté du 10 mai suivant, soumis les pièces de l'avant-projet à l'enquête d'utilité publique. Les résultats de l'enquête ont été favorables et à la date du 4 juillet j'ai sollicité, auprès de M. le Ministre des Travaux Publics, la déclaration d'utilité publique des travaux à exécuter pour la construction d'un embranchement du canal de Roubaix sur Tourcoing.

2° *D'un embranchement du canal de la Deûle vers Lens.*—Le décret d'utilité publique du 28 mars 1881 stipule que le point d'arrivée sera fixé à la route nationale n° 25. La depense est évaluée à 1,500.000 fr. dont le tiers sera payé par la Compagnie de Liévin. On s'occupe de la rédaction du projet définitif.

Elargissement des canaux jusqu'à Dunkerque et Lille. — M. l'Inspecteur général Bertin a présenté un avant-projet pour l'élargissement du lit et le doublement des écluses de la grande ligne de navigation qui forme le prolongement du canal du Nord et relie le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais avec Dunkerque et Lille.

La dépense est évaluée à 8,000,000 fr., et se décompose ainsi qu'il suit :

1° Ligne de Courcelles à Dunkerque.....	7,000,000 fr.
Dont :	
Pour la partie située dans le bassin houiller, depuis Courcelles jusqu'à Aire, comprenant un tronçon du canal de la Deûle et le canal d'Aire tout entier, longueur 60,958m.....	4,650,000 »
Et pour la partie comprise entre Aire et Dunkerque, comprenant le canal de Neuffossé, l'Aa et le canal de Bourbourg, longueur 61,579m.....	2,350,000 »
2° Ligne de Bauvin à Lille, comprenant une partie du canal de la Deûle d'une longueur de 19,819m.....	1,000,000 »
Dépense totale.....	8,000,000 fr.

Cet avant-projet a été transmis à M. le Ministre des Travaux Publics par lettre du 24 février 1882.

Amélioration. — Les avant-projets d'amélioration complémentaire des voies déjà existantes sont indiqués dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef Gruson, qui donne un exposé de la situation de chacune de ces lignes. J'appelle l'attention particulière du Conseil général sur les renseignements intéressants qui sont fournis à cet égard.

VŒUX.

1° *Approfondissement du canal de Seclin.* — Les travaux s'exécutent en régie à l'aide d'une des dragues à vapeur de l'État. Quoiqu'ils présentent beaucoup de difficultés à cause de l'étroitesse du lit et de la nature du terrain, ces travaux seront terminés en 1883.

2° *Élargissement et approfondissement du lit du canal de Bergues.* — L'avant-projet de cette amélioration va être présenté prochainement, de manière qu'elle puisse être achevée en même temps que les travaux du canal de la Colme.

3° *Curage de la rivière de la Basse-Deûle.* — L'Administration supérieure n'a pas approuvé le projet de curage de la Basse-Deûle, en aval du confluent du canal de Roubaix, curage qui intéresse surtout la salubrité publique. Par dépêche du 24 décembre 1881, M. le Ministre des Travaux Publics a décidé qu'il y avait lieu de procéder à ce travail, conformément aux articles 34, 35 et 36 de la loi du 16 septembre 1807, en faisant supporter la dépense par les communes intéressées avec le concours du Trésor.

La dépense à laquelle doit donner lieu le curage de la Basse-Deûle est évaluée à 210,000 fr. Si l'on admet que l'État en prenne la moitié à sa charge, la part contributive des communes intéressées dépasserait 100,000 fr.

Ces communes sont au nombre de quatre : Marquette, Wambrechies, Quesnoy-sur-Deûle et Deûlémont. Elles sont relativement peu importantes et il est douteux, même avec l'aide des industriels et des particuliers, qu'elles puissent supporter une pareille charge.

D'un autre côté, lorsqu'on voudra les imposer, il est possible qu'elles prétendront avec raison que le mal provient pour la plus grande part, non du fait des habitants qui en souffrent, mais bien du déversement en amont d'eaux industrielles et des égoûts de la ville de Lille.

Sera-t-il possible d'atteindre les véritables auteurs de l'altération de la rivière? Il est permis d'en douter d'autant plus que les dépôts insalubres se sont accumulés depuis quarante ans et que beaucoup de ceux qui y ont contribué ont disparu.

Dans ces conditions, on peut considérer comme pratiquement irréalisable dans l'espèce d'appliquer d'une façon équitable les articles 34, 35 et 36 de la loi du 16 septembre 1807.

En faisant part de ces réflexions à M. le Ministre des Travaux publics, j'ai, sur la demande du Conseil général, insisté très vivement sur la question de santé publique si gravement compromise par l'état d'infection dans lequel se trouve la rivière de la Basse-Deûle, et j'ai sollicité avec la plus vive instance l'approbation du projet de curage et l'exécution des travaux sur les fonds de l'État. Je ne manquerai pas de mettre sous les yeux de l'Assemblée la réponse de M. le Ministre.

4° *Reconstruction du pont de Wasquehal sur la rivière de la Marque.* — Cette affaire est comprise dans les demandes de subvention à accorder par l'État, en 1883, conformément à la loi du 12 mars 1880.

5° *Rectification de la Scarpe-Moyenne et du canal de la Deûle.*—Le projet de la rectification en question a été transmis à M. le Ministre des Travaux Publics qui, d'accord avec le Conseil général des ponts et chaussées, a reconnu que cette rectification n'est autre que le premier tronçon du nouveau canal du Nord (projet de M. Flamant), et que, dès lors, la proposition faite isolément pour ce premier tronçon est devenue sans objet. M. le Ministre a adressé à la questure de la Chambre des Députés, la délibération du Conseil général qui a trait au canal du Nord et m'a assuré qu'en ce qui le concerne, rien ne sera négligé pour que la déclaration d'utilité publique de cette importante entreprise ait lieu dans le plus court délai possible.

6° *Exonération de toute redevance des cultivateurs qui doivent passer sur la rive gauche de la Scarpe dans la traversée de Millonfosse.* — Les cultivateurs de Millonfosse qui exploitent le marais dit de Briolle sont obligés d'emprunter le chemin de contre-halage à partir du pont d'Hasnon, situé au point kilométrique 54 k. 097, jusqu'au point 51 k. 441, limite des communes d'Hasnon et de Millonfosse rive gauche. C'est donc sur une longueur de 2 k. 660 environ que porte le vœu du Conseil général.

De ces 2 k. 660, 1,200^{m} environ entre la vanne Marteau et le pont d'Hasnon, font partie de la voirie communale, et il n'est par suite exigé aucune redevance des cultivateurs qui circulent avec chevaux et voitures.

Reste donc une longueur de 1,460^{m}, dont 200^{m} on amont de la vanne Marteau appartiennent aux riverains, et 1,260^{m} à l'Etat; le fait résulte de divers arrêts de la Cour de Douai, confirmés par l'arrêt de Cassation du 30 mars 1840, d'après lesquels les digues de la Scarpe-Inférieure ne sont la propriété de l'État que dans les coupures faites par le concessionnaire, en vertu de la loi du 11 avril 1835.

MM. les Ingénieurs font remarquer qu'il paraît difficile d'exonérer, pour cette longueur de 1,260^{m}, les habitants de Millonfosse de toute prestation en nature sans donner lieu, de la part des autres communes traversées par la Scarpe, à des réclamations analogues tout aussi justifiées et à l'ensemble desquelles il ne serait pas possible de faire droit.

7° *Canal de la Deûle. Amélioration entre Haubourdin et le confluent du canal de Roubaix.* — Ainsi que l'a rappelé le Conseil général dans sa délibération du 21 avril dernier, M. le Ministre de la Guerre a décidé, le 16 décembre 1881, que les travaux concernant la partie du nouveau canal de la Deûle, entre la porte d'eau du Petit-Paradis et la jonction avec la Basse-Deûle, seraient ajournés jusqu'à ce qu'il ait pu se prononcer sur la suite à donner aux études entreprises, en vue des modifications à apporter à la partie Nord-Est de l'enceinte de Lille.

Reconnaissant l'urgence que présente la dérivation en question, M. le Ministre des Travaux publics m'a fait connaître, par lettre du 7 juillet, qu'il a insisté tout particulièrement auprès de M. le Ministre de la Guerre pour le prier de lui faire connaître sa détermination sur ce point le plus promptement possible, afin que l'exécution des travaux puisse être autorisée dans le courant de cette année, ou tout au moins au commencement de 1882.

M. le Ministre de la Guerre a répondu que les études relative au remaniement d'une partie de l'enceinte de Lille sont actuellement fort avancées. Toutefois, comme la solution de cette affaire comporte celle d'un certain nombre de questions subsidiaires, à traiter en commun avec divers services civils et avec la municipalité, et dont l'instruction demandera un certain temps, M. le Ministre de la Guerre a prié son collègue des Travaux publics de vouloir bien admettre que sa décision, au sujet du tracé définitif du canal de la Deûle, soit ajournée jusqu'à la fin de la présente année.

En présence des motifs indiqués par M. le Ministre de la guerre, M. le Ministre des Travaux publics a déféré au désir exprimé, mais le Conseil général peut être assuré que la question ne sera pas perdue de vue. M. le Ministre des Travaux publics se réserve l'intervenir de nouveau auprès de son collègue en temps utile.

8° *Production d'un tableau des tonnages moyens de cinq années en cinq années depuis 40 ans.* — Ce tableau, aussi complet que le permettent les documents reposant dans les archives de l'Ingénieur en chef, est joint au présent rapport.

Il ne donne les tonnages moyens que depuis 1866, parce que, avant cette époque, le service des contributions indirectes faisait seul une statistique complète du mouvement de la navigation.

9° *Installation d'un service régulier de traction entre le Guindal et St-Omer sur l'Aa.* — La société de halage à vapeur qui exploite déjà un service de traction par locomotives entre Douai et l'écluse des Fontinettes, a abtenu, par décision ministérielle du 4 mars 1880 et par arrêté préfectoral du 14 septembre suivant, l'autorisation d'établir un service libre de tonnage à vapeur sur chaîne noyée entre St-Omer et Dunkerque, par le canal de Neuffossé, l'Aa et le canal de Bourbourg.

La situation difficile dans laquelle s'est trouvée la Société ne lui a pas permis encore

de donner suite à son projet. Elle vient, paraît-il, de se reconstituer et il y a lieu d'espérer qu'elle ne tardera pas à organiser ce service.

10° *Élargissement à 22m en plafond du canal de Bourbourg entre le pont du chemin de fer de Calais à Dunkerque et l'écluse du Jeu-de-Mail. — Acquisition d'une zône de 20m pour servir aux déchargements du commerce local.* — Une proposition dans ce sens avait été faite par les Ingénieurs. La décision ministérielle du 12 janvier 1881 a déclaré qu'il n'y aurait lieu d'y donner suite que si les intéressés consentaient à intervenir dans la dépense.

Ce concours n'a pas été obtenu et il est à craindre qu'on ne l'obtiendra pas.

Il est permis néanmoins d'espérer que le Conseil général recevra satisfaction. L'administration supérieure est, en effet, saisie d'un avant-projet présenté par M. l'Inspecteur général Bertin, et ayant pour objet l'élargissement des canaux compris entre l'origine du canal du Nord à Courcelles et Dunkerque.

Si cet avant-projet n'est pas pris en considération dans son entier, il est fort probable que les discussions auxquelles il donnera lieu démontreront la nécessité d'établir au moins des garages sur certains points, notamment aux abords de Dunkerque.

11° *Préservation du canal de Bourbourg contre toutes causes d'insalubrité.* — Par arrêté du 16 février 1882, j'ai institué une commission à l'effet de rechercher et de constater les causes de l'insalubrité des eaux du canal de Bourbourg, et donner son avis sur les mesures à prendre pour combattre et faire disparaître ces causes d'insalubrité.

Il convient d'attendre que cette Commission ait terminé son travail avant de saisir à nouveau l'Administration supérieure de la question.

12° *Approfondissement de la Bourre entre Hazebrouck et Merville.* — Une décision ministérielle du 23 août 1877 a fait connaître que l'amélioration de la Bourre aux abords de Merville ne pourrait être entreprise que si les industriels et propriétaires intéressés prenaient l'engagement de contribuer par moitié à la dépense.

Ce concours n'a pu être obtenu et il n'a pu être donné suite au projet qu'avaient étudié les Ingénieurs.

Dans ces conditions, il ne paraît pas possible de prendre en considération le vœu du Conseil général, la Bourre n'ayant qu'un intérêt local et restreint.

13° *Dérivation de la Borre-Becque.* — Le projet a été approuvé par la décision ministérielle du 4 novembre 1881. L'affectation d'une partie de la forêt de Nieppe au service des Ponts et Chaussées a été prononcée par décret du 28 juin 1882. Les travaux seront mis en adjudication incessamment.

14° *Améliorations à exécuter sur la Lys.* — La Haute-Lys, entre Aire et Merville, est l'objet de travaux d'élargissement et d'approfondissement qui vont améliorer notablement son régime.

En outre, on va entreprendre l'année prochaine de grands travaux à St-Venant et à Merville et, dans cette dernière localité, ils comprennent l'ouverture d'un nouveau lit, le lit actuel étant conservé comme décharge. Ces travaux soulageront dans la mesure du possible, le territoire de Merville.

Enfin, les opérations de la Commission internationale, en ce qui concerne la Lys mitoyenne, sont sur le point d'être achevées.

Comme on le voit, l'Administration ne cesse de se préoccuper d'améliorer le régime de la rivière.

Quant aux travaux complémentaires indiqués dans le rapport de M. Moreau, au nom du 5e bureau, ils n'ont pas encore été l'objet d'études assez suivies pour que l'on puisse se prononcer sur leur utilité et leur efficacité.

15° *Bateau de plâtre coulé aux abords de Douai.* — Dans sa délibération du 1er septembre 1881, le Conseil général s'est plaint qu'un bateau de plâtre coulé aux abords de Douai ait interrompu la navigation pendant six semaines.

M. l'Ingénieur en chef Gruson, a qui j'ai demandé des explications à cet égard, m'a répondu qu'en réalité, l'interruption n'a duré qu'un jour.

L'échouage a eu lieu dans le pont de l'Abbaye-des-Prés pourvu de deux passages pour les bateaux. Dès le lendemain, une drague à vapeur, amenée en toute hâte, avait dévasé le passage libre et la circulation était rétablie. L'on a attendu le chômage qui était très proche pour enlever le bateau échoué et cet accident n'a imposé pour ainsi dire aucun retard à la navigation.

16° *Canal maritime de Lille à Dunkerque.* — Je mets sous les yeux du Conseil général le rapport que j'ai reçu à ce sujet de M. l'Ingénieur en chef Gruson.

17° *Vœu que l'élargissement et l'approfondissement du canal de Bergues, rendus nécessaires par l'augmentation de la section de la Haute-Colme, soient entrepris en même temps que ce dernier travail.* — MM. les Ingénieurs reconnaissent que la simultanéité réclamée est indispensable. Ils s'occupent en ce moment de l'avant-projet d'amélioration du canal de Bergues qui sera adressé prochainement à l'Administration supérieure.

18° *Reconstruction des ponts et approfondissement de la Basse Colme.* — En ce qui concerne la reconstruction des ponts, les projets sont à l'étude et les travaux pourront être entrepris dans quelques mois. En ce qui touche l'approfondissement de la Basse-Colme, l'affaire fait l'objet d'un rapport spécial.

Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. Derôme, ingénieur en chef du service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris, qui comprend le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut, le canal de Saint-Quentin, la Sambre française canalisée, et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise.

J'appelle l'attention de l'assemblée sur les renseignements intéressants qui sont fournis et je me bornerai à donner une analyse succinte et à mentionner les points principaux de ce rapport.

Les voies navigables comprises dans le service spécial entre la Belgique et Paris se

répartissent comme il suit entre les quatre grandes lignes de navigation du nord de la France :

1° Ligne de Mons et des houillères du Nord à Paris. — Canal de Mons à Condé	5 k 058
Rivière de l'Escaut de Condé à Cambrai	48 000
Canal de Saint-Quentin	26 048
	76 k 106
2° Ligne de Mons à Lille. — Canal de Mons à Condé	5 k 058
Rivière de l'Escaut de Condé à la frontière belge	15 065
	20 k 123
3° Ligne de Dunkerque et des houillères du Pas-de-Calais à Paris. —	
Rivière de l'Escant, du bassin rond à Cambrai	12 k 217
Canal de Saint-Quentin	26 048
	38 k 265
4° Ligne de Charleroi à Paris. — Sambre canalisée	54 k 446
Canal de jonction de la Sambre à l'Oise	13 202
	67 k 648

Le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut et le canal de Saint-Quentin sont entre les mains de l'État.

La Sambre canalisée et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise ont été concédés à deux compagnies qui les exploitent.

Travaux d'entretien. — Les crédits d'entretien sont généralement insuffisants pour faire face aux besoins les plus indispensables. Je ne manquerai pas de renouveler mes instances auprès de l'administration supérieure pour obtenir des augmentations de crédits lors des propositions budgétaires pour l'exercice 1883.

Travaux en cours d'exécution. — M. l'Ingénieur en chef Derôme rend compte des crédits alloués en 1882 sur les fonds de la 2e et de la 3e section du budget et fait connaître l'état d'avancement des travaux.

Les fonds de la 2e section s'élèvent à	48,266 fr. 34
Ceux de la 3e section à	600,000 »
Ensemble	648,266 fr. 34

PROJETS APPROUVÉS OU PROPOSÉS.

A. — *Travaux dont l'avant-projet a été approuvé par la loi du 27 juillet 1880.* — Les travaux à exécuter dans la traversée du département du Nord, en vertu de la loi du 27 juillet 1880, s'élèvent en nombre rond à la somme de..... 3,000,000 fr. »

Les dépenses faites en 1880 se montent à.....	125,514 fr. 23
— — en 1881 —	329,594 71
Les travaux effectués en 1882 s'élèveront à.....	600,000 »
Le total des dépenses faites au 31 décembre sera par suite de.....	1,055,108 fr. 94

On prévoit d'autre part une dépense d'un million pour chacune des deux années 1883 et 1884, de manière que les travaux d'amélioration projetés depuis la frontière belge jusqu'à la limite du département de l'Aisne puissent être terminés au 31 décembre 1884.

Le même résultat paraît pouvoir être atteint sur le reste de la ligne navigable de Mons à Paris si les crédits nécessaires sont alloués en temps utile.

B. — *Endiguement du Bas-Escaut.* — M. le Ministre des Travaux publics a prescrit de nouvelles études pour l'amélioration du Bas-Escaut, MM. les Ingénieurs ont reconnu que le travail le plus urgent consiste à rendre insubmersibles les digues de l'Escaut entre Condé et Rodignies. Si on s'arrête à l'écluse de Rodignies on n'exhaussera pas les niveaux des crues de la Scarpe et du Jard et on arrivera ainsi à supprimer les difficultés qui s'opposaient jnsqu'ici à l'exécution des travaux d'endiguement.

Une conférence a eu lieu récemment entre les services hydrauliques et de la navigation. Le Conseil général trouvera au dossier une lettre explicative de M. l'Ingénieur en chef Derôme en date du 28 juillet 1882.

C — *Amélioration de la navigation de l'Escaut dans la traversée de Condé.* — De nombreuses études ont été faites pour améliorer la traversée de Condé.

Ces études ont conduit les Ingénieurs à proposer l'établissement d'un bras de décharge sur l'une et l'autre rive de l'Escaut.

Le bras de gauche emprunterait les fossés des bastions 4 et 6, et déboucherait dans l'Escaut en amont du chemin de fer d'Anzin à Péruwelz.

Le bras de droite se séparerait de la Hayne au pied des glacis de la place, traverserait en siphon le canal de Mons à Condé, suivrait les anciens fossés des fortifications convenablement élargis, et passerait sous le chemin de fer pour se jeter dans l'Escaut à 200 mètres en aval du pont précité.

Le premier de ces deux bras recevrait l'excédant des eaux de l'Escaut, le second débiterait la presque totalité des eaux de la Hayne.

La vitesse du courant se trouverait dès lors notablement diminuée dans la traversée de la ville.

D'autre part, les matières entraînées se déposeraient en grande partie dans les fossés des fortifications d'où on les enlèverait en temps opportun sans avoir à craindre aucune entrave pour la navigation.

Le projet des travaux dont il s'agit sera terminé aussitôt après le chômage.

La dépense en est évaluée à 200,000 francs.

D. — *Suppression des piles des barrages militaires de Valenciennes, de Cambrai et de Bouchain.* — Le projet de cette importante amélioration est actuellement à l'étude.

Chômages. — M. l'Ingénieur en chef Dérôme a été invité à fournir des renseignements demandés par la Commission d'inspecteurs généraux des Ponts et Chaussées. Ces renseignements seront produits dans les premiers jours de septembre, afin que la convention de 1868 puisse être dénoncée en temps utile. M. Derôme annonce qu'il se propose de conclure en faveur dn système de la simultanéité et du mois de juin pour l'époque des chômages. Le Conseil général attache à la simultanéité des chômages une importance exceptionnelle. L'Assemblée peut être assurée que je ferai tous mes efforts pour que la convention de 1868 puisse être dénoncée en temps utile et pour que les vœux qu'elle a formulés à plusieurs reprises reçoivent enfin satisfaction.

Mouvement commercial. — Sur le canal de Mons à Condé, le tonnage réduit au parcours total s'est élevé en 1881 à 785.059 chiffre supérieur de 11,890 tonnes à celui de 1880. Sur la rivière du Bas-Escaut (de Condé à la frontière belge et vice-versa) le mouvement a été, en 1881, de 265,711 tonnes, chiffre inférieur de 22,643 tonnes à celui de 1880. Sur la rivière du Haut-Escaut (de Condé à Cambrai et vice-versa) le mouvement a été de 1,359,136 tonnes, chiffre inférieur de 30,703 tonnes à celui de 1880. Sur le canal de Saint-Quentin (de Cambrai à Chauny et vice-versa) le mouvement de 1881 a été de 1,947,016 tonnes, chiffre inférieur de 94,653 tonnes à celui de 1880.

Halage. — Le service du halage sur le canal de Saint-Quentin a été mis en adjudication dans le courant de 1876 et fonctionne depuis cette époque d'une manière généralement très-satisfaisante.

Cette organisation qui s'étend de Condé à Chauny, sur 141 kilomètres, assure la régularité des transports et met la batellerie à l'abri des exigences que lui imposaient autrefois les charretiers.

Les baux de halage ont été renouvelés pour 7 ans entre Condé et Jussy, au mois de novembre 1881, dans des conditions très avantageuses pour la batellerie.

J'appelle l'attention particulière du Conseil général sur les renseignements fournis par M. l'Ingénieur en chef en ce qui concerne le service du halage entre l'écluse de Chauny et Janville.

Un décret du 24 janvier 1882 a autorisé les sieurs Williams et Cie, à établir à leur frais, risques et périls, sur le canal latéral à l'Oise, entre Chauny et Janville, un service de touage à vapeur sur chaîne noyée.

Les travaux que comporte l'établissement de ce touage sont actuellement en cours d'exécution, et le service paraît devoir fonctionner régulièrement à partir du 1er janvier prochain.

Les sieurs Williams et Cie, ont été autorisés d'autre part, par décision ministérielle du 23 janvier 1882, à établir, à leurs risques et périls, sur l'Oise canalisée et le canal latéral à cette rivière, entre Conflans Sainte-Honorine et Chauny, un service de remorquage par bateaux à vapeur à hélice, pour embarcations de toute espèce.

Le service fonctionne sur l'Oise canalisée depuis le mois de mai dernier. il sera organisé aussitôt après le chômage sur le canal latéral à cette rivière.

La Société dispose actuellement de dix remorqueurs qui font chacun un service régulier d'une écluse à l'autre.

Elle est actuellement en instance pour obtenir l'autorisation de remorquer les bateaux montants à l'aide de toueurs sur chaîne noyée.

Elle se propose d'autre part d'organiser pour chaque bief une équipe de pilotes qu'elle mettra à la disposition des mariniers.

L'établissement de ce nouveau mode de traction a fait immédiatement baisser d'une manière notable les prix du halage entre Chauny et Conflans.

La traction des bateaux s'effectue entre ces deux localités dans des conditions satisfaisantes à tous égards.

Sambre française canalisée. — Travaux d'entretien. — La Sambre est entretenue assez convenablement. Les dépenses d'entretien, pour 1881, ont coûté 73,134 fr. 68 soit 1 fr: 35 par mètre courant.

Travaux neufs. — Tous les travaux importants d'amélioration sont ajournés par suite du refus de l'administration supérieure de garantir à la Société le non rachat de la ligne avant l'expiration de la concession qui doit prendre fin le 25 septembre 1892, ou de lui tenir compte, en cas de rachat, des dépenses qu'elle aurait faites.

Cette situation est fâcheuse parce que des travaux urgents sont ajournés et notamment la rectification des courbes à faible rayon, dans les biefs de Berlaimont, de Sassegnies, d'Hachette, l'élargissement des voûtes de l'entrée des eaux à Maubeuge, ainsi que les travaux projetés pour défendre la ville de Maubeuge contre les inondations.

Chômages. — Il y a eu en 1881, 19 jours de chômage normal, 5 jours de chômage pour relèvement de bateaux échoués et 8 jours d'interruption de la navigation par suite des glaces.

En outre la navigation a été arrêtée pendant 82 jours soit par suite de crues, soit en raison de l'insuffisance du débouché des voûtes d'entrée et de sortie de la place de Maubeuge. Ensemble 114 jours de chômage sur la Sambre.

Mouvement commercial. — Le mouvement de 1881 a été de 453,014 tonnes, chiffre inférieur de 31,129 tonnes ou de 15 % en moins à celui de 1880. Toutefois le tonnage de 1882 paraît devoir être notablement supérieur à celui de 1880.

Situation financière. — Les recettes de la Compagnie de la Sambre se sont élevées en 1881 à..... 571,605 fr. 55
Les dépenses ont atteint..... 260,518 49

Soit un excédant de recettes de..... 311,087 fr. 06

Le dividende distribué en 1881 correspond à 9 % du capital social.

Canal de jonction de la Sambre à l'Oise. — Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise n'a qu'une étendue de 13 k 202 dans le département du Nord. La concession de la ligne totale doit expirer le 30 octobre 1937.

Travaux d'entretien. — L'entretien du canal de jonction de la Sambre à l'Oise est très défectueux. La dépense est insuffisante pour maintenir le canal en bon état.

Travaux neufs. — Les dépenses faites pour travaux neufs en 1881 ne s'élèvent qu'à 47,962 fr. 20. Ces dépenses ne sont pas en rapport avec les travaux que réclame l'état actuel de la voie navigable.

Mouvement commercial. — Le mouvement de 1881 a été de 435,047 tonnes, chiffre inférieur de 49,778 tonnes ou 10 % à celui de 1880. Toutefois le tonnage de 1882 paraît devoir dépasser notablement celui de 1880.

Situation financière. — Les recettes se sont élevées en 1881 à..... 813,140 fr. 61
Les dépenses ont atteint 487,217 33

Soit un excédant de recettes de..... 325,923 fr. 28

Un dividende de 2 1/2 % soit 288,750 fr. a été distribué aux actionnaires. Le surplus a été reporté sur l'exercice 1882 déduction faite de l'impôt mobilier. La Compagnie est encore grevée de charges au sujet d'indemnités dues à des usiniers du Troirrieu et de l'Oise pour prises d'eau.

Vœux (suite donnée). — *Élargissement du débouché de la Sambre à l'écluse de Solre-sur-Sambre située sur le territoire belge.* — Sur la demande du Conseil général j'ai vivement insisté auprès de M. le Ministre des Travaux publics sur l'utilité que présenterait l'ouverture en temps de crue, des portes de l'écluse de Solre-sur-Sambre et sur la nécessité de saisir immédiatement de cette question la commission internationale instituée pour l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique. Par dépêche du 1er juin 1883, M. le Ministre des Travaux publics m'a fait connaître qu'il a prié M. le Ministre des affaires étrangères, de vouloir bien saisir le Cabinet de Bruxelles de la demande dont il s'agit.

Canal du Nord sur Paris. (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général une notice imprimée de M. l'Ingénieur en chef, Flamant, sur l'utilité de la section comprise entre Noyon et Paris, et un rapport

de ce chef de service faisant connaître l'état de l'instruction du canal du Nord sur Paris, à la date du 20 juillet 1882.

Le rapport déposé par M. Sadi-Carnot, à la Chambre des Députés, dans la séance du 11 juillet et adopté par la Commission de la Chambre, conclut à la déclaration d'utilité publique de la totalité du canal à ouvrir depuis le canal de la Haute-Deûle, à Courcelles-lès-Lens, jusqu'au canal St-Denis, avec une largeur de dix-sept mètres au plafond et des écluses jumelles. Toutefois, la Commission est d'avis de n'allouer de fonds que pour la construction immédiate de la partie comprise entre Courcelles-lès-Lens et Janville, et pour l'acquisition des terrains de la section de Méry-sur-Oise à St-Denis. en réservant à une loi ultérieure l'allocation des crédits nécessaires à la construction de la partie comprise entre Janville et Paris.

Je crois devoir mettre sous les yeux de l'assemblée le remarquable rapport de M. Sardi-Carnot sur le canal du Nord qui est destiné à satisfaire, non seulement les intérêts locaux, mais qui est une œuvre nationale ayant tous les caractères d'une entreprise d'utilité générale.

Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. — (5e B).

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général, le rapport de M. l'Ingénieur en chef, Quinette de Rochemont, sur la situation des études du canal de l'Escaut à la Meuse.

M. Quinette de Rochemont donne des renseignements fort intéressants sur l'utilité, les dispositions techniques, l'alimentation, les dépenses et la situation des études du canal projeté.

La loi du 8 juillet 1882 ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse, a été insérée au *Journal officiel* du 11 juillet, nº 188.

Elle est ainsi conçue :

« ART. 1er. — Sont déclarés d'utilité publique les travaux à faire pour la construction » du canal de jonction de l'Escaut à la Meuse, conformément aux dispositions de l'avant-» projet adopté par le Conseil général des ponts et chaussées, dans ses délibérations des » 25 avril et 14 novembre 1881. »

« ART. 2. — Le Ministre des Travaux publics est autorisé à accepter, au nom de » l'État, l'offre faite par la ville du Cateau (Nord), ainsi qu'il résulte de la délibération en » date du 7 juin 1881, de son Conseil municipal, de concourir pour cinquante mille francs » (50.000 fr.) à la dépense de construction d'un embranchement dudit canal, destiné à » desservir cette localité. »

« ART. 3. — La somme de soixante-sept millions de francs (67.000.000), à laquelle sont » évalués les travaux, sera imputée sur les ressources extraordinaires inscrites au budget » de chaque exercice, pour l'établissement et l'amélioration des canaux de navigation.

» Viendra en déduction de la dépense à la charge du Trésor, le montant de la subven-» tion de la ville du Cateau. »

M. l'Ingénieur en chef Quinette de Rochemont a soumis à M. le Ministre des Travaux publics, les devis et cahier des charges applicables à toutes les entreprises concernant la construction du canal de l'Escaut à la Meuse, ainsi que les types des principaux ouvrages d'art.

Service hydraulique. Cours d'eau (5e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général le rapport présenté par M. l'Ingénieur en chef du département sur la situation du service hydraulique.

Le service hydraulique dans le département du Nord comprend les dessèchements et les améliorations agricoles, les curages, les irrigations, les usines à eau établies sur les cours d'eau non navigables, la pêche fluviale pour les cours d'eau, le drainage et le service hydrométrique et d'annonce des crues.

Les associations syndicales de dessèchement, établies dans le département, sont au nombre de 14, embrassant une étendue de 59,540 hectares. Les dépenses faites en 1882 se sont élevées à 270,316 fr. 90 c., savoir :

Entretien. — pour 58,792 hectares	201,654 fr. 07	270,316 fr. 90
soit par hectare 3 fr. 43		
Travaux neufs. — pour 10,623 hectares ,.....	68,662 83	

Les renseignements détaillés contenus dans ce travail pourraient me dispenser d'entrer dans le développement des diverses parties du service ; toutefois, comme les travaux qui se rapportent aux dessèchements ont une grande importance dans ce département je crois utile de les passer successivement en revue.

1° *Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — 120 hectares de superficie. — Ce dessèchement est dans une situation satisfaisante.

2° *Vallées de la Hayne et de l'Escaut.* — 3,697 hectares de superficie. — Le syndicat de la Hayne et de l'Escaut constitue la plus importante des associations de dessèchement existant dans l'arrondissement de Valenciennes. M. l'Ingénieur en Chef rend compte des mesures étudiées pour remédier autant que possible aux inconvénients résultant de la surélévation des eaux de l'Escaut pendant les grandes crues et je n'ai rien à ajouter à cet égard. Le projet des travaux dressé pour remettre en bon état d'entretien tous les ouvrages de dessèchement s'élève à la somme de 52,604 fr. 05.

Cette estimation ne s'applique qu'à des ouvrages et réfections d'ouvrages d'art véritablement urgents et dont la réalisation est réclamée avec instance par les populations. Le Syndicat de dessèchement des vallées de la Hayne et de l'Escaut a été invité à délibérer sur le projet des travaux dont il s'agit.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruay.* — 340 hectares de superficie. — Sur la demande du syndicat, MM. les Ingénieurs étudient un projet d'amélioration consistant à approfondir la principale artère.

4° Prairies de Flines-les-Mortagne. — 140 hectares de superficie. — Ce dessèchement est dans un état satisfaisant.

5° Marais de la Vergne. — 113 hectares de superficie. — En 1881, le syndicat a exécuté des travaux d'endiguement sur la Vergne et ouvert une artère spéciale pour assurer le dessèchement du quartier l'Ecouffière, privé de communication directe avec le Jard depuis que le cours de la Vergne a été rectifié.

6° Vallée de la Naville. — 416 hectares de superficie. — Le dessèchement a été notablement amélioré par l'approfondissement du lit de la Naville et par l'abaissement des seuils d'entrée et de sortie du Syphon de Denain situé à 1200 mètres en aval de Lourches

7° Marais de Bourlain et Trith. — 189 hectares de superficie. — Pour améliorer ce dessèchement, il conviendrait d'établir une machine élévatoire.

8° Vallée de la Scarpe. — 10.792 hectares de superficie. — Le Syndicat de dessèchement profite des curages et des reconstructions d'ouvrages pour augmenter la section des artères du dessèchement et en relever les digues; il a fait exécuter divers projets en vue de réparer les dégradations ou d'atténuer les inondations sur les points avariés ou menacés pendant les crues.

Les propositions de MM. les Ingénieurs au sujet de la répartition de la subvention de 135,000 fr. accordée au Syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe par décret du 14 novembre 1881 et imputable sur les fonds des travaux d'amélioration de la Scarpe inférieure ont été soumises à M. le Ministre de l'Agriculture et à M. le Ministre des Travaux Publics.

Cette subvention s'applique aux travaux ci-après :

Dérivation de la Rache ;
Dérivation du courant de Coutiches ;
Desséchement mécanique de Roost Warendin ;
Dérivation de la grande Traitoire ;
Dérivation du Bouchard.

Le projet de dérivation de la Rache montant à la somme de 82,000 fr. a été approuvé par décision ministérielle du 12 juin 1882

Le projet de dérivation du Bouchard présenté par le syndicat a fait l'objet de la dépêche ministérielle du 15 juin 1882 qui prescrit de soumettre ce projet montant à 11,500 fr. à l'enquête. Concurremment avec celui qui a été dressé par les ingénieurs en 1061.

Je n'ai pas encore reçu de décision sur les autres projets que j'ai de nouveau recommandés spécialement à M. le Ministre de l'Agriculture en lui transmettant les délibérations du Conseil général prises à cet effet dans sa session d'avril 1882.

Une décision ministérielle du 3 décembre 1881 met à la charge de l'Administration le rehaussement des digues de la Rivierrette à Saint-Amand. Quoique cette dérivation de la Scarpe ne soit pas un des émissaires entretenus par le Syndicat, ce travail améliorera des terrains qui paient la taxe du dessèchement, et, à ce titre, il intéresse à un haut degré l'Association.

Par décision du 3 août 1882, M. le Ministre de l'Agriculture a accordé au syndicat de dessèchement de la vallée de la Scarpe une subvention de 13.000 fr. pour le rétablissement des digues de la Grande Traitoire et du Décours. La dépense totale des travaux est de 38.8000 fr.

9. Vallée de la Sambre. — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles. — 723 hectares de superficie. — Ce Syndicat fonctionne bien et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Haute-Sambre, rive gauche siégeant à Hachette. — 64 hectares de superficie. — Par arrêt du 1er juillet 1882, des mesures ont été prescrites en vue de l'élection des cinq membres du Syndicat.

Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont. — 434 hectares de superficie. La Commission syndicale est entrée en fonctions. Le prérimètre de l'association a été arrêté et approuvé, ainsi que le projet des travaux s'élevant à 22,466 fr. Ces travaux sont presque partout achevés et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge. — Le Syndicat a été récemment organisé. La demande formulée par plusieurs propriétaires des prairies situées sur la rive droite et sur la rive gauche du canal de jonction de la Sambre à l'Oise, sur le territoire de Landrecies, dans le but de se réunir en association syndicale a été soumise à l'enquête réglementaire par mon arrêté du 15 juillet 1882.

10° Association des Waeteringues du Nord — L'association, divisée en quatre sections, qui sont dirigées chacune par un Conseil d'administration séparé, comprend une superficie totale de 38,880 hectares.

Le territoire des waeteringues qui a gravement souffert depuis plusieurs années de l'abondance et de la persistance des crues, a été moins éprouvé l'hiver dernier. L'alimentation s'est faite d'une manière satisfaisante.

Les projets de travaux en cours d'exécution ou à l'étude dans les services des ports et de la navigation sont conçus de manière à faire profiter, dans la plus large mesure possible, le dessèchement du pays des améliorations à réaliser. L'extension du port de Dunkerque sera très utile pour le dessèchement, car elle permettra sans doute d'obtenir la séparation complète des intérêts du dessèchement et du commerce.

Un crédit de 9,000 francs a permis d'établir un plan côté de la région Waetringué avec nivellement des principaux cours d'eau.

1re Section. — 9,298 hectares de superficie. — Dans la première section, comprise entre la côte, la rivière de l'Aa et le canal de Bourbourg, la situation laisse à désirer sous le rapport de l'écoulement des eaux; plusieurs parties basses du territoire, dans les bassins de Schelfliet et du Nordgracht, souffrent de la stagnation trop prolongée de ces eaux, après les pluies persistantes et les fontes de neige.

La Commission administrative de la 1re section aura à s'occuper des travaux nécessaires pour rendre le Schelfliet capable de dessècher convenablement les brasbroucks de Loon ;

des études sont actuellement faites dans ce sens et elles paraissent devoir aboutir prochainement.

La dépense s'élèvera à environ 300,000 fr., une subvention sera demandée à M. le Ministre de l'Agriculture.

2e Section.— 10,189 hectares de superficie. — La deuxième section est circonscrite par la rivière de l'Aa et par les canaux de la Haute-Colme, de Bourbourg et de Bergues à Dunkerque.

Les travaux en cours d'exécution ou à l'étude sont indiqués dans le rapport de M. l'Ingénieur en chef.

3e Section. — 8,509 hectares de superficie. — La troisième section est limitée par la route nationale N° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten à Quaëdypre.

Il conviendra d'agrandir le syphon à Bergues pour déverser les eaux du Waëtergand l'Houtgracht dans le canal de Bergues à Dunkerque et d'augmenter les dimensions de ce Waëtergand.

Un autre point très important pour la 3e section et pour tout le territoire Wacteringué, c'est l'augmentation de la section du canal de Bergues à Dunkerque.

L'avant-projet de ce travail sera prochainement soumis à l'examen de l'Administration supérieure.

4e Section. — 10,884 hectares de superficie. — La quatrième section, comprise entre les dunes du littoral à l'est de Dunkerque, le canal de Bergues à Dunkerque, la route nationale. N° 40 et le versant nord du bassin de l'Yser, est celle qui laisse le plus à désirer sous le rapport du dessèchement. Les améliorations indiquées par M. l'Ingénieur en Chef seront, pour la plupart, poursuivies aussitôt qu'on sera fixé sur la question de l'agrandissement de la ville de Dunkerque,

11° Grandes-Moëres. — 2,091 hectares de superficie. — La situation des Moëres est toujours assez bonne.

12° Marais de Lauwin-Planque. — 250 hectares de superficie. — L'entretien de cet petit dessèchement est nul ou à peu près.

13° Près Duhem. — 76 hectares de superficie. — Ce dessèchement, à l'état complet d'entretien depuis 1856, se trouve dans une situation satisfaisante.

14° Marais de la Haute-Deûle. — 1223 hectares de superficie. — La question relative à la dissolution de la société concessionnaire du dessèchement des marais de la Haute-Deûle et à la nomination d'un liquidateur a été soumise par intéressés à la décision de M. le Ministre de l'Agriculture. Par dépêche du 1er août 1882, M. le Ministre m'a informé que la nomination du liquidateur n'est pas, comme mon prédécesseur l'avait décidé, de la compétence administrative. Les intéressés devront se pourvoir devant qui de droit.

Association syndicale pour le curage de l'Helpe mineure dans les communes de Fourmies et Wignehies. — Cette association a été autorisée par arrêté du 29 novembre 1881 ; une assemblée générale des propriétaires et industriels intéressés au curage de l'Helpe mineure, depuis le barrage communale de la rue du Moulin jusqu'au moulin

Lermuzeaux et de ses affluents a eu lieu à la mairie de Fourmies le 5 août à l'effet d'élire 4 syndics et 2 suppléants.

Association syndicale pour le curage de l'ancienne rivière d'Aa et de ses affluents dans le territoire de Gravelines. — Un arrêté préfectoral du 28 juillet 1882 a autorisé cette association pour assurer l'exécution et l'entretien des travaux de curage et, s'il y a lieu, d'approfondissement, de redressement et de régularisation, de l'ancienne rivière d'Aa et de ses affluents qui servent au dessèchement des terres dites Hems, Saint-Pol, Vironchaux, Poldes du Calvaire et Vignots sur le territoire de la commune de Gravelines.

La Marque. — Le curage prescrit par le Conseil général dans sa session d'avril 1881 a été exécuté d'office par un adjudicataire ; le montant des travaux s'est élevé à 28,000 fr. Aujourd'hui le lit de la marque est en bon état. Il convient d'augmenter le débouché des ouvrages d'art trop étroits ou mal établis. Des propositions dans ce sens seront présentées au Conseil général ; les ingénieurs feront connaître le montant total des dépenses à faire, lorsque l'assemblée départementale aura décidé s'il y a lieu d'entreprendre cette amélioration, les services compétents dresseront les projets d'exécution.

Amélioration de la Méteren-Becque. — Une commission spéciale a été constituée pour l'examen du projet des travaux montant à 12,000 fr. qui a été préparé par MM. les Ingénieurs pour l'amélioration de la Méteren-Becque. Elle a proposé d'approuver ce projet, de demander à M. le Ministre de l'Agriculture une subvention égale au tiers de la dépense à faire et de laisser au Conseil général le soin de répartir le surplus de la dépense entre les communes intéressées. Les Conseils municipaux de Bailleul, Estaires, Merris et Vieux-Berquin sont actuellement appelés à délibérer sur le projet des travaux.

Amélioration de l'Hogneau — Par décision en date du 15 juin 1882 M. le Ministre de l'Agriculture a accordé un crédit de 5,300 fr. pour la consolidation des digues de l'Hogneau et a décidé que l'État prendra à sa charge la somme de 8,659 fr. 92, représentant les frais de curage d'office exécuté en 1881 sur l'Hogneau, si les conditions de majorité exigées par la loi du 21 juin 1865 se trouvent remplies de manière à permettre d'autoriser l'association syndicale des propriétaires riverains de l'Hogneau.

Ruisseau de l'Espierre. — J'ai annexé à mon rapport sur la salubrité publique les délibérations de la sous-commission et de la commission instituée à l'effet de poursuivre la solution des questions que comporte l'épuration de l'Espierre.

Peignages de l'arrondissement d'Avesnes. — Par arrêté du 24 novembre 1881, les peigneurs de laines de la région de Fourmies ont été mis en demeure de se conformer avant le 31 mars 1882, aux prescriptions de l'arrêté du 13 septembre 1878, relativement à l'écoulement dans les cours d'eau, de liquides et résidus savonneux provenant de leurs établissements. Un certain nombre d'industriels épurent leurs eaux. Des procès-verbaux sont dressés contre les industriels qui se trouvent en contravention. Des procès civils sont même engagés.

Service hydrométrique et d'annonce des crues pour les bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser. — M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux

publics ont approuvé les instructions et les réglements proposés pour l'organisation du service hydrométrique et d'annonce des crues pour la partie française des bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser ; ce service fonctionne régulièrement.

La Commission internationale a arrêté, dans sa séance du 22 mai 1882, un projet d'arrangement pour l'établissement d'un service international des crues des cours d'eau communs à la France et à la Belgique. Ce projet d'arrangement est soumis à l'approbation du Gouvernement français et du Gouvernement belge.

En ce qui concenre les autres parties du service hydraulique, ainsi que la suite donnée aux vœux du Conseil général, je ne puis que me référer aux renseignements intéressants fournis par M. l'Ingénieur en chef Doniol, qui s'acquitte de ses fonctions délicates avec autaut de zèle et d'activité que d'intelligence et de mesure.

209. **Rivière de l'Yser. — Reconstruction et élargissement des ponts.**

Dans sa séance du 19 avril dernier, le Conseil général a émis le vœu que tous les ponts situés sur la rivière de l'Yser fussent reconstruits et élargis, de manière à ne plus être un obstacle à l'écoulement des eaux.

J'ai l'honneur de soumettre à l'assemblée, avec une carte et un état de ponts à l'appui, un rapport par lequel MM. les Ingénieurs font la description de la vallée de l'Yser, indiquent le régime de cette rivière et les causes des inondations et proposent les remèdes à apporter contre ces inondations qui se résument en deux points : 1° curage et rectification des pentes de l'Yser, 2° élargissement des ponts.

M. l'Ingénieur en chef expose que la situation de la vallée de l'Yser sera améliorée si on élargit les ponts dont le débouché est insuffisant, mais que ce travail ne suffira pas pour supprimer tous les risques d'inondation. Il produit une estimation générale des dépenses qu'entraînerait la reconstruction des ponts trop étroits, dans la vallée de l'Yser, afin que la question de savoir si ces travaux doivent être entrepris puisse être résolue.

La dépense est estimée à 25,000 fr. pour le pont de Bambecque dépendant du chemin de grande communication n° 17, à 48,000 fr. pour les ponts de Wilder et d'Houtkerque, dépendant des chemins d'intérêt commun du uouveau réseau n^{os} 55bis et 107bis, à 13,000 fr. pour les chemins vicinaux ordinaires n° 7 de la commune de Zeggers-Cappel, et n^{os} 2 et 3 des communes de Zeggers-Cappel et d'Esquelbecq, et à 5,200 fr. pour les chemins ruraux particuliers des communes de Broxeele, Rubroucq et Zeggers-Cappel.

Le chemin vicinal ordinaire n° 7, dans la commune de Zeggers-Cappel, est compris dans le réseau subventionné, ce qui facilitera beaucoup la construction du pont qui en dépend. La longueur correspondant au pont de la Cloche à ses abords, chemins vicinaux ordinaires n^{os} 2 et 3 de Zeggers-Cappel et d'Esquelbecq pourra être introduite ultérieurement dans le réseau subventionné par une décision spéciale du Conseil général.

Les ponts dépendant des chemins ruraux particuliers des communes de Broxeele, Rubroucq et Zeggers-Cappel sont en ruine et les communes ne pourront les reconstruire qu'en leur donnant le débouché qui sera régulièrement fixé.

Les ponts au sujet desquels le Conseil général est appelé à prendre une décision, sont

ceux dont la dépense doit être rattachée au budget départemental et qui dépendent des chemins de grande et de moyenne communication.

Cette dépense est avaluée à :

Pour le pont de Bambecque.....	25,000 fr.
Pour les ponts de Wilder et d'Houtkerque.....	48,000 »
Ensemble.....	73,000 fr.

Ainsi que le propose M. l'Ingénieur en chef, le moyen le moins onéreux de faire face à la dépense consiste à emprunter les fonds à la caisse des chemins vicinaux. Il faut déduire de la dépense totale de..... 73,000 fr.

1/10 de la subvention à imposer aux communes.....	7,300 fr.	25,550 »
1/4 pour la subvention à espérer de l'État, par application de la loi du 12 mars 1880.....	18,250 »	
Somme à emprunter à la caisse des chemins vicinaux.....		47,450 fr.

L'annuité trentenaire à payer à la caisse des chemins vicinaux sera de $\frac{4 + 47,450}{100} = 1898$ fr. dont 4/5 à la charge du département et 1/5 à la charge des com-
Le département aurait donc à payer 1518 fr. 40 pendant 30 ans.

Les ressources à réaliser l'année prochaine sur la dotation de la loi du 11 juillet 1879 étant déjà engagées, les travaux ne seraient exécutés qu'en 1884.

D'accord avec M. Doniol, Ingénieur en chef, je prie le Conseil général de vouloir bien décider en principe, que les travaux de reconstruction du pont de Bambecque seront imputés sur l'emprunt autorisé par la loi du 17 juillet 1882, pour les travaux de l'ancien réseau, et que les travaux de reconstruction des ponts de Wilder et d'Houtkerque seront imputés sur l'emprunt autorisé par la loi du 30 juillet 1880 pour l'achèvement des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau, sauf à ne voter les crédits nécessaires que lors de la session budgétaire de 1883. Les projets d'exécution des ponts dont il s'agit seraient produits à la session prochaine d'août.

Pêche fluviale. — Interdiction. (2e B).

En exécution de l'art. 2 du décret du 10 août 1875 et de l'art. 1er du décret du 18 mai 1878 portant règlement sur la pêche fluviale, les Préfets peuvent, chaque année, par des arrêtés rendus, après avis des Conseils généraux, interdire exceptionnellement la pêche de toutes les espèces de poissons pendant l'une ou l'autre des périodes mentionnées dans le décret de 1878, lorsque cette interdiction est nécessaire pour protéger les espèces prédominantes.

Les époques pendant lesquelles la pêche est interdite sont fixées comme il suit :

« 1° du 20 octobre au 31 janvier est interdite la pêche du saumon, de la truite et de » l'ombre chevalier ;

» 2° du 15 novembre au 31 décembre est interdite la pêche du lavaret ;

» 3° du 15 avril au 15 juin est interdite la pêche de tous les autres poissons et de » l'écrevisse. »

Conformément à l'avis du Conseil général, un arrêté préfectoral du 27 mars 1882 a interdit, dans toute l'étendue du département du Nord, du 15 avril exclusivement au 15 juin 1882 inclusivement, la pêche de tous les poissons et de l'écrevisse, à l'exception du saumon, de la truite, de l'ombre chevalier, du lavaret, des aloses des éperlans et de l'anguille. La pêche de l'anguille a été autorisée sous la réserve que les dimensions des mailles des filets où l'espacement des verges auraient seize millimètres au moins, et à l'exclusion complète d'engins spéciaux.

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport par lequel MM. les Ingénieurs en chef, réunis en conférence, proposent d'appliquer, en 1883, les mesures qui ont été arrêtées pour l'année 1882.

Je prie le Conseil général de vouloir bien exprimer son avis à cet égard.

Industrie minérale. (2e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général un rapport de M. l'Ingénieur en chef des mines sur la situation de l'industrie minérale dans le département du Nord, pendant l'année 1881.

Ce rapport contient des renseignements complets sur toutes les parties du service ; je les signale à l'attention de l'assemblée.

Les résultats de l'année 1881 ont été sensiblement moins satisfaisants que ceux de l'année 1880 pour les exploitations houillères du département du Nord. Qnoique les prix de vente aient peu varié, la production a diminué dans une proportion notable pour plusieurs Compagnies. La production totale des houillères du département s'est élevée en 1881 à 3,671,702 tonnes, soit un chiffre inférieur de 29,887 tonnes à celui de 1880.

Le nombre des ouvriers employés par les Compagnies houillères a été, en 1881, de 20,701. Il avait été, en 1880, de 20,659.

La production moyenne, par ouvrier du fond, s'est élevée à 229 T. Elle avait été de 230 T en 1880.

Le total des salaires, payés en 1881, a été de 20,529,406 fr., ce qui correspond à 991 fr. 70 de salaire moyen par ouvrier du fond et du jour. En 1880, le total des salaires a été de 20,077,772 fr., ce qui correspond à 971 fr. 16 de salaire moyen par ouvrier du fond et du jour. Il y a donc une augmentation sensible.

Les prix de vente moyens réalisés par les Compagnies ont été à peu près les mêmes que ceux de l'année 1880.

Le nombre des fosses en exploitation, pendant le cours de l'anuée 1881, a été de 47. Le nombre des fosses en creusément ou en préparation a été de 3, dont une à Anzin, une à Aniche, une à Crespin.

Les fosses en exploitation, en 1881, sont réparties ainsi qu'il suit : *Anzin*, 19 fosses. Une fosse nouvelle, celle de Lambrecht, a été mise en service vers le milieu de l'année, mais, par contre, la fosse Amaury, abandonnée vers la fin de 1881, n'a pas été reprise. L'extraction annuelle moyenne, par fosse, a été de 120,775 T, chiffre sensiblement égal à celui de l'année précédente. — *Aniche*, 9 fosses. Les travaux de reconnaissance de la fosse de Roucourt ont été poursuivis activement au moyen de la perforation mécanique. — *Escarpelle*, 5 fosses. La fosse N° 1 n'a été en extraction que pendant 5 mois ; elle a éte mise en chômage au 1er juin pour cause de réparations importantes à faire subir à la colonne du puits. — *Douchy*, 5 fosses. 3 fosses ont été consacrées au service de l'aérage. — *Vicoigne*, 3 fosses. La 4e est restée en chômage d'une manière permanente. — *Fresnes-Midi*, 2 fosses. — *Azincourt*, 2 fosses. — *Marly*. La fosse St-Saulve, de la Compagnie de Marly, a été abandonnée le 1er mai 1881. — *Crespin*, les travaux de fonçement de l'avaleresse de Quiévrechain ont été poursuivis dans le courant de l'année dernière.

Les concessions de St-Aybert, de Bruille, de Château-l'Abbaye, d'Hasnon et d'Annœullin sont restées inexploitées.

Aucune demande en concession ou extension du périmètre n'est en instance devant l'administration.

Les accidents survenus, en 1881, dans les mines de houille, ont occasionné la mort de 11 ouvriers, ce qui correspond à une victime pour 1,889 ouviers. La proportion avait été, en 1880, de une victime pour 1,721 ouvriers, en 1879, d'une victime pour 812 ouvriers.

La consommation de la houille dans le département du Nord, en 1881, a été de 5,100,210 T, dont :

Houille du Nord	2,293,689 T
— du Pas-de-Calais	1,495,857
— de Mons et du Centre	865,335
— de Charleroi	431,011
— d'Angleterre	14,068
— des bassins allemands	250
Total égal	5,100,210 T

Il y a eu, en 1880, une augmentation de consommation de 213,736 T par rapport à 1880, soit 4 % environ.

Sur les quatre tourbières, situées dans l'arrondissement de Dunkerque (vallée de la Colme), une seule a été exploitée en 1881 ; elle a produit 43 T de tourbes d'une valeur totale de 540 francs.

Les mines de fer, concédées dans le département du Nord, sont au nombre de 6. Aucune n'a été exploitée en 1881.

Les prix moyens des produits métallurgiques n'ont pas varié sensiblement en 1881, et la production a augmenté dans une proportion notable pour la plupart des produits.

L'usine à zinc d'Auby-lez-Douai a produit, en 1881, 10,445 T de zinc brut. vendues au prix moyen de 387 fr. 50. La production, en 1880, avait été de 8,368 T.

117 usines à vapeur nouvelles ont été mises en activité, en 1881, dans le département du Nord. 25 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur, s'élevait à 3,420 au 31 décembre 1881,

Une explosion d'appareils à vapeur s'est produite en 1881. Une personne a été tuée dans cet accident.

Le nombre de carrières exploitées, en 1881, dans le département du Nord, est de 809, dont 37 carrières souterraines occupant 158 ouvriers, et 772 carrières à ciel ouvert occupant 1984 ouvriers.

Jury d'expropriation. (4e B.)

Aux termes de l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841, le Conseil général doit, dans sa session annuelle, désigner, pour chaque arrondissement de sous-préfecture, 36 personnes au moins, et 72 au plus, ayant leur domicile réel dans l'arrondissement et parmi lesquelles seront choisis, jusqu'à la session suivante du Conseil général, les membres du jury spécial appelés, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Je prie l'assemblée de vouloir bien procéder à la formation de ce travail. Je lui remets à cet effet un cadre préparé pour recevoir les noms des jurés à désigner pour le service de 1882-1883 et le tableau arrêté en 1881, sur lequel j'ai rayé le nom des jurés qui, ayant siégé pendant les années 1881-1882, doivent être éliminés de la nouvelle liste.

Il est très important que cette liste soit dressée avec un grand soin, et notamment que les noms et prénoms, qualités et domiciles des jurés y soient inscrits exactement sans lacune. J'ai l'espoir que MM. les membres de l'assemblée voudront bien tenir compte de cette observation.

Chasse. — (2e B.)

Aux termes de la circulaire ministérielle du 30 janvier 1874, les Conseils généraux sont appelés, chaque année, à émettre leur avis sur la question de savoir si la chasse à courre, à cor et à cris, doit être prolongée au-delà du terme fixé pour la clôture de la chasse.

J'ai l'honneur de prier le Conseil de vouloir bien faire connaître si, comme les années précédentes, une seule date de fermeture lui paraît devoir être fixée.

Service des Postes et des Télégraphes (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général le rapport de M. le Directeur sur la situation du service des Postes et des Télégraphes dans le Nord., au 30 juin 1882, ainsi que le rapport de M. l'Inspecteur-Ingénieur des lignes télégraphiques sur la situation du service technique.

Ces documents sont imprimés avec les rapports des chefs de service.

Les améliorations se poursuivent très activement. Quinze nouveaux bureaux ont été ouverts pendant l'année et le mois de juillet, et quatre viennent d'être concédés à Thiant, Inchy, Houplines et St-Pol. Des projets pour la création de 24 recettes ont été présentés à M. le Ministre, et 7 demandes sont à l'Instruction. Les localités où doivent être établies ces nouvelles recettes sont indiquées dans le rapport de M. le Directeur.

Le nombre des bureaux télégraphiques s'accroît également dans des conditions assez sensibles : 12 nouveaux bureaux ont été mis en activité du 30 juin 1881 au 30 juin 1882 ; d'autres l'ont été depuis où le seront à bref délai. Le télégraphe, dit M. le Directeur, sera établi prochainement dans les bureaux de poste de Busigny, Curgies, Jenlain, Lourches, Loon et Neuvilly ; et des projets sont en préparation pour l'établir dans les communes de Beauvois, Hasnon, Honnechy, Marly, Ohain, Saultain, St-Aubert et St-Pol.

Il y avait dans le département au 30 juin :

85 communes où la poste et le télégraphe étaient réunis ;
22 où les deux services étaient encore séparés ;
38 ayant la poste sans le télégraphe ;
24 ayant le télégraphe sans la poste.

Tous les chefs lieux de canton possèdent aujourd'hui le télégraphe.

Le nombre de boîtes aux lettres était, au 1er janvier 1881, de 837 en sus de celles des bureaux ; 376 n'étaient levées qu'une fois.

Au 31 décembre, on comptait 855 boites, dont 327 levées une fois.

M. le Directeur donne l'indication par commune de toutes les améliorations réalisées, et il les résume, par arrondissement, dans un tableau spécial. Il termine son rapport en faisant connaître la suite donnée aux vœux émis par le Conseil général dans sa dernière session.

Le rapport de M. l'Inspecteur-Ingénieur des lignes télégraphiques contient des renseignements sur le réseau principal, le réseau secondaire, le service télégraphique de la navigation, le réseau d'intérêt privé et le réseau téléphonique.

En résumé, une impulsion des plus vigilantes est donnée à toutes les améliorations que comporte le double service des postes et des télégraphes. On doit reconnaître, en effet, que la situation actuelle est loin de ce qu'elle était il y a deux ou trois ans ; mais ainsi que j'en émettais l'avis lors de la session d'avril, 200 bureaux de poste et de télégraphe me paraissent indispensables pour le Nord, et il faut arriver à ce que toutes les boîtes aux lettres soient levées au moins deux fois par jour.

Nous pouvons avoir confiance que ces améliorations constitueront une situation normale dans quelques années. Elles paraîtront, d'ailleurs, des mieux justifiées, si l'on considère que les recettes des postes et des télégraphes dans le département, qui, en 1880, s'étaient élevées à..... 4,731,714 fr.
ont produit en 1881..... 5,103,773

Augmentation..... 372,059

Les vœux émis par les Conseils d'arrondissement dans leur récente session, se résument comme suit :

Arrondissement d'Avesnes.

Le Conseil demande de nouveau que les dépêches soient transmises directement d'Avesnes au Quesnoy, et que le bureau télégraphique d'Avesnes comprenne Avesnelles dans son rayon pour dispenser cette commune des frais d'exprès.

Arrondissement de Douai.

Vœu pour la création d'un bureau télégraphique à Flines-lès-Râches ;
— pour qu'un facteur soit attaché au bureau d'Aubigny-au-Bac dans le but de desservir deux fois par jour Féchain et les communes environnantes;
— pour l'organisation à Dechy d'une certaine distribution journalière.

Arrondissement de Dunkerque.

Vœu pour que la première distribution de Gravelines soit faite plus tôt.
— que le hameau des Huttes, de Gravelines, soit desservi dans la matinée ;
— qu'il soit établi un bureau télégraphique à Bollezeele, à Watten et à Esquelbecq.
— que les employés des postes soient transportés gratuitement en chemin de fer pour les besoins du service.
— pour l'établissement d'un téléphone à Dunkerque.

Arrondissement d'Hazebrouck.

Le Conseil se plaint de la lenteur apportée dans la transmission des télégrammes. Il émet le vœu que la durée de la suspension (de midi à deux heures) soit abrégée dans les bureaux où les services des postes et des télégraphes sont réunis.

Arrondissement de Lille.

Le Conseil réitère le vœu qu'il soit créé un bureau de poste à Gondecourt.

Arrondissement de Valenciennes.

Vœux 1° pour qu'un bureau de poste et de télégraphe soit établi à Bruay ;

— 2° pour l'organisation d'un départ postal par le train quittant Valenciennes à 10 h. 07 du matin, afin que les correspondances soient distribuées à Paris assez tôt pour permettre d'y répondre le même jour par le courrier du soir ;

— 3° que la levée des lettres déposées dans les boîtes postales des gares soit faite à tous les trains ;

— 4° qu'au passage des trains le dépôt soit fait à chaque gare des correspondances pour la localité afin de permettre des distributions plus rapides ;

— 5° que tous les bureaux télégraphiques des gares soient ouverts à la correspondance privée.

Elections muuicipales. — Sections électorales. (2e B.).

Aux termes de l'article 43 de la loi du 10 août 1871, chaque année, dans sa session d'août, le Conseil général, par un travail d'ensemble comprenant toutes les communes du département, procède à la révision des sections électorales municipales.

Le tableau ci-après indique les sectionnements établis à la session d'août 1881.

COMMUNES	Nombre de sections	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE de conseillers à élire par section.
		Arrondissement d'AVESNES.		
GOMMEGNIES	1re	Électeurs du centre, comprenant le hameau de la Haute-Rue.	3,475	15
	2e	Hameau de Carnoye	1,012	6
VILLEREAU	1re	Le village de Villereau	359	4
	2e	Le hameau d'Herbignies	660	8
		Arrondissement de CAMBRAI.		
CATILLON	1re	La principale agglomération, les fermes qui en dépendent, les hameaux du Bois-de-l'Abbaye et du Petit-Cambrésis.	1,892	15
	2e	Les hameaux de La Laurette, de La Louviére et du Rejet-de-Beaulieu, y compris le lieu dit Tassomez	712	6
RAILLENCOURT	1re	Raillencourt, chef-lieu de la commune	502	6
	2e	Le hameau de Sainte-Olle	565	6
SAINT-SOUPLET	1re	Le chef-lieu de la commune formant la principale agglomération	2,319	19
	2e	Le hameau de la Haie-Menneresse	237	2
		Arrondissement de DUNKERQUE.		
COUDEKERQUE-BR.	1re	Les sections B et C limitées par les canaux de Furnes et de Bergues	611	5
	2e	Section D limitée par les canaux de Bergues et de Bourbourg	1,336	11
		Arrondissement d'HAZEBROUCK.		
ESTAIRES	1re	Comprenant l'agglomération	5,218	18
	2e	Le hameau de Doulieu	1,546	5
MORBECQUE	1re	Morbecque	2,564	16
	2e	La Motte-aux-Bois	1,145	7
NIEPPE	1re	Toute la commune à l'exception du hameau du Pont	3,298	16
	2e	Le hameau du Pont-de-Nieppe	1,564	7
		Arrondissement de LILLE.		
CYSOING	1re	Toute la commune à l'exception du hameau de Quennaumont.	2,550	18
		Le hameau de Quennaumont	484	3
FLERS	1re	Comprenant les hameaux du Bourg, Le Gringuier, Canteleu, La Cousinière et Le Remeil	1,618	11
	2e	Comprenant les hameaux de Babylone, du Sart, des 4 Ormeaux et d'Épinoy	1,562	10
LAMBERSART	1re	Section du Bourg	1,366	9
	2e	Section de Canteleu	1,006	7

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE de conseillers à élire par section.
		Canton Sud-Ouest.		
	1re	La fraction du canton Sud-Ouest, située dans l'ancienne ville, augmentée de la partie de la nouvelle ville, comprise entre le canal de la Haute-Deûle, le boulevard de la Liberté, le boulevard d'Italie et l'axe de la rue Solférino.	14,524	4
	2e	La partie du même canton comprise entre les axes des rues Solférino, Notre-Dame, d'Esquermes, de Loos, de la route de Béthune à Lille et le canal de la Haute-Deûle.	18,623	4
	3e	La partie du même canton située entre les axes de la rue de Béthune à Lille, des rues de Loos, d'Esquermes, de Notre Dame, de Solférino, des Postes, le boulevard de Strasbourg et la route d'Arras à Lille.....	23,873	6
	4e	Le complément du canton Sud-Ouest, limité par l'axe de la rue des Postes, de la rue Solférino, des boulevards d'Italie et de Louis XIV, et embrassant la partie suburbaine de ce canton, située à l'Est de la route d'Arras.....	18,590	4
LILLE.....		*Canton Nord-Est.*		
	5e	La partie du canton Nord-Est, comprise dans la ville	13,830	3
	6e	Les faubourgs de Fives et Saint-Maurice, du canton Nord-Est.....	19,438	5
		Canton Centre.		
	7e	Tout le Canton	14,106	3
		Canton Sud-Est.		
	8e	Tout le canton.....	15,163	4
		Canton Ouest.		
	9e	Tout le canton	11,280	3
MARCQ-EN-BAROEUL	1re	Toute la commune, à l'exception des hameaux du Pont et du Plouich.....	4,222	12
	2e	Les hameaux du Pont-de-Marcq et du Plouich	3,761	11
RONCQ.....	1re	Comprenant les habitants de Billemont et du Coulombier, formant la paroisse de Saint-Piat	4,440	18
	2e	Comprenant les habitants du Blanc-Four, paroisse de StRoch.	1,385	5
ROUBAIX.....	1re	*Canton Est*.....	49,607	21
	2e	*Canton Ouest*	33,763	15

COMMUNES.	Nombre de sections.	COMPOSITION DE CHAQUE SECTION.	CHIFFRE officiel de la population par section.	NOMBRE de conseillers à élire par section.
		Arrondissement de VALENCIENNES.		
BRUILLE-ST-AMAND.	1re	Comprenant Bruille et le hameau d'Hauterive.....	748	7
	2e	Comprenant les hameaux de Notre-Dame et de Forêt.....	1,058	9
		Canton rive Droite.		
	1re	Rue du pont de la Scarpe, place de l'Église, rue Nationale, rue de Condé, rue du Wacq, rue de Valenciennes.	1,542	4
	2e	Route de Valenciennes, Chêne de Saint-Amand, rivage du Noir, Collinière, Croix du Petit-Dieu, Mont-des-Bruyères.	2,964	8
	3e	Thumelard, chemin de la Fontaine, rue de la Louvière, rue des Aulnois, route de Condé.....	1,118	3
		Canton rive Gauche.		
SAINT-AMAND. ...	4e	Grand'Place, Abbaye, rue de Rivoli, rue des Anges, rue du Prévost, Grande-Rue, rue du Petit-Repos, rue du Grand-Repos, rue des Murs, rue de Marillon (jusqu'aux fours au noir de M. Mottez), rue de Pain et rue Delsaux.	1 669	4
	5e	Rue d'Orchies, faubourg d'Orchies, faubourg de Roubaix, place d'Armes, rue de Guerre, rue du Bruille, rue de Tournay, rue des Feves.....	2,106	5
	6e	Route de Lille, rue de la Place-au-Metz, rue Fourelaux, rue des Ormeaux, rue de Marillon (depuis les fours au noir de M. Mottez), Marierie, rue des Cailloux, rue de l'Epinoy, rue du Saubois, rue du Carne, rue Lotte-Winberghe, rue des Drumez, rue de Vaucelles.....	1,061	3

Les réclamations qui me sont parvenues se résument comme suit par arrondissement.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Boursies. — Une pétition demande que le hameau de Demicourt forme une section électorale. Le Conseil municipal est appelé à en délibérer. Si cette demande est accueillie, la commune sera sectionnée comme suit :

Le village.....	567 habitants,	8 conseillers.
Demicourt.....	241 »	4 »
	808	12

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Cysoing. — Le Conseil municipal demande que la commune ne soit pas sectionnée. La décision prise par le Conseil général en 1881, me paraît devoir être maintenue.

Lambersart. — Le Conseil municipal demande que la section de Canteleu ait pour limite la délimitation même de la paroisse, qui correspond, d'ailleurs, à celle qui était indiquée lorsqu'une demande a été présentée pour l'érection du hameau en commune. Cette délimitation aurait aussi l'avantage appréciable d'être parfaitement définie et de prévenir ainsi toute difficulté pour l'avenir ; elle se traduit par les chiffres ci-après :

Section du Bourg.....	1.414	habitants,	10	conseillers.
Section de Canteleu.....	958	»	6	»
	2.372		16	

Je joins à la délibération du Conseil municipal de Lambersart, une réclamation des quatre conseillers qui représentent la section de Canteleu.

Lomme. — Une pétition est présentée à l'effet d'obtenir qu'une section soit établie à Mont-à-Camp pour ce hameau, et ceux de la Maladrerie et de la Croix-de-Pierre. Le Conseil municipal appelé à en délibérer a émis un avis contraire longuement motivé.

Le sectionnement sollicité devrait être établi ainsi qu'il suit :

Section du Bourg.....	2,761	habitants,	15 conseillers.
Section de Mont-à-Camp.....	1,338	habitants,	8 conseillers.
	4,099	habitants,	23 conseillers.

Roubaix. = Le Conseil municipal demande que la ville ne soit plus sectionnée.

Wattrelos. — Le Conseil général a été saisi d'un vœu de sectionnement dans sa session d'Avril. Le Conseil municipal, appelé à en délibérer, a émis un avis contraire. Le sectionnement demandé, s'il est adopté, devra être arrêté sur les bases suivantes :

Section du Centre.....	6,136	habitants,	11	conseillers.
Section de Crétinier	4,085	»	7	»
Section de Beaulieu.....	5,104	»	9	»
	15,325	»	27	»

Je mets sous les yeux du Conseil général toutes les pièces qui me sont parvenues.

Tribunaux et Chambres de commerce. — Révision de la liste des électeurs. (2e B.)

Aux termes de l'article 619 modifié du Code de commerce (loi du 21 décembre 1871) et des instructions de M. le Ministre de la Justice, le Conseil général doit désigner, chaque année, ceux de ses membres appelés à faire partie des commissions spéciales chargées de procéder à la révision annuelle des listes électorales pour les élections aux

Tribunaux et Chambres de ommerce ainsi qu'aux Chambres consultatives des Arts et manufactures.

Les membres qui ont été désignés pour 1882, sont :

Tribunaux de commerce :

Lille.....	MM. J. Dutilleul, Desmoutiers, Mahieu.
Roubaix.....	» Bouchery, Georges Brame, Pierre Catteau.
Cambrai	» Telliez, Macarez, Seydoux.
Valenciennes..	» Dervaux, Rousseau, Caullet.
Dunkerque....	» Gustave Lemaire, Trystram, Claeys.
Tourcoing.....	» Desurmont, Charles Jonglez, Desmazières.

Chambres de commerce non comprises dans le ressort d'un Tribunal de commerce :

Douai ..... MM. Fiévet, Mention, baron de Bouteville.

Hazebrouck. (Formant la 2e section électorale de la Chambre de commerce de Dunkerque). MM Duquenne, Outters, Bieswal.

Chambres consultatives des Arts et manufactures :

Armentières..	MM. Meurillon, Bieswal, Mahieu.
Avesnes.....	» Duponchel, Hiroux, Boussus.

J'ai l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien procéder à la désignation de ceux de ses membres qui devront prendre part à la prochaine révision des listes électorales.

Elections consulaires. — Liste des électeurs. (2e B.).

Par délibération du 25 août 1880, le Conseil général, d'accord avec le Conseil d'arrondissement de Lille, a émis le vœu :

1° Que pour les élections des Tribunaux et Chambres de commerce le droit de vote soit étendu à tous les patentés ;

2° Que le vote ait lieu par sections territoriales, le scrutin de liste étant maintenu.

Dans sa récente session, le Conseil d'arrondissement de Lille a renouvelé le vœu qu'il avait émis en 1880. J'ai l'honneur de mettre sa délibération sous les yeux du Conseil général.

Chambre de commerce de Dunkerque. — Distraction des villes de Bailleul, Merville et Estaires. — (2e B.)

Par délibération en date du 20 avril dernier, le Conseil général a émis un avis favorable à la distraction des villes de Bailleul, Merville, La Gorgue et Estaires, de la circonscription de la Chambre de commerce de Dunkerque, pour être rattachées à la Chambre de com-

merce de Lille par l'intermédiaire de la Chambre Consultative des Arts et Manufactures d'Armentières.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien faire connaître si cet avis doit être étendu à toutes les communes des deux cantons de Bailleul et du canton de Merville. MM. les Maires, consultés à ce sujet par M. le Sous-Préfet, se sont tous prononcés pour l'affirmative.

Chambre consultative des arts et manufactures d'Avesnes. — Conversion en Chambre de commerce. (2e B.).

Par délibération en date du 21 avril 1882, le Conseil général a émis le vœu que la Chambre consultative des arts et manufactures d'Avesnes soit érigée en Chambre de commerce.

J'ai l'honneur de faire connaître à l'Assemblée que j'ai transmis le dossier de l'affaire, avec avis favorable, le 3 août, à M. le Ministre du Commerce.

Établissement thermal de Saint-Amand. (2e B.)

Conformément à la délégation spéciale qui lui a été donnée par le Conseil général, dans sa séance du 21 avril dernier, la Commission départementale, dans sa séance du 14 juin suivant, a accordé à M. Grégoire, publiciste à Lille, la concession de l'établissement thermal de Saint-Amand, jusqu'à l'expiration du contrat passé avec M. Pruvost, suivant acte du 22 décembre 1856, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1906.

En exécution de l'article 54, 4e alinéa, de la loi du 10 août 1871, j'ai, sur l'avis conforme de la Commission départementale, passé avec M. Grégoire le contrat au nom du département. Le Conseil général trouvera ci-joint, à titre de communication, une copie du contrat intervenu.

J'ai, en outre, l'honneur de soumettre à l'assemblée le rapport de M. le docteur Isnard, médecin-inspecteur de l'établissement thermal, sur la marche des différents services soumis à son inspection, sur les qualités curatives des sources, les résultats obtenus et les améliorations désirables restant à réaliser.

J'annexe, à l'appui de ce rapport, l'avis de M. l'Ingénieur en chef des mines sur une des améliorations proposées qui se rattache plus particulièrement à son service et qui se rapporte au remède à apporter, par un captage mieux aménagé à l'écoulement actuellement irrégulier des sources sulfureuses intérieures (sources du Pavillon ruiné et de la Petite-Fontaine).

J'appelle l'attention du Conseil général sur les améliorations signalées par M. le docteur Isnard. MM. les conseillers généraux chargés de la surveillance de l'établissement présenteront leur rapport annuel en cours de session.

Caisses d'épargne. — Situation en 1881. (2e B.)

Le nombre des caisses d'épargne et de leurs succursales, qui était, au 31 décembre 1880 de 67 s'est accru en 1881 de deux succursales : celle de Lomme, dépendant de la caisse de Lille, et celle de Bousbecque, dépendant de la caisse de Tourcoing. Il se répartit comme suit :

	NOMBRE DE		NOMBRE
	CAISSES.	SUCCURSALES.	TOTAL.
Arrondissement de Dunkerque	4	3	7
— Hazebrouck	6	3	9
— Lille.	6	15	21
— Cambrai	5	3	8
— Avesnes.....	4	7	11
— Douai.	1	6	7
— Valenciennes	1	5	6
	27	42	69

Le capital des fonds de dotation et de réserve qui était, au 1er janvier 1881 de 1,654,273 fr. 59 c. s'élevait, le 31 décembre 1881, à 1,741,438 fr. 53, soit une augmentation en faveur de 1881, de 87,164,94 c.

Les versements et remboursements se sont répartis comme suit :

	VERSEMENTS.		REMBOURSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE	MONTANT.
Année 1881	157.814	14.390.330 79	54.962	12.143.735 94
— 1880	155.473	12.923.907 16	53.359	11.491.397 50
Différence sur 1880... En plus...	2.341	1.466.423 63	1.603	652.338 44
Différence sur 1880... En moins	»	»	»	»

La moyenne a été ainsi.....	1881.	1880.
Pour les versements.....	91,19	83,12
— remboursements.....	220,94	215,36

Le nombre des livrets, au 31 décembre 1880, était de.....	172,924
Il s'élevait, au 31 décembre 1881, à	183,440
Excédent de 1881 sur 1880.....	10,516

Le solde dû aux déposants, au 31 décembre 1880, était de.....	50,725,851 95
Augmentation pendant l'année 1881.....	4,045,057 64
Total égal au solde dû aux déposants au 31 décembre 1881.....	54,770,909 59

Je joins au présent rapport, avec les états à l'appui, six tableaux résumant la situation et les opérations des diverses caisses d'épargne du département et de leurs succursales.

Hospices et Hôpitaux. — Situation en 1881. (2e B).

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général, avec les documents à l'appui, le tableau de la situation générale des Hospices et Hôpitaux du département du Nord au 31 décembre 1881.

Ces établissements, au nombre de 84, sont situés dans 62 villes et communes.

Les ressources se sont élevées, pour l'année 1881, à.....	6.717.053 77
Savoir :	
Recettes de toute nature propres à l'exercice 1881.....	5.413.693 84
Fonds disponibles de l'exercice 1880.....	1.303.359 93
Ensemble.....	6.717.053 77
Dépenses de toute nature propres à l'exercice 1881.....	5.301.441 14
Reliquat.....	1.415.612 63

Conformément à la demande exprimée par le Conseil général dans sa session d'août 1878, je joins au présent rapport les renseignements fournis par quelques administrations hospitalières sur les causes des différences que j'ai constatées entre les résultats de cette année et ceux de l'année 1880.

Le tableau ci-après donne par arrondissement des détails statistiques complets sur chacun des établissements hospitaliers, tant au point de vue des recettes et des dépenses, qu'en celui du nombre des lits occupés et du personnel affecté au service de ces établissements.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature. 1881.	DÉPENSES de toute nature. 1881.	RELIQUAT de l'exercice 1880.	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, Vieillards et Incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement d'Avesnes.								
1 Avesnes	Hôpital Hospice	34.641 67	37.430 07	30.627 89	40	60	»	6
2 Bavai	Hospice	17.566 59	6.213 54	3.152 26	»	16	»	2
3 Landrecies	Hôpital-Hospice	19.056 77	17.150 89	15.144 77	6	60	»	4
4 Le Quesnoy	Hôpital-Hospice	43.408 39	35.881 60	30.316 83	102	45	22	8
5 Maubeuge	Hôpital St-Nicolas... / Hospice Gippus.*...	65.035 59	51.027 70	39.939 89	30	30	45	10
6 Solre-le-Château	Hôpital-Hosp. S-Roch	864 05	380 83	2.808 16	»	2	»	»
	Totaux	180.573 06	148.084 63	121.989 80	178	213	67	30
Arrondissement de Cambrai.								
7 Cambrai	Hôpital Saint-Julien.	100.275 21	84.939 90	22.159 80	107	»	»	27
	Hospice général	183.397 14	113.426 40	296.124 65	»	200	75	29
	Fondation Van der Burch.	77.273 79	61.789 37	55.774 44	100	»	»	12
8 Le Câteau	Hôpital Paturle	65.767 07	66.260 63	564 43	33	»	»	6
	Totaux	426.713 21	323.416 30	374.563 32	240	200	75	74
Arrondissement de Douai.								
9 Douai	Hospice général	423.318 20	443.856 60	217.018 93	»	500	30	37
	Hôtel-Dieu				410	»	»	30
10 Orchies	Hôpital-Hospice	49.781 87	45.710 24	4.731 21	20	48	40	7
	Totaux	473.100 07	489.566 84	221.750 14	430	548	70	74
Arrondissement de Dunkerque.								
11 Bergues	Hôpital-Hosp.St-Jean	57.353 55	58.053 14	»	28	72	50	18
12 Bollezeele	Hôpital-Hosp.S-Louis	27.207 52	15.322 36	9.980 74	6	39	»	5
13 Bourbourg	Hospice Saint-Jean	34.656 56	32.260 46	21.828 19	18	48	39	11
14 Dunkerque	Hôp.-Hosp.-St-Julien	169.155 »	167.285 82	5.122 53	127	218	83	61
15 Esquelbecq	Hôpital-Hosp.-St-Jos.	5.632 15	4.715 15	2.208 41	»	12	»	3
16 Ghyvelde	Fondat. Bray (mais. hospit. et scolaire des Dunes)...	17.482 85	27.709 26	13.214 98	9	9	»	5
17 Gravelines	Hospice civil	11.169 13	7.217 19	769 30	»	40	»	2
18 Hondschoote	Hôpital-Hospice	7.070 02	7.014 50	617 82	5	39	4	4
	Totaux	329.726 78	349.577 88	53.741 97	193	477	176	109

* L'Hospice-Gippus, créé en 1562, reçoit dans la maison de son fondateur, le chanoine Gippus, des veuves âgées ou de vieilles filles infirmes pauvres, de bonnes mœurs et de familles honnêtes. On les a nommées *cantuaines*. Elles fournissent elles-mêmes leur lit ainsi que tout le reste de leur mobilier qui, à leur décès, retourne à leurs héritiers.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS	RECETTES de toute nature. 1881.	DÉPENSES de toute nature. 1881.	RELIQUAT de l'exercice 1880.	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, Vieillards et Incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement d'Hazebrouck.								
19 Bailleul	Hospice civil	30.922 08	27.815 53	» »	»	100	25	7
	Hôpital	12.145 56	14.624 82	5.418 14	46	»	»	5
20 Cassel	Hospice civil	18.326 13	17.742 74	» »	»	36	»	3
	Pauvre École				»	»	36	3
21 Estaires	Hospice	11.664 40	8.689 21	416 27	»	34	»	40
22 Haverskerque	Hosp de Foucaucourt	4.200 »	4.200 »	» »	»	12	»	2
23 Hazebrouck	Hôpital-Hospice	42.584 65	46.178 72	5.555 03	14	80	55	11
24 La Gorgue	Hospice	5.445 46	5.628 69	525 67	»	28	»	3
25 Merville	Hospice St-Pierre	27.445 83	15.869 67	7.364 61	»	40	»	4
26 Morbecque	Hospice	3.787 02	3.271 44	618 92	»	26	»	1
27 Nieppe	Hospice	9.080 47	8.948 32	4.640 75	2	27	»	4
28 Renescure*	Hospice	1.400 »	1.400 »	» »	»	6	»	»
29 Steenbecque	Hôpit-Hosp.St-Joseph	1.304 24	1.306 90	12 17	»	23	»	2
30 Steenvoorde	Hospice	14.019 »	13.911 »	3.534 »	»	44	»	4
31 Steenwerck	Hôpital-Hospice	19.028 68	18 306 90	3.516 87	10	51	5	1
32 Vieux-Berquin	Hosp. Enfant-Jésus	4.819 45	4.358 99	455 82	»	28	»	3
	Totaux	206.172 97	192.252 93	32.058 25	72	535	121	93
Arrondissement de Lille.								
33 Armentieres	Hôpital-Hospice	17.218 28	180.847 44	22.169 50	88	70	93	40
34 Bondues	Hospice du Bosquiel	19.132 94	25.166 80	30.519 45	2	50	12	5
35 Bousbecque	Hospice	1.944 16	2.112 77	28 97	»	21	»	»
36 Comines	Hôpit.-Hosp. N-Dame	27.150 51	25.329 31	12.030 63	28	64	»	12
37 Cysoing	Hospice St-Camille	2.802 51	6.361 54	4.582 65	»	16	»	1
38 Erquinghem-Lys	Hospice Edgar	3.577 78	3.459 41	» »	1	12	»	3
39 Halluin	Hospice	9.536 39	9.437 20	75 87	»	35	»	2
40 Haubourdin	Hôpital-Hospice	38.395 78	26.774 46	5.646 97	8	28	10	5
41 Herlies	Hospice	3.452 32	2.799 75	150 53	»	10	»	1
42 Houplines	Hospice	6.299 05	6.181 41	1.180 77	»	21	»	2
43 La Bassée	Hospice Saint-Jean	44.486 39	38.728 66	165 76	6	30	25	5
44 La Chap d'Armentières	Hôpital-Hospice	3.380 80	3.885 13	404 33	2	16	»	1
45 Lannoy	Hôpital-Hospice	13.098 21	13.720 33	4.681 39	»	20	»	4
46 Lille	Hôpital St-Sauveur	2.517.575 75	2 333.412 26	» »	304	»	»	48
	Hôpital-Ste-Eugénie				387	»	»	65
	Maison de Santé				40	»	»	4
	Hospice général				»	1066	100	94
	Hospice Comtesse				»	94	56	23
	Hospice Ganthois				»	178	»	22
	Hospice Stappaert				»	»	60	12
	Fondation Baes				»	»	»	»
47 Linselles	Hospice	8.786 07	9.530 67	1.600 59	»	40	»	3
48 Lomme**	Hospice	» »	» »	» »	»	»	»	»
49 Loos	Hospice	18.202 41	57.580 61	46.064 52	10	24	»	»
50 Marcq-en-Barœul	Hosp. St-Vinc.-de-P.	12.653 28	11.573 23	336 10	»	32	»	4
51 Quesnoy-sur-Deûle	Hospice	13.062 20	12.297 41	748 87	»	29	»	3
52 Roncq	Hospice	4.871 47	4.466 53	427 35	»	24	»	2
53 Roubaix	Hôtel-Dieu	254.899 21	263.380 97	23.731 23	200	»	»	52
54 Seclin	Hospice civil	96.255 83	88.335 56	44.011 94	»	166	66	22
55 Templeuve	Hôpital-Hospice	5.464 »	5.379 60	281 10	81	74	»	1
56 Tourcoing	Hôpital civil	29.895 61	29.895 61	» »	»	24	»	3
	Hospice général	133.337 94	187.065 26	» »	77	»	»	7
57 Wambrechies	Hospice	9.254 42	9.506 26	1.947 37	»	132	»	17
58 Wattrelos	Hôpital	7.600 »	7.549 84	» »	»	44	»	»
	Hospice	21.533 46	17 227 83	4 505 92	20	»	»	5
	Totaux	3.323.866 77	3.382.005 88	204.991 81	»	97	»	9
					1254	2417	422	477

* Cet hospice, de création récente, n'a fonctionné qu'à partir du 16 mai 1881.

** Cet hospice, de création récente, n'a pas fonctionné en 1881.

NOMS des VILLES ET COMMUNES.	DÉSIGNATION des ÉTABLISSEMENTS.	RECETTES de toute nature. 1881.	DÉPENSES de toute nature. 1881.	RELIQUAT de l'exercice 1880.	NOMBRE DE LITS. Malades des deux sexes.	Infirmes, Vieillards et Incurables.	Enfants.	Personnel.
Arrondissement de Valenciennes.								
59 Bouchain.....	Hospice Dronsart...	23.296 10	22.468 21	27.194 92	2	29	»	6
60 Condé	Hosp. des Vieillards*	» »	» »	» »	»	»	»	»
	Hospice des Veuves	7.310 89	3.265 32	3.705 40	»	20	»	1
61 Saint-Amand.....	Hôpital-Hospice civil	30.223 65	29.439 36	12.585 76	10	70	18	5
	Hosp. des Orphelins (Ren.)	10.921 52	10.888 83	1.394 54	»	»	25	3
	Hôtel-Dieu.....				122	»	»	20
	Hôtellerie **.....				»	9	»	1
62 Valenciennes	Hospice général....	401.788 82	380.474 96	249.384 02	»	400	30	25
	Hosp. des Chartriers				»	50	»	1
	Instit des Orphelines				»	»	»	»
	Totaux.....	473.540 98	446.536 68	294.264 64	134	578	73	62

RÉCAPITULATION par arrondissement.

NOMS DES ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS.							
Avesnes.....	7	180.573 06	148.084 63	121.989 80	178	213	67	30
Cambrai	4	426.713 21	323.416 30	374.563 32	240	200	75	74
Douai.....	3	473.100 07	489.566 84	221.750 14	430	548	70	74
Dunkerque	8	329.726 78	319.577 88	53.741 97	193	477	176	109
Hazebrouck	16	206.172 97	192.252 93	32.058 25	72	535	121	93
Lille.....	36	3.323.866 77	3.382.005 88	204.991 81	1254	2417	422	477
Valenciennes	10	473.540 98	446.536 68	294.264 64	134	578	73	62
Totaux généraux....	84	5.413.693 84	5.301.441 14	1.303.359 93	2501	4968	1004	919

* Cet hospice ne fonctionne pas encore. Les revenus de cette fondation doivent être cumulés jusqu'à ce qu'ils soient suffisants pour que l'établissement puisse entrer en exercice.

** La population de l'Hôtellerie se compose de cinquante vieilles veuves, dont dix reçoivent, outre le logement, des effets de linge et de coucher. Les quarante autres ne reçoivent que le logement.

Bureaux de Bienfaisance. — Situation en 1881. (2e B.)

Le nombre de Bureaux de Bienfaisance du départememt est de 639, se répartissant entre les arrondissements ainsi qu'il suit :

Arrondissement de Dunkerque.....	61
— Hazebrouck.....	53
— Lille.....	129
— Cambrai	108
— Avesnes.....	143
— Douai	64
— Valenciennes.....	81
Total égal.....	639

25 communes seulement sont privées de Bureau de Bienfaisance.

Dans ces 25 communes, les malheureux sont nécessairement aidés soit directement par l'Administration locale, soit par la charité privée.

Les ressources des Bureaux de Bienfaisance se sont élevées, en 1881, ainsi que le constatent les relevés annexés au présent rapport, à la somme de 5,757,532 francs, se répartissant de la manière suivante :

	RECETTES.	FONDS LIBRES.	TOTAUX.
Arrondissement de Dunkerque	348.408	189.019	537.427
— Hazebrouck	327.349	57.198	384.547
— Lille	1.801.911	163.002	1.964.913
— Cambrai	607.591	371.227	978.818
— Avesnes	466.843	235.879	702.722
— Douai	262.601	130.798	393.399
— Valenciennes	537.477	258.229	795.706
TOTAUX	4.352.180	1.405.352	5.757.532

Les résultats correspondants de l'année 1880 étaient de :

SAVOIR :

Recettes	4.856.652 »	6.381.592
Fonds libres	1.524.940 »	

Les dépenses de l'année 1881 se sont élevées, savoir :

Arrondissement de Dunkerque	357,333 »
— Hazebrouck	294,719 »
— Lille	1,691,856 »
— Cambrai	521,348 »
— Avesnes	431,584 »
— Douai	243,110 »
— Valenciennes	486,718 »
Total	4,026,668 »
Elles s'étaient élevées, en 1880, à	4,579,556 »
Diminution pour 1881, de	552,888 »

Cette diminution doit être attribuée à la clémence de l'hiver que nous venons de passer.

Les placements faits en 1881 s'élèvent, savoir :

Acquisition d'immeubles.....	33,867	»
Sommes placées en rentes.....	701,262	»
Total.....	735,129	»

Le nombre des individus régulièrement secourus en 1881 s'est élevé à..... 239,502 »
Il était en 1880 de..... 238,605 »

Augmentation pour 1881 de..... 897 »

Ces résultats et les éléments dont ils se composent, détaillés aux états ci-joints, témoignent tout à la fois, comme les années précédentes, de l'importance considérable des besoins à satisfaire et des sacrifices faits pour y répondre.

Monts-de-Piété. — Situation en 1881. (2e B).

Les opérations des six Monts-de-Piété du département, pendant l'année 1881, et la comparaison de ces opérations avec celles de l'année 1880 présentent les résultats suivants :

1° *Engagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTÉES.	
	1881.	1880.	1881.	1880.
Dunkerque.....	36.294	41.607	405.600	445.216
Lille { Mont-de-Piété.....	173.719	173.090	1.316.510	1.256.017
Lille { Fondation Masurel.....	3.318	3.456	58.614	59.185
Roubaix.....	48.407	51.303	390.112	433.142
Cambrai.....	10.798	12.095	61.944	69.661
Douai.....	21.861	23.319	126.956	135.488
Valenciennes.....	36.209	32.680	301.509	273.935
Totaux.....	330.606	339.550	2.661.245	2.672.644

Valeur moyenne par article :

Année 1881..... 8 fr. 05.
Année 1880..... 7 fr. 87.

2° *Dégagements.*

	NOMBRE DES ARTICLES.		MONTANT DES SOMMES PRÊTEES.	
	1881.	1880.	1881.	1880.
Dunkerque	34.570	38.119	379.274	423.197
Lille — Mont-de-Piété	166.792	173.091	1.231.528	1.254.240
Lille — Fondation Masurel	3.311	3.534	57.911	61.172
Roubaix	50.500	51.000	444.032	416.297
Cambrai	9.918	10.477	53.050	55.078
Douai	21.478	22.994	130.061	131.634
Valenciennes	33.401	33.656	270.651	272.125
Totaux	320.000	332.873	2.536.507	2 613.743

3° *Ventes.*

	NOMBRE DES ARTICLES VENDUS.		PRODUIT DE 1881.				PRODUIT de 1880.
	1881.	1880.	Montant des prêts.	Intérêts et frais.	Bonis.	Total.	
Dunkerque	3.249	2.634	26.829	3.550	5.901	36.280	29.602
Lille — Mont-de-Piété	4.542	4.790	47.783	4.793	18.000	70.576	68.301
Lille — Fondation Masurel	169	201	2 919	»	1.181	4.100	2.868
Roubaix	4.035	1.733	36.029	5.373	5.083	46.485	30.919
Cambrai	440	392	3.973	617	1.288	5.878	3.986
Douai	1.303	1.784	6.487	1.252	2.182	9.921	15.978
Valenciennes	1.546	1.607	17.065	1.369	4.432	22.866	19.578
Totaux	15.284	13.141	141.085	16.954	38.067	196.106	171.232

La situation se traduit en résumé, pour l'année 1881, par un bénéfice, savoir :

Pour le Mont-de-Piété de Dunkerque		3.249	»
Id. de Lille	Mont-de-Piété	11.334	55
	Fondation Masurel	»	»
Id. de Roubaix		4.035	»
Id. de Cambrai		692	82
Id. de Douai		2.627	49
Total des bénéfices		21.938	86

Et par un déficit,

Pour le Mont-de-Piété de Valenciennes, de	3.956	18

Aliénés. — Statistique. — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet (2e B.)

J'ai l'honneur de soumettre au Conseil général :

1° Le compte administratif et moral présenté pour chacun des Asiles publics d'aliénés d'Armentières et de Bailleul ;

2° Les tableaux statistiques indiquant le mouvement d'entrée et de sortie en 1881, et la situation de l'effectif au 1er janvier et au 31 décembre de la même année, dans les asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet.

Ces tableaux. donnent les résultats ci-après pour les trois asiles :

	ASILE D'ARMENTIÈRES. (HOMMES).					ASILE DE BAILLEUL. (FEMMES).					ASILE DE LOMMELET. (HOMMES).					TOTAL GÉNÉRAL.		
	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et démence organique	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et démence organique	Idiotie et crétinisme.	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et démence organique	Idiotie et crétinisme.	Hommes.	Femmes.	Les deux sexes.
Aliénés existant au 1er janvier 1881.....	283	85	33	64	126	870	73	25	30	73	370	51	26	18	99	1155	1071	2226
Aliénés admis dans l'année..	139	24	27	9	7	167	8	18	24	5	76	10	19	7	7	325	222	547
Total.....	422	109	60	73	133	1037	81	43	54	78	446	61	45	25	106	1480	1293	2773
Aliénés sortis ou décédés pendant l'année	110	17	29	26	20	183	9	12	12	4	75	5	18	6	8	314	220	534
Aliénés restants au 31 décembre 1881.....	312	92	31	47	113	854	72	31	42	74	371	56	27	19	98	1166	1073	2239
Différence avec la situation au 31 décembre 1880. — En plus..	29	7	»	»	»	»	»	6	12	1	»	15	1	»	»	11	2	13
Différence avec la situation au 31 décembre 1880. — En moins	»	»	2	17	13	16	1	»	»	»	4	»	»	3	2	»	»	»

La population d'aliénés se répartissait au 31 décembre 1881, ainsi qu'il suit entre les trois établissements :

Armentières	595	1,166 hommes.
Lommelet	571	
Bailleul		1,073 femmes.
Total		2,239
Elle était au 31 décembre 1880, de		2,226
Augmentation		13 (11 hommes et 2 femmes).

Les trois rapports médicaux, pour l'année 1881, sont imprimés à la suite des rapports des chefs de service.

Provenant de la diminution des opérations.

Le taux des prêts est de :

Pour Dunkerque		12 %
Lille	Mont-de-Piété	9 %
	Fondation Masurel	Prêt gratuit.
Roubaix		12 1/2 %
Cambrai		12 %
Douai		10 %
Valenciennes		7 1/2 %

Ce taux est resté le même qu'en 1880.

Je joins au présent rapport les renseignements fournis par MM. les Directeurs des Monts-de-Piété, sur la situation de leurs établissements.

Le Conseil général a souvent émis le vœu que le taux d'intérêt à percevoir sur les prêts consentis par les Monts-de-Piété de Lille et Roubaix soit réduit. Je suis heureux de lui faire connaître que les administrateurs de ces deux établissements ont pris, depuis sa dernière session, une résolution conforme à ce vœu.

Par une délibération du 27 décembre 1881, qui a reçu mon approbation, le Conseil d'Administration du Mont-de-Piété de Lille a décidé qu'à compter du 1er juillet courant l'intérêt serait réduit à 8 1/2 %. Cette réduction ne peut être actuellement plus importante à cause des dépenses assez élevées que l'établissement aura à effectuer à bref délai pour grosses réparations aux immeubles qu'il possède et pour l'exécution de diverses améliorations dans les agencements des bureaux et magasins.

De son côté, le Mont-de-Piété de Roubaix, par une décision récente, a réduit a 9 %, le taux d'intérêt des prêts sur gages, à partir du 1er janvier 1882.

Ces décisions témoignent du désir des Conseils d'Administration des Monts-de-Piété, de donner satisfaction dans la mesure du possible, aux vœux réitérés du Conseil général.

Œuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées de l'asile de Bailleul. — (2e B.)

Une œuvre a été fondée pour le patronage des personnes sorties de l'asile d'aliénées de Bailleul. Cette institution est destinée à prévenir les rechutes des aliénées indigentes, guéries ou améliorées, en les assistant moralement et efficacement ; elle mérite donc d'être soutenue et encouragée.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général, avec les statuts, une demande de subvention formée par M. le Directeur de l'asile, fondateur de l'œuvre. Je prie l'Assemblée de vouloir bien examiner cette demande avec un bienveillant intérêt.

Culture du tabac (2e B.).

J'ai l'honneur de faire connaître au Conseil général la situation de la culture du tabac dans le département.

L'année dernière, à pareille époque, on pouvait compter sur une excellente récolte : les semis avaient donné les meilleurs résultats ; la transplantation avait été faite en temps utile ; enfin, la reprise s'était effectuée dans de très bonnes conditions. Malheureusement, une température défavorable est venue entraver la maturité, reculer l'époque de la cueillette et rendre difficile la dessication des récoltes.

Néanmoins, et bien que cette circonstance ait influé sur la nature des tabacs et fait fléchir de 2 fr. 65 le prix moyen par 100 kilog., le rendement en argent. par hectare, est resté, à peu de chose près, le même qu'en 1880, comme cela ressort du tableau qui suit :

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE de planteurs.	SUPERFICIE cultivée. Hectares	SUPERFICIE cultivée. Ares	Quantités payées.	VALEUR.	RENDEMENT à l'hectare. en poids.	RENDEMENT à l'hectare. en argent.	PRIX par % kil.
								fr.
Lille.....	679	440	66	1.277.043	1.055.659 20	2.914	2.395 65	82 66
Hazebrouck.....	127	69	64	180.325	164.575 80	2.592	2.364 41	91 27
						.....	.....	.....
					fr.			
Total pour 1881.....	806	510	27	1.457 368	1.220.235 »	2.870	2.391 39	83 72
Id. 1880.....	796	489	15	1.364.814	1.178.879 »	2.800	2.442 03	86 37
Différences en plus..	10	21	12	92.554	41.356 »	70	» »	»
Différences en moins	»	»	»	» »	» »	»	20 64	2 65

Le nombre des permis délivrés pour 1882, et l'importance de la culture autorisée, dans laquelle l'exportation n'entre que pour une superficie de cinq hectares, sont indiqués

dans le tableau suivant, avec leur répartition entre les deux arrondissements de Lille et d'Hazebrouck :

	NOMBRE DE PLANTEURS.	SUPERFICIE.
		h. a.
Arrondissement de Lille.....	693	524 50
Id. d'Hazebrouck	134	75 90
Autorisations pour 1882.....	827	600 40
Id. 1881.....	850	608 01
Différences ..... en plus	»	»
Différences ..... en moins.....	23	7 61

Les autorisations pour 1882 correspondent, d'après ce tableau, à une superficie un peu moindre qu'en 1881 ; la différence est de 7 hectares 61 ares. Mais en tenant compte des renonciations, qui ont été beaucoup moins nombreuses cette année que l'année précédente, on trouve, en réalité, une légère augmentation de la surface cultivée en tabac dans le département.

Quant à la situation actuelle des plantations, elle est ce qu'elle était l'année dernière à pareille époque et permet de prévoir une très bonne récolte si, toutefois, le temps n'est pas trop défavorable.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 12 février 1835, le Conseil général doit désigner l'un de ses membres pour faire partie de chacune des Commissions de délivrance des permis de culture qui fonctionnent dans les arrondissements de Lille et d'Hazebrouck.

Les membres désignés pour 1882, sont :

Arrondissement de Lille, M. Chombart ;

— d'Hazebrouck, M. Joets de Metershof.

Tabacs. — Amélioration de la qualité inférieure. (2e B.)

Par délibération en date du 26 août 1881, le Conseil général a émis un vœu tendant à l'amélioration de la qualité inférieure du tabac.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de l'Assemblée la réponse que j'ai reçue à ce sujet de M. le Ministre des Finances, laquelle se résume comme suit :

L'infériorité de qualité des tabacs à prix réduits existe en réalité comparativement au tabac ordinaire, mais il n'est pas possible, à ce point de vue spécial, de faire droit à la réclamation formulée.

Pertes agricoles par suite d'événements malheureux. — Indemnités (2e B).

Par délibération du 25 août 1880, le Conseil général a appuyé un vœu du Conseil d'arrondissement de Lille, tendant à ce que l'État revienne aux dispositions de la loi du 19 vendémiaire an VI, pour les indemnités accordées par suite de pertes agricoles occasionnées par la grêle, la gelée, les inondations, etc.

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général la delibération prise par le Conseil d'arrondissement, dans sa séance du 21 juillet dernier, pour renouveler le vœu dont il s'agit.

Actuellement les indemnités ne sont allouées qu'aux indigents ou aux nécessiteux, et seulement jusqu'à concurrence de 5 % des pertes. Les dispositions générales de la loi précitée sont ainsi conçues :

Art. 13. Il ne sera accordé de secours qu'aux citoyens dont la perte sera l'effet ou de l'intempérie des saisons, ou de la force des élémens ou d'épizoties contagieuses, ou d'incendies qui ne proviendraient pas de leur négligence.

Art. 14. Il n'y aura lieu à accorder des secours aux perdans qui auront des garans solvables de leurs pertes.

Art. 15. Les citoyens qui seront notoirement reconnus par les administrations de canton et par les administrations centrales, pour jouir d'une aisance telle qu'il puissent se passer des secours publics pour réparer leurs pertes, seront rejetés s'ils se présentaient pour obtenir les secours qui ne sont destinés qu'aux personnes réduites à la détresse par la gravité des pertes qu'elles ont faites comparativement à leur fortune.

Art. 16. Il ne sera accordé d'indemnités pour les pertes de récoltes dans les champs, que lorsque la perte excédera la moitié de la récolte du champ ou des champs qui devaient la produire, dans ce cas, l'indemnité sera égale à la contribution que paient le champ ou les champs ravagés.

Art. 17. Si la perte est de la totalité de la récolte, l'indemnité sera 1° de la valeur de la contribution, 2° des frais d'une année de culture, ensemencement et engrais. Le *maximum* d'indemnité se réduira à ce secours.

Art. 18. Si la perte de la récolte a lieu par l'incendie des bâtiments où elle aurait été serrée, les dispositions de l'article précédent s'y appliqueront.

Art. 19. L'indemnité des pertes de bestiaux n'aura lieu que dans les cas : 1° où elles seraient l'effet de maladies contagieuses ou d'incendies et autres cas majeurs ; 2° où la perte serait jugée par les Administrations être assez grave pour mériter des secours.

Dans ces cas, il y aura lieu à indemnité de la valeur des bestiaux de labour destinés à la charrue et de la vache servant à l'entretien du ménage du perdant.

Art. 20. En cas d'incendie, l'indemnité qui sera donnée pour les bâtiments d'exploitation rurale sera du quart de la valeur qu'avaient les gros murs et la toiture avant l'incendie.

Art. 21. En cas d'incendie de maison de demeure à la campagne, ou de maison de ville, l'indemnité sera du huitième de la valeur qu'avaient les gros murs et la toiture.

Colonie agricole de St-Bernard. — Commission de surveillance. — (1er B.)

Aux termes de l'article 8 de la loi du 5 août 1850, la Commission de surveillance de la Colonie de St-Bernard doit comprendre dans son sein deux membres du Conseil général.

J'ai l'honneur de prier l'Assemblée de vouloir bien procéder à cette désignation pour 1883.

MM. Chombart et Albert Legrand ont été désignés pour 1881-82.

145 **Octroi d'Armentières. — Prorogation et révision des règlement et tarif.** (1er B.).

Par délibération du 17 février 1882, le Conseil municipal d'Armentières a voté la prorogation pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er janvier prochain, des tarif et règlement de l'octroi de cette ville qui expirent le 31 décembre 1882.

L'affaire a été soumise à l'examen de M. le Directeur des Contributions indirectes du département qui, en donnant son adhésion au nouveau projet de règlement, a fait quelques observations sur diverses taxes dépassant les minima fixés par le tarif général annexé au décret du 12 février 1870, en ce qui concerne les vanneaux, échassiers et autres gibiers, les fourrages secs, les verres à vitres, ainsi que sur les melons, les pointes, clous, vis, fils de fer, etc., ces derniers articles ne figurant pas au tarif type.

Par une nouvelle délibération du 30 avril dernier, le Conseil municipal s'est conformé aux observations de M. le Directeur, en ramenant aux limites réglementaires les taxes critiquées. Il a également rayé du tarif les melons et cantaloups, mais il sollicite le maintien de l'article 94 du tarif ainsi libellé : « *Métaux façonnés tels que pointes, clous, vis boulons, écrous de toute espèce, fils de fer, de cuivre et acier, etc., 2 fr. les 100 kilogrammes.* » Cette assemblée appuie son vote sur des raisons qui me paraissent sérieusement motivées et que le Conseil général voudra bien apprécier.

Le maintien des taxes d'octroi est absolument nécessaire à la ville dont elles constituent la principale ressource. Elles entrent, en effet, pour 440,000 fr. dans les prévisions du budget de 1882 dont le chapitre des recettes ordinaires est de 544,425 fr.

J'ai, en conséquence, l'honneur de prier le Conseil général de vouloir bien approuver dans leur intégralité les propositions du Conseil municipal d'Armentières, telles qu'elles résultent du projet de tarif et de règlement modifié par la délibération de cette assemblée en date du 30 avril 1882.

Octroi d'Hondschoote. — Prorogation des tarif et règlement. — (4ᵉʳ B.)

Par une délibération du 12 novembre 1881, le Conseil municipal d'Hondschoote a voté la prorogation, pour une période de six années à partir du 1ᵉʳ janvier 1883, des tarif et règlement de l'octroi de cette ville qui expirent le 31 décembre 1882.

Le maintien des taxes d'octroi est nécessaire pour le service des dépenses de la ville qui ne pourrait remplacer cette ressource qu'en recourant à une imposition de plus de 50 centimes additionnels. Elle supporte actuellement 92 centimes extraordinaires, dont 61 pour dépenses annuelles et 31 pour remboursement de plusieurs emprunts dont l'amortissement ne prendra fin pour trois d'entre eux qu'en 1891, 1898 et 1910.

Le vote du Conseil municipal est donc complètement justifié.

Toutefois, la durée de la prorogation votée qui avait été fixée à six ans par le Conseil municipal a été ramenée à cinq années, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 24 juillet 1867.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, par application de l'article 48 de la loi du 10 août 1871, approuver les votes de l'Assemblée communale d'Hondschoote en ce qui concerne la prorogation pour une nouvelle période de cinq années, des tarif et règlement de l'octroi de cette ville.

Conseils de Prud'hommes. — Fonctionnement. (2ᵉ B.)

Le Conseil général a pris, à la date du 24 août 1881, une délibération appelant l'attention du Gouvernement sur ce fait que la mauvaise volonté des prud'hommes patrons ou des prud'hommes ouvriers, peut empêcher un Conseil de fonctionner, laissant ainsi de graves intérêts en souffrance. Le Conseil avait en même temps émis l'avis que cette situation réclamait un remède énergique.

J'ai appelé sur ce vœu la bienveillante attention de M. le ministre du commerce. L'affaire comportant une modification à la législation en vigueur, doit donner lieu à l'étude d'un projet de loi. Je n'ai reçu à ce sujet aucune communication de M. le ministre.

Conseils locaux d'hygiène des manufactures. — Insalubrité des ateliers. (2ᵉ B.)

Par délibération du 26 août 1881, le Conseil général a adopté une proposition demandant : 1° qu'il soit formé, dans les villes industrielles, des Conseils locaux d'hygiène des manufactures ; 2° que des lois sanitaires soient faites qui protègent les ouvriers contre l'insalubrité des ateliers.

En m'accusant réception de l'envoi de cette délibération, M. le ministre du Commerce m'a écrit ce qui suit à la date du 19 novembre 1881 :

« Ces vœux témoignent de la haute sollicitude que porte le Conseil général à une classe » si intéressante de la population. Je les fais joindre à ceux que mon administration » possède déjà sur la question, et je me les ferai remettre sous les yeux en temps » opportun. »

Livrets d'ouvriers. — Abolition. — (2e B.)

Dans sa session d'août 1881, le Conseil général a été saisi d'une proposition de vœu tendant à l'abolition des livrets d'ouvriers.

Avant de se prononcer, l'Assemblée a désiré que les Chambres et Tribunaux de commerce, les Chambres consultatives des Arts et Manufactures et les Conseils de prud'hommes fussent appelés à émettre leur avis.

Comme il s'agit d'une loi d'intérêt général, mon prédécesseur a prié M. le Ministre du commerce de lui faire connaître si rien ne s'opposait à ce que les avis réclamés par le Conseil général fussent provoqués, et j'ai moi même demandé également des instructions à cet égard à M. le Ministre.

J'ai l'honneur d'informer le Conseil général que la question, à raison de de son importance, est toujours à l'étude au Ministère du commerce.

Sapeurs-pompiers. — Retenues à imposer aux Compagnies d'assurances. (2e B.)

Dans la seconde partie de sa session de 1881, le Conseil d'arrondissement de Lille a émis le vœu qu'il soit imposé aux Compagnies d'assurances, par une loi, une retenue sur leurs bénéfices annuels, pour la création d'une caisse destinée à couvrir, sinon en totalité, du moins en partie, les frais que nécessitent la création et l'entretien des corps de Sapeurs-Pompiers.

J'ai transmis à M. le Ministre de l'Intérieur ce vœu qui a été renouvelé par le Conseil d'arrondissement, dans sa récente session. J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général les deux délibérations prises.

Arras (Pas-de-Calais). — **Marché aux bêtes grasses.** (2e B.).

J'ai l'honneur de communiquer au Conseil général le dossier d'une demande du Conseil municipal de la ville d'Arras (Pas-de-Calais) tendant à obtenir l'autorisation de transférer au mardi le marché aux bêtes grasses qui se tient habituellement dans cette ville le jeudi de chaque semaine.

Sur 191 conseils municipaux consultés, 139 ont émis un avis favorable, 8 un avis contraire, 44 se sont abstenus. Les deux Conseils municipaux du Nord appelés à se prononcer, sont favorables.

Je prie le Conseil général de vouloir bien, conformément aux instructions, émettre son avis sur la demande dont il s'agit.

Statistique agricole, industrielle et commerciale (2e B.)

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux du Conseil général des renseignements statistiques sur la situation agricole, commerciale et industrielle du Département.

Agriculture.

Le tableau ci-après donne des renseignements sur les récoltes de 1880 et 1881. L'année 1882 s'annonçait comme devant être véritablement extraordinaire par suite des intempéries, on peut la comparer à celle d'une année ordinaire.

DÉSIGNATION des RÉCOLTES.	NOMBRE d'hectares cultivés en 1881.	PRODUIT PAR HECTARE			PRODUIT TOTAL en 1881.	TOTAL des besoins annuels du département.	COMPARAISON du produit de 1881 avec la consommation.	
		Année moyenne.	en 1880.	en 1881.			Excédent.	Déficit.
			h.	h.				
Froment	138.384 »	23 20	24 02	23 69	3.278.316 96	3.863.608 33	»	585.291 37
Seigle	11.538 »	24 34	20 84	20 95	241.721 10	749.982 28	»	508.261 18
Orge	10.750 63	36 22	38 39	37 45	402.661 08	1.163.365 05	»	760.703 97
Avoine.....	56.107 50	50 54	48 28	44 20	2.479.951 50	2.848.468 70	»	368.517 20
Pommes de terre.....	25.343 65	136 02	133 55	103 04	2.611.409 69	3.191.402.88	»	579 993 19

En outre, il a été cultivé en 1881 :

En Betteraves,	37,094 h.	qui ont produit par hectare	46,282 k.
Houblon,	1,252	id.	1,131 k.
Lin,	7,798 50	id.	946 k. de filasse
		et	16 h. de graines.
Chanvre,	149 50	id.	700 k. de filasse
		et	25 h. 40 de graines
Colza,	2,885 45	id.	1655 k. de graines.

Les importations et les exportations de produits agricoles, par le port de Dunkerque et les bureaux de douanes du département, se chiffrent comme suit pour l'année 1881 et le premier semestre de 1882 :

PRODUITS.	ANNÉE 1881.		1er SEMESTRE 1882.	
	Importation.	Exportation.	Importation.	Exportation.
	kil.	kil.	kil.	kil.
Froment — Grains	133.657.369	926.664	60.305.641	492.089
Froment — Farines	675.597	751.350	709.793	523.759
Seigle	716.754	45.731.039	795.520	17.883.459
Orge	78.177.042	24.055.262	40.468.336	969.456
Avoine	52.142.372	23.347.459	22.383.131	548.176
Maïs	118.044.974	1.563.415	28.329.403	1.019.129
Graines oléagineuses	136.058.802	1.594.829	68.785.285	1.647.805
Pommes de terre	12.056.448	17.718.937	4.290.302	8.069.830
Houblon	883.023	102.834	191.204	59.541
Betteraves	28.185.125	36.819.540	65.300	90.893
Fourrages (foin, paille)	5.390.604	11.060.814	1.742.599	4.869.018
Son	10.415.642	946.454	689.881	352.164
Légumes secs et leurs farines	11.193.806	5.678.330	4.593.986	2.099.306
Viande de boucherie	1.483.674	511.432	1.469.202	176.786

Les animaux de ferme se décomposaient comme suit au 31 décembre 1881 :

Espèce chevaline			88.526
—	Mulassière		2.485
—	Asine		3.905
—	Bovine	Bœufs et taureaux	14.850
		Vaches et génisses	210.280
		Veaux	43.935
—	Ovine	Races du pays	116.000
		Races perfectionnées	13 284
—	Porcine		80.125
—	Caprine		30.215

Les importations de bestiaux sont très importantes ; elles s'élèvent à 803,780 têtes de bétail pour l'année 1881, et à 183,515 pour le 1er semestre de 1882.

Les exportations ont porté sur 36,390 animaux pour le 1er semestre de 1882.
Pour la race chevaline, les chiffres s'établissent comme suit :

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
Année 1881.....	58.369	Année 1881.....	4.885
1er semestre de 1882.....	23.247	1er semestre de 1882	4.100

Appareils à vapeur.

117 usines à vapeur nouvelles ont été mises en activité en 1881 dans le département du Nord ; 25 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur s'élevait, au 31 décembre 1881, au chiffre considérable de 3,420. Il était de 3,328 au 31 décembre 1880.

Production du sucre..

Il existait dans le département, au 31 décembre 1881, 12 raffineries et 143 fabriques de sucre.

La production pour l'année 1881 a été de.....	66.984.384 k.
Pour le 1er semestre de 1882, elle n'a été que de.....	7.222.775 k.

Voici pour les importations et les exportations :

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	En 1881.	1er semest. 1882.	En 1881.	1er semest. 1882.
	K.	K.	K.	K.
Sucres bruts	4.032.977	4.117.061	18.514.916	4.445.890
Sucres raffinés	1.191.216	766.199	826.588	479.012
Mélasses pour distilleries.	33.542.243	17.029.066	548.747	127.299
Glucose.	»	»	2.774.543	1.045.105

Contributions indirectes. — Droits perçus.

Le total des droits perçus au profit du Trésor, dans le département, par l'administration des contributions indirectes, s'établit comme suit :

1er semestre de 1881.....	22 463.100 72	45.244.963 68
2e id.	22.781.862 96	
1er semestre de 1882.....		23.300.289 69

A l'appui de ces chiffres, je crois devoir faire connaître, pour certains produits, les quantités fabriquées :

PRODUITS.	1er semest. 1881.	2e semest. 1881.	TOTAL.	1er semest. 1882.
Alcools	287,480 h.	419,176 h.	706,656 h.	264,169 h.
Bières	2,059,752 h.	1,723,895 h.	3,783,647 h.	2,109,090 h.
Vinaigres	12,399 h.	15,787 h.	28,186 h.	13,201 h.
Sucre indigène.....	1,869,945 k.	65,114,439 k.	66,984,384 k.	7,222,775 k.
Bougies.....	98,175 k.	66,266 k.	164,441 k.	75,803 k.
Papiers	2,724,733 k.	2,474,682 k.	5,199,415 k.	4,362,392 k.

Les quantités d'alcools sorties du département se chiffrent comme suit :

	Année 1879.	Année 1880.	Année 1881.
Pour l'intérieur de la France....	479.828 h.	626.070 h.	627.363 h.
Pour l'étranger.....	8.868 h.	14.881 h.	4.292 h.
Totaux.....	488.696 h.	640.951 h.	631.655 h.

Mines de houille.

COMPAGNIES.	FOSSES en exploitation.	FOSSES en creusement ou en préparation.	EXTRACTION. 1880.	EXTRACTION. 1881.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
			tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Anzin.....	19	1	2.383.603	2.284.158	»	99.445
Aniche.....	9	1	606.030	636.508	30.478	»
Douchy	5	»	285.681	296.638	10.957	»
Escarpelle.....	5	»	193.640	208.291	14.651	»
Vicoigne	3	»	116.278	135.471	19.193	»
Fresnes-Midi.....	2	»	76.396	73.137	»	3.259
Azincourt	2	»	39.150	37.299	»	1.851
Marly	1	»	811	200	»	611
Crespin	»	1	»	»	»	»
Totaux	46	3	3.701.589	3.671.702	75.279	105.166
				DIMINUTION.	29.887 tonnes.	

Le tableau suivant donne des renseignements relatifs à l'exploitatation des mines de houille du département du Nord, pendant les années 1880-1881 :

	1880.	1881.
Concessions exploitées	16	16
Concessions en chômage	5	5
Extraction	3,701,589 tonnes.	3,671,702 tonnes.
Fosses en activité	46	47
Fosses en préparation	4	3
Nombre des ouvriers du fond	16,098	16.026
Nombre des ouvriers du jour	4,561	4.675
Nombre total des ouvriers	20,659	20,701
Production par ouvrier du fond	230 tonnes.	229 tonnes.
Salaires totaux	20,077,772 fr. 00	20,529,106 fr.
Salaire moyen par ouvrier	971 fr. 16	991 fr. 70
Salaire par tonne de charbon	5 fr 42	5 fr. 59
Prix de vente par tonne	11 fr. 37	11 fr. 34

Pour compléter les renseignements ci-dessus, je mets sous les yeux du Conseil des chiffres faisant connaître la consommation de houille dans le département, en 1880 et en 1881, chiffres qui, d'ailleurs, peuvent seuls donner une idée aussi exacte que possible de la situation industrielle.

PROVENANCES.	CONSOMMATION.	
	1880.	1881.
	tonnes.	tonnes.
Houilles du Nord	2.277.204	2.293.689
— du Pas-de-Calais	1.325.923	1.495.857
— de Mons et du Centre	741.242	865.335
— de Charleroi	522.899	431.011
— d'Angleterre	18.606	14.068
— des Bassins allemands	600	250
Totaux	4.886.474	5.100.210
Augmentation pour 1881	213.736 tonnes.	

Les importations et exportations de houille pour le département donnent les chiffres suivants :

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Année 1881.	1er semest. 1882.	Année 1881.	1er semest. 1882.
	Tonnes.	T.	T.	T.
Houille crue.....	4.031.236	1.642.250	144.965	51.596
— carbonisée.....	469.141	399.670	7.576	2.389

Comme essence de houille, il a été importé :

En 1881.....	965,197 kilog.
Pendant le 1er semestre de 1882.....	226,195 »

Métallurgie.

La métallurgie est prospère. Le tableau ci-après résume la production des usines à fer du département du Nord pour les années 1880 et 1881 :

DÉSIGNATION.	1880.		1881.	
	QUANTITÉS	PRIX.	QUANTITÉS.	PRIX.
Fonte d'affin. et de moul. ou 2e fusion	223.424 tonnes.	68 fr. »	239.449 tonnes.	71 fr. »
Fers marchands.....	237.498	170 »	217.531	170 »
Rails.....	24.848	175 »	19.263	175 »
Fers spéciaux.....	58.952	165 »	62.257	165 »
Tôles	23.058	250 »	23.677	260 »
Acier Bessemer	42.865	221 »	47.781	190 »

L'usine à zinc d'Auby-lez-Douai a produit, en 1881, 10,445 tonnes de zinc brut vendues au prix moyen de 387 fr. 50. La production, en 1880, avait été de 8,368 tonnes.

Les mines de fer concédées dans le département sont au nombre de six.

Les importations et exportations s'établissent comme suit :

DÉSIGNATION DES ARTICLES.	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.	ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.
	kil.	kil.	kil.	kil
Fers en barre.	2.258.972	1.649.059	113.300	16.747
Aciers en barre	1.780.410	2.282.234	41.098	19.384
Fonte de fer brute	1.636.284.085	16.018.437	325.467	6.333
Machines et mécaniques	15.080.355	11.484.000	3.361.519	1.565.890
Tubes en fer.....	2.084.608	1.109.692	14.616	3.930
Rails	9.369.567	5.985.206	15.533	5.205
Tôles	1.364.722	1.109.167	52.026	41.105
Outils de toute sorte.....	163.579	94.443	53.119	70.291
Zinc brut	25.822.657	11.611.010	66.911	668.000
Ouvrages en métaux	6.205.865	4 995.055	1.395.550	562.119
Fils de fer	2.161.009	2.319.210	19.745	4.006

Industrie textile.

Situation au 31 décembre 1881.

DÉSIGNATION des matières employées.	Filatures.	Filatures et tissages.	Retorderies.	Tissages.	NOMBRE des broches à filer.			NOMBRE des métiers mécaniques à tisser.			TISSAGE à bras. — Nombre approximatif de métiers en activité.
					Actives.	Inactives.	TOTAL.	Actifs.	Inactifs.	TOTAL.	
Coton.....	46	10	98	131	1.281.406	60.412	1.341.818	1.507	140	1.647	1.113
Laine.....	122	39	»	105	1.311.118	51.300	1.362.418	14.651	1.408	16.059	8.990
Chanvre, lin, jute.....	88	116	»	109	385.990	26.262	408.232	9.988	1.160	11.148	6.830
Soie.....	1	»	»	7	3.500	»	3.500	650	»	720	70
Mélanges.....	»	»	»	57	» »	»	»	9.974	2.058	12.032	6.417

Importations et exportations pour l'année 1881 et le 1er semestre de 1882.

DÉSIGNATION DES ARTICLES.		IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
		ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.	ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.
		K.	K.	K.	K.
Lins teillés		63.856.115	35.796.222	1.998.047	1.198.686
Chanvre teillé		2.837.166	1.066.230	174.379	47.378
Jute teillé		18.872.747	7.582.506	56.204	102.186
Laines brutes		36.021.522	24.579.295	2.298.913	880.091
Fils de lin		1.447.426	1.056.960	1.011.246	406.936
Fils de jute		31.562	32.592	2.253.645	961.885
Fils de laine		644.024	172.203	3.340.379	1.529.308
Fils de coton		938.343	476.156	638.592	189.444
Coton en laine		6.055.535	6.285.948	2.357.010	1.031.570
Dentelle de coton	à la valeur.	64.366	5.104	5.795	5.563
Tissus de coton	au poids.	145.172	220.610	775.356	299.321
	à la valeur.	1.415.298	774.089	779.268	20.400
Tissus de jute	au poids	399.680	144.060	78.230	69.390
Tissus de laine	au poids.	1.601. »	13 161	2.192.278	1.001.815
	à la valeur.	3.513.768	1.772.543	2.023.592	2.519
Tissus de lin	au poids.	387.164	222.672	102.723	52.436
	à la valeur.	1.179.945	357.638	8.542	1.500
Déchets de laine ou drilles		606.338	424.518	2.655.543	1.443.468
Drilles de toute espèce		5.861.522	3.144.459	6.959.412	5.750.361

Verreries.

On compte dans le département :

20 fabriques de verres à vitres ;
2 fabriques de bouteilles, cristaux, gobletterie, etc.
3 manufactures de glaces.

Les importations et exportations se sont chiffrées comme suit en 1881 et pendant le 1er semestre de 1882 :

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	ANNÉE 1881.	1er SEMESTRE 1882.	ANNÉE 1881.	1er SEMESTRE 1882.
	kil.	kil.	kil.	kil.
Verres à vitres	1.212.003	633.708	554.631	392.474
Gobletterie	1.928.766	501.720	2.484.233	909.461
Bouteilles	565.958	210.636	2.891.141	1.459.095
	fr.	fr.	fr.	fr.
Glaces	137.357	84.067	1.265.872	465.506

Importations et exportations diverses.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.	ANNÉE 1881.	1er SEMEST. 1882.
	kil.	kil.	kil.	kil.
Cafés	1.607.754	2.777.159	627	733
Racines de chicorée	25.739.392	10.159.397	234.853	18.008
Peaux brutes	2.229.764	1.010.360	2.065.140	987.521
Peaux préparées	615.604	432.388	267.445	100.579
Goudron minéral	38.384.457	25.661.446	8.172.264	4.555.172
Huiles fixes	8.754.535	3.809.459	2.214.525	1.679.445
Huiles lourdes	6.434.802	5.148.923	25.284	9.000
Huiles de pétrole brutes	18.836.342 k.	6.313.528	42.080	160
Huiles de pétrole épurées	1.709.763 m.c.	624.796 m.c.	1.093 m.c.	672 m.c.
Bois de construction	187.249 pièces.	90.748 pièces.	981.262	305.196
Bois feuillard	7.981.130 k.	3.929.382 k.	516.151 k.	340.830 k.
Papiers de toute sorte	1.009.365	702.676	667.709	269.175

Recettes des chemins de fer.

Un autre élément est de nature à faire apprécier l'importance de plus en plus considérable du commerce et de l'industrie dans le département : ce sont les recettes des chemins de fer aux diverses gares et stations du département. En voici les chiffres pour plusieurs années :

Année 1876.....	32.454.726
Année 1877.....	32.918.055
Année 1878.....	34.600.530
Année 1879.....	36.735.353
Année 1880.....	41.680.281

Année 1881, augmentation de 1,500,000fr. environ sur 1880.

Enfin, pour terminer ce rapport, je crois devoir communiquer au Conseil général les résultats, pour 1881, des opérations des succursales de la Banque de France dans le département du Nord.

SUCCURSALE DE LILLE		OPÉRATIONS	Totaux pour les Succursales de LILLE, CAMBRAI, DOUAI, DUNKERQUE, ROUBAIX, VALENCIENNES.	
EFFETS	SOMMES		EFFETS	SOMMES
401.020	368.516.000	Sommes escomptées, (total)	642.210	764.400.000
81.690	80.657.000	» Paris.....	139.810	193.700.000
125.360	132.470.000	» Place.....	180.840	262.500.000
188.130	153.057.000	» Succursales.....	309.790	304.100.000
»	»	» villes raltachées à la succursale..	2.790	500.000
5.830	2.332.000	» » aux autres succursales	9.060	3.570.000
»	9.034.000	Avances sur titres	»	17.481.600
137.700	216.949.000	Effets sur Place remis par la Banque.....	291.650	408.914.000
9.600	1.111.000	» au comptant.....	11.370	1.305.000
263.060	349.400.000	» encaissés....	475.250	671.900.000
»	1.061.000	Bénéfices bruts.....	»	2.586.500

Le Préfet du Nord,
JULES CAMBON.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

ANALYSE DES VŒUX

Émis dans leur session de Juillet 1882.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES.

Agriculture. — Le Conseil émet le vœu qu'une subvention la plus large possible soit accordée à la Société d'Agriculture, et qu'il soit nommé un second vétérinaire pour le service des épizooties.

Bâtiments départementaux. — Sont approuvées les demandes de crédit présentées pour travaux aux bâtiments départementaux.

Brigades de gendarmerie. — Le Conseil demande l'établissement d'une brigade à Bousies et l'installation d'une seconde brigade à Fourmies.

Chambre de commerce. — Le Conseil émet le vœu qu'une Chambre de commerce soit créée à Avesnes.

Chemins de fer. — Le Conseil émet les vœux suivants :

1° Que les travaux de la ligne de Solre-le-Château à Maubeuge soient immédiatement commencés et que ceux de Solre à Fourmies soient poussés avec la plus grande activité ;

2° Que des haltes soient construites à Hachette et à Recquignies ;

3° Qu'il soit créé une station à Ferrière-la-Petite ;

4° Que la commune de Rousies continue à être desservie par un point d'arrêt pour marchandises et que cet arrêt ait lieu pour les wagons non complets ;

5° Qu'une halte soit construite entre Ferrière-la-Grande et Cousolre, et qu'elle soit installée à Colleret ;

6° Que la halte de Vendegies-Neuville, sur la ligne de Cambrai à Dour, soit livrée à la circulation le plus promptement possible ;

7° Que les études de chemin de fer à voie étroite de Valenciennes à Maubeuge, de Thiant au Quesnoy, et de Valenciennes au Quesnoy soient faites aussitôt que possible et que les travaux soient mis à exécution ;

8° Que l'on donne une prompte solution à la construction du passage supérieur établi sur la route nationale n° 2 au-dessus du chemin de fer du Nord à l'entrée de Maubeuge ;

Que l'on établisse le service de la grande vitesse en face du passage à niveau actuel ;

Qu'en attendant l'exécution de ce travail, deux garde-barrières soient affectés à ce passage à niveau.

Le Conseil émet également les vœux suivants :

1° Que des billets d'aller et retour soient délivrés dans toutes les gares pour le chef-lieu d'arrondissement, et qu'il soit aussi délivré des billets d'aller et retour valables pendant deux jours pour le chef-lieu du département ;

2° Que le train partant de Valenciennes à 5 h. 38 du matin pour Aulnoye, soit avancé, pour correspondre avec le train express de 5 h. 49 pour Paris ;

3° Que le train partant de Maubeuge à 7 h. 31 du soir pour Bavai et Valenciennes soit mis en correspondance avec les trains arrivant de Paris et d'Avesnes quelques minutes après le départ de ce train ;

4° Que le train express partant de Lille à 4 h. 55 soit mis en correspondance à Aulnoye avec le train partant de cette gare pour Paris à 6 h. 32, en retardant le départ de celui-ci qui a lieu à Maubeuge à 6 h. 09 ;

5° Que le timbre des lettres de voiture pour transports par petite vitesse soit abaissé de 0 fr. 70 c. à 0 fr. 20 ou 0 fr. 25 pour tout transport n'excédant pas 10 francs.

Le Conseil demande que le gouvernement apporte une plus grande déférence aux décisions des Commissions d'enquête.

Chemins de grande communication. — Le Conseil émet le vœu que la rampe extrêmement rapide, qui existe au Favril au point de jonction de la route de grande communication n° 72 et du chemin n° 213 de la Groise à Floyon, soit corrigée le plus complètement et le plus tôt possible.

Chemins d'interêt commun. — Le Conseil renouvelle le vœu émis l'an dernier par lequel il invitait l'autorité administrative à faire des démarches auprès du génie militaire pour faire cesser l'interdiction existant sur la création et l'entretien du chemin d'intérêt commun n° 227 de Sepmeries à Bry, et émet en outre le vœu que le chemin d'accès de la gare de Wargnies-le-Grand soit classé comme annexe du dit chemin n° 227.

Il émet également le vœu que les travaux du chemin n° 225 soient repris et poussés avec la plus grande activité.

Le Conseil exprime le vœu qu'il soit donné suite aux conclusions de la Commission syndicale qui s'est réunie au Quesnoy le 23 avril 1881, relativement aux contingents à répartir pour l'entretien du chemin d'intérêt commun n° 38.

Compte d'emploi du fonds d'abonnement. — Le Conseil maintient énergiquement les vœux précédemment émis, quant à l'augmentation du fonds d'abonnement, et regrette qu'il n'ait pas été donné suite à la demande d'un employé militaire pour le travail de la Sous-Intendance.

Il exprime le vœu que les allocations données aux employés par le département soient sujettes à la retenue pour la retraite et que celle-ci, calculée sur les appointements, allocation comprise, soit portée aux deux tiers du traitement.

Contributions indirectes. — Tabacs. — Le Conseil renouvelle avec instance le vœu par lui exprimé les années précédentes, que les bureaux de tabacs de l'arrondissement et notamment ceux de la première et de la seconde zone, possèdent toujours des quantités suffisantes de tabac de toutes les qualités.

Le Conseil exprime le vœu qu'une rectification de zones ait lieu notamment au point de vue de certaines communes du canton de Landrecies qui, étant de la 2e zone, pourraient faire partie de la première.

Distraction d'une portion du territoire d'Avesnelles en faveur d'Avesnes. — Le Conseil donne un avis défavorable à la demande du Conseil municipal d'Avesnes, avis motivé par le préjudice qu'éprouvera la commune d'Avesnelles et par la tendance de la ville à s'agrandir vers le côté nord.

Division du canton de Trélon. — Le Conseil émet à nouveau le vœu que les communes de Fourmies, Wignehies, Féron et Rainsars soient distraites du canton de Trélon pour former à elles seules un nouveau canton sous la dénomination de Fourmies, et prie l'administration d'en poursuivre la réalisation dans le plus bref délai possible.

Finances. — Le Conseil émet le vœu que la loi soit modifiée en ce sens, que comme pour l'impôt foncier la contribution mobilière soit due et acquittée par le propriétaire.

Instruction primaire. — Le Conseil renouvelle le vœu : 1° Que MM. les Inspecteurs primaires jouissent des mêmes avantages que les Instituteurs et qu'une réduction de moitié leur soit accordée sur les chemins de fer, quand ils se déplacent pour affaires de service ; 2° Que toutes les fois que les Instituteurs sont appelés pour un service public, et notamment pour les concours au certificat d'études primaires, ils reçoivent une indemnité de déplacement.

Poids et mesures. — Après examen du rapport de M. le vérificateur des Poids et Mesures, le Conseil émet le vœu que ses frais de tournée soient portés à 1,200 fr. au lieu de 950 fr., en raison de l'augmentation très sensible des assujettis.

Postes et télégraphes. — Le Conseil demande de nouveau que les dépêches soient transmises directement d'Avesnes au Quesnoy, et que le bureau télégraphique d'Avesnes comprenne Avesnelles dans son rayon pour dispenser cette commune des frais d'exprès.

Route départementale n° 23. — Le Conseil approuve la demande de la ville du Quesnoy, tendant à ce qu'un pavage soit substitué à l'empierrement entre les deux points, Kil. 12,200 et Kil. 12,830. Il émet le vœu qu'un pavage soit aussi substitué à l'empierrement aux abords de la gare de Bavai, dans le plus bref délai possible, et il appelle l'attention de M. l'ingénieur sur une partie de cette route qui est très mauvaise, près du nouveau chemin des Clouteries.

Route départementale n° 25. — Le Conseil demande à nouveau que la réparation complète du pont de la Sambre ait lieu dans le plus bref délai possible et émet le vœu que la portion d'aqueduc restant à ciel ouvert le long du jardin du chef de gare de Maubeuge soit couverte.

Service hydraulique. — Le Conseil appelle l'attention du gouvernement sur la façon dont la Compagnie fermière de la Sambre remplit ses obligations, notamment au point de vue du curage.

La concession prenant fin dans quelques années, il y a le plus grand intérêt à ce que ce canal soit remis à l'État dans de bonnes conditions de navigation.

Le Conseil, considérant que les eaux de certaines rivières sont encore altérées par le lavage des laines, renouvelle le vœu que les mesures déjà prises par l'administration soient poursuivies, afin de donner satisfaction aux riverains.

Servitudes militaires. — Émet le vœu qu'une nouvelle loi intervienne pour régler la situation des communes frontières, notamment des villes fortes, vis-à-vis du génie militaire ;

Qu'il soit stipulé que les constructions en seconde zone pourront être érigées en dur.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.

Chemins de fer. — L'assemblée émet les vœux suivants :

1° Que la partie de la ligne du chemin de fer de Valenciennes au Cateau, comprise entre Solesmes et le Cateau, soit ouverte dans le plus bref délai ;

2° Qu'une halte soit ouverte sur le territoire de Briastre au passage à niveau dit *La Belle-Vue* (chemin de fer du Cateau à Solesmes);

3° Que la ligne de Cambrai à Catillon soit enfin prolongée jusqu'à Catillon, conformément aux engagements de la Compagnie ;

4° Que la gare de Busigny (chemin de fer du Nord) porte désormais le nom de gare de Busigny-Maretz ;

5° Que l'embranchement de Marcoing à Masnières (Compagnie de Picardie et Flandre) soit prolongé jusqu'à Busigny.

6° Qu'une halte soit ouverte au chemin de fer de Cambrai au Quesnoy au lieu dit le Chemin du Calvaire, (commune d'Avesnes-lez-Aubert).

Comice agricole. — Le Conseil d'arrondissement renouvelle avec insistance le vœu que la subvention allouée au Comice agricole soit élevée à un chiffre supérieur. Celle qu'il reçoit actuellement est insuffisante, et en 1883 en particulier ; cette Société est chargée de l'organisation du concours départemental, ce qui va entraîner pour elle de nouvelles dépenses.

Employés de préfecture et sous-préfectures. — Le Conseil donne acte du dépôt du rapport sur le compte d'emploi du fonds d'abonnement et de l'allocation départementale en faveur des employés de la sous-préfecture.

L'Assemblée émet à l'unanimité le vœu que la situation de ces employés soit améliorée et qu'il leur soit tenu compte de leurs services dans une plus large mesure.

Elle émet en même temps le vœu que la quotité de la retraite de ces employés soit élevée dans le Nord aux 2/3 du traitement moyen des dernières années, que l'âge d'admission à la pension soit ramené à 25 ans au lieu de 30, et que le taux de la retenue soit néanmoins maintenu à 4 %.

Prestations. — L'Assemblée, frappée des inconvénients tous les jours constatés du mode d'exécution des prestations en nature ou de leur transformation en argent, suivant les prescriptions de la loi du 21 mai 1836, demande la suppression radicale de la prestation en nature et son remplacement par une imposition de centimes spéciaux, faculté toutefois étant laissée aux prestataires de s'acquitter en charrois, transports ou autres corvées utiles.

Sous-Préfecture. — Le Conseil maintient son vœu antérieur relatif à l'agrandissement de la Sous-Préfecture, et demande avec instance que, dans tous les cas, une indemnité de logement soit accordée au secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, les loyers étant à Cambrai excessifs.

Tabacs. — Le Conseil d'arrondissement prie de nouveau le Conseil général de persister dans les vœux qu'il a exprimés plusieurs fois déjà à propos de la demande faite par les cantons de Cambrai, Carnières, Clary et Marcoing, à l'effet d'être classés dans la deuxième zone pour la vente des tabacs.

Vaccine. — Le Conseil émet le vœu que, par des encouragements aux familles et aux praticiens et par tous autres moyens possibles, le développement de la vaccine soit favorisé.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

Agriculture. — Le Conseil émet le vœu que M. le Ministre de l'Agriculture veuille bien allouer, sur les fonds de son ministère, une subvention pour l'exécution des travaux d'amélioration des émissaires de dessèchement de la vallée de la Scarpe, tels que : 1° la dérivation de la Rache et du Bouchard en aval de l'écluse de Lallaing ; 2° la dérivation de la Traitoire au rivage du Noir et du courant de Coutiches en aval de l'écluse de Marchiennes ; 3° le dessèchement mécanique de Roost-Warendin, ces travaux ayant un caractère d'intérêt général agricole.

Casernes de gendarmerie. — Le Conseil émet le vœu qu'une caserne de gendarmerie suffisamment vaste soit construite à Aniches.

Chasse. — Le Conseil renouvelle un vœu tendant à ce que la chasse soit close, chaque année, au 31 Décembre.

Chemins de fer. — Le Conseil émet le vœu que la section du chemin de fer d'Orchies à la frontière belge soit livrée à l'exploitation au mois d'Octobre prochain au plus tard, et sans que cette date puisse être dépassée.

Il adopte un vœu tendant à l'établissement d'une station, au territoire de Sin-le-Noble, à la rencontre de la ligne de Picardie et Flandres et de la ligne de Douai à Valenciennes.

Le Conseil émet le vœu que la Commission d'enquête nommée par le Conseil général, dans sa séance du 21 Avril dernier, à l'effet d'examiner une demande de la Compagnie de Picardie et Flandres tendant à être dispensée de l'obligation de construire un embranchement d'Aniches à Abscon, commence ses travaux dans le plus bref délai possible.

Chemins vicinaux d'intérêt commun. — Le Conseil émet un vœu pour l'approbation des propositions de MM. les Agents-Voyers tendant à l'exécution des travaux de pavage à faire sur les chemins vicinaux d'intérêt commun, sur une longueur de 33,833 mètres, et d'empierrement sur une longueur de 2,815 mètres, devant s'exécuter en 9 années et entraîner une dépense totale de 393,300 francs.

Chemins vicinaux ordinaires. — Le Conseil émet un vœu tendant à obtenir du Département une subvention pour la construction du chemin dit des Allemands qui traverse les territoires de Lambres, Douai, Sin-le-Noble, Dechy, Guesnain et Lewarde.

Il renouvelle le vœu tendant à l'augmentation du personnel des Agents-Voyers et à la création d'un emploi au moins d'Agent-Voyer par canton.

Epizooties. — Le Conseil émet un vœu tendant à ce que le paiement des sommes dues aux propriétaires dont les bestiaux ont été abattus pour cause de péripneumonie contagieuse, par ordre de l'Administration, soit fait, à l'avenir, plus promptement.

Il adopte le vœu que les entrées de bestiaux à la frontière soient, au point de vue sanitaire, surveillées avec soin.

Navigation. — Le Conseil adopte un vœu tendant à ce que l'Administration des ponts et chaussées intervienne au nom de l'État, actuellement propriétaire de la Scarpe Inférieure, pour mettre dans un état convenable le chemin de contre-halage, entre l'écluse de Lallaing et la commune de Vred, et pour assurer le bon entretien du fossé d'écoulement.

Il émet le vœu que des quais publics soient établis le long de la Scarpe-Moyenne et de la Scarpe-Inférieure.

Il renouvelle un vœu pour la réalisation du projet du grand canal du Nord sur Paris, suivant les plans de M. l'Ingénieur en chef Flamant.

Postes. — Le Conseil émet le vœu qu'un facteur soit attaché au bureau d'Aubigny-au-Bac, dans le but de desservir, deux fois par jour, Féchain et les communes environnantes.

Il émet également un vœu pour l'organisation d'une seconde distribution journalière à à Dechy.

Routes nationales. — Le Conseil émet le vœu que les travaux d'amélioration des passages aux portes de Paris et de Valenciennes soient achevés aussi rapidement que possible, et, dans tous les cas, avant l'hiver.

Télégraphes. — Le Conseil émet un vœu pour l'établissement d'un bureau télégraphique à Flines-lez-Raches.

Tramways. — Le Conseil émet le vœu que le chemin de fer sur route de Lille à Douai, en projet, quitte la route nationale N° 17, à l'entrée de la commune de Raches, pour, en suivant le chemin de grande communication N° 8, traverser Roost et l'Escarpelle, et se relier à la route N° 17 près du fort de Scarpe.

Il émet également un vœu pressant pour que l'enquête prescrite par le Conseil général au sujet du tramway entre Douai et Aniches soit ouverte à bref délai, et pour que ce tramway soit prolongé jusqu'à Lourches.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

Agents-voyers. — Création d'un emploi d'agent-voyer pour les communes de Rosendaël, St-Pol et Coudekerque-Branche.

Réduction des écritures qui incombent aux agents-voyers.

Amélioration du traitement des agents du service départemental.

Bâtiments départementaux. — Adoption du rapport de l'architecte départemental.

Bibliothèque communale. — Demande d'un recueil périodique des procès-verbaux des délibérations du Conseil général.

Canal du Nord. — Prolongement du canal du Nord jusqu'à Dunkerque.

Canaux. — Fixation unique, pour la Belgique et la France, de l'ouverture et de la durée des chômages.

Caisse départementale des retraites. — Vœu que les pensions de retraite départementales soient élevées de la moitié aux deux tiers du traitement et que le taux de la retenue soit porté de 4 à 5 %.

Caisses de secours. — Demande d'une subvention pour la caisse de secours aux familles des marins morts ou présumés péris à la pêche au poisson frais.

Maintien de la subvention aux veuves et orphelins des marins morts ou présumés péris à la pêche de la morue.

Chambre de Commerce. — Agrandissement de la ville en laissant les établissements balnéaires en dehors des fortifications.

Séparation complète des waeteringues, des lignes d'eau destinées au service de la navigation.

Abrogation de la loi prohibant l'emploi du territoire étranger pour le transport par terre des marchandises du Nord à l'Est

Établissement d'une communication rapide entre le Nord de la France et le Nord de l'Italie, en traversant le Mont-Blanc.

Chemins de fer. — Établissement d'une gare de marchandises à la halte de la Tente-Verte.

Activer la construction à Gravelines de l'embranchement ferré entre le bassin et la gare.

Etablissement d'un nouveau train du matin de Calais et Gravelines vers Dunkerque.

Établissement d'un nouveau train au milieu de la journée de Dunkerque à Gravelines.

Distribution à Gravelines de billets d'aller et retour vers l'intérieur.

Vœu que le train du mercredi, entre Dunkerque et Lille, devienne quotidien.

Abrogation de l'arrêté préfectoral prescrivaut la fermeture des barrières du passage à niveau de la rue du Chapeau-Rouge, à Rosendaël.

Chemin de halage. — Vœu que le chemin établi sur la ligne de halage de l'Aa, entre Watten et St-Georges, soit classé comme chemin vicinal.

Courses de Rosendaël. — Vœu qu'il soit créé un prix dit du Conseil général.

Fonds d'abonnement. — Augmentation du fonds d'abonnement affecté au traitement du personnel de la Sous-Préfecture.

Acte à M. le Sous-Préfet du dépôt des comptes d'emploi du fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture et des fonds de non valeur de l'exercice 1881.

Gendarmerie. — Transformation du poste de St-Pol en brigade définitive.
Hâter le choix du local destiné à la gendarmerie de Rosendaël.

Grand fort Philippe et Gravelines. — Vœu que le hameau du Grand fort Philippe dépendant de Gravelines, soit érigé en commune distincte.

Hameau des dunes de Ghyvelde. — Vœu que le hameau des dunes, dépendant de Ghyvelde, soit érigé en commune distincte.

Instruction primaire. — Adoption des conclusions de l'Inspecteur primaire sur la création d'écoles, etc., et sur le vœu émis par lui, que la tâche des commissions scolaires soit facilitée par les maires et les délégués cantonaux.

Justices-de-Paix. — Amélioration des locaux de la Justice-de-Paix du canton ouest de Dunkerque.

Lycées. — Érection du collège de Dunkerque en lycée.
Création de cours préparatoires à l'École navale.

Monts-de-Piété. — Uniformité du taux d'intérêt pour tous les monts-de-piété de France.

Octroi de Petite-Synthe. — Vœu pour le rétablissement de l'octroi de la commune de Petite-Synthe.

Passerelle entre les portes de Gravelines et de Calais. — Enlèvement des piquets placés aux abords de la passerelle pour que les voitures légères puissent y passer.

Poids et mesures. — Admission du vérificateur à la retraite après 25 ans de services.

Ponts à péage. — Rachat des ponts à péage sur le canal de Furnes.

Ponts et Chaussées. — Élargissement de la route nationale n° 40, au passage de la demi-lune 16, à Gravelines. — Continuation de cette route entre Gravelines et Loon.

Démolition des fortifications entre le canal de la Fuève et le bassin Vauban.

Remaniement de la route nationale n° 16.

Postes et Télégraphes. — Vœu que la première distribution de Gravelines soit faite plus tôt.

Vœu que le hameau des Huttes, de Gravelines, soit desservi dans la matinée.

Vœu qu'il soit établi un bureau télégraphique à Bollezeele, à Watten et à Esquelbecq.

Vœu que les employés des postes soient transportés gratuitement en chemin de fer pour les besoins du service.

Établissement d'un téléphone à Dunkerque.

Projet d'agrandisssement de la ville de Dunkerque. — Vœu que l'étude de la question de l'agrandissement de Dunkerque soit poussée avec activité.

Routes départementales. — Renouvellement des plantations entre Bourbourg et le canal de la Colme.

Grosses réparations sur le chemin n° 3 entre les ponts du Cerf et de Pau-Kenswerve.

Reconstruction du pont de Bambecque.

Reconstruction du pont de l'Yser à Esquelbecq.

Salubrité publique. — Vœu qu'il soit pris des mesures pour la préservation de toute altération des eaux du canal de Bourbourg.

Création, au besoin, d'un second inspecteur de la salubrité.

Sauveteurs du Nord. — Maintien de la subvention accordée à cette société.

Service des ports. — Regret de l'absence du rapport de l'Ingénieur en chef du service maritime du département du Nord.

Service vicinal. — Approbation de l'état des contingents pour chemins d'intérêt commun.

Approbation du tarif des prestations pour 1883.

Admission au réseau subventionné du chemin du Banc-Vvert à Petite-Synthe.

Substitution de pavage à l'empierrement du chemin d'intérêt commun n° 52 bis dans la traverse de St-Pol.

Servitudes militaires. — Vœu de révision, dans un sens libéral, de la loi sur les servitudes militaires.

Société d'agriculture de Bourbourg. — Demande d'une subvention pour la ville de Bourbourg pour son concours d'animaux reproducteurs.

Société d'agriculture de Dunkerque. — Maintien du concours d'animaux gras de la foire des rameaux à Bergues.

Maintien de la subvention départementale de 2.000 fr. à la ville de Bergues.

Maintien de la subvention ministérielle de 1.500 fr. à la ville de Bergues.

Demande d'une subvention de l'État de 600 fr. pour 1883 à la ville de Bergues.

Société Dunkerquoise. — Vœu qu'une subvention soit accordée à la société Dunkerquoise.

Souffrances de l'agriculture. — Dégrèvement d'impôts sur les propriétés non bâties.
Réduction des droits de mutation.
Réduction de l'impôt sur le sucre.

Tabacs. — Réclamation sur la qualité du tabac.

Tramways. — Établissement de tramways de Rosendaël et St-Pol à Dunkerque.

Transport des prévenus. — Vœu que le transport des prévenus entre la prison et le Palais-de-Justice à Dunkerque soit effectuée en voiture.

Tour de Mardick. — Restauration de la Tour de la commune de Mardick.

Vases du port. — Protestation contre le déversement des vases du port dans la rade à proximité de la plage.

Wateringues. — 1re *Section*. — Demande d'une subvention analogue à celle qui a été accordée à la 2e section.

2e *Section*. — Vœu que les travaux d'amélioration du Rocameidyck et du Longuegracht soient terminés cette année.

3e *Section*. — Elargissement et approfondissement du canal de Bergues et de la Colme.

4e *Section*. — Activité à donner aux travaux de curement de la Cunette.
Approfondissement du canal de Bergues.

ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.

Agriculture. — Le Conseil émet le vœu : 1° que les excédents de recettes de l'État soient affectés à la réduction de l'impôt foncier ; 2° que des mesures soient prises pour découvrir et punir les fraudes en matière d'engrais.

Amélioration de la Law. — Le Conseil demande de nouvelles études en tenant compte, dans la mesure du possible, des réclamations des riverains et des communes intéressées.

Bâtiments et mobiliers départementaux. — Demande l'allocation des crédits ordinaires d'entretien, et pour frais de réparations locatives et d'éclairage au gaz de la caserne de gendarmerie d'Hazebrouck.

Cadastre. — Demande la révision dans les communes où il a été établi avant 1840.

Chambre consultative d'agriculture. — Demande le maintien du crédit de 200 fr. pour les frais de bureau.

Chemin de fer. — Renouvelle le vœu que le chemin de fer projeté de Dunkerque à Lille, soit immédiatement construit, à voie normale, si c'est possible.

Chemins de grande communication. — Demande l'allocation des crédits proposés par MM. les Ingénieurs.

Chemins d'intérêt commun. — Approuve les contingents proposés pour 1883.

Conseil d'hygiène. — Sollicite le maintien, pour 1883, du crédit alloué pour frais de bureau.

Conversion en argent de la prestation en nature. — Adopte le tarif actuel pour 1883.

Maison d'arrêt. — Émet le vœu qu'un crédit de 3,857 fr. 21 c. soit accordé pour travaux de grosses réparations.

Postes et télégraphes. — Se plaint de la lenteur apportée dans la transmission des télégrammes.

Émet le vœu que la durée de la suspension (de midi à deux heures) soit abrégée dans les bureaux où les services des postes et des télégraphes sont réunis.

Routes départementales. — Le Conseil émet le vœu : 1° que des travaux de réparations soient exécutés sur la route n° 9, notamment entre Merville et la Gorgue ; 2° que cette route soit mise au-dessus du niveau des inondations, à l'endroit dit du Pont-Ghislain, à Merville ; 3° qu'un crédit de 42,000 fr. soit accordé pour l'entretien, en 1883, des routes en général.

Routes nationales. — Demande l'allocation des crédits proposés par MM. les Ingénieurs.

Sous-Préfecture (fonds d'abonnement). — Demande de nouveau l'augmentation du fonds d'abonnement et sollicite le maintien de l'allocation du Conseil général.

ARRONDISSEMENT DE LILLE.

Agriculture. — Indemnités pour pertes. — Le Conseil réitère le vœu demandant le retour pur et simple à la législation du décret-loi du 19 vendémiaire an VI, relatif aux indemnités accordées à l'agriculture pour pertes de récoltes dues à la grêle, à la gelée et aux inondations.

Allumettes chimiques. — Le Conseil émet le vœu que le monopole des allumettes soit supprimé dans le plus bref délai possible.

Canal de la Deûle. — Le Conseil émet les vœux suivants :

1° Que l'administration des ponts et chaussées fasse exécuter le plus tôt possible les travaux approuvés par le décret du 3 août 1880, notamment en ce qui concerne les deux premiers chapitres (Rectification du tracé entre Haubourdin et Lille — Rectification et approfondissement entre Lille et le confluent du canal de Roubaix) ;

2° Que le crédit demandé pour commencer les travaux de curage général soit alloué sans plus de retard ;

3° Que le projet définitif de construction de perrés soit approuvé par l'administration dans le plus bref délai ;

4° Que les ponts et chaussées soient invités à donner une prompte solution au projet définitif des rivages publics.

Canal de Roubaix. — Le Conseil émet le vœu que les travaux relatifs à l'allongement des écluses de Wasquehal et du Sartel, à la création de rivages publics et à l'assainissement du bief de Wasquehal, fassent bientôt l'objet de projets définitifs, eu égard à leur utilité.

Canal de Seclin. — Le Conseil émet le vœu :

1° Que l'administration approuve sans délai le projet de défense des berges qui lui a été soumis ;

2° Que les autres projets relatifs à l'empierrement du chemin de halage et à la restauration des ouvrages d'art passent de la préparation dans le domaine des faits.

Chambres et Tribunaux de Commerce. — Elections. — Le Conseil renouvelle le vœu que l'élection des membres des Tribunaux et Chambres de Commerce ait lieu par tous les patentés.

Chemin de fer. — Armentières. — Passage à niveau. — Le Conseil émet le vœu que le passage à niveau dit du *Bas-Chemin* à Armentières, sur la ligne du Nord, pour l'établissement duquel le Conseil général a voté des fonds en avril dernier, soit ouvert le plus tôt possible.

Chemins de fer. — Billets à prix réduits. — Instituteurs et institutrices. — Le Conseil émet le vœu que les instituteurs et les institutrices soient admis à voyager à prix réduits en tous temps et sur toutes les lignes de chemin de fer.

Chemin de fer. Douane. — Visite des voyageurs à la frontière — Le Conseil émet le vœu que l'administration des douanes n'oblige pas les voyageurs qui, de Belgique viennent en France, sans bagages, à descendre de wagon pour passer la visite des employés.

Chemin de fer de Don à Templeuve. — Le Conseil émet le vœu que la ligne de chemin de fer de Don à Templeuve soit exécutée sous le plus court délai possible.

Chemin de fer du Nord. — Gare de Lille. — Le Conseil, à l'unanimité, émet le vœu que la Compagnie du Nord soit mise en demeure de présenter sans tarder un projet d'ensemble, dont les dispositions générales devront être conformes à l'avant-projet déposé par la ville de Lille, lequel comprend :

1° La suppression des passages à niveau de Fives et de Saint-Maurice ;

2° La création d'une vaste gare ouverte, permettant à tous les trains de traverser Lille sans avoir à opérer des manœuvres spéciales ;

3° L'établissement d'une voie de ceinture intérieure pour le transport des marchandises à destination des usines de la banlieue.

Chemin de fer. — Gare à Saint-André. — Le Conseil renouvelle le vœu :

Qu'une gare ou une halte soit établie à Saint-André ;

Chemins de fer. — Chauffage des voitures. — Le Conseil émet le vœu que toutes les voitures de voyageurs soient pourvues d'appareils de chauffage quand la température le comporte.

Chemins de fer.— Transports.— Récépissés.— Impots.— Le Conseil émet le vœu que le timbre des quittances soit supprimé ; que le timbre sur les récépissés pour les transports à petite vitesse soit réduit à 0 fr. 25 et que celui sur les transports à grande vitesse soit supprimé.

Chemin de fer du Nord. — Trains express. — Le Conseil émet le vœu que la Compagnie du Chemin de fer du Nord soit invitée à restituer aux express les trois classes de voitures.

Chemin de fer à voie étroite de La Bassée à la ligne de Dunkerque. — Le Conseil renouvelle le vœu que le chemin de fer à voie étroite de La Bassée à la ligne de Dunkerque par Illies, Herlies et Fournes, soit exécuté.

Chemin de fer d'intérêt local de Saint-Amand à Lens. — Le Conseil émet le vœu que l'enquête d'utilité publique du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Amand à Lens soit ouverte le plus promptement possible.

Chemin vicinal N° 11, à Wavrin. — Classement d'intérêt commun. — Le Conseil émet le vœu que le chemin vicinal N° 11, dit de *Lepennaite,* reliant la gare de Wavrin avec les communes de Fournes et d'Aubers, soit classé comme chemin d'intérêt commun.

Chemins vicinaux de grande communication. — Classement à Herlies. — Le Conseil renouvelle un vœu pour que le chemin de grande communication N° 63 soit racccordé au chemin N° 27 du réseau du Pas-de-Calais.

Chemins vicinaux ordinaires. — Classement d'intérêt commun. — Le Conseil émet le vœu que le Conseil général veuille bien faire exception à sa jurisprudence pour le classement d'intérêt commun de ceux des chemins vicinaux ordinaires où il viendrait à se produire une circulation industrielle tellement considérable qu'on ne pourrait rencontrer d'équivalent que sur les chemins de grande communication les plus fréquentés.

Chemins vicinaux. — Vieux matériaux. — Le Conseil émet le vœu qu'il soit reconnu être un droit pour toutes les communes sur lesquelles s'exécutent des changements aux chaussées, de revendiquer les vieux matériaux délaissés comme sans emploi par l'administration, après justification faite par elles que l'usage qu'elles en veulent faire présente un caractère d'amélioration ou d'appropriation de la chose publique dans l'intérieur des communes.

Etablissements scolaires. — Roubaix. — Subventions. — Emprunt à la caisse des écoles. — Le Conseil émet le vœu que l'État et le Département accordent à la ville de Roubaix une subvention nouvelle de 100,000 fr. pour dépenses de maisons d'écoles, et que le Gouvernement autorise cette même ville à emprunter 255,000 fr. à la caisse des écoles.

Instruction primaire. — Création à Lille d'une Ecole normale d'instituteurs.— Le Conseil émet le vœu qu'il soit créé, à Lille, une école normale d'instituteurs.

Instruction primaire. — Vacances dans les Ecoles. — Le Conseil émet le vœu que le règlement des écoles primaires publiques soit modifié de façon à permettre à l'Inspecteur d'académie d'autoriser les communes où les autorités locales en feront la demande, à avancer la date des vacances, pour les faire coïncider avec le temps de la moisson, comme cela a lieu pour les heures de classe, selon les besoins des localités.

Instruction publique. — Epreuves du Baccalauréat. — Le Conseil émet le vœu que l'administration supérieure mette à l'étude la question du remplacement des épreuves du baccalauréat par des examens de fin d'études.

Lycée d'enseignement spécial à Tourcoing. — Bourses. — Le Conseil émet le vœu que le M. Préfet étudie la question des bourses à accorder au lycée d'enseignement spécial de Tourcoing, afin de demander le crédit nécessaire au Conseil général, lors du vote du budget de 1884.

Maisons d'Ecole. — Créations et améliorations — Le Conseil émet le vœu que M. le Préfet prenne les mesures nécessaires pour obtenir la création de maisons d'écoles ou des améliorations à celles qui existent dans les communes suivantes : Avelin (hameau d'Ennetières), La Chapelle d'Armentières, Comines, Cysoing, Fournes, Genech, Houplines, Loos, Pérenchies, Quesnoy-sur-Deûle, Tourmignies, Seclin et Warneton-Bas.

Octrois. — Révision du décret du 12 février 1870. — Le Conseil émet le vœu

que l'art. 10 du décret du 12 février 1870, relatif aux octrois, soit révisé, en ce qui concerne notamment les droits qui frappent les vins en bouteilles, les bières de luxe, etc.

Pétrole. — Impôt. — Le Conseil émet le vœu que l'impôt sur le pétrole soit supprimé.

Postes. — Création de bureau à Gondecourt. — Le Conseil réitère le vœu qu'il soit créé un bureau de poste à Gondecourt.

Rivière des Laies. — Le Conseil émet le vœu que, en ce qui concerne la rivière des Laies, satisfaction soit donnée dans le plus bref délai, au syndicat qui demande que les travaux prescrits soient étendus à la section de cette rivière, comprise sous le chemin de fer du Nord et le tissage Béghin.

Rivière de la Marque. — Le Conseil émet les vœux suivants, relatifs à la rivière de la Marque :

1° Que les ponts, reconnus insuffisants dans le moment des grandes crues de la rivière, soient immédiatement reconstruits ;

2° Qu'il soit exercé une surveillance très-active sur le moulin de l'Empempont ;

3° Que le faucardage et le curage de la Marque soient exécutés comme par le passé.

Route départementale N° 14, de Lille à Roubaix. — Elargissement. — Le Conseil émet le vœu que la route départementale N° 14, de Lille à Roubaix, soit élargie, entre Mons-en-Barœul et le pont du Breucq.

Routes nationales. — Travaux neufs. — Le Conseil émet le vœu que les travaux neufs relatifs aux routes nationales soient exécutés le plus promptement possible.

Sapeurs-Pompiers. — Caisses des retraites. — Le Conseil réitère le vœu qu'il soit imposé aux compagnies d'assurances une retenue sur leurs bénéfices annuels, pour la création d'une caisse dont les fonds serviraient à couvrir, sinon en totalité, du moins en partie, les frais que nécessitent l'entretien et la création des compagnies de sapeurs-pompiers.

Tabacs. — Le Conseil émet le vœu qu'une enquête soit ouverte à l'effet de savoir si les tabacs vendus dans les débits situés à la campagne, sont les mêmes que ceux vendus dans les débits de la ville.

Tramways. — Lille. — Quartier Saint-André. — Le Conseil émet le vœu que les mesures nécessaires soient prises pour que la ligne de tramway appelée à desservir le quartier Saint-André, soit exécutée dans le plus court délai possible.

Vaccine. — Le Conseil émet des vœux pour :

1° L'obligation de la vaccine ;

2° Le renouvellement de la source du vaccin ;

3° L'élévation de la rémunération de 30 centimes accordée pour la vaccination gratuite des indigents ;

4° L'adoption de moyens propres à amener un contrôle plus parfait de la vaccine et plus particulièrement de la variole.

Ville de Lille. — Création d'un 6e canton. — Le Conseil émet le vœu :

1° Qu'il soit créé dans la ville de Lille un nouveau canton qui s'appellera Sud ;

2° Que le nouveau canton forme avec le canton Sud-Est, la 3e circonscription électorale à laquelle la ville de Lille a droit.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

Bâtiments départementaux. — Le Conseil d'arrondissement émet un vœu favorable à l'allocation des crédits pour dépenses à faire en 1883 aux bâtiments départementaux, et pour la reconstruction d'une caserne de gendarmerie à Bouchain. Il propose l'ajournement des dépenses à faire à la caserne de Valenciennes, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise par le Conseil général sur le projet de construction d'une caserne par le département.

Bruille-St-Amand. — Avis favorable à la demande de translation à Notre-Dame du chef-lieu communal.

Caisse départementale de retraites. — Vœu que tous les employés des Sous-Préfectures soient admis aux bénéfices de la Caisse des retraites. — Que le taux de la pension, après trente années de services, soit élevé aux 2/3 du traitement, moyennant une augmentation de la retenue sur les appointements.

Canton de Bouchain. — Avis favorable à la demande de division du canton de Bouchain et de l'érection de Denain en chef-lieu de Justice-de-Paix.

Chemins de fer. — Vœux : 1° Que tous les trains express soient pourvus de compartiment de deuxième classe ; 2° que le train de midi trente soit rendu express de Valenciennes à Douai et que l'heure du départ soit réglée de façon à éviter l'arrêt qui se produit actuellement à Douai ; 3° que la halte de Fontaine-Bouillon soit ouverte du 1er mai au 1er octobre ; 4° que le passage à niveau dans la rue du Jolimetz soit établi sous le plus bref délai ; 5° que l'instruction des lignes de Denain à St-Amand, de Valenciennes au Cateau, de Thiant à Lourches et de Denain au Catelet, soit poussée avec activité.

Chômage des canaux. — Vœu tendant à la simultanéité des chômages sur les canaux du Nord, et à la prise des mesures nécessaires pour éviter les prolongations.

Commerce. — Vœu que le gouvernement reprenne le système du dégrèvement des objets de consommation, en commençant par le café.

Débits de boissons. — Vœu que des garanties de moralité soient exigées des débitants, et que l'Autorité ait le droit de sévir en cas de faits d'immoralité.

Fonds d'abonnement. — Vœu que le fonds d'abonnement de la Sous-Préfecture de Valenciennes soit augmenté.

Hospices cantonaux. — Vœu tendant à la création d'hospices cantonaux pour les vieillards et infirmes, au moyen de centimes départementaux et avec la participation de l'État.

Industrie sucrière. — Vœu que la perception de l'impôt sur les sucres, au lieu d'être basée sur la saccharimétrie, soit faite à l'avenir au moyen d'une taxe unique et uniforme de 25 francs par quintal de sucre, quelle qu'en soit la qualité.

Instruction primaire. — Vœu que le remboursement du cinquième des revenus, décidé pour 1882 par la loi de finances de 1881, devienne définitif pour l'avenir.

Orphelins pauvres. — Vœu que la question relative aux orphelins pauvres reçoive une prompte solution dens le sens proposé par M. Rousseau, dans son rapport approuvé et adopté par le Conseil général.

Poids et Mesures. — Le Conseil : 1° demande qu'un minimum d'assortiment de poids et mesures soit imposé à tout fabricant ou commerçant en tenant compte des besoins et de l'importance des établissements ; 2° appelle l'attention de l'administration sur la nécessité d'un meilleur système de fabrication des poids et de poinçonnage.

Ponts et Chaussées. — Avis favorable aux demandes de crédits présentées par MM. les Ingénieurs, pour les routes nationales, départementales et de grande communication.

Postes et Télégraphes. — Vœux : 1° Qu'un bureau de poste et un bureau télégraphique soient installés à Bruai; 2° qu'un départ postal soit organisé par le train quittant Valenciennes à 10 h. 07 du matin, afin que les correspondances soient distribuées à Paris assez tôt pour permettre d'y répondre le même jour par le courrier du soir ; 3° que la levée des lettres déposées dans les boîtes postales des gares soit faite à tous les trains ; 4° qu'au passage des trains, le dépôt soit fait à chaque gare des correspondances pour la localité, afin de permettre des distributions plus rapides ; 5° que tous les bureaux télégraphiques des gares soient ouverts à la correspondance privée.

Rivières de l'Hogneau et de la Sensée. — Vœu que les propriétaires riverains de l'Hogneau et ceux de la Sensée soient invités à se constituer en associations syndicales.

St-Amand. — Travaux à la Tour. — Avis favorable à la demande de secours présentée par le Conseil municipal de St-Amand en vue de la réparation de la Tour de St-Amand.

Service vicinal. — Approbation du compte-rendu des travaux et dépenses faites en 1881, et des propositions de répartition des dépenses pour 1883. Vœu tendant à l'amélioration du chemin de Denain dans la traverse de Rouvignies.

Sociétés diverses. — Avis favorable aux demandes de subsides sur les fond de l'État et du département, présentées pour 1883, par :

La société d'Agriculture de Valenciennes ;

La société de Charité Maternelle de Valenciennes ;

La société d'Horticulture ;

La société de Patronage des libérés.

Tarif des prestations. — Vœu favorable au maintien du tarif des prestations, tel qu'il a été appliqué depuis dix ans.

Tramways. — Vœu favorable à la concession de nouvelles lignes de tramways et de chemins de fer à voie étroite. — Le Conseil appelle l'attention de l'administration sur la stricte et rigide exécution du cahier des charges auxquelles sont soumis les tramways, surtout en ce qui concerne la rapidité, la surchage et la surveillance du matériel et du personnel. Il émet le vœu que des poteaux soient établis pour indiquer les arrêts des trains.

TROISIÈME PARTIE.

RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.

CHAPITRE PREMIER.

RAPPORT

SUR LA

SITUATION DU SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES

dans le département du Nord, au 30 Juin 1882.

Les recettes effectuées pendant les années 1881-1882 sont détaillées ci-après :

NATURE DES RECETTES.	RECETTES DE L'EXERCICE 1880.	RECETTES DE L'EXERCICE 1881.	Augmentation	Diminution
Produit net de la taxe des lettres.....	3.687.028	4.033.165	346.137	»
Droit perçu sur les envois d'argent.....	137.350	141.114	3.764	»
Recettes diverses et accidentelles des Postes.....	1.455	1.722	267	»
Produit net des taxes de la Télégraphie.....	891.446	908.299	16.853	»
Recettes diverses et accidentelles des télégraphes	14.435	19.473	5.038	»
	4.731.714	5.103.773	372.059	»

Il y a augmentation sur tous les articles de recette. L'augmentation de 1880 sur 1879 n'avait été que de 247,113. Il se manifeste donc une progression bien marquée d'une année à l'autre.

NOMBRE DES BUREAUX.

Le nombre des bureaux de poste en activité au 30 juin 1881 était de 133, 12 ont été ouverts pendant l'année qui vient de s'écouler (Cantin, Curgies, Dourlers, Escaudain, Ferrière-la-Grande, Godewaersvelde, Loon, Neuvilly, Pont-sur-Sambre, Saint-Souplet, Wattignies et Wavrin) ; de plus l'établissement de facteur-boitier de Renescure a été transformé en recette. Le nombre des bureaux ouvers au 30 juin 1882 est de 145.

Le nombre des bureaux télégraphiques en activité au 30 juin 1881 était de 119 ; 12 ont été ouverts pendant l'année, (Arleux, Dourlers, Felleries, Ligny, Onnaing, Poix, Pont-à-Marcq, Thumeries, Trith St-Léger, Vieux-Condé, Wattrelos et Wavrin.) Le nombre des bureaux ouverts au 30 juin 1882 est de 131:

Il y a dans le département du Nord :

85 localités où la poste et le télégraphe sont réunis dans le même local ;

22 localités où la poste et le télégraphe sont encore séparés ;

38 localités qui ont la poste sans le télégraphe ;

24 localités qui ont le télégraphe sans la poste.

Il est à remarquer que tous les chefs-lieux de canton du département possèdent aujourd'hui le télégraphe.

Améliorations réalisées.

Arrondissement de Lille.

Lille..... 1er décembre 1881. 2e distribution à Hellemmes ;

25 décembre 1881. Création de 15 emplois de facteur de ville et d'une 6e distribution quotidienne.

Armentières..... 19 juillet 1881. Concession d'une boîte supplémentaire à la commune d'Erquinghem-Lys ;

15 octobre 1881. Concession d'une boîte supplémentaire à la communes d'Houplines ;

26 octobre 1881. Concession de deux boîte supplémentaires à la commune de Frelinghien ;

1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à la Chapelle et à Erquinghem-Lys ; 2e levée à Bois-Grenier ;

4 mai 1882. Concession d'une boîte supplémentaire à la commune d'Armentières.

Ascq	1er décembre 1881. Création de deux emplois de facteurs ruraux ;
	dº 2e distribution à Annappes et Sainghin-en-Mélantois.
	10 mai 1882. Concession d'une boîte supplémentaire à Ascq.
Baisieux.....	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural ;
	dº 2e distribution à Camphin et Chéreng.
Fournes.....	1er octobre 1881. 2e distribution à Marquillies.
Haubourdin.....	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ; 3º distribution à Haubourdin.
Pont-à-Marcq.....	11 juillet 1881. Mise en activité du télégraphe.
Roubaix.....	10 juin 1882. Réunion des deux services de poste et télégraphe dans un nouveau local plus vaste.
Thumeries.	16 novembre 1881. Mise en activité du télégraphe ;
	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural, 2e levée. à la Neuville.
Tourcoing	1er août 1881. Création d'un emploi de facteur de ville (banlieue).
Wattignies	1er mai 1882. Mise en activité du bureau de poste ; création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à Wattignies, Noyelles et Templemars.
Wattrelos.....	29 juillet 1881. Concession de deux boîtes supplémentaires à la commune de Wattrelos ;
	10 juin 1882. Mise en activité du télégraphe.
Wavrin	1er octobre 1881. Mise en activité du bureau de poste : création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à Sainghin-en-Weppes ;
	1er décembre 1881. Mise en activité du télégraphe.
	3 avril 1882. Concession d'une boîte supplémentaire à la commune Wavrin.

ARRONDISSEMENT D'AVESNES-SUR-HELPE.

Avesnes-sur-Helpe	1er novembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural ;
	dº 2e distribution à Avesnelles, Flaumont et Semousies ;
	1er décembre 1881. 2e distribution à Bas-Lieu ;
Berlaimont	1er mars 1882. 2e distribution à Aulnoye.
Bousies.....	1er mars 1882. Création d'un 2e courrier quotidien et 2e distribution à Bousies.
Cartignies	20 juillet 1881. Concession de 3 boîtes supplémentaires à Cartignies.

Cousolre	1er juillet 1881. Création d'un emploi de facteur local ; dº 2e distribution à Bousignies.
Dourlers.....	1er décembre 1881. Mise en activité du bureau de poste ; Création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à Dourlers, Foursies et St-Aubin. 25 mars 1882. Mise en activité du télégraphe;
Etrœungt	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ; — 2e Levée à Floyon.
Feignies.....	23 mai 1882. Concession de deux boîtes supplémentaires à Feignies;
Felleries	1er décembre 1881. 2e levée des boîtes supplémentaires de la commune ; 25 mars 1882, Mise en activité du télégraphe ;
Ferrière-la-Grande.	16 avril 1882. Mise en activité du bureau de poste ; réunion du télégraphe à la poste ; création d'un emploi de facteur rural; 2e distribution à Ferrière-la-Petite. 6 juin 1882. — Concession d'une boîte supplémentaire à Ferrière-la-Grande.
Hautmont.....	3e Distribution à Haumont ;
Maubeuge	16 avril 1882. 2e distribution à Rousies ;
Poix.....	25 avril 1882. Mise en activité du télégraphe :
Pont-sur-Sambre ...	1er mars 1882. Mise en activité du bureau de poste; création de deux emplois de facteurs ruraux ; 2e distribution à Pont-sur-Sambre et Bachant ; 2e levée à Hargnies et Vieux-Mesnil ;
Le Quesnoy.....	12 juillet 1881. Concession d'une boîte supplémentaire au Quesnoy ; 1er décembre 1881. Création de deux emplois de facteurs ruraux ; — 2e distribution à Beaudignies, Orsinval et Villers-Pol; 2e levée à Ghissignies et Ruesnes;
Sains	1er décembre 1881. Création de deux emplois de facteurs locaux; 3e distribution à Sains ; 2e levée de boîte à Rainsart et à Ramousies ; 18 mars 1882. Concession d'une boîte supplémentaire à Ramousies ;
Sars-Poteries	1er décembre 1881. — Création d'un emploi de facteur rural ;
Solre-le-Château.....	28 juillet 1881. — Concession d'un boîte supplémentaire à Solre-le-Château ; 1er décembre 1881. 2e levée à Dimechaux et Lès-Fontaines ;
Wignehies.....	3 juillet 1881. — Concession d'une boîte supplémentaire à Wignehies ;

Arrondissement de Cambrai.

Le Câteau.....	1er septembre 1881. 2e distribution à Saint-Benin ; 16 novembre 1881. 2e distribution à Montay; 1er avril 1882. Création d'un emploi de facteur de ville;
Caudry.....	1er avril 1882. Création d'un emploi de facteur rural ; — 2e distribution à Audencourt et Béthencourt ;
Ligny.....	1er septembre 1881. Mise en activité du télégraphe ;
Maretz.....	3 juin 1882. Boîte supplémentaire à Maretz.
Masnières.....	7 novembre 1881. Boîte supplémentaire à Masnières ;
Neuvilly	16 novembre 1881. Mise en activité du bureau de poste; création d'un emploi de facteur local ; 2e distribution à Neuvilly ;
Solesmes	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à Haussy; 28 janvier 1882. Boîte supplémentaire à Vendegies-sur-Ecaillon ;
Saint-Souplet	1er septembre 1881. — Mise en activité du bureau de poste; création d'un emploi de facteur local; 2e distribution à St-Souplet.

Arrondissement de Douai.

Douai.....	3 septembre 1881. Boîte supplémentaire à Waziers ; 6 janvier 1882. — 2e distribution à Courchelettes et Lambres ; 10 janvier 1882. Création d'un emploi de facteur rural; 2e distribution à Waziers;
Arleux.....	20 octobre 1881. Boîte mobile à la gare ;
Aubigny-au-Bac.....	6 août 1881. Création d'un 2e courrier quotidien et d'une 2e distribution ; 20 octobre 1881. Boîte mobile à la gare ;
Cantin.....	6 janvier 1882. Mise en activité du bureau de poste; création de deux emplois de facteurs ruraux ; 2e distribution à Ferin et à Gœulzin ; 7 janvier 1882. Boîte mobile à la gare;
Marchiennes	20 juillet 1881. Réunion des services de poste et télégraphe 1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local;
Orchies	15 août 1881. Boîte mobile à la gare de Coutiches.

Raches.....	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural ; — 2e Distribution à Roost-Warendin; — 2e Levée à Raimbeaucourt ;
Somain.....	1er août 1881. Création d'un emploi de facteur rural ; — 2e distribution à Fenain ; — 2e Levée à Hornaing ;

Arrondissement de Dunkerque.

Dunkerque.....	1er novembre 1881. Création d'un 2e emploi de facteur pour Rosendael ; 6 avril 1882. Réunion des services de la poste et du télégraphe dans un local plus vaste ; 14 mai 1882. — Boîte supplémentaire à Rosendael ;
Bourbourg.....	1er Décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ; 2e distribution à Bourbourg-Campagne ; 3 février 1882. Boîte supplémentaire à Guindal ;
Loon	1er novembre 1881. Mise en activité du bureau de Poste ; Création d'un emploi de facteur local ; 2e distribution ; 24 décembre 1881. 2 Boîtes supplémentaires à Loon ;

Arrondissement d'Hazebrouck.

Hazebrouck	1er août 1881. Création d'un emploi de facteur de ville ; 1er mai 1882. 2e distribution à Morbecque ;
Cassel	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ;
Godewaersvelde	1er février 1882. Mise en activité du bureau de poste : création de trois emplois de facteurs ruraux; 2e distribution à Godewaersvelde et Boeschepe ;
Renescure	1er mai 1882. Transformation de l'établissement de facteurs-boitiers en recette de plein exercice ; création de deux emplois de facteurs ruraux ; réunion de la poste et du télégraphe ;
Steenwoorde.....	1er mai 1882. Création d'un emploi de facteur rural ; 16 mars 1882; 3e courrier quotidien et 3e distribution.

Arrondissement de Valenciennes.

Valenciennes	7 août 1881. Création d'une 6e levée de boîtes supplémentaires de la ville ; 24 septembre 1881. Création d'un emploi de facteur de ville, intra-muros ;

Valenciennes.....	1er novembre 1881. 2e distribution à Saultain ; 1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural; 2e distribution à Aulnoy.
Anzin	1er novembre 1881. 2e distribution à Beuvrages ; 10 novembre 1881. Boîte supplémentaire à Beuvrages ; 1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ; 3e distribution à Anzin;
Beuvrages.....	10 janvier 1882. Boîte mobile de gare.
Artres.....	1er décembre 1881. 2e distribution à Maresches ;
Bouchain.....	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural; 2e distribution à Marquette, Wasnes-au-Bac et Wavrechain.
Curgies	1er novembre 1881. Mise en activité du bureau de poste ; créacréation de deux emplois de facteurs-ruraux ; 2e distribution à Curgies et Préseau ; 16 mars 1882. 2e distribution à Sebourg.
Denain.....	16 novembre 1881. Boîte supplémentaire à Denain ; 1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur local ; 3e distribution à Denain ;
Escaudain.....	1er avril 1882. Mise en activité du bureau de poste ; création d'un emploi de facteur-local ; 2e distribution ;
Lourches	1er décembre 1881. Création d'un emploi de facteur rural; 2e distribution à Abscon, Mastaing et Rœulx ;
Mortagne.....	16 juillet 1881. Création d'un emploi de facteur rural ; 2e distribution à Flines ; 2e levée à Maulde et Thun ;
Onnaing	18 octobre 1881. Mise en activité du télégraphe ;
Saint-Amand	28 janvier 1881. Boîte supplémentaire à Saint-Amand ; 19 mars 1882. Boîte supplémentaire à Rumegies ;
Trith-St-Léger.....	25 mai 1882. Mise en activité du Télégraphe.
Vieux-Condé.....	25 octobre 1881. Boîte mobile à la gare de Vieux-Condé ; 1er decembre 1881. Mise en activité du télégraphe. Création d'un emploi de facteur rural ; 3e distribution à Vieux-Condé ; 27 avril 1882. Boîte supplémentaire à Vieux-Condé,

Les améliorations détaillées ci-dessus se résument ainsi qu'il suit par arrondissement :

DIVERS SERVICES.	Lille.	Avesnes-sur-Helpe.	Cambrai.	Douai.	Dunkerque.	Hazebrouck.	Valenciennes.	Totaux.
Bureaux de poste	2	3	2	1	1	1	2	12
Bureaux télégraphiques	4	3	1	1	»	»	3	12
Création d'emplois de facteurs	24	12	5	6	3	8	11	69
Boîtes mobiles de gare	»	»	»	4	»	»	2	6
Boîtes supplèmentaires	9	10	3	1	4	»	5	32
Deuxièmes distributions	12	17	7	8	2	3	15	64
Troisièmes distributions	1	2	»	»	»	1	3	7
Deuxièmes levées de boîte	2	10	»	2	»	»	2	16

De plus, divers services de courrier en chemin de fer ont été créés ; Le 6 août 1881, sur la ligne de Douai à Cambrai par Arleux ; le 15 juin 1882, entre Lille, Douai, Valenciennes et Nancy au moyen des trains rapides mis en marche par les Cies du Nord et de l'Est.

Le 1er février 1882, le premier départ de Lille pour Roubaix et Tourcoing a été avancé d'une heure de façon à rendre la distribution plus matinale dans ces deux villes.

Un courrier du matin a été créé au 15 juin entre Lille et Béthune.

De nouveaux fils télégraphiques destinés à rendre les correspondances plus rapides ont été mis en activité, savoir :

23 juillet 1881. De Douai à Paris ; le bureau de Cambrai s'est trouvé avoir seul l'usage du fil de Paris qu'il partageait avec le bureau de Douai.

De Douai à Cambrai.

Un appareil Hughes à transmission rapide a été installé le 27 février 1882 sur le fil de Lille-Londres.

BOITES AUX LETTRES.

Il y avait au 1er janvier 1881, dans le département du Nord, 837 boîtes aux lettres, en sus de celles des bureaux, dont 376 levées, une seule fois par jour.

Il y avait au 31 décembre, 855 boîtes dont 327 levées une seule fois par jour.

Sur ce nombre total de 855 boites, 494 seulement étaient munies du cadran-indicateur des levées. Le remplacement des anciennes portes par des portes à cadran est à la charge des communes, sauf le cas de vétusté. Il est désirable que les municipalités consentent à supporter cette dépense peu importante d'ailleurs (10 fr. 75) ; car le public aime à être renseigné sur le passage du facteur.

Sur 139 boîtes de bureau de poste, au 31 décembre 1881, 47 seulement étaient munies de l'indicateur des levées. L'achat de cet indicateur est, comme pour les boîtes rurales, à la charge de la commune.

AMÉLIORATIONS PROJETÉES.

En outre des recettes créées pendant l'année qui se termine au 30 juin, trois recettes sont mises en activité, savoir Saultain et St-Aubert au 1er juillet et Beauvois au 16 juillet. De plus des établissements de facteurs-boîtiers concédés aux communes de Bousbecque et Lécluse seront mis en activité dès que les municipalités auront livré le local qu'elles doivent fournir.

Une recette postale a été concédée à la commune de Thiant sur les crédits de l'exercice 1883.

La commune d'Inchy est en instance pour obtenir une recette municipale aux conditions de l'arrêté Ministériel du 15 juin 1879.

Des projets ont été présentés au Ministère pour la création de Recettes postales dans les communes de :

Saint-Pol.
Houplines.
Marly.
Crèvecœur.
Dompierre.
Bersée.
Morchecourt.
Maing.
Sebourg.
Abancourt.
Winnezeele.
Raimbeaucourt.
Liessies.
Prisches.
Rexpoede.
Frelinghien.
Wargnies-le-Grand.
Cattenières.
La Longueville.
Deûlémont.
Caestre.
Fretin.
Doignies.
Coutiches.

Des projets sont en préparation pour les communes de Beuvry, Gommegnies, Gondecourt, Herzeele, Landas, St-Saulve et Troisvilles.

Les services de la Poste et du Télégraphe seront fusionnés à bref délai à Bailleul et au Cateau.

Le télégraphe sera établi prochainement dans les bureaux de poste de Busigny, Curgies, Jenlain, Lourches, Loon et Neuvilly, les communes ayant pris l'engagement de fournir la subvention requise.

Des projets sont en préparation pour établir le télégraphe dans les communes de Beauvois, Hasnon, Honnechy, Marly, Ohain, Saultain, Saint-Aubert et Saint-Pol.

Le nombre des bureaux de poste demandés est considérable, comme le montre la liste ci-dessus des projets terminés ou en préparation. Les crédits dont dispose le Ministère ne permettront pas de donner satisfaction à toutes ces demandes avant plusieurs années. Aussi paraît-il utile de rappeler ici que, en vertu d'un arrêté ministériel du 15 juin 1879, toute commune peut obtenir une recette dite municipale, hors tour, en prenant à sa charge toutes les dépenses d'exploitation. Jusqu'à ce jour, deux communes, Beauvois et Inchy, ont seules manifesté l'intention de bénéficier de cet arrêté. Ces dépenses sont très onéreuses pour une commune : il conviendrait peut-être d'examiner si le budget départemental pourrait venir en aide aux municipalités qui n'ont pas les ressources nécessaires.

On remarque à ce propos que les douzes recettes créées dans l'année ont servi à améliorer le service dans 36 communes ; le profit d'un établissement de ce genre n'est donc pas seulement pour la commune où il est créé.

VŒUX ÉMIS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DANS LA DERNIÈRE SESSION.

« *Insister auprès du Gouvernement afin de faire doter plus largement cette partie de l'Adminisiralion française.* »

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre des Postes et Télégraphes.

« *Qu'il soit ouvert au bureau télégraphique, place de la République, des guichets auxiliaires qui seraient spécialement affectés au service des chargements, des mandats et des affranchissements.* »

Ce vœu a été transmis à M. le Ministre qui a prescrit des études en vue d'y donner satisfaction.

« *Qu'un bureau de poste soit établi à Bousbecque dans le plus bref délai possible.* »

Par décision du 22 mars dernier, M. le Ministre a décidé la création d'un établissement de facteur-boîtier à Bousbecque, sous certaines conditions à remplir par la commune. Le Conseil municipal a réclamé une Recette de plein exercice, à quoi l'Administration a répondu que cette commune n'était pas en rang pour l'obtenir, quant à présent. Beaucoup de projets de création de bureaux sont classés, en effet, avant celui de Bousbecque.

« *Qu'il soit créé des bureaux de poste dans les communes de Saint-Pol et de Rosendael.* »

Le projet concernant Saint-Pol a été transmis au Ministère. Quant à la commune de Rosendael, le Conseil municipal a refusé de souscrire aux conditions imposées.

Lille, le 13 juillet 1882.

Le Directeur des Postes et Télégraphes du Nord,
L. BLERZY.

Lille Imp. L. Danel.

RAPPORT SUR LA SITUATION DU SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD.

Réseau principal.

Depuis le 1er juillet 1881, le réseau principal télégraphique dans le département du Nord n'a été augmenté que de 26 kilomètres de ligne et de 91 kilomètres de fil. Il comprend actuellement :

775 kilomètres de lignes.
3.350 — de fils.

Un nouveau fil vient d'être posé entre *Paris* et *Tourcoing* et rendra plus rapides les correspondances entre ces deux villes.

Une ligne télégraphique a été installée sur le chemin de fer d'Anor à Momignies ; cette ligne supporte le nouveau fil reliant Paris-Bruxelles.

La réunion, dans un même local, du service postal et du service télégraphique a été opérée à Dunkerque et à Roubaix ; ces deux bureaux ont été largement pourvus de tout l'outillage nécessaire à leur bon fonctionnement.

Le bureau mixte de Lille-Moulins que je vous signalais l'année dernière comme devant être transféré dans un local plus vaste et d'un accès plus facile a été réinstallé en septembre dernier.

Par sa décision en date du 3 mars dernier, M. le Ministre des Postes et Télégraphes a autorisé la transformation du bureau secondaire du Cateau, en bureau mixte principal.

Les travaux d'aménagement du nouveau local sont poussés activement et les deux services pourront être fusionnés dans le courant du mois d'août.

La fusion annoncée à Maubeuge n'a pu encore être opérée par suite de retard dans l'achèvement des travaux de construction de l'immeuble loué à la ville. Les deux services sont prêts à y être transférés aussitôt que le local aura été mis à ma disposition.

Un nouveau bureau, à Avesnes, a été mis à la disposition de l'Administration. Les deux services y seront réunis ; les travaux d'aménagement sont en cours.

La fusion des deux services, déjà très avancée, sera complètement terminée avant la fin de l'année ; tous les bureaux principaux du Nord auront alors été réinstallés et mis en mesure de faire face à l'augmentation constante des correspondances postales et télégraphiques.

Réseau secondaire.

Le réseau télégraphique secondaire a été considérablement augmenté depuis mon dernier rapport ; il comprend aujourd'hui :

985 kilomètres de lignes.
1,360 — de fils.

Onze bureaux télégraphiques ont été installés et ouverts dans les recettes postales des communes ci après :

Arleux, reliée à Douai		13 k.	800
Dourlers, reliée à Avesnes.	par un fil commun	14	810
Felleries, reliée à Avesnes.			
Ligny, reliée à Cambrai		17	070
Onnaing, reliée à Valenciennes, par dérivation du fil de Crespin.		0	700
Poix, reliée à Valenciennes, par dérivation du fil d'Artres		16	840
Thumeries, reliée à Llle, par dérivation du fil de Phalempin		18	170
Trith-St-Léger, reliée à Valenciennes		6	590
Vieux-Condé, reliée à Valenciennes		14	070
Wattrelos, reliée à Roubaix		4	030
Wavrin, reliée à Lille, par dérivation du fil de Fournes-en-Weppes		0	370

Par suite du raccordement de la commune d'Arleux, tous les chefs-lieux de canton du département du Nord sont actuellement pourvus d'un bureau télégraphique.

Six embranchements municipaux, en cours d'exécution, seront achevés dans le courant de ce mois et le service télégraphique pourra être installé dans les bureaux de poste de :

Curgies, relié à Valenciennes.
Jenlain, —
Lourches —
Loon, relié à Dunkerque.
Neuvilly, relié au Cateau.
Busigny, —

D'autres communes sont en instance pour obtenir la création de bureaux télégraphiques ; ce sont :

Esquelbecq, à relier à Bergues.
Hasnon, — à Valenciennes.
Honnechy, — au Cateau.
Inchy, à relier au Cateau.
Marly — à Valenciennes.
Ohain — à Fourmies
St-Aubert— à Cambrai.
St-Pol — à Dunkerque.
Saultain — à Valenciennes.

Le décret du 11 février 1882, en réduisant d'un 6e les fonds de concours à verser par les communes pour frais de premier établissement des lignes reliant les bureaux municipaux au réseau télégraphique, augmentera certainement encore le nombre des créations de cette nature.

D'autre part, la transformation du bureau du Cateau en bureau mixte principal, en diminuant la longueur des fils à installer, permettra aux communes environnantes de se relier plus économiquement au réseau général.

Trois bureaux télégraphiques municipaux ont été fusionnés avec le service postal de leur localité ; ce sont :

Ascq, Ferrières-la-Grande et Renescure.

Celui de Bailleul le sera incessamment.

Service télégraphique de la navigation.

Une ligne télégraphique supportant deux fils a été construite le long de l'Escaut, de la frontière belge à Paris.

Cette ligne dans la traversée du département du Nord, a une longueur de 80 kilomètres et dessert les dix bureaux-écluses de :

Rodignies.
Condé.
Follien (Valenciennes).
Trith-St-Léger.
Denain.
Iwuy.
Cambrai (porte Cantimpré).
Bracheux.
Vaucelles.
et Bosquet.

Ces bureaux, reliés au réseau général à Cambrai et à Valenciennes, seront sous peu ouverts à la correspondance privée.

Cinq stations du service hydrométrique vont être prochainement reliées aux bureaux télégraphiques voisins, par des communications téléphoniques destinées à transmettre rapidement à l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, par l'intermédiaire du réseau général, les observations recueillies sur place, par les agents chargés des stations, ce sont :

Liessies (Helpe majeure), reliée au bureau de Sains.
Douchy (Escaut), reliée au bureau de Denain.
St-Aybert (Hayne), reliée au bureau de Condé.
La Motte-au-Bois (Bourre), reliée au bureau d'Hazebrouck.
Bouvines (Marque), reliée au bureau de Cysoing.

Les travaux relatifs à cette installation sont en cours et le service pourra fonctionner dans le courant du mois de septembre prochain.

Un réseau téléphonique, destiné à faciliter les manœuvres d'eau, va être également installé le long des canaux ci-après :

La Deûle, du pont de Bauvin à l'écluse d'Houplines, ligne de 45 kilomètres, desservant 9 postes,

Le canal d'Aire, du pont de Bauvin au bassin d'Aire, ligne de 44 kilomètres, desservant 4 postes.

La Lys, du bassin d'Aire à l'écluse d'Houplines, ligne de 48 kilomètres, desservant 8 postes.

Le canal de Roubaix, ligne de 18 kilomètres, desservant 2 postes.

Ces travaux seront terminés dans le courant de cette année.

Réseau d'intérêt privé.

Deux bureaux d'intérêt privé ont été reliés au réseau général pour l'usage exclusif des concessionnaires ; ce sont ceux de :

MM. Trystram et Crujot. Usine de Petite-Synthe reliée au bureau de Dunkerque.

Et de la Société des Hauts-Fourneaux de Maubeuge. Usine de Sous-le-Bois, reliée au bureau da Maubeuge.

Vingt-huit lignes reliant des établissements particuliers non rattachés au réseau général, ont été construites dans le département du Nord, depuis le 1er juillet 1881.

Ces vingt-huit embranchements ont un développement total de 85 kilomètres de fils et desservent 4 bureaux télégraphiques et 50 postes téléphoniques de divers systèmes.

Le réseau d'intérêt privé du département du Nord, entretenu par le service télégraphique, comprend actuellement.

Fils aériens.....	581 k.
Fils souterrains.....	9 k. 540 m.

D'autres lignes de cette nature sont en cours d'exécution ou en instance

Le nombre des fils télégraphiques d'intérêt privé tend à augmenter de jour en jour.

Un réseau spécial comprenant 39 k. 900 de fils a été livré en janvier dernier au service des incendies de la ville de Roubaix.

Réseau téléphonique.

La Compagnte générale des Téléphones a obtenu la concession du réseau de Lille. Ce réseau est en cours d'exécution. Déjà 94 fils ont été posés et 39 abonnés reliés au bureau central situé place de la Gare.

L'Administration a mis à l'étude l'établissement d'un réseau téléphonique à Roubaix, Tourcoing et Fourmies. Il est probable qu'on entrera très prochainement dans la période d'exécution.

Lille, le 22 juillet 1882.

L'Inspecteur-Ingénieur, chargé de la Direction de Lille,

BERTHOT.

CHAPITRE II.

SERVICE DU CONTROLE DE L'EXPLOITATION DES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

RAPPORT ANNUEL.

CHAPITRE I.

VOIES ET TRAVAUX.

(Service des Ingénieurs des Ponts et Chaussées).

§ I. Lignes exploitées par la compagnie du nord (726 k.)

1° Entretien. Le service de l'entretien est assuré dans des conditions satisfaisantes ; l'état des terrassements des voies et de leurs dépendances laisse peu à désirer ; il y a toujours quelque réserve à faire pour les clôtures qui offrent des lacunes incessamment réparées et bientôt rouvertes sur certaines sections, au voisinage de la frontière.

Quelques glissements superficiels, d'ailleurs de peu d'importance, se sont produits dans les tranchées situées entre les stations de Busigny, le Cateau et Landrecies (ligne de Creil à Saint-Quentin et Erquelinnes). Les terres en excès ont été enlevées et on a exécuté des descentes d'eau en gros laitier, pour assurer un rapide écoulement aux eaux pluviales et assécher ainsi les talus.

Les gares et les ouvrages d'art sont généralement bien entretenus. Des travaux de consolidation ont été exécutés au pont établi sur le canal de Bourbourg et au pont tournant sur l'Aa, à Gravelines. (Ligne de Calais à Dunkerque)

2° Grosses réparations et travaux neufs

On a poursuivi la substitution du ballast en cailloux, grès ou laitier, au ballast terreux ou de mauvaise qualité, notamment sur les sections ci-après :

Sur 1,457^{m} de la ligne de Paris à la frontière entre Valenciennes et Quiévrain ;

Sur 3,300^{m} environ, entre Hazebrouck et Dunkerque ;

Entre Seclin et Wattignies et enfin dans les stations de Wavrin et Violaines. (Ligne de Lille à Béthune) et d'Ascq (Ligne de Lille à Tournai.)

On a continué aussi sur les voies principales la substitution de rails en acier aux rails en fer. Cette substitution a été faite, depuis un an :

Sur 600^{m} entre Ghyvelde et la frontière.

Elle a été achevée complètement sur les lignes de Lille à Béthune et de Lille à Tournai.

Quant aux travaux neufs, ils se résument comme il suit :

Gare de Pont-de-la-Deûle. — Installation de signaux et enclenchements pour la traversée du chemin de fer de halage à vapeur. — Installation des postes d'enclenchements Saxby. — Travaux divers. — Construction d'une maison de garde au P. N. du chemin du Marais Bonjon. — Agrandissement du bâtiment des voyageurs.

Gare de Douai. — Agrandissement intérieur. — Construction d'une halle à marchandises et d'un dortoir pour les mécaniciens. — Modifications aux voies et plaques tournantes. — Substitution d'un pont métallique à un pont en charpente.

Gare de Carvin. — Raccordement de l'embranchement de la Compagnie « *La Douaisienne.* »

Gare de Phalempin. — Raccordement de l'usine de M. Dillies.

Gare de Fives. — Pose d'une voie de débord munie de 4 plaques tournantes. — Remplacement du compteur à gaz et installation du régulateur. — Construction d'un réservoir de 25^{m}. ^{3} (25 mètres cubes)

Gare de St-Sauveur. — Translation dans cette gare du service de la douane. — Agrandissement général dans le but de transférer à cette station le service international de la petite vitesse.

Gare de Tourcoing. — Remaniement et developpement du service local et du service de transit.

Gare de Roubaix. — Raccordement des magasins généraux. — Modification du P. N. du boulevard d'Halluin.

Gare de Somain. — Établissement de postes Saxby. — Raccordement de la voie d'Aubigny-au-Bac. — Construction d'un nouvel atelier des voitures et installation de nouveaux appareils d'éclairage.

Gare de Valenciennes. — Installation de contacts fixes aux abords des disques. — Agran-

dissement du magasin du materiel de voie. — Établissement d'une machine fixe et de chaudières affectées au service de l'alimentation. —Révision générale des signaux de l'arrière-gare et établissement d'un poste d'aiguilleur. — Installation du système de réchauffage à vapeur des chaufferettes. — Installation d'une guérite pour les pointeurs et agrandissement de la lampisterie. — Construction d'une usine à gaz.

Gare de Blanc-Misseron. — Établissement de chaufferetteries.

Station de Montigny. — Amélioration du service des voyageurs.

Gare de Baisieux. — Construction d'une buanderie pour l'Inspecteur de la douane.

Ateliers d'Hellemmes. — Pose de deux voies de garage et construction d'un bâtiment.

Station d'Ascq. — Installation d'un pont tournant.

Gare de La Madeleine. — Établissement d'une salle d'attente dans le portique de droite et d'un magasin de colis de petite vitesse.

Station de Pérenchies. — Élargissement de la cour aux marchandises, pose d'une voie et empierrement.

Station d'Armentières. — Pose d'une jonction de voies dans le but d'abréger la durée des manœuvres et de restreindre le nombre de celles qui se font sur le P. N. de la route nº 41.

Station de Bailleul. — Pose d'une voie de garage. — Allongement du quai à voyageurs.

Station de Cassel. — Pose d'une voie pour le service local.

Station de Bergues. — Pose de nouvelles voies nécessitées par la construction d'un pont pour le passage de déviation du canal de la Colme.

Gare de Dunkerque. — Pose d'une voie pour le garage des voitures.

Gare de Cambrai. — Amélioration du service d'alimentation d'eau. — Pose de communications électriques et de poupées de renvoi.

Gare de Caudry. — Développement des installations du service des marchandises.

Gare du Quesnoy. — Installation de deux postes d'aiguilleur du système Saxby et Farmer.

Halte de Neuville. — Cette halte a été prescrite par la décision ministérielle du 3 août 1881.

Haltes de Romeries et de Naves. — Ces deux haltes ont été créées en 1881.

Halte de St-Pierre Brouck. — Établissement d'un pont à bascule.

Station de Merville. — Installation d'un treuil roulant.

Station de Rosult. — Construction d'une halle aux marchandises.

Station de St-Amand. — Projet d'agrandissement. — Établissement d'une deuxième bordure au quai de droite, pour l'embarquement des voyageurs.

Gare d'Haubourdin. — Agrandissement. — Pose de nouvelles voies, construction d'une halle à marchandises et agrandissement du bâtiment des voyageurs.

Station de Marquillies. — Exécution de travaux d'agrandissement.

Gare de Don-Sainghin. — Exécution de travaux d'agrandissement

Station de Wavrin. — Agrandissement de la cour des marchandises pour la réception de la ligne de Lens à Armentières.

Station d'Halluin. — Installation d'une grue Nepveu à la halle aux marchandises.

Halte de Tressin. — Raccordement de la distillerie de MM. Brabant, Delebart et Cie.

Gare de Roubaix-Wattrelos. — Raccordement du peignage mécanique de MM. Motte et Cie.

Stations de Flines et de Raches. — Agrandissement du bâtiment des voyageurs.

Station de Busigny. — Allongement des garages. — Amélioration dans le bâtiment affecté à l'habitation de certains agents.

Station de Maubeuge. — Construction d'une annexe à destination de bureau en vue de l'accroissement de trafic que l'ouverture prochaine de la ligne de Fourmies doit apporter à la gare de Maubeuge. La Compagnie du Nord a étudié et soumis à l'approbation ministérielle un projet d'agrandissement général de cette gare.

Station d'Hautmont. — Raccordement des magasins de M. Heuret, marchand de grains.

Station d'Aulnoye. — Raccordement des magasins de M. Glibert.

Station d'Avesnes. — Construction d'une deuxième halle nécessitée par l'accroissement du trafic.

Station d'Anor. — Construction d'une halle pour le service de la douane.

Bifurcation de la Bleuse-Borne. — Pose de communications électriques destinées à enclencher certains leviers d'appareils de voie. — Pose de nouvelles voies et travaux accessoires.

Bifurcation de St-Saulve. — Établissement du Block-System.

Bifurcation de Potelle. — Établissement de cette bifurcation prescrite par décision ministérielle du 19 janvier 1881, sur la ligne de Valenciennes à Aulnoye.

Bifurcation d'Escaudœuvres. — Établissement de postes pour la manœuvre d'aiguilles et de signaux.

Bifurcations du Becquerel et du Lion-d'Or. — Établissement d'un poste sémaphorique entre ces deux bifurcations.

Bifurcation du Lion-d'Or. — Installation du Block-System entre cette bifurcation et la gare de La Madeleine.

Raccordement de la ligne de Cambrai à Douai avec celle de Douai à Somain.

Établissement d'une seconde voie entre la bifurcation d'Erre et la station de Fenain, et report, à cette station, du poste de la voie unique de la ligne de Somain à Tourcoing.

Installation du Block-System entre Longueau et Lille (ligne de Paris à la frontière).

Établissement de maisons de gardes en remplacement de loges à 9 passages à niveau, e substitution de barrières à bascule manœuvrées à distance, aux barrières à vantail ou à lisses fermant actuellement 4 autres passages à niveau (ligne de Lille à Comines).

Établissement de 11 marquises aux stations de la ligne de Lille à Béthune.

Construction de 20 maisons de gardes sur la section d'Orchies à Tourcoing.

La Compagnie a terminé la pose de chacune des barrières à bascule des passages à niveau des sonneries réciproques destinées à faciliter la demande d'ouverture de ces barrières.

Les sautoirs existant à 6 P. N. de la ligne de Lille à Calais ont été remplacés par des portillons de 0^m90 de largeur.

Une sonnerie avertisseuse a été installée au P. N. de la route départementale n° 2.

Les anciens indicateurs de bifurcation dont le plateau était éclairé par réflexion, sont remplacés par de nouveaux appareils dans lesquels la lumière traverse directement un écran en verres blanc et vert.

Embranchements particuliers.

Onze embranchements particuliers ont été établis depuis la session d'août 1881 du Conseil général du Nord :

Raccordement de la distillerie de MM. Brabant, Delebart et C^ie, avec la halte de Tressin. — Longueur : 250^m.

Raccordement d'un terrain appartenant à MM. Payen–Lenglet et C^ie, avec la gare de Gommeries. — Longueur : 75^m.

Raccordement de l'usine de MM. Motte et C^ie, avec la gare de Roubaix-Wattrelos. — Longueur : 500^m.

Raccordement de l'usine à gaz de Bavai avec la station de ce nom. — Longueur : 130^m.

Raccordement de la sucrerie d'Escaudœuvres avec la gare de Cambrai. —Longueur : $2,348^m$.

Raccordement de la sablière de Mme Vve Levent avec la gare de Bavai. — Longueur : 45^m

Raccordement de M. Henrot avec la gare d'Hautmont. — Longueur : 35^m.

Raccordement de MM. Glibert et C^ie avec la gare d'Aulnoye. — Longueur : 63^m.

Raccordement des magasins généraux de Roubaix avec la gare de cette ville. — Longueur : 288^m.

Raccordement de la distillerie de M. Dilliès avec la station de Phalempin.—Longueur : 110^m

Raccordement de l'usine de MM. Cambier et Brabant avec la station d'Onnaing. — Longueur : 154^m.

---

§ II. Lignes de la compagnie d'Anzin (36 k. 874).

Le service de l'entretien est convenablement assuré.

Il a été ouvert deux nouveaux embranchements reliant à la ligne principale les fosses de Wallers et d'Escaudain.

La Compagnie a soumis à l'Administration un projet de règlement et de classement de ses passages à niveau, actuellement en cours d'instruction ; elle a demandé en même temps à être dispensée de l'obligation d'établir des sonneries avertisseuses à tous les passages à niveau, demande qui est aussi en cours d'instruction.

§ III. Lignes de la compagnie de picardie et flandres (50 k 800).

Raccordement à Cambrai avec le réseau du Nord	1 k 900
livré à l'exploitation le 6 décembre 1880 ;	
Section de Cambrai à Douai.....	26 900
le 6 août 1881 ;	
Section d'Aubigny-au-Bac à Somain.....	22 000
le 15 juin 1882 ;	
	50 k 800

Entretien généralement en bon état.

§ III. Ligne exploitée par un service belge.

Ligne d'Hazebrouck à la frontière belge. — Longueur : **13 k. 700.**

État d'entretien passable.

Point de travaux neufs.

CHAPITRE II.

EXPLOITATION TECHNIQUE ET MATÉRIEL

(Service des Ingénieurs des Mines)

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS CONCERNANT L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DU NORD.

1° Exploitation technique.

Réseau.

Le développement des lignes d'intérêt général exploitées du 1er juin 1881 au 31 mai 1882 s'est accru des lignes et sections nouvelles ;

Savoir :	Cambrai à Douai (Picardie et Flandres).....	28 k.
	Compiègne à Soissons (État).....	32
	Dunkerque à Furnes (Etat).....	15
	Le Quesnoy à la frontière belge (Nord).....	16
	Maulde-Mortagne à la frontière (Lille à Valenciennes).....	2
	Armentières à la frontière (Etat).....	3
	Chauny à Anizy (Nord-Est).....	18
	D'Aubigny-au-Bac à Somain (Picardie et Flandre	22
		136 k.

La longueur totale du réseau en exploitation y compris les sections nouvelles ci-dessus s'élève à 2.482 k.

Les résultats statistiques consignés dans les articles suivants se rapportent exclusivement aux lignes et sections exploitées par la Compagnie du Nord auprès de laquelle seule on trouve des renseignements aomplets en cette matière.

Mouvement. Le mouvement des véhicules pendant l'année 1881 se traduit par les chiffres suivants :

Parcours des locomotives.....	39,395,280
Id. des wagons du Nord.....	620,198,997
Id. des wagons étrangers.....	116,925,974
Soit un parcours total de.....	776,520,251

dépassant de 8,5 % celui de l'année précédente.

Cette augmentation, qui porte surtout sur les voitures à voyageurs, correspond à une augmentation importante du nombre des trains pendant l'année et plus particulièrement pendant l'hiver.

La moyenne journalière du nombre des trains se décompose ainsi qu'il suit pour l'année 1881 :

45	trains-express ;
762	trains-directs omnibus, etc. ;
71	trains de marchandises-voyageurs ;
670	id. proprement dits ;
97	Trains de ballast ;

Soit 1,645 trains de toute nature, chiffre dépassant de 7 % celui de l'année précédente.

Le parcours total de ces trains s'est élevé à 34,725,097 k. ne dépassant que de 4,4 % le chiffre correspondant de 1880.

Marche des trains. La plus grande partie des trains du service d'été ont été maintenus pendant l'hiver.

Un service direct a été établi entre Londres et Bâle (viâ Calais, Amiens, Laon) du 1er juin au 10 octobre 1881 ; il comprenait les express 3131 et 3132.

Mesures de sécurité. Les mesures propres à assurer la sécurité ont pris une certaine extension. De nouvelles sections sont exploitées par le Block-System ; — depuis le 31 octobre dernier, les électro-sémaphore Lartigue et Tesse fonctionnent entre Ermont et Creil, et depuis le 26 janvier 1882, des appareils fonctionnent entre Creil et Amiens ; — on a commencé l'installation de ces appareils entre Creil et la Belgique, par Tergnier, entre Amiens et Calais, et entre Amiens et la Belgique, par Lille et Valenciennes.

L'application des freins continus se développe également ; le nombre des véhicules qui ont été munis de frein à vide, pendant l'année 1881, est de :

94 locomotives ;
254 voitures à voyageurs ;
169 wagons de grande vitesse ;

ce qui porte le nombre total des véhicules, ainsi aménagés, à 1,460,

Dont 263 locomotives à voyageurs ;
32 id. à marchandises ;
796 voitures à voyageurs ;
Et 369 wagons de grande vitesse.

Sur 52 trains-express, 35, c'est-à-dire 67 %, sont munis du frein à vide.

L'attention de la Compagnie a été appelée sur les inconvénients que présente la composition hétérogène des trains internationaux, au point de vue de l'emploi des freins continus, et à la suite de négociations engagées avec les Administrations des chemins de fer belges et allemands, il a été décidé que ces trains seraient composés d'un matériel spécial muni du frein Westinghouse. — En conséquence, 15 locomotives et 65 voitures, déjà munies du frein à vide système Smith, recevront en outre l'application du frein à air comprimé, système Westinghouse, et seront destinées aux trains internationaux ainsi qu'aux trains directs qui empruntent les réseaux des Compagnies de l'Est et de Paris-Lyon-Méditerranée pour aller soit à Bâle, soit à Nice ou à Brindisi.

Au 31 mai dernier, une seule machine (2877) et 10 voitures avaient reçu l'application des deux freins précités.

Toutes les voitures entrant dans la composition des trains de voyageurs ont reçu la communication électrique.

Les voitures de 1re classe sont munies de commutateurs d'appel destinés à assurer la communication entre les voyageurs et les agents.

Les voitures de 2e classe, reçues pendant la période annuelle que nous considérons, sont également munies de ce commutateur.

Enfin les compartiments isolés des voitures de 3e classe reçues pendant la même période en sont également pourvus.

La Compagnie continue à installer des postes d'enclenchements destinés à assurer la circulation aux bifurcations ainsi qu'à l'entrée et à la sortie des gares de formation ou de triage ; le nombre des postes installés était, en mai dernier, de 110, dont 60 aux bifurcations, 49 aux gares désignées ci-dessus, et 1 au point de soudure d'un embranchement particulier.

En outre, par divers ordres de service, la Compagnie du Nord a prescrit les mesures suivantes concernant soit la sécurité des trains, soit celle des agents, soit celle des voyageurs.

Interdiction d'expédier en petite vitesse, pendant l'été, les cordonnets de soie dont la combustion spontanée peut donner lieu à des incendies. — Interdiction de les expédier dans tous les cas s'ils ne sont emballés dans les conditions particulières fixées pas l'arrêté ministériel du 21 juillet 1881.

Prescriptions de serrer davantage les tendeurs des wagons des trains de marchandises, afin de diminuer les chances de ruptures d'attelages.

Mise en service (à titre d'essai) de *feux-signaux* pour la protection des trains dont la vitesse est trop ralentie.

Installation dé sonneries électriques pour contrôler le fonctionnement d'un certain nombre de disques d'arrêt établis aux gares et aux bifurcations.

Affichage de l'arrêté ministériel du 15 novembre 1879, réglant les conditions auxquelles est subordonnée la manutention des wagons par les personnes étrangères au service.

Retards. La marche des trains est devenue plus régulière ; le nombre des retards, qui était de 3,758 pendant la période annuelle 1880-81, n'a pas dépassé 2,917, et le rapport °/₀ du nombre de ces retards à celui des trains ayant circulé a été de 2,5 au lieu de 3,6 ;

Si l'on considère ces retards au point de vue des causes qui les ont produits et si on les compare à ceux de la période annuelle précédente, on trouve qu'ils se répartissent de la manière suivante :

Manœuvres	4.»	au lieu de	3.2
Affluence de voyageurs et de colis	5.»	—	4.5
Attente des trains correspondants	40.7	—	44.5
Accidents des trains	5.7	—	3.7
Accidents d'autres trains	8.2	—	5.5
Causes diverses	27.7	—	26.3
Causes atmosphériques	1.8	—	4.9
Attente des paquebots	7.2	—	7.4

Correspondances. Le nombre des correspondances manquées qui était de 781 et représentait 20 °/₀ du nombre des retards pendant la période annuelle précédente, a atteint le chiffre de 906, représentant 31 °/₀ du nombre des retards.

Eclairage électrique. Dans le courant de décembre dernier, la Compagnie du Nord a fait, sur la ligne de Paris à Soissons, l'essai d'un appareil d'éclairage électrique placé à l'avant des locomotives pour éclairer la voie sur une grande distance, mais elle n'a pas donné suite à cet essai. Dans le courant de mai dernier, un appareil d'éclairage électrique a été installé sur la locomotive 3816, pour éclairer le transbordement des voyageurs et des colis dans le port de Calais.

2° Matériel.

Matériel moteur. La consistance du matériel moteur s'est accrue, en 1881 de 160 locomotives :

Dont 10 locomotives grande vitesse ;
120 — à 4 essieux accouplés ;
35 — tenders ;
5 — de gares.

L'effectif des locomotives du réseau du Nord était au 31 décembre 1881, de 1289, en augmentation de 136 sur celui de l'année précédente. — Sur ce nombre, 5 sont restées en chômage pendant toute l'année.

Dans les 5 premiers mois de 1882, 73 locomotives sont entrées en service, savoir : 20 à 2 essieux accouplés, destinées à la manutention des wagons dans les gares, et 8 locomotives ont été supprimées de l'effectif, savoir :

1 locomotive à 2 essieux accouplés, passée au service du Nord-Belge, 2 locomotives à 3

essieux accouplés, vendues à la Compagnie Picardies et Flandres, et 5 locomotives démolies, dont 2 à roues libres, 1 à 2 essieux accouplés et 2 à 3 essieux.

Les principales modifications apportées aux locomotives pendant la période annuelle 1881-82 sont les suivantes :

Installation d'un frein à vide sur 60 machines à 2 essieux accouplés ;
Installation d'éjecteurs et de conduite double sur 39 machines à 2 et à 3 essieux accouplés ;
Application de graisseurs aux boudins des roues d'avant de 20 machines de divers types ;
Installation d'appareils de communication électrique sur 11 machines à 2 essieux accouplés.

Les ruptures ou avaries de bandages de locomotives ont été de 35, en augmentation de 4 seulement sur celle de la période annuelle précédente.

Matériel roulant.

Un nombre très important de véhieules a été livré à la Compagnie par divers constructeurs dans le cours de l'année 1881 ; il s'élève à 4181, dont 266 de grande vitesse et 3,915 wagons de marchandises :

Le mouvement du matériel roulant a été le suivant pendant l'année dernière :

AUGMENTATION.

Véhicules de grande vitesse.	Voitures de 1re classe	18	266	4,181
	Id. 2e Id.	50		
	Id. 3e Id.	95		
	Wagons à bagages	47		
	Id. écuries	46		
	Id. lait	10		
Véhicules de petite vitesse.	Wagons 12 tonnes	173	3,915	
	Id. à bois	450		
	Id. pierres	296		
	Id. plates-formes	474		
	Id. tombereaux	2091		
	Id. faîtage	242		
	Id. coke	144		
	Id. plats	40		
	Id. 2 trains	4		
	Id. secours	1		

DIMINUTION.

Wagons à sable..... 37.

En résumé, l'effectif des véhicules de toutes catégories a été augmenté de 4,144, et l'effectif total comprenait au 1er janvier 1882, 41,299 véhicules, dont 3,370 de grande vitesse et 37,729 affectés au service des marchandises.

Service de secours.

Conformément aux prescriptions inscrites sous forme de réserve dans la décision ministérielle du 4 juillet 1881, 10 nouvelles boîtes de secours ont été installées sur différents points du réseau et portent aux chiffres suivants l'effectif des appareils de secours :

Brancards	103
Caisses à amputations	64
Boîtes de secours pour les gares	150
Id. pour les trains	217

DEUXIEME PARTIE.

INDICATIONS SPÉCIALES AU DÉPARTEMENT DU NORD.

1° Exploitation technique.

Acrroissement du réseau.

Il a été ouvert du 1er juin 1881 au 30 juin 1882, quatre sections nouvelles, savoir :

De Cambrai à Douai	28 k.
Du Quesnoy à la frontière belge	16 k.
De Maulde-Mortagne à la frontière belge	2 k.
D'Aubigny-au-Bac à Somain	22 k.

Mouvement.

Le service des trains a reçu les améliorations suivantes :

Un train (1493) a été créé entre Busigny et Aulnoye, et correspond à la 1re gare avec l'express 25 qui vient de Paris et arrive à 7 h. 17 du soir.

Le train 325 marchandises-voyageurs de Busigny à Aulnoye, a été prolongé jusqu'à Hautmont où il arrive à 1 h. 06 du matin, et le train 23 bis qui partait de Maubeuge pour Bruxelles à 5 h. 35 du matin est expédié d'Hautmont à 5 h. 12.

A partir du 16 juin 1881, par suite de l'ouverture de la section de Maulde-Mortagne à Antoing, le nombre des trains de la ligne de Saint-Amand a été augmenté d'un train mixte et d'un train de marchandises.

A partir du 1er octobre, suppression de l'arrêt à Fontaine-Bouillon des trains de voyageurs

de la ligne de Saint–Amand à Blanc-Misseron et des trains de voyageurs 195 et 182 bis de Lille à Dunkerque qui avaient lieu pendant la saison des bains de mer.

A partir du 1er novembre, création d'un nouveau train omnibus n° 993 entre Douai et Carvin. Ce train part de Douai à 4 h. 24 du soir.

Depuis la même époque, le train 29 d'Arras à Dunkerque a été rendu direct jusqu'à Dunkerque où il arrive à 11 h. 43 du soir au lieu de minuit 30.

La Compagnie a aussi créé, à partir de cette même date, un train omnibus entre Hazebrouck et Dunkerque portant le n° 193, et un train mixte entre Dunkerque et Hazebrouck portant le n° 195. Ces deux trains sont en correspondance à Hazebrouck avec le train express international n° 193 de Lille à Calais.

Par suite de la création ci-dessus, le train 270 de Dunkerque à Hazebrouck ne prend plus de voyageurs entre ces deux gares.

Enfin le train 987 qui avait lieu avant le 1er novembre 1881, entre Lens et Carvin, est mis en marche depuis cette date entre Lens et Douai, il part de Lens à 3 h. 10 du soir et est en correspondance à Leforest avec le train n° 13 de Paris à Lille, à Pont-de-la-Deûle avec le train 2495 vers Orchies, et à Douai avec le train 13 vers Valenciennes.

A partir du 1er janvier 1882, le train 1209 de Furnes à Ghyvelde a été prolongé jusqu'à Dunkerque où il arrive à 4 h. 11 du soir. Le train 1210 est avancé de 30 m. au départ.

La Compagnie a en outre soumis à l'approbation de l'Administration, un projet de marche des trains mis en vigueur à partir du 15 juin et qui comporte les modifications suivantes :

Le train n° 41 de Busigny à Lille est avancé au départ de Busigny de 2' et est mis en correspondance à Lille avec l'express 1191.

Le train express n° 29 de Paris à Lille part de Paris à 6 h. 50 au lieu de 6 h. 10 et arrive à Lille à 10 h. 50 ; son temps de parcours sera abrégé de 20'

Le train 4 de Lille à Paris s'arrête à la halte de Wattignies, il stationne 9′ à Douai au lieu de 12'.

Les petits trains nos 1191, 594, 599 et 1190 entre Lille et La Madeleine sont supprimés.

Le train express n° 1191 de La Madeleine à Calais est expédié directement de Lille ; il ne s'arrête plus à La Madeleine et arrive à Calais à 2 h. 57.

Le train express 188 de Calais à Lille est expédié de Calais 5′ plus tôt ; il entre directement à Lille au lieu d'aller à Fives ; il arrive à 2 h. 04 du soir et est en correspondance avec le train 589 sur Tournai.

Le train express 193 d'Hazebrouck à Dunkerque est supprimé, il est reporté à 1 h. 55 du soir au départ d'Hazebrouck où il est en correspondance avec le train express n° 1191 de Lille à Calais.

Le train n° 29 d'Hazebrouck à Dunkerque suit la marche du train express 193 supprimé ; il s'arrête à Cassel pour descendre des voyageurs sans en prendre.

Il est creé un nouveau train mixte (3147) entre Douai et Valenciennes qui arrive à Valenciennes à 9 h. 30 du matin.

Le train 29 de Valenciennes à Somain est prolongé jusqu'à Douai, où il arrive à 11 h. 15.

Il est créé un train mixte de Lille à Béthune ; ce train part de Lille à 5 h. 15 sous le n° 721 et arrive à Béthune à 6 h. 24. Il repart de Béthune à 9 h. 25 sous le n° 720 et arrive à Lille à 10 h. 53.

Le train 589 est retardé de 3′ au départ de Lille et est mis en correspondance avec le train 188 de Calais à Lille.

Le train 599 partant actuellement de La Madeleine à 4 h. 09 du soir pour se diriger vers Tournai, est mis en correspondance avec l'express 1190 venant de Calais et arrive 5′ plus tôt à Blandin.

Le train 517 de Lille à Tourcoing est retardé de 18′ au départ.

Les trains 498 et 500 entre Tourcoing et Lille ont été avancés, le 1er de 14′, le second de 17′.

Le train 851 d'Orchies à Blanc-Misseron est retardé de 30′.

Le train 850 de Blanc-Misserou à St-Amand est retardé de 18′.

Le train 853 de Lille à Valenciennes est avancé de 5′.

Le train 158 de Menin à Tourcoing est retardé de 20′.

Les trains 1434 et 1433 qui ont lieu actuellement entre Armentières, Berguettes et Aire, les mercredis et samedis, ont lieu également les dimanches.

Ils auront lieu les mêmes jours entre Armentières et Lille.

Il est créé un train express aller et retour de Lille à Hirson par Douai, Valenciennes et Aulnoye ; ce train part de Lille à 4 h. 55 du soir sous le n° 1190, il est en correspondance à Lille avec le train express n° 1190 et à Hirson avec un autre train de la Compagnie de l'Est se dirigeant vers Nancy. Le train de retour (n° 193) part d'Hirson à 5 h. 50 et arrive à Lille à 10 h. 12, il est en correspondance à Hirson avec un train express de la Compagnie de l'Est venant de Nancy et à Lille avec le train express 193 de Bruxelles à Lille et Calais.

Quelques modifications sans importance ont encore éte apportées, elles consistent dans l'avance ou dans le retard de quelqes minutes, de trains dont on a pu ainsi améliorer la correspondance.

Mesures de sécurité.

Nous n'avons à signaler aucune mesure de sécurité s'appliquant spécialement au département du Nord.

Accidents.

Les personnes atteintes dans le département du Nord, du 1er juin 1881 au 31 mai 1882, sont au nombre de 82 (68 agents et 14 étrangers) dont 60 ont éprouvé des incapacités de travail notablement inférieure à 21 jours.

En mettant de côté ces accidents sans importance, il en reste 22 plus sérieux, se répartissant ainsi :

13 tués ou morts des suites de leurs blessures : 5 agents ; 8 étrangers.
9 blessés..... 9 agents.

2° Matériel.

Aucune observation particulière au département du Nord à consigner ici.— Voir à la 1re partie.— Généralités concernant l'ensemble du réseau.

CHAPITRE III.

Exploitation commerciale.

(Service des Inspecteurs.)

Le tableau ci-joint donne les produits des stations des chemins de fer d'intérêt général situées dans le département du Nord pour les exercices 1880 et 1881.

CHAPITRE IV.

Vœux du Conseil général sur lesquels il n'a pas été statué.

Vœu tendant à établir une halte pour voyageurs à Recquignies, entre les gares de Maubeuge et de Jeumont. — Affaire instruite et envoyée au Ministre le 9 décembre 1881.

Vœu tendant à établir une halte entre Busigny et Le Câteau, au lieu dit : l'embranchement — Affaire instruite et envoyée au Ministre le 7 décembre 1881.

Vœu tendant à obtenir l'établissement d'une halte à Ste-Marguerite (ligne de Lille à Comines) et à Erquinghem-sur-la-Lys (ligne d'Armentières à Berguette). — Affaire instruite et envoyée au Ministre le 7 février 1882.

Vœu tendant à obtenir l'arrêt du train n° 4 à la halte de Wattignies et la distribution, à la même halte, de billets d'aller et retour. — Affaire instruite et envoyée au Ministre le 26 juin 1882.

Vœu tendant à obtenir que la Compagnie du Nord établisse à Fives une halte ou station, avec un service de marchandises à grande vitesse, de manière à desservir les populations de Fives et de St-Maurice. — Affaire instruite et adressée au Ministre le 6 octobre 1881.

Vœu tendant à obtenir certaines facilités de transport pour les animaux et objets envoyés aux concours agricoles, ainsi que pour les exposants. — Affaire instruite et adressée au Ministre le 8 février 1882.

Vœu tendant à obtenir qu'une station soit établie à Sous-le-Bois, près Maubeuge. — A l'instruction.

Vœu tendant à rétablir un service de grande vitesse à la gare des Postes à Lille. — Affaire instruite et adressée au Ministre le 17 octobre 1881.

L'Inspecteur général chargé du contrôle,

MEISSONNIER.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Le service des chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État comprend, outre la liquidation des dépenses de construction des chemins de fer d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville, les études et travaux des lignes suivantes, classées par la loi du 17 juillet 1879, dans le réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général :

1° — Lens à Armentières ;
2° — Valenciennes au Cateau ;
3° — Thiant à Lourches ;
4° — Armentières à Tourcoing et à Roubaix ;
5° — Don à Templeuve ;
6° — Denain à St-Amand ;
7° — Avesnes à Solre-le-Château ;
8° — Roubaix à la frontière belge vers Audenarde ;
9° — Lille La Madeleine à Lannoy.

Les quatre premières lignes ont été rangées dans la catégorie des chemins de fer de première urgence, les cinq autres dans celle des chemins de fer de deuxième urgence.

Ligne de Lens à Armentières.

Le chemin de fer de Lens à Armentières a été déclaré d'utilité publique par une loi du 7 avril 1879, qui a autorisé M. le Ministre des Travaux publics à en entreprendre les travaux.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle du 29 juillet 1879. D'après cette décision, l'infrastructure de la ligne doit être établie partout à deux voies.

Le tracé prend son origine, à l'est de la gare de Lens, à 1,637 m. 80 de l'axe du bâtiment des voyageurs de cette gare. Il traverse la vallée de la Souchez et se dirige en ligne droite vers la partie de l'embranchement des mines de Lens, située près du canal de la Haute-Deûle. Puis il franchit ce canal, arrive à Meurchin et aboutit à la station de Bauvin-Provin sur la ligne d'Hénin-Liétard à Don.

Le tracé emprunte ensuite cette dernière ligne jusqu'à Don, ainsi que celle de Béthune à Lille depuis Don jusqu'à Wavrin.

Enfin entre Wavrin et Armentières, le chemin suit à peu près en ligne droite, un tracé qui a été imposé par l'Autorité militaire.

Le parcours total entre les axes des bâtiments des voyageurs de Lens et d'Armentières est de 35 k. 074 m. 93 c. — La longueur totale de la ligne à construire est de 32 k. 701 m. 13 c.: dont 10 k. 899 m. 33 c. sur le département du Pas-de-Calais et 21 k. 801 m. 80 c. sur celui du Nord.

Sauf une courbe de 400 m. de rayon au départ de la station de Bauvin-Provin et une de 350 mètres de rayon à l'arrivée de celle de Don, le rayon minimum des courbes est de 500 m.

Le maximum des déclivites est de sept mIllimètres par mètre.

Dans le département du Pas-de-Calais il y a, comme stations, indépendamment de la gare de Lens, la halte de voyageurs de Sallau, la station de Loison, la station de Pont-à-Vendin raccordée à une gare d'eau sur le canal de la Deûle et la station de Meurchin. Les projets d'emplacement de ces stations ont été approuvés par décision ministérielle du 27 janvier 1880.

Dans le département du Nord, on compte, en dehors des stations et gares en exploitation de Bauvin-Provin, de Don, de Wavrin et d'Armentières, les deux stations d'Erquinghem-le-Sec et d'Ennetières-en-Weppes dont les projets d'emplacement ont été approuvés par l'Administration, le 7 décembre 1879.

Acquisitions de terrains. — Les acquisitions de terrains sont toutes réglées, tant à l'amiable que par la voie des jurys spéciaux d'expropriation et presque en totalité payées.

Travaux. — 1er Lot. — Entre la bifurcation sur la ligne de Lens à Carvin, à Avion, et la limite des départements du Pas-de-Calais et du Nord. — Les travaux de ce lot ont été adjugés le 31 juillet 1880, ils s'élèvent, rabais déduit, à la somme de 1,258,282 fr. 64.

Les terrassements sont presque achevés, on va exécuter les règlements de plateforme et des talus, on continue les déblais dans la station de Meurchin.

Toutes les maçonneries des ouvrages d'art sont terminées, sauf les parties des culées qui ne pourront être faites qu'après la pose des tabliers métalliques, c'est-à-dire vers le 20 du mois courant.

LOT SPÉCIAL DES TABLIERS MÉTALLIQUES DU 1er LOT. — La fourniture et la pose des tabliers métalliques des ouvrages d'art établis, dans le Pas-de-Calais, ont été adjugés le 8 janvier 1881, ils s'élèvent, rabais déduit, à 356,175 fr. 48.

A l'exception du tablier métallique sur le canal de Lens à Courrières, qui sera terminé dans quelques jours, tous les tabliers métalliques sont entièrement montés, moins la pose des garde-corps et les peintures.

2e LOT. — Entre la limite des départements du Pas-de-Calais et du Nord et la bifurcation sur la ligne de Béthune de Lille à Wavrin.— L'exécution des travaux de ce lot, consistant en l'exécution de la 2e voie des lignes d'Hénin-Liétard à Don et de Béthune à Lille, a fait l'objet d'un marché à forfait passé avec la Compagnie du Nord et approuvé par décision ministérielle du 19 juillet 1880.

Il ne reste, dans ce lot, qu'à lancer le tablier métallique de la 2e voie sur le canal de la Haute-Deûle à Don.

3e LOT. — Entre Wavrin et le raccordement avec la ligne de Lille à Armentières. — Les travaux de ce lot ont été adjugés le 8 septembre 1880 ; ils s'élèvent, rabais déduit, à 806,837 fr. 20.

Les travaux de terrassements sont à peu près terminés. On exécute en ce moment les règlements de la plateforme et des talus.

Les ouvrages d'art sont achevés, il ne reste à faire que les peintures.

MAISONS DE GARDE. — Le projet des maisons de garde à établir dans le Pas-de-Calais a été adjugé le 3 septembre dernier, moyennant une dépense, rabais déduit, de 36,670 fr. 70. Six maisons sont à construire sur la première section ; les maisons numéros 1, 2, 3 et 6 sont presque terminées, celles numéros 4 et 5 sont prêtes à recevoir la charpente.

Le projet des maisons de garde à établir dans le Nord a été adjugé le 5 octobre 1881 ; la dépense prévue, rabais déduit, est de 69,714 fr. 83. Sur 14 maisons à construire, 6 sont en cours d'exécution.

STATIONS. — L'adjudication des travaux des stations du Pas-de-Calais a eu lieu le 26 novembre 1881 ; ils s'élèvent, rabais déduit, à 209,207 fr. 11. Les travaux des bâtiments des voyageurs, haltes et quais de la halte de Sallau, des stations de Loison et Pont-à-Vendin sont presque entièrement terminés, comme maçonneries ; une partie des charpentes est posée ; on a commencé la munuiserie à Loison et Pont-à-Vendin. Des ordres sont donnés pour commencer la station de Meurchin.

Les travaux des stations du Nord ont été adjugés le 11 janvier 1882, moyennant un rabais de 14 p. %. Des ordres sont donnés à l'entrepreneur pour que les travaux de maçonneries soient terminés d'ici à trois mois au plus tard.

BALLASTAGE ET POSE DES VOIES. — Le ballastage et la pose des voies entre Lens et Bauvin-Provin, d'une part, et entre-Bauvin-Provin et Wavrin, d'autre part, ont fait l'objet de marchés passés avec la Compagnie du Nord et approuvés par décision

ministérielle du 8 avril 1882. Ces travaux devront être commencés avant le 1er août, mais le résultat à obtenir est subordonné à la fourniture du matériel nécessaire à l'armature des voies, dont nous pressons la livraison.

Crédits accordés en 1882. — Le crédit ouvert dans le département du Pas-de-Calais s'élève à 1,100,000 fr, la dépense au 30 juin a été de 613,600 fr.

Le crédit ouvert dans le département du Nord s'élève à 800,000 fr., la dépense au 30 juin a été de 383,000 fr.

Soit pour toute la ligne de Lens à Armentières un crédit total de 1,900,000 fr. et une dépense au 30 juin de 996,600 fr.

Époque probable de l'achèvement des travaux. — Il est probable que la section de ligne comprise entre Lens et Wavrin sera entièrement terminée vers le 1er novembre 1882; mais nous ne saurions nous engager formellement à ce sujet, les travaux de superstructure étant subordonnés à la fourniture du matériel dont nous pressons vivement la livraison. Le surplus de la ligne ne pourra être livré à la circulation des trains que vers le milieu de 1883.

Ligne de Valenciennes au Cateau.

Le chemin de fer de Valenciennes au Cateau, comme celui de Lens à Armentières, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 7 avril 1879, qui a autorisé en même temps M. le Ministre des Travaux publics à en entreprendre les travaux.

Le projet définitif de tracé et de terrassements a été approuvé par décision ministérielle du 24 juillet 1879. D'après cette décision, l'infrastructure de la ligne doit partout être établie à deux voies.

Le chemin de fer de Valenciennes au Cateau prend son point de départ sur la ligne de Valenciennes à Aulnoye à 2,166 m. 20 de l'axe du bâtiment des voyageurs de la gare de Valenciennes. Il traverse en biais le canal de l'Escaut, se dirige vers Trith-St-Léger, passe derrière ce village et arrive à Prouvy, où il franchit de nouveau l'Escaut. Le tracé s'élève ensuite pour atteindre le faîte séparatif des vallées de l'Ecaillon et de la Selle, descend à Haspres, passe à Saulzoir, à Haussy et se raccorde avec la ligne de Cambrai à Dour, avant d'arriver à la station de Solesmes. Les deux lignes se séparent après le pont de la Selle, situé à la sortie de cette station; le tracé vers le Cateau suit la route départementale nº 10, passe à Neuvilly, franchit le ravin et le ruisseau de Richemont à Montay et se raccorde avec la ligne d'Erquelines à Paris, à 385 m. 05 de l'axe du bâtiment des voyageurs de la gare du Cateau.

Le parcours total de la ligne entre les axes des bâtiments des voyageurs de Valenciennes et du Cateau est de 38,883 m. 54. La longueur à construire est de 33,844 m 75.

Entre Valenciennes et Prouvy, partie commune à la ligne de Valenciennes au Cateau et à celle de Thiant à Lourches, le minimum du rayon des courbes est de 1,000 mètres et le maximum de déclivité de 5 millimètres par mètre. De Prouvy au Cateau, le rayon minimum des courbes est de 500 mètres et le maximum de déclivité de 10 millimètres par mètre.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision ministérielle du 13 décembre 1879. Ces stations sont au nombre de six, indépendamment des gares en exploitation de Valenciennes, de Solesmes et du Cateau. Ce sont les stations de Trith-St-Léger, de Prouvy-Thiant, d'Haspres, de Saulzoir, d'Haussy et de Neuvilly.

ACQUISITIONS DE TERRAINS. — Les acquisitions de terrains sont toutes réglées, tant à l'amiable que par la voie des jurys spéciaux d'expropriation et en grande partie payées.

TRAVAUX. — 1er LOT. — Entre la bifurcation sur la ligne de Valenciennes à Aulnoye, près Valenciennes, et la limite des arrondissements de Valenciennes et de Cambrai. — Les travaux de ce lot montent, rabais déduit, à 1,910,000 fr.; ils ont été adjugés le 15 septembre 1880.

Le délai d'exécution des travaux de ce lot expire le 15 septembre de l'année courante. Les travaux de terrassements se composent de deux tranchées importantes et de quatre petites tranchées. Afin de diminuer les causes de retard pouvant provenir de la mauvaise nature du terrain de la tranchée N° 3, nous avons réduit de 48,726 m. le cube des déblais prévus en relevant le niveau de la plateforme, mais on aura un emprunt de même cube à exécuter dans un terrain voisin; on invite l'entreprise à attaquer de suite cet emprunt.

Les maçonneries seront terminées en temps utile; il est nécessaire d'activer l'achèvement des terrassements.

2e LOT. — Entre la limite des arrondissements de Valenciennes et de Cambrai, et le raccordement avec la ligne de Cambrai à Dour, à Solesmes. — Les travaux de ce lot montant, rabais déduit, à 850,720 francs, ont été adjugés le 29 décembre 1880 et sont terminés.

3e LOT. — Entre la bifurcation sur la ligne de Cambrai à Dour et le raccordement avec la ligne d'Erquelines à Paris, au Cateau.— Ce lot monte, rabais déduit, à 1,421,958 fr. Il a été adjugé le 11 août 1880 et les travaux sont achevés.

LOT SPÉCIAL DES TABLIERS MÉTALLIQUES. — La fourniture et la pose des tabliers métalliques de toute la ligne ont été adjugés le 16 novembre 1881, moyennant un rabais de 7 p %, le montant de l'entreprise est de 533,706 fr.

La Compagnie de Fives-Lille, adjudicataire de ces travaux, entreprendra sous peu la pose des tabliers métalliques de la partie comprise entre Solesmes et le Cateau, cette partie du travail sera terminée pour le 1er septembre; le surplus sera attaqué aussitôt après

MAISONS DE GARDE.—Le projet des maisons de garde a été adjugé le 18 janvier 1882; il monte, rabais déduit, à 125,447 fr.

Douze maisons sur dix-huit sont en construction, les entrepreneurs termineront leurs travaux en temps utile.

STATIONS. — Le projet des stations de Saulzoir, Haussy et Neuvilly, adjugé le 12 avril dernier, monte, rabais déduit, à 224,741 fr. 80.

Les trois stations sont en cours d'exécution et tout fait espérer qu'elles seront terminées cette année.

Le projet des stations de Trith-St-Léger, Prouvy-Thiant et d'Haspres, adjugé le 3 juin 1882, monte rabais déduit, à 320,000 fr.

La station d'Haspres commencée pourra être terminée cette année, les deux autres seront faites comme gros œuvre.

BALLASTAGE ET POSE DE VOIES. — Le projet de ballastage et pose de voies, de la partie de Solesmes au Cateau, montant à 190,000 francs, a été adjugé, sans rabais, le 12 de ce mois.

Ces travaux ne pourront être entrepris que lorsque la Compagnie de Fives-Lille aura posé les tabliers métalliques de Solesmes au Cateau, et lorsque le matériel nécessaire à l'armature sera approvisionné. ce qui retardera la pose de voies, qui ne peut être faite qu'en bonne saison.

Il ne reste à produire que les projets de ballastage et pose de voies, de fourniture des bois spéciaux et de clôtures pour la section de Valenciennes à Solesmes. Ces projets seront soumis à l'approbation ministérielle en temps utile.

CRÉDIT ACCORDÉ EN 1882. — Le crédit ouvert pour l'exercice 1882 est de 1,000,000 fr. sur lequel la dépense, au 30 juin, a été de 810,000 fr. Ce crédit est insuffisant ; nous allons en demander l'augmentation.

ÉPOQUE PROBABLE DE L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX. — A cause de l'obligation dans laquelle on se trouve d'attendre la livraison du matériel fixe, on ne pourra livrer à l'exploitation la partie de la ligne comprise entre Solesmes et le Cateau, que vers le milieu de l'année 1883 ; la partie de la ligne comprise entre Valenciennes et Solesmes ne pourra être ouverte à la circulation des trains que vers la fin de la même année.

Ligne de Thiant à Lourches.

Le chemin de fer de Thiant à Lourches a été déclaré d'utilité publique par une loi du 3 août 1881.

Le projet définitif de tracé et de terrassements à été approuvé par décisions ministérielles des 19 octobre 1881 et 24 juin 1882.

Le chemin de fer de Thiant à Lourches prend son point de départ à 340 m. de l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Prouvy-Thiant, sur la ligne de Valenciennes au Cateau et à 7 k. 417 m. 60 de la station de Valenciennes. Il suit cette dernière ligne jusqu'au pont de l'Escaut et s'en détache sur la rive droite de la rivière, passe au sud du village d'Haulchin, en laissant Thiant sur sa gauche, cotoie le monticule sur lequel est placé la pyramide de Denain, franchit l'Escaut entre Wavrechain et Rouvignies, puis après avoir contourné la ville de Denain du côté Nord et deux fois franchi le chemin de fer des

mines d'Anzin, il se dirige vers Rœulx pour se raccorder à la station de Lourches au chemin de fer de Somain à Busigny.

Depuis la bifurcation établie sur la ligne de Valenciennes au Cateau près de Thiant jusqu'à l'axe du bâtiment des voyageurs de la station de Lourches, la longueur du tracé mesure 11 k. 478 m. 67.

La longueur de voie à construire est de 10 k. 740 m. 67.

Le rayon minimum des courbes est de 1,000 mètres et le maximum de déclivité de 0 m. 005 par mètre.

Les projets d'emplacement des stations ont été approuvés par décision mlnistérielle du 23 février 1882. Ces stations sont au nombre de deux, indépendamment des gares extrêmes Prouvy-Thiant et Lourches. Ce sont les stations d'Haulchin-Thiant et de Denain.

Les enquêtes parcellaires ont eu lieu et les plans et états des terrains à acquérir ont été approuvés par décision ministérielle du 8 de ce mois.

Nous allons présenter à M. le Préfet les projets d'arrêtés de cessibilité des terrains nécessaires à l'établissement de la ligne et les projets d'arrêtés fixant les ouvrages à exécuter pour assurer le maintien des communications et l'écoulement des eaux.

Nous demandons ensuite la prise du jugement d'expropriation.

On prépare le projet d'exécution des travaux pour le soumettre à l'approbation de l'Administration supérieure.

Les dépenses de construction de la ligne de Thiant à Lourches sont évaluées :

Pour l'infrastructure, à	2,500,000fr.
Pour la superstructure, à.....	1,500,000
Soit en totalité à.....	4,000,000fr.

Le crédit accordé pour 1882 est de 150,000 fr. et le chiffre des dépenses, au 30 juin, était de 11,300 fr.

Les lignes indiquées ci-après n'ont pas encore été déclarées d'utilité publique.

Ligne d'Armentières à Tourcoing et à Roubaix.

Le chemin de fer d'Armentières à Tourcoing et à Roubaix a été classé de première urgence.

L'enquête d'utilité publique est terminée et l'avant-projet, complètement instruit, est entre les mains de l'Administration.

Les études sur le terrain sont terminées, il ne reste plus à faire dans les bureaux que quelques études de détail pour la rédaction des projets.

Les dépenses de construction de la ligne sont évaluées :

Pour l'infrastructure, à.....	4,000,000fr.
Pour la superstructure, à.....	2,000,000
Soit en totalité à.....	6,000,000fr.

Le crédit accordé pour les études, en 1882, est de 10,000 fr, sur lequel il a été dépensé, au 30 juin, une somme de 7,000 fr.

Ligne de Don à Templeuve.

L'avant-projet de cette ligne, classée de deuxième urgence, a été étudié en 1879 et a été transmis à l'Administration.

Il ne sera pas fait d'autres études jusqu'à nouvel ordre.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à deux voies, à	2,000,000fr.
Pour la superstructure, à.....	1,300,000
Soit en totalité à.....	3,300,000fr.

Aucun crédil n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne de Denain à St-Amand.

Ligne classée de deuxième urgence.
L'avant-projet a été expédié le 15 octobre 1879 à l'Administration supérieure.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à deux voies, à.....	1,600,000fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	1,400,000
Soit en totalité à.....	3,000,000fr.

Aucun crédit n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne d'Avesnes à Solre-le-Château.

Ligne classé de deuxième urgence.

Des études ont été faites en 1881 pour la modification du tracé, rendue nécessaire par la nouvelle direction de la ligne de Maubeuge à Fourmies, deux tracés ont été soumis à l'Administration supérieure. M. le Ministre, par sa décision du 22 avril 1882 a autorisé l'ouverture des conférences mixtes sur celui de ces tracés passant par Felleries et se raccordant à la station de Sars-Poteries, avec la ligne de Maubeuge à Fourmies. Les conférences sont ouvertes.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à une voie, à.....	1,560,000fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	1,000,000
Soit en totalité à.....	2,560,000fr.

Aucun crédit n'a été ouvert, en 1882, pour cette ligne.

Ligne de Roubaix à la frontière belge vers Audenarde.

Ligne classée de deuxième urgence.

L'avant-projet a été adressé à l'Administration, ainsi que le procès-verbal de la conférence internationale qui a été tenue le 20 mai 1881, entre les réprésentants des deux pays limitrophes à l'effet de déterminer le point et les conditions du passage à la frontière.

Les conférences mixtes avec le service du Génie militaire ont également eu lieu, elles ont reçu l'adhésiod de MM. les Ministres de la Guerre et des Travaux publics.

La dépense est évaluée :

Pour l'infrastructure à deux voies, à.....	400,000fr.
Pour la superstructure à une voie, à.....	264,000
Soit en totalité à.....	664,000fr.

Le crédit accordé, pour 1882, est de 3,000 fr. et le chiffre des dépenses, au 30 juin, était de 900 francs.

Ligne de Lille La Madeleine à Lannoy.

Ligne classée de deuxième urgence.

Par sa lettre en date du 13 avril dernier, M. le Ministre des Travaux publics a demandé qu'il soit procédé à la préparation de l'avant-projet régulier de la ligne de Lille La Madeleine à Lannoy.

Les études sur le terrain sont à peu près terminées et on commence à préparer le dossier complet de l'avant-projet.

Le tracé se détacherait de la ligne de Lille à Mouscron à 150 m. environ, vers Roubaix, du raccordement de cette ligne avec celle du littoral ; il se dirigerait ensuite directement vers l'Empempont et de là sur la station de Lannoy, en passant entre ce village et la position de la Lionderie, pour se raccorder avec le chemin de fer de Somain à Tourcoing.

Ce tracé a été soumis aux conférences mixtes. Le service du Génie militaire estime que le tronçon Lille-Lannoy ne saurait être autorisé qu'autant que l'on construira un fort à la Lionderie : le fort est du reste admis en principe par les Conseils militaires ; mais il est probable que l'adhésion du Ministre de la Guerre sera différée jusqu'à ce que les moyens d'exécution des défenses complémentaires de Lille aient été votés par les Chambres.

Le crédit ouvert, pour 1882, est de 6,000 fr, sur lequel une somme de 2,500 fr. était dépensée au 30 juin dernier.

Subventions.

Nous résumons ci-dessous la situation en ce qui concerne les subventions demandées au département du Nord, par application de la circulaire ministérielle du 17 mai 1879.

Par dépêche du 14 août 1880, M. le Ministre des Travaux publics a fait connaître à M. le Préfet qu'après avoir pris l'avis de la Commission chargée de déterminer pour chaque ligne du réseau complémentaire, l'importance du concours à réclamer des départements intéressés, il fixait à 35,000 fr. par kilomètre, la subvention à fournir par le département du Nord.

Par dclibération du 27 du même mois, le Conseil général n'a offert à l'État qu'une subvention de 10,000 fr. par kilomètre.

M. le Ministre, par sa dépêche du 25 janvier 1881, a répondu : « Je consens encore à » abaisser cette subvention à 30,000 fr. par kilomètre ; mais c'est la limite extrême des » concessions auxquelles mon administration pourrait consentir. »

Dans sa session d'avril 1882, le Conseil général a adopté les conclusions suivantes :

« 1° — Prier M. le Préfet de poursuivre les négociations entamées avec l'État, en ce » qui concerne la subvention kilométrique exigée pour la construction de notre réseau » d'intérêt général ;

» 2° — Prier MM. les Sénateurs et Députés faisant partie de l'Assemblée de vouloir bien » appuyer M. le Préfet dans ses démarches et insister auprès du Ministre compétent pour » qu'il abaisse considérablement son chiffre de 30,000 fr. si peu en rapport avec les res- » sources budgétaires du département. »

A titre de renseignements nous faisons suivre ce résumé du tableau ci-dessous qui donne la longueur à construire de chacune des lignes d'intérêt général classées par la loi du 17 juillet 1879, et non encore déclarées d'utilité publique :

DÉSIGNATION DES LIGNES.	LONGUEURS A CONSTRUIRE.
	k.
Armentières à Tourcoing et Roubaix.....	19 026
Don à Templeuve.....	20 474
Denain à St-Amand.....	13 946
Avesnes à Solre-le-Château	11 500
Roubaix à la frontière belge vers Audenarde.....	2 241
Lille La Madeleine à Lannoy	7 208
Total.....	74 395

Lille, le 18 juillet 1882.

L'Ingénieur en Chef,

DONIOL.

CHEMINS DE FER.

LIGNES NOUVELLES DU NORD.

RAPPORT

de l'Ingénieur en Chef du Contrôle des Travaux sur la situation des lignes comprises dans ce service.

Session d'Août 1882.

RÉSEAU DU NORD.

Ligne de Cambrai à la frontière belge vers Dour.

Concédée par une loi du 15 juillet 1872; époque d'achèvement d'après le cahier des charges : 15 juillet 1875.

Longueur : 50,593^{m} 48.

1° *Section d Cambrai au Quesnoy.*

Cette section est en exploitation depuis le 10 août 1876 et les récolements des ouvrages accessoires sont terminés.

Longueur : 32.335^{m} 72.

2° *Section du Quesnoy à la frontière.*

La reconnaissance des travaux a eu lieu le 23 septembre 1881 et l'exploitation autorisée par décision ministérielle du 15 octobre 1881, a été ouverte à partir du 1er novembre suivant, au service des marchandises entre Bavay et le quai de chargement de Bettrechies. La C^{ie} du Nord est prête à organiser le service des voyageurs jusqu'à la station Belge de Roisin-Autreppe. Mais le gouvernement Belge ne parait pas encore disposé à livrer à l'exploitation la section de Roisin à la frontière Française.

La décision précitée comportait les réserves suivantes :

1° Epreuves du tablier métallique du passage inférieur de Bettrechies ;

2° Achèvement de la passerelle de Saint-Waast ;

3° Présentation d'un projet régulier pour le passage inférieur du château de Ramez.

Les travaux approuvés par décisions ministérielles en dates des 27 janvier et 8 avril 1882, sont terminés. La dernière décision prescrit l'établissement de garde corps au passage inférieur de Ramez.

Les récolements des travaux accessoires, ordonnés par arrêté préfectoral du 6 avril 1881, sont presque terminés.

Longueur : 18,257^{m} 76.

Ligne de Douai à Orchies et à la frontière belge vers Tournai

Concédée par une loi du 3 août 1875 ; époque d'achèvement, d'après le cahier des charges, 3 août 1878.

Longueur : 20,936^{m} 65.

1° Section de Douai à Orchies.

Longueur : 15,942^{m} 95. Tous les travaux sont achevés et la mise en exploitation a eu lieu le 11 décembre 1880, en vertu d'une autorisation ministérielle du 28 octobre précédent.

Les récolements sont terminés et les procès-verbaux ont été homologués par arrêté préfectoral du 15 décembre 1881.

2° Section d'Orchies à la frontière.

Longueur : 4,993^{m} 70. Tous les projets sont approuvés.

Les travaux viennent d'être entrepris, notamment à la gare de Bachy ; ils paraissent pouvoir être terminés pour la fin de l'année courante.

RÉSEAU DU NORD-EST.

Ligne de Gravelines à Watten.

Concédée par décret du 22 mai 1869 ; époque d'achèvement, d'après le cahier des charges, 22 mai 1875.

Longueur : 20,370^{m} 00.

La ligne principale dont la longueur est de 19,432^{m} 00, a été livrée à l'exploitation le 9 mars 1873.

Les récolements des ouvrages accessoires ont été faits et homologués par décision administrative du 6 juin 1877.

Il reste à construire la voie de raccordement avec les quais du port de Gravelines.

Un projet définitif pour ce raccordement a été présenté par la Compagnie du Nord, il a été, conformément à une décision ministérielle du 21 juillet 1880, soumis à une enquête d'utilité publique. Le dossier de cette affaire a été transmis à l'Administration supérieure le 2 octobre 1880, avec l'avis du service du Contrôle. Aucune décision n'est encore intervenue.

Ligne de Somain à Roubaix et à Tourcoing.

Le service du Contrôle des travaux a été supprimé par décision ministérielle en date du 5 janvier 1882, à partir du 16 du même mois.

Ligne de Maubeuge à Fourmies.

Cette ligne a été concédée à la Compagnie du Nord-Est, sous le nom de ligne de Jeumont à Anor ou à Fourmies, par une loi du 15 septembre 1871. L'époque d'achèvement était fixée par le cahier des charges au 15 septembre 1877.

Une loi du 26 décembre 1878 a substitué à cette ligne, une ligne nouvelle partant de Maubeuge, empruntant une partie de la voie industrielle des usines métallurgiques de Ferrière-la-Grande et aboutissant à Fourmies après avoir passé par ou près Cousolre, Solre-le-Château et Trélon-Glageon.

Plus tard, une nouvelle loi en date du 22 juillet 1881, a modifié le tracé. Une ligne principale est adoptée entre Maubeuge et Fourmies, en passant par ou près Ferrière-la-Grande, Sars-Poteries et Solre-le-Château, où elle rejoindra l'ancien tracé. La ville de Cousolre sera desservie par un embranchement en cul-de-sac.

Ligne principale.

La cession d'une partie du chemin de fer des usines de Ferrière à la Compagnie du Nord-Est a été approuvée par décret du 21 octobre 1880.

Le projet de réfection de cette ligne, comprenant aussi celui de tracé et de terrassements du nouveau racccordement vers Maubeuge avec la ligne de Saint-Quentin à Erquelinnes (Réseau du Nord) a été approuvé par décision du 1er mars 1882.

Le projet de tracé et de terrassements de la section comprise entre Ferrière-la-Grande et Solre-le-Château a été approuvé par décision ministérielle en date du 31 mai 1882.

L'enquête des stations entre Maubeuge et Solre-le-Château a été faite. Il a été demandé des arrêts supplémentaires à Rousies et à Ferrière-la-Petite. Nous attendons pour expédier le dossier, le résultat des démarches entreprises par M. le Maire de Rousies pour obtenir une subvention à la dépense d'installation d'une gare ou d-une halte à Rousies.

La section de Solre-le-Château à Trélon, non modifiée par la loi du 26 décembre 1878, a été approuvée par décision du 15 janvier 1876. Les ouvrages d'art ont été l'objet d'une approbation du 6 décembre 1880.

Le projet du viaduc sur l'Helpe a été approuvé par décision du 14 janvier 1882.

Les projets de détail des stations de Solre-le-Château, Liessies et Trélon, ont été approuvés par deux décisions des 15 janvier et 12 mai 1882.

Le dossier des enquêtes parcellaires pour la commune de Solre a été expédié le 24 mars 1882.

Le tracé entre Trélon et Fourmies a été approuvé définitivement par décision du 21 mars 1882.

Les plans parcellaires de cette section (communes de Glageon et de Fourmies) ont été approuvés par décision en date du 23 février 1882, et une décision du 19 mai 1882, a statué sur les projets des ouvrages d'art à construire entre Solre et Fourmies, au territoire des communes de Glageon et de Fourmies.

Situation des travaux.

Entre Solre et Trélon tous les terrains sont achetés à l'amiable, ou tout au moins les propriétaires ont autorisé l'occupation provisoire. Entre Trélon et Fourmies, il y a des promesses de vente. En ce qui concerne les terrassements, 25 tranchées sont ouvertes, 11 sont terminées ; 4 nouveaux chantiers ont été ouverts pendant le mois de mai. Une locomotive a été amenée pour l'exécution des terrassements. Les ouvrages d'art sont en cours et un certain nombre est terminé.

Embranchement de Cousolre.

La partie du tracé général comprise entre Ferrière et Cousolre avait été déclarée d'utilité publique par la loi du 26 décembre 1878 ; c'est cette section qui est deveue l'embranchement spécial de Cousolre décreté par la loi du 22 juillet 1881.

Le projet de tracé et de terrassements a été présenté par la compagnie concessionnaire et retourné à M. le Préfet du Nord, le 21 mars 1882, après avoir été soumis à de nouvelles conférences avec le génie militaire. Une décision ministérielle du 2 août 1882 vient de repousser ce projet.

L'Administration a invité la Compagnie à presser les travaux sur les parties dont le projet est approuvé. Ils sont conduits en ce moment avec activité.

Ligne de Calais à Dunkerque.

Concédée par une loi du 15 septembre 1871 ; époque d'achèvement d'après le cahier des charges, 15 septembre 1877.

Longueur : 37,400 m 50.

L'exploitation a été autorisée par une décision du 19 août 1876, prescrivant l'accomplissement de différents travaux qui ne sont pas encore tous terminés.

Les terrains sont acquis partout, sauf sur quelques points où la largeur n'est pas tout-à-fait suffisante pour l'établissement de la seconde voie.

Les terrassements sont terminés.

En ce qui concerne les ouvrages d'art, il reste à faire : 1° le rejointoiement intérieur de la plupart des aqueducs; 2° la modification des planchers en bois des tabliers métalliques; 3° le remplacement des bois défectueux de quelques barrières de passage à niveau et sur quelques points, l'appropriation des pavages ; 4° quelques menus travaux dans les gares.

Le réservoir d'alimentation de la station de Gravelines n'est par encore construit, bien que la Compagnie du Nord-Est en ait versé le montant à la Compagnie du Nord qui s'est chargée de ce travail.

Les travaux de consolidation du pont tournant sur l'Aa à Gravelines, sont terminés, mais les mouvements ne paraissent pas complètement arrêtés.

Sur la demande de la Compagnie, il a été procédé au récolement des clôtures en treillage. Le procès-verbal de cette opération a été homologué par décision minitérielle en date du 11 avril 1882.

Conformément à l'une des réserves de la décision du 19 août 1876, la Compagnie devait ouvrir des contrefossés latéraux entre les points kilométriques 5 k. 564 et 6 k. 764. Un rapport sur la réception de ces contrefossés a été adressé à l'administration supérieure qui a statué par décision en date du 6 juillet 1882.

Les récolements des travaux accessoires ont été faits et homologués par décision ministérielle en date du 19 février 1880 pour le département du Pas-de-Calais et par arrêté préfectoral du 30 mars 1880 en ce qui concerne le département du Nord.

RÉSEAU DE PICARDIE ET FLANDRES.

Ligne de Cambrai à Douai.

Cette ligne a été ouverte à l'exploitation par décision du 29 juillet 1881, le contrôle des travaux a été supprimé à partir du 16 avril 1882 par décision ministérielle en date du 5 du même mois.

Ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain et à Abscon.

Concédée par une loi du 6 juillet 1875, époque d'achèvement d'après le cahier des charges, 6 juillet 1879.

Longueur : 16,795 m 00 savoir :

d'Aubigny-au-Bac à Somain	13,470 m 00
d'Aniche à Abscon	3.325 m 00
Total égal	16,795 m 00

Section d'Aubigny-au-Bac à Somain.

Les travaux sont entièrement terminés. La reconnaissance des travaux a été faite le 1er juin 1882 et une décision ministérielle du 9 juin a autorisé la mise en exploitation à partir du 15 du même mois.

Un arrêté préfectoral du 24 mai 1882 a ordonné de procéder au récolement des ouvrages accessoires.

Section d'Aniche à Abscon.

Les projets sont approuvés ; mais les travaux ne sont pas commencés, la compagnie ayant demandé l'autorisation de ne pas construire cette section.

L'administration l'a invitée, avant toute décision à justifier qu'elle s'est entendue avec les autres Compagnies intéressées pour accorder au public des tarifs de voyageurs et de marchandises calculés d'après le trajet direct entre Aniche et Abscon.

Elle a produit les justifications demandées et nous avons adressé, le 24 juillet 1882 le dossier de l'affaire a l'administration supérieure en proposant de donner une suite favorable à la demande de la compagnie.

Une décision ministérielle du 28 juillet 1882 a ordonné qu'il serait procédé à l'enquête prescrite par l'ordonnance du 18 février 1834.

RÉSEAU DE LA COMPAGNIE DE LILLE A VALENCIENNES.

Ligne de Lille à Valenciennes.

Concédée par un décret du 11 juillet 1864, époque d'achèvement d'après le cahier des charges, 1er juillet 1870.

Longueur : 47,323 m 00.

Cette ligne est en exploitation depuis le 21 juillet 1870. Mais, il reste à faire un certain nombre de trrvaux prescrits par les diverses décisions ministérielles intervenues.

Un arrêté préfectoral du 23 octobre 1878 et une décision ministérielle du 28 mai 1880, ont déterminé à ce sujet les obligations définitives de la Compagnie. Une autre décision du 1er mai 1882 a approuvé les projets relatifs à l'amélioration des passages à niveau en remblai et de leurs abords.

Après la faillite de la Compagnie, le syndic a traité avec le Comptoir d'Escompte de Paris pour les parachèvements à faire, et celui-ci a pris des arrangements avec la Compagnie du Nord pour l'exécution des travaux.

1° *Section de Lille à la limite des arrondissements de Douai et de Valenciennes.*

Les travaux de parachèvement à l'intérieur des clôtures sont terminés par les soins de la Compagnie du Nord.

Les travaux extérieurs vont être commencés, conformément aux prescriptions de la décision du 28 mai 1880.

2° Section située dans l'arrondissement de Valenciennes.

La Compagnie du Nord continue les travaux spécifiés dans la décision précitée (Travaux aux tabliers métalliques des ponts et autres ouvrages).

Une conférence a été tenue au premier degré avec le génie militaire sur l'abaissement du palier de la station de Saint-Amand, prescrit par la décision ministérielle du 27 juin 1871 et à laquelle on ne s'est pas conformé.

Le dossier de cette conférence a été communiqué au Comptoir d'Escompte et à la Compagnie du Nord pour avoir leurs observations, qui n'ont pas encore été présentées.

Ligne de Saint-Amand à la frontière belge vers Tournai.

Le contrôle des travaux a été supprimé par décision ministérielle en date du 21 octobre 1881, à partir du 16 du même mois.

Paris, le 4 Août 1882.

L'Ingénieur en chef du Contrôle des Travaux
ERNEST CIRODDE.

Lille Imp. L. Danel.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF,

Situation du Service au 1er Juillet 1882.

I. — Chemins de fer d'intérêt local en exploitation.

Les chemins de fer d'intérêt local du Nord sont au nombre de quatre et développent ensemble, dans le département, un parcours de 66,499m 61.

Le service du contrôle de ces quatre lignes est confié, sous la direction de l'Ingénieur en chef du département, à trois Ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées et un Ingénieur des mines, et à trois commissaires de surveillance administrative, résidant l'un à Roye (Somme), l'autre à Valenciennes et le troisième à Lille.

I. — Ligne d'Epehy à Cambrai avec embranchement sur Masnières.

La ligne principale a été concédée le 11 novembre 1871 à la Compagnie de Picardie

et Flandres, déclarée d'utilité publique le 2 mai 1873, ouverte à l'exploitation le 16 novembre 1876, sa longueur dans le département du Nord est de 20,976^{m} 26.

L'embranchement de Masnières, d'une longueur de 2,354^{m} 60 a été concédé à la même Compagnie, le 28 août 1873, déclaré d'utilité publique, le 10 septembre 1876, et livré à l'exploitation du 1er mai 1880. La ligne d'Épehy à Cambrai forme la dernière section du chemin de fer d'intérêt local qui s'embranche à St-Just sur la ligne du Nord, de Paris à Amiens et traverse les départements de l'Oise et de la Somme, en passant par Montdidier et Péronne, avant d'entrer dans le Nord près d'Épehy pour venir se relier à Cambrai à la ligne d'intérêt général de Cambrai à Douai dont la Compagnie de Picardie et Flandres est également concessionnaire.

La voie est à l'état normal d'entretien; les chemins d'accès aux stations et les traversées des passages à niveau sont généralement bien entretenus.

II. — Ligne de Bapaume à Marcoing.

Concédée le 26 août 1873 à la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local d'Achiet à Bapaume; déclarée d'utilité publique le 29 janvier 1874; ouverte à l'exploitation le 10 mars 1878; longueur dans le département du Nord : 5,477^{m} 05.

Cette voie ferrée pénètre dans le département du Nord près de Flesquières; elle constitue le prolongement jusqu'à la ligne d'Épehy à Cambrai, d'un chemin de fer d'intérêt local du département de la Somme, qui se détache de la ligne du Nord de Paris à Calais à la station d'Achiet, et passe par Bapaume et Bertincourt.

La voie est bien entretenue.

Il n'éxiete aucune station sur cette voie ferrée dans le département du Nord. Une seule halte pour le service des voyageurs a été établie aux abords de Flesquières et de Ribécourt. Elle ne donne lieu à aucune observation.

III. — Ligne de Don à Hénin-Liétard.

Concédée à la Compagnie de Lille à Valenciennes par convention du 25 septembre 1873, et déclarée d'utilité publique par décret du 13 janvier 1874, cette ligne est exploitée par la Compagnie du Nord, en vertu du traité passé avec les concessionnaires le 31 décembre 1875. Elle a été ouverte à l'exploitation le 3 novembre 1879. La longueur dans le département du Nord est de 6,341^{m} 20.

La ligne et ses ouvrages peuvent être considérés comme étant en bon état d'entretien.

On a exécuté entre Don et Bauvin les travaux nécessaires pour recevoir la ligne en construction de Lens à Armentières, et notamment l'adoucissement des déclivités aux abords du viaduc d'Annœullin sur le canal de la Deûle. Le doublement de ce viaduc est en cours d'exécution.

IV. — Ligne de Valenciennes à Douzies-Maubeuge.

Concédée le 14 novembre 1871 à M. de Carpentier, banquier à Valenciennes, et déclarée d'utilité publique le 11 septembre 1873, cette ligne n'a été terminée que vers la fin de l'année 1879. Elle est exploitée par la Compagnie du Nord ; la longuenr est de 31.260^{m}., abstraction faite des parties communes avec les chemins de fer en exploitation, de Valenciennes à Aulnoye, de Ca mbrai à Dour et d'Hautmont à Mons. La voie est bien entretenue.

On a doublé la longueur de la halte aux marchandises de la station de Marly. Un projet de transformation de la halte de Saultain a été soumis à l'approbation préfectorale.

V. — Exploitation commerciale.

Un rapport ci-joint de M. l'Ingénieur des mines, Olry indique en détail la situation des chemins de fer d'intérêt local du département du Nord au point de vue du matériel, de l'exploitation technique et de l'exploitation commerciale.

Les accidents ont été peu nombreux et sans gravité.

Le tableau ci-après indique les recettes des stations pendant l'année 1881 ; la halte de Rumilly, n'a été ouverte que le 15 octobre 1881.

COMPAGNIES des EXPLOITANTS.	STATIONS.	NOMBRE DE VOYAGEURS en 1881.	NOMBRE DE VOYAGEURS en 1880.	PRODUITS des VOYAGEURS	PRODUITS de la GRANDE VITESSE.
				FR.	FR.
PICARDIE ET FLANDRES.....	Cambrai.....	50.748	34.803	69.737 60	5.007 75
	Rumilly (halte) (*).....	287	»	154 75	»
	Marcoing.....	17.716	17.556	14.603 65	800 05
	Gouzeaucourt.....	16.511	17.127	20.393 10	1.237 95
	Masnières (**).....	3.271	2.506	2.825 75	946 10
	Totaux.....	88.533	71.992	107.714 85	7.991 85
BAPAUME A MARCOING.....	Marcoing.....	4.427	4.865	4.299 »	272 70
	Flesquières.....	4.170	4.273	1.766 55	»
	Totaux.....	8.597	9.138	6.065 55	272 70
NORD (***).....	Valenciennes.....	28.494	23.689	38.389 30	4.634 15
	Marly.....	17.337	14.205	10.266 62	1.519 39
	Saultain.....	0.228	6.603	4.613 67	3.843 70
	Curgies.....	16.948	13.695	11.280 35	2.183 85
	Wargnies-le-Grand.....	12.891	9.460	10.635 28	2.214 53
	Saint-Waast-la-Vallée.....	7.814	9.472	6.498 88	63 70
	Bavai.....	27.453	8.300	38.179 20	8.768 40
	La Longueville.....	9.675	2.712	7.002 86	475 34
	Douzies.....	7.911	2.284	7.106 38	282 06
	Maubeuge.....	25.884	5.224	31.385 35	1.519 75
	Don-Sainghin.....	4.111	4.508	2.345 20	33 05
	Bauvin-Provin.....	16.336	11.735	11.260 41	1.963 31
	Totaux.....	183.082	111.887	180.013 50	27.501 23
	Totaux généraux.....	280.212	193.017	293.793 90	35.767 78

(*) La halte de Rumilly n'a été ouverte que le 15 octobre 1881.

(**) 8 mois d'exploitation en 1880

(***) La ligne de Valenciennes à Maubeuge n'a pas été exploitée durant toute l'année 1880. — Le tronçon de Valenciennes à St-Waast-la-Vallée inclusivement a été exploité durant 11 mois et l'autre tronçon durant 4 mois.

EN 1881.		PRODUITS EN 1880.				DIFFÉRENCE DE 1881 SUR 1880.	
de la PETITE VITESSE.	de L'ENSEMBLE.	des VOYAGEURS.	de la GRANDE VITESSE.	de la PETITE VITESSE.	de L'ENSEMBLE.	PLUS.	MOINS.
FR.	FR.	FR.	FR.	FR.	FR.	FR.	FR.
25.443 05	100.188 40	70.889 55	6.359 30	84.358 15	161.607 »	»	61.618 60
»	154 75	»	»	»	»	154 75	»
11.006 45	26.410 15	14.759 20	848 70	16.236 35	31.844 25	»	5.434 10
5.018 30	26.649 35	21.091 35	2.753 25	5.929 05	28.773 65	»	2.124 30
33.698 35	37 470 20	2.839 20	716 10	11.680 90	15.290 20	22.180 »	»
75.166 15	198.872 85	109.633 30	9.677 35	118.204 45	237.515 10	22.334 75	68.977 »
						46.642 25	
9.166 60	13.738 30	4.790 45	529 90	14.606 75	19.927 10	»	6.188 80
67 »	1.833 55	1.747 05	»	»	1.774 05	59 50	»
9.233 60	15 571 85	6.564 50	529 90	14.606 75	21.701 15	59 50	6.188 80
						64.29 30	
39.974 90	82.998 35	32.342 35	534 40	21.976 80	53.853 55	29.144 80	»
57.503 15	69.289 16	7.510 86	1.419 98	33.985 75	42.916 59	26.372 57	»
12.676 70	21.134 07	3.175 52	3.407 04	6.560 55	13.143 11	7.990 96	»
16.885 95	30.350 15	7.597 18	1.870 96	17.082 55	26.550 69	3.799 43	»
21.358 65	34.208 46	7.363 14	2.298 98	13.888 85	23.550 97	10.657 49	»
9.694 85	16.707 43	8.167 80	»	»	8.167 80	8.539 63	»
62.887 70	109.835 30	10.845 17	1.833 58	32.846 75	45.525 50	64.309 80	»
5.594 55	13.072 75	1.997 82	125 45	1.813 35	3.936 62	9.136 13	»
3.258 70	10.647 14	1.937 24	51 43	625 »	2.613 67	8.033 47	»
10.713 20	43.618 30	8.309 85	275 50	3.623 75	12.209 10	31.409 20	»
4.393 05	6.771 30	2.576 60	39 45	2.842 95	5.459 »	1.312 30	»
121.781 50	135.605 22	8.600 62	1.224 06	41.199 35	51.024 03	84.581 19	»
366.722 90	574.237 63	99.424 15	13.080 83	176.445 65	288.950 63	285.287 »	»
						285.287 »	
451.122 65	780.682 33	215.621 95	23.288 08	309.256 85	548.166 88	232.515 45	

II. — Chemins de fer d'intérêt local concédés mais non encore exploités.

Le Conseil général, dans sa séance du 24 août 1880, a concédé un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Denain à la limite du Nord et de l'Aisne vers le Catelet, à une société dite société des chemins de fer du Cambrésis à voie d'un mètre. Cette ligne aura un développement de 45,341^{m} 06 sur le territoire du département du Nord, qui lui a accordé une subvention de 7,000 francs par kilomètre. Il y a lieu d'espérer que la loi déclarant l'utilité publique de ce chemin de fer et en autorisant l'exécution sera bientôt promulguée.

III. — Chemins de fer d'intérêt local dont la concession est demandée. déclarés d'utilité pnblique.

1° Concessions demandées par la Compagnie des Tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions.

La Compagnie des tramways et chemins de fer économiques de Valenciennes à Anzin et extensions, qui exploite actuellement les tramways à traction de locomotives de Valenciennes à Condé et à St.-Amand demande la concession, sans subvention, ni garantie d'intérêt de cinq chemins de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur. Le longueur à construire, sur le territoire du département du Nord, s'élève à environ 129 kilomètres, savoir :

Valenciennes à Denain, par Maing et Thibaut.....	14^{k}. 500
Thiant au Quesnoy, par la vallée de l'Écaillon.....	19 . 500
Valenciennes à Maubeuge, par Taisnières-sur-Hon.....	37 . 800
St-Amand à Lens, par Orchies, Carvin et Courrières.....	39 . 800
Valenciennes au Quesnoy, par Préseau et la Rhonelle.....	17 . 400
Longueur totale.....	129 . 000

Dans sa séance du 21 avril 1882, le Conseil général a invité M. le Préfet à faire procéder à l'enquête d'utilité publique sur les avant-projets de ces cinq lignes. Il sera donné satisfaction à ce vœu, dès que les demandeurs en concession auront terminé les volumineux dossiers des avant-projets renfermant le résultat de leurs études.

La conférence mixte est terminée pour la ligne de Valenciennes à Maubeuge, pour laquelle MM. les officiers du génie ont émis un avis favorable. Les avant-projets des autres lignes font l'objet de conférences mixtes, entre les services intéressés.

Le Conseil général à désigné le 21 avril 1882 les membres de la Commission interdépartementale de la ligne de St-Amand à Lens.

Les demandeurs en concession des cinq lignes énumérées ci-dessus ont déclaré qu'ils seraient en mesure d'adresser à M. le Préfet, au commencement du mois d'août, les dossiers à soumettre à l'enquête d'utilité publique.

2° Concessions demandées par MM. Chevalier, Lambert et Rey.

MM. Chevalier, Lambert et Rey, à qui l'État a concédé le tramway de Cambrai au Cateau, qu'ils ont cédé à la Compagnie du Cambrésis, demandant la concession de quatre chemins de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur. La longueur à construire sur le territoire du département du Nord, s'élève à environ 219 kilomètres, savoir .

Dunkerque à Lille, par Steenwoorde, Hazebrouck et Estaires.....	82k. 600
Lille à Solesmes, par Douai, Aniches et Thiant.....	69 . 900
Caudry à Wignehies-Fourmies, par Solesmes, Landrecies et Étrœungt..	55 . 500
Hondschoote à Bergues.....	11 . 000
Longueur totale.....	219 . 000

La concession de la ligne de Lille à Solesmes est demandée sans aucune subvention, ni garantie d'intérêt. Pour les lignes de Dunkerque à Lille, de Caudry à Wignehies et d'Hondschoote à Bergues, ayant ensemble une longueur de près de 150 kilomètres, les demandeurs en concession sollicitent une garantie d'intérêt, dans les conditions prévues par la loi eu 11 juin 1880, ils proposent de limiter la garantie d'intérêt, que le département avoir à payer, en cas d'insuffisance du produit bruit pour couvrir les dépenses de l'exploitation et cinq pour cent du capital premier établissement, à un maximum de 600 francs par kilomètre et par an.

M. le Ministre de la guerre a accordé son adhésion le 16 décembre 1881 ; pour la ligne de Caudry à Wignehies-Fourmies, le 9 janvier 1882 pour celle de Dunkerque à Lille par Steenwoorde et le 24 juin de la même année pour celle de Lille à Solesmes. L'avant-projet de l'embranchement d'Hondschoote à Bergues fera prochainement l'objet d'une conférence mixte.

Les avant-projets des lignes de Dunkerque à Lille par Steenwoorde et de Caudry à Wignehies-Fourmies ont été soumis aux enquêtes d'utilité publique, conformément à l'avis émis par le Conseil général, dans sa session d'août 1881 ; ils seront prochainement déférés à l'examen des Commissions interdépartementales. L'avant-projet de la ligne de Lille à Solesmes vient d'être soumis à l'enquête d'utilité publique.

3• Concessions demandées par diverses Compagnies.

Ligne d'Hénin-Liétard à Vis-en-Artois. — Cette concession est demandée par le Comité d'études des chemins de fer à voie étroite de la Somme et du bassin houiller du

Pas-de-Calais. Le trafic paraît suffisant pour qu'il y ait lieu de n'allouer aucune subvention ni aucune garantie d'intérêt. La longueur à construire serait de 11 k. 460 sur le territoire du département du Nord. L'avant-projet a été soumis aux conférences mixtes avec le génie militaire et à l'enquête d'utilité publique ; cette affaire pourra être prochainement déférée à l'examen de la Commission interdépartementale.

Ligne de Cambrai à Masnières et au Câtelet. — Le département du Nord a accordé une subvention de 7,000 francs par kilomètre pour l'établissement d'un tramway de Masnières à la limite du Nord et de l'Est vers le Câtelet et Saint-Quentin ; la société du Cambrésis n'a pas encore présenté l'avant-projet de ce tramway, dont la longueur, sur le territoire du Nord, serait d'environ 18 kilomètres. Les études faites par la société ont occasionné des modifications de tracé tendant à substituer un chemin de fer d'intérêt local à un tramway, ainsi que cela a été fait pour la ligne de Denain au Câtelet ; en outre, la société du Cambrésis a exprimé le désir de prolonger ce chemin de fer d'intérêt local jusqu'à Cambrai, afin de pouvoir le relier à son réseau de chemins de fer à voie d'un mètre de largeur, ce qui faciliterait l'exploitation.

Ligne à voie large de Dunkerque à Lille par Steenwoorde, Hazebrouck et Eslaires. — Cette concession a été demandée par M. Lion moyennant une garantie d'intérêt, dans les conditions prévues par la loi du 11 juin 1880, la garantie maximum à la charge du département devant s'élever à mille francs par kilomètre et par an. Le tracé est sensiblement le même que celui présenté par MM. Chevalier, Lambert et Rey. Le Conseil général a décidé qu'il ne prendrait de résolutions, dans sa session d'avril 1882, que sur les demandes en concession de lignes pour lesquelles il n'est réclamé ni subvention ni garantie d'intérêt, en conséquence, M. le Préfet a invité M. Lion à lui faire connaitre s'il maintient sa demande de garantie d'intérêt.

Ligne d'Étrœungt à Landrecies. — MM. Godfernaux et Van den Bogaerde ont été autorisés, par arrêté préfectoral du 11 juin 1881, à étudier cette ligne qui ferait double emploi avec celle de Caudry à Wignehies-Fourmies ; ils n'ont présenté jusqu'ici aucun projet.

VŒUX émis par le Conseil général du Nord dans les deux dernière sessions.

NUMEROS des pages de la délibération du Conseil général.	OBJETS DES VŒUX.	RÉPONSES.
221	Dans sa séance du 30 août 1881, le Conseil général s'associe au vœu émis par le Conseil d'arrondissement de Cambrai pour la prompte exécution du chemin de fer à voie étroite de St-Quentin à Cambrai par Masnières.	La Compagnie du Cambrésis a reçu communication de ce vœu ; elle n'a pas encore déposé l'avant-projet.
221	Dans sa séance du 30 août 1881, le Conseil général s'associe au vœu émis par le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck, relatif à l'exécution du chemin de fer projeté dit des Flandres, partant de Dunkerque passant par Steenwoorde, Hazebrouck, Merville, Estaires pour aboutir à Don.	La demande de concession du chemin de fer à voie étroite de Dunkerque à Lille, par Steenwoorde, Hazebrouck, Merville et Estaires sera prochainement soumise à l'examen de la Commission interdépartementale.
122	Dans sa séance du 22 août 1882 le Conseil général : Vu la demande en date du 10 mars dernier, à lui soumise par le Comité d'études des chemins de fer à voie étroite et d'intérêt local de la Somme et du bassin houiller du Pas-de-Calais, à l'effet d'obtenir, sur le territoire du Nord, la concession d'un chemin de fer d'intérêt local d'Hénin-Liétard à Bapaume avec embranchement du Douai (faubourg d'Esquerchin) sur Dorignies ; Vu l'avant-projet présenté pour cette ligne ensemble des documents à l'appui, Considérant l'avis favorable donné par MM. les Ingénieurs du service des ponts	La demande de concession du chemin de fer d'Hénin-Liétard à Vis-en-Artois et Bapaume avec embranchement de Douai (faubour d'Esquerchin) sur Dorignies sera prochainement soumise de la Commission interdépartementale.

NUMÉROS des pages de la délibération du Conseil général.	OBJETS DES VŒUX.	RÉPONSES.
	et chaussées, consultés sur l'utilité dont serait cette ligne pour la région desservie ; Déclare prendre le projet en considération ; Considérant de plus que ce projet intéresse à la fois le département du Nord et celui du Pas-de-Calais ; Décide qu'avant de statuer, et ce conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 11 juin 1880 et aux dispositions des articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871, trois de ses membres seront délégués au Conseil général du Pas-de-Calais, les traités et cahiers des charges, etc., etc., relatifs à la concession demandée, pour être par lui statué ce qu'il appartiendra dans sa session d'avril 1882.	
364	Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général appuie un vœu pour qu'une barrière ordinaire avec gardien soit substituée à la barrière à bascule établie sur le chemin des Vaches, territoire de Wargnies-le-Petit, ligne de Valenciennes à Douzies.	La Compagnie du Nord a déclaré que l'importance de la circulation sur ce chemin n'est pas assez grande pour justifier la modification réclamée.
498	Dans sa séance du 2 septembre 1881, le Conseil général a adopté le vœu suivant : 1° Inviter M. le Préfet à prescrire toutes les formalités nécessaires pour permettre au Conseil général d'accorder la concession du chemin de fer de Caudry à Fourmies dans sa session d'avril ;	Le projet du chemin de fer de Caudry à Wignehies-Fourmies a été soumis à l'enquête et a fait l'objet d'une adhésion de M. le Ministre de la Guerre. Les demandeurs en concession doivent compléter le projet de cette ligne à l'effet de la relier directement avec celle concédée de Denain au Câtelet, conformé-

NUMÉROS des pages de la délibération du Conseil général.	OBJETS DES VŒUX.	RÉPONSES.
	2° D'étudier les voies et moyens pour fournir la garantie qui sera nécessaire pour l'établissement de ce chemin de fer; 3° Enfin de préparer le cas échéant une convention avec MM. Chevalier, Lambert et Rey, concessionnaires des chemins de fer du Cambrésis. Une question analogue concernant la ligne à voie étroite de Dunkerque à Lille vous a été remise par votre 5e bureau au cours de la séance de jour du 1er septembre : 1° Vous avez décidé de prendre en considération la demande de concession qui vous était soumise ; 3° De renvoyer cette demande de concession à une Commission interdépartementale de trois membres chargée, aux termes de la loi de procéder aux règlement de toutes les questions relatives à l'établissement de cette ligne ; 3° De déléguer aux membres de cette Commission et à la Commission départementale le pouvoir de déeider s'il y a lieu de procéder à l'enquête des avant-projets de cette ligne ; 4° De prier M. le Préfet d'examiner d'ici à la session prochaine d'avril si les ressources budgétaires permettraient au département d'intervenir de ses deniers dans les frais d'exploitation. Votre 5e bureau vous prie, Messieurs, de voter des conclusions analogues en ce qui concerne la ligne à voie étroite de Caudry à Fourmies.	ment à l'avis émis par la Commission d'enquête. Dès que le projet aura été ainsi complèté, il sera déféré à l'examen de la Commission indépartementale.

NUMÉROS des pages de la délibération du Conseil général.	OBJETS DES VŒUX.	RÉPONSES.
485	Dans sa séance du 21 avril 1882, le Conseil général a adopté un vœu tendant à ce que le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Denain au Quesnoy qui se détache à Cappelle, de la ligne de Thiant à Solesmes, pour se diriger vers le Quesnoy, en passant par Baudignies, soit modifié de façon à desservir les communes de Salesches, Poix, Englefontaine, Roucourt, Louvignies et Le Quesnoy.	Ce vœu a été communiqué au demandeur en concession qui a fait connaître par une lettre du 26 juin, qu'il prend la détermination d'étudier le projet conformément au tracé indiqué par le Conseil général. Des conférences vont être ouvertes sur le nouveau tracé.
455	Dans sa séance du 21 avril 1882, le Conseil général adopte les vœux suivants : 1° Invite M. le Préfet à faire procéder à l'enquête publique sur les avants-projets de chemin de fer à voie étroite de Valenciennes à Denain, Thiant au Quesnoy, Valenciennes au Quesnoy, Valenciennes à Maubeuge, Saint-Ammand à Lens, Lille à Solesmes par Douai et Aniches. 2° De prier ce magistrat de réclamer de M. le Ministre des Travaux publics, l'ouverture d'une enquête sur les deux projets d'établissement de tramways, l'une à voie large, l'autre à voie étroite entre Aniches et Douai; 3° D'adresser la même demande pour le projet d'établissement d'un tramway entre Douai et Lille, par Pont-à-Marcq, si le prétendant à la concession, M. Delamarre déclare préalablement renoncer à réclamer soit une subvention, soit une garantie d'intérêt.	La Société des tramways de Valenciennes demande la concession de ces lignes dont le tracé esr soumis à l'examen du génie militaire, une conférence est devenu nécessaire par suite d'un vœu du Conseil général. La Société préparé les projets à soumettre à l'enquête tendant à faire passer par Solèches, Englefontaine et Lonvignies la ligne de Thiant au Quesnoy. M. Delamarre renonce a demander une subvention et vient de présenter un nouveau projet qui pourra être soumis à l'enquête dès que M. le Ministre des Travaux publics aura autorisé l'accomplissement de cette formalité légale.

NUMÉROS des pages de la délibération du Conseil général.	OBJETS DES VŒUX.	RÉPONSES.
	Dans sa séance du 21 avril, le Conseil général du Nord, considérant que le service postal a un caractère d'intérêt général, qu'il importe d'assurer rapidement la remise de la correspondance, a émis le vœu que dans les cahiers des charges, types des chemins de fer d'intérêt local, il soit inséré une clause prescrivant le transport gratuit des facteurs des postes en service.	Il sera déféré au vœu du Conseil général en invitant les demandeurs en concession qui ne sollicitent aucune subvention, à consentir en faveur des faveurs des postes et des télégraphes en service le bénéfice de leur transport gratuit; cette clause sera imposée aux demandeurs en concession qui demandent une subvention ou une garantie d'intérêt. L'article 17 de la loi du 11 juin 1880, porte que les chemins de fer d'intérêt local qui reçoivent une subvention du Trésor, peuvent seuls être assujettis envers l'État à un service gratuit ou à une réduction du prix des places.

Lille, le 17 juillet 1882.

L'Ingénieur en Chef du département du Nord,

DONIOL.

SERVICE DES CHEMINS DE FER.

LIGNE DE VALENCIENNES A LAON (2e section : du Cateau à Laon).

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Subventions du département du Nord; du Cateau et de St-Souplet.

La section de la ligne du Cateau à Laon, située dans le département du Nord, part du Cateau, donne une station à St-Souplet, et entre dans le département de l'Aisne après un parcours de 4,340 mètres.

Le projet de tracé et terrassements de la section comprise entre Flavigny (Aisne) et le Câteau, vient d'être approuvé par M. le ministre, le 1er juin, et le tracé adopté à Guise est conforme aux vœux du Conseil général et de la Commission d'enquête du Nord. Il n'y aura qu'une gare unique à Guise, servant de virement vers Saint-Quentin, Laon et Hirson.

L'on passera en tunnel sous le fort.

Au Cateau, la ligne se raccordera exactement avec celle de Valenciennes au Cateau dans d'excellentes conditions de sécurité par rapport à la ligne de Paris à Erquelinnes : la station de Saint-Souplet desservira le bourg important dans les conditions d'approche désirées par le Conseil général du Nord ; ce n'est pas sans dicffiulté que ce résultat sera atteint. L'enquête des stations pourra avoir lieu en août dans le Nord.

Ainsi que le constate la loi déclarative d'utilité publique du 31 juillet 1879, le Conseil général du Nord a assuré à l'État une subvention représentative de la moitié des terrains à acquérir, sauf son recours contre les communes et les particuliers, ce qui limite la part du département à 33,000 fr.

Dans l'espèce, les communes du Cateau et de Saint-Souplet doivent donc subventionnsr. Il appartiendra au Conseil général du Nord de déterminer la proportion entre les deux communes.

A titre de document, je fais connaître que l'approche immédiate de St-Souplet oblige l'État à une dépense d'environ 40,000 fr. et que dans sa délibération du 6 avril 1880, le Conseil général du Nord a constaté que la commune de St-Souplet a porté sa subvention à 24,000 fr. La ville du Cateau, d'autre part, a voté 15,000 fr., ce qui fait 39,000 f.

La moitié des indemnités pour acquisition de terrains dans le Nord étant évaluée 66,000 fr., la subvention propre au département resterait de 27,000 fr.

Cette donnée suppose que le Conseil général du Nord suivrait l'exemple de celui de l'Aisne qui s'est libéré ferme sans attendre les décisions du jury.

Il est enfin à remarquer qu'aux termes de la loi déclarative d'utilité publique du 4 avril 1881, et conformément à la jurisprudence du ministère des travaux publics et aux précédents suivis dans l'Aisne, le département du Nord doit verser la somme de 66,000 francs dans la caisse du Trésor, en recouvrant à son bénéfice, les subventions communales au fur et à mesure de leur échéance.

Eu égard à la marche probable des travaux, les 66,000 fr. devraient être versés par moitié en 1884 et 1885.

L'Ingénieur en chef,

MENCHE DE LOISNE.

PONTS ET CHAUSSÉES.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

LOI DU 17 JUILLET 1879.

1° Ligne de Busigny à Hirson.

Département du Nord : 2 k. 997 m. 90. — Département de l'Aisne : 51 k. 479 m. 79.

Cette ligne, d'une étendue de 54 kilomètres 477 mètres 69, a été déclarée d'utilité publique par la loi du 31 juillet 1879 : 1° qui impose au département de l'Aisne une subvention de 375,500 fr., laquelle n'est autre que celle que le département avait donnée au chemin de fer d'intérêt local ; 2° qui donne au Trésor toutes les subventions faites ou à faire par les communes et les intéressés, tant en argent qu'en abandonnements de terrain. La seule part de M. le duc d'Aumale ressort à 42 hectares, dont 38 boisés.

Le département du Nord ne subventionne pas.

Les travaux de l'infrastructure seront sensiblement avancés à la fin de l'année ; ils se poursuivent au milieu de sérieuses difficultés.

L'on savait, par l'expérience des lignes de Paris à Erquelinnes et de Laon à Hirson que l'exécution de cette ligne, qui comporte de profondes tranchées dans la glaise et la marne bleue, et des remblais d'une amplitude de 20 mètres, serait très laborieuse.

L'extrême développement donné aux draînages préventifs et aux travaux de perreyage a eu pour objet de circonscrire les accidents ; mais on n'aura de sécurité complète qu'après l'expérience de l'hiver prochain.

Le viaduc de l'Oise, de 220 mètres de longueur et de 23 mètres de hauteur, est achevé. L'on abordera la superstructure à l'automne.

2° Ligne du Cateau à Laon.

Département du Nord : 4 k. 340. — Département de l'Aisne : 67 k. 670.

Le Conseil général sait que l'avant-projet de cette ligne, d'une étendue de 72 kilomètres 10 mètres, est depuis longtemps achevé, et qu'il n'a pas dépendu de M. le Préfet et de l'Ingénieur en chef que l'instruction n'aboutit plus tôt.

Le tracé est défini dans la loi du 4 avril 1881, conformément aux propositions de M. le Ministre, comme il suit :

« Par ou près Saint-Souplet (Nord), Wassigny, Mennevret, Tupigny, Guise, Flavigny,
» Sains et Pouilly-sur-Serre. »

L'article 3 de la loi est ainsi conçu :

« Il est pris acte :

» 1° De l'offre faite par le Conseil général du Nord, dans sa délibération du 6 avril
» 1880, de payer à l'Etat une subvention égale à la valeur de la moitié des terrains
» nécessaires à l'établissement de la partie de la ligne du Cateau à Laon, située sur le
» territoire de ce département ;

» 2° De l'offre faite dans les mêmes conditions par le Conseil général de l'Aisne, dans
» sa délibération du 23 août 1879, pour la partie de la ligne à établir sur le territoire
» du département. »

Le Conseil général sait que, par contre, le département doit encaisser les subventions des communes et des intéressés, qui ont été réclamées de manière à réduire à moitié le sacrifice consenti, mais qui ne seront, pour quelques-unes, définitives que quand l'emplacement des stations sera fixé.

MM. les Préfets viennent de nous demander, à ce sujet, un travail spécial auquel nous avons donné tous nos soins.

L'enquête des stations achevée en février entre Laon et Flavigny, a donné lieu à la décision ministérielle en date du 30 juin 1882, qui, entre autres choses, donne des gares avec service de wagons complets à Puisieux et Chéry, et une halte avec branchement industriel à Mesbrecourt.

Le projet de tracé et de terrassements entre Flavigny et le Cateau vient d'être approuvé le 1er juin 1882.

La décision a été prise par les deux Ministres compétents, après que le Conseil général des Ponts et Chaussées, le Comité des fortifications et la Commission militaire des chemins de fer, eurent été consultés. Le tracé à Guise, avec tunnel sous le fort, qui avait été l'objet d'un avis favorable du Conseil général de l'Aisne, à la date du 7 avril 1880, a été unanimement approuvé. Ainsi la station de Guise sera celle du chemin de fer actuel agrandie.

L'enquête des stations va avoir lieu en juillet et août, de Flavigny au Cateau, sur le tracé *ne varietur* adopté par le Gouvernement.

L'on espère commencer les travaux près de Laon cet automne, et entamer le tunnel de Guise et ses abords en 1882, ces ouvrages étant les plus importants de la ligne.

L'Ingénieur en Chef, chargé de la direction des études et travaux,

MENCHE DE MOISNE.

Lille Imp. L. Danel.

TRAMWAYS.

RAPPORT

DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

La longueur totale des tramways ou chemins de fer sur voies publiques exploitées, en construction ou projetées dans le département du Nord, est de 389,000 mètres, répartis comme ci-dessus :

Lignes en exploitation au 1er Juillet 1882.....	82,747
Id. en construction	60,372
Id. concédées, mais dont la construction n'est pas commencée.....	74,430
Réseaux dont la concession est demandée (Longueur approximative).....	171,451
Longueur totale.....	389:000

La situation de chacun des divers réseaux se résume de la manière suivante :

I. — Réseaux concédés.

Tramways de Lille. — La ville de Lille est concessionnaire de deux réseaux de tramways, savoir : le réseau urbain et le réseau suburbain, qui ont été fusionnés par le décret du 27 novembre 1879 et ont été rétrocédés par la ville à la Compagnie des tramways du département du Nord qui les exploite.

Les lignes du réseau urbain ont été déclarées d'utilité publique par les décrets du 4 octobre 1873 et du 12 mars 1875. La longueur concédée est de 30,130 mètres, dont 9,152 mètres sur les routes nationales, 2,547 mètres sur les routes départementales, et 1,8431 mètres sur voies urbaines ; la longueur en exploitation est de 18,606^{m}40^{c}.

La voie a une largeur de 1^{m}44^{c} à 1^{m}45^{c} comme celle des grands chemins de fer ; la largeur de l'ornière, qui reçoit le mentonnet des véhicules est de 30 $^{m}/_{m}$. Les longueurs des rayons de courbe ne descendent pas au-dessous de 15 mètres, et les déclivités ne dépassent pas 2 cent. par mètre:

L'entretien de la voie et du matériel se font convenablement.

Le procès-verbal de réception des lignes N^{os} 1, 2, 3, 5, 8, 9, 10, 14 du réseau urbain, a été approuvé par arrêté préfectoral du 5 novembre 1878.

Le réseau suburbain a été concédé à la ville de Lille par décret du 12 octobre 1877 et rétrocédé à la Compagnies des tramways du département du Nord, suivant traité approuvé par le même décret. Cette concession constitue une extension de tramways urbains, et renferme 5 lignes, prolongeant les lignes urbaines depuis Lille jusqu'à Marcq-en-Barœul, Roubaix, Hellemmes, Haubourdin et Lomme. La longueur des tramways suburbains de Lille, en exploitation, est de 18,014 mètres.

La Compagnie a exécuté la partie de la ligne N° 3 comprise entre la sortie de Fives et l'entrée d'Hellemmes, et la partie de la ligne N° 5, comprise entre la porte de Dunkerque et la rue Bernard, à Lambersart.

La Compagnie dispose actuellement de :

12 Machines du système Francq.

6 Id. du système Carels.

416 Chevaux, 416 Conducteurs, Postillons et Inspecteurs, non compris le personnel d'administration.

79 Cars.

Tramways de Roubaix et Tourcoing. — Les tramways urbains de Roubaix ont été concédés par décret du 3 décembre 1875 ; la concession des tramways suburbains de Roubaix et des tramways de Tourcoing a été décrétée le 26 avril 1880. Ces diverses lignes ont été rétrocédées par les villes concessionnaires à la Compagnie des tramways de Roubaix-Tourcoing qui les exploite.

Longueur concédée, 29,867 mètres. Longueur en exploitation au 1er juillet 1882, 15,020 mètres.

La voie est identique à celle de Lille, sauf quelques modifications dans la partie métallique. Le rayon minimum des courbes est de 18 mètres et les déclivités maxima ne s'élèvent pas au-dessus de 3 cent. par mètre.

La Compagnie dispose de 45 voitures, la cavalerie comprend 99 chevaux. Le personnel d'exploitation compte 49 agents.

La Compagnie rétrocessionnaire a été, au mois de janvier, déclarée en faillite. En attendant que la situation commerciale de la Compagnie soit réglée définitivement, son syndic assure l'exploitation du réseau construit.

Tramways de Dunkerque. — Les tramways de Dunkerque, comprenant une ligne principale et un embranchement, ont été concédés à la ville de Dunkerque, le 14 septembre 1875, et rétrocédés à M. Spilliart, suivant traité approuvé par décret du 27 avril 1877. On a commencé le 6 Juin à exploiter la ligne principale qui relie la gare du chemin de fer avec le casino du Rosendaël et a une longueur de 2,950 mètres. Le tracé de la ligne principale a été approuvé à titre définitif par décision ministérielle du 12 avril 1879 pour la partie comprise entre la gare de Dunkerque et la rue de la Grille, et à titre provisoire entre cette rue et le Casino des bains de mer. La Compagnie dispose actuellement de 8 voitures et 35 chevaux.

L'embranchement des tramways de Dunkerque qui doit relier la place Jean-Bart à la porte du Rosendaël, et présenter une longueur de 850 mètres, devra être terminé pour le 27 avril 1883 ; les plans de cet embranchement ne pourront être produits qu'après que la concession du prolongement des tramways aura été accordée à la commune de Rosendaël.

Tramways de Valenciennes. — Concédés à la ville de Valenciennes par décret du 30 juin 1877.

Cédés à M. Thérin, suivant un traité approuvé par le décret même de concession et rétrocédés à la Société des tramways de Valenciennes à Anzin et extensions ; cette dernière rétrocession sera prochainement soumise à l'approbation du Gouvernement.

Cette concession comprend deux lignes partant de Valenciennes et aboutissant, l'une à Raismes-Vicoigne, avec un développement de 9,100 mètres ; l'autre à Bruay, avec un parcours de 6,100 mètres. La partie du réseau comprise entre le Marché-aux-Herbes et la place de Raismes par Anzin, sur une longueur de 5,426 mètres est exploitée, par traction à vapeur, depuis le 1er janvier 1881 jusqu'à la place d'Anzin, et depuis le 21 mars de la même année jusqu'à la place de Raismes.

La Compagnie dispose de 13 machines Tubize, qui fonctionnent convenablement.

La partie de la ligne comprise entre la Croix-d'Anzin et Bruay, est achevée sur 4,182 mètres.

L'exploitation a été autorisée aux conditions fixées par M. le Ministre des Travaux publics comme essai, à titre provisoire et révocable, aux risques et périls de la Compagnie, sans que cette tolérance préjuge rien quant à l'adoption du type de rail, au mode d'établissement de la voie et à son emplacement.

Les projets définitifs ne sont pas encore approuvés et leur examen est ajourné par la décision ministérielle du 26 février 1881, jusqu'à l'époque où les modifications à introduire dans le régime de la concession du 30 juin 1877 auront été officiellement approuvées.

La Société des tramways de Valenciennes à Anzin et extensions a présenté des projets comprenant : 1° les modifications du tracé des tramways de Valenciennes à Raismes et à

Bruay ; 2° l'établissement d'embranchements destinés à relier la 1re de ces deux lignes aux stations d'Anzin et de Raismes ; 3° l'emploi de la traction mécanique.

Ces projets ont été soumis à l'enquête.

Tramways de Fourmies à Wignehies. — Les sieurs Tissot et Guillain ont demandé la concession d'un réseau de tramways, par traction de chevaux ou de locomotives, destiné au transport des marchandises et des voyageurs entre la station de Fourmies et les communes de Fourmies et de Wignehies.

La concession comprend :

1° Deux lignes principales, partant toutes deux de Fourmies et se dirigeant l'une jusque dans Wignehies, l'autre jusqu'à l'extrémité de la traverse de Fourmies, sur le chemin de grande communication N° 20 ;

2° Huit lignes secondaires, desservant les divers établissements industriels.

Leur longueur totale serait de 11,594 mètres sur le sol des chemins de grande communication Nos 20 et 65, et de diverses rues de Fourmies, et 1,054 mètres en dehors des voies publiques.

Le Génie militaire a donné son adhésion au tracé: La concession a été accordée par le Conseil général de la session d'août 1881 ; il y a lieu d'espérer que le décret déclaratif d'utilité publique sera rendu à bref délai.

Tramways de Cambrai à Catillon. — Le tramway de Cambrai à Catillon a été concédé le 17 août 1880 à MM. Chevalier, Lambert et Rey. La longueur concédée est de 34k500.

La ligne doit être exécutée dans un délai de trois ans. Ce tramway est exploité à titre provisoire par locomotive, entre Cambrai et Le Cateau, sur une longueur de 26k302m. Cette section n'est pas encore reçue ; la voie doit être remaniée sur divers points. Un arrêté préfectoral du 1er juin 1882 a mis la Compagnie en demeure d'achever la section de Cambrai au Cateau dans le délai de six mois.

Pour ce qui est de la section comprise entre Le Cateau et Catillon, sur une longueur de 8,198 mètres, les concessionnaires ont produit le projet définitif de tracé et de terrassements. Ce projet est à l'instruction.

La voie est établie en général sur l'accotement de la route nationale N° 39.

II. — Réseaux dont la concession est demandée.

Réseau complémentaire de Lille. — La ville de Lille demande la concession de deux nouvelles lignes, l'une par les rues Saint-André et de la Monnaie, remplaçant la ligne N° 13 de la rue Négrier à la porte Saint-André, par la rue Royale, concédée le 12 mars 1875, l'autre de la porte de Gand à la Grand'Place, par la rue de Gand, destinée à former la première section de la ligne suburbaine N° 1, de Lille à Tourcoing par Marcq-en-Barœul et Mouveaux.

Les Ingénieurs ont produit, le 25 mai 1880, un rapport sur cette demande, proposant de faire compléter le dossier et de le soumettre à l'enquête ; le 24 août, le Conseil général a émis un avis favorable à la suite duquel les Ingénieurs ont renouvelé les conclusions

formulées le 25 mai. Le 1er septembre 1881, le Conseil général a déclaré qu'il y avait lieu de subordonner la concession de la première des lignes à l'exécution de son prolongement jusqu'à Wambrechies. La ville de Lille n'a pas encore présenté le projet. La longueur serait de 1,800 mètres. Cette affaire va être soumise de nouveau au Conseil municipal de Lille.

Lignes de Lille à Menin par Bondues et Roncq (Route nationale N° 42). — La concession a été demandée en Août 1880 par M. le comte Delamarre. Le Conseil général a émis un avis favorable. L'enquête d'utilité publique a eu lieu pendant le mois d'avril 1881. Une décision ministérielle du 30 juin 1882 a fixé les termes définitifs du cahier des charges et de l'acte de concession à soumettre au Conseil d'État, préalablement à la déclaration d'utilité publique. Il est probable que la concession de la ligne de Lille à Menin pourra être accordée en 1882.

Ligne de Lille à Armentières et Houplines (Route nationale N° 42). — La concession a été demandée par M. le comte Delamarre le 29 novembre 1880. Elle a été soumise à l'enquête d'utilité publique. M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet.

Lignes de Touvcoing à la route nationale N° 17, et de cette route à Linselles, Bousbecque et Comines. — La concession de ces lignes a été demandée par M. le comte Delamarre, qui n'a pas encore fourni l'avant-projet, mais a déclaré qu'il se chargeait de construire et d'exploiter ces lignes sans subvention ni garantie d'intérêt, si les terrains nécessaires pour l'élargissement des chemins à emprunter lui sont cédés gratuitement. Les Conseils municipanx des communes intéressées sont invités à délibérer sur les mesures à prendre pour l'élargissement de ces chemins vicinanx.

Lignes de Tourcoing à Mouscron ; — de Roubaix à Tournai ; — d'Hazebrouck à Merville. — La concession de ces lignes a été demandée par la Compagnie rétrocessionnaire des tramways de Roubaix et Tourcoing ; aucune suite n'a pu être donnée à ces demandes, attendu que la Compagnie n'a pas présenté d'avant-projet ; elle est actuellement en faillite.

Le service militaire a donné un avis favorable. La longueur approximative serait de 18,800 mètres.

Ligne de Lille à Lens par Seclin et Carvin. — La concession de cette ligne qui doit avoir la même largeur que les tramways de Lille, est demandée par MM. Dubar, Cazeneuve et Stiévenart. Les conférences avec le Génie militaire ont eu lieu. La longueur approximative serait de 16 kilomètres dans le Nord. Les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais ont émis en principe un avis favorable au projet et nommé une Commission interdépartementale chargée d'examiner en commun ses dispositions. Le projet sera soumis prochainement à l'administration supérieure. Dans sa séance du 30 juin 1882, le Conseil municipal de Lille a émis un avis favorable.

Ligne de Cambrai à Arras. — La Compagnie du Cambrésis a demandé au département du Nord une subvention pour une ligne de tramway qu'elle se propose de construire entre Cambrai et Arras, sur l'accotement de la route nationale N° 39, ayant une longueur de 9 kilomètres dans l'arrondissement de Cambrai. Le Conseil général a ajourné toute décision sur cette affaire.

M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion au projet le 20 juillet 1881.

Lignes de Raismes à la place de Saint-Amand, de Bruay à Condé (porte de Valenciennes), de Valenciennes à Blanc-Misseron et à Quiévrain, et de Blanc-Misseron à Condè par Crespin et Thivencelles. — (Longueur ensemble 35,380 mètres.) — Les demandeurs en concession ont produit les projets des lignes de Raismes à Saint-Amand, et de Bruay à Condé. Ces projets seront prochainement soumis aux enquêtes, autorisées en principe par la décision ministérielle du 27 février 1882.

L'exploitation a été autorisée à titre provisoire et révocable.

La Compagnie a exécuté la pose de la voie sur la ligne de Valenciennes à Quiévrain. L'avant-projet de la ligne de Blanc-Misseron à Condé, route départementale N° 7, n'est pas encore terminé.

Ligne de Condé à Bon-Secours. — L'instruction de la demande est commencée et sera continuée conformément à la loi du 11 juin 1880.

Ligne de Condé à Hergnies, par Vieux-Condé. — On prépare les projets de cette ligne.

Ligne de Fourmies à Momignies. — Ce tramway dont la concession est demandée par la Société Delattre et C^ie^ irait de Momignies à Fourmies, par Ohain, Trélon, Glageon et Couplevoie. Il serait à voie d'un mètre. La longueur dans le département du Nord serait de 14 kilomètres. L'autorité militaire y a donné son adhésion. Le projet présenté par les demandeurs en concession leur a été retourné pour être complété.

Tramway de Trélon. — Les industriels de Trélon se sont réunis en société, sous la raison sociale Delattre et C^ie^, pour obtenir la concession d'un tramway devant relier la future gare de Trélon-Glageon avec l'agglomération de Trélon et les diverses usines qui s'y trouvent.

Ce tramway serait à traction de chevaux et ne desservirait que les marchandises. Il aurait 2 kilomètres de longueur sur l'avenue de la gare, la route départemental n° 6 et le chemin de grande communication n° 20 ; la voie encastrée dans la chaussée sur ce dernier chemin, serait relevée en forme de trottoir sur les deux autres voies.

Le Génie militaire a donné son adhésion à ce projet. Il a été soumis à l'enquête

Le dossier est en ce moment entre les mains de MM. Delattre et C^ie^ pour examen du cahier des charges et des projets de convention.

Tramway de Givry à Maubeuge. — M. Edmond Steurs a adressé au Conseil général,

en 1880, une demande en concession d'un chemin de fer routier à voie normale de Givry à Maubeuge, par Villers-sire-Nicolle. Le demandeur en concession n'ayant encore fourni aucun projet, aucune instruction n'a pu être faite sur sa demande.

Tramway de Lille à Douai. — Cette ligne suivrait la route nationale N° 17 et passerait par Pont-à-Marcq. La concession a été demandée par M. le comte Delamarre, qui a présenté un projet, et a été invité à le compléter. Le 21 avril 1882, le Conseil général a subordonné son avis favorable à la condition que le demandeur en concession déclarerait au préalable renoncer à réclamer, soit une garantie d'intérêt. M. Delamarre a accepté cette condition et vient de présenter un nouveau projet, qui pourra être soumis à l'enquête dès que M. le Ministre des Travaux publics aura autorisé l'accomplissement de cette formalité. Par décision du 16 janvier 1882, M. le Ministre de la guerre donne son adhésion au projet.

Tramways à vapeur de Douai à Aniches. — Deux demandes ayant pour objet la concession d'un tramway à vapeur entre Douai et Aniches ont été adressées à l'administration supérieure.

La première est présentée par MM. Dumont et Dorigny, demeurant à Paris ; la seconde par MM. Ridoux, à Douai, et Dumuis, à Lille.

MM. Dumont et Dorigny proposent d'adopter une voie étroite ayant 1^m décartement. Leur ligne partirait de la gare aux marchandises de Douai et aboutirait sur la Place-Verte à Aniches. Elle aurait une longueur totale de 13^k 350^m, dont 12^k 260^m sur la route nationale N° 43.

MM. Ridoux et Dumuis demandent à établir un tramway à voie normale accessible, sur une grande partie de son parcours, aux wagons à marchandises de la Compagnie du Nord.

Leur ligne partirait de la Place-d'Armes à Douai, pour aboutir sur la Place-Verte à Aniches. Sa longueur totale serait de 13^k 100^m, dont 12^k environ sur la route nationale N° 43. M. le Ministre de la Guerre a donné son adhésion à l'établissement du tramway, tout en manifestant sa préférence pour la voie large. Les projets ont été soumis au Conseil général dans sa session d'avril ; il a émis l'avis qu'il y aurait lieu de prier M. le Préfet de solliciter de M. le Ministre des Travaux publics la mise à l'enquête. Les Ingénieurs ont proposé l'ouverture de cette enquête, sur laquelle l'Administration supérieure n'a pas encore statué.

Vœux émis par le Conseil général du Nord dans sa dernière session.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
476	Dans sa séance du 21 avril 1882, le Conseil général du Nord, considérant que le service postal a un caractère d'intérêt général, qu'il importe d'assurer rapidement la remise de la correspondance, à émis le vœu que dans les cahiers des charges-types des tramways, il soit inséré une clause prescrivant le transport gratuit des facteurs des postes en service.	Il sera déféré au vœu du Conseil général en invitant les demandeurs en concession qui ne sollicitent aucune subvention à consentir, en faveur des postes et des télégraphes en service, le bénéfice du transport gratuit ; il résulte de la loi du 11 juin 1880 que les entreprises qui reçoivent une subvention du Trésor, peuvent seules être assujetties envers l'État à un service gratuit ou à une réduction du prix des places.
382	Dans sa séance du 20 avril, le Conseil général à adopté le vœu émis par MM. Seydoux, Cirier, Bernard, Dutemple et Crépin pour que les demandeurs en concession du tramway de Cambrai à Arras soient mis en demeure de complèter leurs études afin de permettre au Conseil général de statuer sur cette question dans sa session d'août 1882.	— Le projet d'établissement du tramway de Cambrai à Arras n'a pas encore été terminé par les demandeurs en concession.
	Il adopte le vœu émis par M. A. Legrand pour qu'il soit donné satisfaction au quartier Ouest de Lille au sujet du réseau csmplémentaire des Tramways de Lille et pour le prolongement de la ligne suburbaine jusqu'à Wambrechies.	Le Conseil municipal de Lille doit délibérer prochainement sur cette affaire ; la ville de Lille n'a pas encore produit le projet d'établissement du réseau complémentaire ; le projet devra comprendre toutes les pièces et indications prescrites par le règlement d'adminstration publique du 18 mai 1881.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
461	Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général a accueilli favorablement la demande de concession d'un tramway à vapeur de Lille à Lenr, par Seclin et Carvin présentée par MM. Dubar, Cazeneuve et Stiévenard, et a demandé que ce tramway fût établi avec la même voie que les réseaux de Lille. Le service local du Génie avait émis un avis tendant à une adhésion pure et simple du projet, mais M. le Ministre de la Guerre, par décision du 20 juillet 1881, a adhéré au pojet sous la réserve que le tramway serait construit à voie étroite comme les tramways du Cambrésis. Cette réserve étant de nature à empêcher la soudure de la ligne projetée avec le réseau des tramways de Lille et compromettre ses chances de vitalité, le Conseil général du Nord par sa délibération du 1er septembre dernier, a appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de donner à cette ligne une largeur de voie égale à celle des réseaux urbains dont elle n'est en réalité que le prolongement. Des efforts sont aujourd'hui faits par le service des ponts et chaussées, près de M. le Ministre de la guerre, pour qu'il revienne sur sa décision, et il est à espérer que ces tentatives seront couronnées de succès. En attendant la solution à intervenir, il convient de poursuivre l'instruction de cette affaire	— M. le Ministre de la Guerre a renoncé à la réserve indiquée ci-contre ; le tramway de Lille à Lens sera donc projeté avec la même voie que les tramways de Lille. Le dossier sera prochainement complété par les demandeurs en concession ; ce qui permettra aux ingénieurs de proposer à MM. les Préfets des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais de demander à M. le Ministre des Travaux publics d'autoriser l'ouverture de l'enquête d'utilité publique.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	conformément à la loi du 11 juin 1880. M. le Ministre des Travaux publics, comme il s'agit d'nn tramway à construire sur le sol d'une route nationale, pourra ensuite s'il y a lieu, autoriser l'enquête et accorder la concession. En conséquence, le Conseil général, d'accord avec M. le Préfet sur la proposition de MM. les Ingénieurs, 1° Désigne MM. Mariage, Desmazières et Pottier, pour faire partie de la Commission interdépartementale chargée d'examiner les questions qui se rattachent à l'établissement du tramway projeté entre Lille et Lens, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871 et à l'article 27 de la loi du 11 juin 1880. 2° Délègue à la Commission départementale les pouvoirs nécessaires pour émettre sur les résultats de l'enquête, l'avis que le Conseil général a à donner en exécution de l'article 10 du règlements d'administration publique du 18 mai 1881.	
463	Dans sa séance du 21 avril, le Conseil général adopte les conclusions du rapporteur sur les tramways à voie étroite dont la concession est demandée, et décide que la Commission départementale sera appelée à statuer sur les demandes en concession, si avant la session d'août les projets sont en état de recevoir une solution.	Les demandeurs en concession n'ont pas encore terminé les projets.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
493	Dans sa séance du 21 avril, le Conseil général renouvelle le vœu qu'il a émis dans sa séance du 1er septembre dernier pour que la ligne des tramways desservant actuellement le pont de Canteleu soit prolongée, dans le plus bref délai possible, jnsqu'à la commune de Lomme. L'importance de la commune de Lomme, ses rapports fréquents avec Lille, justifient le vœu de notre collègue M. Pottié, et le 4e bureau propose au Conseil général de s'y associer énergiquement. — Adopté.	Lo tramway de Lille à Lomme par Canteleu constitue la ligne n° 5 du réseau suburbain concédé à la ville de Lille par le décret du 12 octobre 1877 et rétrocédé à la Compagnie des tramways du département du Nord. Aux termes du cahier des charges, le réseau suburbain doit être entièrement terminé le 12 octobre 1882. Si les obligations résultant du cahier des charges ne sont pas remplies, la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la déchéance sera déférée à l'examen de M. le Ministre des Travaux publics. Il y a tout lieu de croire que la Compagnie des Tramways du département du Nord a l'intention d'achever la ligne de Lomme, puisque M. le comte Delamarre, administrateur délégué de cette Compagnie, demande la concession du prolongement destiné à relier Lille avec Armentières et Houplines.

Lille, le 31 juillet 1882.

L'Ingénieur en chef,
DONIOL.

SERVICE MARITIME DU DÉPARTEMENT DU NORD.

Compte-rendu résumé du service pendant l'année 1881-1882.

Lettre de M. le Préfet du Nord du 9 Juin 1882.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

L'organisation du service maritime du département du Nord n'a pas été modifiée depuis l'année dernière. Une décision du 16 Janvier 1882 a ajouté à ses attributions le contrôle des voies ferrées établies sur les quais des ports, voies qu'une récente interprétation du Conseil d'État assimile aux tramways. Cette décision n'entrera dans la période d'exécution normale que lorsque la situation des dites voies aura été régularisée par un décret de concession. Nous n'aurons donc cette année, comme les précédentes, qu'à exposer la situation du service en nous occupant successivement des Phares et Balises, des ports de Dunkerque et de Gravelines, des canaux maritimes et des manœuvres d'eau qui s'opèrent dans les deux ports du Nord pour assurer le dessèchement du pays waeteringué.

PHARES ET BALISES.

Éclairage.

L'éclairage des ports, rades et passes navigables du Nord, comporte un phare et des feux de marée à Gravelines; un phare, un feu sur le Leugenaer, et des feux de marée à Dunkerque; enfin, trois feux flottants dont deux, le « Dyck » et le « Snouw, » jalonnent l'entrée Ouest de la rade de Dunkérque, tandis que le troisième, le « Ruytingen, » signale en même temps l'extrémité du banc de l'Out-Ruytingen et la route à suivre pour éviter les bancs de Flandre en allant à Calais.

L'éclairage n'a subi aucune modification depuis un an. Mais nous avons été chargé d'étudier un projet de constructions supplémentaires à ajouter au phare de Dunkerque, pour permettre la substitution de la lumière électrique à celle de l'huile de schiste. Ce projet sera présenté cette année et il est probable que le nouvel éclairage pourra être employé en 1883 à Dunkerque, comme commencement d'exécution de la loi du 3 avril 1882. Nous étudions aussi les moyens d'améliorer, conformément au vœu formulé par une commission nautique, l'éclairage de nos feux flottants auxquels les marins reprochent de ne pas avoir une portée suffisante et de mal jalonner par suite la direction à suivre pour entrer en rade. La difficulté sérieuse à vaincre consiste à trouver des appareils d'une puissance suffisante, qui ne soient pas d'un poids considérable et qui puissent être toujours maintenus en tête de mât. L'inconvénient de nos appareils actuels est précisément d'être très lurds ; il en résulte que, par mauvais temps, on est obligé de les descendre à mi-mât et même plus bas, en sorte que, leur portée lumineuse fût-elle suffisante, leur portée géographique devient trop petite. Nous hésitons entre l'emploi de la lumière électrique et un éclairage au gaz d'huile comprimé ; nous n'avons pas encore pu présenter des propositions à ce sujet à l'administration supérieure.

Balisage. Le balisage, tant de la rade que des bancs extérieurs, comporte l'emploi en place de 25 bouées, nombre fixé conformément à nos propositions, par une décision du 27 septembre 1880.

Nous entretenons, prêt à prendre la mer, un rechange complet de toutes nos bouées et huit bouées supplémentaires destinées, en cas de stationnement d'une flotte en rade, à indiquer les postes de mouillage des navires de guerre.

Le balisage ne paraît pas susceptible d'améliorations prochaines, du moins les navigateurs n'en réclament pas. La seule que l'on puisse prévoir, pour un avenir plus ou moins éloigné, consisterait à remplacer nos bouées ordinaires par des bouées lumineuses jalonnant les bancs pendant la nuit, comme nos bouées actuelles les jalonnent pendant le jour. Nous étudions la question sans espérer qu'elle puisse être résolue à très bref délai.

Crédits. Le crédit d'entretien ouvert en 1882 pour les phares et balises est de cent vingt mille cinq cent quinze francs, supérieur de 1,000 francs au crédit de même nature ouvert en 1881.

Ces ressources sont suffisantes pour maintenir en bon état le matériel et assurer le service. Elles nous permettent d'entretenir, en outre des trois feux allumés, un navire de rechange et un navire à vapeur, le « Baliseur N° 2 », qui est constamment occupé au ravitaillement des feux flottants et au rechange des bouées.

Nous avons reçu, en outre, des crédits spéciaux destinés à couvrir les dépenses correspondant aux accidents, aux grosses réparations et aux améliorations. Ils s'élèvent, pour l'année courante, à 98,374 fr. 43 c., dont 3,374 fr. 43 c pour paiement des bouées dernièrement livrées, et 95,000 fr. pour acquisition d'une goëlette destinée à servir de feu flottant et à remplacer le « Ruytingen », qui a besoin d'une refonte.

Ces crédits portent au total de 218,889 francs 43 c. les sommes consacrées en 1882 au service des phares. L'importance de ce chiffre montre que l'administration apprécie la très grande utilité de la rade de Dunkerque qui constitue la principale supériorité de notre port sur les voisins du Nord. L'utilisation de la rade est toujours très grande ; toutefois,

on constate que l'amélioration de l'entrée a notablement diminué le nombre des navires qui y stationnent : il a été en 1879 de 1,155, en 1880 de 1,115, en 1881 il est descendu à 849. On ne peut que se féliciter de ce résultat, qui n'ôte rien de sa valeur à notre rade et prouve seulement qu'on n'est plus obligé d'y séjourner pour s'alléger avant d'entrer dans le port.

Port de Dunkerque.

Entretien.

Nous avons, depuis longtemps, signalé dans nos comptes-rendus annuels que l'entretien des ouvrages du port était nécessairement médiocre, parce que les crédits étaient très insuffisants. Il en est malheureusement toujours ainsi, malgré des augmentations successives d'allocations.

Maintenus au chiffre de 100,000 francs jusqu'en 1876, les crédits d'entretien se sont élevés : en 1877, à 126,910 fr. ; en 1878, à 133,822 fr. 59 ; en 1879, à 131,351 fr. 99 ; en 1880, à 134,548 fr. 89 ; en 1881, à 142,307 fr. 44.

Pour l'année 1882, nous avions demandé une somme totale de 286,000 francs, en justifiant nos demandes d'une manière détaillée. Cette somme se décomposait, en résumé, comme il suit :

1° Entretien simple (sans dragages) des ouvrages du port	230.590 fr.
2° Dépenses de fonctionnement des ouvrages, non compris les salaires et indemnités des éclusiers	35.800
3° Dépenses d'entretien et de fonctionnement qui ont toujours été l'objet de comptes individuels. (Cantonniers, éclairage, indemnités diverses) ...	19.610
Total pareil.....	286.000 fr.

Nous avons reçu seulement un crédit total de 163,000 fr. y compris la contribution de 6,000 fr. versée par la ville de Dunkerque pour sa part dans l'entretien des chaussées des quais. Nos crédits sont donc inférieurs à nos demandes de 123,000 fr., soit de 40 °/°. en nombre rond.

On doit considérer que, les deux dernières catégories de dépenses définies ci-dessus devant en tous cas être faites, nous sommes obligés de prélever, avant tout entretien, 58,360 fr. sur les 163,000 qui nous sont alloués, en sorte que l'entretien proprement dit d'ouvrages qui représentent ensemble une valeur de 48,136,000 fr. n'est doté que d'un crédit de 104,640 fr. Cette proportion des dépenses d'entretien à la valeur des ouvrages, soit 2 fr. 17 par 1,000 fr., est évidemment trop faible pour que la conservation de ceux-ci soit assurée. Nous avions demandé, en moyenne, 10 fr. 70 par 1,000 fr. d'ouvrages.

On doit remarquer d'autre part que l'entretien a été jusqu'à présent limité à l'entretien des ouvrages en maçonnerie, en charpente et en métal. C'est toujours à des crédits extraordinaires que l'on a eu recours, sur projets spéciaux, pour des dragages qui peuvent seuls entretenir les profondeurs. Il est cependant certain qu'il est aussi essentiel de maintenir les chenaux donnant accès aux ouvrages et la profondeur des bassins que d'entretenir les ouvrages et les bassins.

L'administration est disposée à améliorer franchement l'entretien et à y comprendre les dragages. Une circulaire ministérielle du 13 avril 1882 nous a demandé un état général des dépenses nécessaires à prévoir pour assurer le bon fonctionnement et la conservation des ouvrages du port. Voici comment se résument les prévisions que nous avons envoyées, en ce qui concerne le port de Dunkerque :

DÉSIGNATION des CATÉGORIES D'OUVRAGES.	VALEUR.	ENTRETIEN.	DÉPENSES DIVERSES et de fonctionnement.	TOTAUX.
1° Ouvrages maritimes	27.550.000 fr.	243.195 fr.	30.360 fr.	273.555 fr.
2° Canaux maritimes.....	2.360.000	39.638	1.662	41.300
3° Chaussées de grande voirie.....	1.546.000	14.000	9.000	23.000
4° Ouvrages de chasse	11.480.000	50.100	16.575	66.675
5° Ouvrages de dessèchement	5.200.000	36.000	763	36.763
Part dans les frais généraux.....				10.900
Total pour Dunkerque				452.193 fr.

Ce total de 452,193 fr. comprend des dragages annuels pour une somme de 147,228 fr., mais ne comprend pas les dragages d'entretien sur la passe d'entrée, qui n'est pas encore arrivée à son état définitif et ne pourrait encore donner lieu à des prévisions présentant quelque certitude.

Il est vivement à désirer que, lors du vote de la loi de finances, les Chambres accordent au Ministre des Travaux publics les ressources qui lui sont nécessaires pour doter convenablement les services d'entretien.

Des crédits de grosses réparations nous ont été ouverts en 1881 jusqu'à concurrence d'une somme totale de 153,000 fr.. Les principales restaurations continuées, entreprises ou terminées en 1881, au moyen de cette allocation, sont : le renouvellement des portes de flot des écluses du Pont-Rouge et du Jeu de mail ; la réparation d'avaries à l'estacade de l'Est ; la démolition de la moitié nord des magasins du quai Est du bassin de la Marine et la réparation de l'autre moitié ; la réparation des fossés perreyés des fronts de l'Ouest ; la réparation et la reconstruction partielle du quai des Anglais et la réparation des avaries de l'hiver 1880-1881.

En 1882, il nous a été ouvert jusqu'à ce jour 84,381 fr. 89 de crédits pour grosses réparations; et nous attendons un crédit de 1,648 fr. 92 pour solder les réparations d'avaries de l'hiver 1879-1880. Nos crédits s'élèveront donc, jusqu'à nouvel ordre, à la somme totale de 86,030 fr. 81. Dans les dépenses correspondantes figurent comme travaux entrepris en 1882 : la réparation des avaries causées par la marée extraordinaire du 19 février 1882 et le renouvellement des planchers en bois de trois de nos ponts tournants métalliques.

Nous avons en outre besoin de crédits supplémentaires pour pavage du quai Est du bassin de la Marine et pour renouvellement des portes de l'écluse à sas de la Citadelle. Les projets de ces travaux sont étudiés et soumis à l'examen de l'Administration. Enfin, nous allons envoyer le projet de reconstruction de l'usine à trass brûlée au mois d'octobre dernier. Nous espérons que l'on nous accordera, pour ces trois articles de dépense, des crédits, au moins partiels, qui élèveront le crédit total de 1882 à un chiffre supérieur à celui de 1881.

En résumé, l'entretien est actuellement insuffisamment doté et on doit souhaiter vivement que le ministère des Travaux publics reçoive des Chambres les moyens de satisfaire à des besoins dont il est le premier à reconnaître l'urgence.

Travaux de restauration. — Loi du 14 Décembre 1875

Des travaux importants de restauration ont été décidés, le 14 décembre 1875, par une loi commune aux ports de Dunkerque et de Gravelines. L'importance totale de l'estimation s'élevait à la somme de 5,900,000 fr. auxquels il faut ajouter 18,750 fr. apportés par la ville de Dunkerque à titre de fonds de concours. Elle est donc en tout de 5,918,750 fr. Mais des insuffisances de prévisions ont été constatées sur un certain nombre d'articles et l'administration supérieure nous ayant demandé, à la date du 26 octobre 1881, une estimation rectifiée, nous avons établi que le chiffre des dépenses à faire en vertu de la loi du 14 décembre 1875 pour travaux de restauration devrait être porté à 7,103,069 fr. 79; aucune décision n'a encore été prise pour adopter ce dernier chiffre.

Les travaux, commencés au moyen d'avances souscrites par le département du Nord, pour une somme de 1,800,000 fr., et par la Chambre de commerce de Dunkerque, pour une somme de 4,100,000 fr., s'exécutent aujourd'hui sur les fonds du buget, — ressources extraordinaires.

Les avances anciennes, effectuées jusqu'au total de 4,800,000 fr. 00 ont été remboursées.

Les dépenses à la fin de 1881, cumulées depuis l'origine des travaux, montent au total de 4,446,374 fr. 29 se répartissant comme il suit:

Port de Dunkerque	3.982.614 fr. 25
Port de Gravelines	380.727 fr. 88
Frais généraux	83.032 fr. 16
Total pareil	4.446.374 fr. 29.

Les frais généraux, qui comprennent une partie notable des dépenses du personnel, s'élèvent à 1 fr. 8 par cent fr. de dépenses utiles et sont par suite très modérés.

La somme disponible sans aucune augmentation des prévisions de la loi du 14 décembre 1875, était, au commencement de 1882, de 1,472,375 fr. 71. L'approbation de notre estimation rectificative la porterait à une somme de 2,656,695 fr. 50. Les crédits ouverts jusqu'à ce jour

sur l'exercice 1882, pour travaux de restauration, montent à 700,000 fr. et seront augmentés sur nouvelles demandes que nous adresserons dès que nous serons assuré de ce qui peut être dépensé utilement cette année.

L'exposé sommaire que nous venons de faire est commun aux ports de Dunkerque et de Gravelines, comme l'étaient l'avant-projet qui a servi de base à la loi du 14 décembre 1875 et cette loi elle-même. Nous allons examiner plus spécialement la situation des travaux prévus pour le port de Dunkerque.

Le détail estimatif du 30 novembre 1874 se divise en deux sections, la première comprend neuf chapitres, la deuxième cinq articles Nous allons les passer en revue.

1re Section. Chapitre 1er. — *Restauration des jetées Est et Ouest.* — Nous avons terminé complètement en 1881 la restauration des jetées à claire-voie et de la moitié aval des jetées coffrées. Elle aura coûté 1,076,716 fr. 70.

Il resterait, pour achever les travaux du chapitre 1er, à entreprendre la reconstruction de l'enracinement des jetées ; mais elle devra être ajournée, sinon complètement abandonnée, par suite des travaux d'extension du port, ordonnés par la loi du 31 juillet 1879. En effet, la partie de la jetée Ouest à restaurer se trouve remplacée par le pertuis nouveau à construire au Nord du phare et les perrés de son goulet. Quant à la jetée Est, les projets d'amélioration du port, que nous étudions, conduiront probablement à l'abandon des travaux non entrepris.

L'estimation du chapitre 1er montant à 1,500,000 fr. et les dépenses faites à 1,076,716 fr. 70, il resterait disponible, pour être reportée sur d'autres travaux, une somme de 423,283 fr. 30.

1re Section. Chap. 2. — *Reconstruction de l'estacade de l'Ouest avec élargissement de l'avant-port.* — Ce travail est complètement terminé. Il avait été estimé 600,000 fr. et en a coûté 575,000. La chapitre 2 laisse donc une somme de 25,000 fr. disponible.

1re Section. Chap. 3. — *Renouvellement des portes de flot et du pont tournant de l'écluse de la Cunette.* Les prévisions du chapitre 3 sont devenues sans objet par suite de la ruine de l'écluse de la Cunette, survenue le 24 août 1877. Il a été prélevé, sur les 50,000 fr. auxquels montait l'estimation de ce chapitre, quatre sommes formant ensembte 49,303, fr. 47 pour travaux urgents nécessités par l'accident de 1877. Il reste donc disponible, sur les fonds du chapitre 3, une somme de 696 fr. 53.

1re Section. Chap 4. — *Renouvellement des portes de l'écluse du bassin de la Marine.* — Il est inutile de refaire à neuf des portes auxqelles il serait impossible de faire supporter une forte pression d'eau, parce que le radier de l'écluse ne pourrait subir la même charge, L'écluse peut d'ailleurs durer longtemps comme pertuis simple et la création des bassins de Freycinet rendra inutile de lui faire faire un autre service. Nous considérons donc comme disponibles les 600,000 fr. inscrits au programme du 30 novembre 1874, pour le chapitre 4.

1re Section. Chap. 5. — *Dragages,. terrassements partiels et prolongement des quais en bois dans l'arrière-port.* — Les travaux du chapitre 5 étaient estimés ensemble 300,000 fr. Un seul donnera lieu effectivement à des dépenses imputables sur la loi du 14 décembre 1875 ; c'est le travail de dragage de l'arrière-port, estimé 65,000 fr. Il a été fondu dans l'entreprise des dragages dans les bassins et figure dans le règlement des comptes pour une dépense de 86,006 fr. 70, supérieure à l'estimation de 20,506 fr 70.

Les terrassements prévus ont été exécutés sans dépenses, au moyen des déblais provenant du bassin de l'Ouest.

Le prolongement des quais en bois ne paraît pas devoir être exécuté, les projets de la loi du 31 Juillet 1879 comprenant l'achèvement de l'arrière-port. On peut donc considérer le chapitre 5 comme ayant donné lieu à une dépense totale de 86,066 fr. 70 et laissant par suite un excédant disponible de 213,993 fr. 30.

1re Section. Chap. 6. — *Revêtement des talus du réservoir des chasses de la Cunette.* — Ce travail, aujourd'hui terminé, a été compris dans une même entreprise avec les travaux de même nature du chapitre 7. Les projets de la loi du 31 Juillet 1879, en transformant la Cunette en arrière-bassin, rendaient inutile le perreyage soigné de la partie du canal destinée à changer de forme. Nous nous sommes borné, à partir du pont de Rosendael, à régler les talus écoulés dans le chenal et à exécuter une défense provisoire des berges en matériaux de démolition, maintenus par des tunages.

1re Secton. Chap. 7. — *Revêtement des talus et aménagement des canaux de Mardyck et de Ceinture pour les besoins du commerve et pour le service des chasses.* — Ce chapitre comprend onze articles de natures tout-à-fait différentes.

Les articles 1, 2 5, 7, 9 et 10 sont relatifs à l'organisation du canal de Mardyck et des canaux de ceinture, en vue de les utiliser comme réservoirs de chasses. Cette utilisation est abandonnée en principe par l'administration pour les canaux maritimes de batellerie, qui devront rester au niveau de navigation. Ces six articles sont donc sans objet et la somme totale de 280,500 fr. pour laquelle ils figuraient dans le détail estimatif du 30 novembre 1874 se trouve provisoirement disponible, pour être reportée sur des articles insuffisamment dotés.

L'article 3 était relatif au revêtement des talus du canal de Ceinture. Ce travail a été terminé par l'entreprise dont nous avons déjà parlé à l'occasion du chapitre 5. Les dépenses approuvées pour le projet définitif correspondant à cette entreprise dépassaient de 7,200 francs celles qu'avait prévues l'avant-projet de 1874. Nous espérons toutefois nous maintenir, en fin de compte, dans les premières prévisions.

L'article 4 et l'article 11 se rapportent au dévasement et à l'élargissement du canal de Ceinture. Ces travaux ont fait l'objet d'une entreprise de dragages et sont aujourd'hui terminés. Ils ont coûté, en tout, 98,000 francs et étaient estimés 90,000 francs, en sorte que les prévisions, pour l'ensemble des articles 4 et 11, sont en déficit de 8,000 francs.

L'article 6 prévoyait la restauration, dans les conditions anciennes, du quai en charpente du port au bois. L'administration a approuvé, en fait, la reconstruction de ee quai en maçonnerie. Les prévisions anciennes, très insuffisantes même pour une reconstruction en charpente, n'étaient que de 48,700 francs. Le quai nouveau, aujourd'hui terminé, a coûté 60,347 fr. 22. L'article 6 présente donc un déficit de 11,647 fr. 22 ; mais l'augmentation de dépense, très faible par rapport à ce qu'aurait coûté la reconstruction en charpente, est largement compensée par les garanties de durée qu'offre un ouvrage en maçonnerie.

L'article 7 était relatif à la réparation des empierrements des terre-pleins des quais de navigation. Les travaux correspondants ont été réunis dans une même entreprise avec ceux du même genre qui étaient prévus à l'article 5 du chapitre 8 et à l'article 3 du chapitre 9. Sur

l'ensemble des prévisions, le déficit n'est que de 171 fr. 82. Il est insignifiant. D'ailleurs, nous avons pu, avec cette très faible augmentation de dépenses et pour le prix total de 59,171 fr. 82 réaliser une amélioration importante en créant des quais bas le long du canal de jonction.

1re Section. Chap. 8. — *Restauration des talus, quais et chaussées de rive est du canal de Bergues, entre le canal de jonction et l'écluse de l'arrière-port. Pont sur le canal de jonction.* — Ce chapitre comprenait huit articles.

L'article 1er et l'article 4 correspondaient au rescindement de bâtiments militaires et privés, en vue de la réalisation de l'alignement. Les travaux sont terminés, estimés ensemble 32,900 francs, ils ont coûté seulement 4,396 fr. 90, laissant disponible une somme de 28,503 fr. 10.

L'article 2 est relatif à la construction d'un pont sur le canal de Jonction. Cet ouvrage est terminé depuis 1876 ; estimé 50,000 francs, il a coûté effectivement 72,306 fr. 98 ; mais la majeure partie des dépenses a été imputée sur les fonds de la 1re section du budget, 2e catégorie. On n'a imputé sur les travaux de restauration qu'une somme de 16,106 fr. 98 ; en sorte que sur l'article 2, il est resté disponible une somme de 33,893 fr. 02.

L'article 3 : Construction de la chaussée de circulation, figurait à l'avant-projet pour 20,000 francs. La dépense réelle a été de 41,950 fr. 30, montrant une insuffisance dans les prévisions de 21,950 fr. 30.

L'article 5, c'est-à-dire l'empierrement des terres-pleins du quai, a été compris dans l'entreprise dont nous avons déjà parlé a l'article 7 du chapitre 7. Il a été exécuté dans les conditions prévues.

Les articles 6 et 7 prévoyaient une dépense totale de 88,100 francs pour revêtement des talus et construction d'appontement. Compris dans l'entreprise dont nous avons parlé à l'occasion des chapitres 6 et 7, ces travaux ne donneront lieu, nous l'espérons, à aucune augmentation par rapport aux prévisions.

1re Section. Chap. 9. — *Reconstruction des talus, quais et chaussées de rive Ouest du canal de Bergues, entre le canal de Jonction et l'arrière port.* — Ce chapitre comprenait 3 articles.

L'article 1er, pour revêtement de talus, a été exécuté au moyen de l'entreprise pour perreyage et appontements déjà citée à l'occasion des chapitres 6, 7 et 8, qui se règlera, nous l'espérons, sans excédant ni déficit.

L'article 2 prévoyait des terrassements pour relèvement du quai, qui ont été exécutés sans frais spéciaux avec les déblais du bassin de l'Ouest. Il laisse donc disponible le montant de son évaluation soit 4,000 fr.

Enfin l'article 3, relatif à l'empierrement des terre-pleins de quai, a été compris dans l'entreprise citée à l'occasion du chapitre 7, article 7, et du chapitre 8, article 5. Le travail est terminé sans modification des prévisions.

2e Section. Art. 1er. — *Dragages sur la passe d'entrée et dans le chenal.*

Les dragages prévus à l'article 1er étaient et sont encore des dragages d'essai, que l'administration a prescrits en vue de parer à l'insuffisance manifeste des chasses comme moyen d'entre-

tien de la passe extérieure. On a été conduit par la force des choses à leur donner une importance beaucoup plus grande qu'on ne l'avait d'abord pensé. La dépense prévue au moment du vote de la loi du 14 Décembre 1875 était de 1,200,000 francs. Le total des dépenses faites et engagées paraît devoir correspondre au chiffre de 2,500,000 francs. Ce chiffre ne peut être indiqué que par estime, attendu que les traités en cours n'ont pas été passés pour des quantités fixes mais pour des périodes de travail déterminées Les dépenses varient par conséquent avec le travail annuellement fait, ce qui engage les entrepreneurs à activer autant que possible leurs opérations, parce que les prix qu'ils reçoivent sont décroissants d'année en année.

Les quantités de dragages, réellement effectués depuis l'origine, et les dépenses correspondantes, se résument comme suit :

En 1876,	on a dragué	8.977^{m3}85	et dépensé	25.804fr.	79
En 1877	id.	41.236 61	id.	126.298	61
En 1878	id.	69.224 63	id.	189.796	49
En 1879	id.	85.518 00	id.	242.668	95
En 1880	id.	154.910 73	id.	343.799	84
En 1881	id.	266.668 50	id.	390.992	71
Enfin, jusqu'au 1er juilet 1882	id.	163.969 75	id.	272.213	95
Totaux.....	id.	790.506^{m3}07	id.	1.591.575	34

Le nombre des bateaux dragueurs employés a été :

En 1876, 1877, 1878, 1879 un seulement.

En 1880, un pendant huit mois, deux pendant 4 mois ;

En 1881, un pendant un mois, deux pendant trois mois et demi, trois pendant sept mois et demi.

En 1882, nous avons eu en service trois dragues jusqu'à la fin de mars, nous en avons maintenant quatre.

Les résultats obtenus sont remarquables en ce qui touche l'amélioration de la passe extérieure. Avant les dragages, les chasses ne pouvaient maintenir la profondeur de cette passe, qui présentait vers le milieu de sa longueur, soit à 400 mètres environ de la jetée Est, un dos d'âne s'élevant à 45 centimètres au-dessus du zéro des cartes marines. Aujourd'hui, la passe extérieure est ouverte partout à 1^{m}50 au-dessous du même zéro et, à partir de 100 mètres au-delà de la jetée Est, elle présente une profondeur variant de 2 mètres à 3 mètres au-dessous du zéro des cartes. Les dragages ont donc déterminé un gain de 2 mètres sur la hauteur d'eau disponible à l'entré du chenal intérieur. En outre, la passe a gagné considérablement en largeur, même à une petite distance des jetées, et atteint la rade par un évasement très marqué. Avant les dragages, elle consistait seulement en un étroit sillon s'effaçant complètement à environ 400 mètres des jetées.

Ce sont là des avantages précieux, qui ont grandement contribué à l'accroissement du trafic en permettant l'accès du port aux grands navires et en supprimant les allègements en rade

Nos essais de dragages ont, en outre, établi que les difficultés de l'entrée, tout en étant considérablement réduites, subsisteront en changeant de position. C'est maintenant à la tête des jetées que les chasses déposent les matières qu'elles charrient et qu'elles portaient autrefois à 400 mètres plus loin. Elles trouvent, en effet, dès la sortie des jetées, une masse d'eau dans laquelle elles s'épanouissent en perdant leur puissance de transport.

De plus, cette puissance paraît avoir diminué un peu, même entre les jetées, en sorte que le chenal intérieur, ne pouvant pas s'entretenir par des dragages ordinaires à cause de son étroitesse, est assez médiocre. Son peu de largeur est d'ailleurs devenu d'autant plus préjudiciable à la navigation, que le port a pu recevoir des navires plus grands. Il est clair que des navires de 90 à 100 mètres de longueur, se mouvant dans un chenal médiocrement abrité, de 70 mètres seulement de largeur, risquent de se mettre en travers, s'ils font une embardée un peu forte, et par suite, de fermer l'entrée du port. Ce danger est d'autant plus grand, que la longueur du chenal, comptée depuis le bout des jetées jusqu'au musoir du goulet de l'écluse de chasse, est de 900 mètres et que son plafond, formant une cunette, dont les bords sont relevés et dont le thalweg seul est à profondeur, l'avant et l'arrière peuvent toucher à la fois en cas d'embardée.

Il y a donc autre chose à chercher que l'amélioration de la passe extérieure, et il est nécessaire de songer à créer un nouveau chenal intérieur, affranchi des inconvénients que nous signalons plus haut. On trouvera, croyons-nous, une solution de cette grave question, en déplaçant la jetée Est de manière à créer entre elle et la jetée Ouest convenablement modifiée un avant-port de grande largeur dont l'entrée serait au Nord vrai de l'entrée de l'avant port actuel et se trouverait beaucoup plus près des grands fonds de la rade, sans augmentation de la longueur des jetées. Mais il ne nous a pas encore été possible jusqu'à ce jour de rédiger un avant-projet, faute de temps. L'administration n'a donc pas eu à se prononcer sur les idées que nous exposons seulement comme idées personnelles.

2e Section. Art. 2. — *Dévasement des bassins à flot du Commerce et de la Marine.* — Les travaux de l'article 2 seront terminés cette année.

Ils ont été réunis dans une même entreprise avec les dragages de l'arrière-port, prévus au chapitre 5 de la 1re section, et les dragages dans le port d'échouage ou l'avant-port, prévus à l'article 1er de la 2e section. Sur l'ensemble des travaux, nous aurons une augmentation, par rapport aux prévisions, de 250,263 fr. 50 dont 110,000 francs correspondent à une augmentation de dragages dans le port d'échouage et dans l'avant-port. Il s'est présenté cette circonstance que nos dragages sur la passe d'entrée, attaquant des dépôts de sable vaseux faits dans la passe et à l'Ouest de la passe ancienne par les chasses et séparant les vases, qu'elles remettent en suspension, des sables qui se décantent seuls dans les puits des porteurs, ont envoyé ces vases anciennes partie à l'Est du port, partie dans le port même. De là des exhaussements qu'il a été indispensable de supprimer par un accroissement sérieux des dragages intérieurs.

2e Section. Art. 3. — *Réparation des avant-radiers de l'écluse de la Cunette.* — Cette réparation n'a plus de raison d'être faite, puisque l'écluse de la Cunette est ruinée. L'article 3 laisse par suite un disponible de 125,000 francs à reporter sur les articles insuffisamment dotés.

2e Section. Art. 4. — *Réparation des avant-radiers de l'écluse du fort Revers.* — Ce travail est abandonné par suite des projets d'extension approuvés par la loi du 31 Juillet 1879, qui retirent à l'écluse du fort Revers le caractère d'écluse de chasses. L'article 4 laisse disponible une somme de 75,000 fr. égale aux prévisions.

2e Section. Art. 5. — *Essais de prolongement de la jetée Est par une jetée à claire-voie à écrans mobiles, pour guider les eaux de chasses et leur écoulement à basse-mer.* — L'essai indiqué ci-dessus était considéré, à la fin de 1874, comme le seul moyen possible d'améliorer sérieusement la passe. Il présentait l'inconvénient de déterminer une gêne grave pour la navigation qui, loin de pouvoir accepter un prolongement de la jetée Est, demande le prolongement de la jetée Ouest. C'était en fait la constitution de guide-eaux placés à demeure. Nous n'exécuterons pas cette tentative dangereuse qui ne donnerait, à notre avis, aucun bon résultat et que l'amélioration de la passe rend d'ailleurs inutile. L'article 5 laisse en conséquence un disponible de 200,000 fr., égal au montant des prévisions.

En résumé, nous constatons que, sur l'ensemble des prévisions de la loi du 14 Décembre 1875, les estimations primitives doivent être augmentées de 1,023,069 fr. 79, c'est-à-dire de 20 %. Nous ne pensons pas que l'on puisse s'étonner de ce résultat, si l'on songe que la loi en question n'a compris que des travaux de grosses réparations pour lesquelles il était à peu près impossible de prévoir rigoureusement les dépenses indispensables à faire. Les travaux ne seront complètement achevés qu'en 1884.

Travaux d'amélioration. — Loi du 14 Décembre 1875

Les travaux d'amélioration dont nous poursuivons l'achèvement au port de Dunkerque sont, comme on le sait, la continuation du programme arrêté par le décret du 14 juillet 1861. Par suite de l'insuffisance de l'allocation de 15 millions faite par ce décret, une loi du 14 décembre 1875 a décidé l'allocation d'une nouvelle somme de 12,600,000 francs, conformément à un détail-estimatif supplémentaire du 1er novembre 1875, et a autorisé la ville de Dunkerque à en faire l'avance à l'État.

Le trésor public a remboursé le 1er janvier 1881, cette avance qui avait été parachevée en 1880.

L'exécution des travaux, retardée par diverses causes dont la principale est que les fonds ont été créés avant que les projets définitifs fussent étudiés, n'a pas suivi la formation des ressources. Il était impossible qu'il en fut autrement. En fait, les dépenses de chaque exercice, à partir de la promulgation de la loi du 14 Décembre 1875, ont été les suivantes :

Dépenses faites par le service maritime.	En 1876.....	1.300.000 fr.	»	12.305.226 fr. 09
	En 1877.....	1.743.000	»	
	En 1878.....	2.300.000	»	
	En 1879.....	2.887.487	71	
	En 1880.....	2.688.447	82	
	En 1881.....	1.386.290	56	
Dépenses faites par le service du Génie.	En 1876.....	59.512	29	919.512 fr. 29
	En 1877.....	300.000	»	
	En 1878.....	350.000	»	
	En 1879.....	210.000	»	
	En 1880.....	»	»	
	En 1881.....	»	»	
	Total.....			13.224.738 fr. 38

Les dépenses, au 31 Décembre 1881, dépassaient déjà les estimations d'une somme importante. Le travail que nous avons fait, en exécution de la circulaire du 26 octobre 1881, pour rectifier les estimations premières, nous a conduit à exprimer que ces estimations seraient finalement dépassées de 3,100,000 francs, c'est-à-dire de 25 % environ. Nous indiquerons, à chaque article du programme de la loi, les motifs des augmentations, qui ont d'ailleurs été presque toujours régulièrement approuvées.

ARTICLE 1er. — *Exécution d'un bassin à flot.* — Cet article comprenait trois travaux principaux : l'achèvement de l'écluse à sas d'aval du bassin de l'Ouest pour 565,000 francs ; la construction du pertuis de communication entre le bassin de l'Ouest et celui de la Marine pour 1,100,000 francs ; l'achèvement du creusement partiel du bassin et la construction de 620 mètres de quais pour 1,835,000 francs. Son estimation totale s'élevait au chiffre de 3,500,000 francs.

La dépense totale correspondant à cet article s'élèvera, à notre avis, à 5,767,858 fr. 82, et excèdera les prévisions de 2,267,858 fr. 82, soit de 65 %

L'excédant correspond, pour une somme de 514,378 fr. 82, à des insuffisances dans les estimations des ouvrages prévus et, pour le reste, soit pour 1,753,479 fr. 50, à l'exécution d'ouvrages indispensables qui avaient été omis au détail-estimatif du 1er novembre 1875.

Ces ouvrages non prévus et nécessaires à la mise en service régulier du bassin de l'Ouest sont : la construction de deux ponts tournants en tôle sur l'écluse de l'Ouest ;

La construction des portes, vannes, bateau-porte, organes de fermeture et de manœuvre de l'écluse de l'Ouest ;

L'aménagement en égouts, pavages et empierrements des rives du bassin ;

La construction de deux ponts tournants sur le pertuis de communication entre le bassin de la Marine et celui de l'Ouest ; enfin, la construction des maisons éclusières de l'écluse de l'Ouest.

Il suffit de les énumérer pour prouver que l'on ne pouvait pas les détacher des ouvrages réellement prévus.

L'écluse à sas du bassin de l'Ouest a été terminée et livrée en 1880. Son achèvement, estimé 565,000 fr., aura coûté 1'040,000 fr., comme gros œuvre, sans accessoires. L'insuffisance des prévisions pour cet ouvrage sera donc de 475,000 fr., soit de 84 %. Une partie de cet excédant tient à ce que les radiers d'aval étaient trop courts et à ce que nous avons dû proposer leur allongement, pour les protéger contre des affouillements inquiétants.

Le bassin creusé, ses quais et la partie Nord-Ouest du pertuis de communieation avec le bassin de la Marine sont livrés depuis le 31 octobre 1880. Nous ne pourrons achever la communication avec le bassin de la Marine qu'après l'exécution du premier pont métallique à jeter sur l'écluse d'amont. Le projet des ponts a été approuvé par l'administration supérieure le 8 août 1881 ; le premier de ces ouvrages pourra être mis en service à la fin de la présente année. C'est, par suite, seulement en 1883 que nous pourrons achever le pertuis commencé. Ce travail devait, d'après les premières prévisions, être exécuté à sec, ce qui supposait la mise à sec du bassin de la Marine. L'admininistration supérieure a reconnu, sur nos propositions, qu'il n'était

pas possible de procéder à cette mise à sec sans nuire au commerce, auquel on supprimerait 600 mètres de quai, sans nuire à la santé publique en amenant à l'air libre des vases infectes, enfin sans compromettre les ouvrages du bassin de la Marine qui ne sont pas faits pour supporter une charge d'eau extérieure. Nous exécuterons tout le travail sous l'eau, avec plus de peine, mais avec moins de dépenses et sans nuire à aucun intérêt.

Les ouvrages non prévus, énumérés ci-dessus sont exécutés, sauf les ponts du pertuis d'amont, qui ne seront terminés qu'en 1883, et les maisons éclusières de l'écluse de l'Ouest. Le projet de ces maisons ne pourra être présenté que d'ici à la fin de l'année. On compte les exécuter en 1883.

Article 2. — *Dégagement des abords de l'écluse du bassin de l'Ouest et élargissement du chenal.* — Cet article prévoyait trois espèces de travaux.

La construction de quais en bois aux abords de l'écluse de l'Ouest, estimés 470,000 fr ;

Les terrassements ou dragages pour création du chenal d'accès de l'écluse de l'Ouest, estimés 550,000 fr. ;

Enfin le revêtement avec rempiètement des talus et estacades de l'avant-port ancien (rive Est), estimé 180,000 fr. ;

La dépense prévue était donc en tout de 1,200,000 fr.

Les quais en bois à l'aval de l'écluse de l'Ouest sont achevés. Dès la presentation du projet définitif, on avait dû reconnaître que l'estimation primitive était insuffisante, et l'administration supérieure avait fixé les dépenses autorisées à la somme de 527,038 fr. 46. Des difficultés rencontrées pour la construction des talus sous les quais, la démolition d'anciens ouvrages trouvés dans les fouilles, etc. ont obligé à augmenter les dépenses que l'administration a définitivement arrêtées au chiffre de 663,684 fr. 36, en augmentation sur les prévisions de 193,684 fr. 36, soit 41 °/°.

Les terrassements et dragages pour ouverture du goulet de l'écluse de l'Ouest sont terminés et ont coûté 826,150 fr. L'administration a dû approuver plusieurs augmentations successives dans l'importance des dragages qui auront,en résumé,dépassé les prévisions de 276,150 fr., soit de 50 °/₀.

Quant au rempiètement des estacades de l'Est, comme ces ouvrages sont destinés à disparaître, on ne l'a pas entrepris ; on s'est borné à faire des réparations urgentes pour 15,000 fr., en sorte que nous disposons sur ce travail d'un excédant de 165,000 francs, qui couvre une partie des déficits.

Le déficit total sur l'article 2 est donc, compensation faite, de 304,834 fr. 36. Il aura entraîné une dépense totale de 1.504,834 fr. 36, dépassant les prévisions de 25 °/₀.

Art. 3. — *Approfondissement du chenal.* — Cet article comprenait trois paragraphes :

L'achèvement de l'écluse du bastion 27, estimée 1,250,000 fr.;

La construction de l'écluse du bastion 28, estimée 1,700,000 fr.;

Enfin, l'aménagement des fossés de l'Est comme retenue des eaux de chasses, estimé 750,000 francs.

La dépense totale prévue pour cet article était donc de 3,700,000 francs.

La dépense totale d'exécution s'élèvera au chiffre de 4,000,843 fr. 06 entraînant un excédant de 300,843 fr. 06 qui tient, pour 138,159 fr. 99, à ce que l'on avait omis, lors des estimations primitives, les portes de flot et les portes de chasse des écluses des bastions 27 et 28. Sur l'augmentation totale de 8 %, 35 % correspondent à des omissions dans les ouvrages nécessaires à prévoir et 4,5 % à des insuffisances dans l'estimation des ouvrages prévus.

L'écluse du bastion 27 est complètement terminée. Son achèvement a coûté 1,114,421 fr. 11, soit 135,578 fr. 89 de moins qu'on ne l'avait prévu.

L'écluse du bastion 28 est terminée sauf les avant radiers d'aval. Elle est en service comme ouvrage d'écoulement à la mer, mais ne pourrait encore servir comme ouvrage de chasse, parce que ses avant-radiers ne sont pas assez longs. Elle coûtera en tout 1,795,000 fr. sur lesquels 156,803 fr. 38 restent à dépenser.

L'aménagement des fossés de l'Est devra coûter, d'après les dernières décisions de l'administration, 953.261 fr. 96, c'est-à-dire 213,261 fr. 96 ou 28 % de plus que les prévisions. Il était assez avancé au milieu de 1881 ; mais, en présence des vœux émis pour l'agrandissement de la ville et le déplacement des fortifications dans tous les sens, nous avons dû suspendre des travaux de creusement et de perreyage qui pourraient être exécutés en pure perte. Cet arrêt dans les travaux était d'autant plus nécessaire que nous aurions dû, en exécution des prévisions de la loi du 31 juillet 1879, élargir notablement les fossés avant de les perreyer. Il eût été évidemment mauvais de dépenser beaucoup d'argent à agrandir des fossés que l'on devra peut-être combler dans peu de temps.

Art. 4. — *Écluse de communication entre l'avant-port et le bassin des chasses, organisée en forme de radoub.* — Les travaux de cet article peuvent être considérés comme terminés en ce qui concerne le gros œuvre. Ils avaient été compris au programme de la loi du 14 décembre 1875 pour 2,600,000 fr. Les projets définitifs ont évalué la dépense, pour une forme de 100 mètres de longueur et un pertuis simple accolé, à la somme de 2,500,040 fr. 45 ; il semblerait donc que nous avons sur cet article un disponible de 99,959 fr. 55. Mais les bateaux-portes et les machines d'épuisement avaient été omis dans le programme de la loi, et il sera nécessaire d'augmenter les dépenses de ce chef de 300,000 francs pour trois bateaux-portes et de 400,000 francs pour les machines d'épuisement. Les dépenses de l'article 4 s'élèveront donc au chiffre total de 3,200,040 fr. 45 ; elles dépasseront les prévisions de 600,040 fr. 45 c., soit de 23 %.

Art. 5. — *Achèvement des fortifications.* — Le programme de la loi des travaux d'amélioration comportait une subvention complémentaire de 710,000 francs, à fournir par le ministère des travaux publics au ministère de la guerre pour le déplacement des fortifications ordonné par le décret du 14 juillet 1861. Une décision de la Commission mixte des travaux publics a élevé le chiffre de la dite subvention à 920,000 francs. Cette augmentation de 210,000 francs a été prélevée, après le vote de la loi, sur la somme à valoir générale inscrite à l'article 6.

La somme de 920,000 francs fournie à la guerre par les travaux publics, sur les fonds de la loi de 1875, porte à 6,250,000 francs le total des sommes mises à la disposition du Génie militaire sur notre budget. La dépense que le ministère des travaux publics a ainsi supportée, sans

le concours de la municipalité de Dunkerqne, a produit son plein effet en mettant dans l'intérieur de l'enceinte les terrains que la loi du 31 juillet 1879 a utilisés pour l'extension des ouvrages du port. Un des objets du décret du 14 juillet 1861 s'est ainsi trouvé rempli.

ART. 6. — *Somme à valoir générale.* — Il avait été inscrit au détail estimatif du 1er novembre 1874 une somme à valoir générale de 890,000 francs pour dépenses de personnel, frais généraux et tous imprévus. Cette somme était certainement trop faible pour couvrir les insuffisances de prévisions qu'on était obligé de renfermer dans un total, fixé à l'avance, de 12,600,000 francs. Ce que nous avons dit, à l'occasion des articles précédents, le montre surabondamment. On a, d'ailleurs, dû réduire encore cette somme à valoir de 210,000 francs pour augmenter d'autant l'article 5, en vertu de la décision du 21 février 1876, réclamée par la Commission mixte des travaux publics : elle n'a donc été que de 680,000 francs.

En fait, on n'a imputé sur la somme à valoir générale que les dépenses suivantes :

Déplacement de la maison éclusière de l'écluse de barrage, 15,500 francs;

Dépenses de personnel et dépenses diverses, qui s'élevaient au 31 décembre 1881 à 215,226 francs 91, et qui atteindront, en fin de travaux, 291,000 francs environ.

Le total des imputations sur l'article 6 laissera en résumé un disponible d'environ 373,000 francs, à reporter sur les articles en déficit.

En résumé, la loi de 1875 pour travaux d'amélioration sera complètement exécutée à la fin de 1883 ou au commencement de 1884. Les ouvrages qu'elle avait estimés 12,600,000 francs auront entraîné une dépense de 15,700,000 francs et ses prévisions auront été dépassées de 25 %, dont 21 % correspondent à des ouvrages oubliés au programme et 4 % seulement à des insuffisances d'estimation.

Travaux d'extension. — Loi du 31 Juillet 1879.

Les travaux d'extension du port de Dunkerque, étudiés en vertu du décret du 15 janvier 1878, ont été déclarés d'utilité publique par une loi du 31 juillet 1879, qui a pris acte de l'offre faite solidairement par la Chambre de commerce et par la ville de Dunkerque de contribuer pour 15 % aux dépenses à faire. L'estimation sommaire a évalué ces dépenses au chiffre total de 50,000,000 fr., en sorte que la contribution à fournir par la ville de Dunkerque est fixée provisoirement à sept millions et demi ; mais ce chiffre sera élevé en définitive à quinze pour cent des dépenses quelles qu'elles soient.

L'estimation totale se répartit comme il suit :

1° Amélioration de l'entrée du port	4.000.000 fr.
2° Bassins de Freycinet et canal de l'Ile Jeanty	22.300.000 fr.
3° Achèvement de l'arrière-port	2.200.000 fr.
4° Achèvement du bassin du commerce	1.500.000 fr.
5° Bassins de l'Est	7.700.000 fr.
6° Élargissement du port d'échouage et de l'avant-port	2.100.000 fr.
7° Formes de radoub	5.000.000 fr.
8° Somme à valoir générale	5.200.000 fr.
Total pareil	50.000.000 fr.

Un grand nombre des projets définitifs auxquels doit donner lieu le programme ci-dessus sont encore à l'étude. Seuls, les travaux d'extension, qui transformeront le bassin de l'Ouest en bassins de Freycinet, sont en cours d'exécution. Nous allons exposer la situation tant des travaux entrepris que des études.

1° *Amélioration de l'entrée du port.* — Cet article comprenait :

La construction d'une écluse d'écoulement à la mer, au nord du Phare ;

Un allongement de 100 mètres de la jetée Ouest ;

Des dragages importants destinés non-seulement à approfondir la passe extérieure, mais à créer un élargissement de 200 mètres en dehors de la jetée Ouest, de manière à assurer la permanence de la passe par la formation d'un réservoir où les sables se déposeraient en mauvais temps, sans atteindre le chenal, et seraient repris par beau temps, au moyen de dragages d'entretien.

Le projet de l'écluse au nord du phare a d'abord rencontré de la part du Génie militaire des objections qui auraient retardé notablement son approbation. Nous avons dû le recommencer et nous avons été assez heureux pour trouver des dispositions auxquelles tous les services intéressés ont donné leur adhésion. Le projet définitif est actuellement soumis à l'approbation de l'administration supérieure et il y a lieu d'espérer qu'il sera mis en adjudication très prochainement. Il réalise, par rapport aux évaluations de l'avant-projet, une économie de 375,000 francs.

Les autres projets relatifs à l'amélioration de l'entrée ne sont pas encore terminés. Nous les préparons dans un ordre d'idées un peu différent de celui qui a présidé à la rédaction de l'avant-projet. Nous comptons proposer à l'administration supérieure un ensemble de dispositions tendant à réaliser les avantages suivants :

Créer un avant-port extérieur spacieux, facilitant beaucoup les mouvements d'entrée et de sortie des navires qui, aujourd'hui, ne peuvent entrer et sortir simultanément ;

Réduire la longueur de la passe extérieure aux jetées des deux tiers au moins ; par suite, faciliter son entretien ;

Créer de toutes pièces le réservoir de sable qu'il est nécessaire d'avoir à l'Ouest du port, sans dragages exagérés.

Nous ne pouvons présumer l'accueil qui sera fait par l'administration supérieure à des propositions qui ne lui ont pas été soumises et qui auront à subir une assez longue instruction. Nous dirons seulement que la Chambre de commerce de Dunkerque nous a, depuis trois ans, manifesté le vif désir qu'elle aurait de voir les idées définies ci-dessus réalisées.

2° *Bassins de Freycinet et canal de l'Ile Jeanty.* — Les travaux qui forment l'objet de cet article sont en cours d'exécution. Les projets définitifs ont été approuvés, en ce qui concerne les terrassements d'une part, les maçonneries de l'autre, le 2 septembre 1880.

La réalisation des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux a donné lieu à un mécompte sérieux. Nous avions estimé consciencieusement à 1,200,000 francs la somme à consacrer à ces expropriations. Le jury, qui s'est réuni en juillet 1881, a porté cette somme à 2,414.286 fr. 90. Nous avons donc de ce chef un déficitde 1,214,286 fr.90,c'est-à-dire que nos prévisions ont été dépassées de leur valeur.

Par contre les projets définitifs présentaient, par rapport aux estimations de l'avant-projet, une économie de 1,356,500 francs qui a été augmentée, par les rabais d'adjudication, de 1,730,268 fr. 42. L'économie totale paraît donc devoir être de 3,086,768 fr. 42. Elle résulte, pour une partie, de l'adoption de systèmes de construction moins onéreux que ceux qui avaient été employés jusqu'à ce jour à Dunkerque, pour les quais.

Les travaux marchent avec une grande activité pour les terrassements, avec une activité moindre pour les maçonneries. Des difficultés entre les entrepreneurs des maçonneries ont beaucoup nui, jusqu'à maintenant, à la bonne marche du chantier. Elles sont aujourd'hui levées ; et nous comptons que le nouveau directeur de l'entreprise saura imprimer aux travaux une impulsion assez vive pour réparer le temps perdu.

Le canal de l'Ile Jeanty est creusé jusqu'à l'écluse de navigation de la darse n° 1 ; il est garni de quais sur un de ses côtés et on commence les quais de l'autre côté.

L'écluse de navigation sera terminée dans deux mois.

La darse n° 1 est creusée sur la longueur qui prolonge le bassin de l'Ouest actuel. Les quais de fond sont très avancés et on commence les quais de rive droite et gauche. Aussitôt qu'ils seront terminés, on commencera le quai de rive gauche qui correspond au bassin de l'Ouest actuel. Ce travail présentera d'assez grandes difficultés, dont nous espérons nous rendre maître sans accidents.

Nous comptons que la darse n° 1 pourra être livrée au commerce vers le milieu de 1883.

La darse n° 2 est commencée. Son creusement, précédé du dérasement des dunes élevées qui occupaient son emplacement, est assez avancé. Nous espérons que la darse n° 2 pourra être livrée vers la fin de 1884.

3° *Achèvement de l'Arrière-Port.* — Le projet des quais de l'arrière-port va être soumis aux conférences règlementaires. Nous ne proposons pour le moment que l'exécution de 200 mètres environ de quais sur la rive Est de l'arrière-port. Ce projet résulte d'une entente avec le ministère de la Marine en vertu de laquelle, moyennant la construction de ce quai et l'édification, en arrière, de magasins neufs, il nous remettrait le bassin de la Marine et tous les vieux bâtiments qui en encombrent les quais, pour être démolis. Cette solution, que nous poursuivons depuis plus de quatre ans, sera éminemment favorable au commerce, auquel elle donnera le libre usage du bassin de la Marine, et à l'administration de la Marine, qui aura ainsi concentré sur le même point tous les services qu'elle possède à Dunkerque.

Le reste des quais ne pourra être entrepris qu'après la création à l'Est du port des chantiers de petite construction navale destinés à remplacer les chantiers actuels de l'arrière-port.

4° *Achèvement du bassin du Commerce.* — Les projets définitifs ne sont pas encore à l'étude. Leur exécution ne pouvant être entreprise qu'après l'achèvement des bassins de l'Est, ils ne présentent aucun caractère d'urgence.

5° *Bassins de l'Est.* — Cet article comprend le dérasement des anciennes fortifications et la création de deux bassins destinés aux pétroliers et aux constructions navales.

Le dérasement des anciennes fortifications a été exécuté en partie par le lestage, en grande partie par notre service.

Nous présenterons cette année le projet définitif des bassins de l'Est. en modifiant très légèrement les dispositions anciennement figurées sur les plans du port nouveau. Le bassin d'aval sera disposé pour recevoir les pétroliers sur la rive Est, aménagée de manière à ce que les navires puissent être convenablement isolés au moyen de barrages flottants. La rive Ouest sera affectée au stationnement des Islandais, des navires en armement et, au besoin, des navire du commerce général. L'arrière bassin de l'Est sera disposé de manière à recevoir sur sa rive Ouest des chantiers de construction pour bateaux de moyennes ou de petites dimensions, analogues à ceux que l'on peut aujourd'hui construire sur les rives de l'arrière-port et du bassin du commerce. La rive Est ne pourra être aménagée définitivement qu'après le recul des fortifications de l'Est. Elle pourra alors recevoir des chantiers de construction pour bâtiments en fer des plus grandes dimensions. On trouvera, en arrière des cales, des terrains assez vastes pour qu'il soit facile d'y installer les importants ateliers qu'exige la construction de ces navires et la préparation des matériaux entrant dans leur construction :

6° *Élargissement de l'avant-port et du port d'échouage.* — L'élargissement en question était prévu, pour l'avant-port, par le dégagement de l'entrée de l'écluse des bassins de l'Est ; pour le port d'échouage, par le recul du quai du gril. Les projets définitifs de ces travaux ne sont pas encore dressés et ne le seront utilement qu'après l'approbation des projets définitifs correspondant à l'article précédent et à l'article suivant.

7° *Formes de radoub.* — Cet article comprend :

La transformation en forme de radoub du pertuis accolé à la forme n° 1 qui faisait, comme cette forme, partie des travaux d'amélioration de la loi du 14 décembre 1875 (forme n° 2) ;

La constructton d'une forme de petites dimensions, portant le nnméro 3.

La construction d'une grande forme pouvant recevoir ou un très grand navire ou deux navires de dimensions ordinaires.

La forme n° 2 est terminée, comme la forme n° 1, mais seulement pour le gros œuvre. Il manque, pour la mettre en service, les bateaux-portes et les machines d'épuisement, dont le projet sera présenté cette année et qui pourront être exécutés en 1883.

Le projet définitif des formes n° 3 et n° 4 est actuellement terminé et subit en ce moment l'examen d'une conférence mixte. Dans ce projet, la forme n° 3 est semblable à celle qui avait été comprise dans l'avant-projet de 1879. La forme n° 4 est portée à 200 mètres de longueur au lieu de 170 environ. Elle peut s'accéder non seulement par le bassin de Freycinet, mais encore par le port d'échouage. Nous trouvons à cette disposition l'avantage considérable de permettre l'entrée en forme immédiate d'un navire arrivant en avaries sérieuses. Pour donner à cette forme une deuxième entrée sur le port d'échouage, nous sommes conduits à élargir notablement le port en face des quais des Anglais, de la Cunette et de la Visite, de manière à porter sa largeur à 200 mètres. Cet élargissement supprime l'écluse du Fort Revers, qui n'avait aucune valeur comme écluse de navigation maritime, et la majeure partie du quai établi, sur les fonds de la loi du 14 décembre 1875, à la sortie de l'écluse de l'Ouest (rive gauche). Le quai dont nous parlons sera démonté simplement et servira, presque sans modifications, à reconstruire le quai du Gril, dont le reculement est prévu à l'article précédent.

L'augmentation de largeur du port d'échouage présentera pour la navigation des avantages sérieux en permettant l'évolution des navires qui, aujourd'hui, ont beaucoup de peine à tourner. Elle supprimera le goulet en impasse qui donne accès à l'écluse de l'Ouest et dans lequel les envasements se concentrent d'une manière très génante pour l'entrée des navires dans le bassin de Freycinet.

Nous espérons que l'Administrotion supérieure voudra bien approuver une amélioration réelle de l'avant-projet de 1879, que nous pouvons réaliser sans augmentation des dépenses prévues.

8° *Somme à valoir générale.* — La somme à valoir générale est de 5,200,000 fr., sur lesquels 500,000 fr., soit 1 % de l'importance des travaux, sont réservés pour les frais généraux.

Nous l'avons portée à un chiffre élevé lors de la présentation de l'avant-projet de 1879, pour éviter les mécomptes auxquels avaient donné lieu les estimations des lois du 14 décembre 1875. Jusqu'à présent elle aura été augmentée par les économies réalisées sur les projets définitifs adjugés. Nous souhaitons vivement l'accroître encore pour pouvoir y trouver la majeure partie des excédants de dépenses auxquels donnera lieu l'amélioration de l'entrée du port, si nos projets de nouvelle entrée sont approuvés par l'admintstration supérieure.

En résumé, les travaux de la loi du 31 juillet 1879 sont poussés aussi activement que possible. Nous espérons pouvoir ouvrir cette année ou au commencement de l'année prochaine de nouveaux chantiers, en outre de ceux du bassin de Freycinet, pour la mise en train des travaux dont les projèts sont actuellement terminés.

Renseignements statistiques.

Les résultats de l'exploitation du port de Dunkerque peuvent se résumer comme il suit pour l'année 1881.

Droits de douane. — Les perceptions ont donné les produits détaillés ci-dessous :

Droits de douane	entrées	5.305.792 fr.	5.318.372 fr.
	sorties	12.580 fr.	
Droits de navigation			503.381 fr.
Droits sur les sels			88.076 fr.
Droits de statistique			227.885 fr.
Droits accessoires			33.861 fr.
		Total	6.171.575 fr,

Ce total est supérieur de 628.621 francs, soit 11.3 % au total des droits perçus en 1880.

Mouvement général. — Le mouvement général du commerce maritime s'est présenté, en 1881, comme il suit :

Entrées	2.853	navires,	jaugeant 894.686	tonnes et portant	1.380.302 tonnes.
Sorties	2.884	id.	899.171	id	206.653 tonnes.
Totaux	5.737	id.	1.793.857	id	1.586.955 tonnes.

Ces résultats comparés à ceux de 1880, donnent : 269 navires en moins, mais 76,131 tonneaux de jauge et 90,439 tonnes de marchandises en plus qu'en 1880, entrées et sorties réunies.

Pavillons français et étrangers.— Dans les totaux de 1881, le pavillon français figure pour un nombre de navires entrés et sortis de 2,202; un tonnage de jauge, entrées et sorties réunies de 431,941; un tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies, de 429,247.

Les pavillons étrangers réprésentent, par suite : 3.535 bâtiments entrés et sortis ; 1 361.916 tonnes de jauge et 1.157.608 tonnes de marchandises, entrées et sorties réunies.

Le commerce sous pavillon français représente donc, dans la fréquentation totale du port de Dunkerque :

38 % du nombre total des navires entrés et sortis ,

24 % du tonnage de jauge, à l'entrée et à la sortie ;

27 % du tonnage de marchandises, à l'entrée et à la sortie ;

Ces chiffres constatent une très légère augmentation de la navigation sous pavillon français qui, en 1880, formait :

36 % du nombre total des navires entrés et sortis ;

21 % du tonnage de jauge, à l'entrée et à la sortie ;

26 % du tonnage de marchandises à l entrée et à la sortie ;

Tonnages moyens.— Les navires français sont malheureusement toujours d'un tonnage moyen très faible, 196 tonneaux. Le tonnage moyen des bâtiments étrangers, sans être considérable, est de 385 tonneaux. Enfin le tonnage moyen de la fréquentation du port est de 312 tonneaux.

Relâches. — Le nombre des navires qui sont entrés en relâche, à Dunkerque, en 1881, est de 10, ils jaugeaient ensemble 1.431 tonneaux.

Pêche à la morue. — La pêche à la morue a employé en 1881, 97 navires qui jaugeaient ensemble 9.138 tonnes.

Leurs équipages comptaient, en tout, 1.396 hommes ;

Leurs produits ont été de 50.241 quintaux métriques, représentant une valeur de 3.050.300 francs, environ.

Pêche côtière. — La pêche côtière a été faite en 1881, par 66 navires, ayant ensemble un tonnage de jauge de 1.308 tonnes et des équipages qui comptaient, en tout, 395 hommes. Elle a produit 5.360 quintaux métriques, valant 536.000 francs.

Constructions navales. — Le nombre des navires restés sur chantiers dans l'arrière-port et le bassin du commerce a été de 3, jaugeant ensemble 388 tonneaux. Il n'en a pas été laucé pendant 1881.

Naufrages et èchouements. = Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1881 a été de 18. Ils jaugeaient ensemble 9.933 tonnes.

On a eu à déplorer la mort d'un homme de l'équipage d'un navire naufragé ; la perte en valeur est estimée 1.327.500 francs.

Comparaison entre 1881 et 1880 au point de vue des résultats de l'exploitation. —

La comparaison de l'ensemble des résultats de 1881 avec l'ensemble des résultats de 1880 conduit aux conclusions suivantes, en faveur de 1881.

1° Les droits de douane proprement dits ont été supérieurs de 644.723 francs, soit 14 % à l'entrée, et inférieurs de 39.500 francs, soit 75 % à la sortie. Les marchandises qui ont le plus contribué à l'élévation des perceptions à l'entrée sont : les fromages, les froments, les sucres, les cafés, les huiles fines, les fontes, les pétroles et les huiles lourdes. La diminution à la sortie tient à ce que les droits d'exportation ont été supprimés par la loi du 7 mai 1881.

Les droits de navigation ont augmenté de 3.070 francs, soit 0,6 %. Cet accroissement a été déterminé par des arrivages de navires de fort tonnage apportant du froment, des graines oléagineuses, du maïs, de l'orge et du pétrole.

Les droits de consommation sur les sels accusent une légère augmentation de 1.427 francs, soit 1,6 %, formée par les acquittements des sels de l'Est.

Les droits de statistique ont augmenté de 15.260 francs, soit de 7 %. Cette augmentation est attribuée aux introductions plus importantes de pétrole et d'huiles lourdes.

Les droits accessoires ont gagné 3.641 francs, soit 12 %

La plus-value sur l'ensemble des perceptions est de 628.601 francs, soit de 11 %.

2° Le nombre des navires qui sont entrés ou sortis en 1881 est de 269 au-dessus du nombre semblable de 1880, perte de 4 %

Par contre, le tonnage de jauge a augmenté de 76.131 tonneaux soit 44 % et le tonnage des marchandises, entrées ou sorties s'est accru de 90.439 tonnes soit de 8 %.

3° Le commerce sous pavillon français a augmenté de 39.959 tonnes, soit de 9 %, et le commerce sous pavillon étranger de 54.380 tonnes, soit de 5 %, le tout en marchandises.

4° Le tonnage moyen des bâtiments qui fréquentent le port, a augmenté de 9 %. Celui des bâtiments étrangers a augmenté de 9 % et celui des bâtiments français a augmenté de 17 %.

5° La pêche à la morue a employé un nombre de navires inférieur de 0,27 %, jaugeant 24 % de moins et portant 9 % environ d'hommes en moins qu'en 1880. Le produit de la pêche a diminué de 32 % en quantité, mais seulement de 5 % environ en valeur.

6° La pêche côtière a employé un nombre de navires inférieur de 20 %, jaugeant ensemble 28 % de moins et portant 9 % d'hommes en moins qu'en 1880. Les produits ont été inférieurs de 19 % en quantité et de 19 % en valeur à ce qu'ils étaient en 1880.

7° L'activité des chantiers de construction a encore trouvé moyen de décroître. Elle a perdu, en 1881, 39 % de son importance en 1880.

La construction semble condamnée à périr à Dunkerque, où depuis longtemps elle ne produit que de très petits navires, si on ne lui donne pas des chantiers mieux installés. Elle ne se relèvera que le jour où il sera possible de constituer de grands établissements pour construction

tion de navires en fer de fort tonnage. Il importe de poursuivre ce but avec énergie, car un grand port a essentiellement besoin d'offrir aux navires qui le fréquentent et aux armateurs des moyens sérieux de réparation et de construction.

Navigation fluviale. — Les chiffres que nous avons donnés jusqu'à présent sont relatifs seulement aux bâtiments de mer. Les relations du port avec les canaux ont donné lieu en 1881 aux constatations suivantes :

Sont entrés dans les bassins 3.244 bateaux jaugeant 470.199 tonnes et portant 68.209 tounes de marchandises ;

Sont sortis des bassins 3.343 bateaux, jaugeant 492.597 tonnes et portant 220.985 tonnes de marchandises ;

Ont passé les écluses de navigation intérieure dans les deux sens : 6.587 bateaux, jaugeant 962.796 tonnes et portant 289.194 tonnes de marchandises.

Tous ces chiffres sont inférieurs à ceux de 1880 qui accusaient eux-mêmes une décroissance marquée sur 1879.

A l'entrée, les pertes sont :

Nombre de bateaux de 21 % sur 1880 qui perdait sur 1879 9 %.
Tonnage total de 15 % id. id. 10 %.
Tonnage de marchandises de 23 % id. id. 42 %.

A la sortie, les pertes sont :

Nombre de bateaux de 18 % sur 1880 qui perdait sur 1879 7 %.
Tonnage total de 11 % id. id. 5 %.
Tonnage de marchandises de 26 % id. id. 7 %.

Pour l'ensemble, les pertes sont :

Nombre de bateaux de 19 % sur 1880 qui perdait sur 1879 8 %.
Tonnage total de 13 % id. id. 8 %.
Tonnage de marchandises de 26 % id. id. 18 %.

L'utilisation des canaux pour le transport des marchandises qui arrivent à Dunkerque ou en sortent a donc diminué en deux ans :

De 55 % pour les arrivages, — de 31 % pour les sorties, — de 39 % pour l'ensemble.

Encore doit-on remarquer que nous constatons seulement les mouvements aux écluses, sans pouvoir tenir compte des marchandises qui sont seulement entreposées en bélandres et sont ensuite reprises par le chemin de fer du Nord.

On peut donc dire que sur les 206,653 tonnnes exportées par Dunkerque, 68,209 seulement, soit 33 %, arrivent par canaux ;

Que sur 1,380,302 tonnes de marchandises importées par Dunkerque, 220,985 seulement, soit 16 %, sortent par les canaux.

Ces résultats sont peu d'accord avec les idées généralement admises en ce qui concerne les

canaux. Ils s'expliquent seulement par la situation des voies navigables aboutissant à Dunkerque, par le peu de profondeur et le peu de largeur de ces voies, mais surtout par les sujétions qu'impose à la navigation leur double usage de voies navigables et de voies d'écoulemen pour les eaux du pays waeteringué. Que l'on suive le canal de Bourbourg ou le canal de Bergues et celui de la Haute-Colme, les canaux partant de Dunkerque restent à peu près jusqu'à l'Aa dans le territoire waeteringué, au lieu de le quitter le plus tôt possible. Ils sont donc soumis sur un long parcours aux sujétions des écoulements ; ils devraient, à nos yeux, les subir seulement entre Dunkerque et Bergues, parce qu'on ne peut les éviter entre ces deux points ; puis se diriger directement et hors du pays waeteringué vers les nouveaux canaux de l'Est et du Nord. Ce tracé, combiné avec un abaissement du plafond du canal de Bergues qui permette d'avoir le tirant d'eau de navigation au niveau le plus bas utile au dessèchement, permettrait seul de séparer les intérêts de la navigation de ceux du dessèchement au lieu de sacrifier l'un à l'autre, souvent de les sacrifier — tous les deux.

En attendant que des conditions normales soient rétablies, et que le port de Dunkerque soit effectivement relié aux lignes de navigation intérieuee par des canaux méritant ce nom, le chemin de fer du Nord peut seul satisfaire aux besoins du commerce, et on voit qu'en effet il profite seul du développement du trafic maritime.

Port de Gravelines.

Entretien.

Beaucoup des ouvrages du port de Gravelines sont d'achèvement récent, en sorte que leur aspect est plus satisfaisant, au point de vue de leur conservation, que celui des ouvrages de Dunkerque. Cependant on peut reconnaître que l'entretien ordinaire n'est pas suffisant et que le maintien des allocations actuelles conduirait rapidement à la nécessité de restaurations onéreuses.

Longtemps maintenus à 20,000 francs, les crédits d'entretien ont été portés, depuis 1877, à 25,000 francs. En 1881, nous avions obtenu 28,000 francs ; cette année nous avons 29,000 francs, après avoir demandé 34,000 francs. Les justifications détaillées que nous avons produites à l'appui de cette demande, décomposaient la somme de 34,000 francs comme il suit :

1° Entretien simple (sans dragages) des ouvrages du port.....	26 000	»
2° Dépenses d'entretien et de fonctionnement qui ont toujours été l'objet de comptes individuels.....	8.000	»
Total pareil.....	34.000	»

La deuxième catégorie des dépenses ci-dessus devant être faite, en tous cas, sans réduction

possible, il ne restera pour les travaux d'entretien simple que 21,000 francs sur les 29,000 qui nous sont alloués, ce qui est insuffisant.

Nous avons adressé des propositions à l'administration supérieure, pour Gravelines comme pour Dunkerque, en réponse à une circulaire du 13 avril 1882, dans le but de définir les dépenses qu'il serait nécessaire de prévoir annuellement pour assurer l'entretien non seulement des ouvrages du port, mais des profondeurs dans le bassin Vauban et dans le chenal. Voici comment se résument ces propositions :

DÉSIGNATION des CATÉGORIES D'OUVRAGES.	VALEUR.	ENTRETIEN.	DÉPENSES DIVERSES et de fonctionnement.	TOTAUX.
1° Ouvrages maritimes	4.235.000 fr.	104.500	1.300 fr.	105.800 fr.
2° Canaux maritimes	490.000	1.200	» »	1.200
3° Chaussées de grande voirie	90.000	800	6.000	6 800
4° Ouvrages de chasse et de dessèchement	» »	» »	» »	» »
	1.300.000	11.200	700	11.900
Part dans les frais généraux				3.100
Total pour Gravelines				128.800 fr.

Ce total de 128,800 francs comprend des dragages annuels pour une somme de 63,000 francs.

L'administration paraît désireuse de doter convenablement les services d'entretien ; mais pour qu'elle puisse le faire, il faudra que chaque année la loi de finances accorde au ministère des travaux publics les ressources dont il a besoin dans ce but.

Des crédits de grosses réparations ou de travaux neufs ordinaires nous sont alloués chaque année. En 1881, ils ont été de 4,742 fr. 54 seulement ; en 1882 ils sont de 15,235 fr. 37 ; mais, destinés à solder le prix de la construction d'une chaussée reliant le bassin Vauban au port d'échouage et à commencer la construction d'un aqueduc en remplacement du pont de la Gérance, ces crédits n'ont pas contribué à l'entretien.

Travaux de restauration. (Loi du 14 décembre 1875)

Les travaux de restauration entrepris à Gravelines, en vertu de la loi du 14 décembre 1875 commune aux deux ports de Gravelines et de Dunkerque, sont très-avancés.

Le détail estimatif de l'avant-projet, dressé à la date des 26-30 novembre 1874, comprenait 5 chapitres et montait au total de 405,000 francs. Nous expliquons ci-dessous où en sont les travaux de chaque chapitre.

Chapitre 1er. — *Réparation des digues du chenal.* — Ce travail correspondant à la rive gauche et exécuté à frais communs avec les Domaines est terminé. Il a coûté, en totalité, 81,769 fr. 98, dont 15,500 fr. à la charge des Domaines. La dépense imputable sur les travaux de restauration est par suite de 66,269 fr. 98, inférieure de 3,730 fr. 02 à l'estimation de l'avant-projet.

Cmapitre 2. — *Reconstruction du quai en bois du Fort-Philippe.* — Travail terminé et soldé. Les dépenses, évaluées à 36,000 francs, se sont élevées en fait à 31,715 fr. 73 ; en sorte que le chapitre présente un disponible de 4,284 fr. 27 à reporter sur d'autres travaux.

Chapitre 3. — *Réparations aux portes tournantes, à l'avant-radier et aux talus du goulet de l'écluse de chasses.* — Nous exécutons cette année les réparations aux portes tournantes ; l'avant-radier et les talus ont subi de petites réparations qui paraissent suffisantes.

Chapitre 4.— *Quais du port d'échouage.*— Ce travail est terminé et a coûté 177,184 fr. 08. Il avait été estimé 185,000 francs et a laissé un disponible de 7,415 fr. 92.

Chapitre 5. — *Divers.* — Ce chapitre comprenaient trois articles qui étaient :

L'aménagement des talus et quais de navigation intérieure ;

Une indemnité à payer à un sieur Demol pour prise de possession d'un terrain loué;

La restauration des avant-radiers du canal de la Gérance.

Tous ces articles sont liquidés : le premier avec un excédant de dépenses de 1,000 ; le second avec un excédant de dépenses de 3,000 francs ; le troisième avec une économie de 500 fr. L'ensemble du chapitre a donc conduit à un excédant de dépenses de 3,500 francs largement couvert par les économies réalisées sur d'autres chapitres.

Comme on le voit, le programme de la loi du 14 décembre 1875 pour travaux de restauration n'avait pas prévu de dragages dans le port de Gravelines. Il était cependant certain que là comme à Dunkerque il serait nécessaire d'en entreprendre, et qu'à Gravelines comme à Dunkerque ces travaux présentaient le caractère de travaux de restauration.

La nécessité des dragages est devenue assez grande pour que le commerce maritime de Gravelines élève des plaintes justifiées contre l'envasement du port. Nous avons préparé un projet comportant la restitution des anciens fonds dans le bassin Vauban, dans le port d'échouage et dans le chenal moyennant le dragage de 230,000 mètres cubes de vase et une dépense de 360,000 francs. Nous avons en outre proposé de rattacher ce projet à la loi du 14 Décembre 1875.

L'administration nous a renvoyé notre projet, pour études complémentaires, en exprimant que lesdits dragages ne paraissaient pas avoir un caractère d'urgence. Ce n'est ni notre avis, ni celui des intéressés. Nous renverrons prochainement nos anciennes propositions, que les nouvelles études demandées ne modifieront pas, attendu que les questions posées par l'administration supérieure et les solutions qu'elle a signalées à notre attention avaient déjà été examinées et jugées moins satisfaisantes que celles que nous avons proposées. Il est désirable que cette fois le travail de dragages soit autorisé ; sans cela le port de Gravelines ne pourrait plus recevoir de navires porteurs de bois du Nord et serait pour ainsi dire fermé à la navigation.

Travaux d'amélioration.

Des travaux d'amélioration de diverses natures ont été décidés à Gravelines par les décrets du 5 juin 1861, du 16 septembre 1867, du 18 janvier 1871, enfin par la loi du 14 juillet 1875. Une succession de décisions ministérielles a ajouté aux programmes de ces divers décrets ou loi, en sorte que leur exécution n'est pas encore complète :

Décret du 5 Juin 1861.

Le premier décret comprenait essentiellement :

L'exécution de la coupure 79 bis et du pont correspondant, estimés 40,870 fr. 69 ;

La construction de l'écluse 63 bis à la suite de la chute de l'écluse Vauban, estimée 259,129 fr. 31 ;

Des travaux à exécuter par le Génie militaire pour 170,000 francs.

Les évaluations montaient donc ensemble à 470,000 francs.

Les dépenses se sont élevées, à la suite de rectifications successives, à la somme totale de 992,321 fr. 85.

La coupure 79 bis et son pont ont coûté 54,675 fr. 44.

L'écluse 63 bis, y compris l'exhaussement de son pont et le prolongement de ses avant-radiers approuvés en 1881 et que nous achevons cette année, aura coûté 723,944 fr. 50.

Les travaux exécutés par le Génie militaire ont coûté 174,701 fr. 91.

Enfin diverses décisions, de 1869 à 1870, ont ajouté aux prévisions une dépense de 39,000 fr. composée de :

10,000 fr. pour la réparation des avaries de l'hiver 1868-1869 ;

9,000 fr. pour la réparation du vieux quai en bois ;

10,000 fr. pour la réparation des avaries de l'hiver 1869-1870 ;

10,000 fr. pour travaux d'urgence occasionnés par l'état de siège à la fin de 1870.

Nous terminerons cette année les travaux du décret de 1861, sur lesquels il restait à dépenser au commencement de 1882 :

6.300 fr. pour le relèvement du pont de l'écluse 63 bis, jusqu'à 3^{m} 70 au-dessus du niveau de navigation ;

26,891 fr. 90 pour achèvement du prolongement des avant-radiers de la même écluse.

Le 2^{me} décret comprenait ;

Décret du 16 Septembre 1867

La construction d'une digue insubmersible et d'une jetée en charpente à l'Est du chenal, estimée 344,000 fr.

La construction d'une digue insubmersible et d'une jetée en charpente à l'Ouest du chenal, estimée 256,000 fr. ;

Divers travaux de moindre importance (passerelle de halage sur le goulet de l'écluse de chasse ; déplacement des chantiers de construction ; quais du bassin Vauban ; estacade d'appareillage ; magasins, etc.) estimés ensemble 188,000 fr.

Les évaluations du décret montaient ensemble au total de 788,000 fr.

Les dépenses s'élèveront en fait à 1,508,564 fr. 58.

La digue de l'Est a coûté 483,000 fr.

La digue de l'Ouest, que nous achèverons cette année, aura coûté 630,509 fr, 29, y compris les dépenses de la digue de l'Est autrefois imputées sur celles de l'Ouest ;

Les divers travaux énumérés ci-dessus ont coûté 260,055 fr. 29 ;

Enfin, il a été dépensé, en dehors des prévisions, 135,000 fr. dont 20,000 pour acquisition et installation de matériel et 115,000 fr. pour dépenses diverses et de personnel.

La digue de l'Ouest et la jetée en charpente qui la prolonge, commencées en 1880, seront terminées cette année. Les travaux ont été très contrariés par les mauvais temps et la grosse mer, qui ont déterminé des avaries sérieuses aujourd'hui réparées. Les dépenses faites en 1882 pour cet ouvrage s'élèveront à 245,064 fr. 23.

Décret du 18 Janvier 1871.

Le 3me décret comprenait seulement la réédification de l'écluse Vauban et les travaux accessoires estimés ensemble à la sommé de 847,000 francs.

Les travaux de ce décret, aujourd'hui terminés et soldés, ont coûté en tout 1,273,382 fr. 68.

L'écluse Vauban et ses accessoires ont coûté 1,136,094 fr. 79.

De plus des décisions de 1877 à 1879 ont rattaché au décret de 1871 des dépenses s'élevant au total de 137,287 fr. 89, formées par :

7,500 fr. pour réparations d'avaries survenues aux digues du chenal ;

35,000 fr. pour prolongement des avant-radiers de l'écluse Vauban, affouillés par les tirages de l'Aa ;

94,787 fr. 89 pour reconstruction du quai en pierres du port d'échouage ;

Loi du 14 Juillet 1875.

Enfin, la loi du 14 juillet 1875, relative à l'amélioration de la navigation de l'Aa, comprenait pour Gravelines deux catégories de travaux :

La création d'un écoulement direct à la mer pour le Grand-Drack, travail estimé 199,000 francs ;

La création d'un écoulement direct à la mer par le Schelfvliet, travail estimé 236,000 francs.

Les projets définitifs de ces deux ouvrages ont été approuvés pour le premier, le 2 septembre 1881, pour le second, le 26 octobre 1881. Ils sont adjugés et leur exécution sera très avancée sinon terminée cette année. Les estimations de l'avant-projet de la loi du 14 juillet 1875 ont dû être très notablement augmentées ; elles s'élèvent à :

285,000 fr. pour les travaux du Grand-Drack ;

367,654 fr. 81 pour les travaux du Schelfvliet.

Nous pensons qu'elles ne seront pas dépassées.

Les travaux dont nous parlons ne contribueront pas à l'amélioration du port de Gravelines et ont plutôt pour objet l'amélioration du dessèchement de la 1re section des waeteringues du Nord et des waeteringues du Pas-de-Calais, en même temps que l'amélioration de la navigation de l'Aa.

Renseignements statistiques.

L'exploitation du port de Gravelines a donné lieu, pour l'année 1881, aux constatations suivantes :

Droits de douane. — L'administration des douanes a effectué en 1881 les perceptions résumées ci-dessous pour Gravelines :

Droits de douane. — Entrées (pas de sorties).....	18.780 fr. 00
Droits de navigation	17.647 fr. 00
Droits sur les sels	2.681 fr. 00
Droits de statistique.....	9.093 fr. 00
Droits accessoires.....	355 fr. 00
Total.....	48.556 fr. 00

Mouvement général. — Le mouvement du commerce maritime a donné les chiffres suivants :

Entrées.....	255	navires,	jaugeant.....	37.026	tonnes	et portant.....	39.030 tonnes.
Sorties	257	id	id.	36.768	id		788 id.
Totaux	512	id	id.	73.794	id		39.818 tonnes.

Pavillons français et étrangers. — Dans ces totaux, le pavillon français figure pour un nombre de navires, entrés et sortis, de 354; un tonnage de jauge, entrées et sorties réunies, de 42.677 tonneaux ; un tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies, de 20.178 tonneaux.

Les pavillons étrangers représentent, par suite, entrées et sorties réunies : 158 navires, 31.116 tonneaux de jauge et 19.640 tonnes de marchandises.

Le commerce sous pavillon français figure donc, dans la fréquentation du port de Gravelines, pour :

69 % du nombre total des bâtiments entrés et sortis :

58 % du tonnage de jauge à l'entrée et à la sortie;

50 % du tonnage de marchandises à l'entrée et à la sortie.

Tonnages moyens. — Les navires français sont toujours d'un tonnage moyen très faible, seulement 120 tonneaux. Le tonnage moyen des navires étrangers est de 197 tonneaux. Enfin le tonnage moyen de l'ensemble des navires qui fréquentent le port est de 144 tonneaux.

Cependant le port, s'il était entretenu comme profondeur, pourrait recevoir des navires de 500 tonneaux.

Relâches. — Le nombre des navires entrés en relâche à Gravelines, en 1881, a été de 4. Ils jaugeaient ensemble 210 tonneaux.

Pèche de la morue. — La pêche de la morue a employé, pendant l'année 1881, 8 navires ; Leur tonnage de jauge était en total de 911 tonneaux ;

Leurs équipages comptaient, en tout, 134 hommes ;

Leurs produits ont été de 3.859 quintaux, représentant une valeur de 234.260 francs.

Pêche côtière. — La pêche côtière a été faite en 1881 par 94 navires, ayant un tonnage de jauge total de 2.350 tonneaux,

Des équipages qui comptaient en tout 752 hommes.

Elle a produit 25.650 quintaux.

Valant ensemble 730.000 francs.

Constructions navales. — Le nombre des navires construits dans le port de Graveliues et lancés en 1881 a été de 8. Ils jaugeaient ensemble 206 tonneaux.

Naufrages et échouements. — Le nombre des navires naufragés ou échoués en 1881 a été de trois. Ils jaugeaient ensemble 393 tonneaux. Il n'y a pas eu de perte d'hommes. La perte en valeur a été de 180.500 francs.

Comparaison des résultats de 1880 et de 1881. — Si on compare les résultats de l'exploitation de 1881 à ceux de 1880, on trouve :

1° Que les droits de douane à l'entrée ont fléchi de 10.990 francs, soit de 36 %; cette diminution est attribuée à la perte dans les premiers jours d'octobre 1881 d'un vapeur faisant le service entre Londres et Gravelines et effectuant de 10 à 12 voyages par mois ;

Que le produit des droits de navigation a diminué de 1,603 fr., soit de 8 %.

Que la perception des droits de statistique a donné une moins value de 2,152 fr., soit de 19 %.

Que les droits accessoires sont restés sensiblement les mêmes.

2° Que la fréquentation du port a diminué de 149 navires, à l'entrée et à la sortie ; que le tonnage de jauge, entrées et sorties réunies. a perdu 12,888 tonnes ; mais que le tonnage de jauge, entrées et sorties réunies, a perdu 12,888 tonnes ; mais que le tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies, n'a été réduit que de 1,375 tonnes, soit 3 %.

3° Que l'importance relative du commerce sous pavillon français, par rapport au commerce total a diminué de 6 % sur le nombre des navires, de 5 % sur le tonnage de jauge, de 11 % sur le tonnage de marchandises, entrées et sorties réunies ;

4° Que le tonnage moyen de l'ensemble des bâtiments qui fréquentent le port a augmenté de 9 % ; l'augmentation a porté tout entière sur les navires français ;

Que le nombre de bâtiments employés à la pêche à la morue a diminué de 62 %, leur age total de 30 %, leurs produits de 45 % en poids et de 22 % en valeur.

6° Que le nombre des navires employés à la pêche côtière a augmenté de 2 % ; mais que leur tonnage total a diminué de 2 % et leurs produits de 8 %.

7° Que l'activité des chantiers de construction a gagné 50 % sur le nombre des navires leur lancés et 115 % sur leur tonnage.

Projets à l'étude. La loi de classement du 28 juillet 1879 a compris le port de Gravelines dans les améliorations à réaliser pour une somme de 2.500.000 fr. Nous n'avons pas encore pu soumettre à l'Administration supérieure l'avant-projet des travaux à exécuter en vertu de cette loi. Nos très nombreuses occupations nous en ont empêché, malgré le vif intérêt que mérite un petit port dont la situation est réellement fâcheuse. Voici dans quel ordre d'idées, tout personnel, sont dirigées nos études qui, nous le répétons, n'ont pas encore été soumises à l'Administration et qui pourraient ne pas être approuvées par elle.

Le bassin Vauban n'est pas susceptible de rendre de bons services commerciaux. Formé en réalité de l'espace compris entre deux écluses d'écoulement construites sur le cours de l'Aa, il est soumis d'une manière très fâcheuse aux sujétions des écoulements, qui ne permettent pas d'y maintenir les eaux au niveau de pleine mer. Il nous paraît impossible de le soustraire à ces inconvénients, parce que l'Aa est avant tout une rivière et que l'on n'a pas le droit de modifier ses conditions d'écoulement, dans un intérêt commercial, en nuisant aux intérêts des populations riveraines d'amont. Un bassin ne peut, en droit strict, être établi en lit de rivière, même par des barrages éclusés, que dans des cas exceptionnels, lorsque cela ne nuit à personne.

Ce bassin est entouré de toutes parts par des ouvrages militaires et ses terre-pleins établis sur les placis mêmes du corps de place sont soumis à toute la rigueur des servitudes. Le Ministre de la Guerre a interdit d'une manière spéciale de construire sur ses bords, même à titre temporaire, des hangars légers, des abris quelconques fixes pour les marchandises.

La forme de ce bassin, qui présente en son milieu un coude brusque, est très désavantageuse, parce que les quais que l'on a établis naturellement du côté de la ville, sont précisément sur la rive convexe le long de laquelle les envasements se formeront toujours trés rapidement.

Enfin l'accession du bassin est rendue difficile par l'extrême longueur du chenal qui mesure près de 4,000 mètres entre l'écluse Vauban et l'extrémité des jetées.

Nous ne pensons pas que l'on puisse parer à tous ces inconvénients par des modifications de l'état actuel du bassin. Pour le réunir à la ville d'une manière complète, il faudrait remanier complètement la fortification du corps de place ; et, en admettant que le service du Génie s'y prêtât, il exigerait au moins que l'opération fût faite aux frais des Travaux publics. D'ailleurs, on ne parerait pas par un remaniement de la fortification aux vices qui proviennent de la forme du bassin, des sujétions que les écoulements lui imposent, enfin de son éloignement de la mer ; en sorte que l'on engagerait une grosse dépense sans beaucoup de profit.

La seule solution que nous concevions comme pouvant donner satisfaction aux besoins du commerce local et à ceux des populations qui, de St-Omer à Gravelines, réclament le libre usage de l'Aa amélioré consisterait :

1° A rendre aux écluses du bassin Vauban, transformé en port d'échouage, leur destination naturelle d'ouvrages d'écoulement et de garde.

2° A construire au petit fort Philippe un bassin de dimensions modestes, pour remplacer le bassin Vauban.

Un bassin ainsi placé serait dans une situation excellente. Etabli sur la commune de Gravelines, à une petite distance de la principale agglomération urbaine, à toucher deux hameaux

importants qui constituent des sections presque aussi peuplées que la ville, il se trouverait affranchi de toute servitude militaire, et sa distance à la mer serait réduite des deux tiers. Il serait d'ailleurs facile de le relier par une voie ferrée à la gare actuelle et il serait en communication facile, par l'Aa, avec les voies navigables de l'intérieur.

Nous pensons qu'il sera possible de réaliser ce programme au moyen de l'allocation de 2,500,000 fr. inscrite dans la loi du 28 juillet 1879.

Canaux maritimes.

Les canaux qui dépendent du service maritime n'ont qu'un développement très faible. Ils comprennent seulement la partie des canaux intérieurs qui se trouve en contact immédiat avec les ouvrages maritimes des ports du Nord.

Les travaux qui intéressent ces canaux ont été compris dans le programme de la loi de restauration; nous avons rendu compte, à l'occasion de cette loi, de leur situation. Ils sont actuellement terminés.

L'amélioration du canal de Mardyck, qui est très sérieusement envasé, n'a pas été comprise dans le programme de la loi de restauration. — Un curage à vif fond est instamment demandé par les industriels riverains. Nous considérons ce travail comme nécessaire et nous l'avons commencé sur une très petite échelle avec les moyens restreints dont nous disposions. Nous ne pouvons l'entreprendre en grand qu'en même temps qne les bassins de l'Est auxquels nous comptons les rattacher. Le creusement de ces bassins obligera à des dépôts importants sur la plage de l'Est et il sera nécessaire de recouvrir les remblais d'une couche de terre végétale ou de vase, pour que l'action du vent ne les transforme pas en dunes. Nous trouverons précisément les terres et vases nécessaires dans le canal de Mardyck qui, curé à vif, deviendra un véritable canal de navigation trés utile aux industries riveraines.

Écoulement des eaux des Waeteringues à la mer.

Le service maritime est chargé de la construction, de l'entretion et des manœuvres des ouvrages de débouché à la mer qui assurent l'écoulement des eaux du bas pays, mais il n'a point à s'occuper des canaux qui amènent ces eaux aux ouvrages maritimes.

Nous nous bornerons à exposer ci-dessous la situation actuelle des écoulements et les améliorations dont elle est susceptible dans la zone commise à nos soins.

Les eaux de dessèchement doivent, par la nature des choses, arriver toutes à s'écouler par les chenaux maritimes des ports de Dunkerque et de Gravelines. Là seulement on trouve la profondeur nécessaire, et on ne saurait espérer pouvoir la créer dans des chenaux spéciaux à l'écoulement, à cause des difficultés énormes que l'on rencontrerait à les entretenir sur une plage de sable mobile. Une difficulté supplémentaire spéciale résulte de ce que la défense, comptant pour la sécurité des places de Dunkerque et de Gravelines sur l'inondation du bas-pays, en cas de siège, ne peut pas permettre que les écoulements se fassent par des ouvrages indépendants de l'enceinte et exposés à tomber avant elle aux mains de l'ennemi, qui serait alors maître de supprimer l'inondation.

Écoulements par Dunkerque.

Les ouvrages de Dunkerque doivent écouler par l'Ouest, les eaux de la 2e, de la 3e et d'une partie de la 1re section ; par l'Est, les eaux de la 4e section.

Les écoulements de l'Ouest possèdent actuellement deux débouchés à la mer : l'écluse du fort Revers et celle du bastion 27. Ces deux ouvrages prennent les eaux dans les fossés de l'Ouest où elles arrivent par le canal de Mardyck qui les reçoit lui-même, pour la 1re section, par un certain nombre de waetergands dont le plus important est le Nordgracht, pour la 2e et la 3e section, par le canal de Jonction où elles sont versées par le canal de Bergues et le canal de Bourbourg.

Le canal de Jonction, le canal de Mardyck et les fossés de l'Ouest forment donc, entre les ouvrages maritimes de débouché à la mer et les écluses des watergands, du Jeu-de-mail et du Pont rouge, un assez vaste réservoir où les eaux s'accumulent pendant que la mer est à une cote élevée et d'où elles s'écoulent quand la mer a suffisamment baissé pour que les portes de l'écluse du fort Revers et de celle du bastion 27 puissent être ouvertes.

Les travaux de la loi du 31 juillet 1879 suppriment l'écluse du fort Revers, mais la remplacent par un ouvrage nouveau à créer au Nord du Phare. Le projet de cet ouvrage est en ce moment soumis à l'approbation de l'administration supérieure, après des conférences mixtes dans lesquelles tous les services intéressés ont donné leur adhésion à ses dispositions.

L'organisation des écoulements par l'Ouest est en résumé assez satisfaisante et, sauf pendant les hivers exceptionnellement pluvieux, elle assure convenablement le dessèchement des sections qu'elle intéresse. Elle l'assurerait en tout temps, si le réservoir dont nous avons parlé et qui est interposé entre les ouvrages dépendant du service de la navigation ou du service hydrauliqne et les nôtres était notablement augmenté.

Nous trouvons ici l'occasion d'insister sur l'importance des réservoirs établis en amont des débouchés à la mer et de combattre une erreur trop répandue dans le public sur la manière dont l'égouttement de terrains très bas peut raisonnablement s'effectuer.

Beaucoup de personnes paraissent croire que les seules conditions à réaliser pour avoir un bon égouttement sont de créer des débouchés à la mer de grande largeur et d'établir leurs seuils aussi bas que le permet le chenal. Il n'en est rien.

Lorsque les terrains à dessécher ne sont pas très bas, on peut trouver un certain avantage, au prix de dépenses considérables, à réaliser un écoulement direct pendant la période d'ouverture des ouvrages de débouchés. On doit alors abaisser non-seulement les seuils des ouvrages à la mer, mais encore les plafonds des canaux d'amenée en les réglant, si l'on veut, suivant la pente de superficie que prendra l'eau dans ces canaux, de manière en tout cas à ce que cette pente, lorsqu'elle se produira, ne diminue pas la section mouillée de ces canaux d'une façon préjudiciable à leur débit. Il faut en outre que la section des canaux croisse progressivement depuis le point le plus éloigné jusqu'au débouché, pour qu'ils reçoivent dans de bonnes conditions les eaux qui leur arrivent sur leur parcours.

On conçoit que cette organisation imposerait, pour le territoire qui environne Dunkerque, un remaniement complet non-seulement des principaux canaux d'amenée, mais de tous les waetergands aujourd'hui assez mal disposés, parce que les opérations d'assèchement du pays waeteringué n'ont jamais été entreprises avec des vues d'ensemble. Elle occasionnerait donc des dépenses excessives, que l'on ne saurait pas demander aux propriétaires intéressés.

De plus, la pente superficielle à obtenir en arrière des débouchés ne se réalise que lentement, en sorte que, l'ouverture des ouvrages maritimes ne durant au plus que pendant la moitié de chaque marée, souvent moins, elle ne peut se produire que sur une assez courte longueur en amont.

Aussi l'écoulement direct est-il insuffisant et ne fait-il baisser les eaux en amont qu'à une petite distance des ouvrages.

L'abaissement se produit surtout après la fermeture des ouvrages. L'écoulement continue en effet postérieurement à cette fermeture par remplissage de la partie aval des canaux d'amenée qui fonctionnent alors comme réservoir des eaux d'amont. Si ce réservoir a, près des débouchés, de grandes dimensions et une forme assez régulière pour assurer sa prompte vidange, son appel sur les régions d'amont est efficace et on écoule beaucoup d'eau. Si le réservoir est petit, l'assèchement est beaucoup plus lent.

On peut affirmer que si la mer couvrait Dunkerque et si la rive sud du canal de Jonction et du canal de Mardyck formait rivage de la mer de manière à ce que l'écluse du pont rouge, l'écluse du Jeu de mail, celle de Nordgracht, etc., débouchassent directement à la mer, on écoulerait moins bien qu'on ne le fait dans les conditions actuelles, parce que l'on perdrait le bénéfice du réservoir formé par le canal de Jonction, le canal de Mardyck et les fossés de l'Ouest.

C'est cette raison qui a conduit le service maritime à placer les ouvrages d'écoulement en aval des fossés de l'enceinte. N'ayant aucune action sur l'organisation des canaux des waeteringues, aucune action sur celle des canaux de navigation, il s'est attaché à augmenter le plus

possible les réservoirs qui pourraient être créés dans le territoire compris dans ses attributions et à donner à ses débouchés à la mer des dimensions capables de déterminer une prompte vidange de ces réservoirs. C'est pour cela que nos ouvrages à la mer ont des sections doubles et même triples de celles des ouvrages qui amènent les eaux dans nos réservoirs.

C'est pour cela que nous avons, depuis plusieurs années, signalé l'agrandissement de la ville de Dunkerque comme intéressant vivement tout le pays waeteringué, parce que l'extension doublerait la longueur des fossés formant réservoirs et, par l'augmentation de leur section régularisée, augmenterait leur efficacité totale dans le rapport de 1 à 8.

L'extension de la ville et l'accroissement des réservoirs formés par les fossés sont les seules améliorations que nous puissions proposer à l'assèchement du bas-pays, sans sortir de nos attributions.

Il y en a certainement d'autres très désirables. Il faudrait que les grands canaux eussent leurs plafonds assez bas pour que le niveau de navigation fût au-dessous de la cote à laquelle le mouillage des terres devient nuisible. Il faudrait que les administrations de waeteringues améliorassent leurs waetergands pour faciliter l'arrivée des eaux aux principaux canaux de dessèchement. Mais ces deux catégories d'améliorations ne peuvent pas, dans l'organisation actuelle du service, être étudiées ni proposées par nous.

Ce que nous venons de dire pour les écoulements de l'Ouest s'applique aux écoulements de l'Est, qui intéressent seulement la quatrième section des waeteringues et les Moëres.

Cette partie du territoire est la plus mal favorisée par la nature, parce qu'elle est à un niveau excessivement bas ; mais c'est celle qui, ayant ses écoulements indépendants des canaux de navigation, pourrait le plus facilement voir sa situation améliorée.

Actuellement toutes les eaux de la région située à l'Est du canal de Bergues arrivent dans le territoire maritime par l'écluse à sas octogonal qui n'a que 8 mètres de largeur. De là elles se rendaient autrefois par le canal de la Cunette à l'écluse du même nom, qui ne présentait que 10 mètres de largeur. Aujourd'hui, l'écluse de la Cunette est ruinée, mais l'écluse du bastion 28 la remplace avec grand avantage, puisqu'elle présente 4 pertuis de 4 mètres, soit 16 mètres de débouché.

Entre l'écluse à sas octogonal et l'écluse du bastion 28, on trouve, comme réservoir d'appel, le canal de la Cunette et les fossés de l'Est. La 4e section avait paru, en 1877, comprendre l'efficacité des réservoirs et, ne pouvant augmenter ses dimensions, elle avait résolu d'augmenter le cube susceptible d'y être emmagasiné, en y élevant les eaux au moyen de machines à vapeur qu'elle a établies à Steendam, à 4 kilomètres en amont de l'écluse octogonale. La cote de remplissage se trouvait augmentée ainsi, dans l'hypothèse d'un bon fonctionnement des machines, d'environ 2 m. 20 et le cube emmagasiné était naturellement accru d'une manière considérable. Malheureusement des machines ne marchent pas seules et leur emploi coûte cher : on n'en a pas tiré le parti qu'il était possible d'en tirer, et on n'aurait pu le faire qu'en imposant aux propriétaires syndiqués des sacrifices annuels spéciaux, en outre de ceux que leur avait coûté l'établissement des machines. La crainte d'imposer des charges nouvelles, celle de faire des épuisements de prévoyance qui pourraient n'être pas utiles si l'hiver était sec empêcheront

les machines de Steendam de rendre les services qu'on pourrait en attendre. Le réservoir dont on dispose actuellement est trop petit et on ne peut pratiquement compter sur des machines pour en augmenter l'efficacité.

D'un autre côté, la sortie des eaux par l'écluse à sas octogonal ou par un siphon rejoignant les fossés actuels est aussi mal située que possible. Elle est certaieement commandée par la forme actuelle de l'enceinte : mais elle est à une extrémité du territoire et allonge ainsi notablement le parcours des points bas au réservoir.

Le déplacement des fronts de l'Est jusqu'aux environs de la Tente verte supprimerait tous les inconvénients de la situation actuelle et assurerait le dessèchement de la 4e section. Il triplerait la longueur du réservoir formé par les fossés de l'Est et, par suite, augmenterait dans une proportion énorme l'appel des eaux des crues. Il permettrait au réservoir de recevoir ces eaux non plus par un seul point situé à l'extrémité Nord-Ouest de la section, mais par quatre points au moins répartis sur une longueur de 2 kilomètres environ. Il y aurait certainement quelques améliorations à apporter au réseau intérieur de la 4e section, pour qu'elle puisse profiter des facilités de dessèchement qu'offrirait un vaste fossé organisé régulièrement en vue d'un écoulement direct ; mais elles seraient peu onéreuses et procureraient l'écoulement des eaux sans dépenses annuelles d'épuisement.

Nous croyons donc que la solution de toutes les questions se trouvera dans le déplacement de l'enceinte actuelle de Dunkerque. On ne trouvera ailleurs que des solutions imparfaites.

Écoulements par Gravelines

Gravelines est, comme Dunkerque, un point obligé d'écoulement pour les eaux des waeteringues, parce que la place commande une zone d'inondation et parce que l'on trouve sur ce point un chenal entretenu jusqu'à la mer. Les ouvrages du port assurent l'écoulement des eaux de la 1re section des waeteringues du Nord, d'une partie des waeteringues du Pas-de-Calais et de l'Aa.

Nous avons dit que l'écoulement des eaux de l'Aa supprimait le bassin Vauban ou du moins lui imposait des sujétions particulièrement graves pendant l'hiver. En fait c'est par les écluses de ce bassin que se font normalement les tirages et, les réparations d'avaries graves occasionnées par les courants à ces ouvrages étant aujourd'hui terminées, ils reprendront leur rôle de débouché à la mer l'hiver prochain.

La 1e section amène ses eaux à Gravelines par un canal spécial qui débouche dans les fossés de la place. Un projet d'utilisation des avant-fossés pour assurer au Schelfvliet un débouché à la mer indépendant de l'Aa et du bassin Vauban est en cours d'exécution cette année. Nous en avons rendu compte en parlant des travaux de la loi du 14 juillet 1875 à Gravelines.

Malheureusement, le tracé pour les avant-fossés est très peu favorable à l'écoulement. La 1re section étudie, croyons-nous, une rectification du Schelfvliet qui amènera ses eaux dans les fossés à mi-distance à peu près entre l'écluse actuelle du Schelfvliet et le nouvel ouvrage de débouché à la mer. Il est très désirable que ce projet soit promptement mis à exécution. Il

doublera le nombre des points de déversement des eaux dans l'avant-fossé et établira l'un d'eux en aval des principaux coudes qui nuisent à l'écoulement dans le canal en cours d'exécution.

Nous exécutons sur la rive gauche, à l'Ouest, un travail analogue à celui du Schelfvliet pour le Grand-Drack. Les travaux sont poussés avec activité et nous espérons pouvoir les mettre en service au commencement de 1883.

Vœux émis par le Conseil général dans ses sessions d'Août 1881 *et d'Avril* 1882.

Le Conseil général du département du Nord a émis, dans ses sessions d'août 1881 et d'avril 1882, une série de vœux relatifs aux ports de Dunkerque et de Gravelines. Nous les reproduisons ci-dessous, en indiquant pour chacun d'eux la suite qui a pu lui être donnée.

Vœux relatifs à Dunkerque.

1° Vœu pour que M. le Préfet du Nord nomme une Commission chargée de lui faire un rapport qui serait soumis à l'assemblée départementale à la session d'avril, sur la question soulevée par le rapport de M. l'Ingénieur en chef des ports du Nord au sujet du service des waeteringues et de l'écoulement de leurs eaux à la mer.

Des difficultés momentanées tenant à la nécessité de reconstituer les administrations de section ont empêché, jusqu'à ce jour, les Commissions de faire le rapport demandé.

2° Vœu pour que le fond d'entretien soit porté au chiffre fixé par le rapport de M. l'Ingénieur en chef, ce chiffre ne paraissant que rigoureusement suffisant.

Il n'a malheureusement pas été possible à l'administration de faire à ce vœu l'accueil qu'il aurait mérité. Nous avons expliqué, au commencement de ce rapport, quels étaient les besoins et combien ils étaient insuffisamment satisfaits. Nous avons dit que l'administration se préoccupait de cette question et avait demandé à son sujet des études spéciales, qui lui ont été fournies. Pour qu'elle puisse augmenter sérieusement les crédits d'entretien, il faut d'abord que la loi de finances lui en donne les moyens, et jusqu'à présent il n'en a pas été ainsi ;

8° Vœu pour que M. le Préfet presse la Chambre de commerce de Dunkerque de se mettre en mesure de présenter le plus tôt possible les projets d'outillage du port et d'exécuter immédiatement les parties de cet outillage qui peuvent être faites de suite.

Ce vœu a été renouvelé dans la session d'avril 1882, en ces termes :

« Le Conseil général renouvelle le vœu que les parties du port de Dunkerque en état de » recevoir un commencement d'outillage en soient pourvues immédiatement. »

Il s'adresse en fait à nous pour ce qui concerne la préparation des projets que la Chambre de commerce nous a chargé de rédiger. Malgré nos très nombreuses occupations, nous comptons que les dispositions et les types de tout l'ensemble de l'outillage du port seront arrêtés par nous, pour être soumis à l'examen de la Chambre de commerce dans le courant d'août.

Quant à l'exécution, elle est évidemment subordonnée à l'agrément des ministres du commerce et des travaux publics. L'administration des travaux publics s'est déjà montrée, dans diverses circonstances, favorable à l'initiative des Chambres de commerce ; mais les dispositions du ministère du commerce ne sont pas parfaitement connues.

En tous cas, pour que l'on arrive à l'exécution, nous croyons nécessaire que la Chambre de commerce soit au préalable déclarée concessionnaire de l'ensemble de l'outillage. Les diverses installations à prévoir ne sont pas rémunératrices au même degré, et la Chambre ne pourrait probablement pas accepter d'être concessionnaire uniquement de ce qui est mauvais.

Une fois la question de principe tranchée par l'administration supérieure, on commencera évidemment par outiller, au fur et à mesure des ressources, les parties du port qui sont livrées au commerce ;

4° Vœu pour que M. l'Ingénieur en chef soit invité à produire le plus tôt possible ses projets sur la nouvelle entrée du port.

Ce vœu a été renouvelé en ces termes dans la session d'avril dernier :

« L'amélioration produite au port de Dunkerque par les dragages extérieurs met de jour en » jour en plus complète évidence l'insuffisance de l'entrée actuelle du port.

» Il est urgent de prévoir la création d'une entrée nouvelle pour le jour où les nouveaux » bassins de Freycinet seront mis en service.

» Le Conseil a déjà exprimé le vœu que les Ingénieurs soient invités à produire leurs projets sur les nouveaux ouvrages.

» Il renouvelle ce vœu. »

« Nous pensons, comme l'exprime le vœu ci-dessus, qu'il y a urgence à proposer à l'administration un projet pour la création d'une nouvelle entrée pour le port de Dunkerque. Le chenal actuel présente une largeur de 70 mètres sur près de 900 mètres de long entre des jetées en bois. Il n'offre une profondeur suffisante que sur une partie de sa largeur, en sorte que siu n navire de 80 mètres faisait une forte embardée dans le chenal, il toucherait de l'avant et de l'arrière et boucherait le port, à moins qu'on ne réussisse à le renflouer. C'est là un danger sérieux, dont nous avons parlé déjà dans nos rapports annuels à M. le Préfet du Nord et qui devient plus grave à mesure que l'amélioration de la passe extérieure permet l'entrée de navires tirant plus d'eau, par suite plus longs.

Nous espérons pouvoir mettre l'administration à même de se prononcer sur cette grave question avant la fin de la présente année. Nous n'avons pu le faire jusqu'à ce jour, à cause des charges exceptionnelles de travail que nous subissons. Mais nous avons signalé le danger dans chacun de nos comptes d'inspection depuis plusieurs années.

5° Vœu pour que M. l'Ingénieur en chef soit invité à rechercher les moyens d'empêcher les vases provenant des dragages de nuire à la station balnéaire.

Les dragages extérieurs sur la passe se font au moyen de pompages, qui versent dans les puits des dragues un mélange d'eau, de sable et de vase. Le sable seul reste dans les puits, l'eau et la vase en suspension, qui ne se décante pas, retournent à la mer et, tombant dans le courant de flot, sont emportés à l'Est. Il n'existe pas de moyens pour combattre les envasements qui en résultent. Le mal résulte du très long temps pendant lequel les chasses ont constitué sur la plage, à l'Ouest des jetées, des dépôts de sable très vaseux. Ce sont ces dépôts que les dragages attaquent actuellement et dont la suppression a remarquablement amélioré la passe. Hâtons-nous d'ajouter que le mal est essentiellement temporaire. La vase emportée dans l'Est, ne se dépose devant la station balnéaire que par beau temps. Dès que la mer devient un peu forte, la vase est reprise et continue sa marche dans l'Est, en dégageant la plage des bains. On a parfaitement constaté le fait que nous exposons; et, aujourd'hui, la plage n'est pas vaseuse, parce que les travaux du bassin de Freycinet, en diminuant les chasses, ont diminué la quantité de vase envoyée à la mer et parce que les dernières tempêtes ont nettoyé l'estran de l'Est.

6° Vœu pour que les études concernant l'agrandissement de la ville soient entreprises immédiatement et de concert entre le service militaire et le service maritime, de manière à ce que le programme des travaux du port puisse être exécuté dans la limite déterminée de dix années et n'éprouve, du chef de la question d'agrandissement, aucun retard.

Le service du Génie a reçu l'instruction de procéder à une étude sommaire du déplacement de l'enceinte, d'accord avec nous. Il va commencer cette étude retardée par la nécessité de lever un plan exact des environs de Dunkerque. Dès qu'elle aura été soumise à un premier examen des conseils supérieurs du Génie, elle servira de base à des conférences entre les services civils et les services militaires.

7° Vœu pour que des études soient entreprises sans retard sur la possibité de joindre le port de Dunkerque au grand canal du Nord sur Paris et à celui de l'Escaut à la Sambre.

Ce vœu est très intéressant pour le port de Dunkerque, surtout en ce qui concerne une communication facile de ce port avec le canal de l'Escaut à la Sambre, par suite avec tout l'Est. Sa réalisation remédierait seule à l'infériorité des canaux qui desservent actuellement le commerce maritime et qui ne prennent au départ de Dunkerque que 16 % des importations. Nous avons signalé dans nos renseignements statistiques cette circonstance défavorable, que l'amélioration de la navigation entre Dunkerque et la Meuse corrigera seule.

Les études demandées par le vœu ci-dessus ne sont pas dans nos attributions.

8° Vœu pour que les compagnies des chemins de fer du Nord et de l'Est soient invitées à mettre leurs tarifs en rapport avec ceux qui résulteraient de l'emprunt des voies belges et allemandes, sur tous les points où il y a un avantage ; et, en cas de refus, que le gouvernement autorise l'emprunt du territoire étranger, par interprétation de la loi de 1791.

La question de l'abaissement des tarifs pour les matières qui entrent en France par Dunkerque est une question vitale pour le port de Dunkerque. Les gouvernements belge et allemand ont fait, pour les matières de transit entrant par le port d'Anvers, ce que le vœu ci-dessus demande pour notre port; et la lutte de Dunkerque avec Anvers ne sera possible que le jour où les frais de transport à la sortie du port français vers l'intérieur seront au plus égaux à ceux que la marchandise paie à la sortie du port belge.

Malheureusement des négociations avec deux compagnies, pour des abaissements de tarif, sont toujours longues.

Il est probable que la réalisation du vœu n° 7 aiderait beaucoup à celle du vœu n° 8. L'existence d'un canal bien organisé de Dunkerque vers l'Est amènera nécessairement un abaissement des tarifs des chemins de fer dans les mêmes directions.

9° Le nombre des officiers et maîtres de port à Dunkerque étant insuffisant pour assurer une bonne et prompte exécution des manœuvres quotidiennes dans le port et dans les bassins, le Conseil général exprime le vœu qu'un ou deux lieutenants de port et cinq ou six maîtres soient adjoints au personnel actuellement en fonction.

Au moment où ce vœu a été formulé, c'est-à-dire en avril 1882, le service de police du port était complètement désorganisé, il manquait deux lieutenants et six maîtres pour porter au complet les cadres fixés par une décision ministérielle de 1879.

Aujourd'hui, notre personnel a été complété et le vœu du Conseil général a reçu une entière satisfaction.

10° Vœu pour que le chemin de fer du Nord remplace par un tablier métallique le passage voûté établi par dessus le quai Nord du canal de la Jonction, pour l'entrée en gare.

Le travail réclamé aurait pour but d'améliorer les communications entre Dunkerque et St-Pol, en même temps qu'il rendrait possible l'établissement d'un tramway reliant les deux communes :

La compagnie, consultée au sujet de la réalisation de ce vœu, a déclaré ne pas avoir d'objection essentielle à lui opposer, malgré la gêne momentanée qui en résulterait pour son exploitation. Mais elle a exprimé l'avis que, son pont sur le canal de Jonction et ses rives ayant été régulièrement approuvé dans ses conditions actuelles après enquêtes et conférences, elle n'avait pas à supporter les dépenses d'une modification qui ne lui profite pas.

La question financière est tout entière à régler. On ne peut pas se dissimuler que l'on serait sans droit pour obliger la compagnie du Nord à modifier à ses frais un ouvrage régulièrement établi, en vue d'intérêts dont la naissance est postérieure de plus de vingt ans à la date de

construction de l'ouvrage. Ce n'est donc qu'à titre de concours bienveillant que l'on peut solliciter d'elle qu'elle contribue aux dépenses. De même la modification demandée entraînera des dépenses de rectification d'alignement et de remaniement de chaussées de grande voirie, que l'État ne prendra certainement pas entièrement à sa charge.

Nous avons demandé à la compagnie de nous indiquer le montant de la dépense qu'elle aurait à faire et les dispositions qu'elle proposerait pour le passage à poutre métallique. Nous lui avons ausssi demandé dans quelle mesure elle pourrait consentir à contribuer dans les dépenses à titre gracieux, en nous référant au précédent relatif à la construction du pont Thiers.

Lorsque nous aurons sa réponse, nous pourrons dresser le projet des travaux de voirie qu'entraînera l'élargissement du passage et demander à l'administration quelle part elle consentira à mettre à la charge de l'État dans la dépense de ce projet.

En tous ces, c'est certainement aux communes de St-Pol et de Dunkerque qu'il doit incomber de payer la majeure partie des dépenses, et c'est seulement en acceptant de le faire qu'elles établiront la convenance d'entreprendre les travaux réclamés par le vœu que nous examinons.

Nous avons proposé à M. le Préfet du Nord de consulter les Conseils municipaux de Dunkerque et de Saint-Pol sur le principe même de l'opération. C'est seulement d'après la réponse que feront ces assemblées que l'on pourra savoir si le vœu n° 10 est susceptible d'une suite et procéder à une instruction complète à son sujet.

11° Le personnel des bureaux des ponts et chaussées dans les sérvices du port de Dunkerque est insuffisant. Le Conseil général invite M. le Préfet à se concerter avec M. l'Ingénieur en chef des ports du Nord pour obtenir de M. le ministre des travaux publics le nombre d'employés nécessaire à la prompte exécution des travaux en cours et prévus.

L'importance des travaux que l'on entreprend actuellement sur tout le territoire français crée à l'administration de très grandes difficultés pour recruter le personnel dont auraient besoin les très nombreux services récemment organisés.

Elle est disposée à accueillir les propositions des chefs des services spéciaux qui ont plus particulièrement à souffrir du manque de personnel ; mais elle attend ces propositions, en laissant aux ingénieurs en chef le soin de trouver les candidats à lui présenter.

Le service maritime, à cause des études très nombreuses et très variées qu'il a à entreprendre est très gêné, surtout par le manque de dessinateurs dignes de ce nom. Nous en cherchons de tous côtés. Malheureusement, nous ne trouvons guère que des candidats ayant plus de prétentions que de valeur réelle et peu propres à nous rendre des services. Nous continuons nos recherches, assuré que l'administration acceptera nos propositions, quand nous pourrons lui en faire.

12° Vœu pour que le dragage de la Cunette, commencé l'an dernier aux frais de l'État, soit immédiatement repris et continué rapidement jusqu'à complète exécution.

Des travaux de rétablissement des talus de la Cunette et de dragage de son fond ont été exécutés l'an dernier et terminés dans le courant d'octobre pour tout ce qu'il était possibe de faire à sec.

Pour les continuer, il fallait employer une drague, et nous avions réussi à nous en procurer une au commencement de décembre. Seulement, comme les travaux de dragage, en nécessitant la tenue des eaux dans la Cunette, auraient empêché les tirages d'hiver, nous avons cru devoir faire prendre l'avis de la 4e section sur l'opportunité d'un ajournement.

Cet avis demandé le 8 décembre, par l'intermédiaire de l'ingénieur du service hydraulique, ne nous est parvenu que le 13 janvier. Le propriétaire de la drague n'avait pu attendre une réponse qui ne venait pas et avait envoyé son matériel hors de Dunkerque ; d'ailleurs la 4e section avait conclu à l'ajournement.

Il a été assez difficile de retrouver un matériel approprié. Nous étions parvenu à l'avoir au commencement de juillet, quand un tirage, domandé par la 4e section, lui a occasionné des avaries qui exigeront au moins 15 jours de réparations. C'est seulemənt au commencement d'août que les travaux pourront être repris.

Ils ont d'ailleurs une faible importance. Il s'agit de draguer environ 14,000 mètres cubes, dont la majeure partie provient de ce que les travaux exécutés en 1881, ont élargi le canal de la Cunette au-delà de ses anciennes dimensions. Le mois d'août et le mois de septembre suffiront pour terminer le travail, qui donnera d'ailleurs à la 4e section une satisfaction purement platonique, car 14,000 mètres forment un cube insignifiant par rapport au cube du réservoir compris entre le barrage de Steendam et l'écluse du bastion 28.

Vœux relatifs à Gravelines.

13° Vœu pour que le fond d'entretien soit porté au chiffre fixé par M. l'Ingénieur en chef.

Ce que nous avons dit au sujet du vœu n° 2 s'applique au vœu n° 13. L'administration, tenue par les exigences du budget, n'a pas pu doter suffisamment l'entretien du port de Gravelines et ne le pourra que le jour où la loi de finances lui en aura donné les moyens.

14° Vœu pour que la jonction de la gare au port, par la continuation des rails du chemin de fer du Nord, soit exécutée d'urgence.

Ce vœu a été renouvelé, pendant la session d'avril, en ces termes :

« Le Conseil général exprime le vœu que le raccordement de la gare au port de Gravelines » soit exécuté de manière à pouvoir être mis en service au cours de la présente année. »

Le délai imparti par cette dernière formule paraît un peu court, parce que l'embranchement demandé nécessite la construction d'un pont sur un bras de l'Aa, pour conduire les rails sur le quai.

Toutefois, la Compagnie du Nord s'occupe sérieusement de ce travail, et on peut espérer qu'il sera terminé dans le 1er trimestre de 1883.

L'établissement de l'embranchement nécessitait l'acquisition d'une certaine quantité de terrain que la Compagnie a acheté de gré à gré, pour éviter des formalités d'expropriation assez longues. Elle pose sa voie entre la gare et le bras de l'Aa sur lequel elle a un pont à construire. Quant au pont, le cuvelage des culées et le tablier sont commandés à Hautmont. Le cuvelage devait être livré le 1er juillet, le pont le 1er septembre ; mais il est rare que l'industrie observe

scrupuleusement des délais et le cuvelage n'est point encore à pied d'œuvre. Il y sera probablement prochainement et on peut être assuré qu'en 1883 l'embranchement demandé sera entièrement construit.

14° Vœu pour que le dragage du bassin Vauban d'abord et celui du chenal et du port d'échouage soient entrepris sans retard.

Ce vœu a été renouvelé, pendant la session d'avril, en ces termes :

« Le Conseil général émet le vœu que, d'urgence, des dragages soient exécutés dans le » bassin et le chenal du port de Gravelines. »

Un projet de dragage comportant l'enlèvement de 230,000 mètres cubes de vase, qui encombrent le bassin Vauban, le port d'echouage et le chenal, a été présenté à l'examen de l'administration supérieure le 20 avril 1882. Son exécution est certainement très urgente, ainsi que M. le Préfet du Nord a pu le constater au commencement de mai.

Le projet comportait la mise en dépôt des vases sur les parties supérieures de la plage de l'Ouest de Gravelines, à l'abri d'une digue de défense. L'administration, pensant que les dragages ne présentaient pas grande urgence, nous a renvoyé le dossier pour nouvelle étude et examen de la possibilité du transport des vases à la mer. Nous renverrons nos propositions anciennes sans modifications, parce que nous voyons des inconvénients graves à porter des vases à la mer toutes les fois que l'on peut faire autrement.

Quoi qu'il en soit, on ne peut plus espérer actuellement, vu l'arrivée de la période de vacances du Conseil général des ponts et chaussées que les dragages puissent être commencés cette année.

15° Vœu pour que le pont de l'éclus 63 bis soit rendu mobile.

Le but de cette modification du pont en question était de permettre le passage des grandes bélandres par l'écluse 63 bis. La distance libre de 3^m70 entre le niveau de navigation et le dessous des poutres du pont, prescrite par les nouveaux règlements sur la navigation, n'existait pas sous le pont de l'écluse.

Nous avons proposé d'exhausser le pont de manière à donner le passage de 3^m70, l'administration a approuvé ce projet, qui est aujourd'hui exécuté.

On peut en conséquence considérer le vœu n° 15 comme ayant reçu satisfaction.

16° Vœu pour que, faisant profiter le port de Gravelines des dispositions bienveillantes du décret du 15 Janvier 1878, Monsieur le Ministre des Travaux publics adopte les projets qui lui seront soumis pour la création d'un bassin entre le petit fort Philippe et la ville de Gravelines.

Le Ministre des Travaux publics n'a pu encore se prononcer sur la valeur du projet de bassin nouveau, parce que nous n'avons pas encore eu le temps de le lui adresser. Nous espérons que ce projet, qui sera envoyé avant la session d'Avril 1883, pourra recevoir bon accueil. Nous rappelons que la loi de classement du 28 Juillet 1879 a compris le port de Gravelines dans les prévisions dressées à la suite du décret du 15 Janvier 1878 pour une somme de 2,500,000 fr. Cette somme paraît suffisaute pour permettre la construction du bassin demandé par le vœu rappelé ci-dessus.

17° Vœu pour que l'établissement d'un quai au grand fort Philippe soit décidé.

L'étude de ce vœu sera comprise dans celle du bassin nouveau demandé par le vœu n° 16, le quai du grand fort Philippe rentrera dans l'ensemble des travaux d'organisation de l'entrée du bassin.

Cette étude ne pourra en conséquence être présentée qu'au commencement de 1883, comme exécution des prévisions de la loi de classement du 28 juillet 1879.

18° Vœu pour que l'autorisation d'établir des hangars temporaires sur les quais du bassin Vauban soit accordée par l'autorité militaire.

Nous n'avons pas entendu dire que l'autorité militaire ait modifié ses intentions au sujet des abris temporaires qui ont, pendant quelques années, été autorisés sur les terre-pleins du bassin Vauban, mais qui, depuis, ont été interdits formellement par une décision spéciale du Ministre de la Guerre.

19° Vœu pour que le Gril de carénage soit réédifié sans retard.

Ce vœu a été renouvelé pendant la session d'Avril 1882, en ces termes :

Le Conseil général émet le vœu que le gril de carénage, tout-a-fait hors de service, soit rétabli sans aucun retard.

Le gril de carénage de Gravelines est certainement en médiocre état ; mais ce sont les envasements qui s'y produisent qui en rendent l'emploi tout–à-fait impossible. C'est un ouvrage municipal et, en principe, l'administration n'admet pas que les grils de carénage fassent partie des ouvrages des ports construits et entretenus par l'État.

S'il était possible de trouver des ressources qui permissent de reconstruire le gril de Gravelines dans une meilleure situation, sans sacrifices pour le Trésor, l'administration se départirait peut-être de la règle qu'elle suit habituellement, en tenant compte de l'exiguité des produits du gril actuel. Nous espérons trouver une solution dans ce sens, avec le concours de la Chambre de commerce de Dunkerque. Mais nous ne saurons pas avant l'année prochaine si elle peut réellement être pratiquée.

Dunkerque, le 15 Juillet 1882.

L'Ingénieur en chef du service maritime
du département du Nord,

EYRIAUD DES VERGNES.

SERVICE SPÉCIAL DES VOIES NAVIGABLES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

Sur la situation et les besoins du service des voies navigables du Nord au 1er juillet 1882.

Le service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais comprend dans le dédartement du Nord :

Le canal de Bergues, d'une longueur de	8k.	091
Le canal de Bourbourg	20	929
Le canal de la Colme	38	289
Le canal de la Deûle	65	087
Le canal de Furnes	13	210
Les canaux d'Hazebrouck	24	454
La Lys.....	71	902
Le canal de Roubaix	23	280
La Scarpe-Moyenne.....	6	906
La Scarpe-Inférieure.....	36	152
Le canal de Seclin.....	4	506
Le canal de la Sensée	25	044
Longueur totale.....	337 k.	850

Mouvement de la navigation.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation, en remonte et en descente, pendant les trois dernières années. Le tonnage absolu indique la somme des marchandises chargées sur les bateaux. Le tonnage moyen, qui permet une appréciation plus exacte de l'utilité respective des différentes lignes, est un chiffre fictif, qui s'obtient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale du canal.

DÉSIGNATION DES CANAUX.	TONNAGES MOYENS.			TONNAGES ABSOLUS.		
	1879.	1880.	1881.	1879.	1880.	1881.
Canal de Bergues	78.447	81.714	113.847	83.255	82.269	118.417
Canal de Bourbourg	533.067	563.348	625.496	629.263	649.161	757.520
Canal de la Haute-Colme	105.692	102.288	141.453	140.239	142.048	199.492
Canal de la Basse-Colme	49.058	49.415	23.301	53.494	50.234	61.496
Canal de la Basse-Deûle	296.276	355.891	355.484	663.227	741.822	787.603
Canal de la Haute-Deûle	1.069.436	1.219.734	1.221.557	2.215.485	2.489.096	2.514.721
Canaux d'Hazebrouck	10.645	11.137	13.404	39.203	40.895	44.809
La Lys	132.189	146.805	157.371	302.810	319 033	347.047
Canal de Roubaix	108.697	125.640	120.941	228 304	254.412	232 089
Scarpe-Moyenne	1.105.111	1.291.274	1.339.758	1.199.200	1.396.621	1.456.094
Scarpe-Inférieure	216.269	241.204	236.057	289.413	325.229	321.919
Canal de la Sensée	984.076	1.198.091	1.252.930	1.049.698	1.302.010	1.350.259

Ce tableau montre que la situation est généralement satisfaisante. Les lignes principales du réseau, la Scarpe-Moyenne, le canal de la Sensée, le canal de la Haute-Deûle, continuent leur mouvement de progression.

L'augmentation en 1881 n'a pas été considérable, à cause des arrêts causés par les crues pendant les premiers mois de l'année. Mais elle a été énorme pendant le premier semestre de 1882.

Le trafic de la Scarpe-Moyenne et du canal de la Sensée a plus que décuplé depuis l'ouverture des chemins de fer. C'est l'effet du développement rapide que prennent les houillières du Pas-de-Calais et les expéditions de leurs produits sur Paris. Il est grand temps qu'on entreprenne l'ouverture d'une seconde ligne dans cette direction; car, ainsi qu'on le verra plus loin, on dépasse déjà, pour la Scarpe-Moyenne, la limite extrême de sa capacité de fréquentation.

Prix du frêt.

Une loi du 19 février 1880 a supprimé les droits de navigation intérieure.

Elle n'a amené jusqu'ici aucune diminution sur le prix du frêt. La batellerie seule en a

profité, et il n'y a pas à le regretter, car elle était dans une situation si peu prospère que le recrutement de son personnel restait un problème, au milieu de l'aisance que se procurent facilement aujourd'hui toutes les autres classes ouvrières.

Le frêt de Lens à Paris (La Villette) est aujourd'hui de 6 fr. 50 par tonne, pour une distance de 344 kilomètres, soit 0,018 par tonne et par kilomètre.

Il descendra certainement à moins de 0 fr. 01, lorsque le canal du Nord sera construit, pourvu qu'on lui donne des dimensions qui rendent la traction et le croisement faciles, et qui permettent le trématage des bateaux rapides.

Halage.

Quatre systèmes de halage des bateaux fonctionnent en ce moment sur le réseau du Nord et du Pas-de-Calais.

1° Le halage aux *longs jours*, opéré par des chevaux, qui prennent les bateaux à Dunkerque et les conduisent jusqu'à Douai sans relais.

2° Le halage par chevaux et par relais, organisé par le décret du 19 juin 1875, et qui fonctionne sur la Scarpe-Moyenne et le canal de la Sensée.

3° Le remorquage par locomotives circulant sur des rails posés sur les digues. Il a été installé sur le canal d'Aire et sur le canal de la Deûle, depuis Bauvin jusqu'à Douai, par la Société générale de halage à vapeur.

4° Le remorquage sur chaîne noyée pratiqué sur la Deûle et sur la Scarpe-Moyenne.

Le halage par chevaux sur la Scarpe-Moyenne et sur le canal de la Sensée a été réadjugé avec des rabais considérables correspondant à une réduction de 25 % sur les prix payés avant le 1er janvier 1882.

Sur les canaux d'Aire et de la Deûle, la concurrence a fait tomber les prix de traction à 0 fr. 003 et à 0 fr. 006 par tonne kilomètrique, prix excessivement avantageux pour la batellerie.

Chômages.

Il n'a pu être donné satisfaction, en 1882, aux vœux émis par le Conseil général du Nord, en ce qui concerne la simultanéité des chômages, l'Administration française étant liée par une convention conclue avec la Belgique et révisée en 1868.

Avant de dénoncer cette convention et d'entamer des négociations en vue de la renouveler sur d'autres bases, Monsieur le Ministre des Travaux Publics a tenu à recueillir des renseignements précis sur les conséquences de l'échelonnement des chômages pratiqué jusqu'à ce jour. Par dépêche du 9 mai 1882, il a fait connaître que la question ne serait pas perdue de vue.

En même temps, l'administration supérieure se préoccupe de réduire autant que possible la durée des interruptions de navigation par l'adoption de procédés et d'engins perfectionnés (Batardeaux, dragages, Scaphandres etc) permettant d'exécuter les travaux sans mettre les biefs à sec.

Il est donc permis d'espérer que, dans un avenir peu éloigné, la question des chômages, capitale au point de vue de l'amélioration des transports par eau, sera résolue d'une

manière conforme aux vœux du commerce et de l'industrie dont le Conseil général du Nord s'est fait le défenseur.

Travaux de la loi du 14 juillet 1875.

La loi du 14 juillet 1875 a affecté une somme de 5,900,000 fr. à l'amélioration des voies navigables du bassin de l'Aa, de manière à porter leur mouillage à $2^m 00$ et à permettre la circulation des bateaux de $1^m 80$ d'enfoncement.

Par suite de travaux complémentaires proposés par les ingénienrs et que l'administration a reconnus nécessaires, ces ressources étaient devenues insuffisantes.

Une loi du 22 mars 1880 a autorisé un supplément de dépense de 2,748,000 fr. imputable sur les fonds de la 3e section du budget.

Cette grande entreprise touche à sa fin.

Dans quelques mois, les bateaux allant de Paris et de Lille à Dunkerque et à Calais, pourront prendre le maximum du tonnage.

Il ne restera plus dans cette direction qu'un seul passage difficile. C'est celui de l'écluse des Fontinettes, sur le canal de Neuffossé.

Les travaux destinés à le faire disparaître sont en cours d'exécution. Une décision ministérielle du 26 avril 1881 a autorisé l'adjonction aux sas actuels d'un ascenseur hydraulique, suivant le projet présenté par M, Clark, ingénieur anglais.

La dépense s'élèvera à 1,400,000 francs.

La maison Cail et Cie est chargée de la construction de la partie métallique.

Le projet définitif des terrrassements et maçonneries va être présenté.

Les bateaux montants mettent aujourd'hui 1 h. 35 en moyenne pour traverser l'écluse.

L'ascenseur leur permettra de franchir la chute en 15 minutes, y compris le temps des manœuvres d'entrée et de sortie.

Programme de la loi du 5 août 1879.

Une loi du 5 août 1879 a approuvé le programme présenté par le Gouvernement pour l'extension des voies navigables de la France et l'amélioration des lignes déjà existantes. Cette grande entreprise est évaluée à 850 millions. Le jour où elle sera achevée et où les batéaux de 1^m 80 d'immersion, pourront aller, sans rompre charge, de Dunkerque à Marseille, Bordeaux, Nantes et le Havre, il s'opèrera, dans les transports économiques à grande distance, une révolution presqu'aussi féconde que celle qui a été produite par la construction des chemins de fer.

Le programme comprend la construction, dans la région du Nord, d'un canal de jonction de l'Oise à l'Aisne, d'un canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, d'un grand canal du Nord vers Paris, d'un embranchement du canal de Roubaix sur Tourcoing, enfin d'un embranchement du canal de la Deûle vers Lens.

Ces deux dernières lignes sont seules comprises dans les attributions de l'ingénieur en chef soussigné.

La dépense de construction du canal de Tourcoing s'élève à 900,000 fr. Par décision du 19 avril 1882, M. le Ministre des travaux publics a accepté l'offre du Conseil muuicipal

de Tourcoing de verser au Trésor une subvention de 300,000 francs et il a autorisé la mise à l'enquête de l'avant-projet.

Cette enquête vient d'être terminée et elle est entièrement favorable à l'exécution des travaux.

En ce qui concerne le canal de Lens, il a été déclaré d'utilité publique par décret du 28 mars 1881, lequel stipule que le point d'arrivée sera fixé à la route Nationale nº 25 ainsi que le Conseil général du Pas-de-Calais en avait émis le vœu. La dépense est évaluée à 1,500,000 fr., dont le tiers sera payé par la Compagnie des mines de Liévin. On s'occupe de la rédaction du projet dèfinitif.

Indépedamment de la création de nouvelles lignes, la loi du 5 août 1879 a prévu l'amélioration des voies déjà existantes. L'exposé de la situation de chacune de ces lignes fournira l'occation de faire connaître les perfectionnements qui vont y être apportés.

Élargissement des canaux jusqu'à Dunkerque et Lille.

A la suite de l'enquête à laquelle a été soumis l'avant-projet du canal du Nord, l'administration a reconnu la nécessité de donner à cette nouvelle voie navigable une largeur de 17 m en plafond et de la pourvoir d'écluses jumelles.

Monsieur l'Inspecteur général Bertin, considérant comme indispensable de mettre dans les mêmes conditions les grandes artères de navigation du Nord et du Pas-de-Calais, a présenté un avant-projet ayant pour objet l'élargisssment du lit et le doublement des écluses de la grande ligne qui forme le prolongement du canal du Nord et relie le bassin houiller du Pas-de-Calais avec Lille et avec Dunkerque.

La dépense est évaluée à 8 millions.

L'avant-projet est actuellement soumis au Conseil général des ponts et chaussées.

Canal de Bergues

Le canal de Bergues, reste dans des conditions de navigabilité et d'entretien satisfaisantes. Son lit, naturellement entretenu par les tirages opérés à la mer pour l'écoulement des eaux du pays, procure constamment aux bateaux un mouillage large et profond. Lorsque la transformation de la Haute Colme en ligne de grande navigation aura été opérée, conformément au décret déclaratif d'utilité publique du 26 juillet 1881, la hauteur des crues augmentera et il est indispensable, dans cette prévision, d'approfondir le lit du canal de Bergues, comme le provoit le programme annexé à la loi du 5 août 1879.

L'avant-projet de cette amélioration va être présen'é prochainement, de manière qu'elle puisse être achevée en même temps qus les travaux du canal de la Colme.

Canal de Bourbourg.

Les grands travaux dont ce canal vient d'être l'objet l'ont amené de l'état le plus défectueux qui se puisse imaginer à un état laissant peu à désirer.

Le bief supèrieur a un mouillage de 2m50. Les doubles portes posées aux écluses du Guindal permettent de le soustraire aux abaissements causés par les tirages de l'Aa. Il en résulte de grandes facilités pour la navigation. Actuellement, les bateaux circulent librement dans toute l'étendue du canal. Ils sont encore forcés de stationner au Guindal lorsque le courant est trop violent sur l'Aa. Mais ces arrêts n'ont qu'une courte durée et

ils peuvent tonjours s'échapper lorsque l'état de la marée oblige à suspendre les écoulements à Gravelines.

Un décret du 15 avril 1879 a déclaré d'utilité publique les travaux à entreprendre pour améliorer les communications du canal avec les bassins du port de Dunkerque. La dépense est évaluée à 1,040,000 fr. Le projet définitif était sur le point d'être terminé, lorsqu'a surgi la proposition de déplacer les fortifications de la ville. L'enceinte serait considérablement agrandie et tous les écoulements d'eau pour le desséchement du pays seraient reportés à l'extérieur, afin de ne pas couper les divers quartiers de la ville par de larges artères qui nécessiteraient la construction d'un grand nombre de ponts et rendraient, quoiqu'on fasse, les communications peu commodes. Par décision du 16 janvier 1882, M. le Ministre des travaux publics a ordonné l'ouverture entre les services intéressés d'une conférence dont l'initiative est laissée aux Ingénieurs du service martime.

Ce n'est que quand cette question sera résolue que l'on pourra donner suite au projet qui fait l'objet du décret du 15 avril 1879.

Le canal de Bourbourg est compris pour une somme de 460,000 fr. dans le programme des travaux qui a fait l'objet de la loi du 5 août 1879. Elle doit être affectée au perreyage des berges et à la création de rivages publics qui font aujourd'hui complètement défaut. L'avant-projet de ces ouvrages vient d'être soumis à l'enquête d'utilité publique.

Canal de la Haute-Colme

Le canal de la Haute-Colme est ouvert sur une petite section. Il avait été spécialement créé pour assurer le dessèchement du pays, son alimentation en eaux douces et une navigation locale. Il fut cependant emprunté de tout temps par la grande navigation, parce que son mouillage n'était pas affecté, comme celui du canal de Bourbourg, par les profondes irrégularités du régime de l'Aa.

Son entretien est rendu difficile par la nature sablonneuse et la faible inclinaison des berges, ainsi que par les courants limoneux dont il est l'émissaire.

Sa transformation en ligne de grande navigation ayant 10^{m} de largeur en plafond a été décidée en principe par la loi du 5 août 1879. L'avant-projet montant à 2,450,000 fr., a été déclaré d'utilité publique par le décret du 26 juillet 1881 et les projets définitifs sont actuellement soumis à l'administration supérieure.

La rectification du canal dans la traversée de Bergues autorisée par le décret du 6 mars 1880 sera terminée en septembre prochain.

Lorsque ces deux entreprises seront achevées, les bateaux du plus fort tonnage pourront indistinctement emprunter le canal de Bourbourg ou la Haute-Colme pour se rendre de Saint-Omer à Dunkerque. Le doublement des grandes lignes est la meilleure de toutes les améliorations qu'on puisse apporter au réseau des voies navigables, parce qu'on affranchira de la sorte les transports par eau des interruptions qu'ils ont à subir pendant les chômages.

Canal Basse-Colme

Son état d'entretien laisse à désirer.
Tous les ponts sont en ruine.

Ce canal sert comme le précédent au desséchement du pays, à son alimentation en eaux douces et à la navigation.

Cette dernière est fort restreinte, attendu que le canal de Dunkerque à Furnes qui prolonge la ligne de Paris à la mer du Nord, forme la voie la plus rationnelle des échanges entre la France et la Belgique, échanges peu importants d'ailleurs.

La Basse-Colme n'aura jamais vraisemblablement qu'une utilité locale et presqu'exclusivement agricole.

L'amélioratinn de cette ligne était cependant comprise pour une somme de 580,000 fr. dans le programme des travaux faisant l'objet de la loi du 5 août 1879.

Elle devait être affectée, jusqu'à concurrence de 224,000 fr., à la reconstruction des ponts et, pour le surplus, à l'approfondissement du lit, de manière à obtenir un mouillage de 2 mètres pour faciliter l'écoulement des eaux qui s'opère en temps de crue de la Belgique vers la France.

L'avant-projet de cette amélioration a été présenté. Mais la décision ministérielle du 26 novembre 1881 en a ajourné la prise en considération en invitant les ingénieurs à présenter séparément des projets de reconstruction des ponts qui sont en trop mauvais état pour être réparés.

C'est le cas des cinq ponts existants sur le canal et les projets qui les concernent sont actuellement à l'étude.

Canal de la Deûle

Cette voie navigable, l'une des plus importantes du territoire français, laisse en ce moment beaucoup à désirer. Elle n'a pas été curée depuis 1860, et comme elle est alimentée par les eaux de la Scarpe qui sont fort limoneuses en temps de crue: elle est très envasée. Les bateaux chargés à 1 m. 80 d'enfoncement ne peuvent se croiser que difficilement.

Un décret du 3 août 1880 a déclaré d'utilité publique le projet présenté par les ingénieurs pour l'amélioration de cette ligne.

Les dépenses autorisées s'élèvent à 3,418,000, fr. Elles comprennent:

1° La rectification du tracé entre Haubourdin et Lille, de manière à élargir le lit dans les parties trop rétrécies et à adoucir les coudes trop brusques.

2° Un travail analogue dans la traversée des fortifications de Lille et depuis la sortie de cette ville jusqu'au confluent du canal de Roubaix. Le mouillage de cette section, qui est actuellement de 1 m. 65 seulement, sera porté à 2 mètres.

3° Le curage général du canal.

4° La construction de perrés de flottaison destinés à prévenir la corrosion des berges et les envasements du lit qui en sont la conséquence.

5° L'établissement de rivages publics qui font aujourd'hui complètement défaut.

Le projet définitif d'amélioratio entre Haubourdin et le confluent du canal de Roubaix a été présenté le 9 novembre 1881, mais il n'a pu encore être approuvé, parceque M. le Ministre de la guerre, par décision du 21 novembre 1881, a prescrit d'ajourner la partie du nouveau

canal comprise entre la porte d'eau du Petit Paradis et la jonction avec la Basse-Deûle, jusqu'à ce qu'il ait pu se prononcer sur la suite à donner aux études entreprises en vue des modifications à apporter à la partie Nord-Est de l'enceinte de Lille.

Les travaux de curage des sections comprises entre le Fort de Scarpe et Bauvin et entre Bauvin et Haubourdin sont adjugés et vont être entrepris.

Mais l'Administration supérieure n'a pas approuvé le projet de curage de la Basse-Deûle, en aval du confluent du canal de Roubaix, curage qui intéresse surtout la salubrité publique. Elle a décidé qu'il y avait lieu de procéder à ce travail, conformément aux articles 35 et 36 de la loi du 16 septembre 1807, en faisant supporter la dépense par les communes intéressées avec le concours du Trésor.

La construction des perrés de flottaison est en cours d'exécution.

Enfin, on s'occupe de la préparation du projet définitif des rivages publics.

On se prépare à reconstruire en 1882 le pont du Ramponeau à Lille.

Deux arrêts du Conseil d'État, en date du 18 mars 1881, (affaires Schotsmans et Colombier contre l'État, ont décidé, contrairement aux jugements rendus par le Conseil de Préfecture du Nord, que la Deûle entre Don et Lille était un canal créé de main d'homme, et qu'en conséquence l'ordonnance de 1869 concernant les servitudes de halage et de contre halage ne lui était point applicable. Il en résulte qu'il n'existe plus de passage public sur la rive de contre halage. C'est une grande gêne pour l'entretien et surtout pour l'exécution des faucardements. La ville de Lille aura particulièrement à souffrir de ce nouvel état de choses dans la saison d'été, parcequ'il est difficile de l'approvisionner d'eau en quantité suffisante lorsque les plantes aquatiques ne sont pas convenablement coupées.

Canal de Furnes. Ce canal est concédé. Sa concession expire le 16 août 1896.

Des conférences ont eu lieu en 1861, entre les ingénieurs de la France et de la Belgique pour son amélioration. Les administrations des Wateringues et des Moëres y ont pris part dans l'intérêt du dessèchement. De concert avec elles, des mesures ont été proposées à la sanction des deux gouvernements pour obtenir le mouillage de 2 mètres qui existe dans toute l'étendne du réseau belge et dont on poursuit la réalisation sur le réseau français. Ces conférences ont été reprises en 1865 et elles ont confirmé les résultats des premières. Les bases qu'elles ont posées ont été admises en principe par les gouvernements des deux pays, mais sans engagement réciproque d'exécuter les travaux. Ces derniers rentrent d'ailleurs dans les obligations qui sont imposées à la Compagnie concessionnaire par son cahier des charges.

A la suite des réclamations pressantes du Conseil général et des promesses qui avaient été faites par l'Administration belge d'entreprendre prochainement l'approfondissement de la partie du canal de Furnes, qui est située dans son territoire, elle avait commencé les curages nécessaires pour restituer à la cunette une largeur de 8 mètres en plafond et un mouillage de 2 mètres. Mais les promesses faites n'ayant pas été tennes, elle a uspendu ces travaux.

Toutefois le programme de l'amélioration en Belgique a été partiellement exécuté ; uee écluse a été construite à Furnes pour isoler le canal de Furnes d'avec celui de Nieuport et faire disparaître les entraves fréquentes qu'éprouvait la navigation, par suite des manœnvres opérées à Nieuport pour l'écoulement des eaux du canal de Loo.

Sur l'invitation de M. le Ministre des travaux publics, les ingénieurs ont présenté des propositions pour le rachat de la concession et pour l'amélioration du canal de Furnes.

Ils demandent que des pourparlers soient engagés avec la Compagnie concessionnaire en ce qui concerne le rachat et qu'une conférence ce soit ouverte avec la Belgique, en ce qui concerne l'amélioratino.

Aucune suite n'a encore été donnée à ces propositions.

L'on ne peut en attendant que regretter l'état d'abandon dans lequel est laissée la prinpaie voie navigable qui relie le nord du département à la Belgique, bien qu'elle présente beaucoup moins d'intérêt depuis l'exploitation du bassin houiller du Pas-de-Calais.

Canaux d'Hazebrouck.

Les canaux dH'azebrouck n'ont qu'un intérêt local et restreint auquel ils suffisent.

Leur mouvement commercial reste stationnaire.

Leur état matériel est aussi satisfaisant que possible. Ils ont été curés l'année dernière.

Quelques ouvrages d'art sont à reconstruire, notamment le pont Catoire et le pont du Parc.

Le projet de suppression du pont de Salomé ou de Gravelines a été soumis à une enquête à la suite de laquelle l'Administration supérieure a prescrit la substitution au pont d'une passerelle pour piétons.

L'amélioration de la Bourre dans la traversée de Merville est comprise dans le programme qui a fait l'objet de la loi de 1879. L'avant-projet est à l'étude et sera présenté prochainement.

La dérivation de la Borrebecque sera entreprise dès que l'affectation d'une partie de la forêt de Nieppe au service de la navigation aura été prononcée.

La Lys.

La Lys, sous le rapport du régime des eaux, doit être divisée en trois parties distinctes :

La première en amont, comprise entre sa source et la sortie de la ville d'Aire, coule dans une vallée étroite avec une pente rapide. Le perfectionnement de son écoulement a été de tout temps et actuellement encore, de la part des ingénieurs du Pas-de-Calais, l'objet d'améliorations ayant pour but unique de le faciliter. A l'heure présente, le Conseil générale de ce département demande instamment la construction, sous le canal d'Aire, d'un nouveau siphon à grande section, qui fera disparaître la dernière et la plus importante des barrières qui empêchent les eaux d'arriver trop rapidement sur le territoire du Nord. Il n'y a pasmoyen de s'opposer à cette entreprise, puisqu'elle ne fera que rétablir l'état des choses créé par la nature et altéré par la main des hommes.

La seconde partie de la rivière porte le nom de Haute-Lys et s'étend depuis Aire iusqu'à Merville. Elle est placée dans des conditions assez bonnes. Elle est endiguée et

présente une pente assez forte pour évacuer les eaux rapidement. De nouvelles facilités vont être encore obtenues par les travaux en cours d'exécution et qui ont pour objet d'élargir et d'approfondir le lit. (Décret du 17 août 1880).

La troisième, partie qui comprend la moyenne et la Basse-Lys, s'étend depuis Merville jusqu'à Menin. C'est celle qui laisse et laissera de tout temps, quoiqu'on fasse, le plus à désirer. Elle forme un bassin à peu près horizontal d'où les eaux ne peuvent s'échapper qu'avec lenteur a cause de sa pente longitudinale qui atteint à peine huit centimètres par kilomètre.

La création d'arches de décharge sous la route départementale n° 9, aux abords d'Estaires ainsi qu'aux abords du Pont-Neuf et du Pont-Rouge et surtout l'ouverture de la dérivation d'Armentières, exécutée en vertu du décret du 1er avril 1873, ont fait disparaître les principaux obstacles que rencontrait l'écoulement des eaux en temps de crue.

Il en reste malheureusement quelques-uns auxquels il sera bien difficile de remédier. Ce sont les gonflements produits par les principaux affluents, notamment par la Clarence, la Lawe et la Deûle.

Ces gonflements prennent de plus en plus d'importance au fur et à mesure qu'on améliore les cours d'eau qui les provoquent.

De nombreuses propositions ont été formulées dans ces derniers temps pour atténuer les inondations de la Lys.

Celles ayant pour objet la création d'arches de décharges sous différentes levées et l'élargissement des débouchés de Menin sont en ce moment soumises à l'examen de la Commission internationale, instituée par décision ministérielle du 27 mai 1881 pour arrêter les bases d'un programme d'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique. Cette Commission ne tardera pas à terminer son travail.

Le projet de créer, à partir d'Armentières, un canal jetant directement à la mer les eaux de crues, a rencontré de nombreux adhérents. Mais ses promoteurs paraissent ne s'être pas rendu un compte suffisamment exact des difficultés que la configuration du sol apporte à la réalisation d'une pareille entreprise.

Il faudrait couper le faîte qui sépare la vallée de la Lys de la vallée de l'Yser et qui s'élève à 50 mètres au moins audessus de la mer, percer un souterrain de plus de 30 kilomètres d'étendue, lui donner une section considérable. C'est par centaine de millions que se chiffrerait la dépense.

Le seul canal d'évacuation direct à la mer qui fût praticable, la Belgique l'a fait. C'est le canal de Deynze à Heist. Il lui a servi à dégager la ville de Gand. Mais malheureusement et en raison de son grand éloignement, il est sans influence sur le territoire français.

D'ailleurs, il faut bien le dire, tout ce que fait l'Administration pour faciliter l'évacuation des eaux est paralysé par les obstacles que les riverains y apportent en vue de leurs propres intérêts.

Au surplus, les inondations de la Lys, ne sont pas aussi dédommageables que les nombreuses réclamations qu'elles provoquent tendraient à le faire croire.

Il y a une distinction essentielle à faire à cet égard eutre les crues d'hiver et les crues d'été.

Les premières, au lieu d'être nuisibles à l'agriculture, sont au contraire une cause puissante de richesse pour le pays, en raison du limon fécondant qu'elles déposent sur les prairies et qui remplit le rôle d'un engrais de première qualité.

On ne doit s'en occuper que pour étudier le moyen de préserver les villes et les villages de l'atteinte des eaux, notammment les quartiers bas de Merville, Estaires, La Gorgue et Armentières, bien qu'il n'y ait pas d'exemple d'accidents sérieux, comme il s'en produit dans les vallées du Rhône, de la Garonne et de la Loire. C'est là sans doute ce qui explique comment l'on voit tous les jours construire et reconstruire des maisons dans les parties submersibles, sans prendre aucune précaution pour se mettre à l'abri des eaux.

La ville de Gand, qui se trouvait dans la même situation, a pris un moyen radical pour couper court aux plaintes des populations. Elle a rasé le quartier qui se trouvait dans le champ des crues.

C'est probablement là qu'il faudra aussi en venir et, dans ce cas, il n'est pas douteux que les municipalités obtiendraient du gouvernement de larges subsides.

Mais avant d'entrer dans cette voie, il convient d'attendre le résultat des travaux de la conférence internationale.

Les inondations d'été sont toujours funestes, parcequ'elles détruisent ou détériorent les récoltes. C'est à les prévenir que doivent tendre surtout les efforts communs de l'Administration et des riverains. Elles sont d'ailleurs heureusement fort rares et par suite les ingénieurs ont peu d'occasions d'en étudier les effets.

Les observations qui seront recueillies par le service hydrométrique, organisé par la décision ministérielle du 7 août 1880, permettront seules de déterminer s'il est pratiquement possible de les empêcher.

L'avant-projet d'amélioration destiné à porter à $2^{m}00$ le mouillage de la Lys entre Aire et Sailly a fait l'objet d'un décret déclaratif d'utilité publiqne en date du 17 août 1880.

La dépense autorisée est fixée à 1,077,000 francs.

Elle comprend :

1° Des travaux d'élargissement et d'appronfondissement qui sont en cours d'exécution depuis 1881 et seront terminés l'année prochaine.

2° Des ouvrages d'art dont le projet définitif va être soumis à l'administration supérieure.

On s'occupe en outre de la rédaction d'un avant-projet de travaux complémentaires prévus au programme annexé à la loi du 5 août 1879.

Canal de Roubaix

Cette voie navigable ne rend pas encore tous les services qu'on est en droit d'en attendre, bien qu'elle présente un mouillage de 2m 00.

C'est que les bateaux du plus fort tonnage ne peuvent y arriver à cause des impertions de la Deûle dans les fortifications de Lille, qu'ils doivent traverser. Il a été dit précédemment qu'un décret en date du 3 août 1880 a déclaré d'utilité publique les travaux destinés à remédier à cette situation.

Les parties neuves du canal de Roubaix sont en excellent état et ne réclament aucune amélioration quelconque. Il n'en est pas de même des vieux tronçons.

Leur perfectionnement a été autorisé par décret du 3 août 1880.

La dépense prévue s'élève à 720,000 fr.

Elle comprend :

La construction de perrés pour prévenir l'éboulement des berges qui envase le lit ;

L'élargissement du bief de Leers, aujourd'hui trop étroit pour permettre le croisement des bateaux chargés :

La reconstruction des divers siphons existant dans ce bief et dont la section est insuffisante pour écouler les eaux en temps de crue ;

L'allongement des écluses de Wasquehal et du Sartel pour porter leur longueur utile à 38 m. 50.

Le renforcement de la digue nord vis à vis la distillerie Droulers, pour arrêter les infiltrations ;

La création de rivages publics à Marcq, à Wasquehal et à Croix.

L'assainissement du bief de Wasquehal, dont l'état d'infection donne lieu, dans les chaleurs, à des émanations miasmatiques compromettantes pour la salubrité publique :

La construction d'un mur de quai et le pavage du terre-plein du port de Dunkerque, à frais communs avec la ville de Roubaix .

Plusieurs de ces travaux sont en cours d'exécution. On s'occupe de la réduction des autres projets définitifs.

Les travaux de reconstruction du pont de Marcq sont entrepris et vont être achevés pendant le chômage de 1882.

Les difficultés que soulevait depuis dix-huit ans la question des prises d'eau pratiquées par divers industriels dans le bief du Sartel, viennent d'être heureusement résolus. Ces prises d'eau ont été définitivement supprimées à la suite d'une transaction amiable.

Les réclamations de la Compagnie de Lespierre, tendant à faire alimenter le canal de ce nom par des eaux françaises ont donné lieu à diverses décisions ministérielles et une transaction est sur le point d'être conclue avec cette Compagnie qui se désisterait de toute action, non seulement contre l'État, mais aussi contre les villes de Roubaix et Tourcoing.

Scarpe-Moyenne.

On donne le nom de Scarpe-Moyenne, à la partie de cette rivière qui est comprise entre les canaux de la Sensée et de la Deûle.

Elle forme un tronçon de la grande ligne de Paris à la mer, et le débouché des houillères du Pas-de-Calais.

Aussi est-elle devenue un ligne navigable de premier ordre.

Les obstacles de toute nature accumulés dans la traversée de Douai et aux abords, et les crues de la Scarpe-Moyenne rendent la navigation très-difficile et très lente.

A chaque instant, on se trouve impuissant à écouler les bateaux au fur et à mesure qu'ils se présentent, et il se forme en aval de Douai des encombrements qui, au commencement de 1881, s'étendaient sur 10 kilomètres.

Les bateaux attendaient alors trois semaines avant de pouvoir franchir la ville de Douai.

Cette année, malgré l'activité exceptionnelle de la navigation, la situation est beaucoup moins mauvaise, et les pertes de temps ne dépassent pas quatre ou cinq jours.

Mais il faut s'attendre aux plus graves embarras après le chômage d'un mois qui commence le 1er juillet.

Aussi, est-il d'une urgence extrême d'entreprendre les travaux de la dérivation autour de Douai, qui forme le premier trançon du grand canal du Nord, actuellement soumis aux chambres.

Il est regrettable que l'on n'ait pas donné suite à l'enquête spéciale ouverte en 1881, sur le projet cette de dérivation.

En attendant, l'Administration a autorisé la construction d'un second toueur pour doubler celui qui fonctionne actuellement dans le bief du Fort et l'on va éclairer les quais de Douai à la lumière électrique, de manière à permettre la navigation de nuit, fort difficile à cause du défaut de largeur des ponts.

En outre, on a construit en 1881, entre les ponts du Rivage et de Tournai, un mur de quai, qui a très notablement amélioré une partie étroite et sinueuse de la rivière.

En ce moment, on reconstruit les ponts Rouge et de la Massue, dont les débouchés sont insuffisants.

Même après que la dérivation sera terminée, la Scarpe-Moyenne conservera une grande importance comme voie de transit, parce qu'elle livrera passage aux bateaux venant de la Scarpe-Inférieure, du rivage de la Compagnie des mines d'Aniches et du rivage de la Compagnie des mines de l'Escarpelle. Son trafic ne descendra certainement pas au-dessous de 250,000 tonnes. Il est assez important pour motiver l'amélioration de l'état de choses actuel. Elle entraine une dépense de 557,000 fr. et a fait l'objet d'un décret déclaratif d'utilité publique en date du 9 décembre 1880.

Il comporte, outre les travaux indiqués ci-dessus, un curage général, l'allongement de toutes les écluses et la construction d'un grand garage vis-à-vis le rivage des mines d'Aniches.

Le curage et l'élargissement sont en cours d'exécution.

Scarpe-Inférieure

On donne le nom de Scarpe-Inférieure à la partie de cette rivière qui s'étend depuis le Fort de Scarpe jusqu'au confluent dans l'Escaut à Mortagne.

Cette voie navigable est rentrée dans les mains de l'État par l'effet de la loi du 8 avril 1879 qui a prononcé le rachat de la concession.

Une indemnité de 5,300,000 fr. a été allouée au concessionnaire.

Elle doit être l'objet d'améliorations importantes destinés à porter son mouillage à 2 mètres.

L'avant-projet présenté par les ingénieurs a été déclaré d'utilité publique, par le décret du 14 novembre 1881.

La dépense est évaluée à 2,560,000 fr.

Elle comprend une subvention de 135,000 fr. accordée au syndicat de la Vallée de la Scarpe pour l'exécution de divers travaux intéressant le desséchement. En échange, le syndicat a donné son adhésion à une modification dans le mode de règlementation du niveau des biefs.

Cette transaction, très avantageuse pour la Vallée de la Scarpe, met fin aux difficultés auxquelles donnait lieu depuis longtemps la tenue des eaux de la Scarpe-inférieure.

On s'occupe de la rédaction des projets définitifs d'amélioration.

On a reconstruit, en 1881, le pont tournant de Lallaing, avec le concours du département et des commuues.

Canal de Seclin.

Cette voie navigable, ouverte par voie de concession, a été reprise par l'État, par suite de l'abandon qui lui en a été fait par la Compagnie concessionnaire, et qui a été ratifié par le décret du 1er mars 1876.

Elle ne rend actuellement que de médiocres services à cause de l'insuffisance de son mouillage.

Un décref du 18 octobre 1880 a autorisé son amélioration.

La dépense prévue s'élève à 215,000 fr.

Les travaux d'approfondissement s'exécutent en régie à l'aide d'une des dragues à vapeur de l'État. Quoiqu'ils présentent beaucoup de difficultés à cause de l'étroitesse du lit et de la nature du terrain, ils seront terminés en 1883.

Canal de la Senséé

C'est une des principales lignes du réseau, et son trafic est appelé à prendre de grandes proportions, lorsque le grand canal du Nord sera construit et qu'elle sera empruntée par les bateaux venant du bassin houiller du Nord et de la Belgique, comme par les bateaux venant du bassin du Pas-de-Calais.

Elle comporte diverses améliorations qui ont fait l'objet du décret du 9 décembre 1880, savoir :

Le curage général du lit ;

L'allongement des écluses pour porter à 38 mètres 50 leur longueur utile ;

Le relèvement des digues du bief inférieur (versant de l'Escaut) qui ont subi de forts tassements ;

La reconstruction des ponts où la traction des bateaux est interrompue, par suite de l'absence de passage inférieur ;

Le perreyage général der berges ;

L'établissement de rivages publics qui font aujourd'hui complètement défaut.

Enfin, la rectification du tracé aux abords du bassin-rond, sur l'Escaut.

La dépense autorisée s'élève à 1,425,000 francs.

Les travaux de curage et de relèvement des digues, sont en cours d'exécution.

Les autres améliorations ne tarderont pas à être entreprises.

Vœux du Conseil général.

Les différents vœux émis par le Conseil général, dans ses deux dernières sessions, ont donné lieu à des rapports spéciaux qui seront mis sous ses yeux.

Douai, le 1er juillet 1882.

L'Ingénieur en chef,

GRUSON.

Lille Imp. L. Danel.

SERVICE SPÉCIAL DE LA NAVIGATION
ENTRE LA BELGIQUE ET PARIS.

Canal de Mons à Coudé, rivière de l'Escaut, canal de Saint-Quentin, Sambre française canalisée et canal de jonction de la Sambre à l'Oise.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

CHAPITRE 1er.

INDICATIONS SOMMAIRES.

Le service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris comprend dans le département du Nord les voies navigables ci-après, savoir :

Le canal de Mons à Condé, sur une longueur de	5k	058
La rivière de l'Escaut	63	065
Le canal de Saint-Quentin	26	048
La Sambre canalisée	54	446
Le canal de jonction de la Sambre à l'Oise	13	202
Longueur totale	161	819

Ces voies navigables offrent un mouillage de 2 m. et permettent le passage de bateaux chargés à 1 m. 80 d'enfoncement.

Elles se répartissent comme il suit entre les quatre grandes lignes de navigation du Nord de la France :

1° Ligne de Mons et des houillères du Nord à Paris.

Canal de Mons à Condé	5 k	058
Rivière de l'Escaut de Condé à Cambrai	48	000
Canal de Saint-Quentin	26	048
	79 k	106

2° Ligne de Mons à Lille.

Canal de Mons à Condé	5 k	058
Rivière de l'Escaut de Condé à la frontière belge	15 k	065
	20 k	123

3° Ligne de Dunkerque et des houillères du Pas-de-Calais à Paris.

Rivière de l'Escaut du Bassin-Rond à Cambrai	12 k	217
Canal de Saint-Quentin	26	048
	38 k	265

4° Ligne de Charleroy à Paris.

Sambre canalisée	54 k	446
Canal de jonction de la Sambre à l'Oise	13	202
	67 k	648

Le canal de Mons à Condé, la rivière de l'Escaut et le canal de Saint-Quentin sont entre les mains de l'État.

La Sambre canalisée et le canal de jonction de la Sambre à l'Oise ont été concédés à deux Compagnies qui les exploitent.

CHAPITRE II.

TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Canal de Mons à Condé.

Le canal de Mons à Condé est en assez bon état d'entretien.

Le crédit dépensé en 1881 a été, par mètre courant, de $\frac{10{,}516 \text{ fr. } 50}{5 \text{ k. } 058}$ ou de 2 fr. 08 ; celui de 1882 est de $\frac{10{,}650}{5{,}058}$ ou de 2 fr. 10.

Ce crédit est insuffisant en raison des apports considérables que les eaux de la Hayne effectuent dans le canal au moment des crues.

Rivière de l'Escaut.

L'état d'entretien de l'Escaut laisse à désirer.

Le crédit dépensé en 1881 a été, par mètre courant, de $\frac{100,000}{63,065}$ ou de 1 fr. 58; celui de 1882 est de $\frac{105,000}{63,065}$ ou de 1 fr. 66.

Ce crédit est tout à fait insuffisant, en raison des envasements produits par les affluents de cette rivière, notamment par la Hayne grossie de l'Hogneau ainsi que par la Selle et l'Écaillon.

La libre circulation des bateaux ne peut être assurée sur l'Escaut qu'au moyen de travaux de curage onéreux qui absorbent la plus grande partie du crédit alloué, et forcent à restreindre les travaux d'entretien des berges et des ouvrages d'art

Les berges formées d'une terre friable, exposées au frottement des bateaux vides, corrodées par le batillage incessant qu'occasionne une circulation exceptionnellement active, réclament d'importants travaux de réparation, et les ouvrages d'art eux-mêmes ne peuvent être maintenus en bon état.

Dans ces conditions, il paraîtrait indispensable de porter le crédit d'entretien de l'Escaut à 2 fr. 00 au moins par mètre courant.

Canal de St-Quentin.

Le canal de St-Quentin se trouve dans un état d'entretien à peu près satisfaisant.

Il exige cependant de nombreux travaux de curage et de défense de berges qu'il est impossible d'entreprendre avec les ressources dont on dispose.

Le crédit dépensé en 1881 s'est élevé par mètre courant à $\frac{54.706.89}{26.048}$ ou à 2 fr. 10; celui alloué en 1882 n'est que de $\frac{50.800}{26.048}$ ou de 1 fr. 92.

Il devrait être porté à 2 fr. 25 au moins, en raison des nombreux ouvrages d'art que présente le canal et du trafic considérable qu'il dessert.

CHAPITRE III.

TRAVAUX EN COURS D'EXÉCUTION.

(a) 1e Section du Budget.

En dehors des crédits d'entretien, il a été alloué en 1882, sur les fonds de grosses réparations et travaux neufs des rivières et canaux (2e catégorie, chapitres 17 et 18 de la première section du budget) un crédit de 48,266 fr. 34 qui a été réparti comme il suit :

Canal de Mons à Condé.

1° Curage entre la frontière belge et Condé.....	19.471 fr.	79

Rivière de l'Escaut.

2° Curage de la Hayne entre la frontière et Condé	12,400	14
3° Reconstruction des portes d'aval des écluses d'Erre, Thun-Lévêque, Iwuy, Pont-Malin et Neuville	4,270	88

Canal de St-Quentin.

4° Reconstruction et exhaussement de ponts.....	12,123	53
Total comme ci-dessus.....	48,266fr.	34

Le curage du canal de Mons à Condé sera terminé cette année.

Le curage de la Hayne est achevé. Les digues ont été relevées au-dessus du niveau des plus hautes eaux.

Les travaux de reconstruction des portes d'aval de différentes écluses de l'Escaut seront terminés cette année.

Les ponts du canal de St-Quentin sont achevés, sauf quelques parachèvements.

(*b*) 3e Section du Budget.

Le crédit alloué en 1882, sur la 3e section du budget, pour l'exécution des travaux d'amélioration déclarés d'utilité publique par la loi du 27 juillet 1880, s'élève à la somme de..... 600,000 fr. »

et se répartit comme il suit :

(*a*) Travaux en cours d'exécution.

Rivière de l'Escaut.

1° Consolidation et défense des rives de divers biefs.	7,005 fr.	71
2° Construction d'une passerelle de halage à l'aval des fortifications de Condé.....	11,799	39
3° Reconstruction de la passerelle de halage de Condé.....	6,072	07
A reporter.....	24,877 fr.	17

Report.....	24,877 fr.	17
4° Renouvellement du plancher de la passerelle de halage à Valenciennes	4,096	41
5° Régularisation de la digue de halage du bief de Pont-Malin.....	1,861	04
6° Construction d'une passerelle de halage à l'aval de l'écluse de la Folie	4,244	13
7° Renouvellement et exhaussement du couronnement des bajoyers de l'écluse de Thun-Lévêque	747	41
8° Construction d'une maison éclusière au Pont-Malin et d'une maison pontière à Bouchain.....	1,747	12
9° Curage entre l'écluse de Denain et la frontière belge.....	50,459	70

Canal de St-Quentin

10° Défense des berges.....	4,705	77
11° Allongement des 17 écluses du versant de l'Escaut.....	199,261	25
12° Etablissement d'une ligne télégraphique entre la frontière belge et la limite du département de l'Aisne.....	33,000	»

(*b*). Travaux projetés à entreprendre en 1882.

Canal de Mons à Condé.

1° Reconstruction des ponts-levis de Gœulzin et de St-Aybert.....	10,000	»

Rivière de l'Escaut.

2° Établissement d'un port à Valenciennes.....	40,000	»
3° Etablissement d'un port à Denain.....	30,000	»
4° Restauration de la passerelle de halage de Bouchain.....	20,000	»
5° Défense des berges	25,000	»
6° Curage entre l'écluse de Neuville et Cambrai	30,000	»
7° Redressement et endiguement en aval de Condé.....	65,000	»

Canal de St-Quentin.

8° Défense des berges.....	20,000	»
9° Curage de divers biefs.....	35,000	»
Total comme ci-dessus.....	600,000fr.	»

Tous les travaux entrepris sur l'Escaut sont terminés sauf quelques parachèvements, à l'exception du curage entre l'écluse de Denain et la frontière belge.

Ce dernier travail marche activement et sera achevé cette année.

Les défenses de berges en cours d'exécution sur le canal de St-Quentin seront terminées à bref délai.

Les travaux d'allongement des écluses du versant de l'Escaut sont dirigés de manière à être exécutés en deux campagnes.

On évitera ainsi les prolongations de chômages auxquels donnent souvent lieu les travaux de cette nature.

La ligne télégraphique projetée le long de la voie navigable est actuellement terminée de Condé à Chauny.

Les autres travaux indiqués comme devant être commencés en 1882 seront entrepris au fur et à mesure de l'approbation des projets.

CHAPITRE IV.

PROJETS APPROUVÉS OU PROPOSÉS.

A. — Travaux dont l'avant-projet a été approuvé par la loi du 27 juillet 1880.

Les travaux à exécuter dans la traversée du département du Nord, en vertu de la loi du 27 juillet 1880, s'élèvent en nombre rond à la somme de.....	3,000,000 fr. »
Les dépenses faites en 1880, se montent à.....	125,514 fr. 23
— en 1881, —	329,594 71
Les travaux effectués en 1882 s'élèveront à.....	600,000 »
Le total des dépenses faites au 31 décembre sera par suite de.	1.055,108 fr. 94

On prévoit d'autre part une dépense d'un million pour chacune des deux années 1883 et 1884, de manière que les travaux d'amélioration projetés depuis la frontière belge jusqu'à la limite du département de l'Aisne puisseut être terminés au 31 décembre 1884.

Le même résultat paraît pouvoir être atteint sur le reste de la ligne navigable de Mons à Paris si les crédits nécessaires sont alloués en temps utile.

B. — Endiguement du Bas-Escaut.

Le service de la navigation a présenté un projet pour le redressement et l'endiguement du Bas-Escaut entre Condé et la frontière belge.

Les travaux projetés comprennent, d'une part :

La rectification de six courbes brusques du Bas-Escaut ;

Le déplacement du pont-levis du Sarteau ;
Et la construction d'une chaussée de halage sur la rive gauche du fleuve.
D'autre part :
L'endiguement des deux rives de l'Escaut à partir de Condé, savoir : sur la rive gauche jusqu'à la frontière belge, et sur la rive droite jusqu'au confluent de la Scarpe, qui serait elle-même endiguée sur la rive droite entre le confluent et l'écluse de Thun ;

Ainsi que le relèvement des deux digues qui bordent la grande Traitoire sur un parcours de 1400 m. à partir de l'embouchure de ce canal de dessèchement dans la Scarpe.

Ces travaux s'élèvent à..... 440.000 fr.

y compris 95,000 fr. pour acquisitions de terrains et 25,000 fr pour le déplacement du pont du Sarteau.

Les travaux de défense contre les inondations sont évalués à..... 134,000 fr.
Et ceux qui intéressent exclusivement la navigation à..... 306,000

Total égal..... 440,000 fr.

Des conférences ont été ouvertes au sujet de ces travaux avec les différents services intéressés.

Les Ingénieurs du service hydraulique ont adhéré aux dispositions du projet sous la condition que le système proposé serait complété par l'endiguement du Jard et de tous ses affluents sur la rive droite de l'Escaut, ainsi que des deux affluents directs de ce fleuve sur la rive gauche, du courant de Fresnes et du contre-fossé de l'Escaut sur le territoire de Château-l'Abbaye.

Les Ingénieurs de la navigation de la Scarpe se sont prononcés contre l'endiguement du Bas-Escaut qui reporterait artificiellement toutes les inondations sur les terrains situés à gauche de la Scarpe en aval de Saint-Amand.

D'autre part, le service du génie estime qu'après l'exécution des travaux projetés, l'inondation militaire se trouverait sillonnée et traversée en tous sens par des chemins restant toujours praticables, ce qui lui oterait une grande partie de sa valeur défensive et l'annulerait même dans certaines éventualités.

Le projet ne pourrait dès lors être admis que moyennant la construction de nouveaux ouvrages de défense, établis aux frais du service civil, préalablement à tout exhaussement des digues.

Le comité des fortifications a fait remarquer que l'endiguement de l'Escaut, du Jard et de leurs affluents conduirait nécessairement à endiguer également la Scarpe et la Traitoire.

Ces endiguements devant modifier d'une manière défavorable les conditions dans lesquelles se trouve actuellement la défense de cette partie de la frontière, il lui a paru indispensable d'être fixé sur l'ensemble des travaux que le service civil aura à exécuter dans cette région avant de se prononcer sur les conséquences qui pourraient en résulter au point de vue militaire et obliger soit à l'extension des ouvrages fortifiés existants, soit à la création d'ouvrages nouveaux.

M. le Ministre de la Guerre a adopté cette manière de voir et a proposé à M. le Ministre des Travaux publics d'ajourner l'approbation du projet présenté jusqu'à ce que le service civil ait

étudié un projet d'ensemble concernant la totalité des travaux nécessaires pour garantir des inondations les vallées inférieures de l'Escaut et de la Scarpe, et que les mesures à prendre dans l'intérêt de la défense aient fait l'objet d'une nouvelle conférence mixte.

M. le Ministre des Travaux publics a adhéré à la proposition de son collègue, sur l'avis conforme du Conseil général des Ponts-et-Chaussées, et a invité les Ingénieurs :

1° A procéder à de nouvelles études dans le sens indiqué par M. le Ministre de la Guerre ;

2° A présenter un projet spécial pour les travaux à exécuter sur l'Escaut dans l'intérêt exclusif de la navigation, sauf à ajourner l'établissement de la chaussée de halage sur les rives à exhausser jusqu'à ce que la question de cet exhaussement soit définitivement tranchée.

Mais on ne pourrait séparer les travaux d'endiguement de ceux de redressement du Bas-Escaut sans modifier entièrement l'économie du projet, les digues devant être exécutées au moyen de déblais provenant des coupures à ouvrir pour l'amélioration du chenal navigable.

Dans ces conditions, les Ingénieurs ont cru devoir ajourner la production du projet dont il s'agit jusqu'à l'achèvement des études complémentaires entreprises sur la demande de M. le Ministre de la Guerre.

Ces études paraissent devoir être terminées à bref délai, et il sera prochainement ouvert à ce sujet une nouvelle conférence entre les différents services intéressés.

Cette conférence fera l'objet d'un rapport spécial.

C. — Amélioration de la navigation de l'Escaut dans la traversée de Condé.

Le débit de l'Escaut à Condé ne descend pas au-dessous de 10 mètres cubes par seconde à l'étiage, et dépasse 125 mètres cubes en hautes eaux.

La rivière n'offre dans la traversée de la ville qu'une largeur variable de **15 à 25** mètres et présente deux passages très étroits au pont tournant de la route nationale n° **48** et à l'écluse militaire n° 36.

Ces deux passages débitent la totalité des eaux de la rivière et présentent de très sérieuses difficultés pour la navigation, même en temps d'étiage ; ils deviennent dangereux en eaux moyennes et presque impraticables à la remonte pour les bateaux chargés.

Cet état de choses entrave le développement du trafic sur la ligne de Mons à Lille, et doit être modifié à bref délai, en raison de la transformation prochaine de la navigation de l'Escaut depuis la frontière belge jusqu'à Anvers.

D'autre part, les crues de la Haine et de l'Escaut déterminent parfois au confluent de ces deux rivières des envasements tellement considérables que la marche des bateaux se trouve brusquement arrêtée et qu'il ne faut pas moins de **10 à 12** jours pour leur ouvrir un chenal provisoire.

Cet arrêt de la navigation à l'embouchure du canal de Mons à Condé se fait sentir à la fois sur les deux lignes de Mons à Paris et de Mons à Lille, et présente les plus sérieux inconvénients pour la batellerie.

De nombreuses études ont été faites pour améliorer la traversée de Condé.

Ces études ont conduit les Ingénieurs à proposer l'établissement d'un bras de décharge sur l'une et l'autre rive de l'Escaut.

Le bras de gauche emprunterait les fossés des bastions 4 et 6, et déboucherait daus l'Escaut en amont du chemin de fer d'Anzin à Péruwelz.

Le bras de droite se séparerait de la Hayne au pied des glacis de la place, traverserait en siphon le canal de Mons à Condé, suivrait les anciens fossés des fortifications convenablement élargis, et passerait sous le chemin de fer pour se jeter dans l'Escaut à 200 mètres en aval du pont précité.

Le premier de ces deux bras recevrait l'excédant des eaux de l'Escaut ; le second débiterait la presque totalité des eaux de la Hayne.

La vitesse du courant se trouverait dès lors notablement diminuée dans la traversée de la ville.

D'autre part, les matières entraînées se déposeraient en grande partie dans les fossés des fortifications d'où on les enlèverait en temps opportun sans avoir à craindre aucune entrave pour la navigation.

Le projet des travaux dont il s'agit sera terminé aussitôt après le chômage.

La dépense en est évaluée à 200,000 fr.

D. — Suppression des piles des barrages militaires de Valenciennes de Cambrai et de Bouchain.

Les passages étroits créés par les barrages militaires de Valenciennes, de Bouchain et de Cambrai sont extrémement défavorables à la navigation, soit à cause du voisinage de ports de déchargement, soit en raison du courant qui s'y produit au moment des crues. La suppression des piles des barrages procurerait une passe navigable d'environ 12 m. de largeur et ferait disparaître les graves inconvénients qui résultent de l'état actuel des choses.

Le projet de cette importante amélioration est actuellement à l'étude.

CHAPITRE V.

CHOMAGES.

Les chômages qui se sont produis en 1881 font l'objet du tableau suivant :

NATURE DES CHÔMAGES.	DURÉE DES CHOMAGES du Canal de Mons à Condé.	du Bas-Escaut.	du Haut-Escaut.	du Canal de St-Quentin.	OBSERVATIONS.
Chômage normal.....	15 jours	15 jours	30 jours	47 jours (*a*)	(*a*)Le chômage normal a été prolongé de 17 jours, en raison des travaux entrepris dans le département de l'Ais pour l'allongement de la gare de Lesdins.
Chômage occasionné par les crues ou pour les glaces.	16 »	17 »	16 »	16 »	(*b*) Échouage de bateaux.
Chômages accidentels.....	» »	» »	2 » (*b*)	4 » (*c*)	(*c*) Rupture d'un poteau tourillon de porte d'écluse.
Totaux.....	31 jours	32 jours	48 jours	67 jours	

Le chômage normal de 1881 a commencé le 1er juillet et a été échelonné de la Belgique vers Paris en exécution de la convention internationale de 1868.

Le Conseil général, les Chambres de commerce, le Comité des houillères et le Syndicat de la marine du Nord demandent instamment que les chômages soient simultanés et qu'ils aient lieu de mai à juin.

La Chambre de commerce et le Syndicat de la marine de Paris, d'accord avec les communautés des marchands de bois à ouvrer et à brûler établis dans cette ville, réclament au contraire le maintien du système pratiqué depuis de longues années.

Les différentes questions relatives aux chômages font actuellement l'objet des études d'une commission d'inspecteurs-généraux des ponts et chaussées.

Cette commission, avant de se prononcer sur le choix à faire entre le système de la simultanéité et celui de l'échelonnement sur la ligne de la Belgique vers Paris, a tenu à être exactement renseignée sur les points ci-après :

« En considérant, autant que possible, une série de plusieurs années consécutives, quelle a » été la répartition et quelle a été la marche des bateaux chargés et des bateaux vides sur la » ligne de Mons à Paris, quelques jours avant le commencement, pendant la durée des chô- » mages et à plusieurs dates successives après la fin des chômages ?

» De quelle manière les bateaux vides se sont-ils trouvés distribués au moment de l'ouver- » ture des chômages ?

» Où ees bateaux vides ont-ils stationné pendant la durée de l'interruption de la navi- » gation ?

» En quel nombre se sont-ils arrêtés dans chaque lieu de garage?

» Quel nombre de bateaux vides s'est trouvé à la disposition des expéditeurs dans les ports » de chargement, cinq jours, dix jours, quinze jours, etc., après la fin de l'interruption de la » navigation ? »

L'Ingénieur en chef soussigné a été invité en conséquence :

1° A compulser les documents statistiques qui lui permettraient de répondre, si faire se peut, aux questions précitées, pour les dernières années, jusque et y compris 1881 ;

2° A faire relever, pendant le chômage de 1882, les renseignements nécessaires pour se trouper en mesure d'y répondre exactement en ce qui concerne ce dernier chômage;

3° A présenter ces renseignements sous la forme de cartes figuratives;

4° A y joindre ses observations et son avis au sujet de l'échelonnement ou de l'introduction de la simultanéité des chômages entre Mons et Paris.

Les renseignements demandés par la commission seront produits dans les premiers jours de septembre, afin que la convention de 1868 puisse être, s'il y a lieu, dénoncée en temps utile.

D'après le résultat des recherches qu'il a faites jusqu'à ce jour, le soussigné se propose de conclure en faveur du système de la simultanéité.

En ce qui concerne l'époque des chômages, il estime que le mois de mai devrait être préféré pour les canaux à point de partage, en raison de la rapidité avec laquelle le remplissage des biefs peut s'effectuer au printemps, les ressources alimentaires étant alors généralement beaucoup plus abondantes que dans le cours de l'été.

Le mois de juillet lui paraîtrait au contraire plus avantageux pour les rivières canalisées, dont les eaux sont ordinairement assez hautes au mois de mai pour entraver l'exécution des travaux à exécuter pendant le chômage.

Dans ces conditions, le soussigné propose d'adopter le mois de juin, à l'effet de concilier autant que possible les intérêts opposés des deux systèmes de voies navigables.

Il croit devoir ajouter d'ailleurs qu'après l'achèvement des travaux d'amélioration de la ligne de Mons à Paris, lesquels paraissent devoir être terminés en 1884, la durée des chômages annuels pourra être réduite à un très petit nombre de jours ;

Et que toutes les questions actuellement à l'étude au sujet des chômages n'offriront plus alors qu'un intérêt secondaire.

CHAPITRE VI.

MOUVEMENT COMMERCIAL.

Les tableaux suivants font connaître le mouvement comparatif de la navigation tant à la descente qu'à la remonte pendant les dix dernières années.

Le tonnage absolu s'applique à la totalité des marchandises chargées sur les bateaux.

Le tonnage réduit au parcours total est un chiffre fictif qu'on obtient en multipliant le tonnage réel de chaque bateau par la distance qu'il a parcourue et en divisant la somme de ces produits par la longueur totale de la voie navigable.

Canal de Mons à Condé.

ANNÉES.	DE MONS A CONDÉ. — TONNAGE		DE CONDÉ A MONS. — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	794,942	791,295	92,819	88,531	887,731	879,826
1873	656,246	653,702	48,841	44,908	705,087	698,610
1874	759,156	755,833	37,966	33,712	797,122	789,545
1875	792,578	787,923	65,242	62,248	857,820	858,171
1876	721,630	720,852	59,083	56,403	780,713	777,255
1877	781,798	781,776	57,304	54.603	839,102	836,379
1878	728,104	727,398	41,451	38,891	769,555	766,289
1879	764,346	762,577	34,689	33.073	799,035	795,650
1880	740,437	736,446	41,564	36,723	782,001	773,169
1881	724,323	724;323	62,373	60,736	786,696	785,059

Bas-Escaut..

(de Condé à la frontière belge et vice-versa.)

ANNÉES.	DE CONDÉ A LA FRONTIÈRE. — TONNAGE		DE LA FRONTIÈRE A CONDÉ. — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	342,522	253,244	146,149	65,427	458,671	318,671
1873	335,542	270,881	233,960	88,737	569,502	359,618
1874	270,280	231,545	124,199	55,018	394,479	286,563
1875	293,640	245,402	94,101	53,929	387,741	299,331
1876	277,411	232,389	96,593	58,518	375,004	290,907
1877	304,189	230,495	128,487	56,883	432,676	287,378
1878	244,603	195,552	119,147	57,728	363,750	253,280
1879	254,263	200,998	126,457	61,996	380,720	262,994
1880	283,450	219,632	132,658	68,722	416,108	288,354
1881	220,668	194,573	114,688	71,138	335,356	265,711

Haut-Escaut.

(de Condé à Cambrai et vice-versa).

ANNÉES.	DE CAMBRAI A CONDÉ. — TONNAGE		DE CONDÉ A CAMBRAI. — TONNAGE		DANS LES DEUX SENS. — TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	664,856	293,995	1,930,689	1,095,479	2.595,545	1,389,474
1873	643,083	279,595	1,838,837	986,355	2,481,920	1,265,950
1874	659,519	275,064	1,960,125	1,085,675	2,619,644	1,360,739
1875	722,989	309,519	2,169,698	1,123,808	2,892,687	1,433,327
1876	638,640	285,155	1,972,854	1,064,769	2,611,494	1,349,924
1877	621,659	288,295	2,090,155	1,125,605	2,711,814	1,413,900
1878	625,772	272,760	2,007,709	1,091,391	2,633,681	1,364,151
1879	549,634	236,314	1,991,741	1,066,715	2,541,375	1,303,029
1880	650,723	280,223	2,165,905	1,109,616	2,816,628	1,389,839
1881	635,242	296,421	2,218,372	1,062,715	2,853,614	1,359,136

Canal de Saint-Quentin.

(de Cambrai à Chauny et vice-versa).

ANNÉES.	DE CHAUNY A CAMBRAI. TONNAGE.		DE CAMBRAI A CHAUNY. TONNAGE.		DANS LES DEUX SENS. TONNAGE.	
	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	763,899	435,515	1,775,105	1,196,689	2,539,004	1,632,204
1873	797,171	463,226	1,693,153	1,045,207	2,490,324	1,508,433
1874	760,210	448,316	1,792,412	1,262,613	2,552,622	1,710,929
1875	809,456	470,292	1,959,508	1,370,516	2,768,964	1,840,808
1876	735,091	449,362	1,853,832	1,329,638	2,588,923	1,779,000
1877	774,187	451,363	1,904,296	1,419,842	2,678,483	1,871,203
1878	751,699	427,403	1,958,996	1,434,238	2,710,695	1,861,641
1879	659,022	389,479	1,931,462	1,413,314	2,590,484	1,802,793
1880	692.890	431,376	2,160,495	1,609,893	2 853,385	2,041,669
1881	737,376	440,088	2,007,882	1,506,928	2,745,258	1,947,016

Il résulte du tableau qui précède que le mouvement de la navigation reste sensiblement constant sur l'Escaut et sur le canal de Mons à Condé, mais qu'il suit une progression croissante sur le canal de Saint-Quentin.

Le tonnage de 1881 est, il est vrai, inférieur d'environ 8 0/0 à celui de l'année précédente.

Mais le mouvement de 1882 paraît devoir dépasser notablement celui de 1880, tant sur le canal de Saint-Quentin que sur les deux autres voies navigables.

Les houilles de Mons, du Nord et du Pas-de-Calais forment la plus grande masse des marchandises transportées en 1881.

Le tonnage absolu de ces combustibles a été en effet de..... 2,211,047 tonnes.

Savoir :

Charbons belges de Mons..... 440,371 tonnes.
— français du Nord..... 1,066,949
— — du Pas-de-Calais..... 703,727

Total égal..... 2,211,047 tonnes.

Les autres marchandises consistent principalement en matériaux de construction, produits industriels, bois de service, betteraves, céréales, etc.

CHAPITRE VI.

HALAGE.

Le service du halage sur l'Escaut et le canal de Saint-Quentin a été mis en adjudication dans le courant de 1876, et fonctionne depuis cette époque d'une manière généralement très satisfaisante.

Cette organisation, qui s'étend de Condé à Chauny sur 141 kilomètres, assure la régularité des transports et met la batellerie à l'abri des exigences que lui imposaient autrefois les charretiers.

Les encombrements qui se produisaient fréquemment lors de la liberté absolue du halage ont disparu et la vitesse moyenne des bateaux est supérieure à celle qui était constatée avant la nouvelle organisation.

Les baux de halage ont été renouvelés pour 6 ans entre Condé et Jussy, au mois de novembre 1881, dans des conditions très avantageuses pour la batellerie.

Et il a été apporté au cahier des charges de l'adjudication différentes améliorations qui étaient vivement réclamées par les mariniers.

Le nombre des lots a été notamment réduit de 11 à 8, et les nouveaux lots ont été délimités de telle sorte que leur longueur respective corresponde ou soit légèrement inférieure à un nombre entier de kilomètres.

La longueur d'application des tarifs a été réduite, de ce chef, de 4 kilomètres.

Il a été stipulé d'autre part que la jauge possible des bateaux serait limitée au tonnage correspondant à l'enfoncement de 1 m. 80 qui constitue le maximum autorisé par les règlements de police sur la ligne de Mons à Paris.

Enfin, il a été établi à Saint-Quentin un bureau auxiliaire de déclaration à fin de halage.

Le service du halage n'est pas organisé administrativement entre l'écluse de Chauny et la Seine ; les bateliers disposent sur ce parcours de deux systèmes de traction :

Le halage *aux longs jours* opéré par des chevaux qui prennent les bateaux à Chauny et les conduisent sans relais jusqu'à Conflans-Ste-Honorine et vice versa.

Et le halage par chevaux avec relais, organisé par la Société Pavot.

D'autre part, les Compagnies d'assurances exigent la présence d'un pilote à bord des bateaux chargés qui naviguent sur la rivière d'Oise, et le service du pilotage n'a été soumis jusqu'à ce jour à aucun règlement administratif.

Cet état de choses donne lieu à de nombreux abus, et le Conseil général du Nord a émis à plusieurs reprises le vœu :

« Que le halage entre Chauny et Conflans-Sainte-Honorine soit modifié et le pilotage » organisé ;

» Que le halage soit établi comme sur la première partie du réseau et que le pilotage soit » étudié et établi par l'Administration ou par tout autre moyen qui en assure le fonctionne- » ment régulier. »

Les ingénieurs de la navigation ont étudié à cet effet l'organisation d'un service de halage sur le canal latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée, ainsi que d'un service de pilotage sur cette rivière.

Le projet de décret et de cahier des charges qu'ils ont préparé dans ce but a été examiné par le Conseil général des Ponts-et-Chaussées qui a proposé de le soumettre à l'enquête d'utilité publique dans les départements intéressés.

Mais il n'a pas été procédé jusqu'à ce jour à cette formalité par suite de l'établissement d'un service de touage à vapeur sur le canal latéral à l'Oise et d'un service de remorquage sur l'Oise canalisée.

Un décret du 24 janvier 1882 a autorisé, en effet, les sieurs Williams et C^e^ à établir à leurs frais, risques et périls, sur le canal latéral à l'Oise, entre Chauny et Janville, un service de touage à vapeur sur chaîne noyée.

Le cahier des charges annexé à ce décret oblige la société permissionnaire à faire sans délai, sans préférence, dans l'ordre des déclarations, le remorquage de tous les bateaux chargés ou vides, soit qu'ils se trouvent aux extrémités de la chaîne, soit qu'ils stationnent aux points intermédiaires.

Il lui impose d'autre part des obligations analogues à celles qui incombent aux Compagnies de chemins de fer en ce qui concerne la régularité et la continuité du service.

Il réserve enfin à l'Administration le droit d'admettre sur le canal, concurremment avec le système de touage, tout autre mode de traction ou de transport de marchandises.

Les taxes que la société est autorisée à percevoir sont, au maximum, savoir :

Par tonne de jauge possible et par kilomètre.....	0f.0012
Par tonne de chargement effectif et par kilomètre.....	0f.0012

Ces taxes comprennent tous frais de traction, sauf ceux des cordages de remorque.

Elles correspondent, pour un bateau à charge complète parcourant toute la longueur du canal, à un péage de 0 fr. 08 c. par tonne, tandis que le tarif proposé pour le halage par chevaux se trouve être, dans les mêmes conditions, de 0 fr. 12 c. à la descente et de 0 fr. 15 c. à la remonte.

Les travaux que comporte l'établissement du touage sont actuellement en cours d'exécution, et le service paraît devoir fonctionner régulièrement à partir du 1^er^ janvier prochain.

Les sieurs Williams et C^e^ ont été autorisés d'autre part, par décision ministérielle du 23 janvier 1882, à établir à leurs risques et périls sur l'Oise canalisée et le canal latéral à cette rivière, entre Conflans Sainte-Honorine et Chauny, un service de remorquage par bateaux à vapeur à hélice, pour embarcations de toute espèce.

Les conditions imposées à la société permissionnaire assurent la liberté et la sécurité de la navigation et du halage.

L'autorisation accordée est d'ailleurs essentiellement précaire et révocable sans indemnité.

Le service fonctionne sur l'Oise canalisée depuis le mois de mai dernier ; il sera organisé aussitôt après le chômage sur le canal latéral à cette rivière.

La société dispose actuellement de dix remorqueurs qui font chacun un service régulier d'une écluse à l'autre.

Elle est actuellement en instance pour obtenir l'autorisation de remorquer les bateaux montants à l'aide de toueurs sur chaîne noyée.

Elle se propose d'autre part d'organiser pour chaque bief une équipe de pilotes qu'elle mettra à la disposition des mariniers.

L'établissement de ce nouveau mode de traction a fait immédiatement baisser d'une manière notable les prix du halage entre Chauny et Conflans.

La traction des bateaux s'effectue aujourd'hui entre ces deux localités dans des conditions satisfaisantes à tous égards.

CHAPITRE VIII.

SAMBRE FRANÇAISE CANALISÉE.

I. — Travaux d'entretien.

La Sambre canalisée est assez convenablement entretenue.

Les travaux consistent principalement en dragages, défenses des berges, réparations des ouvrages d'art et empierrement du chemin de halage.

Les dépenses d'entretien se sont élevées en 1881 à 73,134 fr. 68 soit 1 fr. 35 par mètre courant.

II. — Travaux neufs.

La Compagnie n'a fait aucune dépense en 1881 pour l'exécution de travaux neufs.

Tous les travaux importants d'amélioration sont ajournés par suite du refus de l'Administration supérieure de garantir à la société que la ligne ne serait pas rachetée avant l'expiration de la concession (25 septembre 1892), ou de lui tenir compte, en cas de rachat, des dépenses qu'elle aurait faites.

Il importerait cependant d'exécuter d'urgence la rectification des courbes à faibles rayons dans les biefs de Berlaimont, de Sassegnies et d'Hachette, ainsi que l'amélioration de l'entrée et de la sortie de Maubeuge.

Indépendamment des travaux qui concernent spécialément la navigation, il en est d'autres qui intéressent à un haut degré les populations riveraines, notamment la reconstruction des ponts de Quartes et de Bachant qui menacent ruine, — l'établissement de ponts à Assevent et à Boussières, pour le passage de chemins stratégiques et d'intérêt commun, — ainsi que les travaux projetés pour défendre la ville de Maubeuge contre les inondations.

III. — Chômages.

Il y a eu en 1881 dix-neuf jours de chômage normal, cinq jours de chômage pour relèvement de bateaux échoués et huit jours de chômage occasionnés par les glaces.

D'autre part, la navigation a été arrêtée pendant quatre-vingt-deux jours, soit par suite de crues, soit en raison de l'insuffisance du débouché des voûtes d'entrée et de sortie de la place de Maubeuge.

Le nombre total de jours de chômage en 1881 a été par suite de 114.

IV. — Mouvement commercial.

La Sambre sert surtout au transport des houilles de Charleroy vers Paris et la région de l'Est ; d'autres marchandises, notamment les pierres pour l'entretien des routes, les pavés et les briques viennent depuis quelques temps accroître le trafic, mais leur ensemble n'apporte encore qu'un faible contingent dans le tonnage total.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation pendant les dix dernières années :

ANNÉES	TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	666,271	564,416
1873	820,094	709,940
1874	651,426	550,993
1875	731,775	623,035
1876	648,849	546,022
1877	598,950	495,139
1878	610,332	503,689
1879	604,808	512,138
1880	620,313	521,885
1881	547,500	453,014

Il résulte du tableau qui précède que le mouvement de la Sambre canalisée suit une progression décroissante.

Le tonnage de 1881 est inférieur de 15 p. 0/0 à celui de l'année précédente.

Toutefois le tonnage de 1882 paraît devoir être notablement supérieur à celui de 1880.

La diminution progressive du tonnage de la Sambre doit être attribuée à l'élévation des droits perçus par la société concessionnaire.

Ces droits sont en nombre rond de 0 fr. 018 par tonne de houille et par kilomètre, déduction faite des frais de traction ; ils sont sept fois plus forts que ceux précédemment perçus sur le canal de St-Quentin.

Ils augmentent dès lors le prix du fret dans une notable proportion et pèsent lourdement sur l'industrie.

V. — Halage.

La Société effectue gratuitement le halage des bateaux moyennant la suppression de la remise qu'elle accordait précédemment sur les droits de navigation en faveur des bateaux chargés circulant en transit.

Les frais de traction ressortent à 0 fr. 007 par tonne kilométrique.

VI. — Situation financière.

Les recettes de la Compaguie se sont élevées, en 1881, au chiffre de	571,605 fr.	55
Les dépenses ont atteint le chiffre de	260,518	49
L'excédant des recettes sur les dépenses est par suite de.....	311,087 fr.	06

sur lesquels 270,000 fr. (déduction faite des impôts) ont été distribués aux 6000 actions.

Le surplus a été mis à la réserve pour l'amortissement des actions ou reporté sur l'exercice 1882.

La situation financière de la Compagnie est excellente; le dividende distribué en 1881 correspond à 9 % du capital social.

CHAPITRE IX.

CANAL DE JONCTION DE LA SAMBRE A L'OISE.

Ainsi qu'il a été dit à l'origine du rapport, le canal de jonction de la Sambre à l'Oise n'a qu'une étendue de 13 k. 202 dans le département du Nord.

La concession de la ligne totale doit expirer le 30 octobre 1937.

I. — Travaux d'entretien.

Les ouvrages d'art construits, dans le principe, avec des matériaux de qualité inférieure offrent toujours un médiocre aspect, mais leur solidité ne paraît pas généralement compromise.

Les maçonneries exigent toutefois de nombreuses réparations, et l'on doit renouveler successivement les tabliers des ponts en charpente ainsi que les portes d'écluse.

La plupart des biefs sont envasés et doivent être curés à bref délai.

Sur un grand nombre de points, les digues sont à exhausser, à élargir et à défendre contre l'action des eaux et le frottement des bateaux vides.

Les travaux d'entretien exécutés en 1881 ont donné lieu, pour l'ensemble du canal, à une dépense de 103,275 fr. 46 soit 1 fr. 53 par mètre courant.

Cette dépense est tout à fait insuffisante pour maintenir le canal en bon état.

II. — Travaux neufs ou de grosses réparations.

Les dépenses faites en 1881 pour travaux neufs et grosses réparations montent à 47,962 fr. 20. Elles s'appliquent principalement à la reconstruction de maçonneries, de portes d'écluse et de grosses charpentes, au cassage des glaces et au renouvellement d'une vis d'Archimède.

Ces dépenses ne sont pas en rapport avec les travaux que réclame l'état actuel de la voie navigable.

III. — Chômages.

Il y a eu en 1881, sur le canal de la Sambre à l'Oise, un chômage normal, de 40 jours.
D'autre part, les glaces ont interrompu la circulation des bateaux pendant 35 jours.
Le nombre total des jours de chômage s'est par suite élevé à 75.

IV. — Mouvement commercial.

Le canal de jonction faisant suite à la Sambre a la même destination commerciale que cette rivière.

Le tableau suivant fait connaître le mouvement comparatif de la navigation pendant les dix dernières années :

ANNÉES	TONNAGE	
	Absolu.	Réduit au parcours total.
1872	684,581	581,813
1873	790,319	684,082
1874	608,612	509,990
1875	702,942	598,160
1876	624,095	525,079
1877	582,511	492,713
1878	596,140	488,930
1879	596,000	500,593
1880	577,135	485,269
1881	520,297	435,047

Il résulte du tableau qui précède que le mouvement du canal de Jonction suit une progression décroissante.

Le tonnage de 1881 est inférieur de 10 p. % à celui de l'année précédente.

Toutefois, le tonnage de 1882 paraît devoir dépasser notablement celui de 1880.

La diminution progressive du tonnage du canal de Jonction doit être attribuée, de même que pour la Sambre, à l'élévation des droits perçus par la société concessionnaire.

VI. — Halage.

La Compagnie effectue le halage dans les conditions ci-dessus indiquées pour la Sambre.

Les frais de traction se sont élevés en 1881 à 169,188 fr. 69, ils ressortent à 0,0058 par tonne kilométrique.

VII. — Situation financière.

Les recettes de la Compagnie se sont élevées en 1881 à la somme de.....	813,140 fr.	61
Les dépenses ont atteint	487,217	33
L'excédant des recettes sur les dépenses est par suite de.....	325,923 fr.	28

Sur cette somme, un dividende de 2. 1/2 0/0 soit 288,750 fr. 00 a été distribué aux actionnaires.

Le surplus a été reporté sur l'exercice 1882, déduction faite de l'impôt mobilier.

La Compagnie est encore grevée d'assez lourdes charges au sujet d'indemnités dues pour prises d'eau à des usiniers du Noirrieu et de l'Oise.

Compiègne, le 23 juillet 1882.

L'Ingénieur en Chef,

O. DEROME.

CANAL DU NORD SUR PARIS.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

au Conseil général du département du Nord

pour la session d'Août 1882.

Les formalités pour la déclaration d'utilité publique du canal du Nord sur Paris touchent à leur terme. A la suite des enquêtes qui ont eu lieu en 1881, le gouvernement a déposé le 14 janvier 1882, un projet de loi destiné à faire déclarer d'utilité publique les travaux de construction d'un canal destiné à mettre en communication la région industrielle du Nord avec Paris, canal déjà compris dans la loi de classement du 5 août 1879.

La Commission de la Chambre des députés à l'examen de laquelle ce projet de loi a été renvoyé, vient de terminer ses travaux, et le rapporteur, M. Sardi-Carnot, a déposé son rapport sur le bureau de la Chambre, dans la séance du 11 juillet 1882. Ce rapport, adopté par la Commission, conclut à la déclaration d'utilité publique de la totalité du canal à ouvrir depuis le canal de la Haute-Deûle, à Courcelles-lès-Lens, jusqu'au canal Saint-Denis, conformément aux dispositions de l'avant-projet présenté par le gouvernement, c'est-à-dire avec une largeur de dix-sept mètres au plafond et des écluses jumelles.

Toutefois, la Commission est d'avis de n'allouer de fonds que pour la construction immédiate de la partie compriseentre Courcelles-lès-Lens et Janville, et pour l'acquisition des terrains de la section de Méry-sur-Oise à Saint-Denis, en réservant à une loi ultérieure l'allocation des crédits nécessaires à la construction de la partie comprise entre Janville et Paris.

La discussion et les études de la Commission ont été si complètes et si approfondies qu'il y a lieu d'espérer que toutes les objections s'y sont produites, et que la Chambre n'hésitera pas à se rallier à l'opinion qu'elle a exprimée, Il est probable que le vote sera acquis avant la réunion du Conseil général.

Restera à obtenir le vote de la loi par le Sénat.

Amiens, le 20 juillet 1882.

CH. FLAMANT.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

RAPPORT

FAIT

Au nom de la Commission des voies navigables * chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un **Canal de Navigation du Nord sur Paris.**

PAR M. SADI CARNOT, DÉPUTÉ.

Messieurs,

Préliminaires.

L'autorisation, donnée au Gouvernement par la loi du 6 avril 1878, d'exécuter les travaux nécessaires pour porter à trois mètres le tirant d'eau de la Seine entre Paris et Rouen avait inspiré aux exploitants de houille du Nord et du Pas-de-Calais de vives inquiétudes pour l'avenir de leur industrie.

L'abaissement du prix de fret devait favoriser l'importation des charbons anglais qui feraient la loi sur le marché parisien et en chasseraient les produits français de la région du Nord.

Ces inquiétudes amenèrent le Ministre des Travaux publics à constituer, en septembre 1878, une commission, composée d'inspecteurs généraux et d'ingénieurs des ponts et chaussées et des mines ainsi que des directeurs des compagnies houillères, avec mission « d'étudier les moyens propres à mettre les houillères du Nord en situation de soutenir

* Cette Commission est composée de MM. Raynal, *président;* Sadi Carnot, *vice-président;* Bernot, Marmottan, *secrétaires;* Peulevey, Lacôte, Girard, Richard Waddington, Trystram, Fidèle Simon, Lesguillier, Laroze, Cantagrel, Pierre Legrand, le comte de Douville-Maillefeu, Reymond, Farcy, Duclaud, Desprez, Roudier Turquet, Hovius.

la concurrence étrangère, lorsque les travaux d'approfondissement de la Seine seraient exécutés. »

Dès la fin d'octobre 1878 cette Commission déposait un rapport concluant à l'organisation d'un service spécial pour faire ressortir, au point de vue économique, le caractère d'intérêt général d'un canal du Nord à Paris et pour démontrer, au point de vue technique, la possibilité de créer ce canal.

Les premières études furent immédiatement entreprises ; quatre tracés furent comparés, et le 5 mai 1879 le Conseil général des ponts et chaussées pouvait déjà faire entre eux un choix motivé et formuler le programme des études ultérieures.

Loi de classement

Alors intervint la loi générale de classement des voies navigables ; et, sur un rapport aussi étudié que concluant de la Commission parlementaire de classement, « un canal destiné à mettre en communication la région industrielle du Nord avec Paris » fut inscrit au nombre des voies principales à construire.

Cette première phase de l'instruction relative au canal du Nord est connue de la Chambre et nous pouvions nous borner à la rappeler en peu de mots. Nous aurons, au contraire, à entrer dans quelques détails pour faire connaître les opérations auxquelles il a été procédé depuis la loi du 5 août 1879 avant d'aborder la discussion du projet soumis à notre examen.

Etudes.

Dans son avis du 5 mai 1879, antérieur à la loi de classement, le Conseil général des ponts et chaussées avait formulé le programme des études techniques à faire pour déterminer le tracé qui devrait être ultérieurement soumis aux enquêtes. Il fut décidé, conformément à cet avis, que la nouvelle ligne a étudier, partant de la Haute-Deûle, et passant par Arleux, Péronne, Ham, Noyon et Méry aboutirait à Paris au bassin La Villette ; que les Ingénieurs étudieraient séparement les diverses sections de la ligne, en établissant nettement les résultats économiques à attendre de l'exécution de chacune d'elles; et qu'ils comprendraient dans leurs estimations les dépenses à faire soit sur le canal de la Somme entre Péronne et Ham, soit sur le canal latéral à l'Oise et sur l'Oise canalisée pour harmoniser les diverses parties de la nouvelle voie.

Les ingénieurs furent en outre invités à examiner s'il serait possible, en doublant les ecluses de la ligne actuelle et le souterrain du canal de Saint-Quentin, de réaliser à moindres frais les avantages qu'on peut se promettre de la création d'un canal nouveau ; en même temps ils dûrent se rendre compte de la dépense d'exécution et de l'utilité d'un prolongement du canal latéral à l'Oise jusqu'à Méry.

Deux services d'ingénieurs en chef, immédiatement organisés pour faire les études dont le programme vient d'être analysé, avaient, dès les premiers mois de 1880, rempli la première partie de la tâche qui leur incombait et transmis à l'administration des projets complets avec plans côtés, profils en long, types d'ouvrages, sondages, coupes géologiques et rapports justificatifs. La discussion pouvait s'engager sur des bases certaines entre les deux solutions concurrentes, la création d'une voie nouvelle et la transformation des voies existantes.

Une Commission technique, constituée par décision du 3 mai 1880, s'est livrée à un

examen approfondi de tous les documents, des délibérations des Conseils généraux, des observations du comité des houillères et de la Compagnie du touage de la basse Seine, des renseignements statistiques sur le développement de la production des charbonnages et de la consommation des régions intéressées, et elle a conclu à la prise en considération du projet de canal direct, en indiquant que ce canal devrait être établi suivant le type fixé par la loi de classement avec des écluses simples, disposées de façon à pouvoir être doublées quand le besoin s'en ferait sentir.

Le Conseil général des ponts et chaussées a adopté ces conclusions le 24 février 1881 en exprimant l'avis que les populations devraient être appelées à se prononcer, dans une enquête d'utilité publique, sur les deux projets d'exécution d'un canal direct et de transformation des voies existantes.

La question a été posée dans les termes suivants en avril 1881 (1) :

« Étant admis que la voie navigable qui établit aujourd'hui la communication entre la région industrielle du Nord et Paris, même améliorée, ne pourra suffire aux besoins futurs de l'industrie et du commerce, et qu'elle doit être doublée, convient-il, pour effectuer ce doublement, de créer la ligne nouvelle, dont la description est faite ci-après ; ou bien suffirait-il d'utiliser dans ce but la première section du canal de l'Escaut à la Meuse, qui doit être construite entre Denain et Ors, et le canal de la Sambre à l'Oise, racheté et amélioré, conformément aux indications contenues dans le second dossier soumis simultanément à l'enquête ? »

On verra que la réponse a été significative.

Mais d'abord il est utile de faire connaître rapidement les dispositions du double projet sur lequel portait la consultation afin d'apprécier l'importance des vœux formulés et des modifications qu'il a paru nécessaire d'apporter depuis au projet soumis à l'enquête.

Canal direct.

Tracés et disposition des projets

Le nouveau canal à ouvrir entre la région industrielle du Nord et Paris s'embrancherait sur le canal de la Haute-Deûle entre Courcelles-lez-Lens et Auby, se dirigerait vers le confluent de la Scarpe et du canal de la Sensée à Courchelettes, puis emprunterait le canal de la Sensée jusqu'à Arleux où il s'en détacherait pour remonter la vallée de l'Agache en passant près de Marquion.

Il passerait du versant de la mer du Nord dans celui de la somme par un souterrain de 4,544 mètres de longueur débouchant dans la vallée de la Tortille qu'il descendrait jusqu'au canal de la Somme, près de Péronne: Empruntant ce canal jusqu'aux environs de Ham il remonterait ensuite une vallée secondaire, passerait près de Guiscard et redescendrait jusqu'à Noyon la vallée de la Verse. Près de Ham, un embranchement relierait ce tracé avec le canal de la Somme dans la direction de Sommette.

De Noyon à Janville on emprunterait le canal latéral à l'Oise, qui serait au délà prolongé sur la rive droite de l'Oise jusque près de Méry. On traverserait alors la vallée

(1) Notice explicative placée en tête du dossier d'enquête par M. l'ingénieur en chef Flamant.

sur un pont-canal, et après avoir suivi la rive gauche on se dirigerait par Pierrelaye et Saint-Gratien vers Saint-Denis pour aboutir en aval de la huitième écluse du canal Saint-Denis.

Aux abords de Méry un petit embranchement relierait le canal avec l'Oise canalisée.

La voie dont on vient de décrire le tracé présenterait entre Arleux et Paris trois biefs de partage aux altitudes respectives de 80m, 50-63m, 50 et 49m,00 au-dessus du niveau de la mer.

La section d'Arleux à Péronne serait alimentée par des eaux prises dans les marées de la Sensée et dans la Somme, et élevées par des machines à vapeur.

La section de Ham à Noyon trouverait dans les sources et les rivières rencontrées sur le parcours une alimentation suffisante.

Entre Méry-sur-Oise et Saint-Denis on aurait recours à des machines pour élever les eaux de l'Oise.

Le canal présenterait une longueur totale de 235 kilomètres 710 mètres dont 49 kilomètres empruntés à des voies navigables existantes.

Ses eaux seraient tenues par 52 écluses.

Avec les dimensions normales inscrites dans la loi de classement du 5 août 1879. c'est à-dire 11 mètres de largeur au plafond et 2m,20 de mouillage, avec des écluses formées d'un seul sas de 38m,50 de longueur utile et de 5m,20 de largeur, et ayant 2m,50 d'eau sur leur radier la dépense est évaluée à la somme totale de 90 millions.

Les résultats à attendre de l'établissement de la voie nouvelle sont précisés très nettement dans la notice préparée pour l'enquête :

Diminution des distances. — La construction du canal aura pour effet de diminuer, comme l'indique le tableau ci-après, les distances entre les différents points de la région du Nord et Paris ou ceux de la région intermédiaire.

DÉSIGNATION DES PARCOURS	LIGNE ACTUELLE		LIGNE PROJETÉE		DIMINUTION DE PARCOURS	
	Longueur.	Nombre d'Écluses.	Longueur.	Nombre d'Écluses.	Longueur.	Nombre d'Écluses.
	mètres		mètres		mètres	
Pont-à-Vendin à Paris (La Villette)	343.960	71	246.795	58	97.165	13
Valenciennes à Paris Id.	314.210	69	252.953	60	61.257	9
Amiens à Paris. . . . Id.	305.064	51	226.309	46	78.755	5
Saint-Quentin à Paris. Id.	228.392	37	166.117	34	62.275	3
Pont à Vendin à Amiens	226.964	54	135.594	34	91.370	20
Valenciennes à Amiens	197.214	52	141.752	36	55.462	16
Pont à Vendin à Noyon	175.824	49	127.550	35	48.274	14
Valenciennes à Noyon	146.074	47	133.708	37	12.366	10

Suppression de divers obstacles: — Outre ces diminutions de parcours, l'exécution du nouveau canal aurait pour effet d'affranchir la navigation de divers obstacles.

Le tronçon de Courcelles-lez-Lens à Courchelettes éviterait la traversée de la ville de Douai, de deux ponts tournants de chemin de fer et le parcours de la Scarpe en remonte.

Celui d'Arleux à Péronne remédierait aux inconvénients résultants de l'encombrement du canal de St-Quentin, et doublerait cette ligne.

Il en serait de même de celui de Ham à Noyon.

Les sections de Janville à Méry-sur-l'Oise, et de Méry-sur-Oise à St-Denis supprimeraient la navigation en rivières et feraient cesser les chômages qui se produisent tous les ans par suite des crues de l'Oise et de la Seine. Elles feraient également disparaître les difficultés qu'éprouve la navigation en remonte sur l'une et l'autre de ces deux rivières.

Diminution du prix du fret. — Toutes ces améliorations auraient pour conséquence nécessaire un abaissement du prix du fret dont il est difficile d'évaluer avec précision l'importance. Il est permis d'espérer cependant que l'abréviation de parcours étant d'à peu près un quart entre le Nord et Paris, toutes choses égales d'ailleurs, le prix du transport diminuera dans la même proportion. De plus, une grande partie des causes qui entravent aujourd'hui la marche des bateaux étant supprimée, le fret s'abaissera dans une proportion plus grande que la diminution du parcours et, sans doute, les prix des transports par eau, entre le Nord et Paris descendront au moins à la moitié de ce qu'ils sont aujourd'hui.

Nous avons dû décrire avec quelques détails la voie nouvelle étudiée par l'un des services d'ingénieurs en chef organisés en 1879. L'autre projet soumis simultanément à l'enquête et consistant dans la transformation des lignes existantes pourra être beaucoup plus rapidement résumé.

Ce projet a deux sections communes avec le précédent. La rectification du canal de la Deûle et de la Scarpe entre Courcelles-lez-Lens et Courchelettes et la voie nouvelle à ouvrir entre Méry-sur-Oise et Paris.

Entre Noyon et Méry-sur-Oise le tracé suit la rive gauche de l'Oise au lieu de rester comme l'autre sur la rive droite.

Mais où les deux projets diffèrent entièrement c'est pour le parcours entre Arleux et Noyon.

Alors que le premier prévoit la construction de près de 70 kilomètres de voie nouvelle, le second emprunte 39 kilomètres du canal à construire entre l'Escault et la Meuse, classé par la loi du 5 août 1879, et 62,5 kilomètres du canal de la Sambre à l'Oise dont la concession qui expire au 30 octobre 1937, serait dès à présent rachetée.

L'évaluation des dépenses ne comprend ni la construction du canal de l'Escault à la Meuse, ni le prix du rachat du canal de la Sambre à l'Oise, mais seulement le doublement de 4 écluses entre Fargnier et Chauny sur le canal latéral à l'Oise, et quelques travaux d'amélioration sur le canal de la Sambre à l'Oise.

Il en résulte que, déduction faite de la partie commune au deux projets dont l'évaluation atteint 49 millions, il ne reste que 2,500,000 fr. environ de dépenses figurant au deuxième projet.

Nous devons dire dès à présent que cette évaluation a été contestée, par la Commission technique instituée le 3 mai 1880, comme ne comprenant qu'une partie des améliorations nécessaires pour faire disparaître les obstacles que présentent les voies existantes à une bonne navigation, et pour fournir aux canaux une alimentation suffisante.

En tenant compte de ces améliorations et du prix de rachat du canal de la Sambre à l'Oise, cette Commission a évalué à 83,300,000 fr. le coût du deuxième projet qu'elle comparait au projet de canal direct estimé 90 millions.

Enquêtes.

Sans entrer actuellement dans l'examen des motifs qui doivent déterminer le choix entre les deux projets, nous avons à signaler les résultats des enquêtes auxquelles ils ont été soumis.

Plus de 17,000 dépositions, dont 996 émanant de conseils municipaux, témoignent de l'importance attachée par les populations à la réalisation des projets.

4,438 ont été reçues sur les registres d'enquête du département du Nord. 9,181 sur ceux du Pas-de-Calais ; 178 conseils municipaux dans l'un, 689 dans l'autre sont intervenus à l'enquête. On trouve en outre au dossier les délibérations des Conseils généraux, des Conseils d'arrondissements et de tous les corps consultatifs de la région.

On est frappé, en examinant le volumineux dossier de l'enquête, de l'imposante manifestation qui s'est produite dans toute la région du Nord et de l'unanimité avec laquelle tous les intérêts groupés sur cette partie de notre territoire ont formulé leurs vœux instants de voir réaliser une œuvre à laquelle paraît lié le développement de la prospérité de toute la contrée.

On ne trouve qu'une contestation formelle contre l'utilité publique du canal direct du Nord à Paris pour la section comprise entre Janville et Paris, élevée par la Compagnie du touage de la basse Seine et de l'Oise, et un doute émis par la Chambre de commerce de Paris sur l'utilité de doubler l'Oise par un canal entre Janville et Méry.

Nous reviendrons sur ces oppositions et observations qui ont une portée générale. Mais après avoir constaté l'accord presque unanime révélé par l'enquête sur l'utilité publique de la voie navigable projetée, nous avons à préciser les vœux qui ressortent de cette grande consultation.

La presqu'unanimité des déposants et l'unanimité des commissions d'enquête se sont prononcées en faveur du canal direct par Arleux, Péronne, Ham et Noyon.

Les commissions ont toutes réclamé le doublement des écluses et demandé que la largeur du canal au plafond fût portée de 11 mètres à 17 mètres.

Quelques-unes ont insisté pour que sa profondeur fût fixé à $2^m,50$. Celle de l'Aisne a réclamé le rachat du canal de la Sambre à l'Oise ; celle de la Seine a demandé un changement de tracé entre Méry et Paris pour le faire aboutir au canal de l'Ourcq. Enfin le Conseil général de la Seine, après avoir émis un avis favorable au tracé du canal direct, au doublement des écluses, à l'élargissement du plafond de 11 à 17 mètres, à l'approfondissement à $2^m,50$ et au raccordement de la nouvelle voie avec le canal de l'Ourcq, a

adopté un vœu de M. Depasse, demandant « que le canal fût prolongé jusqu'à la mer, de » manière à donner satisfaction aux intérêts les plus généraux de la région du Nord et de » Paris. »

Ce dernier vœu fait entrevoir l'avenir auquel pourra être appelée la grande voie navigable qui rapprochera, de près de cent kilomètres, le marché parisien des ports de la mer du Nord pour lesquels le pays fait de si larges sacrifices. Mais s'il a un lien avec le projet qui nous occupe, il ne peut cependant faire l'objet d'un délibération actuelle.

Quand à la modification de tracé entre Méry-sur-Oise et Paris, elle a été étudié et écartée comme ayant l'inconvénient d'occasionner une dépense de construction supplémentaire de plus de 5 millions et une dépense annuelle d'alimentation de 80,000 francs, sans réaliser une amélioration au point de vue de la navigation, mais seulement une minime économie pour l'alimentation en eau du bassin de la Villette et du canal de l'Ourcq.

Les autres vœux formulés par le Conseil général de la Seine comme par la presque unanimité des commissions d'enquêtes ont, au contraire, été pris en considération, et le projet soumis à l'examen de la Chambre est celui d'un canal direct à construire entre la Haute-Deûle et Paris avec 17 mètres de largeur au plafond pour faciliter le développement de la navigation à vapeur à grande vitesse sans gêner le double courant de la circulation plus lente, et avec des écluses jumelles pour éviter les encombrements et réduire les chômages.

Discussion.

Votre Commission des voies navigables, Messieurs, après avoir étudié à tous les points de vue, le projet que vous lui avez renvoyé s'est convaincue qu'il répond à un grand intérêt national et elle vous proposera de l'adopter sous quelques réserves.

La région industrielle du nord, où la métallurgie, les industries textiles, la fabrication du sucre, de l'alcool, des produits chimiques, etc., occupent d'innombrables usines, manifeste surtout son incomparable activité dans la production de la houille.

Les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais fournissaient, en 1880, 8,546,000 tonnes de charbon, plus des 4/9 de la production totale de la France qui a été pour la même année de 18,805,000 tonnes et près des 3/10 de sa consommation totale chiffrée alors à 28,846,000 tonnes.

Depuis 1851, date de l'ouverture des exploitations du Pas-de-Calais, la production s'est élevée de 1,390,000 tonnes à près de 9 millions de tonnes en 1881, et les sacrifices faits pour augmenter les moyens d'extraction, sacrifices qui dépassent 100 millions de francs depuis 10 ans, permettent d'espérer que la progression sera continue et que les deux bassins ne tarderont pas à fournir 10 ou 12 millions de tonnes à la consommation nationale.

Il importe d'examiner ce que deviennent ces produits : aujourd'hui la plus grande sortis de la houille extraite des bassins du Nord et du Pas-de-Calais est consommée par les industries locales. En 1880, ces deux départements en ont conservé 4,812,000 tonnes en viron sur 8,546,000 tonnes.

Le reste de la production ne franchit guère une zône de 200 kilomètres, où neuf départements demandent au bassin de Valenciennes environ 3 millions de tonnes qui représentent à peine 2/5 de leur consommation.

Les départements de l'Est, que la prospérité de leur industrie classe parmi les grands consommateurs de houille, ne demandent encore aux bassins du Nord que 300 à 400,000 t. et attendent que les canaux de l'Escaut à la Meuse et de l'Oise à l'Aisne les rapprochent des centres producteurs.

Mais le marché des houilles du Nord devrait logiquement comprendre surtout les neuf ou dix départements voisins de nos charbonnages et qui sont tributaires de l'étranger pour 4,500,000 tonnes. Ce sont ces départements auxquels il importe surtout d'assurer de faciles communications avec les bassins du Nord, et en particulier le département de la Seine qui, en 1880, a encore demandé aux houillères d'Allemagne, de Belgique et d'Angleterre 50 0/0 de sa communication de 2,928,000 tonnes.

Si ces départements, situés dans la région intermédiaire entre le Nord et Paris et destinés par leur situation géographique à être le débouché naturel des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, sont ainsi amenés à recourir à d'autres ressources, c'est que les moyens de transport ne sont pas à la hauteur de la tâche qui leur incombe.

Le chemin de fer du Nord a, sans doute, une grande puissance de transport, et, de 1874 à 1878, le tonnage des houilles françaises s'est élevé sur ses lignes de 2 millions 704,000 tonnes à 3,215,000 tonnes.

Mais les voies navigables, qui devraient partager avec lui les transports, ont vu leur trafic rester à peu près stationnaire, bien que le prix moyen du fret par tonne et par kilomètre y fût à peine les 3/5 du prix de transport sur rails.

Cet arrêt dans la circulation sur la voie navigable de Mons à Paris et d'autant plus frappant que, sur les autres voies du Nord, la Scarpe, les canaux de Bourbourg, d'Aire et de la Sensée, le tonnage à augmenté de 45 à 67 0/0 dans la période de 1866 à 1877.

Il s'explique par les sinuosités de la voie de Mons à Paris qui a 344 kilomètres alors que le chemin de fer n'en a que 212. Il s'explique surtout par l'encombrement du canal de St-Quentin qui est parvenu à la limite de sa capacité et ne peut donner passage à plus de 32 bateaux par vingt-quatre heures.

Le trafic n'a pas augmenté à la suite de la suppression des droits de navigation. Il ne peut augmenter dans l'état actuel ; et le chemin de fer, assuré de recevoir tout l'excédent, n'est obligé à aucun sacrifice sur les prix de transport.

Cette situation ne touche pas seulement la grande industrie des houilles, elle intéresse toutes les industries qui consomment la houille et toutes celles qui ont un mouvement de marchandises ou de matières pondéreuses. Les représentants autorisés de ces immenses intérêts en ont témoigné avec une imposante unanimité dans les enquêtes d'utilité publique ouvertes sur le projet d'exécution d'une voie navigable nouvelle et se font chaque jour les interprêtes des vœux des populations.

Les considérations qui précèdent amènent à cette conclusion que, s'ils est indispensable d'ouvrir une nouvelle voie navigable entre la région industrielle du Nord et Paris pour subvenir à l'insuffisance des moyens actuels de transport, il n'est pas moins nécessaire

de rechercher pour cette voie nouvelle le tracé le plus direct et de s'efforcer de réduire au minimum la distance qui sépare le centre de consommation du centre de production.

Les projets étudiés ont été sommairement décrits au début de ce rapport.

Il est intéressant de les comparer au point de vue des parcours, soit entre eux, soit avec la voie actuelle. Un tableau des distances rendra cette comparaison facile :

DÉSIGNATOIN DES PARCOURS.	LIGNE ACTUELLE		PROJET de M. HOLLEAUX.		PROJET de M. FLAMANT.		DIFFÉRENCES en faveur du projet de M. FLAMANT.		
	Longueurs.	Nombre d'écluses.	Longueurs.	Nombre d'écluses.	Longueurs.	Nombre d'écluses.	Longueur.	Nombre d'écluses.	Totales chaque écluse comptée pour un kilomètre.
	kil.	écl.	kil.	écl.	kil.	écl.	kil.	écl.	
Lille à Paris (La Villette)	370	72	336	105	273	59	63	46	109
Valenciennes à Paris. Id.	314	69	264	100	253	60	11	40	51
Amiens à Paris..... Id.	305	51	260	55	226	46	34	9	43
St-Quentin à Paris .. Id.	228	37	183	41	166	34	17	7	24
Lille à Rouen.	492	66	496	96	433	50	63	46	109
Valenciennes à Rouen	436	63	424	91	413	51	11	40	51
Lille à Amiens	253	55	294	93	162	35	132	58	190
Valenciennes à Amiens.....	197	52	222	88	142	36	80	52	132
Lille à Noyon.....	202	50	213	78	154	36	59	42	101
Valenciennes à Noyon	146	47	141	73	134	37	7	36	43
Saint-Quentin à Noyon	60	15	59	15	46	11	13	4	17
Amiens à Noyon.....	137	29	137	29	107	23	30	6	36

La comparaison faite dans le tableau ci-dessus entre les longueurs de parcours suivant le projet de M. l'ingénieur en chef Holleaux qui emprunte le canal de la Sambre à l'Oise, et suivant le tracé de M. l'ingénieur en chef Flamant par Péronne et Ham, explique l'unanimité avec laquelle les déposants à l'enquête se sont prononcés en faveur de ce dernier.

Il est à remarquer que l'abréviation de parcours réalisé par le projet de M: Flamant au profit de Lille, s'applique également à toute la région traversée par le canal d'Aire ainsi qu'aux ports de la mer du Nord, et que Paris se trouve par là rapproché de Dunkerque de 110 kilomètres.— Il faut noter aussi que la région de l'Est, desservie par le nouveau canal de l'Oise à l'Aisne, va bénéficier du raccourci de 101 kilomètres indiqué pour Noyon ; et les avantages qui résulteront de l'adoption du tracé direct se feront sentir au loin en dehors du groupe des sept départements appelés à se prononcer dans les enquêtes.

Enfin, la grande voie de navigation qui unit la Méditerrannée à la mer du Nord se trouvera par là réduite à la longueur de 1,145 kilomètres, à peine égale à celle des voies ferrées.

Votre Commission, Messieurs, a dû chercher à chiffrer, avec toute l'exactitude que comportent de pareilles évaluations, l'importance des bénéfices que le commerce et l'industrie nationales pourront retirer de l'ouverture de la nouvelle voie, et a dû rapprocher ce chiffre du montant des dépenses qu'entraînera l'adoption du projet.

Il nous reste à vous faire connaître le résultat de cette étude.

En décrivant, au début de ce rapport, le canal direct en faveur duquel les enquêtes ont été presque unanimes, nous avons dit qu'on lui avait donné 11 mètres de largeur au plafond et qu'on avait projeté des écluses simples, conformes au type indiqué dans la loi de classement de 1879.

La dépense était évaluée à la somme de 90 millions.

Dans les enquêtes, toutes les commissions ont vivement insisté pour que la largeur au plafond fût portée à 17 mètres et pour que des écluses jumelles fussent partout substituées aux écluses simples.

Quelques-unes ont, en outre, demandé que le tirant d'eau fût fixé à 2^m50.

Les deux premières modifications auront pour conséquence d'élever de 90 à 105 millions la dépense d'établissement du canal du Nord. Mais elles sont si bien justifiées par l'importance du trafic à desservir, si motivées par les encombrements, les lenteurs et les chômages auxquels donne lieu, sur les voies actuelles de la région, l'existence d'écluses simples et l'insuffisance de largeur qui rendent presque impossible la navigation à vapeur à grande vitesse, que les Commissions techniques et le Conseil général des ponts et chaussées ont conclu au doublement des écluses et à l'élargissement à 17 mètres.

On a, au contraire, jugé qu'il y avait un grand intérêt à maintenir l'uniformité de tirant d'eau prévue par la loi de classement, et à ne pas créer au milieu d'un réseau navigable qui offre à la batellerie un mouillage de 2^m20, une voie plus profonde adaptée à un matériel spécial.

Le projet de loi écarte cette dernière modification et fixe à 105 millions le montant des dépenses nécessaires à l'exécution du canal.

C'est ce chiffre qui servira de base au parallèle à établir entre les sacrifices à faire et les avantages à attendre.

Les dépenses annuelles d'entretien, d'alimentation et d'exploitation du canal du Nord, entre Lens et Paris, ont été évaluées par les ingénieurs à la somme de 900,000 fr. L'intérêt à 4 % du capital à dépenser s'élevant à 4,200,000 fr., on peut fixer approximativement à 5,100,000 fr. les charges annuelles du Trésor.

À ces charges correspondent des bénéfices que le pays réalisera chaque année par l'économie des transports.

Le prix du fret sur les canaux et rivières peut-être ainsi décomposé depuis la suppression des droits de navigation :

1° Frais de traction ;

2° Frais de retour à vide ;

3° Frais d'entretien , d'amortissement, de patente et d'assurance :

4° Salaire des mariniers et pilotes.

Pour un bateau de 300 tonnes circulant entre Pont-à-Vendin et Paris , les auteurs du projet ont calculé le fret suivant les voies actuelles , et le fret suivant le canal direct, et ont trouvé dans le premier cas, comme prix net, 4 fr. 79 c. par tonne, dans le second, 2 fr. 40 c.

L'économie par tonne de houille venant du Pas-de-Calais ressort ainsi à 2 fr. 39 c.

Un calcul analogue fait ressortir pour les houilles venant d'Anzin une réduction de 1 fr. 94 c.sur le fret.

Le bénéfice moyen est ainsi de 2 fr. 16 c. et on doit espérer qu'un pareil abaissement du prix de vente s'imposera sur le marché parisien aux houilles de toutes provenances et amenées par toutes les voies.

Il est bon de rappeler qu'en 1880 la consommation seule du département de la Seine a atteint près de 3 millions de tonnes de charbons, dont plus de la moitié d'importation étrangère ; et on peut estimer, dès à présent, à 12 ou 15 millions de francs l'économie annuelle que réaliserait la région desservie par le canal, pour sa consommation de houilles, par l'abaissement du prix du fret.

Une pareille économie réagit sur l'industrie toute entière, et il n'est pas surprenant qu'un immense mouvement de l'opinion publique se soit produit dans la région du Nord en faveur du nouveau canal, et qu'aujourd'hui encore toutes les Chambres de commerce s'adressent à vous, Messieurs, pour presser de leurs vœux l'adoption d'un projet qui touche à de si graves intérêts.

Votre Commission des voies navigables, après avoir étudié tous les documents relatifs à ce projet, était prête à vous apporter le résultat de son examen quand il s'est produit devant elle une opposition très vive contre l'exécution d'une section importante du canal du Nord, dont on est venu contester l'utilité publique.

Des objections ont été soulevées, dès le mois de mars, au nom de la Compagnie du Touage de la Basse-Seine et de l'Oise et appuyées par un de nos honorables collègues, M. Lebaudy qui a déposé depuis sur le bureau de la Chambre un amendement dont nous aurons à vous entretenir et qui tend à vous faire renoncer à l'exécutiou d'une moitié du canal du Nord.

L'opposition de la Compagnie du touage s'était déjà produite à diverses reprises : Dès le 2 avril 1880 des observations avaient été adressées au Ministre des Travaux publics ; à la fin d'août de la même année un mémoire avait été remis à la Commission technique chargée d'examiner le projet; enfin la Compagnie avait déposé, par écrit, en juin 1881 dans l'enquête d'utilité publique.

Votre Commission, Messieurs, ne se serait pas arrêtée à cette opposition, écartée suc-

cessivement aux divers degrés de l'instruction du projet, si elle n'y avait vu que la revendication d'un intérêt particulier.

Mais les objections avaient une plus haute portée, et leurs auteurs, en invoquant les intérêts des contribuables et des consommateurs eux-mêmes, appelaient un sérieux examen de votre Commission soucieuse de ménager les ressources du Trésor aux entreprises essentiellement utiles au pays.

Elle a voulu entendre les représentants de la Compagnie du touage et a appelé la contradiction entre eux et les défenseurs des intérêts industriels et commerciaux de la région du Nord.

Elle a recueilli les documents officiels, étrangers au litige, provoqué la présentation de rapports complémentaires des services techniques ; et enfin, un certain nombre de ses membres ont été se rendre compte par une visite des lieux, de la valeur de quelques-uns des arguments invoqués de part et d'autre.

Il nous reste, Messieurs, à vous exposer brièvement les résultats de cette consciencieuse étude.

La Compagnie du touage de la Basse-Seine et de l'Oise conteste l'utilité de construire un canal latéral à l'Oise entre Janville et Méry, et un canal à point de partage entre Méry et Saint-Denis en alléguant que la navigation fluviale suffit aux besoins du commerce, et que la substitution d'un canal aux deux rivières l'Oise et la Seine procurerait une économie sur les transports hors de toute proportion avec les dépenses qu'entraînerait l'exécution de ce canal.

Elle affirme que la durée des chômages occasionnés sur les rivières entre Janville et Paris ne dépasse pas en moyenne 11 jours par an, que les encombrements sont rares et pourraient être diminués par une exacte observation des prescriptions du cahier des charges du touage. Elle ajoute que la durée des voyages ne serait pas sensiblement moindre par le canal projeté que par les rivières, que la consommation de houille dans la région desservie n'augmente pas de manière à faire espérer de longtemps un trafic notablement supérieur au trafic actuel, et elle chiffre à 174,000 fr. seulement l'économie qui résulterait annuellement de la construction du canal pour l'ensemble des consommateurs.

Toutes ces allégations sont contredites par les représentants des industries de la région du Nord et de la batellerie, et les rapports présentés par les services techniques en contestent l'exactitude.

Si on qualifie chômage l'interruption absolue de la navigation, on peut admettre une durée de chômage moyenne de dix-sept jours qui diffère peu de la durée de onze jours indiquée par la Compagnie du touage. Mais les crues de l'Oise et de la Seine entravent la navigation pendant une période beaucoup plus longue ; et, si la circulation des bateaux cesse complètement quand le niveau des eaux atteint la cote de 5^m07 à Bezons sur la Seine, et 2^m30 ou 2^m40 au-dessus des basses eaux de navigation sur l'Oise, la navigation est en souffrance avec des crues beaucoup moindres, le remorquage devient impuissant et les encombrements se produisent. — Ces encombrements ont pour conséquence d'augmenter dans une très-forte proportion la durée des voyages entre le Nord et Paris ; et, tandis que pendant la belle saison un bateau peut venir en 18 à 20 jours, il lui faut dans d'autres cir-

constances de 50 à 70 jours, et il est de tradition parmi les bateliers que trois voyages seulement peuvent être entrepris dans une année.

Les retards sont, au dire des déposants, dus principalement aux irrégularités de la navigation en rivière. Ils seraient en grande partie supprimés par l'exécution du canal de Janville à Paris qui, en outre, offrirait un raccourci de 49 kilomètres sur le parcours actuel de 168 kilomètres ou par la construction du canal de Méry à Paris qui procurerait déjà une abréviation de 37 kilomètres.

Des renseignements circonstanciés ont été apportés à la Commission sur les prix de traction des bateaux par le canal et par la voie fluviale.

On a affirmé que ces prix s'élèveraient, pour l'aller et le retour d'une péniche de 260 tonnes sur le canal de Méry à Saint-Denis, à la somme de 32 fr. 90 ouà 0 fr. 1245 par tonne.

Sur la voie actuelle, le même double voyage, d'après ces dires, reviendrait à 310 fr. ou 1 fr. 19 par tonne.

La comparaison entre ces chiffres fait ressortir une économie de 1 franc 0655 par tonne et de 1,760,000 francs pour les 1,650,000 tonnes qui ont suivi l'Oise canalisée en 1880.

L'économie que doit réaliser réellement le commerce sera, d'après les défenseurs du canal direct, beaucoup plus considérable. Le tonnage est, disent-ils, resté stationnaire depuis 20 ans sur les voies navigables du Nord par le fait des retards et des encombrements qui ont pour conséquence l'élévation du fret, et le développement de la production des houilles dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, comme l'augmentation constante de la consommation parisienne assure un rapide accroissement du trafic dès que la voie navigable sera en état d'y suffire et que les frais de transport seront réduits de 60 %.

Ils évaluent à plus de 4 millions de tonnes le trafic assuré dans un prochain avenir à la voie navigable transformée et chiffrent ainsi à 4,250,000 fr., au moins, l'économie que retirera annuellement le commerce de l'exéution du canal direct de Méry-sur-Oise à Saint-Denis.

Une pareille économie justifie à leurs yeux non seulement la dépense de construction du canal de Méry à Paris évaluée à 26 millions, mais aussi la dépense totale de 49 millions prévue pour la section entière de Janville à Paris (dont elle représente près de 9/100.)

Votre Commission, Messieurs, a pesé avec attention tous les arguments produits devant elle par les adversaires comme par les partisans de la construction du canal direct dont le projet vous a été soumis le 14 janvier dernier par le Gouvernement, et elle a fait la part des exagérations aux quelles peuvent difficilement se soustraire les défenseurs convaincus d'intérêts en lutte.

Sans s'approprier les chiffres fournis d'une part par la Compagnie du touage, d'autre part par la batellerie, chiffres qui ne sauraient être considérés comme des moyennes sur lesquelles une comparaison puisse être assise, la Commission a cependant retenu des arguments capables de déterminer fermement sa conviction.

Elle a reconnu, avec tous les corps délibérants de la région du Nord et avec les 17,000

déposants aux enquêtes, que le canal projeté n'est pas destiné à satisfaire seulement des intérêts spéciaux et localisés et que c'est une œuvre nationale ayant tous les caractères d'une entreprise d'utilité générale.

Elle a reconnu que l'ouverture de la première section entre Courcelles-les-Lens et Janville, destinée à combler une véritable lacuue en présence de l'insuffisance incontestée des voies actuelles, s'impose à bref délai, au moment où les travaux d'amélioration de la Seine vont créer des facilités nouvelles à l'importation des charbons étrangers. Le développement rapide de la production minérale du Pas-de-Calais et l'extension du trafic que nous devons attendre des grands travaux en cours d'exécution à Dunkerque et à Calais rendent urgent le doublement d'une voie qu'un accident peut intercepter au grand dommage du pays.

La seconde section ne présente peut-être pas le même caractère d'urgence puis qu'entre Janville et Paris il existe une voie fluviale, défectueuse, sans doute, pendant une partie de l'année, mais capable de suffire à d'importants transports, au moins à la descente. Les irrégularités d'une navigation en rivière pour un trafic de plusieurs millions de tonnes constituent certainement de graves inconvénients et entraînent des pertes pour le commerce sans créer un péril, et on peut à la rigueur attendre pour lui substituer une navigation meilleure.

Puisque des doutes se sont produits sur l'impuissance de l'Oise à satisfaire aux besoins de la batellerie, puisqu'on a invoqué des considérations de justice distributive pour ne pas attribuer aux travaux d'une même région des sommes trop considérables, on peut avant d'entreprendre le doublement de la voie fluviale; attendre les résultats que donneront les améliorations projetées ou commencées sur l'Oise d'une part et sur la Seine entre Conflans et Paris et voir s'il est possible, en doublant l'écluse à Janville, d'atténuer notablement les encombrements, et en perfectionnant les systèmes de traction de diminuer les retards et le prix du fret et de rendre possible à des conditions raisonnables la navigation à la remonte.

Mais, ces améliorations de détail ne dispenseront pas, à un moment donné, de compléter le grand canal du Nord avec l'unité qui doit assurer sa puissance de transport, et il importe de ménager à l'État la possibilité d'entreprendre cette œuvre complémentaire dès que l'importance du trafic la rendra nécessaire.

Si on n'y prend garde un obstacle considérable fera de sa réalisation une impossibilité presque absolue.

Le territoire de Saint-Gratien se couvre d'habitations, les environs de Saint-Denis s'encombrent d'usines. Si on tarde à réserver l'emplacement d'un canal on devra peut être renoncer, en présence de sacrifices excessifs, à relier le canal de Saint-Denis avec l'Oise à Méry, et il pourra être trop tard pour soustraire le marché parisien aux charges que lui imposera une voie navigable incomplète et pour assurer aux produits français les transports à prix réduits qui leur permettront de combattre la concurrence étrangère.

Votre Commission, Messieurs, serait taxée d'imprévoyance si elle n'envisageait pas de pareilles éventualités; et si, pour ne pas porter dans une seule direction une trop forte part des efforts du pays et des ressources budgétaires, elle ne croit pas devoir vous proposer de mettre, dès à présent, le Gouvernement en mesure d'entreprendre le cana d

Nord sur toute sa longueur, elle vous demande de déclarer l'utilité publique de l'ensemble en allouant les crédits nécessaires pour l'exécution de la section de Lens à Janville et d'autoriser le Gouvernement à prendre, sur le tracé entre Méry et Saint-Denis, possession des terrains qui pourraient plus tard lui être trop chèrement disputés.

Ces précautions prises, on pourra attendre le moment où le trafic se sera suffisamment développé entre le Nord et Paris pour que le commerce et l'industrie de la France trouvent dans l'économie des transports une large compensation des sacrifices demandés au Trésor.

Le Gouvernement aura a démontrer que cette condition est remplie et que ses prévisions se sont réalisées quand il viendra devant le Parlement demander les crédits nécessaires à l'achèvement de l'œuvre commencée.

Nous avons, Messieurs, l'honneur de vous proposer de formuler votre décision dans le projet de loi suivant, qui consacre dans son art. 1er, l'utilité publique du canal du Nord ; qui alloue, par son article 2, les crédits nécessaires pour exécuter la première section et pour ménager au Gouvernement la possibilité d'entreprendre la seconde quand le moment en sera venu; et qui, enfin par son art. 3 renvoie à une loi ultérieure la décision définitive du Parlement sur cette seconde section.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à faire pour la construction d'un canal de navigation destiné à établir une communication directe entre la région industrielle du Nord et Paris, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet adopté par le Conseil général des ponts et chaussées dans sa délibération du 29 décembre 1881.

ART. 2.

La dépense, évalué pour la section comprise entre Courcelles-les-Lens et Janville et pour les acquisitions de terrains et indemnités entre Méry-sur-Oise et Saint-Denis, à soixante millions de francs (60,000,000 fr.) sera imputée sur les ressources extraordinaires inscrites au budget de chaque exercice pour l'établissement et l'amélioration des canaux de navigation.

ART. 3.

Une loi spéciale autorisera l'exécution de la section comprise entre Janville et le canal Saint-Denis.

CANAL DE L'ESCAUT A LA MEUSE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

La loi du 8 Juillet 1882 a déclaré d'utilité publique la construction du canal de jonction de l'Escaut à la Meuse.

Utilité du Canal.

Le canal de l'Escaut à la Meuse dotera le pays d'une voie navigable reliant directement les houillères, les hauts-fourneaux et les forges du Nord aux établissements métallurgiques et aux minières de l'Est. Il contribuera, en outre, à la prospérité de Dunkerque, en procurant à ce port une communication économique vers la région de l'Est et en lui donnant un moyen de mieux soutenir la concurrence du port d'Anvers qui a, pour le moment, l'avantage de la moindre distance par eau avec ces contrées.

Dans l'état de choses actuel, les communications entre le Nord et l'Est de la France ne sont assurées, d'une manière directe, que par le chemin de fer de Valenciennes à Aulnoye, Hirson et Mézières. Elles ne le sont qu'indirectement par le chemin de fer de Cambrai à Saint-Quentin, Laon et Reims, ou par l'Escaut, le canal de Saint-Quentin et l'Aisne.

Il en résulte que les tarifs de transport par chemins de fer sont maintenus par les compagnies à un prix élevé, celles-ci n'ayant pas à redouter la concurrence des voies navigables, et que les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais ne peuvent lutter sur le marché de l'Est avec les houilles belges, malgré les droits de douane que payent ces dernières à leur entrée en France.

Aussi, sur une consommation de 2,462,900 tonnes de houille faite dans l'Est en 1878, 467,500 tonnes seulement provenaient de gisements français, et encore la plus grande partie de celles-ci était-elle à destination des départements de la Marne, de la Haute-Marne et du Sud de Meurthe et Moselle, où elles arrivent par les canaux de l'Aisne à la Marne, latéral à la Marne et de la Marne au Rhin. Les Ardennes, la Meuse et la partie Nord de Meurthe et Moselle, s'approvisionnent presqu'exclusivement en houilles étrangères.

Les minerais de fer provenant de l'Est, à destination de l'Escaut et de la Sambre, empruntent le plus souvent la voie ferrée ; une assez grande quantité de ces minerais trouve même avantage à venir par la Belgique. Il en est de même pour les fontes.

Après la construction du canal de l'Escaut à la Meuse, les distances par eau entre le Nord et l'Est seront notablement diminuées. Le tableau suivant indique le raccourcissement qu'on obtiendra dans diverses directions, au départ de Valenciennes et de Pont-à-Vendin, centres respectifs de chacun des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, chaque écluse étant comptée, d'ailleurs, pour un kilomètre de parcours et les distances par les voies actuelles étant calculées comme si le canal de l'Oise à l'Aisne, en construction en ce moment, était livré à la navigation :

PARCOURS	Par les voies actuelles.	Par le canal de l'Escaut à la Meuse.	Différence en moins.
De Valenciennes à Ors	266 k.	81 k.	185 k.
— — Mézières	424	228	196
— — Sedan	425	259	166
— — Nancy	665	532	133
De Pont à Vendin à Ors	296	134	162
— — Mézières	454	280	174
— — Sedan	455	315	140
— — Nancy	695	585	110

Quand le canal de la Chiers sera achevé, les distances par eau de Valenciennes et de Pont-à-Vendin à Longwy seront de 292 et 339 kilomètres.

Moyennant ces raccourcissements, les différences à l'avantage du chemin de fer tomberont, au départ de Valenciennes pour Mézières, Longwy et Nancy, à 36 kil., 60 kil. et

83 kil. ; au départ d'Anzin pour Longwy, à 55 kil., et au départ de Lens pour Mézières, Longwy et Nancy, à 13 kil., 37 kil. et 61 kilomètres.

En ce qui touche Dunkerque, le canal projeté réduira la distance par eau qui sépare ce port de Mézières et de Nancy, de telle façon, qu'il se trouvera plus près de ces deux villes qu'Anvers de 13 et de 18 kilomètres, alors qu'actuellement, Anvers s'en trouve plus près de 118 et de 88 kilomètres.

Les minerais et les fontes de Meurthe et Moselle, ainsi que les bois des forêts de l'Aisne et des Ardennes seront repris par les bateaux qui transporteront les charbons dans l'Est, pour approvisionner, en ces matières, les usines de l'Escaut et de la Sambre et les houillères du Nord.

Le trafic total ne paraît pas devoir être inférieur à 980.000 tonnes, le tonnage, réduit au parcours total, serait alors de 760.000 tonnes.

Le prix du fret tombera au plus à 0 fr. 012 par tonne et par kilomètre. Le transport d'une tonne de Valenciennes à Sedan et Longwy reviendra, pour Sedan, à 2 fr. 32 et pour Longwy à 4 fr. 48, en tenant compte du péage de 0 fr. 98 à établir sur la Chiers. Or, par chemin de fer, on paie actuellement 7 fr. 80 et 9 fr. 10, l'économie dépassera donc en moyenne 5 francs par tonne.

Dispositions techniques.

Le canal projeté est à un seul point de partage, le bief culminant est placé au faîte séparatif des vallées de l'Oise et de la Meuse, à la cote 196 mètres, à 164^{m} 72 au-dessus du point de départ dans l'Escaut et à 52^{m} 40 au-dessus du point d'arrivée dans la Meuse, ce qui donne une différence totale de niveau à racheter de 217^{m} 12.

Le tracé se détache de l'Escaut dans le bief de Denain. Il s'engage dans la vallée de la Selle, latéralement à cette rivière, sur sa rive gauche, jusqu'au Cateau. Il franchit la Selle et pénètre dans la vallée du Richemont qui le conduit au faîte séparatif des vallées de l'Escaut et de la Sambre, faîte qu'il traverse en tranchée ; il vient s'embrancher sur le canal de la Sambre à l'Oise, en amont de l'écluse d'Ors, et emprunte ce dernier canal sur 12.450 mètres ; il s'en détache à l'extrémité du bief de partage, traverse ledit canal un kilomètre plus loin, franchit la vallée du Noirieu, puis celle de l'Iron et tombe dans la vallée de l'Oise, près de Montceau. Il remonte ensuite cette vallée, en se tenant sur la rive droite jusqu'à Etréaupont ; là, il s'engage dans la vallée du Thon, jusqu'à Hannapes, puis, il passe dans celle de l'Aube et dans celle du Gandlu qui le conduit au point de partage où il franchit le faîte du Liart par un souterrain de 2 000 mètres de longueur, et débouche par le vallon de la Voline dans la vallée de l'Audry, près de Logny-Bogny. Il se développe ensuite sur le versant gauche de cette vallée, remonte vers le Nord au confluent de celle de la Sormonne pour la traverser, et se dirige vers Ham-les-Moines. Le tracé côtoie alors le chemin de fer de Mézières à Hirson jusqu'à Belval-Sury, puis s'infléchit à droite, traverse de nouveau la Sormonne, se rapproche de la Meuse qu'il longe en se maintenant au Sud jusqu'au-delà de Mézières.

Le raccordement avec la Meuse s'effectue au droit de la dérivation établie dans les fossés de la citadelle. C'est en ce point que commencera le canal latéral que l'on étudie pour relier les canaux de la Chiers et de l'Escaut à la Meuse, de telle sorte que la navigation n'ait point à emprunter la rivière.

La longueur du canal à construire est de 140^{k} 860^{m}, savoir :

Branche de la Selle ou jonction de l'Escaut à la Sambre.....	36^{k}	760^{m}
Branche de l'Oise.....	68	320
Bief de partage	7	750
Branche de la Sormonne	28	030
	140^{k}	860^{m}
Si l'on y ajoute la partie empruntée au canal de la Sambre à l'Oise.....	12	450
On obtient, pour la longueur totale du canal de l'Escaut à la Meuse ...	153^{k}	310^{m}

La différence de niveau de 217^{m} 12, somme des élévations et des abaissements, est rachetée par 56 écluses, dont 52 ayant environ 4 mètres de chute. Le nombre de ces écluses pourra vraisemblablement être réduit par l'emploi d'ascenseurs ou de plans inclinés.

La largeur de la cunette au plafond est de 11 mètres, le tirant d'eau de 2^{m} 20. Dans le bief de partage, la profondeur sera augmentée de 0^{m} 50.

Le chemin de halage a 5 mètres de largeur et celui de contre-halage 3 mètres ; leur relief au-dessus du plan d'eau est de 0^{m} 70.

Les principaux ouvrages d'art prévus sont les suivants :

55 écluses de navigation ;
4 écluses de garde ;
96 passages supérieurs, dont 6 pour voies ferrées;
11 passages inférieurs ;
17 ponts tournants ;
12 ponts-canaux mesurant ensemble 985 mètres ;
180 aqueducs-siphons ;
1 souterrain de 2.000 mètres de longueur.

Les écluses auront les dimensions fixées par la loi du 5 août 1879, savoir : largeur 5^{m} 20, longueur utile 38^{m} 50 ; mais la hauteur d'eau sur les buscs ne sera pas inférieure à 2^{m} 50. Il en est de même de la hauteur libre sous les ponts fixes qui sera au minimum de 3^{m} 70.

Alimentation.

L'alimentation a été calculée d'après les bases suivantes :

Dépense d'eau pour filtration et évaporation, 1 m. c. par mètre courant et par jour, soit environ ..... 50.000.000 m. c.
Circulation journalière, 64 éclusées à 975 mètres..... 20.000.000 m. c.

Ensemble..... 70.000.000 m. c.

Il sera nécessaire, pour assurer cette alimentation, de créer des réservoirs, car, à l'exception des rivières de la Selle et de l'Audry et de leurs affluents, dont les débits sont assez réguliers, les cours d'eau voisins du canal ont un régime torrentiel. Dans la saison humide, on emmagasinera tout l'excès d'eau de ces ruisseaux dans quatre réservoirs qui seront situés, deux dans la vallée du Gland et les autres dans celles de la Sormonne et de l'Iron.

Ces quatre réservoirs auront ensemble une capacité de 37.990.000 mètres cubes et, d'après les observations pluviométriques et les jaugeages effectués, il sera possible, dans les circonstances les plus désavantageuses et sans nuire à l'alimentation du canal de la Sambre à l'Oise qui reçoit des eaux de l'Iron, d'emmagasiner au moins 35,750,000 mètres cubes.

Le surplus sera puisé directement dans les cours d'eau voisins qui peuvent fournir un minimum de près de 40,000,000 de mètres cubes.

Dépenses.

La dépense totale d'établissement de la nouvelle voie projetée est évaluée à 67 millions et se décompose ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPARTEMENTS			DÉPENSES	
	du Nord	de l'Aisne	des Ardennes	Totales	Kilométriques
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Canal.....	12.952.000	24.051.000	16.935.000	53.938.000	382.078
Alimentation.....	574.000	5.380.000	4.348.000	10.302.000	72.976
Frais généraux	783.000	1.260.000	717.000	2.760.000	19.551
Totaux.....	14.309.000	30.691.000	22.000.000	67.000.000	474.605

Situation des Études.

Les études définitives ont été poursuivies aussi rapidement que le permettait le personnel restreint dont nous disposons.

Le relief du terrain a été levé sur la moitié environ de la longueur qu'aura le canal. Le profil en long et les profils en travers ont été nivelés et on a relevé les constructions existant aux abords du tracé. Une partie de ces opérations est déjà rapportée sur le papier et on commence à s'occuper, dans chacun des départements, de préparer un premier lot d'adjudication.

En même temps, le devis général des travaux a été rédigé et les types des principaux ouvrages d'art ont été arrêtés. Ces divers documents sont actuellement soumis à l'examen de l'Administration

L'Ingénieur en Chef,
QUINETTE DE ROCHEMONT.

ROUTES NATIONALES.

SITUATION DU SERVICE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Ensemble du service et crédit d'entretien.

Les routes nationales qui traversent le département du Nord sont au nombre de quinze et présentent un développement total de 592,230 mètres, ainsi répartis :

Chaussées pavées	535,119 mètres	ou 90 %.
Chaussées empierrées.....	57,111 id	10 %.

Les empierrements forment, comme on le voit, l'exception. Ils se trouvent sur la route N° 2, entre Avesnes et la limite de l'Aisne ; sur la route N° 39, entre Le Câteau et La Groise ; sur la route N° 44, sur la limite de l'Aisne ; sur la route N° 55, entre Le Quesnoy et Landrecies ; et sur la route N° 49, entre Maubeuge et la frontière belge.

La situation générale des route nationales, dans le département du Nord, n'a pas sensiblement changé depuis l'année dernière ; elle reste médiocre et périclitante. Le

département du Nord, où les routes subissent une circulation qui n'est dépassée que dans la Seine, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, n'a pas encore obtenu une part proportionnelle à ses besoins dans la distribution du crédit accordé à l'ensemble des routes nationales de la France.

Si l'on veut arrêter le mouvement de la diminution de la valeur capitale des chaussées, il faudra porter la dotation de l'entretien à 600,000 fr. au moins, chiffre que M. l'Inspecteur général Kolb indiquait déjà, en 1866, comme indispensable pour empêcher la viabilité de se trouver compromise, et, de plus, il sera nécessaire, par des allocations de deuxième catégorie, de mettre le service en état d'achever les travaux approuvés ou en cours d'exécution qui se rapportent à des travaux de réparation d'une extrême urgence, et qui se chiffrent par une dépense de 1,122,546 fr. 51 restant à faire, non compris celle des travaux d'amélioration s'élevant à 628,300 fr.

La construction des zones empierrées, qui embrasse aujourd'hui une longueur de 215k 745 m. de chaussées et un développement linéaire de 319k. 530 m., constitue une précieuse amélioration. Elle a permis de consolider les chaussées, de les élargir sur une foule de points, où leur largeur était insuffisante pour la circulation, et de prévenir les débords qui, autrefois, se manifestaient dans des proportions assez considérables pour compromettre le roulage. Mais il en est résulté un surcroît de dépenses d'entretien, qui a réduit encore le prix moyen à appliquer aux chaussées pavées.

Dans les arrondissements de Lille et d'Hazebrouck. les chaussées reposent, en général, sur un sous-sol d'argile glaiseuse, et le dégel a une action des plus délétères sur leur stabilité. Dans les autres arrondissements, les pavages sont presque tous séculaires, la couche de sable est devenue insuffisante et les parties non remaniées dans ces dernières années présentent plus que des matériaux usés, informes, arrondis, et dont les joints sont totalement dégarnis. Les seuls réparations efficaces consistent en relevés à bout que l'on exécute chaque année dans les limites restreintes du crédit d'entretien, ainsi qu'au moyen des allocations de deuxième catégorie. Mais les autres travaux d'entretien que l'on ne saurait se dispenser d'effectuer, pour assurer la continuité de la circulation, ne laissent aucune trace dans la constitution des chaussées, de sorte que l'on y consacre chaque années des somme relativement considérables, sans reconstituer le capital de la voie publique.

En somme, aucune des routes nationales du Nord ne se trouve, dans toutes son étendue à l'état normal d'entretien, et il résulte nécessairement de ce fait une perturbation notable dans la répartition du crédit total de ces routes. Dans l'impossibilité de faire face partout aux besoins les plus pressants il faut pourvoir aux besoins les plus pressants et chercher à assurer au moins la continuité de la circulation. On est ainsi conduit fatalement à forcer les ressources dans les parties où le capitale est consommé, et à vivre sur le capital, là où il est encore possible de le faire. On a soin, d'ailleurs, de se ménager toujours quelques réserves au commencement de l'année, pour parer aux besoins imprévus et pour venir au secours da la circulation, dans les endroits où elle est mauvaise et le plus compromise.

Le tableau ci-après donne la longueur de chaque route, la circulation qu'elle subit, et le chiffre de la répartition du crédit d'entretien de la somme de 557,500 francs, affectée à l'exercice 1882.

Il en résulte que le prix d'entretien par kilomètre a été comme il suit :

Maximum : 1,281 fr. 49 pour la route N° 39, très fréquentée, et qui offre 10 kilomètres d'empierrement.

Minimum : 632 fr. pour la route N° 49 peu fréquentée.

Moyenne : 865 fr. 51 pour les quinze routes nationales du réseau qui supportent une circulation moyenne de 535 colliers par jour, répondant à un tonnage utile de 1,854,671 tonnes par an.

DÉSIGNATION DES ROUTES NATIONALES.	LONGUEURS.			CIRCULATION.		Crédits d'entretien en 1882	
	Empierrées.	Pavées	TOTALES.	Nombre de colliers par jour.	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	par route.	par kilomètre.
	m.	m.	m.	colliers.	tonnes.	Fr. C.	Fr. C.
N^os 2, de Paris à Mons	9.763	27.147	36 910	318.1	81.358	33000 »	891 36
16, de Paris à Dunkerque	»	54.402	54.402	232.0	60.042	35700 »	656 23
17, de Paris à Lille	»	96.361	96.361	540.0	134.831	72700 »	754 45
25, du Hâvre à Lille	»	15.611	15.611	783.7	194.435	12000 »	768 69
29, de Rouen à Valenciennes et à Mons	»	58.441	58.441	968.7	226.519	50800 »	877 84
39, de Montreuil-sur-Mer à Mézières	10.292	30.051	40.343	635.1	155.891	51700 »	1281 49
40, de Paris à Dunkerque et à Menin	1.301	32.970	34.271	214.5	51.209	22200 »	647 77
41, de Saint-Pol à Lille et à Tournai	»	40.367	40.367	636.2	144.241	41000 »	1040 45
42, de Lille à Boulogne	2.414	52.935	55.349	399.1	103.112	45000 »	813 02
43, de Bouchain à Calais	»	27.911	27.911	579.5	129.137	24600 »	881 27
44, de Châlons-sur-Marne à Cambrai	2.391	4.298	6.689	429.9	109.354	5000 »	747 50
45, de Marles à Valenciennes et à Tournai	13.879	46.821	60.700	599.0	139.241	68000 »	1120 28
48, de Valenciennes à Condé et à Gand	»	18.230	18.230	605.1	146.438	21000 »	1151 95
49, de Valenciennes à Luxembourg	17.071	25.628	42.699	551.5	129.940	27000 »	632 39
50, de Douai à Arras	»	3.946	3.946	242.0	48.983	2900 »	734 92
	m.	m.	m.	colliers.	tonnes.	Fr. C.	Fr. C.
TOTAUX	57.111	535.119	592.230	»	1.854.671	512600 »	»
MOYENNES	»	»	»	535.2	128.772	»	865 51
A ajouter pour dépenses diverses et réserves, frais de déplacements, impressions, etc.						44900 »	
Crédit total d'entretien en 1881						557500 »	

II. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les projets approuvés pour travaux de grosses réparations et travaux neufs sur les routes nationales du Nord, sont présentés en détail dans les deux tableaux composant l'état récapitulatif ci-après :

ETAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1881.	CRÉDITS de 1881.	CRÉDITS Totaux.
					1re Section.
2	Élargissement de la rue Normerie à Avesnes	30.000fr. »	»	»	
	Restauration du pavage entre Avesnes et Maubeuge	30.000 »	»	»	»
16	Remaniement de la chaussée pavée entre 39 k. 526 et 40k500 sur 975 mètres de longneur	36.000 »	»	»	»
	Restauration de la chaussée entre Hazebrouck et la Bréarde	33.304 16	25.000 »	8.304 16	33.304 16
	Réparation d'avaries causées entre les points 25.5 et 25.7.	1.329 99	1.200 »	129 99	1.329 99
	Remaniement de la chaussée pavée entre le Fort-Français et les 7 planèles	31.552 35	23.000 »	8.553 35	31.552 35
	Remaniement de la chaussée pavée entre la Bréarde et 17 k. 4 sur 1800 mètres	34.000 »	»	»	»
	Construction et rechargement des bandes empierrées entre l'Hazewinde et Dunkerque	70.000 »	»	»	»
17	Remaniement de la chaussée dans la traverse du hameau de Payelle, commune de Bondues	64.500 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre la Payelle et le Blanc-Four	165000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée de la traverse du hameau du Blanc-Four	33.731 57	28.000 »	5.731 57	33.731 57
	Remaniement de la chaussée dans la traverse de Roncq	31.000 »	»	»	»
25	Remaniement au territoire de Wattignies	22.831 46	21.160 »	1.671 46	22.831 46
	Remaniement de la chaussée dans la traverse et aux abords de Seclin	59.670 38	25.000 »	1.500 »	40.000 »
29	Remaniement de la chaussée pavée entre Rouvignies et le petit couvent	42.000 »		»	»
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse d'Onnaing	42.000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Cambrai	30.000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre Cambrai et Escaudœuvres	15.935 83	15.400 »	535 83	15 935 83
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Quarouble	44.912 24	24.924 38	9.600 »	34.524 38
39	Construction de caniveaux pavés dans la traverse de la Groise	12.000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Beaumont	15.250 50	13.693 44	1.557 06	15.250 50
40	Remaniement de la chaussée pavée entre les points 56 k et 63 k. 1	38.000 »	»	»	»
	Convertissement et remaniement de la chaussée entre Gravelines et Loon	70.894 01	14.000 »	10.000 »	24.000 »
41	Remaniement dans la traverse d'Hellemmes-Lille	21.124 99	16.000 »	»	16.000 »
		975.037 48	207.377 82	61.082 42	268.460 24

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
	TRAVAUX ORDINAIRES.
30.000fr. »	Projet approuvé le 29 septembre 1881. — Le projet est évalué à 65,000 francs. La somme de 30,000 francs représente le maximum de la part contributive de l'État.
30.000 »	Projet approuvé le 12 Décembre 1863. — Cette partie de la route nationale N° 2 offre une suite non interrompue de pentes et rampes dont les déclivités sont très-fortes ; le bombement transversal du pavage présente en outre, une exagération dangereuse. Le projet ci-contre a pour but de remédier à ces inconvénients et à ces dangers par le relèvement des côtés de la chaussée et l'établissement de zones latérales empierrées de 1 mètre de largeur.
36.000 »	Projet approuvé le 27 juin 1882. — Chaussée devenue très mauvaise. Les pavés se désagrègent et l'entretien ne suffit plus pour assurer la circulation.
»	Travaux adjugés le 5 mai 1879.
»	Décision ministérielle du 23 août 1879.
»	Travaux adjugés le 5 mai 1879.
34.000 »	Projet approuvé le 3 janvier 1880. — La partie de route qu'il s'agit de restaurer se trouve dans le même état périclitant que celle dont le remaniement est en cours d'exécution entre Hazebrouck et la Bréarde.
70.000 »	Projet approuvé le 22 novembre 1881.
64.500 »	Projet approuvé le 3 novembre 1879. — Chaussée dans un état de vétusté déplorable, les pavés sont usés, rouagés et de toutes dimensions.
165000 »	Projet approuvé le 25 mars 1882. — Chaussée dans un état de vétusté déplorable, les pavés sont usés, rouagés et de toutes dimensions.
»	Travaux adjugés le 24 février 1879.
31.000 »	Projet approuvé le 8 mai 1882. — Chaussée établie sur un sous-sol argileux. Circulation considérable. La forme de sable et réduite à 0 m. 05.
»	Travaux adjugés le 24 février 1879.
19.670 38	Travaux adjugés le 7 septembre 1881.
42.000 »	Projet approuvé le 3 novembre 1879. — La fréquentation de cette partie de route cause des dégradations que les ressources de l'entretien ne permettent pas de réparer. Des joints isolant les pavés rendent la circulation pénible et fatigante.
42.000 »	Projet approuvé le 3 juillet 1882.
30.000 »	Projet approuvé le 19 novembre 1879. — Chaussée en mauvais état.
»	Travaux adjugés le 17 mars 1879.
10.387 86	Travaux adjugés le 19 mai 1879.
12.000 »	Projet approuvé le 4 juillet 1863. — La traverse de la Groise ne présente aucune pente. Les eaux y restent stagnantes et compromettent la conservation de la chaussée en même temps qu'elles sont une cause permanente d'insalubrité. Tout souffre d'un pareil état de choses auquel il est urgent de remédier par l'exécution du projet ci-contre.
»	Travaux adjugés le 17 mars 1879.
38.000 »	Projet approuvé le 14 juin 1882. — Chaussée établie sur un manvais sol et dont les pavés ont besoin d'être retaillés.
46.894 01	Travaux adjugés le 6 février 1880.
5.124 99	Travaux adjugés le 5 juin 1880
706.577 24	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1882	CRÉDITS de 1882.	CRÉDITS Totaux
	REPORT.....	975.037 48	207.377 82	61.082 42	268.460 24
42	Remaniement de la chaussée pavée entre 33k. 800 et Flêtre, sur 1200 mètres de longueur.	30500 »	»	»	»
	Plantations entre Bailleul et le Pas-de-Calais.....	5100 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée, à Nieppe et à l'entrée de Bailleul	21144 44	14000 »	7144 44	21144 44
	Remaniement de la chaussée pavée, dans la traversée du hameau du Pont-de-Nieppe.....	27795 41	17000 »	8000 »	25000 »
	Remaniement de la chaussée pavée entre Méteren et Flêtre, sur 2 kilomètres de longueur.....	31000 »	»	»	»
	Relevé à bout entre Lille et Armentières	53000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre le passage à niveau du chemin de fer du Nord et le point 52,400...	17000 »	»	»	»
43	Relevé à bout du pavage entre Lewarde et Dechy.....	46922 40	24000 »	8000 »	32000 »
	Travaux de pavage et de trottoirs dans les fortifications de Douai.....	13928 26	» »	10000 »	10000 »
45	Rechargement de la chaussée empierrée entre les bornes kilométriques 10 et 14	40723 20	15000 »	8000 »	23000 »
	Remaniement de la chaussée pavée sur 800 m. de longueur dans la traverse d'Anzin	57000 »	»	»	»
	Remaniement de la chaussée pavée entre Saultain et Marly.....	67000 »	»	»	»
	Costruction du pont-levis sur la Scarpe à Saint-Amand...	7500 »	»	7500 »	7500 »
48	Remaniement de la traverse d'Anzin aux abords de la rue Saint-Louis.....	21000 »	15000 »	6000 »	21000 »
	Remaniement de la chaussée pavée dans la traverse de Bruay, sur une longueur de 710 m., entre les points kilométriques 3360 et 6070.....	50000 »	»	»	»
	Consolidation dans la traverse de Bruay.....	4500 »	»	»	»
49	Restauration de l'empierrement entre Colleret et Cousolre.....	18000 »	»	»	»
	Rechargement de la chaussée empierrée, entre Maubeuge et Ferrière-la-Grande.....	18037 40	15000 »	3037 40	1807 40
	Rechargement de la chaussée entre Ferrière-la-Grande et Cerfontaine et entre Colleret et Cousolre.....	34000 »	»	»	»
	Restauration du pavage de la traverse de Ferrière-la-Grande	9500 »	»	»	»
	TOTAUX pour les travaux neufs et de grosses réparations à exécuter sur les fonds du budget ordinaire (2e catégorie).....	1.863.688 59	307.377 82	118.764 26	426.142 08

COURS D'EXÉCUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer.	OBSERVATIONS.
30500 »	Projet approuvé le 1er juillet 1882.
5100 »	Projet approuvé le 28 juillet 1856. — La plantation de cette route est belle. Le projet a pour but de combler des lacunes qui déparent l'ensemble.
»	Travaux adjugés le 17 mars 1879
2795 41	Travaux adjugés le 17 mars 1879.
34000 »	Projet approuvé le 30 décembre 1879. — La portion de chaussée pavée dont la réfection fait l'objet de ce projet est depuis longtemps en voie de dépérissement et il y a urgence à la remettre en état.
53000 »	Projet approuvé le 3 novembre 1879. — Pavage rouagé, usé et raboteux. Le sable fait défaut.
17000 »	Projet approuvé le 9 novembre 1880.
14922 40	Travaux adjugés le 12 mars 1880.
3928 36	Projet approuvé le 1er mars 1882.
17723 20	Projet approuvé le 12 janvier 1881.
57000 »	Projet approuvé le 15 novembre 1880.
67000 »	Projet approuvé le 28 juin 1882.
»	Projet approuvé le 22 mai 1882
»	Adjudication du 7 septembre 1881,
5000 »	Prsjet approuvé le 13 mars 1881. — Sa réalisation est réclamée avec instance par les populations.
4500 »	Projet approuvé le 16 novembre 1866. — Consolidation à faire au-dessus d'anciennes carrières abandonnées
18000 »	Projet approuvé le 21 octobre 1864. — Chaussée usée et ruinée. Le blocage est à découvert, mais on a toujours ajourné ce travail à cause de la faible circulation que dessert cette partie de route.
»	Travaux adjugés le 26 janvier 1880.
34000 »	Projet approuvé le 27 avril 1882.
9500 »	Projet approuvé le 19 juin 1873. — Ce pavage se trouve en assez mauvais état, et cette situation a soulevé des réclamations de la part du Conseil municipal de Ferrière-la-Grande : mais, comme urgence, cette amélioration doit passer après un grand nombre de celles qui précèdent.
1122546 51	

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES TRAVAUX NEUFS EN

Nos des routes.	INDICATION DES TRAVAUX.	ESTIMATION des dépenses.	CRÉDITS antérieurs à 1882	CRÉDITS de 1882.	CRÉDITS Totaux.
					2e section.
2	Elargissement des ponts et passages militaires dans la ville de Maubeuge, à la porte de Mons.....	35000 »	»	»	»
17	Amélioration des pavages et des trottoirs dans la traversée des fortifications à Douai, porte de Paris.....	20000 »	»	»	»
	Ouverture d'un second passage à travers le corps de place à la porte de Lille, à Douai.....	62800 »	46000 »	»	46000 »
	Elargissement de la porte de Selle, à Cambrai	80000 »	»	»	»
	Amélioration de la porte de Paris, à Douai	11000 »	25000 »	»	25000 »
29	Amélioration des passages militaires dans la traversée de la porte de Catimpré, à Cambrai.....	110500 »	»	»	»
43	Ouverture d'un double passage à travers le corps de place, à la porte de Béthune à Douai.....	100000 »	»	»	»
	Elargissement de la porte de Valenciennes à Douai	105000 »	90000 »	»	90000 »
45	Elargissement à la porte du Quesnoy, à Valenciennes...	90000 »	»	»	»
	Elargissement à la porte de Lille, à Valenciennes.....	72000 »	»	»	»
50	Elargissement dans la traversée des fortifications de Douai	14000 »	»	»	»
	Totaux pour les travaux de rectifications à exécuter sur les fonds de la 2e section (travaux extraordinaires)..	14000 »	161000 »	»	161000 »

COURS D'EXECUTION ET DES PROJETS APPROUVÉS.

CRÉDITS restant à allouer	OBSERVATIONS.
	TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.
35000 »	Projet approuvé en principe le 23 mai 1865. Le projet d'exécution, dont les détails étaient à régler de concert par le Directeur des fortifications et l'Ingénieur en chef, a été approuvé par l'Administration supérieure le 19 juin 1871.
20000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 6 février 1882.
16800 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 10 janvier 1879. — La ville de Douai a payé une subvention de 10,000 francs.
80000 »	
75000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865. — L'étude complémentaire, prescrite par la Commission mixte, par décision du 22 mai 1865, a fait l'objet d'une conférence ouverte le 22 juin 1869, et a été approuvée par décision ministérielle du 12 mai 1870. Un nouveau projet a été approuvé par décision ministérielle du 20 juillet 1881. — Les travaux sont en cours d'exécution. La somme de 110,000 francs comprend une subvention de 10,000 francs à payer par la ville de Douai.
110500 »	Le projet est approuvé par décisions des 13 août 1861 et 1er octobre 1866. Les travaux à exécuter par le service civil, lesquels sont évalués à 12,000 francs, devront faire l'objet d'un projet spécial, propre à être mis en adjudication.
100000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 27 novembre 1879. La somme de 100,000 francs comprend une subvention de 10,000 francs à payer par la ville de Douai.
15000 »	Projet approuvé le 11 juillet 1881. — La somme de 105,000 comprend la part contributive du Ministère de la Guerre, montant à 25,000 francs et une subvention de 15,000 francs à payer par la ville de Douai.
90000 »	Projet d'exécution approuvé par décision ministérielle du 2 avril 1870. — Le Génie étudie actuellement la modification de ce projet qui sera établi sur des bases entièrement nouvelles.
72000 »	Projet approuvé en principe par décision du 10 juillet 1865. — Le projet d'exécution est à dresser par le Chef du Génie, de concert avec les Ingénieurs des Ponts et Chaussées.
14000 »	Projet approuvé par décision ministérielle du 29 juin 1865.
628300 »	

III. — Ojbets divers.

D'après le recensement de 1876, la fréquentation des 15 routes nationales du Nord, dans la traversée du département, se répartit comme suit :

Inférieure à 200 colliers : Néant.

De 200 à 400 colliers,	5	routes développant ensemble	185	kil., soit	31	%
De 400 à 600 id.	5	id.	234	id.	40	%
De 600 à 800 id.	4	id.	115	id.	19	%
De 800 à 1000 id.	1	id.	58	id.	10	%

On procède en ce moment, à un nouveau recensement de circulation, sur les routes nationales.

Il existe sur les routes nationales du Nord, 145 traverses proprement dites de villes et villages dont les plans d'alignement se trouvaient, au 31 décembre 1881, dans la situation suivante :

Nombre de plans homologués		143
Projets étudiés et entre les mains	de l'administration supérieure	1
	des ingénieurs	»
Projet à l'étude		2
Projets à étudier		»
TOTAL		145

Un décret du Président de la république en date du 19 janvier 1880, a déclaré d'utilité publique, les travaux à exécuter pour le remplacement du passage à niveau actuel sur la route nationale N° 2 par un passage supérieur (chemin de fer de Saint-Quentin à Erquelines, par Maubeuge).

IV. — Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général deux dernières sessions.

Numéros des pages des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
334	1er septembre 1881. — Le Conseil d'arrondissement d'Avesnes, tout en constatant que la chaussée empierrée de la route nationale N° 2 n'est par dans un état parfait d'entretien dans la traverse d'Etrœungt et qu'il y a lieu de remplacer de vieilles bordures dans la partie qui s'étend d'Avesnes à la frontière, renouvelle le vœu, déjà si souvent exprimé, que cette route soit rectifiée dans la traverse de Maubeuge, à l'endroit des maisons dites du Bon-Cœur.	Le relevé à bout de la rue des Grands-Degrès (traverse de la route nationale N° 2 à Etrœungt a été commencé en 1881; cette amélioration du pavage sera continuée en 1882. Quand à la rectification demandée pour la traverse de Maubeuge, vis-à-vis les maisons dites du Bon-Cœur, on doit observer que la largeur est suffisante pour la circulation publique; cette amélioration ne paraît donc devoir être réalisée que si les propriétaires acceptent un prix raisonnable et si la ville de Maubeuge prend à sa charge une partie des dépenses à faire.
334	En ce qui concerne la route nationale N° 45, il appuie la délibération du Conseil municipal du Quesnoy contre le projet de détournement de cette route et demande énergiquement le maintien de l'état de choses actuel. La chaussée de la route nationale lui semble un peu rugueuse, mais vu la faible circulation qui s'y fait, son état d'intretien lui paraît suffisant.	L'Ingénieur en chef a émis un avis conforme au væu formulé ci-contre; l'Administration supérieure n'a pas encore statué.
334	Le Conseil d'arrondissement de Douai demande que le crédit d'entretien des routes nationales soit porté de 43,000 fr. à 60,000 frs. et recommandant spécialement à l'attention du	Il serait très désirable que le crédit d'entretien des routes nationales fût augmenté, ainsi que le demande le Conseil d'arrondissement de Douai. Un crédit de 8,000 francs a été alloué en

Numéros des pages des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	service la route N° 43 qui paraîtrait devoir profiter surtout de l'augmentation de crédit si elle était accordée.	1882 pour l'amélioration du pavage de la route nationale N° 43, entre Lewarde et Dechy.
334	Le Conseil d'arrondissement d'Hazebrouck a émis les vœux 1° Que des crédits suffisants soient alloués pour les travaux dont les projets sont approuvés, savoir : Le remaniement de la partie de la route nationale N° 42, de Lille à Boulogne, comprise entre Météren et Flêtre et entre le chemin de fer du Nord et Bavinchove. Le remaniement de la chaussée pavée entre le point kilomètrique 38,800 et Flêtre sur une longueur de 1200 mêtres. Le remaniement de la chaussée pavée entre les points kilomètriques 35k.5 et 37k. sur 1500 mètres de longueur.	Ces crédits n'ont pas encore été accordée, ils seront demandés à l'exercice 1883.
334	Le remaniement du pavage de la partie de la route nationale n° 16, de Paris à Dunkerque, située entre Hazebrouck et la Bréarde ; L'établissement des zones empierrées le long du pavage de la route entre Dunkerque à Hazebrouck ; Le remaniement de cette route entre le point kilométrique 17k 400 et l'Hazewinde, sur une longueur de 750 m. ; 2° Que ces travaux soient exécutés le plus tôt possible.	Ce travail sera terminé en 1882. Le projet est approuvé ; le crédit sera demandé en 1883. Ce travail sera poursuivi le plus rapidement possible sur les crédits d'entretien.
	Le Conseil d'arrondissement de Valenciennes, après avoir donné son adhésion aux demandes de crédits formulées dans	C'est avec raison que le Conseil d'arrondissement du Valenciennes signale l'urgencc de l'élargissement de la porte

Numéros des pages des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	le rapport et reconnu l'opportunité de l'étude des projets ayant pour but l'élargissement des portes de Lille et du Quesnoy à Valenciennes, insiste tout particulièrement pour que l'élargissement de la porte Ferrand, devenu surtout indispensable depuis la mise en exploitation des lignes de tramways, obtienne la priorité sur les deux autres projets.	Ferrand à Valenciennes. M. le Ministre de la Guerre, a donné, le 15 décembre 1881, son adhésion aux dispositions arrêtées dans la conférence mixte du 25 octobre de la même année, pour l'élargissement de la route nationale N° 45, à la porte Ferrand, sous la condition que le projet sera modifié, ce qui exige une nouvelle conférence qui sera très prochainement ouverte par M. le Chef du génie.
334	Enfin, le conseil d'arrondissement de Dunkerque émet le vœu qu'il soit établi des zones empierrées le long du pavage de la route n° 16, de Dunkerque à Hazebrouck ;	Le projet est approuvé, un crédit sera demandé sur l'exercice 1883.
	Demande l'élargissement de la route N° 40, au passage de la demi-lune 16, à Gravelines, et émet le vœu que le passage entre le 1er et le 2e pont de la porte de Calais soit élargi.	Le projet d'élargissement du passage de la demi-lune 16 est soumis à l'examen de l'Administration supérieure.

Dressé par l'Ingénieur en Chef soussigné,

Lille, le 20 juillet 1882.

DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD.

ROUTES DÉPARTEMENTALES.

SITUATION DU SERVICE AU 1er JUILLET 1882.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Exposé de l'ensemble du service.

Les routes départementales du Nord sont au nombre de 26, et à la fin de 1881, elles présentaient un développement de 514 kilomètres 634 mètres, ainsi répartis :

Chaussées pavées.....	356 kil.	428 m.	ou 69 %.
Chaussées empierrées.....	158	206	ou 31 %.

Sur ces 26 routes, il en est 7 qui sont d'anciennes routes nationales de 3e classe, et qui ont reçu leur caractère actuel, sans qu'il ait été réclamé aucun sacrifice aux localités intéressées.

6 autres construites à neuf ou constituant d'anciens chemins vicinaux paraissent également avoir été classées sans aucune participation pécuniaire spéciale des intéressés.

Mais les 13 routes restantes (Nos 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 23, 24 et 26), qui développent ensemble un parcours de 304 kilomètres; c'est-à-dire près de deux tiers de l'étendue totale du réseau départemental, n'ont été admises dans ce réseau qu'après que les arrondissements, les communes et les particuliers intéressés ont eu acheté l'usage gratuit de ces voies, en payant, pour leur construction et leur mise en état, les subventions spéciales qui se sont élevées à la somme de 2,270,000 fr.

Les Chaussées pavées prédominent dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que les chaussées empierrées sont situées principalement dans les arrondissements de Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes.

A part un très petit nombre de routes de l'arrondissement de Dunkerque, dont la fréquention est médiocre, et de l'arrondissement d'Avesnes, qui sont assises sur un bon sol et entretenues avec des matériaux d'une qualité convenable, les voies de communication sont d'un entretien coûteux, et toutes, d'ailleurs, exigent des soins très intelligents et très assidus. La circulation y est généralement considérable et elle devient énorme et écrasante sur quelques-unes, comme les routes 10, de Valenciennes à Bohain, 14, de Lille à Courtrai, et 24, d'Hélesmes à Denain, où la fréquentation varie de 1,381 à 1,737 colliers par jour. La plupart de ces voies de communication sont établies sur un sol glaiseux et se développent dans des régions plates où l'écoulement des eaux est très difficile. Enfin plusieurs routes, construites primitivement avec des matériaux défectueux de forme, de nature et de dimensions, demandent un entretien très confortatif

Dans la subdivision du crédit d'entretien, l'on est obligé de tenir compte de cette situation, et ces circonstances, jointes à l'inégale répartition des pavages et des empierrements, ainsi qu'aux différences de la circulation, expliquent les anomalies que semblent présenter les écarts assez considérables qui existent entre les dépenses par kilomètre.

II. — Entretien.

Entretien 1883. Le crédit demandé par l'Ingénieur en chef pour l'entretien des routes départementales du Nord, pendant l'exercice 1883, est de 409,200 fr., non compris une réserve de 10,000 fr., de sorte que l'ensemble des prévisions atteint, pour 1883, le chiffre total de 419,200 fr.

Le crédit de 409,200 fr. fait ressortir le prix moyen de l'entretien à 795 fr. par kilomètre, pour les 26 routes du réseau départemental.

Quant aux propositions par routes, elles se résument de la manière suivante :

Propositions pour l'entretien en 1883.

DÉSIGNATION DES ROUTES.	Longueurs totales.	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule.	Crédits proposés pour 1883	Dépense totale par kilomètre en 1883.
	m.	tx.	fr.	fr.
N° 1, de Lille à Valenciennes	25.980	53 334	11.700	450
2, de Lille à Ypres	15.322	157.278	17.000	1.110
3, de Douai à Tournai	16.038	37.668	7.500	468
4, de Cambrai à Tournai	18.624	99.134	12.500	671
5, d'Avesnes à Philippeville	16.060	138.554	15.500	965
6, de Landrecies à Chimay	11.507	76.650	31.500	759
7, de Condé à Mons	9.025	152.533	8.000	886
8, de Condé à St-Amand	12.210	98.112	8.800	737
9, de Lille à St-Omer	16.507	55.954	38.000	820
10, de Valenciennes à Bohain	12.135	333.537	37.000	878
11, de Cambrai à Guise	18.663	178.521	11.000	750
12, d'Avesnes au Quesnoy	27.651	57.378	16.000	579
13, de Maubeuge à Maroilles	20 176	17.113	12.900	639
14, de Lille à la frontière belge	22.302	390.769	26.000	1.116
15, de Dunkerque à Furnes	13.610	36.755	9.000	659
16, de Lens à Estaires	5.290	69.386	5.500	1.010
17, de Morbecque à Aire	7.086	50.552	7.500	1.058
18, de Béthune à Armentières	1.880	52.961	1.000	820
19, de Roubaix à Tournai et à St-Amand	13.567	132.711	30.500	677
20, de Cassel à la frontière belge	11.323	30.988	8.000	707
21, de Bergues à Saint-Momelin	21.911	29.163	15.500	706
22, de Lille à Tourcoing	9.112	167.863	8.500	933
23, de Cambrai à Malplaquet	51.162	203.151	52.000	960
24, d'Hélesmes à la pyramide de Denain	7.118	355.875	6.700	911
25, Ceinture de Maubeuge	1.805	101.506	2.100	1.163
26, Ceinture de Cambrai	2.507	815.775	3.500	1 396
TOTAUX	511.631	3.925.821	109.200	» »
Moyenne		131 393	» »	795
Réserves pour besoins imprévus			10.000	
Ensemble			119.200	

Dans les rapports qu'ils ont présentés pour les délibérations des commissions de surveillance et dans ceux qu'ils ont spécialement fournis pour la prochaine session du Conseil général, MM. les Ingénieurs d'arrondissement ont exposé avec développements étendus pour chaque route en particulier, tout ce qui se rattache à leur service et justifie l'emploi des crédits dépensés en 1881 et à dépenser en 1882.

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire, étendre l'usage des porphyres et des grès durs, pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées et consacrer la plus forte partie des crédits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux.

Il est très important de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les routes dont la circulation est très importante et qui ont à souffrir un excès d'humidité, et si on n'a pas exécuté de nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement, n'ayant pas été autorisés par une décision

spéciale. En vue de faciliter ce contrôle, il a été opéré un dépouillement général de la comptabilité en 1881 : les résultats de ce travail sont consignés dans les deux tableaux ci-joints dont le premier s'applique aux pavages et le second aux empierrements.

Ils ont été dressés conformément aux prescripttons de la dépêche préfectorale, en date du 29 avril 1879, et indiquent la décomposition des dépenses de l'année précédente, et le calcul de l'entretien normal, c'est-à-dire du crédit jugé actuellement nécessaire pour assurer la conservation des chaussées.

Le crédit d'entretien des routes départementales non compris la réserve, a été fixé pour 1882 à 408,700 fr., le crédit demandé pour 1883 est de 409,200 fr. chiffre qui diffère peu de celui du crédit alloué sur l'exercice 1882.

Les crédits demandés pour l'entretien des chaussées en 1883 paraissent indispensables pour compenser l'usure annuel et faire face à l'augmentation du prix des matériaux et de la main-d'œuvre. On verra ci-après, dans le résumé des propositions budgédaires, que le crédit total demandé pour le service des routes départementales en 1883, est notablement inférieur à la dépense moyenne des années précédentes.

III. — Travaux neufs et de grosses réparations.

Les crédits demandés sur l'exercice 1883, montent en totalité à 87,600 francs.

Le tableau ci-après reproduit la liste des projets, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement, ainsi que ceux qui sont demandés sur l'exercice 1882, tant pour continuer les travaux de cette catégorie que pour entreprendre ceux de nouveaux projets.

Propositions pour les travaux de

Nos des articles.	No de la route	INDICATION DES TRAVAUX.	MONTANT des projets ou des dépenses autorisées.	CRÉDITS ALLOUÉS		
				Antérieurement à 1882.	en 1882.	TOTAUX.
1	2	Remaniement sur 850 mètres, entre Quesnoy et la Lys.....	33.398 15	10.000 »	10.000 »	20.000 »
2	6	Rechargement entre Glageon et Trélon..	9.000 »	»	»	»
3	7	Curage de l'Hogneau et restauration des digues.....	13.895 35	»	9.000 »	9.000 »
4	9	Elargissement du pont des Morts, à Merville	5.893 69	»	5.000 »	5.000 »
5	13	Rechargement entre les bornes 3 k. 3 et 5 k. 5, 8, 9 et 11, 1	14.000 »	»	»	»
6	19	Remaniement de la chaussée entre le pont de Forest et le passage à niveau du chemin de fer.....	40.000 »	»	»	»
7	21	Reconstruction du pont de l'Erkelsbrugghe.....	4.500 »	»	4.000 »	4.000 »
8	22	Remaniement entre Marcq-en-Barœul et Mouveaux	76.092 45	14.000 »	15.000 »	29.000 »
9	23	Construction de pavage entre les points kilométriques 8450 et 8635, et entre 9,200 et 9,734	26.150 22	»	10.000 »	10.000 »
10	23	Construction de pavage dans la traverse de Frasnoy et rechargement de la chaussée empierrée	49.349 72	12.000 »	12.000 »	24.000 »
11	23	Construction de pavage aux abords de Bavai.....	68.000 »	»	»	»
12	24	Elargissement entre Bellevue et Denain.	26.039 82	»	7.000 »	7.000 »
13	»	Achat d'un cylindre compresseur.....	3.400 »	»	»	»
		TOTAUX.....	369.719 40	36.000 00	72.000 »	108.000 »

TOTAL des crédits demandés pour travaux de grosses réparations en 1883..... .....

grosses réparations en 1882.

DÉPENSES restant à faire.	CRÉDITS demandés pour 1883.	OBSERVATIONS.
13.398 15	13.398 15	Travail en cours d'exécution, à terminer en 1883.
9.000 »	8.000 »	Voir le projet ci-joint montant à 9000 fr.
4.895 35	4.895 35	Voir le rapport ci-joint.
893 69	893 69	Travail à achever en 1883.
14.000 »	6.000 »	Voir le projet ci-joint montant à 14,000 fr.
40.000 »	7.000 »	Voir le projet ci-joint, montant à 40,000 fr.
500 »	500 »	Solde des Travaux.
47.092 45	13.512 81	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1883.
16.150 22	9.000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1883.
25.349 72	8.000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1883.
68.000 »	6.000 »	Voir le projet ci-joint, montant à 68,000 fr.
19.039 82	7.000 »	Travaux en cours d'exécution, à continuer en 1883.
3 400 »	8.400 »	Voir le rapport ci-joint.
261.749 40	87.600 »	
.....	87.600 »	

Résumé des propositions budgétaires.

Les crédits demandés pour l'entretien, en 1883, des routes départementales, ont été indiquées au § II du présent rapport.

Le montant total de ces crédits s'élève à	419,200 fr.	»
Les crédits demandés pour travaux de grosses réparations ont été énumérés par entreprise dans le tableau ci-dessus, et montent en totalité à..	87,600	»
TOTAL pour l'entretien et les grosses réparations des routes départementales pour 1883.....	506,800	»

Les crédits demandés pour les frais généraux, en 1883, correspondent aux dépenses suivantes :

1° Traitement et frais fixes de résidence des conducteurs et agents secondaires.....	63,830 fr.	»

Cette dépense se trouve détaillée dans l'état ci-annexé, pièce n° 2. Il importe de remarquer qu'elle concerne le service des routes départementales et celui des chemins vicinaux de grande communication. En fait, le nombre des agents n'a pas augmenté depuis 21 ans au moins, malgré l'extension du réseau, le développement donné aux travaux la multiplicité et l'importance infiniment plus grande des affaires.

2° Frais de découchers et de déplacements	5,100	»
3° Sommes à valoir en prévision d'avancement et de secours.....	1,500	»

Cette réserve est nécessaire pour faire face à des dépenses dont le chiffre est incertain et que les décisions ministérielles qui les provoquent rendent obligatoires.

Frais d'impression.....	2,570	»

On demande une légère augmentation pour ce service, pour faire face aux nécessités qu'exige le recensement de la circulation sur les routes départementales, et à la préparation des baux d'entretien qui doivent être renouvelés.

5° Traitement des ingénieurs, comme en 1882.....	8,000	»
6° Gratification de fin d'année pour les conducteurs et agents secondaires	3,500	»

Cette dépense a exclusivement pour but de récompenser, chez les conducteurs et agents les plus méritants, le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés dans des services difficiles, pénibles et onéreux.

TOTAL de frais généraux.....	84,500	»

Les frais généraux montaient, en 1882, à 87,500 francs ; on ne demande pour 1883 que 84,500 francs ; il en résultera une économie de 3,000 francs, provenant de ce que des agents, que M. le Ministre des Travaux publics a admis à faire valoir leurs droits à la retraite, ont été remplacés par des agents plus jeunes et moins rétribués.

La moyenne des dépenses faites pendant les dix dernières années pour l'entretien et les grosses réparations des routes départementales du Nord, s'élève à 615,630 franc, comme l'indique la récapitulation suivante :

Dépenses faites	en 1873.....	651,345 fr.	14
Id.	en 1874.....	806,430	25
Id.	en 1875.....	691,114	28
Id.	en 1876.....	584,409	»
Id.	en 1877.....	599,491	44
Id.	en 1878.....	592,875	57
Id.	en 1879...	557,485	73
Id.	en 1880.....	633,349	14
Id.	en 1881.....	533,618	13
Id.	en 1882.....	506,200	»
TOTAL.....		6,156,309	68

Les prévisions des dépenses pour 1883 ne montent qu'à 506,800 fr. soit une différence de 108,830 fr. ou une réduction de 17 pour cent sur la dépense moyenne des dix dernières années.

IV. — Objets divers.

Classements. Aucune route départementale n'est en construction ; toutes les routes classées sont à l'état d'entretien.

Comptabilité Le service de la comptabilité continue à s'opérer scrupuleusement dans tous ses détails suivant les règles prescrites par l'administration supérieure. Il ne soulève jamais de difficultés de la part, soit des administrations appelées à y participer ou à le contrôler.

Le mode de paiement par voie de régie est supprimé dans tout le service Tout fait de dépenses est l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant-droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques. Cet excellent système fonctionne sans aucune espèce de difficultés.

Personnel. Le service des cantonniers est l'objet d'une attention particulière de la part des Ingégénieurs et des Agents sous leurs ordres. Aucune mesure n'est négligée pour assurer leur exactitude, stimuler leur zèle et imprimer à leurs travaux une bonne direction. Les bons ouvriers paveurs se recrutent très difficilement.

Plantations. Aucun crédit n'a été alloué en 1882 pour plantations nouvelles, et l'on s'est borné à l'entretien des anciennes, entretien extrêmement difficile aux abords des grands établissements industriels et particulièrement des exploitations houillères et des fabriques de sucre.

Fréquentations. D'après le recensement opéré en 1876, la fréquentation des 26 routes départementales du Nord se répartit comme suit :

Inférieures à 200 colliers :	5	routes développant ensemble	68	k.	soit 13 %.
de 200 à 400	id. 10	id.	191		37
de 400 à 600	id. 3	id.	78		15
de 600 à 800	id. 4	id.	52		10
de 800 à 1000	id. 1	id.	53		10
de 1000 à 1500	id. 2	id.	64		13
de 1737	id. 1	id.	7		2

On opère cette année un nouveau recensement de circulation sur les routes départementales.

Plans d'alignement. Il existe sur les routes départementales du Nord, 109 travaverses proprement dites de villes et de villages, dont les plans d'alignement se trouvaient, au 1er mai 1882, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains de l'Administration.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains des Ingénieurs	Projets à l'étude.	Projets à étudier.	TOTAUX.
Dunkerque	8	»	»	»	»	8
Lille	30	1	»	4	»	35
Douai	17	»	»	»	»	17
Valenciennes	17	»	»	»	1	18
Cambrai	12	»	»	1	»	13
Avesnes	12	»	»	2	4	18
TOTAUX	96	1	»	7	5	109

Ce travail se poursuit conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 16 novembre 1869, avec autant d'activité que le permettent les autres exigences du service.

Police de la voirie. La police de la voire s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses. L'intervention toujours conciliante des agents, a pour résultat de satisfaire les besoins et les exigences légitimes du public, sans porter atleinte au respect dû aux règlements.

Les agents des ponts et chaussées obtiennent assez généralement de MM. les Maires, un concours actif et énergique pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté et en rapport avec les travaux d'assainissement exécutés depuis plusieurs années.

Il serait désirable qu'ils pussent trouver partout cette utile intervention.

V. — Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général pendant les deux dernières sessions.

N° des pages des délibérations du Conseil.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	Séance d'Août 1881.	
	Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général a émis le vœu qu'un pavage soit substitué à l'empierrement sur la route départementale n° 23 : 1° aux abords de la gare de Quesnoy : 2° aux abords de la gare de Bavai.	Un projet a été dressé pour la construction d'un pavage aux abords de la gare de Bavai ; un crédit de 6000 fr. est demandé aux propositions budgétaires, pour commencer l'exécution de ce projet qui est ci-joint. Quant à la section située aux abords de la gare de Quesnoy, elle fait l'objet d'un projet de rechargement qui a été approuvé par le Conseil général et a été adjugé le 29 septembre 1880 ; un crédit de 8000 fr. est demandé aux propositions budgétaires pour la continuation de ce projet. Dans le cas où l'assemblée départementale jugerait utile de le modifier en substituant un pavage au rechargement, il en résulterait une augmentation de dépenses de 21,300 fr.
	Séance d'Avril 1882.	
	Néant.	

VI. — Annexes.

Au présent rapport sont annexés :

1° Six rapports dans lesquels MM. les Ingénieurs exposent avec des détails complets, la situation générale de leur service et celle de chaque route en particulier;

2° État des sommes à allouer pour traitements et indemnité de résidence des conducteurs et agents secondaires à employer en 1883 ;

3° Un projet de rechargement de la route départementala n° 6, entre Glageon et Trélon ;

4° Un projet de rechargement de la route départementale n° 13, entre Bachant et la gare d'Aulnoye ;

5° Un projet de remaniement de la route départementale n° 19, entre le pont de Forest et le passage à niveau du chemin de fer ;

6° Un projet de construction de pavage aux abords de Bavai, sur la route départementale n° 23 ;

7° Un rapport demandant l'achat d'un cylindre compresseur ;

8° Rapport sur les travaux de curage de l'Hogneau.

Lille, le 8 Juillet 1882.

L'Ingénieur en chef du département du Nord,
DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION.

Situation du service au 1er *juillet* 1882.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

I. — Situation générale.

Les chemins vicinaux de grande communication du département du Nord sont au nombre de 76 et présentent un développement total de 908,311 mètres, dont la moitié environ, revêtue de chaussées pavées, prédomine dans les arrondissements de Lille, Douai, Valenciennes et Cambrai, tandis que l'autre moitié, avec chaussées empierrées, est située principalement dans les arrondissements de Dunkerque, d'Hazebrouck et d'Avesnes.

Le nombre des chemins de grande communication sera porté à 78 par suite du classement du chemin N° 31, de Gognies-Chaussée à Aulnoye, mitoyen avec la Belgique, et du chemin N° 66, de Fourmies à la gare.

La longueur des chemins vicinaux de grande communication à entretenir en 1883, sera de 910,797 mètres, savoir :

Longueur actuelle	908,311 m.»
Chemin N° 31, en construction. (Les travaux seront terminés en 1882)...	1,476 »
Chemin N° 66, de Fourmies à la gare (Classement du 21 avril 1882).....	400 »
Annexe du chemin N° 35, chemin de la station d'Aniche	270 »
id. N° 47, de la place à la station d'Aniche.....	340 »
Longueur totale à entretenir en 1883.....	910,797 m.»

78

Parmi les chaussées pavées, un certain nombre, de construction relativement récente, n'ont besoin que d'être élargies et consolidées pour l'établissement de zones latérales d'empierrement. Mais il existe encore quelques vieilles chaussées, et celles-ci, construites primitivement avec des matérianx informes, que l'usure a achevé de dénaturer, et dont les joints sont presque complètement dégarnis, demandent un remaniement complet.

Quant aux chaussées empierrées, elles ont été originairement établies avec des matériaux de qualité médiocre, sur de faibles épaisseurs, presque partout sans fondation, même sur les terrains les plus fluides et avec une largeur tout-à-fait insuffisante. Aussi réclament-elles des soins infinis de la part du service d'entretien, dans les régions plates et ombragées des arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, dans les terrains glaiseux de l'arrondissement d'Avesnes, et dans les arrondissements de Lille, Douai et Valenciennes où la circulation est très considérable et les chargements généralement très lourds.

La situation de ces lignes, au 31 décembre 1880, était la suivante :

Longueur de l'état d'entretien		830,192 m.»
id.	de viabilité	77,711 »
id.	en construction	»
id.	en lacune	408 50
Total		908,311 50

Au 31 décembre 1881, la situation se trouve modifiée comme suit :

Longueur de l'état d'entretien		849,337 m.»
id.	de viabilité	58,566 »
id.	en construction	1,884 50
id.	en lacune	999,999 »
Total		909,787 50

II. — Entretien.

Exercice 1881. Le crédit total dépensé en 1881, pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication du Nord, a été de 781,930 fr. 97 c., somme qui se décompose comme suit :

Travaux de toute nature	Chaussées, ouvrages d'art, etc..	750,830 97
Frais généraux proprement dits	Indemnités de terrain, dommages et dépenses diverses	31,100 »
Total pareil		781,930 97

ce qui fait ressortir la dépense kilométrique moyenne pour travaux proprement dits, à 861 francs pour une longueur de 907,903 mètres entretenue en 1881.

Circulation. La comparaison entre les deux recensements de 1869 et de 1876 s'établit comme il suit :

	D'après le recensement EN 1869	D'après le recensement EN 1876
Nombre moyen de colliers par jour, sur l'ensemble du réseau :		
» » à charge.....	207	218
» » à vide.....	106	115
TOTAUX.....	313	333
Circulation réduite ... Le nombre total des colliers à charge, plus le quart du nombre des colliers à vide...	233	247

On opère, cette année, un nouveau recensement de circulation sur les chemins de grande communication.

Exercice 1882. Le budget d'entretien, pour l'exercice 1882, s'élève au chiffre total de 749,630 francs; en outre, une réserve de 15,000 francs est inscrite au budget, pour besoins imprévus. La somme de 749,630 francs sera régulièrement et utilement dépensée ; on y ajoutera sur la réserve les crédits qu'exigeront les besoins qui se révèleront d'ici à la fin de l'exercice.

Le crédit de 749,630 fr., appliqué à une longueur de 907,903 mètres, correspond à un prix moyen de 826 francs par kilomètre.

Exercice 1883. Le crédit total demandé par l'Ingénieur en chef, pour l'entretien de l'exercice 1883 est de 754,130 francs, non compris la réserve qui s'élève à 15,000 fr. Ce crédit est un peu supérieur à celui qui a été accordé pour 1882, par suite de classement du chemin N° 66 de Fourmies à la gare et d'annexe au chemin N° 35.

Le crédit demandé pour 1883 fait ressortir le prix du mètre courant d'entretien comme il suit :

Maximum : 1 fr. 43 c. pour le chemin N° 48, de Lomme à Loos, situé dans la banlieue de Lille et qui comprend plusieurs ouvrages d'art et notamment un pont-tournant sur la Deûle, dont l'entretien est à la charge du chemin.

Minimum : 0 fr. 43 c. pour le chemin N° 3, d'Hondschoote à Watten, latéral à un canal et d'un approvisionnement peu coûteux.

Moyenne : 0 fr. 83 c. pour les 78 chemins de grande communication du département. Quant aux propositions par chemin, elles se résument de la manière suivante :

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS. 1	LONGUEUR Totale. 2	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule. 3	Crédits demandés pour 1883. 4	Ressources propres au chemin. 5	Différence à demander à la subvention départementale. 6	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1883. 7	Montant des subventions présumées pour 1881 et applicables aux travaux de l'exercice 1883. 8
	m.	tx.	fr.	fr	fr.	fr.	fr.
1 De Dunkerque à St-Omer.....	19578	29492	10800 »	3600 »	7200 »	0 55	»
2 De Dunkerque à Bourbourg	12080	8650	7500 »	2400 »	4800 »	0 62	300
3 D'Hondschoote à Watten.....	38072	32156	16500 »	5400 »	10800 »	0 43	300 »
4 De Bergues à Furnes.....	12012	26024	6150 »	2037 »	4073 »	0 51	40 »
5 De Bergues au pont St-Folquin..	13653	25039	8500 »	2833 »	5667 »	0 63	»
6 De Lille à Lannoy.....	8040	108697	8000 »	2592 »	5185 »	0 87	223 »
7 De Lomme à Fournes	9558	92345	8000 »	2452 »	4903 »	0 84	645 »
8 De Douai à Seclin.....	29496	101324	21000 »	6390 »	12780 »	0 70	1830 »
9 De Mouveaux à la frontière.....	11513	387046	15500 »	5058 »	10117 »	1 34	325 »
10 De Douai à Bapaume.....	6546	154103	6000 »	1505 »	3010 »	0 91	1485 »
11 De Cassel à Gravelines.....	34402	19746	22000 »	7333 »	14667 »	0 64	»
12 De Quesnoy à Linselles.....	6334	19162	5000 »	1434 »	2868 »	0 78	698 »
13 De Valenciennes à Somain.....	19373	112091	14500 »	4356 »	8714 »	0 75	1430 »
14 D'Armentières à Ypres.....	7113	113843	8000 »	1772 »	3545 »	1 12	2683 »
15 D'Esnes à Busigny	16085	142751	15000 »	4895 »	9790 »	0 93	315 »
16 De Solesmes à Caudry.....	9734	141656	8200 »	2270 »	4540 »	0 84	1390 »
17 D'Hondschoote à Zeggers-Cappel	23976	34638	20500 »	6824 »	13648 »	0 86	28 »
18 De Bailleul à Ypres.....	4106	39383	4000 »	1333 »	2667 »	0 97	»
19 De Sainghin à Pont-à Marcq.....	9252	47851	5000 »	1598 »	3197 »	0 54	205 »
20 De Solre-le-Château à Trélon, Rond-Buisson et Hirson.....	36404	109317	38000 »	11368 »	22737 »	1 04	3895 »
21 De Saint-Amand à Hellesmes....	9455	188997	9200 »	2948 »	5897 »	0 97	355 »
22 D'Englos à Haubourdin.....	1890	134101	2200 »	558 »	1117 »	1 16	525 »
23 De Bailleul à Merville.....	21540	42924	20500 »	6833 »	13667 »	0 95	»
24 D'Avesnes à Gussignies	22072	109371	16500 »	5246 »	10492 »	0 75	762 »
25 D'Arleux à Orchies.....	20018	69313	16000 »	4503 »	9007 »	0 79	2490 »
26 De Merville à Béthune.	1770	21462	2000 »	667 »	1333 »	1 13	»
27 De Maubeuge à Solre-le-Château	13381	57889	8600 »	2772 »	5545 »	0 64	283 »
28 De Maubeuge à Binche.....	8665	69167	5680 »	1818 »	3636 »	0 65	226 »
29 De Berlaimont à la gare d'Aulnoy	1682	»	1350 »	397 »	793 »	0 80	160 »
30 De Carvin à Orchies.....	9101	91469	6300 »	2017 »	4033 »	0 71	450 »
31 De Gognies-Chau-sée à Aulnois..	1476	»	300 »	100 »	200 »	0 20	»
32 D'Etrœungt à Landrecies.....	13515	57952	8000 »	2614 »	5229 »	0 59	457 »
33 D'Hazebrouck à Bailleul.....	10656	14344	8000 »	2667 »	5333 »	0 75	»
34 D'Auberchicourt a Abscon.....	5114	121800	5500 »	1202 »	2403 »	1 07	1895 »
35 De Douai à St-Amand..... ..	27492	44566	14500 »	4737 »	9473 »	0 60	2290 »
36 De Tourcoing à Quesnoy-s-Deûle.	20186	50479	12000 »	3386 »	6773 »	0 59	1841 »
37 De Lannoy à Néchin, ...	580	»	500 »	167 »	333 »	0 86	»
38 De Bailleul à Estaires.....	17138	29492	15000 »	5000 »	10000 »	0 87	»
39 De Seclin à La Bassée.....	11962	73547	10000 »	3045 »	6090 »	0 83	865 »
40 De Neuf-Berquin à Haverskerque	10348	23871	7500 »	2500 »	5000 »	0 72	»
41 D'Haubourdin à Carvin	10395	55188	9300 »	2942 »	5883 »	0 91	675 »

NUMÉROS ET DÉSIGNATION des CHEMINS. 1	LONGUEUR Totale. 2	Tonnage annuel non compris le poids du véhicule. 3	Crédits demandés pour 1882. 4	Ressources propres au chemin. 5	Différence à demander à la subvention départementale. 6	Dépense d'entretien simple par mètre courant en 1882. 7	Montant des subventions présumées pour 1879 et applicables aux travaux de l'entretien 1882. 8
	m.	tx.	fr.	fr.	r.	fr.	fr
42 De Solre-le-Château à Jeumont .	16714	97272	17500 »	5120 »	10238 »	1 05	2142 »
43 De Landrecies à Solesmes.....	15566	74058	12000 »	3627 »	7254 »	0 77	1119 »
44 De Ghyvelde à Hondschoote....	7834	28287	4400 »	1436 »	2872 »	0 36	92 »
45 De Denain à Saint-Waast.....	16812	182281	16000 »	4586 »	9173 »	0 95	2241 »
46 De Millam à Lederzeele.....	17447	21936	9700 »	3234 »	6466 »	0 55	»
47 D'Auberchicourt à Bugnicourt .	11810	191233	9800 »	2832 »	5663 »	0 83	1305 »
48 De Lomme à Loos.....	3831	61794	5500 »	1833 »	3667 »	1 43	»
49 De Denain à Mastaing.....	9030	151110	8800 »	2380 »	4760 »	0 97	1660 »
50 De Fresnes à Jenlain.....	18710	74934	20000 »	5848 »	11697 »	1 07	2455 »
51 De Seclin à Pont-à-Marcq.....	5475	58181	5000 »	1590 »	3180 »	0 91	230 »
52 Du Château à l'Arbre-de-Guise..	6295	156585	11200 »	3355 »	6710 »	1 78	1135 »
53 Dit de Courchelettes.....	4118	47961	2800 »	802 »	1603 »	0 65	395 »
54 D'Etrœungt au Nouvion	4876	48399	4000 »	1224 »	2449 »	0 82	327 »
55 De Bailleul à l'Abeele.....	12356	23051	12500 »	4167 »	8333 »	1 01	»
56 De Béthune à Estaires.....	1105	»	1200 »	400 »	800 »	1 08	»
57 De Caestre à Vieux-Berquin....	7816	47486	8000 »	2667 »	5333 »	1 02	»
58 D'Armentières à la Bassée.....	16058	32156	14000 »	4350 »	8700 »	0 89	950 »
59 De Caudry à Aubencheul-au-Bois	16556	102346	15900 »	4881 »	9764 »	0 96	1255 »
60 De Marquette à Neuville-St-Rémy	15138	81731	9000 »	2833 »	5667 »	0 59	500 »
61 De Cassel à Lederzeele	11095	22958	6600 »	2200 »	4400 »	0 59	»
62 D'Estaires à Don	12499	55772	14000 »	4332 »	8663 »	1 12	1005 »
63 De Cambrai à Metz-en-Couture..	12834	87447	13000 »	4133 »	8267 »	1 01	600 »
64 D'Arras à Saint-Quentin.....	8209	63473	8000 »	2607 »	5213 »	0 97	180 »
65 D'Etrœungt à Anor.....	12316	110887	15100 »	4369 »	8738 »	1 22	1993 »
66 De Fourmies à la Gare.....	400	»	3200 »	1067 »	2133 »	0 13	»
67 De Steenwoorde à l'Hazewinde..	4395	32996	2700 »	900 »	1800	0 64	»
68 De Lomme à Quesnoy-sur-Deûle.	7289	76102	7000 »	2130 »	4262 »	0 96	608 »
69 D'Armentières à Halluin.....	13040	34456	13700 »	3713 »	7425 »	1 05	2562 »
70 De Vendegies à la Pyramide de Denain	10213	236520	10000 »	2734 »	5469 »	0 98	1797 »
71 De Maubeuge à Erquelines	10207	115559	9550 »	2996 »	5991 »	0 93	563 »
72 De Prisches au Nouvion.....	10144	57743	13500 »	4197 »	8395 »	1 33	908 »
73 De Trélon à la Capelle.....	5821	27630	2600 »	857 »	1714 »	0 47	29 »
74 De Solre-le-Château à Sivry	4192	31937	2200 »	734 »	1466 »	0 52	»
76 De Saint- Waast à la Guizette....	7375	164578	7500 »	2432 »	4863 »	1 02	205 »
77 D'Oisy à Metz-en-Couture..... ..	2380	77124	2900 »	933 »	1867 »	1 21	100 »
78 Chemin de ceinture de Valenc...	3842	83220	5000 »	1510 »	3020 »	1 30	470 »
79 Chemin de ceinture de Bergues.	1236	4927	800 »	267 »	533 »	0 65	»
Dépenses imprévues	»	»	15000 »	»	»	»	»
TOTAUX.....	910797	5765126	769130	(1) 232845	465693	»	55592 »
MOYENNES.....	»	77891	»	»	»	0 83	»

(1) Y compris 1,200 fr. subvention de l'Etat.
Chemin N° 2, 680 — N° 5, 520 } 1200 fr.

Le montant total des crédits demandés pour l'entretien s'élève à 769,130 francs ; si on retranche de cette somme le montant des subventions industrielles, des dépenses imprévues et de la subvention de l'Etat, il reste à répartir entre le département et les communes une somme de 697,338 fr., dont les deux tiers représentent, à un franc près, le total de 464,893 fr. demandé sur les fonds départementaux, attendu que le département du Nord ne demande aux communes que le tiers des frais d'entretien des chemins de grande communication. Il a été ajouté aux colonnes 5 et 6 la subvention de l'État accordée pour les chemins 2 et 5 ; cette subvention est répartie comme suit :

Chemin 2 le département les 2/3 de 680 fr. = 453 fr., les communes l'autre tiers = 227 fr.

Chemin 5 le département les 2/3 de 520 fr. = 347 fr., les communes l'autre tiers = 173 fr.

Cette subvention est comprise dans les chiffres portés aux colonnes 5 et 6 du tableau, savoir : pour la colonne 5 = 400 fr. »

colonne 6 = 800 »

Total pareil.... 1,200 fr. »

Les renseignements nécessaires pour faire connaître la situation de chacun des chemins de grande communication du département sont exposés en détail et avec toute la précision désirable, dans les rapports de MM. les Ingénieurs d'arrondissement.

Des instructions ont été données pour réduire la main-d'œuvre au strict nécessaire ; étendre l'usage des porphyres et des grès durs pour la couche supérieure des chaussées d'empierrement les plus fréquentées, et consacrer la plus forte partie des crédits disponibles à l'achat et à l'emploi des matériaux. Le maintien des crédits demandés pour l'entretien est indispensable pour mettre le service en mesure d'assurer une circulation facile, de réparer les dégradations occasionnées par les dégels et par les pluies persistantes du dernier hiver et de compenser, autant que possible l'usure annuelle occasionnée par la circulation et les intempéries, afin de ne pas laisser s'amoindrir le capital des chaussées. Des sondages sont exécutés périodiquement pour vérifier l'épaisseur des chaussées.

Quant on maintient l'épaisseur et l'uni de la chaussée au moyen de réparations faites annuellement, on satisfait mieux aux besoins de la circulation publique et on dépense moins que lorsque l'insuffisance des crédits d'entretien oblige à laisser les dégradations s'aggraver au point de nécessiter la réfection complète d'un empierrement ou d'un pavage, il est logique d'imputer sur l'entretien les dépenses qu'impose la conservation des chaussées ; ce système est conforme à l'intérêt financier du département, qui contribue dans la proportion des quatre cinquième aux travaux de grosses réparations des chemins de grande communication, et prend à sa charge les deux tiers de leur entretien. Les propositions présentées par les Ingénieurs, constituent l'application des principes établis par M. le Rapporteur du 5e bureau du Conseil général, dans la séance du 27 août 1878.

Il est très important de vérifier si les dépenses ne sont pas exagérées sur certains points, si les allocations sont suffisantes pour les chemins dont la circulation est très importante et qui ont à souffrir d'un excès d'humidité, et si on n'a pas exécuté de

nouveaux trottoirs ou d'autres travaux d'embellissement n'ayant pas été autorisés par une décision spéciale. En vue de faciliter ce contrôle, il a été opéré un dépouillement général de la comptabilité de 1881 ; les résultats de ce travail sont consignés dans les deux tableaux ci-joints, dont le premier s'applique aux empierrements et le second aux pavages. Ils ont été dressés conformément aux instructions de la dépêche préfectorale en date du 29 avril 1879, et indiquent en détail la décomposition des dépenses de l'année précédente, et le calcul de l'entretien normal, c'est-à-dire du crédit jugé actuellement nécessaire pour assurer la conservation des chaussées.

La répartition des crédits d'entretien exige une étude approfondie de la question sur les lieux ; ainsi, par exemple, le cube des matériaux d'empierrement nécessaire pour assurer la conservation d'une chaussée ne dépend pas seulement de la longueur du chemin et du nombre de colliers qui y passent ; il est subordonné à diverses circonstances très variables, telles que la qualité du sous-sol, l'exposition du chemin, la nature de la circulation, la saison pendant laquelle s'opèrent les charrois et le plus ou moins de solidité de la chaussée.

Il faut surtout que l'entretien soit dirigé par un personnel actif, intelligent et dévoué ; il ne suffit pas d'avoir de bons matériaux, il faut en bien surveiller l'emploi ; on imposerait au département et aux communes des dépenses inutiles, si on laissait les matériaux porphyriques se noyer dans la boue et s'engager en pure perte dans le sous sol.

III. — Travaux neufs et grosses réparations.

Le tableau ci-après donne la liste détaillée des projets de travaux neufs et de grosses réparations pour lesquels des crédits sont demandés sur l'exercice 1883, en indiquant les crédits qui ont été alloués antérieurement, et en justifiant sommairement les propositions des Ingénieurs.

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Dépenses autorisées ou à autoriser.	CRÉDITS ALLOUÉS antérieurement à 1882.	CRÉDITS ALLOUÉS en 1882.	CRÉDITS ALLOUÉS TOTAUX.	Crédits restant à allouer.	CRÉDITS Fonds du département
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
17	Élargissement de la chaussée entre Wormhoudt et la gare d'Esquelbecq	41589 46	6000 »	6000 »	12000 »	29589 46	9600 »
20	Elargissement sur le passage inférieur de la ligne d'Aulnoye à Anor	9548 78	» »	7000 »	7000 »	2548 78	241 02
25	Elargissement de la chaussée et construction d'un second trottoir dans la traverse de Vred	31172 32	8000 »	5000 »	13000 »	18172 32	4000 »
25	Élargissement de la chaussée et construction d'un trottoir entre le pont et la station d'Arleux	10000 »	» »	» »	» »	10000 »	6781 64
31	Construction entre Gognies-Chaussée et la station de Quiévy	59074 68	4731 »	18269 »	23000 »	6537 34	5229 89
35	Construction d'une annexe joignant le chemin à la station de Flines.	14000 »	» »	» »	» »	14000 »	5000 »
52	Rechargement de la chaussée sur 200 mètres de longueur	18477 23	9000 »	6000 »	15000 »	3477 23	2781 78
59	Amélioration des traverses de Walincourt et de Villers-Outréoux	84134 32	70526 76	7000 »	77526 76	3607 56	2886 04

PROPOSÉS POUR 1883. Fonds des communes	PROPOSÉS POUR 1883. TOTAUX.	OBSERVATIONS ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1883.
fr.	fr.	
2400 »	12000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1883.
2307 76	2548 78	La commune de Fourmies paye sur 1883 un contingent spécial de 1,750 fr., indépendamment de sa part proportionnelle. Le département a payé la plus grande partie de son contingent sur 1883.
1000 »	5000 »	Travail en cours d'exécution, à continuer en 1883.
1695 40	8477 04	Voir le projet ci-joint montant à 10.000 francs.
1307 45	6537 34	Travail en cours d'exécution à terminer en 1882; la Belgique prend à sa charge la moitié de la dépense.
5000 »	10000 »	Voir le projet produit le 7 mars 1882 montant à 14,000 fr. « Dans sa séance du 20 avril 1882, le Conseil général a voté en principe le classement de cette annexe et a fixé à 7000 fr. la part contributive du département du Nord, se réservant à statuer définitivement, dans la session d'août, au sujet du contingent à réclamer à la commune de Flines
695 45	3477 23	Travail en cours d'exécution, à terminer en 1883.
721 52	3607 56	Id. id.

Nos des Chemins.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	Dépenses autorisées ou à autoriser.	CRÉDINS ALLOUÉS. antérieurement à 1882.	CRÉDINS ALLOUÉS. en 1882.	CRÉDINS ALLOUÉS. TOTAUX.	Crédits restant à allouer.	CRÉDINS Fonds du département.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
63	Rechargement entre Marcoing et Ribécourt.....	5000 »	»	»	»	5000 »	3200 »
65	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans Fourmies.....	752 45	»	»	»	752 45	376 25
71	Substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Jeumont.....	47500 »	»	»	»	47500 »	12000 »
72	Rechargement de la chaussée empierrée entre l'origine et la borne kilométrique N° 6	50000 »	»	»	»	50000 »	3200 »
	TOTAUX.....	368249 24	98257 76	49269 »	147526 76	191185 14	55296 62

PROFOSÉS POUR 1883.		OBSERVATIONS
Fonds des communes	TOTAUX.	ET INDICATION DE LA NATURE ET DE L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX PROJETÉS POUR 1883.
fr.	fr	
800 »	4000 »	Voir le projet ci-joint montant à 4000 francs.
376 20	752 45	Voir le rapport ci-joint
3000 »	15000 »	Voir le projet ci-joint montant à 47,500 francs.
800 »	4000 »	Voir Id. 50,000 francs.
20103 78	75400 40	

Le Conseil général a voté, dans sa dernière session, un emprunt de 1,200,000 fr. pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et de l'ancien réseau d'intérêt commun. Il y a tout lieu d'espérer que la loi autorisant cet emprunt sera prochainement promulguée, puisqu'elle a été votée par la Chambre des Députés. L'Ingénieur en chef soussigné pense qu'il conviendrait d'imputer sur les ressources devant provenir de la réalisation de cet emprunt à la caisse des chemins vicinaux les travaux de réfection du pont d'Haspres, sur la Selle, chemin de grande communication N° 45, et ceux du pavage du chemin N° 14, sur Armentières et Houplines, et d'exécuter ces travaux l'année prochaine, ce qui exigerait l'inscription, au budget extraordinaire, d'un crédit de 25,000 à prélever sur les réalisations devant être opérées en 1883 sur l'emprunt de 1,200,000 fr. Ces deux projets sont ci-joints.

IV. — Résumé des propositions budgétaires.

Les crédits demandés pour l'entretien, en 1883, des chemins de grande communication ont été indiqués au § II du présent rapport; le montant total de ces crédits s'élève, y compris une réserve de 15,000 fr. pour dépenses imprévues, à..... 769,130 »

Les crédits demandés pour les travaux de grosses réparations ont été énumérés, par entreprise, dans le tableau ci-dessus, et montent au total de 75,400 40

Total pour l'entretien et les travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication (non compris le crédit de 25,000 fr. demandé pour le pont d'Haspres, sur le budget des dépenses extraordinaires..... 844,530 40

Le crédit demandé pour les frais généraux en 1883, correspond aux dépenses suivantes :

Indemnités aux Ingénieurs, comme en 1882.....	16,000 »
Frais de déplacements des agents, comme en 1882.....	6,600 »
Indemnités aux agents, comme en 1882.....	5,500 »
Impressions, comme en 1882.....	4,000 »
Total.....	32,100 »

Divers conducteurs des ponts et chaussées, dont le traitement est payé sur les crédits des routes départementales, surveillent non seulement ces routes, mais encore des chemins de grande communication; il convient donc de considérer l'ensemble de ces deux réseaux pour se rendre compte de la totalité des sacrifices que le département du Nord s'impose en faveur du personnel des ponts et chaussées; le tableau ci-après indique toutes les dépenses du personnel, qui pourront être imputées sur le budget départemental en 1883, si les propositions de l'Ingénieur en chef sont adoptées.

NATURE DES DÉPENSES.	ROUTES départementales.	CHEMIN de grande communication.	TOTAL pour les deux réseaux.
	fr.	fr.	fr.
Indemnités des ingénieurs.....	8.000	16.000	24.000
Traitement des agents, y compris les indemnités de résidence.....	65.330	»	65.330
Frais de déplacements des agents.....	5.100	6.600	11.700
Indemnités des agents	3.500	5.500	9.000
TOTAUX.....	81.930	28.100	110.030

Le crédit total demandé, pour 1883, en faveur du personnel des deux réseaux des routes départementales et des chemins de grande communication est inférieur au crédit qui a été voté pour 1882.

La moyenne des crédits alloués pendant les dix dernières années pour l'entretien, les grosses réparations et les travaux neufs des chemins vicinaux de grande communication du département du Nord, s'élève à 1,037,543 fr. 62 c., comme l'indique la récapitulation suivante :

Dépenses faites en	1872.....	1,195,038 07
id.	1873	1,243,579 89
id.	1874	1,182,788 81
id.	1875.....	1,150,227 09
id.	1876	993,772 40
id.	1877	989,491 39
id.	1878	1,009,236 63
id.	1879	947,079 45
id.	1880	820,280 49
id.	1881	843,941 93
	Total.....	10,375,436 15
	Dont le dixième est de.....	1,037,543 62

Les prévisions de dépenses pour 1883, montent à 844,530 fr. 40 c., soit une différence de 193,013 fr. 22 c., ou une réduction de 19 p. % sur la moyenne des dix dernières années.

Le service des ponts et chaussées fera tous ses efforts pour maintenir en bon état les chemins dont l'entretien lui est confié, tout en réduisant le plus possible les dépenses, bien que le prix des matériaux et celui de la main-d'œuvre aillent toujours on croissant.

V. — Objets divers.

Classement.

Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général a classé, comme annexe du chemin de grande communication n° 47, le chemin d'une longueur de 340 mètres projeté entre la place publique et la station d'Aniches, à la condition que la commune aurait à payer toutes les indemnités de terrains et les terrassements et qu'elle contribuerait par moitié à la dépense des travaux de pavages et trottoirs évalués à 28,000 fr.

Un décret du 6 janvier 1882 a déclaré d'utilité publique la construction de cette annexe. L'enquête parcellaire est achevée.

Un crédit de 28,000 fr., ouvert au budget de 1882, permettra d'exécuter les travaux dès que la commune sera en possession des terrrains et bâtiments.

Comptabilité.

Le service de la comptabilité continue à s'opèrer scrupuleusement dans tous ses détails, d'après les règles prescrites par le titre IV du règlement annexé à la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 6 décembre 1870. Il se fait de la manière la plus régulière et ne soulève jamais de difficulté de la part des administrations appelées à y concourir et à le contrôler.

Le mode de paiement par voie de régie est supprimé dans tout le service. Tout fait de dépenses est l'objet d'un mandat individuel remis à l'ayant-droit qui va en toucher le montant aux caisses publiques.

Subventions industrielles.

On continue d'apporter, dans l'opération si délicate du règlement des subventions industrielles, la prudence et l'esprit d'équité nécessaires pour prévenir les conflits. Les subventions iudustrielles de 1881 ont été presque toutes réglées à l'amiable.

Plan d'alignement des traverses.

La réglementation des plans d'alignement des traverses est en bonne voie.

Il existe sur les chemins de grande communication du département 228 traverses de villes et de villages, dont les plans se trouvaient, au 31 décembre 1881, dans la situation suivante :

DÉSIGNATION DES SERVICES.	Traverses homologuées.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains de l'Administration.	PROJETS ÉTUDIÉS et entre les mains des Ingénieurs.	Projets à l'étude.	Projets à étudier.	TOTAUX.
Dunkerque	26	3	»	1	6	36
Lille	32	3	»	23	7	65
Douai	27	»	»	3	2	32
Valenciennes	31	»	»	»	1	32
Cambrai	29	»	»	»	»	29
Avesnes	31	»	»	1	2	34
TOTAUX	176	6	»	28	18	228

Le travail d'achèvement des plans de traverses se poursuit, conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 12 mai 1869, avec autant d'activité que le permettent les exigences du service.

Voirie.

La police de la voirie s'exerce avec facilité et régularité. Les contraventions sont, du reste, peu nombreuses ; l'intervention, toujours conciliante, des agents, a pour résultat de satisfaire aux besoins et aux exigences légitimes du public sans porter atteinte au respect qui est dû aux réglements.

Les agents des ponts et chaussées obtiennent assez généralement de MM. les Maires, un concours suffisant pour entretenir les traverses dans un état convenable de propreté. Il serait désirable qu'ils puissent trouver partout cette utile intervention.

VI. — Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général pendant les deux dernières sessions.

Toutes les décisions prises par le Conseil général pour le service des chemins de grande communication ont été exécutées. Le tableau ci-après indique la suite qui a été donnée aux vœux émis pendant les deux dernières sessions.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES
	Session d'août 1881.	
116	Dans sa séance du 24 août 1881, le Conseil général du Nord a émis un vœu concernant le classement dans la grande vicinalité du chemin de halage de la Haute-Deûle et des chemins des autres canaux	L'étude de cette question fait l'objet d'un dossier spécial qui sera soumis à l'examen du Conseil général ; le classement du chemin de halage de la Haute-Deûle imposerait des dépenses considérables.
159	Dans sa séance du 25 août 1881, le Conseil général a émis le vœu que des travaux de grosses réparations soient exécutés sur le chemin N° 3, entre le pont aux Cerfs et le pont de Paukenwerve.	Ce travail pourra être exécuté sur les fonds de l'emprunt de 1,200,000 fr. que le Conseil général a voté dans sa dernière session.
160	Le Conseil demande un état estimatif de la dépense qu'entraînerait le classement dans le réseau des chemins de grande communication de l'ancienne route de Lille à Béthune (du chemin N° 62 au Pas-de-Calais) demandé par le Conseil d'arrondissement de Lille.	L'estimation des dépenses à faire monte à 40,000 fr., voir ci après la réponse au vœu émis pendant la session d'avril (page 78 du procès-verbal des délibérations).
161	Le Conseil renvoie, pour étude, un vœu tendant à la rectification du chemin de grande communication N° 69 et la construction d'un pont sur la Deûle, près de Deûlémont.	L'avant projet des travaux réclamés a été produit le 31 janvier 1881, l'Ingénieur en chef pense qu'il convient d'ajourner la rectification, parce que la réalisation de cette amélioration exigerait une très forte dépense estimée à environ 190,000 fr.
161	Le Conseil général appui un vœu du Conseil d'arrondissement de Douai demandant que des crédits soient alloués pour les travaux d'élargissement et de construction de trottoirs sur les chemins N°8 et 25.	La demande du Conseil d'arrondisde Douai constituait une adhésion aux propositions budgétaires. Les crédits sollités s'appliquent à des travaux en cours, dont les projets ont été approuvés par le Conseil général. Ces crédits ayant été alloués au budget dc 1882,

Nº des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
		satisfaction a été donnée au vœu du Conseil d'arrondissement.
161	Le Conseil général appuie un vœu du Conseil d'arrondissement de Lille, demandant la couverture par une voûte du fossé le long du chemin Nº 30 à l'extrémité de Wahagnies vers Libercourt et la gare.	Le fossé dont il s'agit a une longueur de 40 mètres. Il a été voûté en 1881 sur une longueur de 25 mètres et l'on pourra facilement achever le travail en 1882 à l'aide des ressources de l'entretien ; il sera ainsi donné satisfaction à ce vœu.
161	Le Conseil général appuie un vœu formulé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes pour qu'il soit alloué un crédit de 1,579 fr. 37 c. pour terminer les travaux de remaniement de la chaussée pavée du chemin Nº 13.	Satisfaction a été accordée au vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes par le Conseil général qui a alloué, sur les propositions de l'Ingénieur en chef, dans sa session d'août 1881, le crédit demandé pour terminer les travaux en 1882.
161	Le Conseil général appuie un vœu formulé par le Conseil d'arrondissement de Valenciennes pour qu'un crédit de 5,692 fr. 85 cent. soit alloué pour terminer les travaux de remaniement de la chauseée passée du chemin Nº 49, entre Rœulx et Mastaing.	Ce crédit a été alloué.
161	Le Conseil général renvoie à l'examen de l'administration le vœu du Conseil d'arrondissement de Valenciennes relativement au classement du chemin Nº 50 au rang des routes départementales.	Le chemin Nº 50, de Fresnes à Jenlain par Quarouble a une importance réelle, mais sa circulation moyenne diurne n'est que de 222 colliers, d'après le dernier recensement. Beaucoup de chemins de grande communication sont plus importants ; l'Ingénieur en chef ne croit pas devoir proposer pour le chemin Nº 50, une mesure exceptionnelle

N° des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
		qui augmenterait d'environ 11,700 fr. les charges du département en lui imposant la totalité des dépenses d'entretien, dont il ne paie actuellement que les 2/3. Le Conseil général a d'ailleurs décidé qu'il n'opérera de classements que par voie générale.
161	Le Conseil appuie un vœu formulé par le Conseil d'arrondissement d'Avesnes pour qu'un crédit soit accordé en 1882, pour réparer la chaussée du chemin N° 28, de Maubeuge à Binche qui est usée, ainsi que celle du chemin N° 72, de Landrecies au Nouvion.	Un projet est présenté pour le rechargement de la chaussée empierrée du chemin N° 72, entre l'origine et la borne kilométrique N° 6. Les travaux du chemin N° 28 pourront être imputés sur les fonds de l'emprunt de 1,200,000f voté par le Conseil général, dans sa dernière session.
	Session d'avril 1882.	
10	Dans sa séance du 20 avril 1882, le Conseil général vote en principe comme annexe du chemin de grande communication N° 35, avec une largeur de 12 mètres, le classement du chemin d'accès, dit avenue de la station de Flines, sur une longueur de 270 mètres, et fixe à 7000 francs le contingent du département du Nord dans la dépense et se réservant à statuer définitivement au sujet du contingent à réclamer à la commune de Flines.	Le projet des travaux à faire au sujet de ce classement a été produit le 7 mars 1882. On demande 10,000 francs pour commencer les travaux en 1883.
77	21 avril. Le Conseil renvoie au service compétent un vœu pour la prise en considération des projets à présenter pour l'amélioration du chemin de grande communication N° 14.	M. l'Ingénieur de l'arrondissement de Lille étudie ce projet pour l'exécution duquel un crédit est demandé sur les fonds provenant de l'emprunt de 1,200,000 francs que le Conseil général a voté dans sa dernière session.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
78	21 avril. Le Conseil général renvoie à l'examen du service compétent un vœu pour le raccordement du chemin de grande communication N° 62, d'Estaires à Don, au réseau du Pas-de-Calais, par Illies et Ligny-le-Petit.	L'adoption de ce vœu entraînerait le classement comme chemin de grande communication de la partie de l'ancienne route de Béthune à Lille comprise entre le chemin de grande communication N° 62, à Herlies et la limite des départements du Nord et du Pas-de-Calais et occasionnerait une dépense de 40,000 francs pour travaux de 1er établissement et des frais d'entretien estimés à 3,000 francs par an. L'adoption de ce classement constituerait une exception à la jurisprudence du Conseil général qui a décidé (voir le procès-verbal de la session d'avril, de la page 375 à la page 379) qu'il n'opèrera de nouveaux classements de chemins que par voie générale, lorsque les ressources votées pour l'exécution du nouveau réseau seront appliquées, et que de nouvelles ressources seront disponibles.

VII. — Annexes.

Au présent rapport sont annexés, savoir :

Six rapports dpns lesquels MM. les Ingénieurs exposent avec des détails complets la situation générale de leur service et celle de chaque chemin en particulier, et plusieurs projets qui s'énumèrent comme il suit :

1° Projet d'élargissemeot de la chaussée et construction d'un trottoir sur le chemin n° 25;

2° Projet de rechargement du chemin n° 63 entre Marcoing et Ribécourt;

3° Rapport justifiant une augmentation de dépenses dans les travaux de substitution d'un pavage à l'empierrement, dans Fourmies, sur le chemin n° 65;

4° Projet de substitution d'un pavage à l'empierrement dans la traverse de Jeumont sur le chemin n° 71;

5° Projet de rechargement de la chaussée empierrée du chemin n° 72;

L'Ingénieur en chef du département du Nord,
DONIOL.

CHEMINS VICINAUX D'INTÉRÊT COMMUN.

RAPPORT DE L'AGENT-VOYER EN CHEF.

I. — Situation Générale.

Les chemins classés dans la moyenne vicinalité avant la promulgation de la loi du 10 avril 1879, constituent l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun du département du Nord. Le Conseil général, en prononçant le classement d'un nouveau réseau de chemins d'intérêt commun, parmi lesquels figurent certaines voies dénommées stratégiques, a décidé que ce classement deviendrait effectif, d'une manière successive, en plusieurs annuités, à partir de 1880 inclusivement. Les chemins d'intérêt commun du département du Nord peuvent donc être divisés en trois catégories distinctes, savoir : l'ancien réseau, le nouveau réseau et les chemins stratégiques. L'état d'avancement des travaux de ces chemins est donné dans le tableau suivant :

	ANCIEN réseau.	NOUVEAU réseau.	CHEMINS Stratégiques.	TOTAL.
	M.	M.	M.	M.
Longueur à l'état d'entretien	616.012	292.965	25.824	934.798
— de viabilité	160.752	63.190	49.998	273.940
Longueur totale à entretenir	776.764	356.155	75.819	1.208.738
— en construction	»	5.339	»	5.339
— en lacune	146	2.038	6.130	8.314
Longueur totale du réseau, au 31 décembre 1881	776.910	363.532	81.949	1.222.391
La longueur de ce réseau, au 31 décembre 1880, était de	766.910	162.764	41.896	981.570
Différences : Augmentations	»	200.768	40.053	240.821
Diminutions	»	»	»	»

Les augmentations de longueurs constatées pour le nouveau réseau et pour les chemins stratégiques, proviennent des travaux exécutés en 1881.

Les longueurs des chemins d'intérêt commun classés postérieurement au 10 avril 1879, et dont l'entretien est subventionné en 1882 par le département, sont les suivantes :

Nouveau réseau	335 kil.	445m.
Chemins stratégiques, y compris deux chemins provenant de l'ancien réseau	89	175
Total	424 kil.	620m.

Le tableau N° 36, donnant divers renseignements statistiques pour chacune des lignes d'intéret commun, fournit pour l'année 1881, les indications résumées ci-après :

Cantonniers	Nombre		210
	Dépenses		199.012 fr.
Nombre des ouvrages d'art existants	Au-dessous de 5m d'ouverture		1.102
	De 5 à 15 mètres d'ouverture		57
	Au-dessus de 15 mètres d'ouverture		7
Prix de revient par mètre courant pour	Entretien en 1881		0 fr. 79.
	Constructions terminées depuis 1868 :		
	Travaux	19.10	19 r. 90
	Indemnités de terrains	0.80	

II. — Ressources de l'Exercice 1881.

Les ressources applicables aux chemins d'intérêt commun, en 1881, d'après le tableau nº 33, dressé par ligne et annexé à ce rapport, sont résumées comme suit :

	ANCIEN réseau.	NOUVEAU réseau.	CHEMINS stratégiques.	TOTAL.
Ressources communales	352.248 30	174.529 93	16.102 61	542.880 84
Subventions industrielles	23.775 62	»	»	23.775 62
Souscriptions particulières	4.402 59	5.983 21	»	10.385 80
Subventions de l'État	20.443 »	29.568 »	9.270 »	59.281 »
Id. du Département	409.523 51	85.150 79	19.150 »	563.824 30
Emprunts	»	620.300 »	9.182 15	629.482 15
Ensemble	810.393 02	915.531 93	53.704 76	1.779.629 71
A déduire : Non-valeurs, crédits annulés, etc...	485 12	21.934 65	29.428 65	51.848 42
Ressources propres à l'exercice 1881	809.907 90	893.597 28	24.276 11	1.727.781 29
Il y a lieu d'ajouter l'excédant des ressources à à la clôture de l'exercice 1880, savoir :				
Sur dépenses faites	28.244 65	425.078 63	937.765 47	1.391.088 75
Sur dépenses payées	50.894 67	465.902.83	956.083 »	1.472.880 50
De sorte que les ressources définitives de l'exercice 1881, s'établissaient ainsi :				
Pour dépenses faites	838.152 55	1.318.675 91	962.041 58	3.118.870 04
Pour dépenses payées	860.802 57	1.359.500 11	980.359 11	3.200.661 79
Les ressources de l'exercice 1881, comprennent en nature (prestations, subventions industrielles et offres particulières), une valeur de	100.472 37	95.174 40	»	195.646 77

III. — Dépenses de l'Exercice 1881.

Les dépenses faites sur les chemins d'intérêt commun, en **1881**, sont détaillées au n° 34 ci-annexé. Elles sont résumées ci-après.

	ANCIEN réseau.	NOUVEAU réseau.	CHEMINS stratégiques,	TOTAUX.
	FR.	FR.	FR.	FR.
Entretien	627.908 42	168.642 62	35.740 »	832.291 04
Grosses réparations	149.847 97	492.410 67	213.918 39	856.177 03
Construction	400 »	282.734 75	»	283.134 75
Indemnités de terrain, dommages et dépenses diverses	7.612 43	2.765 40	»	10.377 83
Ensemble	785.768 82	946.553 44	249.658 39	1.981.980 65
Les ressources applicables aux dépenses faites étant de	838.152 55	1.318.675 91	962.041 58	3.118.870 04
Il en résulte un excédant de ressources sur les dépenses faites, à la clôture de l'exercice 1881, de :	52.383 73	372.122 47	712.383 19	1.136.889 39
Les dépenses payées, y compris celles en nature, se sont élevées à	773.941 05	833.685 14	220.496 60	1.828.122 79
Les ressources applicables aux dépenses payées étant de	860.802 57	1.359.500 11	980.359 11	3.200.661 79
Il en résulte un excédant de ressources sur les dépenses payées, à la clôture de l'exercice 1881, de	86.861 52	525.814 97	759.862 51	1.372.539 »

Ces excédants proviennent de ce que les crédits portés au budget n'ont pu être utilisés, à cause de la non-réalisation des ressources prévues. Les excédants réels de ressources sont très-peu importants et sont indiqués plus loïn, à l'occasion du budget de report (§ VI).

IV. — Entretien des chaussées.

Les matériaux d'entretien des chaussées empierrées varient suivant les localités : toutefois l'usage du porphire tend à se généraliser de plus en plus pour les matériaux de la couche supérieure de la chaussée.

Les fournitures sont effectuées au moyen de baux passés pour plusieurs années, après adjudication publique, aussi bien pour les matériaux d'empierrement que pour ceux de pavage.

La main-d'œuvre se fait au moyen d'un personnel de cantonniers auquel on adjoint des auxiliaires en cas de besoin.

Le tableau justiflcatif des dépenses faites en 1881, et des crédits réclamés pour l'entretien normal en 1883, produit en exécution de la dépêche préfectorale du 24 avril 1879, est annexé au présent rapport.

Les prix moyens de l'entretien des chemins d'intérêt commun en 1881, ont varié entre 0 fr. 255 et 3 fr. 023 par mètre courant ; le prix de revient minimum a été obtenu au chemin n° 47, de Cobrieux à Bourghelles (arrondissement de Lille), et le prix maximum au chemin n° 43 bis, d'accès à la gare de Bourbourg (arrondissement de Dunkerque). Ainsi que nous l'avons fait ressortir au § I^er^, le prix moyen de l'entretien a été de 0 fr. 79 par mètre courant.

V. — Travaux en cours d'exécution.

Le Conseil général avait autorisé l'exécution, en 1882, de la 3^e^ annuité des travaux d'achèvement du nouveau réseau d'intérêt commun, et avait, à cet effet, prévu au budget primitif un crédit de 649,100 fr. à imputer sur l'emprunt de 6,287,600 fr. autorisé à la Caisse des chemins vicinaux par la loi du 30 juillet 1880. Mais l'insuffisance du crédit ouvert au département n'a pas permis d'entreprendre ces travaux. Le crédit accordé en 1882 sur la dotation de la loi du 10 avril 1879 est de..... 950.000 fr.

dont..... ..... 150.000 »

réservés par la décision ministérielle en faveur des chemins stratégiques, reste.. 800.000 »

Sur cette somme, il y avait lieu de réserver pour les engagements contractés en ce qui concerne les chemins vicinaux ordinaires ..... 500.000 »

De sorte qu'il ne pouvait être affecté aux chemins d'intérêt commun, que..... 300.000 fr.

Cette somme n'est pas même suffisante pour achever les travaux des deux premières annuités.

Le soussigné examine plus loin, au § 8, propositions budgétaires pour 1883, les moyens à prendre pour activer l'achèvement des travaux dont l'exécution a été décidée par le Conseil général.

Le Conseil général a décidé (page 69 du procès-verbal des délibérations de la session extraordinaire de janvier 1880), que les communes doivent entretenir les chemins dont l'exécution est ajournée et que pour l'exécution annuelle il doit être tenu compte de deux éléments: 1° Les possibilités des communes en fait de prestation ; 2° l'emploi intégral de la somme empruntée, sans la dépasser. Les propositions budgétaires présentées ci-après par l'Agent-Voyer en chef, constituent l'application de ces principes ; elles sont basées sur l'importance des crédits qui pourront être réalisés en 1883, à la Caisse des chemins vicinaux, par le département du Nord.

VI. — Budget de Report.

Il est resté libre, sur les fonds départementaux affectés aux chemins d'intérêt commun, à la clôture de l'exercice 1881, une somme de 13,630 francs, répartie comme suit :

12,885 francs provenant des travaux de grosses réparations du chemin n° 65 ;

Et 745 francs applicables aux travaux de construction d'un pont au chemin n° 101.

Le report sur l'exercice 1882 de ces excédents a été demandé, ainsi que celui des fonds communaux non employés dans l'exercice 1881, s'élevant à 50,404 fr. 98, et provenant d'un certain nombre de chemins.

VII. — Budget rectificatif.

Il conviendrait d'inscrire au budget rectificatif de 1882, les crédits nécessaires pour la restauration urgente de quelques sections de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun ; ces travaux, prévus dans le programme élaboré en 1881 pour la restauration de ce réseau, n'ont pu être entrepris en 1882, parce que les ressources devant provenir de l'emprunt voté par le Conseil général pour les travaux de l'ancien réseau ne sont pas encore disponibles ; ils ne pourraient être ajournés à 1883, sans péril pour la circulation publique. Les dépenses prévues de ce chef, s'élèvent à la somme de 87,800 fr., dont 57.070 fr. à la charge du buget départe-

mental, et seraient réparties ainsi qu'il suit, suivant les bases admises par le Conseil général, dans sa session d'août 1881, pour des travaux similaires :

DÉSIGNATION DES CHEMINS.	MONTANT des travaux.	PART A LA CHARGE dé l'État 9 p. %.	du Département. 65 p. %.	des Communes 26 p. %.
	FR.	FR.	FR.	FR.
N° 8, Maubeuge à Villers-sur-Nicole.....	2.700 »	243 »	1.755 »	702 »
N° 11, de Douai à Roost-Warendin	8.000 »	720 »	5.200 »	2.080 »
N° 12, d'Haubourdin à Wattignies	8.000 »	720 »	5.200 »	2.080 »
N° 15, de Bruille à Maulde.....	3.000 »	270 »	1.950 »	780 »
N° 49, de Maubeuge à Taisnières-sur-Hon	5.100 »	459 »	3.315 »	1.326 »
N° 57, de Lille à Frelinghien	15.000 »	1.350 »	9.750 »	3.900 »
N° 65, de Douai à Oisy.	10.000 »	900 »	6.500 »	2.600 »
N° 80, de Beugnies à Sains	8.000 »	720 »	5.200 »	2.080 »
N° 102, de Condé à Bruille-St-Amand.	20.000 »	1.800 »	13.000 »	5.200 »
N° 118, d'Iwuy a Cattenières.....	8.000 »	720 »	5.200 »	2.080 »
Totaux.....	87.800 »	7.902 »	57.070 »	22.828 »

Les projets des ces travaux pourront être soumis au Conseil général, dans sa session d'août prochain.

L'Agent-Voyer en chef propose, en outre, de prévoir au budget rectificatif un supplément de crédit de 5,000 francs, pour gratifications aux Agents-Voyers; cette augmentation sera justifiée au § IX ci-après.

VIII. — Budget primitif de 1883.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 1883, présentées par l'Agent-Voyer en chef soussigné, pour les dépenses des chemins d'intérêt commun et les frais généraux dépendant directement ou indirectement de son service, sont résumées, dans la forme réglementaire, dans le projet de budget (modèle n° 12) joint à ce rapport.

1° Entretien.

Ancien réseau. — La dépense d'entretien de ces chemins, y compris celles des lignes nouvelles réunies aux anciennes sous le même numéro, est évaluée à..... 681.440 fr.

dont à la charge du département.....	331.805
à la charge des communes	331.804
et sur le produit présumé des subventions industrielles	17.831
Total égal.....	681.440

Nouveau réseau. — Les érédits demandés pour l'entretien des chemins du nouveau réseau s'élèvent à ..... 204.390 fr.

dont à la charge du département	101.568
à la charge des communes	101.569
et sur le produit présumé des subventions industrielles.....	1.253
Total égal.....	204.390 fr.

Le montant total des dépenses d'entretien demandées en 1883 pour l'ancien et le nouveau réseau, s'élèverait ainsi à 885,830 francs ; les dépenses créditées sur 1882, pour cette nature de travaux, montaient à 874,240 francs,

	1re Catégorie.	2e Catégorie.
Chemins stratégiques. — Les crédits d'entretien des chemins stratégiques sont évaluées à.....	fr. 38.990 »	fr. 43.140 »
dont à la charge de l'État	4.439 »	17.256 »
à la charge du département	19.225 »	25.884 »
et la charge des communes.....	15.326 »	»
Total égal.....	38.990 »	43.140 »

Il a été porté au budget de 1882, en outre des crédits prévus pour entretien, un crédit de réserve pour travaux imprévus de 15,000 francs. Il paraît nécessaire de prévoir pareille somme au budget de 1883.

2° Travaux neufs.

A cause de l'insuffisance des crédits ouverts à la Caisse des chemins vicinaux, les travaux de la 3e annuité (1882) du nouveau réseau des chemins d'intérêt commun n'ont pu être entrepris. Quant aux chemin stragiques, le crédit de 150,000 fr. qui leur avait été réservé pour 1882 n'a guère permis que de continuer les entreprises en cours d'exécution.

Les emprunts qu'il serait nécessaire de réaliser, à partir du 1er janviee 1883, pour terminer les trois premières annuités du nouveau réseau d'intérêt commun réparties par le Conseil général, ainsi que les chemins stratégiques et le réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, sont résumés ci-après:

1° Chemins stratégiques		1.038.200 fr.
2° Lacunes des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau :		
1re annuité	16.200 fr.	301.300
2e annuité	96.600	
3e annuité	188.500	
3° Grosses réparations des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau :		
1re annuité	7.700 fr.	435.000
2e annuité	7.300	
3e annuité	420.000	
4° Chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné (dépenses imputables sur la dotation de 1879, et non compris les 125 kilomètres du réseau complémentaire)		2.230.000
5° Réseau subventionné complémentaire de 125 kilomètres		2.254 000
Total des besoins d'emprunts		6.258.500 fr.

M. le Ministre de l'Intérieur ayant fait connaître, par sa dépêche du 12 juillet 1882, que les réalisations à effectuer en 1883 pour l'achèvement des chemins stratégiques ne seraient pas prélevées sur le crédit de 1,500,000 fr. accordé au département, il n'y a pas lieu de se préoccuper de ces chemins dans les propositions de répartition de ce crédit. Les projets d'achèvement de tous les chemins stratégiques restant à exécuter sont inscrits au budget de 1883, attendu que M. le Ministre de l'Intérieur déclare, dans la dépêche précitée, qu'il a gardé en réserve une somme suffisante pour lui permettre de donner satisfaction, au fur et à mesure des besoins, aux demandes de réalisation qui lui seront adressées pour cette catégorie de chemins.

On pourrait ajourner les travaux de grosses réparations de la 3e annuité du nouveau réseau des chemins d'intérêt commun, exigeant 420,000 fr. d'emprunts, ces travaux étant moins urgents que la construction des lacunes. Quant aux grosses réparations restant à executer pour terminer les deux premières annuités, elles pourraient être entreprises en 1883, en raison du chiffre peu élevé de la dépense à laquelle elles donneront lieu.

Quant aux chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné, la priorité paraît devoir être accordée à l'achèvement des chemins qui font partie de la 14e annuité et des annuités précédentes, attendu que l'exécution de ces travaux a été votée par le Conseil général, dans sa session d'août 1881. Toutefois, il importe d'assurer l'achèvement de divers ponts, ainsi que des entreprises en cours d'exécution, parmi lesquelles figurent certaines longueurs comprises dans le réseau complémentaire de 125 kilomètres pour des communes ayant à employer des reliquats d'emprunts de la dotation de 1868.

Les réalisations d'emprunt à effectuer pour l'exécution des travaux les plus urgents seraient les suivantes :

1° Construction des lacunes des trois premières annuités du nouveau réseau des chemins d'intérêt commun réparties par le Conseil général.....	301,300 fr.
2° Grosses réparations restant à exécuter pour achever les deux premières annuités de ce réseau.....	15,000
Total pour la moyenne vicinalité.....	316,300 fr.
3° Construction du réseau subventionné des chemins vicicinaux ordinaires anciennement réparti.....	2,230,000
4° Solde des travaux des chemins vicinaux ordinaires en cours d'exécution.	380,000
Total des emprunts nécessaires.....	2,926,300 fr.

Le crédit accordé au département du Nord pour 1883 sur la Caisse des chemins vicinaux est de.....	1.500.000 fr.	»
Il est réservé en faveur des chemins de grande communication, suivant les prévisions du rapport spécial à cette catégorie de chemins	25.000	»
Reste applicable au service des chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun.....	1.475.000	»
Il y aura lieu d'affecter en 1883 aux travaux de l'ancien réseau des chemins d'intérêt commun pour la réfection des chaussées qui périclitent.....	65.000	»
Reste à répartir entre les travaux indiqués ci-dessus	1.410.000 fr.	»

Cette somme représente à peu de chose près la moitié des emprunts nécessaires pour les travaux urgents, estimés ci-dessus à..... ..... 2.926.300 fr. »

Ce dernier chiffre se trouvera sans doute réduit par les rabais des adjudications ; en outre, le dixième de garantie n'est exigible que dans l'année qui suit celle de l'exécution des travaux. Le crédit disponible de 1,410,000 francs permettra d'exécuter plus de la moitié des travaux autorisés par le Conseil général dans ses sessions précédentes ; on peut donc admettre qu'ils

seront exécutés en deux ans. L'Agent-voyer en chef soussigné est d'avis qu'il serait préférable d'entreprendre simultanément tous ces travaux, sauf à ne porter au budget de 1883 que des crédits proportionnés à l'allocation que M. le Ministre de l'Intérieur a accordée au département. Cette solution permettrait de liquider l'arriéré, de dispenser de faire un choix parmi les travaux que le Conseil général a placés sur la même ligne et d'entamer en 1883 la totalité de ces travaux.

Si cette combinaison est admise, il conviendra de répartir le crédit de 1883 entre les deux catégories de chemins proportionnellement aux dépenses à faire sur chacune d'elles ; ces dépenses sont de 316,300 francs pour les chemins d'intérêt commun et de 2,610,000 francs pour les chemins vicinaux ordinaires ; la répartition proportionnelle du crédit de 1,410,000 francs à affecter aux dits travaux en 1883, donne :

Pour les chemins d'intérêt commun.....	150.000 fr. »
Pour les chemins vicinaux ordinaires	1,260,000 fr. »
Ensemble.....	1.410,000 fr.

C'est sur ces bases qu'a été établi le projet de budget ci-joint (modèle n° 12).

La loi du 12 mars 1880 a affecté une subvention de 80 millions, sur les fonds de l'État, à l'achèvement des chemins vicinaux ; des propositions devront être faites pour l'exercice 1883, à l'effet d'obtenir des subventions de l'État proportionnées au montant des travaux neufs à créditer au budget de cet exercice. Ces propositions ont été établies dans la forme prescrite par les instructions ministérielles, et sont ci-jointes.

Les subventions à espérer de l'État, par application de la loi du 12 mars 1880 sont évaluées, pour le service des chemius d'intérêt commun :

Travaux de l'ancien réseau, à.....	7.222 fr. »
— du nouveau réseau à.....	28.360 fr. »
Total.....	35.582 fr. »

En résumé, le montant des sommes à affecter aux travaux neufs des chemins d'intérêt commun s'élève à 1,316,500 francs comme l'indique le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES RÉSEAUX.	Réalisations d'emprunt.	Contingents communaux.	Subventions de l'État.	TOTAUX.
	fr.	fr.	fr.	fr.
Ancien réseau	65.000 »	7.978 »	7 222 »	80.200 »
Nouveau réseau	150.000 »	19.740 »	28.360 »	198.100 »
Chemins stratégiques.	1.038.200 »	»	»	1.038.200 »
Totaux.	1.253.200 »	27.718 »	35.582 »	1.316.500 »

3° Amortissement d'emprunts vicinaux.

Les emprunts réalisés à la Caisse des chemins vicinaux, au 31 décembre 1882, pour le service des chemins d'intérêt commun (nouveau réseau), en vertu de la loi du 30 juillet 1880, s'élèveront à..... 928,900 fr.

L'amortissement en 1883 de ces emprunts, à raison de 4 %, donnera lieu à une annuité de..... 37,156 fr. ».
Dont 1/5 à la charge des communes..... 7,431 fr. 20.

Et 4/5 à la charge du département, ci..... 29,724 fr. 80.

Pour les chemins stratégiques, les emprunts réalisés au 31 décembre 1882, s'élèveront à..... 643,900 fr. ».

Et donneront lieu en 1883 à une indemnité de..... 25,756 fr. ».

La quote-part à la charge de l'État et du département dans l'amortissement de ces emprunts, d'après les résultats du projet de budget pour 1883, est savoir :

État.....	7,128 fr. 80.
Département.....	18,627 fr. 20.
Total égal.....	25,756 fr. »

IX. — Personnel et frais généraux.

Dans sa séance du 2 septembre 1881, le Conseil général a créé auprès de l'Agent-Voyer en chef un Sous-Agent-Voyer en chef auquel il a été attribué un traitement de 6,000 fr. Ce traitement est insuffisant pour un agent qui doit s'occuper de toutes les affaires vicinales du département et est surchargé de travail ; il n'excède que de 300 fr. la rétribution accordée à l'Agent-Voyer principal de 1re classe. Le soussigné est d'avis qu'il y a lieu d'attribuer au Sous-Agent-Voyer en chef un supplément d'allocation. Les Agents-Voyers d'arrondissement recevant 1,200 fr. de frais de bureau et de tournées, il conviendrait d'allouer à ce titre au Sous-Agent-Voyer en chef une somme 1,500 fr.

Dans la même séance, le Conseil général a adopté les propositions du soussigné relatives à l'organisation du service vicinal. Ces propositions comportaient :

2 Agents-Voyers principaux de 1re classe,
2 Agents-Voyers principaux de 2e classe,
3 Agents-Voyers principaux de 3e classe,
Et 1 Agent-Voyer principal-adjoint.

Ce dernier emploi ne pouvait être qu'un stage à faire par un Agent-Voyer cantonal avant d'être admis en grade d'Agent-Voyer principal. Son titulaire, qui remplit actuellement les fonctions d'Agent-Voyer principal et est chargé d'un arrondissement, pourrait être pourvu définitivement du titre afférent à cet emploi à partir du 1er janvier 1883. L'augmentation de traitement à porter au budget departemental n'est d'ailleurs que de 300 fr.

Enfin, l'Agent-Voyer en chef soussigné croit devoir demander l'augmentation du fonds des gratifications qui, pour 1882, n'est que de 5,000 fr. Auparavant ce fonds était augmenté d'une somme de 15,000 fr. à titre d'indemnité exceptionnelle, bien méritée par les nombreux travaux qu'occasionne l'achèvement du réseau subventionné et actuellement affectée au remboursement des frais de déplacement des Agents-Voyers cantonaux. L'Agent-Voyer en chef soussigné est d'avis qu'il y aurait lieu de porter à 10,000 fr. ce crédit de gratifications, soit une augmentation de 5,000 fr.

Ainsi qu'il l'a fait remarquer au paragraphe VII, il conviendrait de porter ce crédit supplémentaire au budget de 1882, afin de permettre à l'administration de récompenser les services rendus par les Agents-Voyers pendant cette année, qni a été très laborieuse.

Les propositions relatives au traitement du personnel et aux frais généraux du service sont résumées dans le tableau ci après, indépendamment des frais de tournées des Agents-Voyers cantonaux, qui sont imputés sur les fonds des travaux, suivant décision du Conseil général en date du 2 septembre 1881 :

OBJET DE LA DÉPENSE.	ALLOCATIONS SUR FONDS		
	Départementaux	Communaux.	TOTAL.
Traitement des Agents-Voyers.	128.600 »	62.300 »	190.900 »
Gratifications.	10.000 »	»	10.000 »
Traitement de trois commis attachés aux bureaux de la Préfecture	5.200 »	»	5.200 »
Frais d'impression et dépenses diverses.	7.400 »	»	7.400 »
Totaux	151.200 »	62.300 »	213.500 »

Le crédit alloué, sur l'exercice 1882, pour le personnel du service vicinal et les frais généraux, s'élève à 206,700 francs; l'augmentation de crédit demandée au Conseil général est donc de 6,800 francs.

X. — Résumé des propositions budgétaires.

Le montant total des dépenses prévues, sur l'exercice 1883, pour les travaux des chemins d'intérêt commun s'élèverait, non compris la réserve de 15,000 fr., à 2.347,372 fr. Ces dépenses sont récapitulées dans le tableau suivant :

INDICATION DES TRAVAUX	DÉPENSES A LA CHARGE de l'État.	du département.	des communes.	des subventions industrielles.	DÉPENSE totale.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Entretien. Ancien réseau	»	331.805 »	331.804 »	17.831 »	681.440 »
Entretien. Nouveau réseau.....	»	101.568 »	101.569 »	1.253 »	204.390 »
Entretien. Stratégiq. 1re catégorie	4.439 »	19.225 »	15.326 »	»	38.990 »
Entretien. Stratégiq. 2e catégorie	17.256 »	25.884 »	«	»	43.140 »
Dépense totale d'entretien.	21.695 »	478.482 »	448.699 »	19.084 »	967.960 »
Travaux neufs et de grosses réparations	35.582 »	1.253.200 »	27.718 »	«	1.316.500 »
Amortissement d'emprunts.	7.128 80	48.352 »	7.431 20	»	62.912 »
Total général.....	64.405 80	1.780.034 »	483.848 20	19.084 »	2.347.372 »

Les dépenses à la charge du département pourront être couvertes, en 1883, au moyen des ressources suivantes :

Budget ordinaire. —	Crédits inscrits au budget de 1883	478.482 fr.
Budget extraordinaire.	Prélèvement sur les 12 centimes extraordinaires (loi du 10 août 1871).....	48.352 »
	Somme à réaliser, en 1883, sur l'emprunt autorisé par la loi du 30 juillet 1880	1.188.200 »
	Somme à réaliser sur l'emprunt autorisé par la loi du 17 juillet 1882	65.000 »
Total égal à la dépense à faire, en 1883, sur les fonds départementaux, pour les chemins d'intérêt commun.		1.780.034 fr.

Les crédits demandés, sur le budget ordinaire de 1883, pour le service des chemins vicinaux, s'élèvent à 821,333 fr. 78, pour les chemins de grande communication, à 478,482 fr., pour les chemins d'intérêt commun, 30,000 fr pour réserve, 10,000 fr. pour les chemins vicinaux ordinaires (fonds de secours) et 151,200 fr., pour le personnel et les frais généraux, soit en tout ..... 1,491,015 fr. 78.
somme qui excède de 533,129 fr. 55 le produit des sept centimes spéciaux.

Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général,
pendant les deux dernières sessions,
en ce qui concerne les chemins d'intérêt commun.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	Session d'Aout 1881.	
163	Le Conseil Général a renvoyé à l'administration le vœu d'un de ses membres, tendant a ce que les commis-voyers reçoivent des indemnités de déplacement quand ils sont employés au dehors à la surveillance des travaux.	Satisfaction est donnée à ce vœu depuis la nouvelle organisation du service, mise en vigueur à partir du 1er janvier 1882.
350	Le Conseil général renvoie à l'examen de M. le Préfet une proposition de modification des bases de répartition des contingents d'entretien des chemins d'intérêt commun.	Le mode de répartition actuellement en vigueur est appliqué depuis longtemps et il estadmis sans difficulté par la plupart des communes. Si on en modifiait les bases, on s'exposerait à des réclamations très nombreuses.
370	Le Conseil général prend en considération le vœu d'un de ses membres tendant à ce que le chemin d'accès à la gare dé Wargnies-le-Grand soit classé comme annexe du chemin d'intérêt commun N° 227	Le service vicinal a présenté un projet qui a été soumis aux Conseils municipaux des communes intéressées et au Conseil d'arrondissement. Un rapport spécial sera présenté au Conseil général à la session d'août 1882.
452	Le Conseil général renvoie à l'examen de M. le Préfet un vœu d'un de ses membres tendant à ce qu'un Agent-Voyer cantonal soit nommé au bureau de Dunkerque.	Satisfaction a été donnée à ce vœu à partir du 1er février 1882.
455	Le Conseil général s'associe au vœu émis par le Conseil général de la Vienne, tendant à ce que l'État fasse, pendant le premier semestre de l'année, des avances destinées à assurer le paiement régulier des cantonniers et tâcherons employés sur les chemins d'intérêt commun.	Le département accorde aux chemins d'intérêt commun une subvention égale à la moitié des dépenses ; cette subvention assure le paiement régulier des cantonniers et ouvriers pendant le 1er semestre de l'année.

Nos des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
456	Le Conseil général renvoie à M. le Préfet le vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque, tendant à ce que le chemin d'intérêt commun N° 124 bis, d'Armbouts-Cappel aux Sept Planètes qui ne devait être entretenu qu'à partir de 1886, le soit à partir de 1882.	Conformément à ses résolutions précédentes, le Conseil général a réparti en 1881, la 3e annuité du nouveau réseau de 1,400 kilomètres dont l'entretien doit avoir lieu en 1882, et le chemin N° 124 bis n'a pu y être compris. Aucun travail d'achèvement n'ayant été entrepris en 1882 sur le nouveau réseau, l'Agent-Voyer en chef ne peut proposer aucune modification à la répartition faite en 1881.
456	Le Conseil général renvoie à l'examen de M. le Préfet, un vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque tendant à ce qu'en présence du refus de Gravelines de voter son contingent pour l'entretien du chemin d'intérêt commun N° 127, de Gravelines à Coppenaxfort, le service vicinal présente un nouveau tracé n'empruntant plus le territoire de Gravelines.	Un premier projet, dressé par le service vicinal, n'a pas été accueilli favorablement par les communes. Un second projet a été étudié et est actueilement soumis aux Conseils municipaux.
456	Le Conseil général renvoie à l'examen de M. le Préfet, un vœu du Conseil d'arrondissement de Dunkerque tendant à ce que la demande du Conseil municipal de Wormhoudt relative à une modification du contingent de cette commune dans les dépenses d'entretien du chemin d'intérêt commun N° 106 bis, soit prise en considération.	Il a été donné satisfaction à ce vœu par la décision du Conseil général relative à la répartition des dépenses d'entretien du chemin N° 106 bis (séance du 1er septembre 1881.
	Session d'Avril 1882.	
464	Le Conseil général appuie un vœu émis par deux de ses membres et tendant à ce que le génie militaire veuille bien lever l'interdiction sur la création et sur l'entretien du chemin d'intérêt commun N°. 227, de Sepmeries à Bry, et sur le chemin N° 226, d'Aulnoye à Dourlers.	Une conférence est ouverte avec le Génie militaire au sujets de ces deux chemins.

Lille, le 22 Juillet 1882.

L'Agent-Voyer en chef,
DONIOL.

DÉPARTEMENT DU NORD.

CHEMINS VICINAUX ORDINAIRES.

RAPPORT DE L'AGENT-VOYER EN CHEF

I. — Situation générale.

Les chemins vicinaux ordinaires sont divisés en trois catégories distinctes : le réseau subventionné proprement dit, le réseau annexe et le réseau non subventionné.

Le réseau subventionné du département, constitué en vertu de la loi du 11 juillet 1868, a été porté, par diverses décisions ministérielles, dont la dernière est en date du 15 avril 1882, à 2,700 kilomètres. Le réseau annexe comprend les longueurs construites avant la promulgation de la loi du 11 juillet 1868, dans les communes ayant des chemins admis au réseau subventionné. Les autres chemins vicinaux ordinaires forment le réseau non subventionné.

Une certaine longueur de chemins vicinaux ordinaires a été admise chaque année, depuis 1880, dans le nouveau réseau d'intérêt commun arrêté par le Conseil général et dont le classement ne doit devenir effectif, d'une manière excessive, qu'en un certain nombre d'annuités. La longueur de cette catégorie de chemins au 31 décembre 1881 est, en conséquence, inférieure à celle du 31 décembre 1880.

En outre, la situation à la fin de 1881 ne pouvait comprendre les 100 kilomètres du réseau subventionné accordés au département par décision ministérielle du 15 avril 1882; elle ne comprenait pas non plus une longueur de 4 k. 364 m. formant la réserve non répartie des 2,600 kilomètres attribués au département au 31 décembre 1881.

En résumé, la situation des chemins vicinaux ordinaires accusée par les comptes-rendus de l'exercice 1881, est la suivante :

	RÉSEAU subventionné.	RÉSEAU non subventionné.	RÉSEAU annexe.	TOTAUX.
	M.	M.	M.	M.
Longueur à l'état d'entretien ou de viabilité....	2.031.705	1.966.820	280.215	4.278.740
Longueur en construction	74.064	»	1.007	75.671
Longueur en lacune.....	237.125	»	1.345.034	1.582.159
Longueur totale au 31 décembre 1881	2.343.494	1.966.820	1.626.256	5.936.570
La longueur au 31 décembre 1880 était de	2.392.446	2.071.162	1.634.504	6.098.112
Différences en augmentation	»	»	»	»
Différences en diminution	48.952	104.342	8.248	161.542

La longueur totale du réseau subventionné, qui s'élève à 2,700 kilomètres, est divisée de la manière suivante :

Longueur répartie	2.447.928 m.
Longueur retranchée après construction, ou classée dans les voies d'un ordre supérieur, et devenant dès lors inutilisable.	252.072
TOTAL ÉGAL.....	2,700,000 m.

Au point de vue de la comptabilité, et conformément aux instructions ministérielles, le réseau annexe a toujours été réuni au réseau subventionné.

Le tableau N° 36, donnant divers renseignements statistiques par commune, pour l'année 1881, fournit les indications ci-après :

Cantonniers	Nombre		274
	Dépense		179.790 fr.
Nombre des ouvrages d'art existants	Au-dessous de 5 m. d'ouverture		5.753
	De 5 à 15 m. d'ouverture.....		45
	Au-dessus de 15 m. d'ouverture		8
Prix de revient au mètre courant pour	Entretien en 1881		0 60
	Constructions terminées depuis 1868 :		
	Travaux	14 99	15 42
	Terrains.....	0 43	

II. — Ressources de l'exercice 1881.

Les ressources applicables aux chemins vicinaux ordinaires en 1881, d'après le tableau N° 33, dressé par commune et annexé à ce rapport, sont résumées comme suit :

	RÉSEAU subventionné et annexe.	RÉSEAU non subventionné.	TOTAL.
Ressources communales	3.945.092 25	251.737 37	4.196.829 62
Subventions industrielles	11.946 »	265 »	12.211 »
Souscriptions particulières	33.871 53	»	33.871 53
Subventions de l'Etat	128.379 »	»	128.379 »
— du département	807.533 20	9.162 60	816.695 80
Totaux	4.926.821 98	261.164 97	5.187.986 95
A déduire les dégrèvements, non-valeurs, etc.	38.406 18	2.154 04	40.560 22
Ressources propres à l'exercice 1881	4.888.415 80	259.010 93	5.147.426 73
Excédant des ressources sur les dépenses faites à la clôture de l'exercice 1880	1.763.697 18	712.706 84	2.476.404 02
Ressources définitives applicables aux dépenses faites	6.652.112 98	971.717 77	7.623.830 75

III. — Dépenses de l'exercice 1881.

Les dépenses faites sur les chemins vicinaux ordinaires en 1881 sont détaillées au tableau N° 34 ci-annexé. Elles sont résumées ci-après :

	RÉSEAU subventionné et annexe.	RÉSEAU non subventionné.	TOTAL.
Entretien	2.343.465 12	184.437 13	2.527.902 25
Grosses réparations	85.441 26	392 »	85.833 26
Constructions	1.964.229 51	69.639 31	2.033.868 82
Indemnités de terrains	17.627 84	750 »	18.377 84
Dommages et dépenses diverses	11.339 16	580 92	11.920 08
Frais généraux	64.012 18	3.993 39	68.005 57
Remboursement d'emprunts, intérêts	873.564 97	4.904 80	878.469 77
Montant des dépenses faites	5.359.680 04	264.697 55	5.624.377 59
Les ressources applicables aux dépenses faites s'étant élevées à	6.652.112 98	971.717 77	7.623.830 75
Il en est résulté à la clôture de l'exercice 1881 un excédant de ressources sur les dépenses faites de	1.292.432 94	707.020 22	1.999.453 16
Les dépenses payées se sont élevées à ...	5.034.662 20	264.200 69	5.298.862.89
Les ressources et les dépenses de l'exercice 1881 comprennent une somme en nature (prestations, subventions industrielles, souscriptions particulières, etc.) de	1.164.331 69	77.104 09	1.241.435 78

IV. — Tarif de rachat des journées de prestation.

Le service vicinal ne propose aucune modification pour les prix du rachat des journées de prestation, qui sont fixés, depuis plusieurs années, dans le département du Nord, ainsi qu'il suit :

INDICATION DES ESPÈCES DE JOURNÉES.	PRIX DE CHAQUE JOURNÉE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE						
	Avesnes.	Cambrai.	Douai.	Dunkerque.	Hazebrouck.	Lille.	Valenciennes.
Homme	1 75	1 50	1 50	1 75	1 50	1 75	1 75
Cheval	3 50	3 50	3 50	4 »	4 »	4 50	3 50
Bœuf (la paire)	3 »	2 50	2 50	3 50	3 50	3 50	3 »
Vache de trait (la paire)	2 50	2 »	2 »	2 50	2 50	3 »	2 50
Mulet	1 50	1 50	1 50	1 75	1 75	1 70	1 50
Ane	1 50	1 50	1 50	1 50	1 50	1 70	1 50
Voiture à 4 roues	2 50	2 50	2 50	2 50	2 50	3 50	2 50
Voiture à 2 ou 3 roues	1 75	2 »	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75
Tombereau	1 75	1 75	2 »	1 75	1 75	2 »	1 75

V. — Budgets rectificatif et de report de 1882.

Il y a lieu de reporter au budget de 1882 les crédits ci-après, dont il n'a pu être fait emploi en 1881, savoir :

S.-C. IV. — Subventions de l'Etat et du département pour les travaux d'achèvement des chemins vicinaux ordinaires ..... 57.260 fr. 52

S.-C. XIX. — Subventions pour les mêmes travaux 55.257 11

Il n'y a rien à prévoir au budget rectificatif de 1882 pour le service des chemins vicinaux ordinaires.

VI. — Budget départemental de 1883.

Les crédits dont on propose l'inscription sur le budget départemental de 1883, pour le service des chemins vicinaux ordinaires, s'appliquent aux objets ci-après :

1° Subventions aux communes pour entretien ;

2° Subventions aux communes pour amortissement des emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux ;

3° Secours exceptionnels aux communes nécessiteuses qui, avec leurs propres ressources, sont dans l'impuissance de pourvoir, soit à des travaux indispensables et urgents sur leurs voies vicinales ordinaires, soit à l'acquittement de leurs contingents dans les dépenses des chemins d'intérêt commun.

1° Subventions pour entretien.

L'Agent-Voyer en chef soussigné prépare, en ce moment, les éléments de répartition, pour 1883, des subventions que le département accordeaux communes, depuis 1878, en vue d'assurer l'entretien des chemins vicinaux ordinaires. La faculté accordée aux communes, par la loi du 11 juillet 1868, de substituer une 4e journée de prestation aux trois centimes spéciaux extraordinaires autorisés par la loi du 24 juillet 1867, expirant au 31 décembre 1882, les communes devront, pour participer aux subventions départementales de 1883, voter, outre les trois journées de prestation et les cinq centimes spéciauxordinaires, les trois centimes extraordinaires. Les délibérations des Conseils municipaux, relatives au vote des ressources vicinales de 1883, ne sont pas toutes parvenues, et le soussigné nepeut s'assurer que toutes les communes remplissent les conditions exigées ; il propose de fixer les subventions à allouer, en 1883, aux communes pour entretien des chemins vicinaux ordinaires, conformément aux indications des tableaux N° 3, mais sous la réserve que les communes dont les votes ne sont pas connus et qui ne se seraient pas mises en mesure de profiter des subventions, devraient se conformer aux conditions prescrites préalablement au versement de ces subventions, et qu'elles en seraient privées au cas où elles n'auraient pas régularisé leur situation en temps utile en votant les ressources extraordinaires, conformément aux prescriptions du Conseil général.

La répartition sera faite suivant les règles admises pour les années précédentes, entre toutes les communes ayant droit à une subvention d'entretien, en prenant pour base quatre éléments distincts :

1° La pauvreté des communes ;

2° Les avantages retirés des voies d'un ordre supérieur ;

3° Les sacrifices faits par les communes ;

4° La circulation.

2° Subventions pour amortissement des emprunts à la Caisse des Chemins vicinaux.

Les emprunts à la caisse des chemins vicinaux, réalisés au 31 décembre 1882, pour l'achèvement du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires, s'élèveront à 25.384.350 fr.

L'amortissement de ces emprunts en 1884, à raison de 4 p. %, donnera lieu à une annuité de..... 1.015.374 fr.

Une partie de ces emprunts, dite emprunts primitifs, est remboursable par le département pour 4/5 et par les communes pour 1/5; une autre partie, dite emprunts supplémentaires, a été prise en charge par le département.

Les emprunts primitifs réalisés au 31 décembre 1882, s'élèveront à 22,121,750 francs et donneront lieu à un amortissement à la charge du département des 4/5 de $\frac{22,121,750 \times 4}{100}$, ci ..... 707,896 fr.

Les emprunts supplémentaires réalisés à la même date, s'èlèveront à 3,262,600 francs et donneront lieu à un amortissement à la charge du département, de $\frac{3,262,600 \times 4}{100}$, ci 130,504

MONTANT du crédit à inscrire au budget départemental..... 838,400 fr.

3° Secours aux communes nécessiteuses.

Le crédit inscrit à cet effet au budget de 1882 est de 10,000 francs. Le soussigné est d'avis qu'il y a lieu de maintenir un crédit d'égale somme au budget de 1883.

En résumé, les dépenses à la charge du département, en 1883, en faveur des chemins vicinaux ordinaires, seraient les suivantes :

Subventions pour entretien des chemins vicinaux ordinaires.....	218,000 fr.
Subventions pour amortissement des emprunts à la caisse des chemins vicinaux	838,400
Secours aux communes nécessiteuses.....	10,000
ENSEMBLE.....	1,066,400 fr.

VII. — Compte-rendu de l'emploi des crédits alloués au département du Nord sur les dotations de la caisse des chemins vicinaux instituées par les lois des 11 juillet 1868 et 10 avril 1879.

Les communes auront réalisé à la caissé des chemins vicinaux au 31 décembre 1882, pour l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires du réseau subventionné, les emprunts ci-après, savoir :

Sur la dotation de 1868	23,906,000 fr.
Sur la dotation de 1879.....	1,478,350
TOTAL.....	25,384,350

Les subventions de l'Etat accordées en vertu de la loi du 11 juillet 1868, se sont élevées, pour les 14 annuités de la période d'exécution du réseau subventionné, à 2,461,085

Les subventions départementales affectées aux dits travaux, sont de..... 5,314,000

De sorte que les ressources spéciales affectées à l'achèvement du réseau subventionné, indépendamment des ressources communales et particulières, s'élèveront, au 31 décembre 1882, à..... 33,159,435 fr.

Les crédits ouverts annuellement au département du Nord sur la dotation de la caisse des chemins vicinaux, ont été suffisants, jusqu'en 1880, pour permettre d'exécuter le programme des travaux arrêté par le Conseil général. Mais à partir de 1881, la situation s'est modifiée et les travaux du réseau subventionné ont éprouvé un ralentissement, attendu que l'importance des travaux engagés doit être proportionnée à celle des fonds disponibles. La situation présentait, en 1881, cette particularité que le crédit ouvert sur la dotation de 1868, ne pouvait être utilisé, tandis que celui qui avait été accordé sur la dotation de 1879 était de beaucoup insuffisant. Des mesures furent prises par le service vicinal en vue d'apporter un remède à cet état de choses; il fut constaté qu'un certain nombre de communes avaient contracté, sur la dotation de 1868, des emprunts supérieurs à leurs besoins et qu'elles ne pouvaient dès lors réaliser. Un travail de révision des emprunts de chaque commune fut entrepris, et des propositions furent soumises à M. le Ministre de l'Intérieur pour l'annulation de reliquats d'emprunts s'élevant à 1,459,600 fr. et provenant de communes qui ne pouvaient appliquer le montant total de leurs contrats aux travaux autorisés pour l'achèvement du réseau subventionné. Ces emprunts ne pouvant d'ailleurs être affectés qu'à ce réseau, il n'en résultait pour ces communes aucune perte. Ces annulations ont permis de doter d'autres communes et de les mettre en mesure de puiser à la caisse de 1868; la période légale de l'exécution de la loi du 11 juillet 1868 touchant à sa fin, cette opération était indispensable pour permettre au département de profiter de la totalité des allocations qui lui ont été accordées sur la dotation de la loi du 11 juillet 1868 et dont le montant a été fixé, par le décret du 15 septembre 1881, à 23,906,000 francs, savoir :

Sommes empruntées au 31 décembre 1880	21,015,000 fr.
Réalisations opérées en 1881	693,900
Crédit de 1882	2,197,000
TOTAL ÉGAL	23,906,000 fr.

Une seconde mesure de ce genre sera prise sans tarder pour liquider complètement la situation de la dotation de 1868, de manière à permettre aux communes contractantes d'employer, à bref délai, tous les fonds disponibles sur cette dotation. Les nouvelles annulations à proposer s'élèveront environ à 268,200 fr. et permettront à un certain nombre de communes dont les dépenses sont engagées, de s'acquitter envers les entrepreneurs.

On voit que ces combinaisons auront permis d'utiliser environ 1,727,800 francs de la dotation de 1868 qui étaient immobilisés et qui autrement seraient tombés en non-valeur au 31 décembre 1882.

VIII. — Travaux à entreprendre en 1882.

Dans son rapport sur le service des chemins d'intérêt commun, l'Agent-voyer en chef a exposé la situation financière des chemins d'intérêt commun du nouveau réseau et stratégiques, ainsi que des chemins vicinaux ordinaires du résean subventionné, et a examiné les moyens à employer pour terminer les travaux autorisés par le Conseil général. Il résulte de cette étude que l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires exigera à dater du 1er janvier 1883 des réalisations d'emprunts à la Caisse des chemins vicinaux s'élevant à 4,484,000 fr. et se décomposant ainsi qu'il suit :

Réalisations nécessaires pour la longueur répartie au 31 décembre 1881...			2.230.000 fr. »
Réseau complémentaire de 125 kilomètres réparti en 1882 :			
Emprunts nécessaires pour solder les travaux en cours d'exécution.....	380.000	»	2.254.000 fr. »
Pour les travaux non entrepris.....	1.874.000	»	
Total.....			4.484.000 fr. »

Les réalisations les plus urgentes s'appliquent aux travaux du réseau subventionné anciennement réparti, ci..... 2.230.000 fr. »
et au solde des travaux entrepris du nouveau réseau de 125 kilomètres, évalué à..... 380.000 »

Ensemble..... 2.610.000 fr. »

Ainsi que le soussigné l'a fait ressortir dans son rapport sur les chemins d'intérêt commun, ces travaux pourraient être entrepris en deux années (1883 et 1884) concurremment avec les travaux autorisés sur ces chemins ; le crédit de 1,500,000 francs accordé au département du Nord, en 1883, sur la dotation de la loi de 1879, permettrait le prélèvement en faveur des chemins vicinaux ordinaires d'une somme de 1,260,000 francs qui, en tenant compte des rabais probables et des retenues de garantie, assurerait l'exécution en 1883 de la moitié des travaux à faire sur cette catégorie de chemins. Il paraît préférable d'entreprendre simultanément tous les travaux qui ont été votés par le Conseil général, sauf à ne porter aux budgets communaux de 1883 que les crédits disponibles sur cet exercice. C'est sur ces bases qu'ont été établies les prévisions budgétaires pour l'année prochaine.

Le rapport sur le service des chemins d'intérêt commun indique les bases d'après lesquelles a été établi le crédit de 1,260,000 francs que le soussigné propose d'appliquer à l'achèvement des chemins vicinaux ordinaires en 1883.

IX. — Application de la loi du 12 mars 1880.

La loi du 12 mars 1880 a affecté une subvention de 80 millions, sur les fonds de l'État, à l'achèvement des chemins vicinaux ; le département du Nord en a bénéficié en 1881 et en 1882. Des propositions devront être faites pour l'exercice 1883, à l'effet d'obtenir des subventions de l'État proportionnées au montant des travaux neufs à exécuter sur les chemins vicinaux ordinaires. Ces propositions ont été établies dans la forme prescrite par les instructions ministérielles et sont ci-jointes.

Les subventions à espérer de l'État, en 1883, par application de la loi du 12 mars 1880, sont évaluées pour les chemins vicinaux ordinaires, à 136,854 fr. Ces subventions sont baséessur le montant des travaux, dont l'exécution est subordonnée à l'importance des crédits ouverts à la Caisse des chemins vicinaux.

Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général, pendant les deux dernières sessions, en ce qui concerne les chemins vicinaux ordinaires.

NUMÉROS des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	Session d'Août 1881.	
348	Le Conseil général renvoie à l'administration le vœu d'un de ses membres en faveur de l'admission au réseau subventionné de divers chemins des communes de Mardyck, Zuydcoote, Petite-Synthe, Hondschoote et Saint-Georges.	Satisfaction a été donnée en partie à ce vœu lors de la répartition, par le Conseil général, des 125 nouveaux kilomètres du réseau subventionné des chemins vicinaux ordinaires. La longueur de ce réseau est complètement répartie.
352	Le Conseil général demande que des mesures soient prises pour assurer l'exécution du pont de la Bourre, à Merville, pour lequel on avait omis de créer les ressources suffisantes au réseau subventionné.	Les ressources nécessaires ont été ajoutées au réseau subventionné, lors de la répartition des 125 nouveaux kilomètres, pour la construction de cet ouvrage.
362	Le Conseil général recommande à M. le Préfet le prompt achèvement du pont de Frelinghien.	Ce travail est terminé et sera livré prochainement à la circulation publique.
369	Le Conseil général renvoie à l'examen de M. le Préfet un vœu d'un de ses membres, tendant à la mise en pratique de la loi du 12 mars 1880.	Tous les travaux d'achèvement participent, depuis 1881, aux subventions créées par la loi du 12 mars 1880, dont l'application est subordonnée aux possibilités d'emprunts à la caisse des chemins vicinaux.

NUMÉROS des pages des délibérations du Conseil général.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
493	Le Conseil général demande qu'une solution intervienne au sujet du rachat des ponts à péage sur le canal de Dunkerque à Furnes.	Un rapport spécial sera présenté pour cette affaire, concernant les ponts de Rosendael. En ce qui concerne le pont de Ghyvelde, le Conseil municipal de cette commune se refuse à poursuivre l'instruction du projet de rachat.
	Session d'Avril 1882.	
381	Le Conseil général a émis le vœu que, conformément aux engagements antérieurs, le gouvernement mette à la disposition du département les crédits nécessaires pour achever en 1882, tous les travaux dont le Conseil général avait prescrit l'exécution.	Ce vœu a été recommandé tout particulièrement à la sollicitude de M. le Ministre de l'Intérieur. Sa réponse sera mise sous les yeux du Conseil général.
481	Le Conseil général demande que des mesures soient prises pour le rétablissement du pont de Wasquehal.	Un crédit est prévu, au réseau subventionné, pour l'exécution de ce pont par la commune de Wasquehal, avec subvention de l'Etat.

Lille, le 22 juillet 1882.

L'Agent-Voyer en Chef,

DONIOL.

CHAPITRE III.

RAPPORT

SUR LA

SITUATION DU SERVICE DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE, DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD,

Pendant l'année scolaire 1880-1881.

Présenté au Conseil départemental dans sa séance du 2 août 1882.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter l'exposé de la situation de l'enseignement primaire, dans le département du Nord, pendant le cours de l'année 1881. Cet exposé comprendra : 1° des renseignements statistiques ; 2° des considérations sur la marche générale du service, sur ce qui a été fait et sur ce qui reste à faire.

PREMIÈRE PARTIE.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES.

(L'Administration centrale, ayant publié un résumé général des états de situation de l'enseignement primaire pour l'année scolaire 1880-1881, nous avons cru ne pouvoir mieux faire que de suivre pas à pas, pour cette partie de notre rapport, le cadre qu'elle avait elle-même tracé.)

§ Ier.

Superficie, population, etc. — Situation des communes.

Pour une superficie de 5.681 kilomètres carrés et une population de 1,603,259 habitants, le département du Nord compte sept arrondissements, soixante-un cantons et six cent soixante-trois communes.

Toutes ces communes, sauf treize (1), ont au moins une école publique.

Le nombre des communes de 500 habitants, non pourvues d'une école publique, est de 45 ; 18 d'entre elles. parmi lesquelles 4 n'ont 500 habitants que depuis le recensement de 1881, possèdent seulement une école mixte (2) ; 26 ont une école libre de filles tenant lieu, en fait, d'école publique (3) et une, celle de Sailly (Cambrai), pourvue d'une école spéciale de garçons, n'entretient pas d'école pour ses petites filles qui sont admises à l'école publique de Raillencourt, commune voisine.

D'autre part, 12 écoles publiques, spéciales aux filles, existent dans des communes d'une population inférieure à 500 habitants (4).

Depuis le 1er octobre 1881, 18 communes de 500 habitants ont dédoublé leur école mixte (5).

---

(1) *Arrondissement d'Avesnes* (*circonscription d'Avesnes*) : Choisies (88 hab.), réunie à Obrechies.

Circonscription du Quesnoy : Audigny (194 hab.), réunie à Mecquignies ; Potelle (222 hab.), réunie à Jolimetz.

Arrondissement de Cambrai (*circonscription de Cambrai*) : Morenchies (109 hab.), réunie à Neuville-St-Remy ; Déhéries (99 hab.), réunie à Malincourt ; Forenville (101 hab.) réunie à Séranvillers.

Arrondissement de Douai : Villers-Campeau (213 hab), réunie à Somain.

Arrondissement de Lille (3e *circonscription*) : Ligny (114 hab.), réunie à Beaucamps ; Erquinghem-le-Sec (224 hab.), réunie à Hallennes ; Warneton-Sud (137 hab.) et Warneton-Bas (261 hab), réunies à Deûlémont.

Arrondissement de Valenciennes : Oisy (263 hab.), réunie à Hérin ; Rouvignies (285 hab.), réunie à Prouvy.

(2) *Arrondissement d'Avesnes* (*circonscription du Quesnoy*) : Gussignies, Montay, Neuville, Sommaing et Villereau.

Arrondissement de Douai : Marcq.

Arrondissement de Dunkerque : Bierne, Crochte, Eringhem, Craywick, Holque, Coudekerque-Village, Cappelle et Merkeghem.

Arrondissement d'Hazebrouck : Berthen, Sercus et Strazeele.

Arrondissement de Valenciennes : Odomez.

(3) *Circonscription du Quesnoy* : Bellignies, Frasnoy, Hecq, Maresches, St-Vaast-Solesmes et Wargnies-le-Petit.

Circonscription de Cambrai : Abancourt, Hem-Lenglet, Neuville-St-Remy et Paillencourt.

Arrondissement de Douai : Alnes, Auberchicourt, Bouvignies, Cuincy, Ecaillon, Flers, Fressain, Hornaing, Lauwin-Planque et Lécluse.

Arrondissement d'Hazebrouck : Meteren.

Arrondissement de Lille (3e *circonscription*) : Fournes et Lompret.

Arrondissement de Valenciennes : La Sentinelle, Douchy et Rumegies.

(4) *Circonscription du Quesnoy :* Ruesnes.

Circonscription de Cambrai : Eswars, Aubencheul-au-Bac, Sancourt.

Arrondissement de Douai : Brunémont.

Arrondissement de Dunkerque : Uxem.

Arrondissement de Lille (3e *circonscription*) : Cobrieux, La Neuville, Chemy, Herrin et Vendeville.

Arrondissement de Valénciennes : Bellaing.

(5) *Circonscription d'Avesnes :* Beugnies, Féron, Gognies-Chaussée, Ramousies, Rousies, St-Remy-Chaussée et Sémeries.

Circonscription du Quesnoy : Beaumont, Croix, Locquignol, Monceau-St-Waast, St-Benin et St-Waast.

Circonscription de Cambrai : Etrun, Proville et Selvigny.

Arrondissement de Dunkerque : Ledringhem et St-Pierre-Brouck.

§ II.

Ecoles.

A la fin de l'année scolaire 1879-1880, il y avait, dans le département, 1649 écoles de toute nature ; les états de situation pour 1880-1881, en donnent 1661 (1). Différence en faveur de 1880-1881 : 12 écoles.

Cette augmentation se décompose comme suit :

Écoles publiques.....	16 en plus ;
Écoles libres.....	4 en moins.

Le nombre des écoles publiques laïques s'est accru de 27 (de 987 à 1,014). Cette augmentation s'est faite en partie au détriment des congréganistes qui ont perdu onze établissements (de 341 à 330). Le nombre des écoles libres congréganistes est de 225, comme l'année précédente ; celui des écoles libres laïques est tombé de 96 à 92.

Une troisième catégorie d'écoles (écoles libres tenant lieu, en fait, d'écoles publiques) est restée stationnaire : elle comprend toujours 26 écoles (25 congréganistes, 1 laïque).

---

(1) Dans ce nombre se trouvent comprises quatre écoles primaires supérieures pour les garçons et une pour les filles, savoir :

1° *Garçons.*

1° Lille, rue du Lombard (250 élèves), sans internat.
2° Roubaix, Institut Turgot. } Écoles complètes, avec internat et ateliers, recevant ou pouvant recevoir des boursiers de l'État.
3° Douai. }
4° Fournes, école libre avec internat.

2° *Filles.*

Lille, boulevard de la Liberté (250 élèves), avec un internat comprenant actuellement dix boursières du département et une boursière de l'État. — L'école ne pourrait pas en recevoir davantage ; mais des institutrices libres, présentant de sérieuses garanties, consentent à recevoir des boursières de l'État qu'elles conduiraient aux cours de l'École supérieure.

Depuis le 1er octobre dernier, deux nouvelles Écoles supérieures complètes, avec ateliers et internat, ont été créées à Haubourdin et à Fourmies. La première reçoit des boursiers de l'État, la seconde peut en recevoir.

En outre, des cours complémentaires d'un an existent :

1° *Pour les garçons.*	A Dunkerque, rue de l'Abreuvoir. Douai, école annexe. Aniches (arrondissement de Douai). Bouchain (arrondissement de Valenciennes).
2° *Pour les filles*.....	A Dunkerque, rue Faulconnier.

§ III.

Maîtres et classes.

Maîtres. — Le mouvement général du personnel se résume par une augmentation totale de 175 instituteurs et institutrices publics et libres, savoir :

1° ENSEIGNEMENT PUBLIC.

Laïques.

Instituteurs :	9 titulaires et 73 adjoints.....	*en plus* = 83	163
Institutrices :	18 id. 62 adjointes.....	*en plus* = 80	

Congréganistes.

Instituteurs :	5 titulaires et 13 adjoints.....	*en moins* = 18	36
Institutrices :	5 id. 12 adjointes.....	*en moins* = 18	
Soit, en définitive, une augmentation de.....			127 m.

2° ENSEIGNENENT LIBRE.

Laïques.

Instituteurs ;	1 titulaire et 6 adjoints.....	*en moins* = 7	12
Institutrices :	2 id. 2 adjointes.....	*en moins* = 5	

Congréganistes.

Instituteurs :	1 titulaire et 15 adjoints.....	*en plus* = 16	60
Institutrices :	0 id. 44 adjointes.....	*en plus* = 44	
Soit, en définitive, une augmentation de.....			48 m.

Classes. — Le nombre des classes est de 3,895, soit une classe pour 412 habitants. Il s'est accru en 1880-1881 de 126 : 123 dans les écoles publiques (66 spéciales aux garçons et 57 spéciales aux filles) et 3 dans les écoles libres. Il est à remarquer que l'accroissement du nombre de classes publiques (3,21 p. %/ est sensiblement supérieur à celui des écoles, qui n'est que de 0,72 p. %. On voit là un acheminement vers la réduction si désirable de l'effectif scolaire qui excède encore si souvent les forces du maître.

§ IV.

Élèves des écoles publiques et libres, laïques et congréganistes.

Total général : 234,759.

De 1879-1880 sur 1878-1879, l'augmentation du nombre des élèves avait été de 7,046 ; de 1880-1881 sur 1879-1880, elle est de 3.506, soit un accroissement de 1,49 p. %. — Les écoles publiques ont gagné 5,012 élèves, tandis que les écoles libres en ont perdu 1,506.

Les écoles publiques laïques ont vu leur population s'augmenter de 7,635 élèves ; mais c'est en partie au détriment des écoles congréganistes, qui ont vu la leur tomber de 69,663 à 67.040 ; perte : 2,623.

Dans l'enseignement libre, au contraire, le nombre des élèves a partout diminué, mais d'une manière beaucoup plus sensible chez les laïques qui perdent 5,58 p. % que chez les congréganistes, dont la perte n'atteint que 3,66 p. %.

En somme, la diminution totale dans le nombre des enfants qui ont fréquenté les écoles congréganistes pendant l'année 1880-1881 est de 3,761 (2,623 pour les écoles publiques et 1,138 pour les écoles libres).

§ V.

Elèves payants et élèves gratuits.

Il a paru intéressant de faire connaître exactement le point où en était arrivée la gratuité partielle avant l'application de la loi du 16 juin 1881, qui a fait la gratuité absolue.

Au moment de la promulgation de cette loi, les 234,759 élèves qui peuplaient les écoles primaires du département du Nord étaient répartis en 80,327 payants et 154,432 gratuits. soit presque 66 gratuits sur cent élèves.

Mais si l'on sépare les élèves des écoles publiques de ceux des écoles libres, la proportion change. Les élèves gratuits des écoles libres étaient au nombre de 14,444 sur 36,129, soit 39 p. % seulement, tandis que les écoles publiques qui recevaient 198.630 élèves en admettaient gratuitement 139,988, soit 70 p. %. C'est donc 30 p. %, c'est-à-dire moins d'un tiers seulement des élèves des écoles publiques du Nord qui sont ajoutés à la charge du budget de l'Instruction publique. La moyenne générale pour la France était de 34 p. %.

§ VI.

Enfants d'âge scolaire.

D'après le recensement de 1876, qui peut être modifié sensiblement par celui de 1881, le nombre d'enfants d'âge scolaire (6 à 13 ans) était de 218,830. Le nombre des enfants du

même âge inscrits dans une école primaire quelconque en 1880-1881 est de 204,826, auxquels il faut ajouter les enfants de 6 ans et au-dessus inscrits dans les écoles maternelles, soit 13,693. La différence entre les enfants recensés et ceux inscrits dans un établissement quelconque d'enseignement primaire serait donc de 311. — Mais l'augmentation du chiffre de la population du département constatée par le dénombrement de 1881, étant de 83,674 et la moyenne des enfants d'âge scolaire étant de 12,2 p. % des habitants, il y aurait de ce chef 10,108 enfants à ajouter aux 311 trouvés plus haut, soit 10,419 enfants qui ne fréquentent aucune école primaire.

Toute fois il y a lieu de retrancher de ce nombre :

1° Les enfants reçus dans les établissements publics d'enseignement secondaire ;
2° Les élèves des établissements secondaires libres ;
3° Les enfants recevant l'instruction dans leurs familles.

Le nombre 10,419 indiqué ci-dessus serait donc diminué d'autant.

§ VII.

Ecoles de hameau.

Un décret en date du 10 octobre 1881, rendu sur la proposition de M. le Ministre de l'Instruction publique, dispose que : « Toute école établie dans une section de commune qui aura reçu, pendant l'année, au moins 25 élèves de cinq à treize ans sera considérée comme école ordinaire, et l'instituteur-adjoint ou l'institutrice-adjointe qui la dirige sera élevé au rang d'instituteur ou d'institutrice pour jouir des avantages attachés à ce titre. » Mais cette disposition ne concerne pas le département du Nord, où toutes les écoles ouvertes dans des sections de commune reçoivent plus de 25 élèves. — Il n'y a dans le Nord aucune école de hameau proprement dite.

§ VIII.

Elèves des écoles mixtes publiques.

9,286 élèves sont encore reçus dans des écoles mixtes publiques, soit 4,78 p. % de la population totale des écoles publiques.

Sur ces 9,286 élèves, 8,373 fréquentent des écoles dirigées par des instituteurs et 913 des écoles dirigées par des institutrices. (Sur ce nombre 623 appartiennent à des congréganistes).

On peut encore décomposer les 9,286 élèves des écoles mixtes publiques en 5,111 garçons et 4,175 filles. Et si l'on veut rechercher quel est dans cette population scolaire des écoles mixtes, le nombre d'élèves afférent à chaque catégorie de maîtres, on est amené à reconnaître que l'instruction de 3,682 filles est confiée à des instituteurs, et que celle de 420 garçons est confiée à des institutrices.

§ IX.

Ecoles maternelles (Salles d'asile) et Personnel dirigeant.

ÉCOLES MATERNELLES. — Les écoles maternelles, tant publiques que libres, sont au nombre de 345, en augmentation de 12 sur l'année précédente. Cette augmentation se répartit comme suit : 11 aux écoles maternelles publiques (214 au lieu de 203) et 1 aux écoles maternelles libres (131 au lieu de 130).

Le progrès des écoles maternelles publiques est général ; mais il est plus sensible pour les laïques qui gagnent 8 établissements (79 au lieu de 71), que pour les congréganistes qui n'en gagnent que 3 (135 au lieu de 132).

Le progrès des écoles maternelles libres s'est fait en faveur des congréganistes qui gagnent 2 établissements (113 au lieu de 111) contre les laïques qui en perdent 1 (18 au lieu de 19).

PERSONNEL DIRIGEANT. — Le total général des directrices et sous-directrices des écoles maternelles est de 595 (13 de plus que l'année précédente), dont 370 publiques et 225 libres.

Cette augmentation se répartit comme suit :

1° ÉCOLES MATERNELLES PUBLIQUES.

Laïques...	Directrices : 8 *en plus*	(79 au lieu de 71).	16 *en plus.*
	Sous-Directrices 8 *en plus*.....	(57 au lieu de 49).	
Congréganistes.	Directrices : 3 *en plus*.....	(135 au lieu de 132).	1 *en plus.*
	Sous-Directrices : 2 *en moins*.....	(99 au lieu de 101).	

2° ÉCOLES MATERNELLES LIBRES.

Laïques...	Directrices : 1 *en moins*.....	(18 au lieu de 19)	soit 4 *en moins*
	Sous-directrices : 3 *en moins*.....	(5 au lieu de 8.)	
Congréganistes.	Directrices ; 2 *en plus*.....	(113 au lieu de 111).	*même nombre*
	Sous-directrices : 2 *en moins*.....	(89 au lieu de 91).	

§ X.

Elèves des salles d'asile (écoles maternelles).

Le nombre des enfants reçus dans les écoles maternelles est de 2,230 plus élevé que celui de l'année précédente (66,300 au lieu de 64,070), soit une augmentation de 3,36 p.%. Cette augmentation est supérieure de 1,87 p. % à celle que l'on constate dans les écoles primaires de toute nature. Mais il est à noter que le progrès des écoles

maternelles publiques est sensiblement supérieur à celui des écoles maternelles libres. L'augmentation p. % du nombre des élèves reçus dans les premières est de 3, 76 ; elle n'est que de 2,13 pour les deuxièmes.

Les écoles maternelles publiques laïques ont gagné 2,097 élèves, tandis que les congréganistes en ont perdu 200.

Le mouvement se produit dans un sens inverse pour les écoles libres ; les laïques perdent 163 élèves et les congréganistes en gagnent 514, dépassant ainsi leur perte de 314 élèves.

Au point de vue de la quantité, 9,512 enfants des écoles maternelles publiques, soit 19 p. %, ont bénéficié de l'application de la loi du 16 juin 1881, qui supprime toute rétribution scolaire.

§ XI, XII, XIII.

Titres de capacité du personnel enseignant.

Il y avait dans les écoles publiques en 1879-1880 :

Sur 1,221 instituteurs laïques, 35 non brevetés, ... soit 2,86 p. %.
304 id. cong., 209 non brevetés, ... soit 68,75 p. %.
519 institutrices laïques, 16 non brevetées, ... soit 3,08 p. %.
825 id. cong. 796 non brevetées, ... soit 84,36 p. %.

En 1880-1881, il y a :

Sur 1,304 instituteurs laïques, 19 non brevetés, ... soit 1,45 p. %.
286 id. cong. 158 non brevetés, ... soit 55,24 p. %.
599 institutrices laïques, 9 non brevetées ..... soit 1,50 p. %.
807 id. cong. 460 non brevetées, ... soit 57,00 p. %.

Voici les chiffres correspondants pour les écoles libres en 1879-80 :

59 instituteurs laïques, dont 12 non brevetés, ... soit 20,33 p. %.
186 id cong. dont 100 non brevetés ..... soit 53,76 p. %.
171 institutrices laïques, dont 42 non brevetées ..... soit 24,56 p. %.
695 id. cong. dont 520 non brevetées, ... soit 74,82 p. %.

En 1880-1881 :

52 instituteurs laïques, dont 12 non brevetés, ... soit 23,07 p. %.
204 id. congrég., dont 99 non brevetés, ... soit 48,52 p. %.
166 institutrices laïques, dont 44 non brevetées, ... soit 26,50 p. %.
739 id. congrég., dont 484 non brevetées, ... soit 65,49 p. %

En somme, il y avait en 1879-1880, 105 non brevetés sur 1,976 maîtres et maîtresses laïques, soit 5,31 p. % et 1,525 non brevetés sur 2,012 maîtres et maîtresses congréganistes, soit 75,79 p. %. Il n'y a plus en 1880-1881 que 84 non brevetés sur 2,121 instituteurs et institutrices laïques (3,96 p. %) et 1,201 non brevetés, sur 2,036 instituteurs congréganistes (58,98 p. %). C'est donc une diminution totale de 1,35 p. % sur les laïques et de 16,81 p. % sur les congréganistes non brevetés des deux sexes, qui peut être porté à l'actif de la loi du 16 juin 1881 sur les titres de capacité.

§ XIV.

Titres de capacité des adjoints et adjointes de hameau.

Il n'y a, dans le Nord, aucune école de hameau. Voir ci-dessus § 7.

§ XV.

Titres de capacité des directrices et sous-directrices d'écoles maternelles.

En 1879-1880, il y avait :

Sur	90	directrices laïques, 11 non brevetées ..... soit	12,22 %
	243	id. congréganistes, 227 non brevetées..... soit	93,41 %
	57	sous-directrices laïques, 19 non brevetées ..... soit	33,33 %
	192	id. congréganistes, 175 non brevetées. soi	91,14 %

En 1880-1881 ;

Sur	97	directrices laïques, 11 non brevetées..... soit	11,34 %
	248	id. congréganistes, 210 non brevetées..... soit	84,73 %
	62	sous-directrices laïques, 13 non brevetées..... soit	20,96 %
	188	id. congréganistes, 163 non brevetées, soit	86,70 %

Il y a donc un peu progrès partout.

§ XVI.

Bibliothèques scolaires et bibliothèques pédagogiques. — Caisses d'épargne scolaires et caisses des écoles.

BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES. — Le nombre des bibliothèques scolaires, qui était en 1880 de 551, est actuellement de 600 ; augmentation : 49. Elles renferment 76,657 livres de lecture à prêter aux familles au lieu de 70,434, soit 6,223 livres de plus qu'en 1880.

Le nombre des prêts augmente progressivement ; il atteint cette année le chiffre de 107,239, soit une différence d'environ 5,000 prêts de plus en faveur de l'année qui vient de s'écouler.

Le montant des dons faits en faveur de cette institution pendant l'année 1881 est de 21,004 fr. ; il était de 20,760 fr. 92 l'année précédente.

BIBLIOTHÈQUES PÉDAGOGIQUES. — Le département du Nord compte, à l'usage des instituteurs et institutrices, 33 bibliothèques pédagogiques (1), qui renferment 7,280 volumes.

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES. — Les caisses d'épargne scolaire continuent à progresser. Leur nombre s'est accru de 32 (913 au lieu de 881). — 26,991 enfants ont chacun un livret de grande caisse d'épargne et possèdent ensemble 593,506 fr.

Le département du Nord est signalé par la statistique ministérielle comme étant l'un de ceux où cette institution a pris les développements les plus remarquables.

CAISSES DES ÉCOLES. — Les caisses des écoles n'existaient pas dans le Nord avant 1881 ; il en a été créé 287 dans le courant de l'année qui vient de s'écouler. Il n'a pas été possible de faire connaître leur situation financière et l'on ne peut encore apprécier les résultats qu'elles sont appelées à produire.

§ XVII.

Société de secours mutuels. — Association des anciens élèves de l'Ecole normale de Douai. — Certificats d'études primaires.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS. — Il existe dans le département, depuis 1865, une Société de secours mutuels des instituteurs, des institutrices et des directrices d'écoles maternelles du Nord. — Elle comptait, au 1er janvier 1882, 867 membres participants (710 hommes et 157 femmes) et 101 membres honoraires.

---

(1) *Circonscription d'Avesnes :* Avesnes, Berlaimont, Maubeuge-Centre, Solre-le-Château, Trélon.
Circonscription du Quesnoy : Bavay, Landrecies, Le Câteau, Le Quesnoy, Solesmes.
Circonscription de Cambrai : Cambrai (rue du Temple), Carnières, Clary, Marcoing.
Arrondissement de Douai : Douai (école St-Nicolas).
Arrondissement de Dunkerque : Dunkerque (rue du Lion-d'Or), Bourbourg-Campagne, Esquelbecq, Rexpoëde, Socx.
Arrondissement d'Hazebrouck : Hazebrouck (rue du Clocher).
Arrondissement de Lille (1re *circonscription*) : Lille (rue du Lombard) et Lille (boulevard de la Liberté).
Arrondissement de Lille (2e *circonscription*) : Roubaix (rue Brézin) et Roubaix (rue des Anges).
Arrondissement de Lille (3e *circonscription*) : Armentières (rue de Lille), Cysoing, Haubourdin, Seclin.
Arrondissement de Valenciennes : Bouchain, Condé, St-Amand (Grande-Place) et Valenciennes (rue des Chartreux).

L'avoir de la Société, à la même époque, était de 97,186 fr. 13 dont 64,690 fr. 51 à la Caisse des dépôts et consignations.

Les recettes pour l'année 1881, en y comprenant un legs de 7,245 fr. 21, se sont élevés à 15,348 fr. 68. Pendant cette même année, 46 secours, montant ensemble à 3,797 fr. 80, ont été distribués à des sociétaires malades.

58 membres participants reçoivent sur les fonds de la Société une pension viagère de 40 fr.

La cotisation annuelle est de 8 fr. pour les membres participants et de 10 fr. pour les membres honoraires.

ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE NORMALE DE DOUAI ET DES INSTITUTEURS DU NORD. — Dès son origine, en 1868, cette Société avait pris pour titre : « *Association des anciens élèves de l'école normale de Douai.* » L'année dernière, à sa réunion générale, elle ajoutait : « *et des instituteurs du Nord.* » Le chiffre de la cotisation annuelle qui était primitivement de 5 fr. fut abaissé à 3 fr.

Elle comptait, au 1er janvier 1882, 46 membres honoraires et 458 membres titulaires. Actuellement, le nombre des membres s'élève à environ 600.

Cette Société publie un bulletin mensuel composé presque exclusivement de devoirs scolaires.

CERTIFICATS D'ÉTUDES PRIMAIRES. — 2,970 aspirants, au lieu de 2,570, se sont présentés en 1881 pour l'obtention du certificat d'études primaires, Malgré cette augmentation de 400 candidats en faveur de 1881, 1,558 seulement au lieu de 1,621 ont été reçus, soit une diminution de 63. Il faut attribuer cette diminution à la nouvelle réglementation, qui a élevé le programme des examens, et surtout au choix des compositions qui ont peut-être été plus difficiles ainsi qu'à leur correction qui a été plus sévère.

2,060 aspirantes, au lieu de 1,638, ont concouru pour l'obtention du certificat d'études ; 1,665 au lieu de 1,145, ont été admises, soit 520 de plus que l'année précédente.

La proportion générale des certificats obtenus par 100 élèves inscrits dans les écoles est de 1,37. Elle était de 1,19 l'année précédente.

§ XVIII à XXI.

Cours d'adultes et cours d'apprentis.

COURS D'ADULTES. — Pendant l'hiver 1881-1882, il a été ouvert 532 cours d'adultes, dont 420 pour les hommes (417 publics, 3 libres) et 112 pour les femmes (tous publics).

Les premiers ont réuni 15,329 hommes (15,199 dans les cours publics, 130 dans les cours libres) ; les seconds, 3,261 jeunes filles : en résumé, 18,590 auditeurs.

Le nombre des cours avait été, pendant l'hiver précédent, de 509 et le chiffre des

auditeurs de 18,490, soit 23 cours de plus et une augmentation de 100 dans le nombre des élèves, en faveur de l'année courante.

En somme l'institution se maintient.

COURS D'APPRENTIS. — 200 cours d'apprentis (157 dirigés par des instituteurs ou des institutrices publics, 43 par des maîtres et maîtresses de l'enseignement libre), ont reçu 9,425 élèves dont 7,389 (5,409 garçons et 1,980 filles), dans les cours publics et 2,036 (1,205 garçons et 831 filles) dans les autres. Ces cours sont inexactement suivis et donnent assez peu de résultats.

§ XXII.

Instruction des conscrits.

La classe de 1880 comprend 12,123 conscrits. Sur les 11,443 dont on a pu vérifier l'instruction, 2,031 ne savaient pas lire ; la proportion p. % des illettrés est de 17,7 : elle était de 18,3 l'année précédente. Différence en faveur de 1880 : 0,6, C'est peu et ce mince résultat de tant de sacrifices faits depuis 10 ans pour développer l'instruction primaire permet d'apprécier l'étendue et les difficultés des conquêtes qui restent encore à faire.

§ XXIII.

Ecoles normales.

Le département du Nord possède une école normale de garçons à Douai. Elle est bâtie pour recevoir 150 internes (50 par année). Une école normale de filles est actuellement en construction dans la même ville. Elle pourra recevoir également 150 élèves internes.

§ XXIV.

Brevets de capacité.

BREVET ÉLÉMENTAIRE— 845 aspirants et 958 aspirantes se sont présentés en 1881 dans le Nord, aux examens pour l'obtention du brevet élémentaire : 434 aspirants et 599 aspirantes l'ont obtenu. Le nombre des brevets élémentaires délivrés en 1881 avait été de 539 dont 193 aux aspirants et 346 aux aspirantes.

Les brevets obtenus en 1881, se décomposent comme suit :

Aspirants	laïques :	362 brevetés sur 616, soit 58,76 %.
	congréganistes :	72 brevetés sur 229, soit 31,44 %.
Aspirantes	laïques :	450 brevetées sur 709, soit 63,47 %.
	congréganistes :	149 brevetées sur 249, soit 59,84 %.

La moyenne générale des brevetés est pour les aspirants de 51.36 p. °/₀ et de 62.52 p. °/₀ pour les aspirantes.

Aux termes des décret et arrêté ministériel des 4 et 5 janvier 1881, relatifs aux brevets de capacité, l'Administration centrale détermine le programme des examens à subir et les sujets de composition sont envoyés sous pli cacheté par le Ministre. Le pli est ouvert séance tenante, en présence des candidats, par le président de la Commission d'examen. Les compositions ont lieu le même jour et à la même heure dans tous les départements.

BREVET SUPÉRIEUR. — La réglementation relative au brevet supérieur ayant été modifiée, il n'y a pas lieu d'établir de comparaison entre les résultats de l'année 1881 et les années précédentes.

Le brevet supérieur, qui remplace actuellement les brevets complet et facultatif, a été obtenu, en 1881, par 68 aspirants sur 160, soit 42,5 p. °/₀ et par 84 aspirantes sur 266, soit 31,57 p. °/₀.

§ XXV et XXVI.

Situation matérielle, Ressources et dépenses générales.

Les améliorations matérielles ont continué pendant l'année 1881 : 152 projets de construction, de réparation, d'agrandissement de maisons d'école ont été présentés au Conseil départemental ; ils ont tous été acceptés, sauf 10.

Pour ces 142 projets, la dépense a été de 3,386,906 fr. répartie ainsi qu'il suit :

Sur les fonds des communes.....	2,317,120
Sur ceux du département.....	108,736
Sur ceux de l'État.....	961,050
Total égal.....	3,386,906

Elle avait été, en 1880, de 1,881,209 fr.

L'État a, de plus, contribué pour une somme de 12,530 fr. à l'acquisition de 35 mobiliers personnels ayant coûté 26,208 fr., et il a concédé des cartes et des sphères pour les classes à 59 communes.

Le département, de son côté, a consacré sur le reliquat de son budget rectificatif, 1,500 fr. à l'acquisition de cartes du département du Nord.

La somme totale payée pour le traitement des instituteurs et des institutrices, titulaires et adjoints, a été, en 1881, de 3,028,597 fr. dépassant d'environ 205,000 fr. la somme payée en 1880.

Les ressources destinées à faire face à cette dépense ont été :

Dons et legs.....	22,666
Rétribution scolaire.....	280,150
Part des communes.....	2,115,755
Subvention du département.....	195,550
Subvention de l'État.....	414,476
Total égal.....	3,028,597

DEUXIÈME PARTIE.

MARCHE GÉNÉRALE DU SERVICE. — AMÉLIORATIONS RÉALISÉES. DESIDERATA.

En somme, le service de l'instruction primaire a été l'objet d'importantes améliorations pendant l'année 1880-1881.

29 écoles ont été créées : 1 école primaire supérieure, 17 écoles primaires élémentaires et 11 écoles maternelles.

18 communes de plus de 500 habitants, qui n'avaient qu'une école mixte, ont aujourd'hui, conformément aux prescriptions de la loi du 10 avril 1867, une école spéciale pour chaque sexe ;

88 postes d'adjoints et adjointes ont été créés dans des écoles déjà existantes, et ont permis le dédoublement de classes trop nombreuses pour un seul maître ou une seule maîtresse ;

Plus de 3 millions ont été dépensés pour construction ou amélioration des locaux, ainsi que pour acquisition de mobiliers scolaires.

Mais s'il a été beaucoup fait, il reste encore beaucoup à faire :

18 communes, d'une population supérieure à 500 habitants, n'ont encore qu'une école mixte, quoique l'article 1er de la loi du 10 avril 1867 leur impose l'obligation d'une école spéciale pour chaque sexe ;

26 autres, sur lesquelles pèse la même obligation, n'ont que des écoles libres de filles, c'est-à-dire des écoles dont la durée n'a d'autre garantie que la volonté généreuse de leurs propriétaires, où la gratuité pour l'élève n'est pas un droit et où la faculté d'option entre l'enseignement laïque et l'enseignement congréganiste n'existe pas pour la municipalité, — des écoles, en un mot, qui ne peuvent plus, aux termes d'une circulaire ministérielle en date du 25 septembre 1881, être regardées comme tenant lieu d'écoles publiques et donnant satisfaction aux prescriptions de la loi.

On compte encore 186 classes recevant plus de 80 enfants. Pour ramener partout l'effectif à 50 élèves, chiffre regardé comme un maximum par les récentes instructions ministérielles, il ne faudrait pas ouvrir moins de 300 classes nouvelles.

77 communes de plus de 2,000 habitants n'ont pas encore d'école maternelle publique, et dans celles d'une population inférieure on compte plus de 13,000 enfants de moins de 6 ans, dont la présence ne peut que nuire aux progrès des élèves d'âge vraiment scolaire, et qui devraient être dans des classes enfantines créées *ad hoc*.

Des 1,354 maisons d'école qui existaient dans le département à la fin de l'année scolaire 1880-1881, 1,244 seulement appartenaient aux communes ; on en comptait encore 41 qui étaient prêtées et 59 louées.

286 étaient déclarées insuffisantes ou réclamaient d'importantes améliorations.

La moitié au moins des mobiliers scolaires était à remplacer ou à renouveler en partie.

Enfin, 10,000 enfants peut-être qui, quoique d'âge scolaire, ne fréquentaient aucune école, vont y être amenés par l'application de la loi du 28 mars 1882 ; il est bien des communes où les places leur feront défaut et où, de ce chef encore, on devra ouvrir de nouvelles écoles ou au moins de nouvelles classes.

Il faudra donc d'autres sacrifices et le moment n'est pas venu de s'arrêter dans cette voie de progrès, où il semble qu'on n'a rien fait encore tant qu'il reste quelque chose à faire.

Les sacrifices que s'imposent les communes, sacrifices d'autant moins lourds que l'application de la loi sur la gratuité a notablement allégé les charges de leur budget, les secours gratuits que l'État leur accorde si largement et les facilités d'emprunt qu'il met à leur disposition dans les conditions les plus avantageuses, les encouragements du Conseil général, le concours enfin de toutes les bonnes volontés pourront, avec le temps, triompher de ces difficultés, quoique la plupart des communes où ces dernières améliorations restent à réaliser soient ou les plus dénuées de ressources, ou les plus indifférentes, les plus récalcitrantes même, au progrès de l'instruction. Mais, ces améliorations obtenues, la tâche ne sera que commencée encore. C'est quelque chose de construire des écoles vastes, saines, bien outillées, en nombre suffisant pour la population qu'elles doivent recevoir, ce n'est pas tout pourtant. Il y faut encore des maîtres et de bons maîtres. Il y a là, pour le département du Nord tout particulièrement, une grosse difficulté qui est un des principaux soucis de l'Administration et que nous croyons devoir signaler à l'attention du Conseil général.

INSTITUTEURS. — Depuis la fin de la dernière année scolaire, 20 instituteurs ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Pour les remplacer, pour combler les vides occasionnés par 6 décès (2 titulaires, 4 adjoints), 7 démissions (2 titulaires, 5 adjoints), 1 révocation (adjoint) et surtout pour pourvoir aux nouveaux emplois créés (19 titulaires, 134 adjoints) ainsi qu'à ceux provenant des laïcisations (15 titulaires, 46 adjoints), il a fallu, depuis le 1er octobre 1881, en ce qui concerne les instituteurs laïques, titulaires et adjoints, **248 Recrues** ; 37 seulement ont été fournies par l'École normale, soit moins de 15 p. %.

INSTITUTRICES. — Pour remplacer les 5 institutrices admises à la retraite, pour pourvoir aux emplois laissés vacants par un décès (titulaire), 5 démissions (2 titulaires, 3 adjointes), 2 révocations (1 titulaire, 1 adjointe), ainsi que pour occuper les nouveaux postes créés (19 titulaires, 75 adjointes) et les écoles laïcisées (15 titulaires, 30 adjointes), il a fallu **152 nouvelles recrues**. 11 seulement sortaient du Cours normal, c'est-à-dire moins de 7 p. %.

DIRECTRICES D'ÉCOLES MATERNELLES.— Une directrice d'école maternelle a été admise à la retraite. Pour la remplacer et pourvoir aux nouveaux emplois créés (4 directrices, 11 sous-directrices) et aux vacances produites par 3 démissions (2 directrices, 1 sous-directrice) et 11 laïcisations (11 directrices et 13 sous-directrices), **43 jeunes filles ont été introduites dans le service.** 6 seulement, moins de 14 p. %, sortaient du Cours normal.

Le personnel laïque compte actuellement 12 instituteurs, 2 institutrices, 5 directrices d'écoles maternelles qui ont atteint l'âge légal de la retraite : 55 ans.

Telle est la situation. Mais n'y a-t-il pas là une sorte de crise passagère ? Ne peut-on pas espérer que les besoins ne seront pas toujours aussi grands ? Nous ne le croyons pas. Sans doute les créations d'emplois sont aujourd'hui particulièrement nombreuses pour les adjoints et adjointes, par suite de ce fait que leurs traitements qui étaient autrefois à la charge des communes sont aujourd'hui à la charge de l'État, et que les Conseils municipaux n'ont plus de raison sérieuse pour retarder des dédoublements de classe rendus nécessaires par le grand nombre des élèves. Sans doute aussi le mouvement très accentué qui se produit partout en faveur de la laïcisation du personnel enseignant prendra fin. Il ne faut pas oublier pourtant que la population dans le Nord va sans cesse en s'augmentant : de 1872 à 1876, elle s'est accrue de 71,821 habitants ; de 1876 à 1881, de 83,674 et cette progression ne semble pas devoir s'arrêter. A ces accroissements successifs correspondra toujours la nécessité de nouvelles écoles (1). Enfin on semble admettre aujourd'hui que l'éducation des tout jeunes enfants ne mérite pas moins d'intérêt que celle des enfants de 6 à 13 ans et les écoles maternelles sont mises au nombre des établissements scolaires, ce qui augmentera d'autant l'effectif du personnel enseignant.

Grâce aux recrues qui nous viennent directement des écoles primaires, depuis que les épreuves du brevet simple ont été rendues si faciles, grâce surtout à celles que nous envoient les départements voisins, quand ils ont pris les meilleures pour eux-mêmes, nous avons pu jusqu'ici assurer le service. Aucun poste n'est resté sans être occupé, mais toutes les demandes d'emploi qui se sont produites dans des conditions régulières ont reçu satisfaction. Nous ne nous dissimulons pas, toutefois, que ce personnel nouveau est bien défectueux sous plus d'un rapport, et nous nous sommes particulièrement appliqué à lui donner ces connaissances spéciales, cette aptitude professionnelle qui lui font défaut : de là ces conférences aussi nombreuses que possible, de là ces cours de toute nature établis partout où on a pu le faire pour préparer nos jeunes maîtres et nos jeunes maîtresses au

(1) Une augmentation annuelle de 16,000 habitants nécessite l'ouverture de 60 classes environ.

brevet supérieur. Il semble, en effet, que la mise en pratique de la loi sur l'obligation ne nous permette plus d'avoir des maîtres insuffisants ; car nous ne pouvons légitimement enlever au père de famille l'enfant dont il réclame le concours pour des travaux d'industrie ou d'agriculture qu'à la condition de lui apprendre chaque jour quelque chose, et s'il y a bien des manières d'apprendre aux autres ce qu'on sait, nous n'en connaissons pas une seule qui permette de leur apprendre ce qu'on ne sait pas.

Donc, il y a urgence, et urgence extrême pour le département d'assurer le recrutemen de son personnel enseignant par les écoles normales. Des plans et devis seront soumis au Conseil général dans sa prochaine session pour la création, à Lille, d'une seconde école normale d'instituteurs. L'école normale des filles de Douai va s'ouvrir au 1er octobre 1883 ; avec les maîtresses que forme l'école primaire supérieure de Lille, peut-être pourra-t-on, pendant quelques années encore, parer aux nécessités du service ; mais tout fait prévoir qu'une deuxième école normale de filles sera bientôt aussi nécessaire que l'est aujourd'hui une seconde école normale de garçons.

Il y a lieu aussi de songer au recrutement des directrices d'écoles maternelles. Des propositions seront faites au Conseil général pour que le nombre des boursières qu'il entretient au Cours normal soit porté de 8 à 16 ; mais ce chiffre sera encore bien insuffisant et il faudra aviser également, pour la formation de ce personnel qui, plus que tout autre, a besoin d'une solide préparation pédagogique, à créer un établissement d'initiation normale.

Enfin grâce à une subvention de l'État, nous avons pu organiser à l'usage des maîtres et maîtresses pourvus de leur brevet supérieur, des cours préparatoires au professorat des écoles normales, qui ont déjà donné des résultats et qui promettent d'en donner bien davantage dans l'avenir : aussi espérons-nous qu'ils seront maintenus. Ils assureront le recrutement du personnel enseignant de nos écoles normales ainsi que de nos écoles primaires supérieures, et ils nous donneront pour la direction de nos grandes écoles des maîtres et des maîtresses d'une capacité vraiment éprouvée.

Ces efforts de l'Administration à tous ses degrés pour fortifier notre enseignement primaire et en élever le niveau, réclament un complément, le concours des communes. Pour que nos écoles produisent les résultats qu'on est en droit d'en attendre, il faut que toutes les communes aient des caisses scolaires bien dotées, pouvant fournir aux élèves indigents tous ces secours sans lesquels les meilleurs maîtres voient leurs efforts paralysés et leur bonne volonté impuissante. Il faut surtout que, par le vote de traitements supplémentaires, elles assurent à leurs instituteurs et institutrices des émoluments supérieurs aux minima garantis par l'État. Ces minima, suffisants peut-être dans certaines contrées de la France, ne le sont plus dans un département où la vie est chère, où toutes les activités trouvent facilement à s'employer, où l'industrie offre des débouchés nombreux et des positions lucratives. Une augmentation de traitement se justifie d'autant mieux aujourd'hui que M. le Ministre, par une circulaire en date du 22 avril dernier, fait défense aux instituteurs de percevoir aucune rétribution pour les études du soir que bon nombre d'entre eux avaient établies. Et puis certains revenus accessoires dont ils jouissaient autrefois leur sont aujourd'hui interdits. Ainsi, sauf dans les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, les instituteurs, en général, ne remplissent plus les fonctions de clercs-chantres et il n'y

a pas lieu de le regretter. Ainsi encore le Conseil départemental a décidé en principe qu'ils ne seraient plus autorisés à remplir les fonctions de secrétaires de mairie là où la population dépasse 2,000 habitants : c'est aussi une bonne mesure et si elle pouvait être générale, elle supprimerait bien des causes de conflits. Tout cela est excellent : On commence à comprendre que l'instituteur se doit tout entier à ses fonctions et que si, dans des administrations qui réclament de ceux qu'elles emploient, beaucoup moins de fatigue physique et même intellectuelle que les fonctions d'enseignement, un travail journalier de sept heures est une moyenne qu'on ne peut guère dépasser, il est juste qu'on n'impose pas à l'instituteur quoi que ce soit en dehors de ses six heures de classe, de la préparation qu'elles supposent et des corrections de devoirs qu'elles entraînent. Mais il faut alors que le traitement de l'instituteur soit suffisant pour lui permettre de vivre honorablement, à l'abri de la gêne et d'inquiétudes souvent trop justifiées sur l'avenir des siens.

La constitution démocratique de notre Société entraîne comme conséquence la nécessité de l'instruction pour tous ses membres ; il y va de son intérêt bien entendu que chacun soit capable d'exercer les droits qu'elle lui garantit. Au point de vue économique on a pu dire non sans raison que l'intelligence est une force, la première de toutes les forces, puisqu'elle assujettit toutes les autres et les fait servir à son usage, — que l'instruction et la moralité qui ne va guère sans une certaine instruction, — sont des capitaux et les plus précieux de tous, puisqu'ils ne s'épuisent pas. C'est donc à les développer que doivent être consacrés nos meilleurs efforts et nos meilleures ressources, puisque mieux que tout le reste, elles peuvent assurer la sécurité sociale et accroître la richesse publique (1).

L'Inspecteur d'Académie,
Directeur de l'Enseignement primaire du Nord,

I. CARRÉ.

---

(1) Le Conseil départemental de l'Instruction publique, dans sa séance du 2 août 1882, a adopté ce rapport et a décidé qu'il serait présenté en son nom au Conseil général, en exécution de l'art. 14 de la loi du 15 mars 1850.

NOTES COMPLÉMENTAIRES.

(1) *Depuis le 1er octobre dernier, on a pris possession de locaux scolaires nouvellement bâtis, agrandis ou appropriés.*

Circonscription d'Avesnes. —A Felleries, Boulogne, Sains, Élesmes, Recquignies, Sars-Poteries, Cousolre, Fourmies, école supérieure (écoles de garçons) ; = Felleries, Boulogne, Ramousies, Cartignies, Ferrière-la-Grande, Rousies, Sars-Poteries, Bousignies (écoles de filles) ; — Dimont, Flaumont, Bettignies (écoles mixtes).

Circonscription du Quesnoy. — A Mazinghien, Le Quesnoy et Vertain (écoles de garçons) ; — Saint-Benin, Croix, Poix et Solesmes (écoles de filles) ; Amerval et Ovillers, hameaux de Solesmes (écoles mixtes) ; — La Groise (école enfantine).

Circonscription de Cambrai. — A Saint-Aubert, Crèvecœur (centre) et Cuvillers (écoles de garçons) ; — Selvigny, Fressies, Séranvillers (écoles de filles).

Circonscription de Douai. — A Coutiches, Estrées, Waziers (écoles de garçons) ; — Sin, Estrées, Pecquencourt (écoles de filles) ; — Courchelettes (école mixte).

Circonscription de Dunkerque. — A Saint-Pierrebrouk, Saint-Pol, Fort-Mardyck, Warhem (écoles de garçons) ; — Bourbourg-Campagne, Petit-Fort-Philippe, Brouckerque, Pitgam, Warhem (écoles de filles) ; — Petit-Fort-Philippe (école maternelle).

Circonscription d'Hazebrouck. — A Nieppe, Godewaersvelde, Oudezeele, Staple, Neuf-Berquin, Saint-Sylvestre-Cappel, Caëstre, Winnezeele, Hazebrouck, Merville (écoles de garçons) ; — Buysscheure, Neuf-Berquin, Steenworde, St-Sylvestre-Cappel, Noordpeene, Merville (écoles de filles) ; — Steenwoorde, Hazebrouck, Cassel, Merris, Merville (écoles maternelles).

Première circonscription de Lille. — A Lille, rue du Prieuré, Mons-en-Barœul (écoles de garçons) ; — Lille, rue de l'Hôpital-Militaire (Institut Fénelon).

Deuxième circonscription de Lille. — A Roubaix, rue Archimède, Tourcoing, rue de Gand, rue du Flocon, Pont-de-Neuville (écoles de garçons) ; — Roubaix, rue de Soubise, Tourcoing, place Ch. Roussel (écoles de filles) ; — Roubaix, rue de Soubise (école maternelle).

Troisième circonscription de Lille. — A Moncheaux, Lompret, Houplines (écoles de garçons) ; — Hantay (école de filles) ; =Wattignies (école maternelle).

Circonscription de Valenciennes.— A Denain, rue de Douai, St-Amand, (Grand'Place,) Escaudain, Wasne-au-Bac, Petite-Forêt, Macou, Fresnes, Wallers, Crespin, Abscon (écoles de garçons) ; — Vieux-Condé (école de filles) ; — Odomez (école mixte).

On construit actuellemcnt, on agrandit ou l'on appropie :

Circonscription d'Avesnes.— A Avesnes, Dourlers, Haut-Lieu, Pont-sur-Sambre, Maubeuge (Sous-le-Bois,) Gognies-Chaussée, Hautmont, Mairieux, Solre-le-Château, Liessies, Anor (Point-du-jour) , Anor, rue

d'Hirson), Fourmies (écoles de garçons) ; — Haut-Lieu, Cognies-Chaussée, Mairieux, Liessies, Anor, (rue d'Hirson), Fourmies(écoles de filles) ; — Wallers (école mixte) ; — Fourmies et Ohain (écoles maternelles).

Circonscription du Quesnoy. — A Landrecies et Jolimetz (écoles de garçons) ; — Hon-Hergies (école de filles) ; — Amfroipret (école mixte).

Circonscription de Cambrai. — A Etrun, Caullery, Cantaing, (écoles de garçons) ; — Proville, Cattenières (écoles de filles) : — Boussières, Marcoing (écoles maternelles).

Circonscription de Douai. — A Aniches, Aubigny-au-Bac, Marcq, Orchies, Sin-le-Noble (école de garçons ; — Flers (école de filles).

Circonscription de Dunkerque. — A Rosendaël, Teteghem, Petite-Synthe (école de garçons); — Bourbourg-Ville, Petite-Synthe, Coudekerque-Branche (école de filles); — Bourbourg-Ville (école maternelle).

Circonscription d'Hazebrouck. — A La Gorgue, Zuytpeene, Vieux-Berquin. Le Nieppe (hameau de Renescure) (écoles de garçons); — Meteren, Strazeele, Hazebrouck, Boeschèpe, Eecke (écoles de filles) ; — Meteren (école maternelle).

Première circonscription de Lille. — A Lille, rue du pont du Lion d'Or (école de garçons).

Deuxième circonscription de Lille. — A Roubaix, boulevard de Strasbourg (école de garçons) ; — Roubaix, rue de Naples, Tourcoing, rue Houchard, Tourcoing (Blanc-Seau), Croix (écoles de filles) ; — Roubaix, rue de Naples, Roubaix, boulevard de Strasbourg, Tourcoing, rue Houchard, Tourcoing, les Cinq Voies, Tourcoing (Blanc-Seau) (écoles maternelles).

Troisième circonscription de Lille. — A Attiches, (école de garçons); — La Neuville, Carnin (écoles de filles), La Chapelle d'Armentières (école maternelle).

Circonscription de Valenciennes. — A Hélesmes, Neuville-sur-l'Escaut, Thun-St-Amand, Quérénaing (écoles de garçons); — Hélesmes, Bruille-St-Amand N.-Dame, (hameau de Bruille), Thun-St-Amand, Millonfosse (écoles de filles).

Il existe des projets à :

Circonscription d'Avesnes. — St-Hilaire, Avesnelles, Etrœungt, Berlaimont, Bachant, Leval, Maubeuge, (Les Sars), Hautmont, Jeumont, Louvroil, Rousies, St-Remy-mal-Bâti, Hestrud, Glageon, Wignehies (écoles de garçons) ; — Beugnies, Etrœungt, Sains (Là Haut), Bachant, Monceau-St-Vaast, Maubeuge (Douzies), Maubeuge, (Les Sars), Elesmes, Louvroil (Sous-le-Bois), Rousies, St-Remy-mal-Bâti, Cousolre, Hestrud, Féron, Wignehies (écoles de filles) ; — Floyon (Les Réteaux), Recquignies (Rocq), Glageon (Couplevoie), Boussières (écoles mixtes) ; — Etrœungt, Maubeuge (Station), Maubeuge (Pont-Allant), Maubeuge (Sous-le-Bois), Maubeuge (Douzies), Maubeuge (Les Sars) Maubeuge (Mont-plaisir), Ferrière-la-Grande, Hautmont, Jeumont, Louvroil. Wignehies (écoles maternelles).

Circonscription du Quesnoy. — Bavai, Feignies, Louvignies-Bavai, Neuf-Mesnil, Rejet de Beaulieu (hameau de Catillon), Pommereuil, Troisvilles, Forest, Maroilles (école supérieure), — Neuville, Carnoy (hameau de Gommegnies), Villers-Pol, St-Waast-lez-Solesmes, Saulzoir et Vendegies-sur-Ecaillon (écoles de garçons) ; — St-Waast-la-Vallée, Le Câteau, Catillon, Montay, Favril, Forest, Maroilles (école supérieure), — Englefontaine, Locquignol, Louvignies-Quesnoy, Carnoy (hameau de Gommegnies), Orsinval, Sepmeries, Herbignies (hameau de Villereau), Villers-Pol, Saint-Python, Sommaing (écoles de filles) ; — Bermeries et Beaurain (écoles mixtes) ; — Prisches, Vendegies-au-Bois, Jenlain, Villers-Pol,

Roméries, St-Martin (écoles enfantines) ; — Bavai, Neuvilly, St-Souplet, Forest, Poix, Bermerain, Haussy, St-Python, Saulzoir, Viesly (écoles maternelles).

Circonscription de Cambrai. — Beauvois, Gouzeaucourt, Iwuy, Villers-en-Cauchies, Honnecourt, (écoles de garçons) ; — Beauvois, Haucourt, Villers-Guislain, Sailly, Raillencourt (Ste-Olle), Bantigny, Gouzeaucourt, Ligny, Honnecourt, Villers-Outréaux (écoles de filles ; — Blécourt (école mixte) ; — Gouzeaucourt, Ligny, Bertry, Quiévy. Béthencourt, (écoles maternelles).

Circonscription de Douai. — Anhiers et Loffre (écoles mixtes) ; — Bruille, Cantin, Faumont, Hamel, Nomain, Marcq, Monchecourt, Tilloy, Vred (écoles de filles) ; — Aubry (école maternelle) ; — Guesnain (classe enfantine) ; — Alnes, Erre, Hornaing (appropriation des écoles de garçons).

Circonscription de Dunkerque. — Quaëdypre, Dunkerque (école supérieure), Cappellebrouck, Herzeele, Volckerinckhove, Wormhoudt, Zeggerscappel (école de garçons) ; —Steene, Crochte, Eringhem, Holque, Coudekerque-Village, Dunkerque, Gravelines (Les huttes), Loon, Volckerinckove, Wormhoudt (écoles de filles) ; — Wylder (école mixte) ; — Dunkerque (2), Fort-Mardyck, Gravelines (Les huttes), Wormhoudt, Zeggers-Cappel, Hondschoote (écoles maternelles).

Circonscription d'Hazebrouck. — Bailleul, Berthen, Zermezeele, Hondeghem, Lynde, La Motte-au-Bois (Morbecque), Haverskerque (écoles de garçons); — Bailleul, (La Crèche), Berthen, Sercus, Wallon-Cappel (écoles de filles) ; — Bailleul, La Croix-du-Bac (Steenwerck) Flêtre, Arnèke, Oudezeele (écoles enfantines ou maternelles).

Deuxième circonscription de Lille. — Roubaix, rue des Arts, Bousbecque, Marcq-en-Barœul (écoles de filles) ; — Bousbecque (école maternelle).

Troisième circonscription de Lille. — Armentières, Cysoing, Phalempin, Houplin, Verlinghem (écoles de garçons) ; — Cobrieux, Englos, Houplin, Genech, Willems (écoles de filles) ; — Willems (école maternelle).

Circonscription de Valenciennes. — Douchy, Haspres, Curgies, Flines-lez-Mortagne, Famars, Hérin, Mortagne, Hergnies, Marly, Onnaing, Préseau, Anzin (2) (écoles de garçons) ; — Haspres, Neuville-sur-l'Escaut, Rœulx, Mortagne, Rosult, Curgies, Marly, Onnaing, Préseau, Anzin, Aubry, Maulde, Haulchin (écoles de filles) ; — Avesnes-le-Sec, Bouchain, Denain, Douchy, Rœulx, Vieux-Condé, Marly, Hasnon, Onnaing, Préseau, Quarouble, Valenciennes (faubourg de Paris), Anzin (2), Beuvrages, Maing, Hérin, Wallers, Saultain (écoles maternelles) ; — Lieu Saint-Amand, Wasnes-au-Bac, Hergnies (2), Vieux-Condé (2), Sebourg (2), Prouvy (écoles ou classes enfantines).

Enfin l'administration poursuit, auprès des municipalités la réalisation de constructions et d'appropriations dans les communes suivantes, où l'installation scolaire est tout à fait défectueuse ou insuffisante :

Circonscription d'Avesnes. — Avesnes, Dompierre, Beaufort, Boussois, Colleret, Marpent, Eppe-Sauvage (écoles de garçons) ; — Avesnes, Marpent, Eppe-Sauvage (école de filles) ; — Aibes, Dimechaux, St-Rémy-Chaussée, Sassegnies, Baives (écoles mixtes) ; — Avesnes, Sars-Poteries (écoles maternelles).

Circonscription du Quesnoy. — Inchy et Solesmes (école supérieure) (écoles de garçons) ; — Preux-au-Bois, Le Quesnoy, Salesches et Vertain (écoles de filles) ; — Bry (école mixte).

Circonscription de Cambrai. — Caudry, Masnières, Doignies, Busigny, Haynecourt, Walincourt, Bertry

(logement de l'instituteur (école de garçons) ; Villers-en-Cauchies, Bertry, Caudry (écoles de filles) : Walincourt, Carnières, Rumilly, Rieux, St-Aubert, Avesnes-lez-Aubert, Villers Outréaux, Caudry (écoles maternelles).

Circonscription de Douai. — Douai (Frais-Marais), groupe scolaire, Dorignies-Douai, Faumont, Lallaing, Landas, Marchiennes-Ville, Marchiennes-Campagne, Nomain, Raimbeaucourt, Flines-lez-Raches (écoles de garçons) ; — Cantin, Féchain, Gœulzin, Lécluse, Sin-le-Noble, Somain, Alnes, Auberchicourt, Auchy, Bouvignies, Cuincy, Ecaillon, Fressain, Hornaing, Lauwin-Planque, Marchiennes-Sec-Marais, Saméon, Aix, Marchiennes-Ville, Fenain, Roost-Warendin, (écoles de filles) ; — Villers-Campeau (école mixte) ; — Cantin Féchain, Gœulzin, Lécluse Sin-le-Noble, Somain, Aniches, Arleux, Waziers (écoles maternelles) ; — Beuvry, Bugnicourt, Dechy, Férin, Lewarde, Montigny, Raches, Raimbeaucourt, Wandignies (classes enfantines) ; — Aix, Faumont, Flines-lez-Raches (écoles enfantines de hameau).

Circonscription de Dunkerque. — Spycker, Millam, Esquelbecq, Bourbourg, Watten, Bambecque (écoles de garçons) ; — Watten, Grande-Synthe, Lederzeele, Les Moëres, Cappelle, St-Pol, Coudekerque-Branche (section D) (écoles de filles) ; — Hoymille (école mixte) ; — Rosendaël, Warhem, St-Pol (écoles maternelles) ; — Oost-Cappel (école de hameau).

Circonscription d'Hazebrouck. — Rubrouck, Thiennes (écoles de garçons) ; — St-Jans-Cappel. Hardifort, Estaires (écoles de filles) ; — Ochtezeele (école mixte).

Première Circonscription de Lille. — Lille, rue Fénélon, (construction d'une école de garçons et d'une école de filles) ; rue de la Deûle (construction d'un groupe scolaire) ; rue de Valenciennes (construction d'un groupe scolaire) ; rue Boisly (agrandissement de la cour et construction de deux classes) ; par suite, suppression de l'école de la rue Lottin ; rue de Rivoli (construction d'un groupe scolaire) ; square d'Iéna (construction d'une école de garçons et d'une école maternelle) ; rue Colmar (construction d'un groupe scolaire) ; rue Fombelle (construction du logement de l'instituteur) ; rue de l'Hospice (construction d'une école de garçons et d'une école de filles) ; rue de Rivoli (construction d'une école de garçons) ; rue Saint-Sauveur (construction d'une école de filles pour remplacer celle de la rue de Fives et d'une école maternelle) ; rue du Port (construction d'une école de filles) ; rue Vantroyen (construction d'une école de filles) ; rue Bazinghien (construction d'une école de filles) ; façade de l'Esplanade (construction d'un logement pour l'institutrice, en utilisant le magasin de la ville) ; rue de Flandre (remaniement complet de tout le groupe scolaire) ; Canteleu (construction d'une école maternelle) ; rue Bourgembois (construction d'une école maternelle) ; rue Vantroyen et rue Fulton (construction d'écoles maternelles) ; rue du Bourdeau (appropriations) ; — La Madeleine (construction d'un groupe scolaire au hameau de Berkem) ; — Mons-en-Barœul (construction d'une école maternelle et d'un logement à l'école de filles) ; — Lambersart (construction d'une école de garçons) ; — Marquette (agrandissement de l'école de garçons) ; — Faches (construction d'un groupe scolaire) ; — Thumesnil (construction d'une école maternelle et d'un logement pour l'instituteur) ; — Lezennes (construction d'une école maternelle) ; — Ronchin (construction d'un groupe scolaire).

Deuxième circonscription de Lille. — Tourcoing : rue de la Latte, rue du Moulin-Fagot, rue des Piats ; Wattrelos : au Touquet, La Baillerie, centre (écoles de garçons), Roubaix, rue des Longues-Haies ; Tourcoing : rue des Phalempins, rue du Moulin-Fagot, Pont-de-Neuville ; Wattrelos : au Touquet ; Mouveaux, Linselles, Halluin (écoles de filles) ; Tourcoing, rue des Phalempins, rue du Moulin-Fagot, Pont-de-Neuvillé, Wattrelos-centre (écoles maternelles).

Troisième circonscription de Lille. — Erquinghem-Lys, Houplines, Cysoing, Bachy, Bouvines, Camphin-en-Carembault, Genech, Mouchin, Emmerin, Lomme (école supérieure), Wicres, Santes, Chéreng, Leers, Lys-lez-Lannoy, Mons-en-Pévèle, Allennes-lez-Marais, Bauvin, Houplin, Wattignies (écoles de garçons) ; Haubourdin, Radinghem, Comines, Loos, Wez-Macquart (la Chapelle d'Armentières) (groupes scolaires) ;

Bouvines, Camphin-en-Carembault, Genech, Mouchin, Templeuve, La Bassée, Fournes, Illies, Wicres, Santes, Mons-en-Pévèle, Lompret, Pérenchies, Werwicq-Sud, Provin, Houplin, Noyelles, Templemars (écoles de filles); Bois-Grenier, Templeuve, Emmerin, La Bassée, Fournes, Lys-lez-Lannoy, Mons-en-Pévèle, Pérenchies, Werwicq-Sud, Bauvin (écoles maternelles) ; Annappes (école enfantine).

Circonscription de Valenciennes. — Fresnes (école laïque agrandissement), Fresnes-Trieu, Brillon, Lecelles (logement), Rumegies, Quiévrechain (écoles de garçons); Haveluy, Mastaing, Fresnes (école laïque, agrandissement), Fresnes-Trieu, Fresnes (construction), Raismes, Brillon, Lecelles, Rumegies, Quiévrechain, Saint-Saulve (écoles de filles); Lecelles, rue Charette, Emerchicourt, Rouvignies (écoles mixtes); Haveluy, Escautpont, Fresnes, Thiant, Verchain-Maugré (écoles maternelles); Lourches (vieux Lourches); Mastaing, Noyelles-sur-Selle, Vicq, Château-l'Abbaye, Raismes, Bruay (2), (écoles et classes enfantines).

Lille Imp. L. Danel.

CHAPITRE IV.

ENFANTS ASSISTÉS.

RAPPORT SUR LA SITUATION DU SERVICE.

ANNÉE 1881.

Lille, le 25 juillet 1882

MONSIEUR LE PRÉFET,

Conformément aux instructions, j'ai l'honneur de vous adresser un rapport sur la situation des enfants assistés pendant l'année 1881.

1° Enfants de 1 jour à 12 ans.

Mouvement en 1881 (1.)

Au 1er janvier 1881, ces enfants, au nombre de 641, se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés.....	11
Enfants abandonnés	496
Orphelins pauvres	134
Total..... 641 ci.....	641
Pendant l'année 1881, les cinq hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai, Dunkerque et Valenciennes en ont reçu.....	338
Total.....	979

(1) Le présent rapport ne comprend qu'en bloc les chiffres du mouvement des Enfants assistés. Le travail statistique qui y est joint fournit des renseignements détaillés par catégories d'enfants.

Report..... 979

Dans la même année, ont été rayés des contrôles pour les causes ci-après, savoir :

Par l'effet de l'âge.....	80	
Remis à leurs parents ou à des bienfaiteurs.....	269	
Décédés.....	46	
Total.....	395	ci..... 395

Les enfants restants s'élevaient, en conséquence, au 31 décembre 1881, à..... 584
et se répartissaient de la manière suivante :

Enfants trouvés.....	9
Enfants abandonnés.....	459
Orphelins pauvres.....	116
Total.....	584

En rapprochant ces derniers de ceux qui existaient dans les hospices au 1er janvier 1881, l'on remarque que la diminution des 57 enfants pour l'année 1881, porte principalement sur la catégorie des *abandonnés*.

2° Pupilles de l'assistance.

Les pupilles de l'assistance, c'est-à-dire les enfants âgés de 12 à 21 ans, étaient, au 1er janvier 1881, au nombre de..... 810
Les enfants qui ont atteint l'âge de 12 ans pendant l'année se sont élevés à..... 87
Le nombre des pupilles, en 1881, était donc de..... 897

159 pupilles ont été affranchis de la tutelle hospitalière pour les causes ci-après, savoir :

Arrivés à la majorité.....	79	
Remis à leurs parents ou à des bienfaiteurs.....	66	
Entrés au service militaire.....	5	
Mariés.....	6	
Fugitifs.....	»	
Décédés.....	3	
Total.....	159	ci..... 159

Les pupilles restants au 31 décembre 1881 s'élevaient, en conséquence, au nombre de..... 738
Soit une diminution de 72 sur la période correspondante de 1880.

3° Enfants secourus temporairement.

Les enfants secourus temporairement, au 1er janvier 1881, étaient au nombre de 671
Les admissions pendant l'année ayant atteint le chiffre de..... 312

Le nombres des enfants secourus, pendant ladite année, s'est, par suite, élevé à.. 983
En déduisant de ce chiffre :

264 enfants rayés des controles,
82 enfants décédés,

346 ci..... 346

Les restants, au 31 décembre 1881, s'élevaient à 637
Soit une diminution de 34 enfants sur l'époque correspondante de 1880.
En récapitulant les trois catégories d'enfants ci-après, savoir :

1° Enfants de 1 jour à 12 ans..... 584
2° Enfants de 12 à 21 ans..... 738
3° Enfants secourus temporairement..... 637

On obtient un total de..... 1959

C'est à dire 163 enfants assistés de moins qu'en 1880.

Situation des enfants. — Placements.

La situation des enfants, en général, est toujours satisfaisante. Rien ne manque à leurs besoins matériels et l'administration s'attache à les placer dans des familles où ils ne trouvent que de bons exemples. Et lorsqu'elle n'y réussit pas, ce qui est rare, ce n'est pas du moins à son esprit de sollicitude que l'on peut en faire un crime.

Le nombre des communes du département qui comptent des enfants assistés s'élève actuellement à 285 dont 96 dans l'arrondissement de Lille, 48, 43, 37, 24, 23 et 14 dans ceux de Cambrai, Valenciennes, Douai, Dunkerque, Hazebrouck et Avesnes. On peut juger, par ces chiffres, du fardeau qu'a à supporter le personnel restreint de l'Inspection, au point de vue de son service actif.

Les placements continuent à se faire sans sérieuse difficulté et d'une manière régulière, c'est-à-dire sur la production, par les familles, de certificats attestant qu'elles sont de bonnes vie et mœurs et en situation d'élever convenablement les enfants. Il arrive encore parfois malheureusement, et vous en avez eu la preuve récemment, Monsieur le Préfet, que ces certificats sont délivrés avec trop de facilité pour ne pas dire de complaisance, ce qui est de nature à nuire essentiellement à l'intérêt des enfants. Les nouvelles et instantes recommandations que vous avez cru devoir adresser, à ce sujet, à MM. les Maires, seront, il faut l'espérer, parfaitement entendues et fidèlement observées.

De mon côté, je ne négligerai rien pour qu'il en soit ainsi.

Enfants placés dans des établissements spéciaux.

Les enfants placés, par mesure disciplinaire, soit à la colonie de St-Bernard, soit aux maisons du Bon Pasteur de Lille et de Loos, se trouvaient au nombre de 13 au 1er janvier 1881.

Depuis lors, 4 nouveaux enfants ont dû être renfermés dans ces différents établissements, mais il a été possible d'en faire sortir 8, de sorte qu'il n'en reste plus actuellement que 9 dont 4 à la colonie et 5 au Bon-Pasteur de Lille.

Je veillerai à ce que leur séjour soit abrégé le plus possible.

Enfants d'origine étrangère.

—

Rapatriements.

L'Inspection est chargée de prendre les dispositions nécessaires pour le rapatriement des enfants étrangers au département et admis, à titre provisoire, dans les hospices. Par ses soins pendant le cours de l'année 1881, 13 enfants ont été renvoyés dans les départements de leur domicile de secours : Aisne, Eure, Haute-Marne, Pas-de-Calais, Seine-et-Oise et Somme. — 7 enfants, originaires de la Hollande et de l'Allemagne, ont été conduits aux stations frontières de Rosendaal et d'Avricourt, et 41 autres, d'origine belge, ont été dirigés sur l'hospice de Tournai spécialement désigné pour les recevoir. De plus, elle a fait prendre à Auxerre, Coulommiers et Reims et remettre aux hospices dépositaires de Lille, Cambrai, Douai et Dunkerque, 5 enfants ayant droit aux secours publics dans le Nord.

La dépense occasionnée par la conduite de ces 66 enfants s'est élevée à 1,193 fr. 50.

Mortalité.

L'année 1881 a présenté sur sa devancière une notable diminution dans le chiffre de la mortalité des enfants assistés.

La moyenne des décès, en effet, qui avait été en 1880 de 18.70 p. % sur la population totale des enfants, est descendue, en 1881, à 13.36 p. %, et elle se répartit comme suit :

4.69 %	pour les	enfants de 1 jour à 12 ans	au nombre de	979, soit 46 décès.
33 %	id.	12 à 21 ans	id.	897, soit 3 id.
8.34 %	id	secourus temporairement	id.	983, soit 82 id.

En ce qui concerne spécialement les enfants du 1er âge, c'est-à-dire de 1 jour à 1 an, la moyenne de la mortalité a également fléchi et dans une grande proportion : de 56 % qu'elle avait été, en 1880, pour les enfants abandonnés et de 29.11 % pour les enfants secourus temporairement, elle est descendue à 41.42 % et à 18,05 %.

Infanticides.

—

Avortements.

Pendant l'année 1881, quatre affaires d'infanticide ont été portées devant la Cour d'assises de Douai.

Elles ont été suivies de deux acquittements et de deux condamnations dont l'une à sept ans de travaux forcés et la seconde à cinq ans de la même peine.

Aucun cas d'avortement n'a été déféré à la Cour durant la même période.

La connaissance du crime, à une exception près, a été due, chaque fois, à la rumeur publique.

Soins médicaux.

Par leur assimilation aux indigents, les enfants assistés sont traités gratuitement, en cas de maladie, par MM. les médecins des bureaux de bienfaisance qui délivrent eux-mêmes ou font délivrer, moyennant remboursement de leur valeur, par le Département, tous les médicaments qui peuvent être nécessaires.

Cet état de choses n'a soulevé aucune réclamation de la part des nourrices ou patrons. On peut donc en conclure que MM. les médecins s'acquittent convenablement de leurs devoirs.

Il y a lieu d'ajouter que les hospices restent toujours ouverts aux enfants en cas de maladie grave ou de longue durée.

Écoles. — Fréquentation.

Les nourriciers sont tenus d'envoyer régulièrement en classe les élèves âgés de 6 à 12 ans. — On peut dire à leur louange, que très peu d'entre eux cherchent à se soustraire à cette obligation.

D'un autre côté, on est heureux de constater que les enfants de l'assistance publique sont l'objet, de la part des Instituteurs, des mêmes soins et des mêmes attentions que les autres élèves placés sous leur direction.

La loi sur l'instruction primaire qui vient d'être promulguée, rendant cette instruction obligatoire pour les enfants des deux sexes, jusqu'à l'âge de treize ans révolus, j'ai eu l'honneur, Monsieur le Préfet, de provoquer tout récemment, auprès de vous, une décision autorisant le paiement, jusqu'à l'âge de treize ans, de la pension des enfants assistés ainsi que de l'indemnité mensuelle de 0,75 c., actuellement accordée aux instituteurs et institutrices pour fournitures scolaires.

Comités de patronage.

L'œuvre des comités de patronage des enfants assistés qu'il serait cependant si désirable de voir se développer, est restée à peu près stationnaire dans le Département. La plupart des communes de l'arrondissement de Cambrai, un certain nombre de celles des arrondissements de Douai et de Dunkerque sont dotées de cette institution, mais ailleurs, à très peu d'exceptions près, elle fait complètement défaut.

Au sentiment de peine que j'éprouve à accuser une aussi fâcheuse situation, se mêle le vif regret de constater que les efforts réunis de l'Administration supérieure et de l'Inspection, en vue d'y porter remède, soient si peu couronnés de succès.

Secours temporaires.

En 1881, comme on l'a vu plus haut, 983 enfants dont 312 nouveaux ont participé aux secours temporaires. On en avait compté 978 en 1880.

Le nombre des demandes des secours qui ont été repoussées a été de 202 dont 112 pour inconduite notoire des postulantes.

Pendant le 1er semestre de cette année il s'est produit 312 demandes, en augmentation de 28 sur la période correspondante de 1880. Parmi elles 196 ont été accueillies et 116 rejetées dont 69 pour inconduite.

L'énonciation de ces chiffres suffira, je crois, pour faire juger de l'importance de cette partie du service et démontrer en même temps le soin avec lequel les demandes sont examinées. J'y ajouterai cependant un mot pour dire que l'Inspection, très soucieuse de

conserver au secours temporaire son caractère moralisateur, s'enquiert journellement de la conduite des filles-mères et ne manque pas de provoquer, lorsqu'il y a lieu, la suppression immédiate du secours à l'égard de celles qui s'en rendent indignes. C'est ainsi que depuis le 1er janvier 1881, 56 décisions de retrait sont intervenues.

Légitimation des enfants.

Le règlement général prévoit en faveur de la mère qui légitime son enfant pendant la durée du secours accordé à ce dernier l'allocation d'une somme de 60 fr.

54 allocations de cette nature ont été accordées au cours de l'année dernière et le nombre des enfants légitimés s'est élevé à 71, c'est-à-dire un de plus qu'en 1880.

Préposés des hospices.

Les préposés des hospices de Lille, Cambrai et Dunkerque, rendent des services au Département soit en visitant les enfants assistés placés à la campagne soit en aidant au rapatriement des enfants étrangers. A ce titre le Conseil général alloue à chacun d'eux une indemnité de 200 fr.

Ces agents continuant à remplir leur tâche avec zèle, j'ai l'honneur de vous prier, M. le Préfet, de vouloir bien proposer en leur faveur le maintien des allocations dont il s'agit pour l'année 1883.

Dépenses en 1881.

Les dépenses du service des enfants assistés se sont élevées en 1881 à la somme de 214.596 fr. 47 qui se répartit de la manière suivante :

I. — Dépenses intérieures.

1° Frais de séjour dans les hospices	47.081 40	
2° Layettes	2.112 94	49.194 34
3° Remboursements aux autres départements pour avances de frais de séjour et de layettes		141 05
Total		49.335 39

II. — Dépenses extérieures.

1° Secours temporaires et allocations pour mariages aux mères	58.033 »
2° Frais de pension, allocations réglementaires ou exceptionnelles pour les enfants placés à la campagne ou dans des établissements spéciaux, frais d'école, de voyages, de déplacements, de rapatriement, de maladie et d'inhumatton, indemnités, etc	77.736 45
3° frais de vêtures	26.895 35
4° Frais d'imprimés et de signes de reconnaissance	986 50
5° Remboursement d'avances aux Départements étrangers	1.609 78
Total	214.596 47

Récapitulation.

I. Dépenses intérieures.....	49.335 39
II. Dépenses extérieures.....	165 261 08
Total général.....	214.596 47

Le crédit voté par le Conseil général pour les dépenses de l'exercice 1881 ayant été de 220.000 fr. il reste disponible une somme de 5.403 fr: 53.

Ce reliquat est d'autant plus satisfaisant que depuis plusieurs années, en fin d'exercice, on n'avait eu à constater que des déficits.

Le crédit alloué pour l'exercice en cours est de 230.000 fr.

Budget de 1883. — Crédit proposé.

Ce crédit à en juger du moins par ce qui en a été distrait à l'heure actuelle ne sera pas employé au delà de 210.000 fr. Pareille somme suivant toute probabilité, suffira également pour assurer le service en 1883. Mais comme il y a à tenir compte de la dépense qui résultera de la prolongation de pension aux élèves âgés de 12 à 13 ans et que d'un autre côté, il ne me paraît pas possible de croire que les demandes de secours iront en décroissant, je pense qu'il est prudent, afin d'éviter tout nouveau mécompte, de l'élever dans une certaine mesure.

J'ai, en conséquence, l'honneur, M. le Préfet, de vous proposer l'inscription au budget départemental de 1883 d'un crédit de 220.000 fr. pour le service des enfants assistés pendant ladite année soit 10.000 fr. de moins qu'en 1882.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'hommage de mon respectueux dévouement.

L'Inspecteur départemental du service des Enfants assistés,

J. BERNARD.

RÉSUMÉ DU LIVRE-JOURNAL (N° 1.) ANNÉE 1881.

MOIS de L'ADMISSION.	NOMBRE DES ADMISSIONS PAR CATÉGORIE.									TOTAL GÉNÉRAL par mois.	OBSERVATIONS. (Indiquer dans cette colonne les faits principaux ou exceptionnels et la série des numéros matricules).
	ENFANTS TROUVÉS.			ENFANTS ABANDONNÉS.			ORPHELINS PAUVRES.				
	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.	Garçons	Filles.	TOTAL.		
Janvier	»	»	»	16	15	31	2	»	2	33	
Février.	»	»	»	16	14	30	4	2	4	34	
Mars	»	»	»	12	7	19	4	5	9	28	
Avril	»	»	»	14	18	32	1	2	3	35	
Mai	»	»	»	10	8	18	2	»	2	20	
Juin	»	»	»	9	16	25	»	1	1	26	
Juillet.	»	»	»	17	13	30	1	»	1	31	
Août	»	»	»	19	21	40	»	»	»	40	
Septembre. . .	1	»	1	10	6	16	2	1	3	20	
Octobre	»	»	»	13	16	29	»	»	»	29	
Novembre	»	»	»	13	7	20	»	»	»	20	
Décembre	»	»	»	13	15	28	3	»	3	31	
TOTAL par SEXE. Garçons .	1	»	»	162	»	»	17	»	»	180	347 dont 9 au-dessus de 12 ans.
TOTAL par SEXE. Filles . .	»	»	»	»	156	»	»	11	»	167	

RÉSUMÉ DES REGISTRES

ENFANTS ASSISTÉS. de 1 jour à 12 ans. — CLASSEMENT PAR CATÉGORIES.	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1880.					ADMIS EN 1881.					RAYÉS DES CONTROLES.							RESTANT AU 31 DÉCEMBRE 1881.					
	à la campagne.		à l'hospice.		TOTAL.	placés en nourrice.		conservés à l'hospice.		TOTAL GÉNÉRAL.	Remis à des parents ou bienfaiteurs		ayant atteint l'âge de 12 ans.		décédés.		TOTAL DES RADIATIONS.	à la campagne.		à l'hospice.		TOTAL général.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Enfants trouvés	7	4	»	»	11	1	»	»	»	12	1	1	1	»	»	»	3	6	3	»	»	6 / 9	3
Enfants abandonnés. dès la naissance	30	36	2	»	68	14	9	3	2	96	2	5	3	1	12	8	31	31	33	1	»	32 / 65	33
Enfants abandonnés. dans la 1re année de la naissance	46	37	4	5	92	9	15	5	5	126	7	13	3	3	3	9	38	51	36	»	1	51 / 88	37
Enfants abandonnés. postérieurement à la 1re année	130	113	25	15	283	61	50	32	43	469	85	80	26	21	»	2	214	115	98	20	22	135 / 255	120
Enfants de détenus	25	16	11	1	53	16	13	20	15	117	33	20	5	4	3	1	66	20	11	13	7	33 / 51	18
Orphelins pauvres	54	66	10	4	134	12	10	2	1	159	9	13	10	3	3	5	43	49	59	7	1	56 / 116	60
TOTAL GÉNÉRAL	292	272	52	25	641	113	97	62	66	979	137	132	48	32	21	25	395	272	240	41	31	313 / 584	274

MATRICULES (2, 2 bis et 2 ter).

DÉPENSES EXTÉRIEURES. PENSIONS. 1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	FRAIS DIVERS. École.	Médecine.	Inhumation.	INDEMNITÉS. du 1er âge.	de 50 fr.	de trousseau à 12 ans.	Frais divers et dépenses de voyage des nourrices et patrons.	Subventions pour enfants infirmes ou placés dans des établissements spéciaux.	Frais de vêtures.	TOTAL.	DÉPENSES INTÉRIEURES. Layettes.	Frais de séjour à l'hospice.	TOTAL
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
285 »	232 »	229 43	264 »	38 10	35 50	» »	7 27	»	» »	2 »	» »	280 41	1.373 41	26 97	38 »	64 97
2.307 38	2.153 41	2.156 68	2.097 31	159 »	213 21	35 »	211 38	»	168 52	36 64	» »	1.827 28	11.365 81	746 76	351 50	1.098 26
3.790 26	2.914 44	2.813 36	2.864 42	190 41	131 16	43 27	95 18	50	204 99	33 38	» »	2.811 78	14.942 05	484 75	1.089 50	1.574 25
6.339 76	5.892 71	5.925 24	5.762 98	732 35	162 78	25 »	»	50	457 87	186 36	889 28	11.465 48	37.889 81	» »	15.046 75	15046 75
1.136 72	1.222 99	1.194 83	984 07	97 49	19 »	5 »	23 »	»	132 05	11 87	» »	1.978 71	6.805 73	13 48	4.442 90	4.456 38
3.314 59	3.370 63	3.175 74	2.972 90	405 70	143 90	25 »	37 67	»	120 73	24 40	» »	4.597 95	18.189 21	104 43	4.294 20	4.398 63
16.173 71	15.786 18	15.494 98	14.945 68	1.623 05	705 55	13327	374 50	100	1.084 16	294 65	889 28	22.961 61	90.566 62	1.376 39	25.262 85	26639 24

RÉSUMÉ DU LIVRE DE TUTELLE (N° 3).

PUPILLES ayant atteint leur 12e année.			PUPILLES DE 12 A 21 ANS.																	
			PLACÉS EN APPRENTISSAGE.				Maintenus ou rentrés à l'hospice dépositaire.		Remis à la famille ou à des bienfaiteurs.		Entrés au service militaire.	Mariés.		Ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		Élèves fugitifs.		Décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1884.	
			chez leurs nourriciers		chez des patrons.															
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Antérieurement à 1884.	427	383	224	181	180	167	23	35	30	26	5	»	6	45	31	»	»	2	1	345	316
En 1884.	58	29	31	15	19	5	8	9	8	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	50	27
	485	412	255	196	199	172	31	44	38	28	5	»	6	45	34	»	»	2	1	395	343
	897		Garçons . . . . . 485 Filles . . . . . 412 } 897									90 69 } 159								738	

RÉSUMÉ DU REGISTRE RÉCAPITULATIF (N° 5).

DIVISION PAR CATÉGORIE.	ENFANTS																							
	SOUMIS A LA TUTELLE HOSPITALIÈRE, PLACÉS :												AFFRANCHIS DE LA TUTELLE HOSPITALIÈRE PAR :										décédés dans le courant de l'année.		Restant au 31 décembre 1884.	
	à l'hospice.		en nourrice.		EN APPRENTISSAGE. chez des cultivateurs.		EN APPRENTISSAGE. chez des artisans.		comme domestiques.		TOTAL.		réclamation des familles ou des bienfaiteurs		mariage.		Engagement militaire.	ayant atteint leur majorité dans le courant de l'année.		élèves fugitifs.		TOTAL.				
	Garçons.	Filles	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles	Garçons.	Filles	Garçons.	Garçons.	Filles.	Garçons	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Pupilles immatriculés antérieurement au 1er janvier 1884. .	78	58	296	282	138	83	217	156	45	99	774	678	92	78	»	6	5	45	34	»	»	142	148	6	15	626	545
Enfants trouvés. . . .	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Enfants abandonnés. .	69	71	92	84	10	6	6	6	2	3	179	170	91	107	»	»	»	»	»	»	»	91	107	15	7	73	56
Orphelins pauvres . .	2	2	12	9	5	2	»	»	»	»	19	13	4	3	»	»	»	»	»	»	»	4	3	2	2	13	8
Totaux	149	131	401	375	153	91	223	162	47	102	973	861	187	188	»	6	5	45	34	»	»	237	228	23	24	713+609 = 1322	

DÉCÈS PAR AGE	DÉCÈS PAR CATÉGORIE. 1° ENFANTS TROUVÉS — décédés à l'hospice par suite: de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	décédés à la campagne par suite: de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	2° ENFANTS ABANDONNÉS — décédés à l'hospice par suite: de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	décédés à la campagne par suite: de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	3° ORPHELINS PAUVRES — décédés à l'hospice par suite: de maladie.	d'accident.	d'épidémie.	décédés à la campagne par suite: de maladie.	d'accident.	dépidémie.	
GARÇONS.																			
Dans le premier mois.	»	»	»	»	»	»	2 | 7, 10	»	»	1 | 12	»	»	»	»	»	1 (9)	»	»	
D'un mois à 1 an..	»	»	»	»	»	»	6 | 1, 14, 14, 10, 2, 2	»	»	6 | 3, 2, 12, 14, 7, 10	»	»	1 (13)	»	»	»	»	»	
De 1 à 2 ans..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 | 14	»	»	»	»	»	»	»	»	
2 à 3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 | 20	»	»	»	»	»	1 (18)	»	»	
3 à 4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
7 à 8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
10 à 11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL	»	»	»	»	»	»	9	»	»	9	»	»	1	»	»	2	»	»	21
FILLES.																			
Dans le premier mois.	»	»	»	»	»	»	1 (6)	»	»	»	»	»	1 (5)	»	»	»	»	»	
D'un mois à 1 an. .	»	»	»	»	»	»	4 | 2, 61, 2, 17	»	»	5 | 15, 10 / 2 | 11, 14, 7, 14, 3, 14	»	»	»	»	»	1 (7)	»	»	
De 1 à 2 ans...	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7 | 3, 18, 21	»	»	»	»	»	»	»	»	
2 à 3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (3)	»	»	1 (22)	»	»	»	»	»	
3 à 4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
4 à 5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
5 à 6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
6 à 7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 (17)	»	»	»	»	»	»	»	1 (22)	
7 à 8	»	»	»	»	»	»	1 (17)	»	»	1 (19)	»	»	»	»	»	»	»	»	
8 à 9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
9 à 10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
10 à 11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
11 à 12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL . . .	»	»	»	»	»	»	6	»	»	15	»	»	2	»	»	1	»	1	25
RÉCAPITULATION:																			
Garçons.	»	»	»	»	»	»	9	»	»	9	»	»	1	»	»	2	»	»	21
Filles.	»	»	»	»	»	»	6	»	»	15	»	»	2	»	»	1	»	1	25
TOTAL GÉNÉRAL..	»	»	»	»	»	»	15	»	»	24	»	»	3	»	»	3	»	1	46

OBSERVATIONS	
1 Anémie	2
2 Athrepsie	5
3 Bronchite	4
4 Brulure	1
5 Cholérine	1
6 Congestion	1
7 Convulsions	3
8 Coqueluche	1
9 Faiblesse de complexion	1
10 Diarrhée	4
11 Entérite	1
12 Gastro-entérite	2
13 Ictère	1
14 Méningite	7
15 Muguet	1
16 Oedenne de la Glot.	1
17 Phthisie	3
18 Rougeole	2
19 Scrofule	1
20 Stematite	1
21 Tubercules mesenterynnes	1
22 Variole	2
TOTAL	46

RÉSUMÉ DU REGISTRE DES SECOURS TEMPORAIRES (N° 6).

ADMIS.	MOUVEMENT. ENFANTS SECOURUS. élevés à la maison maternelle. Garçons.	Filles.	élevés en nourrice. Garçons.	Filles.	TOTAL. Garçons.	Filles.	RAYÉS des contrôles. Garçons.	Filles.	DÉCÉDÉS dans le courant de l'année. chez leurs mères. Garçons.	Filles.	en nourrice. Garçons.	Filles.	TOTAL. Garçons.	Filles.	RESTANT au 31 décembre 1871. Garçons.	Filles.	ENFANTS LÉGITIMÉS postérieurement à l'allocation du secours temporaire. Garçons.	Filles.	TOTAL.	DÉPENSES. FRAIS ORDINAIRES. 1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	FRAIS ACCESSOIRES. Layettes et vêtures.	Assistance médicale	Frais d'inhumation.	Légitimation de l'enfant. Indemnité réglementaire.	Frais divers.	TOTAL.
(De 1863 a 1876 inclus).	943	994	»	»	943	994	560	590	241	205	»	»	771	795	172	199	151	166	317	57876 50	58593 50	57683 50	59000 50	16162 20	»	»	15442	»	(A) 264758 20
En 1877...	104	107	»	»	104	107	52	53	24	30	»	»	76	83	28	24	15	16	31	8008 50	8447 50	8676 50	8994 50	1640 68	»	»	(B) 1440	»	37207 68
En 1878...	129	104	»	»	129	104	63	67	29	23	»	»	92	92	37	14	17	19	36	9259 50	9613 50	9931 16	10453 50	1742 29	»	»	(C) 1980	»	42979 95
En 1879...	166	187	»	»	166	187	78	64	25	33	»	»	103	97	63	90	31	19	50	11255 50	11825 50	12281 50	13113 50	2357 45	»	»	(D) 2580	»	53413 45
En 1880...	180	171	»	»	180	171	96	104	54	53	»	»	150	157	30	14	32	38	70	13942 50	13921 »	13636 »	13827 »	1555 46	»	»	(E) 3336	»	60217 96
	1522	1563	»	»	1522	1563	849	878	343	344	»	»	1192	1222	330	341	246	258	504	10034250	102401 »	10220866	105379 »	23458 08	»	»	24778	»	458577 24
En 1881...	159	153	»	»	159	153	122	142	46	36	»	»	168	178	9 en moins	25 en moins	34	37	71	14379 »	13998 »	13416 »	13018 »	858 88	»	»	(F) 3222	»	58891 88
TOTAL.....	1681	1716	»	»	1681	1716	971	1020	389	380	»	»	1360	1400	321	316	280	295	575	11472150	116399 »	11562466	118397 »	24316 96	»	»	28000	»	517469 12

(A) Ce total ne comprend que les résultats des années 1869 à 1876 inclus. | (B) Cette somme représente 24 allocations à 60 fr. | (C) Cette somme représente 33 allocations à 60 fr.
(D) Cette somme représente 43 allocations à 60 fr. | (E) Cette somme représente 56 allocations à 60 fr. | (F) Cette somme représente 53 allocations de 60 fr. et 1 de 42 fr.

TABLEAU DE MORTALITÉ DES ENFANTS DE UN JOUR A UN AN. (Années 1870-1881).

ANNEES.		1° ENFANTS TROUVÉS. ADMIS.	décédés à l'hospice	décédés à la campagne.	2° ENFANTS ABANDONNÉS. ADMIS.	décédés à l'hospice	décédés à la campagne.	3° ORPHELINS PAUVRES ADMIS.	décédés à l'hospice	décédés à la campagne.	ADMISSIONS par années. Garçons.	Filles.	Total.	DÉCÈS par années. Garçons.	Filles.	Total.	Proportion de la mortalité par années.	4° ENFANTS SECOURUS TEMPORAIREMENT. ADMISSIONS par années. Garçons.	Filles.	Total.	DÉCÈS par années. Garçons.	Filles.	Total.	Proportion de la mortalité par années.
1870	Garçons..	1	»	»	28	6	6	3	2	»	32	»	84	14	»	32	38. %	65	»	139	10	»	24	17.25 %
	Filles	1	»	1	48	8	9	3	»	»	»	52		»	18			»	74		»	14		
1871	Garçons..	3	»	2	43	8	13	7	3	2	53	»	93	29	»	52	55.91 %	94	»	172	23	»	42	24.44 %
	Filles	1	»	»	35	9	12	4	1	1	»	40		»	23			»	78		»	19		
1872	Garçons..	»	»	»	33	9	9	12	2	3	45	»	77	23	»	37	48. %	42	»	86	4	»	14	16.27 %
	Filles	1	»	»	22	4	6	9	1	3	»	32		»	14			»	44		»	10		
1873	Garçons..	1	»	»	32	5	10	4	»	1	37	»	73	16	»	30	41. %	63	»	149	14	»	31	20 80 %
	Filles	»	»	»	31	3	8	5	1	2	»	36		»	14			»	86		»	17		
1874	Garçons..	»	»	»	20	1	8	4	»	3	24	»	46	12	»	23	50. %	93	»	171	22	»	40	23.39 %
	Filles	»	»	»	18	2	7	4	»	2	»	22		»	11			»	78		»	18		
1875	Garçons..	»	»	»	30	7	9	4	1	2	34	»	64	19	»	30	49.18 %	88	»	159	29	»	47	29.55 %
	Filles	2	»	1	21	3	5	4	1	1	»	27		»	11			»	71		»	18		
1876	Garçons..	3	1	»	23	7	5	2	»	2	28	»	50	15	»	23	46. %	62	»	137	18	»	35	25.54 %
	Filles.	1	»	»	19	3	5	2	»	»	»	22		»	8			»	75		»	17		
1877	Garçons..	1	»	»	27	6	5	3	2	»	31	»	69	13	»	28	40.57 %	73	»	156	15	»	35	22.43 %
	Filles	1	»	1	33	4	8	4	»	1	»	38		»	15			»	83		»	20		
1878	Garçons..	»	»	»	45	4	12	1	»	»	46	»	85	16	»	35	41.17 %	96	»	177	19	»	28	15.80 %
	Filles	2	»	»	36	5	14	1	»	»	»	39		»	19			»	81		»	9		
1879	Garçons..	1	1	»	51	5	13	6	»	3	58	»	109	22	»	43	39.44 %	133	»	288	17	»	44	15.25 %
	Filles....	»	»	»	41	2	15	10	»	4	»	51		»	21			»	155		»	27		
1880	Garçons..	»	»	»	30	6	15	3	1	»	33	»	75	22	»	42	56 %	139	»	264	36	»	76	29.11 %
	Filles	»	»	»	38	9	10	4	»	1	»	42		»	20			»	122		»	40		
1881	Garçons..	1	»	»	27	7	8	3	1	1	31	»	70	17	»	29	41.42 %	151	»	277	29	»	50	18.05 %
	Filles	»	»	»	36	6	5	3	1	»	»	39		»	12			»	126		»	21		
											452	440	892	218	186	404		1099	1123	2172	236	130	466	

Moyenne de la mortalité des trois catégories : TROUVÉS, ABANDONNÉS et ORPHELINS pour les douze dernières années :

45.29 %

Moyenne de la mortalité des enfants SECOURUS TEMPORAIREMENT pendant les douze dernières années :

21.45 %.

Rapport Général de l'Inspecteur des Enfants assistés

POUR L'ANNÈE 1881.

MONSIEUR LE PRÉFET

Conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement du 27 février 1877, j'ai l'honneur de vous adresser le rapport suivant sur la marche du service de la protection des enfants du 1er âge dans le département, pendant l'année 1881.

STATISTIQUE. — POPULATION.

Au 31 décembre 1880, les enfants restant étaient au nombre de	1.840
Celui des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde, pendant le cours de 1881 a été de	2.630
Total.....	4.470

Sur ce nombre de 4.470

1.333 ont été retirés de leur placement par les familles.
455 sont décédés.
578 ont été, par l'effet de l'âge, affranchis de la surveillance.

2.366 ci	2.366
De sorte qu'au 31 décembre dernier, il n'en restait plus que.	2.104

qui se trouvaient répartis de la manière suivante :

38	dans	20	communes	de l'arrondissement	d'Avesnes.
237	—	54	—	—	de Cambrai.
55	—	22	—	—	de Douai.
106	—	29	—	—	de Dunkerque.
91	—	29	—	—	d'Hazebrouck.
1.550	—	84	—	—	de Lille.
27	—	18	—	—	de Valenciennes.
2.104					

Parmi ces enfants on en comptait :

1342 en nourrice.
30 en sevrage.
732 en garde.

La moyenne de la mortalité telle qu'elle résulte des notifications de décès parvenues à l'inspection, a été pour les enfants placés en nourrice, de 11.22 %, pour ceux en sevrage, de 5.05 % et pour ceux en garde, de 8.33 % , soit une moyenne générale de 10.17 % pour la totalité des enfants.

Cette moyenne rapprochée de celle de 1880, accuse une diminution 1.87 %.

Le tableau ci-dessous que j'ai cru devoir dresser, indique la nature des différentes maladies auxquelles ont sucombé les enfants.

MALADIES.	Nombre des décès.	MALADIES.	Nombre des décès.	MALADIES.	Nombre des décès.
		REPORT.....	199	REPORT.....	382
Abcès scrofuleux.....	1	Débilité.....	2	Maladie du cœur.....	3
Albuminurie.....	1	Diarrhée.....	19	Marasme.....	1
Angine.....	2	Dyssenterie.....	1	Méningite	17
Athrepsie.....	22	Eclampsie.....	1	Muguet	4
Atrophie	1	Entérite.....	149	Péritonite	2
Bronchite.....	45	Erésipèle.....	1	Phthisie pulmonaire.....	11
Cachexie.....	2	Fièvre cérébrale.....	1	Pneumonie	3
Carreau	4	Fluxion. de poitrine.....	2	Rachitisme	4
Cholérine	38	Hémorrhagie.....	1	Rougeole.....	9
Congestion cérébrale	2	Hydrocéphalie	1	Scarlatine	1
Consomption.....	1	Inflammation d'intestins..	3	Syphilis	6
Convulsions	56	Jaunisse	1	Variole	12
Coqueluche.....	24	Maladie bleue.....	1	TOTAL.....	455
A REPORTER.....	199	A REPORTER.....	382		

Le nombre des enfants étrangers au département qui ont passé en nourrice tout ou partie de l'année, a été de 457, et le département de la Seine à lui seul, en comptait 398. Les 59 autres enfants appartenaient : 29 au Pas-de-Calais, 7 à celui de l'Aisne, 5 à celui de la Marne, 5 à celui de la Somme, 2 à celui de l'Indre, 2 à celui des Ardennes, et 1 à chacun des départements du Morbihan, de Seine-et-Oise, d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire, de la Seine-Inférieure, de l'Oise, des Côtes-du-Nord, du Calvados et des Bouches-du-Rhône.

Dans le chiffre précité de 4470 nourrissons de un jour à deux ans, les enfants assistés soumis à la surveillance du 1er âge, se trouvaient au nombre de 159, et sur ces 159 enfants, il en est décédé 36, soit 22.64 %.

Comité départemental.

Ce Comité, composé de MM. Arnauld de Praneuf, Vice-Président du Conseil de Préfecture, Demeunynck, Albert Legrand, Conseillers généraux, Milson, J.-B. Desbonnets, Administrateurs des Hospices, l'Abbé Fremaux, Curé-doyen de La Madeleine, le Docteur Hallez et Bernard, Inspecteur des Enfants assistés, s'est dans le cours de l'année dernière, réuni les 8 février, 7 avril, 2 juin, 13 et 18 juillet, 18 août, 3 novembre et 1er décembre.

Ses travaux se résument comme suit :

Séance du 8 février. — Le Comité émet un avis favorable à la constitution d'une Commission locale dans la commune de Santes.

Adresse des remercîments à M. le Préfet tant au sujet des mesures prises par ce magistrat pour donner satisfaction aux vœux émis dans une séance précédente que pour la communication du rapport présenté par M. le Docteur Noiret sur l'épidémie d'entérite cholériforme qui a sévi à Esnes pendant les mois de juillet et d'août.

Exprime le vœu qu'une indemnité de 400 fr. soit alloué à M. Coupey, chef de bureau à la Préfecture pour les travaux qui lui ont incombé pendant l'année 1880 en sa qualité de Secrétaire-rédacteur du Comité.

Séance du 7 avril. — Donne un avis favorable à la constitution d'une Commission locale dans chacune des communes de Bousbecques, Neuville-en-Ferrain, Rosendaël et Marcoing.

Émet la pensée que, conformément à l'opinion de M. le Préfet, il n'y a pas lieu de créer immédiatement un emploi de Visiteur, mais persiste à croire que cet agent rendrait de réels services, et prie en conséquence M. le Préfet d'examiner s'il ne conviendrait pas de soumettre au Conseil général des propositions tendant à ce que le département prenne à sa charge la dépense qu'entraînerait cette création jusqu'au moment où le crédit mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur permettrait d'imputer une partie de cette dépense sur les fonds de l'État.

Prend connaissance du rapport annuel présenté par l'Inspecteur des Enfants assistés. Adopte les considérations qui s'y trouvent développées et s'associe notamment aux propositions y formulées en vue de l'allocation des récompenses honorifiques ou pécuniaires aux personnes qui se sont distinguées par un concours dévoué à l'application de la loi ainsi qu'aux nourrices ou gardeuses ayant donné aux enfants des soins exceptionnels.

Séance du 2 juin. — Dans cette séance, l'attention du Comité se porte particulièrement sur les Commissions locales de surveillance et de protection dont le plus grand nombre est signalé comme ne fonctionnant pas d'une manière régulière et cela, malgré les recommandations réitérées qui leur sont adressées. — Désirant unir ses efforts à ceux de l'Administration en vue de remédier à ce fâcheux état de choses et s'éclairer en même temps sur les mesures à proposer pour atteindre ce but, le Comité demande que

l'Inspecteur départemental mette desormais sous ses yeux en même temps que les feuilles de placement de chaque arrondissement la liste des communes où des Commissions ont été organisées et le renseigne, autant que faire se pourra, sur la manière dont elles s'acquittent de leur mission.

Séance du 13 juillet. — Ensuite d'une communication qui lui est faite par l'Inspecteur des Enfants assistés, le Comité demande que des Commissions locales de surveillance soient instituées à Forest, Fourmies, Hautmont, Maubeuge et Wallers, communes de l'arrondissement d'Avesnes.

A la suite également d'un rapport de M. le Préfet, le Comité examine à nouveau le projet de création d'emploi d'un Visiteur et, finalement, reconnaît que cette création serait moins utile que l'adjonction d'un troisième Sous-Inspecteur au service des Enfants assistés. — Cette adjonction fait l'objet d'une proposition sur laquelle est appelée la bienveillante attention de M. le Ministre de l'Intérieur.

Demande sur la proposition de l'un de ses membres que dans toutes les communes où réside un médecin, celui-ci soit chargé d'exercer les fonctions d'Inspecteur. — Pour les localités où il n'y aurait pas de médecin, elles seraient desservies par ceux qui en seraient le moins éloignés. — Il reste entendu, toutefois, que les modifications des circonscriptions médicales ne s'effectueraient qu'au fur et à mesure des vacances.

Estime qu'il y aurait utilité à remettre entre les mains des nourrices une notice leur indiquant les soins qu'elles doivent aux enfants. — Cette notice, imprimée en gros caractères, reproduirait notamment les Conseils de l'Académie de médecine.

S'associe à la demande de l'un de ses membres tendant à ce que des distributions de lait pur, à l'instar de ce qui se pratique à Lille par le bureau de bienfaisance, soient faites pour les enfants nouveau-nés et croît devoir la recommander à la bienveillante attention de M. le Ministre.

Délègue deux de ses membres pour examiner les titres des personnes signalées comme dignes de récompenses pour leurs bons soins aux enfants ou leur dévouement à l'œuvre de la protection et rendre compte de leur travail à une prochaine réunion.

Séance du 18 juillet. — Dans cette réunion, les deux membres du Comité délégués dans la séance précédente, remettent entre les mains de M. le Président l'état de propositions qu'ils ont dressé pour l'attribution des récompenses pécuniaires et honorifiques. Mais, préalablement, ils exposent que dans l'appréciation des titres des nourrrices à la bienveillance de l'Administration, ils ont d'abord, conformément aux instructions ministérielles, tenu compte du dévouement dont ont fait preuve celles d'entre elles qui, ne recevant pas la pension stipulée, n'en ont pas moins continué leurs soins à leurs nourrissons et qu'ensuite, ils ont fait entrer en ligne de compte le nombre des enfants élevés, celui des enfants remis aux parents en bonne santé et la durée des soins donnés.

Le Comité, après examen, adopte les propositions qui lui sont présentées et prie M. le Préfet de vouloir bien les approuver et les transmettre ensuite à M. le Ministre avec avis favorable.

Séance du 18 août. — Après la lecture qui lui est faite d'une circulaire ministérielle du 8 août précédent, relative à certaines améliorations à introduire dans le service, le Comité :

Donne son approbation au système préconisé par le Comité supérieur de la protection en ce qui touche le mode de rétribution des Médecins-Inspecteurs, c'est-à-dire à substituer la rémunération par visite à la rémunération par mois. — Il fait remarquer toutefois qu'il ne peut s'agir de rémunérer que les visites mensuelles et celles qui sont faites sur la réquisition des Maires dans les conditions prévues par le règlement ; les visites en cas de maladie resteut nécessairement à la charge des parents.

Voit dans la production de bulletins à souche au lieu de mémoires pour le règlement des honoraires des médecins, une simplification qu'il est heureux d'adopter et demande que M. le Ministre veuille bien faire dresser un modèle de ces bulletins.

En ce qui touche le taux de la visite, il resterait fixé à 1 fr. 25 ; mais on ferait savoir aux médecins que ce taux minimum pourrait être élevé pour les cas où, à raison de déplacements considérables, il serait reconnu insuffisant. — Les propositions produites, dans ces cas, seraient examinées par le Comité qui adresserait à M. le Préfet des propositions pour la suite à y donner.

Pour ce qui concerne les Commissions locales, le Comité qui, au cours de chacune de ses réunions, est mis au courant des difficultés que présente leur organisation dans les conditions actuelles, pense qu'il serait bien plus difficile encore de trouver des personnes qui consentissent à porter leur surveillance sur des nourrices et des enfants placés hors du lieu de leur résidence.— Il estime donc qu'il n'y a pas lieu d'étendre la juridiction des Commissions. — Néanmoins, il prend acte de la latitude qui lui est donnée à cet égard pour en user, le cas échéant.

Seance du 3 novembre. — Le Comité donne un avis favorable à la création d'une Commission locale dans chacune des communes de Wattignies-lez-Lille, Anzin, Oudezeele et Winnezeele.

Conformément aux propositions de M. le Préfet et pour les motifs déduits dans sa séance du 24 octobre 1880, il exprime l'avis qu'il n'y a pas lieu d'autoriser la dame Gibot, de Nœux-lez-Mines (Pas-de-Calais), ainsi que les dames Détrez et Ménart, de Paris, à recruter des nourrices dans le département du Nord. — Il déclare toutefois que cet avis est exclusivement émis dans un but d'intérêt départemental et qu'il ne saurait être considéré comme le résultat de renseignements défavorables reçus contre les pétitionnaires. — Pour préciser sa pensée à cet égard, comme aussi pour rester fidèle au principe qu'il a adopté, il demande que la mesure prise à légard de Mme Moréno soit étendue aux directrices de bureaux de nourrices qqi ont obtenu antérieurement à la constitution définitive du Comité, l'autorisation refusée à cette dernière, et que ces mêmes directrices, en ce qui touche le placement des enfants dans le Nord, soient soumises aux conditions imposées à ladite dame Moréno.

L'examen des feuilles de placement de l'arrondissement de Cambrai ainsi que les indications que lui fournit l'Inspecteur des Enfants assistés amènent le Comité à demander : 1° que des Commissions de surveillance soient instituées dans quatre communes de cet arrondissement ; 2° que les Commissions instituées dans seize autres

communes du même arrondissement soient instamment invitées à remplir leur mission, et 3° que M. le Maire de Raillencourt où les dames patronesses font preuve de zèle, ce dont le Comité les remercie, soit également invité à prendre les mesures nécessaires au fonctionnement régulier de la Commission.

Remarquant que la présence d'aucun enfant n'est signalée à Solesmes et craignant que ce fait ne doive être attribué à l'ignorance où sont laissés les parents et les nourrices des dispositions de la loi, le comité exprime le désir que des recommandations spéciales soient adressées au maire de cette ville.

Le Comité examine ensuite les titres de M. Leriche, maire de Rumilly, qui est proposé pour une médaille. Il prend en très sérieuse considération les services rendus par ce fonctionnaire, mais il déclare n'émettre un avis favorable aux propositions faites en sa faveur qu'autant qu'il sera établi que l'abstention de concours de la part de la commission locale ne peut lui être imputée.

Enfin, le Comité demande que l'inspection des enfants assistés puisse visiter chaque mois, un arrondissement et qu'il soit rendu compte de ses tournées à la séance du mois suivant.

Séance du 1er décembre. — Après examen des feuilles de placement de l'arrondissement de Douai, le Comité émet l'avis que des commissions locales de surveillance soient instituées à Aubigny-au-Bac, Faumont et Lauwin-Planque et demande que d'instantes recommandations soient adressées à qui de droit en vue du fonctionnement régulier des commissions de même nature créées à Nomain, Pecquencourt, Saméon et Vred.

Rapport de MM. les Juges-de-Paix.

L'examen de ces rapports a donné lieu de remarquer :

1° Que dans les cantons de Maubeuge, Arleux, Douai-Ouest et Sud, Marchiennes, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Bailleul Sud-Ouest, Hazebrouck-Sud, Steenvoorde, Lille-Centre, Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest, Roubaix-Est et Ouest, Tourcoing-Sud et St-Amand rive-gauche, la tenue des registres ouverts dans les mairies en exécution de l'article 10 de la loi est régulière ;

2° Que dans 84 communes des cantons d'Avesnes-Sud, Bavai, Le Quesnoy-Est, Cambrai-Est et Ouest, Clary, Marcoing, Dunkerque-Est et Ouest, Wormhoudt, Bailleul Nord-Est, Cassel, Hazebrouck-Nord, Armentières, Haubourdin, La Bassée, Lannoy, Lille Nord-Est, Pont-à-Marcq, Seclin, Tourcoing-Nord, Bouchain, St-Amand (rive-droite) et Valenciennes-Est, des omissions se rapportant soit à la date du retrait ou du décès des enfants, soit aux conditions de placement, soit au domicile et à la profession des parents etc. ou des irrégularités consistant généralement dans la confusion des deux registres ont été relevées aux registres des déclarations ;

3° Que MM. les Juges de Paix des cantons d'Avesnes-Nord, Berlaimont, Landrecies, Solre-le-Château, Trélon, Le Câteau, Solesmes, Douai-Nord, Hondschoote, Merville,

Cysoing et Condé se sont bornés à faire connaître le nombre des déclarations reçues en 1881 par les mairies ;

4° Qu'en ce qui touche spécialement le canton de Valenciennes-Sud, qu'aucune déclaration n'existe sur les registres ;

5° Enfin, que le rapport de M. le Juge-de-Paix du canton d'Orchies n'a pas été produit ou du moins n'est pas parvenu.

A ces indications, il me parait utile d'ajouter les observations ci-après que j'ai relevées dans les rapports de MM. les Juges-de-Paix des cantons d'Avesnes-Sud, de Carnières, de Bourbourg, de Dunkerque-Est, d'Armentières, de Lille-Centre, de Quesnoy-sur-Deûle et de St-Amand (rive-droite).

Le premier de ces magistrats expose « que les prescriptions de la loi seraient mieux » observées si l'on n'avait pas tant multiplié les registres. Un seul registre résumant » succintement les *trois* serait d'une tenu plus facile. »

Le second « trouve les registres assez bien tenus quant au passé, mais les rares » déclarations qui s'y trouvent en général consignées laisseraient penser que la loi ne » reçoit pas sa complète exécution. »

Le troisième « trouve également les registres bien tenus, mais il y a lieu de croire, » dit-il, que la loi n'est pas bien comprise par quelques maires, car on ne verrait pas » assurément autant de défaut d'inscriptions. »

Le quatrième termine son rapport en disant : « En somme la loi ne me parait pas fonc» tionner encore d'une façon normale. Il serait bon que MM. les Maires pour qui la sur» veillance est si facile, constatassent les contraventions qu'ils sont à même de découvrir, » afin qu'une sanction fît comprendre aux populations que les prescriptions de la loi » constituent des obligations sérieuses et non de simples formalités bureaucratiques. »

Le cinquième s'exprime ainsi : « Par la comparaison entr'eux soit des registres de » même commune, soit de tous les registres du canton, j'ai pu constater que les intéressés » se rendent peu compte des obligations imposées surtout en ce qui concerne le lieu où » les diverses déclarations doivent se faire. »

« Sans rechercher ici, si, comme la remarque m'en a été faite, la déclaration des » parents et celle de la nourrice, lorsque l'enfant reste dans la commune, n'établissent » pas un double emploi dont la suppression simplifierait le travail, il me parait nécessaire » d'attirer particulièrement l'attention de qui de droit sur la différence entre chacune » des déclarations prescrites et le lieu où chacune d'elle doit être inscrite. C'est, selon » moi, dans l'exécution des obligations bien distinctes, des parents d'une part, des nour» rices d'autre part, que réside toute l'économie de la loi, la déclaration de l'un ne dis» pense pas l'autre de la sienne. A chacun, soit parent, soit nourrice, de remplir de son » côté, l'obligation qui lui incombe sans se préoccuper de ce que l'autre a dû faire. S'il » en était ainsi, avec de la régularité dans les diverses notifications, la parfaite exécution » de la loi ne serait pas douteuse.

Le sixième, après constatation de la tenue régulière des registres de la commune de La Madeleine, ajoute : « Il est toutefois un point qu'il n'est pas possible au Juge-de-Paix

» de contrôler et qui est du reste laissé à l'attention de l'autorité locale : c'est celui de » savoir si les déclarations sont exactement faites par les nourrices. Dans certaines com- » munes, elles éprouvent une grande répugnance à se conformer à la loi et ce n'est » qu'avec peine qu'on les y détermine. Quelques municipalités ont institué, il est vrai, » des Commissions spéciales, composées de dames charitables pour veiller à l'exécution » des règlements qui ont un si grand intérêt pour les nourrissons ; mais on sait que, » dans la plupart des cas ces commissions bénévoles n'ont qu'une action bien faible et » qui finit toujours par devenir absolument négative.

» Dans les cantons où il existe un commissaire de police, la vigilance de ce fonction- » naire aurait, ce me semble, des résultats bien plus efficaces. Il n'est pas douteux, » selon moi, que les intéressés ne se conforment incontinent aux avertissements qu'il » leur donnerait. J'estime que ce serait le meilleur moyen de faire prendre par les nour- » rices, l'habitude de se conformer à la loi. »

Le septième dit : « En général la tenue des registres s'améliore et les formalités qu'exige » la loi rencontrent moins d'antipathie chez les secrétaires de mairie.

» Les commissions locales qui ont existé ne fonctionnent presque nulle part, mais en » retour les médecins chargés du soin des enfants s'acquittent fidèlement de leur mission.»

Le huitième, enfin, émet cette opinion : « Que dans les villages, il y a des enfants en » nourrice qui ne sont pas déclarés à la mairie par le motif que les comités locaux ne se » réunissent jamais et que la loi est inconnue de presque tous les intéressés. »

Rapports de MM. les Maires.

MM. les Maires du département, à l'exception de 61 d'entre-eux, vous ont adressé, M. le Préfet, à la demande qui leur en a été faite, un rapport sur l'exécution en 1881, dans leurs communes respectives, de la loi de 1874.

La moitié au moins des rapports produits sont complètement négatifs. — Parmi tous les autres, où l'on trouve souvent, comme l'année dernière, des renseignements se rapportant soit au mouvement de la population infantile, soit au fonctionnement des Commissions locales de surveillance, il en est bien peu qui n'arrivent à cette double constatation : que la loi est de jour en jour mieux comprise, mieux appréciée et observée et que généralement les enfants ont été l'objet de bons soins de la part de leurs nourrices.

Commissions locales. — Rapports.

Au cours de l'année dernière, un grand pas a été fait dans la constitution des Commissions locales. — De 104 qu'il était au 31 décembre 1880, le chiffre de ces Commissions s'élevait à 173 à la même époque de 1881.

On ne voit pas malheureusement que les résultats obtenus au point de vue de la surveillance des enfants aient été en rapport avec le développement de l'institution. Les seules Commissions, en effet et qui méritent par cela même d'être citées, qui aient fait

parvenir à l'Administration le compte-rendu de leurs travaux, sont celles de Cambrai, Dunkerque, Denain, Hellemmes-Lille, Ronchin et Saint-André.

Est-ce à dire cependant que toutes les autres ne se sont nullement occupées de leur mission ? Ce serait assurément aller trop loin, car le plus grand nombre d'entr'elles n'ont eu aucune surveillance à exercer. Mais il n'en reste pas moins acquis que le fonctionnement régulier desdites Commissions laisse encore beaucoup à désirer.

Je n'ai relevé dans les rapports des six Commissions citées ci-déssus aucun fait de négligence coupable à l'encontre des nourrices. Ces dernières, au contraire, sont signalées comme entourant généralement les enfants de très bons soins.

Service Médical.

147 médecins-inspecteurs sur les 204 qui sont chargés de la surveillance des enfants du premier âge dans le département ont fourni des rapports sur la situation de leurs circonscription respectives.

L'importance que l'Administration attache à ces rapports m'a amené, comme l'année dernière, à en présenter distinctement le résumé dans le tableau ci-après. Pour quelques uns même d'entr'eux, dans la crainte que la simple analyse que j'en aurais pu faire n'eût été de nature à affaiblir la valeur et la portée des considérations qui s'y trouvent exposées, j'ai cru devoir les reproduire à peu près in-extenso.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ARRONDISSEMENT DE LILLE.
1ere	M. Dubar	Armentières	Bien que la loi sur la protection des enfants du 1er âge ne soit pas encore complètement comprise, elle a néanmoins produit d'heureux résultats. Le médecin appelé à visiter l'enfant dans les premiers jours de son arrivée chez sa nourrice, est à même de lutter victorieusement contre toutes les maladies qui frappent les jeunes enfants. Après avoir énuméré ces maladies et les moyens que la science posède pour les combattre, il regrette qu'il ne lui soit pas permis de pénétrer dans les crêches, qui jusqu'à présent ont éte soustraites à son inspection. Là, dit-il, se développent facilement les ophthalmies et autres maladies contagieuse de l'enfance, coqueluche etc., ce qui n'a pas lieu ordinairement dans les maisons isolées qui échappent aux inconvénients et aux dangers de l'encombrement. L'isolement prévient la contagion.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Termine en faisant connaître que les décès qu'on a malheureusement à enregistrer, tiennent souvent à une cause qu'il est presqu'impossible de combattre, l'adultération du lait crémé par l'alimentation des vaches avec des pulpes de betteraves.
2e	M. Dujardin	Armentières	Ce praticien fait connaître tout d'abord, que remplissant les fonctions de médecin inspecteur depuis très peu de temps, il ne lui est pas permis de donner une appréciation bien exacte sur les bienfaits de la loi, cependant il reconnaît que depuis son application, les résultats obtenus sont satisfaisants, surtout au point de vue des soins à donner aux enfants, car presque toutes les nourrices ou gardeuses, sachant que le médecin ou l'inspecteur peuvent arriver à chaque instant, se tiennent sur leur garde. Termine en disant que les enfants qu'il a eu à visiter lui ont paru recevoir de très bons soins de la part de leur nourrices.
3e	M. Traisnel	Armentières	Rapport non produit.
4e	M. Logie	Comines.....	Rapport non produit.
5e	M. Toffart.....	Deûlémont	Critique vivement, au début de son rapport, la décision ministérielle, qui a soustrait à la surveillance des médecins, les enfants placés chez leurs grands parents, car, d'après lui, ce sont ces enfants qui sont le plus mal soignés, et pour preuve, il fait connaître que sur 19 enfants décédés dans sa circonscription, onze ont succombé chez leurs grands parents, chiffre effrayant, dit-il, quand on songe que pas plus du dixième des enfants sont en garde et soignés par leurs grand'mères, qui d'abord n'ont pas l'inquiétude qu'ont d'autres nourrices, de se voir retirer leur nourrisson, puisque tout se passe en famille et ensuite parce que ces enfants, dont la plupart sont illégitimes, ne sont tout bonnement qu'une charge, non seulement pour les grands parents, mais pour la mère elle-même, dont on est bien aise de se débarrasser. Parle ensuite du résultat obtenu depuis l'installation du service médical. Dans ses premières visites il avait constaté que les enfants étaient mal couchés; que leurs effets étaient mal tenus, que leur biberon était constamment sale et que la nourriture qu'on leur donnait était trop substantielle, en un mot, les enfants étaient dans des condition déplorables et grand nombre d'entr'eux succombaient à l'entérite,

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			fléau occasionné par l'usage prématuré des bouillies et des panades. Il constatait en outre l'abus d'un fauteuil où les enfants séjournaient un temps considérable dans un état de malpropreté continue souvent dans des coins malsains et privés d'air et de lumière. Aujourd'hui, grâce à ses conseils, il est heureux de le dire, tous ces défauts d'hygiène et de salubrité ont, sinon disparu du moins se trouvent considérablement diminués. La plupart des nourrices sont dociles et suivent exactement les conseils qui leur sont donnés et il affirme en terminant, qu'il a obtenu dans sa circonscription, tout le succès désirable, tant sur l'état sanitaire de l'enfant que sur l'esprit des populations, qui tout d'abord, n'appréciaient pas les bienfaits de la loi et recevaient même très mal le médecin inspecteur à ses premières visites.
6e	M. Cuisinier.....	Roncq.....	Les enfants qu'il a eu à visiter lui ont paru bien soignés, cependant il a dû insister auprès d'une nourrice dont la propreté laissait beaucoup à désirer et ce n'a été qu'à force de remontrances qu'il a pu arriver à ce que l'enfant soit tenu proprement.
7e	M. Meurillon.....	Neuville-en-Ferrain...	Un enfant placé.
8e	M. Fichaux.....	Tourcoing.....	Fait connaître que les déclarations ont été, non seulement plus nombreuses en 1881, mais qu'elles se sont faites en général sans ses recherches ni son intervention. Cependant dit-il, il n'est pas douteux que la loi est encore méconnue, violée on tardivement exécutée par les parents ou les femmes recevant des enfants. Il constate que de grands progrès ont été accomplis, tant sous le rapport de la bonne tenue des enfants, que sous celui de l'alimentation, grâce aux soins des nourrices, grâce à la mise en pratique plus assidue et plus éclairée des excellentes règles d'hygiène reproduites dans le carnet et dont il s'est fait un devoir de montrer et de commenter le texte. Renouvelle l'avis qu'il avait déjà émis l'année dernière et qui consistait à faire imprimer les premiers principes de l'hygiène qui se trouvent repris au livret de placement et de faire répandre ces instruction par les soins des mairies dans toutes les familles.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
9e	M. Dewyn.....	Tourcoing	Se borne à faire connaître le mouvement qui s'est produit parmi les enfants placés dans sa circonscription. Tous, dit-il, lui ont paru bien soignés.
10e	M. Vincent	Mouveaux	Expose que les enfants placés dans sa circoncription ont reçu les meilleurs soins et que les prescriptions de la loi ont été fidèlement observées.
11e	M. Ellart	Wambrechies.....	Après avoir établi la statistique du mouvement qui s'est produit parmi les enfants placés dans sa circonscription, il fait connaître que le nombre en a été supérieur à celui de l'année dernière. S'étend sur les causes de la mortalité et constate avec satisfaction que l'enterite qui enlève généralement le plus de jeunes enfants, n'a fait qu'une seule victime, tandis qu'en 1880, il y en avait eu 5. Cet écart, dit-il, suffit à lui seul pour caractériser la situation. Ce praticien fait connaître, en outre, que les enfants soient visités ou non, le médecin ne peut pas empêcher qu'ils ne contractent soit une pneumonie, soit une méningite, ou toute autre affection, car ils n'en restent pas moins soumis aux causes internes et externes des maladies, mais ce qu'il peut, et cela dans une grande mesure, c'est diminuer les décès par entérite. Cette maladie a le plus souvent sa source dans un écart de régime. On donne trop ou trop tôt à manger aux enfants. On voit des nourrissons qui ont toujours à la bouche, soit le biberon, soit ce détestable sucre, aussi abhorré des médecins que choyé des nourrices à qui il épargne malheureusement bien des ennuis, mais au prix de la santé de l'enfant. Il en a vu, dit-il, qui à l'âge de cinq mois prenaient outre les panades, deux litres et plus de lait par jour, c'est-à-dire le double de leur ration. De là fatigue de l'estomac, indisgestions et troubles gastro intestinaux. Pour amener les nourrices à l'hygiène et si la persuasion et le raisonnement ne suffisaient pas, il faut user de la menace, avec l'intention, bien entendu, de n'en rien faire, car la crainte et surtout l'intérêt sont, en général, les arguments les plus décisifs des masses ignorantes. Continue en disant qu'un des premiers soins du médecin-inspecteur est de veiller à ce qu'aucune maladie contagieuse ne se transmette à l'une ou à l'autre des parties

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			intéressées. Mais son rôle le plus utile est celui d'apprendre aux mères à élever leurs enfants. Il existe, en effet, dans toutes les classes de la société des préjugés qu'on se transmet comme un héritage de famille. Le médecin lutte souvent avec désavantage contre ces erreurs consacrées par le temps et il faudra une leçon, presqu'un malheur, pour qu'on admette alors ses observations. Exprime l'avis, déjà émis par plusieurs de ses collègues, que l'on devrait répandre des brochures sur l'art d'élever des enfants. La dépense serait minine et rendrait de très grands services. La loi de de 1874, dit-il, répondait à un besoin d'ordre supérieur et tout ce qui pourra la compléter ne saurait être superflu. Visitez les enfants, mais avant, instruisez les parents. Termine son rapport par les réflexions suivantes : Il n'a pas été donné une assez grande publicité à la loi, car bien des personnes l'ignorent encore et beaucoup de nourrices ne l'apprennent que fortuitement lorsqu'un enfant du voisinage a été visité. Il serait désirable que des recommandations fussent adressées aux secrétaires de mairies pour les engager à apporter plus d'urbanité et plus de complaisance dans leurs rapports avec les nourrices. Il ne faut pas sous prétexte qu'on est trop occupé, les forcer à revenir plusieurs fois à la Mairie, c'est pour elles une perte de temps souvent précieux et si l'on veut qu'une loi pénètre dans les mœurs d'un pays, on doit en rendre l'application facile. Pense que le législateur n'atteindra jamais le but qu'il s'est proposé en inscrivant dans la loi que des Commissions locales, seraient instituées et en dictant les devoirs de ces commissions. La charité et le dévouement n'aiment pas à être réglementés et tout en leur traçant une ligne de conduite il faut laisser beaucoup à l'initiattve individuelle.
12e	M. Pruvost.....	Quesnoy-sur-Deûle...	22 enfants ont été soumis à son inspection en 1881. Il se plait à reconnaître que les nourrices n'ont cessé de les entourer des meilleurs soins.
12e bis	M. Dubois	Verlinghem.....	Rapport négatif.
13e	M. Descarpentries.....	Pérenchies	Trente-six enfants ont été placés dans sa circonscription, six décès survenus; 4 pour cause tout à fait indépendantes

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			de la nourriture et deux par entérite qui auraient eu des chances de guérison si les enfants avaient été élevés au sein. Constate que l'état général de sa circonscription a été satisfaisant. Dans toutes ses visites il a pu s'assurer que les nourrissons recevaient tous les soins désirables de la part de leurs nourrices. Fait remarquer que la malpropreté est encore bien grande chez les nourrices. On nourrit généralement bien les enfants mais on les néglige quant aux soins de la toilette. Il attribue ce défaut à la situation malheureuse dans laquelle se trouvent tant les nourrices que les mères des enfants. Il faudrait dit-il, une grande surveillance. Les visites de l'Inspecteur départemental et du médecin ne suffisent pas, les observations sont très bien reçues mais elles ne sont pas suivies. Une bonne organisation locale serait nécessaire et surtout le prestige de l'autorité pour faire exécuter le règlement. Malheureusement les Commissions locales existent mais ne fonctionnent pas, et c'est à peine si l'on peut obtenir des maires l'application de la loi. Résume en disant que la loi sur la protection des enfants du premier âge a produit quelques bons résultats au point de vue de la santé et de l'hygiène de l'enfant, mais qu'elle n'atteindra véritablement son but que lorsque son application sera complète.
14e	M. Foucaut	Lomme.....	Rapport non produit.
15e	M. Cottigny	Haubourdin.....	Fait connaître qu'il maintient les conclusions de son rapport de l'année dernière qui étaient ainsi conçues : « Dit que dans l'arrondissement de Lille où il exerce il lui est arrivé de voir des femmes très fortes refuser de nourrir leurs enfnnts par le seul motif qu'elles sont obligées d'aller travailler en fabrique. Propose dès lors de créer des sociétés de secours mutuels pour les mères qui nourrissent leurs nouveau-nés. Ces femmes étant sûres de toucher le montant de leur salaire, resteraient au moins pendant les six premiers mois à soigner et à élever leurs enfants au sein. Il croit devoir signaler cet état de choses à l'Administration et pense qu'avec les membres honoraires et le concours des départements et des communes, les ressources ne feraient pas défaut.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
16e	M. Dupuis	Radinghem.	Expose que sur dix enfants qu'il a visités en 1881, un seul est décédé, ce qui prouve une certaine amélioration. Se résume en disant que dans sa circonscription les enfants y sont bien soignés tant au point de vue de l'hygiène que de l'alimentation.
17e	M. Carpentier	Aubers	Fait connaître qu'il a très peu d'enfants dans sa circonscription et que généralement ils sont bien soignés.
18e	M. Courtois	La Bassée	Deux enfants visités et trouvés dans de bonnes conditions.
19e	M. Pollet	La Bassée..	Rapport négatif.
20e	M. Legrand.	La Bassée.	Un enfant placé.
21e	M. Pinteaux	Wavrin.....	Rapport non produit.
22e	M. Desfontaines	Haubourdin	125 enfants ont été dans le cours de l'année 1881 soumis à son inspection, sur ce nombre il n'y a eu que cinq décès.
23e	M. Wertheimer	Lille.	Expose tout d'abord que ne remplissant les fonctions de médecin-inspecteur que depuis le 1er mai, il ne mentionnera que les observations relatives aux huit derniers mois de l'année. 37 enfants ont été soumis à son inspection. Sur ce nombre il n'est survenu que deux décès. Il y a d'autant plus à se féliciter que ces décès sont attribués à des affections complètement indépendantes des soins hygiéniques et de l'alimentation. La plupart des enfants sont soumis à l'allaitement mixte c'est-à-dire qu'ils ont le sein et le biberon ce qui est en définitive le meilleur régime quand l'allaitement maternel exclusif est impossible : Si le lait est de bonne qualité et si le biberon est tenu proprement deux points sur lesquels il a toujours eu soin d'insister, l'enfant se trouve dans des conditions presques normales et en tout cas, très favorables. Se plait à reconnaître que les gardeuses suivent en général, docilement et fidèlement les conseils qu'il leur donne. Termine en disant que l'un des plus heureux effets de l'intervention médicale ce sera d'avoir obtenu la suppression de la soupe dans le régime des enfants âgés de moins de six mois.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
24e	M. Patoir	Lille..	73 enfants ont été soumis à l'inspection de ce praticien Sur ce nombre il n'est survenu que trois décès. Il y a tout lieu d'être satisfait de cette statistique surtout après une année aussi mauvaise pour les jeunes enfants. Rappelle les quelques désiderata qu'il signalait dans son rapport de l'année dernière pour arriver à obtenir les moyens de remplir efficacement le but et l'objet de la loi. Reconnaît que quelques innovations ont été introduites dans le fonctionnement du service. Cependant dit-il il reste encore beaucoup à faire. Il n'ignore pas que l'on rencontre des difficultés dans l'application d'une loi nouvelle mais il a l'espoir que le temps les fera toutes surmonter. Exprime l'avis que, pour qu'il soit possible aux médecins inspecteurs de se rendre compte plus exactement de la situation, il serait nécessaire que le rapport que l'inspecteur des enfants assistés a à rédiger chaque année leur soit adressé. Ils trouveraient là des documents officiels qui leur font défaut et s'inspirant de la véritable situation, il leur serait plus aisé de combler les lacunes et de favoriser toutes les aspirations. Termine son rapport de la manière suivante : « Nous vivons dans une époque de transformation; aussi tout est possible et pour atteindre le but que nous poursuivons il suffira de soumettre nos projets à nos législateurs et de leur dire que la loi sur la protection des enfants est incomplète. Aussi généralisons-la et protégeons tous les enfants, créons des ressources aux familles nécessiteuses et venons en aide aux filles-mères, protégeons l'enfant abandonné sans en rechercher l'origine ; que l'État en fasse un citoyen digne de son pays. C'est la lutte pour l'existence qu'il s'agit de soutenir ; préparons-nous au combat, car malheur aux vaincus. Ce cri paraîtra ridicule mais ceux qui suivent le développement des peuples, leur progression, leur décadence et leur chute y trouveront des enseignements dont on devrait profiter et qui éviteraient peut être bien des malheurs à notre pays. »

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
25e	M. Rey	Lille.....	73 enfants ont été soumis à son inspection. Ce praticien a dû, par suite du remaniement des circonscription de la ville de Lille, changer de quartier. Ce changement lui a d'abord fourni un terme de comparaison tout à l'avantage de son inspection actuelle. Elle se trouve en grande partie dans la nouvelle ville et même extra-muros. Il lui reste bien encore à visiter quelques enfants placés dans des courettes, et ces visites ne servent qu'à mieux établir les nécessités de premier ordre de l'hygiène de la première enfance, à savoir que l'air, l'espace et la lumière sont aussi indispensables à la santé qu'une bonne nourrice ou le lait pur non écrémé plus ou moins coupé d'eau selon l'âge, dans l'allaitement au biberon. S'étend longuement sur les logements de l'ancien Lille, qu'il trouve malsains; la plupart sont établis dans des ruelles, des cou rettes étroites, malpropres, mal tenues, sans air. Fait connaître ensuite que si les meilleures conditions qu'on trouve dans les habitations assez vastes et aérées, influent favorablement sur la santé des enfants, c'est en se faisant d'abord sentir sur les femmes auxquelles ils sont confiés. Il est à remarquer dit-il, que les ménages les plus mal entretenus, sont presque toujours les plus mal logés. D'après lui on ne devrait délivrer de carnet de nourrice ou gardeuse, qu'aux femmes non seulement saines de leur personne, mais dont les logements sont reconnus également sains. On pourrait même le retirer à toutes celles dont les logements ne présentent pas des garanties suffisantes. Il signale certaines habitations qu'il propose de proscrire comme très défectueuses, car les quelques décès d'enfant qu'il a eu à relever par athrepsie, cholérine, ou par engorgement abdominaux, ont eu lieu dans de pareils logements. Désirerait qu'on refusat l'autorisation d'avoir des nourrissons, à toute femme qui aurait plus de trois enfants en bas âge, y compris même ceux qu'elle peut avoir en dehors de ceux soumis à l'inspection médicale. Au-delà de ce

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			nombre dit-il, une femme ne peut donner que très difficilement les soins incessants, surtout en cas de maladie. Ce praticien pense aussi que l'âge de la gardeuse est loin d'être indifférent au succès que se propose la loi de protection. Certaines gardeuses ont soixante-dix et plus. On comprendra facilement qu'à un âge aussi avancé on n'a plus l'activité voulue pour soigner convenablement un tout jeune enfant. Il y aurait une limite d'âge à fixer à cet égard, surtout si la gardeuse ne tient à l'enfant par aucun lien de famille, si elle n'est que mercenaire. Sans doute, continue ce praticien, la mission médicale dont sont investis les médecins-inspecteurs, leur fait une obligation de signaler à l'administration, après leurs visites, les cas dans lesquels l'enfant doit être retiré à la gardeuse, mais puisque les renseignements fournis par la police municipale ont précédé leur intervention, ne conviendrait-il pas mieux que ce fut d'après certaines conditions établies d'avance que le livret ne fut pas délivré. Toutes les considérations qu'il a cru devoir faire valoir, ne s'appliquent pas heureusement à la généralité des habitations ni des nourrices. Les enfants, dit-il, y sont dans de bonnes conditions et leurs nourrices ou gardeuses, se conforment aux prescriptions d'hygiène et d'allaitement artificiel ou naturel, qu'il s'efforce de leur inculquer dans ses visites. A ce point de vue il lui semble qu'il serait plus rationnel que les prescriptions d'hygiène qui se trouvent dans le livret, fussent rédigées avec plus de simplicité et d'une manière plus intelligible pour les personnes, la plupart illétrées qui doivent appliquer ces prescriptions. Ainsi les recommandations les plus importantes pour l'allaitement, l'élevage au biberon, les soins de toute nature à donner aux enfants, sont mises dans le livret, sous ce titre énigmatique pour ces pauvres femmes : *Académie de médecine*, comme si ces pages ne devaient être lues que par des médecins qui les connaissent. Termine en signalant la difficulté pratique de l'espèce de comptabilité compliquée et de statistique en double emploi que les médecins-inspecteurs sont obligés de tenir. N'est-ce pas, dit ce praticien, aller contre l'esprit de la loi, qui n'a fait appel qu'à leur compétence médicale en ma-

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			tière d'hygiène ? Il ne serait pas impossible que cette comptabilité, la tenue compliquée des registres soit la raison principale qui ait obligé quelques médecins à envoyer leur démission après que cette charge leur a été connue. Et il conclut en disant que la loi de protection des enfants du premier âge dont les bienfaits sont manifestes, gagnerait encore à être simplifiée dans ses applications, c'est-à-dire en y opérant certaines réformes que la pratique a fait juger presque indispensables.
26e	M. Legroux.....	Lille	Fait connaître qu'un grand nombre de femmes chargées du soin d'élever les enfants, les placent fatalement dans de mauvaises conditions hygiéniques par suite de circonstances particulières, dont il fait l'énumération. 1° Local étroit et mal éclairé, situé souvent au rez-de-chaussée, sur le derrière de la maison ; 2° Aération insuffisante. Pièce unique servant à la fois de cuisine et de chambre à coucher pour trois ou quatre personnes. De plus, les ménagères y font la lessive, le linge sèche sur des cordes tendues au-dessus du foyer et répand une odeur insupoprtable ; 3° Nourriture mal appropriée à la constitution de l'enfant nouveau-né. Les femmes chargées de nourrir les enfants au biberon, leur donnent pour tout aliment de la soupe composée d'eau et de pain. Le lait fait absolument défaut. De là, des inflammations aigues et chroniques du tube digestif, des enterites cholériformes, maladies qui enlèvent un si grand nombre d'enfants. 4° Malpropreté. Termine en disant que les femmes sont très étonnées d'entendre le médecin leur donner le conseil de laver les enfants deux ou trois fois par jour et de leur faire prendre un bain toutes les semaines
27e	M. Ortille..	Lille.....	Ce praticien signale les faits principaux qu'il a eu à observer en 1881. A l'exposé des ces faits, il joint les remarques et observations qu'ils lui ont suggérées et soumet divers projets d'amélioration dont le service de la protection lui paraît susceptible à l'avenir. L'importance capitale, dit-il, que présente toute mesure capable de restreindre ou de supprimer une cause de dépopulation ;la sollicitude éprouvée des villes, des administrations et du Gouvernement, pour les intérêts des classes

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.

pauvres, lui font un devoir d'indiquer les moyens par lesquels ces bonnes dispositions pourraient être mises à profit, et comment on pourrait ajouter à ce qui a déjà été fait dans ce sens.

Une longue pratique de la médecine des pauvres, lui a appris que les causes de la mortalité qu'il a à signaler, sont les mêmes qui agissent depuis longtemps, comme il est vraisemblable aussi qu'elles sont les mêmes dans les autres circonscriptions. Aussi les faits qu'il présentera auront donc ainsi la valeur de faits généraux.

289 enfants ont été soumis à son inspection.

Sur ce nombre, 30 sont morts, soit 10.03 pour %.

Les causes de ces décès, dit-il, méritent d'être signalées et analysées avec soin, parce qu'il lui semble que cette proportion pourrait être abaissée dans l'avenir.

Après avoir fait connaître la nature des maladies et le nombre des victimes, ce praticien ajoute que ce nombre, aux yeux du médecin, est par lui-même très significatif, comparé à celui que donnerait une statistique parallèlement établie sur la mortalité des enfants appartenant à d'autres classes de la société, ou simplement une statistique moyenne de tous les enfants en bas-âge, sans distinction de la classe ni de la condition de leurs parents. Ce nombre montre que la plupart de ces enfants ont succombé à des affections réputées bénignes, que l'on ne souçonnerait pas d'être dans les classes pauvres une cause de dépopulation.

En effet, dit-il, si, parmi les décès signalés on exceptait quelques maladies très rares dans l'enfance et représentées seulement par deux morts on pourrait répartir en trois groupes principaux les maladies auxquelles sont dûs les 30 décès survenus dans sa circonscription.

Dans le premier groupe, on voit des affections graves, triste privilége de l'enfance, les affections congestives du cerveau et des méningites. — L'éclampsie. — Les décès reconnaissant pour cause cet ordre de maladie sont au nombre de huit ; chiffre assez élevé, ajoute-t-il, si on le prend dans son sens absolu mais à coup sûr relativement faible si on le compare au nombre total des morts dont il représente seulement un peu plus d'un quart.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Dans le second groupe, on trouve les maladies des voies respiratoires, la coqueluche, la bronchite. Ce groupe représente exactement un cinquième des décès. Cette proportion dit-il, ne lui suggère aucune remarque particulière sinon que ces affections quelquefois graves, mais le plus souvent bénignes, ont pu devoir en partie leur malignité aux conditions hygiéniques particulières dans lesquelles elles se sont développées. Quant au troisième et dernier groupe, il trouve des affections qui sont également le privilége de l'enfance et plus particulièrement encore celui des très jeunes enfants. Aussi la proportion de ce groupe peut paraître énorme puisqu'elle représente à elle seule près de la moitié des décès, c'est-à-dire 13 sur 30, mais elle paraîtrait bien plus grande, encore si l'on songe qu'il ne s'agit que d'affections assez bénignes et contre lesquelles la thérapeutique, le régime et l'hygiène ont le plus de puissance. Ainsi c'est à à des affections des voies digestives, à la gastro-entérite, à l'athrepsie, à la cholerine qu'ont succombé et que succombent chaque année un grand nombre d'enfants, bien plus qu'aux maladies réputées graves et contre lesquelles les ressources de la science sont de l'aveu de tous, moins puissantes. Ils succombent à des affections qui empruntent donc bien évidemment leur caractère de gravité aux conditions particulières dans lesquelles ils se trouvent placés, à des affections qu'il serait possible de conjurer de prévenir, de rendre moins meurtrières par le moyen d'une hygiène bien entendue. Une mortalité si spéciale, dit ce praticien, doit tenir à des causes également spéciales et d'après lui c'est à la non-observance de quelques-unes des lois fondamentales de l'hygiène qu'elles sont dues. Elles débutent dit-il, par des troubles physiologiques très curables au début, mais qui vont s'aggravant faute de soins appropriés, se transforment en affections qui menacent bientôt l'existence de l'enfant, et trop souvent finissent par amener la mort. Ces conditions défectueuses auxquelles il faut attribuer une large part dans la mortalité des enfants méritent d'être spécifiées. Les conditions d'hygiène extérieure telles que l'aération des locaux, la propreté de l'enfant et de ses langes, etc., ne sont point particulièrement à incriminer. Elles sont, en effet, de celles que le médecin peut le plus facilement veil-

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.

ler, dont l'observance est relativement plus facile et sur lesquelles on a quelque action. Les Conseils à ce sujet s'ils sont fréquemment renouvelés sont le plus souvent suivis.

La condition la plus importante à remplir dans l'hygiène de l'enfant, est celle qui règle son alimentation. L'enfant doit non-seulement se nourrir mais s'accroitre. Les seules fonctions réellement actives à cet âge sont les fonctions de nutrition et de développement et d'autant plus actives qu'on se rapproche davantage du moment de la naissance. Une alimentation insuffisante a la plus fâcheuse influence sur cet organisme en voie de formation. Elle engendre chez lui cet état pathologique mal défini en tant que maladie et que pour cette raison on appelle la *Misère physiologique* ; elle lui communique une débilité native dont il aura la plus grande peine à triompher et qui amène à sa suite le cortège des maladies chroniques, affections osseuses, mal formations, rachitisme.

Mais avant que les conséquences tardives du vice de l'alimentation viennent à se faire sentir, on en constate d'immédiates. Ce sont les affections gastro-intestinales auxquelles on voit succomber un grand nombre d'enfants. Contre une nourriture indigeste mal appropriée aux besoins des enfants, les voies digestives réagissent, s'irritent, s'enflamment ; cette affection débute par la diarrhée, des coliques et elle aboutit à la gastro-entérite, à l'athrepsie.

Le médecin dit-il, constate cet état, en reconnaît et en signale la cause, prescrit le régime et l'aliment qui convient et qui rétablirait à coup sûr la santé de l'enfant, mais, souvent ses soins et ses conseils restent impuissants pour plusieurs raisons qu'il lui reste à faire connaître.

Dans les enfants du premier âge, qui souffrent des gastro-intestinales , on peut établir deux et même trois catégories suivant l'âge des sujets; catégories sur lesquelles les causes dont il a été parlé plus haut agissent à des degrés différents et qui réclament elles-mêmes des soins différents tant se modifient promptement ces organismes jeunes surtout dans les premiers mois qui suivent la naissance , ces trois catégories sont celles de l'enfant de 1 à 2 ans , de 3 mois à un an et de ceux de 1 à 3 mois.

Quel que soit l'âge ou la catégorie, l'amélioration

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			doit consister dans une modification du régime ou pour mieux dire elle doit rendre possible une alimentation un peu moins défectueuse que celle donnée à la plupart de ces enfants. Pour la première catégorie qui comprend les enfants les plus âgés (1 à 2 ans) le moyen est à la fois simple et d'une efficacité non douteuse. Il est un aliment parfaitement approprié aux sujets de cet âge, contenant sous un faible volume tous les principes les mieux assimilables et les contenant dans les meilleures proportions. Cet aliment, c'est l'*œuf de poule*. Que l'œuf contienne en proportion parfaite tout ce qui est nécessaire à la nutrition et au développement d'un organisme jeune c'est ce que l'observation physiologique démontrerait à elle seule si la pratique qui est la meilleure, règle en cette matière ne l'avait cent fois démontré. Malheureusement dit ce praticien, la question hygiénique se complique ici d'une question économique qui est le seul mais bien réel obstacle à l'amélioration qu'il propose. Il faut savoir que la majorité des enfants placés en garde appartiennent à des filles mères travaillant dans des fabriques et gagnant de 12 à 15 fr. par semaine. La rétribution des gardeuses est de 3 à 4 fr. par semaine. Une aussi faible rétribution ne permet pas à la gardeuse de donner à l'enfant une nourriture un peu coûteuse comme serait un œuf dont le prix varie de 0,15 à 20 centimes. Aussi n'est-ce que dans des familles privilégiées que le régime qu'il indique pourrait être employé et que les conseils du médecin seraient efficaces, par a raison qu 'ils pourraient être suivis. Chez les enfants plus jeunes de 3 mois à 1 an le vice d'alimentation qu'il vient de signaler, est encore bien plus préjudiciable. Leur nourriture consiste simplement en soupes, pommes de terre, farines délayées et autres aliments de même genre, nourriture dans laquelle l'azote entre pour une trop faible part et qui est aussi indigeste qu'elle est peu substantielle: « Ces enfants mangent de tout, disent les nourrices, » et on peut certainement ajouter qu'ils ne digèrent rien. De là, les diarrhées et les entérites. Le remède, dans ce cas, est un peu moins simple et le régime qu'il vient d'indiquer rendra encore des services, surtout pour les plus âgés de ces enfants. L'œuf de poule, et pour les enfants plus jeunes un lait bien choisi, seront les

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.

aliments naturellement indiqués, comme renfermant les principes alibiles sous leur forme la plus digestive et dans les meilleures proportions. A ce titre, ils seront les mieux supportés, irriteront le moins les voies digestives en même temps qu'ils soutiendront les forces du petit être. Grâce à ce régime, ajoute-t-il, il a pu constater, cette année dans sa circonscription, une amélioration sensible.

Mais, continue ce praticien, c'est pour les enfants de la troisième catégorie, c'est-à-dire ceux de 1 à 3 mois, lorsqu'ils sont menacés d'affections intestinales, que les médecins sont malheureusement impuissants. Quels que soient les soins de propreté donnés au biberon et malgré le mélange de 3/4 de lait pour 1/4 d'eau sucrée, le lait de vache ne peut remplacer le lait de femme. Les règles de l'hygiène sont ici contenues dans les plus étroites limites ; une seule nourriture convient alors à l'enfant et ne peut être remplacée par aucune autre. Plus on se rapproche du moment de la naissance, plus cette règle s'impose impérieusement.

Il cite à l'appui de son dire, un exemple, afin de montrer à la fois et l'influence mauvaise de l'élevage au biberon et l'efficacité du lait de femme en temps que moyen curatif des affections provoquées et entretenues par le biberon.

Un tout jeune enfant, élevé au biberon, était atteint d'une diarrhée des plus rebelles avec vomissements opiniâtres. L'enfant entrait dans l'atrophie, lorsqu'il réussit à déterminer une femme à prendre cet enfant pendant quelques jours pour le nourrir au sein.

L'effet fut prompt, cet enfant presque in extremis, revint rapidement à la vie et quinze jours après il était dans un excellent état. Malheureusement, la mère intervint et d'une façon qui faillit lui être funeste. Cette femme, servante aux environs de Lille, et qui regardait son enfant comme une lourde charge, se montra moins enchantée de cette quasi résurrection que le médecin et la nourrice elle-même, et s'obstina à enlever le petit être à la femme qui, on peut le dire, venait de lui sauver la vie.

La question économique, dit-il, se complique elle-même d'une question morale qu'il ne lui est permis que d'effleurer. Il s'en servira seulement et comme d'argument, pour réclamer plus impérieusement pour ces pauvres enfants, des

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			secours et une protection qui leur sont quelquefois refusés par leurs protecteurs naturels. En somme, dit ce praticien, une amélioration sensible dans la façon d'élever les enfants a été réalisée, mais il reste beaucoup à faire et ce qui le prouve, c'est le chiffre encore élevé des décès, car une grande partie de ces décès sont dus à des causes auxquelles il est possible de remédier, c'est-à-dire à des affections qu'on peut prévenir par une hygiène appropriée. Il serait d'ailleurs très facile, de porter remède à cet état de choses et cela à peu de frais. C'est un subside à demander à la ville, qui servirait pour accorder un supplément de pension aux gardeuses dont les enfants seraient atteints ou menacés des affections dont il est question et qui sont une cause sérieuse de dépopulation. Les bénéfices qu'on retirerait d'une telle amélioration sont, on peut en être sûr, hors de proportion avec la faible dépense qu'elle occasionnerait. Une proposition importante est encore faite par ce praticien. Il est regrettable, dit-il, que le bureau de bienfaisance ne veuille pas admettre à l'assistance les enfants des filles-mères qui sont précisément les plus nombreux et les plus nécessiteux dans nos villes industrielles. Combien de fois, ajoute-t-il, n'arrive-t-il pas que la mère qui peut à peine donner de la nourriture à son enfant, ne peut à plus forte raison, faire exécuter à l'officine du pharmacien, l'ordonnance que le médecin inspecteur lui a donnée. Est-il de notre époque de rendre de pauvres petits êtres responsables de la faute de leur mère ? Assurément non, et il y a certainement là, une difficulté que les promoteurs de la loi n'ont pas prévue et qui pourrait être levée par l'inscription dans ladite loi, d'une disposition ainsi conçue : Tout enfant du premier âge, placé en nourrice, sevrage ou garde, aura droit aux secours médicaux et pharmaceutiques des bureaux de bienfaisance. Termine son rapport en demandant que quelque simplification soit apportée aux écritures auxquelles les médecins inspecteurs sont astreints et qui leur prennent un temps qui pourrait être, dit-il, employé par eux au même service, mais d'une façon autre et plus efficace.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
28e	M. Verhaeghe.....	Lille.....	Après avoir fait connaître le nombre d'enfants qui ont été soumis à son inspection et indiqué les décès survenus et les causes qui les ont amenés ce praticien expose que l'affection qui a emporté le plus grand nombre d'enfant est la cholerine que l'on retrouve chaque année chez les nourrissons élevés au biberon. Sous le rapport des soins donnés aux enfants, ce praticien n'a pas eu de plaintes à formuler; ils ont été soignés en général d'une manière satisfaisante.
29e	M. Ellart.....	Wambrechies.....	Voir le rapport de M. Ellart à Wambrechies qui est chargé de cette circonscription.
30e	M. Martin.....	Lambersart.....	Après avoir fait connaître que 25 enfants y ont été soumis à son inspection en 1881, ce praticien ajoute que ce nombre ne représente qu'une faible partie des enfants qui ont droit à la protection. La plupart des nourricesdit-il ne font pas la déclaration prescrite et l'autorité locale ne faisant aucune enquête sur le nombre des enfants, en nourrice il en résulte qu'il faut un hasard ou une dénonciation pour constater le délit. Quand ce dernier est découvert il reste le plus souvent impuni. C'est ainsi que la loi de protection ne s'étend que sur un nombre d'enfants restreint. Il faudrait donc, une surveillance active de la part de l'autorité communale, une sorte d'enquête semestrielle et en cas de délit l'application rigoureuse de la loi. Il n'est survenu que trois décès sur les 25 enfants qu'il a eu à visiter. Dans aucun cas dit ce praticien la cause de ces décès ne peut être attribuée à une alimentation défectueuse ou à un manque de soins. Termine en déclarant que malgré des visites fréquentes il n'a jamais constaté chez une nourrice une faute grave, capable de compromettre la santé de l'enfant qui lui était confié.
31e	M. Godefroy.....	Roubaix.....	Le rapport de ce praticien fait connaître nominativement les enfants qu'il visite. Se borne à établir pour chacun d'eux des renseignements relatifs à leur santé et à leur état d'entretien; ces renseignements sont en général satisfaisants.
32e	M. Descarpentries.....	Croix.....	16 enfants ont été soumis à son inspection. Sur ce nombre trois décès sont survenus un par suite de variole et les

Nos des circons-criptions.	NOMS des MEDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			deux autres par suite de faiblesse de constitution ou plutôt par défaut de nutrition. Il a beaucoup de peine dit-il à faire comprendre aux nourrices que le bon lait est la seule nourriture profitable aux enfants et il suppose que malgré les conseils qu'il leur donne elles continuent à gorger les enfants de soupe et de tapioca, de manière qu'une fois l'estomac plein, les enfants s'endorment. C'est justement ce que demande la nourrice. Il croit cependant qu'avec de la persévérance on arrivera à avoir raison de ces préjugés ou de cette insouciance. Pour sa part il y emploiera toute sa sollicitude et toute son énergie.
33e	M. Barbry	Wattrelos.	56 enfants ont été soumis à son inspection en 1881. Se plaît à reconnaître que toutes les nourrices ont entouré les enfants des meilleurs soins.
34e	M. Staes-Brame.....	Croix.	Fait connaître qu'il a visité 74 enfants, sur ce nombre il est survenu 10 décès. Les nourrices au sein dit ce praticien n'existent pour ainsi dire pas dans sa circonscription. — Une sur 74. D'autres enfants sont élevés au biberon, aussi peut-on être étonné de la mortalité relativement faible 13 %, tandis que l'année dernière elle avait été de 14 %. Continue en disant que journellement il a lutté contre les préjugés de toute nature, notamment en ce qui concerne la vaccination en dehors des époques où les sage-femmes avaient l'habitude de vacciner. Cependant la loi est formelle à cet égard. Tout enfant doit être vacciné dans les trois premiers mois de sa mise en nourrice, aussi sera-t-il probablement forcé de sévir contre quelques nourrices récalcitrantes. Les conditions restent presque exactemement celles qu'elles étaient l'an passé, cependant il ne peut nier que cette surveillance n'influe sur le faible degré de mortalité des enfants placés en nourrice. Rencontre beaucoup de difficultés à obtenir que les conditions élémentaires de propreté et d'alimentation soient suivies, car, dit-il quelle que soit notre surveillance, on ne pourra éviter les soupes et autres aliments dont on devrait se dispenser. Termine en disant que le chiffre de 74 enfants est certainement inférieur à la réalité. Beaucoup passent inaperçus,

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			et il croît que quelques actes de sévérité ne pourraient que contribuer à faciliter l'application de la loi.
35e	M. Coubronne.....	Hem.....	Expose que généralement la propreté et l'alimentation des enfants laissent encore beaucoup à désirer. Ces désidérata dit ce praticien disparaîtront difficilement de sa contrée, car les soins que les mères elles-mêmes donnent à leurs enfants sont loin d'être satisfaisants, sous ces deux rapports.
36e	M. Detroy.....	Flers	Constate que les résultats obtenus par la loi sur la protection ont été satisfaisants.
37e	M. Lemaire	Willems..	Rapport non produit.
38e	M. Roche	Chéreng..	Expose que tous les enfants placés dans sa circonscription sont bien soignés. Regrette que les commissions locales ne fonctionnent pas, car, dit-il les nourrices se sachant surveillées, n'entretiendraient que mieux les enfants qui leur sont confiés. Cependant se plaît à reconnaître que jusqu'à présent, il n'a eu aucun reproche à adresser aux nourrices.
39e	M. Dubuisset	Ronchin.....	Constate que tous les enfants placés dans sa circonscription sont l'objet des soins les plus assidus de la part des nourrices. La mortalité dit ce praticien a été très faible cette année. Deux décès seulement. On peut juger par là des heureux résultats obtenus par l'application de la loi du 28 décembre 1874. Si toutes les nourrices ne sont pas douées du même zèle pour leurs nourrissons, du moins leur sollicitude est toujours tenue en éveil par la perspective des visites inattendues du médecin.
40e	M. Dautricourt.....	Wattignies	Se plait à reconnaître que à quelques exceptions près les 60 enfants qu'il a visités en 1881, recevaient de leurs nourrices les soins les plus dévoués. Le service médical définitivement organisé, ajoute ce praticien, a produit les meilleurs résultats au point de vue du bien être accordé aux nourrissons et de la mortalité moindre à constater c'est la conséquence évidente des mesures prises pour obtenir de bonnes conditions hygiéniques et le meilleur régime approprié à l'âge et à la constitution de chaque enfant. Termine en disant qu'il n'a eu à constater que quatre décès occasionnés par suite de gastro entérite et qui doivent

N°s des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			être assurément attribués au biberon dont on a fait usage pour élever les enfants.
41e	M. Bauduin	Seclin.	Fait connaître que la loi sur la protection des enfants en bas âge a produit les meilleurs résultats. Comme l'année dernière, dit ce praticien, on a eu à constater des affections telles que rougeole, bronchite, coqueluche et enterite chronique et si en 1880 on a eu à enregistrer 9 décès sur trente enfants, cette année on n'en a eu que deux. Cette heureuse disproportion ajoute-t-il ne peut être attribuée qu'aux soins mieux entendus et à l'alimentation mieux appropriée à l'âge de l'enfant.
42e	M. Couvreur	Seclin	32 enfants ont été soumis à son inspection Après avoir fait connaître le nombre de décès survenus parmi les enfants qu'il a visités, ce praticien expose que la mortalité a été un peu moins de 15; ce chiffre dit-il paraît élevé si on le compare à la mortalité habituelle en dehors de toute épidémie chez les enfants d'une même localité mais il faut signaler l'état déplorable de santé dans lequel la plupart de ces enfants sont envoyés en nourrice; dans ces cas les statistiques de comparaison sont inexactes et ne concluent pas. Se plait à constater que le service de surveillance a toujours été fait avec régularité et il est heureux de pouvoir signaler le concours véritablement dévoué et bienveillant qu'il a rencontré dans les deux dames patronesse de la ville de Seclin qui chaque mois visitaient les enfants et prouvaient par leurs conseils aux nourrices tout l'intérêt et l'attachement qu'elles portent aux enfants qu'elles visitent. Termine en disant que tenues en éveil par les visites inattendues du médecin les nourrices apportent un grand soin à tenir en état de propreté les enfants qui leur sont confiés.
43e	M. Lesur, fils	Gondecourt.	Rapport non produit.
44e	M. Lesur, père.	Gondecourt.	Rapport négatif.
45e	M. Ridon	Annœullin.	Rapport négatif.
46e	M. Godin	Bauvin	Rapport négatif.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÈSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
47e	M. Blondeau.....	Thumeries.....	Expose que les effets excellents produits par l'application de la loi du 23 décembre 1874 sur les enfants en bas âge qu'il signalait l'année dernière ont continué à se faire sentir en 1881. Les relations fréquentes ajoute ce praticien que la loi établit entre les médecins et les éleveuses rend singulièrement plus facile la tâche de ces dernières, or c'est là le principal objectif de cette loi, lequel une fois atteint diminuera considérablement la mortalité de l'enfance et donnera les plus heureux résultats. Quand on envisage dit-il, les attentions innombrables qu'exige l'enfant dans ses premières années ; les soins minutieux qu'il demande et dont l'absence porte à sa santé les plus graves atteintes ; la surveillance de chaque instant qui fait saisir à l'éleveuse le moindre danger ; enfin, les mille et un riens qui ont tous leur importance et qu'il est plus ou moins urgent d'observer, on s'aperçoit bien vite que ce problême de l'élevage n'est pas un des plus facile à résoudre. On doit convenir, continue-t-il, que les mères auxquelles sont confiés les enfants, connaissent la plupart de ces règles principales ; mais que de femmes font tout l'opposé de ce qui doit être fait dans l'intérêt de la santé de l'enfant. Combien en voit-on qui purgent à outrance leurs enfants qui les saturent d'ipéca et vont jusqu'à l'empoisounement même, qui leur font absorber des aliments dont la qualité et la quantité sont de beaucoup disproportionnés à leur âge et à leurs besoins. Ces cas se présentent journellement et les exemples abondent sous nos yeux. Dans ces conditions, dit-il, il est bien évident que le plus grand péché de la mère qui suit cette conduite est l'ignorance, c'est en l'instruisant et en lui indiquant la vraie route à suivre que, par les conseils que nous prodiguons, nous rendons à l'enfant dont la santé périclite, le plus signalé service. Termine en disant que l'état général de sa circonscription est satisfaisant.
48e	M. Desprez.....	Pont-à-Marcq.....	Rapport négatif.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
49e	M. Tison.....	Templeuve	Après avoir fait connaître le nombre d'enfants qui ont été soumis à sa surveillance en 1881, il ajoute que les observations qu'il peut faire au sujet des résultats obtenus par l'application de la loi sur la protection des enfants sont peu significatives, vu le petit nombre de nourrissons qu'il a eu à visiter; cependant lui a-t-il été permis de constater que les nourrices manifestaient une grande surprise, lors de sa première visite, et il crut devoir les avertir qu'elles se renouvelleraient souvent, car, le Gouvernement prenait sous sa surveillance les petits nourrissons et les nourrices elles-mêmes. Par la suite, dit-il, j'ai pu remarquer, si petit que soit le nombre des sujets un effet salutaire et réel des prescriptions de la loi. Cite les prtncipaux effets : soins généraux plus complets et mieux entendus ; la propreté si utile à l'enfance, mais trop souvent négligée par cela même qu'elle est difficile à entretenir et qu'elle exige un travail réel et répété. Les soins hygiéniques qui étaient véritablement entendus d'une manière déplorable sont mieux compris pour les nourrrissons et surtout pour les enfants en garde. Termine en disant que les précautions de chaque instant sont l'objet d'une plus grande sollicitude.
50e	M. Desmons.....	Cysoing.	Etablit le mouvement qui s'est produit parmi la population infantile de sa circonscription et ajoute que bien que la loi de 1874 soit d'une application difficile et que les Maires affectent de ne point en comprendre l'importance, les populations commencent à la connaître et les nourrices savent qu'elles doivent se mettre en règle avec elle. Termine en disant que le petit nombre d'enfants placés dans chaque commune de sa circonscription n'a point permis de constituer les commissions locales exigées par la loi. D'ailleurs, dit-il, la formation de ces commissions sera toujours très laborieuse , car l'indifférence la plus complète règne dans nos campagnes sur le but humanitaire que le législateur s'est proposé.
51e	M. Staes	Camphin-en-Pévèle ...	Après avoir établi la statistique des enfants placés dans sa circonscription, ce praticien fait connaître qu'aucune maladie épidémique n'a régné en 1881. Les seules affections qu'il a eu à observer chez des jeunes enfants ont cédé très rapidement au traitement qui a été appliqué.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Termine en disant que les nourrices se sont acquittées scrupuleusement de leurs devoirs.
52e	M. Lecouffe.....	Mouchin.....	Se plaît à reconnaître que tous les enfants placés dans sa circonscription ont été l'objet de la part de leurs nourrices des soins les plus assidus.
53e	M. Boulanger.....	Phalempin.....	Le rapport n'a pas été produit.
ARRONDISSEMENT D'AVESNES.			
1re	M. Fosse.....	Frasnoy.....	Rapport négatif.
2e	M. Monneret.....	Au Quesnoy.....	Un seul enfant visité et trouvé dans de bonnes conditions. Il se plaint du peu d'empressement que mettent les nourrices à faire les déclarations exigées par la loi et la Mairie à lui notifier les placements. Termine en disant que la loi n'est pas encore entrée dans les mœurs des populations.
3e et 4e	M. Lenglet.....	Englefontaine	N'a aucune observation à présenter sur la manière dont sont soignés les enfants dans sa circonscription.
5e	M. Cauchy.....	Bousies	Rapport non produit.
6e	M. Demoulin.....	Landrecies	Un seul enfant placé ; se trouve dans de bonnes conditions.
7e	M. Bevierre, père	Maroilles.....	Rapport négatif.
8e	M. Musin	Jolimetz.....	Ce médecin ayant donné sa démission, n'a pas fourni de rapport.
9e	M. Malard.....	Bavai.....	Néant.
10e	M. Malard.	Bavai	Rapport non produit.
11e	M. Crasquin.....	La Flamengrie	Rapport négatif.
12e	M. Malard.....	Bavai.....	Néant.
13e	M. Malard	Bavai.....	Néant.
14e	M. Cartier.....	Feignies	Rapport négatif.
15e	M. Cathelotte, père.....	Pont-sur-Sambre	Néant.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
16e	M. Banteignies.....	Berlaimont	Un seul enfant visité et trouvé dans de bonnes conditions.
17e	M. Cathelotte, fils.....	Berlaimont	Rapport négatif.
18e	M. Bevièrre, fils.....	Maroilles	Un seul enfant placé, convenablement soigné.
19e	M. Mary	Cartignies	Rapport non produit.
20e	M. Fourdrignier.....	Etrœungt.....	Un enfant seulement.
21e	M. Mouronval.....	Avesnes	Un seul enfant visité, convenablement soigné.
22e	M. Herbecq	Avesnes	Néant.
23e	M. Marquis.....	Avesnes	Rapport négatif.
24e	M. Desmasures.....	Dourlers.....	Un seul enfant visité. Cette enfant qui était très chétive lorsqu'elle a été placée, commence à revenir à la santé, grâce aux soins de sa nourrice.
25e	M. Leblond	Felleries.	Néant.
26e	M. Goulard	Sars-Poteries	Néant.
27e	M. Arciaux.....	Sars-Poteries	Néant.
28e	M. Massot.....	Beaufort.	Rapport négatif.
29e	M. Deghaie	Maubeuge (Douzies) ..	Rapport négatif.
30e	M. Bocquet.....	Maubeuge	Dit que la population des environs de Maubeuge n'a pas l'habitude de prendre des nourrissons, que cependant quatre enfants ont été placés dans sa circonscription. Ces enfants, dit-il, étaient originaires de la Seine et sont arrivés chez leurs nourrices dans un état alarmant. N'a rien à signaler de particulier pour les soins donnés aux nourrissons.
31e	M. Leniez.....	Maubeuge	Néant.
32e	M. Riche.....	Jeumont	Se borne à dire qu'un seul enfant a été placé dans sa circonscription.
33e	M. Deltour.....	Cousolre.....	Néant.
34e	M. Culot.....	Solre-le-Château.	Rapport négatif.
35e	M. Marlier.....	Sains.	Rapport négatif.
36e	M. Ringuer.	Trélon.....	Un seul enfant visité. Trouvé convenablement soigné.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
37e	M. Huart.....	Trélon.....	Néant.
38e	M. Dupuis.....	Anor	Rapport négatif.
39e	M. Bessac.....	Anor	Rapport non produit.
40e	M. Colliard.....	Fourmies	Néant.
41e	M. Drapier	Fourmies.....	Néant.
42e	M. Mora	Fourmies	Néant.
43e	M. Debouzy.....	Wignehies	N'a eu à visiter, en 1881, que six enfants. Tous étaient bien soignés, mais, dit-il, ce nombre ne représenterait que la moitié de ceux qui devaient être inspectés. car, suivant lui, certaines nourrices négligent de faire la déclaration prescrite. L'affichage de la loi à la porte de la Mairie, dit-il, a engagé plusieurs personnes à déclarer leurs enfants, mais on n'y pense déjà plus, on l'oublie, la loi on l'ignore ou en néglige de l'observer, et il ajoute que si on veut que la loi soit appliquée, il faut faire des exemples.
44e	M. Carret	Hautmont	Un seul enfant visité et trouvé convenablement soigné. Signale également le peu d'empressement mis par les populations à faire les déclarations prescrites et avance qu'un certain nombre d'enfants sont placés en nourrice sans être déclarés.
	ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI.		
1re	M. Leclercq	Paillencourt,.....	Cinq enfants seulement visités en 1881. Trouvés en bonne santé et recevant de leurs nourrices les soins les plus dévoués.
2e	M. Charlet.....	Iwuy.....	Fait connaître qu'il n'a eu à visiter qu'un seul enfant. Dans sa pensée il en existerait d'autres qu'on ne déclare pas, soit par ignorance de la loi, soit pour se soustraire aux obligations que ladite loi impose.
3e	M. Timal.....	Cambrai	Expose que tous les enfants qu'il a eu à visiter ont été trouvés dans de bonnes conditions èt entourés des meilleurs soins de la part de leurs nourrices.
4e	M. Ronnaux.....	Cambrai.....	Après avoir établi le mouvement qui s'est produit parmi

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			les enfrnts placés dans sa circonscription il fait connaître que sur 117 enfants il n'y a eu que 15 décès et il ajoute : Ce chiffre déjà faible de mortalité pourrait être abaissé encore si on parvenait à améliorer le sort des nourrices en leur assurant le paiement de leur modeste salaire. On exige beaucoup d'elles, dit-il, sans les protéger. Termine en exprimant l'avis que des commissions locales soient instituées partout, la pratique lui en ayant démontré l'utilité.
5e	M. Hannois..... ...	Cambrai	Rapport négatif.
6e	M. Sergent.....	Fontaine-Notre-Dame.	Fait connaître le nombre d'enfants qui ont été soumis à sa surveillance en 1881. Le nombre des décès a été très grand dans sa circonscription et il en attribue la cause à l'absence des commissions locales qui dit-il, sont très difficiles à instituer dans les campagnes, mais qui rendraient cependant de bien grands services.
7e	M. Ronnaux.....	Cambrai.	Voir à la 4e circonscription, le rapport de M. Ronnaux.
8e	M. Carpentier.....	Marcoing	Enfants très bien soignés.
9e	M. Mignot	Gouzeaucourt.....	Rapport non produit.
10e	M. Thobois.....	Masnières	Tous les enfants placés dans sa circonscription ont été en général bien soignés. En signale un qui arrivé de Paris dans un état de santé alarmant, commence à reprendre grâce aux soins qu'il a reçus.
11e	M. Loubry.....	Villers-Guislain	Fait connaître que les nourrices et gardeuses commencent à comprendre l'utilité de l'Inspection médicale ; aussi se prêtent-elles facilement à sa surveillance et à son contrôle. Certains vices dans le mode d'alimentation des enfants tendent à disparaître et on met de côté les mauvais préjugés touchant la propreté de l'enfant. Termine en exprimant l'avis que le médecin des enfants devrait toujours être le médecin des bureaux de bienfaisance car, dit-il, presque toutes les nourrices et gardeuses sont indigentes et ce praticien serait plus à même de surveiller les enfants.
12e	M. Coursier-Passet.....	Honnecourt	Se plait à constater que tous les nourrissons qu'il a eu à visiter ont été très bien sous tous les rapports, et ajoute que

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			malgré ses visites inattendues aucune nourrice n'a été prise en défaut, au contraire, il a reconnu que la propreté était bien plus grande.
13e	M. Descamps.....	Saulzoir.....	Rapport non produit.
14e	M. Tramblin.....	Bermerain.....	Deux enfants seulement placés dans sa circonscription. Visités et trouvés dans de bonnes conditions.
15e	M. Guyot.....	Solesmes.....	Est heureux de pouvoir faire connaître que l'application de la loi du 23 décembre 1874 a eu d'excellents résultats et que les quelques enfants placés dans sa circonscription ont reçu les soins les plus assidus. Ces enfants, atteints de maladies diverses, ont survécu, grâce à son inspection.
16e	M. Wagon.....	Solesmes.....	Néant.
17e	M. Cattet.....	Quiévy.....	Néant.
18e	M. Belière.....	Beauvois.....	Rapport non produit.
19e	M. Rossigneux.....	Neuvilly.....	Deux enfants seulement ont été placés dans sa circonscription. Ces enfants ont reçu de très bons soins de la part de leurs nourrices.
20e	M. Cardon.....	Caudry.....	Rapport non produit.
21e et 30e	M. Richez.....	Bertry.....	A été heureux de constater que dans ses deux circonscriptions les résultats obtenus ne font qu'encourager l'application de la loi du 23 décembre 1874. Les nourrices, dit-il, toujours tenues en éveil par les visites prochaines du médecin ou de l'Inspecteur départemental, redoublent de soins à l'égard des enfants commis à leurs soins. Deux enfants gravement malades, sont aujourd'hui dans un état de santé florissante. Termine en disant que l'application de la loi n'a rien laissé à désirer dans ses circonscriptions pendant l'année qui vient de s'écouler.
22e et 23e	M. Talfer.....	Crèvecœur.....	25 enfants ont été soumis à son inspection. Six sont décédés et il explique ainsi les causes de ces décès : les enfants arrivent de Paris très chétifs et souvent même malades et meurent peu de temps après leur arrivée. Se plaît à reconnaître que les nourrices remplissent généralement bien leurs devoirs ; la pensée de se savoir surveillées les tient en éveil et les enfants sont mieux nourris et tenus plus proprement que par le passé.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
24e	M. Goffart	Maretz.....	Décédé en novembre 1881.
25e	M. Ramette	Walincourt	Constate que les résultats obtenus par l'application de la loi sur la protection sont très satisfaisants. Les nourrices, dit-il, sont généralement soigneuses et tiennent facilement compte des observations qu'on leur adresse. Tous les enfants placés dans sa circonscription ont reçu d'excellents soins.
26e	M. Robert	Ligny.....	N'a eu que 6 enfants à visiter dans l'étendue de sa circonscription. Ce sont du moins les seuls qui lui aient été signalés, car il arrive parfois que des enfants sont placés dans des communes sans qu'il en soit prévenu. Il ajoute : « La loi sur la surveillance des enfants du pre-» mier âge, n'est généralement que fort mal observée. Il » n'y a que les médecins qui remplissent leurs fonctions. » Cette loi me paraît trop compliquée et entourée de trop » de formalités qui ne sont pas facilement comprises par » MM. les administrateurs des communes. » Elle est en général peu efficace, et j'estime qu'elle » aura beaucoup de peine à amener les résultats qu'on en » attend. »
27e	M. Cassine	Le Cateau.	Rapport négatif.
28e	M. Camus.....	Le Cateau.....	Peu d'enfants ont été soumis à son inspection. Tous ont reçu les meilleurs soins de la part de leurs nourrices. Constate que les résultats obtenus par l'application de la loi ont été très satisfaisants dans sa circonscription.
29e	M. Pottier.....	Catillon.....	Rapport non produit.
30e	M. Richez.....	Bertry.....	Voir le rapport de M. Richez, à Bertry. — 21e circonscription.
31e	M. Delay.....	St-Souplet.	Fait connaître que tous les enfants placés daus sa circonscription ont été bien soignés ; les nourrices se sachant surveillées ont pour eux des soins plus soutenus, ce qui n'existait pas avant l'application de la loi.
32e	M. Brunel.....	Cambrai	Se plaît à reconnaître que les appréhensions qu'avait laissé dans son esprit l'application de la loi l'année dernière commencent à se dissiper. Parmi les enfants qu'il a eu à visiter il n'a constaté que deux décès.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Cette modification dans les résultats entre une année et l'autre, doit être attribuée, dit-il, d'abord à la sévérité plus grande dans l'appréciation des locaux qu'habitent les nourrices et au nombre des enfants qu'elles ont avec elles ; aux soins de propreté qu'on les force à donner aux nourrissons, et enfin, à une certaine instruction sur l'élevage, qu'on leur inculque peu à peu. Signale le concours dévoué que les dames lui donnent et regrette que tous les enfants ne se trouvent pas dans les villes afin de pouvoir être visités. Conclut en disant que l'expérience se fait. C'est aux praticiens, dit-il, de venir intelligemment apporter leur concours à cette œuvre si humanitaire.

ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE.

1re	M. Herbart..... ...	Dunkerque	Après avoir établi la statistique indiquant le mouvement qui s'est produit parmi les enfants de sa circonscription, ce praticien énumère les mesures prises par l'Administration municipale de Dunkerque pour assurer la stricte exécution de la loi de 1874. Fait connaître ensuite que grâce à ses efforts, il a pu arriver à obtenir que les nourrices ne donnent aux enfants qu'une alimentation en rapport avec leur âge. Ce résultat et la surveillance active dont les nourrices se savent l'objet et qui les force à prendre plus de soins des enfants qui leur sont confiés ont grandement contribué à la décroissance de la mortalité. Est-ce à dire, ajoute-t-il, que tout est pour le mieux? Evidemment non. Beaucoup de nourrices tardent encore à prévenir le médecin-inspecteur de la maladie de leurs nourrissons et il est arrivé plusieurs fois que le médecin n'a été appelé que trop tardivement. Grâce aux recommandations, tant des membres que du médecin, c'est un abus que l'on peut arriver sinon à faire disparaître du moins à atténuer énormément. — De fréquentes exhortations aux nourrices et la connaissance de la responsabilité qu'elles peuvent encourir amèneront certainement ce résultat.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Signale une femme qui avait un magnifique enfant qui a succombé à des convulsions qui l'auraient enlevé sans que la nourrice ait eu le temps d'avoir recours aux soins médicaux. — Il en cite une autre dont le nourrison est mort de bronchite sans avoir été vu par le médecin. Cette femme a reçu une sévère réprimande pour sa coupable négligence et a été prévenue qu'elle ne pourrait plus prendre d'enfants en garde à l'avenir. Termine en disant que les membres de la commission et le médecin ont constaté cette année une grande amélioration dans le service. En général, les enfants ont été bien soignés, les nourrices se sont conformées aux prescriptions qui leur ont été faites et l'on n'a plus rencontré chez elles, ni cette désobéissance obstinée, ni ce mauvais vouloir qui n'avaient été que trop fréquents pendant les deux années précédentes.
2e	M. Lefebvre.....	Dunkerque.....	Rapport négatif.
3e	M. Villette.....	Dunkerque	S'étend sur les conseils qu'il donne aux nourrices relativement à l'alimentation des enfants. — Quelquefois, dit-il, les conseils ne sont pas suivis ponctuellement, mais les visites mensuelles ont au moins l'avantage de tenir les nourrices en éveil sur la qualité et la quantité des aliments. Deux enfants seulement ont été soumis à son inpection. — Il n'a jamais eu à se plaindre des soins qui leur ont été donnés.
4e	M. Bury.....	Loon	N'a eu que sept enfanrs à visiter et les a toujours trouvés très bien soignés. Il termine en disant que l'inspection médicale n'est pas étrangère au dévouement dont font preuve les nourrices.
5e	M. Hautefeuille	Gravelines	N'ayant eu qu'un seul enfant à visiter, les éléments lui font défaut pour l'élaboration d'un rapport.
6e	M. Vandercolme	Bourbourg.....	Ce praticicien s'étend principalement sur le mouvement de la population infantile des communes composant sa circonscription et surtout sur les causes des décès. Il constate que la cause prédominante est l'affection gastro-entérite. Cette maladie, dit-il, est toujours provoquée par une alimentation mal appropriée à l'âge de l'enfant et faite avec une aveugle obstinatiou pour ne pas dire coupable aveuglément.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RESUMÉ DES RAPPORTS.
			A l'appui de cette appréciation, il cite seulemeut le fait suivant, qu'il n'a appris qu'après la mort de l'enfant. — Une nourrice au biberon administrait au petit malheureux, atteint de gastro-entérite chronique, force décoction de tête de pavot et lorsque l'état de l'enfant s'aggravait (diarrhée, vomissements), l'aïeule du nourrisson défendait à la nourrice d'aller chercher les médicaments prescrits. — Ailleurs, c'est une mégère, aïeule encore de son enfant naturel, disant à la nourrice : Comment ! il n'est pas encore mort cet enfant. Termine en exprimant l'avis qu'une crèche ou un établissement où ces enfants seraient élevés en commun vaudrait mieux suivant lui que leur placement en nourrice.
7e	M. Lenancker.....	Armboust-Cappel.....	Fait connaître que tous les enfants placés dans sa circonscription ont reçu les meilleurs soins de la part de leurs nourrices.
8o	M. Decroocq.....	Pitgam	Le rapport n'a pu être produit par suite du décès du médecin.
9e	M. Bous	Zeggers-Cappel	Pas d'enfants. Rapport négatif.
10e	M. Desmoudt	Watten,.....	Un seul enfant placé dans sa circonscription. Visité et trouvé dans d'excellentes conditions.
11e	M. Debroucker.....	Lederzeele.....	Le rapport n'a pas été produit.
12e	M. Ryckelynck.....	Rosendael	Rpport non produit.
13e	M. Baeckeroodt	Ghyvelde	Trois enfants seulement placés dans sa circonscription. Convenablement soignés.
14e	M. Vermullen.....	Bergues	Fait connaître tout d'abord que l'état général de sa circonscription s'est beaucoup amélioré depuis l'année dernière et que la mortalité des enfants du premier âge a notablement diminué sous l'influence des mesures de surveillance exercées par l'inspection médicale. En 1880, la mortalité était de de 9 sur 14 pour le premier semestre et de 2 sur 18 pour le second semestre, tandis que cette année, sur 19 enfants, il n'y a eu que 3 décès. Tout porte à croire, dit-il, que le chiffre de la mortalité s'abaissera encore, au fur et à mesure que le fonctionnement du service de surveillance deviendra plus régulier.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
15e et 18e	M. Haemers.....	Bergues	Fait connaître que tous les enfants visités par lui ont été trouvés dans d'excellentes conditions.
16e	M. Leys.....	Rexpoëde.....	Deux enfants seulement placés dans sa circonscription. Trouvés convenablement soignés.
17e	M. Coppens.....	Hondschoote	A eu dix enfants à surveiller. Trois sont décédés de gastro-entérite, maladie fréquente chez les enfants, et qui provient généralement d'une alimentation vicieuse. Les autres nourrissons lui ont paru bien soignés. Termine en insistant sur la nécessité de faire connaître davantage le loi du 23 décembru 1874 partout dans les campagnes où, dit-il, les populations l'ignorent à tel point, que dans sa circonscription un enfant a été en placement pendant un an sans surveillance, et la gardeuse sans livret, puisque la déclaration n'avait pas été faite.
18e	M. Haemers	Bergues	Voir la 15e circonscription.
19e	M. Wemaere.....	Wormhoudt	Est heureux de constater que les résultats obtenus dans sa circonscription ont été très favorables. Uu seul décès sur 10 enfants. L'élevage au biberon, dit-il, donne d'excellents résultats à la campagne. Que d'enfants sont envoyés dans l'autre monde par ces mères inconscientes, qui font prendre à leurs nourrissons, une nourriture que leur estomac ne peut digérer. Combien d'enfants indigents qui meurent au-dessous de 2 ans par suite de mauvaise alimentation. Ce résultat est dû, le plus souvent, à l'imprévoyante ignorance des parents et aussi à la difficulté de se procurer du bon lait. Continue en disant que l'application rigoureuse de la loi du 23 décembre 1874 protégera efficacement les nourrissons contre les abus de ce genre et le médecin inspecteur en dirigeant leur alimentation, conservera à la société bien des petits êtres qui ont tout droit de vivre. Se plaint de ce que les municipalités ne comprennent pas le but de la loi. Souvent, dit-il, des enfants sont placés sans que l'administration municipale en donne le moindre avis au médecin-inspecteur.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			Regrette aussi qu'il n'existe pas encore de commission locale et termine en disant que lorsque cette loi de protection des enfants de premier âge sera entrée dans les habitudes et que tous les nourrissons placés en dehors de leurs familles seront soumis à une surveillance rigoureuse, alors seulement, on pourra établir d'après une statistique générale, le peu de mortalité chez les enfants.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI.

1re	M. Wartel.....	Nomain.....	Fait connaître que tous les enfants placés dans sa circonscription lui ont paru bien soignés ; tous les conseils qu'il a donnés ont été généralement suivis. Se plaint toutefois du petit nombre d'enfants qui lui ont été signalés et d'après lui, beaucoup échapperaient au contrôle de l'Inspection.
2e	M. Sturne.....	Orchies.....	Néant.
3e	M. Tribolet.....	Landas	Fait connaître que dans sa circonscription, les résultats obtenus par suite de l'application de la nouvelle loi ont été des plus satisfaisants.
4e	M. Deltombe.....	Flines-lez-Raches.....	Peu d'enfants à visiter. Tous reçoivent de très bons soins de la part de leurs nourrices.
5e	M. Dupuis	Raimbeaucourt	Néant.
7e	M. Lacment.....	Marchiennes	Rapport négatif.
8e	M. Ceuly.....	Marchiennes.	Rapport négatif.
9e	M. Vallée	Pecquencourt.	Rapport non produit.
10e	M. Lorthioir	Lallaing.	Deux enfants seulement placés dans sa circonscription, tous deux sont très bien soignés et jouissent d'une bonne santé.
11e	M. Selle.....	Raches	Rapport non produit.
12e	M. Sockeel.....	Douai.....	Fait connaître que la loi est fort peu connue par les populations ; il dit, cependant, que le nombre des enfants dé-

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			clarés a augmenté grâce aux mesures prises par l'adminis tration municipale. Huit enfants seulement se trouvaient placés dans sa cir-conscription. Sur ce nombre un seul est décédé, les autres quoique chétifs jouissent d'une assez bonne santé grâce aux soins qu'ils recoivent. Ce praticien s'est vu dans la nécessité de prescrire le retrait d'un enfant à cause de la négligence de sa nourrice. Il conclut en disant que les nourrices donnent aux jeunes enfants une nourriture trop substantielle et qui, malgré tous les conseils qu'il ne cesse de leur donner, il craint de ne pas arriver à faire comprendre le danger de cette ali-mentation.
13e	M. Wagon.....	Auby.....	Rapport non produit.
14e	M. Dransart.....	Flers	Rapport non produit.
15e	M. Lenne, Pierre	Sin	Rapport non produit.
16e	M. Duflos.....	Sin	Rapport non produit.
17e	M. Blanquart	Flers	Rapport non produit.
18e	M. Cuisinier	Cantin.....	Fait connaitre qu'il a eu très peu d'enfants à visiter (8 seulement). Tous reçoivent de bons soins; cependant dit-il propreté laisse encore à désirer.
19e	M. Bouly	Arleux.....	Néant.
20e	M. Caffeau.....	Aniches.....	Néant.
21e	M. Dransart.....	Somain	Un seul enfant placé en nourrice dans sa circonscription. Très bien sous tous les rapports.
22e	M. Martin.....	Somain.....	Un seul enfant placé dans sa circonscription. Très bien sous tous les rapports.
23e	M. Louy.....	Lécluse	Rapport non produit.
24e	M. Hérin	Féchain	Constate que les deux enfants qui se trouvaient placés dans sa circonscription, ont reçu de très bons soins.
25e	M. Degremont	Fressain	Rapport non produit.
26e	M. Buisson	Auberchicourt	Rapport non produit.
27e	M. Buisson	Auberchicourt	Néant.
28e	M. Pollet	Douai.....	Néant.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ARRONDISSEMENT D'HAZEBROUCK.
1re	M. Freydier.....	Cassel	Après avoir établi le mouvement qui s'est produit parmi les enfants placés dans sa circonscription, ce praticien dit que la loi de 1874 a produit d'excellents résultats. Les nourrices dit-il, tenues constamment en haleine se trouvent obligées a de plus grands soins, tant sous le rapport de la propreté que sous celui de l'alimentation et par cela même il leur est impossible de garder leurs enfants malades sans en avertir le médecin; car, ajoute-t-il, si ce dernier était toujours prévenu à temps utile, les secours médicaux contribueraient puissamment à diminuer la mortalité des enfants du 1er âge. Termine en exprimant le regret que M. le Ministre ait cru devoir soustraire à l'inspection-médicale la surveillance des enfants naturels placés chez leurs grands parents. Plus que bien d'autres dit-il ceux-là auraient besoin de protection car bien souvent ils sont une charge qu'on est heureux de voir disparaître.
2e	M. Denys.....	Steenvoorde.....	Fait connaître tout d'abord que le nouveau mode de surveillance produit dans sa circonscription les meilleurs résultats. Dans toutes ses visites il pu constater que les enfants protégés par la loi de 1874 sont tous élevés avec la plus grande propreté, que l'état de leur layette est convenable et que leurs berceaux sont pourvus de tous les objets nécessaires; en un mot il a pu s'assurer que tous les enfants recevaient de la part des personnes qui en sont chargées tous les soins désirables. Signale que dans certaines localités les logements sont insalubres. Le sol des habitations dit-il est humide, dépourvu de plancher ou de pavé et l'accès de l'air et de la lumière y est rendu très difficile par suite du défaut d'ouverture ou de leur peu d'élévation. Tout en reconnaissant que le nombre des nourrissons placés sous sa surveillance a augmenté il pense qu'il en reste encore beaucoup dont les déclarations n'ont pas été faites. Il en attribue la cause à ce que certaines personnes négligent de remplir les obligations qui leur sont imposées lorsqu'un enfant leur est confié. Elles espérent éviter

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ainsi un contrôle presque journalier, des visites imprévues du médecin-inspecteur, en un mot se soustraire aux pénalités d'une nouvelle loi qu'ils ignorent et dont le but est cependant éminemment utile. Se plaint du peu d'empressement que mettent encore les municipalités à exiger des nourrices les déclarations auxquelles elles sont astreintes et de notifier au médecin-inspecteur les placements des enfants nouveau-nés. Termine en exprimant l'avis que dans l'intérêt de l'œuvre due à la sollicitude du Gouvernement de la République, il serait à désirer que certaines nourrices, sevreuses ou gardeuses ainsi que certaines personnes qui concourent à l'application de la loi, reçussent un encouragement ou une récompense en rapport avec leur dévouement et les bons soins qu'elles donnent aux enfants qui leur sont confiés.
3e	M. Lemaître	Renescure.	Deux enfants seulement soumis à sa surveillance. Reçoivent de bons soins de la part de leurs nourrices.
4e	M. Decool	Hazebrouck	Rapport non produit.
5e	M. Decanter	Boeschepe.	Fait connaître que les enfants qu'il a eu à visiter ont tous reçu les soins les plus empressés de la part de leurs nourrices ou gardeuses. Se plaint cependant du peu d'empressement que mettent les parents ou nourrices à faire les déclarations prescrites et dans la plupart des cas il se voit obligé de les signaler lui-même aux autorités municipales. Termine en disant que l'œuvre de l'inspection des enfants du 1er âge fonctionne mieux que l'an dernier mais qu'il se commet encore des négligences qu'il dépend surtout des autorités municipales de faire cesser.
6e	M. Debusscher.....	Bailleul	Rapport non produit.
7e	M. Binaut.....	Merville.	Constate que la loi est généralement approuvée par tout le monde. Les résultats obtenus par elle sont très satisfaisants. Entre dans quelques considérations touchant la nourriture des nouveau-nés. Plusieurs enfants seraient morts s'ils n'avaient été protégés par les visites médicales. Presque tous maigrissent

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
			ou languissent après un mois ou deux de nourrice, c'est que la garde diminue ou change la nourriture de l'enfant. Le médecin inspecteur l'engage à le nourrir mieux et quand elle le fait *presque toujours*, l'enfant vient bien et en lui donnant tant de nourriture qu'il en veut il vient très bien. Quant l'enfant n'a point de maladie ajoute ce praticien, et qu'il vient mal, *presque toujours*, *il faut augmenter doucement la force des aliments* et *jusqu'ici cette méthode lui a réussi.*
8	M. Vanuxeem	Steenwerck.....	Rapport non produit.

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES.

1re	M. Delattre	Bouchain	Expose que sa nomination comme médecin inspecteur est trop récente pour qu'il lui ait été possible de réunir les éléments nécessaire pour établir son rapport.
2e	M. Lamand	Haspres	Rapport non produit.
3e	M. Copin	Escaudain	Néant.
4e	M. Dertelle	Lourcher	Expose que l'application de la nouvelle loi sur la protection des enfants du premier âge semble être appelée à donner de bons résultats. Quatre enfants seulement placés dans sa circonscription. Un seul décès survenu par suite de rachitisme. Les autres sont très bien soignés sous tous les rapports.
5e	M. Lartisien	Denain	Fait connaitre qu'il a peu d'enfants dans sa circonscription et que généralement ceux qui s'y trouvent reçoivent les meilleurs soins de la part de leurs nourrices.
6e	M. Ghisgant, père.....	Anzin	Rapport non produit.
7e	M. Biat	Trith-Saint-Léger	Rapport négatif.
8e	M. Ghisgant, fils	Maing	Rapport non produit.
9e	M. Wibaille..... ...	Préseau.....	Néant.

Nos des circonscriptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
10e	M. Devémy	Valenciennes	Quatre enfants seulement placés dans sa circonscription. Tous ont reçu les meilleurs soins de la part de leurs nourrices. Regrette que les mairies ne remplissent pas exactement leurs devoirs. Il en fait l'observation et il espère qu'à l'avenir le service fonctionnera d'une manière régulière. Trouve l'indemnité qui est allouée aux médecins trop minime eu égard aux déplacements que les visites nécessitent. Il croit que si on rétribuait d'une façon plus sensible le médecin, comme ils le sont dans d'autres départements, ils donneraient à leurs fonctions le temps et les soins qu'elles comportent.
11e	M. Lecerf	Valenciennes	Néant.
12e	M. Garpentier	Onnaing	Rapport négatif.
13e	M. Descamps	Anzin	Peu d'enfants. Rien de particulier à signaler.
14e	M. Tauchon	Valenciennes	Néant.
15e	M. Dorville	Bruay	Expose qu'il ne peut s'étendre longuement sur les bienfaits de la loi, les éléments lui faisant complètement défaut. Il n'a eu que deux enfants à visiter et il les a trouvés toujours bien soignés.
16e	M. Isnard.....	Saint-Amand	Un seul enfant placé dans sa circonscription. Très bien sous tous les rapports.
17e	M. Bricout.....	Hasnon.....	Néant.
18e	M. Lejeune	Rumegies	Peu d'enfants dans sa circonscription. Trouvés bien sous tous les rapports.
9e	M. Deneux.....	Saint-Amand	Rapport non produit.
20e	M. Castiau	Vieux-Condé	Un seul enfant a été soumis à son inspection. Trouvé toujours en bon état et recevant de bons soins de la part de sa nourrice.

Nos des circons-criptions.	NOMS des MÉDECINS-INSPECTEURS.	RÉSIDENCE.	RÉSUMÉ DES RAPPORTS.
21e	M. Wagnier.....	Condé.....	Sa circonscription recevant rarement des enfants en nourrice il ne lui est pas possible de juger des résultats de la loi de 1874. Un seul enfant placé. Bien soigné.
22e	M. Godin.....	Fresnes..... ...	Rapport négatif.
23e	M. Hornez.....	Crespin.....	Rapport négatif.

Si j'avais à résumer d'un mot ce qui ressort principalement de la lecture de ces différents rapports, je ne croirais pas me tromper en disant que mieux que, par le passé, les nourrices en général, ont observé les principales règles de l'hygiène et de l'alimentation et que les soins de propreté à donner aux enfants ont été mieux entendus.

A côté de ce fait que l'on est heureux de pouvoir constater, je citerai comme devant plus particulièrement attirer l'attention, cette observation faite par plusieurs médecins-inspecteurs et notamment ceux de Lille que « si les enfants ont à souffrir, c'est surtout » de l'exiguité et de l'insalubrité des habitations de leurs nourrices, et cette autre re- » marque que les enfants originaires de la Seine qui sont envoyés en nourrice dans le » département et plus spécialement dans l'arrondissement de Cambrai, y arrivent géné- » ralement dans un état de santé pitoyable. »

Sur ce dernier point, je crois devoir rappeler que le Comité départemental a demandé que les personnes étrangères au département et qui seraient autorisées à y placer des enfants en nourrice fussent astreintes, entr'autres conditions, à « munir chaque enfant » d'un certificat médical attestant qu'il peut sans danger, supporter les fatigues du » voyage. »

Concours de l'Inspection des Enfants assistés.

En 1881, le personnel de l'inspection a concouru dans une plus large mesure encore que les années précédentes, à l'application de la loi de 1874. Ses tournées, en effet, se sont étendues à 386 communes et le nombre des enfants visités n'a pas été moindre de 930.

Les remarques et observations faites au cours de ses tournées ont été consignées dans des procès-verbaux qui vous ont été, M. le Préfet, successivement adressés et vous avez pu ainsi juger de l'état des choses. Dans la pensée cependant qu'il ne serait peut-être pas

tout à fait superflu de les rappeler ici d'une manière sommaire, je prendrai la liberté d'exposer :

En ce qui concerne l'examen des registres aux déclarations des parents ou ayants-droit et des nourrices.

1° Que dans 161 des 386 communes citées plus haut, ces registres n'avaient reçu aucune inscription ;

2° Que dans 96 autres communes, des omissions ou irrégularités, la plupart sans grande importance, y avaient été constatées ;

3° Que dans toutes les autres localités, la tenue desdits registres ne laissait rien à désirer

Pour ce qui regarde les enfants,

que 15 d'entr'eux seulement sur les 930 qui ont été vus, ne recevaient pas tous les soins désirables. Et encore est-il à remarquer que dans la plupart des cas c'était moins à l'ignorance ou àl'incurie des nourrices qu'au peu de souci qu'en prenaient leurs mères, que cefâcheux état de choses devait être attribué.

En ce qui touche le service médical, que, à quelques exceptions près et qui ont parfois nécessité des mesures de juste sévérité, tous les titulaires de ce service remplissaient exactement leurs devoirs et obligations.

Relativement enfin aux Commissions locales de surveillance, que leur fonctionnement n'a que trop souvent donné lieu à observations.

Est-il nécessaire d'ajouter que partout le personnel de l'Inspection, tout en expliquant lorsqu'il y avait lieu le mécanisme de la loi, a laissé les recommandations les plus instantes pour son exacte application.

Que ressort-il, M. le Préfet, de cet exposé ?

Je disais dans mon rapport de l'année dernière :

« Ne peut-on avancer, sans crainte d'un désavœu, que l'application de la loi de 1874 est
» en très sérieux progrès dans le Département et qu'il s'en faut de bien peu aujourd'hui
» que toutes ses dispositions ne soient ponctuellement et fidèlement observées. »

Eh ! bien, je puis me servir cette année des mêmes termes, en les accentuant toutefois davantage pour caractériser la situation actuelle du service de la protection. En effet, si l'on en excepte la surveillance qui est dévolue aux Commissions locales et qui, comme je l'ai dit plus haut, s'exerce peu régulièrement, je ne vois guère par quel coté l'exécution de la loi laisserait encore grandement à désirer.

Mais pourra-t-on jamais, M. le Préfet, obtenir de ces Commissions, l'accomplissement régulier de leur mandat ?

Certes, ce n'est pas le désir d'être utile, de faire le bien qui manque généralement, mais il n'arrive que trop souvent que la bonne volonté, le dévouement se heurtent à des obstacles, à des ennuis tout d'abord imprévus et finissent par s'émousser. Je suis donc amené à penser que, si par de nouveaux efforts, par de nouvelles et instantes recommandations, il n'était pas possible d'arriver promptement, avec le concours des Commissions locales à assurer aux enfants la surveillance et la protection que la loi a eues en

vue, il faudrait y suppléer, et cela, en multipliant les visites des Médecins-Inspecteurs. S'il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est bien celui-ci : que pour être réellement efficace, la surveillance doit être, pour ainsi dire, de tous les instantes. Et qui mieux que le médecin connaît les besoins de l'enfant, les soins dont il doit être constamment entouré, et qui est plus apte que ce praticien à prévenir ou à combattre les maladies auxquelles il n'est que trop sujet ! Je ne me dissimule pas que cela ne pourrait se faire qu'à l'aide de certains sacrifices, mais j'estime aussi que le but humanitaire à atteindre vaut bien quelques sacrifices, d'argent surtout.

Permettez-moi, M. le Préfet, avant de terminer, d'appeler votre bienveillante attention sur le vœu émis par le Comité départemental d'adjoindre un troisième sous-inspecteur au service des Enfants-Assistés. Cette adjonction, ai-je besoin de le dire, sera loin d'être suffisante pour mener convenablement de front et le service pour lequel j'ai été spécialement désigné et celui des enfants du premier âge, surtout si ces enfants doivent continuer à être visités, mais elle sera du moins un allégement à la charge sous laquelle ploie le personnel actuel de l'Inspection.

Je vous serai donc très reconnaissant de vouloir bien appuyer ce vœu auprès de M. le Ministre de l'Intérieur.

J'annexe au présent rapport, avec les pièces qui doivent l'accompagner, les listes nominatives des personnes proposées pour des récompenses soit pour s'être particulièrement dévouées à l'œuvre de la protection, soit pour les excellents soins donnés aux nourrissons. Comme vous pourrez le remarquer, M, le Préfet, les propositions en faveur des nourrices sont très nombreuses cette année : c'est une preuve de plus de la véracité de ce fait énoncé plus d'une fois au cours du présent rapport, que presque partout les enfants reçoivent de bons soins.

J'ajouterai que j'eusse placé en première ligne sur ces listes s'il m'avait été permis de les y faire figurer, deux autres personnes qui se sont distinguées par leur zèle dans l'application de la loi. Je veux parler de MM. Baré et Lagarde, sous-inspecteurs du service des Enfants-Assistês.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respectueux dévouement.

L'Inspecteur des Enfants assistés,

J. BERNARD.

ASILE PUBLIC D'ALIÉNÉS D'ARMENTIÈRES

COMPTE-RENDU

SUR LE

SERVICE MÉDICAL DE L'ASILE

Pendant l'exercice 1881.

CHAPITRE I.

Mouvement de la population en 1881.

	Existant au 1er Janvier 1881	591
Admissions	1re fois	180
	Rechutes	
	Réintégration après évasion	1
	Transfèrements	7
	Total des admissions	206
	Total des existences et des admissions	797
Sortis pendant l'année.	Guéris	22
	Améliorés	30
	Évadés	2
	Tranférés	15
	Pour autres causes	5
	Total des sorties	74
Décès pendant l'année.	Pour cause naturelle	127
	Par accident	1
	Par suite de suicide	»
	Total des décès	128
	Total des sorties et des décès	202
	Existant au 31 décembre 1881	595

Il existait au 1er janvier 1881 à l'Asile d'aliénés d'Armentières 591 aliénés.

Pendant l'année il en est entré 206, ce qui a élevé au chiffre de 797 le nombre des aliénés traités.

D'un autre côté, il y a eu 74 sorties et 128 décès, ce qui a porté les extinctions au total de 202.

Ce dernier total est inférieur de 4 unités à celui des admissions qui était de 206 ; par suite, la population se trouve augmentée de 4 unités et portée au chiffre de 595.

En 1881, la moyenne de la population a été de 597-6, et en 1880, elle avait été de 591-27 ; par conséquent, la différence en plus pour cette année est de 6-23.

CHAPITRE II.

Admissions.

Les admissions au nombre de 206, se classent ainsi qu'il suit : admis pour la première fois, 180, admis par suite de rechute, 18, réintégré après évasion, 1 et admis par transfèrement d'un autre asile, 7.

Les 206 admissions de 1881 se répartissent de la manière suivante :

A	la charge des familles.....	20
Id.	du département du Nord.....	174
Id.	d'autres départements.....	4
Id.	des Ministères de la guerre et de la marine.....	2
Id.	du Ministère de l'intérieur (condamné).....	4
Id.	de la Justice	2
	Total.....	206

Classification nosologique des aliénés admis en 1881.

Les aliénés admis appartiennent aux formes ci-après d'aliénation :

Folie simple.....	139
— épileptique	24
— paralytique	27
Démence sénile et organique.....	9
Imbécillité et idiotie.....	7
Total	206

Les malades atteints de folie simple représentent :

Les.....	67,47 %	des admissions
Les aliénés épileptiques.....	11,65 %	—
Les aliénés paralysés généraux les...	12,10 %	—
Les démens séniles ou organiques les	4,36 %	—
Les imbéciles et idiots les.....	3,39 %	—

Dans les tableaux qui vont suivre, nous n'aurons égard qu'aux aliénés qui sont entrés pour la première fois dans un asile : ils sont au nombre de 180.

Age au moment de l'admission.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie.	TOTAL.
Au-desssous de 15 ans	1	2	»	»	3	6
De 15 à 20 ans	4	2	»	»	2	8
De 20 à 25 —	14	3	»	»	»	17
De 25 à 30 —	8	1	»	»	1	10
De 30 à 35 —	14	1	1	»	1	17
De 35 à 40 —	16	1	5	»	»	22
De 40 à 50 —	27	4	12	1	»	44
De 50 à 60 —	16	1	5	»	»	22
De 60 à 70 —	12	1	»	3	»	16
De 70 et au-dessus	3	»	»	4	»	7
Age inconnu	3	5	2	1	»	11
Totaux	118	21	25	9	7	180

Sous le rapport de l'âge, les aliénés admis pour la première fois se groupent ainsi qu'il suit :

Au-dessous dc 20 ans	14
De 20 à 40 ans	66
De 40 à 60 —	66
Au-dessus de 60 ans	23
Age inconnu	11

Etat-civil.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
Célibataires	58	12	6	4	7	87
Mariés	45	3	13	3	»	64
Veufs	5	1	3	1	»	10
État-civil inconnu	10	5	3	1	»	19
Totaux	118	21	25	9	7	180

Le nombre des célibataires l'emporte sur celui des aliénés mariés et des aliénés veufs
La proportion des célibataires est en effet :

De.....	48,33 %
Celle des aliénés mariés.....	35,55 %
Celle des aliénés veufs.....	5,55 %

Presque toutes les statistiques prouvent que la folie se montre avec le plus de fréquence chez les célibataires.

En effet, ces derniers mènent en général une vie plus irrégulière, ils n'ont pas la consolation d'un intérieur, la satisfaction du besoin moral de l'association, la régularité des repas, des travaux, du sommeil ; enfin, ils se livrent plus souvent aux plaisirs vénériens et à l'intempérance et marchent, par cela même, à grands pas vers l'aliénation mentale.

Instruction des aliénés admis.

Instruction plus élevée.....	17
Sachant lire et écrire.....	72
Sachant lire seulement.....	5
Sachant signer.....	4
Sans instruction	62
Sans renseignements.....	49
Total	206

Professions.

Professions libérales.....	10
Rentiers ou propriétaires.....	7
Professions industrielles et commerçantes.....	48
Professions manuelles.....	52
Professions agricoles	16
Militaires.....	4
Sans profession.....	29
Gens à gages.....	10
Inconnues.....	30
Total	206

Origine.

	Folie simple.	Folie compli quée d'épi- lepsie.	Folie paraly- tique.	Démence sénile et orga- nique.	Idiotie et créti- nisme.	TOTAL.
Aliénés originaires des villes	65	9	17	6	5	102
— — des campagnes.....	34	7	»	2	»	43
— étrangers	15	2	4	1	1	23
— d'origine inconnue.....	4	3	4	»	1	12
Totaux.	118	21	25	9	7	180

La très grande majorité des aliénés, admis pour la première fois, venaient des villes, c'est-à-dire 102 sur 180, 43 étaient originaires des campagnes, 23 d'origine étrangère et 12 d'origine inconnue.

Étiologie.

		Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
1° Causes prédisposantes. *Hérédité.*	Du côté paternel.....	4	»	»	»	»	4
	Du côté maternel	3	»	»	1	»	4
	Collatérale	6	1	2	»	»	9
	Sans hérédité.....	44	11	9	1	6	71
	Inconnue.....	61	9	14	7	1	92
	Totaux ....».....	118	21	25	9	7	180
2° Causes déterminantes. *Causes physiques.*	Effets de l'âge.....	2	»	»	6	»	8
	Alcoolisme.....	19	1	5	»	»	25
	Ramollissement du cerveau.....	»	»	2	»	»	2
	Débauche.....	2	»	2	»	»	4
	Maladies	8	»	1	»	»	9
	Epilepsie.....	»	16	»	1	»	17
	Convulsions	»	»	»	»	3	3
	Chute.....	1	1	1	»	»	3
Causes morales.	Scrupules religieux....	3	»	1	»	»	4
	Faiblesse d'esprit.	6	»	»	»	4	10
	Chagrins.....	6	1	1	1	»	9
	Colère	2	»	»	»	»	2
	Frayeur.....	7	»	1	»	»	8
	Ambition.....	3	»	1	»	»	4
	Jalousie.....	3	»	»	»	»	3
	Misère	1	»	»	»	»	1
	Amour.....	1	»	»	»	»	1
	Inconnues.....	54	2	10	1	»	67
	Totaux.....	118	21	25	9	7	180

Les antécédents héréditaires nous sont restés inconnus dans 92 cas ; 71 ont été déclarés indemnes d'hérédité et 17 entachés de cette prédisposition. L'hérédité venait directement, 4 fois du côté du père, 4 fois du côté de la mère, et 9 fois elle proveuait des collatéraux.

Pour ce qui concerne ces antécédents héréditaires, nous n'obtenons, en général, que peu de renseignements précis ; il est surtout extrêmement difficile de s'édifier à ce sujet auprès des familles qui sont imbues d'un faux respect humain, et qui considèrent comme une honte d'avoir un parent atteint d'aliénation mentale.

La cause occasionnelle de la folie a pu être indiquée dans 113 cas et elle est demeurée inconnue dans 67 cas.

Les 113 cas de causes connues comprennent 71 causes d'ordre physique et 42 causes d'ordre moral.

Parmi les premières, l'alcoolisme se place au premier rang, l'épilepsie au deuxième, et les maladies et effets de l'âge au troisième. Parmi les secondes, la faiblesse d'esprit, le chagrin et la frayeur sont les plus nombreuses.

L'abus des alcools est, en effet, une des plus grandes causes de l'aliénation mentale ; personne n'ignore que dans le Nord principalement, il se fait chaque année une consommation prodigieuse de spiritueux de qualité fort suspecte, surtout parmi les classes peu aisées.

Cette consommation s'explique, en grande partie, par la modicité du prix des alcools qui se trouvent par cela même à la portée des bourses les plus modestes.

Un autre abus, qu'il est aussi bon de signaler, bien qu'il ne figure pas dans le tableau précédent, et qui est cependant une grande cause de folie, principalement de la folie paralytique, c'est l'abus du tabac.

L'action pernicieuse du tabac sur les centres nerveux est, en effet, depuis longtemps, un fait acquis à la science, le prix minime de ce produit, dans nos contrées, en explique suffisamment la consommation exagérée, et partant de là les accidents cérébraux qui en sont la conséquence.

Dans la majeure partie des cas, les renseignements qui devraient nous être fournis sur nos aliénés à leur entrée à l'Asile, ou font défaut complètement ou sont tellement insuffisants, que souvent nous nous trouvons en présence de grandes difficultés.

Ainsi, fréquemment, des malades nous arrivent des hôpitaux sans le moindre renseignement ; les médecins qui nous les envoient se contentent de certifier que ces malades sont atteints d'aliénation mentale, sans s'appesantir tant soit peu dans leur certificat ou dans un bulletin individuel sur la durée du séjour à l'hôpital, sur la manière dont s'est comportée la maladie, et, ce qui est extrêmement important, ils omettent le plus souvent de nous renseigner sur certains points essentiels, à savoir : si les malades sont dangereux, s'ils ont des idées de suicide, enfin s'il a été nécessaire d'employer à leur égard des moyens de contention afin de mettre à l'abri de leurs emportements, eux-mêmes d'abord, ensuite les personnes qui leur donnent des soins.

A côté de ce manque de renseignements, nous en obtenons quelquefois d'une nature très difficile ; ils sont fournis par des personnes incompétentes, souvent par des parents, voisins ou amis des malades, et ces renseignements sont ou errronés ou exagérés, assez fréquemment, même ridicules, par exemple ceux qui nous ont été fournis cette année

sur deux enfants en bas âge, totalement inoffensifs, et que l'on signalait avec emphase, comme portés au meurtre.

Nous croyons aussi utile de faire mention de cette tendance, qui consiste à séquestrer à l'Asile, des malades dont la place serait mieux justifiée dans des maisons hospitalières.

Nous faisons allusion, en ce moment, à cette catégorie de malades à l'intelligence affaiblie, souvent paralytiques à la suite de lésions cérébrales diverses, notamment d'accidents hémorragiques, malades entièrement inoffensifs, d'un âge souvent très avancé, et qui ne réclameraient que des soins hygiéniques.

Ces malades sont une charge pour le département, et pour l'Asile une cause d'encombrement.

Durée de la maladie avant l'admission.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
Un mois et au-dessous	27	1	3	»	»	31
De 1 à 3 mois	11	»	5	»	»	16
De 3 à 6 mois	10	»	4	2	»	16
De 6 mois à 1 an	6	»	1	»	»	7
De 1 an à 2 ans	9	2	2	3	1	17
De 2 ans et au-dessus	16	11	4	1	2	34
Epoque indéterminée	36	6	6	3	»	51
Naissance ou première enfance	3	1	»	»	4	8
Totaux	118	21	25	9	7	180

Au moment de l'entrée à l'Asile, le début de l'affection datait de 1 à 3 mois pour 47 aliénés ; de 3 à 6 mois pour 16 ; de 6 mois à 1 an pour 7 ; de 1 an à 2 ans pour 17 ; de deux ans et au-dessus pour 34 et depuis la première enfance pour 8.

La durée de la maladie avant l'admission de 51 aliénés nous est inconnue.

Mois des admissions.

	Folie simple,.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie.	TOTAL
Janvier	5	1	1	1	»	8
Février	7	»	5	2	»	14
Mars	11	1	3	»	1	16
Avril	7	1	5	1	1	15
Mai	12	3	2	»	»	17
Juin	16	4	»	»	1	21
Juillet	12	»	1	2	»	15
Août	11	1	»	»	1	13
Septembre	10	2	3	2	»	17
Octobre	5	1	2	1	1	10
Novembre	11	4	2	»	2	19
Décembre	11	3	1	»	»	15
Totaux	118	21	25	9	7	180

Le mois pendant lequel les admissions ont été les plus nombreuses est le mois de juin ; puis viennent les mois de mai, septembre, novembre, février, mars, avril, juillet, août et décembre qui en donnent un nombre à peu pres égal.

Les mois de janvier et d'octobre donnent le moins d'admissions.

Les admissions se classent par saisons ainsi qu'il suit :

Printemps	Mars, avril, mai	48
Été	Juin, juillet, août	49
Automne	Septembre, octobre, novembre	46
Hiver	Décembre, janvier, février	37
	Total	180

On voit par ce tableau que le nombre des admissions a été plus considérable pendant l'été, et qu'après l'été viennent par ordre décroissant, le printemps, l'automne et l'hiver.

Rechutes.

Sur les admissions de l'année, les aliénés entrés à l'Asile par suite de rechute comptent pour 18.

12	en étaient à leur	1re rechute
5	— —	2e rechute
1	— —	3e rechute

La rechute s'était produite :

Dans le 1er mois de la sortie pour	1 malade
Dans le 2e mois de la sortie	2 —
Dans le 4e mois de la sortie	1 —
Dans le 7e mois de la sortie	2 —
De la 1re à la 2e année	2 —
De la 2e à la 3e année	2 —
De la 3e à la 4e année	1 —
De la 4e à la 5e année	1 —
De la 5e à la 10e année	3 —
Au-dessus de 10 ans	3 —
Total	18 —

Nous devons mentionner comme une cause de rechute, la tendance des familles à retirer de l'Asile leur parents malades, quand une légère amélioration s'est produite,

amélioration qui est souvent, surtout chez des gens incompétents, confondue avec une véritable guérison.

En outre, les alcooliques principalement, le plus souvent loin de suivre les sages avis qui leur ont été prodigués, s'empressent, aussitôt rendus à la liberté, de s'abandonner au même penchant qui, une première fois déjà, a motivé leur séquestration, et obligent de nouveau l'autorité ou leur famille à prendre des mesures en conséquence.

Du reste, il est de règle, que les organes de l'économie sont d'autant plus disposés à redevenir malades, qu'ils ont déjà été le siège d'une ou de plusieurs maladies.

Alors, la cause même la plus légère suffit souvent pour faire retomber dans un nouvel accès un aliéné qui était sorti guéri, eu égard à l'état de faiblesse du cerveau, provoqué par un accès antérieur.

Paralytiques admis pendant la période de 20 années.

1861.....	9	1871.....	29
1862.....	10	1872	32
1863.....	16	1873.....	34
1864.	27	1874.....	18
1865.....	14	1875.....	37
1866.....	24	1876.....	30
1867.....	21	1877.....	39
1868	36	1878.....	32
1869.....	17	1879...	38
1870.....	48	1880.	41

Soit pendant les dix premières années, 222 paralytiques admis et 327 pendant les dix dernières ; soit une différence de 105 paralytiques admis en plus pendant les dix dernières années.

La moyenne des paralytiques admis pendant les dix premières années est de 22,2, pendant les dix dernières années de 32,7, soit une différence en plus de 10,5, soit pendant les vingt années une moyenne de 27,8.

En 1881, il est entré 27 paralytiques, chiffre à peu près égal à celui de la moyenne des vingt années.

CHAPITRE III.

Sorties.

Les sorties sont au nombre de 74.

Elles se répartissent de la manière suivante :

1°	A la charge des familles.	9
2°	— — du département du Nord.....	60
3°	— — d'autres départements	3
4°	— — des ministères de la guerre et de la marine	2
	Total	74

Il y a eu 22 sorties par guérison, 30 par amélioration, 2 par évasion, 15 par transfèrement dans un autre asile, enfin 5 sur la demande des familles.

Le rapport des guérisons au nombre des admissions est de 10,69 %.

Parmi les aliénés guéris, il y a :

Manie	19
Lypémanie	3
Total	22

Durée de la maladie avant l'admission.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
1 mois et au-dessous	7	»	»	»	»	7
De 1 à 3 mois	1	»	»	»	»	1
De 3 à 6 mois	1	»	»	»	»	1
De 6 mois à 1 an	2	»	»	»	»	2
De 1 à 2 ans	1	»	»	»	»	1
De 2 ans et au-dessus	1	»	»	»	»	1
Durée inconnue	9	»	»	»	»	9
Totaux	22	»	»	»	»	22

Durée du séjour dans l'Asile ou du traitement.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
De quelques jours à 1 mois	»	»	»	»	»	»
De 1 à 3 mois	6	»	»	»	»	6
De 3 à 6 mois	9	»	»	»	»	9
De 6 mois à 1 an	4	»	»	»	»	4
De 1 an à 2 ans	3	»	»	»	»	3
De 2 ans à 5 ans	»	»	»	»	»	»
De 5 ans et au-dessus	»	»	»	»	»	»
Totaux	22	»	»	»	»	22

Age des aliénés guéris.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
Au-dessous de 15 ans	»	»	»	»	»	»
De 15 à 20 ans	1	»	»	»	»	1
De 20 à 25 ans	2	»	»	»	»	2
De 25 à 30 ans	3	»	»	»	»	3
De 30 à 35 ans	2	»	»	»	»	2
De 35 à 40 ans	4	»	»	»	»	4
De 40 à 50 ans	8	»	»	»	»	8
De 50 à 60 ans	1	»	»	»	»	1
De 60 à 70 ans	1	»	»	»	»	1
70 ans et au-dessus	»	»	»	»	»	»
Totaux	22	»	»	»	»	22

Guérisons par saisons.

HIVER.		PRINTEMPS.		ÉTÉ.		AUTOMNE.	
Décembre	»	Mars	2	Juin	1	Septembre	1
Janvier	2	Avril	3	Juillet	6	Octobre	1
Février	»	Mai	1	Août	1	Novembre	4
Total	2	Total	6	Total	8	Total	6

CHAPITRE IV.

Décès.

Il y a eu pendant l'année 1881, 128 décès.
127 aliénés ont succombé par maladie et un est mort accidentellement.
La proportion des décès au nombre des aliénés traités est de 16,06 %.
Leur rapport à la population moyennne est de 21,25.
Les décès se répartissent de la manière suivante :

1°	A la charge	des familles		6
2°	—	—	du département du Nord	107
3°	—	—	d'autres départements	11
4°	—	—	de la guerre	3
5°	—	—	de l'intérieur	1
		Total		128

Durée du séjour dans l'Asile.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme	TOTAL.
Moins de 8 jours	»	1	»	1	»	2
De 8 à 15 jours	1	»	»	1	»	2
De 15 jours à 1 mois	2	1	1	2	»	6
De 1 mois à 3 mois	8	1	8	4	1	22
De 3 à 6 mois	4	1	2	2	»	9
De 6 mois à 1 an	6	2	3	1	1	13
De 1 à 2 ans	6	2	3	»	3	14
De 2 à 5 ans	6	3	3	1	4	17
Au-dessus de 5 ans	20	4	»	10	9	43
Totaux	53	15	20	22	18	128

Les aliénés décédés qui étaient depuis moins de six mois à l'Asile sont au nombre de 41 ; 13 y avaient de 6 mois à 1 an de séjour, 31 de 1 à 5 ans et 43 de 5 ans et au-dessus.

Les aliénés décédés appartenaient aux formes suivantes d'aliénation :

Folie simple	53
Folie épileptique	15
Folie paralytique	20
Démence sénile et organique	22
Idiotie et crétinisme	18
Total	128

Décès par mois.

	Folie simple.	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
Janvier	3	»	1	1	»	5
Février	3	»	2	2	»	7
Mars	5	»	2	2	3	12
Avril	7	1	3	4	3	18
Mai	2	2	3	2	3	12
Juin	2	1	3	»	2	5
Juillet	6	3	»	1	3	15
Août	9	2	2	2	1	15
Septembre	3	2	1	2	1	9
Octobre	8	»	1	1	»	10
Novembre	2	2	1	1	2	8
Décembre	3	2	3	4	»	12
Totaux	53	15	20	22	18	128

Décès par saisons.

HIVER.		PRINTEMPS.		ÉTE.		AUTOMNE.	
Décembre.....	12	Mars.....	12	Juin.....	5	Septembre.....	9
Janvier.....	5	Avril.....	18	Juillet.....	15	Octobre.....	10
Février.....	7	Mai.....	12	Août.....	15	Novembre.....	8
Total.....	24	Total.....	42	Total.....	35	Total.....	27

Age des aliénés décédés.

	Folie simple,	Folie compliquée d'épilepsie.	Folie paralytique.	Démence sénile et organique.	Idiotie et crétinisme.	TOTAL.
Au-dessous de 15 ans.....	»	»	»	»	»	»
De 15 à 20 ans.....	»	»	»	»	»	»
De 20 à 25 ans.....	2	2	»	»	3	7
De 25 à 30 ans.....	3	4	»	»	3	10
De 30 à 35 ans.....	4	1	»	1	5	11
De 35 à 40 ans.....	7	2	3	1	2	15
De 40 à 50 ans.....	11	3	13	3	1	31
De 50 à 60 ans.....	11	1	2	7	1	22
De 60 à 70 ans.....	9	»	»	3	2	14
De 70 ans et au-dessus.....	5	»	»	6	1	12
Age inconnu.....	1	2	2	1	»	6
Totaux.....	53	15	20	22	18	128

L'âge des aliénés s'établit ainsi : de 20 à 40 ans, 43 décès ; de 40 à 60 ans, 53 décès et de 60 ans et au-dessus, 26 décès ; l'âge de 6 aliénés décédés nous est inconnu.

Causes des décès.

Centres nerveux.	Apoplexie cérébrale	1
	Commotion cérébrale	1
	Congestion cérébrale	12
	Congestion cérébrale consécutive à des attaques d'épilepsie	1
	Hémorragie cérébrale	4
	Ramollissement hémorragique du cerveau	1
	Paralysie générale progressive	27
	Marasme nerveux	2
	Affection organique du cerveau	1
	Congestion céreuse du cerveau	1
	Séries d'attaques d'épilepsie	4
Thorax.	Bronchite capillaire	1
	Bronchite capillaire compliquant une affection du cœur	1
	Congestion pulmonaire	3
	Pneumonie simple	5
	Pneumonie double	1
	Pneumonie compliquant une phtisie pulmonaire	1
	Phtisie pulmonaire	12
	Affection organique du cœur	6
Abdomen.	Entérite aigüe	1
	Entérite chronique	5
	Diarrhée chronique	2
	Cystite	1
Membres	Érysipèle phlegmoneux	1
	Gangrène de la jambe gauche	1
Affections générales.	Fièvre typhoïde	4
	Résorption purulente	1
	Marasme simple	25
	Marasme sénile	2
	Total	128

La mortalité que nous avons eue cette année est due à des causes diverses.

En premier lieu, l'influence climatérique a joué un grand rôle; en effet, tout en tenant un large compte des variations atmosphériques si fréquentes et si pernicieuses dans le Nord, nous avons eu principalement une année, où des chaleurs véritablement torrides, ont succédé à de très grands froids, ce qui n'a pas peu contribué à augmenter le nombre et la gravité des affections intercurrentes.

Dans de pareilles conditions, la réceptivité aux différentes maladies est plus considérable chez les aliénés, en raison même de la nature de leur affection mentale.

Si l'on tient compte de la nature des affections ayant occasionné la mort, surtout au point de vue de leur fréquence, nous trouvons que le décès de 27 aliénés est dû à la paralysie générale, affection si fréquente chez les hommes, et qui tend à prendre une si large place dans le cadre nosologique des affections mentales; 29 aliénés sont morts par suite de marasme simple, nerveux ou sénile.

21 ont succombé à diverses affections cérébrales (accidents congestifs et hémorragiques).

6 sont décédés par suite de maladies organiques du cœur ; 4 de fièvre typhoïde et 4 de séries d'attaques d'épilepsie. Il faut aussi ajouter, qu'en général, la mortalité est plus fréquente dans les asiles d'hommes, et qu'à l'Asile d'Armentières spécialement, ainsi que cela a été constaté par nos prédécesseurs, le chiffre des décès a toujours été assez élevé.

Nous croyons aussi utile de parler de l'état déplorable dans lequel plusieurs de nos malades sont arrivés à l'Établissement. D'abord, nous ne ferons que mentionner sans nous y appesantir, les décès occasionnés par l'âge avancé de plusieurs de nos vieillards et de nos infirmes admis cette année, malades, qui, comme nous l'avons déjà dit, ne sont à l'Asile qu'une cause d'encombrement, et qui viennent, à bref délai, augmenter le chiffre des morts.

Nous devons spécialement mentionner que plusieurs malades sont entrés à l'Asile, soit dans un état de profonde anémie, soit dans une période très avancée de la paralysie générale avec perte de l'usage des membres et escharres profondes, soit enfin avec des affections organiques très graves, qui, à vrai dire, n'autorisaient même pas le transfert de ces malades à des distances relativement très éloignées, affections qui ont été des causes de mort à très courte échéance.

Proportion des décès paralytiques, par rapport aux décès pendant vingt années.

1861	11	1871	30
1862	6	1872	23
1863	8	1873	26
1864	16	1874	25
1865	16	1875	28
1866	21	1876	31
1867	16	1877	23
1868	29	1878	27
1869	20	1879	26
1870	14	1880	33
Total	157	Total	272

La proportion des décès paralytiques, par rapport aux décès pendant les dix premières années, est de 15,7 et pendant les dix dernières années, de 27,2, soit pendant les dix dernières années, une différence en plus de 11,5.

Maladies incidentes.

AFFECTIONS INTERNES.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	TOTAL.
Affection cardiaque.....	»	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	3
Diarrhée	5	4	5	14	13	2	15	14	7	12	11	3	105
Dyssenterie.....	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Embarras gastrique fébrile ...	1	2	1	2	»	»	1	»	»	1	»	»	8
Fièvre typhoïde.....	»	»	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»	4
Fièvre continue		»	»	5	1	»	1	»	»	»	»	1	8
Fièvre intermittente.....	1	1	»	2	1	»	»	»	1	»	»	»	6
Bronchite.....	5	»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	»	9
Pneumonie	1	1	5	5	2	»	1	»	»	»	1	1	17
Bronchite capillaire.....	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	2
Congestion pulmonaire.....	»	»	1	2	»	»	1	»	2	1	»	»	7
Phtisie pulmonaire.....	2	»	»	1	1	»	3	»	»	»	1	»	8
Congestion cérébrale	»	»	2	1	2	»	3	2	3	3	1	3	20
Hémorragie cérébrale.....	1	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»	»	4
Attaques réitérées d'épilepsie.	1	2	1	2	1	»	»	2	3	1	1	2	16
Ictère.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
Marasme nerveux.	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	2
TOTAUX.....	17	11	18	39	24	3	28	20	16	20	1	10	221

Maladies incidentes.

AFFECTIONS EXTERNES.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	TOTAL.
Anthrax	»	1	1	»	»	»	1	»	»	»	»	1	4
Erysipèle	»	1	1	1	3	»	1	»	»	»	»	»	7
Eczéma	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Hématome	»	1	1	»	1	»	1	1	»	»	»	»	5
Fracture de jambe	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2
Conjonctivite simple	2	2	1	3	2	1	7	2	5	2	1	4	32
Conjonctivite granuleuse	»	»	1	13	14	2	»	»	1	»	»	»	31
Keratite	»	»	2	»	3	»	1	»	1	»	»	1	8
Plaies diverses	»	»	»	2	»	»	»	2	4	3	»	7	18
Ulcère des membres inférieurs	»	»	1	1	2	»	2	»	1	2	»	3	12
Abcès divers, panaris	»	»	3	2	2	3	2	2	1	3	1	3	22
Lymphangite	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Phlegmon	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	2
Gangrène	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	1	»	3
Entorse	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	2
Commotion cérébrale	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1
Otorrhée	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
Brûlure	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	2
TOTAUX	3	5	12	24	28	8	17	8	14	11	5	19	154

Armentières, le 1er Avril 1882.

Dr ADAM.

RAPPORT

SUR LE SERVICE MÉDICAL

DE L'ASILE PUBLIC D'ALIÉNÉES DE BAILLEUL,

pour l'année 1881,

PAR LE DOCTEUR E. BAYLE.

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu du service médical de l'Asile de Bailleul pendant l'exercice 1881.

Je dois dire d'abord qu'entré en fonctions dans le mois de septembre, je n'ai pu recueillir moi-même tous les documents dont j'ai à vous faire l'exposé. La plupart ont été laissés par mon prédécesseur.

Afin de n'omettre rien d'essentiel, je me propose de suivre l'ordre le plus généralement adopté.

Tableau du Mouvement de la Population en 1881.

Le tableau qui suit permet d'embrasser d'un coup d'œil le mouvement de la population de l'Asile en 1881.

Population au 1er Janvier.	Pensionnaires.	Classe exceptionnelle	1	214	1071
		Classes supérieures	5		
		1re Classe	10		
		2e —	37		
		3e —	31		
		4e —	70		
		5e —	60		
	Indigentes			857	
	Pensionnaires	Classe exceptionnelle	»	56	222
		Classes supérieures	»		
		1re Classe	4		
		2e —	11		
		3e —	8		
		4e —	20		
		5e —	16		
	Indigentes			166	
Admissions	Pour la première fois	Pensionnaires	33	172	
		Indigentes	139		
	Par suite de rechute	Pensionnaires	8	21	
		Indigentes	13		
	Par suite de transfert	Pensionnaires	1	7	
		Indigentes	6		
	Réintégrations par suite de non guérison.	Pensionnaires	14	22	
		Indigentes	8		
				222	

Sorties	Pensionnaires	Classe exceptionnelle	1	39	113
		Classes supérieures	»		
		1re Classe	2		
		2e —	10		
		3e —	4		
		4e —	14		
		5e —	8		
	Indigentes			74	
	Par suite de guérison	Pensionnaires	12	56	
		Indigentes	44		
	Par suite d'amélioration	Pensionnaires	21	29	
		Indigentes	8		
	Par suite de transfert	Pensionnaires	1	22	
		Indigentes	21		
	Réintégrées à l'hospice	Indigentes		1	
	Autres causes	Pensionnaires	5	5	
		Indigentes	»		
				113	
Décès	Pensionnaires	Classe exceptionnelle	»	15	107
		Classes supérieures	»		
		1re Classe	»		
		2e —	1		
		3e —	6		
		4e —	3		
		5e —	5		
	Indigentes			92	
	Par causes naturelles				107
	Par causes accidentelles				»
Nombre des malades traitées	Pensionnaires		267		1293
	Indigentes		1026		
(1) Population au 31 décembre (soir)	Pensionnaires	Classe exceptionnelle	1	213	1073
		Classes supérieures	4		
		1re Classe	9		
		2e —	39		
		3e —	29		
		4e —	72		
		5e —	59		
	Indigentes			860	

Nous pouvons constater que le nombre des aliénées présentes au 31 décembre est resté sensiblement le même que l'an dernier : 1073 au lieu de 1071. Ce fait purement accidentel trouve sa cause dans l'augmentation des sorties et des décès, car les admissions ont été notablement plus nombreuses : 222 contre 210 en 1880. Cette élévation progressive du chiffre des entrées est générale, on l'a constatée depuis longtemps. Dire quelle est la

(1) En tenant compte des changements de classe et de catégorie survenus pendant l'année 1881.

mesure des progrès que fait l'aliénation mentale serait certainement de l'exagération. Ce qui augmente surtout c'est le nombre des aliénés sequestrés. Cela tient, on l'a dit déjà, à ce que la loi de 1838 est appliquée avec plus de rigueur à mesure qu'on en peut apprécier les heureux résultats. Du reste, pour élucider complètement cette question, il faudrait pouvoir comparer les chiffres indiquant, à diverses époques, le nombre total des aliénés du département. Néanmoins, quoique moins considérable, l'augmentation des cas de folie est bien réelle; et sans être taxé d'esprit rétrograde, on peut bien constater que la civilisation n'a pas que des avantages, et qu'elle entraîne à sa suite certains inconvénients. Le bien-être augmente les besoins, par suite les excès et aussi les déceptions. La concurrence vitale, rendue plus ardente, surexcite la sensibilité morale ainsi que les facultés intellectuelles ; et l'organe cérébral qui en est le substratum présente en quelque sorte un état d'éréthisme, de tension continuelle : or, ainsi que l'a dit Esquirol, si c'est par le cerveau qu'on raisonne, c'est aussi par lui qu'on déraisonne.

Si le nombre des aliénées présentes à l'Asile a peu varié d'une année à l'autre, le chiffre de celles qui ont été en traitement a différé sensiblement, de 1246 en 1880, il s'est élevé à 1293 en 1881 ; ce qui donne une augmentation de 47 malades.

Admissions.

Le total des admissions en 1881 a été de 222, dont 171 placements d'office et 51 volontaires. Sur ces 222 malades, 56 ont acquitté le prix de la pension au moyen de leurs ressources personnelles, 166 ont été classées comme indigentes.

Les aliénées admises pendant l'année se répartissent ainsi qu'il suit quant au pays d'origine ou au domicile de secours :

Nord	177
Pas-de-Calais	14
Somme	4
Aisne	1
Seine	1
Belgique	22
Angleterre	1
Domicile indéterminé	5
Total	222

Le tableau suivant fait connaître le moment de l'année où ces malades sont entrées à l'Asile :

Janvier	14	Juillet	19
Février	25	Août	20
Mars	14	Septembre	20
Avril	17	Octobre	13
Mai	17	Novembre	21
Juin	20	Décembre	22

Total du 1er trimestre	53
— 2e —	54
— 3e —	59
— 4e —	56

Contrairement aux résultats de nombreuses observations, les diverses époques de l'année n'ont présenté que des différences insensibles dans le chiffre des entrées. On admet généralement, et Esquirol en avait fait la remarque, que les saisons chaudes sont plus favorables au développement de l'aliénation mentale. Bien que nous partagions cette manière de voir, nous estimons qu'à ce point de vue la répartition des entrées est loin d'avoir une signification absolue ; car à l'exception des grands centres où l'administration s'empresse de faire séquestrer les individus atteints de folie, ces derniers arrivent généralement dans les asiles longtemps après le début de leur affection.

Forme des maladies mentales observées chez les malades admises pendant l'année.

Manie.	Aiguë, sub-aiguë-périodique	36	57
	Chronique	6	
	Puerpérale	5	
	Hystérique	3	
	Religieuse	4	
	Alcoolique	3	
Lypémanie.	Simple	45	82
	Puerpérale	9	
	Sériculе	4	
	Hystérique	1	
	Hypocondriaque	1	
	Délire de persécution	6	
	Anxieuse	13	
	Avec stupeur	3	
	Folie circulaire	2	
Démence.	Simple	5	29
	Sénile	21	
	Organique	3	
Folie paralytique		18	
Folie épileptique		8	
Imbécillité		21	
Idiotie		5	

Sur les 222 malades entrées dans le courant de 1881, 57 étaient atteintes de manie et 82 de lypémanie. Ces affections, qui sont de beaucoup les plus communes, ont revêtu diverses formes que nous avons énumérées ci-dessus. N'ayant pu, pour les raisons déjà émises, les observer dans le cours de leur développement, nous nous contenterons de rapporter les quelques particularités que nous avons recueillies.

La folie puerpérale déterminée par la grossesse ou par les suites de la grossesse s'est montrée 14 fois ; cinq malades étaient atteintes de manie, neuf ont présenté les caractères de la folie dépressive. Deux seulement étaient enceintes et ont accouché à l'Asile, l'une à terme, l'autre après huit mois de gestation. L'enfant de la première fut envoyé dans la

famille de sa mère ; celui de la seconde mourut huit jours après sa naissance. De ces aliénées, atteintes toutes deux de lypémanie, l'une, la femme Des....., est sortie par guérison onze mois après son accouchement et dix-huit mois après son entrée à l'asile ; l'autre. la nommée Cr....., a conservé la même forme délirante. Il est vrai que sa maladie datait d'un accouchement antérieur, qui avait eu lieu cinq mois avant sa séquestration. Sur les douze restantes, trois sont sorties par guérison et trois ont vu leur état s'améliorer suffisamment pour pouvoir rentrer dans leurs familles.

Après la manie et la lypémanie, l'affection la plus commune a été la démence qui comprend vingt-neuf cas. Cinq malades étaient atteintes de démence simple, vingt et une de démence sénile et trois devaient leur état mental à une affection organique de l'organe cérébral.

La folie paralytique a été constatée dix-huit fois, sept de plus que l'an dernier ; cette maladie bien plus rare chez la femme que chez l'homme est, comme la démence, toujours incurable. Elle présente souvent des rémissions qui pourraient donner le change à un esprit non prévenu, mais sa terminaison constante est la mort. Vingt et une malades présentaient les signes de l'imbécillité, cinq étaient atteintes d'idiotie.

Enfin, chez huit aliénées la folie était compliquée d'épilepsie. Cette forme d'aliénation mentale se présente sous deux aspects différents ; quelquefois elle n'est que la continuation des convulsions de l'enfance et elle détermine presque toujours un arrêt de développement des facultés intellectuelles. D'autres fois, au contraire, elle se déclare accidentellement dans l'âge adulte chez des individus à intelligence normale ou même supérieure. Elle offre alors quelques chances de guérison.

Si nous comparons le tableau des maladies mentales observées chez les aliénées admises en 1881 au tableau analogue de l'année précédente, nous remarquons : 1° une diminution des cas de manie, 57 au lieu de 64 ; 2° une autre diminution du nombre des démentes, 29 au lieu de 31. Par contre, les cas de lypémanie ont sensiblement augmenté, 82 au lieu de 75. Il en est de même de la folie paralytique et de l'imbécillité : la première a été constatée dix-huit fois au lieu de onze, et la seconde 21 au lieu de douze. La folie épileptique et l'idiotie n'ont pas varié. Deux malades entrées dans le 3me trimestre ont présenté les symptômes de la folie circulaire ou folie à double forme.

Affections suivant les saisons.

	1er Trimestre.	2e Trimestre.	3e Trimestre.	4e Trimestre
Manie	12	16	13	16
Lypémanie	18	22	25	17
Démence	8	9	7	5
Paralysie générale	6	3	4	5
Epilepsie	3	1	1	3
Imbécillité	5	3	5	8
Idiotie	1	»	2	2
Folie circulaire	»	»	2	»
	53	54	59	56

Le tableau ci-dessus fait connaître le nombre des différentes formes de l'aliénation mentale pendant chaque trimestre ; celui qui suit nous indique l'âge des malades à leur entrée à l'établissement.

Age des malades à leur entrée.

Au-dessous de 15 ans	3
de 15 a 20 ans	9
— 20 à 25 ans	19
— 25 à 30 ans	14
— 30 a 35 ans	20
— 35 a 40 ans	23
— 40 à 45 ans	24
— 45 à 50 ans	21
— 50 à 60 ans	42
— 60 à 70 ans	19
— 70 à 80 ans	14
— 80 à 90 ans	2
Sans indication d'âge	15

De l'examen de ce tableau, il résulte qu'en 1881, pendant les trois périodes décennales, comprises entre 30 et 40 ans, 40 et 50 ans, 50 et 60 ans, le nombre des aliénées entrées à l'Asile a été le même. Il ne faudrait pas en conclure que la folie est également commune chez la femme à ces différentes époques de la vie. Bien au contraire, cette égalité dans le chiffre des admissions prouve que les cas d'aliénation mentale sont beaucoup plus fréquents à la dernière période, puisque le nombre des personnes qui arrivent à cet âge est infiniment moindre. Nous ajouterons que lorsque la maladie se présente dans ces conditions, le pronostic est en général moins favorable. Au-dessous de 15 ans il y a eu trois admissions, elles concernaient trois idiotes. 35 malades avaient plus de 60 ans, le plus grand nombre étaient atteintes de démence sénile, par conséquent étaient incurables.

Nous avons vu que la paralysie générale avait été plus fréquente que l'an dernier. Les malades qui en étaient atteintes présentaient l'âge suivant :

34 ans	1
35 ans	3
37 ans	2
38 ans	1
40 ans	1
42 ans	2
43 ans	1
47 ans	1
48 ans	1
49 ans	2
56 ans	3

Les quartorze aliénées qui présentaient les signes de la folie puerpérale se répartissaient ainsi quant à leur âge :

Au-dessous de 18 ans	1
De 20 à 30 ans	4
De 30 à 40 ans	6
De 40 à 45 ans	3

Etiologie.

Hérédité. — De toutes les causes qui prédisposent à l'aliénation mentale, la plus puissante à beaucoup près est l'hérédité. C'est la cause des causes, selon l'expression de M. Trélat. Les beaux travaux de MM. Prosper Lucas, Moreau, de Tours, et Baillarger — pour ne citer que ces noms — ont mis ce fait en complète évidence. A notre avis, il est impossible d'en exagérer l'influence ; nous l'avons constatée chez 51 malades ; mais nous sommes convaincu qu'elle s'est manifestée sur un bien plus grand nombre. Il est en effet extrêmement difficile d'obtenir des renseignements à cet égard. Si dans les cas ordinaires de la pathologie, les familles s'ouvrent avec abandon aux investigations du médecin, il n'en est plus de même quand il s'agit d'une affection mentale. Loin de lui fournir des documents, elles cachent avec soin les cas pathologiques analogues qui se sont produits chez les ascendants. D'autres fois, ne connaissant pas la valeur de tel ou tel fait de première importance aux yeux de l'aliéniste, les parents le passent sous silence. Plusieurs malades ont présenté cette cause prédisposante à un haut degré : l'une, la nommée Jou....., est la neuvième aliénée de sa famille depuis 40 ans ; l'autre, R....., a cinq membres de la sienne dans les Asiles, une troisième, Rob...., est fille de père et mère aliénés.

Le tableau suivant nous fait connaître dans quelles conditions s'est exercée l'influence héréditaire :

Grands-parents	3
Père	10
Mère	8
Père et mère	1
Frère ou sœur	16
Oncle, tante, cousin	12
Nièce	1

Nous venons de voir que l'hérédité prédispose singulièrement à l'aliénation mentale, il reste maintenant à examiner quelles sont les causes qui ont plus particulièrement déterminé la folie chez les malades admises en 1881. Leur connaissance est très-importante au double point de vue du pronostic et du traitement. Aussi, c'est avec le plus grand soin que nous demandons aux parents les renseignements sur les antécédents des malades qu'ils conduisent à l'Asile. Malheureusement, un grand nombre de ces dernières, séquestrées d'office, ne reçoivent, pendant leur traitement, la visite d'aucun membre de leur famille. Les administrations locales s'efforcent, il est vrai, de remédier à cet état de choses, mais les documents qu'elles nous fournissent, recueillis par des personnes étrangères à la science mentale, sont forcément incomplets et insuffisants.

Nous avons divisé les causes déterminantes en causes physiques et en causes morales. Le tableau suivant, en les plaçant sous nos yeux, nous permettra de mieux les saisir :

Causes morales.	Chagrins d'amour	3
	Chagrins domestiques	15
	Revers de fortune, perte d'argent	4
	Frayeur	5
	Perte d'une personne chère	8
	Jalousie	2
	Religion	3
	Excès d'étude	1
Causes physiques.	Age avancé	21
	Misère	1
	Ménopause	4
	Aménorrhée	1
	Etat puerpéral	14
	Coups sur la tête	1
	Excès alcooliques	9
	Prostitution	1
	Epilepsie	8
	Hystérie	4
	Fièvre typhoïde	2
	Idiotie, imbécillité	26
	Convulsions	1
	Insolation	1

Parmi les causes physiques, quelques unes méritent de fixer notre attention. Une des principales, l'état puerpéral, a manifesté son action chez quatorze aliénées. Dans un cas, il s'est présenté avec des coïncidences bizarres que nous croyons devoir faire counaître :

Br.... a eu sept enfants, quatre garçons et trois filles. Les accouchements qui se terminèrent par la naissance des premiers, furent heureux ; les suites n'eurent aucun retentissement fâcheux sur l'état mental de la mère. La naissance des filles, au contraire, fut suivie de folie puerpérale, et la nommée Br.... fut séquestrée trois fois à l'Asile de Bailleul d'où elle est toujours sortie par guérison, après un traitement qui a varié de trois à cinq mois.

Les excès alcooliques, beaucoup moins fréquents chez la femme que chez l'homme, ont paru avoir déterminé la folie chez neuf malades. Mais, en dehors de ces neuf cas, où la relation de cause à effet a pu être saisie, un certain nombre d'aliénées offraient les signes manifestes d'habitudes intempérantes qui ont dû certainement agir comme causes prédisposantes un assez grand nombre de fois.

Sous la dénomination de folie épileptique, nous avons compris toutes les affections mentales déterminées d'une façon plus ou moins évidente par l'épilepsie, huit malades en étaient atteintes. Parmi les causes occasionnelles de cette névrose, on peut citer les convulsions de l'enfance, la frayeur et les affections organiques du cerveau.

L'idiotie, maladie congétinale, est toujours déterminée par des causes physiques agissant au moment de la naissance ou tout au moins dans la première enfance.

L'hystérie a été constatée comme cause déterminante chez quatre de nos malades. Elle donne aux femmes qui en sont atteintes une disposition morale particulière, elle les porte

facilement à l'exaltation, à l'excentricité et leur fait rechercher avidement tout ce qui peut avoir un caractère surnaturel et merveilleux.

Deux aliénées ont trouvé dans la fièvre typhoïde la cause déterminante de leur mal. L'influence de cette pyrexie a été constatée souvent ; elle agit soit en portant une atteinte profonde au système nerveux, soit en déterminant l'appauvrisement du sang.

L'influence de la ménopause s'est fait sentir quatre fois, de l'aménorrhée une fois.

Enfin, vingt et une malades atteintes de démence sénile étaient redevables de leur affection à leur âge avancé.

On admet généralement la prédominance des causes morales sur les causes physiques dans la génération de la folie, elles ont paru se manifester d'une façon toute spéciale chez quarante et une malades.

Les chagrins domestiques ont été les plus fréquents. Nous désignons sous ce nom les peines, les douleurs, les contrariétés, les infortunes, les discussions de famille. On ne se persuade pas, dit Esquirol, combien cette cause agit sur le peuple, principalement sur les femmes.

Comme cause se rattachant aux précédentes, on peut citer la perte d'une personne chère. Huit de nos malades ont vu leur folie déterminée par la douleur que leur a fait éprouver la perte de leurs enfants.

La crainte, la frayeur sont encore des causes fréquentes d'aliénation mentale. Cinq aliénées doivent leur affection à cette cause. La jeune Men..... se promenait avec son oncle lorsque ce dernier tomba mort par suite de la rupture d'un anévrime. Quelques jours après Men..... entrait à l'asile avec les symptômes de lypémanie avec stupeur.

Bien que le fanatisme religieux ait perdu son influence d'autrefois, il se rencontre encore des cas où la religion, mal entendue, est devenue une cause déterminante de folie. Cette cause a pu être constatée chez trois malades entrées à l'Asile cette année.

Les chagrins d'amour paraissent avoir fait le même nombre de victimes.

Mentionnons également un cas de manie aiguë qui se manifesta subitement chez une fille de service. Ce cas, pour lequel il serait facile d'invoquer la contagion par imitation, est dû plutôt à l'aménorrhée. Deb....., Adèle, âgé de 18 ans, tempérament sanguin, très robuste, voyait ses maladies très irrégulièrement, et son délire éclata au moment de l'époque menstruelle. Après une durée de quelques jours, il passa presque subitement, et Deb..... paraissait guérie, lorsqu'il se montra de nouveau avec une très grande intensité. Après des alternatives de calme et d'agitation maniaque, cette jeune fille sortit par guérison environ quatre mois après le début de sa maladie.

Récidives.

43 malades, 22 pensionnaires et 21 indigentes avaient été précédemment séquestrées ; 22 sont rentrées après être sorties avant guérison ; 21 qui avaient été guéries ont eu des rechutes, 14 de ces dernières avaient été admises pour la seconde fois, 4 pour la 3^{me}, 3 pour la 4^{me}. La durée du séjour hors de l'Asile a varié de quelques jours à douze ans. Si les rechutes sont relativement beaucoup plus nombreuses parmi les pensionnaires que parmi les indigentes, cela provient de ce que les parents ne tenant aucun compte de l'avis

du médecin retirent leurs malades avant que la guérison ne soit assurée, et par là favorisent un retour offensif de la maladie.

Professions.

Journalières	15
Cultivatrices	7
Ménagères	42
Pensionnaires d'hospice	7
Ouvrières de fabrique	10
Tisserandes	9
Religieuses	4
Servantes	9
Cabaretières	4
Épicières	2
Bouchère	1
Rentières	5
Fille publique	1
Ppropriétaires	2
Sage-femme	1
Couturières	9
Lingères	2
Commerçante	1
Dentellières	2
Institutrice	1
Concierge	1
Giletière	1
Infirmière à l'Asile	1
Boulangère	1
Modistes	2
Piqueuses de bottines	2
Sans profession	52
Professions inconnues	28

Le tableau des professions ne présente qu'un intérêt médiocre. Pour qu'il fût possible de tirer des conclusions légitimes au point de vue étiologique, il faudrait connaître le nombre de ces mêmes professions exercées par la population libre et dans des conditions analogues. La comparaison de ces deux facteurs permettrait alors de faire la part de l'influence de la profession sur le développement de la folie.

État-Civil.

Mariées	90
Célibataires	95
Veuves	21
Sans indication	16

Il est généralement admis que le célibat et le veuvage favorisent le développement de l'aliénation mentale. Le tableau ci-dessus fait voir que la grande majorite des malades

admises en 1881 (116 contre 90) étaient dans une de ces deux conditions. Les raisons de ce fait sont assez faciles à trouver : les jeunes filles assujetties dans les grands centres à des occupations sédentaires au milieu d'une atmosphère viciée, deviennent facilement chlorotiques. En outre, elles se trouvent continuellement exposées à des causes nombreuses de séduction, par suite surtout de l'insuffisance de leurs ressources.

Degré d'instruction.

Le degré d'instruction que présentaient les 222 aliénées admises en 1881, est donné par le tableau suivant :

Sans instruction	77
Savaient lire seulement	12
Instruction élémentaire	92
Instruction primaire	18
Instruction plus élevée	12
Instruction inconnue	11

Durée de la maladie avant l'entrée à l'Asile.

De 1 à 8 jours	4
— 8 à 15 jours	12
— 15 jours à 1 mois	17
— 1 mois à 2 mois	12
— 2 mois à 3 mois	2
— 3 mois à 4 mois	5
— 4 mois à 6 mois	9
— 6 mois à 9 mois	6
— 9 mois à 1 an	7
— 1 an à 2 ans	16
— plus de 2 ans	10
Très ancienne	10
Depuis l'enfance	25
Depuis la naissance	9
Indéterminée	73

Si quelques malades ont été conduites à l'Asile au début de leur affection, un grand nombre n'ont été séquestrées que longtemps après, ce qui diminue considérablement les chances de guérison. Ce retard apporté à la séquestration des aliénées nous semble tenir à plusieurs causes. Les individus riches ou dans l'aisance conservent tant qu'ils peuvent auprès d'eux leurs parents atteints de folie, parce qu'ils espèrent que l'affection sera de courte durée et parce qu'ils redoutent par-dessus tout ce terrible nom de maison de santé. Ce n'est que lorsque la maladie a fait des progrès, et qu'ils ont perdu tout espoir, qu'ils se résignent à confier au médecin aliéniste leurs malades dont l'état est devenu souvent incurable. Chez les indigents, la raison est différente. Ces malheureux, dans l'impossibilité de payer le prix de la pension, sont obligés d'attendre que l'Administration, dans un but de conservation sociale, fasse séquestrer d'office leurs membres devenus dangereux

pour la sûreté publique. Et cependant, c'est un temps précieux que celui que l'on perd Combien auraient vu leur état s'améliorer promptement si on eut employé dès le début de la maladie l'isolement et les autres moyens appropriés.

Sorties.

Le nombre des femmes sorties de l'Asile en 1881, a été de 113. Ce nombre se décompose ainsi :

Sorties par guérison	56
— amélioration	29
— transfert ou autres causes	28

Le chiffre des sorties par guérison et par amélioration a été sensiblement plus élevé que l'an dernier où il avait été de 68. Cette année il s'est élevé à 85 ; soit une différence de 17 guérisons ou améliorations en faveur de 1881.

22 aliénées ont été transférées, 17 en Belgique, 6 dans divers asiles ou hospices de France ; 2 ont été retirées par leurs familles.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des sorties par mois et par trimestre. Pendant les 2me et 3me trimestre elles ont été de 69, tandis que le 1er et le 4me en comptent seulement 44.

	Guéries.	Améliorées.	Autres causes.	Total.
Janvier	»	3	»	3
Février	»	1	4	5
Mars	3	3	3	9
Avril	2	4	6	12
Mai	5	2	1	8
Juin	10	2	2	14
Juillet	6	1	1	8
Août	10	4	1	15
Septembre	11	»	1	12
Octobre	2	2	4	8
Novembre	3	4	1	8
Décembre	4	3	4	11

Total du 1er trimestre	17
— 2e —	34
— 3e —	32
— 4e —	27

Les guérisons ou améliorations ont été, comme les sorties, beaucoup plus nombreuses pendant le printemps et l'été ainsi que le prouve le tableau ci-dessus.

Forme de la maladie mentale des malades sorties par suite de guérison ou d'amélioration.

		Guéries.	Améliorées
Manie.	Simple	17	6
	Puerpérale	2	1
	Alcoolique	3	»
Lypémanie.	Simple	18	11
	Puerpérale	2	2
	Suicide	3	»
	Avec idées de persécutions	2	2
	Anxieuse	2	2
	Avec stupeur	2	1
	Religieuse	1	»
	Mégalomanie	1	»
	Folie épileptique	1	»
	— Hystérique	2	2
	Imbécillité	»	2

Il résulte de l'examen de ce tableau que la manie et la lypémanie simples ont fourni le plus grand nombre de guérisons. Il en est, du reste, toujours ainsi. La folie puerpérale, dans ses formes maniaque et lypémaniaque, a présenté quatre guérisons et trois améliorations. Les diverses variétés de la folie dépressive ont donné également dix guérisons et un petit nombre d'améliorations. Quatre aliénées qui avaient montré les symptômes de la folie hystérique ont pu rentrer dans leurs familles ; sur ce nombre deux étaient guéries. La folie épileptique a fourni une guérison ; mais nous devons ajouter que dans cette variété de l'aliénation mentale, on doit toujours s'attendre à une rechute ; l'existence de l'épilepsie, cause prédisposante et en même temps déterminante, fait redouter l'explosion de nouveaux accès de folie. Une malade atteinte d'imbécillité, avec agitation maniaque, a pu être rendue à ses parents.

Age des malades guéries ou améliorées.

	Guéries.	Améliorées.
Avant 20 ans	2	2
De 20 à 25 ans	11	1
— 25 à 30 ans	1	3
— 30 à 40 ans	7	5
— 40 à 50 ans	13	6
— 50 à 60 ans	12	8
— 60 à 70 ans	6	1
Au-dessus de 70	1	»

On admet généralement que la guérison de la folie est d'autant plus facile que les sujets sont plus jeunes. Cette opinion exprimée sous cette forme générale n'est peut-être

pas absolument juste. Il est parfaitement vrai que les personnes d'un âge avancé fournissent moins de cas de guérison que les personnes jeunes ; mais cela nous paraît tenir surtout à ce que certaines maladies incurables de leur nature, telle que la démence, se rencontrent surtout chez les vieillards. Le tableau ci dessus qui donne l'âge des aliénées sorties par guérison ou par amélioration, tend à justifier cette manière de voir. En effet, tandis que les malades comprises entre 30 et 40 ans ont fourni 7 guérisons et 5 améliorations, celles dont l'âge était compris entre 50 et 60 ans ont donné 12 guérisons et 8 améliorations. Bien plus, 7 aliénées qu'on pouvait considérer comme arrivées à vieillesse, puisqu'elles avaient plus de 60 et même 70 ans, sont rentrées dans leurs familles complètement guéries.

Durée du séjour à l'Asile des malades sorties par suite de guérison ou d'amélioration.

	Guéries.	Améliorées.
Au-dessous de 1 mois	2	»
De 1 à 2 mois	4	3
— 2 à 3 mois	4	4
— 3 à 6 mois	11	3
— 6 mois à 1 an	15	7
— 1 à 2 ans	5	5
— 2 à 3 ans	3	»
- 3 a 5 ans	6	2
— 5 à 10 ans	7	3
— 16 ans	»	1
— 24 ans	»	1

Il ressort du tableau ci-dessus que sur 56 aliénées guéries, 36 sont sorties après un traitement de 1 mois à 1 an. Pour les 20 autres, le séjour a varié de 1 à 10 ans, résultat qui tend à confirmer ce que l'on a déjà observé, à savoir que chez les aliénées qui guérissent, la guérison s'obtient le plus souvent dans les premiers temps de la séquestration. Il est bon, toutefois, de faire remarquer que quelle que soit la durée du séjour, l'aliénation mentale, dans quelques-unes de ses formes, est encore curable.

Durée de la maladie avant l'admission des malades guéries ou améliorées.

	Guéries.	Améliorées.
De 1 à 8 jours	9	2
— 8 à 15 jours	2	1
— 15 jours à 1 mois	5	3
— 1 à 2 mois	4	2
— 2 à 3 mois	5	»
— 3 à 4 mois	3	1
— 4 à 6 mois	2	3
— 6 mois à 1 an	2	»
— 1 à 2 ans	1	»
Plus de 2 ans	3	2
Date très éloignée	5	4
Durée inconnue	15	11

Ce tableau sert à démontrer, une fois de plus, que toutes choses, égales d'ailleurs, l'aliéné guérit d'autant mieux que l'époque du début de sa maldaie est moins éloignée. Il est bien entendu que cette règle ne s'applique pas à la démence, à l'idiotie, ni même à la paralysie générale progressive qui sont incurables de leur nature.

Décès.

DÈCÈS PAR MOIS.

Janvier	11	Juillet	9
Février	6	Août	2
Mars	14	Septembre	3
Avril	13	Octobre	6
Mai	17	Novembre	9
Juin	10	Décembre	7

Le chiffre des aliénées secourues en 1881 a été de 1,293. Celui des décès s'est élevé à 107. En comparant ces deux nombres, nous voyons que la proportion des décès a été de 8.27 pour 100. Cette mortalité, relativement élevée, s'est manifesté surtout dans la première moitié de l'année et peut s'expliquer par le grand nombre de femmes âgées secourues par l'Établissement. Elles arrivent dans des conditions physiques tout à fait défectueuses, et leur état nécessite un régime réparateur qui, seul, est capable d'enrayer les progrès de l'usure organique.

Parmi les aliénées décédées, on compte 15 pensionnaires et 92 indigentes. La comparaison de ces deux chiffres fait ressortir éloquemment l'importance du régime. En effet, les 1,293 malades secourues comprennent 267 pensionnaires et 1026 indigentes. Les premières dépassant sensiblement en nombre le quart des secondes, ont donné 15 décès. Si la mortalité avait été la même, les indigentes en auraient eu moins de 60 ; or, elles en ont fourni 92. Sans nier d'une façon absolue qu'il y ait d'autres éléments à envisager, nous sommes convaincu que la différence du régime est une des causes principales du manque de proportion que nous venons de constater.

L'influence de l'alimentation sur la longévité des aliénés a été mise en lumière par les travaux statistiques du médecin anglais Thurnam. Il résulte de ses observations que dans les établissements où les malades étaient bien nourris, la mortalité était de 9.35 pour 100, tandis que dans les asiles où le régime alimentaire laissait à désirer, elle s'élevait à 14.54 pour 100. Le docteur Conolly arriva aux mêmes conclusions : la quantité de nourriture dans l'asile où il était médecin ayant été augmentée, la mortalité qui était de 11 descendit à 8.56 pour 100.

Décès par trimestre.

Total pour le 1er	trimestre		31
— 2e	—		40
— 3e	—		14
— 4e	—		22

Le tableau ci-dessus nous fait connaître le nombre des décès par trimestre. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, il existe une différence considérable au point de vue de la

mortalité des aliénées entre la première moitié de l'année et la seconde ; les deux premiers trimestres accusent 71 décès, les deux derniers 36 seulement — moitié moins.

Forme de la maladie mentale des aliénées décédées.

Manie	8
Lypémanie	16
Démence simple	45
Démence sénile	11
Démence organique	1
Délire aigu	1
Folie alcoolique	2
Paralysie générale	6
Folie épileptique	8
Imbécillité	7
Idiotie	2

Comme toujours, c'est la démence, cette terminaison fatale de la folie lorsqu'elle ne guérit pas, qui a fourni le plus grand nombre de décès : 57. La manie, la lypémanie et leurs diverses variétés, en ont donné la première, 8, la seconde, 16. La paralysie générale en accuse 6, la folie épileptique, 8. Nous devons mentionner la mort de deux aliénées qui avaient présenté les symptômes de la manie alcoolique. Enregistrons également les décès de deux idiotes et de sept malades qui, à des degrés divers, appartenaient à la grande classe des faibles et des pesants. Nous nous contentons d'une sèche énumération, par cette raison qu'arrivé à l'Asile vers le dernier trimestre, nous n'avons pas connu la grande majorité de ces aliénées. Nous ferons cependant une exception touchant une malade qui mourut de délire aigu quelques jours après que nous eûmes pris la direction du service médical. M^lle^ Bous..... était entrée à l'Établissement le 3 octobre avec les symptômes de la manie subaiguë. Sa maladie datait de huit jours. Elle fut prise tout à coup d'une excitation intense qui s'accompagnait d'impulsions violentes. Elle laissait échapper un torrent de paroles souvent inintelligibles, des cris, des injures, des menaces qui étaient les effets d'hallucination de la vue et de l'ouïe. Les symptômes physiques ne tardèrent pas à présenter une gravité exceptionnelle, la face était tantôt pâle, tantôt congestionnée, une sueur abondante ruisselait sur sa figure et sur son cou, le pouls était extrêmement fréquent, la respiration courte, embarrassée, la déglutition difficile. Cet état dura cinq jours, et se termina le 11 octobre par la mort. Celle-ci fut déterminée, croyons-nous, par une sorte d'épuisement nerveux.

Age des aliénées décédées.

Au-dessous de 10 ans	1
De 10 à 20 ans	1
— 20 à 30 ans	6
— 30 a 40 ans	13
— 40 à 50 ans	15
— 50 à 60 ans	19
— 60 à 70 ans	23
— 70 à 80 ans	22
— 80 à 90 ans	3
Age inconnu	4

Ce qui frappe tout d'abord dans l'examen de ce tableau, c'est parmi les personnes décédées le grand nombre de celles qui avaient atteint un âge avancé, sur 107, la moitié environ, 52 avaient plus de 60 ans, les deux tiers en avaient plus de 50. Nous croyons qu'on trouverait peu d'asiles où on pût constater ce fait dans les mêmes proportions.

Durée du séjour à l'Asile des malades décédées.

Il ressort du tableau suivant que 67 aliénées sur 107 étaient dans l'Établissement depuis plus de deux ans, et 43, plus du tiers, depuis plus de cinq ans lorsqu'elles ont succombé soit à une maladie incidente, ce qui est le cas le plus ordinaire, soit à l'affection cérébrale qui avait motivé leur placement. On peut noter également que si la plupart du temps la folie contribue puissamment à diminuer la durée de la vie, elle n'est pas toujours absolument incompatible avec la plus extrême vieillesse.

Au-dessous d'un mois	6
De 1 à 2 mois	5
— 2 à 4 mois	6
— 4 à 6 mois	4
— 6 à 9 mois	6
— 9 mois à 1 an	5
— 1 à 2 ans	8
— 2 à 3 ans	14
— 3 à 5 ans	9
— 5 à 10 ans	16
— 10 à 20 ans	19
— 20 à 30 ans	3
— 30 à 40 ans	4
Au-dessus de 40 ans	1

Causes des décès.

Les affections qui se sont terminées par la mort des aliénées sont par ordre de fréquence : le marasme simple ou sénile, — 36 cas, — la phthisie pulmonaire, — 15 cas, — les congestions et hémorrhagies cérébrales, 15 cas, — la pneumonie, — 5 cas, — les affections intestinales, — 6 cas. — Six malades atteintes de paralysie générale progressive ont succombé aux progrès de leur affection. Le tableau suivant nous fait connaître les autres maladies qui ont eu le même résultat, mais qui ont sévi avec une moins grande intensité. Au commencement de l'année, la variole se montra avec le caractère épidémique ; mais si un grand nombre furent frappées, pour deux seulement elle eut une terminaison funeste. Nous noterons en passant que nous n'avons à enregistrer aucun suicide ni aucune mort par accident.

Encéphale.	Congestion cérébrale	9
	Hémorrhagie cérébrale	6
	Apoplexie séreuse	1
	Paralysie générale	6

Thorax.	Affection cardiaque	4
	Pneumonie	5
	Phthisie pulmonaire	15
Abdomen.	Entérite	3
	Diarrhée	3
	Péritonite	1
	Ascite	1
Affections diverses.	Marasme sénile	25
	Marasme simple	11
	Cancer de l'utérus.	2
	Gangrène sénile	1
	Affection purulente	4
	Phlegmon	1
	Mal de Pott.	1
	Variole	2
	Érysipèle	3
	Délire aigu	1
	Carie osseuse	1
	Rachitisme	1

Maladies incidentes internes.

Rhumatisme articulaire	8
Asthme	5
Hémoptysie	2
Affection vermineuse	10
Broncho-pneumonie	13
Ictère simple	2
Cystite	1
Rhumatisme musculaire	3
Phthisie	7
Variole	18
Congestion cérébrale	7
Embarras gastrite	17
Zona	2
Angine tousillaire	13
Parotidite	1
Affection cardiaque	2
Scorbut	1
Grippe	2
Colique hépatique	2
Bronchite	15
Fièvre intermittente	1
Névralgie faciale	3
Pleurésie	1
Diarrhée	26
Fièvre typhoïde	2
Erysipèle	26
Kératite	1
Blépharite	2
Conjonctivite	15
Ascite	1

Maladies incidentes externes.

Accouchement	2
Ulcère variqueux	1
Abcès de la glande mammaire	1
Arthrite du genou	1
Luxation de la rotule	1
Fracture du radius	3
Fracture du col du fémure	2
Fracture de la clavicule	2
Fracture de la jambe (compliquée)	1
Fracture de la base du crâne	1
Abcès de la main	1
Abcès de la région latérale du cou	1
Abcès pharyngien	2
Eczéma	4
Ecthima	1
Plaie du pied	2
Entorse du pied	1
Entorse du poignet	1
Lymphangite à la jambe	1
Abcès du coude	2
Abcès de la jambe	3
Pemphigus	1
Anthrax	2
Gangrène sénile	1
Abcès du maxillaire	1
Hernie sus-ombilicale	1
Hernie inguinale	1
Phlegmon de la région latérale du cou	1
Phlegmon diffus de la jambe	1
Ga e	6

Le tableau ci-dessus a pour but de grouper les maladies incidentes qui ont été observées à l'Asile dans le courant de l'année 1881.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la variole, discrète ou confluente, s'est montrée sous forme épidémique. Elle a été relativement bénigne ; cependant sur dix-sept cas, elle a entraîné deux fois la mort de la malade.

Une autre affection a sévi avec intensitté et a revêtu également le caractère épidémique, c'est l'érysipèle. Il s'est presque toujours montré à la face et s'est terminé trois fois par la mort. Les précautions nécessaires pour éviter la contagion avaient été prises, une infirmerie spéciale recevait les aliénées qui en étaient atteintes.

La diarrhée, cette maladie si rebelle et si commune chez les aliénées, a fait de fréquentes apparitions. On sait qu'elle est produite, la plupart du temps, par une lésion de l'innervation qui modifie profondément les sécrétions et par suite le fonctionnement régulier des organes. Chez une de nos malades, la nommée Gav....., elle existait depuis des mois et avait résisté à toute espèce de traitemént médical. Cessant toute médication pharmaceutique,

nous lui prescrivîmes 250 grammes de viande crue à prendre chaque jour, un mois de ce régime suffit pour amener la guérison complète et un relèvement remarquable des forces de la malade. Nous sommes convaincu que ce traitement doit être préféré à tout autre, dans certaines formes d'entérite chronique.

Nous avons déjà vu qu'il s'était produit deux accouchements à l'Asile ; le dernier nécessita notre intervention pour l'extraction du placenta ; mais les suites de couches furent normales pour les deux et ne présentèrent aucune particularité digne d'être notée.

Notre tableau signale un certain nombre de fractures qui eurent en général pour siège les os des membres. Ces solutions de continuité s'étant produites avant notre arrivée, elles n'ont pu nous fournir aucune observation intéressante. Nous ajouterons cependant qu'elles sont toutes arrivées à guérison à l'exception de deux : une fracture du col du fémur chez une femme très âgée et une fracture spontanée de la clavicule produite par la contraction musculaire chez une malade qui présentait depuis longtemps une tumeur à cette partie du squelette. Nous étions à Bailleul depuis quelques jours lorsque se produisit un fait que nous croyons devoir rapporter. La nommée L....., fille de service, ayant glissé sur le parquet, fit une chute sur le dos ; l'occiput porta violemment sur le sol et il se produisit pendant p usieurs jours un écoulement du liquide céphalo-rachidien par le nez et par l'oreille droite. En même temps, L..... accusait une douleur très vive à la partie temporo-occipitale du même côté, douleur qui était fixe et augmentait avec les mouvements de la mastication rendue très difficile. Nous diagnostiquâmes une fracture de la base du crâne. Le repos le plus absolu fut ordonné et après quelque temps de traitement, nous pûmes constater la disparition de tout symptôme pathologique.

Traitement.

Nous croyons devoir présenter quelques considérations générales sur les moyens curatifs que nous mettons le plus souvent en usage. Ces moyens sont de deux ordres et constituent ce que l'on désigne sous le nom de traitement physique et de traitement moral. Ce dernier, qui ne peut être défini ni décrit en quelques mots, est, à nos yeux, de la plus grande importance, surtout en ce qui concerne certaines maladies telles que la lypémanie, la monomanie et la folie morale.

La première indication, à ce point de vue, est l'emploi de l'isolement. Cette mesure ne souffre pas d'exception et tous les médecins sont d'accord pour la prescrire. En soustrayant l'aliéné à ses habitudes, à sa manière de vivre, à son entourage, on détermine chez lui des sensations nouvelles ; on lui fournit, pour ainsi dire, les matériaux nécessaires pour changer la nature de ses impressions et, partant, de ses idées. En outre, il arrive quelquefois que la cause de la maladie existe au sein de la famille et la première indication en aliénation mentale, comme dans les autres branches de la pathologie, est de faire disparaître cette cause. « Souvent, dit Gruecker, il arrive qu'un aliéné, toujours furieux » chez lui, devient calme aussitôt après son admission dans un établissement spécial. — » C'est que les causes qui provoquaient sa fureur ont disparu ; il est éloigné des personnes

» envers lesquelles il est animé de sentiments hostiles ; l'ordre et la discipline qui règnent
» autour de lui en imposent et éloignent toute résistance de sa part. »

Le raisonnement, dans certains cas, peut être d'une grande utilité ; mais à la condition d'être employé avec beaucoup de tact. C'est surtout dans la période de décroissance de la maladie que ce moyen doit être mis en usage ; car dans la période ascendante ou même stationnaire, on arriverait presque toujours à un résultat opposé à celui que l'on voudrait obtenir.

Le travail manuel, l'exercice en plein air, les travaux agricoles, sont d'une précieuse ressource et forment une partie essentielle du traitement moral. Un grand nombre de nos malades sont employées aux champs, au jardin, à la cuisine, à la buanderie, aux soins du mobilier, de la lingerie, à la couture..., etc. Autant que faire se peut, nous nous efforçons de leur donner une occupation en rapport avec leurs habitudes antérieures, leurs goûts, leur éducation première. En même temps que ces divers travaux font une heureuse diversion à leurs préoccupations maladives, ils contribuent grandement à l'amélioration de leur état physique, en développant l'appétit et leur faisant respirer un air plus pur.

Comme moyens curatifs se rattachants aux précédents, citons encore les promenades, la lecture, la musique et quelquefois les représentations scéniques.

Quelle que soit l'utilité du traitement moral, il existe une infinité de cas où le traitement physique ne peut être suppléé. Toutes les fois qu'on a à combattre une forte agitation, chez les maniaques par exemple, la médication la plus énergique et qui donne les meilleurs résultats, consiste dans l'emploi des bains tièdes de trois à quatre heures de durée, accompagnés d'affusions froides sur la tête. La douche en pluie ou en jet, pendant une ou deux minutes, est encore très utile, et certaines malades dont les fonctions de la moëlle sont alanguies, telles que les gâteuses, voient leur état s'améliorer sous l'influence de ce traitement. Par l'emploi de la douche en jet sur le rachis, au niveau de la région lombaire, on arrive à relever les forces toniques et à enrayer l'inertie des sphincters.

La médication pharmaceutique proprement dite comprend surtout l'usage des purgatifs et des sédatifs. Les premiers sont indiqués toutes les fois qu'on remarque la paresse de l'intestin ou qu'on veut obtenir une dérivation puissante. Chez les aliénées qui sont encore lucides ou qui acceptent volontiers ce qu'on leur donne, nous employons les purgations minérales ou l'huile de ricin. Chez celles, au contraire, et elles sont nombreuses, qui récusent toute intervention médicale, nous employons une substance purgative non rapide, que nous avons soin de faire mettre dans leur café au lait ou dans leur boisson.

Les sédatifs dont nous obtenons les meilleurs resultats sont le bromure de potasssium, la morphine, le chloral que nous donnons isolément ou associés.

Si l'emploi des médicaments que nous venons d'énumérer doit être surveillé avec soin, il n'en est plus de même de la médication tonique et reconstituante qui est destinée à jouer un rôle de premier ordre dans le relèvement des forces physiques. La physiologie a démontré combien la surexcitation de l'activité psychologique entraîne rapidement l'usure des éléments nerveux ; il est donc urgent de subvenir par des moyens appropriés aux forces organiques qui s'épuisent. C'est pour obéir à cette indication que nous ordonnons le sirop de fer ; l'huile de foie de morue, le quinquina, l'arséniate de soude, les phosphates

alcalins, l'alcool... Avons-nous besoin d'ajouter que ces prescriptions pour être efficaces, doivent être accompagnées d'une alimentation saine et abondante.

Si dans la pratique ordinaire, le rôle du médecin est terminé lorsqu'il a délivré son ordonnance, il n'en est plus de même lorsque les malades sont des aliénées. Il nous est arrivé souvent, comme il arrive dens tous les asiles, que certaines malades, sous l'influence de conceptions maladives et d'hallucinations ont refusé de prendre leurs aliments. Après avoir épuisé les divers moyens qu'on emploie d'ordinaire pour vaincre cette fâcheuse obstination, nous avons été obligé d'employer la sonde œsophagienne pendant un temps qui a varié de un à dix jours, et nous avons été assez heureux pour arracher plusieurs de ces infortunéés à une mort inévitable.

Recherches anatomo-pathologiques.

Vingt-sept autopsies ont été pratiquées avec soin pendant le courant de l'année 1881. Nous avions eu d'abord l'idée de publier ces observations dans le présent compte-rendu, mais en raison de leur caractère purement technique et de la grande extension qu'aurait donnée leur insertion à ce rapport, nous avons cru devoir simplement les mentionner. Elles sont, du reste, déposées aux archives où l'on pourra toujours les consulter.

Je ne saurais terminer le compte-rendu, Monsieur le Préfet, saus vous dire combien le médecin en chef de l'Asile de Bailleul a été secondé avec intelligence et dévouement par M. le docteur Raynaud, médecin-adjoint, et par M. Gouy, interne en médecine.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur le Préfet, votre très-humble et très-dévoué serviteur,

Dr BAYLE.

Bailleul, le 20 Juin 1882.

ASILE PRIVÉ D'ALIÉNÉS DE LOMMELET.

COMPTE-RENDU

SUR LE

SERVICE MÉDICAL POUR L'ANNÉE 1881.

Par le Docteur **BOUCHAUD**,

MÉDECIN EN CHEF DE L'ASILE.

CHAPITRE 1er.

Mouvement général de la population.

Pendant l'année 1881, outre un chiffre élevé d'admissions et un accroissement notable de la population de l'Asile, nous avons eu peu de décès et un grand nombre de guérisons. Les résultats obtenus ont été ainsi des plus satisfaisants.

Voici en quelques mots l'ensemble des changements qui se sont opérés d'une manière générale dans le personnel des malades.

Le 1er janvier 1881, le nombre des aliénés de l'Asile de Lommelet s'élevait à 564. Ce nombre se composait de 261 malades admis sur la demande de leurs familles et de 303 placés par ordre de l'autorité.

Comme parmi les volontaires 5 avaient été reçus gratuitement et que parmi les placés d'office 13 étaient payants, il en résulte qu'il y avait 269 pensionnaires et 295 indigents.

Si de ces derniers on retranche 3 malades du département de la Somme et 5 de quelques autres départements, il reste 287 aliénés entretenus aux frais du département du Pas-de-Calais.

On compte 119 admissions pendant le courant de l'année 1881. Ce nombre se compose de 72 volontaires et 47 d'office.

Comme 9 malades sortis non guéris ont été réintégrés après une absence de courte durée, il s'en suit que le nombre réel des entrées est de 110.

De ces 119 malades admis, 83 sont entrés pour la première fois, 19 par suite de récidive, 9 par suite de réintégration et 8 par suite de transfèrement d'un autre Asile.

Si au nombre des malades existant le 1er janvier on ajoute celui des admis pendant l'année, soit 119+564, défalcation faite des 9 réintégrés, on obtient le chiffre de 674 comme total des malades traités en 1881.

Les sorties, au nombre de 68, comprennent 50 volontaires et 18 d'office. Elles se répartissent ainsi : guérisons 35; améliorations 15; transfèrement dans un autre Asile 2; sortis pour autres causes 16.

Les décès, tous déterminés, un seul excepté, par des causes naturelles, ont atteint le chiffre de 44. Le total des extinctions, c'est-à-dire des sorties et des décès est donc de 112.

Si nous retranchons le nombre des extinctions réelles de l'ensemble des malades traités pendant l'année, nous obtenons 571 comme chiffre des malades existants au 31 décembre 1881.

Cette somme se décompose en 263 volontaires dont 4 indigents et 308 placés d'office dont 14 pensionnaires, ce qui donne : pensionnaires 273; indigents 298.

L'ensemble des journées de présence s'élève à 203,132.

Si on divise ce nombre par 365, on obtient comme moyenne des malades pour chaque jour de l'année 556,4.

Le tableau suivant fera saisir d'une manière plus nette l'ensemble de ce mouvement général.

Mouvement général.

Nombre des existants le 1er janvier 1881.	Volontaires	261	Pensionnaires	256	564
			Indigents	5	
	D'office	303	Pensionnaires	13	
			Indigents	290	
Admissions	Volontaires	72	Pour la première fois	83	117
			Par récidive	19	
	D'office	47	Par réintégration	9	
			Par transfèrement	8	
Sorties	Volontaires	50	Par guérison	35	68
			Par amélioration	15	
	D'office	18	Par transfèrement	2	
			Autres causes	16	
Décès	Volontaires	20	Par causes naturelles	43	44
	D'office	24	Autres causes	1	
Total des malades traités	Volontaires	333			683
	D'office	350			
Extinctions, Sorties et décès	Volontaires	70			112
	D'office	42			
Existants le 31 décembre 1881	Volontaires	263	Pensionnaires	259	571
			Indigents	4	
	D'office	308	Pensionnaires	14	
			Indigents	294	
Total des journées de présence					203.132
Moyenne des malades par jour					556.4

Pour rendre plus intelligible la classification des malades existant au 31 décembre 1881 en volontaires et d'office, pensionnaires et indigents, nous la reproduisons avec développement sous la forme suivante :

						Entretenus par	
Existants le 31 décembre 1881.	Volontaires 263	Pensionnaires 259		Nord	111	les familles.
				Autres départements.	148	Id.
		Indigents 4		Angleterre	1	l'asile
				Cher	1	Id.
				Nord	1	Id.
				Russie	1	Id.
	D'office 308	Pensionnaires 14		Pas-de-Calais	9	les familles.
				Somme	3	Id.
				Nord	1	Id.
				Côtes-du-Nord	1	Id.
		Indigents 294		Pas-de-Calais	291	le départem.
				Somme	3	l'asile.

Il est bon de comparer les données principales du mouvement général de 1881 avec celles des cinq années précédentes ;

Population le 1er janvier.	Entrées.	Sorties.	Décès.	Extinctions.	Population le 31 décembre.	En plus.
1876	487	106	48	51	99	494	9
1877	494	127	62	58	123	498	7
1878	498	118	65	38	103	513	15
1879	513	117	55	47	102	528	15
1880	528	136	67	33	100	564	36
1881	564	119	68	44	122	571	7

On voit, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer dans les rapports précédents, que la population de l'Asile suit une marche régulièrement croissante et que cet accroissement pour l'année 1881 a été de 7.

On serait tenté de croire, d'après ces résultats, que le nombre des aliénés dans notre pays augmente sans cesse et que cette progression est considérable.

Bien que les statisques générales semblent prouver qu'il en est ainsi, il serait téméraire cependant, d'après le champ restreint où nous avons puisé les éléments de la nôtre, de soutenir une conclusion semblable.

La conclusion serait d'autant plus hasardée que si on compare ensemble les pensionnaires et les indigents, on constate que, pendant quelques années, c'est presque uniquement sur la première catégorie que portait l'accroissement et que depuis deux ans c'est l'inverse que l'on constate.

Le tableau suivant, qu'il est inutile de faire remonter à une époque plus reculée, prouve

ce que nous avançons. Les indigents du Pas-de-Calais y sont mentionnés d'une manière spéciale, et comme les nombres se rapportent à une population déterminée, on pourra en déduire des conséquences d'une certaine valeur.

Totaux de la population.		Volontaires.	D'office.	Indigents du Pas-de-Calais.
1er janvier	1872	432	180	252	241
Id.	1873	447	195	252	240
Id.	1874	465	202	263	243
Id.	1875	478	214	264	246
Id.	1876	485	219	268	252
Id.	1877	494	228	266	251
Id.	1878	498	231	267	251
Id.	1879	513	230	283	265
Id.	1880	528	232	296	276
Id.	1881	564	261	303	287
31 décemb.	1881	571	263	308	291

Ainsi du 1er janvier 1872 au 31 décembre 1881, la population a augmenté de 139, et tandis que de 1872 à 1877 le nombre des indigents du Pas-de-Calais n'avait augmenté que de 10 unités, alors que celui des pensionnaires s'était accru de 48, on voit de 1877 à 1881 celui des indigents augmenter de 40 et celui des pensionnaires de 35 seulement. Enfin en 1881 le nombre des pensionnaires s'est accru de 2 et celui des indigents du Pas-de-Calais de 4.

Comme le chiffre de la population du Pas-de-Calais a subi sans doute un certain accroissement pendant ces derniers temps, on peut admettre que la proportion des aliénés n'a pas sensiblement augmenté malgré l'accroissement du nombre des indigents.

Pour qu'on puisse apprécier les changements survenus dans le personnel de l'Asile pendant l'année, il est bon de faire connaître quel était approximativement le chiffre afférent à chacune des diverses formes d'aliénation mentale au 1er janvier 1881. La situation sous ce rapport était celle-ci :

Folie simple	Curables	65
	Pronostic douteux	45
	Folie chronique, démence	298
Folie épileptique		51
Paralysie générale.		26
Idiotie, Imbécilité		99
		564

CHAPITRE II.

Admissions.

Les admissions pour l'année 1881 ont atteint le nombre de 119. Elles se subdivisent ainsi :

	Pensionnaires.	Indigents.	
Volontaires.....	72	» = 72	119
D'office	2	45 = 47	

C'est une diminution de 17 sur le nombre de 1880 et un chiffre supérieur à celui des années précédentes.

On peut voir par le tableau suivant quelle est la progression suivie depuis 8 ans par le nombre des entrées.

	Entrées.	Pensionnaires.	Indigents.
1874	108	69	39
1875	102	65	37
1876	105	71	35
1877	127	73	54
1878	118	72	46
1879	117	65	52
1880	136	91	45
1881	119	74	45

Le nombre des indigents a été moins considérable qu'en 1877 et 1879 mais supérieur à ceux des autres années et il semble devoir suivre une marche légèrement progressive.

Le tableau suivant fera connaître de quels pays proviennent les différents malades admis en 1881.

Volontaires.		d'Office.	
Nord	36	Pas-de-Calais	45
Pas-de-Calais	22	Nord	1
Seine.....	1	Calvados.....	1
Somme.....	2		
Ardennes.....	1		
Meurthe-et-Moselle.	1		
Rhône	1		
Alsace-Lorraine	1		
Belgique.....	3		
Hollande	1		
	72		47 = 119

Ces 119 malades ont été admis dans les conditions suivantes :

		Volontaires.	D'office.	
Pour la première fois		48	35	= 83
Par suite de récidive		15	4	= 19
Par réintégration		7	2	= 9
Par transfèrement	de Belgique	»	1	= 1
	de France	2	5	= 7
		72	47	119

Nous avons établi une différence au sujet des malades transférés, entre ceux venus de Belgique et ceux venus des asiles de France, parce que les premiers devraient être comptés dans la statistique générale comme nouveaux, c'est-à-dire entrant pour la première fois dans nos asiles français.

Les 9 réintégrations s'appliquent à des malades qui, retirés par leurs familles avant la guérison, ont été replacés très peu de temps après leur sortie.

Il est très important, au point de vue du pronostic, de savoir de quelles formes d'aliénation nos malades étaient atteints au moment de leur entrée.

En voici la nomenclature :

Manie	Suraiguë	1
	Aiguë	29
	Chronique	4
Lypémanie	Mélancolie	21
	Hypocondrie	4
	Stupeur	2
	Avec idées de suicide	4
	Avec idées de persécution	2
Folie circulaire		1
Folie morale		3
Folie épileptique	Idiotie	6
	Manie	3
	Démence	1
Folie alcoolique	Manie	4
	Démence	1
Paralysie générale		19
Démence	Simple	4
	Sénile	2
	Organique	1
Imbécilité		
Idiotie		5
		119

On voit immédiatement, par ce tableau, où nous ne devrions pas tenir compte des réintégrés qui ne sont pas des malades nouveaux et qui étaient atteints d'affections, déjà un peu anciennes, qu'un grand nombre de nos entrants n'offraient aucune chance de guérison.

Numériquement, la manie et la lympémanie tiennent le premier rang, et si ces formes procurent, avec la folie alcoolique, le plus grand nombre de guérisons quand elles sont encore à l'état aigu, il n'en est plus ainsi des espèces suivantes : de la folie épileptique, qui ne guérit que très exceptionnellement, de la paralysie générale, de la démence et de l'idiotie qui ne guérissent jamais. Or ces derniéres formes constituent une part considérable du nombre des admis.

La paralysie générale progressive s'est présentée dans une proportion au moins égale à celle des années précédentes. Nous avons reçu en effet 19 cas sur 119 admissions. C'est une proportion de 17,3 °/°. Antérieurement il y avait :

En	Admis.	Paralysie générale.	Proportion.
1874	168	16	15 °/°
1875	102	23	22 54
1876	106	12	10 35
1877	123	18	14.6
1878	118	18	15.3
1879	117	19	17
1880	136	21	16.1
1881	119	19	17.3

Le chiffre des épileptiques n'a pas diminué puisque nous trouvons 10 épileptiques au lieu de 14, 10 et 9, indiqués dans les années 1878, 1877 et 1876. Celui des idiots et des imbéciles est sensiblement le même.

Cherchons maintenant parmi les diverses circonstances qui accompagnent l'admission celles qui peuvent encore fournir quelques lumières à l'étude des malades qui nous occupent.

Relativement aux époques des entrées, nous constatons ce qui suit :

Janvier	7	Juillet	13
Février	8	Août	12
Mars	12	Septembre	6
Avril	13	Octobre	5
Mai	8	Novembre	8
Juin	14	Décembre	13
			119

Le développement de la folie ne semble pas avoir de rapport avec les saisons. Si en 1877 le nombre des admissions pendant la saison chaude a atteint le chiffre de 49 et celui de l'autre saison 74, en 1878, un rapport inverse a été observé, puisque les chiffres obtenus furent pour le printemps et l'été 66 et pour l'automne et l'hiver 52 : en 1879, nous trouvons des chiffres à peu près égaux : 67 d'avril à septembre et 68 d'octobre à mars, en 1880 nous trouvons pour la saison froide 63 et pour la saison chaude 75 ; enfin en 1881 nous trouvons pour la saison froide 53 et pour la saison chaude 66.

Pour le début de l'aliénation avant l'admission, les dates fournies ont été les suivantes :

DATE DU DÉBUT AVANT L'ENTRÉE.

Au-dessous de 1 mois	4
De 1 mois à 3 mois	15
De 3 mois à 6 mois	27
De 6 mois à 1 an	12
De 1 an à 2 ans	6
De 2 ans et au-dessus	3
De la naissance	6
De la 1re enfance	11
Inconnue, indéterminée	35
	119

Ainsi, comme cela est trop fréquent, la maladie, au moment de l'entrée de l'aliéné dans l'asile, était déjà ancienne et, dans la majorité des cas, remontait à plus de trois mois et même à quelques années.

Puisqu'il est avéré que les affections mentales guérissent d'autant plus facilement que que l'application du traitement subit moins de retard, ne serait-il pas désirable que cette indication fut mise à exécution, et s'il n'y a pas lieu d'espérer de voir tomber les répugnances instinctives des familles pour la séquestration du malade dans un asile, aussitôt qu'apparaissent les premiers indices de l'affection mentale et avant qu'elles aient reconnu l'inutilité des médications ordinaires, au moins ne pourrait-on pas demander aux administrations de moins temporiser quand il s'agit de l'admission des indigents ?

La classification d'après l'âge au moment de l'entrée nous a donné les résultats suivants :

AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.

Au dessous de 15 ans	4
De 15 à 20 ans	8
— 20 à 25 —	14
— 25 à 30 —	7
— 30 à 35 —	15
— 35 à 40 —	17
— 40 à 50 —	25
— 50 à 60 —	17
— 60 à 70 —	11
— 70 à 80 —	4
— 80 et au-dessus	»
	119

D'après ce tableau, la folie se déclare surtout dans l'âge moyen de la vie. Elle est rare avant 20 ans et si elle apparaît à un âge avancé, c'est plutôt alors sous forme de démence.

Quant à l'époque de la vie où la maladie a débuté, il est plus difficile d'obtenir des renseignements précis. Voici néanmoins les résultats approximatifs auxquels nous sommes arrivé :

AGE AU DÉBUT DE L'ALIÉNATION.

Au-dessous de 15 ans	16
De 15 ans à 20 ans	4
De 20 — à 25 ans	12
De 25 — à 30 ans	8
De 30 — à 35 ans	11
De 35 — à 40 ans	15
De 40 — à 50 ans	21
De 50 — à 60 ans	15
De 60 — à 70 ans	8
De 70 — à 80 ans	4
De 80 — et au-dessus	»
Inconnu	5
	119

D'après les données qui précèdent, ce serait entre 30 et 50 ans que la maladie débuterait le plus ordinairement.

En ce qui concerne l'instruction, les malades admis pendant l'année se répartissent ainsi :

Instruction nulle	20
Sachant lire et écrire	60
Intruction moyenne	30
Instruction supérieure	4
Inconnu	5
	119

Le nombre des malades ayant un certain degré d'instruction est relativemeut considérable. Cela s'explique par le chiffre élevé des pensionnaires par rapport à celui des indigents.

Relativement à l'état civil, les malades se classent comme il suit :

Célibataires	64
Mariés	45
Veufs	9
Inconnu	1
	119

Bien qu'il faille retrancher quelques jeunes malades et des idiots du nombre des célibataires, il n'en est pas moins évident que ceux-ci, étant aux hommes mariés dans le rapport de 64 à 45, constituent une trop forte majorité.

Notre statistique confirme ainsi la manière de voir de tous les aliénistes, qui insistent sur les avantages de la vie calme et régulière du mariage et sur les conséquences souvent fâcheuses du célibat.

Si nous cherchons quel était le lieu habité par les malades, nous trouvons à peu près.

DOMICILE	
Villes	60
Campagnes	45
Inconnu, indéterminé	14
	119

Le nombre supérieur des habitants des villes, en comprenant sous ce nom les agglomérations de 4,000 âmes environ et au-dessus, s'explique en partie par cette considération que le nombre de nos pensionnaires est considérable et que ceux qui vivent dans l'aisance ont une tendance à préférer le séjour des villes à celui de la campagne..

Néanmoins nous sommes porté à admettre que les excès auxquels exposent les grandes villes exercent une influence désastreuse sur la vie morale des individus et sont par cela mêmeune cause fréquente d'aliénation.

Les professions diverses exercées par les malades admis en 1881 peuvent être classées de la manière suivante :

PROFESSIONS.		
Professions libérales.	Ecclésiastiques	3
	Médecins	»
	Professeurs	»
	Étudiants	1
	Collégiens	1
	Huissier	»
	Notaires	3
	Pharmaciens	1
Militaires et marins		4
Industrie et commerce.	Industriels	3
	Négociants	11
	Employés	4
	Comptables	4
	Divers	2
Professions manuelles.	Maîtres	9
	Ouvriers	22
	Domestiques	2
Professions agricoles.	Journaliers	7
	Cultivateurs	14
Rentiers, Propriétaires		4
Sans profession		16
Inconnues		8
		119

Il est diffiicile de tirer une conclusion de l'ensemble de ce tableau. Il ne l'est pas moins d'obtenir un résultat satisfaisant au point de vue scientifique de l'étude des causes au sujet desquelles les détails commémoratifs sont habituellement trés incomplets ou manquent entièrement.

Voici les renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet :

CAUSES.

Hérédité	30
Alcoolisme	5
Sénilité	3
Onanisme	3
Convulsions dans l'enfance	8
Fièvre typhoïde	4
Chute	2
Lésion dn cerveau	2
Frayeur	»
Chagrin	10
Pas de causes connues	52
	119

A part l'influence connue de l'hérédité, de l'alcoolisme et de la sénilité, l'action des autres causes prédisposantes ou déterminantes est très difficile à mettre en évidence.

Récidives.

Sur 119 admissions, nous comptons 19 récidives, soit 15.9 %. Il s'agissait douze fois de la 1re, quatre fois de la 2me, deux fois de la 3me et une fois de la 4me récidive.

Nous ne tenons compte que des récidives constatées par l'admission dans un asile et non des accès antérieurs insuffisants pour entraîner la séquestration ; ce qui augmentrait singulièrement le nombre obtenu.

Comme les rechutes ont lieu le plus souvent dans le courant de l'année qui suit la sortie, c'est là une preuve qu'elle est à redouter quand la mise en liberté est prématurément accordée.

Avant de parler des sorties et des guérisons, il est bon de jeter un coup d'œil sur le degré de curabilité des diverses espèces de folies admises pendant l'année. Sous ce rapport, les malades peuvent être classés ainsi :

Curables	34
Dont le pronostic est douteux	32
Incurables	53
	119

CHAPITRE III.

Sorties. — Guérisons.

Pendant l'année 1881, 68 malades ont quitté l'asile. Les motifs de la sortie ont été les suivants :

	Volontaires.	D'office.	
Par suite de guérison.	20	15	= 35
Par suite d'amélioration	14	1	= 15
Par suite de transfèrement	»	2	= 2
Pour autres causes.	16	»	= 16
	50	18	= 68

Parmi ces derniers nous comptons ceux qui ont été retirés par leurs familles pour divers motifs et avant la guérison.

Nous ne parlerons pas spécialemest de ces malades, ni de ceux qui ont été transférés dans d'autres asiles, ou qui sont sortis simplement améliorés, pour insister davantage sur ceux qui sont partis guéris.

Par rapport aux malades traités les guérisons nous donnent une proportion de 5 03 % et par rapport aux admissions celle de 31,9 %. Ce sont en effet les chiffres que l'on obtient, si l'on compare les 35 guérisons aux 683 malades traités et aux 110 malades admis pour la première fois ou par suite de récidive. On ne saurait tenir compte, dans le dernier groupe des malades réintégrés.

Si nous comparons le nombre des guérisons à ceux des années précédentes, nous voyons qu'il s'éloigne peu de la moyenne.

	Admissions.	Guérisons.	Proportions %
1875	102	30	30. 38
1876	106	26	24. 53
1877	126	24	09
1878	118	36	29. 81
1879	117	30	27. 1
1880	136	35	27.1
1881	119	35	31.82

La proportion des guérisons pour l'année 1881 serait naturellement plus favorable, si les familles ne retiraient trop souvent les malades avant la complète guérison et si le nombre des sujets susceptibles de guérir n'était ainsi forcément diminué.

Pour qu'on puisse se rendre compte de la nature des affections mentales dont étaient atteints ceux qui sont sortis guéris, nous avons dressé le tableau suivant :

	Guérisons.	Amélioration.
Manie	18	3
Mélancolie	12	3
Hypocondrie	2	»
Lypémanie avec stupeur	1	»
Démence sénile	»	2
Paralysie générale	»	4
Folie alcoolique	2	»
Epilepsie	»	3
Imbécilité	»	»
	35	15

Si on consulte le tableau concernant la forme des maladies mentales de ceux qui sont entrés, on peut voir que la guérison s'adresse spécialement à la manie aiguë et à la lypémanie.

Les aliénés atteints de folie alcoolique, qui guérissent généralement quand l'affection est récente, ont fourni un faible contingent de guérisons à cause du petit nombre de ceux qui ont été admis en 1881.

Il est bon de remarquer que chez quelques-uns de nos malades sortis simplement améliorés, l'influence de la vie de famille a eu pour résultat de faire disparaître rapidement les dernières traces de la maladie.

Les données relativement à l'âge sont les suivantes.

Au-dessous de 15 ans	»
De 15 ans à 20 ans	1
De 20 à 25 ans	4
De 25 à 30 ans	6
De 30 à 35 ans	5
De 35 à 40 ans	5
De 40 à 50 ans	6
De 50 à 60 ans	3
De 60 à 70 ans	4
De 70 à 80 ans	»
Inconnu	1
	35

Les maladies mentales ont une évolution lente et générale. C'est ce dont on peut se convaincre quand on considère le temps nécessaire pour en assurer la guérison.

DURÉE DU SÉJOUR.

Au-dessous de 1 mois	3
De 1 mois à 3 mois	10
De 3 mois à 6 mois	10
De 6 mois à 1 an	5
De 1 an à 2 ans	1
De 2 ans à 3 ans	5
De 3 ans et au-dessus	1
	35

Ainsi le traitement exige habituellement plusieurs mois ; mais quand il dépasse certaines limites, le pronostic s'aggrave. On voit en effet qu'après deux ans de séjour, il reste peu d'espoir et que les guérisons deviennent absolument rares, quand le malade est resté plusieurs années dans un asile.

Les affections mentales exigent toujours un traitement de longue durée, mais elles guérissent d'autant plus sûrement et plus vite que le traitement est appliqué à une période plus voisine du début. C'est ce que démontre l'exposé suivant :

DATE DU DÉBUT AVANT L'ENTRÉE.

Au-dessous de 1 mois	2
De 1 mois à 3 mois	4
De 3 mois à 6 mois	6
De 6 mois à 1 an	5
De 1 an à 2 ans	1
De 2 ans et au-dessus	»
Date indéterminée ou inconnue	17
	35

Les malades guéris sont sortis aux époques indiquées par le tableau suivant :

Janvier	3	Juillet	3
Février	5	Août	4
Mars	4	Septembre	1
Avril	4	Octobre	»
Mai	5	Novembre	2
Juin	»	Décembre	4
	21		14 = 35

CHAPITRE IV.

Décès.

Nous avons eu 44 décès pendant l'année 1881.
Ce nombre qui se compose de :

	Pensionnaires.	Indigents.			
Volontaires	20	»	=	20	44
D'office	1	23	=	24	

nous donne, par rapport à la totalité des malades traités, soit 683, une mortalité de 6,3 % et par rapport à la population moyenne, soit 556, une mortalité de 7,9 %.

Cette proportion est bien inférieure à la plupart de celles des années précédentes, comme on peut le voir par le tableau suivant :

Années.	Population moyenne	Décès	Proportion
1874	473.27	40	8. 45
1875	477.96	44	9. 20
1876	492.47	51	10. 36
1877	494	58	11. 72
1878	505.50	38	7. 33
1879	531.77	47	8. 84
1880	546.0	33	6. 04
1881	556.4	44	7. 9

Elle est en particulier très inférieure à celle que donne l'ensemble des aliénés de la France. Dans le rapport général sur le service des aliénés en France publié, en 1874, par MM. les Inspecteurs généraux, nous trouvons le tableau suivant :

PROPORTION POUR CENT DES DÉCÈS CALCULÉE

	Sur la population moyenne.	Sur la population traitée.
Hommes	13.52	10.17
Femmes	9.67	7.67
Deux sexes	11.49	8.80

La mortalité a donc été, en 1881, exceptionnellement faible. Cependant, si on la compare à la mortalité de l'ensemble de la population ordinaire qui n'est guère que de 2,19 o/o, on peut voir que l'aliénation est véritablement une maladie toujours très grave. Cette gravité varie avec les formes de l'aliénation, ainsi que le prouve le tableau suivant où nous avons consigné le contingent de décès fournis par chaque catégorie d'aliénés :

Manie suraiguë		»
Manie aiguë		5
Id. chronique		4
Lypémanie		7
Démence	Visanique	6
	Alcoolique	»
	Sénile	1
	Organique	1
Folie épileptique		1
Paralysie générale		12
Idiotie		7
		44

Si on se rappelle les nombres afférents à chacune de ces catégories de malades, on peut constater les résultats suivants :

La paralysie générale, comme on pouvait le prévoir, puisqu'elle est fatalement mortelle et à bref délai, fournit relativement le plus grand nombre de décès. Quand on songe qu'au 1er janvier 1881 le chiffre des paralysies générales était de 26 seulement et que pendant l'année il en est entré 19, on ne peut s'empêcher de trouver que le chiffre de la mortalité est vraiment effrayant.

La folie épileptique a produit un nombre de décès de beaucoup inférieur à celui des annees precédentes. La démence, la folie chronique et l'idiotie ont fourni nn contingent assez considérable.

Quant à la manie aiguë et à la lypémanie, le chiffre est, comme par le passé, très élevé relativement au nombre de malades atteints dé ces deux formes d'aliénation. C'est naturel. Les maniaques, continuellement surexcités, s'épuisent promptement et les lypémaniaques, qui souvent refusent de manger et de prendre de l'exercice, éprouvent des accidents non moins fâcheux.

Les données relatives à l'âge n'offrent qu'un médiocre intérêt.

En voici le résultat :

Au-dessous de 15 ans	»
De 15 à 20 ans	»
De 20 à 25 ans	3
De 25 à 30 ans	»
De 30 à 35 ans	4
De 35 à 40 ans	6
De 40 à 50 ans	11
De 50 à 60 ans	4
De 60 à 70 ans	10
De 70 à 80 ans	6
De 80 et au-dessus	»
	44

Si la mort frappe particulièrement les malades âgés de plus de 35 ans, c'est que cette époque est celle où les malades sont le plus nombreux et que plus ils avancent dans la vie, moins ils se trouvent en état de résister aux atteintes des maladies qui peuvent les frapper.

Les dangers que font courir les affections mentales se manifestent sur tout à l'époque de leur apparition, pendant la période aiguë. C'est ce que démontre le tableau suivant, si on veut bien remarquer que la durée du séjour dans l'asile est sensiblement en rapport avec l'époque du début de la maladie.

DURÉE DU SÉJOUR.

Moins de 8 jours	1
De 8 à 15 jours	1
De 15 jours à 1 mois	2
De 1 mois à 3 mois	4
De 3 mois à 6 mois	6
De 6 mois à 1 an	4
De 1 an à 2 ans	9
De 2 ans à 5 ans	5
De 5 ans et plus	12
	44

Ainsi l'aliénation est d'autant plus grave qu'elle est plus récente puisque la moitié des décès est fournie par ceux qui sont nouvellement arrivés et n'ont pas même séjourné un an dans l'asile.

Quand, en effet, la maladie est passée à l'état chronique, que les fonctions organiques ont repris leur cours normal, l'aliéné devient moins sujet aux accidents de toutes sortes et peut vivre de longues années.

Comme le reste de la population, les aliénés sont soumis aux influences atmophériques. Aussi fournissent-ils le plus grand nombre de décès aux époques où la mortalité commune est le plus élevée. C'est ce qui résulte des chiffres suivants :

Janvier.....	8	Juillet	4
Février.....	10	Août.....	1
Mars.....	3	Septembre	4
Avril.....	5	Octobre	1
Mai.....	4	Novembre	2
Juin	»	Décembre ...	2
	30		14 = 44

Ainsi c'est en hiver et en automne que les décès ont été le plus nombreux.

Les maladies qui ont amené la mort, et qu'il importe de connaître, peuvent se classer d'après les lésions anatomiques et les organes atteints, de la manière suivante :

Abcès de la fosse iliaque.....	1
Manie aiguë.....	3
Hémorragie cérébrale	1
Ramollissement cérébral.....	1
Tumeur du cerveau.....	1
Hémorragie méningée.....	1
Crises épileptiformes.....	1
Paralysie générale.....	8
Paralysie ascendante.....	1
Cancer de l'estomac	1
Cancer du foie.....	1
Pleurésie.....	»
Péritonite	1
Pleuro-Pneumonie.....	2
Pneumonie.....	2
Maladie du cœur.....	1
Phthisie	6
Epuisement, décrépitude..... ..	5
Mort subite	4
Asphyxie.....	1
Suicide.....	1
Mal épileptique	1
	44

Le nombre de ceux qui ont succombé uniquement aux suites de la paralysie générale est, on le voit, considérable.

Le nombre de décès par suite de phtisie n'est pas moins grand.

Le chiffre des morts subites est relativement considérable et on serait fort embarrassé si on voulait en donner une explication satisfaisante, Les autopsies que nous avons faites ne nous ont point éclairé à ce sujet.

Maladies incidentes.

Si la mortalité chez les aliénés dépasse les limites ordinaires, les maladies ne sont pas moins fréquentes. Voici, en effet, le nombre assez élevé de celles qui nous ont semblé devoir être signalées :

Fièvre typhoïde	1
Fièvre synoque	2
Angines	6
Embarras gastrique	13
Vomissements	8
Diarrhée	25
Ictère	2
Ulcère de l'estomac	1
Bronchite	14
Pneumonie	5
Pleuro-Pneumonie	4
Pleurésie	2
Phthisie pulmonaire	12
Affection du cœur	5
Palpitations	5
Albuminurie	7
Œdéme local	20
Id. général	5
Névralgie	4
Zona	1
Rhumatisme musculaire	3
Rhumatisme articulaire	2
Erysipèle	3
Variole	»
Lymphangite	3
Adenite	4
Furoncles-Anthrax	10
Phlegmons, Abcès	18
Plaies, ulcères	23
Othematome	8
Favus	3
Eczema	6
Contusions	15
Fracture de la cuisse	1
Fracture de la clavicule	2
Id. de l'humérus	1
Arthrite	2
Entorse	2
Panaris	8
Rétention d'urine	3
Hémorragie cérébrale	2
Ramollissement du cerveau	1
Hémorragie méningée	1
Congestion cérébrale	4
Myelite	2
Attaques épileptiformes répétées	10
Brûlures	2
Rupture de l'urèthre	1
Cyelit	1
Eschores	12
Polyves	1
Fistules à l'anus	1

Nous ajouterons peu de considérations aux réflexios qui naissent d'elles-mêmes en présence de ce tableau.

Nous n'avons eu à traiter, comme on le voit ,que les maladies habituelles auxquelles les aliénés sont sujets. Les maladies du tube digestif et des voies respiratoires ont été fréquentes. La débilité surtout est une des manifcstations de la folie à sa dernière période et, malgré les soins hygiéniques les plus attentifs, elle n'a point cessé de se montrer très fréquemment. Quant aux petits accidents, légers et sans gravité, ils sont toujours très nombreux.

Aucune épidémie n'a apparu, bien qu'il en ait existé aux environs ; ce qui peut tenir à l'observation des lois de l'hygiène toujours suivies aussi scrupuleusement que possible.

Nous devons donner quelques détails sur le suicide que nous avons eu à déplorer. On verra quelle surveillance rigoureuse on doit exercer en pareille circonstance. Le malade venait d'un asile de Paris où déjà il avait fait plusieurs tentatives de suicide. Sa conduite fut l'objet de la plus vigilante attention. Calme et raisonnable par moments, il était souvent tourmenté par ses impulsions morbides qui le portaient à se détruire. Pour l'empêcher de réaliser ses sinistres projets, on l'envoyait pendant le jour dans la section des agités, et la nuit il couchait à l'infirmerie, dans la salle du veilleur. Un lien passé autour du bras le fixait à son lit et on cachait ses vêtements. Une nuit, s'apercevant qu'un malade, méritant une certaine confiance et jouissant d'une certaine liberté, avait par mégarde laissé son passe-partout près de son lit, il profite de l'absence momentanée du surveillant, coupe ses entraves en cuir avec un morceau de verre pointu dont il s'était préalablement muni, va chercher ses vêtements là où il s'était aperçu qu'on les déposait et sort de l'infirmerie. Une fois dans le clos, il choisit un des arbres les plus élevés et monte se pendre à son sommet.

Cette pendaison a présenté ceci de remarquable, que le malade n'était point entièrement suspendu. Ses pieds étaient restés fixés sur une branche et son corps était légèrement penché en avant, soutenu seulement par le lien passé autour du cou.

Restants.

Nous avons vu quelle était la population de l'asile au 1er janvier 1881. Nous avons étudié ensuite les changements survenus par le fait, d'un côté des admissions, de l'autre des extinctions, c'est-à-dire des sorties et des décès, et nous avons constaté quelle était, au 31 décembre 1881, la population de l'asile.

Population au 1er janvier 1881	564
Entrées	119
Sorties et Décès	112
Population au 31 Décembre	571

Faisons connaître maintenant ce que sont ces 571 malades, afin de pouvoir établir quelques probabilités au sujet de l'exercice 1882. Relativement aux diverses spèces de folies dont ils sont atteints, ils se répartissent approximativement comme il suit :

Folie simple		
Folie chronique	....	390
Démence		
Paralysie générale		27
Folie épileptique		56
Imbécilité, Idiotie		98
		571

Enfin, à un autre point de vue qui permet de prévoir avec plus de précision ce qu'on pourra obtenir du traitement, on peut, par rapport à la curabilité, les classer à peu près ainsi :

Curables		70
Pronostic douteux		50
Folie chronique		
Démence		
Paralysie générale	....	451
Folie épileptique		
Idiots, Imbéciles		
		571

On est surpris de constater que le nombre des curables est relativement très faible. C'est que l'asile n'est exclusivement ni un hôpital, ni un hospice, mais l'un et l'autre. On y reçoit en même temps les malades susceptibles de guérison et ceux pour lesquels on ne saurait concevoir un pareil espoir. On est donc forcément réduit à ne compter que sur un petit nombre de succès.

A ce sujet heaucoup d'aliénistes se demandent s'il ne serait pas préférable de séparer ces deux sortes de malades.

Quoiqu'il en soit de cette question quin'est pas près de recevoir en pratique une solution définitive, nous croyons inutile, pour le moment, de rechercher quel serait le meilleur parti à prendre.

CHAPITRE V.

Traitement.

Nous avons suffisamment insisté dans les rapports précédents sur les moyens thérapeutiques dont nous faisons usage pour qu'il soit inutile de nous étendre longuement sur ce sujet. Nous n'émettrons en conséquence que quelques idées générales.

Comme toujours, nous avons regret de constater l'absence de l'intervention médicale à cette première période de la maladie où un œil exercé peut pressentir le mal, mais que méconnaissent ordinairement ceux qui entourent le malade.

Il est également fâcheux de voir que l'aliéné n'est pas secouru dès que la maladie a éclaté. Sa famille hésite à le séquestrer, elle patiente et, trop tard bien souvent, elle se

décide à recourir aux moyens qui, au début, auraient donné les meilleurs résultats.

En effet il est généralement reconnu que l'isolement est la première condition d'un bon traitement. Il consiste surtout dans le changement du milieu, car l'isolement absolu serait le plus souvent très fâcheux. Il suffit que le malade soit soustrait aux causes qui ont donné naissance à son affection pour que, n'étant plus soumis aux mêmes impressions, les idées qui en étaient la conséquence tendent à disparaître. La réflexion survient, la raison reprend son empire et l'équilibre des qualités psychiques se rétablit.

L'isolement accompagné d'une bonne hygiène pourrait suffire dans un certain nombre de cas, mais le médecin possède d'autres moyens puissants qu'il ne doit pas négliger.

Ces moyens qui constituent le traitement curatif sont de deux ordres : les uns sont physiques, les autres moraux.

Moyens physiques. — Comme précédemment, les bains nous ont rendu les plus grands services, les bains prolongés surtout, avec irrigation continue d'eau froide sur la tête pendant toute la durée du bain. On voit souvent le malade très agité, très difficile à maintenir, sous l'influence de cet excellent moyen de sédation, devenir calme et tranquille. Cett amélioration peut n'être pas permanente dès les premiers jours, mais souvent elle s'établit graduellement et définitivement.

Les bains excitants, toniques sont d'une utilité moins immédiate, mais également précieux.

Nous employons cependant de préférence la douche qui, étant suivie d'une réaction franche, produit des effets plus puissants.

Nous devons rappeler qu'un vaste bassin a été construit pour rendre accessible au plus grand nombre les bienfaits de la balnéation. Les bains, en effet, ne sont pas seulement comme moyens curatifs, mais au point de vue de l'hygiène, ils sont encore d'une incontestable utilité, surtout quand il s'agit de gens comme les aliénés, qui n'ont aucun soin de leur personne et dont la malpropreté est extrême. La piscine ajoutée aux salles d'hydrothérapie, assez spacieuse pour contenir 10 à 15 malades à la fois, a fonctionné régulièrement pendant l'été et a permis d'administrer des bains frais à tout le personnel de l'asile. Tant au point de vue le la santé que de la propreté, il y a là, à notre avis, une une amélioration de la plus haute importance.

Des changements non moîs utiles ont été apportés à la salle consacrée à l'hydrothérapie. Bien qu'elle fût déjà fort convenable, elle a été cependant agrandie et elle est actuellement non seulement spacieuse, mais encore très belle en même temps que très complète. Le nombre des appareils ayant été augmenté et les diverses variétés d'instruments acquises, désormais on pourra administrer l'eau froide sous toutes les formes voulues.

On a encorr introduit d'autres améliorations dans divers services. Neus noterons en particulier l'établissement d'un calorifère pour chauffer le quartier des agités. Passant la

nuit seuls dans leurs cellules, sujets par suite de leur agitation à se découvrir et exposés par l'épuisement dû à cette même agitation, à subir l'influence fâcheuse des basses températures, ces malades ont besoin plus que les autres d'une douce chaleur. Un appareil à air chaud en leur procurant une atmosphère pure et convenablement chauffée, leur rendra ainsi les plus grands services. Le même moyen sera incessamment employé à chauffer quelques dortoirs des gâteux qui, par leur débilité, sont encore plus exposés à subir les effets pernicieux des températures extrêmement basses.

On s'occupe aussi avec soin à rechercher tout ce qui peut être utile à la santé des malades et on s'efforce d'exécuter progressivement tout ce qui paraît recommandable sous ce rapport.

Nous ne mentionnerons pas tous les médicaments dont nous avons continué à faire usage : Ils sont on ne peut plus variés, tant sont nombreux et divers les accidents pathologiques qui s'observent chez les aliénés. Ce serait vouloir passer en revue toutes les substances qui sont du domaine de la pharmacie. Rappelons simplement que les groupes des médicaments le plus souvent employés ce sont les calmants, les purgatifs, les révulsifs et surtout les toniques sous toutes les formes.

Traitement moral. — Tous les aliénistes s'accordent à reconnaître qu'il est indispensable de joindre le traitement moral au traitement physique.

Ce n'est pas quand l'agitation maniaque est excessive et dans les cas de lypémanie avec stupeur, mais quand l'amélioration se manifeste et que la maladie n'enlève plus au malade tout empire sur lui-même, qu'il faut chercher à faire diversion aux pensées qui préoccupent les individus, et par des paroles douces, des procédés bienveillants à faire naître chez eux des sentiments de confiance et de sympathie, de manière à déraciner les illusions et les jugements faux.

C'est alors que des entrevues avec des membres de la famille ou des personnes chères, si elles sont convenablement ménagées, peuvent propuire des effets surprenants.

C'est surtout sur les avantages que procure un travail approprié qu'est fondé le traitement moral. Aussi dans tous les asiles cherche-t-on à occuper les aliénés.

L'exercice en plein air est particulièrement utile. Les travaux agricoles et ceux du jardinage ont une supériorité hygiénique incontestable sur les travaux sédentaires. L'air confiné pourrait facilement devenir nuisible dans ce deruier cas, si on ne prenait certaines précautions. Aussi a-t-on soin d'aérer les locaux habités et de donner aux malades de fréquentes récréations.

Il est regrettable que les malades des villes préfère ce genre d'occupations auxquelles ils sont accoutumés.

Toutefois le travail quelqu'il soit. opère une diversion dans les idées et moralise en en chassant la tristesse et l'ennui et en procurant le repos de l'âme.

Les principales occupations auxquelles se livrent la plupart de nos aliénés sont indiquées dans le tableau suivant :

Travaux extérieurs.	Agriculture	70
	Jardinage	10
	Basse-cour	17
	Terrassements, etc	23
Bâtiments et mobiliers.	Maçons	3
	Charpentiers, couvreurs	2
	Menuisiers	3
	Serruriers	6
	Peintres, vitriers	2
Occupations sédentaires.	Mannelier	1
	Cordonniers	10
	Tissage, filage, tricotage	22
	Travaux à l'aiguille	45
	Écriture	6
	Autres	»
Buanderie, blanchissage, vestiaire		36
Travaux de ménage		108
Cuisine		28
Boulangers		3
Boucher		1
Total des malades occupés		396
Id. id. inoccupés		150
Pour la population moyenne de		546

En somme on s'efforce de fournir à chacun le genre de travail qui lui convient, mais l'habitude d'une vie oisive s'oppose à ce que beaucoup d'aliénés puissent ainsi bénéficier d'un moyen aussi précieux de procurer à l'esprit un repos nécessaire.

Il faut alors recourir à d'autres distractions et la promenade vient utilement combler ce vide. Tous les jours on en fait de nombreuses et de très longues dans l'enclos et les jardins de l'établissement.

Mentionnons spécialement les promenades au dehors auxquelles les malades sont habitués depuis fort longtemps. Ces longues courses à la campagne et même en ville sont recherchées avec avidité et procurent à tous la plus grande satisfaction.

Nous ne ferons que mentionner le gymnase, la bibliothèque, les salles de lecture et les jeux nombreux et variés, billards, etc., dont il a été question dans les rapports précédents.

La musique vocale et instrumentale est recherchée avec ardeur : elle compte de nombreux adhérents qui s'adonnent à cet art avec bonheur.

Le théâtre a continué à donner des représentations. Les acteurs montrent un entrain admirable et les auditeurs écoutent avec une joie et un silence dont on est surpris.

Le cercle est également toujours en honneur. Les dimanches et jours de fêtes on voit réunis pour participer à des jeux, à des amusements, à des rafraîchissements ceux que leur conduite en rend dignes. Être privé de cette réunion est une punition grave et énergiquement sentie. Aussi les malades qui ont commis une faute et que l'on menace de cette peine se hâtent-ils de faire amende honorable.

Le Médecin en chef de l'Asile des aliénés de Lommelet,
Dr BOUCHAUD.

CHAPITRE V.

Service des Mines.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF

sur la situation du service pendant l'année 1881.

I. — MINES DE HOUILLE.

Production.

Les résultats de l'année 1881 ont été sensiblement moins satisfaisants que ceux de l'année 1880 pour les exploitations houillères du département du Nord. Quoique les prix de vente aient peu varié, la production a diminué dans une proportion notable pour plusieurs Compagnies. La production totale des houillères du département s'est élevée en 1881 à 3,671,702 tonnes, c'est un chiffre inférieur de 29,887 tonnes à celui de 1880, mais supérieur toutefois à l'extraction réalisée dans les années qui ont précédé 1880, ainsi qu'on peut le vérifier sur le tableau suivant qui donne les chiffres de production relatifs aux 10 dernières années.

ANNÉES.	EXTRACTION.	ANNÉES.	EXTRACTION.
	Tonnes.		Tonnes.
1872	3.226.707	1877	3.286.658
1873	3.437.241	1878	3.240.004
1874	3.260.793	1879	3.273.513
1875	3.356.696	1880	3.701.589
1876	3.376.414	1881	3.671.702

Dans un second tableau, nous mettons en regard les chiffres de production relatifs aux années 1880 et 1881 pour les diverses Compagnies, et nous indiquons les variations d'une année à l'autre.

COMPAGNIES.	EXTRACTION. 1881.	EXTRACTION. 1880.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Anzin	2.284.158 (*)	2.383.603 (*)	»	99.445
Aniche	636.508	606.030	30.478	»
Escarpelle	296.638	285.681	10 957	»
Douchy	208.291	193.640	14.651	»
Vicoigne	135.471	116.278	19.193	»
Fresnes-Midi	73.137	76.396	»	3.259
Azincourt	37.299	39.150	»	1.851
Marly	200	811	»	611
TOTAUX	3.671.702	3.701.589	75.279	105.166
		DIMINUTION.	29.887 tonnes.	

On voit qu'il y a augmentation du chiffre de l'extraction pour plusieurs des Compagnies les plus importantes. La diminution totale a été de 29,887 tonnes sur une production totale de 3,701,589 tonnes, soit 0,8 %.

Ouvriers. Le personnel des mines de houille a légèrement augmenté en 1881, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

	1881	1880	1879	1878
Ouvriers du fond	16.026	16.098	15.243	16.157
Ouvriers du jour	4.675	4.561	4.247	4.048
Totaux	20.701	20.659	19.490	20.205

Il y a donc eu, en 1881, une légère diminution sur le chiffre des ouvriers du fond et une augmentation à peu près égale sur le chiffre des ouvriers du jour.

(*) Il y a lieu de remarquer que les chiffres donnés ici ne sont pas toujours d'accord avec ceux de la statistique semestrielle. Pour la Compagnie d'Anzin, en particulier, les chiffres de la statistique semestrielle représentent l'extraction brute, escaillage non compris ; les chiffres donnés dans ce rapport correspondent à la production nette en houille marchande, après triage des pierres, y compris l'escaillage livré aux ouvriers.

Production par ouvrier du fond.

La production moyenne par ouvrier du fond s'est élevée à 229 tonnes ; elle a été à très peu près la même que l'année précédente. Les résultats obtenus à ce point de vue par les diverses Compagnies sont assez variables, ainsi qu'on peut le reconnaître d'après le tableau qui suit :

COMPAGNIES.	PRODUCTION PAR OUVRIER DU FOND.	
	1881.	1880.
	Tonnes	Tonnes
Anzin	209	220
Aniche	271	264
Escarpelle	309	286
Douchy	264	227
Vicoigne	272	254
Fresnes-Midi	275	209
Azincourt	184	174

Salaires.

Le total des salaires payés, en 1881, a été de 20,529,406 fr., ce qui correspond à 991 fr. 70 de salaire annuel moyen par ouvrier du fond et du jour.

En 1880, le total des salaires était de 20,077,772 fr., et correspondait à 971 fr 16 de salaire moyen par ouvrier.

Il y a donc eu une augmentation sensible.

Le tableau suivant permet de faire la même comparaison pour les diverses Compagnies houillères :

COMPAGNIES.	SALAIRE MOYEN PAR OUVRIER.	
	1881.	1880.
Anzin	1.002 f. 36	991 f. 06
Aniche	949 . 03	878 . 92
Escarpelle	1.108 . 88	1.062 . 64
Douchy	1.083 . 94	1048 . 75
Vicoigne	859 . 64	823 . 82
Fresnes-Midi	1.076 . 75	767 . 94
Azincourt	688 . 44	762 . 27

Si l'on compare pour les diverses Compagnies, les salaires au nombre des tonnes extraites, on obtient des chiffres représentant la dépense en main-d'œuvre par tonne de houille. Ces chiffres varient, soit d'une Compagnie à la voisine, soit d'une année à la suivante, ainsi que l'indique le tableau suivant :

COMPAGNIES.	PRIX de la main-d'œuvre par tonne de charbon.	
	1881.	1880.
Anzin	6 f. 34	5 f. 64
Aniche	4 . 74	4 . 81
Escarpelle	4 . 67	4 . 74
Douchy	5 . 76	6 . 06
Vicoigne	3 . 95	4 . 10
Fresnes-Midi	4 . 96	4 . 71
Azincourt	5 . 65	5 . 39

On voit que l'augmentation de la dépense en main-d'œuvre, de 1880 à 1881, a été notable pour les Compagnies d'Anzin, Fresnes et Azincourt ; pour les autres Compagnies il y a eu une légère diminution.

Prix de vente.

Les prix de vente moyens réalisés par les Compagnies ont été à peu près les mêmes que ceux de l'année 1880, ainsi qu'on peut le reconnaître sur le tableau suivant qui met en présence les chiffres relatifs aux années 1881 et 1880 :

COMPAGNIES.	PRIX de vente par tonne.	
	1881.	1880.
Anzin	11f.64	11f.49
Aniche	10.78	10.85
Escarpelle	11.56	11.67
Douchy	11.94	12.24
Vicoigne	8.57	9.57
Fresnes-Midi	8.96	10.19
Azincourt	12.75	13.41

Fosses. Le nombre des fosses en exploitation pendant le cours de l'année 1881 a été de 46. Le nombre des fosses en creusement ou en préparation a été de 3.

En voici la répartition par Compagnie :

COMPAGNIES.	FOSSES en exploitation.	FOSSES en creusement ou en préparation.
Anzin	19	1
Aniche	9	1
Escarpelle	5	»
Douchy	5	»
Vicoigne	3	»
Fresnes-Midi	2	»
Azincourt	2	»
Marly	1	»
Crespin	»	1
TOTAUX	46	3

FAITS D'EXPLOITATION.

Nous passerons successivement en revue les diverses Compagnies houillères et nous indiquerons sommairement les faits se rapportant à l'exploitation de l'année qui vient de s'écouler.

Compagnie d'Anzin. La Compagnie d'Anzin a eu en 1881, 19 fosses en activité, de même que l'année précédente. Une fosse nouvelle, celle de Lambrecht, a été mise en service vers le milieu de l'année, mais par contre, la fosse Amaury, abandonnée vers la fin de 1881, n'a pas été reprise.

L'extraction annuelle moyenne par fosse a été de 120,775 tonnes, chiffre sensiblement égal à celui de l'année précédente.

A la fosse Renard, la production journalière moyenne, calculée sur 300 jours de travail, a atteint le chiffre de 920 tonnes. Le chiffre de 500 tonnes a été dépassé aux fosses Chabaud-Latour, Casimir Périer, St-Marck, Réussite et Thiers.

Les travaux de foncement de la fosse d'Escaudain ont été poursuivis avec activité pendant le second semestre de l'année 1881.

Compagnie d'Aniche.

La Compagnie d'Aniche a eu 9 fosses en exploitation, soit le même chiffre que l'année précédente; la fosse l'Archevêque est la seule dont l'extraction journalière moyenne ait dépassé le chiffre de 300 tonnes (elle a atteint 360 tonnes).

Les travaux de reconnaissance de la fosse Roucourt ont été poursuivis activement au moyen de la perforation mécanique.

Compagnie de l'Escarpelle.

La Compagnie de l'Escarpelle a eu 5 fosses en activité; à l'une d'elles, la fosse N° 4, l'extraction moyenne a dépassé le chiffre de 400 tonnes. La fosse N° 1 n'a été en extraction que pendant 5 mois; elle a été mise en chômage au 1er juin pour cause de réparations importantes à faire subir à la colonne du puits.

Compagnie de Douchy.

La Compagnie de Douchy a eu 5 fosses en activité sur 8; les 3 autres fosses ont été consacrées au service de l'aérage.

Compagnie de Vicoigne.

Trois des fosses de la Compagnie de Vicoigne ont été en activité en 1881; la 4e est restée en chômage d'une manière permanente, de même que les années précédentes.

Compagnie de Fresnes-Midi.

La Compagnie de Fresnes-Midi a eu 2 fosses en extraction, la fosse Soult dans la concession d'Escaupont, et la fosse St-Pierre dans la concession de Thivencelles.

Compagnie d'Azincourt.

La Compagnie d'Azincourt a eu 2 fosses en activité; la seule où l'exploitation ait été régulière est la fosse St-Roch. A la fosse St-Édouard, où l'on n'a fait que des explorations, l'extraction n'a pu être qu'intermittente, vu l'irrégularité du gisement.

Compagnie de Marly.

Les travaux de la fosse St-Saulve de la Compagnie de Marly ont été poursuivis dans le courant du 1er semestre, sans donner de meilleurs résultats que l'année précédente. Cette fosse a été abandonnée le 1er mai 1881.

Compagnie de Crespin.

Les travaux de foncement de l'avaleresse de Quiévrechain ont été poursuivis avec activité dans le courant de l'année dernière. La profondeur atteinte au 31 décembre 1881, était de 145 mètres.

Travaux de recherches.

Il n'a été exécuté pendant le courant de l'année aucun travail de recherche par les Compagnies autres que celles qui sont concessionnaires, et que nous venons de passer en revue.

Concessions inexploitées.

Les concessions de St-Aybert, de Bruille, de Château-l'Abbaye, d'Hasnon et d'Annœullin sont restées inexploitées pendant tout le cours de 1881, de même que pendant le cours des années précédentes.

Demandes en concession.

Aucune demande en concession ou extension de périmètre n'est en instance devant l'administration.

Accidents. Les accidents survenus en 1881 dans les mines de houille ont occasionné la mort de 11 ouvriers, ce qui correspond à une victime pour 1,889 ouvriers. La proportion avait été en 1880, d'une victime pour 1,721 ouvriers ; en 1879, d'une victime pour 812 ouvries.

Résumé. Le tableau qui suit donne, dans un résumé succinct, les principaux chiffres relatifs à l'exploitation des mines de houille du département du Nord pendant les années 1880-1881.

	1881	**1880**
Concessions exploitées ou explorées	16	16
» en chômage	5	5
Extraction	3.671.702 t.	3.701.589 t.
Fosses en activité.....	46	46
» en préparation	3	4
Nombre des ouvriers du fond	16.026	16.098
» » jour	4.675	4.561
Nombre total des ouvriers	20.701	20.659
Production par ouvrier du fond.....	229 t.	230 t.
Salaires totaux	20.529.406 f.	20.077.772 f.
Salaire moyen par ouvrier	991 f. 70	971 f. 86
Salaire par tonne de charbon	5 59	5 42
Prix de vente par tonne	11 34	11 37

Consommation de la houille. Nous ajouterons ici les chiffres relatifs à la consommation de la houille dans le département ; ces chiffres sont utiles pour donner une idée exacte de la situation industrielle. Ils ont été réunis dans le tableau ci-dessous donnant les consommations comparées en 1880 et 1881, ainsi que les provenances diverses des houilles consommées :

PROVENANCES.	CONSOMMATION.	
	1880.	**1881.**
	Tonnes.	Tonnes.
Houilles du Nord.....	2.277.204	2.293.689
— du Pas-de-Calais.	1.325.923	1.495.857
— de Mons et du Centre.....	741.242	865.335
— de Charleroi	522.899	431.011
— d'Angleterre	18.606	14.068
— des bassins allemands	600	250
TOTAUX.....	Tonnes. 4.886.474	Tonnes. 5.100.210

Il ressort de ces tableaux qu'il y a eu, en 1881, une augmentation de consommation de 213,736 tonnes par rapport à 1880, soit 4 % environ.

II. — TOURBIÈRES.

Sur les 4 tourbières situées dans l'arrondissement de Dunkerque (vallée de la Colme), une seule a été exploitée en 1881 ; elle a produit 43 tonnes de tourbes d'une valeur totale de 540 francs.

III. — MINES DE FER.

Les mines de fer concédées dans le département du Nord sont au nombre de 6. Aucune n'a été exploitée en 1881.

IV. — CARRIÈRES.

Le tableau ci-après présente un résumé statistique des carrières exploitées dans le département du Nord pendant l'année 1881.

DÉSIGNATION.	Carrières souterraines.		Carrières à ciel ouvert.	
	Nombre.	Ouvriers.	Nombre.	Ouvriers.
Marbre	»	»	60	176
Calcaire, pierre à chaux	30	142	166	535
Pierre à paver, à bâtir	7	16	213	558
Silex	»	»	37	69
Sable	»	»	232	454
Marne et terre glaise	»	»	64	192
TOTAUX	37	158	772	1.984

Les carrières souterraines sont situées principalement dans les environs de Lille, Faches, Haubourdin, Hellemmes, Lesquin, Lezennes, Loos, Phalempin, Seclin, et dans les environs de Valenciennes, Ribécourt, Vendegies-sur-Écaillon, Petite-Forêt de Raismes, La Sentinelle, St-Saulve, Hordain et Avesnes-le-Sec.

Le nombre des accidents constatés dans le courant de l'année 1881 a été de 4, ayant entraîné la mort de 2 ouvriers et des blessures graves à 2 autres.

V. — MÉTALLURGIE.

Nous donnons dans le tableau qui suit le résumé de la production des usines à fer du département du Nord, pour les années 1880 et 1881 :

DÉSIGNATION.	1881.		1880.	
	QUANTITÉS.	PRIX.	QUANTITÉS.	PRIX.
Fonte d'affin. et de moul. en 2e fusion	239.419 tonnes	71 fr. »	223.424 tonnes	68 fr. »
Fers marchands	217.531	170 »	237.498	170 »
Rails	19.263	175 »	24.848	175 »
Fers spéciaux	62.257	165 »	58.952	165 »
Tôles	23.677	260 »	23.058	250 »
Acier Bessemer	47.784	190 »	42.865	224 »

On reconnaît à l'inspection de ce tableau que les prix moyens des produits métallurgiques n'ont pas varié sensiblement en 1881. La production a augmenté dans une proportion notable pour la plupart des produits.

Usine à zinc d'Auby.

L'usine à zinc d'Auby-lez-Douai a produit, en 1881, 10,445 tonnes de zinc brut vendues au prix moyen de 387 fr. 50. La production, en 1880, avait été de 8,368 tonnes.

VI. — APPAREILS A VAPEUR.

Statistique sommaire.

117 usines à vapeur nouvelles ont été mises en activité en 1881, dans le département du Nord ; 25 ont été supprimées. Le nombre total des usines du département renfermant des appareils à vapeur s'élevait à 3,420 au 31 décembre 1881.

Une seule explosion d'appareils à vapeur s'est produite en 1881, et une seule personne a été tuée dans cet accident.

L'Ingénieur en Chef des Mines,

H. PESLIN.

PONTS ET CHAUSSÉES.

SERVICE HYDRAULIQUE.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

Exposé sommaire de la situation.

La situation géographique du département du Nord, la grande richesse de son agriculture et l'immense développement de son industrie y donnent une extrême importance aux attributions confiées aux Ingénieurs des Ponts et Chaussées, sous le nom de service hydraulique.

Ce service a à traiter chaque année un grand nombre d'affaires qui engendrent des questions très délicates, tant au point de vue du droit administratif qu'en ce qui touche l'art de l'Ingénieur. Il comprend les dessèchements et les améliorations agricoles, les curages, les irrigations, les usines à eau établies sur les cours d'eau navigables, le service de la pêche fluviale pour ces cours d'eau, le drainage et le service hydrométrique et l'annonce des crues.

I. — Dessèchements.

Les associations syndicales de dessèchement, établies dans le département du Nord, sont au nombre de 14, embrassant une étendue de 59,540 hectares.

Les dépenses qu'elles ont faites se sont élevées en 1881 comme il suit :

Entretien. — Pour 58,792 hectares 201,654 fr. 07, soit par hectare 3 fr. 43.

Travaux neufs. — Pour 10,623 hectares 68,662 fr. 83 c.

Ces dessèchements sont compris dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES TERRAINS.	Superficie	DATE de L'ASSOCIATION.	DÉPENSES EN 1881. ENTRETIEN. Total.	ENTRETIEN. par hectare	Travaux neufs.	Observations.
	h. a.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1° Prairie de Château-l'Abbaye et de Mortagne.....	120 »	24 octobre 1838.	320 »	2 66	»	
2° Vallée de la Hayne et de l'Escaut.	3697 »	23 thermidor an VII. 2 octobre 1837.	13540 48	3 66	»	
3° Marais de Bruay et de l'Épaix ...	340 »	14 octobre 1846.	1664 10	4 89	»	
4° Prairies de Flines-lez-Mortagne..	140 »	14 mai 1850.	287 »	2 05	»	
5° Marais de la Vergne.....	113 »	7 juillet 1856. 4 février 1876.	3783 »	33 48	»	
6° Vallée de la Naville.....	416 »	16 août 1859.	7080 35	17 02	»	
7° Vallée de la Scarpe.....	10792 »	16 novembre 1834.	19115 »	1 77	»	
8° Vallée de la Sambre. — Haute-Sambre (rive droite). à Maroilles.	723 »	Ordonnance royale du 19 juin 1837. Décret du 14 juin 1851 Décret du 28 déc. 1867. Arrêté préfectoral du 8 septembre 1875.	1226 40	1 69	»	
8° Vallée de la Sambre. — Id. (rive gauche) à Hachette	64 »	Ordonnance royale du 19 juin 1837.	»	»	»	
8° Vallée de la Sambre. — Moyenne-Sambre, à Berlaimont..	434 »	Décret du 14 mai 1851	»	»	8662 83	Reste à dépenser 13803 17
8° Vallée de la Sambre. — Basse-Sambre à Maubeuge.	»	Décret du 14 mai 1851.	»	»	»	
9° Waëteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 1re section..	9298 »	Ordonnance du 8 février 1870 et décret du 29 janvier 1852.	43305 69	4 87	» »	
9° Waëteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 2e id....	10189 »		13770 81	1 35	60000 »	
9° Waëteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 3e id....	8509 »		26805 18	3 15	»	
9° Waëteringues de l'arrondissement de Dunkerque. — 4e id....	10884 »		43273 06	3 98	»	
10° Grande et Petite Moëres.....	2091 »	17 avril 1806.	8293 »	3 97	»	
11° Marais de Lauwin-Planque.....	250 »	»	»	»	»	
12° Près Duhem.....	76 »	9 avril 1856.	275 »	3 60	»	
13° Marais de Bourlain et Trith.....	189 »	3 février 1864.	1915 »	9 98	»	
14° Marais de la Deûle.....	1223 »	17 février 1866.	15000 »	12 26	»	
Totaux.....	h. a. 59540 »		fr. c. 201654 07		fr. c. 68662 83	

Les détails qui suivent suffiront pour donner une idée exacte de la situation actuelle de ces utiles associations et des améliorations projetées.

1° *Prairies de Mortagne et de Château-l'Abbaye.* — Ce desséchement est dans une situation satisfaisante. Le syndicat maintien en bon état d'entretien le courant des Balles, artère principale de dessèchement des prairies.

2° *Vallée de la Hayne el de l'Escaut.* — Le syndicat de la Hayne et de l'Escaut constitue la plus importante des associations de dessèchement existant dans l'arrondissement de Valenciennes ; il se borne à faire exécuter des travaux d'entretien qui sont complètement insuffisants pour améliorer la situation au point de vue des inondations. Les Ingénieurs du service hydraulique ont dressé un état détaillé des travaux à faire pour remettre ce dessèchement en bon état d'entretien ; le syndicat sera invité à faire exécuter ces travaux.

Les eaux de l'Escaut s'élèvent, pendant les grandes crues, à près de deux mètres au-dessus du niveau de la navigation dans la ville de Condé, et jusqu'à trois mètres au-dessus de ce niveau auprès de la frontière ; elles inondent le pays en refluant dans la Scarpe, ainsi dans le canal du Jard qui est l'émissaire général des eaux de dessèchement du côté droit de la vallée. Les mesures récemment étudiées pour remédier autant que possible à cette situation sont exposées ci-après :

C'est dans le bief d'Antoing qu'aboutissent tous les émissaires de dessèchement du Bas-Escaut et de la Scarpe : il est donc extrêmement important que les surélévations hebdomadaires du plan d'eau de ce bief soient supprimées, et que les eaux soient tenues constamment à l'amont de l'écluse belge d'Antoing, au niveau règlementaire de navigation qui a été fixé d'un commun accord en 1862. Cette question a été soumise à l'examen de la commission internationale des cours d'eau communs à la France et à la Belgique ; dans sa séance du 20 décembre 1881, cette commission a indiqué les mesures à prendre pour que les exhaussements du plan d'eau dans le bief d'Antoing puissent prendre fin dans le courant de 1883. Ces mesures consistent à accélérer l'achèvement des travaux entrepris en aval de Tournai, pour assurer la continuité de la navigation de l'Escaut belge et à interdire les exhaussements effectués dans l'intérêt des chantiers de bateaux établis en amont d'Antoing.

Un arrangement signé le 31 mai 1882, entre la France et la Belgique, et approuvé par décret du 12 juin a rendu exécutoires les mesures proposées par la commission internationale pour empêcher que la vidange du canal belge de Pommerœuil à Antoing n'occasionne des inondations sur le territoire français.

Le service de la navigation étudie le projet de redressement et d'endiguement du Bas-Escaut, entre Condé et la Belgique ; la compagnie d'Anzin étudie un projet de machines élévatoires dont l'établissement permettrait d'assainir la vallée.

3° *Marais de l'Epaix et de Bruay.* — Les travaux considérables exécutés par le syndicat depuis 10 ans, et le déplacement du barrage Lecuyer, ont permis d'améliorer considérablement la situation des terres de l'association. Les Ingénieurs du service hydraulique étudient, sur la demande du syndicat, un projet d'amélioration consistant à approfondir la principale artère.

4° *Prairies de Flines-lez-Mortagne.* — Ce dessèchement est dans un état satisfaisant. Le syndicat a fait curer en 1881 plusieurs artères, notamment la Calonne et le courant des Ourseaux.

5° *Marais de la Vergne.* — En 1881, le syndicat a exécuté des travaux d'endiguement sur la Vergne et ouvert une artère spéciale pour assurer le dessèchement du quartier l'Ecouffière, privé de communication directe avec le Jard, depuis que le cours de la Vergne a été rectifiée.

6° *Vallée de la Naville.* — Le dessèchement a été notablement amélioré pour l'approfondissement du lit de la Naville, et par l'abaissement des seuils d'entrée ou de sortie du siphon de Denain, situé à 1200 mètres en aval de Lourches.

7° *Marais de Boulain et Trilh.* — Pour améliorer ce dessèchement, il conviendrait d'établir une machine élévatoire.

8° *Vallée de la Scarpe.* — Le syndicat de dessèchement profite des curages et des reconstrustions d'ouvrages pour augmenter la section des artères pour le dessèchement et en relever les digues ; il a fait exécuter divers projets en vue de réparer les dégradations ou d'atténuer les inondations sur les points avariés ou menacés pendant les crues.

Lors de l'enquête ouverte sur l'avant-projet d'amélioration de la Scarpe inférieure, les interressés et le syndicat ont demandé que les travaux d'amélioration du dessèchement fussent exécutés par l'État. La commission d'enquête a indiqué les bases d'une transaction ; elle a été acceptée par le syndicat qui a renoncé à la règlementation des niveaux de la Scarpe, par l'aval des écluses, moyennant l'allocation par l'État d'une subvention de 135,000 francs. Cette subvention, qui a été accordée par le décret du 14 novembre 1881, sera employée à l'exécution des travaux suivants :

Dérivation de la Rache et du Bouchard, en aval de l'écluse de Lallaing ;

Dérivation de la Traitoire, au rivage du Noir ;

Dérivation du courant de Coutiches et dessèchement mécanique de Roost-Warendin.

Tous ces projets ont été soumis à l'administration, sauf celui de la dérivation de la Traitoire au rivage du Noir. Le projet de dérivation de la Rache a été approuvé par décision ministérielle en date dn 12 juin 1882.

Le projet de dérivation du Bouchard est soumis à l'enquête.

Une décision ministérielle du 3 décembre 1881, met à la charge de l'Administration le rehaussement des digues de la Rivierrette à St-Amand. Quoique cette dérivation de la Scarpe ne soit pas un des émissaires entretenus par le syndicat, ce travail améliorera des terrains qui paient la taxe du dessèchement, et, à ce titre, il intéresse à un haut dégré l'association.

L'administration supérieure n'a pas encore statué sur le projet de dérivation du courant de Coutiches, ni sur les projets qui ont été présentés également par le syndicat de la Scarpe pour l'amélioration des digues du Décours et de la Grande-Traitoire, ainsi que pour le dessèchement au moyen d'une machine à vapeur, des terrains bas qui sont situés sur les territoires de Roost-Warendin, Raimbeaucourt, Raches, Auby et Flers, et sont en presque totalité compris dans le périmètre du dessèchement de la vallée de la Scarpe.

9° *Vallée de la Sambre.* — La vallée de la Sambre, depuis Landrecies jusqu'à la frontière Belge, a été divisée en quatre syndicats, savoir :

Haute-Sambre, rive droite, siégeant à Maroilles ;

Haute-Sambre, rive gauche, siégeant à Hachette ;

Moyenne-Sambre, siégeant à Berlaimont ;

Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge.

Le syndicat de la Haute-Sambre, rive droite, a régularisé sa situation par l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la loi du 16 septembre 1807, et omises depuis la constitution de cette association ; il a été définitivement reconstitué par un arrêté préfectoral du 8 septembre 1875; il fonctionne bien et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Le syndicat de la Haute-Sambre, rive gauche, ne fonctionnait plus depuis plusieurs années ; les pouvoirs de la commission syndicale étant expirés, il a fallu procéder à de nouvelles élections.

Le syndicat de la Moyenne-Sambre, ne s'est constitué que pour la partie en amont de Berlaimont.

La commission syndicale est entrée en fonction. Le périmètre de l'association a été arrêté et approuvé, ainsi que le projet des travaux s'élevant à 22,466 fr. Ces travaux sont presque partout achevés, et les résultats obtenus sont satisfaisants.

Le syndicat de la Basse-Sambre, siégeant à Maubeuge, a été récemment reconstitué. Un grand nombre de propriétaires de Landrecies, ont demandé l'autorisation de se constituer en syndicat pour le dessèchement des prairies situées en amont de Landrecies. Cette demande a été soumise à l'enquête.

10° *Asssociation des Waëtringues du Nord.* — Le territoires des Waëteringues qui a gravement souffert depuis plusieurs années de l'abondance et de la persistance des

crues, a été moins éprouvé l'hiver dernier. L'alimentation s'est faite d'une manière satisfaisante.

Les projets de travaux en cours d'exécution ou à l'étude dans les services des ports et de la navigation sont conçus de manière à faire profiter, dans la plus large mesure possible, le dessèchement du pays des améliorations à réaliser. L'extension du port de Dunkerque pourra être très utile pour le dessèchement, car elle permettra sans doute d'obtenir la séparation complète des intérêts du déssèchement et du commerce. En attendant la réalisation fixée sur le tracé de la nouvelle enceinte de la ville de Dunkerque, l'administration veille avec la plus grande sollicitude à ce que les intérêts des Waëteringues, soient constamment sauvegardés.

Un crédit de 9,000 francs a permis d'établir un plan coté de la région Waëteringué avec nivellement des principaux cours d'eau. Ce travail sera très utile pour l'étude des améliorations à projeter. Comme on le verra ci-après, les commissions administratives des Waëteringues, poursuivent les améliorations les plus nécessaires, et s'imposent d'importants sacrifices pour leur réalisation.

1re *Section.* — Dans la première section comprise entre la côte, la rivière de l'Aa et le canal de Bourbourg, la situation laisse à désirer sous le rapport de l'ecoulement des eaux ; plusieurs parties basses du territoire, dans les bassins du Schelfvliet et du Nord-Gracht, souffrent de la situation trop prolongée des eaux, après les pluies persistantes et les fontes de neige. La question importante dans cette section est relative à l'écoulement des eaux du bassin du Schefvlliet par Gravelines.

Depuis la reconstruction de l'écluse Vauban, les eaux du Schelfliet, qui étaient autrefois jetées directement à la mer par l'écluse de la Tuerie, doivent parcourir les avant-fossés, longs, étroits et sinueux de la place de Gravelines où elles viennent se méler, en amont de l'écluse de chasse du port avec les eaux de l'Aa ; il en résulte qu'elles ne peuvent être évacuées par cette écluse que lorsque le niveau de la rivière a pu être suffisamment abaissé. Pour porter remède à cette situation, l'administration supérieure a reconnu la nécessité de restituer à l'écoulement du Schelfliet, son ancienne indépendance, et elle a décidé qu'un débouché spécial à la mer serait créé à cet effet aux frais de l'État, à l'est du port de Gravelines. Ce travail est en cours d'exécution et sera probablement terminé en 1883.

La commission administrative de la 1re section aura à s'occuper de son côté des moyens de tirer tout le parti possible de cette nouvelle voie d'évacuation, et notamment à exécuter les travaux nécessaires pour rendre le Schelfliet capable de dessècher convenablement les bas broucks de Loon : des études sont actuellement faites dans ce sens et elles paraissent devoir aboutir prochainement. La dépense s'élèvera à environ 300,000 francs : une subvention sera demandée à M. le Ministre de l'Agriculture.

En dehors de ces travaux, la 1re section poursuit avec beaucoup de soins, le rétablissement de la section normale de tous ces Watergands dont le curement paraît avoir été négligé depuis quelques années.

2e *Section*. — Elle est circonscrite par la rivière de l'Aa, et par les canaux de Bourbourg, de la Haute-Colme et de Bergues à Dunkerque; elle est divisée en 4 bassins principaux : celui de la Vieille-Colme et du Vliet, qui se dessèche par le canal de Bourbourg, à Bourbourg et à Cappenaxfort; celui de Duykergracht, qui s'égoutte par le canal de la Haute-Colme, en aval de Lynch; celui du Langhegracht dont les eaux s'écoulent dans le canal de Bergues aux 7 planètes, et enfin le petit bassin du Roodkamerdyck, dont l'artère principale se déverse également dans ce dornier canal, en aval de Bergues.

Les deux derniers bassins ont fait l'objet d'un projet définitif d'amélioration qui monte à 180,000 francs, et a donné lieu à une subvention de l'État de 60,000 francs, (*Décision ministérielle du 18 mai 1881*). Les travaux comprennent d'abord l'élargissement et le redressement du Langhegracht, de façon à le rendre complètement indépendant de la Colme, le dessèchement du bassin du même nom, et à porter l'action des abaissements du canal de Bergues jusqu'en aval de Lynck; cette amélioration ne produira d'ailleurs tout son effet que lorsque, par l'élargissement et l'approfondissement de canal de Bergues, et l'amélioration des écoulements dans le port de Dunkerque, on aura diminuée la durée des crues produitee par les tirages à la mer au droit du pont éclusé des 7 planètes; les travaux qui doivent produires ces derniers résultats ne pourront être complètement exécutés que lorsque la question d'agrandissement de la ville de Dunkerque, sera définitivement résolue.

Pour le bassin du Roodkamerdyck, la 2e section va établir au débouché du collecteur principal du bassin, dans le canal de Bergues, une pompe à vapeur de 30 chevaux, qui permettra en tout état des crues de ce canal, de faire disparaître rapidement les inondations qui couvrent chaque année cette partie du tertitoire. Cette pompe fonctionne depuis le dernier hiver.

Quant à l'amélioration du Langhegracht, elle est poursuivie avec la plus grande activité et sera terminée à la fin de 1882.

L'amélioration des deux autres bassins de la 2e section est en ce moment à l'étude.

En ce qui concerne le Duyckergracht, il suffira de créer une artère principale dans le bassin; le dessèchement se fera toujours d'ailleurs par la Colme, mais dans d'exellentes conditions lorsque ce canal sera amélioré suivant le projet dressé conformément au décret du 26 juillet 1881; l'amélioration de la Colme aura en effet pour résultat de diminuer très sensiblement la durée des crues, et de réaliser plus rapidement le niveau règlementaire de la navigation à l'aval de l'écluse de Lynck; or, lorsque la Colme est à son point règlementnire, le dessèchement du Duyckergracht peut se faire dans d'excellentes conditions.

En ce qui concerne le bassin de la Vieille-Colme et du Vliet, il conviendra d'augmenter la pente et le rayon au moyen des différents artères et de créer un collecteur principal; la 2e section fait des études dans ce sens.

3e *Section*. — Elle est limitée par la route nationale n° 16, le canal de la Haute-Colme et les collines de Watten et de Quaedypre, et comprend une superficie relativement importante de terres basses enfermée entre les bassins de Millam, Merkeghem, Pitgam, Crochte, Socx et la Haute-Colme, dont les eaux forment pendant les crues, une sorte de digue liquide qui arrête tout écoulement. L'amélioration de la Haute-Colme, diminuera très sensiblement la durée des crues et par conséquent l'inondation des terres basses. Néanmoins, pour dessècher ces terres, il sera toujours nécessaire d'effectuer ce qu'on appelle des tirages de fond, c'est-à-dire des abaissements du plan d'eau du canal au-dessous du niveau règlementaire de navigation.

Il conviendra d'agrandir le syphon à Bergues, pour déverser les eaux du Waëtergand-l'Houtgracht, dans le canal de Bergues à Dunkerque, et d'augmenter les dimensions de ce Waëtergand.

Un autre point très important pour la 3e section et pour le territoire waëteringué, c'est l'augmentation de la section du canal de Bergues à Dunkerque. Dans l'état actuel, une dénivellation de 1m00 au Pont-Rouge à Dunkerque, ne se traduit que par une dénivellation de 0m30 à 0m35 à Bergues ; ce dernier chiffre est trop faible, d'autant que lorsque le lit de la Colme, aura reçu 2m20 de profondeur et une largeur en plafond de 10m00 ; l'afflux des eaux sera considérablement augmenté à Bergues, et qu'il se produira inévitablement un engorgement qu'on ne peut envisager sans inquiétude pour les terrains bas qui entourent cette ville. Il paraît absolument nécessaire d'effectuer un élargement et un approfondissement notables du canal de Bergues, si l'ont veut arriver à améliorer les canaux de navigation sans gêne pour le dessèchement. L'avant-projet de ce travail sera prochainement soumis à l'examen de l'administration supérieure.

4e *Section*. — La quatrième section des Waëteringues, comprises entre les dunes du littoral à l'Est de Dunkerque, le canal de Bergues, la route nationale n° 40 et le versant nord du bassin de l'Yser, est celle qui laisse le plus à désirer sous le rapport du dessèchement. Elle se divise en quatre bassins principaux, savoir :

Le bassin de Schelfvliet, qui reçoit les eaux du versant situé au sud de la route nationale n° 40. Ces eaux sont jetées dans les fortifications de Bergues, où elles se rendent dans le canal de Bergues par le syphon établi sous la Haute-Colme, par la 3e section des Waëteringues ;

Le bassin au sud du canal de la Basse-Colme, qui se dessèche par ce canal, et qui pour une partie dite des Moëres d'Hondschoote, complète son écoulement par le syphon établi sous cette voie navigable pour faire arriver les eaux de ce bassin au canal des Moëres, qui les jette à la mer, à Dunkerque ;

Le grand bassin an nord de la Basse-Colme, qui s'égoutte également par le canal des Moëres.

Enfin, le bassin situé entre le canal de Furnes et la mer qui écoule ses eaux dans ce canal, par l'intermédiaire duquel elles se rendent à la mer à Nieuport (Belgique).

Le bassin situé au nord du canal de Furnes, comprend une petite étendue de terres basses de 1,500 hectares de superficie, bordant ce canal près de la frontière, qui est périodiquement inondée par les eaux qui descendent des dunes. Son amélioration sera réalisée en même temps que celle du canal de Furnes, dont la loi du 5 août 1879, a décidé le rachat par l'État et la transformation en ligne de grande navigation. Pour réaliser le mouillage de 2^m20 dans ce canal, le service de la navigation projette de relever le plan d'eau actuel de 70 cent., et proposera de prendre aux frais de l'État, les mesures nécessaires pour remédier aux inconvénients qui résulteraient de ce relèvement.

Le grand bassin situé entre les canaux de Furnes et la Basse-Colme, a été fort éprouvé par les dernières inondations ; l'achèvement de l'écluse du bastion n° 28, la fermeture de la cunette en aval de la porte des dunes et le dévasement de ladite cunette entre cette porte et le sas octogonal font espérer qu'on rentrera dans l'état normal l'hiver prochain.

Dès qu'on sera fixé sur le tracé de l'agrandissement de la ville de Dunkerque, auquel se trouve subordonnée l'exécution des ouvrages destinés à faciliter l'évacuation des eaux du canal des Moëres, on demandera à la 4e section d'augmenter la puissance des pompes de Steendam pour étendre leur action au sud de la Basse-Colme, et d'élargir le Waëtergand de Coudekerque, pour accélérer le dessèchement des terres basses situées au sud-ouest de son territoire.

Le bassin du Schelfvliet, se trouve dans les mêmes conditions de dessèchement que les parties basses de la 3e section des Waëteringues ; il est donc appelé à profiter des améliorations à effectuer pour faciliter le dessèchemeni de celles-ci et notamment de l'augmentation de la section du syphon de Bergues et du canal de Bergues. En dehors de ces améliorations, il n'y a à prévoir pour ce bassin que des travaux de recreusement et d'endiguement des principaux waëtergands.

Le bassin connu sous le nom des Moëres d'Hondschoote, comprend trois parties inondables situées à Warhem, près de la becque d'Hondschoote, et contre la frontière belge. Les terres basses qui composent ce terrain sont fréquemment recouvertes par les eaux qui y arrivent avec rapidité de hauteurs voisines, et qui ne peuvent être évacuées que tardivement par la Basse-Colme, qui est appelée normalement à les recevoir, mais dont le niveau ne peut-être abaissé suffisamment lors des crues que lorsque le canal de la Haute-Colme avec lequel il vient confluer à Bergues, et dont le niveau règlementaire est plus élevé de 0^m40, a pu être ramené lui-même vers sa hauteur normale.

L'amélioration de la situation de ce bassin dépend donc surtout de l'augmentation de section du canal de Bergues ; elle dépend aussi de l'augmentation de section des ponts de la Basse-Colme ; la reconstruction de ces ponts a été récemment approuvée par l'administration supérieure et l'on compte commencer les travaux en 1883 ; quant à l'augmentation de section du lit de la Basse-Colme, M. le Ministre l'ajourne jusqu'au moment où la 3e section des Waëteringues ou le département feront des offres de concours.

En ce qui concerne le dessèchement terrains bas, on peut aussi attendre un résultat

satisfaisant de la machine de Steendam, lorsque la puissance de cette machine aura été augmentée, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

11° *Grandes Moëres.* — La situation des Moëres, qui se prolongent en Belgique, sur une étendue sensiblement égale à celle de la partie française, est toujours assez bonne depuis l'addition, aux cinq moulins à vent primitivement existants, d'une machine à vapeur de 40 chevaux qui permet le déversement des eaux hors du bassin, nonobstant l'absence du vent. Grâce à ces engins d'épuisement, le territoire de la Grande-Moëre a pu être mis à l'abri des inondations.

12° *Marais de Lauwin-Planque.* — Ce petit dessèchement a été exécuté en 1850, par la commune de Lauwin-Planque, pour améliorer un marais communal. Il n'a pas donné les résultats désirés. L'entretien est nul ou à peu près.

13° *Près Duhem.* — Ce dessèchement à l'état complet d'entretien depuis 1856, se trouve dans une situation satisfaisante.

14° *Marais de la Haute-Deûle.* — L'entreprise du dessèchement des marais de la Haute-Deûle a été concédée à une partie des propriétaires des marais, par décret du 31 août 1858. Un décret en date 17 février 1866, a organisé l'entretien entre tous les intéressés.

L'agence du dessèchement des marais de la Haute-Deûle ne fonctionns plus depuis la mort de son président et de la démission de plusieurs de ses membres. Plusieurs tentatives de reconstitution n'ayant eu aucun résultat, quelques sociétaires sont en instance pour obtenir la liquidation de la société.

Le syndicat d'entretien fonctionne bien; il a amorti en 1881, l'emprunt de 85,300 fr. qu'il avait contracté en 1876.

II. — Curages, travaux d'approfondissement et redressement des cours d'eau non navigables; améliorations à l'étude.

Le service des curages, si essentiel dans le département du Nord, où généralement les cours d'eau ont beaucoup de pente et servent d'émissaires aux eaux vannes d'innombrables établissements industriels, se fait avec le plus grand soin et avec un succès très marqué dans tous les arrondissements.

Ces opérations s'exécutent, soit par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI, combiné avec une ordonnnance du Parlement des Flandres, du 14 août 1780, soit par l'intervention d'associations syndicales régulièrement autorisées.

Curages exécutés par application de l'article 1er de la loi du 14 floréal an XI.

Les curages de la la première sorte, exécutés en 1881, sous la direction des Ingénieurs et Agents du service hydraulique, ont embrassé une étendue d'environ 788 kilomètres, qui se répartit entre les divers arrondissements de la manière suivante :

Arrondissement	de Dunkerque.....	66.905
—	d'Hazebrouck.....	231.920
—	de Lille.....	331.210
—	de Douai.....	18.060
—	de Valenciennes.....	86.425
—	de Cambrai.....	14.850
—	d'Avesnes.....	38.300
	Tetal pareil.....	787.670m

Curages exécutés par voie d'associations syndicales.

L'Ingénieur en chef a dressé un devis pour l'adjudication des travaux de curage d'office qui sont trop importants pour être exécutés en régie. L'application de ce système a commencé en 1881, et a donné un résultat satisfaisant.

Les associations syndicales de dessèchement font curer les cours d'eau compris dans leur périmètre, il existe en outre, des associations syndicales qui ont été organisées spécialement pour le curage de certains cours d'eau du département et sont indiquées ci-après.

Syndicat de l'Espierre et du Trichon. — Ce syndicat, organisé pour le curage de l'Espierre et du Trichon, sur le territoire de Roubaix, marche d'une manière satisfaisante. Les dépenses sont faites aux frais des deux villes précitées, qui versent toutes leurs eaux -vannes à ces rivières. La dépense faite en 1881 a été de 6,500 francs. La longueur ensemble de ces cours d'eau, y compris le Riez-Saint-Joseph, est de 21,600 mètres.

Syndicat de la rivière des Laies. — Ce syndicat vient d'être reconstituée. La dépense faite en 1881 a été de 3,717 fr. 52. La longueur ensemble est de 63,473 mètres. Le syndicat a approuvé en principe, le 25 novembre 1881, les projets d'amélioration présentés par les Ingénieurs du Nord et du Pas-de-Calais, il a émis un avis favorable à la répartition du service proposée par les Ingénieurs ; M. le Ministre n'a pas encore statué sur cette dernière question. Le syndicat a été invité à créer les ressources pour la démolition et la reconstruction des ponts trop étroits.

Syndicat de Solre-le-Château. — Ce Syndicat qui ne comprend que le curage de la Solre, dans la traversée de Solre-le-Château, ainsi que la répartition des eaux entre la partie haute et la partie basse de la ville, a terminé ses travaux et fonctionne bien. La ville a pris à sa charge les dépenses du reste minime que le syndicat peut avoir à faire.

Curages des cours d'eau servant de frontière.

La Commission internationale chargée d'étudier les mesures à proposer pour l'amélioration des cours d'eau communs à la France et à la Belgique, a soumis à l'examen de l'administration française et de l'administration belge, un projet de réglementation pour l'entretien et le curage des cours d'eau non navigables et mitoyens et leur rétablissement dans leur état normal. Ce projet a été approuvé par M. le Ministre de l'Agriculture le 21 Avril 1882 et transmis à M. le Ministre des affaires étrangères.

Association syndicale pour le curage de l'Helpe-Mineure dans les communes de Fourmies et de Wignehies.

Par arrêté en date du 29 novembre, M. le Préfet a autorisé, conformément à l'acte du 14 novembre 1881, l'association syndicale, siégeant à Fourmies, des propriétaires de terrains, bâtis ou non bâtis, et de peignage de laines, ayant pour but le curage et le faucardement de l'Helpe-Mineure.

On procède en ce moment à la formation des listes de propriétaires à convoquer en vue d'arriver à la nomination des syndics.

La Marque.

Le projet étudié en 1854 par M. Bollaert, s'étendait de l'origine au bief de Wasquehal ; en 1863, il fut réduit à la section en aval de Pont-à-Marcq. On ne pourra réunir les intéressés en syndicat que si cette proposition réunit les conditions de majorité prescrites par la loi de 1865. Le curage prescrit par le Conseil général dans sa section d'avril 1881 a été exécuté d'office par un adjudicataire ; le montant des travaux s'est élevé à 28,000 francs. Aujourd'hui le lit de la Marque est en bon état. Il convient d'augmenter le débouché des ouvrages d'art trop étroits ou mal établis. Des propositions dans ce sens seront présentées au Conseil général ; les Ingénieurs feront connaître le montant total des dépenses à faire, lorsque l'assemblée départementale aura décidée s'il y a lieu d'entreprendre cette amélioration : les services compétents dresseront les projets d'exécution.

Curage de l'ancienne rivière de l'Aa.

Divers propriétaires de Gravelines ont demandé la constitution d'une association syndicale pour le curage de l'ancienne rivière d'Aà et de ses affluents sur le territoire de Gravelines, conformément à la loi du 21 juin 1865.

Le projet a été soumis à l'enquête et les conditions de majoritées exigées par l'article 12 de la loi du 21 juin 1865 sont remplies. Ce syndicat pourra donc fonctionner prochainement.

Amélioration partielle des canaux d'Armentières.

Un arrêté préfectoral du 21 juillet 1881 a prescrit l'amélioration partielle des canaux d'Armentières. La ville d'Armentières a réalisée cette amélioration pour la partie comprise entre l'aval du tissage Béghin et le confluent dans la Lys ; elle refuse de prendre à sa charge les travaux à faire entre le chemin de fer du Nord et le tissage Béghin.

Amélioration de la Méteren-Becque.

Une Commission spéciale a été constituée par M. le Préfet pour l'examen du projet des travaux, montant à 12,000 francs, qui a été préparé par les Ingénieurs du service hydrauliques pour l'amélioration de la Méteren-Becque. Elle a proposé d'approuver ce projet, de demander à M. le Ministre des Travaux publics une subvention égale au tiers de la dépense à faire et de laisser au Conseil général du Nord le soin de répartir le surplus de la dépense entre les communes intéressées. Ces conclusions sont actuellement soumises à l'acceptation des Conseils municipaux de Bailleul, Estaires, Merris et Vieux-Berquin.

Amélioration de l'Hogneau.

Une première tentative a été faite il y a quelques années pour organiser une association syndicale ayant pour objet l'entretien du lit et des digues de l'Hogneau. On avait compris dans le projet d'association les terains sujets aux inondations de l'Hogneau. L'enquête ouverte dans les communes intéressées donna un résultat peu satisfaisant, beaucoup d'oppositions et peu d'adhésions. Depuis lors, de nouvelles inondations provenant de rupture de digues se sont produites. Le moment est venu de faire une nouvelle tentative en se bornant à comprendre dans le projet d'association les terrains riverains de l'Hogneau. On compte pour atteindre ce but sur le concours de MM. les Maires de Thivencelles et de Crespin.

M. le Ministre de l'Agriculture a accordé un crédit de de 5,300 fr. pour la consolidation des digues de l'Hogneau et a décidé que l'État prendra à sa charge la somme de 8,659 fr. 92 représentant les frais de curage d'office exécuté en 1881 sur l'Hogneau, si les conditions de majorité exigées par la loi du 21 juin 1865 se trouvent remplies de manière à permettre à M. le Préfet d'autoriser l'association syndicale des propriétaires riverains de l'Hogneau.

III. — Irrigations.

Les irrigations sont peu pratiquées dans le Nord, ou du moins, elles ne résultent que d'entreprises industrielles ou isolées.

Ce fait s'explique aisément par l'humidité constante du climat, la planité du sol et le caractère essentiellement intensif et industriel de l'agriculture.

En somme, la superficie totale des terrains arrosés au moyen d'irrigations régulières dérivées des cours d'eau non navigables, ni flottables, n'atteint dans le département du Nord que le chiffre de 74 hectares 42 ares.

Mise en valeur des terrains communaux.

Une enquête très consciencieuse, accompli il y a quelques années dans toute l'étendue du département; a fait connaître qu'il n'existe dans le Nord aucun terrain auquel on peut appliquer utilement la loi du 28 juillet 1860, sur la mise en valeur des terrains communaux incultes.

Drainages.

Le concours des Ingénieurs dans les projets et les opérations du drainage, souvent invoqué au début de cet utile mode d'amélioration, n'est plus demandé aujourd'hui que dans un petit nombre de cas, bien qu'il continue à être gratuit et aussi empressé que par le passé.

IV. — Usines à eau.

Le service des affaires d'usine continue à marcher régulièrement et avec toute la célérité que comporte l'accomplissement des formalités d'enquête et d'instruction prescrites par les règlements. Des réclamations en petit nombre, qui se sont produites ont été traitées dans un bref délai.

Les récolements qui ont pour objet d'assurer la stricte exécution des conditions réglementaires imposées à chaque usine, se font toujours en temps utile pour les usines nouvelles, comme pour les établissements anciens auxquels il est apporté quelques changements.

Le nombre de ces affaires n'est d'ailleurs pas considérable, aucune n'a soulevé de difficultés sérieuses et n'est en retard.

V. — Pêche fluviale.

Police. — L'organisation du service de la pêche fluviale dans les cours d'eau non navigables, ni flottables du département, qui présentent un développement total de 550 kilomètres, non compris 736 kilomètres de canaux de dessèchement, n'a été l'objet d'aucune modification depuis l'année dernière.

Presque tous les cours d'eau continuent à servir d'émissaires aux eaux industrielles, aussi sont-ils extrêmement pauvres en poisson. Il résulte de là que la population se livre peu à l'exercice de la pêche, et que le maraudage ne saurait prendre dans le Nord des proportions sérieuses.

Cette situation s'accentue tous les jours davantage, suivant la progression extrêmement rapide du mouvement industriel, dans le département. Il est des contrées entières, comme les arrondissements de Lille et de Douai et une partie de celui de Valcienennes, où le poisson a presque complètement disparu des cours d'eau non navigables, ni flottables, et l'on peut prévoir le moment où l'on ne rencontrera plus de poissons que dans les cours d'eau navigables, dont le grand volume atténue jusqu'à un certain point, par dilution, les effets meurtriers des eaux-vannes qu'ils reçoivent.

Le dépleuplement des rivières où le poisson existe encore ne pourra être arrêté que par l'emploi des procédés d'épuration des eaux industrielles dont il est rendu compte ci-après à l'article de l'assainissement des cours d'eau.

Dans sa séance du 17 août 1880, le Conseil général a émis l'avis qu'il y a lieu de se renfermer à l'avenir, dans les périodes d'interdiction de la pêche déterminées par le décret du 18 mai 1878, à l'exception toutefois que, pendant l'interdiction du 15 avril au 15 juin, la pêche de l'anguille continuera à être autorisée sous la réserve que les dimensions des mailles des filets ou l'espacement des verges auront seize millimètres au moins, et à l'exclusion complète d'engins spéciaux. Les Ingénieurs du service hydraulique n'ont aucune objection à présenter contre l'application de ces principes.

VI. — Assainissement des cours d'eau.

Les eaux des usines de Roubaix et de Tourcoing, ainsi que du peignage de laines de Croix, sont déversées dans le ruisseau de l'Espierre, qui se jette dans l'Escaut, à l'aval de Tournai ; il en résulte une infection qui a provoqué, depuis plus de vingt ans, de fré-

quentes réclamations et a suscité des plaintes très vives dans les deux Chambres, du Parlement Belge. Une commission instituée par les gouvernements Français et Belge pour étudier la question difficile et complexe de l'assainissement des eaux de l'Espierre, a clos ses opérations le 27 avril 1875 : elle a indiqué comme méritant d'être pris en sérieuse considération, un système d'épuration par voie de décantation, de filtration et d'absorption végétale, en proposant d'en faire préalablement un essai sur le terrain. Une décision ministérielle du 2 août 1877 a fait connaître que l'exécution des mesures à prendre pour faire cesser l'infection des eaux, incombe aux villes de Roubaix et de Tourcoing ; elle a prescrit de mettre ces deux villes en demeure de présenter un projet d'épuration des eaux de l'Espierre avec indication des voies et moyens, conformément aux articles 35, 36 et 37, de la loi du 16 septembre 1807. Jusqu'ici les villes de Roubaix et de Tourcoing n'ont pris aucune mesure en vue d'assurer cette épuration ; elles se bornent à faire curer le lit de l'Espierre sur le territoire français.

Tout en admettant que l'assainissement du ruisseau de l'Espierre devra faire l'objet des études de la Commission instituée en 1881, le gouvernement Belge a rappelé les engagements antérieurs qui ont été pris à cet égard par l'administration française et auxquels il n'entendrait renoncer qu'autant qu'un nouvel accord interviendrait, à bref délai, entre les deux Gouvernements, sur des bases reconnues préférables. M. le Ministre des Travaux publics a déclaré, dans sa ddpêche du 27 mai 1881, qu'il n'avait aucune objection à faire contre cette réserve. Dans la séance tenue par la Commission internationale le 20 juin 1881, l'un des commissaires Belges a fait observer que le Commission ne pourra s'occuper de la question de l'Espierre que lorsque les commissaires français la saisiront, s'il y a lieu, d'un projet modificatif du projet admis par les deux Gouvernements à la suite d'une conférence internationale antérieure.

Par arrêté du 7 juin 1881, M. le Préfet du Nord a chargé une Commission internationale de poursuivre, sous sa présidence, la solution des questions que comporte l'épuration de l'Espierre ; cette commission renferme trois membres désignés par le Conseil municipal de Roubaix, trois membres désignés par le Conseil municipal de Tourcoing, MM. les Présidents des Chambres de commerce de ces deux villes, un représentant de l'industrie du peignage de laine et plusieurs membres adjoints avec voie consultative. La Commission intercommunale a clos ses opérations le 16 juin 1882 et a émis son avis sur les procédés à employer pour épurer l'Espierre. MM. les Maires de Roubaix et de Tourcoing ont été invités, par lettre préfectorale en date du 26 juin 1882, à prendre promptement les mesures nécessaires pour réaliser cet assainissement. Il y a tout lieu de croire que les membres français pourront présenter, cette année, à la Commission internationale, leurs propositions sur les mesures à prendre pour l'assainissement de l'Espierre.

Un arrêté préfectoral du 17 juin 1880, a mis les peigneurs de laines de l'arrondissement d'Avesnes en demeure d'épurer les eaux qu'ils déversent dans les cours d'eau ; des essais d'épuration se font actuellement dans diverses usines de Fourmies et de Wignehies.

MM. Delattre procèdent dès à présent à l'épuration des eaux de leur usine de Dorignies, près Douai.

Il y a tout lieu d'espérer que les recherches auxquelles on se livre actuellement dans diverses parties du département, permettront de reconnaître quel est le procédé le plus pratique pour l'épuration des eaux industrielles.

VII. — Service hydrométrique et d'annonce des crues pour les bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser.

M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux publics ont approuvé les instructions et les règlements proposés pour l'organisation du service hydrométrique et d'annonce des crues pour la partie française des bassins de la Sambre, de l'Escaut et de l'Yser : ce service fonctionne régulièrement.

La Commission internationale a arrêté dans sa séance du 22 mai 1882, un projet d'arrangement pour l'établissement d'un service international des crues des cours d'eau communs à la France et à la Belgique : ce projet d'arrangement est soumis à l'approbation du Gouvernement Français et du Gouvernement Belge.

Suite donnée aux vœux émis par le Conseil général dans les deux dernières sessions.

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
	Session d'Août 1881.	
211	Dans sa séance du 30 août 1881, le Conseil général, après avoir reconnu la persévérance de l'administration dans la recherche des moyens à employer pour éviter le retour des inondations, a demandé avec instance que les améliorations projetées pour l'Hogneau au coude de Crespin, et pour la Hayne, à son arrivée à Condé, soient promptement réalisées. L'assemblée départementale réclame en outre la continuation des conférences internationales avec la Belgique, notamment en ce qui concerne le bief d'Antoing. Le Conseil général maintient les conclusions de ses précédents rapports en ce qui concerne les vallées de l'Escaut, de la Sambre et de la Lys, et il espère que les solutions demandées seront poursuivis énergiquement.	M. le Ministre de l'Agriculture a accordé un crédit de 5,300 francs pour la consolidation des digues de l'Hogneau, et a décidé que l'État prendra à sa charge la somme de 8,659 fr. 92 c. représentant les frais du curage d'office exécuté en 1881, sur l'Hogneau, si les conditions de majorité exigées par la loi du 21 juin 1865, se trouvent remplies de manière à permettre à M. le Préfet, d'autoriser l'association sydicale des propriétaires riverains de l'Hogneau. L'amélioration de la Hayne, à Condé, est étudiée par le service de la navigation entre la Belgique et Paris. Dans sa séance du 20 décembre 1881, la Commission internationale a indiqué les mesures à pendre pour que les exhaussements du plan d'eau, dans le bief d'Antoing, puissent prendre fin dans le courant de 1883.
294	Dans sa séance du 31 août 1881, le Conseil général a émis le vœu que le Gouvernement mette à l'étude et prenne le plus tôt possible l'initiative d'un projet de loi destiné à empêcher l'infection des cours d'eau de toute nature.	Ce vœu est déféré à M. le Ministre des Travaux Publics; il est à désirer qu'une nouvelle loi édicte des pénalités assez sévères pour assurer l'exécution des arrêtés autorisant le fonctionnenement des établissements classés et pour réprimer, d'une manière efficace, les contraventions consistant à déverser dans les rivières des eaux insalubres.

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
391	Dans sa séance du 1er septembre 1881, le Conseil général a adopté les conclusions d'un rapport présenté par M. Émile Moreau, rapporteur du 5e bureau, et tendant au renvoi à l'Administration d'un programme à suivre pour hâter la solution de la question de l'amélioration de la Marque, question en suspens depuis plus d'un siècle. Ce programme comporte : 1° La formation d'un syndicat composé exclusivement des communes intéressées ; 2° L'exécution aux frais des communes et de l'État des travaux projetés par M. Bollaert en 1851 ; 3° Au besoin, l'expropriation de la chûte d'eau du moulin de l'Empompont ; 4° La cession au syndicat, pour une période déterminée, du produit des communaux improductifs des concessions d'eau et d'usines.	La constitution d'un syndicat de communes exige le consentement des vingt-deux Conseils municipaux intéressés, consentement qu'il serait difficile d'obtenir. D'autre part, certaines communes ne possèdent pas de biens communaux suffisants pour être en mesure de créer les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses qu'exigerait l'amélioration de la Marque. Si l'on cherche à réunir les propriétaires intéressés en association syndicale, il y a tout lieu de craindre que le nombre des adhésions ne soit très inférieures à la majorité qu'exige la loi du 21 juin 1865. Il est donc peu probable qu'on réussisse à constituer un syndicat pour l'execution des travaux projetés par M. Bollaert. Un adjudicataire a exécuté, en 1881, le curage de la section du cours d'eau en aval de la route nationale n° 17 ; nous attendons un bon résultat des travaux, résultat qui toutefois ne sera complet qu'après que les ponts mal implantés ou d'un débouché insuffisant auront été modifiés ou élargis. Des propositions seront soumises à l'examen du Conseil général pour l'amélioration de ces ponts.

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
487	Dans sa séance du 2 septembre 1881, le Conseil général a émis les vœux suivants : 1° Voter un crédit de 5,000 francs pour la 2e section des Waëteringues ; 2° Inviter l'Administration à rechercher quels sont exactement les droits des Moëres au sujet du déversement de leurs eaux chez leurs voisins ; 3° Nommer une commission qui serait chargée d'émettre un avis sur la proposition contenue dans le rapport relatif aux Ports du Nord sur les moyens d'unifier le service du dessèchement et celui de l'écoulement des eaux des Waëteringues à la mer.	M. le Ministre a alloué, sur les fonds du Trésor, une subvention de 60,000 francs aux travaux de la 2e section des waëteringues, pour lesquels le Conseil général a accordé une subvention de 5,000 francs ; ces travaux sont en cours d'exécution. L'examen des droits des Moëres fera l'objet d'un rapport spécial, qui sera soumis prochainement à M. le Préfet. On ne pourrait unifier les services intéressant les waëteringues qu'en réunissant le service des voies navigables de l'arrondissement de Dunkerque, et celui du contrôle des Waëteringues du Nord au service maritime. L'Ingénieur en chef du service hydraulique ne propose aucune modification à la répartition actuelle du services des Ponts et Chaussées, dans l'arrondissement de Dunkerque.
	Session d'Avril 1882.	
362	Dans sa séance du 19 avril 1882, le Conseil général a adopté un vœu pour que les ponts situés sur la rivière de l'Yser, notamment ceux de Bambecque, Wormhoudt et Esquelbecq, soient reconstruits et élargis de manière à ne plus être un obstacle à l'écoulement des eaux.	Des propositions seront soumises à l'examen du Conseil général du Nord, dans sa prochaine session, pour les ponts insuffisants de l'Yser. Les Ingénieurs feront connaître le montant total des dépenses à faire pour augmenter le débouché de ces ponts ; si l'Assemblée départementale décide qu'il y a lieu d'entreprendre cette amélioration, les services compétents dresseront les projets d'exécution.

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
362	Dans sa séance du 19 avril 1882, le Conseil général a insisté pour que des mesures efficaces fussent prises en vue d'éviter le retour des inondations ou du moins d'en atténuer les effets désastreux.	La commission internationale a indiqué les mesures à prendre pour que les exhaussements du plan d'eau dans le bief d'Antoing puissent prendre fin dans le courant de 1883, et pour empêcher que la vidange du canal de Pommereuil à Antoing, n'occasionne des inondations sur le territoire français. Elle a présenté aux deux Gouvernements des propositions pour l'organisation d'un service international d'annonce des crues qui permettrait à l'Administration française d'être informée à l'avance des crues de la Hayne et de l'Hogneau et à l'administration belge d'être informée à l'avance des crues de la Sambre, de l'Escaut, de la Lys et de l'Yser, et d'opérer des tirages préventifs pour atténuer, autant que possible, les effets désastreux des inondations. Les travaux à faire sur la Sambre, l'Escaut, la Hayne, la Scarpe et la Lys rentrent dans les attributions des services de navigation ; le service hydraulique n'a donc à présenter de propositions qu'en ce qui concerne les cours d'eau non navigables pour lesquels la situation des projets destinés à prévenir ou atténuer les débordements peut-être résumée de la manière suivante : 1° Cinq projets sont soumis à l'approbation de l'Administration supérieure pour l'amélioration du dessèchement de la Scarpe, (*dérivation de la Rache, du Bouchard et du courant de Coutiches, dessèchement mécanique de Roost-Warendin et réfection des digues sur le Décours et la Grande-Traitoire.*)

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
		2° Les travaux de la 2e section des Waëteringues, montant à 180,000 fr. pour le dessèchement mécanique du bassin du Roodkamerdyck et l'amélioration du Langhegracht sont en cours d'exécution. 3° M. le Ministre de l'Agriculture a accordé un crédit pour les digues de l'Hogneau ; on s'occupe de réunir les priétaires riverains de ce cours d'eau en association syndicale. 4° Le service hydraulique a dressé l'état des travaux à faire par le syndicat de la Hayne et de l'Escaut pour remettre ce desèchement en bon état ; en outre, il étudie diverses améliorations pour cette vallée. 5° Le syndicat de la rivière des Laies a approuvé en principe le 5 novembre 1881, les travaux proposés par les Ingénieurs : la ville d'Armentières a fait exécuter les travaux nécessaires pour faciliter l'écoulement des eaux de cette rivière entre l'aval du tissage Béghin et le confluent dans la Lys. 6° Les propositions des Ingénieurs ont été approuvées par la commission de la Méteren-Becque ; elles sont actuellement soumises à l'acceptation des Conseils municipaux. 7° Une estimation générale des dépenses à faire pour que les ponts dont le débouccché est insuffisant, dans les vallées de l'Yser et de la Marque, ne

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
		soient plus un ostacle à l'écoulement des eaux, sera soumise à l'examen du Conseil général. 8° Les curages sont exécutés avec soin, dans toute l'étendue du départe- pour assurer le libre écoulement des eaux.
490	Dans sa séance du 19 avril 1882, le Conseil général demande que le projet de restauration des digues de la Traitoire et du Décours présenté par le syndicat de la vallée de la Scarpe, soit l'objet d'un examen et d'une décision d'urgence et que le syndicat reçoive de l'État l'allocation sollicitée de 25,000 francs.	Les Ingénieurs du service hydraulique ont démandé l'approbation du projet présenté par le syndicat pour la restauration des digues du Décours et de la Grande-Traitoire.
490	Le Conseil général adopte un vœu pour hâter l'instruction de la dérivation du courant de Coutiches.	L'Ingénieur en chef a demandé, le 12 avril 1882, que l'administration autorise, pour le projet présenté par le syndicat en vue de dériver le courant de Coutiches, l'accomplissement des formalités d'enquête prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834.
490	Dans sa séance du 20 avril 1882, le Conseil général a demandé que les études relatives à l'agrandissement de la ville de Dunkerque soient poussées avec la plus grande activité.	Il appartient aux Ingénieurs du service maritime de prendre l'initiative des conférences. Il est à désirer que le tracé de l'agrandissement de la ville de Dunkerque, auquel se trouve subordonnée l'exécution de travaux d'amélioration très importants, soit fixé le plus promptement posible.

NUMÉROS des pages du registre des délibérations.	VŒUX ÉMIS.	RÉPONSES.
490	Dans sa séance du 21 avril 1882, le Conseil demande que le projet de dessèchement mécanique des marais de Roost-Warendin, soit l'objet d'un examen et d'une décision d'urgence, et que le syndicat reçoive de l'État l'allocation du tiers de la dépense qu'il accorde habituellement pour tous les travaux de dessèchement.	Par un rapport en date du 3 mai 1882, les Ingénieurs ont demandé l'approbation du projet de dessèchement mécanique de Roost-Warendin présen- par le syndicat.

Lille, le 18 Juillet 1882.

L'Ingénieur en Chef du département du Nord,

DONIOL.

RAPPORT A M. LE PRÉFET

SUR

L'ÉTAT DE SALUBRITÉ PUBLIQUE

du Département du Nord, pendant l'année 1881-1882,

par M. l'Inspecteur, V. MEUREIN.

Lille, le 19 juillet 1882.

Monsieur le Préfet,

Reprenant l'historique de la salubrité du département au point où je l'ai laissé l'année dernière à pareille époque, je vous dirai que malgré les pluies abondantes (103^{mm}65) et très fréquentes (23 jours) du mois d'août, les cours d'eau qui en ont reçu une bien faible quantité, par suite de l'absorption par la terre et de l'évaporation, si puissante encore, ont vu réduire leur débit. Les résidus industriels qui y ont été déversés en quantités croissant en raison du développement de la production, se sont d'autant plus facilement altérés qu'ils se mélangeaient à une eau dont la température avait atteint son maximum. Ces altérations se sont surtout fait remarquer dans la Deûle, le canal de Roubaix, et les Helpes, dans l'arrondissement d'Avesnes.

Par suite des travaux auxquels s'est livrée la Commission chargée de rechercher les moyens d'améliorer l'état de l'eau de la Deûle, une surveillance plus active encore a été exercée sur les établissements créés sur ses rives et sur ceux dont les eaux industrielles peuvent y aboutir d'une manière plus ou moins directe.

Parmi ces derniers, je signalerai ceux de Seclin, dont les eaux impures arrivent par la *Naviette*, aqueduc unique à ciel ouvert, toujours envasé par insuffisance de curage. Il serait important qu'un curage fût effectué au moins deux fois par an, au printemps et à

l'automne, aux frais de la ville et des industriels, au prorata de la proportion dans laquelle ils contribuent à l'envasement. Comme les eaux de cet égout ne sont pas naturelles et que ses dépôts ne sont pas occasionnés par des matières terreuses enlevées par les pluies aux champs voisins, il ne serait pas équitable de faire supporter ces frais par les riverains, au droit de leur propriété.

Puis, par le courant de Ligny, arrivent des eaux très impures et très altérables de la distillerie d'Haubourdin.

Le service des ponts et chaussées qui, cette année, a fait procéder au curage du canal de Seclin, dans lequel la navigation est presque nulle, va prochainement entreprendre un travail d'une indispensabilité généralement reconnue, le draguage du canal de la Haute-Deûle, depuis Bauvin. Comme la vase de nos canaux est infectée par les matières organiques industrielles qui s'y déposent et s'y corrompent, son extraction sera un puissant assainissement de l'eau qui s'écoule à sa surface.

Dans la traversée de Lille, les draguages effectués par la ville ou à son compte, sont permanents.

La Basse-Deûle, jusqu'à son confluent avec la Lys, aurait encore plus besoin d'un semblable travail. Les plaintes que son voisinage provoque de la part des riverains sont toujours aussi vives, mais on ne peut, malheureusement modifier en rien, ni à plus forte raison faire disparaître une des causes principales de l'infection de l'eau, la dissolution des sulfures provenant des charrées de soude déposées sur ses rives depuis un demi siècle.

Une situation identique est faite au canal de Roubaix par les mêmes causes, aggravées encore par les teintureries de *Flers* et de *Wasquehal*, par la fabrique de produits chimiques de *Croix*, par la distillerie et la papeterie de *Marcq-en-Barœul*. La surveillance la plus vigilante de ces établissements est déjouée par les lâchures clandestines opérées pendant la nuit. — Le canal de Roubaix, versant de l'Escaut, a été profondément infecté, depuis le cul-de-sac d'amont, jusqu'à St.-Léger (Belgique), par les eaux industrielles et ménagères qui y ont été déversées par l'aqueduc débouchant au pont de l'Union; mais la création d'une branche d'aqueduc conduisant ces eaux impures dans les aqueducs de la rive gauche, combinée avec la vidange du bief, a fait disparaître le mal.

Les deux Helpes coulant dans un arrondissement qui devient de plus en plus industriel, auraient aussi besoin d'un curage à vif fond.

L'eau de la Solre, toujours très mauvaise en amont et en aval du moulin des Foulons, se purifie dans son cours, de sorte qu'avant son confluent avec la Sambre, à *Assevent*, elle ne donne lieu à aucune plainte de la part des riverains.

Nos principaux cours d'eau navigables ont conservé pendant toute l'année une pureté relative tolérable.

Je ne dirai rien de l'Espierre, cet égout des deux villes si industrielles de Roubaix et de Tourcoing; les commissions intercommunale et internationale, dont les travaux ont été publiés, font espérer une solution prochaine de la difficulté pendante depuis si longtemps, et qui préoccupe particulièrement nos voisins les Belges.

D'autres cours d'eau non navigables ont encore été altérés dans les divers arrondissements, pendant la période des travaux de fabrication du sucre ou des distilleries. Mais ils ont recouvré leur pureté, dès que la cause de l'altération a cessé d'exercer son influence.

Passant maintenant en revue les établissements industriels dont les résidus liquides ont altéré temporairement les eaux de surface, j'arrive d'abord aux distilleries.

Distilleries.

Celle de toutes qui a causé le plus de dommage aux riverains est la petite distillerie de Rexpoëde, arrondissement de Dunkerque. Nulle part, je n'ai vu de travaux industriels plus mal conduits, et un pareil mépris des prescriptions administratives. Lors de la prochaine campagne, tout aura été modifié, car le maintien de la situation ancienne est intolérable.

Les distilleries de grains avec production de levure ont provoqué les plaintes des habitants de Marcq, de Bruai, etc. La distillerie de Somain envoie contraventionnellement ses eaux de lavage de levure, si altérables, dans un terrain absorbant, au risque d'infecter pour longtemps les nappes d'eau souterraine.

Les distilleries d'Houplin et de Noyelles, en irriguant, depuis de longues années, avec leurs vinasses, les terres perméables que cultivent leurs propriétaires, gâtent de proche en proche les différentes couches de terrain dans lesquels la ville de Lille a capté les sources d'eau potable consacrée à l'alimentation de sa population. Déjà, en analysant les eaux extraites des sondages effectués dans ces terrains, on a constaté une sulfatisation et une nitrification de plus en plus prononcées; quelques unes même, par la même cause, sont altérées par le sulfate de fer. Déjà les matières organiques dont le sol est imprégné, ont provoqué le développement d'un champignon, le *Crenothrix Kûhniana*, dont la présence intermittente dans les eaux de la distribution, leur donne une saveur désagréable. On leur a attribué, peut-être trop prématurément, des propriétés infectieuses que les faits observés dans les casernes de Lille, chez les hommes et les chevaux, qui ne font usage exclusivement que de l'eau d'Emmerin, ne sont heureusement pas venu confirmer.

Néanmoins, c'est un avertissement dont il faut tenir compte. La ville va s'imposer de grands sacrifices pour mettre la population à l'abri du danger qui pourrait la menacer, mais il faut aussi que le gouvernement prenne, dans les régions industrielles, des mesures de nature à éviter la corruption des eaux souterraines par des déversements ou dépôts de résidus de fabrication effectués à la surface des terres.

Comme les distilleries d'alcool avec rectification sont rangées dans la 2e classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les conditions imposées par les arrêtés d'autorisation peuvent être modifiées; il serait donc désirable, puisque nous voyons que l'état de choses actuel menace de rendre inutilisables pour l'industrie et dangereuses pour l'alimentation les eaux captées aux sources de Guermanez, de la Cressonnière, Honoré et Billaut, de rapporter les autorisations d'utiliser les vinasses en les répandant sur les terres arables perméables des territoires d'Houplin et de Noyelles, de les purifier d'après le procédé Béranger, qui laisserait à l'agriculture es matières azotées fertilisantes, et de déverser dans la Deûle, au moyen de tuyaux de

fonte, sans solution de continuité, les vinasses purifiées, claires et limpides, lesquelles, au moment où la rivière débite le plus, resteraient dans les limites déterminées par l'article 4 de l'arrêté préfectoral en date du 9 juin 1859, et n'éprouveraient pas de décomposition par suite de la basse température de l'eau.

Il y aurait lieu d'interdire aussi à la distillerie de Seclin l'usage des puits absorbants qui pénétrent jnsqu'à la nappe inférieure et y introduisent des matières altérées et plus altérables encore ultérieurement. Cette usine pourrait facilement déverser ses eaux industrielles purifiées dans la Naviette. Nous pourrions ainsi arrêter le mal dans sa marche progressive, tout en permettant aux distillateurs de continuer à se livrer à l'exercice de leur industrie, si favorable à l'agriculture. On ne peut invoquer la perte des matières salines en dissolution dans les vinasses purifiées, lorsqu'aujourd'hui tant de distillateurs les déversent clandestinement dans les cours d'eau sans purification préalable.

Beaucoup de distilleries ont encore, cette année, par défaut de surveillance, causé de graves altérations aux petits cours d'eau, par écoulement accidentel de vinasses brtes. Quuand je m'en suis aperçu à temps, le mal a disparu promptement, mais il n'en a pas toujours été ainsi, par exemple dans les fossés des bois de Santes et d'Haubourdin.

La distillerie de Cappelle, dans l'arrondissement de Dunkerque, a laissé beaucoup à désirer, mais le propriétaire de cet établissement m'a promis d'envoyer, à l'avenir, ses vinasses dans la mer, par des tuyaux de fonte.

La distillerie de Bourbourg a cru pouvoir conserver dans de vastes bassins établis sur le sol, avec endiguement, les vinasses sortant parfaitement claires des filtres-presses, après purification préalable par le chlorure de fer et la chaux vive. Mais, aussi longtemps que la chaux est restée en excès, leur conservation a été assurée ; dès l'instant où l'alcali terreux a été neutralisé par l'acide carbonique de l'air, il s'est produit la série des fermentations qui se manifestent par des odeurs insupportables et des émanations insalubres.

Le remède radical est donc encore ici d'envoyer ces vinasses à la mer, car la stagnation de l'eau des canaux ne permettrait pas de les recevoir, même purifiées et en petite quantité. C'est par la même raison qu'on ne pourrait les admettre dans l'Aa, en aval de l'écluse du Guindal, cette partie de la rivière alimentant les Waetergangs.

Peu de distilleries ont travaillé le maïs, depuis la cessation de la distillation de l'alcool de betteraves, le prix de la graine américaine étant trop élevé ; quelques-unes néanmoins, par suite de marchés avantageux, ont continué ce genre de travail, entre autres celle d'Haubourdin, dont les eaux ont profondément altéré celles du courant de Ligny, et celle de La Gorgue, dont les vinasses, sortant des filtres presses dans un état de limpidité parfaite, se sont rendues dans la Lys, sans donner lieu au moindre inconvénient.

Sucreries. Les sucreries établies dans nos sept arrondissements ont accompli la dernière campagne sans donner lieu à des inconvénients autres que ceux signalés déjà ; des améliorations se sont produites dans certaines localités, mais il en est qui ont continué les mêmes errements. Ainsi les sucreries de Douvrin (Pas-de-Calais), ont encore altéré l'eau du marais de Sainghin ; celle du Faux-Vivier, à Marchiennes-Campagne, a corrompu

l'eau du Marichon ; la sucrerie de Marchiennes près du Décours , a vicié l'eau de ce dernier courant ; celle de Marquillies a encore contribué, malgré mes avis pressants , à l'altération de l'eau de la rigole du Pas-de-Calais ; le courant de Coutiches a reçu de mauvaises eaux de la sucrerie de Sec-Marais ; le courant de l'Hôpital n'a pas été favorisé par celles de la sucrerie de Beuvry. Par contre , la sucrerie de Wargnies-le-Grand n'a plus provoqué les plaintes des habitants de Sebourg. La situation de Lalaing a continué à être bonne. Celle de Somain est excellente, depuis la construction de l'aqueduc couvert.

Peignages des laines.

Vous avez eu connaissance, Monsieur le Préfet, des travaux de la Commission intercommunale qui nous permettent d'espérer une amélioration considérable de l'Espierre , dans un avenir prochain. Le grand peignage de Dorignies n'envoie plus à la Deûle que des eaux parfaitement purifiées et imputrescibles. Les peignages de l'arrondissement d'Avesnes sont en voie de compléter leurs appareils de purification , ce qui nous permettra de constater enfin , dans les deux Helpes , des eaux qui ne seront plus une cause de répulsion pour les bestiaux, et de dommages pour les cultivateurs.

L'important peignage du Cateau dispose tout un système de purification des lessives, dont j'espère constater prochainement les bons résultats.

Fabrique de produits chimiques.

A Hautmont , la Sambre est affranchie des chlorures de manganèse et des dissolutions sulfureuses des charrées. — A la Madeleine-lez-Lille , on construit des appareils pour l'extraction du soufre des charrées de soude , et si nous n'étions condamnés fatalement à subir, pendant de longues années , les conséquences des faits accomplis antérieurement , nous pourrions espérer revoir l'eau de la Basse-Deûle et du canal de Roubaix recouvrer leur pureté d'autrefois. — A Croix , des écoulements clandestins de liquide acide , provenant de la fabrication du carmin d'indigo , contribuent souvent à infecter , par l'acide sulfhydrique, le bief en amont de Wasquehal. — L'usine de Loos ne donne lieu à aucune plainte , relativement à l'altération de l'eau de la Haute-Deûle.

Amidonneries. — Glucoseries.

Les résidus de l'amidonnerie d'Haubourdin sont beaucoup mieux purifiés qu'autrefois. A Marcoing, on ne fabrique que de l'amidon de riz ; il en est de même à La Gorgue. Les amidonneries de Marquette, où on travaille encore le maïs, laissent à désirer.

Teintureries.

Malgré l'active surveillance des agents de l'Administration , ces établissements se conforment d'une manière très incomplète aux mesures de purification qui leur ont été imposées dans leurs autorisations. Très souvent , les résidus insolubles qui auraient dû être conservés dans des bassins construits sur leur terrain , se rendent dans les canaux qu'ils envasent et provoquent une fermentation considérable dont les produits insalubres compromettent la santé des riverains.

La Rhonelle , à Valenciennes , l'Escaut , à Cambrai , la Deûle , à Lille , le canal de Roubaix , versant de la Deûle , dans le cul de sac d'amont , ont surtout à souffrir de cet état de choses.

Quant au canal de Roubaix, il y aurait un double moyen de l'assainir : 1° Quand la Marque débite , dériver une partie de ses eaux dans la Petite Marque , qui débouche à l'extrémité amont ; 2° Quand la Marque est à l'étiage , rafraîchir cette partie d'amont

complétement stagnante, par conséquent infecte, au moyen d'une prise d'eau faite au bief de partage du canal, lequel est alimenté artificiellement par l'eau de la rigole de dessèchement des marais de la Deûle.

Relativement au maintien de la pureté de la Deûle, qui reçoit tant de résidus industriels plus ou moins purifiés, il importe d'éviter la stagnation, dans l'intérêt de la salubrité de la nombreuse population de Lille, et pour cela il faut que ce canal reçoive *constamment* toutes les eaux disponibles de la Scarpe.

Blanchisseries. Presque pas d'observations à faire à leur sujet.

Papeteries. Je reçois de temps en temps des plaintes relatives aux eaux qui sont envoyées par la papeterie d'Anor, dans l'étang de Milourd, dont les eaux sont surtout utilisées par une fabrique d'outils d'acier située en aval. Quelquefois ces plaintes sont exagérées, quelquefois elles sont fondées, ce dont je me suis assuré.

Les papeteries de Marcq et de Marquette sont souvent débordées par l'abondance des résidus insolubles qui encombrent les bassins de dépôt et qui contribuent pour une grande part à l'envasement du canal de Roubaix et de la Basse-Deûle.

Lavage de déchets de filature de lin. Cette industrie, qui salit énormément les eaux, est exercée souvent par des personnes peu aisées, qui ne peuvent supporter les frais nécessaires à la construction des bassins indispensables au dépôt et à la conservation des matières insolubles. Il en résulte que les déchets mal lavés, souvent avec intention, pour leur donner plus de poids, éprouvent, sur les fils de fer où on les étale pour les faire sécher, une fermentation putride d'une odeur écœurante pour les voisins qui y sont exposés.

Abattoirs. Ces établissements tendent à se créer dans les localités populeuses, et ils constituent une amélioration très sensible au point de vue de la salubrité, à l'état de dispersion des tueries particulières. Il est de l'intérêt des bouchers qui occupent les échaudoirs, de les tenir très proprement, pour éviter la production des germes de fermentation putride, si dangereux pour la conservation des viandes.

Seulement, on peut leur adresser à tous le même reproche : c'est que, malgré la prescription de construire des bassins destinés à la purification par la chaux, des eaux de lavage chargées d'excréments et de matières sanguinolentes, avant de les déverser claires et inodores dans les cours d'eau, les bassins existent bien, mais on ne s'en sert pas, de sorte que les rivières reçoivent chaque jour un contingent notable de matières altérables de la pire espèce. Les choses se passent malheureusement ainsi dans presque toutes les communes urbaines ou rurales pourvues d'abattoirs.

L'abattoir de Saint-Amand, le dernier construit dans le département, fonctionne à la satisfaction de la population : comme les autres, il pêche sous le même rapport.

Les boyauderies qui existent souvent dans ces établissements, sont généralement mal tenues et laissent dégager des odeurs infectes, dont il serait cependant bien facile de s'affranchir, par les aspersions et les lavages au chlorure de chaux.

Etablissements industriels pouvant vicier l'air par les gaz et les vapeurs qui s'en dégagent.

Fabriques de produits chimiques.

Malgré les progrès réalisés dans cette industrie, elle est toujours pour les voisins, même à de grandes distances, une cause d'incommodité, quelquefois de danger, toujours de dommage, surtout pour les propriétés plantées d'arbres et les jardins. Hautmont, Croix, La Madeleine, Trith-St-Léger ont amélioré leurs errements, mais n'ont pas fait disparaître les inconvénients qui leur sont inhérents.

Fabriques de bleu d'Outremer.

Parmi elles, la plus importante, celle de Lille, a changé complètement ses procédés de fabrication ; il y aura toujours formation d'acides sulfureux et sulfhydrique, mais les réactions au lieu d'être simultanées, comme anciennement, seront successives, la neutralisation des gaz sera plus facile et plus complète.

Ateliers d'équarrissage.

Quand on a connu les projets de la ville de Lille de transférer l'équarrissage de Saint-André sur les hauteurs de Wambrechies, sans se rendre compte des modifications qui devaient être apportées dans la fabrication des engrais, les populations protestèrent avec un ensemble formidable. La Commission municipale dut alors rechercher des moyens qui permissent de s'affranchir des odeurs de la fabrication, tout en conservant aux matières animales, préparées par dessication en vases clos, les propriétés fertilisantes auxquelles il aurait été préjudiciable, pour la culture, de renoncer. Nous devons assister à des expériences qui nous fixeront prochainement sur la marche à adopter définitivement. Nous pourrons alors donner à notre population la satisfaction qu'elle attend depuis longtemps, malgré notre vif désir de l'affranchir d'une incommodité que nous sommes les premiers à reconnaître.

En général, les ateliers d'équarrissage sont mal tenus, et malgré leur isolement, donnent encore souvent lieu à des plaintes.

Les citernes à engrais constituent un danger pour les populations qui fréquentent, le soir surtout, les chemins le long desquels elles sont établies.

Rien de particulier concernant les fabriques de colle gélatine. Celle de leurs opérations qui est la plus insalubre, est l'extraction de la matière grasse contenue dans les résidus. Aussi l'Administration est-elle obligée de reléguer ces ateliers loin des habitations.

Fabriques de noir animal et dépôts d'os.

Ces fabriques, qu'on rencontre particulièrement dans les arrondissements de Valenciennes, Lille, Douai, Dunkerque, paraissent se relâcher des mesures de précaution qu'elles avaient prises pendant quelques temps et qui en avaient atténué les inconvénients. Je devrai manifester plus de sévérité à leur égard, car des plaintes assez nombreuses me sont parvenues.

Fabriques de glasse de mèlasse

Ces fabriques sont très incommodes par les émanations gazeuses qui se produisent pendant la calcination des résidus de l'évaporation ; les odeurs sont portées à de grandes distances et affectent péniblement les nerfs olfactifs, quelquefois même les organes respiratoires.

L'emploi du four Rabot permet d'obtenir une atténuation sensible, mais on ne les annihile pas complètement.

A Bourbourg, les plaintes contre la fabrique de potasse se sont reproduites, cependant les vents régnants S.-O. dirigent les gaz non directement sur la ville, mais sur le côté.

Plusieurs fonderies de suif au bain-marie par l'intermèdiaire des acides ont été, depuis l'année dernière, établies dans les arrondissements de Valenciennes, Douai, Lille, et n'ont donné lieu à aucune plainte de la part des voisins.

Les distilleries de pétrole de Courchelettes, de Sequedin et de Wattrelos ont fonctionné dans de bonnes conditions.

L'usine à gaz de Wazemmes-Lille gâte encore assez fréquemment l'eau des puits du voisinage. Quand ce mal se produit, il est incurable.

J'ai fait dernièrement une inspection générale des fabriques de céruse et j'ai constaté avec plaisir les améliorations apportées dans leurs procédés. Le travail au mouillé est pratiqué dans plusieurs d'entre-elles, et comme il offre plus de garanties contre l'intoxication saturnine contractée si facilement par certains ouvriers, il y aurait lieu, je crois, de le prescrire généralement.

Le besoin de la translation des cimetières, surtout dans les communes dont la population est en voie d'accroissement, se fait généralement sentir. L'Administration ne peut qu'encourager ce mouvement, dont le résultat est si favorable à la salubrité des populations.

En terminant, je remercie MM. les Ingénieurs du service des ponts et chaussées, ainsi que MM. les Chefs de division de la Préfecture, du concours qu'ils m'ont prêté pour faciliter l'accomplissement de mes fonctions.

Je donne aux gardes canaux attachés à mon service un témoignage public de ma satisfaction pour le zèle, l'intelligence et l'activité dont ils ont fait preuve dans leur surveillance incessante. Je les recommande en même temps à l'équitable bienveillance du Conseil général.

Agréez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma respectueuse considération.

L'Inspecteur départemental,
Vr MEUREIN.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES

I. — TABLE

SUIVANT LA PAGINATION

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE RAPPORT.

Pages.

SITUATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT. — Exposé..... 7

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTES ET BUDGETS.

CHAPITRE 1er.

COMPTE de 1880..... 17
COMPTE de 1881..... 18

CHAPITRE II.

BUDGET DE REPORT de 1881 à 1882..... 35

CHAPITRE III.

BUDGET RECTIFICATIF des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1882..... 38

DÉPENSES.

SOUS-CHAPITRE 1er.

Sous-Préfectures. — Mobilier — Acquisitions... 41
Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions..... 41
Tribunal d'Hazebrouck. — Parquet. — Ameublement..... 42
Batiments départementaux. — Assurances contre l'incendie..... 43
Propriétés départementales. — Contributions de 1882..... 43

Pages.

Casernes de Gendarmerie. — Grosses réparations..... 43
Préfecture (hôtel). — Etablissement d'une Verandah..... 44
Caserne de Gendarmerie de Lille. — Construction d'un bâtiment pour loger une 8e Brigade. 44

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local. 45

SOUS-CHAPITRE IX.

Archives départementales. Ventes de vieux papiers, avec affectation de la moitié du produit pour achat de portefeuilles et reliures..... 46

SOUS-CHAPITRE X.

Encouragements aux Sciences, aux lettres et aux Arts..... 47

SOUS-CHAPITRE XI.

Encouragements à l'Agriculture et à l'Industrie. 47

SOUS-CHAPITRE XII.

Subventions aux Communes..... 48

SOUS-CHAPITRE XIII.

Dépenses diverses..... 48
Conseil central d'hyhiène et de salubrité. — Publication d'un Vade-Mecum..... 48

Pages.

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires..... 49
Aliénés. — Dépenses arriérées..... 50
Enfants du 1er âge. — Dépenses arriérées..... 50
Frais d'impression. — Dépenses arriérées 51
Epizooties. — Dépenses arriérées 51
Caserne de gendarmerie de Valenciennes. — Eclairage..... 52
Caserne de gendarmerie de Bailleul. — Travaux 52
Caserne de gendarmerie de Clary. — Entretien en 1881..... 52
Voyageurs indigents. — Frais de transport et secours de route. — Dépenses arriérées..... 53

Récapitulation des dépenses ordinaires portées au budget rectificatif 54

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires 55
Ecole d'arts et métiers à Lille. — Part contributive du département 57

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires 58
Caserne de gendarmerie de Bouchain. — Travaux exécutés d'urgence et reconstruction..... 59
Maisons d'arrêt. — Grosses réparations..... 59
Sous-Préfectures. — Grosses réparations..... 60
Tribunaux. — Travaux de grosses réparations.. 61

Récapitulation des dépenses ordinaires et extraordinaires du budget rectificatif..... 62

CHAPITRE IV.

BUDGET DE 1883.

Budget ordinaire.

Recettes..... 63
Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. — Remboursement d'avances..... 68
Asile de Bailleul. — Avances pour l'agrandissement de cet établissement. — Remboursement. 68

SOUS-CHAPITRE 1er

Dépenses obligatoires.

Préfecture (hôtel). — Entretion des bâtiments.. 73
Sous-Préfectures. — Entretien des bâtiments... 73
— Loyers..... 73
Préfecture et Sous-Préfectures. — Mobiliers. — Entretien ordinaire..... 74
Ecole Normale de Douai. — Dépenses ordinaires. 74
Casernes de Gendarmerie. — Entretien..... 75
Casernes de Gendarmerie en location.— Dépenses. 75

Pages.

Tribunaux. — Entretien des bâtiments..... 79
Tribunal d'Hazebrouck. — Loyers..... 79
Tribunanx. — Mobilier. Entretien..... 79
Menues dépenses et frais de Parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justices de Paix et des Tribunaux de Police..... 80
Epizooties..... 81
Frais d'Impressions..... 81

SOUS-CHAPITRE II.

Propriétés départementales immobilières. — Travaux. — Acquisitions. — Échanges.

Propriétés départementales immobilières. — Travaux. — Acquisitions. — Echanges..... 82
Préfecture (hôtel). — Travaux..... 84
Archives départementales. — Entretien..... 84
Maisons d'arrêt. — Entretien..... 84
Architectes départementaux. — Traitement..... 84
Propriétés départementales. — Assurances..... 85
Contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture 86
Casernes de gendarmerie. — Frais d'éclairage.. 86
Préfecture (hôtel). — Chauffage et éclairage du corps de garde..... 87
Edifices départementaux. — Abonnements aux distributions d'eau..... 87
Frais d'Illumination des édifices, les jours de fêtes publiques..... 88
Traitement des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture..... 88
Traitement des concierges des Palais-de-Justice d'Avesnes, Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes 88
Caserne de gendarmerie de Clay. — 4e Annuité. 89

SOUS-CHAPITRE III.

Routes départementales..... 90-92

SOUS-CHAPITRE IV.

Chemins vicinaux. — Chemins de fer d'intérêt local.

Chemins de grande communication..... 103
Chemins d'intérêt commun..... 107
Chemins vicinaux ordinaires..... 114
Chemins vicinaux.— Exécution de la loi du 12 mars 1880. — Travaux à exécuter en 1883. 117
Chemins de fer d'Intérêt local. — Frais de Contrôle 117

SOUS-CHAPITRE V.

Enfants assistés..... 119

SOUS-CHAPITRE VI.

Aliénés..... 122

SOUS-CHAPITRE VII.

Assistance publique.

Voyageurs indigents. — Secours de route et moyens de transport..... 129

Pages.
Vaccine 129
Sociétés de charité maternelle..... 130
Enfants du 1er âge. —Protection. — Propositions budgétaires de 1882 et rapport sur la situation de ce service..... 131
Sociétés de secours mutuels..... 142
Bureaux d'assistance judiciaire..... 144
Maison de refuge du Bon-Pasteur..... 144
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon..... 145
Malades indigents. — Secours..... 146
Bégaiement. — Traitement par la méthode Chervin..... 146
Sourds-muets et jeunes aveugles. — Bourses.. 146
Comité de patronage des jeunes libérés. — Subside..... 148
Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. — Demande de subvention..... 148
Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelles. — Demande de subvention..... 149
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts on présumés péris à la pêche à la morue 149
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais..... 150
Incendies. — Secours..... 150
Secours en cas d'extrême misère..... 150
Société des Sauveteurs du Nord. — Subvention. 150
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. — Subvention..... 151
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable..... 151
Société centrale de sauvetage des naufragés.... 151

SOUS-CHAPITRE VIII.

Cultes.

Néant.

SOUS-CHAPITRE IX.

Archives départementales, communales et hospitalières..... 153

SOUS-CHAPITRE X.

Encouragements aux lettres, sciences et arts.

Bibliothèques administratives..... 156
Sociétés savantes. — Allocation de subsides.... 156
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France..... 157
Faculté de droit de Douai..... 161
Faculté des lettres de Douai. — Bourse d'agrégation 161
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille... 161
Elèves artistes. — Bourses..... 162
Commision historique du département du Nord.. 163
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons.... 163
Commission météorologique du Nord. — Subvention 164
Elèves Sages-Femmes. — Bourses..... 164
Ecoles des Maîtres-Mineurs de Douai..... 165

SOUS-CHAPITRE XI.

Encouragements à l'agriculture et à l'industrie.

Chambres consultatives d'agriculture..... 167
Associations agricoles..... 167
Exposition départementale d'agriculture et Concours d'animaux reproducteurs..... 168
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues.. 169
Agriculture. — Culture de la betterave. — Demande de subside formée par la société des agriculteurs du Nord..... 169
Station agronomique de Lille..... 170
Société régionale d'horticulture du Nord de la France. — Subvention..... 170
Cercle Horticole de Lille..... 170
Société d'horticulture de Valenciennes. — Subvention 171
Race chevaline..... 171
Société Hippique Française. — Concours de Lille. — Subvention annuelle 172
Association Vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais 173
Ecole vétérinaire d'Alfort..... 173
Animaux nuisibles. — Hannetonnage 173

SOUS-CHAPITRE XII.

Subventions aux communes

Pompes à Incendie. — Subsides..... 175
Sapeurs-Pompiers 175
Malades indigents. — Subventions..... 176
Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lille.... 176
Eglises. — Secours départementaux. — Crédit pour 1883..... 177

SOUS-CHAPITRE XIII.

Dépenses diverses.

Prisons départementales. — Indemnités de logement aux aumôniers..... 180
Conseils d'hygiène et de salubrité. — Frais de bureau..... 180
Salubrité publique. — Année 1881-1882..... 180
Épidémies..... 185
Gendarmerie. — Indemnités de logement..... 185
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. — Taxations..... 186
Impressions départementales 186
Anciens employés ou veuves d'employés. — Compléments de pensions ou indemnités..... 186
Caisse départementale des retraites 187
Préfecture et Sous-Préfectures. — Frais d'administration..... 187
Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses 188
Belles actions..... 188
Sociétés de tir avec armes de guerre 188

Pages.

Sociétés de gymnastique. — Subvention 189
Commission départementale.— Frais de bureau. 189
Sporting-Dunkerquois, (ancien yacht club du Nord). — Subvention..... 189
Pyramides de Denain et de Cysoing. — Traitement des gardiens..... 190
Poids et mesures. — Vérification..... 190
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie..... 193
Carte départementale au 1/40,000 et frais de conservation des pierres..... 195
Contributions directes. — Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers..... 195
Chambre de Commerce de Dunkerque. — Subvention inscrite en recette et dépense 195
Dépenses imprévues..... 196
Valenciennes. — Couverture du canal du Grand-Bruille. — Redevance due à la Ville..... 196

SOUS-CHAPITRE XIV.

Dettes départementales afférentes à des dépenses non-obligatoires.

Néant.

SOUS-CHAPITRE XV.

Instruction publique 197

SOUS-CHAPITRE XVI.

Cadastre 198-199
Commune d'Estrun. — Demande en renouvellement du cadastre..... 209

Budget ordinaire.—Récapitulation des dépenses. 201

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Recettes 202

SOUS-CHAPITRE XVII.

Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires..... 203
Etat-Civil. — Tables décennales de 1873 à 1882. 204
Instruction publique. — Compte d'emploi du produit de l'imposition de 2 centimes..... 205

SOUS-CHAPITRE XVIII

Dépenses imputables sur fonds d'Emprunt..... 207
Emprunt départemental de 15 millions..... 211

SOUS-CHAPITRE XIX.

Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires..... 212

Budgets, ordinaire et extraordinaire. — Récapitulation 213

Instruction publique.

Budget rectificatif de 1882..... 214
Budget des recettes et des dépenses de 1883 219
Ecole normale primaire d'instituteurs à Douai. — Construction et acquisition..... 228
Lycées et collèges. — Bourses..... 228

Pages

DEUXIÈME PARTIE.

Affaires soumises aux délibérations du Conseil général et ne comportant pas vote de crédit.

Contributions directes de 1883. — Répartement 231
Thun l'Evêque. — Demande en réduction du Contingent personnel et mobilier..... 233
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1879 et 1880..... 234
Contributions directes. — Recouvrement..... 235
Contributions personnelle et mobilière. — Vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes..... 235
Contributions directes. — Taxe personnelle. — Fixation pour l'année 1883..... 237
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1883..... 238
Impositions communales extraordinaires.— Fixation du maximum des centimes..... 239
Compte d'emploi des fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1881. 240
Impôt sur les Sucres. — Application d'un droit unique..... 240
Impôt sur le Pétrole. — Vœu tendant à l'abolition 241
Impôts. — Vœux divers..... 241
Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1881..... 242
Caisse départementale des retraites. — La dame Delaire. — Liquidation de la pension..... 242

CHAPITRE II.

Bourbourg. — Caserne de gendarmerie. — Brigade à pied. — Nouveau bail..... 243
Caserne de gendarmerie à Rosendaël. — Installation d'une brigade 243
Gendarmerie.— Création de nouvelles brigades. 244
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Situation de l'exercice 1881..... 245
Chemin de grande communication n° 6. — Traverse de Fives. — Plan d'alignement..... 245
Chemin de grande communication n° 6. — Traverse d'Hem. — Plan d'alignement..... 245
Chemin de grande communication n° 9. — Traverse de Mouveaux. — Plan d'alignement.... 246
Chemin de grande communication n° 35. — Classement du chemin d'accès à la station de Flines-lez-Raches..... 246
Chemin de grande communication n° 65.— Traverse de Fourmies. — Plan d'alignement.... 247
Chemin d'intérêt commun, n°s 15 de Bruille a Maulde. — Règlement des alignements dans la traverse de Mortagne..... 247
Chemin d'intérêt commun, n° 38 de Berlaimont à Préseau. — Révision des contingents d'entretien..... 248
Chemins d'intérêt commun n° 76, 76 bis et 248. — Plans d'alignements 249
Chemin d'intérêt commun n° 115 bis. — Traverse de Caudry. — Plan d'alignement..... 249

Pages.

Chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand. — Classement comme annexe du chemin d'intérêt commun n° 227, de Sepmeries à Bry.... 249

Chemins ruraux reconnus. — Projet de règlement général..... 250

Voirie urbaine. — Amélioration dans les villes industrielles et commerciales..... 250

CHAPITRE III.

Maisons d'école. — Demandes de secours..... 253

Flètre. — Restauration de 4 verrières, objets d'arts, à l'église. — Demande de subvention. 255

Hem. — Recouverture de l'église. Demande de secours..... 255

Mouchin. — Reconstruction de la toiture de l'église. — Secours..... 255

Petit-Forêt. — Construction d'une chapelle vicariale. — Demande de secours..... 256

Radinghem. — Achèvement du clocher de l'Eglise. — Demande de secours..... 257

Salesches. — Réparations au clocher de l'Eglise. Demande de secours..... 258

Wandignies-Hamage. — Réparation à la toiture de l'église. — Demande de secours..... 258

Tour de St-Amand (Monument historique). Consolidation..... 259

Opportunité d'ouvrir un crédit pour continuer un forage dans la Flandre..... 259

Etablissements et institutions de bienfaisance. — Secours sur les fonds de l'Etat pour 1883. 260

CHAPITRE IV

Chemins de fer. — Contrôle des Travaux. — Service de M. Cirodde, ingénieur en chef..... 261

Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. — Etudes et Travaux..... 265

Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon..... 281

Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle..... 282

Chemins de fer du Cambrésis. — Proposition de nomination d'un membre de la Commission à instituer conformément au décret du 20 mars 1882..... 285

Tramways..... 285

Routes Nationales..... 288

Ports Maritimes..... 289

Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais..... 294

Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris..... 300

Canal du Nord sur Paris..... 305

Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse..... 306

Service hydraulique. — Cours d'eau..... 307

Rivière de l'Yser. — Reconstruction et élargissement des ponts..... 312

Pêche fluviale. — Interdiction..... 313

ndustrie minérale..... 314

Jury d'expropriation..... 316

Chasse..... 316

Pages.

Services des Postes et Télégraphes..... 317

Elections municipales. — Sections électorales... 319

Tribunaux et Chambres de Commerce. — Révision des listes d'électeurs..... 324

Elections consulaires. — Listes des électeurs.... 324

Chambre de Commerce de Dunkerque. — Distraction des cantons de Bailleul et Merville..... 324

Chambre Consultative des arts et manufactures d'Avesnes. — Érection en Chambre de Commerce..... 325

Etablissement Thermal de St-Amand..... 325

Caisses d'épargne. — Situation en 1881..... 326

Hospices et Hôpitaux. — Situation en 1881..... 327

Bureaux de bienfaisance. — Situation en 1881.. 330

Monts-de-Piété. — Situation en 1881..... 332

Aliénés. — Statistique. — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet..... 334

Œuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées de l'asile de Bailleul..... 336

Culture du tabac..... 336

Tabacs. — Amélioration de la qualité inférieure. 337

Pertes agricoles par suite d'évènements malheureux. — Indemnités..... 338

Colonie agricole de St-Bernard. — Commission de surveillance..... 339

Octroi d'Armentières. — Prorogation et révision des règlement et tarif..... 339

Octroi d'Hondschoote. — Prorogation des tarif et réglement..... 340

Conseils de Prudhommes. — Fonctionnement... 340

Conseils locaux d'hygiène des manufactures. — Insalubrité des ateliers..... 340

Livrets d'ouvriers. — Abolition..... 341

Sapeurs-Pompiers. — Retenues à imposer aux Compagnies d'assurances..... 341

Arras (P.-de-C.). — Marché-aux-bêtes grasses.. 341

Statistique agricole, industrielle et commerciale. 342

ANALYSE DES VŒUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Avesnes..... 353

Cambrai..... 356

Douai..... 358

Dunkerque..... 359

Hazebrouck..... 363

Lille..... 364

Valenciennes..... 369

TROISIÈME PARTIE.

RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.

CHAPITRE 1er.

Service des postes et des télégraphes..... 373

Télégraphie. — Service technique.— Travaux.. 385

Pages.

CHAPITRE II.

Chemins de fer. — Exploitation. — Rapport de M. Meissonnier, inspecteur général..... 389
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État. — Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef..... 405
Chemins de fer. — Travaux. — Contrôle. — Rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef.... 417
Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle.— Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef 425
Ligne de Valenciennes à Laon. — Rapport de M. Menche de Loisne, ingénieur en chef..... 439
Chemins de fer. — Lignes de Busigny à Hirson et du Câteau à Laon. — Rapport de l'ingénieur en chef..... 441
Tramways. — Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef..... 445
Ports maritimes..... 457
Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais.... 501
Service de la navigation entre la Belgique et Paris 517
Canal du Nord sur Paris..... 537
Canal du Nord sur Paris. — Rapport de M. Sadi-Carnot à la Chambre des députés..... 541

Pages.

Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse..... 557
Routes nationales..... 565
Routes départementales..... 579
Chemins vicinaux de grande communication.... 591
Chemins d'intérêt commun..... 611
Chemins vicinaux ordinaires..... 629

CHAPITRE III.

Instruction primaire..... 643

CHAPITRE IV.

Enfants assistés..... 667
Enfants du premier âge..... 683
Asile d'aliénés d'Armentières..... 733
— Bailleul..... 751
— Lommelet..... 775

CHAPITRE V.

Industrie minérale..... 799
Service hydraulique..... 809
Salubrité publique..... 833

II — TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

Pages.

A

Agriculture. — Culture de la betterave. — Demande de subside formée par la Société des Agriculteurs du Nord..... 169
Agriculture. — Pertes par suite d'événements malheureux. — Indemnités..... 338
Aliénés. — Dépenses 122
Aliénés. — Dépenses arriérées..... 50
Aliénés. — Statistique. — Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet..... 334
— Rapports des directeurs 733-751-775
Anciens employés ou veuves d'employés. — Compléments de pensions. — Indemnités.... 186
Animaux nuisibles. — Hannetonnage..... 173
Archives départementales, Communales et hospitalières..... 153
Archives départementales. — Vente de vieux papiers avec affectation de la moitié du produit pour achat de portefeuilles et reliures..... 46
Archives départementales. — Entretien..... 84
Architectes départementaux. — Traitement..... 84
Armentières. — Octroi 339
Arras. — Marché aux bêtes grasses..... 341
Asile d'aliénées de Bailleul. — Avance par le département. — Remboursement..... 68
Asile de Bailleul. — Œuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées 336
Associations agricoles..... 167
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais..... 173

Pages.

B

Bâtiments départementaux. — Assurance contre l'incendie 43
Bégaiement. — Traitement par la méthode Chervin..... 146
Belles actions..... 188
Bibliothèques administratives..... 156
Budget de report de 1881 à 1882..... 35
Budget rectificatif des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1882..... 38
Budget ordinaire de 1883..... 63
Budget extraordinaire 202
Bureaux d'assistance judiciaire..... 144
Bureaux de bienfaisance. — Situation en 1881... 330

C

Cadastre..... 199
Cadastre.—Commune d'Estrun.— Demande en renouvellement..... 200
Caisses d'épargne. — Situation en 1881..... 326
Caisse départementale des retraites..... 187
Caisse départementale des retraites. — Situation au 31 décembre 1881..... 242
Caisse départementale des retraites. — La dame Delaire. —Liquidation de la pension..... 242
Caisse de secours des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue..... 149

Pages.

Caisse de secours des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais 150
Canal de Jonction de l'Escaut à la Meuse..... 306
— Rapport de l'Ingénieur en chef..... 557
Canal du Nord sur Paris..... 305
— Rapport de l'Ingénieur en chef..... 537
— Rapport de M. Sadi Carnot à la Chambre des Députés 541
Carte départementale au 1/40.000. — Frais de conservation des pierres..... 195
Casernes de gendarmerie. — Entretien..... 75
Casernes de gendarmerie en location. —Dépenses 75
Casernes de gendarmerie. — Frais d'éclairage... 86
Casernes de gendarmerie. — Grosses réparations 43
Caserne de gendarmerie de Bailleul. — Travaux 52
Caserne de gendarmerie de Bouchain.—Travaux exécutés d'urgence et reconstruction..... 59
Caserne de gendarmerie de Bourbourg. — Nouveau bail..... 243
Caserne de gendarmerie de Clary. — 4e annuité 89
Caserne de gendarmerie de Clary. — Entretien de 1881 52
Caserne de gendarmerie à Lille. — Construction d'un bâtiment pour loger une 8e brigade..... 44
Caserne de gendarmerie à Rosendael. — Installation d'une brigade à pied..... 243
Caserne de gendarmerie de Valenciennes. — Eclairage..... 52
Cercle horticole de Lille..... 170
Chambres consultatives d'agriculture..... 167
Chambre de commerce de Dunkerque. — Subvention en recettes et dépenses..... 195
Chambre de commerce de Dunkerque.— Distraction des cantons de Bailleul et de Merville..... 324
Chambre consultative des arts et manufactures d'Avesnes, — Conversion en chambre de commerce 325
Chambres et Tribunaux de commerce.— Révision des listes d'électeurs..... 323
Chambres et Tribunaux de commerce. Élections. — Liste des électeurs..... 324
Chasse..... 316
Chemins de fer. — Contrôle des travaux..... 261
— Rapport de M. Cirodde, Ingénieur en chef..... 417
Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon..... 281
Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon. — Rapports de M. l'Ingénieur en Chef 439-445
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'État. — Études et travaux..... 265
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. — — Rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef 405

Pages.

Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle..... 282
— Rapport de M. Doniol, ingénieur en Chef 425
Chemins de fer d'intérêt local. — Frais de contrôle..... 117
Chemins de fer du Cambrésis. — Proposition de nomination d'un membre de la Commission instituée conformément au décret du 20 mars 1882..... 285
Chemins de grande communication..... 103
— Rapport de M. l'Ingénieur en Chef.. 491
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. — Situation de l'exercice 1881..... 245
Chemin de grande communication n° 6. — Traverse de Fives. — Plan d'alignement..... 245
Chemin de grande communication n° 6. — Traverse d'Hem. — Plan d'alignement..... 245
Chemin de grande communication n° 9. — Traverse de Mouveaux. — Plan d'alignement..... 246
Chemin de grande communication n° 35. — Classement du chemin d'accès à la station de Flines-lez-Raches..... 246
Chemin de grande communication n° 65. — Traverse de Fourmies. — Plan d'alignement..... 247
Chemins d'intérêts commun..... 107
Rapport de M. l'Agent-voyer en chef..... 611
Chemin d'intérêt commun n° 15, de Bruille à Maulde. — Règlement des alignements dans la traverse de Mortagne 247
Chemin d'intérêt commun n° 38, de Berlaimont à Préseau. — Révision des contingents d'entretien..... 248
Chemins d'intérêt commun nos 76, 76 bis et 248. — Plans d'alignement..... 249
Chemin d'intérêt commun n° 115 bis. — Traverse de Caudry. — Plan des alignements.... 249
Chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand. — Classement comme annexe du chemin d'intérêt commun n° 227, de Sepmeries à Bry.... 229
Chemins ruraux reconnus. — Projet de règlement général..... 250
Chemins vicinaux. — Exécution de la loi du 12 mars 1880. — Travaux à exécuter en 1883. 117
Chemins vicinaux ordinaires..... 114
— Rapport de M. l'Agent-voyer en chef. 629
Collèges. — Bourses..... 228
Colonie agricole de Saint-Bernard.— Commission de surveillance..... 339
Commission départementale. — Frais de bureau. 189
Commission historique du département du Nord. — Subvention..... 163
Commission météorologique du Nord. — Subvention..... 164
Compte départemental de 1880..... 17
Compte départemental de 1881..... 18
Comité de patronage des jeunes libérés. — Subside..... 148

Pages

Concierges des Palais de Justice. — Traitement 88
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture — Traitement 88
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues.... 169
Concours départementaux d'agriculture..... 168
Conseil central d'hygiène et de salubrité — Publication d'un vade-mecum..... 48
Conseils d'arrondissement. — Vœux.— Analyse:
Avesnes..... 353
Cambrai..... 356
Douai..... 358
Dunkerque 359
Hazebrouck..... 363
Lille..... 364
Valenciennes..... 369
Conseils d'hygiene et de salubrité. — Frais de bureau..... 180
Conseil de Préfecture. — Frais de bureau et menues dépenses..... 188
Conseils de prud'hommes. — Fonctionnement.... 340
Conseils locaux d'hygiène des manufactures. — Insalubrité des ateliers 340
Contributions directes. — Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers..... 195
Contributions directes. — Recouvrement..... 235
Contributions directes de 1883. — Répartement. 231
Contributions personnelle et mobilière. Vœu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes..... 235

D

Dépenses imprévues..... 196
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon.... 145

E

École d'arts et métiers à Lille. — Part contributive du département..... 57
École des maîtres mineurs de Douai..... 165
École nationale d'arts et métiers de Châlons.... 163
École normale de Douai. — Dépenses ordinaires. 74
École normale primaire d'institutrices à Douai. — Construction et acquisition..... 228
École vétérinaire d'Alfort. — Bourses..... 173
Édifices départementaux. — Abonnement aux distributions d'eau..... 87
Édifices départementaux. — Frais d'illumination les jours de fêtes publiques..... 88
Églises. — Secours départementaux. — Crédits pour 1883..... 177

Pages

Église. — Secours. — Flêtre..... 255
Église. — Secours. — Hem..... 255
Église. — Secours. — Mouchin..... 255
Église. — Secours. — Petite-Forêt..... 256
Église. — Secours. — Radinghem..... 257
Église. — Secours. — Salesches..... 258
Église. — Secours. — Wandignies-Hamage 258
Élections municipales. — Sections électorales... 319
Élèves-artistes. — Bourses 162
Elèves sages-femmes. — Bourses..... 164
Emprunt départemental de 15 millions..... 211
Enfants assistés..... 119
— Rapport de M. l'Inspecteur départemental 667
Enfants de 1er âge. — Protection. — Propositions budgétaires..... 131
— Rapport de M. l'Inspecteur départemental. 683
Enfants du 1er âge. — Dépenses arriérées..... 51
Epidémies..... 185
Epizooties 81
Epizooties. — Dépenses arriérées..... 51
Etablissements et institutions de bienfaisance.— Secours sur les fonds de l'Etat pour 1883..... 260
Etablissement thermal de St-Amand..... 325
Etat-civil. — Tables décennales des registres de 1873 à 1882..... 204
Exposition départementale d'agriculture et concours d'animaux reproducteurs 168

F

Faculté de droit de Douai 161
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille 161-176
Faculté des lettres de Douai. — Bourse d'agrégation 161
Flêtre. — Restauration de quatre verrières, objets d'art, à l'église. — Demande de subvention..... 255
Fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures. — Compte d'emploi en 1881..... 240
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1879 et 1880..... 234
Forage à exécuter dans la Flandre. — Dépense.. 259

G

Gendarmerie. — Création de nouvelles brigades. 244
Gendarmerie. — Indemnités de logements aux officiers..... 185

Pages.

H

Hem. — Recouverture de l'église. — Demande de secours 255
Hondschoote. — Octroi 340
Hospices et hôpitaux. — Situation en 1881 327

I

Impositions communales extraordinaires. — Fixation du maximum des centimes 259
Impôt sur le pétrole.— Vœu pour l'abolition 241
Impôt sur les sucres. — Application d'un droit unique 240
Impôts. — Vœux divers 241
Impressions départementales. — Dépenses ..... 8.
Impressions départementales. — Dépenses arriérées 51-186
Incendies. — Secours 150
Industrie minérale 314
— Rapport de M. l'Ingénieur en Chef. 799
Institution des sourds-muets et jeunes aveugles de Ronchin. — Remboursement d'avances 68
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France 157
Instruction publique. — Budget rectificatif de 1882 214
Instruction publique. — Dépenses pour 1883 219
— Rapport de M. l'Inspecteur d'Académie. 643

J

Jury d'expropriation 316

L

Livrets d'ouvriers. — Abolition 341
Lycées et collèges. — Bourses 228

M

Maisons d'arrêt. — Entretien 84
Maisons d'arrêt. — Grosses réparations 59
Maisons d'écoles. — Demandes de secours 253
Maison de refuge du Bon-Pasteur 144

Pages.

Malades indigents. — Secours 146
Malades indigents. — Subventions 176
Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, de Tribunaux, Justices de paix et des Tribunaux de police 80
Monts-de-Piété. — Situation en 1881 332
Mouchin.—Reconstruction de la toiture de l'église —Secours 255

N

Navigation. — Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais 294
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 501
Navigation. — Service spécial entre la Belgique et Paris 300
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 517

O

Octroi d'Armentières. — Prorogation et révision des règlement et tarif 339
Octroi d'Hondschoote. — Prorogation des tarif et règlement 340

P

Pêche fluviale. — Interdiction 313
Petite-Forêt. — Construction d'une chapelle vicariale. — Demande de secours 256
Poids et mesures 190
Pompes à incendie. — Subsides 175
Ports maritimes 289
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 457
Postes et télégraphes. (Service des) 317
— Rapport de M. le Directeur 373
— Rapport de M. l'Inspecteur ingénieur 385
Préfecture (Hôtel.) — Chauffage et éclairage du corps de garde 87
Préfecture — Contributions afférentes aux bâtiments 86
Préfecture (Hôtel). — Entretien des bâtiments. 73
Préfecture (Hôtel). — Établissement d'une véranda 44
Préfecture (Hôtel). — Travaux 84
Préfecture et Sous-Préfectures.— Frais d'administration 187

Pages

Préfecture et Sous-Préfectures. — Mobilier. — Entretien..... 74
Prestations. — Tarif de rachatdes journées pour 1883..... 238
Prisons départementales — Indemnité de logement aux aumôniers..... 180
Propriétés départementales. — Contributions directes de 1882..... 43
Propriétés départementales. — Frais d'assurances..... 85
Pyramides de Denain et de Cysoing. — Traitement des gardiens..... 190

R

Race chevaline..... 171
Radinghem.— Achèvement du clocher de l'église. — Demande de secours..... 257
Rapports des chefs de service :
— Postes et télégraphes..... 373
— Télégraphie. — Service technique..... 385
— Chemins de fer. — Exploitation. — Rapport de M. Meissonnier..... 389
— Chemins de fer. — Travaux. — Contrôle. — Rapport de M. Cirodde..... 417
— Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. — Rapport de M. Doniol..... 405
— Chemins de fer d'intérêt local. — Contrôle. — Rapport de M. Doniol..... 425
— Ligne de Valenciennes à Laon. — Rapport de M. Menche de Loisne..... 439
— Lignes de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon. — Rapports de l'Ingénieur en chef..... 441
— Tramways. — Rapport de M. Doniol..... 445
— Ports maritimes..... 457
— Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais..... 501
— Navigation entre la Belgique et Paris... 517
— Canal du Nord sur Paris..... 537
— Rapport de M. Sadi-Carnot à la Chambre des députés..... 541
— Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. — Etudes..... 537
— Routes nationales..... 565
— Routes départementales..... 579
— Chemins de grande communication..... 591
— Chemins d'intérêt commun..... 611
— Chemins vicinaux ordinaires..... 629

Pages

Rapports Instruction publique..... 643
— Enfants assistés..... 647
— Enfants du 1er âge..... 683
— Asile d'aliénés. — Armentières..... 733
— — Bailleul..... 751
— — Lommelet..... 775
— Industrie minérale..... 799
— Service hydraulique..... 809
— Salubrité publique..... 833
Routes départementales..... 92
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef..... 579
Routes nationales..... 288
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef 565
Rivière de l'Yser. — Reconstruction et élargissement des ponts..... 312

S

St-Amand. — Consolidation de la Tour. (Monument historique)..... 259
Salesches. — Réparation au clocher de l'église.. 258
Salubrité publique..... 180
— Rapport de M. l'Inspecteur détemental..... 833
Sapeurs-Pompiers..... 175
Sapeurs-Pompiers. — Retenue à imposer aux compagnies d'assurances.— Vœu..... 341
Secours en cas d'extrême misère..... 150
Service hydraulique.— Cours d'eau..... 307
— Rapport de M. l'Ingénieur en chef.... 809
Situation financière du département — Exposé... 7
Société centrale de sauvetage des naufragés.... 151
Sociétés de charité maternelle..... 130
Sociétés de gymnastique. — Subvention..... 189
Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. — Demande de subvention..... 148
Société des Sauveteurs du Nord. — Subvention.. 150
Sociétés de secours mutuels..... 143
Sociétés de tir avec armes de guerre..... 188
Société d'horticulture de Valenciennes. — Subvention..... 171
Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelles.— Demande de subvention..... 149
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. — Subvention..... 151

Pages.

Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable..... 151
Société hippique française. — Concours de Lille. — Subvention annuelle..... 172
Société régionale d'horticulture du Nord de la France. — Subvention..... 170
Sociétés savantes. — Subsides..... 156
Sourds-muets et jeunes aveugles..... 146
Sous-Préfectures. — Entretien des bâtiments.... 73
Sous-Préfectures. — Grosses réparations..... 60
Sous-Préfectures. — Loyers..... 73
Sous-Préfectures. — Mobilier. — Acquisitions.... 41
Sporting-Dunkerquois (ancien Yacht-club du Nord). — Subvention..... 189
Station agronomique de Lille..... 170
Statistique agricole, industrielle et commerciale. — Renseignements..... 342

T

Tabacs. — Amélioration de la qualité inférieure. 337
Tabacs. — Culture..... 336
Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers..... 186
Télégraphie (voir Postes).
Taxe personnelle. — Fixation pour l'année 1883. 237
Thun-Lévêque. — Demande en réduction du contingent mobilier..... 233
Tramways..... 285
Tramways. — Rapport de M. l'Ingénieur en chef..... 445

Pages.

Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie..... 193
Tribunaux (Voir menues dépenses, etc)..... 80
Tribunaux. — Entretien des bâtiments..... 79
Tribunaux. — Grosses réparations..... 64
Tribunal civil d'Hazebrouck. — Parquet— Ameublement..... 43
Tribunal d'Hazebrouck. — Loyer..... 79
Tribunaux. — Mobilier. — Acquisitions..... 41
Tribunaux. — Mobilier. — Entretien..... 79
Tribunaux et Chambres de commerce. — Élections. — Liste des électeurs..... 324
Tribunaux et Chambres de commerce. — Révision de la liste des électeurs..... 323

V

Vaccine..... 129
Valenciennes. — Couverture du canal du Grand-Brûlé. — Redevance due à la ville..... 196
Voierie urbaine. — Amélioration dans les villes industrielles et commerciales..... 250
Voyageurs indigents. — Frais de transport et secours de route. — Dépenses arriérées..... 53
Voyageurs indigents.—Secours de route et moyens de transport..... 129

W

Wandignies-Hamage. — Réparation à la toiture de l'église. — Demande de secours..... 258

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

Lille Imp. L. Danel.

LILLE, IMP L. DANEL.

I. - TABLE SUIVANT LA PAGINATION DES MATIERES CONTENUES DANS LE RAPPORT.
SITUATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT. - Exposé
PREMIERE PARTIE. COMPTES ET BUDGETS.
CHAPITRE I^er.
COMPTE de 1880
COMPTE de 1881
CHAPITRE II.
BUDGET DE REPORT de 1881 à 1882
CHAPITRE III.
BUDGET RECTIFICATIF des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1882
DEPENSES.
SOUS-CHAPITRE 1^er.
Sous-Préfectures. - Mobilier - Acquisitions
Tribunaux. - Mobilier. - Acquisitions
Tribunal d'Hazebrouck. - Parquet. - Ameublement
Batiments départementaux. - Assurances contre l'incendie
Propriétés départementales. - Contributions de 1882
Casernes de Gendarmerie. - Grosses réparations
Préfecture (hôtel). - Etablissement d'une Verandah
Caserne de Gendarmerie de Lille. - Construction d'un bâtiment pour loger une 8^e Brigade
SOUS-CHAPITRE IV.
Chemins vicinaux, Chemins de fer d'intérêt local
SOUS-CHAPITRE IX.
Archives départementales. Ventes de vieux papiers, avec affectation de la moitié du produit pour achat de portefeuilles et reliures
SOUS-CHAPITRE X.
Encouragements aux Sciences, aux lettres et aux Arts
SOUS-CHAPITRE XI.
Encouragements à l'Agriculture et à l'Industrie
SOUS-CHAPITRE XII.
Subventions aux Communes
SOUS-CHAPITRE XIII.
Dépenses diverses
Conseil central d'hygiène et de salubrité. - Publication d'un Vade-Mecum
SOUS-CHAPITRE XIV.
Dettes départementales afférentes à des dépenses non obligatoires
Aliénés. - Dépenses arriérées
Enfants du 1er âge. - Dépenses arriérées
Frais d'impression. - Dépenses arriérées
Epizooties. - Dépenses arriérées
Caserne de gendarmerie de Valenciennes. - Eclairage
Caserne de gendarmerie de Bailleul. - Travaux
Caserne de gendarmerie de Clary. - Entretien en 1881
Voyageurs indigents. - Frais de transport et secours de route. - Dépenses arriérées
Récapitulation des dépenses ordinaires portées au budget rectificatif
SOUS-CHAPITRE XVII.
Dépenses imputables sur le produit d'impositions extraordinaires
Ecole d'arts et métiers à Lille. - Part contributive du département
SOUS-CHAPITRE XIX.
Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires
Caserne de gendarmerie de Bouchain. - Travaux exécutés d'urgence et reconstruction
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Sous-Préfectures. - Grosses réparations
Tribunaux. - Travaux de grosses réparations
Récapitulation des dépenses ordinaires et extraordinaires du budget rectificatif
CHAPITRE IV
BUDGET DE 1883. Budget ordinaire.
Recettes
Institution des sourds-muets et aveugles de Ronchin. - Remboursement d'avances
Asile de Bailleul. - Avances pour l'agrandissement de cet établissement. - Remboursement.
SOUS-CHAPITRE 1^er
Dépenses obligatoires.
Préfecture (hôtel). - Entretion des bâtiments
Sous-Préfectures. - Entretien des bâtiments
Sous-Préfectures. Loyers
Préfecture et Sous-Préfectures. - Mobiliers. - Entretien ordinaire
Ecole Normale de Douai. - Dépenses ordinaires
Casernes de Gendarmerie. - Entretien
Casernes de Gendarmerie en location. - Dépenses
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunal d'Hazebrouck. - Loyers
Tribunaux. - Mobilier. Entretien
Menues dépenses et frais de Parquet de la Cour d'assises, des Tribunaux, Justices de Paix et des Tribunaux de Police
Epizooties
Frais d'Impressions
SOUS-CHAPITRE II.
Propriétés départementales immobilières. - Travaux. - Acquisitions. - Echanges.
Propriétés départementales immobilières. - Travaux. - Acquisitions. - Echanges
Préfecture (hôtel). - Travaux
Archives départementales. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Entretien
Architectes départementaux. - Traitement
Propriétés départementales. - Assurances
Contributions afférentes aux bâtiments de la Préfecture
Casernes de gendarmerie. - Frais d'éclairage
Préfecture (hôtel). - Chauffage et éclairage du corps de garde
Edifices départementaux. - Abonnements aux distributions d'eau
Frais d'Illumination des édifices, les jours de fêtes publiques
Traitement des concierges et de trois garçons de bureau de la Préfecture
Traitement des concierges des Palais-de-Justice d'Avesnes, Lille, Dunkerque, Douai, Valenciennes
Caserne de gendarmerie de Clay. - 4^e Annuité

SOUS-CHAPITRE III.
Routes départementales
SOUS-CHAPITRE IV.
Chemins vicinaux. - Chemins de fer d'intérêt local.
Chemins de grande communication
Chemins d'intérêt commun
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux. - Exécution de la loi du 12 mars 1880. - Travaux à exécuter en 1883.
Chemins de fer d'Intérêt local. - Frais de Contrôle
SOUS-CHAPITRE V.
Enfants assistés
SOUS-CHAPITRE VI.
Aliénés
SOUS-CHAPITRE VII.
Assistance publique.
Voyageurs indigents. - Secours de route et moyens de transport
Vaccine
Sociétés de charité maternelle
Enfants du 1er âge. - Protection. - Propositions budgétaires de 1882 et rapport sur la situation de ce service
Sociétés de secours mutuels
Bureaux d'assistance judiciaire
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon
Malades indigents. - Secours
Bégaiement. - Traitement par la méthode Chervin
Sourds-muets et jeunes aveugles. - Bourses
Comité de patronage des jeunes libérés. - Subside
Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. - Demande de subvention
Société de protection des engagés volontaires élevés dans les maisons d'éducation correctionnelles. - Demande de subvention
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts on présumés péris à la pêche à la morue
Caisse de secours en faveur des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais
Incendies. - Secours
Secours en cas d'extrême misère
Société des Sauveteurs du Nord. - Subvention
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. - Subvention
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable
Société centrale de sauvetage des naufragés
SOUS-CHAPITRE VIII.
Cultes.
Néant.
SOUS-CHAPITRE IX.
Archives départementales, communales et hospitalières
SOUS-CHAPITRE X.
Encouragements aux lettres, sciences et arts.
Bibliothèques administratives
Sociétés savantes. - Allocation de subsides
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France
Faculté de droit de Douai
Faculté des lettres de Douai. - Bourse d'agrégation
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille
Elèves artistes. - Bourses
Commision historique du département du Nord
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Commission météorologique du Nord. - Subvention
Elèves Sages-Femmes. - Bourses
Ecoles des Maîtres-Mineurs de Douai
SOUS-CHAPITRE XI.
Encouragements à l'agriculture et à l'industrie.
Chambres consultatives d'agriculture
Associations agricoles
Exposition départementale d'agriculture et Concours d'animaux reproducteurs
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues
Agriculture. - Culture de la betterave. - Demande de subside formée par la société des agriculteurs du Nord
Station agronomique de Lille
Société régionale d'horticulture du Nord de la France. - Subvention
Cercle Horticole de Lille
Société d'horticulture de Valenciennes. - Subvention
Race chevaline
Société Hippique Française. - Concours de Lille. - Subvention annuelle
Association Vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais
Ecole vétérinaire d'Alfort
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
SOUS-CHAPITRE XII.
Subventions aux communes
Pompes à Incendie. - Subsides
Sapeurs-Pompiers
Malades indigents. - Subventions
Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lille
Eglises. - Secours départementaux. - Crédit pour 1883
SOUS-CHAPITRE XIII.
Dépenses diverses.
Prisons départementales. - Indemnités de logement aux aumôniers
Conseils d'hygiène et de salubrité. - Frais de bureau
Salubrité publique. - Année 1881-1882
Epidémies
Gendarmerie. - Indemnités de logement
Travaux d'intérêt public à la charge des particuliers. - Taxations
Impressions départementales
Anciens employés ou veuves d'employés. - Compléments de pensions ou indemnités
Caisse départementale des retraites

Préfecture et Sous-Préfectures. - Frais d'administration
Conseil de Préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses
Belles actions
Sociétés de tir avec armes de guerre
Sociétés de gymnastique. - Subvention
Commission départementale. - Frais de bureau
Sporting-Dunkerquois, (ancien yacht club du Nord). - Subvention
Pyramides de Denain et de Cysoing. - Traitement des gardiens
Poids et mesures. - Vérification
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie
Carte départementale au 1/40,000 et frais de conservation des pierres
Contributions directes. - Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers
Chambre de Commerce de Dunkerque. - Subvention inscrite en recette et dépense
Dépenses imprévues
Valenciennes. - Couverture du canal du Grand-Bruille. - Redevance due à la Ville
SOUS-CHAPITRE XIV.
Dettes départementales afférentes à des dépenses non-obligatoires.
Néant.
SOUS-CHAPITRE XV.
Instruction publique
SOUS-CHAPITRE XVI.
Cadastre
Commune d'Estrun. - Demande en renouvellement du cadastre
Budget ordinaire. - Récapitulation des dépenses
BUDGET EXTRAORDINAIRE.
Recettes
SOUS-CHAPITRE XVII.
Dépenses imputables sur le produit des centimes extraordinaires
Etat-Civil. - Tables décennales de 1873 à 1882
Instruction publique. - Compte d'emploi du produit de l'imposition de 2 centimes
SOUS-CHAPITRE XVIII
Dépenses imputables sur fonds d'Emprunt
Emprunt départemental de 15 millions
SOUS-CHAPITRE XIX.
Dépenses imputables sur les produits éventuels extraordinaires
Budgets, ordinaire et extraordinaire. - Récapitulation
Instruction publique.
Budget rectificatif de 1882
Budget des recettes et des dépenses de 1883
Ecole normale primaire d'instituteurs à Douai. - Construction et acquisition
Lycées et collèges. - Bourses
DEUXIEME PARTIE. Affaires soumises aux délibérations du Conseil général et ne comportant pas vote de crédit.
Contributions directes de 1883. - Répartement
Thun l'Evêque. - Demande en réduction du Contingent personnel et mobilier
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1879 et 1880
Contributions directes. - Recouvrement
Contributions personnelle et mobilière. - Voeu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes
Contributions directes. - Taxe personnelle. - Fixation pour l'année 1883
Tarif de rachat des journées de prestation pour 1883
Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Compte d'emploi des fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures en 1881.
Impôt sur les Sucres. - Application d'un droit unique
Impôt sur le Pétrole. - Voeu tendant à l'abolition
Impôts. - Voeux divers
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1881
Caisse départementale des retraites. - La dame Delaire. - Liquidation de la pension
CHAPITRE II.
Bourbourg. - Caserne de gendarmerie. - Brigade à pied. - Nouveau bail
Caserne de gendarmerie à Rosendaël. - Installation d'une brigade
Gendarmerie. - Création de nouvelles brigades
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. - Situation de l'exercice 1881
Chemin de grande communication n° 6. - Traverse de Fives. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 6. - Traverse d'Hem. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 9. - Traverse de Mouveaux. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 35. - Classement du chemin d'accès à la station de Flines-lez-Raches
Chemin de grande communication n° 65. - Traverse de Fourmies. - Plan d'alignement
Chemin d'intérêt commun, n^{os} 15 de Bruille a Maulde. - Règlement des alignements dans la traverse de Mortagne
Chemin d'intérêt commun, n° 38 de Berlaimont à Préseau. - Révision des contingents d'entretien
Chemins d'intérêt commun n° 76, 76 bis et 248. - Plans d'alignements
Chemin d'intérêt commun n° 115 bis. - Traverse de Caudry. - Plan d'alignement
Chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand. - Classement comme annexe du chemin d'intérêt commun n° 227, de Sepmeries a Bry
Chemins ruraux reconnus. - Projet de réglement général
Voirie urbaine. - Amélioration dans les villes industrielles et commerciales
20
CHAPITRE III.
Maisons d'école. - Demandes de secours
Flètre. - Restauration de 4 verrières, objets d'arts, à l'église. - Demande de subvention
Hem. - Recouverture de l'église. Demande de secours
Mouchin. - Reconstruction de la toiture de l'église. - Secours
Petit-Forêt. - Construction d'une chapelle vicariale. - Demande de secours
Radinghem. - Achèvement du clocher de l'Eglise. - Demande de secours
Salesches. - Réparations au clocher de l'Eglise. Demande de secours
Wandignies-Hamage. - Réparation à la toiture de l'église. - Demande de secours
Tour de St-Amand (Monument historique). Consolidation
Opportunité d'ouvrir un crédit pour continuer un forage dans la Flandre
Etablissements et institutions de bienfaisance. - Secours sur les fonds de l'Etat pour 1883
CHAPITRE IV
Chemins de fer. - Contrôle des Travaux. - Service de M. Cirodde, ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - Etudes et Travaux
Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon

Chemins de fer d'intérêt local. - Contrôle
Chemins de fer du Cambrésis. - Proposition de nomination d'un membre de la Commission à instituer conformément au décret du 20 mars 1882
Tramways
Routes Nationales
Ports Maritimes
Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Service spécial de la navigation entre la Belgique et Paris
Canal du Nord sur Paris
Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse
Service hydraulique. - Cours d'eau
Rivière de l'Yser. - Reconstruction et élargisse [...] ment des ponts
Pêche fluviale. - Interdiction
[...] ndustrie minérale
Jury d'expropriation
Chasse
Services des Postes et Télégraphes
Elections municipales. - Sections électorales
Tribunaux et Chambres de Commerce. - Révision des listes d'électeurs
Elections consulaires. - Listes des électeurs
Chambre de Commerce de Dunkerque. - Distraction des cantons de Bailleul et Merville
Chambre Consultative des arts et manufectures d'Avesnes. - Erection en Chambre de Commerce
Etablissement Thermal de St-Amand
Caisses d'épargne. - Situation en 1881
Hospices et Hôpitaux. - Situation en 1881
Bureaux de bienfaisance. - Situation en 1881
Monts-de-Piété. - Situation en 1881
Aliénés. - Statistique. - Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet
Oeuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées de l'asile de Bailleul
Culture du tabac
Tabacs. - Amélioration de la qualité inférieure
Pertes agricoles par suite d'évènements malheureux. - Indemnités
Colonie agricole de St-Bernard. - Commission de surveillance
Octroi d'Armentières. - Prorogation et révision des règlement et tarif
Octroi d'Hondschoote. - Prorogation des tarif et réglement
Conseils de Prudhommes. - Fonctionnement
Conseils locaux d'hygiène des manufactures. - Insalubrité des ateliers
Livrets d'ouvriers. - Abolition
Sapeurs-Pompiers. - Retenues à imposer aux Compagnies d'assurances
Arras (P.-de-C.). - Marché-aux-bêtes grasses
Statistique agricole, industrielle et commerciale
ANALYSE DES VOEUX DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.
Avesnes
Cambrai
Douai
Dunkerque
Hazebronck
Lille
Valenciennes
TROISIEME PARTIE.
RAPPORTS DES CHEFS DE SERVICE.CHAPITRE I^er^.
Service des postes et des télégraphes
Télégraphie. - Service technique. - Travaux
CHAPITRE II.
Chemins de fer. - Exploitation. - Rapport de M. Meissonnier, inspecteur général
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef
Chemins de fer. - Travaux. - Contrôle. - Rapport de M. Cirodde, ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt local. - Contrôle. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef
Ligne de Valenciennes à Laon. - Rapport de M. Menche de Loisne, ingénieur en chef
Chemins de fer. - Lignes de Busigny à Hirson et du Câteau à Laon. - Rapport de l'ingénieur en chef
Tramways. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en chef
Ports maritimes
Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Service de la navigation entre la Belgique et Paris
Canal du Nord sur Paris
Canal du Nord sur Paris. - Rapport de M. Sadi-Carnot à la Chambre des députés
Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse
Routes nationales
Routes départementales
Chemins vicinaux de grande communication
Chemins d'intérêt commun
Chemins vicinaux ordinaires
CHAPITRE III.
Instruction primaire
CHAPITRE IV.
Enfants assistés
Enfants du premier âge
Asile d'aliénés d'Armentières
Asile d'aliénés Bailleul
Asile d'aliénés Lommelet
CHAPITRE V.
Industrie minérale
Service hydraulique
Salubrité publique
II - TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES.
A
Agriculture. - Culture de la betterave. - Demande de subside formée par la Société des Agriculteurs du Nord
Agriculture. - Pertes par suite d'événements malheureux. - Indemnités
Aliénés. - Dépenses
Aliénés. - Dépenses arriérées
Aliénés. - Statistique. - Asiles d'Armentières, de Bailleul et de Lommelet

Aliénés. - Rapports des directeurs
Anciens employés ou veuves d'employés. - Compléments de pensions. - Indemnités
Animaux nuisibles. - Hannetonnage
Archives départementales, Communales et hospitalières
Archives départementales. - Vente de vieux papiers avec affectation de la moitié du produit pour achat de portefeuilles et reliures
Archives départementales. - Entretien
Architectes départementaux. - Traitement
Armentières. - Octroi
Arras. - Marché aux bêtes grasses
Asile d'aliénées de Bailleul. - Avance par le département. - Remboursement
Asile de Bailleul. - Oeuvre de patronage pour les aliénées indigentes sorties guéries ou améliorées
Associations agricoles
Association vétérinaire du Nord et du Pas-de-Calais

B

Bâtiments départementaux. - Assurance contre l'incendie
Bégaiement. - Traitement par la méthode Chervin
Belles actions
Bibliothèques administratives
Budget de report de 1881 à 1882
Budget rectificatif des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 1882
Budget ordinaire de 1883
Budget extraordinaire
Bureaux d'assistance judiciaire
Bureaux de bienfaisance. - Situation en 1881

C

Cadastre
Cadastre. - Commune d'Estrun. - Demande en renouvellement
Caisses d'épargne. - Situation en 1881
Caisse départementale des retraites
Caisse départementale des retraites. - Situation au 31 décembre 1881
Caisse départementale des retraites. - La dame Delaire. - Liquidation de la pension
Caisse de secours des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche à la morue
Caisse de secours des familles de marins morts ou présumés péris à la pêche du poisson frais
Canal de Jonction de l'Escaut à la Meuse
Canal de Jonction de l'Escaut à la Meuse, Rapport de l'Ingénieur en chef
Canal du Nord sur Paris
Canal du Nord sur Paris, Rapport de l'Ingénieur en chef
Canal du Nord sur Paris Rapport de M. Sadi Carnot à la Chambre des Députés
Carte départementale au 1/40.000. - Frais de conservation des pierres
Casernes de gendarmerie. - Entretien
Casernes de gendarmerie en location. - Dépenses
Casernes de gendarmerie. - Frais d'éclairage
Casernes de gendarmerie. - Grosses réparations
Caserne de gendarmerie de Bailleul. - Travaux
Caserne de gendarmerie de Bouchain. - Travaux exécutés d'urgence et reconstruction
Caserne de gendarmerie de Bourbourg. - Nouveau bail
Caserne de gendarmerie de Clary. - 4e annuité
Caserne de gendarmerie de Clary. - Entretien de 1881
Caserne de gendarmerie à Lille. - Construction d'un bâtiment pour loger une 8e brigade
Caserne de gendarmerie à Rosendael. - Installation d'une brigade à pied
Caserne de gendarmerie de Valenciennes. - Eclairage
Cercle horticole de Lille
Chambres consultatives d'agriculture
Chambre de commerce de Dunkerque. - Subvention en recettes et dépenses
Chambre de commerce de Dunkerque. - Distraction des cantons de Bailleul et de Merville
Chambre consultative des arts et manufactures d'Avesnes, - Conversion en chambre de commerce
Chambres et Tribunaux de commerce. - Révision des listes d'électeurs
Chambres et Tribunaux de commerce. Elections. - Liste des electeurs
Chasse
Chemins de fer. - Contrôle des travaux
Chemins de fer. - Rapport de M. Cirodde, Ingénieur en chef
Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon
Chemins de fer de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon. - Rapports de M. l'Ingénieur en Chef
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - Etudes et travaux
Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - - Rapport de M. Doniol, Ingénieur en chef
Chemins de fer d'intérêt local. - Contrôle
Chemins de fer d'intérêt local. - Rapport de M. Doniol, ingénieur en Chef
Chemins de fer d'intérêt local. - Frais de contrôle
Chemins de fer du Cambrésis. - Proposition de nomination d'un membre de la Commission instituée conformément au décret du 20 mars 1882
Chemins de grande communication
Chemins de grande communication. - Rapport de M. l'Ingénieur en Chef
Chemins de grande communication et d'intérêt commun. - Situation de l'exercice 1881
Chemin de grande communication n° 6. - Traverse de Fives. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 6. - Traverse d'Hem. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 9. - Traverse de Mouveaux. - Plan d'alignement
Chemin de grande communication n° 35. - Classement du chemin d'accès à la station de Flineslez-Raches
Chemin de grande communication n° 65. - Traverse de Fourmies. - Plan d'alignement
Chemins d'intérêts commun
Rapport de M. l'Agent-voyer en chef
Chemin d'intérêt commun n° 15, de Bruille à Maulde. - Règlement des alignements dans la traverse de Mortagne
Chemin d'intérêt commun n° 38, de Berlaimont à Préseau. - Révision des contingents d'entretien
Chemins d'intérêt commun nos 76, 76 bis et 248. - Plans d'alignement
Chemin d'intérêt commun n° 115 bis. - Traverse de Caudry. - Plan des alignements
Chemin d'accès à la gare de Wargnies-le-Grand. - Classement comme annexe du chemin d'intérêt commun n° 227, de Sepmeries à Bry
Chemins ruraux reconnus. - Projet de règlement général
Chemins vicinaux. - Exécution de la loi du 12 mars 1880. - Travaux à exécuter en 1883
Chemins vicinaux ordinaires
Chemins vicinaux ordinaires. - Rapport de M. l'Agent-voyer en chef
Collèges. - Bourses
Colonie agricole de Saint-Bernard. - Commission de surveillance

Commission départementale. - Frais de bureau
Commission historique du département du Nord. - Subvention
Commission météorologique du Nord. - Subvention
Compte départemental de 1880
Compte départemental de 1881
Comité de patronage des jeunes libérés. - Subside
Concierges des Palais de Justice. - Traitement
Concierges et garçons de bureau de la Préfecture - Traitement
Concours d'animaux reproducteurs à Bergues
Concours départementaux d'agriculture
Conseil central d'hygiène et de salubrité - Publication d'un vade-mecum
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Avesnes
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Cambrai
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Douai
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Dunkerque
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Hazebrouck
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Lille
Conseils d'arrondissement. - Voeux. - Analyse: Valenciennes
Conseils d'hygiene et de salubrité. - Frais de bureau
Conseil de Préfecture. - Frais de bureau et menues dépenses
Conseils de prud'hommes. - Fonctionnement
Conseils locaux d'hygiène des manufactures. - Insalubrité des ateliers
Contributions directes. - Frais de division de cotes entre propriétaires et fermiers
Contributions directes. - Recouvrement
Contributions-directes de 1883. - Répartement
Contributions personnelle et mobilière. Voeu du Conseil d'arrondissement d'Avesnes

D

Dépenses imprévues
Dépôt de mendicité de Montreuil-sous-Laon

E

Ecole d'arts et métiers à Lille. - Part contributive du département
Ecole des maîtres mineurs de Douai
Ecole nationale d'arts et métiers de Châlons
Ecole normale de Douai. - Dépenses ordinaires
Ecole normale primaire d'institutrices à Douai. - Construction et acquisition
Ecole vétérinaire d'Alfort. - Bourses
Edifices départementaux. - Abonnement aux distributions d'eau
Edifices départementaux. - Frais d'illumination les jours de fêtes publiques
Eglises. - Secours départementaux. - Crédits pour 1883
Eglise. - Secours. - Flêtre
Eglise. - Secours. - Hem
Eglise. - Secours. - Mouchin
Eglise. - Secours. - Petite-Forêt
Eglise. - Secours. - Radinghem
Eglise. - Secours. - Salesches
Eglise. - Secours. - Wandignies-Hamage
Elections municipales. - Sections électorales
Elèves-artistes. - Bourses
Elèves sages-femmes. - Bourses
Emprunt départemental de 15 millions
Enfants assistés
Enfants assistés. - Rapport de M. l'Inspecteur départemental
Enfants de 1er âge. - Protection. - Propositions budgétaires
Enfants de 1er âge. - Rapport de M. l'Inspecteur départemental
Enfants du 1er âge. - Dépenses arriérées
Epidémies
Epizooties
Epizooties. - Dépenses arriérées
Etablissements et institutions de bienfaisance.-Secours sur les fonds de l'Etat pour 1883
Etablissement thermal de St-Amand
Etat-civil. - Tables décennales des registres de 1873 à 1882
Exposition départementale d'agriculture et concours d'animaux reproducteurs

F

Faculté de droit de Douai
Faculté de médecine et de pharmacie de Lille
Faculté des lettres de Douai. - Bourse d'agrégation
Flêtre. - Restauration de quatre verrières, objets d'art, à l'église. - Demande de subvention
Fonds d'abonnement de la Préfecture et des Sous-Préfectures. - Compte d'emploi en 1881
Fonds de non-valeurs et de réimposition de 1879 et 1880
Forage à exécuter dans la Flandre. - Dépense

G

Gendarmerie. - Création de nouvelles brigades
Gendarmerie. - Indemnités de logements officiers

H

Hem. - Recouverture de l'église. - Demande de secours
Hondschoote. - Octroi
Hospices et hôpitaux. - Situation en 1881

I

Impositions communales extraordinaires. - Fixation du maximum des centimes
Impôt sur le pétrole.- Voeu pour l'abolition
Impôt sur les sucres. - Application d'un droit unique
Impôts. - Voeux divers
Impressions départementales. - Dépenses
Impressions départementales. - Dépenses arriérées
Incendies. - Secours
Industrie minérale
Industrie minérale - Rapport de M. l'Ingénieur en Chef
Institution des sourds-muets et jeunes aveugles de Ronchin. - Remboursement d'avances
Institut industriel, agronomique et commercial du Nord de la France
Instruction publique. - Budget rectificatif de 1882

Instruction publique. - Dépenses pour 1883
Instruction publique. - Rapport de M. l'Inspecteur d'Académie

J

Jury d'expropriation

L

Livrets d'ouvriers. - Abolition
Lycées et collèges. - Bourses

M

Maisons d'arrêt. - Entretien
Maisons d'arrêt. - Grosses réparations
Maisons d'écoles. - Demandes de secours
Maison de refuge du Bon-Pasteur
Malades indigents. - Secours
Malades indigents. - Subventions
Menues dépenses et frais de parquet de la Cour d'assises, de Tribunaux, Justices de paix et des Tribunaux de police
Monts-de-Piété. -Situation en 1881
Mouchin. - Reconstruction de la toiture de l'église -Secours

N

Navigation. - Service spécial des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Navigation. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Navigation. - Service spécial entre la Belgique et Paris
Navigation. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef

O

Octroi d'Armentières. - Prorogation et révision des règlement et tarif
Octroi d'Hondschoote. - Prorogation des tarif et règlement

P

Pêche fluviale. - Interdiction
Petite-Forêt. - Construction d'une chapelle vicariale. - Demande de secours
Poids et mesures
Pompes à incendie. - Subsides
Ports maritimes
Ports maritimes - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Postes et télégraphes. (Service des)
Postes et télégraphes. - Rapport de M. le Directeur
Postes et télégraphes. - Rapport de M. l'Inspecteur ingénieur
Préfecture (Hôtel.) - Chauffage et éclairage du corps de garde
Préfecture - Contributions afférentes aux bâtiments
Préfecture (Hôtel). - Entretien des bâtiments
Préfecture (Hôtel). - Etablissement d'une vérandah
Préfecture (Hôtel). - Travaux
Préfecture et Sous-Préfectures. - Frais d'administration
Préfecture et Sous-Préfectures. - Mobilier. - Entretien
Prestations. - Tarif de rachat des journées pour 1883
Prisons départementales - Indemnité de logement aux aumôniers
Propriétés départementales. - Contributions directes de 1882
Propriétés départementales. - Frais d'assurances
Pyramides de Denain et de Cysoing. - Traitement des gardiens

R

Race chevaline
Radinghem. - Achèvement du clocher de l'église. - Demande de secours
Rapports des chefs de service:
Rapports des chefs de service: Postes et télégraphes
Rapports des chefs de service: Télégraphie. - Service technique
Rapports des chefs de service: Chemins de fer. - Exploitation. - Rapport de M. Meissonnier
Rapports des chefs de service: Chemins de fer. - Travaux. - Contrôle. - Rapport de M. Cirodde
Rapports des chefs de service: Chemins de fer d'intérêt général exécutés par l'Etat. - Rapport de M. Doniol
Rapports des chefs de service: Chemins de fer d'intérêt local. - Contrôle. - Rapport de M. Doniol
Rapports des chefs de service: Ligne de Valenciennes à Laon. - Rapport de M. Menche de Loisne
Rapports des chefs de service: Lignes de Busigny à Hirson et du Cateau à Laon. - Rapports de l'Ingénieur en chef
Rapports des chefs de service: Tramways. - Rapport de M. Doniol
Rapports des chefs de service: Ports maritimes
Rapports des chefs de service: Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais
Rapports des chefs de service: Navigation entre la Belgique et Paris
Rapports des chefs de service: Canal du Nord sur Paris
Rapports des chefs de service: Rapport de M. Sadi-Carnot à la Chambre des députés
Rapports des chefs de service: Canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. - Etudes
Rapports des chefs de service: Routes nationales
Rapports des chefs de service: Routes départementales
Rapports des chefs de service: Chemins de grande communication
Rapports des chefs de service: Chemins d'intérêt commun
Rapports des chefs de service: Chemins vicinaux ordinaires
Rapports Instruction publique
Rapports Enfants assistés
Rapports Enfants du 1er âge
Rapports Asile d'aliénés. - Armentières
Rapports Asile d'aliénés. - Bailleul
Rapports Asile d'aliénés. - Lommelet
Rapports Industrie minérale
Rapports Service hydraulique
Rapports Salubrité publique
Routes départementales
Routes départementales. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Routes nationales
Routes nationales. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Rivière de l'Yser. - Reconstruction et élargissement des ponts

S

St-Amand. - Consolidation de la Tour. (Monument historique)
Salesches. - Réparation au clocher de l'église
Salubrité publique
Salubrité publique. - Rapport de M. l'Inspecteur détemental

Sapeurs-Pompiers
Sapeurs-Pompiers. - Retenue à imposer aux compagnies d'assurances. - Voeu
Secours en cas d'extrême misère
Service hydraulique. - Cours d'eau
Service hydraulique. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Situation financière du département - Exposé
Société centrale de sauvetage des naufragés
Sociétés de charité maternelle
Sociétés de gymnastique. - Subvention
Société de patronage des libérés adultes de l'arrondissement de Valenciennes. - Demande de subvention
Société des Sauveteurs du Nord. - Subvention
Sociétés de secours mutuels
Sociétés de tir avec armes de guerre
Société d'horticulture de Valenciennes. - Subvention
Société de protection des engagés volontaires, élevés dans les maisons d'éducation correctionnelles. - Demande de subvention
Société de secours aux blessés des armées de terre et de mer. - Subvention
Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable
Société hippique française. - Concours de Lille. - Subvention annuelle
Société régionale d'horticulture du Nord de la France. - Subvention
Sociétés savantes. - Subsides
Sourds-muets et jeunes aveugles
Sous-Préfectures. - Entretien des bâtiments
Sous-Préfectures. - Grosses réparations
Sous-Préfectures. - Loyers
Sous-Préfectures. - Mobilier. - Acquisitions
Sporting-Dunkerquois (ancien Yacht-club du Nord). - Subvention
Station agronomique de Lille
Statistique agricole, industrielle et commerciale. - Renseignements

T

Tabacs. - Amélioration de la qualité inférieure
Tabacs. - Culture
Taxations pour travaux d'intérêt public à la charge des particuliers
Télégraphie (voir Postes).
Taxe personnelle. - Fixation pour l'année 1883
Thun-Lévêque. - Demande en réduction du contingent mobilier
Tramways
Tramways. - Rapport de M. l'Ingénieur en chef
Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie
Tribunaux (Voir menues dépenses, etc)
Tribunaux. - Entretien des bâtiments
Tribunaux. - Grosses réparations
Tribunal civil d'Hazebrouck. - Parquet - Ameublement
Tribunal d'Hazebrouck. - Loyer
Tribunaux. - Mobilier. - Acquisitions
Tribunaux. - Mobilier. - Entretien
Tribunaux et Chambres de commerce. - Elections. - Liste des électeurs
Tribunaux et Chambres de commerce. - Révision de la liste des électeurs

V

Vaccine
Valenciennes. - Couverture du canal du Grand-Bruille. - Redevance due à la ville
Voierie urbaine. - Amélioration dans les villes industrielles et commerciales
Voyageurs indigents. - Frais de transport et secours de route. - Dépenses arriérées
Voyageurs indigents. - Secours de route et moyens de transport

W

Wandignies-Hamage. - Réparation à la toiture de l'église. - Demande de secours